

**ASSEMBLÉE ORDINAIRE  
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION  
VERSION 3**

**Le jeudi 18 juin 2020**

**à 17 h**

**AVIS DE CONVOCATION**

Montréal, le lundi 15 juin 2020

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération, qui se déroulera exceptionnellement à huis clos, est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le jeudi 18 juin 2020, à 17 h, via téléconférence**. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

---

Yves SAINDON  
Greffier de la Ville

*(English version available at the Service du greffe, Lucien-Saulnier building, street level)*

**ASSEMBLÉE ORDINAIRE  
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

**VERSION 3**

**Le jeudi 18 juin 2020**

**à 17 h**

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 18 juin 2020, ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 11 juin 2020.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 41.06 et 41.07.

Veillez noter qu'une version électronique des dossiers ajoutés accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.

## Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 18 juin 2020

### ORDRE DU JOUR

## VERSION 3

### 01 – Période de questions du public

#### 01.01 Service du greffe

Période de questions du public

### 02 – Période de questions des membres du conseil

#### 02.01 Service du greffe

Période de questions des membres du conseil

### 03 – Ordre du jour et procès-verbal

#### 03.01 Service du greffe

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du conseil d'agglomération

#### 03.02 Service du greffe

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 28 mai 2020, à 17 h

## **04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif**

### **04.01**     Service du greffe

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

### **04.02**     Service du greffe

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

### **04.03**     Service du greffe

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

## **05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil**

### **05.01**     Service du greffe

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

## **06 – Dépôt de rapports des commissions du conseil**

### **06.01**     Service du greffe

Dépôt du rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général intitulé « Commentaires et recommandations faisant suite au Rapport annuel 2019 du Bureau de l'inspecteur général pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019 »

### **06.02**     Service du greffe

Dépôt du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats intitulé « Bilan de la neuvième année d'activité (2019) : Rapport et recommandations »

## **07 – Dépôt**

### **07.01**     Service du greffe

Dépôt du rapport annuel 2019 de la vérificatrice générale de la Ville

### **07.02**     Service de l'environnement - 1204060001

Dépôt du bilan annuel 2019 du Réseau de suivi du milieu aquatique

*Compétence d'agglomération :*                   Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

### **07.03**     Service de l'environnement - 1208247001

Dépôt du bilan annuel 2019 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA)

*Compétence d'agglomération :*                   Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

### **07.04**     Service du greffe

Dépôt de la résolution 20 0512 du 12 mai 2020 désignant la conseillère Valérie Assouline comme représentante de la Ville de Dollard-des-Ormeaux au conseil d'agglomération pour la période du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre 2020

## **11 – Dépôt de pétitions**

### **11.01**     Service du greffe

Dépôt de pétitions

## 20 – Affaires contractuelles

### 20.01 Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles - 1197684008

Autoriser l'option de prolongation de 12 mois pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat accordé à Xerox Canada Ltée (CG18 0125), pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cet effet

*Compétence* Acte mixte  
*d'agglomération :*

### 20.02 Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438020

Accorder un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., pour l'évolution et le support du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2020 au 31 mai 2023, pour une somme maximale de 1 922 760,65 \$, taxes incluses (fournisseur unique)

*Compétence* Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

### 20.03 Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation sécurité et propreté - 1207157001

Accorder un contrat à Service d'entretien Alphanet inc. pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux années d'option - Dépense totale de 591 788,65 \$ taxes et contingences incluses - Appel d'offres 20-17878 (1 soum.)

*Compétence* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants  
*d'agglomération :*

**20.04**     Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles  
- 1198555001

Accorder un contrat de services Dr à Énergir, S.E.C., fournisseur exclusif, pour l'injection dans son réseau gazier du gaz naturel renouvelable produit par le centre de traitement de matières organiques (CTMO) par biométhanisation à la Ville de Montréal-Est. - Dépense totale de 3 965 686,73 \$, taxes et contingences incluses

*Compétence*                             Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi  
*d'agglomération :*                   que tout autre élément de leur gestion si elles sont  
  dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du  
  plan de gestion de ces matières

**20.05**     Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1204132002

Exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout dans le cadre des contrats accordés aux firmes Albert Viau division Emco Corporation (433 007,92 \$), St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (661 806,13 \$), et Wolseley Canada inc. (115 065,59 \$) (CG16 0392) majorant ainsi le montant total estimé des ententes-cadres de 5 518 992,14 \$ à 6 728 871,78 \$, taxes incluses

*Compétence*                             Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.06**     Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438019

Accorder un contrat à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, pour une période de trois ans plus deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale de 2 235 521,46 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18069 (5 soum.)

*Compétence*                             Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

**20.07**     Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation - 1190336002

Conclure une entente-cadre avec Nederman Canada Limited, fournisseur unique, pour les services d'entretien préventif, de réparations et d'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 577 724,71 \$, taxes, services additionnels et contingences incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

*Compétence d'agglomération :*                      Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.08**     Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1208009001

Autoriser une dépense additionnelle de 357 893,63 \$, taxes incluses, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, situé au 2929 avenue Jeanne-d'Arc , dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant total du contrat de 4 856 308,96 \$ à 5 214 202,60 \$, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :*                      Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel

**20.09**     Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation - 1190257001

Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier 5

*Compétence d'agglomération :*                      Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants





**20.13**     Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures -  
1207231033

Autoriser une dépense additionnelle de 3 768 869,25 \$, taxes, contingences et incidences incluses, pour l'agrandissement de la conduite d'égout du collecteur William dans le cadre des travaux de réfection des infrastructures de la rue William, entre la rue de la Montagne et Dalhousie-Griffintown (Lot #6A), dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Michaudville inc. (CG19 0314), majorant ainsi le montant total du contrat de 20 458 194,40 \$ à 23 848 374,65 \$, taxes incluses / Augmenter le budget des incidences de 378 689 \$, taxes incluses, incluant un montant maximal de 116 377,89 \$, taxes incluses, afin d'accorder un contrat gré à gré à Énergir, fournisseur unique, pour des travaux de déplacement de conduite de gaz existante

*Compétence*                                     Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.14**     Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures -  
1207231050

Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Métropolitain Est, de l'avenue Broadway Nord à l'avenue Marien - Dépense totale de 3 896 659,01 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 329801 (4 soum.)

*Compétence*                                     Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

**20.15**     Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles -  
1205841001

Conclure une entente-cadre de gré à gré avec sa Majesté la Reine Chef du Canada (Services publics et approvisionnement Canada) pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 1 000 000 \$, taxes incluses / Approuver un projet d'entente de service à cette fin

*Compétence*                                     Éléments de la sécurité publique que sont les services de  
*d'agglomération :*                             police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de  
premiers répondants



**20.18**     Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles - 1207684002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec Alithya Canada inc. pour la fourniture de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud, pour la période 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2023 - Montant estimé de l'entente : 9 029 487,23 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17666 (2 soum.)

*Compétence*                                     Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.19**     Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1186037014

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation « Au pied de la montagne (Montréal) » pour la propriété sise au 100-102, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 15 ans, soit du 25 août 2035 jusqu'au 24 août 2050, dont la rente annuelle sera de 3 600 \$

*Compétence*                                     Évaluation municipale  
*d'agglomération :*

**20.20**     Service de l'habitation - 1208370003

Accorder une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 3 420 000 \$ pour la réalisation du projet de logement social Habitations communautaires LOGGIA de l'organisme Habitations communautaires LOGGIA

*Compétence*                                     Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux  
*d'agglomération :*                             sans-abri

**20.21**     Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction des sports  
- 1197898003

Accorder un soutien d'une valeur totale de 4 125 000 \$ à ÉVÉNEMENTS GPCQM, dont un soutien en biens et services d'une valeur annuelle de 225 000 \$ pour la réalisation des éditions 2020 à 2022 du Grand Prix Cycliste de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

*Compétence*                             Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements  
*d'agglomération :*                     sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

**20.22**     Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438018

Autoriser une dépense additionnelle de 8 799 300,30 \$, taxes incluses, pour des services additionnels dans le cadre du contrat accordé à Degrémont Itée (CG15 0163), appel d'offres public 12-12107, majorant ainsi le montant total du contrat de 98 950 000 \$ à 107 749 300,30 \$, taxes incluses

*Compétence*                             Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

**30 – Administration et finances**

**30.01**     Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction -  
Transactions immobilières - 1205268001

Décréter le renouvellement d'une réserve à des fins de parc sur les lots 3 322 863, 3 322 973, 3 324 409, 4 679 215 et 4 723 768 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situés au sud de la rue Saint-Jacques Ouest et à l'est du boulevard Cavendish

**30.02**     Service de l'évaluation foncière - 1206665001

Autoriser le report au 1<sup>er</sup> novembre 2020 de l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision des immeubles non résidentiels et des immeubles résidentiels de 60 logements et plus, déposées à l'encontre des rôles triennaux 2020-2021-2022

*Compétence*                             Évaluation municipale  
*d'agglomération :*

**30.03** Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. - 1194124001

Autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2020, renouvelable automatiquement pour 12 mois, pour des paiements totalisant 300 000 \$ maximum annuellement

*Compétence* Transport collectif des personnes  
*d'agglomération :*

**30.04** Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1200867004

Poursuivre la procédure d'adoption du projet visé par la résolution CG20 0161, conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, notamment en remplaçant l'assemblée publique de consultation prescrite par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) par une consultation écrite d'une durée d'au moins 15 jours et d'une assemblée d'information virtuelle webdiffusée - Projet de PPU des Faubourgs

**41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement**

**41.01** Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques - 1202614003

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du cadastre du Québec

*Compétence* Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux  
*d'agglomération :* sans-abri

**41.02** Service de la culture - 1208021005

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 \$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021



**41.07**     Service des finances , Direction des revenus - 1203843009

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG19-030)

**42 – Adoption de règlements**

**42.01**     Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports - 1190592001

Adoption - Règlement relatif à l'établissement et la dénomination du parc à caractère régional, le Parc de l'écoterritoire de la falaise

*Compétence d'agglomération :*                   Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

**42.02**     Service des finances , Direction des revenus - 1203843001

Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2019)

*Compétence d'agglomération :*                   Alimentation en eau et assainissement des eaux

**42.03**     Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1207796007

Adoption - Règlement établissant le programme d'aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement

*Compétence d'agglomération :*                   Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise



## 50 – Ressources humaines

### 50.01 Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1205326001

Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (UMECO) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), aux frais du SPVM, pour une durée de trois ans, soit du 30 septembre 2019 au 29 septembre 2022

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

### 50.02 Service de l'expérience citoyenne et des communications - 1203012001

Approuver un projet d'addenda prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020, le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau à la Société du parc Jean-Drapeau, afin de les accompagner dans l'élaboration d'un plan stratégique pour la Société du Parc Jean-Drapeau

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau

### 50.03 Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1195326005

Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum d'un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Centre de coordination provincial contre la menace (CCPM) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), aux frais du SPVM, pour une période de trois ans, soit du 30 septembre 2019 au 29 septembre 2022

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

## 51 – Nomination / Désignation

### 51.01 Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1200079001

Approuver la nomination de Mme Johanne Tanguay, cadre sur mandat, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec

*Compétence  
d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

---

**Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération  
de la Ville de Montréal du 28 mai 2020  
17 h**

---

**Séance tenue le jeudi 28 mai 2020  
Salle du conseil de l'hôtel de ville, édifice Lucien-Saulnier**

---

*Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Les élus ci-après nommés étaient présents par téléphone, à l'exception de la présidente d'assemblée, Mme Manon Barbe qui était présente en salle du conseil.*

**PRÉSENCES :**

Mme Valérie Plante, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. John Belvedere, M. Alex Bottausci, M. Georges Bourelle, Mme Julie Brisebois, M. Mitchell Brownstein, M. Éric Alan Caldwell, M. François William Croteau, M. Robert Coutu, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, M. Michel Gibson, Mme Nathalie Goulet, Mme Paola Hawa, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, M. Beny Masella, M. Peter McQueen, M. Sylvain Ouellet, M. Laurence Parent, M. Jocelyn Pauzé, Mme Magda Popeanu, M. Edgar Rouleau, M. Philippe Roy, Mme Christina M. Smith, M. William Steinberg, Mme Maria Tutino et Mme Maja Vodanovic.

**AUTRES PRÉSENCES :**

M. Serge Lamontagne, Directeur général  
M<sup>e</sup> Yves Saindon, Greffier de la Ville  
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice

---

La présidente d'assemblée, Mme Manon Barbe, demande d'observer un moment de recueillement dédié à la mémoire des victimes de la COVID-19.

La présidente d'assemblée déclare la séance ouverte et invite les membres du conseil à suivre les consignes qui leur ont été acheminées préalablement pour assurer le bon déroulement de la séance.

---

**1 - Période de questions du public**

La présidente d'assemblée, Mme Manon Barbe, appelle le point « Période de questions du public ».

La présidente d'assemblée fait la lecture de l'unique question transmise par le public via un formulaire Web.

***Prendre note que la question du public ci-dessous est reproduite au procès-verbal telle qu'elle a été reçue, sans révision, ni modification.***

| <u>Question de</u>  | <u>À</u>                                    | <u>Objet</u>  |
|---------------------|---|---|
| M. Matthew Lipscomb | Mme Valérie Plante<br>(Mme Rosannie Filato) | The death rate in the world's hardest hit areas, such as Italy runs at 500/million. Canada's is 150/million. That's a mortality rate of .0005%. In Canada it is .00015% If you take out the death seniors and those with comorbidity issues, the death rate falls by another 80%. Being that Covid is NOT dangerous to 99.9% of the entire population, and those who are at risk and have been affected are mostly in your care (at CHLCS) why then are you destroying our lives with actions |

you know to be harmful. Action that are disruptive like taking kids out of school, actions that destroy businesses, actions that destroy health like canceling important and often lifesaving cancer treatments. You should be examining medical facts but instead you're blindly following provincial governments who follow the federal government who follow the un-elected and blatantly corrupt WHO. Please answer my question in whatever manner you can and correct me where I am wrong in my assumptions

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens, la présidente d'assemblée déclare la période de questions du public close à 17 h 08. Elle remercie la seule personne s'identifiant comme homme qui a soumis sa question par écrit à l'avance pour faire état de ses doléances aux membres du conseil.

\* Aucune autre personne s'identifiant comme femme ou autre n'a posé de question.

---

## 2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente d'assemblée appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

N'ayant aucune intervention de la part des membres du conseil, la présidente d'assemblée déclare la période de questions des membres du conseil close à 17 h 09.

---

La présidente d'assemblée cède la parole au porte-parole d'assemblée, M. François Limoges.

---

### CG20 0244

#### Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 28 mai 2020, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance, en y retirant l'article 50.01 et de reporter l'article 20.03 à la prochaine assemblée du conseil d'agglomération.

Adopté à l'unanimité.

03.01

---

**CG20 0245**

**Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 23 avril 2020**

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 23 avril 2020 conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 14 mai 2020 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

**CG20 0246**

**Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération tenue le 14 mai 2020**

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération tenue le 14 mai 2020 conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 21 mai 2020 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.03

---

**4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif**

La présidente d'assemblée appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif ».

Le porte-parole d'assemblée dépose les documents suivants :

- 4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* du 1<sup>er</sup> au 30 avril 2020.
  - 4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 1<sup>er</sup> au 30 avril 2020.
  - 4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* du 1<sup>er</sup> au 30 avril 2020.
-

## 5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

La présidente d'assemblée appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil ».

Aucun document n'est déposé.

---

## 6 - Dépôt de rapports des commissions du conseil

La présidente d'assemblée appelle le point « Dépôt de rapports des commissions du conseil ».

### CG20 0247

**Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs intitulé « Montréal, objectif zéro déchet - Consultation publique sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 : Rapport et recommandations »**

La mairesse de la Ville de Baie-D'Urfé, Mme Maria Tutino, dépose le rapport et les recommandations de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs intitulé « Montréal, objectif zéro déchet - Consultation publique sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 : Rapport et recommandations », et le conseil en prend acte.

---

Un débat s'engage.

---

06.01

---

## 7 - Dépôt

La présidente d'assemblée appelle le point « dépôt ».

### CG20 0248

**Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019**

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose le rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019, et le conseil en prend acte.

07.01 1200029005

---

**CG20 0249**

**Dépôt des résultats du plan de redressement de 123,4 M\$ pour contrer la crise économique et financière**

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose les résultats du plan de redressement, et le conseil en prend acte.

07.02 1203843006

---

**11 - Dépôt de pétitions**

La présidente d'assemblée appelle le point « pétitions ».

Aucun document n'est déposé.

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01, 20.02, 20.04 et 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG20 0250**

**Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre communautaire du Faubourg Saint-Laurent, à des fins d'entreposage, un local d'une superficie totale de 331,1 pieds carrés, au sous-sol de l'immeuble situé au 105, rue Ontario Est, pour une période de 12 ans, 2 mois et 4 jours, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour un loyer total de 28 783,56 \$, plus les taxes applicables**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0651;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre communautaire du Faubourg Saint-Laurent, pour une période de 12 ans, deux mois et quatre jours, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, un local d'une superficie totale de 331,1 pieds carrés, situé au sous-sol de l'immeuble sis 105, rue Ontario, à des fins d'entreposage, moyennant un loyer total de 28 783,56 \$, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1194069016

---

**CG20 0251**

**Approuver un projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 8334960 Canada inc., un espace à bureaux d'une superficie de 6 030 pieds carrés, situé au 6850, boulevard Joseph-Renaud, pour le poste de quartier 46 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans et 21 jours, à compter du 10 septembre 2020 jusqu'au 30 septembre 2025 - Dépense totale de 838 967,69 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0652;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'approuver un projet de troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 8334960 Canada inc., pour une période de cinq ans et 21 jours, à compter du 10 septembre 2020 jusqu'au 30 septembre 2025, un espace à bureaux d'une superficie de 6 030 pieds carrés, situé au 6850, rue Joseph-Renaud, pour les besoins du poste de quartier 46 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 832 069,19 \$, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet de troisième convention de modification de bail;
- 2 - d'autoriser une dépense de 3 449,25 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3 - d'autoriser une dépense de 3 449,25 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1204565001

---

**CG20 0252**

**Conclure une entente-cadre avec Lumen, division de Sonepar Canada inc, pour une durée de 36 mois, incluant deux options de prolongation, pour la fourniture et la livraison des gilets de sécurité et de vêtements de pluie - Montant estimé de l'entente : 1 401 901,06 \$, taxes et variations de quantités incluses - Appel d'offres public 20-18000 (9 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0631;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- de conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois avec deux options de prolongation de 12 mois, avec la firme Lumen, division de Sonopar Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de gilets de sécurité et vêtements de pluie, pour une somme maximale de 1 219 044,40 \$ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-18000;
- 2- d'autoriser une dépense de 182 856,66 \$, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;
- 3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1204982003

---



**CG20 0253**

**Exercer les options de prolongation, pour une période de deux ans, soit du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2022, et autoriser une dépense additionnelle de 589 821,76 \$, taxes incluses, pour la fourniture d'une solution de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires, dans le cadre du contrat accordé à Keyrus Canada (CG17 0267), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 655 577,57 \$ à 3 245 399,33 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0636;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 589 821,76 \$, taxes incluses, pour la fourniture d'une solution de visualisation et d'analyse de données en intelligence d'affaires dans le cadre du contrat accordé à Keyrus Canada (CG17 0267), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 655 577,57 \$ à 3 245 399,33 \$, taxes incluses;
- 2- d'autoriser le directeur de la Direction centre d'expertise - intelligences d'affaires du Service des technologies de l'information à signer tous documents relatifs au présent contrat, pour et au nom de la Ville;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1206871002

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG20 0254**

**Autoriser l'augmentation de l'enveloppe budgétaire de 196 709,05 \$, taxes incluses, pour l'entretien du réseau de captage du biogaz et du rehaussement des puits au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) dans le cadre du contrat accordé à Pronex Excavation inc. (CG18 0291), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 369 682,31 \$ à 1 566 391,36 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0630;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 196 709,05 \$, taxes incluses, pour l'entretien du réseau de captage du biogaz et le rehaussement des puits au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), dans le cadre du contrat accordé à Pronex Excavation inc. (CG18 0291), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 369 682,31 \$, taxes incluses, à 1 566 391,36 \$, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1208008001

---

#### **CG20 0255**

**Conclure une entente-cadre avec Québec Linge Co., pour une période de 36 mois, incluant une option de prolongation pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques - Montant estimé de l'entente : 1 164 844,91 \$, taxes et variations de quantités incluses - Appel d'offres public 20-17839 (1 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0633;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- de conclure une entente-cadre pour une période de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, par laquelle Québec Linge co. seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services de location, d'entretien et de réparation de vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques (niveau 2) pour une somme maximale de 1 012 908,62 \$, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-18000;
- 2- d'autoriser une dépense de 151 936,29 \$, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;
- 3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1204982004

---

#### **CG20 0256**

**Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs généraux, pour le projet de construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Kirkland - Dépense totale de 2 156 581,47 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10344 (4 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0645;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'accorder à C.M.S. Entrepreneurs généraux, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans le secteur de Kirkland, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 797 151,23 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10344;
- 2- d'autoriser une dépense de 179 715,12 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 179 715,12 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à la majorité des voix.

**Dissidence :** Mme Maria Tutino

20.08 1203775004

---

#### **CG20 0257**

**Approuver un projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de 8334960 Canada inc., un espace à bureaux d'une superficie de 6 135 pieds carrés, situé au 11 756, boulevard O'Brien, pour le poste de quartier 10 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans, 1 mois et 6 jours, à compter du 25 août 2020 jusqu'au 30 septembre 2025 - Dépense totale de 884 570,42 \$, taxes, contingences et incidences incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0653;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'approuver un projet de troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 8334960 Canada inc., pour une période de cinq ans, un mois et six jours, à compter du 25 août 2020 jusqu'au 30 septembre 2025, un espace à bureaux d'une superficie de 6 135 pieds carrés, situé au 11 756, boulevard O'Brien, pour les besoins du poste de quartier 10 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 877 671,92 \$, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet de troisième convention de modification de bail;
- 2 - d'autoriser une dépense de 2 299,50 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3 - d'autoriser une dépense de 4 599 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1204565002

---

#### **CG20 0258**

**Autoriser une dépense additionnelle de 188 515,34 \$, taxes incluses, pour les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation à la caserne de pompiers n° 31 située au 7041, rue Saint-Dominique, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG19 0290), majorant ainsi le montant total maximal du contrat de 1 742 676,08 \$ à 1 931 191,42 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0641;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 188 515,34 \$, taxes incluses, pour les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation à la caserne de pompiers 31 située au 7041, rue St-Dominique, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG19 0290), majorant ainsi le montant total maximal du contrat de 1 742 676,08 \$ à 1 931 191,42 \$, taxes incluses;
- 2- d'autoriser une dépense de 188 515,34 \$ taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1205350001

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG20 0259**

**Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc. pour des travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (PCPR-PRCPR 2020) - Dépense totale de 4 315 434,33 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458713 (8 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0646;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'accorder à Pavage Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (PCPR-PRCPR 2020), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 743 122,12 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458713;
- 2- d'autoriser une dépense de 374 312,21 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 198 000 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1207231025

---

**CG20 0260**

**Accorder un contrat à 9163-8478 Québec inc. (Clôtures Summum), pour des travaux de mise aux normes des terrains de tennis au parc La Fontaine et d'amélioration des installations au parc Jeanne-Mance, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 216 955,98 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-6491 - (1 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0637;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'accorder au seul soumissionnaire 9163-8478 Québec inc. (Clôtures Summum), ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 197 232,71 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-6491;
- 2- d'autoriser une dépense de 19 723,27 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1208264001

---

**CG20 0261**

**Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages inc. (Lot 1), pour la construction de divers travaux en architecture de paysage dans les parcs-nature - Dépense totale de 736 555,42 \$, taxes, contingences, variations de quantités et incidences incluses - Appel d'offres public 19-6458 (5 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0639;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'accorder à Les Terrassements Multi-Paysages inc., plus bas soumissionnaire conforme pour le lot 1, le contrat pour la réalisation de divers travaux en architecture du paysage dans les parcs-nature, pour une somme maximale de 601 960,12 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-6458;
- 2- d'autoriser une dépense de 60 196,01 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 60 196,01 \$, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;
- 4- d'autoriser une dépense de 14 203,28 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1208177001

---

**CG20 0262**

**Accorder un soutien financier de 300 000 \$ à Intégration Jeunesse du Québec inc., pour l'année 2020, pour réaliser les projets « Camps pédagogiques : volet Sauveteurs de piscine et « Camps pédagogiques : volet Moniteurs de camp de jour », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0655;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'accorder un soutien financier de 300 000 \$ à Intégration Jeunesse du Québec inc., pour l'année 2020, dont 165 100 \$ pour réaliser le projet « Camps pédagogiques : volet Sauveteurs de piscine » et 134 900 \$ pour le projet « Camps pédagogiques : volet Moniteurs de camp de jour », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);
- 2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1208798001

---

**CG20 0263**

**Approuver la première convention de modification du bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Développement Olymbec inc., un espace à bureaux d'une superficie de 8 060 pieds carrés, situé au 5501, rue Westminster, dans la Ville de Côte-Saint-Luc, pour le poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 6 ans et 5 mois, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020 jusqu'au 31 janvier 2027 - Dépense totale de 2 124 146,36 \$, taxes, travaux d'aménagement, contingences et incidences inclus**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0714;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Développement Olymbec inc., un espace à bureaux d'une superficie de 8 060 pieds carrés, situé au 5501, rue Westminster, dans la Ville de Côte-Saint-Luc, pour le poste de quartier 9 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 6 ans et 5 mois, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020, moyennant un loyer total de 1 572 266,36 \$, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la première convention de modification de bail;
- 2- d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable en 2020 au locateur Développement Olymbec inc., représentant un montant de 459 900 \$, auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 91 980 \$, pour une dépense maximale de 551 880 \$, taxes incluses;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1204565003

---

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG20 0264**

##### **Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats**

**Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour le projet de construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges - Dépense totale de 4 414 929,62 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10341 (6 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0700;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2- d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans le secteur de Côte-des-Neiges, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 679 108,02 \$, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10341;
- 3- d'autoriser une dépense de 367 910,80 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 4- d'autoriser une dépense de 367 910,80 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à la majorité des voix.

**Dissidence :** Mme Maria Tutino

20.16 1203775001

---

#### **CG20 0265**

##### **Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats**

**Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet de construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent - Dépense totale de 2 245 820,47 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10343 (6 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0701;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2- d'accorder à Ali Excavation, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans le secteur de Saint-Laurent, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 871 517,06 \$, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10343;
- 3- d'autoriser une dépense de 187 151,71 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 4- d'autoriser une dépense de 187 151,71 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à la majorité des voix.

**Dissidence :** Mme Maria Tutino

20.17 1203775003

---

## CG20 0266

### Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

**Accorder un contrat à Multi Recyclage S.D. inc. (3 125 637 \$, taxes incluses), un contrat à GFL Environmental inc. (1 030 778 \$, taxes incluses), et un contrat à Tria Écoénergie inc. (837 018 \$, taxes incluses), pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 4 993 433 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 (4 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0694;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2- d'accorder un contrat aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, pour chacun des lots, pour une période de 24 mois, pour la réception, le tri et la valorisation du bois, aux prix de leur soumission, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18043 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

| Firmes                    | Lots            | Montant des contrats (taxes incluses) |
|---------------------------|-----------------|---------------------------------------|
| Multi Recyclage S.D. inc. | Lots 1, 2, 4, 6 | <b>3 125 637 \$</b>                   |
| GFL Environmental inc.    | Lots 3, 7       | <b>1 030 778 \$</b>                   |
| Tria Écoénergie inc.      | Lot 5           | <b>837 018 \$</b>                     |

- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1205308001



**CG20 0267**

**Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats**

**Accorder un contrat à Entrepreneurs Construction Viatek inc. pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis, de la rue Jarry au boulevard Crémazie, et dans la rue Berri, du boulevard Crémazie au boulevard Gouin - Dépense totale de 5 542 321,12 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 456111 (5 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0705;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2- d'accorder à Entrepreneurs Viatek inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis, de la rue Jarry au boulevard Crémazie, et dans la rue Berri, du boulevard Crémazie au boulevard Gouin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 947 952,11 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 456111;
- 3- d'autoriser une dépense de 420 679,01 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 4- d'autoriser une dépense de 1 173 690 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1207231031

---

**CG20 0268**

**Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc. pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse, de la rue De Castelnau au boulevard Gouin - Dépense totale de 7 016 070,18 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 456110 (6 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0707;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'accorder à Pavages Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Lajeunesse, de la rue De Castelnau au boulevard Gouin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 767 617,55 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 456110;
- 2- d'autoriser une dépense de 715 142,63 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 1 533 310 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1207231030

---

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG20 0269**

**Conclure une entente-cadre avec M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour l'acquisition de quatre armes à impulsion électrique (AIE), de munitions et d'accessoires de marque Taser X2 pour le maintien des compétences au Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 381 428,68 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18063 (fournisseur unique)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0693;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'accorder au seul soumissionnaire, M.D.Charlton Co. Ltd., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, un contrat pour l'acquisition de quatre armes à impulsion électrique (AIE), de munitions et d'accessoires de marque Taser X2, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 381 428,64 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18063;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1207026001

---

#### **CG20 0270**

**Accorder un contrat à MD Charlton Co Ltd (groupe 1), Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense de 446 565,57 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17400 (groupe 1 : 2 soum.; groupe 2 : 3 soum.; groupe 5 : 1 soum.) / Autoriser un virement budgétaire de 407 800 \$, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0692;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'accorder un contrat à MD Charlton Co Ltd (groupe 1), et à Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), aux prix de sa soumission, soit pour une dépense de 446 565,57 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17400;

- 2- d'autoriser en 2020, un virement budgétaire de 407 800 \$, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1192748003

---

#### CG20 0271

**Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec WSP Canada inc. (2 618 222,20 \$, taxes incluses), FNX-INNOV inc. (1 631 150,33 \$, taxes incluses) et Stantec Experts-Conseils Itée (1 095 585,28 \$, taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en oeuvre de projets et de programmes de la Direction de la mobilité, pour une durée de trois ans - Appel d'offres public 20-17732 (6 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0708;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de trois ans, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels de soutien technique à la mise en oeuvre de projets et de programmes de la Direction de la mobilité, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17732;

| Firmes                       | Montant maximal<br>(Taxes incluses) |
|------------------------------|-------------------------------------|
| WSP Canada inc.              | 2 618 222,20 \$                     |
| FNX-INNOV inc.               | 1 631 150,33 \$                     |
| Stantec Experts-conseil Itée | 1 095 585,28 \$                     |
| Total                        | 5 344 957,81 \$                     |

- 2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la direction de la mobilité ou de ses requérants, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1200160001

**CG20 0272**

**Autoriser la résiliation de la convention entre la Ville de Montréal et la Fondation du Startup de Montréal**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0721;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de résilier la convention entre la Ville de Montréal et la Fondation du Startup de Montréal (CG18 0359).

Adopté à l'unanimité.

20.24 1207952001

---

**CG20 0273**

**Approuver l'addenda no.1 à l'entente détaillée entre la Ville de Montréal et l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB) (CG18 0234)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0710;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le projet d'addenda no 1 à l'entente détaillée entre la Ville de Montréal et l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX, comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB Pie-IX) (CG18 0234).

Adopté à l'unanimité.

20.25 1200575003

---

**CG20 0274**

**Mandater Conservation de la nature Canada (CNC), en tant que copropriétaire avec la Ville de Montréal, à déposer une demande de financement au Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue sur le territoire métropolitain de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), pour des travaux de protection et de mise en valeur de milieux naturels et d'accessibilité à l'île Bonfoin**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0658;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- de mandater Conservation de la nature Canada (CNC) pour présenter une demande d'aide financière à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) au nom de la Ville de Montréal;
- 2- de maintenir un accès permanent et public (en tant que copropriétaire) à l'île Bonfoin.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1206496001

---

#### **CG20 0275**

**Avis de motion et dépôt - Règlement relatif à l'établissement et la dénomination du parc à caractère régional, le Parc de l'écoterritoire de la falaise**

#### **AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement relatif à l'établissement et la dénomination du parc à caractère régional, le parc de l'écoterritoire de la falaise », afin de créer un nouveau parc régional dans l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques, sur le territoire des arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et du Sud-Ouest, lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1190592001

---

#### **CG20 0276**

**Avis de motion et dépôt - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2019)**

#### **AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2019) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1203843001

---

**CG20 0277**

**Avis de motion et dépôt - Règlement établissant le programme d'aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement**

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1207796007

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG20 0278**

**Adoption - Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 \$ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-057) », de sorte à augmenter l'emprunt de 5 000 000 \$ pour un total de 29 300 000 \$**

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 \$ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-057) », de sorte à augmenter l'emprunt de 5 000 000 \$ pour un total de 29 300 000 \$ à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0220;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 \$ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-057) », de sorte à augmenter l'emprunt de 5 000 000 \$ pour un total de 29 300 000 \$ à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0220;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020, par sa résolution CE20 0494;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 \$ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG 15-057), de sorte à augmenter l'emprunt de 5 000 000 \$ pour un total de 29 300 000 \$, sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.01 1203438006

*Règlement RCG 15-057-1*

---

**CG20 0279**

**Adoption - Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 \$ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-058) », de sorte à augmenter l'emprunt de 17 000 000 \$ pour un total de 68 000 000 \$**

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 \$ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-058) », de sorte à augmenter l'emprunt de 17 000 000 \$ pour un total de 68 000 000 \$ à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0221;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 \$ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-058) », de sorte à augmenter l'emprunt de 17 000 000 \$ pour un total de 68 000 000 \$ à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0221;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2020, par sa résolution CE20 0495;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 \$ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG 15-058), de sorte à augmenter l'emprunt de 17 000 000 \$ pour un total de 68 000 000 \$, sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.02 1203438005

*Règlement RCG 15-058-2*

---

**CG20 0280****Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030)**

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0222;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0222;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020, par sa résolution CE20 0546;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030);
- 2 - de prendre acte que le report de la seconde date d'échéance des taxes foncières au 2 juillet 2020 prévue par le Règlement modifiant le Règlement sur les taxes (exercice financier 2020), aura également pour effet de reporter au 2 juillet 2020 la date d'échéance de la contribution des municipalités reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier 2020) prévue par la résolution CM19 1378.

Adopté à l'unanimité.

42.03 1203843003

*Règlement RCG 19-030-1*

---

**CG20 0281****Adoption - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG 19-031)**

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG 19-031) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0223;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG 19-031) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0223;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2020, par sa résolution CE20 0547;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais



Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG 19-031) ».

Adopté à l'unanimité.

42.04 1204309001

*Règlement RCG 19-031-1*

---

**CG20 0282**

**Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (programme Réussir@Montréal - Commerce) (RCG 15-082)**

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (programme Réussir@Montréal - Commerce) (RCG 15-082) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0224;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (programme Réussir@Montréal - Commerce) (RCG 15-082) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0224;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 avril 2020, par sa résolution CE20 0563;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal – Commerce) (RCG 15-082) ».

Adopté à l'unanimité.

42.05 1201179004

*Règlement RCG 15-082-2*

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.06 à 42.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG20 0283****Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083)**

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0225;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal - Artère en chantier) (RCG 15-083) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0225;

Attendu que ce règlement a été modifié pour y incorporer une modification à l'article 4 du règlement (RCG 15-083) en ce qui a trait à la période d'application du règlement pouvant être déterminée par ordonnance, et qu'une nouvelle copie du règlement a également été distribuée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu les recommandations du comité exécutif en date du 16 avril 2020, par sa résolution CE20 0564 et du 13 mai 2020, par sa résolution CE20 0670;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter la nouvelle version du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des secteurs commerciaux faisant l'objet de travaux majeurs d'infrastructure (Programme Réussir@Montréal – Artère en chantier) (RCG 15-083) ».

Adopté à l'unanimité.

42.06 1201179005

*Règlement RCG 15-083-4*

---

**CG20 0284****Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023)**

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0226;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine) (RCG 17-023) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 par sa résolution CG20 0226;

Attendu que ce règlement a été modifié pour y incorporer une modification à l'article 4 du règlement (RCG 17-023) en ce qui a trait à la période d'application du règlement pouvant être déterminée par ordonnance, et qu'une nouvelle copie du règlement a également été distribuée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu les recommandations du comité exécutif en date du 16 avril 2020, par sa résolution CE20 0565, et du 13 mai 2020, par sa résolution CE20 0671;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter la nouvelle version du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal – Sainte-Catherine (RCG 17-023)) ».

Adopté à l'unanimité.

42.07 1201179006

*Règlement RCG 17-023-2*

---

**CG20 0285**

**Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017)**

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 14 mai 2020 par sa résolution CG20 0241;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 14 mai 2020 par sa résolution CG20 0241;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 29 avril 2020, par sa résolution CE20 0598;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) ».

Adopté à l'unanimité.

42.08 1208468005

*Règlement RCG 19-017-1*

---

**CG20 0286****Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017)**

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 14 mai 2020 par sa résolution CG20 0242;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 14 mai 2020 par sa résolution CG20 0242;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 mai 2020, par sa résolution CE20 0617;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) ».
- 2- de réserver une somme de 2 M\$ pour la mise en oeuvre des modifications.

Adopté à l'unanimité.

42.09 1207796008

*Règlement RCG 19-017-2*

---

**CG20 0287****Adoption - « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) », afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 2 juillet 2020**

Vu l'avis de motion donné du « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) », afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 2 juillet 2020 à l'assemblée du conseil d'agglomération du 14 mai 2020 par sa résolution CG20 0243;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) », afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 2 juillet 2020 à l'assemblée du conseil d'agglomération du 14 mai 2020 par sa résolution CG20 0243;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mai 2020, par sa résolution CE20 0626;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) ».

Adopté à l'unanimité.

42.10 1202021011

*Règlement RCG 20-014-1*

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 45.01 à 45.03 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG20 0288**

**Approuver le Règlement R-170-1 modifiant le Règlement R-170 autorisant un emprunt de 249 723 966 \$ pour financer la construction du nouveau Centre de transport Bellechasse, afin de modifier les objets, le terme et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 365 861 463 \$**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0739;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le Règlement R-170-1 modifiant le Règlement R-170 autorisant un emprunt 249 723 966 \$ pour financer la construction du nouveau centre de transport Bellechasse, afin de modifier les objets, le terme et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 365 861 463 \$ et la modification du programme des immobilisations 2020-2029, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c. S-30.01)

Adopté à l'unanimité.

45.01 1208464003

---

**CG20 0289**

**Approuver le Règlement R-168-1 modifiant le Règlement R-168 autorisant un emprunt de 210 000 000 \$ pour financer le programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 359 100 000 \$**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0740;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le Règlement R-168-1 modifiant le Règlement R-168 autorisant un emprunt de 210 000 000 \$ pour financer le programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 359 100 000 \$ et la modification du Programme des immobilisations 2020-2029 de la Société de transport de Montréal, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c. S-30.01).

Adopté à l'unanimité.

45.02 1208464002

---

**CG20 0290**

**Approuver le Règlement R-156-2 modifiant le Règlement R-156 autorisant un emprunt de 29 500 000 \$ pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-Vertu, tel que modifié par le Règlement R-156-1 ayant modifié les objets et le libellé du Règlement 156 et augmenté le montant de l'emprunt de 394 500 000 \$, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 492 256 515 \$**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020 par sa résolution CE20 0741;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le Règlement R-156-2 modifiant le Règlement R-156 autorisant un emprunt de 29 500 000 \$ pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-Vertu, tel que modifié par le Règlement R-156-1 ayant modifié les objets et le libellé du Règlement 156 et augmenté le montant de l'emprunt à 394 500 000 \$, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 492 256 515 \$ et la modification du Programme des immobilisations 2020-2029 de la Société de transport de Montréal, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c. S-30.01)

Adopté à l'unanimité.

45.03 1208464001

---

**CG20 0291**

**Approuver le projet d'addenda modifiant, rétroactivement au 1<sup>er</sup> avril 2019, l'entente de détachement d'un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Groupe intégré du renseignement criminel (GIRC) du Service divisionnaire du renseignement criminel de la GRC (SDRC)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2020 par sa résolution CE20 0677;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'approuver un projet d'addenda modifiant, rétroactivement au 1<sup>er</sup> avril 2019, l'entente de détachement d'un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Groupe intégré du renseignement criminel (GIRC) du Service divisionnaire du renseignement criminel de la GRC (SDRC) prévoyant notamment de nouvelles dispositions financières d'un détachement sans remboursement;
- 2 - d'autoriser la réduction de l'effectif policier permanent d'un poste à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019;
- 3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

50.02 1195326004

À 17 h 28, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente d'assemblée déclare l'assemblée levée.

\_\_\_\_\_  
Manon Barbe  
PRÉSIDENTE

\_\_\_\_\_  
Yves Saindon  
GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

\_\_\_\_\_  
Valérie Plante  
MAIRESSE

**04.01**

**À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU  
18 JUIN 2020**

**CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF  
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

**POUR LA PÉRIODE DU  
1<sup>ER</sup> AU 31 MAI 2020**



**CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION  
PÉRIODE DU 01 MAI 2020 AU 31 MAI 2020**

| FOURNISSEUR                                     | RÉPARTITION                                  | SERVICE  | DIRECTION                                       | DOSSIER                    | OBJET   | DÉCISION  | DATE       | MONTANT       |
|---|--|--|---|----------------------------|---|-----------|------------|---------------|
| CONSTRUCTION ARCADE                             | 100% AGGLO                                   | SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE | DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS  | <a href="#">1195967003</a> | ACCORDER UN CONTRAT À CONSTRUCTION ARCADE POUR RÉALISER LES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DE LA DALLE STRUCTURALE DE LA CASERNE DE POMPIERS NO 49 SITUÉE AU 10, RUE CHABANEL OUEST, ARRONDISSEMENT AHUNTSIC-CARTIERVILLE. DÉPENSE TOTALE DE 209 789,52 \$ TAXES INCLUSES (CONTRAT : 158 631,01 \$ + CONTINGENCES : 23 794,65 \$ + INCIDENCES : 27 363,85 \$) - APPEL D'OFFRES PUBLIC (IMM-15538) - (11 SOUMISSIONNAIRES)  | CE20 0643 | 2020-05-14 | 209 789,00 \$ |
| LES SERVICES EXP INC.                           | ENTENTE-CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION | SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE | BUREAU DE PROJET ET DES SERVICES ADMINISTRATIFS | <a href="#">1200557001</a> | CONCLURE UNE ENTENTE-CADRE AVEC LES SERVICES EXP INC., D'UNE PÉRIODE DE VINGT-QUATRE (24) MOIS À COMPTER DE SON ENTRÉE EN VIGUEUR OU AU MOMENT DE L'ÉPUISEMENT DU BUDGET ALLOUÉ, POUR LA FOURNITURE DE SERVICES PROFESSIONNELS EN MÉCANIQUE DU BÂTIMENT ET EN ÉLECTRICITÉ DU BÂTIMENT POUR DIVERS MANDATS DANS LA DIVISION EXPERTISE-CONSEIL DE LA DIRECTION DU BUREAU DE PROJET ET DES SERVICES ADMINISTRATIFS. DÉPENSE TOTALE DE 187 524,23 \$, TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 20-18024 - 2 SOUMISSIONNAIRES.  | CE20 0709 | 2020-05-22 | 187 524,00 \$ |
| QUÉBEC LINGE INC.                               | 100% AGGLO                                   | SERVICE DE L'EAU   | DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES         | <a href="#">1203438003</a> | EXERCER LA DEUXIÈME OPTION DE PROLONGATION ET AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 92 750 \$ TAXES INCLUSES, POUR LA LOCATION, L'ENTRETIEN ET LA RÉPARATION DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL À LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R. MARCOTTE DANS LE CADRE DU CONTRAT ACCORDÉ À QUÉBEC LINGE INC. (CE16 1122), MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 370 972,17 \$ À 463 722,17 \$ TAXES INCLUSES.  | CE20 0695 | 2020-05-22 | 92 750,00 \$  |
| LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX DELSAN A.I.M INC. | 43,45% AGGLO<br>56,55% VILLE                 | SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE | DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS  | <a href="#">1206810003</a> | ACCORDER UN CONTRAT À LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX DELSAN A.I.M. INC. POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU LOT L3202 « DÉMOLITION ÉDICULE PIÉTONNIER » DANS LE CADRE DU PROJET DE RESTAURATION PATRIMONIALE ET DE MISE AUX NORMES DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL - DÉPENSE TOTALE DE 482 120,35 \$, TAXES INCLUSES (CONTRAT : 385 696,28 \$ + CONTINGENCES : 96 424,07 \$) - APPEL D'OFFRES PUBLIC IMM-15513 - (3 SOUMISSIONNAIRES)   | CE20 0604 | 2020-05-06 | 482 120,35 \$ |
| LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC..          | 100% AGGLO                                   | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS     | DIRECTION GESTION DES PARCS ET BIODIVERSITÉ     | <a href="#">1208177001</a> | ACCORDER DEUX CONTRATS POUR LA RÉALISATION DE DIVERS TRAVAUX MINEURS EN ARCHITECTURE DU PAYSAGE DANS LES PARCS-NATURE AUX ENTREPRENEURS SUIVANTS : LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC., POUR LE LOT 1, ET À LES AMÉNAGEMENTS FLEURS-OPAVÉ INC. POUR LE LOT 2, POUR LA CONSTRUCTION DE DIVERS TRAVAUX MINEURS EN ARCHITECTURE DE PAYSAGE DANS LES PARCS-NATURE; DÉPENSE TOTALE DE 1 238 525,43 \$, TAXES INCLUSES – (CONTRATS : 1 008 953,24 \$ TAXES INCLUSES, CONTINGENCES : 100 895,32 \$, VARIATION DE QUANTITÉ : 100 895,32 \$ ET INCIDENCES : 27 781,55 \$) – APPEL D'OFFRES PUBLIC 19-6458 – CINQ (5) SOUMISSIONNAIRES. | CE20 0639 | 2020-05-14 | 601 960,12 \$ |

| FOURNISSEUR                         | RÉPARTITION | SERVICE  | DIRECTION                                   | DOSSIER                    | OBJET  | DÉCISION  | DATE       | MONTANT       |
|-------------------------------------|-------------|--|---|----------------------------|--|-----------|------------|---------------|
| LES AMÉNAGEMENTS FLEURS-O-PAVÉ INC. | 100% AGGLO  | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION GESTION DES PARCS ET BIODIVERSITÉ | <a href="#">1208177001</a> | ACCORDER DEUX CONTRATS POUR LA RÉALISATION DE DIVERS TRAVAUX MINEURS EN ARCHITECTURE DU PAYSAGE DANS LES PARCS-NATURE AUX ENTREPRENEURS SUIVANTS : LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC., POUR LE LOT 1, ET À LES AMÉNAGEMENTS FLEURS-O-PAVÉ INC. POUR LE LOT 2, POUR LA CONSTRUCTION DE DIVERS TRAVAUX MINEURS EN ARCHITECTURE DE PAYSAGE DANS LES PARCS-NATURE; DÉPENSE TOTALE DE 1 238 525,43 \$, TAXES INCLUSES – (CONTRATS : 1 008 953,24 \$ TAXES INCLUSES, CONTINGENCES : 100 895,32 \$, VARIATION DE QUANTITÉ : 100 895,32 \$ ET INCIDENCES : 27 781,55 \$) – APPEL D'OFFRES PUBLIC 19-6458 – CINQ (5) SOUMISSIONNAIRES. | CE20 0639 | 2020-05-14 | 406 993,12 \$ |

NOMBRE DE  
CONTRATS :

6

TOTAL : 1 771 347,59 \$

**04.02**

**À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU  
18 JUIN 2020**

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF  
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

**POUR LA PÉRIODE DU  
1<sup>ER</sup> AU 31 MAI 2020**

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
PÉRIODE DU 01 MAI 2020 AU 31 MAI 2020

| Fournisseur                                | Répartition | Service  | Direction                   | Dossier                    | Objet  | Décision  | Date       | Montant      |
|--|-------------|--|-----------------------------|----------------------------|--|-----------|------------|--------------|
| REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS             | 100% AGGLO  | SERVICE DE L'EAU                                     | DIRECTION DES RÉSEAUX D'EAU | <a href="#">1204217001</a> | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 86 334 \$ AU REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS AFIN DE COORDONNER ET METTRE EN PLACE LA PATROUILLE BLEUE 2020 / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE À CETTE FIN.  | CE20 0585 | 2020-05-01 | 86 334,00 \$ |
| FÉDÉRATION D'ÉCRIME DU QUÉBEC              | 100% AGGLO  | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS        | <a href="#">1205978001</a> | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 75 000 \$ À 6 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 6 ÉVÉNEMENTS AYANT EU LIEU ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 13 MARS 2020, POUR L'ÉVÉNEMENT ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU 1ER DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2020 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS (SGPMRS) | CE20 0654 | 2020-05-14 | 15 000,00 \$ |
| GESTION D'ÉVÉNEMENT DE PATINAGE DE VITESSE | 100% AGGLO  | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS        | <a href="#">1205978001</a> | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 75 000 \$ À 6 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 6 ÉVÉNEMENTS AYANT EU LIEU ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 13 MARS 2020, POUR L'ÉVÉNEMENT ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU 1ER DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2020 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS (SGPMRS) | CE20 0654 | 2020-05-14 | 15 000,00 \$ |
| JUDO CANADA                                | 100% AGGLO  | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS        | <a href="#">1205978001</a> | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 75 000 \$ À 6 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 6 ÉVÉNEMENTS AYANT EU LIEU ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 13 MARS 2020, POUR L'ÉVÉNEMENT ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU 1ER DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2020 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS (SGPMRS) | CE20 0654 | 2020-05-14 | 10 000,00 \$ |
| INTERNATIONAL GYMNIX                       | 100% AGGLO  | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS        | <a href="#">1205978001</a> | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 75 000 \$ À 6 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 6 ÉVÉNEMENTS AYANT EU LIEU ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 13 MARS 2020, POUR L'ÉVÉNEMENT ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU 1ER DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2020 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS (SGPMRS) | CE20 0654 | 2020-05-14 | 20 000,00 \$ |
| BOUGEBOUGE                                 | 100% AGGLO  | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS        | <a href="#">1205978001</a> | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 75 000 \$ À 6 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 6 ÉVÉNEMENTS AYANT EU LIEU ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 13 MARS 2020, POUR L'ÉVÉNEMENT ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU 1ER DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2020 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS (SGPMRS) | CE20 0654 | 2020-05-14 | 6 000,00 \$  |

| FOURNISSEUR                                    | RÉPARTITION | SERVICE  | DIRECTION            | DOSSIER                    | OBJET  | DÉCISION  | DATE       | MONTANT     |
|--|-------------|--|----------------------|----------------------------|--|-----------|------------|-------------|
| ASSOCIATION DE RINGUETTE BEACONSFIELD KIRKLAND | 100% AGGLO  | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | <a href="#">1205978001</a> | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 75 000 \$ À 6 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 6 ÉVÉNEMENTS AYANT EU LIEU ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 13 MARS 2020, POUR L'ÉVÉNEMENT ET LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU 1ER DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2020 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS (SGPMRS) | CE20 0654 | 2020-05-14 | 9 000,00 \$ |

NOMBRE DE CONTRATS  
:

7

TOTAL : 161 334,00 \$

**04.03**

**À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU  
18 JUIN 2020**

(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS  
POUR LA PÉRIODE DU  
**1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**  
LISTE SIMON

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR  | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR           | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ                                    | MONTANT      | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|-----------------------|--|----------------------------|---|--------------|---------|
| ROY BELANGER AVOCATS   | 1410820                     | 05 MAI 2020 | GUAY, PATRICE         | Honoraires police lot A avril 2020   | Affaires juridiques        | Cour municipale et magistrature             | 15 045,02 \$ |         |
| ROY BELANGER AVOCATS   | 1410822                     | 05 MAI 2020 | GUAY, PATRICE         | Honoraires police lot B avril 2020   | Affaires juridiques        | Cour municipale et magistrature             | 36 848,62 \$ |         |
| ROY BELANGER AVOCATS   | 1410826                     | 05 MAI 2020 | GUAY, PATRICE         | Honoraires police lot C avril 2020   | Affaires juridiques        | Cour municipale et magistrature             | 4 708,16 \$  |         |
| ROY BELANGER AVOCATS   | 1413779                     | 26 MAI 2020 | GUAY, PATRICE         | Honoraires police lot B mai 2020   | Affaires juridiques        | Cour municipale et magistrature             | 33 510,86 \$ |         |
| BELANGER LONGTIN,<br>S.E.N.C.R.L.                            | 29277                       | 08 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD       | Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-003124                                 | Affaires juridiques        | Affaires civiles                            | 9 100,84 \$  |         |
| BELANGER LONGTIN,<br>S.E.N.C.R.L.                            | 29299                       | 19 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD       | Affaires juridiques frais avocats dossier 19-003124                                  | Affaires juridiques        | Affaires civiles                            | 17 891,44 \$ |         |
| BELANGER SAUVE,<br>S.E.N.C.R.L.                              | 385249                      | 19 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD       | Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-000057                                 | Affaires juridiques        | Affaires civiles                            | 2 167,99 \$  |         |
| DEVEAU AVOCATS   | 07002                       | 12 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD       | Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-001139                                 | Affaires juridiques        | Affaires civiles                            | 3 979,55 \$  |         |
| DUFRESNE HEBERT<br>COMEAU INC.                               | 163779                      | 27 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD       | Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-001684                                 | Affaires juridiques        | Affaires civiles                            | 3 301,75 \$  |         |
| DUFRESNE HEBERT<br>COMEAU INC.                               | 163781                      | 27 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD       | Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-002353                                 | Affaires juridiques        | Affaires civiles                            | 14 102,45 \$ |         |
| HAINAULT GRAVEL<br>HUISSIERS DE JUSTICE<br>INC.              | 2020periode09               | 01 MAI 2020 | LAMBERT,<br>ALEXANDRE | Services judiciaires - Huissiers de justice 2020 - Période 09 - Hainault, Gravel     | Affaires juridiques        | Cour municipale et magistrature             | 3 208,95 \$  |         |
| KELENY INC.  | 20200159a                   | 01 MAI 2020 | LAMBERT,<br>ALEXANDRE | Services judiciaires - Interprète - Keleny - 2020 - Facture # 2020_0159A             | Affaires juridiques        | Cour municipale et magistrature             | 2 047,26 \$  |         |
| KELENY INC.  | 20200162                    | 01 MAI 2020 | LAMBERT,<br>ALEXANDRE | Services judiciaires - Interprète - Keleny - 2020 - Facture # 2020_0162              | Affaires juridiques        | Cour municipale et magistrature             | 2 047,26 \$  |         |
| KELENY INC.  | 20200180                    | 27 MAI 2020 | LAMBERT,<br>ALEXANDRE | Services judiciaires - Interprète - Keleny - 2020 - Facture # 2020_0180              | Affaires juridiques        | Cour municipale et magistrature             | 2 047,26 \$  |         |
| MERCIER LEDUC,<br>AVOCATS                                    | 0000063543                  | 25 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD       | Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-001188                                 | Affaires juridiques        | Affaires civiles                            | 6 792,17 \$  |         |
| NORTON ROSE<br>FULBRIGHT CANADA<br>S.E.N.C.R.L., S.R.L.      | 9090233352                  | 19 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD       | Affaires juridiques frais gestion dossier; 18-000601 et 18-000602                    | Affaires juridiques        | Affaires civiles                            | 9 804,27 \$  |         |
| PAQUETTE & ASSOCIES,<br>HUISSIERS DE JUSTICE<br>S.E.N.C.R.L. | 2020periode09               | 01 MAI 2020 | LAMBERT,<br>ALEXANDRE | Services judiciaires - Huissiers de justice 2020 - Période 09 - Paquette et Associes | Affaires juridiques        | Cour municipale et magistrature             | 3 925,80 \$  |         |
| ROY BELANGER AVOCATS   | 19229                       | 25 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD       | Affaires juridiques frais avocats dossier SPVM                                       | Affaires juridiques        | Cour municipale et magistrature             | 3 306,69 \$  |         |
| ROY BELANGER AVOCATS   | 19230                       | 25 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD       | Affaires juridiques frais avocats dossier SPVM                                       | Affaires juridiques        | Cour municipale et magistrature             | 3 573,35 \$  |         |
| SYLVESTRE & ASSOCIES   | 67600                       | 08 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD       | Affaires juridiques dossier SPVM Pierre-Luc Furlotte                                 | Affaires juridiques        | Cour municipale et magistrature             | 7 379,37 \$  |         |
| IMPRIMERIE F.L. CHICOINE                                     | 1408415                     | 02 MAI 2020 | ROY, GUY              | Réap SPVM  | Bilan                      | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 8 555,42 \$  |         |
| MOORE CANADA<br>CORPORATION                                  | 1398704                     | 06 MAI 2020 | ROY, GUY              | Réap SPVM  | Bilan                      | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 2 014,29 \$  |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                                  | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR            | DESCRIPTION   | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ   | MONTANT         | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|------------------------|---|----------------------------|--|-----------------|---------|
| AARON JAFFE ET<br>EMMANUELLE SIROIS              | 50032710842198              | 08 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD        | Affaires juridiques règlement dossier; 19-003363  | Dépenses communes          | Autres - Administration générale                   | 2 603,00 \$     |         |
| DESJARDINS<br>ASSURANCES VIE SANTE<br>RETRAITE   | de200513dasresshum<br>02    | 22 MAI 2020 | BOULAMA,<br>ABDOULAYE  | Assurance collective - Pompiers retraités villes liées - Contrat Q1637 - du 1er avril 2020 au 30 avril 2020   | Dépenses communes          | Autres - Administration générale                   | 9 794,54 \$     |         |
| DESJARDINS<br>ASSURANCES VIE SANTE<br>RETRAITE   | de200519dasresshum          | 19 MAI 2020 | CLERVEAUX,<br>REGINALD | RASNA Compte gestion santé - Ex-Ville pour le mois d'avril 2020   | Dépenses communes          | Admin. générale - Autres dép.- À répartir          | 2 341,66 \$     |         |
| IDEART CONSULTANT INC.                           | 5975                        | 25 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD        | Affaires juridiques frais sténographe dossier; 19-002004  | Dépenses communes          | Autres - Administration générale                   | 4 044,12 \$     |         |
| JACQUES FOURNIER,<br>PSYCHOLOGUE INC.            | 16001052                    | 04 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD        | Affaires juridiques frais expertise dossier; 16-001052  | Dépenses communes          | Autres - Administration générale                   | 3 674,56 \$     |         |
| LAVERY, DE BILLY                                 | ce200613                    | 19 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD        | Affaires juridiques règlement dossier; 13-002306  | Dépenses communes          | Autres - Administration générale                   | 16 319,00 \$    |         |
| LAVERY, DE BILLY                                 | ce200613b                   | 19 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD        | Affaires juridiques règlement dossier; 13-002306  | Dépenses communes          | Autres - Administration générale                   | 75 000,00 \$    |         |
| VILLE DE COTE SAINT-LUC                          | 50017105068186a             | 19 MAI 2020 | RONDEAU, RONALD        | Affaires juridiques règlement dossier; 18-003806  | Dépenses communes          | Autres - Administration générale                   | 85 000,00 \$    |         |
| SOCIETE DU PARC JEAN-<br>DRAPEAU                 | 15340                       | 20 MAI 2020 | GELINAS, ISABELLE      | Dépenses encourues dans le cadre du programme triennal d'immobilisation du parc Jean-Drapeau  | Dépenses de contributions  | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 2 442 782,34 \$ |         |
| SOCIETE DU PARC JEAN-<br>DRAPEAU                 | 15341                       | 19 MAI 2020 | CLERVEAUX,<br>REGINALD | Dépenses encourues dans le cadre du programme triennal d'immobilisation du parc Jean-Drapeau  | Dépenses de contributions  | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 375 921,19 \$   |         |
| AGENCE DIALEKTA INC.                             | 1412686                     | 19 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE   | AGENCE DIALEKTA-Frais advertising pour campagne de placement médias sur les mesures de soutien COVID-19. - 1 plan média. Voir soumission 3341_PLAN MÉDIA  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.       | 2 526,00 \$     |         |
| CENTRE DE RECHERCHE<br>INDUSTRIELLE DU<br>QUEBEC | 1410662                     | 04 MAI 2020 | BERECHID, MAHA         | CRIQ   Frais d'abonnement au Portail d'information sur les entreprises (PILE). Forfait 6 usagers. Voir facture#223723 / SDE   | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.       | 2 624,69 \$     |         |
| CONSORTIUM MEDTEQ                                | 1413679                     | 25 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE   | Mandat alloué à Consortium MEDTEQ pour le soutien logistique à la réalisation d'une activité de maillage entre une grande entreprise et un PME, ainsi qu'au recrutement des PME participantes. Voir CSP   | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.       | 3 149,62 \$     |         |
| DEBORAH DELAUNAY                                 | 1413659                     | 25 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE   | GAG Deborah Delaunay - Observatoire sur le bruit - SDÉ, voir CSP  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.       | 42 771,00 \$    |         |
| GROUPE CONTEX INC.                               | 1412681                     | 19 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE   | Plan médias mesures de soutien COVID-19 - 181.818 impressions pour Double îlotmultiplateforme(double big box) - 300x600. Voir soumission (O-218341-0)   | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.       | 8 399,00 \$     |         |
| HEC MONTREAL                                     | 1413671                     | 25 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE   | Mandat alloué à HEC Montréal, via Mosaic HEC offre trois formations aux PME et accompagnateurs du Parcours Innovation 2020. Voir CSP  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.       | 20 088,94 \$    |         |
| LA PRESSE LTEE                                   | 1412912                     | 20 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE   | Les services de la Presse sont requis pour du placement médias mesures de soutien COVID-19 - Impressions - format 300X600 sur plateformes La Presse, La presse+ et La presse mobile, voir commande #38228 | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.       | 9 238,91 \$     |         |



**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                           | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR          | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ                                     | MONTANT      | ENTENTE |
|---|-----------------------------|-------------|----------------------|--|----------------------------|--|--------------|---------|
| LE DEVOIR INC.                            | 1412802                     | 19 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE | Les services de Le Devoir ont été requis pour du placement médias mesure de soutien COVID-19. Insertions. Voir soumission 2020/05/05   | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 5 065,65 \$  |         |
| MONTREAL GAZETTE                          | 1412800                     | 19 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE | Les services de Montréal Gazette sont requis pour du placement médias mesure de soutien COVID-19. - Impressions sur le réseau de Postmedia,Formats: 300x600 et 300x250. Voir soumission Gazette 2020/05/05                         | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 5 249,37 \$  |         |
| MORIN RELATIONS PUBLIQUES                 | 1378899                     | 25 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE | Morin RP assurera les outils de communication et de développement du dossier de communication pour la communauté Je fais Montréal en soutien des porteurs du projet (Yulism) dans le cadre de Je fais Montréal 2019-2020. voir CSP | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 4 147,01 \$  |         |
| QUEBECOR MEDIA VENTES                     | 1412715                     | 19 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE | Placement médias mesures de soutien COVID-19 - ROS Multisizes 300X600 / 300X250 - TVA Nouvelles. Voir soumission   | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 7 832,06 \$  |         |
| RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L | 1414439                     | 29 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE | RCGT - Diagnostic du secteur bioalimentaire - SDÉ. Voir Doct. GAG  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 77 616,32 \$ |         |
| SOCIETE RADIO-CANADA                      | 1412804                     | 19 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE | Les services de la Société Radio-Canada sont requis pour du placement média mesures soutien COVID-19 - SRC Nouvelles et TOU.TV - Bannière -300x600. Voir soumission du 2020-05-05  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 7 832,06 \$  |         |
| URBANIA STUDIOS DE CREATION INC.          | 1412806                     | 19 MAI 2020 | DOUCET,<br>VERONIQUE | Les services de Urbania sont requis pour le Plan médias mesures de soutien COVID-19 - Impressions sur 2 formats : 300x600 et 300x250. voir ENTENTE #3278-20  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 3 149,64 \$  |         |
| 131476 CANADA INC.                        | 1151179004200511            | 11 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED       | GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C06-027 (4545, rue Sainte-Catherine Est, Montréal), versement 1/1 en 2020  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 5 657,28 \$  |         |
| 163693 CANADA INC.                        | 1151179004200512            | 12 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED       | GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C05-068 (4004, rue Wellington, Montréal), versement 1/1 en 2020  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 54 000,00 \$ |         |
| 9034-1496 QUEBEC INC.                     | 1151179004200511            | 11 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED       | GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C09-033 (1150, avenue Mont-Royal Est, Montréal), versement 1/1 en 2020   | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 49 320,92 \$ |         |
| 9171-0376 QUEBEC INC                      | 1187796003200506            | 06 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED       | GDD 1187796003 Aide financière (RCG 18-043) Dossier AF-098, versement 1 de 1 en 2019.  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 8 958,00 \$  |         |
| 9335-6541 QUEBEC INC                      | 1187796003200519            | 19 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED       | GDD 1187796003 Aide financière (RCG 18-043) Dossier AF-118, versement 1 de 1 en 2019.  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 30 000,00 \$ |         |
| 9401-0444 QUEBEC INC.                     | 1151179004200501            | 01 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED       | GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C10-007 (5014, boulevard Saint-Laurent, Montréal), versement 1/1 en 2020   | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 54 000,00 \$ |         |
| CELSIUS MTL                               | 1197896001200521            | 21 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED       | GDD 1197896001, Celsius Mtl, soutien à la structuration, 2er vers de 4 , 1/1 de 2020   | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dev.écon. | 70 000,00 \$ |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR  | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR    | DESCRIPTION   | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ                                     | MONTANT       | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|----------------|---|----------------------------|--|---------------|---------|
| CENTRE HORIZON CARRIERE  | 1208298001200505            | 05 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD 1208298001, Horizon Ensemble, Appel à projets, 1er vers. de 3, 1 / 1 en 2020  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 45 000,00 \$  |         |
| CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTREAL METROPOLITAIN.                     | 1191084004200513            | 13 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD 1191084004. Chambre de commerce du Montréal métropolitain. 2 de 2. 2 de 2 en 2020.  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 3 000,00 \$   |         |
| CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTREAL METROPOLITAIN.                     | 11984680012005222           | 22 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD : 1198468001; Chambre de commerce du Montréal métropolitain; vers 2 de 2; vers 2 de 2 en 2020.  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 5 000,00 \$   |         |
| CLINIQUE D'OPTOMETRIE BELANGER                                     | 1151179004200501            | 01 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C06-029 (4249, rue Sainte-Catherine Est, Montréal), versement 1/1 en 2020   | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 135 000,00 \$ |         |
| CLINIQUE D'OPTOMETRIE BELANGER                                     | 1151179004200505            | 05 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C06-030 (4233, rue Sainte-Catherine Est, Montréal), versement 1/1 de 2020   | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 54 000,00 \$  |         |
| CONCERTATION REGIONALE DE MONTREAL                                 | 1190191005200506            | 06 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD 1190191005, Concertation régionale de Montréal - Entente 2020, 2 de 4, 2 de 4 en 2020   | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 300 000,00 \$ |         |
| CONSEIL QUEBECOIS DU COMMERCE DE DETAIL                            | 1203931001200511            | 11 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD 1203931001, Conseil québécois du commerce de détail, 1er vers. de 3, 1/3 en 2020  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 110 000,00 \$ |         |
| CORPORATION DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (CDEC) MONTREAL-NORD       | 1208298001200505            | 05 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD 1208298001, CDEC Montréal-Nord, Stimuler la fibre, 1er vers. de 3, 1/1 en 2020  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 45 000,00 \$  |         |
| D'ICI 2031 INC. ET SERVICES PROGRESSIFS INC.                       | 1151179004200501            | 01 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C08-004 (1474, rue Fleury Est, Montréal), versement 1 de 1 en 2020  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 49 674,89 \$  |         |
| DOMENICO GALLUCCIO ET PIERRE CASAVANT                              | 1151179005200521            | 21 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD 1151179005 PR@M-Artère en chantier AC006-001 (6736, rue Saint-Hubert, Montréal), Montréal, versement 1 de 1 en 2020   | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 20 706,28 \$  |         |
| FARD (BONSECOURS)  | 1151179005200506            | 06 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD 1151179005 PR@M-Artère en chantier AC052-021 (367-375, rue Saint-Paul Est, Montréal), Montréal, versement 1 de 1 en 2020  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 61 587,73 \$  |         |
| (FCTMN) FEMMES DU CINEMA DE LA TELEVISION ET DES MEDIAS NUMERIQUES | 1198298002200506            | 06 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD #1198298002 : soutien financier non récurrent d'une somme maximale totale de 75 000 \$ à l'organisme Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques, 2e versement de 3 : 1/1 en 2020 | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 20 000,00 \$  |         |
| FONDATION DES SERVICES D'EMPLOI POUR LES JEUNES                    | 1208298001200505            | 05 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | 1208298001, Fondation des services d'emploi pour les jeunes, projet ELLEver, 1er versement de 2 en 2020, 1 vers de 3  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 20 000,00 \$  |         |
| FONDATION LISE WATIER  | 1208298001200512            | 12 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD # 1208298001, Fondation Lise Watier- Programme Entreprendre, 1er vers. de 3 sur la durée de l'entente, versement 1/1 en 2020  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 25 000,00 \$  |         |
| MARTIN TURCOTTE  | 1151179005200506            | 06 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED | GDD 1151179005 PR@M-Artère en chantier AC05-014 (801, rue Jarry Est, Montréal), Montréal, versement 1 de 1 en 2020  | Développement économique   | Industries et commerces - Prom. et dév.écon. | 169 761,89 \$ |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                                    | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR       | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT     | ACTIVITÉ   | MONTANT       | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|-------------------|--|--------------------------------|--|---------------|---------|
| MARTIN TURCOTTE ET LUNDIS AU SOLEIL                | 1151179005200506            | 06 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED    | GDD 1151179005 PR@M-Artère en chantier AC05-015 (801, rue Jarry Est, Montréal), Montréal, versement 1 de 1 en 2020             | Développement économique       | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.                       | 77 931,91 \$  |         |
| MMODE LA GRAPPE METROPOLITAINE DE LA MODE          | 1193931004200511            | 11 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED    | GDD1193931004, mmode la grappe métropolitaine de la mode, 2e vers. de 2, 1/2 en 2020   | Développement économique       | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.                       | 15 000,00 \$  |         |
| PIETRO HASSAN GEROLI                               | 1151179004200521            | 21 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED    | GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C06-014 (4277, rue Sainte-Catherine Est, Montréal), versement 1/1 en 2020    | Développement économique       | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.                       | 27 383,66 \$  |         |
| PME MTL CENTRE-EST                                 | 1165175015200521            | 21 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED    | Soutien financier à PME MTL Centre-Est dans le cadre de la gestion des activités du CÉSIM vers.5 de 6 / vers. 1 de 2 en 2020   | Développement économique       | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.                       | 240 000,00 \$ |         |
| PRINTEMPS NUMERIQUE                                | 1197953001200519            | 19 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED    | GDD1997953001, Printemps Numérique, Semaine MTL Connect 2020, 1er vers. de 6, 1 /3 en 2020                                     | Développement économique       | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.                       | 200 000,00 \$ |         |
| STEPHEN SHILLER                                    | 1151179004200511            | 11 MAI 2020 | OUALI, MOHAMED    | GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C03-051 (2870-2882, rue Masson, Montréal), versement 1/1 en 2020             | Développement économique       | Industries et commerces - Prom. et dév.écon.                       | 73 142,86 \$  |         |
| CASA CAFI  | ca19210062a                 | 22 MAI 2020 | PEARSON, DANIELLE | Conformément à la convention pour le projet "Soutien aux familles immigrantes vulnérables                                      | Diversité et inclusion sociale | Développement social   | 2 376,00 \$   |         |
| AIR LIQUIDE CANADA INC                             | 1396028                     | 05 MAI 2020 | LAROCHE, LAURENT  | Commande ouverte 2020 - Janvier - juin   | Environnement                  | Approv. et traitement de l'eau potable                             | 4 247,80 \$   |         |
| ALAIN PETIT  | 1412146                     | 14 MAI 2020 | ALLARD, LINA      | Coaching de redressement   | Environnement                  | Inspection des aliments  | 750,00 \$     |         |
| ALAIN PETIT  | 1412146                     | 14 MAI 2020 | ALLARD, LINA      | Coaching de redressement   | Environnement                  | Protection de l'environnement                                      | 5 249,37 \$   |         |
| CLAUDE C. DE LERY COMMUNICATION ET GESTION CONSEIL | 1414426                     | 29 MAI 2020 | GODEFROY, FABRICE | 2020 - Service de révision et traduction de texte sur la qualité de l'air à Montréal 2019                                      | Environnement                  | Protection de l'environnement                                      | 2 044,43 \$   |         |
| CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.    | 1399235                     | 14 MAI 2020 | BUDKA, ARNAUD     | 2020 - Services de consultation dans le cadre de la planification de la mise en œuvre du PDGMR et des activités contractuelles | Environnement                  | Matières recyclables - collecte sélective - collecte et transport  | 6 614,21 \$   |         |
| CONSULAIR INC.                                     | 1411333                     | 07 MAI 2020 | BORNAIS, LUC      | Caractérisation des gaz à la sortie de la torchère #40   | Environnement                  | Protection de l'environnement                                      | 4 409,47 \$   |         |
| C.P.U. DESIGN INC.                                 | 1413469                     | 22 MAI 2020 | ALLARD, LINA      | 2020 - Deux ordi portable équipe Lina  | Environnement                  | Protection de l'environnement                                      | 2 262,06 \$   | 1164102 |
| DELOITTE S.E.N.C.R./S.R.L                          | 1412732                     | 19 MAI 2020 | URRA, PAULA       | 2020 - Vérification comptable des coûts nets 2019 - Matières recyclables - Régime de compensation CS (Loi 88)                  | Environnement                  | Matières recyclables - collecte sélective - tri et conditionnement | 25 721,94 \$  |         |
| EUROFINS-ENVIRONEX                                 | 1409309                     | 01 MAI 2020 | LAROCHE, LAURENT  | Analyses en sous-traitance   | Environnement                  | Approv. et traitement de l'eau potable                             | 14 656,26 \$  | 1408270 |
| FISHER SCIENTIFIQUE                                | 1411313                     | 08 MAI 2020 | SIROIS, DANIEL    | Matériel de laboratoire de microbiologie.  | Environnement                  | Réseaux d'égout  | 141,73 \$     |         |
| FISHER SCIENTIFIQUE                                | 1411313                     | 08 MAI 2020 | SIROIS, DANIEL    | Matériel de laboratoire de microbiologie.  | Environnement                  | Inspection des aliments  | 3 912,18 \$   |         |
| GROUPE NICKY                                       | 1412848                     | 20 MAI 2020 | THAI, SADETH      | 2020 - Service - Entretien paysager pour l'écocentre Acadie  | Environnement                  | Matériaux secs - traitement  | 2 536,49 \$   |         |
| GROUPE NICKY                                       | 1412849                     | 20 MAI 2020 | THAI, SADETH      | 2020 - Service - Entretien paysager pour l'écocentre Petite Patrie   | Environnement                  | Matériaux secs - traitement  | 2 225,73 \$   |         |
| GROUPE NICKY                                       | 1412850                     | 20 MAI 2020 | THAI, SADETH      | Service - Entretien paysager pour l'écocentre CDN  | Environnement                  | Matériaux secs - traitement  | 4 398,97 \$   |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                              | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR         | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT           | ACTIVITÉ  | MONTANT       | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|---------------------|--|--------------------------------------|---|---------------|---------|
| INNOVATION DIAGNOSTICS INC.                  | 1411321                     | 07 MAI 2020 | SIROIS, DANIEL      | Matériel de laboratoire de microbiologie   | Environnement                        | Inspection des aliments                                 | 4 024,96 \$   |         |
| JOLICOEUR-LOCATION DE TAPIS INDUSTRIELS      | 1412373                     | 15 MAI 2020 | MANTZAVRAKOS, MYRTA | Location des sarraus pour l'inspection des aliments du 1er juin 2020 à la fin de décembre 2020.  | Environnement                        | Inspection des aliments                                 | 3 610,50 \$   |         |
| L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.                  | 1411192                     | 07 MAI 2020 | URRA, PAULA         | 2020 - Impression de billet de pesée pour matières organiques  | Environnement                        | Matières recyclables - matières organiques - traitement | 2 877,92 \$   |         |
| OXOID INC.                                   | 1410721                     | 04 MAI 2020 | SIROIS, DANIEL      | Matériel de laboratoire de microbiologie   | Environnement                        | Inspection des aliments                                 | 4 348,62 \$   |         |
| OXOID INC.                                   | 1413716                     | 26 MAI 2020 | SIROIS, DANIEL      | Matériel de laboratoire de microbiologie.  | Environnement                        | Inspection des aliments                                 | 2 288,94 \$   |         |
| PACWILL ENVIRONMENTAL                        | 1402299                     | 08 MAI 2020 | DIB, JAMIL JIMMY    | 2020 - Analyseur H2S pour la station 55  | Environnement                        | Protection de l'environnement                           | 26 652,12 \$  |         |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.         | 1411553                     | 11 MAI 2020 | LAROCHE, LAURENT    | Matériel consommable de laboratoire et produits chimiques  | Environnement                        | Approv. et traitement de l'eau potable                  | 4 773,19 \$   |         |
| VWR INTERNATIONAL                            | 1410634                     | 22 MAI 2020 | BOULET, SUZANNE     | Achats produits chimiques et autres  | Environnement                        | Protection de l'environnement                           | 18,37 \$      |         |
| VWR INTERNATIONAL                            | 1410634                     | 04 MAI 2020 | BOULET, SUZANNE     | Achats produits chimiques et autres  | Environnement                        | Protection de l'environnement                           | 2 222,17 \$   |         |
| VWR INTERNATIONAL                            | 1411625                     | 11 MAI 2020 | SIROIS, DANIEL      | Matériel de laboratoire de microbiologie   | Environnement                        | Inspection des aliments                                 | 3 001,77 \$   |         |
| VWR INTERNATIONAL                            | 1413714                     | 26 MAI 2020 | SIROIS, DANIEL      | Matériel de laboratoire de microbiologie (Petris)  | Environnement                        | Réseaux d'égout   | 8 713,54 \$   |         |
| WM QUEBEC INC.                               | 1342956                     | 14 MAI 2020 | BUDKA, ARNAUD       | 2019 - Inondations - Traitement des ordures en provenance de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville touché par les inondations 2019  | Environnement                        | Déchets domestiques et assimilés - élimination          | 32 417,08 \$  |         |
| JONES LANG LASALLE SERVICES IMMOBILIERS INC. | 1411104                     | 06 MAI 2020 | COTE, BERNARD       | Abonnement à la publication «Analyse des rendements immobiliers, Édition 2020» - Service de l'évaluation foncière  | Évaluation foncière                  | Évaluation  | 4 724,44 \$   |         |
| 9337-7224 QUEBEC INC.                        | 1414167                     | 28 MAI 2020 | LEBLANC, VINCENT    | Enlèvement d'une porte de garage de l'entrepôt à démolir dans le cadre de la construction du futur CTMO (2989) - Incidences 15207  | Gestion et planification immobilière | Matières recyclables - matières organiques - traitement | 3 233,61 \$   |         |
| CIMA+ S.E.N.C.                               | 1371685                     | 20 MAI 2020 | TURGEON, FRANCOISE  | Services en contrôle de chantier pour les travaux de déconstruction et de construction du futur Centre de traitement des matières organiques (4485) au 9091, boul. Henri-Bourassa - Incidences 15206 | Gestion et planification immobilière | Matières recyclables - matières organiques - traitement | 391 973,03 \$ | 1366488 |
| CONTEX ENVIRONNEMENT INC.                    | 1413944                     | 27 MAI 2020 | SOULIERES, MICHEL   | Étude détaillée des conditions environnementales à la caserne 30 (0077) - Incidences 14692   | Gestion et planification immobilière | Gestion des installations - Séc. incendie               | 17 322,93 \$  |         |
| C.P.U. DESIGN INC.                           | 1410789                     | 05 MAI 2020 | GIROUX, MICHELE     | Achat de 5 ordinateurs portatifs de type hybride, avec étui protecteur, clavier détachable, connectivité LTE (Internet), appareil photo intégré au coût de   | Gestion et planification immobilière | Administration, finances et approvisionnement           | 4 751,13 \$   | 1164102 |
| ENERGIR S.E.C.                               | 1412095                     | 19 MAI 2020 | SOULIERES, MICHEL   | Travaux de modification au réseau de distribution d'Énergir dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (0001)                        | Gestion et planification immobilière | Administration, finances et approvisionnement           | 49 092,51 \$  |         |
| ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.               | 1412745                     | 19 MAI 2020 | CAPPELLI, JEAN      | Reconstruction de massifs de télécommunications existants altérés dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (0001)                  | Gestion et planification immobilière | Administration, finances et approvisionnement           | 11 191,69 \$  |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                            | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR        | DESCRIPTION   | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT           | ACTIVITÉ  | MONTANT      | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|--------------------|---|--------------------------------------|---|--------------|---------|
| GO CUBE                                    | 1234937                     | 22 MAI 2020 | SOULIERES, MICHEL  | Caserne 26 - Location de 8 cubes d'entreposage lors de la période de rénovation de la caserne - Incidence 14465   | Gestion et planification immobilière | Gestion des installations - Séc. incendie               | 5 858,30 \$  |         |
| GUSA INC.                                  | 1412230                     | 14 MAI 2020 | CAPPELLI, JEAN     | Services d'ingénierie en structure et signalisation pour la conception de la signalisation d'acheminement aux abords et autour du chantier afin de guider les utilisateurs des différents parcours vers l'Hôtel de ville et le Vieux-Montréal | Gestion et planification immobilière | Administration, finances et approvisionnement           | 2 009,17 \$  |         |
| MARTECH SIGNALISATION INC.                 | 1411204                     | 14 MAI 2020 | CAPPELLI, JEAN     | Services de fabrication et de livraison de signalisation d'acheminement piéton de l'hôtel de ville de Montréal (0001) et des alentours du Champ-de-Mars   | Gestion et planification immobilière | Administration, finances et approvisionnement           | 5 626,41 \$  |         |
| PARIZEAU PAWULSKI ARCHITECTES S.E.N.C.     | 1378229                     | 27 MAI 2020 | TURGEON, FRANCOISE | Services professionnels pour la mise en œuvre du projet des Ateliers de Rouen (0248) - Entente 15567  | Gestion et planification immobilière | Construction d'infrastructures de voirie                | 2 400,88 \$  |         |
| SANIVAC                                    | 1410694                     | 04 MAI 2020 | BOUVRETTE, JEAN    | Pompage et nettoyage du fond d'excavation du chantier de la caserne 26 (0079) - Incidences 13097  | Gestion et planification immobilière | Gestion des installations - Séc. incendie               | 17 547,44 \$ |         |
| SOCIETE DE LA PLACE DES ARTS DE MONTREAL   | 1412324                     | 22 MAI 2020 | FORTIN, FRANCINE   | Frais de stationnement pour véhicules du SPVM du mois d'août 2019 au mois de Mars 2020 (Ref. dossiers 134 et 193)   | Gestion et planification immobilière | Activités policières                                    | 5 369,22 \$  |         |
| SOCIETE DE LA PLACE DES ARTS DE MONTREAL   | 1412324                     | 29 MAI 2020 | FORTIN, FRANCINE   | Frais de stationnement pour véhicules du SPVM du mois d'août 2019 au mois de Mars 2020 (Ref. dossiers 134 et 193)   | Gestion et planification immobilière | Activités policières                                    | 6 264,10 \$  |         |
| WSP CANADA INC.                            | 1412079                     | 13 MAI 2020 | LEBLANC, VINCENT   | Mise à jour du rapport d'évaluation environnementale Phase 1 pour le terrain du futur CTMO (2989) - Incidences 15207  | Gestion et planification immobilière | Matières recyclables - matières organiques - traitement | 8 758,13 \$  | 1370784 |
| AMENAGEMENTS NATUREAU-LAC INC.             | 1412412                     | 15 MAI 2020 | FRADETTE, JOHANNE  | Accorder un contrat pour la fourniture et l'installation d'une clôture d'exclusion de couleuvres au parc-nature du Bois-de-Saraguay 20-6505   | Grands parcs, mont Royal et sports   | Horticulture et arboriculture                           | 22 331,87 \$ |         |
| BIODIVERSITE CONSEIL INC.                  | 1413585                     | 25 MAI 2020 | ARNAUD, CLEMENT    | Accorder un contrat de service professionnels pour l'identification, la délimitation et la caractérisation de milieux humides au parc du Mont-Royal - 20-6503   | Grands parcs, mont Royal et sports   | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux      | 8 390,07 \$  |         |
| CONTENEURS S.E.A. INC.                     | 1413132                     | 21 MAI 2020 | ARNAUD, CLEMENT    | Accorder un contrat pour l'achat et la livraison de conteneurs dans le cadre du projet d'aménagement temporaire du belvédère Camilien-Houde - 20-6514   | Grands parcs, mont Royal et sports   | Planification et gestion des parcs et espaces verts     | 5 252,00 \$  |         |
| B-LINE EQUIPEMENT & ACCESSOIRES POUR PNEUS | 1411161                     | 07 MAI 2020 | MASSE, PAUL        | Achat PTI Outils 68103 - 2 machines pour monter et démonter les roues de véhicules- Ateliers Des Carrières et Outremont- SMRA   | Materiel roulant et ateliers         | Construction d'infrastructures de voirie                | 20 518,76 \$ |         |
| BRANDT TRACTEUR                            | 1411005                     | 06 MAI 2020 | SAVAGE, CLAUDE     | Achat PTI 68102 - achat d'une chargeuse pelleuse de marque John Deere-410L pour la Division Services et produits spécialisés- SMRA  | Materiel roulant et ateliers         | Construction d'infrastructures de voirie                | 45 957,44 \$ |         |
| CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.       | 1413011                     | 20 MAI 2020 | MASSE, PAUL        | Acquisition et installation d'une plateforme de levage encastrée pour les besoins de l'atelier mécanique Lasalle - Service du matériel roulant et des ateliers  | Materiel roulant et ateliers         | Construction d'infrastructures de voirie                | 40 109,84 \$ |         |
| ECOAIR                                     | 1414248                     | 28 MAI 2020 | MASSE, PAUL        | 1s. (PTI OUTILS #68103)- Contrat Gré à Gré Achat et Installation de 5 Enrouleurs pour tuyaux d'extraction de gaz d'échappement- Pour Atelier Charleroi à MTL-Nord - SMRA  | Materiel roulant et ateliers         | Construction d'infrastructures de voirie                | 12 544,97 \$ |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                                | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR                      | DESCRIPTION   | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT   | ACTIVITÉ                                 | MONTANT       | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|----------------------------------|---|------------------------------|--|---------------|---------|
| EQUIPEMENTS DE LEVAGE NOVAQUIP INC.            | 1413303                     | 21 MAI 2020 | MASSE, PAUL                      | 1s. PTI OUTIL (68103) - Soumission S0512203 - fourniture d'un vérin 20 000 lbs pour atelier Viau ainsi que 2 colonnes d'élévation pour atelier Outremont- SMRA                  | Materiel roulant et ateliers | Construction d'infrastructures de voirie | 29 278,81 \$  |         |
| HUNTER ENGINEERING COMPANY                     | 1412162                     | 14 MAI 2020 | MASSE, PAUL                      | Achat PTI 68103 ζ Fourniture d'une unité pour l'alignement de roues pour les appareils légers des ateliers - Des Carrières- Service du matériel roulant et des ateliers         | Materiel roulant et ateliers | Construction d'infrastructures de voirie | 38 256,62 \$  |         |
| SNAP ON DU CANADA LTEE                         | 1412997                     | 20 MAI 2020 | MASSE, PAUL                      | PTI OUTILLAGE (68103) - MACHINE POUR RÉPARATION D'AIR CLIMATISÉ POUR L'ATELIER MADISON - QUOTE DATE 2020-05-12 8:14:16 - SUZAN ZELICK - MRA                                     | Materiel roulant et ateliers | Construction d'infrastructures de voirie | 7 581,15 \$   |         |
| 144528 CANADA INC.                             | 1411367                     | 08 MAI 2020 | LANDRY, ROBERT                   | 144528 Canada (Cellcom Comm). Soumission 7 mai 2020. Pour casque de communication BlueParrot B350-XT pour Robert Landry du Module des ressources technologiques du SPVM.        | Police                       | Activités policières                     | 2 091,75 \$   |         |
| 9181-0762 QUEBEC INC.                          | 1413348                     | 28 MAI 2020 | DESBIENS-COTE, MARTIN            | Patrouilles spécialisées - Canine Niches isolées et livraison soumission #1384, 29 avril 2020   | Police                       | Activités policières                     | 2 624,69 \$   |         |
| ADN5 MEDIA INC.                                | 1411223                     | 07 MAI 2020 | MARTEL, JONATHAN                 | Facture 2020SPVM10 - Revue de presse avril 2020   | Police                       | Activités policières                     | 4 199,50 \$   | 1302253 |
| ASSOCIATION DES DIRECTEURS DE POLICE DU QUEBEC | 1412117                     | 13 MAI 2020 | BARTH, SIMONETTA                 | Cotisation annuelle SPVM 2020-Membres corporatifs (20 votes) fact # 175   | Police                       | Activités policières                     | 6 000,00 \$   |         |
| ASSOCIATION QUEBÉCOISE DES TRANSPORTS          | 1412451                     | 15 MAI 2020 | FERRAZ, MARIO                    | Inscriptions pour 5 - janvier et mai 2020   | Police                       | Activités policières                     | 3 490,83 \$   |         |
| AV-TECH INC.                                   | 1353408                     | 21 MAI 2020 | JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE | Av-Tech. Soumission 106668-046. Pour enlever et remplacer le tapis dans le local 03-201 au 1441 rue St-Urbain.  | Police                       | Activités policières                     | 3 165,37 \$   |         |
| BELL CANADA                                    | 1411235                     | 07 MAI 2020 | LANDRY, ROBERT                   | Bell Canada. Compte 50076734 du 10 avril 2020. Paiement de la facture pour Robert Landry du Module des ressources technologiques du SPVM.                                       | Police                       | Activités policières                     | 4 199,50 \$   |         |
| BOUTY INC                                      | 1412752                     | 19 MAI 2020 | JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE | Bouty. Soumission 815. Pour 6 chaises pour la Sécurité routière du SPVM situé au 4545 Hochelaga.  | Police                       | Activités policières                     | 2 729,94 \$   |         |
| BOUTY INC                                      | 1413729                     | 26 MAI 2020 | JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE | Bouty. Soumission 819. Pour des chaises pour le Module des ressources matérielles du SPVM situé au 5000 rue d'Iberville.  | Police                       | Activités policières                     | 13 649,84 \$  |         |
| BURO DESIGN A.Q. INC.                          | 1413343                     | 22 MAI 2020 | JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE | Buro Design. Soumission 14844J. Achat de mobilier par Marie-Christine Jalbert-Gervais livré au 5000 Iberville (SPVM).   | Police                       | Activités policières                     | 26 719,32 \$  |         |
| ÇA C'EST CHIENS                                | 1413354                     | 22 MAI 2020 | DESBIENS-COTE, MARTIN            | Patrouilles spécialisées - Canine Achat de nourriture pour chiens Période : Juin à décembre 2020  | Police                       | Activités policières                     | 6 299,25 \$   |         |
| CELLEBRITE USA CORP.                           | 1409722                     | 02 MAI 2020 | CARON, SYLVAIN                   | Quote 1428871 April 15th 2020   | Police                       | Activités policières                     | 110 528,21 \$ |         |
| CESIUM TELECOM INC.                            | 1405746                     | 06 MAI 2020 | LANDRY, ROBERT                   | Cesium Telecom. Soumission 1045223. Pour l'achat d'étui protecteur et de verre de remplacement pour iPhone du SPVM pour Eric Poulin de le Module des ressources technologiques. | Police                       | Activités policières                     | 2 362,21 \$   |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR   | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR                      | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ                     | MONTANT      | ENTENTE |
|---|-----------------------------|-------------|----------------------------------|--|----------------------------|------------------------------|--------------|---------|
| CONCEPT CONTROLS INC.   | 1414206                     | 28 MAI 2020 | COTE, PASCAL                     | Achat d'un appareil de détection COV - Section des crimes économiques  | Police                     | Activités policières         | 7 346,40 \$  |         |
| C.P.U. DESIGN INC.  | 1411850                     | 12 MAI 2020 | CUSSON, ERIC                     | C.P.U. Design. Soumission 3077162. Pour l'achat d'adaptateur de secteur 65W pour Robert Landry du Module des ressources technologiques du SPVM.                        | Police                     | Activités policières         | 2 179,54 \$  |         |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM   | 1412948                     | 20 MAI 2020 | CARON, SYLVAIN                   | Dépense opérationnelle SCO   | Police                     | Activités policières         | 20 000,00 \$ |         |
| DISTRIBUTION MAT SIGNATURE INC.   | 1411927                     | 13 MAI 2020 | JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE | Distribution Mat Signature. Soumission SQ-159. Pour tapis DuraShock fini noir nid d'abeille livraison au champ de tir de Laval situé au 2809 Montée Masson. (SPVM).    | Police                     | Activités policières         | 6 207,70 \$  |         |
| DR LUC LEGER, M.V., CHIRURGIEN SPECIALISTE INC.                           | 1413367                     | 22 MAI 2020 | DESBIENS-COTE, MARTIN            | Patrouilles spécialisées - Canine Soins vétérinaires- chiens Période : Juin à décembre 2020  | Police                     | Activités policières         | 5 249,37 \$  |         |
| DYNAMIQUE HUMAINE INC.  | 1411979                     | 13 MAI 2020 | SHUSTER, NATALIA                 | Travail pour le comité santé psychologique du 9-1-1, facture 1351  | Police                     | Communications d'urgence 911 | 4 055,13 \$  |         |
| ECOLE NATIONALE DE POLICE DU QUEBEC                                       | 1411213                     | 07 MAI 2020 | FERRAZ, MARIO                    | Activité intégration 2 au 13 mars 2020 FACT: FA00130266  | Police                     | Activités policières         | 9 539,35 \$  |         |
| GRAYSHIFT   | 1412185                     | 14 MAI 2020 | TRUONG, MINH TRI                 | GrayKey License Renewal - Online Fixed   | Police                     | Activités policières         | 26 000,00 \$ |         |
| HOLIDAY INN & SUITES MONTREAL   | 1410983                     | 06 MAI 2020 | ROY, SOPHIE                      | Location de stationnements P20. Mai 2020   | Police                     | Activités policières         | 2 397,00 \$  |         |
| JEAN-MARTIN LAUZON  | 1412279                     | 14 MAI 2020 | DESBIENS-COTE, MARTIN            | SPVM - Patrouilles spécialisées, Module cavalerie - Soins pour les chevaux / maréchal ferrant Période: mai à décembre 2020   | Police                     | Activités policières         | 18 000,00 \$ |         |
| LA COOP STE-MARTHE  | 1413369                     | 22 MAI 2020 | DESBIENS-COTE, MARTIN            | Patrouilles spécialisées - Cavalerie Achats d'équipements pour policiers à cheval  | Police                     | Activités policières         | 5 249,37 \$  |         |
| LES EMBALLAGES DE LA BEAUCE INC.  | 1412717                     | 19 MAI 2020 | FERRAZ, MARIO                    | Achats 2020 de cibles pour pratiques et examens des policiers.   | Police                     | Activités policières         | 8 655,17 \$  |         |
| LES FERMES KAVALLIER 2000 INC   | 1412262                     | 14 MAI 2020 | DESBIENS-COTE, MARTIN            | SPVM -Patrouilles spécialisées - Module cavalerie - Achat de ripe pour chevaux Période: mai à décembre 2020  | Police                     | Activités policières         | 15 748,12 \$ |         |
| LES FERMES KAVALLIER 2000 INC   | 1412269                     | 14 MAI 2020 | DESBIENS-COTE, MARTIN            | SPVM -Patrouilles spécialisées - Module cavalerie - Achat de foin pour chevaux Période: mai à décembre 2020  | Police                     | Activités policières         | 14 500,00 \$ |         |
| MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER) | 1413886                     | 26 MAI 2020 | COTE, DOMINIQUE                  | Location véhicules EILP - Avril 2020   | Police                     | Activités policières         | 9 974,61 \$  |         |
| NORBEC COMMUNICATION  | 1413596                     | 25 MAI 2020 | FARIAS, DANIEL                   | Norbec Communication. Soumission SPVM Quartier Général. Pour l'achat de caméras et de supports pour Robert Landry de la Section des ressources technologiques du SPVM. | Police                     | Activités policières         | 33 751,38 \$ |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                                    | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR                         | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ                          | MONTANT      | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|-------------------------------------|--|----------------------------|-----------------------------------|--------------|---------|
| PITNEY WORKS                                       | 1411478                     | 08 MAI 2020 | JALBERT-GERVAIS,<br>MARIE-CHRISTINE | Pitney Works. Relevé de compte 6100-9080-0178-7290200426. Facture 3201417996 pour frais de retard. Pour renflouement de la timbreuse de la Section des ressources matérielles et technologiques du SPVM situé au 5000 rue d'Iberville. | Police                     | Activités policières              | 18 776,87 \$ |         |
| RAMPART INTERNATIONAL<br>CORP                      | 1412450                     | 15 MAI 2020 | BERNIER, MARTIN                     | Rampart International. Soumission Q-08105. Achat de grenades lacrymogène "Defense Technology" pour les opérations et la formation pour le SPVM.  | Police                     | Activités policières              | 7 676,37 \$  |         |
| RAMPART INTERNATIONAL<br>CORP                      | 1413591                     | 25 MAI 2020 | LAGACE, MARC                        | Rampart International. QUOTE#: Q-08079. Pour l'achat de bâtons télescopiques ergonomiques pour le SPVM.  | Police                     | Activités policières              | 19 370,19 \$ |         |
| REMORQUAGE CENTRE-<br>VILLE                        | 1407695                     | 11 MAI 2020 | DUSSAULT, LYNE                      | Déplacement des véhicules en infraction à un règlement sur le stationnement dans les secteurs D, E, F et J en avril 2020   | Police                     | Surv. des activités de remorquage | 2 866,16 \$  |         |
| REMORQUAGE CENTRE-<br>VILLE                        | 1410627                     | 04 MAI 2020 | TRICA, ALEXANDRU                    | Déplacement des véhicules en infraction à un règlement sur le stationnement dans les secteurs D, E, F et J en mai 2020   | Police                     | Surv. des activités de remorquage | 2 702,38 \$  |         |
| REMORQUAGE METEOR<br>INC.                          | 1410656                     | 04 MAI 2020 | TRICA, ALEXANDRU                    | Déplacements des véhicules en infraction à un règlement sur le stationnement en avril 2020 pour les PDQ 10,27,30,31,33,35,39,42,44   | Police                     | Surv. des activités de remorquage | 2 702,38 \$  |         |
| REMORQUAGE METEOR<br>INC.                          | 1410668                     | 04 MAI 2020 | DUSSAULT, LYNE                      | Déplacements des véhicules en infraction à un règlement sur le stationnement dans l'arrondissement Villeray en janvier 2020  | Police                     | Surv. des activités de remorquage | 4 860,92 \$  |         |
| RESTO PLATEAU                                      | 1410889                     | 05 MAI 2020 | BISSONNETTE,<br>SYLVAIN             | service traiteur avril 2020  | Police                     | Activités policières              | 2 975,45 \$  |         |
| RESTO PLATEAU                                      | 1410960                     | 05 MAI 2020 | COURNOYER,<br>CAROLINE              | service traiteur mars  | Police                     | Activités policières              | 2 647,35 \$  |         |
| RESTO PLATEAU                                      | 1411257                     | 07 MAI 2020 | COURNOYER,<br>CAROLINE              | Brevuage et nourriture pour détenus avril 2020   | Police                     | Activités policières              | 3 446,15 \$  |         |
| SERVICES D'ENTRETIEN<br>ALPHANET INC.              | 1412173                     | 14 MAI 2020 | JALBERT-GERVAIS,<br>MARIE-CHRISTINE | Service d'entretien Alphanet. Facture 16086. Facture de plus de 1000\$ pour service déjà rendu pour entretien ménager du 29 mars au 25 avril 2020 du Pavillon 09 Boscoville situé au 10950 Boul. Perras pour formation du SPVM.        | Police                     | Activités policières              | 2 729,67 \$  |         |
| SM GESTION-PROJET INC.                             | 1412078                     | 13 MAI 2020 | JALBERT-GERVAIS,<br>MARIE-CHRISTINE | SM Gestion-Projet. Projet D20-046. Démolition de deux murs et ragréage au 10351 Sherbrooke E. au 1er étage (SPVM).   | Police                     | Activités policières              | 22 130,05 \$ |         |
| SOCIETE PARC-AUTO DU<br>QUEBEC                     | 1410660                     | 04 MAI 2020 | ROY, SOPHIE                         | PDQ 21 - Location - avril 2020 FACT#G18771   | Police                     | Activités policières              | 4 620,31 \$  |         |
| SOCIETE QUEBECOISE<br>DES INFRASTRUCTURES<br>(SQI) | 1411592                     | 11 MAI 2020 | JALBERT-GERVAIS,<br>MARIE-CHRISTINE | SQI (gouvernement du Québec). Facture 315001. Travaux au 1 Notre-Dame E (cours du Québec) pour l'ajout d'une porte et d'une fenêtre entre les locaux 2.103 et 2.160A du SPVM.  | Police                     | Activités policières              | 8 296,03 \$  |         |
| SOLUTIONS GRAFFITI -<br>9181-5084 QUEBEC INC       | 1413844                     | 26 MAI 2020 | SYLVESTRE, JEAN-<br>MICHEL          | Scellant anti-graffiti pour projet du PDQ 21   | Police                     | Activités policières              | 2 992,14 \$  |         |
| DEPENSES<br>OPERATIONNELLES -<br>SPVM              | cr20200504                  | 14 MAI 2020 | LAJEUNESSE,<br>ISABELLE             | DÉPENSE OPÉRATIONNELLE - SCO   | Police                     | Activités policières              | 3 500,00 \$  |         |



**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                                   | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR                | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT       | ACTIVITÉ                         | MONTANT       | ENTENTE |
|---|-----------------------------|-------------|----------------------------|--|----------------------------------|----------------------------------|---------------|---------|
| FONDS DE GESTION DES<br>INFRASTRUCTURES -<br>SPVM | 20200515loc                 | 30 MAI 2020 | DI STEFANO,<br>MELISSA     | Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières  | Police                           | Activités policières             | 8 065,44 \$   |         |
| ROGERS<br>COMMUNICATIONS<br>CANADA INC.           | 2020459                     | 22 MAI 2020 | BOUDREAU, DANIEL           | Rogers   | Police                           | Activités policières             | 3 149,62 \$   |         |
| ROGERS<br>COMMUNICATIONS<br>CANADA INC.           | tr0015742020                | 22 MAI 2020 | BOUDREAU, DANIEL           | Rogers   | Police                           | Activités policières             | 11 023,69 \$  |         |
| 4412648 CANADA INC.                               | 1412803                     | 21 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE           | MU39 -2403 Achat - 250000 masques lavables - Service<br>Approvisionnement  | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 479 005,47 \$ |         |
| 4412648 CANADA INC.                               | 1412803                     | 19 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE           | MU39 -2403 Achat - 250000 masques lavables - Service<br>Approvisionnement  | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 479 005,47 \$ |         |
| 4412648 CANADA INC.                               | 1413629                     | 25 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE           | MU39-2403 Achat 250000 masques lavable pour le magasin<br>Colbert - Service Approvisionnement  | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 931 764,06 \$ |         |
| 9175-2998 QUEBEC INC                              | 1410595                     | 01 MAI 2020 | GOYETTE,<br>STEPHANE       | SSIM-DST // ATELIER HYDRAULIQUE - DM 09635 //<br>ACHAT DE DIFFÉRENTES PIÈCES DE REMPLACEMENT   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Interventions - Séc.<br>incendie | 2 570,71 \$   |         |
| 9286-2275 QUEBEC INC.                             | 1413266                     | 21 MAI 2020 | LIEBMANN, RICHARD          | MU34 - ligne 2520 - LOT #1c: Fourniture et installation des<br>panneaux d'interdiction de stationnement - Valeur de 100<br>000\$   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 104 987,50 \$ |         |
| 9286-2275 QUEBEC INC.                             | 1413311                     | 21 MAI 2020 | LIEBMANN, RICHARD          | MU34-2528 LOT #3f: Fourniture, installation et entretien de<br>repères visuels avec dispositif de protection (New-Jersey) +<br>signalisation - Valeur de 100 000\$                                   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 104 987,50 \$ |         |
| 9310-8611 QUEBEC INC                              | 1412544                     | 17 MAI 2020 | GUENETTE, MARIE-<br>CLAUDE | MU10-L2378-Hôtel BEST WESTERN Location de chambres<br>du 29 mars au 27 mai 2020 inclut- TOTAL : 25 164\$ +<br>543\$/jour x 60 jours = 57 744 \$ + tx   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 60 623,98 \$  |         |
| 9405-3527 QUEBEC INC.                             | 1410336                     | 07 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-<br>MARIE   | MU54-C2013 Achat et installation de plexiglass de protection<br>au 201 avenue Laurier Est BAM, Accueil, Bureau, Permis-<br>mesures d'urgence COVID-19 pour l'Arrondissement de<br>Plateau Mont-Royal | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 16 430,53 \$  |         |
| 9405-3527 QUEBEC INC.                             | 1411395                     | 11 MAI 2020 | LEE, MEI SHEUNG            | MU56 - C 2010 // Plexiglass Protection - Covid-19 - BAM -<br>Arrondissement Ahuntsic-Cartierville (créer BC pour payer<br>facture # 21042020-119)  | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 4 671,95 \$   |         |
| 9405-3527 QUEBEC INC.                             | 1411395                     | 14 MAI 2020 | LEE, MEI SHEUNG            | MU56 - C 2010 // Plexiglass Protection - Covid-19 - BAM -<br>Arrondissement Ahuntsic-Cartierville (créer BC pour payer<br>facture # 21042020-119)  | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 838,85 \$     |         |
| A BAS PRIX<br>EXTERMINATION INC.                  | 1411525                     | 17 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-<br>MARIE   | MU21-2166 Octroi de contrat pour extermination de<br>punaises de lit à Aréna Maurice-Richard et Centre de la<br>Petite Bourgogne   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 12 367,53 \$  |         |
| A BAS PRIX<br>EXTERMINATION INC.                  | 1411525                     | 12 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-<br>MARIE   | MU21-2166 Octroi de contrat pour extermination de<br>punaises de lit à Aréna Maurice-Richard et Centre de la<br>Petite Bourgogne   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 2 036,76 \$   |         |
| A BAS PRIX<br>EXTERMINATION INC.                  | 1411525                     | 10 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-<br>MARIE   | MU21-2166 Octroi de contrat pour extermination de<br>punaises de lit à Aréna Maurice-Richard et Centre de la<br>Petite Bourgogne   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 1 574,81 \$   |         |
| ACCENT QUEBEC                                     | 1410023                     | 15 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK              | MU33-C1275 Besoin de lavabo sans branchement   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 4 032,99 \$   |         |
| ACKLANDS - GRAINGER<br>INC.                       | 1411058                     | 06 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE           | MU37 - C 1943 // Demi-masques 3M avec cartouches<br>réutilisables - SPVM   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 262 500,45 \$ |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                       | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR                | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT       | ACTIVITÉ                         | MONTANT       | ENTENTE |
|---------------------------------------|-----------------------------|-------------|----------------------------|--|----------------------------------|----------------------------------|---------------|---------|
| AL CARRIERE<br>EXTINCTEUR (1991) LTEE | 1403941                     | 11 MAI 2020 | GOYETTE,<br>STEPHANE       | DM-04354 // ACHAT DES EXTINCTEURS // ATELIER<br>INVENTAIRE   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Interventions - Séc.<br>incendie | 3 955,08 \$   |         |
| AMARO INC.                            | 1411406                     | 08 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-<br>MARIE   | MU21 - ligne 1949 - Achat de 50 000 bouteilles d'eau pour<br>les itinérants  | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 16 299,31 \$  |         |
| AVEC PLAISIRS                         | 1408330                     | 07 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-<br>MARIE   | Service de traiteur pour le CCMU pendant COVID-19  | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 5 249,37 \$   |         |
| AXIA SERVICES                         | 1414393                     | 29 MAI 2020 | GUENETTE, MARIE-<br>CLAUDE | MU54-C2686 Contrat gré à gré - Nettoyage Cour de Voirie<br>du 1455 Bercy   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 56 987,21 \$  |         |
| BARRIERE QMB INC.                     | 1413297                     | 21 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE           | MU34 - ligne 2524 - LOT #3b: Fourniture, installation et<br>entretien de repères visuels; (bollards) - Valeur de 200 000\$   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 209 975,00 \$ |         |
| BARRIERE QMB INC.                     | 1413304                     | 21 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE           | MU34 - ligne 2525 - LOT #3c: Fourniture, installation et<br>entretien de repères visuels avec dispositif de protection<br>(Quik curb, Min-guard) - Valeur de 200 000\$   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 209 975,00 \$ |         |
| BELL CONFERENCES INC.                 | 1413951                     | 27 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK              | MU42-C2630 Paiement de facture pour audioconférence  | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 7 121,74 \$   |         |
| BERNARD ET FILS<br>TRAITEUR INC       | 1408331                     | 07 MAI 2020 | GUENETTE, MARIE-<br>CLAUDE | MU-CCMU;C1087-C2699-Service de traiteur pour le CCMU<br>mesures d'urgence COVID-19 pour le CCMU  | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 15 748,12 \$  |         |
| BERNARD ET FILS<br>TRAITEUR INC       | 1408331                     | 30 MAI 2020 | GUENETTE, MARIE-<br>CLAUDE | MU-CCMU;C1087-C2699-Service de traiteur pour le CCMU<br>mesures d'urgence COVID-19 pour le CCMU  | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 20 997,50 \$  |         |
| BETON BRUNET LTEE                     | 1412548                     | 17 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-<br>MARIE   | MU52-L2407-Installation en urgence des couloirs sanitaires à<br>différents endroits dans l'arrondissement de Ville-Marie -<br>*Location prévue pour 365 jours - Mobilisation le 18-04-2020   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 24 953,42 \$  |         |
| BMR MATCO RAVARY                      | 1411487                     | 08 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY            | MU52-117 Commande de plexiglass pour site extérieur -<br>Ville-Marie   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 2 598,23 \$   |         |
| BOO! DESIGN INC.                      | 1412007                     | 13 MAI 2020 | BEAUDIN,<br>ALEXANDRE      | MU58 - ligne 2202 - L'arrondissement Villeray-St-Michel-<br>Parc-Extension a réalisé des démarches de communication<br>locales (voir courriel en historique). Après analyse, la Mission<br>communication considère qu'il s'agit d'actions<br>complémentaires | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 7 616,85 \$   |         |
| BUFFET LOUIS PHILIPPE<br>INC.         | 1409416                     | 04 MAI 2020 | TOULOUSE,<br>BRIGITTE      | MU21-1302 Service de traiteur pour Aréna Maurice-Richard,<br>2800 rue Viau, coordonnateur de site 514-686-2974 pour le<br>mercredi 22 avril et jeudi le 23 avril 2020  | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 2 646,52 \$   |         |
| BUFFET LOUIS PHILIPPE<br>INC.         | 1412108                     | 13 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-<br>MARIE   | MU52-2312 Service de traiteur - Hôtel St-André du 15 au 21<br>mai 2020   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 22 559,97 \$  |         |
| CANAFLEX INC.                         | 1410592                     | 01 MAI 2020 | GOYETTE,<br>STEPHANE       | SSIM-DST // ATELIER HYDRAULIQUE - DM 09633 //<br>ACHAT DE PIÈCES DE REMPLACEMENT   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Interventions - Séc.<br>incendie | 2 476,37 \$   |         |
| CASBO PLEXIGLASS INC.                 | 1410469                     | 01 MAI 2020 | LEE, MEI SHEUNG            | MU87 - C 1686 // Achat de panneaux plexiglas   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 2 614,19 \$   |         |
| CASBO PLEXIGLASS INC.                 | 1414239                     | 28 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK              | MU87-C1893 Feuilles en polycarbonate LEXAN   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 7 097,15 \$   |         |
| CESIUM TELECOM INC.                   | 1410560                     | 01 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-<br>MARIE   | MU37 - C1767 - C1768 // Achat 300 étuis et 300 protecteurs<br>pour téléphone Androïde acquis du CSPO pour les<br>enquêteurs - SPVM   | Sécurité incendie de<br>Montréal | Sécurité civile                  | 9 569,61 \$   |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                                 | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR            | DESCRIPTION   | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                              | MONTANT       | ENTENTE |
|---|-----------------------------|-------------|------------------------|---|-------------------------------|---------------------------------------|---------------|---------|
| COFORCE INC.                                    | 1409323                     | 16 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU18-1254 et MU18 <sub>2</sub> C2387 OBNL- Service d'entretien supplémentaire pour la désinfection des lieux pour le Centre Jean-Claude Malépart mesures d'urgence COVID-19 pour  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 7 937,05 \$   |         |
| COFORCE INC.                                    | 1411652                     | 11 MAI 2020 | GUENETTE, MARIE-CLAUDE | MU18 - ligne 2151 - Paiement de désinfection PDQ 12, 21, 23, 27, 30, 31, 39, 42, 44, 46 et 48, du 1er avril au 15 mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 53 858,59 \$  |         |
| COFORCE INC.                                    | 1412546                     | 17 MAI 2020 | GUENETTE, MARIE-CLAUDE | MU18- L2388- Entretien sanitaire du Centre Jean-Claude Malépart, site d'hébergement pour personnes en situation d'itinérance, pour la période à partir du 3 au 31 mai 2020,   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 50 368,80 \$  |         |
| COMMUNICATIONS RIVAGE INC.                      | 1409105                     | 12 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY        | MU82-1174 Banque photos   COVID et inondations  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 149,61 \$   |         |
| CONCEPT CONTROLS INC.                           | 1410698                     | 04 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK          | MU10-C1880 Adaptateur pour masque 3M  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 7 700,31 \$   |         |
| CONCEPT CONTROLS INC.                           | 1413982                     | 27 MAI 2020 | GOYETTE, STEPHANE      | SSIM-DST // DM259966 - ATELIER Électricité et Communication // Gaz Alert Micro lipc XL et docking module  | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie         | 12 590,11 \$  |         |
| CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. | 1413127                     | 21 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU41-C2371 Accompagnement travaux sécurisation des salles d'audience-Travaux d'adaptation aux mesures de distanciation sociale pour les 22 salles d'audience de la Cour municipale- mesures d'urgence COVID-19- Service des affaires juridiques | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 22 110,37 \$  |         |
| CONSTRUCTION SERGE BERGERON INC.                | 1410674                     | 04 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU79 - C 1681 // Installation de protection (plexiglass) au garage municipal et à l'Hôtel de Ville - Arrondissement Anjou   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 18 178,59 \$  |         |
| CONSTRUCTION SERGE BERGERON INC.                | 1410674                     | 05 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU79 - C 1681 // Installation de protection (plexiglass) au garage municipal et à l'Hôtel de Ville - Arrondissement Anjou   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 905,52 \$     |         |
| COOP COUTURIERES POP                            | 1410943                     | 27 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE       | MU39-C1746-199 Masques lavables Coopérative-Achat de 75 000 masques lavables / modèle Gris avec élastique derrière la tête- mesures d'urgence COVID-19 pour le service d'approvisionnement  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 123,38 \$   |         |
| COOP COUTURIERES POP                            | 1410943                     | 05 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE       | MU39-C1746-199 Masques lavables Coopérative-Achat de 75 000 masques lavables / modèle Gris avec élastique derrière la tête- mesures d'urgence COVID-19 pour le service d'approvisionnement  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 272 983,25 \$ |         |
| COSE INC.                                       | 1411901                     | 12 MAI 2020 | WATERHOUSE, DAVE       | COSE - preparation adaptation et coordination plan action-SSIM  | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 3 543,32 \$   |         |
| C.P.U. DESIGN INC.                              | 1412263                     | 14 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK          | MU42-C2274 Demande pour acquisition de 2 laptop ZBook requis pour remplacer les 2 équipements fournis (ligne CCMU 763 et 2115) à Patrick Dulong Boudreau lundi lors de son passage au 2580 St-Joseph  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 5 327,70 \$   |         |
| C.P.U. DESIGN INC.                              | 1413254                     | 21 MAI 2020 | DESMEULES, CATHERINE   | MU37-464-6 Achat de différents produits d'ordinateurs et de connecteurs d'écrans pour le Quartier Général du SIM  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 5 680,46 \$   |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                            | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR            | DESCRIPTION   | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                      | MONTANT      | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|------------------------|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------|---------|
| CSE INCENDIE SECURITE INC.                 | 1410524                     | 01 MAI 2020 | GOYETTE, STEPHANE      | SSIM-DST // ATELIER INVENTAIRE - DM 00563 // ACHAT 6 BARILS MOUSSE 1/3 NIAGARA-FFFP                           | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 17 322,94 \$ | 1283129 |
| CUISINE-ATOOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC. | 1411246                     | 07 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU52-2062 Service traiteur - Hôtel St-André du 9 au 14 mai 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 22 181,24 \$ |         |
| CUISINE-ATOOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC. | 1411308                     | 11 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU21-2068 Service de traiteur - Aréna Maurice-Richard du 9 au 14 mai 2020 (90 personnes)                      | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 1 674,53 \$  |         |
| CUISINE-ATOOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC. | 1411308                     | 07 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU21-2068 Service de traiteur - Aréna Maurice-Richard du 9 au 14 mai 2020 (90 personnes)                      | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 20 399,94 \$ |         |
| CUISINE-ATOOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC. | 1412102                     | 14 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU21-2276 Service de traiteur - Aréna Maurice-Richard du 15 au 21 mai - (90 personnes)                        | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 21 140,00 \$ |         |
| CUISINE-ATOOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC. | 1412147                     | 14 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU52- 2310 Service de traiteur pour l'hôtel abris de voyageur du 15 au 21 mai 2020                            | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 14 494,83 \$ |         |
| CUISINE-ATOOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC. | 1412150                     | 14 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU52-2311 Service de traiteur pour l'hôtel Y d-u 15 au 21 mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 11 096,45 \$ |         |
| CUISINE-ATOOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC. | 1412888                     | 20 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU21-2465 Service de traiteur - Aréna Maurice-Richard du 22 au 28 mai 2020 (90 personnes)                     | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 21 140,00 \$ |         |
| CUISINE-ATOOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC. | 1412933                     | 20 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU52-2466/2672 Service de traiteur - Hôtel Abris du voyageur - 22 au 28 mai 2020 - 25 personnes               | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 9 534,18 \$  |         |
| CUISINE-ATOOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC. | 1412937                     | 20 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY        | MU52-2466.2 Service de traiteur - Hôtel Y du 22 au 28 mai 2020 - 20 personnes                                 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 8 378,00 \$  |         |
| CUISINE-ATOOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC. | 1413916                     | 27 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU21-2643 Service de traiteur - Aréna Maurice-Richard du 29 mai au 4 juin 2020 (90 personnes)                 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 21 140,00 \$ |         |
| CUISINE-ATOOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC. | 1413917                     | 26 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU52-2641 Service traiteur - Hôtel St-André du 29 mai au 4 juin 2020 - 45 personnes.                          | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 15 956,78 \$ |         |
| CUISINE-ATOOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC. | 1413921                     | 26 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU52-2639 Service traiteur - Hôtel Chrome du 29 mai au 4 juin 2020 - 65 personnes                             | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 23 563,13 \$ |         |
| DEVELOTECH INC.                            | 1409089                     | 02 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU1201- Achat et installation de balises cyclo-zone pour l'arrondissement du Sud-Ouest                        | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 10 252,02 \$ |         |
| DISTRIBUTIONS LG INC.                      | 1413571                     | 25 MAI 2020 | GUENETTE, MARIE-CLAUDE | MU27-2557 DISTRIBUTIONS LG INC. - Phase 1 - Avis aux riverains à Soumission 2020-05-21                        | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 10 498,75 \$ |         |
| ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC                 | 1410690                     | 04 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE     | MU55 - ligne 1858 - location de Clôture Securigard  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 315,50 \$  |         |
| EGLISE SAINT-GEORGES                       | 1413805                     | 26 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE     | MU38 - ligne 1839 - paiement facture d'Hydro-Québec pour l'église St-Georges pour les itinérants              | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 825,15 \$  |         |
| ELECTRONIQUE RAYBEL INC                    | 1410751                     | 04 MAI 2020 | GOYETTE, STEPHANE      | Bon de commande ouvert pour l'année 2020 // Diverses acquisitions pour l'atelier Électricité // Communication | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 099,75 \$  |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR  | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR          | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                              | MONTANT      | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|----------------------|--|-------------------------------|---------------------------------------|--------------|---------|
| ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC. | 1412363                     | 15 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY      | MU21-2281.2 Demande renflouement d'inventaire - pour distribution sur l'ensemble des sites   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 107,64 \$  |         |
| EQUIPEMENTS HYGIENIK CANADA INC.                                   | 1412225                     | 14 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU21-1994 EQUIPEMENTS HYGIENIK CANADA INC.- Demande d'acquisition de lavabo portatif (20 stations), voir soumissions # 45373 & 45374   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 21 110,88 \$ |         |
| EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL                 | 1411038                     | 06 MAI 2020 | GOYETTE, STEPHANE    | SSIM-DST // ATELIER INVENTAIRE - DM 228161 // ACHAT DE COUROIES DE TRANSPORT POUR EXTINCTEURS  | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie         | 2 152,24 \$  |         |
| EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL                 | 1411224                     | 08 MAI 2020 | GOYETTE, STEPHANE    | DM 09624 // Hydraulique // Achat pièces et outils pour AMKUS   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie         | 3 243,06 \$  |         |
| EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL                 | 1411224                     | 07 MAI 2020 | GOYETTE, STEPHANE    | DM 09624 // Hydraulique // Achat pièces et outils pour AMKUS   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie         | 21,00 \$     |         |
| EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL                 | 1412100                     | 13 MAI 2020 | LECOURS, SYLVAIN     | DM04489 // Menuiserie // Gaffe et manche de gaffe et tube  | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie         | 3 994,78 \$  |         |
| EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL                 | 1412540                     | 16 MAI 2020 | LECOURS, SYLVAIN     | DM 240133 // Cuir // Achat 50 courroies de transport pour extincteur CO <sup>2</sup> - RMS 15494   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie         | 4 304,49 \$  |         |
| EQUIPEMENT WAJAX   | 1414506                     | 29 MAI 2020 | GOYETTE, STEPHANE    | SSIM-DST // ATELIER LAVAGE // Chariot élévateur Modèle: W45ZHD - capacité de 4500 lbs. Selon devis #2020-431126  | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie         | 8 017,97 \$  |         |
| ETHNIQUE MEDIA INC.  | 1411737                     | 12 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK        | MU27-C2176 Impression brochure (Arabe)   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 2 057,75 \$  |         |
| ETHNIQUE MEDIA INC.  | 1412427                     | 15 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK        | MU27-C2176 Publicité numérique   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 674,55 \$  |         |
| FISHER SCIENTIFIQUE  | 1411462                     | 15 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU37-C2024 Achat de 2000 lunettes de protection et 1000 lunettes de protection pouvant être portées par dessus de lunettes de protection- mesures d'urgence COVID-19 pour SPVM                             | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 21 279,91 \$ |         |
| G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE                            | 1409773                     | 06 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MUI82- E098 Service de gardiennage pour répondre aux besoins de surveillance de l'Arrondissement-Pierrefonds - mesures d'urgence Inondation- Arrondissement Pierrefonds-Roxboro                            | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 25 322,99 \$ |         |
| G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE                            | 1414399                     | 29 MAI 2020 | DESMEULES, CATHERINE | MU21-2697 Prolongation du mandat d'agent de sécurité à l'Aréna Camillien-Houde du 30 mai au 7 juin inclusivement   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 189,00 \$  |         |
| GESTION HYGIENE DU BATIMENT  | 1411337                     | 07 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU52-C1688 Software impact assainisseur à main en mousse alcool 72% qui est compatible avec des distributeurs - mesures d'urgence COVID-19 pour l'Arrondissement Ville-Marie                               | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 18 771,76 \$ |         |
| GESTION MEMOTHEQUE   | 1412601                     | 19 MAI 2020 | LIEBMANN, RICHARD    | Gestion du Centre de documentation en histoire du SIM selon la facture # 2020-04A. Services professionnels rendus pour la période du 1 <sup>er</sup> avril au 30 avril 2020. Approuvé M. Richard Liebmann. | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 3 035,19 \$  |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR          | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                              | MONTANT       | ENTENTE |
|--------------------------------|-----------------------------|-------------|----------------------|--|-------------------------------|---------------------------------------|---------------|---------|
| GESTION PFB                    | 1412916                     | 20 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU18-2285 Paiement de factures pour l'installation de plexiglass dans les postes de quartiers du SPVM  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 16 388,72 \$  |         |
| GFP LES HOTES DE MONTREAL INC. | 1414271                     | 28 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU -2668 Service de gardiennage - Haltes climatisées du 27 au 29 mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 10 498,75 \$  |         |
| GILBERT NETTOYEUR INC.         | 1410472                     | 22 MAI 2020 | DESMEULES, CATHERINE | MU21-1682 Service de buanderie (récupération/lavage/pliage/retour) pour 800 serviettes dans 3 lieux différents à partir du 1er mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 30,72 \$      |         |
| GILBERT NETTOYEUR INC.         | 1410472                     | 02 MAI 2020 | DESMEULES, CATHERINE | MU21-1682 Service de buanderie (récupération/lavage/pliage/retour) pour 800 serviettes dans 3 lieux différents à partir du 1er mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 1 966,00 \$   |         |
| GILBERT NETTOYEUR INC.         | 1410472                     | 28 MAI 2020 | DESMEULES, CATHERINE | MU21-1682 Service de buanderie (récupération/lavage/pliage/retour) pour 800 serviettes dans 3 lieux différents à partir du 1er mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 30,71 \$      |         |
| GILBERT NETTOYEUR INC.         | 1410472                     | 21 MAI 2020 | DESMEULES, CATHERINE | MU21-1682 Service de buanderie (récupération/lavage/pliage/retour) pour 800 serviettes dans 3 lieux différents à partir du 1er mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 10,24 \$      |         |
| GILBERT NETTOYEUR INC.         | 1410472                     | 29 MAI 2020 | DESMEULES, CATHERINE | MU21-1682 Service de buanderie (récupération/lavage/pliage/retour) pour 800 serviettes dans 3 lieux différents à partir du 1er mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 2 099,75 \$   |         |
| GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.  | 1412426                     | 15 MAI 2020 | LECOURS, SYLVAIN     | Nouveau mobilier pour l'assistant directeur Michel Bourgeois.  | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 5 176,44 \$   |         |
| GROUPE DE SECURITE GARDA SENC  | 1412320                     | 15 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU34-C2336 Fourniture et installation d'équipement de signalisation sur le site de dépiage COVID-19 au 13926 Rue Notre-Dame Est, Pointe-aux-Trembles - mesures d'urgence COVID-19 pour le service de l'urbanisme et de la mobilité             | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 26 246,87 \$  |         |
| GROUPE DE SECURITE GARDA SENC  | 1412457                     | 15 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU18 - ligne 2152 - Gardiennage tour de communication sur le Mont- Royal à partir du 8 mai pour 4 semaines   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 34 015,95 \$  |         |
| GROUPE DE SECURITE GARDA SENC  | 1412503                     | 15 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | Fourniture et installation d'équipement de signalisation sur le site de dépiage COVID-19 En vue la mobilisation pour la fermeture des rues autour du Marché Atwater - mesures d'urgence COVID-19 pour le service de l'arrondissement Sud-Ouest | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 26 246,87 \$  |         |
| GROUPE DE SECURITE GARDA SENC  | 1413227                     | 21 MAI 2020 | LIEBMANN, RICHARD    | MU34 - ligne 2519 - LOT #1a: Fourniture et installation des panneaux d'interdiction de stationnement - Valeur de 100 000\$   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 104 987,50 \$ |         |
| GROUPE DE SECURITE GARDA SENC  | 1413288                     | 21 MAI 2020 | LIEBMANN, RICHARD    | MU34 - ligne 2522 - LOT #2b: Marquage et effacement du marquage - Valeur de 100 000\$  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 104 987,50 \$ |         |
| GROUPE DE SECURITE GARDA SENC  | 1413293                     | 21 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE     | MU34 - ligne 2523 - LOT #3a: Fourniture, installation et entretien de repères visuels; (bollards) - Valeur de 200 000\$  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 209 975,00 \$ |         |
| GROUPE DE SECURITE GARDA SENC  | 1413305                     | 21 MAI 2020 | LIEBMANN, RICHARD    | MU34 - ligne 2526 - LOT #3d: Fourniture, installation et entretien de repères visuels avec dispositif de protection (New-Jersey) + signalisation - Valeur de 100 000\$   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 104 987,50 \$ |         |
| GROUPE LA GUERILLA INC.        | 1413331                     | 22 MAI 2020 | DESMEULES, CATHERINE | MU27-2531 Service de production vidéo - Projet COVID-19 (sécurité civile) - Voies actives sécuritaires (VAS)   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 8 845,20 \$   |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                    | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR                | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                      | MONTANT       | ENTENTE |
|------------------------------------|-----------------------------|-------------|----------------------------|--|-------------------------------|-------------------------------|---------------|---------|
| GROUPE QUALINET INC                | 1406595                     | 27 MAI 2020 | GUENETTE, MARIE-<br>CLAUDE | BON DE COMMANDE OUVERT//MU-10-Commande 326 et MU82-1003 Désinfection Caserne 41 et 76 et MU82-1003 désinfection du Chalet St-Clément   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 12 519,78 \$  |         |
| GROUPE QUALINET INC                | 1409131                     | 19 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-<br>MARIE   | MU21-L1232 - L1534 -Nettoyage pour désinfecter la chambre #728- 703-723-732 de Hôtel Y 1355, boul. René-Lévesque Ouest   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 5 147,01 \$   |         |
| GROUPE QUALINET INC                | 1409856                     | 13 MAI 2020 | DESMEULES,<br>CATHERINE    | MU21-1416 (MU21-2005 ajout) - MHM -Contrat d'entretien ménager pour l'aréna Camilien Houde 3 personnes en tout temps 24h sur 24  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 2 099,75 \$   |         |
| GROUPE QUALINET INC                | 1410602                     | 02 MAI 2020 | DAMOU, MESTAPHA            | MU55;C1870 BCO-Contrat d'entretien ménager général des lieux de l'Église St-George mesures d'urgence COVID-19 pour l'Arrondissement de Mercier;Hochelaga-Maisonneuve         | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 4 199,50 \$   |         |
| GROUPE QUALINET INC                | 1410781                     | 05 MAI 2020 | TOULOUSE,<br>BRIGITTE      | MU21-L1851-Nettoyage pour désinfecter la chambre #514 et 710 de Hôtel Chrome 215, boul. René;Lévesque Est, Montréal  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 2 099,75 \$   |         |
| GROUPE QUALINET INC                | 1410942                     | 05 MAI 2020 | TOULOUSE,<br>BRIGITTE      | MU21-L1930-Nettoyage pour désinfecter la chambre #455 de Hôtel St André 1285 St André, Montréal  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 2 099,75 \$   |         |
| GROUPE QUALINET INC                | 1411523                     | 10 MAI 2020 | TOULOUSE,<br>BRIGITTE      | MU21-L2164 et L2136-Nettoyage pour désinfecter la chambre #703 -713- 718 - 721- 728 - 732 de Hôtel Y 1355, boul. René Ouest-suite des départs.                               | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 4 199,50 \$   |         |
| GROUPE QUALINET INC                | 1413496                     | 24 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-<br>MARIE   | MU37-L2575-Factures Qualinet Désinfection des détentions SPVM  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 10 284,82 \$  |         |
| GUTHRIE WOODS PRODUCTS LIMITED     | 1411896                     | 12 MAI 2020 | GAUTHIER, PHILIPPE         | GUTHRIE WOODS PRODUCTS LIMITED -Répétition de commande pour (500) jetons d'allégeance SIM dans le cadre du Programme de reconnaissance. Approuvé par Philippe Gauthier.-SSIM | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 4 382,22 \$   |         |
| HOTEL CHROME MONTREAL CENTRE-VILLE | 1410957                     | 05 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE           | MU COVID-L 1909-HOTEL Chrome -LOCATION DE CHAMBRES-Paiement des factures d'hôtels  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 332 000,00 \$ |         |
| HOTEL L'ABRI DU VOYAGEUR           | 1410872                     | 05 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE           | MU COVID-L1911-HOTEL L'ABRI DU VOYAGEUR-LOCATION DE CHAMBRES-Paiement des factures d'hôtels  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 260 369,00 \$ |         |
| HOTEL LE ST-ANDRE                  | 1410962                     | 05 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE           | MU COVID-L1910-HOTEL le St-Andre-LOCATION DE CHAMBRES-Paiement des factures d'hôtels   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 233 072,25 \$ |         |
| HOTEL Y                            | 1410884                     | 05 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE           | MU COVID-L 1908-HOTEL Y -LOCATION DE CHAMBRES-Paiement des factures d'hôtels   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 280 000,00 \$ |         |
| IMPACT CANOPIES CANADA INC.        | 1410955                     | 08 MAI 2020 | LEE, MEI SHEUNG            | MU55 - C 1901 // Remplacement des pièces brisées sur les tentes 10 x 10  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 4 120,74 \$   |         |
| INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.      | 1412041                     | 13 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-<br>MARIE   | MU01- 763 tablette Microsoft Surface Pro + - qté requise: 15 avec les accessoires mentionnés dans la soumission # 204411   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 14 430,96 \$  |         |
| INNOTEX INC.                       | 1389378                     | 04 MAI 2020 | LECOURS, SYLVAIN           | SSIM-DST // ATELIER CUIR // Inspection et entretien d'habit de combat pour le mois d'avril 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 13 590,24 \$  | C899907 |
| INNOTEX INC.                       | 1389378                     | 13 MAI 2020 | LECOURS, SYLVAIN           | SSIM-DST // ATELIER CUIR // Inspection et entretien d'habit de combat pour le mois d'avril 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 9 037,64 \$   | C899907 |
| INNOTEX INC.                       | 1389379                     | 19 MAI 2020 | LECOURS, SYLVAIN           | SSIM-DST // Atelier Cuir - Inspection et entretien d'habit de combat pour le mois de mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 22 393,87 \$  | C899907 |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR   | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR          | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                      | MONTANT       | ENTENTE |
|---|-----------------------------|-------------|----------------------|--|-------------------------------|-------------------------------|---------------|---------|
| INNOTEX INC.  | 1389379                     | 26 MAI 2020 | LECOURS, SYLVAIN     | SSIM-DST // Atelier Cuir - Inspection et entretien d'habit de combat pour le mois de mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 12 284,31 \$  | C899907 |
| INOLEC  | 1411335                     | 07 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY      | MU10-1890 Acquisition de 6 génératrices 2200 W ultra silencieuses  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 8 056,74 \$   |         |
| INTERVIA  | 1412792                     | 19 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE     | MU34-2406 Services professionnels pour la conception des Voies actives sécuritaires (VAS) phase 1  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 177 422,58 \$ |         |
| INVESTISSEMENTS PATRICK J. MERCIER INC. - CANADIAN TIRE | 1413969                     | 28 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE   | MU21 - ligne 2646 - Achat de 6 climatiseurs pour les installations dans les cliniques de dépistage mobile - Autobus  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 52,49 \$      |         |
| INVESTISSEMENTS PATRICK J. MERCIER INC. - CANADIAN TIRE | 1413969                     | 27 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE   | MU21 - ligne 2646 - Achat de 6 climatiseurs pour les installations dans les cliniques de dépistage mobile - Autobus  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 779,49 \$   |         |
| ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL                | 1389349                     | 14 MAI 2020 | LECOURS, SYLVAIN     | SSIM-DST // ATELIER CUIR - Inspection et entretien de bunker pour le mois d'avril 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 198,65 \$   |         |
| ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL                | 1389349                     | 13 MAI 2020 | LECOURS, SYLVAIN     | SSIM-DST // ATELIER CUIR - Inspection et entretien de bunker pour le mois d'avril 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 9 105,02 \$   |         |
| ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL                | 1389349                     | 05 MAI 2020 | LECOURS, SYLVAIN     | SSIM-DST // ATELIER CUIR - Inspection et entretien de bunker pour le mois d'avril 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 4 882,57 \$   |         |
| JBM MARQUAGE ROUTIER INC                                | 1413285                     | 21 MAI 2020 | LIEBMANN, RICHARD    | MU34 - ligne 2521 - LOT #2a: Marquage et effacement du marquage - Valeur de 100 000\$  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 104 987,50 \$ |         |
| JEAN GUGLIA & FILS ENR.                                 | 1410702                     | 04 MAI 2020 | GOYETTE, STEPHANE    | SSIM-DST // ATELIER HYDRAULIQUE - DM 09636 // ACHAT DE LAMES ET DÉMARREUR CORD   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 929,58 \$   |         |
| J.P.S. AUTO DECOR INC.                                  | 1411138                     | 07 MAI 2020 | LEE, MEI SHEUNG      | MU51 - C 1915 // Commande signalisations externe   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 2 621,53 \$   |         |
| LABRADOR SOURCE   | 1414243                     | 28 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU21-2658 LABRADOR SOURCE - Achat de 5 palette de bouteilles d'eau (500ml) - 84 caisses. Soumission intégrée dans le courriel                                    | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 14 524,81 \$  |         |
| LA CANTINE POUR TOUS                                    | 1411985                     | 13 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU19 - ligne 2263 - mois d' avril 2020 - cantine mobile - itinérance - Paiement de la facture 80 pour traiteur   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 17 094,58 \$  |         |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC.                                | 1410773                     | 05 MAI 2020 | TOULOUSE, BRIGITTE   | MU51-L1857-200 Affiches 24x36 en anglais - RDP- PAT  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 338,60 \$   |         |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC.                                | 1410773                     | 06 MAI 2020 | TOULOUSE, BRIGITTE   | MU51-L1857-200 Affiches 24x36 en anglais - RDP- PAT  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 41,99 \$      |         |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC.                                | 1411031                     | 06 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE   | MU56 - ligne 1774 - Achat de Trousse de réouverture   Première commande pour Ahuntsic-Cartierville   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 2 399,15 \$   |         |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC.                                | 1411506                     | 08 MAI 2020 | MOUHANDIZ, HAFIDA    | MU52- 1941 Commande pour l'achat de 600 autocollants selon soumission déposé par Lamcom le 4 mai 2020. Voir soumission # 188741                                  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 2 941,75 \$   |         |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC.                                | 1411636                     | 11 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE   | MU59 - ligne 1747 - Achat d'une trousse de réouverture (affiches)  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 527,01 \$   |         |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC.                                | 1412440                     | 15 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU27-C2288 Impression d'affiches pour les jardins communautaires- ) - mesures d'urgence COVID-19 pour le service de l'expérience citoyenne et des communications | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 15 243,07 \$  |         |



**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                                       | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR            | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ        | MONTANT       | ENTENTE |
|---|-----------------------------|-------------|------------------------|--|-------------------------------|-----------------|---------------|---------|
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC.                              | 1412722                     | 19 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU53 - ligne 2153 à ligne 2160 - Achat d'une trousse de réouverture (affichages COVID-19)  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 11 275,66 \$  |         |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC.                              | 1413400                     | 22 MAI 2020 | MOUHANDIZ, HAFIDA      | MU85-2475 Achats d'outils de communication pour la réouverture des installations, voir soumission # 188996                                       | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 8 791,13 \$   |         |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC.                              | 1413718                     | 26 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU56-12497-Ahunstic Cartierville-Commande (trousse de réouverture)   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 44 367,99 \$  |         |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC.                              | 1413718                     | 27 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU56-12497-Ahunstic Cartierville-Commande (trousse de réouverture)   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 528,09 \$     |         |
| L'ANONYME   | 1413802                     | 26 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU19-2609 Service d'accompagnement communautaire à l'aréna Francis Bouillon et pour la cantine mobile  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 18 641,60 \$  |         |
| LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE               | 1412749                     | 19 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE       | MU10-2449 Frais encouru - Coordination de site - Personnes en situation d'itinérance - Abri des voyageurs  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 158 770,50 \$ |         |
| LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE               | 1412758                     | 19 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY        | MU10-2450 Location de 108 lits pliants   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 834,66 \$   |         |
| LE GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.                      | 1414259                     | 28 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU21-2668 Service de gardiennage - Haltes climatisées du 27 au 29 mai 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 10 498,75 \$  |         |
| LE GROUPE QUADRISCAN                                  | 1411742                     | 14 MAI 2020 | DESMEULES, CATHERINE   | MU79-2028 Achat d'outils d'affichage de déconfinement pour l'arrondissement d'Anjou  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 4 165,02 \$   |         |
| LE GROUPE QUADRISCAN                                  | 1411950                     | 13 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE     | MU51 - ligne 2186 - Achat d'une trousse de réouverture (affiche distanciation)   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 737,61 \$   |         |
| LE GROUPE QUADRISCAN                                  | 1412856                     | 20 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK          | MU79-C2357-2358 Pastille autocollante et bannière autoportante   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 3 857,01 \$   |         |
| LE GROUPE QUADRISCAN                                  | 1413208                     | 21 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK          | MU58-C2204 Impression de panneaux pour corridors sanitaire   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 356,97 \$   |         |
| L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.                           | 1414273                     | 28 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK          | MU55-C2671 Impression de Grands Panneaux   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 241,48 \$   |         |
| LES BETONS LONGUEUIL (1982) INC.                      | 1406777                     | 12 MAI 2020 | GUENETTE, MARIE-CLAUDE | MUI76-05 Achat de 150 Jerseys avec transport et installation Arr IBSG  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 75 045,05 \$  |         |
| LES BETONS LONGUEUIL (1982) INC.                      | 1411412                     | 08 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU58-1377 Achat - Glissière de sécurité rue Jarry  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 10 078,80 \$  |         |
| LES ENTREPRISES EN PLOMBERIE JEAN-PIERRE L'ECUYER INC | 1412560                     | 18 MAI 2020 | HUARD, FRANCOIS        | MU21-C2415 BC Ouvert Hôtel Abris des voyageurs pour la période du 18 Mai au 1er Septembre 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 20 997,50 \$  |         |
| LES SERVICES D'EXTERMINATION MONT-ROYAL INC.          | 1414302                     | 28 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY        | MU21-2611 Octroi d'un contrat pour extermination de punaises de lit -Église St-Georges   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 3 674,56 \$   |         |
| LES YMCA DU QUEBEC                                    | 1408222                     | 21 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU55 - ligne 1031 - Il en a 2 car, la personne doit se déplacer de sites en sites et c'est les 2 description de tâches typiques pour les 3 sites | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 14 803,24 \$  |         |
| L & L IMPRESSION                                      | 1411598                     | 11 MAI 2020 | MOUHANDIZ, HAFIDA      | MU54 - 1900 L & L impression -Demande d'Affiches, Bannière en français Flèches de sol autocollantes Coroplast. Voir soumission 20-0510           | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 035,18 \$   |         |
| L & L IMPRESSION                                      | 1412477                     | 21 MAI 2020 | LEE, MEI SHEUNG        | MU51 - C 1790-1796 // Commande pastilles, coroplast, affiches et bannières pour l'arr RDP-PAT  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 860,12 \$   |         |
| L & L IMPRESSION                                      | 1413148                     | 21 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU27 - C 2459 // Commande de bannières et pastilles pour distanciation (Covid-19) - BC sur montant   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 31 496,25 \$  |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                    | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR             | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                              | MONTANT         | ENTENTE |
|------------------------------------|-----------------------------|-------------|-------------------------|--|-------------------------------|---------------------------------------|-----------------|---------|
| LOCATION SERCA INC.                | 1411774                     | 12 MAI 2020 | WATERHOUSE,<br>DAVE     | BCO 2020 - RSMUEL // Contrat de location de réceuseuse à plancher // Contrat # LLT-181101-1.                           | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie         | 6 299,25 \$     |         |
| LUMINARIE CANADA INC.              | 1406389                     | 08 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE        | Mesures d'urgences - achat de masque   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 1 883 607,74 \$ |         |
| LUMINARIE CANADA INC.              | 1406389                     | 06 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE        | Mesures d'urgences - achat de masque   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 2 467 427,50 \$ |         |
| MARINA P.A.T. INC.                 | 1413650                     | 25 MAI 2020 | GROULX, LOUISE          | LOCATION QUAI POUR LA SAISON 2020 - BATEAU 1838-ÉQUIPE NAUTIQUE- SSIM  | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie         | 2 281,92 \$     |         |
| MENAGEZ-VOUS INC.                  | 1406983                     | 01 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU56 - 1640 BCO- (jusqu'au 4 mai 2020) - Désinfection des espaces administratifs -Arrondissement Ahuntsic-Cartierville | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 2 063,00 \$     |         |
| MENAGEZ-VOUS INC.                  | 1406983                     | 12 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU56 - 1640 BCO- (jusqu'au 4 mai 2020) - Désinfection des espaces administratifs -Arrondissement Ahuntsic-Cartierville | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 2 063,00 \$     |         |
| MENAGEZ-VOUS INC.                  | 1412539                     | 16 MAI 2020 | LEE, MEI SHEUNG         | MU56 - C 2272 // Ménage COVID-19 au 555, rue Chabanel (durée de 4 semaines - 6 mai au 5 juin 2020)                     | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 2 063,00 \$     |         |
| METRO MEDIA                        | 1411710                     | 12 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK           | MU27-C2176 Impression de brochure en Italien   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 256,71 \$     |         |
| METRO MEDIA                        | 1411858                     | 15 MAI 2020 | LEE, MEI SHEUNG         | MU51 - C 2032 // Créer BC pour payer facture - arrondissement RDP / PAT (publicité - facture 1P)                       | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 4 761,18 \$     |         |
| MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN | 1410377                     | 08 MAI 2020 | DESMEULES,<br>CATHERINE | MU21-1326 Service de traiteur pour le Centre de la Petite-Bourgogne du 1er au 8 mai 2020                               | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 5 820,00 \$     |         |
| MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN | 1411264                     | 07 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY         | MU52-2061 Service de traiteur - Hôtel Y du 9 au 14 mai.  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 7 740,00 \$     |         |
| MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN | 1411427                     | 08 MAI 2020 | DESMEULES,<br>CATHERINE | MU21-2065 Service de traiteur - Centre de La Petite-Bourgogne du 9 au 14 mai 2020 (30 personnes)                       | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 600,00 \$     |         |
| MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN | 1412096                     | 14 MAI 2020 | DESMEULES,<br>CATHERINE | MU21-2314 Service de traiteur - Centre de la Petite-Bourgogne du 15 au 21 mai - (30 personnes)                         | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 2 520,00 \$     |         |
| MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN | 1412891                     | 27 MAI 2020 | DESMEULES,<br>CATHERINE | MU21-2465.2 Service de traiteur - Centre de la Petite-Bourgogne du 22 au 28 mai 2020 (30 personnes)                    | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 540,00 \$       |         |
| MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN | 1412891                     | 20 MAI 2020 | DESMEULES,<br>CATHERINE | MU21-2465.2 Service de traiteur - Centre de la Petite-Bourgogne du 22 au 28 mai 2020 (30 personnes)                    | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 2 520,00 \$     |         |
| MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN | 1413920                     | 27 MAI 2020 | DESMEULES,<br>CATHERINE | MU21-2645 Service de traiteur - Centre de la Petite-Bourgogne du 29 mai au 4 juin 2020 (45 personnes)                  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 780,00 \$     |         |
| MISHMACHE MONTREAL                 | 1411243                     | 07 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU52-2060-2215 Service de traiteur - Hôtel Chrome du 9 au 14 mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 17 164,20 \$    |         |
| MISHMACHE MONTREAL                 | 1411243                     | 19 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU52-2060-2215 Service de traiteur - Hôtel Chrome du 9 au 14 mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 20,47 \$        |         |
| MISHMACHE MONTREAL                 | 1411243                     | 12 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU52-2060-2215 Service de traiteur - Hôtel Chrome du 9 au 14 mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 1 766,72 \$     |         |
| MISHMACHE MONTREAL                 | 1412144                     | 14 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU52-2306 Service de traiteur - Hôtel Chrome du 15 au 21 mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 25 031,12 \$    |         |
| MISHMACHE MONTREAL                 | 1412935                     | 20 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU52-2466.1 Service de traiteur - Hôtel Chrome du 22 au 28 mai 2020 - 70 personnes                                     | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 17 583,52 \$    |         |
| MISSION OLD BREWERY                | 1411048                     | 06 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU21-1921 Paiement de facture - Repas pour la Place du Canada  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 13 198,43 \$    |         |
| MORNEAU SHEPELL LTE                | 1412808                     | 19 MAI 2020 | L'HOSTIE, SYLVAIN       | Paiement facture No 1176524 Morneau Shepell (5 T : taxable et 46 E: non taxable) services professionnels-SSIM          | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 4 001,46 \$     | 1310883 |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                    | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR             | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                      | MONTANT      | ENTENTE |
|------------------------------------|-----------------------------|-------------|-------------------------|--|-------------------------------|-------------------------------|--------------|---------|
| MOXO MEDIA INC.                    | 1412551                     | 17 MAI 2020 | TOULOUSE,<br>BRIGITTE   | MU58 -L2360- :Commande pastilles et flèches- pour l'arrondissement Villeroy - St-Michel - Parc-Extension.  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 5 984,29 \$  |         |
| MP REPRODUCTIONS INC.              | 1412566                     | 20 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK           | MU58-C2368 Impression  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 4 530,34 \$  |         |
| M.R.M. PLOMBERIE                   | 1412559                     | 18 MAI 2020 | HUARD, FRANCOIS         | MU21-2414 BC Ouvert YMCA (Guy Favreau) pour la période du 18 Mai au 1er Septembre 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 20 997,50 \$ |         |
| M.R.M. PLOMBERIE                   | 1412565                     | 18 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK           | MU21-C2420 BC Ouvert pour réparation diverses (sur appel) Église St-Georges pour la période du 18 Mai au 1er Septembre 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 8 399,00 \$  |         |
| NEWSFIRST MULTIMEDIA               | 1411732                     | 12 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK           | MU27-C2176 Impression brochure Grecque   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 859,34 \$  |         |
| PEAUSEIDON EAU DE SOURCE NATURELLE | 1413647                     | 25 MAI 2020 | PAQUETTE,<br>FREDERIC   | B /C Ouvert Peauséidon - Commande de bouteilles d'eau pour le 1605 (caserne 05)-SSIM   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 5 000,00 \$  |         |
| PETITES-MAINS                      | 1407892                     | 15 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE        | MU52 C956-C1648-C2283- Ajout de café aux endroits suivant: Parc Canada, Parc Jeanne-Mance, Émilie Gamelin, Square Cabot, aréna Francis-Bouillon  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 62 415,06 \$ |         |
| PETITES-MAINS                      | 1407892                     | 14 MAI 2020 | CARON, CHRISTINE        | MU52 C956-C1648-C2283- Ajout de café aux endroits suivant: Parc Canada, Parc Jeanne-Mance, Émilie Gamelin, Square Cabot, aréna Francis-Bouillon  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 75 171,04 \$ |         |
| PETITES-MAINS                      | 1410376                     | 13 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU21-1415 Service de traiteur - Aréna Camillien-Houde du 1er au 8 mai 2020 (75 personnes)  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 14 956,01 \$ |         |
| PETITES-MAINS                      | 1411279                     | 07 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY         | MU52-2029/2165/2174 Service traiteur - Abris du voyageur du 9 au 14 mai 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 9 086,60 \$  |         |
| PETITES-MAINS                      | 1411339                     | 07 MAI 2020 | DESMEULES,<br>CATHERINE | MU21-2063 Service de traiteur - Aréna Camillien-Houde du 9 au 14 mai 2020 (75 personnes)   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 14 822,76 \$ |         |
| PETITES-MAINS                      | 1412104                     | 14 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU21-2313 Service de traiteur - Aréna Camillien-Houde du 15 au 21 mai - (75 personnes)   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 19 949,79 \$ |         |
| PETITES-MAINS                      | 1412889                     | 20 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU21-2465.1 Service de traiteur - Aréna Camillien-Houde du 22 au 28 mai 2020 (75 personnes)  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 12 818,61 \$ |         |
| PETITES-MAINS                      | 1412941                     | 21 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU52-2466.3 Service de traiteur - Hôtel St-André du 22 au 28 mai 2020 - 50 personnes   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 13 474,79 \$ |         |
| PETITES-MAINS                      | 1413918                     | 27 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE    | MU21-2644 Service de traiteur - Aréna Camillien-Houde du 29 mai au 4 juin 2020 (75 personnes)  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 10 123,56 \$ |         |
| PETITES-MAINS                      | 1413923                     | 26 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY         | MU52-2638 Service de traiteur - Hôtel Abris du voyageur du 29 mai au 4 juin 2020 - 25 personnes  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 8 461,04 \$  |         |
| PETITES-MAINS                      | 1413925                     | 26 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY         | MU52-2640 Service de traiteur - Hôtel Y du 29 mai au 4 juin 2020 - 25 personnes  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 6 999,79 \$  |         |
| PGVMEDIA                           | 1410501                     | 01 MAI 2020 | DAMOU, MESTAPHA         | MU54-C931 Service d'impression de 1400 affiches en format de 8 pts tel préparé par la Direction régionale de la santé publique de Montréal- COVID-19 pour l'arrondissement de Plateau-Mont-Royal | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 116,03 \$  |         |
| PGVMEDIA                           | 1412402                     | 15 MAI 2020 | MOUHANDIZ, HAFIDA       | MU56- 2187 Achat de 50 pastilles avec flèche pour le sol. Voir soumission 2020-05-01 et facture #16453   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 2 066,15 \$  |         |
| PGVMEDIA                           | 1413020                     | 20 MAI 2020 | BEAUDIN,<br>ALEXANDRE   | MU58 - ligne 2487 - Achat d'affiches multilingues nécessaires - communautés culturelles  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 2 628,88 \$  |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                  | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR          | DESCRIPTION   | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ        | MONTANT      | ENTENTE |
|----------------------------------|-----------------------------|-------------|----------------------|---|-------------------------------|-----------------|--------------|---------|
| PLACEMENT POTENTIEL INC.         | 1414516                     | 30 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU18-C2316 Entretien Sanitaire du Marché Bonsecours Entretien sanitaire du Marché Bonsecours, site d'hébergement pour personnes en situations d'itinérance, pour la période à partir du 1er avril 2020 au 31 mai 2020 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 34 182,43 \$ |         |
| PLOMBERIE CHAUFFAGE SOLTECH INC. | 1412564                     | 18 MAI 2020 | HUARD, FRANCOIS      | MU21-C2419 BC Ouvert pour réparation diverses (sur appel) Grande Bibliothèque de Montréal pour la période du 18 Mai au 1er Septembre 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 10 498,75 \$ |         |
| PLOMBERIE COPA                   | 1412562                     | 18 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK        | MU21-2417 BC Ouvert pour réparation diverses (sur appel) Hôtel St-André pour la période du 18 Mai au 1er Septembre 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 8 399,00 \$  |         |
| PLOMBERIE DRAIN ALAIN            | 1412561                     | 18 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK        | MU21-2416 BC Ouvert pour réparation diverses (sur appel) hôtel Chrome pour la période du 18 Mai au 1er Septembre 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 8 399,00 \$  |         |
| PLOMBERIE FOSTER                 | 1412563                     | 18 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK        | MU21-C2418 BC Ouvert pour réparation diverses (sur appel) Hôtel Best Western pour la période du 18 Mai au 1er Septembre 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 249,37 \$  |         |
| POLYGON CANADA INC.              | 1414416                     | 29 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU51-2696 Désinfection des bâtiments de la Ville de Montréal-Est  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 12 637,30 \$ |         |
| PRODUITS SANY                    | 1405511                     | 05 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE   | MU52 - 33 -Achat de sacs compostables 22x24 et 30x39-30 gants nitrile bleu jetable -mesure d'urgence pour l'arrondissement Ville-Marie- COVID-19  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 379,01 \$  |         |
| PRODUITS SANY                    | 1405618                     | 05 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE   | MU52 - ligne 110 - Mesures d'urgences COVID-19 - Commande de puragel à pompe selon la soumission 1915770 (ville-marie)  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 933,47 \$  |         |
| PRODUITS SANY                    | 1405653                     | 05 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE   | MU52 - ligne 111 - Mesures d'urgences COVID-19 - Commande de puragel à pompe selon la soumission 1915770 (ville-marie)  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 933,47 \$  |         |
| PRODUITS SANY                    | 1405667                     | 05 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE   | MU52 - ligne 109 - Mesures d'urgences COVID-19 - Commande de puragel à pompe selon la soumission 1915770 (ville-marie)  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 933,47 \$  |         |
| RECEVEUR GENERAL DU CANADA       | 1410696                     | 04 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU10-1133 Acquisition fréquences radiocommunications de la S.P auprès d'Industrie Canada pour pouvoir opérer le plan auxiliaire SIM (RSP25). (réf :Fac# 20200034757)  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 18 737,60 \$ |         |
| SANIVAC                          | 1405502                     | 04 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU52 - 56 SANIVAC-Location de 2 roulottes sanitaires doubles avec 7 lavabo doubles - COVID19. Voir les 2 soumissions #O-10955 et # O-10957A   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 144,39 \$  |         |
| SANIVAC                          | 1406994                     | 16 MAI 2020 | LIEBMANN, RICHARD    | MU21-L591 et C2104-199-Location de 11 toilettes chimiques avec lavabos entretien/remplissage deux fois par jours-pour différents parcs  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 104,99 \$    |         |
| SANIVAC                          | 1406994                     | 04 MAI 2020 | LIEBMANN, RICHARD    | MU21-L591 et C2104-199-Location de 11 toilettes chimiques avec lavabos entretien/remplissage deux fois par jours-pour différents parcs  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 63 638,17 \$ |         |
| SANIVAC                          | 1406996                     | 30 MAI 2020 | DAMOU, MESTAPHA      | MU55 C2104-199-Location de 3 lavabos portatifs avec entretien et remplissage 2 fois par jours- MHM  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 233,63 \$  |         |
| SANIVAC                          | 1406996                     | 09 MAI 2020 | DAMOU, MESTAPHA      | MU55 C2104-199-Location de 3 lavabos portatifs avec entretien et remplissage 2 fois par jours- MHM  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 157,48 \$    |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                         | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR          | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                              | MONTANT      | ENTENTE |
|---|-----------------------------|-------------|----------------------|--|-------------------------------|---------------------------------------|--------------|---------|
| SANIVAC                                 | 1409929                     | 04 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU89-C1409 Et C2016 4 Lavabos  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 454,08 \$  |         |
| SANIVAC                                 | 1409929                     | 07 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU89-C1409 Et C2016 4 Lavabos  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 6 908,17 \$  |         |
| SANIVAC                                 | 1413435                     | 22 MAI 2020 | DAMOU, MESTAPHA      | MU19-C2507 Location d'une toilette chimique incluant la vidange et le contrat d'entretien 2 fois par jour pour l'aréna Camilien Houde pour 1 mois avec possibilité de renouvellement - mesures d'urgence COVID-19- Diversité et de l'inclusion | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 8 446,25 \$  |         |
| SANIVAC                                 | 1413438                     | 22 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY      | MU59-2345 Commande de 2 toilettes chimique avec lavabo - Arrondissement CDN/NDG  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 8 493,48 \$  |         |
| SERVICE DE NETTOYAGE UNITED             | 1406621                     | 12 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | Covid-19 Ajout d'heures pour la désinfection des PDQ 1, 3, 4, 5  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 8 592,18 \$  |         |
| SERVICE DE NETTOYAGE UNITED             | 1413652                     | 25 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU18 - ligne 2425 - Entretien sanitaire du YMCA Guy-Favreau, pour la période à partir du 12 au 31 mai 2020, au montant de \$ 15 245 (non taxable)  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 16 005,34 \$ |         |
| SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.         | 1411668                     | 11 MAI 2020 | LECOURS, SYLVAIN     | Nettoyage de 26 matelas. 4 - caserne 71 11- caserne 51 11- caserne 34  | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 2 372,72 \$  |         |
| SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.         | 1413498                     | 24 MAI 2020 | TOULOUSE, BRIGITTE   | MU33-L2562- Commande pour désinfection de l'édifice du SMRA ATELIERS MUNICIPAUX VIAU 2269 Rue Viau-- Mtl du 4 avril au 31 mai 2020 inclusivement   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 968,53 \$  |         |
| SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.         | 1413499                     | 24 MAI 2020 | TOULOUSE, BRIGITTE   | MU10-L2562- Commande pour désinfection de l'édifice du SIM - 200 Bellechasse. Du 4 Avril au 31 mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 968,53 \$  |         |
| SERVICE D'ENTRETIEN MENAGER VIMONT INC. | 1411522                     | 10 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU49- L2105-nettoyage supplémentaire a l'usine Atwater de la DEP-Début des travaux 11 mai 2020.  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 15 433,16 \$ |         |
| SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.          | 1412068                     | 13 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU42-2259 Paiement de factures - Travaux électriques afin de permettre l'installation et de l'aménagement du centre de relève SPVM situé au 5000 Iberville local 247 - Service des technologies de l'information                               | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 24 484,05 \$ |         |
| SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.      | 1411364                     | 08 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU18-C2027 Service d'entretien sanitaire à partir du 11 mai pour 8 installations pour 2 semaines- mesures d'urgence COVID-19 pour la Division propreté   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 22 800,15 \$ |         |
| SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.      | 1413500                     | 24 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU37-L2424-Entretien sanitaire pour la période à partir du 23 mars au 31 mai 2020,- Bâtiment Shell 10351 Sherbrooke Est -SGPI-   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 11 163,32 \$ |         |
| SERVICES MCR 64 INC.                    | 1413747                     | 26 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE   | MU85 - ligne 2573 - On a besoin d'un service de décontamination amiante (ENNA-0414S) aux Travaux publics (adresse : 6025, boulevard Métropolitain Est Montréal H1P1X5) pour l'aménagement de bureaux et de vestiaires respectant la distanciat | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 401,59 \$  |         |
| S. GRAPHIQUE INC.                       | 1413455                     | 22 MAI 2020 | MOUHANDIZ, HAFIDA    | Mu85-2475 S. GRAPHIQUE INC-Achats d'outils de communication pour la réouverture des installations, voir devis # 8435   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 8 755,96 \$  |         |
| SIGNAL SERVICES INC                     | 1410497                     | 01 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE   | MU54 - ligne 1292 - Location de jersey pour l'avenue du Parc   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 2 309,94 \$  |         |
| SIGNAL SERVICES INC                     | 1410563                     | 05 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU87-1763 Location de 600 barrières "mills" pour différents endroits de l'arrondissement de Montréal-Nord  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 17 192,95 \$ |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                        | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR          | DESCRIPTION   | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                              | MONTANT      | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|----------------------|---|-------------------------------|---------------------------------------|--------------|---------|
| SIGNAL SERVICES INC                    | 1412542                     | 17 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU88-1976 SIGNAL SERVICES INC -Aménagement d'un corridor sanitaire sur St-Jospeh à Lachine. Voir soumission 30134   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 43 641,62 \$ |         |
| SIGNAL SERVICES INC                    | 1413244                     | 21 MAI 2020 | DAMOU, MESTAPHA      | MU-Pointe-Claire;C1929 Achat de 50 barrières Mills de 8 pi x 42; de hauteur pour mettre en place des corridors sanitaires- mesures d'urgence COVID-19 pour la Ville Pointe-Claire   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 8 724,46 \$  |         |
| SIGNAL SERVICES INC                    | 1414187                     | 28 MAI 2020 | DAMOU, MESTAPHA      | MU51;C2652 Achat de 30 bollards TRV-10 pour la clinique de dépistage de l;unité mobile (autobus) - mesures d'urgence COVID-19 pour l;Arrondissement Rivière-des-Prairies;Pointe-aux-Trembles  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 2 099,74 \$  |         |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES          | 1412016                     | 13 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU58 - ligne 2202 - L'arrondissement Villerey-St-Michel-Parc-Extension a réalisé des démarches de communication locales (voir courriel en historique). Après analyse, la Mission communication considère qu'il s'agit d'actions complémentaires | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 14 698,25 \$ |         |
| SOLARIUM OPTIMUM INC.                  | 1414397                     | 29 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE   | MU85 - ligne 2670 - Achat de systèmes modulables, amovibles et de panneaux transparents (plexi-glass)   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 7 748,07 \$  |         |
| SOLUFAB INC.                           | 1411496                     | 08 MAI 2020 | DESMEULES, CATHERINE | MU82-1733 Achat de 12 feuilles de plexiglass pour l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 2 677,18 \$  |         |
| SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC. | 1411902                     | 12 MAI 2020 | WATERHOUSE, DAVE     | SPB psychologie - Honoraires professionnels- Animation: rencontres du comité des capitaines préparation facilitation analyse et synthèse-SSIM   | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 2 021,01 \$  |         |
| SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC. | 1411903                     | 12 MAI 2020 | WATERHOUSE, DAVE     | SPB psychologie - honoraires professionnels animation: rencontres 2et3 du comité des capitaines. préparation facilitation analyse et synthèse-SSIM  | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 2 887,16 \$  |         |
| SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC. | 1413037                     | 20 MAI 2020 | L'HOSTIE, SYLVAIN    | Facture - SPB Psychologie organisationnelle - Honoraires professionnels - Préparation du mandat, animation de séance de réflexion - Facture INV086885 en date du 31 octobre 2019-SSIM   | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 4 908,17 \$  |         |
| SPECTRE DE RUE INC .                   | 1413214                     | 21 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY      | MU52 - 2509 Distribution de cartons informations dans le cadre de la Covid-19 - Arrondissement Ville-Marie  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 3 779,55 \$  |         |
| STELEM (CANADA) INC.                   | 1410937                     | 05 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK        | MU52-C1906 20 Réservoirs de 55 Gallons et accessoires.  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 7 478,78 \$  |         |
| STELEM (CANADA) INC.                   | 1410937                     | 06 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK        | MU52-C1906 20 Réservoirs de 55 Gallons et accessoires.  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 1 203,57 \$  |         |
| STERICYCLE ULC                         | 1414483                     | 29 MAI 2020 | BEAUDIN, ALEXANDRE   | MU21 - ligne 2391 - je vous précise les lieux ou la Ville de Montréal souhaite pouvoir faire récupérer les bacs de seringue souillées dans les lieux d'hébergement relevant du CCMU   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 4 099,76 \$  |         |
| SYLVIA M RIVES                         | 1407205                     | 19 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU21 - C 703 et C 2172 // Intervention sociale - soutien de projets "Sites temporaires distribution alimentaire" - du 28 mars au 17 avril 2020 et une prolongation de 30 jours de plus.   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 5 600,00 \$  |         |
| SYLVIA M RIVES                         | 1407205                     | 27 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU21 - C 703 et C 2172 // Intervention sociale - soutien de projets "Sites temporaires distribution alimentaire" - du 28 mars au 17 avril 2020 et une prolongation de 30 jours de plus.   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                       | 100,00 \$    |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR              | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR          | DESCRIPTION   | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                      | MONTANT       | ENTENTE |
|------------------------------|-----------------------------|-------------|----------------------|---|-------------------------------|-------------------------------|---------------|---------|
| SYLVIA M RIVES               | 1407205                     | 10 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU21 - C 703 et C 2172 // Intervention sociale - soutien de projets "Sites temporaires distribution alimentaire" - du 28 mars au 17 avril 2020 et une prolongation de 30 jours de plus.                             | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 15 100,00 \$  |         |
| SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC | 1412534                     | 16 MAI 2020 | DAMOU, MESTAPHA      | MU33;C2022 Installation d'un poinçon Kronos dans l'atelier mécanique Verdun - mesures d'urgence COVID-19 pour le service du Matériel Roulant et des Ateliers  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 444,64 \$   |         |
| SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC | 1412538                     | 16 MAI 2020 | DAMOU, MESTAPHA      | MU33;C2007 Installation d'un poinçon Kronos dans l'Atelier Mécanique de St-Laurent au 13001 Cavendish - mesures d'urgence COVID-19 pour le service du Matériel Roulant et des Ateliers                              | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 444,64 \$   |         |
| SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC | 1413497                     | 24 MAI 2020 | TOULOUSE, BRIGITTE   | MU85-L2568-Commande d'un Horodateur InTouch muni d'un lecteur HID pour l'arrondissement Saint Léonard   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 444,64 \$   |         |
| SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC | 1414049                     | 27 MAI 2020 | DAMOU, MESTAPHA      | MU33;C2463 Installation d'un poinçon Kronos dans l'atelier Plateau Mont-Royal afin de respecter les normes de distanciation sociale- mesures d'urgence COVID-19 pour le service du Matériel Roulant et des Ateliers | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 444,64 \$   |         |
| SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC | 1414520                     | 31 MAI 2020 | TOULOUSE, BRIGITTE   | MU87-L2653-Mtl Nord-Commande d'un Horodateur KRONOS INTOUCH 9100 H4, STANDARD, HID PROX pour l'arrondissement Mtl Nord  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 444,64 \$   |         |
| SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC | 1414521                     | 31 MAI 2020 | TOULOUSE, BRIGITTE   | MU82-L2653-Pierrefonds-Commande d'un Horodateur KRONOS INTOUCH 9100 H4, STANDARD, HID PROX pour l'arrondissement Pierrefonds  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 444,64 \$   |         |
| TARGET BROADCAST SALES INC.  | 1411841                     | 12 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU27-C2176 Radio Diffusion en diverses langues  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 15 790,12 \$  |         |
| TECHNIPARC                   | 1413986                     | 27 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE | MU182-113 Techniparc - Travaux de réparation de terrains privés sur le territoire de l'arr. Pierrefonds. Voir soumission # 202014   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 10 338,12 \$  |         |
| TECHNO CVC INC.              | 1410727                     | 04 MAI 2020 | GOYETTE, STEPHANE    | SSIM-DST // ATELIER HYDRAULIQUE - DM 09632 // ACHAT DE BATTERIES, SUPPORTS, CABLES CONNECTEURS ET D'AUTRES PIÈCES DE REMPLACEMENT   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 571,40 \$   |         |
| TELTECH SIGNALISATION INC.   | 1413154                     | 21 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK        | MU52-C2488 No Parking sur Champlain   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 968,52 \$   |         |
| TELTECH SIGNALISATION INC.   | 1413246                     | 21 MAI 2020 | LIEBMANN, RICHARD    | MU34 - ligne 2518 - LOT #1b: Fourniture et installation des panneaux d'interdiction de stationnement - Valeur de 100 000\$  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 104 987,50 \$ |         |
| TELTECH SIGNALISATION INC.   | 1413308                     | 21 MAI 2020 | LIEBMANN, RICHARD    | MU34 - ligne 2527 - LOT #3e: Fourniture, installation et entretien de repères visuels avec dispositif de protection (New-Jersey) + signalisation - Valeur de 100 000\$  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 104 987,50 \$ |         |
| TENAQUIP LIMITED             | 1411692                     | 11 MAI 2020 | LEE, MEI SHEUNG      | MU57 - C 1968 // Trousses de premiers secours version COVID-19 pour la direction EESM   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 340,31 \$   |         |
| TENAQUIP LIMITED             | 1412663                     | 19 MAI 2020 | GIRARD, IVE          | Achat de cadenas et mèches (SSIM)   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 327,33 \$   |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                      | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR            | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                      | MONTANT       | ENTENTE |
|--------------------------------------|-----------------------------|-------------|------------------------|--|-------------------------------|-------------------------------|---------------|---------|
| TENTES FIESTA LTEE                   | 1409726                     | 06 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU55 - C 1345 // Achat 2 chapiteaux (ajout des murs) qui sont déjà sur le site Square Cabot et l'Aréna Francis Bouillon  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 4 467,22 \$   |         |
| TOTALMED SOLUTIONS SANTE INC.        | 1410728                     | 04 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU36-1687 Facture - Frais honoraires de médecins pour le covid-19 - RH   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 29 704,90 \$  |         |
| TOTALMED SOLUTIONS SANTE INC.        | 1413494                     | 23 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU36;C2500 Paiement factures-Frais d'honoraires de médecins pour des discussions, revues de littérature, révision de protocoles et décisions concernant le Covid-19 pour le mois d'avril 2020-- mesures d'urgence COVID-19- Service des RH | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 11 414,76 \$  |         |
| TRAFIC INNOVATION INC.               | 1411529                     | 12 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK          | MU75-C1984 Aménagements sanitaires phase 1 Outremont   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 6 165,92 \$   |         |
| TRANSFORME TECH INC.                 | 1413338                     | 22 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU51-2379 Affichage massif sur le territoire de PAT- installation de 1000 panneaux. Voir soumission Transform tech du 14/05/2020   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 12 336,03 \$  |         |
| TRIMAX SECURITE INC.                 | 1414258                     | 28 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU21-2668 Service de gardiennage - Haltes climatisées du 27 au 29 mai 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 10 498,75 \$  |         |
| TUYAUX FLEXIBLES DU QUEBEC INC.      | 1391564                     | 07 MAI 2020 | GOYETTE, STEPHANE      | BCO - SIM/DST - Hydraulique - Achats divers pour l'année 2020 pour l'entretien et/ou la réparation du matériel hydraulique   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 099,75 \$   |         |
| U. CAYOUILLE INC.                    | 1413979                     | 27 MAI 2020 | LECOURS, SYLVAIN       | DM-04496 // Menuiserie // Épinette 2X4X8, lattes, poubelle et clous à bardeaux   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 811,38 \$   |         |
| VERSION IMAGE PLUS INC.              | 1410695                     | 04 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU87-C1864 Affichage   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 19 107,72 \$  |         |
| VERSION IMAGE PLUS INC.              | 1411341                     | 21 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU 27 ;2057 Impressions de panneaux voir soumission # 139475   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 209,97 \$     |         |
| VERSION IMAGE PLUS INC.              | 1411341                     | 07 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU 27 ;2057 Impressions de panneaux voir soumission # 139475   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 39 013,35 \$  |         |
| VERSION IMAGE PLUS INC.              | 1411665                     | 11 MAI 2020 | LEE, MEI SHEUNG        | MU83 - C 1803 // Commande d'affiches pour la ré-ouverture - Arr. Verdun  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 147,37 \$   |         |
| VERSION IMAGE PLUS INC.              | 1411707                     | 12 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK          | MU82-C2021 Panneaux pour réouverture   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 3 984,66 \$   |         |
| VERSION IMAGE PLUS INC.              | 1412004                     | 13 MAI 2020 | AUMONT, ANNIK          | MU87-C2222 Visuel affiche consignes sanitaire  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 8 923,94 \$   |         |
| VERSION IMAGE PLUS INC.              | 1414497                     | 29 MAI 2020 | MARCOTTE, CATHY        | MU27-2687 Achat - Coroplast IMPRESSION PANNEAUX "MESURES HYGIÈNE ET DISTANCIATION"- pour les Service de l'expérience citoyenne et des communications   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 4 560,66 \$   |         |
| VESTA SOLUTIONS COMMUNICATIONS CORP. | 1410750                     | 04 MAI 2020 | MARCOTTE, ANNE-MARIE   | MU42-1112 Acquisition 2 consoles pour répartition SERAM (solution VESTA)   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 45 309,82 \$  |         |
| VESTA SOLUTIONS COMMUNICATIONS CORP. | 1410755                     | 04 MAI 2020 | GUENETTE, MARIE-CLAUDE | MU42-1112 Acquisition 2 consoles pour répartition SERAM (solution VESTA)   | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 58 751,31 \$  |         |
| VESTA SOLUTIONS COMMUNICATIONS CORP. | 1411677                     | 11 MAI 2020 | LIEBMANN, RICHARD      | MU10-1114 APPROUVÉ PAR Richard Liebmann le 05/05. Soumission 105 à 31 500\$ par mois pour 4 mois donc un total de 126 000\$  | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile               | 132 284,25 \$ |         |
| VIG VAGUE MARINE                     | 1412671                     | 19 MAI 2020 | GIRARD, IVE            | Location système de quai - Frais manutention - Transports et entreposage quais - Casernes 14 -35-57 pour équipe nautique (SSIM)  | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 8 551,23 \$   |         |



**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                   | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR         | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                                | MONTANT      | ENTENTE |
|-----------------------------------|-----------------------------|-------------|---------------------|--|-------------------------------|---|--------------|---------|
| ZOOM VIDEO COMMUNICATIONS INC.    | 1407929                     | 21 MAI 2020 | DAMOU, MESTAPHA     | MU42-C2262 Achat de 15 licences annuel Audio License Unlimited US and Canada Annual: La soumission est en pièce jointe Soumission Q 522065                                     | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile                         | 4 567,60 \$  |         |
| ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC. | 2163629161                  | 06 MAI 2020 | CADIEUX, ISABELLE   | Rogers -Avril 2020   | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie           | 9 850,47 \$  |         |
| ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC. | 2173877812                  | 29 MAI 2020 | DA ROCHA, DIANE     | Rogers - Mai 2020  | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie           | 9 839,79 \$  |         |
| 9052-9470 QUEBEC INC.             | DEU41569                    | 12 MAI 2020 | VERREAULT, MICHEL   | MONTAGE DE 60 ROUES COLSON   | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées               | 2 765,37 \$  |         |
| 9052-9470 QUEBEC INC.             | DEU41645                    | 20 MAI 2020 | VERREAULT, MICHEL   | REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINEES   | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées               | 5 257,77 \$  |         |
| 9054-3174 QUEBEC INC.             | DEU40667                    | 27 MAI 2020 | VERREAULT, MICHEL   | ND/ service consultant afin de clarifier les fonctions des mécaniciens de machines   | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées               | 10 498,75 \$ |         |
| 9291-8713 QUEBEC INC.             | DEP29121                    | 15 MAI 2020 | LABERGE, ANNE-MARIE | BS - Offre de service pour le Maintien et amélioration de l'outil de suivi PTI - PHASE 2 - M-André Beaudoin  | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable  | 29 419,59 \$ |         |
| ABRATECH INC                      | DEP29403                    | 04 MAI 2020 | REBSELJ, VINCENT    | BS - UDB - Pièces pour cabine de sablage OUT-2000 - P. Boily - 1 soumission  | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable  | 2 600,53 \$  |         |
| ACIER LACHINE INC                 | DEP29390                    | 01 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH      | BS - UDB - Angles et barres plates en aluminium - P. Boily - 1 soumission  | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable  | 2 351,68 \$  |         |
| ACIER LACHINE INC                 | DEP29559                    | 25 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH      | BS - UDB - PIÈCES D'ALUMINIUM - P. BOILY - 1 SOUMISSION  | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable  | 5 170,13 \$  |         |
| ACKLANDS - GRAINGER INC.          | DEP28921                    | 07 MAI 2020 | LEFEBVRE, PHILIPPE  | BS - UDO - Certification des équipement d'espace clos - et respiration - C.Saintelmy - 1 soumission  | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable  | 2 476,49 \$  |         |
| AESL INSTRUMENTATION INC.         | DEP29549                    | 22 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH      | BS - MAGASIN PRINCIPAL - INSTRUMENTATION - EXCLUSIVITÉ   | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable  | 16 487,18 \$ |         |
| AIR LIQUIDE CANADA INC            | DEU41688                    | 25 MAI 2020 | VERREAULT, MICHEL   | 11 Bouteilles de calibration - Magasin   | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées               | 2 569,44 \$  |         |
| ALFAGOMMA CANADA INC.             | DEU41563                    | 11 MAI 2020 | VERREAULT, MICHEL   | 17 Boyaux d'arrosage - Magasin   | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées               | 3 881,73 \$  |         |
| ATELIER MOTEUR POMPE (AMP)        | DEP29529                    | 20 MAI 2020 | LEFEBVRE, PHILIPPE  | BS - UPC - Remise a neuf pompe de recirculation # 2 - C.Saintelmy - 1 soumission   | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable  | 4 745,43 \$  |         |
| BATTERIES DIXON INC.              | DEU41712                    | 27 MAI 2020 | VERREAULT, MICHEL   | POWER INVERTER   | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées               | 2 981,56 \$  |         |
| B&B GROUPE INNOVATION INC.        | DEP29246                    | 07 MAI 2020 | BONIFAY, ROMAIN     | 19A19 TR05-Services techniques d'accompagnement pour le contrôle qualitatif dy système de polymères renforcés par fibres de carbone - Projet 19A19TR01 - Réf France Line Dione | Service de l'eau              | Réseau de distribution de l'eau potable | 7 874,07 \$  |         |
| BETONS PREFABRIQUES DU LAC INC.   | DEU41651                    | 20 MAI 2020 | HALLE, BRUNO        | FOURNITURE, LIVRAISON ET INSTALLATION 109 ALLEGES DE FENETRES  | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées               | 81 437,49 \$ |         |
| BETON TECHPRO INC.                | DEP29530                    | 20 MAI 2020 | REBSELJ, VINCENT    | BS - UDB - Réparation et amélioration de la rampe en béton filtration porte 6 - M. Voyer - 1 soumission  | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable  | 8 929,19 \$  |         |
| BOULONS PLUS                      | DEP29412                    | 05 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH      | BS - MAGASIN PRINCIPAL - BOULONS - 2 SOUMISSIONS   | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable  | 4 866,48 \$  |         |
| BOUTY INC                         | DEP29577                    | 26 MAI 2020 | GUILHEMJOUAN, SERGE | BS - Chaises pour salle de conférence - B. Scraire - 1 soumission  | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable  | 5 086,77 \$  |         |
| BUNZL CANADA INC.                 | DEU41538                    | 07 MAI 2020 | VERREAULT, MICHEL   | 2 Systèmes de test Galaxy - Réseau des Intercepteurs   | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées               | 4 831,42 \$  |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                                 | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR          | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ                                | MONTANT      | ENTENTE |
|---|-----------------------------|-------------|----------------------|--|----------------------------|---|--------------|---------|
| CEM CORPORATION                                 | DEU41534                    | 06 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL | MARS XPRESS VESSEL STARTER SET - PROJET 183049   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 24 432,64 \$ |         |
| CERTIFICATION DIELECTRIQUE M SMITH              | DEP29426                    | 06 MAI 2020 | REBSELJ, VINCENT     | BS - UDB - Certification des équipements électriques - P. Normandeau - 1 soumission  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 3 559,08 \$  |         |
| CG PONTS ROULANTS ET PALANS INC.                | DEP28927                    | 07 MAI 2020 | LEFEBVRE, PHILIPPE   | BS - UDO - Test de charge + conditionnement du palonnier salle des cylindres de chlore - B. Scraire                            | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 4 199,50 \$  |         |
| CHEM ACTION INC.                                | DEP29389                    | 07 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH       | BS - UDB - Pompe Dulcoflex modèle DFXA US 0530 SPT RQ100UDC130EN - D. Robert - 1 soumission                                    | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 4 389,95 \$  |         |
| CHEMLINE PLASTICS LTD                           | DEP29394                    | 01 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH       | BS - UAT - Matériel pour atelier de plomberie - JG Poirier - 2 demandes - 1 soumission   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 5 671,21 \$  |         |
| CIM MAINTENANCE INC.                            | DEU41523                    | 06 MAI 2020 | HALLE, BRUNO         | RENOUVELLEMENT CONTRAT D'ENTRETIEN PLANIFICATEUR VISUEL POUR MAXIMO - DEEU, DEP & ARRONDISSEMENT - DU 2020-01-01 AU 2020-12-31 | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 72 864,57 \$ |         |
| COCHIMBEC INC.                                  | DEP29423                    | 08 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH       | BS - Gel et Liquide antibactérien  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 104,99 \$    |         |
| COCHIMBEC INC.                                  | DEP29423                    | 06 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH       | BS - Gel et Liquide antibactérien  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 1 364,84 \$  |         |
| COCHIMBEC INC.                                  | DEP29423                    | 07 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH       | BS - Gel et Liquide antibactérien  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 8 189,02 \$  |         |
| COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX                    | DEU41509                    | 04 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL | REAPPROVISIONNEMENT JOINT MECANIQUE ET SIEGE DE JOINT MECANIQUE SEALOL   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 532,52 \$  |         |
| COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX                    | DEU41544                    | 07 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL | POMPE NEUVE, REMPLACEMENT DEU40234 NON REPARABLE   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 17 893,28 \$ |         |
| COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX                    | DEU41628                    | 20 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL | 30 Roues Colson et 4 Joints Garlock - Magasin  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 79,83 \$     |         |
| COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX                    | DEU41628                    | 19 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL | 30 Roues Colson et 4 Joints Garlock - Magasin  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 135,77 \$  |         |
| COMPUGEN INC.                                   | DEU41696                    | 26 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL | ORDINATEUR PORTABLE POUR LES PROJETS DE RÉAMÉNAGEMENT ET ACCÈS   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 610,22 \$  |         |
| CONCEPT CONTROLS INC.                           | DEP29490                    | 13 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH       | BS - UDB - Détecteurs BW - P. Normandeau - 1 soumission  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 2 229,10 \$  |         |
| CONSTRUCTION HEPPELL ET FILS INC.               | DEP29339                    | 08 MAI 2020 | VINCENT, SIMON       | BS - Réservoirs - Réparation en urgence conduite distribution réserve C2 Poirier - 1 soumission                                | Service de l'eau           | Réseau de distribution de l'eau potable | 3 822,22 \$  |         |
| CONSTRUCTION MULTI-MECANIQUE INC.               | DEP29629                    | 29 MAI 2020 | LEFEBVRE, PHILIPPE   | BS - UPC - Inspection des dégrilleurs 1 et 2 - B. Scraire - Facture 8046   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 2 046,06 \$  |         |
| CONTROLES LAURENTIDE LTEE                       | DEU41208                    | 08 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL | 4 VANNES KEYSTONE  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 9 570,66 \$  |         |
| CON-V-AIR INC.                                  | DEP29486                    | 13 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH       | BS - UDO - INJECTEUR POUR LE SYSTEME DE DOSAGE DE CHAUX - C.SAINTELMY - 1 SOUMISSION   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 4 829,42 \$  |         |
| DELOM SERVICES INC                              | DEP29589                    | 26 MAI 2020 | VENDETTI, PERRY      | BS - Appel de service pour remise à neuf du moteur de la pompe W1 basse pression - JG Poirier - 1 soumission                   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 14 504,02 \$ |         |
| DIAMOND CANAPOWER                               | DEU41579                    | 13 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL | Coude et Raccord Allen Sherman - Magasin   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 2 495,55 \$  |         |
| DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO. | DEU41612                    | 15 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL | Clapet Crane, 4 Pompes Zoeller et autre Plomberie - Magasin  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 028,88 \$  |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR  | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR            | DESCRIPTION   | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ                                | MONTANT      | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|------------------------|---|----------------------------|---|--------------|---------|
| DISTRIBUTION CRANE,<br>DIVISION DE CRANE<br>CANADA CO.                       | DEU41706                    | 26 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | Coude et Bride Victaulic 16" pour fuite d'eau aux Boues   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 2 891,36 \$  |         |
| DISTRIBUTIONS SNG INC.   | DEU41636                    | 19 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | 15 Articles de Plomberie - Pour Pompe 046 et Magasin  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 2 324,25 \$  |         |
| D.M. VALVE ET<br>CONTROLES INC.  | 1412130                     | 14 MAI 2020 | LAMARRE, JEAN          | Achat de 2 batteries convertisseur pour MC Crometer FPI insertion - Optimisation des réseaux - DRE                            | Service de l'eau           | Réseau de distribution de l'eau potable | 3 905,53 \$  |         |
| D.M. VALVE ET<br>CONTROLES INC.  | DEP29614                    | 28 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH         | BS - UPC - Actuateur Electrique Bray Tork switch - C.Saintelmy - 1 soumission   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 6 009,48 \$  |         |
| DUBO ELECTRIQUE LTEE   | DEP29603                    | 27 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH         | BS - UDO - MATÉRIEL ÉLECTRIQUE POUR LA CHAUX - C.Saintelmy - 1 Soumission   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 2 373,21 \$  |         |
| DUBO ELECTRIQUE LTEE   | DEU41683                    | 25 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | (ND) 2 Filtreurs avec boîtier Rockwell Allen Bradley - Alimentation Prise d'eau   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 2 163,77 \$  |         |
| EBI ENVIROTECH INC.  | DEP29500                    | 14 MAI 2020 | MARTEL, SIMON          | BS - Vannes - Nettoyage chambres souterraines contrat temporaire - JM.Ouellet - 2 soumissions                                 | Service de l'eau           | Réseau de distribution de l'eau potable | 17 451,34 \$ |         |
| ECHAFAUDS PLUS (LAVAL)<br>INC  | DEP29411                    | 05 MAI 2020 | REBSELJ, VINCENT       | BS - UDB - Location d'échafaudages pour drain HP installation monorail (remplacement débitmètre HP) - P. Boily - 1 soumission | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 7 333,67 \$  |         |
| ECOLE POLYTECHNIQUE<br>MONTREAL  | DEU41673                    | 22 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | CONTRAT DE SERVICE - ETUDIANT STAGIAIRE DEBUTANT LE 1ER JUIN 2020   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 23 208,04 \$ |         |
| ENDRESS + HAUSER<br>CANADA LTEE  | DEU41603                    | 15 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | 9 Indicateurs Endress & Hauser - Magasin  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 967,68 \$  |         |
| ENTREPRISES FORLINI-<br>DIVISION EQUIPEMENT DE<br>SECURITE UNIVERSEL<br>INC. | DEU41672                    | 22 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | Camion mobile chaussures Forlini - Facture IN0004815  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 2 908,68 \$  |         |
| EQUIPEMENT DE<br>PROCEDE INTEGRAL INC.                                       | DEU41396                    | 12 MAI 2020 | HALLE, BRUNO           | DP T21300, REAPPROVISIONNEMENT POMPES VOLUMETRIQUES ET ACCOUPLEMENTS SEEPEX   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 56 882,22 \$ |         |
| EQUIPEMENT DE<br>PROCEDE INTEGRAL INC.                                       | DEU41647                    | 20 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | REAPPROVISIONNEMENT CARTOUCHE SEEPEX NEUVE  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 8 682,47 \$  |         |
| FISHER SCIENTIFIQUE  | DEP29343                    | 01 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH         | BS - MAGASIN PRINCIPAL - PIÈCES / CHIMIQUE - 1 SOUMISSION   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 9 681,17 \$  |         |
| FISHER SCIENTIFIQUE  | DEP29405                    | 04 MAI 2020 | LARRIVEE, ALAIN        | BS - 2020 UPC - ELECTRODE FLUOR - M.PILON - 1 SOUMISSION  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 2 846,71 \$  |         |
| FRANKLIN EMPIRE INC.   | DEU41498                    | 08 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | CABLE BELDEN POUR DETECTEURS MERIDIAN   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 4 199,50 \$  |         |
| FRANKLIN EMPIRE INC.   | DEU41506                    | 04 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | PIECES ELECTRIQUES POUR INTERCEPTEURS   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 389,31 \$  |         |
| FRANKLIN EMPIRE INC.   | DEU41681                    | 22 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | Bloc d'alimentation Lambda - Magasin  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 2 167,05 \$  |         |
| GROUPE HEMISPHERES<br>INC.   | DEU41708                    | 26 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | Inventaire et délimitation des colonies d'espèces exotiques envahissantes au site de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 401,59 \$  |         |
| GROUPE SECURITE<br>ROBILLARD INC   | DEP29180                    | 15 MAI 2020 | GUILHEMJOUAN,<br>SERGE | BS - Appel de service pour le remplacement de barres paniques et trims non conformes doivent verrouiller automatiquement      | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 2 625,74 \$  |         |
| IBM CANADA LTEE  | DEU41513                    | 04 MAI 2020 | HALLE, BRUNO           | SERVICES PROFESSIONNELS IBM - MAINTENANCE MAXIMO  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 78 740,62 \$ |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR   | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR             | DESCRIPTION   | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ                                | MONTANT      | ENTENTE |
|---|-----------------------------|-------------|-------------------------|---|----------------------------|---|--------------|---------|
| JAS FILTRATION INC.   | DEU41697                    | 26 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | 480 Filtres Amerseal Green - Atelier CVAC   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 2 274,29 \$  |         |
| JMS INDUSTRIEL INC.   | DEU41351                    | 12 MAI 2020 | HALLE, BRUNO            | REAPPROVISIONNEMENT VIS POUR COLLECTEURS  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 28 293,08 \$ |         |
| JMS INDUSTRIEL INC.   | DEU41370                    | 12 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | REAPPROVISIONNEMENT MAILLONS DE CHAINES   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 20 350,78 \$ |         |
| JMS INDUSTRIEL INC.   | DEU41575                    | 12 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | SUPPORT DE PALIER POUR VIS DE DÉCANTEURS<br>DESSIN 1601-651-M-001 ( POUR 1.5 DÉCANTEURS )                               | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 21 655,69 \$ |         |
| J.P. LESSARD CANADA INC                                       | DEP27412                    | 07 MAI 2020 | GUILHEMJOUAN,<br>SERGE  | BS - UPI - Contrôle ACCS pour la ventilation de l'ozone,<br>référence DC-4 - C. Saintelmy - 1 soumission                | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 4 363,81 \$  |         |
| LABORATOIRE D'ESSAI<br>MEQUALTECH INC.                        | DEU41587                    | 20 MAI 2020 | HALLE, BRUNO            | ÉVALUATION ET RECOMMANDATIONS TECHNIQUES<br>POUR RÉSERVOIRS DE PRODUITS PÉTROLIERS<br>POSTES DE POMPAGE - PROJET 176952 | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 28 098,85 \$ |         |
| LA CIE DE PAVAGE<br>BROADWAY LTEE                             | DEU36584                    | 19 MAI 2020 | HALLE, BRUNO            | SG19036-BF0000-C SERVICE D'UN JOURNALIER SUR<br>APPEL AU LET POUR 2019-2020-2021  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 14 960,72 \$ |         |
| LA SOCIETE DE<br>VERDISSEMENT DU<br>MONTREAL<br>METROPOLITAIN | DEU41545                    | 07 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | 2020 - ACHAT ET PLANTATION D'ARBRES À LA STATION  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 24 950,00 \$ |         |
| LE GROUPE GESFOR,<br>POIRIER, PINCHIN INC.                    | DEP29471                    | 11 MAI 2020 | LABERGE, ANNE-<br>MARIE | BS - Formation - Travaux en présence de mercure - Karel - 1<br>offre de service   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 10 246,77 \$ |         |
| LE GROUPE LAM-E ST-<br>PIERRE                                 | DEU41582                    | 13 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | 10 Élingues en acier galvanisé - Opération des Eaux   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 2 630,10 \$  |         |
| LES AMENAGEMENTS<br>RENO-CEROS INC.                           | DEP29516                    | 15 MAI 2020 | REBSELJ, VINCENT        | BS - UDB- Travaux d'asphalte et réparation de puisards - M.<br>Voyer - 1 soumission                                     | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 22 745,55 \$ |         |
| LES CONTROLES PROVAN<br>ASSOCIES INC.                         | DEP29545                    | 22 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH          | Fourniture de vannes papillon, de vannes guillotine,<br>actuateurs manuel et électrique (350mm - 1800mm)                | Service de l'eau           | Réseau de distribution de l'eau potable | 15 160,72 \$ |         |
| LES ENTREPRISES<br>ELECTRIQUES L.M. INC.                      | DEU41504                    | 04 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | VARIATEUR DE VITESSE ARMSTRONG POUR POMPE<br>DE REFROIDISSEMENT DE MACHINE À ABSORPTION C                               | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 13 092,99 \$ |         |
| LES PLASTIQUES CY-BO<br>INC                                   | DEU41507                    | 04 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | REAPPROVISIONNEMENT POMPE MARCH   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 456,19 \$  |         |
| LES VENTES TECHNIQUES<br>TRELEC ENR.                          | DEP29464                    | 11 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH          | BS - UDB - Capacitor with dielektrol fluid and internal<br>discharge resistors - D. Robert - 2 demandes - 1 soumission  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 10 248,10 \$ |         |
| LOCATION D'OUTILS<br>SIMPLEX S.E.C.                           | DEP29483                    | 13 MAI 2020 | REBSELJ, VINCENT        | BS - UDB - Location d'une nacelle articulée 30 pieds à<br>batteries - P. Normandeau - 1 soumission                      | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 3 513,06 \$  |         |
| MARMEN INC.   | DEU41393                    | 02 MAI 2020 | HALLE, BRUNO            | DP T21243, REAPPROVISIONNEMENT CARTOUCHES<br>SEEPX  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 75 412,52 \$ |         |
| MATHESON VALVES &<br>FITTING LTD                              | DEU41613                    | 15 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | Commuteur Asco - Intercepteur St-Anne de Bellevue   | Service de l'eau           | Réseaux d'égout                         | 5 549,64 \$  |         |
| MDL ENERGIE INC.  | DEU41524                    | 05 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | VERIFICATION DE LA MISE A LA TERRE DES<br>EQUIPEMENTS PETROLIERS  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 2 440,96 \$  |         |
| MECANIQUE CNC (2002)<br>INC.                                  | DEU41525                    | 06 MAI 2020 | HALLE, BRUNO            | Secteur des boues - Conduite 36 po - fourniture et travaux<br>pour changer le coude 36 po                               | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 62 940,01 \$ |         |
| MECANIQUE CNC (2002)<br>INC.                                  | DEU41606                    | 14 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | Secteur des boues - Bloc F - modification du drain de 6 po<br>de la conduite de 36 po                                   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 9 580,11 \$  |         |
| MESSER CANADA INC.  | DEU40062                    | 21 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | 2020 -FOURNITURES DE GAZ INDUSTRIEL SUR<br>DEMANDES   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 10 498,75 \$ |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                        | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR            | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ                                | MONTANT      | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|------------------------|--|----------------------------|---|--------------|---------|
| MINITAB, LLC                           | DEP29624                    | 29 MAI 2020 | TURCOTTE,<br>CAROLINE  | BS - Licence Minitab 19 single user electronic - K. Hamel - 1 soumission   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 7 004,70 \$  |         |
| MOTION CANADA                          | DEU41705                    | 26 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | (ND) Cales Aloma et autres Roulements - Intercepteurs et Magasin   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 038,62 \$  |         |
| MVC OCEAN INC.                         | DEP26965                    | 06 MAI 2020 | BEAUDET, JEAN-FRANCOIS | BS - EN LIEN AVEC DEP26964 - Travaux d'inspection et de réparation en eau potable - Équipements (Hors devis) - M. Belkacemi                                    | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 19 692,95 \$ |         |
| MVC OCEAN INC.                         | DEP29518                    | 19 MAI 2020 | LEFEBVRE, PHILIPPE     | BS - UPC - Inspection en urgence d'une conduite eau- MVC - C.Saintelmy - Entente 1263764   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 2 666,68 \$  | 1263764 |
| MVC OCEAN INC.                         | DEP29625                    | 29 MAI 2020 | LEFEBVRE, PHILIPPE     | BS - UPC - Travaux d'inspection des prises d'eau - C.Saintelmy - Entente 1263764   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 7 738,22 \$  | 1263764 |
| MVC OCEAN INC.                         | DEP29625                    | 29 MAI 2020 | LEFEBVRE, PHILIPPE     | BS - UPC - Travaux d'inspection des prises d'eau - C.Saintelmy - Entente 1263764   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 4 692,93 \$  |         |
| NORDA STELO INC.                       | DEP22284                    | 21 MAI 2020 | LARRIVEE, ALAIN        | BS - Services professionnels pour formations en maintenance préventive et en fiabilité   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 7 165,40 \$  |         |
| NORDA STELO INC.                       | DEP29406                    | 04 MAI 2020 | REBSELJ, VINCENT       | BS - UDB - Réhabilitation des réservoirs no. 4, 5, 6 d'hypochlorite - contrat d'inspection qualité des travaux après réparation - P. Normandeau - 1 soumission | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 3 647,26 \$  |         |
| NOVEM DISTRIBUTION INC                 | DEP29475                    | 11 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH         | BS - VANNES - Article de cadenasage pour boîte 180 - S.JEAN - 1 SOUMISSION - ENTENTE 1180264   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 4 173,25 \$  |         |
| NOVEM DISTRIBUTION INC                 | DEP29475                    | 22 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH         | BS - VANNES - Article de cadenasage pour boîte 180 - S.JEAN - 1 SOUMISSION - ENTENTE 1180264   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 7 559,10 \$  |         |
| PACWILL ENVIRONMENTAL                  | DEP29225                    | 04 MAI 2020 | REBSELJ, VINCENT       | BS - UDB - Service de calibration pour dilueur modèle T103 S/N 253 - P. Normandeau - 1 soumission  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 2 860,91 \$  |         |
| PIECES D'AUTO JARRY LTEE               | DEU41578                    | 12 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | ACHATS DE DIFFÉRENTES PIÈCES POUR GÉNÉRATRICE INTERCEPTEUR CHEZ JARRY PIÈCES D'AUTO  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 15 748,12 \$ |         |
| PRODUITS SANY                          | DEP29422                    | 06 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH         | BS - MAGASIN PRINCIPAL - PRODUITS D'ENTRETIEN - ENTENTE  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 3 622,23 \$  |         |
| RAYONNAGE CAMRACK INC.                 | DEP27103                    | 15 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH         | BS - Acquisition, livraison et installation d'un système de rayonnage et palettiers pour le magasin Atwater - étagères - 1 soumission                          | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 4 543,54 \$  |         |
| REAL HUOT INC.                         | DEP29408                    | 04 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH         | BS - Magasin Atwater - Accouplements divers - 3 soumissions  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 14 838,36 \$ |         |
| RYDER EQUIPEMENTS DE MANUTENTION       | DEP29552                    | 27 MAI 2020 | REBSELJ, VINCENT       | BS - UDB - Location d'un chariot élévateur capacité 8000 lbs avec fourches de 60 pouces - P. Boily - 1 soumission  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 3 065,63 \$  |         |
| SEGUIN MACHINERIE LTEE                 | DEP29473                    | 11 MAI 2020 | MARTEL, SIMON          | BS - VANNES - Perceuse sur colonne et accessoires - S.JEAN - 1 SOUMISSION  | Service de l'eau           | Réseau de distribution de l'eau potable | 7 438,16 \$  |         |
| SERVICES TECHNIQUES CLAUDE DROUIN INC. | DEP27658                    | 22 MAI 2020 | LABERGE, ANNE-MARIE    | BS - Formation - Alignement - Karel - 1 soumission   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 8 661,47 \$  |         |
| SOCIETE XYLEM CANADA                   | DEP29417                    | 06 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH         | BS - UDB - Pompe Flyght 5.9HP - P. Normandeau - 1 soumission   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 8 064,09 \$  |         |
| SOCIETE XYLEM CANADA                   | DEP29419                    | 07 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH         | BS - UDB - Pompe Flyght modèle Ready 8, 1HP - P. Normandeau - 1 soumission   | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 5 287,17 \$  |         |
| SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.    | DEU41020                    | 07 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL   | REAPPROVISIONNEMENT CELLULE DE DETECTEUR COMBUSTIBLE CO  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 466,69 \$  |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                                  | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR             | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ                                | MONTANT      | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|-------------------------|--|----------------------------|---|--------------|---------|
| SOLUTIONS ANALYTIQUES<br>NOVATECH INC.           | DEU41478                    | 01 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | ARTICLES MERIDIAN POUR INSTRUMENTATION   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 008,94 \$  |         |
| SOLUTIONS ANALYTIQUES<br>NOVATECH INC.           | DEU41571                    | 12 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | Controleur 7400 pour bloc F, pour N.Labonté  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 7 501,36 \$  |         |
| SOLUTIONS ANALYTIQUES<br>NOVATECH INC.           | DEU41650                    | 20 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | 4 Détecteurs de gaz Scott Bacharach - Magasin  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 7 436,27 \$  |         |
| SPI SANTE SECURITE INC.                          | DEP29462                    | 11 MAI 2020 | GUILHEMJOUAN,<br>SERGE  | BS - 2020 Certification des équipements d'espace clos - B. Scraire - 1 soumission  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 2 619,44 \$  |         |
| STANEX INC.                                      | DEP29434                    | 07 MAI 2020 | LEFEBVRE, PHILIPPE      | BS - UPC - RPC remplacement du système de prévention d'incendie - B.SCRABE - 1 SOUMISSION  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 10 299,28 \$ |         |
| STEPH OUTILLAGE 2010<br>INC.                     | DEP29484                    | 13 MAI 2020 | VINCENT, SIMON          | BS - Matériel de cadenassage pour Réservoirs - Caroline Gauthier pour René Roy - 1 soumission  | Service de l'eau           | Réseau de distribution de l'eau potable | 2 050,89 \$  |         |
| STEPH OUTILLAGE 2010<br>INC.                     | DEU41426                    | 20 MAI 2020 | HALLE, BRUNO            | MASQUE DE PROCÉDURE JETABLES DE CALIBRE MEDICAL / COVID-19   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 86 891,85 \$ |         |
| STEPH OUTILLAGE 2010<br>INC.                     | DEU41502                    | 04 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | COMMANDE LUMIÈRE LED   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 2 321,27 \$  |         |
| STEPH OUTILLAGE 2010<br>INC.                     | DEU41518                    | 04 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | masqueS et cartouches 3M- REAPPRO MAGASIN  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 6 963,57 \$  |         |
| STERIS CANADA INC                                | DEU41720                    | 27 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | PIECES POUR ENTRETIEN PRÉVENTIF NO 2 DU STÉRILISATEUR AMISCO 250LS   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 2 094,34 \$  |         |
| SUEZ WATER<br>TECHNOLOGIES &<br>SOLUTIONS CANADA | DEU41637                    | 21 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | Location d'un Analyseur d'eau - Opération des Eaux   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 7 811,07 \$  |         |
| TECHNO-CONTACT INC.                              | DEU41514                    | 04 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | CONTRAT DE SUPPORT CITECTSCADA - DU 2020-05-01 AU 2021-04-30   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 4 556,46 \$  |         |
| TOTAL CANADA INC.                                | DEU41114                    | 04 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | REAPPROVISIONNEMENT GRAISSES ET HUILES TOTAL   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 6 710,18 \$  |         |
| TRANE CANADA UCL                                 | DEU41634                    | 22 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | Entretien de la Machine Absorbition A Thermax  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 20 194,34 \$ |         |
| TRANSPORT CAMILLE<br>DIONNE (1991) INC.          | DEU41592                    | 14 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | Factures 131777  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 781,12 \$  |         |
| TUBOQUIP   | DEU41717                    | 28 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | KIT URGENTS BOYAUX ET RACCORDS -Plomberie EAU  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 504,84 \$  |         |
| TUYAUX HITECH (HTP)<br>LTEE                      | DEU41564                    | 12 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | 2 Tuyaux NIS - Traitement des Sables   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 4 324,02 \$  |         |
| UNIKING CANADA INC.                              | DEU39631                    | 19 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | REAPPROVISIONNEMENT CHAINES DE RACLAGE   | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 3 761,18 \$  |         |
| UNIVERSITE DE<br>SHERBROOKE                      | DEP29247                    | 07 MAI 2020 | BONIFAY, ROMAIN         | 19A19TR06 Contrôle qualitatif et essais sur les échantillons de tissu de fibre de carbone mûri et imprégné d'époxy - Projet 19A19TR01 - Réf France Line Dionne | Service de l'eau           | Réseau de distribution de l'eau potable | 4 409,47 \$  |         |
| UNIVERSITE LAVAL                                 | DEP29472                    | 11 MAI 2020 | LABERGE, ANNE-<br>MARIE | BS - Formation - 19e Journée d'étude sur les réclamations sur contrats - Montréal - Karel - 1 facture  | Service de l'eau           | Approv. et traitement de l'eau potable  | 9 354,39 \$  |         |
| VANNES ET RACCORDS<br>LAURENTIAN LTEE            | DEU41435                    | 25 MAI 2020 | VERREAULT,<br>MICHEL    | 440 pieds de Tubing Swagelok avec 20 raccords - Traitement des Sables  | Service de l'eau           | Traitement des eaux usées               | 2 419,53 \$  |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                        | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR       | DESCRIPTION  | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                               | MONTANT      | ENTENTE |
|--|-----------------------------|-------------|-------------------|--|-------------------------------|--|--------------|---------|
| VANNES ET RACCORDS LAURENTIAN LTEE     | DEU41623                    | 19 MAI 2020 | VERREAULT, MICHEL | 19 articles Swagelok - Ateliers Plomberie des Boues et Instrumentation   | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées              | 4 585,03 \$  |         |
| VANNES ET RACCORDS LAURENTIAN LTEE     | DEU41685                    | 25 MAI 2020 | VERREAULT, MICHEL | REAPPROVISIONNEMENT PIECES SWAGELOK  | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées              | 3 592,23 \$  |         |
| VENTES INDUSTRIELLES LIQUITECK INC.    | DEP29396                    | 01 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH    | BS - MAGASIN PRINCIPAL - PIÈCES POUR POMPE GOULD - 1 SOUMISSION  | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 475,09 \$  |         |
| VENTILATION MANIC INC.                 | DEP29444                    | 08 MAI 2020 | CARRIERE, ANNIE   | TR 19U23TR02 Enlever et relocaliser le conduit de ventilation dans le projet d'installation de nouveaux monorails à l'usine Des Baillets   | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable | 28 119,85 \$ |         |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.   | DEP29380                    | 07 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH    | BS - 2020 UPC - Turbidimètre Solitax Décanteur - M.PILON - 1 SOUMISSION  | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 466,75 \$  |         |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.   | DEP29397                    | 01 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH    | BS - MAGASIN PRINCIPAL - PRODUITS ANALYSE - 1 SOUMISSION   | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable | 15 865,00 \$ |         |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.   | DEP29443                    | 08 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH    | BS - MAGASIN PRINCIPAL - PIÈCES POMPE PULSAFEEDER - 1 SOUMISSION   | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 630,21 \$  |         |
| VISION SOLUTIONS DE PROCEDES INC.      | DEP29395                    | 01 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH    | BS - MAGASIN PRINCIPAL - INDICATEUR DÉBIT - 1 SOUMISSION   | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 579,74 \$  |         |
| VISION SOLUTIONS DE PROCEDES INC.      | DEU41596                    | 14 MAI 2020 | VERREAULT, MICHEL | 2 Transmetteurs ultrasonique Siemens - Intercepteur De Belfroie  | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées              | 5 354,95 \$  |         |
| VWR INTERNATIONAL                      | DEU41710                    | 27 MAI 2020 | VERREAULT, MICHEL | 1000 filtres Whatman et autre standard de laboratoire - Magasin  | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées              | 2 275,88 \$  |         |
| WOLSELEY CANADA INC.                   | DEP29407                    | 04 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH    | BS - Magasin Atwater - Accouplements divers - 3 soumissions  | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable | 15 006,90 \$ |         |
| WOLSELEY CANADA INC.                   | DEP29427                    | 07 MAI 2020 | DURNIN, JUDITH    | BS - MAGASIN PRINCIPAL - PLOMBERIE - 1 SOUMISSION  | Service de l'eau              | Approv. et traitement de l'eau potable | 5 192,86 \$  |         |
| WOLSELEY CANADA INC.                   | DEU41658                    | 20 MAI 2020 | VERREAULT, MICHEL | 12 Grilles Rototech-Smith - Quai de chargement des Ecumes  | Service de l'eau              | Traitement des eaux usées              | 2 746,22 \$  |         |
| BELL CANADA                            | 1411129                     | 06 MAI 2020 | MOCANU, GIANINA   | 68037.03 - Acquisition de 42 licences VMWare et support - AirWatch & SPVM- Service des technologies de l'information   | Technologies de l'information | Gestion de l'information               | 6 302,91 \$  |         |
| BELL CANADA                            | 1414319                     | 28 MAI 2020 | MOCANU, GIANINA   | 68111.08 - Acquisition d'accessoires pour équipements de télécommunication -Unités d'alimentations et système de ventilation-Modernisation des télécommunications Réseau MPLS- STI   | Technologies de l'information | Gestion de l'information               | 6 101,48 \$  |         |
| C.P.U. DESIGN INC.                     | 1411891                     | 12 MAI 2020 | MONET, PHILIPPE   | 70025.09 _Autoriser l'achat de 26 commutateurs 4x1 SeamlessMulti-view auprès de CPU Design inc. afin de permettre la mise en place du système de calendrier de disponibilités en salle à la cour municipale de Mtrl_Lucia Della- Service des tec | Technologies de l'information | Cour municipale et magistrature        | 8 609,19 \$  |         |
| ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC. | 1410930                     | 05 MAI 2020 | MONET, PHILIPPE   | 70175 & Autoriser une dépense de \$85,049.96 (avant taxes) pour acquérir des équipements informatiques auprès du fournisseur ESI Technologies de l'informatique Inc_Gabriel Rouleau_27/04/2020- Service des technologies de l'information        | Technologies de l'information | Gestion de l'information               | 89 291,84 \$ |         |

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 MAI 2020**

| NOM FOURNISSEUR                   | BON DE COMMANDE/<br>FACTURE | DATE        | APPROBATEUR                     | DESCRIPTION   | SERVICE/<br>ARRONDISSEMENT    | ACTIVITÉ                        | MONTANT                 | ENTENTE |
|-----------------------------------|-----------------------------|-------------|---------------------------------|---|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------|
| GESTION D'OBJETS DISTANTS CMO     | 1414481                     | 29 MAI 2020 | THIBAUT, GERVAIS                | Support et la maintenance des composantes physiques véhiculaires - SIM - Période du 1er juin 2020 au 31 mai 2021  | Technologies de l'information | Gestion de l'information        | 25 006,95 \$            |         |
| LOCATION SAUVAGEAU INC.           | 1413691                     | 25 MAI 2020 | MOCANU, GIANINA                 | 68037.02 - Location de 2 voitures de juin à décembre 2020- Service des technologies de l'information  | Technologies de l'information | Gestion de l'information        | 5 299,49 \$             |         |
| SOLOTECH INC                      | 1413653                     | 25 MAI 2020 | MONET, PHILIPPE                 | 70025.09 _Accorder un contrat de banque de temps pour un montant de maximale de 13 935 \$ taxes non-incluses pour ajustements au système de vidéo-comparution de la cour municipale à la firme Solotech inc._Lucia Della Sala_25/05/2020- Service | Technologies de l'information | Cour municipale et magistrature | 14 630,01 \$            |         |
| SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC. | 1411143                     | 07 MAI 2020 | MONET, PHILIPPE                 | 70025.09 ; Autoriser l'achat de 26 écrans tactiles 22 pouces auprès de Solutions informatiques InSo inc. _Lucia Della Sala_05/05/2020- Service des technologies de l'information  | Technologies de l'information | Cour municipale et magistrature | 7 708,33 \$             |         |
| VIDERUM INC.                      | 1413889                     | 26 MAI 2020 | MONET, PHILIPPE                 | 60006.04 ; Autoriser une dépense au fournisseur , pour l'acquisition d'une banque d'heures en développements CKAN_Anthony Ferrani_10/03/2020 - Service des technologies de l'information  | Technologies de l'information | Gestion de l'information        | 27 917,88 \$            |         |
| TELUS                             | 35621166012                 | 02 MAI 2020 | DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE | Frais mensuels services sans-fil_No facture:35621166012   | Technologies de l'information | Gestion de l'information        | 3 246,69 \$             |         |
| TELUS                             | 35621166013                 | 02 MAI 2020 | DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE | Frais mensuels téléphonie sans-fil_No facture: 35621166013  | Technologies de l'information | Gestion de l'information        | 4 132,94 \$             |         |
| SDC 433 STE-HELENE                | 2190464006200519            | 19 MAI 2020 | LANEVILLE, ANNIE                | GDD2190464006/DA190464006Paiement final/ 2/2 versement  | Urbanisme et mobilité         | Autres ressources du patrimoine | 104 153,13 \$           |         |
| <b>Total =</b>                    |                             |             |                                 |   |                               |                                 | <b>21 213 871,54 \$</b> |         |



**Commission permanente sur l'inspecteur général**

**Commentaires et recommandations faisant suite au  
Rapport annuel 2019  
du Bureau de l'inspecteur général  
pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019**

Rapport déposé au conseil municipal  
le 15 JUIN 2020

Rapport déposé au conseil d'agglomération  
le 18 JUIN 2020

## Service du greffe

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil  
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée  
Montréal (Québec) H2Y 1B5

### **La commission permanente sur l'inspecteur général**

#### **Présidence**

Mme Manon Barbe  
Arrondissement de LaSalle

#### **Vice-présidences**

M. Michel Gibson  
Ville de Kirkland

Mme Christine Black  
Arrondissement de Montréal-Nord

Mme Marie-Andrée Mauger  
Arrondissement de Verdun

#### **Membres**

M. Christian Arseneault  
Arrondissement de Côte des Neiges –  
Notre-Dame-Grâce

M. Alan DeSousa  
Arrondissement de Saint-Laurent

M. Mitchell Brownstein  
Ville de Côte Saint-Luc

Mme Nathalie Pierre-Antoine  
Arrondissement de Rivière-des-Prairies –  
Pointe-aux-Trembles

M. Robert Samoszewski  
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-  
Geneviève

M. Yves Sarault  
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-  
Geneviève

M. Alain Vaillancourt  
Arrondissement Le Sud-Ouest

Mme Maeva Vilain  
Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

Montréal, le 15 juin 2020

Mme Valérie Plante  
Mairesse de Montréal  
Membres des conseils municipal et d'agglomération  
Hôtel de ville de Montréal  
155, rue Notre-Dame Est  
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Madame la mairesse,

Conformément aux règlements 14-013 et RCG 14-014, la Commission permanente sur l'inspecteur général a l'honneur de déposer au conseil municipal et au conseil d'agglomération ses commentaires et recommandations faisant suite au dépôt par l'inspectrice général du rapport intitulé *Rapport annuel 2019 du Bureau de l'inspecteur général pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019*.

Nous vous prions d'agréer, Madame la mairesse, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

---

Manon Barbe  
Présidente

---

Linda Lajeunesse  
Secrétaire recherchiste

## MISE EN CONTEXTE

---

Le 23 mars 2020, le Bureau de l'inspecteur général (BIG) a rendu public son rapport annuel portant sur l'année 2019, sa cinquième année d'existence. Puis, le 29 avril dernier, l'inspectrice générale, M<sup>e</sup> Brigitte Bishop, en a fait la présentation dans le cadre d'une séance de travail de la Commission sur l'inspecteur général, qui s'est tenue en visioconférence afin de respecter la directive de distanciation physique de la Santé publique dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. À cette occasion, les membres de la Commission ont pu échanger avec l'inspectrice au sujet du contenu de ce 5<sup>e</sup> rapport annuel du BIG. Puis, la Commission a délibéré pour convenir de deux recommandations à émettre.

## LE RAPPORT

---

Le rapport annuel du BIG a permis à l'inspectrice générale de rendre compte de ses travaux menés en 2019, cinquième année d'existence de ce bureau. Une année qu'elle qualifie de charnière depuis la création du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal en 2014. Également, l'année la plus productive, notamment en termes du nombre de dossiers traités.

Le BIG a reçu 296 dénonciations, parmi lesquelles 147 relevaient bien de son bureau et qui ont, par conséquent, mené à l'ouverture d'un dossier d'enquête administrative. De plus, ces dénonciations ont mené à l'ouverture de sept dossiers de vigie, à l'initiative du BIG, ainsi qu'à 375 remises volontaires. Au cours de 2019, 154 dossiers ont été traités et fermés. Parmi ceux-ci, 67 dossiers avaient été ouverts au cours des années antérieures.

Quant aux rapports, l'équipe en a produit six qui ont tous été rendus publics au cours de l'année 2019, et ce, en plus du rapport de mi-année qui faisait essentiellement état de l'enquête approfondie menée concernant la gestion des sols contaminés. En outre, le BIG a dispensé 292 heures de formation à 2 734 ressources de la Ville de Montréal au sujet de l'intégrité du processus de gestion contractuelle. M<sup>e</sup> Bishop précise que son bureau priorise l'offre de cette formation.

Dans le rapport annuel 2019, l'inspectrice rappelle l'important apport des lanceurs d'alerte aux travaux menés par son bureau, en plus de souligner à grand traits la participation de ces personnes, qui ont largement contribué aux résultats des enquêtes menées par le BIG. Ceci démontre bien le lien de confiance établi avec le BIG au fil du temps. D'autre part, M<sup>e</sup> Bishop a expliqué que le nouveau mandat conféré au BIG en vertu de la *Loi sur l'autorité des marchés publics* (LAMP) n'a pas amené de surcharge à son équipe, contrairement à ce qui était anticipé, puisque seul deux dossiers ont été ouverts en la matière au cours de l'année 2019.

M<sup>e</sup> Bishop a également fait état de suivis réservés à des recommandations contenues aux rapports 2019 du BIG et de la Commission permanente sur l'inspecteur général (CIG), notamment dans deux dossiers distincts, celui du bassin du nouveau complexe aquatique Rosemont et celui de la réfection du chalet-restaurant du Parc Lafontaine. Elle y déplore les suites qui leur ont été réservées à ce jour. Dans le premier cas, le Service de la gestion et de la planification immobilière n'a pas retiré le mandat de surveillance des travaux des bassins à la firme externe, tel que recommandé par le BIG et la réponse

du comité exécutif qui donnait son aval à cette recommandation. Il a plutôt été décidé de maintenir le mandat de surveillance pour éviter la perte de garantie de l'ouvrage en prenant des mesures alternatives de suivis par le contrôleur général de la Ville. Ainsi, puisque la mise en œuvre ne va pas dans le sens de la réponse du comité exécutif, la Commission est en attente d'une nouvelle réponse du comité exécutif révisée en conformité avec la réalité. Dans le second dossier, l'inspectrice a résilié le contrat de la firme Desjardins Bherer, qui avait bénéficié d'un avantage indu par rapport à la compétition en raison du lien personnel qui existait avec une employée de la Ville qui avait participé au processus d'appel d'offres. Cependant, une recommandation du BIG et de la CIG voulant également que cette firme soit inscrite au registre des personnes inadmissibles pour un an n'a pas connu de suite à ce jour.

En conclusion de sa présentation, M<sup>e</sup> Bishop informe les commissaires qu'elle prévoit consacrer le plus de ressources possibles parmi les membres de son équipe au travail de détection des signes de collusion, et ce, en raison de l'envergure du programme triennal d'immobilisations (PTI) de l'ordre de 6 G\$ pour l'année 2020. En outre, la vérificatrice mentionne que ce travail sera d'autant plus nécessaire en raison de l'effet dévastateur de la pandémie sur l'économie et le marché de la construction. Elle anticipe que ceci aura pour effet de laisser plusieurs coquilles vides à acquérir pour les plus grosses firmes, qui pourraient alors dominer sur les marchés publics.

## **L'ANALYSE DES MEMBRES DE LA COMMISSION**

---

La Commission apprécie la veille constante effectuée par le BIG des appels d'offres visant à garder les marchés ouverts et à favoriser une saine concurrence au bénéfice de la Ville de Montréal et de ses contribuables. La Commission apprécie également que le BIG note la qualité du travail des employés municipaux, le lien de confiance développé avec le BIG, les bonnes pratiques en place et celles généralement adoptées par la Ville en aval de ses recommandations.

Les membres de la Commission ont grandement apprécié la présentation de M<sup>e</sup> Bishop. Cependant, dans deux dossiers distincts, la Commission est inquiète d'apprendre un délai dans la mise en œuvre d'une recommandation et un écart entre la réponse du comité exécutif à une recommandation de la CIG et la mise en œuvre de cette réponse. Bien que la commission comprenne qu'un délai ou un changement dans la mise en œuvre d'une recommandation pour des raisons juridiques ou autres puisse survenir, la Commission s'inquiète de constater une inadéquation entre la réponse du comité exécutif à une recommandation de la CIG comparativement aux actions prises par l'appareil administratif pour y donner suite. La Commission est néanmoins rassurée d'apprendre que l'inspectrice effectue un suivi rigoureux de ses recommandations, ce qui incite la Commission à recommander la production de suivis systématiques au conseil municipal dans le futur.

En conclusion, la Commission est préoccupée par deux principaux éléments : le suivi de la mise en œuvre des recommandations du BIG et la formation en matière de gestion contractuelle de toutes les ressources de la communauté municipale impliquées, incluant les personnes élues. Du point de vue de la Commission, des mesures doivent être mises en place pour systématiser le suivi de la mise en œuvre des recommandations du BIG et pour rendre obligatoire la formation des ressources qui prennent part aux processus d'appels d'offres et des personnes élues qui ont à prendre des décisions sur les dossiers de gestion contractuelle.

## LES RECOMMANDATIONS

---

La Commission remercie l'inspectrice générale, M<sup>e</sup> Brigitte Bishop, ainsi que les membres de son équipe, en plus de saluer leur travail remarquable. De plus, à l'instar de l'inspectrice, la Commission souligne la collaboration des nombreuses personnes, ressources des différents services, arrondissements et firmes sans lesquelles l'équipe du BIG ne saurait être aussi bien aiguillée.

La Commission fait les deux recommandations suivantes à l'Administration :

*ATTENDU que la mise en œuvre des réponses du comité exécutif aux recommandations de la CIG peut être appelée à évoluer en fonction de développements juridiques ou autres, comme c'est le cas dans un dossier de ce rapport :*

*ATTENDU la nécessité pour les personnes élues d'être informées des suites réservées aux recommandations du BIG :*

### **R-1**

**Que le BIG assure un suivi systématique au conseil municipal de la mise en œuvre effective de ses recommandations, et ce, telles qu'avalisées par le comité exécutif;**

*ATTENDU l'importance que toutes les unités d'affaires adoptent les meilleures pratiques en matière de gestion contractuelle ;*

*ATTENDU l'importance d'appliquer des méthodes de travail uniformes au sein de l'appareil municipal ;*

*ATTENDU l'efficacité des interventions du BIG en amont des octrois de contrats, notamment en ce qui a trait à la continuité du processus et au respect des échéances de projets ;*

### **R-2**

**Que l'Administration rende obligatoire la formation du BIG intitulée « L'inspecteur général et la Loi sur l'Autorité des marchés publics » en matière de gestion contractuelle pour toutes les ressources de la communauté municipale impliquées dans les processus d'octroi des contrats et pour toutes les personnes élues, qui prennent des décisions relatives aux octrois et à leur suivi;**

\*\*\*\*\*

**Commission permanente sur l'examen des contrats**

**Bilan de la neuvième année d'activité (2019)**

**Rapport et recommandations**

Rapport déposé au conseil municipal  
Le 15 juin 2020

Rapport déposé au conseil d'agglomération  
Le 18 juin 2020



Ville de Montréal

## Service du greffe

Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil  
Hôtel de ville de Montréal - Édifice Lucien-Saulnier  
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée  
Montréal (Québec) H2Y 1B5

### La Commission :

#### Présidence

Mme Karine Boivin Roy  
Arrondissement de Mercier –  
Hochelaga-Maisonneuve

#### Vice-présidences

M. Christian Arseneault  
Arrondissement de Côte-des-Neiges  
– Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois  
Village de Senneville

#### Membres

Mme Paola Hawa  
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand  
Arrondissement de Ahuntsic –  
Cartierville

M. Jocelyn Pauzé  
Arrondissement de Rosemont –  
La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau  
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay  
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 15 juin 2020

Mme Valérie Plante  
Mairesse de Montréal  
Hôtel de ville de Montréal - Édifice Lucien-Saulnier  
155, rue Notre-Dame Est  
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Madame la mairesse,

Nous avons l'honneur de déposer au conseil le *Bilan de la neuvième année d'activité* de la Commission permanente sur l'examen des contrats. **Ce rapport fait état de l'examen de cent-cinq (105) contrats en 2019 et dresse le bilan des travaux réalisés.** En outre, la CEC y formule neuf (9) recommandations découlant des dossiers étudiés durant l'année et des actions prises par l'Administration suite aux recommandations antérieures de la Commission.

La Commission tient à remercier les différentes unités administratives qui ont pris part à ses travaux de la Commission tout au long de l'année 2019 ainsi que le comité exécutif qui a, dans les premières semaines de 2019, répondu aux recommandations des années 2016 et 2017.

Nous vous prions d'agréer, madame la mairesse, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Karine Boivin Roy  
Présidente

Linda Lajeunesse  
Secrétaire recherchiste





## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| Introduction.....  | 6  |
| Création de la Commission sur l'examen des contrats .....  | 6  |
| La mission.....  | 6  |
| Les membres .....  | 7  |
| Les critères d'examen .....  | 8  |
| Le fonctionnement des séances de travail.....  | 8  |
| Le bilan des activités 2019.....   | 9  |
| Nombre de mandats reçus et de séances de travail tenues en 2019 .....                                  | 9  |
| Nombre de séances de travail tenues et de dossiers étudiés chaque mois .....                           | 9  |
| Progression globale annuelle du nombre de mandats .....  | 10 |
| Unités administratives responsables des dossiers d'octroi examinés .....                               | 11 |
| Nombre de mandats par critère d'examen .....   | 12 |
| Les contrats de plus de 10 M\$ .....   | 14 |
| Nombre de contrats par firmes adjudicataires .....   | 14 |
| Constats et recommandations .....  | 15 |
| Annexe 1   |    |
| Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2019....          | 18 |
| Annexe 2   |    |
| Recommandations ponctuelles faites par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2019..... | 33 |

# INTRODUCTION

Dans ce bilan, la CEC présente les données compilées et analysées relativement aux cent cinq (105) mandats qui lui ont été confiés par le comité exécutif en 2019. Ces données témoignent d'une grande diversité de dossiers traités dans le cadre de dix-neuf (19) séances de travail tenues ainsi que de la lecture de milliers de pages de documentation.

## Création de la Commission sur l'examen des contrats

Rappelons que l'origine de la Commission sur l'examen des contrats remonte à novembre 2009, alors que la Commission de la présidence du conseil s'était vue confier par le conseil municipal le mandat d'évaluer le rôle et les responsabilités des commissions et les liens entre les commissions et le comité exécutif, et ce, dans l'objectif de mieux définir les responsabilités des commissions, voire de les élargir, en plus de se pencher sur le processus d'octroi de contrats. Cette démarche visait essentiellement à accroître l'imputabilité des personnes élues comme parties prenantes des décisions et d'améliorer la transparence du processus décisionnel relatif aux octrois de contrats (CM09 0993).

Le 14 juin 2010, la Commission de la présidence du conseil déposait donc au conseil municipal son rapport de consultation et de recommandations et recommandait la mise sur pied de la Commission sur l'examen des contrats.

Par la suite, le comité exécutif confirmait, dans sa réponse au rapport de la Commission de la présidence du conseil datée du 25 octobre 2010 (CM10 0753), que « la mise en place d'une Commission d'examen des contrats s'avère un outil indispensable pour tous les élus qui sont imputables des décisions prises au conseil municipal ».

Ainsi, deux mois plus tard, à sa séance du 14 décembre 2010, le conseil municipal créait la Commission permanente sur l'examen des contrats.

## La mission

Depuis 2011, la Commission permanente sur l'examen des contrats a pour mission de statuer sur la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis en vertu des critères d'examen et d'en faire état, avant l'octroi, aux instances compétentes. La Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus d'appels d'offres.

Les modalités de fonctionnement de cette Commission sont prévues dans deux règlements, le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008), puisque celle-ci étudie des contrats qui relèvent tant de la compétence du conseil municipal que de celle du conseil d'agglomération.

## **Les membres**

La Commission permanente sur l'examen des contrats, à l'instar des autres commissions permanentes, comporte deux volets : un volet municipal, pour les contrats qui concernent des fonds strictement montréalais, et un volet d'agglomération, pour les contrats impliquant des fonds provenant de toutes les villes de l'agglomération, incluant Montréal. Le volet municipal de la Commission comprend neuf membres, alors que deux personnes élues supplémentaires, qui y représentent les villes liées, s'ajoutent aux séances de travail lors de l'étude des contrats relevant de la compétence de l'agglomération.

En 2019, la Commission sur l'examen des contrats était composée des personnes élues suivantes :

### **Présidence**

*Mme Karine Boivin Roy*  
*Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve*

### **Vice-présidences**

*M. Christian Arseneault*  
*Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce*

*Mme Paola Hawa*  
*Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue*

### **Membres**

*Mme Julie Brisebois*  
*Village de Senneville*

*M. Christian Larocque*  
*Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève*

*M. Jérôme Normand*  
*Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville*

*M. Jocelyn Pauzé*  
*Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie*

*M. Giovanni Rapanà*  
*Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles*

*Mme Micheline Rouleau*  
*Arrondissement de Lachine*

*M. Robert Samoszewski*  
*Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève*

*Mme Lili-Anne Tremblay*  
*Arrondissement de Saint-Léonard*

La CEC remercie Mme Stephanie Watt, qui y a également siégé jusqu'en août 2019. Les commissaires ont participé de façon assidue aux séances de travail de la Commission, présidée par Mme Karine Boivin Roy, et ont mené les travaux de façon consciencieuse, dans un climat des plus collaboratifs, et ce, tout au long de l'année. Le travail attentionné des membres a visé l'objectif constant de s'acquitter honorairement des mandats confiés à la CEC par le comité exécutif et celui-ci a, certes, été à la hauteur des conclusions et des recommandations soumises à l'Administration.

## Les critères d'examen

Les contrats qui font l'objet d'un mandat d'examen de la Commission par le comité exécutif répondent à un ou plusieurs critères adoptés par les conseils et ayant fait l'objet, en 2011, de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Les contrats, dont la conformité du processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrats a été examinée par la Commission, répondaient donc à l'un ou l'autre des critères ci-dessous :

1. Contrat de plus de 10 M\$;
2. Contrat de biens et services ou contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$ ou contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M\$ et répondant à l'une des conditions suivantes :
  - Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres;
  - Aucun appel d'offres effectué, le fournisseur étant considéré unique en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 573.3 de la *Loi sur les cités et villes*;
  - Contrat accordé à un consortium;
  - Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;
  - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;
  - L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent;
  - Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.
3. Contrat que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission.

## Le fonctionnement des séances de travail

Compte tenu du caractère confidentiel et stratégique de l'information partagée dans le cadre des travaux de la Commission, ceux-ci se déroulent à huis clos. Ainsi, dans le cadre de l'examen d'un dossier, les commissaires s'engagent à respecter la plus stricte confidentialité à l'égard de l'information reçue. Toute personne recevant l'information relative aux séances de la Commission et celles prenant part à une séance de travail de la Commission sont tenues à la même confidentialité.

Pour chaque contrat étudié, les commissaires reçoivent au préalable le sommaire décisionnel, incluant les annexes et les pièces jointes. Puis, les personnes responsables du dossier de chacune des unités administratives concernées sont invitées à se présenter en séance de travail de la Commission, et ce, afin d'y exposer brièvement le dossier et de répondre aux questions des commissaires. Enfin, la Commission délibère séance tenante et adopte ses conclusions le même jour.

À la suite de chacune des séances de travail, la Commission produit un rapport distinct pour chaque contrat examiné et soumet ainsi ses conclusions au comité exécutif, qui inscrit l'octroi du contrat à une prochaine assemblée du conseil municipal ou du conseil d'agglomération, dont les membres décideront de l'octroi, et ce, à la lumière de l'ensemble du dossier, qui inclut le rapport d'examen et la décision de la CEC.

## Le bilan des activités 2019

En 2019, la Commission a étudié un total de cent-cinq (105) contrats, soit six de moins que l'an dernier. Cette légère baisse du nombre global de mandats par rapport à 2018 est de l'ordre de 6%. La liste de ces mandats peut être consultée à l'Annexe 1 de ce rapport. Parmi les mandats reçus, cinquante-sept (57) relevaient de la compétence du conseil d'agglomération et quarante-huit (48) de la compétence du conseil municipal.

### Nombre de mandats reçus et de séances de travail tenues en 2019

Le tableau ci-dessous montre que la répartition diffère de celle observée pour les années antérieures à 2018, au cours desquelles le nombre de contrats relevant de la compétence municipale était de loin inférieur au nombre de contrats qui relevaient de compétence de l'agglomération.

Tableau 1 – Mandats reçus du comité exécutif en 2019

|                  | 2019  |       | 2018  |       | 2017  |       | 2016  |       | 2015  |       |
|------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| TOTAL            | 105   |       | 111   |       | 98    |       | 81    |       | 74    |       |
| NBRE DE DOSSIERS | 57    | 48    | 52    | 59    | 64    | 34    | 56    | 25    | 58    | 16    |
| MOIS             | AGGLO | VILLE | AGGLO | VILLE | AGGLO | VILLE | AGGLO | VILLE | AGGLO | VILLE |
| JANVIER          | 2     | 3     | 6     | 1     | 3     | 2     | 2     | 0     | 3     | 1     |
| FÉVRIER          | 5     | 5     | 4     | 3     | 3     | 3     | 2     | 1     | 1     | 0     |
| MARS             | 5     | 3     | 10    | 5     | 7     | 3     | 7     | 3     | 6     | 1     |
| AVRIL            | 5     | 7     | 1     | 5     | 2     | 6     | 4     | 3     | 10    | 5     |
| MAI              | 6     | 5     | 4     | 9     | 12    | 1     | 16    | 4     | 4     | 3     |
| JUIN             | 12    | 6     | 7     | 6     | 0     | 7     | 6     | 3     | 7     | 2     |
| JUILLET          | 0     | 0     | 0     | 0     | 0     | 0     | 0     | 0     | 0     | 0     |
| AOÛT             | 4     | 8     | 9     | 12    | 17    | 11    | 3     | 2     | 8     | 3     |
| SEPTEMBRE        | 9     | 3     | 4     | 8     | 20    | 1     | 4     | 2     | 7     | 0     |
| OCTOBRE          | 3     | 5     | 2     | 1     | 0     | 0     | 1     | 1     | 6     | 1     |
| NOVEMBRE         | 4     | 2     | 2     | 5     | 0     | 0     | 4     | 2     | 4     | 0     |
| DÉCEMBRE         | 2     | 1     | 3     | 4     | 0     | 0     | 7     | 4     | 2     | 0     |

### Nombre de séances de travail tenues et de dossiers étudiés chaque mois

Quant au tableau qui suit, il illustre le nombre total de séances de travail tenues chaque mois et le nombre de contrats étudiés mensuellement. Il est à noter que les travaux des commissions font relâche en juillet. La CEC a étudié une moyenne de 5,5 dossiers par séance en 2019. Il apparaît clairement que c'est au mois de juin 2019 que la Commission a étudié le plus grand nombre de contrats, avec 18 dossiers, soit cinq de plus qu'au cours du même mois l'an dernier. En 2018, c'était plutôt en août que la Commission avait étudié le plus grand nombre de dossiers (21), ainsi qu'en 2017 (28). Depuis 2015, on constate une nette augmentation du nombre de contrats étudiés à chaque séance. Alors que la Commission étudiait une moyenne de trois dossiers par séance en 2015, elle en a étudié une moyenne de 4,1 en 2018 et de 5,5 en 2019.

Tableau 2 – Distribution mensuelle du nombre de séances et de contrats examinés

| ANNÉES       | 2019            |                  | 2018            |                  | 2017            |                  | 2016            |                  | 2015            |                  |
|--------------|-----------------|------------------|-----------------|------------------|-----------------|------------------|-----------------|------------------|-----------------|------------------|
| MOIS         | NBRE DE SÉANCES | NBRE DE DOSSIERS | NBRE DE SÉANCES | NBRE DE DOSSIERS | NBRE DE SÉANCES | NBRE DE DOSSIERS | NBRE DE SÉANCES | NBRE DE DOSSIERS | NBRE DE SÉANCES | NBRE DE DOSSIERS |
| JANVIER      | 1               | 5                | 2               | 7                | 2               | 5                | 1               | 2                | 2               | 4                |
| FÉVRIER      | 2               | 10               | 2               | 7                | 2               | 6                | 3               | 3                | 2               | 1                |
| MARS         | 2               | 8                | 4               | 15               | 3               | 10               | 4               | 10               | 2               | 7                |
| AVRIL        | 2               | 12               | 2               | 6                | 2               | 8                | 3               | 11               | 4               | 15               |
| MAI          | 2               | 11               | 3               | 13               | 4               | 13               | 4               | 16               | 2               | 7                |
| JUIN         | 3               | 18               | 3               | 13               | 2               | 7                | 4               | 9                | 3               | 9                |
| JUILLET      | Relâche         |                  |                 |                  |                 |                  |                 |                  |                 |                  |
| AOÛT         | 2               | 12               | 4               | 21               | 6               | 28               | 2               | 5                | 3               | 11               |
| SEPTEMBRE    | 2               | 12               | 2               | 12               | 4               | 21               | 2               | 6                | 3               | 7                |
| OCTOBRE      | 1               | 8                | 1               | 3                | 0               | 0                | 1               | 2                | 2               | 7                |
| NOVEMBRE     | 1               | 6                | 2               | 7                | –               | –                | –               | –                | 1               | 4                |
| DÉCEMBRE     | 1               | 3                | 2               | 7                | –               | –                | 3               | 11               | 1               | 2                |
| <b>TOTAL</b> | <b>19</b>       | <b>105</b>       | <b>27</b>       | <b>111</b>       | <b>25</b>       | <b>98</b>        | <b>29</b>       | <b>81</b>        | <b>25</b>       | <b>74</b>        |

### Progression globale annuelle du nombre de mandats

Le tableau qui suit montre l'évolution globale du nombre de dossiers étudiés annuellement par la Commission depuis sa création. Il illustre une croissance globale moyenne de 15% relativement au nombre de dossiers référés à la Commission par le comité exécutif depuis 2011. Rappelons cependant que la première année, la Commission avait entrepris ses travaux au printemps 2011, ce qui explique le faible nombre de dossiers cette année-là.

Par ailleurs, la volonté de l'Administration en place et de la précédente administration d'augmenter le nombre de projets du Programme triennal d'immobilisations (PTI) a certainement participé à la croissance substantielle du nombre de mandats référés à la CEC, et ce, précisément depuis 2015. En outre, la croissance des coûts au fil des dix dernières années, notamment en raison de l'inflation et du contexte économique, explique, probablement, en partie l'augmentation du nombre de dossiers répondant aux critères d'examen de la CEC. On peut également observer que le nombre de contrats est en hausse depuis 2015 et qu'il a probablement entamé une tangente inverse en 2019. Notons néanmoins que divers facteurs, indépendants les uns des autres, notamment le contexte économique, influent sur le nombre de contrats soumis au processus de la CEC en vertu des critères d'examen chaque année.

Tableau 3 – Croissance du nombre de dossiers examinés annuellement

| ANNÉES  | DOSSIERS D'AGGLOMÉRATION | DOSSIERS MUNICIPAUX | CROISSANCE ANNUELLE | TOTAL ANNUEL |
|---------|--------------------------|---------------------|---------------------|--------------|
| 2019    | 57                       | 48                  | - 5.5%              | 105          |
| 2018    | 52                       | 59                  | 13%                 | 111          |
| 2017    | 64                       | 34                  | 21%                 | 98           |
| 2016    | 56                       | 25                  | 19%                 | 81           |
| 2015    | 58                       | 16                  | 36%                 | 74           |
| 2014    | 34                       | 13                  | 9%                  | 47           |
| 2013    | 32                       | 11                  | -12%                | 43           |
| 2012    | 32                       | 17                  | 39%                 | 49           |
| 2011    | 18                       | 12                  | –                   | 30           |
| MOYENNE | 45                       | 26                  | 15%                 | 71           |
| TOTAL   | 403                      | 235                 | –                   | 638          |

## Unités administratives responsables des dossiers d'octroi examinés

Le tableau ci-dessous montre la répartition, parmi les unités administratives responsables des octrois de contrats examinés par la Commission en 2019. Ainsi, on peut observer que 65% des mandats reçus en 2019 sont principalement en provenance de trois services : le Service de la gestion et de la planification immobilière; le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) (anciennement le Service des infrastructures, de la voirie et des transports) – d'où l'absence de données du SIRR pour les années antérieures, et du Service de l'eau. Puis, on peut voir que les 35% restants étaient sous la responsabilité des services suivants, présentés par ordre d'importance relativement au nombre de contrats amenés à la CEC : Technologies de l'information; Urbanisme et mobilité; Concertation des arrondissements; Approvisionnement, Matériel roulant et ateliers; Environnement; Grands parcs, Mont-Royal et sports; de l'Espace pour la vie, Commission des services électriques et la Direction générale.

On note également, depuis 2016, une importante croissance du nombre de dossiers en provenance du Service de la gestion et de la planification immobilière, ce qui s'explique essentiellement par la quantité de grands projets immobiliers, notamment deux centres de traitement des matières organiques, celui de l'arrondissement de Saint-Laurent et celui de la Ville de Montréal-Est; le parachèvement de la mise à niveau des arénas; le grand projet de rénovation de l'hôtel de ville et celui, plus modeste, du Château Dufresne et, finalement, la construction de deux centres aquatiques et du nouvel Insectarium.

Tableau 4 – Nombre de dossiers traités par unité administrative

| <b>Unités administratives</b>                                      | <b>2019</b> | <b>2018</b> | <b>2017</b> | <b>2016</b> | <b>2015</b> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <i>Service de la gestion et de la planification immobilière</i>    | 26          | 17          | 15          | 17          | 9           |
| <i>Service des infrastructures du réseau routier</i>               | 22          | –           | –           | –           | –           |
| <i>Service des infrastructures, de la voirie et des transports</i> | 3           | 37          | 34          | 26          | 23          |
| <i>Service de l'eau</i>  | 17          | 14          | 13          | 4           | 15          |
| <i>Service des technologies de l'information</i>                   | 9           | 7           | 18          | 9           | 4           |
| <i>Service de l'urbanisme et de la mobilité</i>                    | 5           | 1           | 0           | 0           | 0           |
| <i>Service de la concertation des arrondissements</i>              | 5           | 3           | 1           | 1           | 0           |
| <i>Service de l'approvisionnement</i>                              | 4           | 3           | 6           | 2           | 4           |
| <i>Service du matériel roulant et des ateliers</i>                 | 4           | 6           | 3           | 0           | 0           |
| <i>Service de l'environnement</i>                                  | 3           | 6           | 2           | 2           | 5           |
| <i>Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports</i>       | 2           | 4           | 2           | 11          | 7           |
| <i>Service de l'Espace pour la vie</i>                             | 2           | 1           | 0           | 0           | 1           |
| <i>Commission de services électriques</i>                          | 2           | 1           | 0           | 0           | 0           |
| <i>Direction générale / Laboratoire d'innovation urbaine</i>       | 1           | 0           | 0           | 0           | 0           |
| <i>Service des ressources humaines</i>                             | 0           | 3           | 1           | 0           | 0           |
| <i>Service de police</i>   | 0           | 0           | 0           | 0           | 1           |
| <i>Service des affaires juridiques</i>                             | 0           | 0           | 0           | 1           | 0           |
| <i>Service du développement social et des sports</i>               | 0           | 0           | 0           | 1           | 1           |
| <i>Service des finances</i>  | 0           | 1           | 1           | 0           | 0           |
| <i>Service de la culture</i>                                       | 0           | 1           | 0           | 1           | 0           |
| <i>Service de sécurité incendie</i>                                | 0           | 1           | 0           | 1           | 1           |
| <i>Arrondissement de Ville-Marie</i>                               | 0           | 2           | 2           | 2           | 0           |
| <i>Arrondissement du Plateau Mont-Royal</i>                        | 0           | 1           | 0           | 0           | 0           |
| <i>Arrondissement de Saint-Laurent</i>                             | 0           | 1           | 0           | 0           | 0           |
| <i>Arrondissement de Rosemont- La Petite-Patrie</i>                | 0           | 1           | 0           | 0           | 0           |
| <i>Arrondissement de Lachine</i>                                   | 0           | 0           | 0           | 2           | 0           |
| <i>Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro</i>                       | 0           | 0           | 0           | 1           | 2           |
| <i>Arrondissement Le Sud-Ouest</i>                                 | 0           | 0           | 0           | 0           | 1           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>105</b>  | <b>111</b>  | <b>98</b>   | <b>81</b>   | <b>74</b>   |



## Nombre de mandats par critère d'examen

Quant au tableau présenté à la page suivante, il illustre le nombre de mandats reçus pour chacun des critères d'examen. On peut constater que 38 contrats de plus de 10 M\$ ont été étudiés, ce qui représente 36% des mandats confiés à la CEC en 2019. Ce nombre représente une baisse par rapport à l'an dernier, alors qu'on en recensait 49 en 2018, représentant 44% des dossiers. En outre, le nombre de contrat de plus de 10 M\$ avait presque doublé en 2018 par rapport à 2017, où 27 dossiers, représentant 28% des contrats, avaient été étudiés. Par conséquent, il est possible d'en déduire que l'année 2018 a été une année exceptionnelle en ce qui a trait au nombre d'octrois de contrats de plus de 10 M\$.

Puis, en ce qui a trait aux contrats de travaux et de biens et services, il est à noter que nous les avons présentés de façon distincte en 2019, alors que ces deux types de contrats étaient regroupés dans une seule section de tableau par les années passées, ceci explique la redondance des données détaillées pour cette partie du tableau. Cette nouvelle approche permettra de rendre compte de l'évolution de chacun de ces deux types de contrats de façon plus précise pour les années futures. Par conséquent, notre analyse par rapport à l'an dernier doit se limiter aux données globales. Par ailleurs, des comparaisons détaillées, relativement aux sous-critères, seront possibles à compter de l'an prochain. Quant aux données des contrats de services professionnels, elles étaient déjà présentées de façon distincte à ce tableau.

Néanmoins, on peut déjà remarquer que ce sont les contrats de travaux qui ont été référés à la CEC en vertu du critère « une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offre » qui sont les moins nombreux, comparativement aux contrats de biens et services et aux contrats de services professionnels en vertu du même critère. Cet élément est à surveiller puisqu'il s'agit d'un indicateur fiable de la capacité des appels d'offres de la Ville de Montréal de permettre l'ouverture des marchés. En 2019, 27 dossiers étaient référés à la CEC en vertu de ce critère, ce qui représentait 26% des 105 contrats examinés. Il est à noter qu'en 2018, 25% des dossiers référés répondaient à ce même critère comparativement à 30% en 2017. On doit donc y voir une amélioration de l'ouverture des marchés.

Le second critère d'examen pour lequel le plus de contrats ont été référés à la Commission était relatif à l'écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire. En effet, ce critère a été vu dans 42 dossiers, dont une trentaine d'octrois pour travaux et biens et services. Ceci est un indicateur de la justesse des analyses de coûts produites par la Ville de Montréal qui mérite que l'on s'y attarde dans le futur. À cet effet, la Commission souligne la qualité du travail effectué par la nouvelle équipe de l'économie de la construction, et croit qu'il permettra d'observer une diminution du nombre de contrats qui lui seront référés dans le futur en lien avec le critère de l'écart par rapport à l'estimé de contrôle.

En outre, il convient de souligner que le nombre de dossiers pour lesquels l'adjudicataire en est à un troisième octroi consécutif pour un contrat récurrent montre une hausse cette année puisque la CEC a en étudié 17 en 2019 comparativement à 12 en 2018. Cette hausse est concentrée parmi les contrats de biens et services.

Enfin, notons qu'aucun arrondissement n'a soumis un dossier de sa propre initiative à la Commission depuis sa création. Néanmoins, au cours des années passées, des dossiers pilotés par des arrondissements ont été soumis à la CEC. Il s'agissait cependant d'octrois effectués au nom de la ville-centre.

Tableau 5 – Nombre de contrats étudiés selon chaque critère d'examen\*

| Critères d'examen  | Contrats 2019 | Contrats 2018 | Contrats 2017 | Contrats 2016 | Contrats 2015 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Contrats de plus de 10 M\$</b>  | <b>38</b>     | <b>49</b>     | <b>27</b>     | <b>29</b>     | <b>27</b>     |
| <b>Contrats de biens et services d'une valeur de plus de 2 M\$</b>   | <b>28</b>     | <b>78**</b>   | <b>59</b>     | <b>52</b>     | <b>58</b>     |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres</li> <li>• Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique</li> <li>• Contrat accordé à un consortium</li> <li>• Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2<sup>e</sup> plus bas soumissionnaire conforme</li> <li>• Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire</li> <li>• L'adjudicataire en est à son 3<sup>e</sup> octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent</li> <li>• Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande</li> </ul> | 10            | 16            | 14            | 5             | 10            |
|  | 1             | 2             | 0             | 2             | 0             |
|  | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             |
|  | 8             | 19            | 18            | 7             | 8             |
|  | 13            | 30            | 23            | 30            | 34            |
|  | 8             | 6             | 6             | 3             | 5             |
|  | 2             | 5             | 1             | 5             | 1             |
| <b>Contrats d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$</b>   | <b>33</b>     | <b>78</b>     | <b>59</b>     | <b>52</b>     | <b>58</b>     |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres</li> <li>• Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique</li> <li>• Contrat accordé à un consortium</li> <li>• Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2<sup>e</sup> plus bas soumissionnaire conforme</li> <li>• Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire</li> <li>• L'adjudicataire en est à son 3<sup>e</sup> octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent</li> </ul>   | 5             | 16            | 14            | 5             | 10            |
|  | 0             | 2             | 0             | 2             | 0             |
|  | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             |
|  | 13            | 19            | 18            | 7             | 8             |
|  | 17            | 30            | 23            | 30            | 34            |
|  | 3             | 6             | 6             | 3             | 5             |
| <b>Contrats de services professionnels de plus de 1 M\$, pour lesquels :</b>   | <b>26</b>     | <b>38</b>     | <b>58</b>     | <b>23</b>     | <b>14</b>     |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres</li> <li>• Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique</li> <li>• Contrat accordé à un consortium</li> <li>• Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2<sup>e</sup> plus bas soumissionnaire conforme</li> <li>• Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire</li> <li>• L'adjudicataire en est à son 3<sup>e</sup> octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent</li> </ul>   | 12            | 12            | 18            | 7             | 3             |
|  | 0             | 1             | 0             | 1             | 0             |
|  | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             |
|  | 4             | 8             | 17            | 9             | 4             |
|  | 12            | 11            | 16            | 6             | 5             |
|  | 6             | 6             | 7             | 0             | 2             |
| <b>Contrats que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission.</b>  | <b>1</b>      | <b>0</b>      | <b>1</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>      |

\* Plusieurs contrats répondaient à plus d'un critère.

\*\* Voir l'explication à la page précédente concernant les chiffres barrés.

## Les contrats de plus de 10 M\$

Le tableau ci-dessous, initié en 2018, montre la répartition des 38 contrats de plus de 10 M\$ étudiés par la Commission en 2019. Les contrats de cette catégorie montrent une baisse par rapport à l'an dernier. Parmi ceux-ci, 11 contrats étaient supérieurs à 30 M\$ par rapport à 14 l'an dernier. Les deux contrats les plus importants étaient respectivement au montant de 175 445 919 M\$ et de 167 037 504 M\$. Il s'agissait de deux contrats pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), un situé dans l'arrondissement Saint-Laurent et un autre, dans la Ville de Montréal-Est. En comparaison avec 2018, on observe que les diminutions sont réparties de façon plutôt proportionnelle parmi les différentes sous-catégories.

Tableau 6 – Répartition des contrats de plus de 10 M\$ par sous-catégories de valeur

| Montants               | 2019<br>/38 | 2018 /<br>49 |
|------------------------|-------------|--------------|
| Entre 10 M\$ et 15 M\$ | 13          | 16           |
| Entre 15 M\$ et 20 M\$ | 5           | 7            |
| Entre 20 M\$ et 30 M\$ | 9           | 12           |
| Plus de 30 M\$         | 11          | 14           |

## Nombre de contrats par firmes adjudicatrices

Finalement, la Commission identifie dans un tableau également initié l'an dernier, les adjudicatrices de plus d'un contrat parmi l'ensemble des dossiers d'appels d'offres étudiés en 2019, et ce, tout en précisant le nombre de contrats étudiés pour chacun d'eux.

Tableau 7 – Répartition des contrats parmi les firmes adjudicatrices

| Adjudicatrices   | 2019 | 2018 |
|--|------|------|
| Conseillers en gestion et informatique CGI inc.            | 4    |      |
| Bau-Val inc.   | 3    |      |
| FNX-INNOV Inc. (anciennement Les Consultants S.M. Inc.)    | 3    |      |
| Sanexen services environnementaux inc.                     | 3    | 4    |
| SNC Lavalin GEM Québec inc.                                | 3    | 2    |
| Allen Entrepreneur Général                                 | 2    |      |
| Clean Water Works inc.                                     | 2    | 2    |
| Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc. | 2    |      |
| Duroking Construction / 9200 2088 Québec inc.              | 2    |      |
| Entreprises Michaudville inc.                              | 2    | 4    |
| Groupe Marchand Architecture et Design                     | 2    |      |
| Insituform Technologies Limited                            | 2    |      |
| Les Excavations Lafontaine inc.                            | 2    |      |
| Cima + S.E.N.C.  |      | 4    |
| Eurovia Québec Grands Projets                              |      | 4    |
| Groupe TNT inc.  |      | 4    |
| EBC inc.   |      | 3    |
| Excavations Loiselle                                       |      | 3    |
| Pomerleau inc.   |      | 3    |
| Aménagement Côté Jardins inc.                              |      | 2    |
| Demix Construction inc.                                    |      | 2    |
| Derichebourg Canada Environnement inc.                     |      | 2    |
| Englobe Corp.  |      | 2    |
| Groupe de sécurité Garda SENC                              |      | 2    |
| Groupe Unigesco inc.                                       |      | 2    |
| Loiselle inc.  |      | 2    |
| Recyclage Notre-Dame inc.                                  |      | 2    |
| SNC Lavalin inc.   |      | 2    |
| WSP Canada inc.  |      | 2    |

En conclusion de cette analyse, il importe de préciser que la Commission a constaté la conformité du processus d'appel d'offres et d'octroi de contrats pour la totalité des dossiers étudiés en 2019.

## CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

En mars 2019, la Commission a pris connaissance de la réponse du comité exécutif à ses bilans annuels 2016 et 2017. À cet effet, la Commission remercie le comité exécutif pour l'ouverture manifestée à l'égard de plusieurs recommandations qu'elle a émises. Lors du dépôt de ces réponses du comité exécutif aux conseils municipal et d'agglomération, il a été résolu de mandater la Commission, en collaboration avec l'inspectrice générale, pour la révision des critères d'examen établis en 2011.

Après avoir pris connaissance du mandat qui lui a été confié par le conseil, de réviser, conjointement, avec le Bureau de l'inspecteur général, les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082, la Commission a entrepris ces travaux de révision de son mandat en fin d'année 2019, après neuf années d'intense activité, incluant une réflexion concernant les différents critères d'examen. Il convient également de se demander si les travaux de la Commission sont bien ciblés et de réfléchir à la possibilité d'en élargir la portée, notamment en raison de la rigueur des unités d'affaires de la Ville en matière de gestion contractuelle. À ce sujet, il est à noter que dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus et des consignes de confinement et de distanciation physique imposées par le gouvernement du Québec depuis le mois de mars 2020, la Commission a poursuivi l'étude mensuelle d'un grand nombre de mandats d'examen de dossiers d'octrois de contrats, qui lui ont été confiés par le comité exécutif. Il est donc prévu de poursuivre les travaux de révision des critères d'examen et du rôle de la CEC en août, et ce, en vue de déposer le rapport dès cet automne.

En outre, il est à noter que les cas où la Commission n'a pas pu constater la conformité du processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrats ont été rarissimes. De plus, dans certains cas, la Commission avait statué quant à la conformité du processus d'appel d'offres dans certains dossiers pour lesquels le Bureau de l'inspecteur général a, par la suite, enquêté et formulé des recommandations, voire les a annulés. Bien que ces situations ne révèlent aucune irrégularité en soi, elles montrent fort bien les limites de la portée du mandat actuel de la Commission, qui aurait tout intérêt à être bonifié dans une perspective de collaboration avec les diverses instances de contrôle qui s'intéressent à l'analyse, à l'exécution et au suivi des contrats.

Bref, il s'agira, cette année, de se pencher sur le mandat et le fonctionnement de la Commission dans le but de rendre sa contribution encore plus significative, et ce, au profit de l'ensemble de la population montréalaise.

Dans ce contexte, la Commission a choisi de soumettre les neuf recommandations ponctuelles suivantes, qui ont été amenées par les commissaires de manières récurrentes tout au long de l'année 2019.

Enfin, la Commission tient à saluer l'excellent travail de collaboration débuté en décembre avec l'inspectrice générale de la Ville de Montréal, Me Brigitte Bishop, et les membres de son équipe, qui ont su colliger toute l'information dont la CEC avait besoin pour débiter le mandat de révision des critères d'examen et de son rôle au sein de l'appareil municipal. Les commissaires sont enthousiastes à l'idée de s'engager dans cette démarche de réflexion en profondeur qui vise l'optimisation des travaux futurs de la CEC.

# Recommandations

## Présentation des résultats des appels d'offres dans les sommaires décisionnels

*Considérant que la présentation des résultats des appels d'offres varie passablement d'un dossier à l'autre et que ces informations peuvent se retrouver dans différentes sections du dossier décisionnel;*

*Considérant que la présentation des résultats de l'appel d'offre devrait être rapidement accessible puisqu'il s'agit d'une information essentielle à l'analyse d'un dossier d'octroi;*

R-1

Que des règles claires et précises soient établies par la Direction générale pour favoriser une plus grande uniformité dans la présentation des résultats des appels d'offres dans les sommaires décisionnels afin de permettre d'accéder rapidement aux tableaux des résultats des appels d'offres.

## Transaction immobilière et juste valeur marchande

*Attendu que la transaction a pu être conclue tout près de la valeur au propriétaire;*

R-2

Qu'une fourchette de prix puisse être établie, et non pas simplement des prix fixes concernant la notion de « juste valeur marchande ».

## Réalisation et surveillance des chantiers

*Attendu que, pour des raisons éthiques, la pratique veut qu'un contrat de vérification d'un chantier ne soit pas octroyé à la firme responsable de la réalisation de ce même chantier :*

R-3

Que des vérifications soient effectuées afin d'identifier précisément le mécanisme administratif permettant de s'assurer qu'un contrat de vérification d'un chantier ne soit pas octroyé à la firme responsable de la réalisation de ce même chantier.

## Expertise interne

*Attendu l'expertise pointue requise en matière de surveillance des chantiers des infrastructures d'eau potable;*

*Attendu la pénurie de main-d'œuvre à l'externe :*

R-4

Que la Ville se dote d'une expertise interne dans le cadre de travaux de surveillance de chantiers sur les infrastructures d'eau potable.

## Environnement

*Considérant l'empreinte carbone du transport du sel et les conséquences environnementales des types de fondants et d'abrasifs utilisés par la Ville :*

R-5

Que l'Administration travaille à identifier des produits et des pratiques plus environnementales dans un avenir rapproché.

## Barres latérales

*Attendu que plusieurs contrats continuent d'être octroyés sans que la Commission puisse noter la présence, aux appels d'offres, des exigences relatives aux barres latérales des camions de transport et à l'application des exigences en matière d'accessibilité universelle ;*

*Attendu l'importance indiscutable de ces questions de sécurité publique;*

R-6

Que l'Administration fasse le suivi de l'exigence, aux appels d'offres, des barres latérales et des exigences en matière d'accessibilité universelle.

## Types de soumissions

*Attendu le questionnement de la Commission, à savoir si, dans certains cas, il pourrait être plus avantageux de procéder à un type d'appel d'offres plutôt qu'à un autre type ;*

R-7

Que l'Administration évalue la possibilité d'exiger une évaluation systématique de chaque dossier d'octroi pour déterminer la méthode d'appel d'offres la plus appropriée entre l'option à une ou à deux enveloppes.

## Estimés de contrôle

*Attendu l'importance pour les personnes élues, membres des instances décisionnelles, de pouvoir se fier aux données présentées aux dossiers décisionnels d'octroi de contrats, notamment en ce qui a trait aux estimés de contrôle ;*

*Attendu l'importance que les firmes externes qui produisent des estimés de contrôle soient davantage imputables à l'égard de leur prestation de service pour la Ville et l'agglomération de Montréal;*

R-8

Que le processus d'appels d'offres prévoie l'ajout d'un critère d'analyse relatif au rendement des firmes externes qui produisent les estimés de contrôle;

Et

R-9

Qu'une analyse des écarts observés entre les estimés de contrôle et les contrats octroyés soit effectuée afin de faire le suivi du rendement et de la performance des firmes externes qui produisent ces estimés.

\*\*\*\*\*

**Annexe 1 Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2019**

## Liste des contrats étudiés par la CEC en 2019

| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service | Résumé du mandat   | Firme et dépense totale   | Critères  |
|------|-------|-------|------------|---------|--|---|---|
| 1    |       | 01-31 | 1187655002 | STI     | Deux contrats de services professionnels pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web) / Appel d'offres public (18-17271) - 2 soumissionnaires.   | <b>Systematix Technologies de l'information inc.</b> (lot 1 au montant de :<br>2 311 714,94 \$<br>et<br><b>Documents Traduction inc.</b> (lot 2 au montant de :<br>172 577,48 \$) | <b>Services pro :</b><br>○ Une seule soumission conforme  |
| 2    |       | 01-31 | 1187231099 | SIVT    | Entente-cadre de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public n° 18-17017 (5 soumissionnaires)   | <b>Les Services EXP inc.</b><br>(contrat #1:<br>8 628 579 \$)   | <b>Services pro :</b><br>○ 3 <sup>e</sup> octroi  |
| 3    | 01-28 |       | 1187231063 | SIVT    | Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et des travaux de réfection de chaussée dans la 20e Avenue, de la rue Villeray à la rue Jean-Talon et dans la 18e Avenue, de la rue Villeray au boulevard Crémazie Est dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (contrat: 2 246 908,49 \$ + contingences: 224 690,85 \$ + incidences: 259 000 \$) Appel d'offres public 409110 - 10 soumissionnaires. | <b>Duroking Construction / 9200 2088 Québec inc.</b><br><br>2 730 599,34 \$   | <b>Travaux :</b><br>○ écart à l'estimé  |
| 4    | 01-28 |       | 1187000009 | SIVT    | Travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086), dans l'arrondissement de Ville-Marie (travaux: 18 172 355,73 \$ + variations des quantités: 1 330 857,95 \$ + contingences: 1 817 235,57 \$ + incidences: 746 618,19 \$) - Appel d'offres public 440710 (3 soumissionnaires conformes).  | <b>Pomerleau Inc.</b><br><br>22 067 067,44 \$   | ○ Plus de 10 M\$<br><br><b>Travaux :</b><br>○ écart à la 2 <sup>e</sup> soumission                            |
| 5    | 01-28 |       | 1186676003 | SGPI    | Travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 12 366 992,32 \$ taxes incluses, à la suite de l'appel d'offres public no 5958 - cinq (5) soumissionnaires conformes - contrat no 15350  | <b>Groupe Unigesco inc.</b><br><br>14 648 702,40 \$   | ○ Plus de 10 M\$  |
| 6    |       | 02-28 | 1185951002 | SGPI    | Conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, arrondissement de Saint-Laurent - Appel d'offres 5913 (2 soumissionnaires)   Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 \$ (taxes au Net) pour couvrir les années 2021 à 2026.   | <b>SUEZ Canada Waste Services inc.</b><br><br>175 445 919,26 \$   | ○ Plus de 10 M\$<br><br><b>Travaux :</b><br>○ écart à la 2 <sup>e</sup> soumission<br>○ écart à l'estimé      |
| 7    |       | 02-28 | 1185249004 | SIRR    | Deux ententes-cadres de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public n° 18-17304 (3 soumissionnaires).   | <b>SNC-Lavalin inc.</b><br>contrat #1:<br>7 122 722,87 \$<br>et <b>AXOR Experts-Conseils inc.</b> :<br>contrat #2:<br>8 490 064,43 \$   | <b>Services pro :</b><br>○ écart à la 2 <sup>e</sup> soumission (contrat 1)<br>○ écart à l'estimé (contrat 2) |



| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service      | Résumé du mandat   | Firme et dépense totale   | Critères  |
|------|-------|-------|------------|--------------|--|---|---|
| 8    |       | 02-28 | 1184474003 | EAU          | Achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Appel d'offres public no. 10261 - (1 soumissionnaire) - Autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000,00 \$ (avant taxes) à compter de l'année 2022.   | <b>Allen Entrepreneur Général inc.</b><br><br>44 843 751,25 \$              | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul> <b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une seule soumission conforme</li> </ul>           |
| 9    |       | 02-28 | 1197526002 | EAU          | Réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV, appel d'offres public CP18088-175057-C - 2 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 878 454,19 \$, taxes incluses (contrat: 3 742 763,35 \$, contingences : 748 552,67\$, variation de quantités : 187 138,17 \$ et frais incidents : 200 000 \$).   | <b>Les Excavations Lafontaine inc.</b><br><br>3 742 763,35 \$               | <b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ écart à la 2<sup>e</sup> soumission (contrat 1)</li> <li>○ écart à l'estimé (contrat 2)</li> </ul>                    |
| 10   |       | 02-28 | 1194922001 | SMRA         | Fourniture de cinq camions échelles à plateforme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds, pour une somme maximale de 9 994 316,85 \$, taxes incluses – Appel d'offres public 18-17384 (1 soum.)   | <b>L'Arsenal / Thibault et associés</b><br><br>10 394 089,52 \$             | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul> <b>Biens et services :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une seule soumission conforme</li> </ul> |
| 11   | 02-25 |       | 1187036001 | SGPI         | Travaux de construction du nouvel Insectarium de Montréal situé au 4581 Rue Sherbrooke Est, Montréal, QC H1X 2B2, arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie, suite à l'appel d'offres public #5969 – sept (7) soumissionnaires. Autoriser une dépense totale de 31 042 341,65 \$ taxes incluses (Contrat, contigence et incidences).  | <b>K.F. Construction inc.</b><br><br>30 291 554,90 \$                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul>  |
| 12   | 02-25 |       | 1186628001 | Grands parcs | Entente de gré à gré, d'une durée de 32 mois, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin.  | <b>Lallemand inc. \ BIOFOREST</b> , fournisseur unique<br>9 656 175 \$      | <b>Biens et services :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ fournisseur unique</li> </ul>   |
| 13   | 02-25 |       | 1187231071 | SIRR         | Travaux de réhabilitation des conduites d'égout secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. (contrat: 3 655 000 \$ + contingences : 365 500 \$ + incidences : 90 000 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441111 - 2 soumissionnaires   | <b>Insituform Technologies Limited,</b><br><br>4 110 500 \$                 | <b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ écart à la 2<sup>e</sup> soumission</li> </ul>  |
| 14   | 02-25 |       | 1184368006 | SUM          | 1) Résilier l'entente de gestion en vigueur à compter du 1er janvier 2019; 2) Approuver la nouvelle entente, afin de confier la gestion du système de vélo en libre-service sur le territoire de la Ville de Montréal de façon rétroactive à compter du 1er janvier 2019, et ce, pour les dix prochaines années ; 3) Autoriser un virement budgétaire de 400 000\$ pour 2019, en provenance du Service des infrastructures du réseau routier vers le Service de l'urbanisme et de la mobilité, avec un ajustement de la base budgétaire pour les années subséquentes; 4) Autoriser un ajustement du budget 2019 des revenus et des dépenses de 2 734 488 \$ pour financer la contribution via la renonciation aux revenus d'utilisation, avec un ajustement de la base budgétaire pour les années subséquentes tel qu'indiqué au sommaire décisionnel. | <b>BIXI Montréal, organisme à but non lucratif</b><br><br>46 011 581, 96 \$ | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul>  |

| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service | Résumé du mandat  | Firme et dépense totale   | Critères  |
|------|-------|-------|------------|---------|---|---|---|
| 15   | 02-25 |       | 1182968018 | SUM     | Deux ententes-cadres de services professionnels pour une période de 24 mois, pour la conception, la coordination et la surveillance des travaux, dans le cadre de la réalisation de projets de modification des feux de circulation / Appel d'offres public 18-17101 - (4 soumissions dont 3 conformes).  | <b>FNX-INNOV Inc. (anciennement Les Consultants S.M. Inc. :</b><br>2 240 517,83 \$<br><b>et WSP Canada Inc. :</b><br>3 102 832,62 \$  | <b>Services pro :</b><br>○ écart à la 2 <sup>e</sup> soumission (contrat 1)<br>○ écart à l'estimé (contrat 2) |
| 16   |       | 03-28 | 1185951003 | SGPI    | Services professionnels en contrôle de la qualité relié à la mise en œuvre de projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien-exploitation - Appel d'offres public 18-16708 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.   | <b>WSP Canada Inc.</b><br><br>4 255 540,94 \$   | <b>Services pro :</b><br>○ Une seule soumission conforme<br>○ écart à l'estimé                                |
| 17   |       | 03-28 | 1187833008 | STI     | Ententes-cadres d'une durée de 3 ans, pour la fourniture de serveurs d'entreprise, d'équipements de stockage et d'équipements de télécommunication - Appel d'offres public 18-17255 (7 soumissionnaires) / Autoriser des crédits additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour les lots 3 et 4, correspondant à une somme de 177 733,63 \$ pour le lot 3 ainsi qu'une somme de 95 746,65 \$ pour le lot 4. | <b>Compugen inc.</b> (Lot 1 :<br>1 172 489,82 \$); <b>PCD Solutions inc.</b> (Lot 3 :<br>1 184 890,91 \$); <b>ESI Technologies inc.</b> (Lot 4 :<br>638 311,00 \$) et <b>Bell Canada</b><br>(Lot 6 : 2 840 787,50 \$)   | <b>Biens et services :</b><br>○ Une seule soumission conforme (lot 6)   |
| 18   |       | 03-28 | 1197526005 | EAU     | Services professionnels pour l'élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence (GBR), préparation des plans et devis d'excavation du roc par forage et dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, surveillance et support technique, pour une somme maximale de 1 497 158,46 \$, taxes incluses, (dont 149 715,85 \$ de contingences) - Appel d'offres public 18-17405 – 1 seul soumissionnaire.             | <b>SNC-Lavalin GEM Québec inc.</b><br><br>1 646 874,31 \$   | <b>Services pro :</b><br>○ Une seule soumission conforme  |
| 19   |       | 03-28 | 1183855006 | SIRR    | Ententes-cadres de services professionnels avec six firmes pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 18-17192 - huit (8) soumissionnaires  | <b>Groupe ABS inc.</b><br>(3 688 337,64 \$); <b>Les Services EXP inc.</b><br>(2 916 915,75 \$); <b>FNX-INNOV inc.</b> (anciennement <b>Les Consultants S.M. inc.</b><br>(2 308 299,50 \$); <b>SNC-Lavalin GEM Québec inc.</b><br>(1 785 750,88 \$); <b>Solmatech inc.</b> (1 134 437,05 \$) ET <b>WSP Canada inc.</b> (962 818,76 \$)<br><br>12 796 559,58 \$ | <b>Services pro :</b><br>○ 3e octroi (lots 1 et 2)  |
| 20   |       | 03-28 | 1187231085 | SIRR    | Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. (contrat: 17 583 352,20 \$, contingences: 1 731 093,70 \$, incidences: 2 323 235,43 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 325301 - 3 soumissionnaires.  | <b>Excavations Lafontaine inc.</b><br><br>20 229 831,33 \$  | ○ Plus de 10 M\$  |
| 21   | 03-25 |       | 1187231084 | SIRR    | Travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle et de Lachine (PCPR - PRCPR 2019). (contrat: 7 676 713,47 \$ + contingences: 767 671,35 \$ + incidences: 377 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441022 - 11 soumissionnaires.  | <b>Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc.</b><br><br>8 821 384,82 \$  | <b>Travaux :</b><br>○ Écart à l'estimé  |

| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service | Résumé du mandat  | Firme et dépense totale   | Critères  |
|------|-------|-------|------------|---------|---|---|---|
| 22   | 03-25 |       | 1187231082 | SIRR    | Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier dans l'arrondissement de Villerey-Saint-Michel-Parc-Extension. (contrat: 13 758 944,22 \$, contingences: 1 469 544,92 \$, incidences: 2 440 548,68 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 223802 - 3 soumissionnaires.   | <b>Duroking construction / 9200-2088 Québec inc.</b><br><br>17 518 448,39 \$  | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul>  |
| 23   | 03-25 |       | 1187231097 | SIRR    | Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal. (contrat: 10 575 000,00 \$ + contingences: 1 057 500,00 \$ + incidences: 200 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441115 - 1 soumissionnaire conforme.  | <b>Insituform Technologies Limited</b><br><br>11 832 500,00 \$  | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul> <b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une seule soumission conforme</li> </ul>       |
| 24   |       | 04-18 | 1197737001 | SGPI    | Travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.)  | <b>St-Denis Thompson Inc.</b><br><br>4 696 657,85 \$  | <b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Écart à la 2<sup>e</sup> soumission</li> </ul>  |
| 25   |       | 04-18 | 1197526004 | EAU     | Services professionnels en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau - appel d'offres public 18-17404 - 3 soumissionnaires.  | <b>Axor experts-conseils inc.</b><br><br>5 272 468,94 \$  | <b>Services pro :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 3<sup>e</sup> octroi</li> </ul>  |
| 26   |       | 04-18 | 1197526009 | EAU     | Exécution de travaux en régie contrôlée sur les équipements du Service de l'eau - Appel d'offres public SP19012-170314-C - 2 soumissionnaires.  | <b>Mécanique CNC (2002) inc.</b><br>Somme maximale de :<br>2 668 889,91 \$  | <b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Écart à la 2<sup>e</sup> soumission</li> <li>○ 3<sup>e</sup> octroi</li> </ul>                                    |
| 27   |       | 04-18 | 1197526010 | EAU     | Travaux de mise à niveau et de remplacement de vannes manuelles du réseau d'intercepteurs de la Ville de Montréal, à la suite de l'appel d'offres public IP19003-161266-C - 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 3 460 200 \$, taxes incluses (contrat : 2 883 500 \$, contingences : 576 700 \$)   | <b>Loiselle inc.</b><br><br>2 883 500 \$  | <b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Écart à l'estimé</li> </ul>   |
| 28   |       | 04-18 | 1197231021 | SIRR    | Travaux de construction de caniveaux, d'aménagement de la chaussée et des trottoirs en pavés de béton sur dalle structurale, de fosses de plantations, d'éclairage, de feux de circulation et de mobilier urbain dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue de Bleury. (contrat: 17 325 273,52 \$ + contingences : 2 069 583,26 \$ + variance de quantités: 852 071,68 \$ + incidences:1 188 725,19 \$). - Appel d'offres public 333905 - trois (3) soumissionnaires | <b>Aménagement côté jardin inc.</b><br><br>21 435 653,67 \$   | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul> <b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Écart à la 2<sup>e</sup> soumission</li> </ul> |
| 29   | 04-15 |       | 1197913001 | EAU     | Trois contrats pour des travaux de remplacement d'entrées de service d'aqueduc en plomb, de réfection de surface et autres travaux connexes de la Ville de Montréal Appel d'offres public 10301 - (Contrat Lot A: 3 soum.; Contrat Lot B et Contrat Lot C: 2 soum.)   | <b>Sanexen services environnementaux inc.</b><br>Contrat Lot A :<br>2 514 714,34 \$<br>Contrat Lot B :<br>7 107 117,16 \$<br>et Contrat Lot C:<br>2 918 423,90 \$ | <b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Écart à l'estimé</li> <li>○ 3<sup>e</sup> octroi</li> </ul>   |

| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service | Résumé du mandat   | Firme et dépense totale  | Critères   |
|------|-------|-------|------------|---------|--|--|--|
| 30   | 04-15 |       | 1197091004 | SUM     | Travaux de réfection du pont Rosemont/Van Horne et du dessus du pont Clark/Van Horne (projet 15-16) dans les arrondissements Le Plateau-Mont-Royal et Rosemont-La Petite-Patrie - (travaux: 7 941 777,63 \$ + variations des quantités: 890 957,69 \$ + contingences: 794 177,76 \$ + incidences: 835 058,61 \$) - Appel d'offres public 443301 - 7 soumissionnaires conformes.  | <b>Construction Demathieu &amp; Bard (cdb) inc.</b><br><br>10 461 971,69 \$  | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> <li><b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Écart à l'estimé</li> </ul> </li> </ul> |
| 31   | 04-15 |       | 1197231002 | SIRR    | Travaux de voirie et d'éclairage dans les boulevards Perras et Armand-Bombardier dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointes-aux-Trembles. (contrat: 12 877 258,24 \$ + contingences: 1 287 725,83 \$ + incidences: 1 035 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 286801 - 4 soumissionnaires.   | <b>Roxboro Excavation inc.</b><br><br>15 199 984,07 \$   | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul>   |
| 32   | 04-15 |       | 1197231006 | SIRR    | Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal (contrat: 3 658 000 \$ + contingences: 365 800 \$ + incidences: 75 000 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441117 - 3 soumissionnaires  | <b>Clean Water Works inc.</b><br><br>4 098 800,00\$  | <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Écart à l'estimé</li> </ul> </li> </ul>                           |
| 33   | 04-15 |       | 1197360001 | Appro   | Ententes-cadres pour une période de trente-six (36) mois pour la fourniture, sur demande, d'enrobés bitumineux à chaud et d'enrobés bitumineux tièdes - Appel d'offres public 19-17407 (5 soumissionnaires) - / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités aux contrats totalisant un montant équivalent à quinze (15) % de celui octroyé, soit 2 114 026,31 \$ incluant les taxes, pour un total de 16 207 535,06 \$, incluant les taxes | <b>Construction DJL inc.</b> (8 125 873,34 \$),<br><b>Construction &amp; Pavage Portneuf inc.</b> (1 819 665,15 \$),<br><b>Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc.</b> (594 510,66 \$),<br><b>Meloche, Division de Sintra inc.</b> (1 188 578,22 \$) et<br><b>Tech-Mix, Division de Bau-Val inc.</b> (2 364 881,37 \$)<br><br>Total estimé des ententes: 14 093 508,74 \$) | <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Biens et services :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 3<sup>e</sup> octroi (lot A)</li> </ul> </li> </ul>     |
| 34   | 04-15 |       | 1197231010 | SIRR    | Travaux de voirie dans l'arrondissement d'Achues-Cartierville (PCPR-PRCPR 2019). (contrat: 9 477 000,00 \$ + contingences: 947 700,00 \$ + incidences : 360 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441011 - 10 soumissionnaire  | <b>Construction Bau-Val inc.</b><br><br>10 784 700,00 \$   | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul>   |
| 35   | 04-15 |       | 1187231098 | SIRR    | Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et de feux de circulation dans la rue Berri, de la rue Roy à l'avenue Duluth et dans l'avenue Laval, de la rue du Square-Saint-Louis à la rue Roy dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. (contrat: 9 947 000 \$, contingences: 999 926,80 \$, incidences: 1 106 616,06 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 409511 - 3 soumissionnaires  | <b>Construction Bau-Val inc.</b><br><br>11 718 818,49 \$   | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul>   |
| 36   |       | 05-16 | 1177251001 | SGPI    | Travaux de conception-construction (incluant le service d'opération entretien d'une durée de 12 mois) pour la réalisation d'une usine d'assainissement du lixiviat au Complexe environnemental Saint-Michel (ouvrage #1160) - Appel d'offres public no 5932 (2 soumissionnaires).  | <b>Mabarex Inc.</b><br><br>15 905 377,11 \$  | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> <li><b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Écart à l'estimé</li> </ul> </li> </ul> |
| 37   |       | 05-16 | 1198009002 | SGPI    | Travaux de construction pour la mise en œuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 rue Jeanne-D'Arc, Montréal. - Appel d'offres public (#IMM-14293) - Trois (3) soumissionnaires.   | <b>St-Denis Thompson Inc.</b><br><br>4 856 308,96\$  | <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Écart à l'estimé</li> </ul> </li> </ul>                           |

| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service | Résumé du mandat  | Firme et dépense totale   | Critères   |
|------|-------|-------|------------|---------|---|---|--|
| 38   |       | 05-16 | 1197655003 | STI     | Entente-cadre pour la prestation de services de développement pour solutions web (montreal.ca et autres sites), pour une période de 30 mois - Appel d'offres public 19- 17432 - 5 soumissionnaires.   | <b>Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.</b><br>Pour une somme maximale de :<br>5 281 017,33\$                      | <b>Services pro :</b><br>○ Écart à l'estimé                                    |
| 39   |       | 05-16 | 1197655005 | STI     | Ententes-cadres (1 soumissionnaire) pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives et hybrides, pour une période de 30 mois - Appel d'offres public (19- 17507) – 4 soumissionnaires.   | <b>Nventive Inc.</b><br>(lot 1 au montant de :2 678 457,60 \$ (1 soumissionnaire) et lot 2 au montant de :<br>2 008 843,20 \$ | <b>Services pro :</b><br>○ Une seule soumission conforme<br>○ Écart à l'estimé |
| 40   |       | 05-16 | 1187231092 | SIRR    | Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les rues Saint-Grégoire, Berri, Prénoveau, De La Roche et dans l'avenue Christophe-Colomb dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. (contrat: 26 874 000,00\$, contingences: 3 194 247,00\$, incidences: 4 301 490,24 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 308801 - 3 soumissionnaires.            | <b>Entreprises Michaudville inc.</b><br><br>34 268 616,73 \$  | ○ Plus de 10 M\$<br><br><b>Travaux :</b><br>○ Écart à l'estimé                 |
| 41   |       | 05-16 | 1197737002 | SGPI    | Travaux de construction du lot L0201 « Démolition et décontamination » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville (contrat de 2 834 720.98 \$ + contingences de 708 680.25 \$) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15427 (3 soumissionnaires)   | <b>9130-9989 Québec Inc. (Groupe Prodem)</b><br><br>3 543 401,23 \$   | <b>Travaux :</b><br>○ Écart à l'estimé   |
| 42   | 12-16 |       | 1185110002 | SGPI    | Services professionnels pour la réalisation de services professionnels pluridisciplinaire dans le cadre du projet de construction du Complexe aquatique de Pierrefonds-Roxboro (Contrat : 3 180 924,79 \$, taxes incluses + contingences: 636 184,96 \$, taxes incluses + incidences: 572 566,46 \$, taxes incluses) - Appel d'offres public (18-17261) - (3 soumissionnaires conformes)              | <b>Héloïse Thibodeau architecte inc.</b><br><br>4 389 676,22 \$   | <b>Services pro :</b><br>○ Écart à l'estimé                                    |
| 43   | 05-13 |       | 1197231018 | SIRR    | Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Notre-Dame, de l'avenue Létourneux à la rue Vimont et dans d'autres rues de la Ville de Montréal dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. (contrat: 10 324 290,27 \$, contingences: 1 164 323,69 \$, incidences: 1 150 907.66 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 415510 - trois (3) soumissionnaires. | <b>Pavages Métropolitain inc.</b><br><br>12 630 606,13 \$   | ○ Plus de 10 M\$   |
| 44   | 05-13 |       | 1197231034 | SIRR    | Travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. (contrat: 4 561 991,85 \$ + contingences: 456 199,19 \$ + incidences: 108 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441221 - 2 soumissionnaires.   | <b>SANEXEN Services environnementaux inc.</b><br><br>5 126 191,04 \$  | <b>Travaux :</b><br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission                     |
| 45   | 05-13 |       | 1197231013 | SIRR    | Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. (contrat: 4 854 750,39 \$ + contingences: 485 475,04 \$ + incidences: 87 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441118 - 2 soumissionnaires.  | <b>Services Infraspec Inc.</b><br><br>5 427 225,43 \$   | <b>Travaux :</b><br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission                     |

| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service | Résumé du mandat   | Firme et dépense totale  | Critères   |
|------|-------|-------|------------|---------|--|--|--|
| 46   | 05-13 |       | 1197231016 | SIRR    | Travaux d'égout, de conduite d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage et des feux de circulation dans le boulevard Laurentien et les rues Lachapelle et de Salaberry dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. (contrat: 29 529 614,05 \$, contingences: 3 561 658,55 \$, incidences: 5 075 641,72 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 308301 - 5 soumissionnaires. Accorder un contrat gré à gré à Énergir, fournisseur unique pour les travaux de déplacement de la conduite de GAZ existante dans le boulevard Laurentien et les rues Lachapelle et de Salaberry, pour la somme maximale de 260 500,67 \$ taxes et contingences incluses. | <b>Demix Construction une division de Groupe CRH Canada inc.</b><br><br>37 816 117,71 \$ | <ul style="list-style-type: none"> <li>Plus de 10 M\$</li> </ul>   |
| 47   |       | 06-20 | 1197908001 | EAU     | Travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 400 mm sur l'avenue Greene entre la rue Notre-Dame Ouest et la rue Saint-Ambroise et la construction d'une conduite d'eau de 400 mm sur la rue Saint-Ambroise entre l'avenue Greene et la rue Rose-de-Lima - Appel d'offres public no 10300 - (1 soumissionnaire).   | <b>Sanexen Services Environnementaux inc.</b><br><br>3 087 791,17 \$                     | <b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une seule soumission conforme</li> </ul>   |
| 48   |       | 06-20 | 1196274001 | EAU     | Travaux de conduites d'eau principales et secondaires, d'égout, de voirie et modifications au réseau de la CSEM sur l'avenue Pierre-de-Coubertin entre les rues Viau et Du Quesne dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (contrat: 23 494 494,00 \$, contingences : 3 524 174,10 \$, incidences: 1 968 574,16 \$) - Appel d'offres public 10 287 - (4 soumissionnaires).  | <b>Eurovia Québec Grands projets inc.</b><br><br>28 987 242,26 \$                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>Plus de 10 M\$</li> </ul>   |
| 49   |       | 06-20 | 1193438008 | EAU     | Travaux de réhabilitation du collecteur Grand Trunk à la suite de l'appel d'offres public CP19001-176962-C - 3 soumissions conformes. (contrat: 4 196 528,17 \$, contingences: 629 479,23 \$, variations de quantités: 209 826,41 \$, frais incidents: 200 000,00 \$).   | <b>Les Excavations Lafontaine inc.</b><br><br>5 235 833,81 \$                            | <b>Travaux :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Écart à la 2<sup>e</sup> soumission</li> </ul>   |
| 50   |       | 06-20 | 1198326001 | ENVIRO  | Gestion des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, La Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies, Saint-Laurent et Saint-Michel pour une durée de 60 mois et pour la gestion de l'écocentre LaSalle pour une durée de 62 mois - (407 841 \$) incluses - Appel d'offres public 19-17465 (2 soum.)   Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 601 581 \$ en 2020, de 607 110 \$ pour 2021, de 643 442 \$ en 2022, de 643 442 \$ en 2023 et de 681 532 \$ en 2024. Ajustement total de 3 177 107 \$.   | <b>Pro-Vert Sud-Ouest</b><br><br>14 002 543 \$   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Plus de 10 M\$</li> </ul> <b>Biens et services :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Écart à l'estimé</li> </ul> |
| 51   |       | 06-20 | 1195331003 | APPRO   | Entente-cadre pour une période de trente-six (36) mois, avec deux options de prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande de services d'interventions diverses en signalisation routière au montant de 3 295 317,47 \$, taxes incluses - appel d'offres public 19-17632 (2 soumissionnaires) - Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités au contrat totalisant un montant équivalent à quinze (15) % de celui octroyé, soit 494 297,62 \$ incluant les taxes.   | <b>Teltech Signalisation inc.</b><br><br>3 789 615,09 \$                                 | <b>Biens et services :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Écart à la 2<sup>e</sup> soumission</li> </ul>   |

| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service | Résumé du mandat  | Firme et dépense totale  | Critères  |
|------|-------|-------|------------|---------|---|--|---|
| 52   |       | 06-20 | 1194922005 | SMRA    | Entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture et l'installation de systèmes hydrauliques, de systèmes électriques et d'accessoires sur des châssis de camion fournis par la Ville – Appel d'offres public 19-17495 (1 seul soumissionnaire).   | <b>Service d'équipement G.D. inc.</b><br><br>4 054 965,89 \$   | <b>Biens et services :</b><br>○ Une seule soumission conforme   |
| 53   |       | 06-20 | 1190749001 | SGPI    | Services de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au coin de l'avenue Broadway Nord et du boulevard Métropolitain Est, ville de Montréal-Est — Appel d'offres 5914 (1 soumissionnaire)   Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 16 310 843,03 \$ (taxes au net) pour couvrir les années 2022 à 2027. | <b>SUEZ Canada Waste Services inc.</b><br><br>167 037 504,39 \$  | ○ Plus de 10 M\$<br><br><b>Travaux</b><br>○ Écart à l'estimé<br>○ Une seule soumission conforme                             |
| 54   |       | 06-20 | 1197737003 | SGPI    | Travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville   Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.)   | <b>St-Denis Thompson Inc.</b><br><br>8 301 133,20 \$   | <b>Travaux</b><br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission  |
| 55   |       | 06-20 | 1197655004 | STI     | Entente-cadre pour la prestation de services de développement pour solutions numériques (applicatives et transactionnelles), pour une période de 30 mois, - Appel d'offres public 19-17452 - 8 soumissionnaires.  | <b>Levio Conseils inc.</b><br><br>5 426 820 \$   | <b>Services pro :</b><br>○ Écart à l'estimé   |
| 56   |       | 06-20 | 1195243001 | STI     | Conclure quatre ententes-cadres d'une durée de trente-six (36) mois plus deux (2) années d'option, pour la location de circuits en transmission de données - Appel d'offres public 18-17359 - 4 soumissionnaires dont 3 conformes.  | <b>Bell Canada et Société TELUS Communications</b><br>(Bell Canada :<br>4 067 426,65 \$,<br>4 656 299,86 \$ et<br>231 237,72 \$ - TELUS<br>Communications :<br>518 422,28 \$). | <b>Biens et services :</b><br>○ Écart à l'estimé (lots 1, 2, 3 et 4)<br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission (lot 3 et 4) |
| 57   |       | 06-20 | 1197231044 | SIRR    | Travaux de réfection des infrastructures des rues William entre Canning et Guy et Canning entre Notre-Dame et William Griffintown Lot #5A - (contrat: 10 908 000.00 \$, contingences : 1 614 786.07 \$ et incidences : 1 241 238,44\$), taxes incluses. Appel d'offres public 423910 - 2 soumissionnaires conformes.  | <b>Les Entreprises Michaudville inc.</b><br><br>13 764 024, 51 \$  | ○ Plus de 10 M\$<br><br><b>Travaux</b><br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission  |
| 58   |       | 06-20 | 1197231047 | SIRR    | Travaux de réfection des infrastructures de la rue William entre la rue de la Montagne et Dalhousie-Griffintown Lot#6A- (contrat: 18 180 000.00 \$, contingences : 2 232 040.18 \$ et incidences : 1 936 479.12 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441610 - 2 soumissionnaires conformes.   | <b>Les Entreprises Michaudville inc.</b><br><br>22 348 519, 30 \$  | ○ Plus de 10 M\$<br><br><b>Travaux</b><br>○ Écart à l'estimé  |
| 59   | 06-17 |       | 1196365001 | EPV     | Travaux de restauration de l'étang de la Maison de l'arbre Frédéric-Back et autres aménagements - Jardin des racines aux nuages - (contrat de 3 351 369.54 \$ + contingences de 502 705.43 \$ + incidences de 160 965 \$) - Appel d'offres public (JA-00095) - (1 soumissionnaire)  | <b>Les Constructions H2D inc.</b><br><br>4 015 039.97 \$   | <b>Travaux</b><br>○ Une seule soumission conforme   |
| 60   | 06-17 |       | 1194922008 | SMRA    | Location saisonnière de 33 niveleuses articulées pour une période de 5 ans pour la somme maximale de 6 966 704,32 \$, taxes incluses – Appel d'offres public 19-17580 (2 soum.) et autoriser un ajustement de la base budgétaire récurrent de 579 000\$ pour l'année 2020 et subséquentes.  | <b>Toromont CAT (Québec)</b><br><br>8 360 045,18 \$  | <b>Biens et services :</b><br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission  |

| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service | Résumé du mandat   | Firme et dépense totale  | Critères   |
|------|-------|-------|------------|---------|--|--|--|
| 61   | 06-17 |       | 1197091002 | SUM     | Octroyer à un contrat pour la réalisation des travaux de réfection des piliers de ponts d'étagement situés au-dessus de l'Île Sainte-Hélène (81-05111 et 81-05112) dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy, dans l'arrondissement de Ville-Marie - (travaux : 6 003 836,70 \$ + variations des quantités: 607 378,90 \$ + contingences: 600 383,68 \$ + incidences: 353 000 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 421811 (9 soumissionnaires conformes).  | <b>Nobesco (8412359 Canada inc.)</b><br><br>7 564 599,28 \$  | <b>Travaux :</b><br>○ Écart à l'estimé   |
| 62   | 06-17 |       | 1192968001 | SUM     | Ententes-cadres d'une durée de 36 mois pour la fourniture de coffrets de feux de circulation et pour la fourniture d'unités de contrôle de feux de circulation. - Appel d'offres public 19-17474 (4 soumissionnaires).   | <b>Orange Traffic Inc.</b><br><br>12 970 283,96 \$<br><br><b>Tacel Ltée</b><br><br>2 060 340,50 \$   | ○ Plus de 10 M\$<br><br><b>Biens et services :</b><br>○ Écart à l'estimé (contrat 1)       |
| 63   | 06-17 |       | 1197231054 | SIRR    | Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal (contrat: 4 921 000 \$ + contingences: 492 100 \$ + incidences: 130 000 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441113 - 3 soumissionnaires   | <b>Clean Water Works inc.</b><br><br>5 543 100 \$  | <b>Travaux :</b><br>○ Écart à l'estimé   |
| 64   | 06-17 |       | 1197231015 | SIRR    | Travaux d'égout, d'aqueduc, de voirie, de conduits souterrains de la C.S.E.M. et d'aménagement sur la rue Saint-Hubert, entre Saint-Zotique et Bellechasse et autres travaux, entre Jean-Talon et Saint-Zotique. (contrat: 18 493 986,68 \$ + variations des quantités: 713 349,88 \$ + contingences: 1 753 787,28 \$ + incidences: 1 728 257,15 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 403918 - 3 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 38 503,09\$, taxes incluses (contrat entente : 34 073,53\$ + contingences : 4 429,56 \$), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente. | <b>Roxboro Excavation inc.</b><br><br>22 689 380,99 \$   | ○ Plus de 10 M\$<br><br><b>Travaux :</b><br>○ Écart à l'estimé                             |
| 65   |       | 08-22 | 1195942003 | STI     | Ententes-cadres d'une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services d'infrastructures et de plateformes hybrides - Appel d'offres public 19- 17652 (4 soumissionnaires).  | <b>Conseillers en gestion et informatique CGI inc.</b><br><br>Lot 1 : 1 515 945,38 \$,<br>Lot 2 : 1 565 959,50 \$<br>Lot 3 : 1 043 973,00 \$ | <b>Services pro :</b><br>○ Une seule soumission conforme                                   |
| 66   |       | 08-22 | 1198375001 | EAU     | Fourniture sur demande de services de surveillance en santé et sécurité sur les chantiers de la DEP, pour une période de quatre ans - Appel d'offres public (19-17558) - (1 soumissionnaire).  | <b>SST Consultant inc.</b><br><br>5 096 335,86 \$  | <b>Services pro :</b><br>○ Une seule soumission conforme                                   |
| 67   |       | 08-22 | 1194922010 | SMRA    | Entente-cadre d'une durée de 18 mois, pour la fourniture sur demande d'aménagement de véhicules légers de type fourgon, fourgonnette, mini-fourgonnette et boîtes de fibre pour camionnette - Appel d'offres public 19-17478 (4 soum). (Contrat: 3 712 701,44 \$ + contingences + taxes).  | <b>Zone technologie électronique inc.</b><br><br>4 455 241,73 \$   | <b>Biens et services :</b><br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission<br>○ Écart à l'estimé |



| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service | Résumé du mandat   | Firme et dépense totale  | Critères  |
|------|-------|-------|------------|---------|--|--|---|
| 68   |       | 08-22 | 1198304008 | SGPI    | Entente-cadre d'une durée de 36 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels de contrôleurs de chantier pour divers projets dans la Division des projets Industriels (lot 4) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. (contrat : 1 030 691,09 \$ + contingences : 154 603,66 \$), taxes incluses. Appel d'offres public #19-17579 - (2) soumissionnaires.       | <b>CIMA+ s.e.n.c</b><br><br>1 185 294,75 \$  | <b>Services pro :</b><br>○ Une seule soumission conforme  |
| 69   | 08-19 |       | 1184962012 | SGPI    | 1) Approuver un projet d'acte par lequel (le « Propriétaire ») vend à la Ville pour réserve foncière, un bâtiment sis au 5010, rue Paré, à l'est de la rue Mountain Sights, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, connu comme étant le lot 2 648 738 du cadastre du Québec. / 2) Approuver un projet de contrat de services professionnels entre le Propriétaire et son notaire. N/Réf. : 31H12-005-8056-03. | <b>Ivanhoé Cambridge inc., Société de placements Ace Ltée, 137578 Canada inc., 137579 Canada inc., 137581 Canada inc., Les Placements Commerciaux Rosh inc., Jodi Klein, Richard Klein, Lisa Klein, Joanne Klein, Esther Seigler, Richard Diamond, Lionel Goldman, Shapinko International inc., Nicary International inc., Creatogest inc.</b><br><br>9 100 000 \$, plus les taxes applicables | <b>Biens et services :</b><br>○ Transaction immobilière de plus de 2M\$ conclue de gré à gré à un montant différent de la JVM |
| 70   | 08-19 |       | 1196676001 | SGPI    | Travaux de mise aux normes de l'aréna Raymond-Bourque, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, à la suite de l'appel d'offres public # 5986 (3 soumissionnaires). Autoriser une (contrat : 23 865 578,05 \$ + contingences : 3 579 836,71 \$ + incidences : 823 362,44 \$), taxes incluses.  | <b>Construction Gamarco Inc.</b><br><br>28 268 777,20 \$   | ○ Plus de 10 M\$  |
| 71   | 08-19 |       | 1196676003 | SGPI    | Travaux de mise aux normes des Aréna Sylvio et Georges Mantha du Centre Gadbois de l'arrondissement Le Sud-Ouest, à la suite de l'appel d'offres public no IMM – 15488 (3 soumissionnaires). (contrat de 16 431 882,42 \$ + contingences 2 464 782,36 \$ + incidences 566 899,94 \$, taxes incluses).  | <b>KF Construction Inc.</b><br><br>19 463 564,73 \$  | ○ Plus de 10 M\$  |
| 72   | 08-19 |       | 1197711013 | SCA     | Accorder un (1) contrat à pour des services de transport de neige pour une durée de quatre (4) ans - Appel d'offres public 19-17480 - (2 soumissionnaires - 1 seul conforme).  | <b>9150-2732 Québec inc. (Groupe TMD)</b><br><br>4 057 948,47 \$   | <b>Biens et services :</b><br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission<br>○ Écart à l'estimé                                    |
| 73   | 08-19 |       | 1197711012 | SCA     | Cinq contrats pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - - Appel d'offres public 19-17479 (entre 2 et 4 soumissionnaires par contrat).  | <b>Les Entrepreneurs Bucaro inc., Pépinière Michel Tanguay inc., A. &amp; O. Gendron inc. et Groupe IMO inc.</b><br><br>Dépense maximale totale de 28 931 042,00 \$  | <b>Biens et services :</b><br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission<br>○ Écart à l'estimé<br>○ 3 <sup>e</sup> octroi         |
| 74   | 08-19 |       | 1193113001 | SUM     | Fourniture de luminaires DEL pour passages inférieurs et tunnels dans le cadre du projet de conversion de l'éclairage au DEL, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 1 694 316,73 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17473 - 3 soumissionnaires.   | <b>Schröder Inc.</b><br><br>2 033 180,08 \$  | <b>Biens et services :</b><br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission  |

| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service | Résumé du mandat   | Firme et dépense totale  | Critères  |
|------|-------|-------|------------|---------|--|--|---|
| 75   | 08-19 |       | 1197629001 | SUM     | Travaux électriques d'installation de luminaires au DEL pour passages inférieurs et tunnels dans le cadre du projet de conversion de l'éclairage de rue. (contrat: 2 434 814,08 \$ + contingences: 243 481,41 \$ + variation des quantités: 243 481,41 \$ + incidences: 486 962,82), taxes incluses. Appel d'offres public 453810 - 4 soumissionnaires.  | <b>Bruneau Électrique Inc.</b><br><br>3 408 739,72 \$  | <b>Travaux :</b><br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission                  |
| 76   | 08-19 |       | 1197575003 | SGPI    | Désinstallation du filet existant, la fourniture et l'installation d'un nouveau filet au-dessus de l'écosystème de la forêt Laurentienne du Biodôme (lot 2). - (contrat 310 616,45 \$ + contingences 15 530,82 \$), taxes incluses - Appel d'offres public 19-17026 (1 soumissionnaire).   | <b>Vertika inc.</b><br><br>326 147,27 \$   | ○ Contrat que le comité exécutif juge nécessaire de soumettre à la CEC      |
| 77   |       | 09-19 | 1197343001 | EAU     | Divers travaux de réfection prioritaires phase 1 à l'usine de production d'eau potable Lachine - - Appel d'offres public no 10316 (2 soumissionnaires conformes).  | <b>Filtrum inc.</b><br><br>22 667 277,73 \$  | ○ Plus de 10 M\$  |
| 78   |       | 09-19 | 1198057007 | STI     | Ententes-cadres(3), d'une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique - Appel d'offres public 19-17600 - (4 soumissionnaires).   | <b>Conseillers en gestion et informatiques CGI inc.</b> (lot 1)<br>896 805,00 \$<br>et (lot 2) :<br>524 573,44 \$<br><b>Cofomo inc.</b> (lot 3)<br>2 479 148,44 \$   | <b>Services pro :</b><br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission             |
| 79   |       | 09-19 | 1197360004 | APPRO   | Ententes-cadres pour une période de huit (8) mois, pour la fourniture et la livraison de sel de déglacage des chaussées- appel d'offres public 19-17656 (3 soumissionnaires) / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités aux contrats totalisant un montant équivalent à vingt (20) % de celui octroyé, soit 4 989 613,56 \$, incluant les taxes, pour un total de 29 937 681,37 \$, incluant les taxes. | <b>Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill limitée</b> (Groupe A : 7 784 973,48 \$ et Groupe B : 1 326 029,67 \$), la firme <b>Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor Itée</b> (3 974 043,73 \$) et la firme <b>Compass Minerals Canada Corp.</b> (11 863 020,93 \$)<br>Montant total de :<br>24 948 067,81 \$ | ○ Plus de 10 M\$<br><b>Biens et services :</b><br>○ 3 <sup>e</sup> octroi   |
| 80   |       | 09-19 | 1197713003 | SUM     | Ententes-cadres (3) d'une durée de trente-six mois); pour la fourniture de services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain - Appel d'offres public 19-17634.   | 1) <b>Lemay Co inc.</b><br>1 788 022,22 \$, (5 soum.. dont 3 conformes);<br>2) <b>Fahey et associés inc.</b><br>1 464 147,99 \$ (5 soum., dont 2 conformes);<br>3) <b>Atelier Civiliti inc.</b><br>1 221 028,75 \$ (5 soum., dont 1 conforme).   | <b>Services pro :</b><br>○ Une seule soumission conforme                    |
| 81   |       | 09-19 | 1195308002 | ENVIRO  | Fourniture et transport de matières par conteneur pour cinq (5) écocentres, soit Acadie, Côte-des-Neiges, Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel, pour une période de 35 mois - Appel d'offres public 19-17687 (2 soumissionnaires). Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 1 321 182 \$ en 2020, de 1 403 385 \$ pour 2021, de 1 481 183 \$ en 2022. Ajustement total de 4 205 750 \$.  | <b>Excavations Vidolo Limitée</b><br><br>9 284 453 \$  | <b>Biens et services :</b><br>○ Écart à l'estimé<br>○ 3 <sup>e</sup> octroi |

| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service | Résumé du mandat  | Firme et dépense totale   | Critères   |
|------|-------|-------|------------|---------|---|---|--|
| 82   |       | 09-19 | 1197159002 | ENVIRO  | Service de tri et mise en marché de matières recyclables de l'Agglomération de Montréal. - Appel d'offres public 19-17343 Option B - (1 soum.). Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environn. de 10 683 219 \$ en 2020, 11 333 331 \$ en 2021, 12 016 613 \$ en 2022, 12 742 100 \$ en 2023, et de 10 253 451 \$ en 2024. Ajustement total de 57 028 714 \$.   | <b>Rebuts Solides Canadiens inc.</b><br><br>62 453 877 \$   | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul> <b>Biens et services :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une seule soumission</li> <li>○ Écart estimé</li> <li>○ 3<sup>e</sup> octroi</li> </ul> |
| 83   |       | 09-19 | 1198244004 | SGPI    | Ententes-cadres de services professionnels avec cinq firmes pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et géotechniques dans le cadre de transactions immobilières ou de construction ou de rénovation d'immeubles. Appel d'offres public no 19-17508 - Six (6) soumissionnaires.   | <b>FNX-INNOV Inc</b> (1 723 855.24 \$), <b>SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC</b> (1 592 824.56 \$), <b>Groupe ABS Inc</b> (1 303 976.20 \$), <b>WSP Canada Inc</b> (978 293.42 \$) et <b>Solmatech Inc</b> (599 609.57 \$)<br><br>Totalisant une somme maximale de : 6 198 558.99 \$ | <b>Services pro :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Écart à l'estimé</li> </ul>   |
| 84   |       | 09-19 | 1190805004 | SGPI    | Entente-cadre d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 4 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. (contrat: 4 773 106,01 \$ + contingence: 715 965,90 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 19-17253 - 2 soumissionnaires conformes. | <b>Groupe Marchand Architecture et Design et Les services EXP inc.</b><br><br>5 489 071.92 \$   | <b>Services pro :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Écart à l'estimé</li> <li>○ Écart à la 2<sup>e</sup> soumission</li> </ul>  |
| 85   |       | 09-19 | 1197231029 | SIRR    | Ententes-cadres de services professionnels pour réaliser la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures / Appel d'offres public no 19-17692 (4 soumissionnaires).   | <b>FNX-INNOV inc.</b> (1 093 373,16 \$), <b>Groupe ABS inc.</b> (1 303 391,09 \$), <b>GBI Experts-conseils inc.</b> (546 141,25 \$) et <b>Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.</b> (593 328,49 \$)  | <b>Services pro :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une seule soumission conforme</li> <li>○ 3<sup>e</sup> octroi</li> </ul>  |
| 86   | 09-16 |       | 1197711008 | SCA     | Services de transport de neige, conformément à la loi, dans douze (12) arrondissements, d'une durée d'un an avec une option de prolongation d'une année, - Contrat de gré à gré - Approuver le projet de convention à cette fin.  | <b>Transvrac Montréal - Laval inc.</b><br><br>13 610 327,94 \$  | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul> <b>Biens et services :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 3<sup>e</sup> octroi</li> </ul>   |
| 87   | 09-16 |       | 1197711016 | SCA     | Services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année Contrats à 5 entreprises - Appel d'offres public 19-17747 - 4 soumissionnaires.  | <b>Groupe IMO inc., Les Entreprises Canbec Construction inc. et 9055-0344 Québec inc.</b><br><br>39 293 020,38 \$   | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 10 M\$</li> </ul> <b>Biens et services :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une seule soumission conforme</li> <li>○ Écart à la 2<sup>e</sup> soumission</li> </ul> |
| 88   | 09-16 |       | 1196320007 | SCA     | Services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour une durée de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Appel d'offres public 19-17479 (2 soumissionnaires)   | <b>A&amp;O Gendron inc.</b><br><br>6 613 834,44 \$  | <b>Biens et services :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Écart à l'estimé</li> </ul>  |

| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service  | Résumé du mandat  | Firme et dépense totale   | Critères   |
|------|-------|-------|------------|----------|---|---|--|
| 89   |       | 10-24 | 1193438023 | EAU      | Services d'experts conseils avec le logiciel Maximo au Service de l'eau, pour une durée de trente-six (36) mois - Appel d'offres public 19-17664 - (2 soum. conformes).   | <b>Conseillers en gestion et informatique CGI inc.</b><br><br>1 089 963 \$                            | <b>Services pro :</b><br>○ Écart à l'estimé  |
| 90   |       | 10-24 | 1193438022 | EAU      | Fourniture et livraison de coagulants à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines de production d'eau potable, pour une période de douze mois avec deux options de renouvellement d'une année chacune - Appel d'offres public 19-17594 (1 soumissionnaire, Alternative B, Option 1).   | <b>Kemira Water Solutions Canada inc.</b><br><br>11 554 987,50 \$                                     | ○ Plus de 10 M\$<br><br><b>Biens et services :</b><br>○ Une seule soumission conforme<br>○ 3 <sup>e</sup> octroi |
| 91   |       | 10-24 | 1190805005 | SGPI     | Conclure une entente-cadre avec d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot #1 - Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. (contrat: 4 535 526,39 \$ + contingences : 680 328,95 \$), taxes incluses. Appel d'offres public #19-17253 - 1 soumissionnaire. | <b>Groupe Marchand Architecture et Design et Les services EXP inc.</b><br><br>5 215 855,35 \$         | <b>Services pro :</b><br>○ Une seule soumission conforme<br>○ Écart à l'estimé                                   |
| 92   | 10-21 |       | 1191029005 | SGPI     | Réfection des toitures et remplacement des unités de ventilation / réfrigération du Complexe sportif Marie-Victorin (2621) - Appel d'offres public IMM-15487- un seul soumissionnaire.  | <b>Procova inc.</b><br><br>7 046 403,84 \$  | <b>Biens et services :</b><br>○ Une seule soumission conforme  |
| 93   | 10-21 |       | 1195364001 | SGPI     | Services professionnels pour la fourniture de services professionnels en architecture et génie du bâtiment pour le réaménagement de la cour de services Dickson lot 2, située au 2150 rue Dickson dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (MHM) - Appel d'offres public 19-17566 - (2 soumissionnaires) - Approuver un projet de convention à cette fin.   | <b>Groupe Marchand Architecture &amp; Design inc. (GMAD) et FNX-INNOV inc.</b><br><br>2 139 000,66 \$ | <b>Services pro :</b><br>○ Écart à l'estimé<br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission                            |
| 94   | 10-21 |       | 1196483002 | CSEM     | Accorder un contrat à la firme, pour une période de cinq (5) ans, à partir du 1er décembre 2019, pour la couverture d'assurance collective des employés actifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) - Appel d'offres public numéro 1700 - (1 soumissionnaire).  | <b>Desjardins Assurances</b><br><br>3 275 746,80 \$   | <b>Biens et services :</b><br>○ Une seule soumission conforme  |
| 95   | 10-21 |       | 1190649010 | CSEM     | Entente-cadre de services professionnels d'une durée de 3 ans pour des services de surveillance de travaux Appel d'offres public 1689 (3 soumissionnaires). Approuver un projet de convention à cette fin.  | <b>Groupe Geninov inc.</b><br><br>1 586 042,38 \$   | <b>Services pro :</b><br>○ 3 <sup>e</sup> octroi   |
| 96   | 10-21 |       | 1198385001 | SGPI     | Réalisation des travaux de construction d'un nouveau complexe aquatique au Centre Rosemont (0183) (Contrat : 32 536 775,25 \$, taxes incluses + contingences : 4 880 516,29 \$, taxes incluses + incidences : 1 852 155,94 \$, taxes incluses) - Appel d'offres public 5846 (2 soum. conformes).  | <b>Magil Construction Est du Canada inc.</b><br><br>39 269 447,47 \$                                  | ○ Plus de 10 M\$   |
| 97   |       | 11-21 | 1195890002 | DG -LIUM | Services professionnels pour la planification et l'opération de navettes automatisées pour un projet pilote sur les voies publiques de Montréal. Appel d'offres public 19-17299 (2 soumissionnaires - 1 seul conforme).   | <b>KeolisCanada Innovation, S E.C.</b><br><br>1 229 025,61 \$   | <b>Services pro :</b><br>○ Une seule soumission conforme<br>○ Écart à l'estimé                                   |

| Nbre | CM    | CG    | No GDD     | Service      | Résumé du mandat  | Firme et dépense totale  | Critères   |
|------|-------|-------|------------|--------------|---|--|--|
| 98   |       | 11-21 | 1198144004 | Grands Parcs | Travaux d'abattage de frênes déperissants et d'arbres dangereux dans les grands parcs de la Ville de Montréal 2019-2021 (lot 4) - Appel d'offres public 19-17690 - trois soumissionnaires.  | <b>Serviforêt inc.</b><br><br>3 200 738,73 \$  | <b>Biens et services :</b><br>○ Écart à la 2 <sup>e</sup> soumission   |
| 99   |       | 11-21 | 1198316001 | APPRO        | Entente-cadre de deux (2) ans incluant une option de prolongation d'une (1) année pour la fourniture d'abrasifs d'hiver ainsi que la livraison, sur demande pour la période du 22 novembre 2019 au 30 avril 2021 - Appel d'offres public 19-17564 (1 seul soumissionnaire) - Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités au contrat totalisant un montant équivalent à quinze (15)% de celui octroyé, soit 427 262,37 \$, incluant les taxes, pour un total de 3 275 678,17 \$, incluant les taxes. | <b>Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc.</b><br><br>2 848 415,80 \$ | <b>Biens et services :</b><br>○ Une seule soumission conforme<br>○ Écart à l'estimé<br>○ 3 <sup>e</sup> octroi |
| 100  |       | 11-21 | 1198190009 | SGPI         | Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert, aux fins d'un projet de logements sociaux et communautaires, un immeuble avec un bâtiment dessus érigé portant les numéros civiques 7235 à 7237, rue Saint-Urbain, dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, connu et désigné comme étant le lot 1 867 967 du cadastre du Québec, d'une superficie de 460,8 m <sup>2</sup> . N/Réf. : 31H12-005-1161-04.  | <b>Photo Action Montréal inc.</b><br><br>2 250 000 \$                                | <b>Biens et services :</b><br>○ Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la JVM  |
| 101  | 11-18 |       | 1195323005 | SGPI         | Bail par lequel la Ville loue une parcelle de terrain, connue comme étant le lot 1 295 512 et une partie du lot 1 251 192 du cadastre du Québec, située au 9999, rue Sherbrooke Est, pour une durée de 10 ans et 75 jours, à compter du 16 avril 2019 et se terminant au 30 juin 2029, pour les fins d'un lieu d'élimination de la neige, selon les termes et conditions prévus au Bail. Bâtiment # 5359.   | <b>Lafarge Canada inc.</b><br><br>15 742 499,98 \$                                   | ○ Plus de 10 M\$   |
| 102  | 11-18 |       | 1196606001 | EPV          | Fourniture et installation des équipements spécialisés pour les théâtres du Planétarium Rio Tinto Alcan - Appel d'offres public #19-17563 (1 soumissionnaire).  | <b>XYZ Technologie Culturelle inc.</b><br><br>4 322 055,06 \$                        | <b>Biens et services :</b><br>○ Une seule soumission conforme<br>○ Écart à l'estimé                            |
| 103  |       | 12-19 | 1197574002 | EAU          | Remplacement de l'utilisation du chlore gazeux par de l'hypochlorite de sodium à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire - (contrat: 4 282 818,75 \$, contingences: 642 422,81 \$, incidences: 128 484,56 \$) - Appel d'offres public no 10324 - (4 soumissionnaires).  | <b>Allen Entrepreneur Général inc.</b><br><br>5 053 726,13 \$                        | <b>Biens et services :</b><br>○ Écart à l'estimé   |
| 104  |       | 12-19 | 1196037006 | SGPI         | Acte par lequel la Ville acquiert un terrain vacant composé de 64 lots, situés à proximité du boulevard Gouin Ouest, dans l'arrondissement de Pierrefonds - Roxboro, dans le cadre de la création du Grand parc de l'Ouest. N/Réf. : 31H05-005-6314-01  | <b>Grilli développement inc.</b><br><br>83 931 750 \$                                | ○ Plus de 10 M\$   |
| 105  | 12-16 |       | 1195323005 | SGPI         | Travaux de rénovation de la bibliothèque de Côte-des-Neiges (0709) - située au 5290, chemin de la Côte-des-Neiges dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel d'offres public (IMM-18381) - (5 soumissionnaires).   | <b>2862-5622 Québec inc. FASRS Le Groupe St-Lambert</b><br><br>2 617 376,84 \$       | <b>Travaux :</b><br>○ 3 <sup>e</sup> octroi  |

## **Annexe 2**

### **Recommandations ponctuelles faites par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2019**

## Recommandations ponctuelles 2019

|   | Mandat  | Date de la séance | Objet de la recommandation   |
|---|---|-------------------|--|
| 1 | <p><b>Recommandation à portée générale</b><br/>concernant la présentation des résultats des appels d'offres dans les sommaires décisionnels.</p>  | 3 avril           | <p><i>Considérant le fait que la présentation des résultats des appels d'offres est présentée de diverses façons et à divers endroits dans les dossiers décisionnels;</i></p> <p><i>Considérant que cette information est essentielle à l'analyse d'un dossier d'octroi de contrat et devrait être rapidement accessible;</i></p> <p>Que des règles claires et précises soient établies par la Direction générale pour favoriser une plus grande uniformité dans la présentation des résultats des appels d'offres dans les sommaires décisionnels permettant d'accéder rapidement aux tableaux des résultats des appels d'offres.</p> |
| 2 | <p><b>1184962012</b><br/><b>(Service de la gestion et de la planification immobilière)</b><br/>1) Approuver un projet d'acte par lequel Ivanhoé Cambridge inc., Société de placements Ace Ltée, 137578 Canada inc., 137579 Canada inc., 137581 Canada inc., Les Placements Commerciaux Rosh inc., Jodi Klein, Richard Klein, Lisa Klein, Joanne Klein, Esther Seigler, Richard Diamond, Lionel Goldman, Shapinko International inc., Nicary International inc., Creatogest inc., (le « Propriétaire ») vend à la Ville pour réserve foncière, un bâtiment sis au 5010, rue Paré, à l'est de la rue Mountain Sights, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, connu comme étant le lot 2 648 738 du cadastre du Québec, pour la somme de 9 100 000 \$, plus les taxes applicables. / 2) Approuver un projet de contrat de services professionnels entre le Propriétaire et son notaire. N/Réf. : 31H12-005-8056-03.</p> | 7 août            | <p><i>Attendu que la transaction a pu être conclue tout près de la valeur au propriétaire;</i></p> <p>Qu'une fourchette de prix puisse être établie et non pas simplement des prix fixes concernant la notion de « juste valeur marchande ».</p>   |
| 3 | <p><b>1198304008</b><br/><b>(Service de la gestion et de la planification immobilière)</b><br/>Conclure une (1) entente-cadre avec CIMA+ s.e.n.c, d'une durée de 36 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels de contrôleurs de chantier pour divers projets dans la Division des</p>   | 7 août            | <p><i>Attendu que, pour des raisons éthiques, la pratique veut qu'un contrat de vérification d'un chantier ne soit pas octroyé à la firme responsable de la réalisation de ce même chantier :</i></p> <p><i>Que des vérifications soient effectuées afin d'identifier précisément le mécanisme administratif permettant de s'en assurer.</i></p>   |

|   | Mandat  | Date de la séance | Objet de la recommandation  |
|---|---|-------------------|---|
|   | projets Industriels (lot 4) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. Dépense totale de 1 185 294,75 \$ (contrat : 1 030 691,09 \$ + contingences : 154 603,66 \$), taxes incluses. Appel d'offres public #19-17579 - (2) soumissionnaires.  |                   |   |
| 4 | <b>1198375001 (Service de l'eau)</b><br>Accorder un contrat à SST Consultant inc., pour la fourniture sur demande de services de surveillance en santé et sécurité sur les chantiers de la DEP, pour une période de quatre ans pour une somme maximale de 5 096 335,86 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17558) - (1 soumissionnaire).   | 7 août            | Attendu l'expertise pointue requise en matière de surveillance des chantiers des infrastructures d'eau potable;<br><br><i>Attendu la pénurie de main-d'œuvre à l'externe :</i><br><br>Que la Ville se dote d'une expertise interne dans le cadre de travaux de surveillance de chantiers sur les infrastructures d'eau potable.   |
| 5 | <b>1197360004 (Service de l'approvisionnement, Direction acquisition)</b><br>Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill limitée (Groupe A : 7 784 973,48 \$ et Groupe B : 1 326 029,67 \$), la firme Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor Ltée (3 974 043,73 \$) et la firme Compass Minerals Canada Corp. (11 863 020,93 \$) pour une période de huit (8) mois, pour la fourniture et la livraison de sel de déglacage des chaussées au montant total de 24 948 067,81 \$ incluant les taxes – appel d'offres public 19-17656 (3 soumissionnaires) / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités aux contrats totalisant un montant équivalent à vingt (20) % de celui octroyé, soit 4 989 613,56 \$, incluant les taxes, pour un total de 29 937 681,37 \$, incluant les taxes. | 4 septembre       | <i>Considérant l'empreinte carbone du transport du sel et les conséquences environnementales des types de fondants et d'abrasifs utilisés par la Ville :</i><br><br>La Commission sur l'examen des contrats recommande :<br><br>Que l'Administration de travailler à identifier des produits et des pratiques plus environnementales, et ce, dans un avenir rapproché.  |
| 6 | <b>1197711008 (Service de la concertation des arrondissements, Direction des travaux publics, SCA)</b><br>Accorder, conformément à la loi, un contrat à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige dans douze (12) arrondissements, d'une durée d'un an avec une option de prolongation d'une année, pour un   | 4 septembre       | <i>Attendu que les exigences de barres latérales et d'application des principes en matière d'accessibilité universelle ne figurent toujours pas aux appels d'offres;</i><br><br><i>Attendu que plusieurs contrats continuent d'être octroyés sans que la Commission puisse constater les changements requis;</i><br><br><i>Attendu l'importance indiscutable de ces</i> |



|   | Mandat   | Date de la séance | Objet de la recommandation  |
|---|--|-------------------|---|
|   | montant maximal de 13 610 327,94 \$, toutes taxes incluses - Contrat de gré à gré - Approuver le projet de convention à cette fin.   |                   | <p><i>questions de sécurité publique;</i></p> <p>La Commission recommande :</p> <p>Que l'Administration fasse le suivi de ces deux questions.</p>   |
| 7 | <p><b>1198385001</b><br/> <b>(Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction de la gestion des projets immobiliers)</b></p> <p>Accorder un contrat à la firme Magil Construction Est du Canada inc., pour la réalisation des travaux de construction d'un nouveau complexe aquatique au Centre Rosemont (0183) (Contrat : 32 536 775,25 \$, taxes incluses + contingences : 4 880 516,29 \$, taxes incluses + incidences : 1 852 155,94 \$, taxes incluses) - Dépense totale de 39 269 447,47 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5846 (2 soumissionnaires conformes).</p> | 9 octobre         | <p><i>Attendu le questionnement de la Commission, à savoir s'il aurait pu être plus avantageux de procéder à un appel d'offres à deux enveloppes;</i></p> <p>La Commission recommande :</p> <p>Que l'Administration évalue la possibilité de procéder à une évaluation systématique de chaque dossier d'octroi afin de déterminer la méthode d'appel d'offres la plus appropriée entre l'option à une ou à deux enveloppes.</p> |

## **Article 7.01**

**Dépôt du rapport annuel 2019 de la vérificatrice générale de la Ville**

Ce document sera diffusé séance tenante.



**Dossier # : 1204060001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'environnement , Direction , Division du contrôle des rejets et du suivi environnemental  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Déposer le bilan annuel 2019 du Réseau de suivi du milieu aquatique   |

Il est recommandé de déposer le bilan annuel 2019 du Réseau de suivi du milieu aquatique (RSMA)

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-25 12:12

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1204060001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'environnement , Direction , Division du contrôle des rejets et du suivi environnemental  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Déposer le bilan annuel 2019 du Réseau de suivi du milieu aquatique   |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Chaque année, le RSMA (Réseau de suivi du milieu aquatique) publie un rapport dressant le bilan des activités réalisées. Cette tâche s'inscrit dans le mandat de suivi environnemental du Réseau et la publication vise à informer la population sur l'état de la qualité des plans d'eau autour de l'agglomération montréalaise.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG19 0277 - 25 juin 2019 - Dépôt du bilan annuel 2018 du RSMA

**DESCRIPTION**

Ce rapport est produit annuellement par le Service de l'environnement et dresse le bilan de la qualité des plans d'eau dans le cadre du programme de suivi de la qualité de l'eau à Montréal. Il fait état de la caractérisation du milieu et identifie les problématiques afin de les corriger dans le but d'améliorer la qualité des cours d'eau.

En 2019, pour sa 21e saison, le programme d'échantillonnage de l'eau en rive autour de l'île de Montréal (QUALO), a démontré d'excellents résultats, avec 81 % des stations échantillonnées satisfaisants au critère de qualité bactériologique. Ce pourcentage est le deuxième plus élevé de l'histoire du programme.

Pour sa 18<sup>e</sup> année, le programme de suivi de la qualité des plans d'eau intérieurs (RUISSO) a montré une légère amélioration de la qualité bactériologique et physico-chimique des ruisseaux et des cours d'eau intérieurs par rapport à l'an dernier.

Le programme de dépistage des raccordements inversés (PLUVIO) s'est poursuivi en 2019 dans les arrondissements et les villes liées, avec à ce jour, plus de la moitié de ces mauvais raccordements corrigés.

## **JUSTIFICATION**

L'objectif visé par la publication de ce rapport est de rendre public l'état de la qualité de l'eau des plans d'eau sur et autour de l'agglomération montréalaise.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Aucun.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Les activités du RSMA, s'inscrivent dans les principes de développement durable favorisant une protection accrue de l'environnement. Plus particulièrement, elles permettent la réalisation des objectifs suivants :

- Améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts;
- Pratiquer une gestion responsable des ressources;
- Promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans objet

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Aucun

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est prévue en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Aucun

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier PHAM  
Conseiller analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 280-4189  
**Télécop. :** 514 280-4230

### ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-15

Suzanne BOULET  
C/s prelevement eaux et air

**Tél :** 514 280-4292  
**Télécop. :** 514 280-4230

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE  
Directeur

**Tél :** 514 872-7540  
**Approuvé le :** 2020-05-24

Bilan environnemental 2019

# Portrait de la qualité des plans d'eau à Montréal





Chenal de Saint-Anne-de-Bellevue

## QUALO : une excellente année

Pour une 21<sup>e</sup> saison, QUALO (le programme d'échantillonnage de la qualité bactériologique de l'eau en rive autour de l'île de Montréal) s'est poursuivi selon la même méthodologie. Afin de bien refléter la qualité de l'eau autour du territoire, 103 stations de mesure, sélectionnées en fonction des sites d'intérêt faunique, des usages récréatifs en rive, des égouts pluviaux et des ruisseaux ont été échantillonnées du 27 mai au 10 octobre, soit sur une période de 20 semaines.

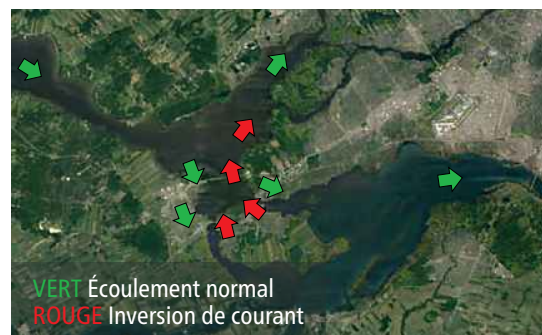
### Météo, débits et niveaux

Depuis 1999, l'ensemble des résultats du programme QUALO indique que la qualité bactériologique de l'eau en rive est très influencée par les précipitations. En effet, les échantillons prélevés dans les heures suivant de fortes précipitations mettent en évidence la détérioration de la qualité des eaux de surface par les eaux de ruissellement qui alimentent les égouts pluviaux et les ruisseaux, ainsi que par les débordements des ouvrages de surverse.

En 2019 cependant, des précipitations de 346 mm de pluie au total ont été reçues durant la saison d'échantillonnage. Cette valeur est sous la moyenne de 415 mm obtenue pour les dix dernières années. De plus, la saison 2019 a été marquée par des débits de cours d'eau plus élevés d'environ 30 % que la moyenne des 17 dernières années. Ainsi, l'apport exceptionnel en eau de bonne qualité du fleuve Saint-Laurent, les forts débits et la diminution des précipitations auront influencé à la baisse les dénombrements bactériens obtenus dans les échantillons prélevés.

### Inversion de l'écoulement entre le lac des Deux-Montagnes et le lac Saint-Louis

En 2019, tous les Grands Lacs ont connu des niveaux bien supérieurs à la moyenne de sorte qu'afin d'abaisser ces niveaux en vue de la crue 2020, le débit du fleuve Saint-Laurent a été maintenu au maximum possible, sans créer d'inondation au lac Saint-Louis.



Cette hydraulité exceptionnelle a créé une situation qui n'avait jamais été observée auparavant : une inversion complète du débit, de juillet à octobre dans le chenal Vaudreuil et en août et septembre, dans le chenal Ste-Anne-de-Bellevue. Généralement de meilleure qualité, les eaux vertes du Saint-Laurent ont été clairement observées dans toute la baie de Vaudreuil et même jusqu'au Cap Saint-Jacques, en direction de la rivière des Prairies. En conséquence, durant la majorité de la saison, aucune eau brune venant de la rivière des Outaouais n'a longé la rive nord du lac Saint-Louis, comme c'est le cas normalement.



## 81 % des stations certifiées QUALO

Pour qu'une station de mesure obtienne l'approbation QUALO, elle doit remplir les deux conditions suivantes : la moyenne géométrique de l'ensemble des résultats ne doit pas excéder 200 COLI (coliformes fécaux, en unités formant des colonies ou UFC par 100 mL) et 10 % au plus des échantillons peuvent excéder 400 COLI.

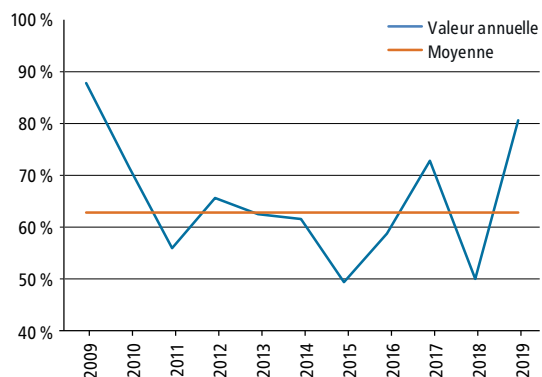
En 2019, 81 % des stations de mesure ont obtenu l'approbation QUALO comparativement à 50 % en 2018. Ce pourcentage est le deuxième plus élevé de l'histoire du programme. Il faut remonter à 2009, une année plus sèche, avec des débits normaux, pour obtenir un pourcentage plus élevé, soit 88 %.

La carte ci-dessous présente le bilan des résultats de la campagne 2019 de suivi de la qualité bactériologique de l'eau en rive à Montréal. Aucune station ne s'est avérée insalubre en 2019, une seule a été qualifiée de polluée, 12 de mauvaises et 7 de parfois mauvaises.

Sur 2046 analyses bactériologiques effectuées en 2019 :

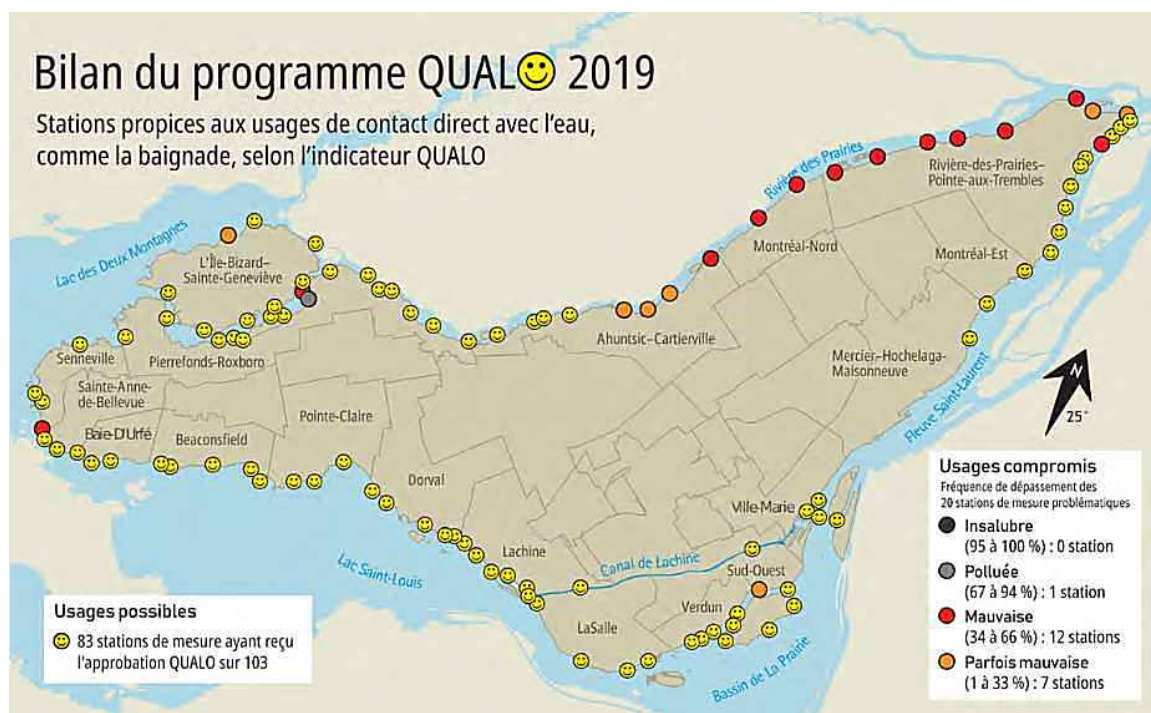
- 85 % des échantillons respectaient le critère de 200 COLI permettant les usages de contact direct, comparativement à 74 % en 2018 ;
- 4 % des échantillons excédaient le critère de 1000 COLI compromettant les usages de contact indirect, comparativement à 8 % en 2018.

Pourcentage de stations QUALO depuis 11 ans (2009-2019)



## Bilan du programme QUALO 😊 2019

Stations propices aux usages de contact direct avec l'eau, comme la baignade, selon l'indicateur QUALO





Parc de la Merci à Ahuntsic-Cartierville

## Évolution de la qualité de l'eau des plans d'eau

### Rivière des Prairies : 57 % QUALO

La hausse du pourcentage (+22%) de stations ayant reçu l'approbation QUALO en 2019 s'expliquerait surtout par l'apport en eau de bonne qualité du fleuve Saint-Laurent qui a grandement amélioré les conditions dans la partie amont de la rivière, du lac des Deux Montagnes jusqu'au parc Raimbault situé à l'ouest de l'autoroute 15. Cette section, qui comprend 23 stations, a connu sa meilleure qualité d'eau de toute l'histoire du programme avec seulement deux stations non QUALO. Cependant, les 14 stations en aval de l'autoroute 15 ont eu une mauvaise qualité comme en 2018.

### Île Bizard : 88 % QUALO

Comme par le passé, la qualité des eaux riveraines de ce secteur a été très bonne. La station du Parc Denis-Benjamin-Viger a retrouvé sa certification QUALO perdue en 2018. Par contre, celle située à l'extrémité de la terrasse Martin, au bord du lac des Deux Montagnes, n'a pas obtenu l'approbation QUALO pour une troisième année consécutive en raison de quatre dépassements du critère 400 COLI.

### Lac Saint-Louis : 96 % QUALO

L'année 2019 aura été l'une des meilleures de ce plan d'eau, alors que 24 des 25 stations ont obtenu l'approbation QUALO. Il faut remonter à 2009 pour trouver mieux alors que toutes les stations du lac Saint-Louis avaient obtenu l'approbation QUALO. En 2019, plus de 90 % des 500 échantillons ont obtenu des dénombrements de coliformes fécaux inférieurs à 200, contre 80 % en 2018. La seule station déclassée est celle du parc Godin à Sainte-Anne-de-Bellevue qui est affectée par un égout pluvial à proximité.

### Bassin de La Prairie : 94 % QUALO

Le pourcentage de stations QUALO a été supérieur à la moyenne obtenue pour ce secteur depuis le début du programme en 1999, soit 80 %. Seule l'année 2009 a connu un meilleur résultat avec un score parfait de 100 %. En conséquence de l'excellente qualité d'eau, 96 % des échantillons ont obtenu un dénombrement inférieur au critère de 200 COLI et 9 stations sur 17 n'ont pas dépassé une seule fois le critère durant toute la saison 2019. Une seule station n'a pas obtenu la certification QUALO, et ce, depuis sa création en 2016. Celle-ci est sous l'influence immédiate des eaux du collecteur Saint-Pierre.

### Fleuve Saint-Laurent : 94 % QUALO

Dans ce secteur, la saison 2019 a été la meilleure depuis le début du programme en 1999 avec 94 % de stations QUALO. Ce pourcentage est bien au-dessus de la moyenne de 48 %. De fait, plus de 80 % des dénombrements ont été inférieurs au critère de 200 COLI (63 % en 2018). Seule la station du parc Pierre-Payet, à la hauteur de la 82<sup>e</sup> avenue, n'a pas obtenu l'approbation QUALO, une approbation qui lui a toujours échappé d'ailleurs.



Ruisseau De Montigny

## RUISSO : une meilleure qualité

Les ruisseaux et les plans d'eau intérieurs constituent d'irremplaçables milieux de vie nécessaires à la biodiversité en milieu urbain. En 2019, la 18<sup>e</sup> année du programme de suivi portait sur 24 ruisseaux et plans d'eau intérieurs et comptait 51 stations de mesure, lesquelles ont été échantillonnées à sept reprises entre le 7 mai et le 25 novembre.

Plus de 8000 mesures et résultats d'analyses physico-chimiques et bactériologiques, obtenus à partir des 343 échantillons d'eau prélevés durant la saison, ont servi au calcul de l'indice RUISSO (IR).

Sur la base de cet indice, on constate, comparativement à 2018, que la qualité de l'eau a été meilleure pour 12 des 24 ruisseaux et plans d'eau intérieurs. Elle est restée stable pour 8 d'entre eux et elle a été moins bonne pour les 4 derniers. Par ailleurs, pour 2019, les résultats aux 51 stations communes aux deux dernières années du programme montrent une augmentation du nombre de stations ayant une qualité « excellente, bonne ou satisfaisante » (de 21 à 22) et du nombre de stations de qualité « mauvaise » (de 11 à 12). De plus, il y a eu une diminution de 19 à 17 des stations de qualité « polluée ».

Cette légère amélioration de la qualité des ruisseaux et des cours d'eau intérieurs par rapport à l'an dernier s'explique principalement par des pluies moins fréquentes dans les jours précédant les échantillonnages.

### Indice RUISSO, un outil d'appréciation de la qualité de l'eau pour les ruisseaux et les plans d'eau intérieurs

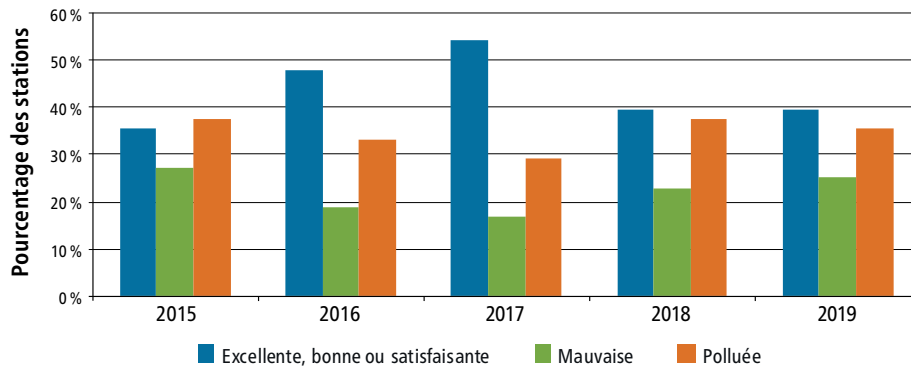
L'indice RUISSO est une adaptation de l'indice de qualité bactériologique et physico-chimique (IQBP) du MELCC (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques). Il tient compte de l'hydrologie des ruisseaux et des plans d'eau (marais, marécages, bassins ou étangs) et des principaux critères relatifs à la protection de la vie aquatique ou encore à la toxicité aiguë et chronique.

L'indice RUISSO permet d'évaluer la qualité relative des ruisseaux et des plans d'eau intérieurs et d'identifier le ou les paramètres déclassants. Il nécessite l'analyse de 24 paramètres : les matières en suspension (MES), l'oxygène dissous (OD), l'azote ammoniacal (NH<sub>3</sub>), le phosphore total (Ptot), les coliformes fécaux (COLI) et les principaux métaux lourds permettant ainsi de vérifier si les contaminants sont en quantité suffisante pour entraîner une détérioration de la santé des écosystèmes aquatiques.

# Évolution de la qualité de l'eau des ruisseaux et plans d'eau intérieurs

Les résultats obtenus globalement pour les plans d'eau échantillonnés en 2019 sont comparés avec ceux de l'année précédente, selon qu'une amélioration (+), une stabilité (=) ou une détérioration (-) d'au moins cinq unités de l'indice RUISSO (IR) est observée. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la qualité de l'eau des ruisseaux et plans d'eau intérieurs depuis 2015.

**Évolution de la qualité de l'eau des ruisseaux et plans d'eau intérieurs  
(48 stations communes à toutes les années)**



## Ruisseaux situés dans les écoterritoires

La qualité de l'eau de la rivière à l'Orme (+) s'est globalement améliorée en 2019. En effet, les valeurs de l'indice IR de chaque station ont significativement augmenté à quatre des six stations de la rivière. La qualité de l'eau est stable, mais « mauvaise » pour la station alimentée par les eaux de drainage du secteur de la Ville de Kirkland, au nord de l'Autoroute 40, ainsi qu'à la station la plus en amont, en provenance de Sainte-Anne-de-Bellevue.

## Les paramètres déclassants

On constate depuis plusieurs années que les paramètres qui diminuent le plus souvent la qualité de l'eau des ruisseaux et des plans d'eau intérieurs sont le phosphore, les COLI, les matières en suspension et une insuffisance en oxygène. Occasionnellement, un échantillon peut aussi comporter des teneurs élevées en métaux. Ces déclassements peuvent provenir des eaux de ruissellement ou des eaux sanitaires qui sont acheminées à l'égout pluvial.

Situé au cœur du parc-nature du Bois-de-Liesse, le ruisseau Bertrand (+) est alimenté par les eaux de ruissellement pluvial de la Ville de Dorval et des arrondissements de Saint-Laurent et de Pierrefonds-Roxboro, en plus de recevoir celles

des autoroutes 40 et 13. La qualité de l'eau a été meilleure à 4 des 7 stations et elle est demeurée stable aux trois autres. L'affluent alimenté par les eaux de ruissellement du Technoparc de Saint-Laurent a obtenu une meilleure qualité d'eau et il n'a été à sec qu'une seule fois en 2019, comparativement à 4 fois en 2018. L'affluent alimenté par les eaux pluviales provenant de la portion nord du territoire de Saint-Laurent est toujours « pollué » en raison de dénombrements élevés de COLI (> 1 000) mesurés lors de 6 tournées sur 7.

La qualité globale de l'eau du ruisseau De Montigny (=), de la tête du ruisseau, près du boulevard Bombardier, jusqu'à son embouchure dans la rivière des Prairies, demeure « polluée » à trois des quatre stations. Des épisodes de contamination par des concentrations de MES et de métaux (cuivre, plomb et chrome) se sont produits dans le collecteur pluvial drainant le secteur industriel d'Anjou.

La qualité des eaux du ruisseau Pinel (=) est demeurée stable avec une baisse de moins de cinq unités de l'indice IR. Toutefois, cette baisse a suffi pour faire passer le ruisseau de la catégorie « satisfaisante » à « mauvaise ». Le ruisseau était à sec lors de deux des sept tournées effectuées en 2019 contre une seule en 2018.

La qualité de l'eau à l'embouchure de la Coulée Grou (+) s'est légèrement améliorée, mais demeure « polluée ». Une carence en eau a été constatée 30 % du temps (2 tournées sur 7).

## Marais et marécages

Les marais et les marécages sont principalement alimentés par les eaux de drainage apportées par les précipitations et la fonte des neiges.

La qualité des eaux à l'exutoire des marais du parc-nature de la Pointe-aux-Prairies s'est avérée légèrement meilleure cette année (+), mais elle est encore considérée comme « polluée ».

La décomposition de la matière organique ainsi que les déjections d'animaux affectent la qualité de ces eaux. Seul un meilleur approvisionnement en eau permettrait d'améliorer la situation.

À la station de mesure du lac des Battures (=), la valeur de l'indice IR est demeurée stable dans la catégorie « satisfaisante ». La station de pompage des eaux du fleuve, mise en place par l'arrondissement de Verdun dans le quartier de L'Île-des-Sœurs, semble améliorer l'eau du lac, notamment quant à sa teneur en phosphore (baisse de 41,0 à 34,3 µg/L en 2019).

## Ruisseaux à vocation pluviale

La qualité des eaux du ruisseau Saint-James (+) s'est améliorée, mais ces eaux demeurent tout de même dans la catégorie « polluée ». Comme l'an dernier, une détérioration a été observée entre les deux stations de mesure du ruisseau, l'une en aval de l'autoroute 20 et l'autre à l'embouchure du lac Saint-Louis, alors que la moyenne géométrique des dénombrements est passée de 219 à 3446 COLI.

Les eaux du ruisseau Meadowbrook (-) se sont détériorées et semblent toujours affectées par des rejets d'eaux sanitaires (5 des 7 résultats de COLI > 2000 et 7 des 7 résultats de phosphore > 30 µg/L). La qualité des eaux du ruisseau Terra-Cotta (-) a été beaucoup moins bonne en 2019, faisant passer son évaluation dans la catégorie « polluée » en raison d'une plus grande contamination bactérienne (4 dénombrements > 500 COLI) et des concentrations élevées en phosphore (moyenne 60 µg/L). De plus, un épisode de matières en suspension de 94 µg/L a été observé, soit la valeur la plus élevée des 13 années de données disponibles. Il s'agit probablement d'une mauvaise gestion des eaux reliées à des travaux dans l'immense réseau pluvial qui alimente ce ruisseau.

Les eaux du ruisseau O'Connell (+) se sont légèrement améliorées mais demeurent dans la catégorie « bonne » alors que celles du ruisseau Château-Pierrefonds (=) sont demeurées « polluée » en raison de la présence d'eaux sanitaires provenant du grand réseau pluvial qui alimente ce ruisseau.

## Ruisseaux drainant la zone aéroportuaire

La qualité des eaux du fossé Smith (+) s'est élevée à la catégorie « excellente » pour la première fois depuis 2009. Ce fossé draine une partie importante des eaux pluviales provenant de l'aéroport Montréal-Trudeau. Quant au ruisseau Denis (+), la qualité de ses eaux a été meilleure en 2019, passant de « polluée » à « mauvaise ». Des concentrations particulièrement élevées en MES en provenance des dépôts à neige de Pointe-Claire et de l'aéroport Montréal-Trudeau continuent à détériorer la qualité de l'eau du ruisseau.

La qualité des eaux du ruisseau Bouchard (=) a été globalement stable cette année. En examinant chaque station, on note que trois des sept stations du ruisseau ont connu une moins bonne qualité et seule la station la plus en amont du ruisseau, dont les eaux proviennent de l'aéroport, s'est améliorée.



Ruisseau Bouchard

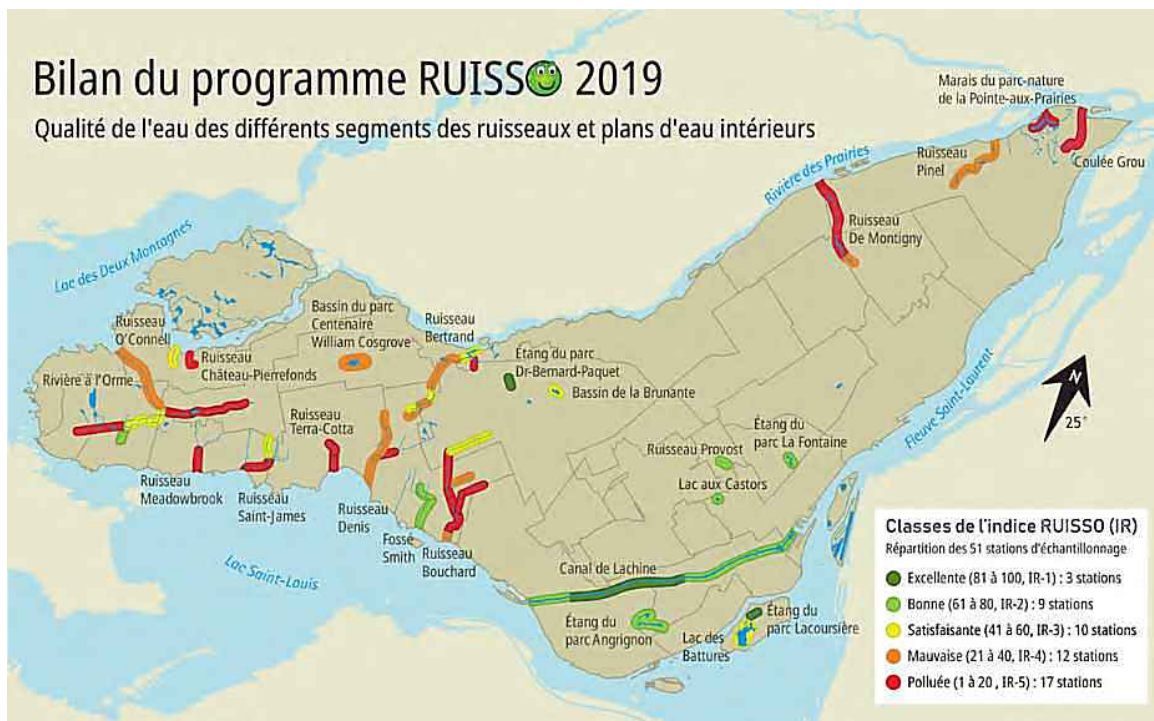
## Plans d'eau intérieurs

La qualité des eaux du canal de Lachine (+), alimentées par le fleuve St-Laurent, a obtenu une augmentation de l'indice RUISSO tout en demeurant dans la catégorie « bonne ». Une seule valeur pour les COLI a excédé le critère de 200 COLI. Cependant, un épisode de teneurs élevées en cuivre a été mesuré, possiblement causé par les importants travaux de réfection des murs du canal.

La qualité des eaux du lac aux Castors (=) et de l'étang du parc Angrignon (+) s'est maintenue dans la catégorie « bonne ». Quant à la qualité des eaux de l'étang du parc Lacoursière (=), elle est demeurée stable, mais une hausse de seulement 2 points lui a permis d'atteindre la catégorie « excellente » tout comme celle de l'étang du parc Dr-Bernard-Paquet (=) qui a obtenu un indice de plus de 90 sur 100. Ce sont les deux plans d'eau qui ont obtenu la meilleure qualité du programme RUISSO cette année.

La qualité des eaux du bassin de la Brunante (-) a diminué de 11 points, tout en restant « satisfaisante », alors que celle de l'étang du parc La Fontaine (+) est passée de « satisfaisante » à « bonne » suite à une hausse de 7 points.

Les eaux du bassin du parc Centenaire William Cosgrove (-) ont eu une moins bonne qualité et sont dans la catégorie « mauvaise ». Finalement, les eaux du ruisseau Provost (+) se sont améliorées de 21 points, revenant à la catégorie « bonne ».



## PLUVIO : plus de la moitié des Ri corrigés

Le programme PLUVIO a été mis en place en 2007 afin d'identifier, de localiser et de corriger les problèmes de raccordements inversés (Ri) sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Le territoire montréalais compte 585 réseaux pluviaux. Des 194 réseaux jugés problématiques parce que leur émissaire avait montré des signes de contamination, 83 se sont avérés exempts de Ri lors des études détaillées.

En effet, la contamination de ces réseaux s'est avérée d'origine diffuse ou animale. Par ailleurs, tous les Ri ont été corrigés dans 17 réseaux. Quant aux 94 autres réseaux, les efforts de dépistage et de correction se poursuivront au cours des prochaines années.

| Statut des réseaux pluviaux en 2019   |    |            |
|---------------------------------------|----|------------|
| Réseaux non problématiques            |    | 391        |
| Réseaux problématiques                |    | 194        |
| Détails des réseaux problématiques    |    |            |
| Pas de raccordement inversé (Ri)      | 83 | 100        |
| Corrigés                              | 17 |            |
| En attente de corrections             | 58 | 94         |
| En attente de dépistages ou à valider | 36 |            |
| <b>Total</b>                          |    | <b>194</b> |

### Études du Réseau de suivi du milieu aquatique (RSMA) en 2019

Le RSMA a validé des secteurs problématiques où aucun Ri n'avait été confirmé et où des corrections avaient été effectuées par les arrondissements et les villes reconstituées. C'est ainsi que 60 secteurs problématiques localisés dans 25 réseaux pluviaux ont été étudiés. Ceux-ci sont situés dans les arrondissements d'Anjou, de L'Île-Bizard—Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles ainsi que dans les villes de Côte Saint-Luc, Dollard-Des Ormeaux, Dorval, Montréal-Ouest, Pointe-Claire et Sainte-Anne-de-Bellevue.

Au terme de l'étude, 37 secteurs problématiques ont été localisés. Leur localisation respective sera transmise aux responsables locaux afin que les bâtiments situés dans ces secteurs fassent l'objet d'un dépistage détaillé. Quant aux 23 autres secteurs problématiques, ils se sont avérés exempts d'indices de contamination sanitaire.

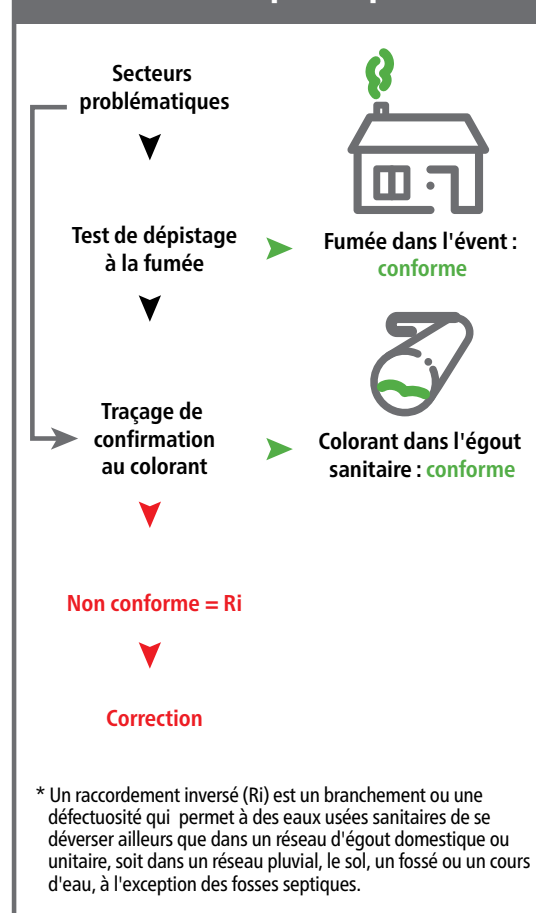
### Avancement de la correction des Ri (au 31 décembre 2019)

|              | Villes | Arr. | Total |
|--------------|--------|------|-------|
| Ri corrigés  | 300    | 277  | 577   |
| Non corrigés | 19     | 542  | 561   |
| Ri confirmés | 319    | 819  | 1138  |

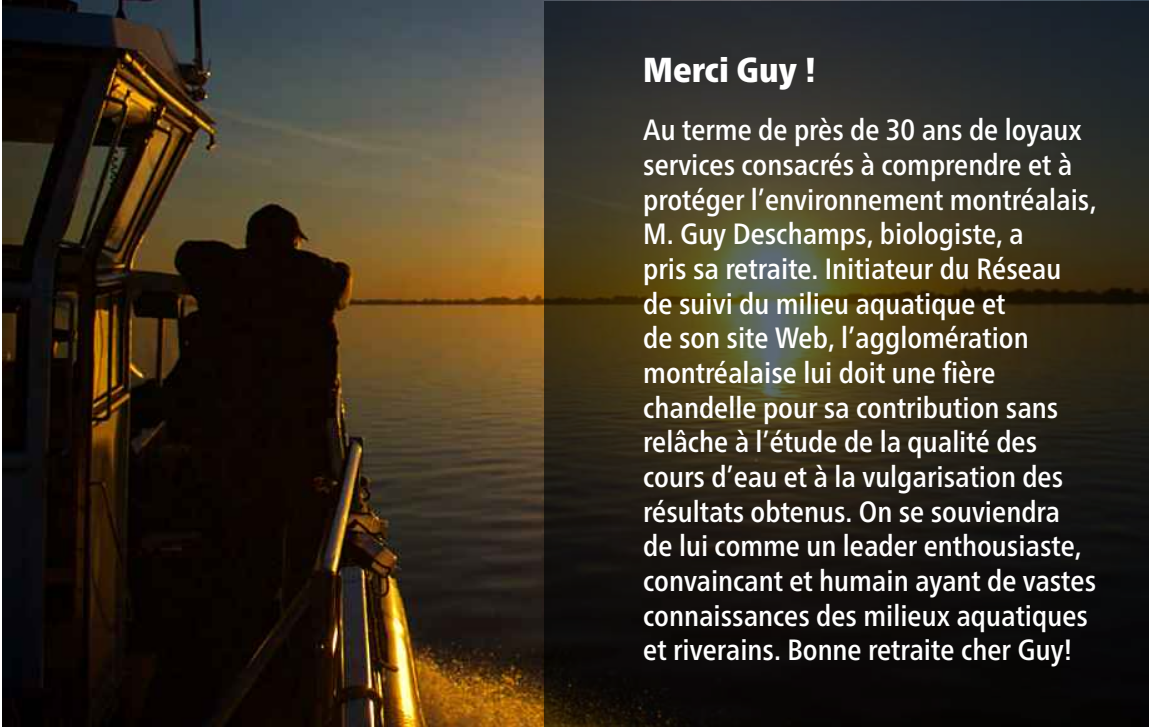
### Avancement du programme PLUVIO

Depuis le début du programme PLUVIO, plus de 19 500 adresses municipales ont été dépistées et 93 % de celles-ci ne comportaient pas de Ri. À ce jour, des 1138 Ri confirmés<sup>1</sup>, 51 % ont été corrigés, soit 577.

### Fumée et colorant pour dépister les Ri\*



<sup>1</sup> Le nombre de Ri confirmés change selon les renseignements transmis par les villes liées et arrondissements à la suite de vérifications.



## **Merci Guy !**

Au terme de près de 30 ans de loyaux services consacrés à comprendre et à protéger l'environnement montréalais, M. Guy Deschamps, biologiste, a pris sa retraite. Initiateur du Réseau de suivi du milieu aquatique et de son site Web, l'agglomération montréalaise lui doit une fière chandelle pour sa contribution sans relâche à l'étude de la qualité des cours d'eau et à la vulgarisation des résultats obtenus. On se souviendra de lui comme un leader enthousiaste, convaincant et humain ayant de vastes connaissances des milieux aquatiques et riverains. Bonne retraite cher Guy!

### **Pour plus d'information**

Le lecteur se référera au site Web du RSMA à l'adresse [rsma.qc.ca](http://rsma.qc.ca) et à celui des données ouvertes de la Ville de Montréal à l'adresse [donnees.ville.montreal.qc.ca](http://donnees.ville.montreal.qc.ca)

#### **Ville de Montréal**

Production  
Service de l'environnement  
Division du contrôle des rejets et  
suivi environnemental  
Réseau de suivi du milieu aquatique

Renseignements  
[environnement@ville.montreal.qc.ca](mailto:environnement@ville.montreal.qc.ca)

Crédits photographiques  
Réseau de suivi du milieu aquatique  
Ville de Montréal

Montage graphique  
Service des communications

2<sup>e</sup> trimestre 2019  
ISSN 1925-6582 (PDF)  
Dépôt légal – Bibliothèque et  
Archives nationales du Québec, 2019





(2)

**Dossier # : 1208247001**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'environnement , Direction , Division du contrôle des rejets et du suivi environnemental |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal   |
| <b>Projet :</b>                           | -  |
| <b>Objet :</b>                            | Déposer le bilan annuel 2019 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA)                 |

Il est recommandé de :  
Déposer le bilan annuel 2019 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA)

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-29 15:22

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1208247001**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'environnement , Direction , Division du contrôle des rejets et du suivi environnemental |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal   |
| <b>Projet :</b>                           | -  |
| <b>Objet :</b>                            | Déposer le bilan annuel 2019 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA)                 |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Chaque année, le Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA) publie un rapport dressant le bilan des activités réalisées dans son domaine. Cette tâche s'inscrit dans le mandat de surveillance environnementale du réseau et la publication vise à informer la population sur l'état de la qualité de l'air.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG 19 0276 - Dépôt du bilan annuel 2018 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA).

**DESCRIPTION**

Ce rapport, qui est produit annuellement par le Service de l'environnement, dresse le bilan de la qualité de l'air à Montréal et sert à faire connaître le travail effectué dans le cadre du programme de surveillance de la qualité de l'air. Ce bilan fait état de la caractérisation du milieu, identifie les problématiques et permet de les corriger à la source dans le but d'améliorer la qualité de l'air.

**BILAN :**

Les éléments marquants du bilan 2019 sont résumés ci-dessous:

- 43 jours de mauvaise qualité de l'air dont, 4 jours de smog
- Le nombre de jours de smog est à la baisse depuis 2014 alors que le nombre de jours de mauvaise qualité de l'air est en hausse à Montréal depuis 2016. Une étude publiée en 2019 a démontré que les niveaux de pollution des particules fines aux États-Unis ont grimpé de 5,5 % de 2016 à 2018 en raison de la fumée des feux de forêt, de l'économie en plein essor et de l'application laxiste de la *Clean Air Act*. L'air n'ayant pas de frontières, cette augmentation entraîne des répercussions sur les

concentrations de particules fines observées à Montréal ce qui pourrait, en partie expliquer l'augmentation observée depuis 2016.

- Production de près de 1 million de données de mesures en continu
- Projet Turcot 4e année de suivi. En 2019, les événements marquants sont reliés au démantèlement des dernières infrastructures, à l'installation des poutres finales et à la réouverture progressive de plusieurs tronçons. Bien qu'il y ait encore des travaux à proximité des stations, le chantier est en perte d'intensité et tire à sa fin, tel que démontré par les résultats à la baisse.
- Dossier qualité de l'air sur l'est de Montréal :
  - L'évolution des concentrations annuelles entre 2000 et 2019 pour les principaux polluants émis par les activités industrielles, le chauffage au bois et le transport sont en forte baisse pour le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote et les particules fines. Alors que l'ozone est en hausse.
  - Le comparatif des moyennes annuelles montre que la situation dans l'est de Montréal est similaire à celle des stations du reste de l'île.
- Ouverture de la station 6-Anjou pour les mesures en continu.
- Normes canadiennes de qualité de l'air ambiant : Depuis 2013, une amélioration de la concentration des particules fines est observée dans l'air ambiant montréalais. La situation est identique à celle de l'année dernière et les résultats sont en dessous des normes à atteindre pour 2020.

## **JUSTIFICATION**

L'objectif visé par la publication de ce rapport est de rendre public l'état de la qualité de l'air dans l'agglomération montréalaise.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Aucun

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Les activités du RSQA s'inscrivent dans les principes de développement durable favorisant une protection accrue de l'environnement et plus particulièrement en permettant la réalisation des objectifs suivants :

- Améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre;
- Pratiquer une gestion responsable des ressources.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans objet

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Section Impact du confinement dans le bilan sur la qualité de l'air :

L'impact du confinement est positif sur la qualité de l'air de l'agglomération de Montréal. Une baisse de la pollution atmosphérique a été observée pour la période de confinement étudiée, soit du 16 mars au 13 avril 2020, inclusivement. Le constat général se résume à :

- le trafic routier a diminué de moitié à proximité de la station 28, située à l'intersection des autoroutes 15 et 40.
- la moyenne des indices de la qualité de l'air (IQA) pour les différentes années sur la même période est bonne ( $IQA \leq 25$ ). Toutefois, une amélioration de 10 % lors du confinement est observée pour l'IQA de 2020, comparativement à 2017-2019;
- absence de jours de mauvaise qualité de l'air en 2020, alors que pour la même période, le nombre de jours varie historiquement de 1 à 8;
- une diminution importante pour le dioxyde d'azote ( $NO_2$ ) et les particules fines ( $PM_{2,5}$ ), qui sont des polluants dont le transport est une source importante;
- la concentration de l'ozone ( $O_3$ ), qui est un polluant secondaire, connaît une légère augmentation. En effet, l'ozone se forme par temps chaud et ensoleillé à la suite de réactions chimiques entre les oxydes d'azote ( $NO_x$ ) et les composés organiques volatils (COV), causées par une forte densité de la circulation routière.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est prévue en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

CE : 10 juin 2020

CM : 15 juin 2020

CG : 18 juin 2020

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications  
Jean-Benoit GARNEAU-BÉDARD, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Fabrice GODEFROY  
chef de section - reseau surveillance qualite  
air

**Tél :** 514 280-4365  
**Télécop. :** 514 872-8146

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-27

Jamil Jimmy DIB  
c/d Contrôle des rejets industriels par intérim

**Tél :** 5142804328  
**Télécop. :** 5142804230

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Roger LACHANCE  
Directeur

**Tél :** 514 872-7540  
**Approuvé le :** 2020-05-29

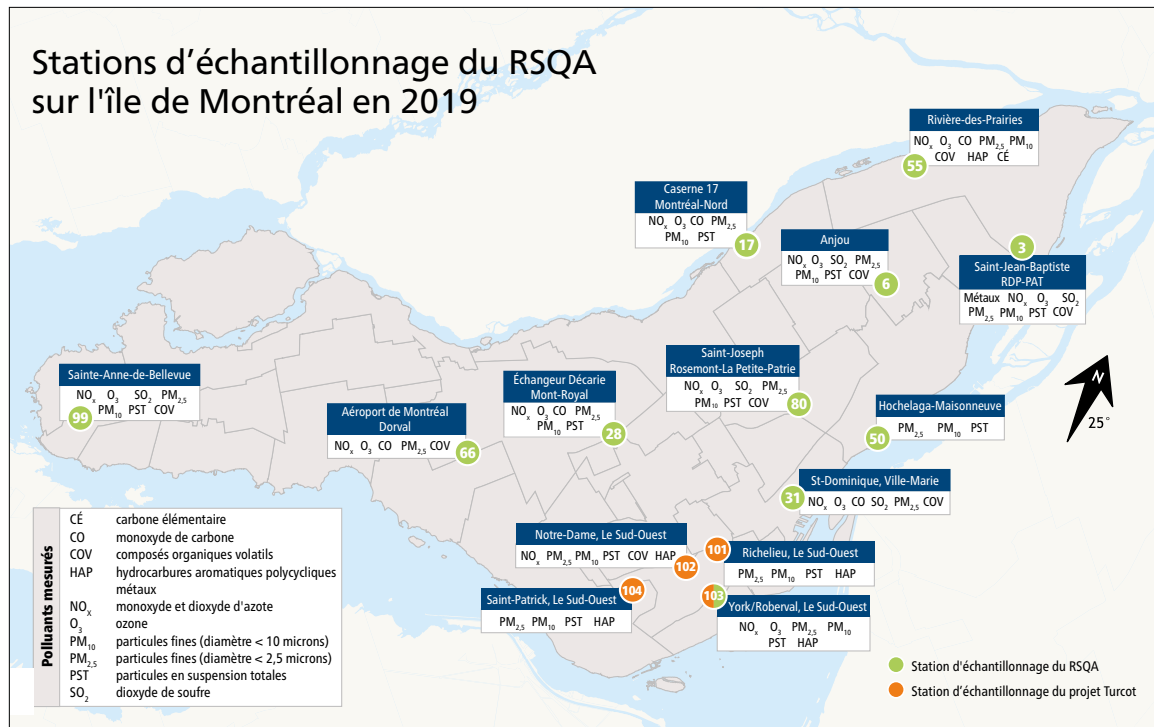
Bilan environnemental 2019

# Qualité de l'air à Montréal

Service de l'environnement



# Surveillance de la qualité de l'air



## Mission du réseau

Fidèle à son mandat, le Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA) a mesuré les concentrations de polluants dans l'air ambiant afin de dresser un état de la situation sur le territoire de l'agglomération montréalaise. Les résultats de particules fines (PM<sub>2,5</sub>), d'ozone (O<sub>3</sub>), de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), d'oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) de monoxyde de carbone (CO) sont disponibles en temps réel et peuvent être consultés sur le site Web du RSQA à l'adresse [rsqa.qc.ca](http://rsqa.qc.ca). D'autres mesures et analyses sont effectuées selon le calendrier d'échantillonnage du programme de surveillance nationale de la pollution atmosphérique (SNPA) d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) auquel le RSQA appartient.

## Équipe

Le RSQA est constitué d'une équipe de neuf personnes qui s'assure de la justesse des mesures prises par les analyseurs ainsi de la validation des nombreux résultats recueillis. L'équipe combine les expertises d'un chef de section, d'une chimiste, d'une agente de recherche, d'un agent technique et de cinq techniciens en environnement. Tous les membres de l'équipe participent au programme d'assurance et de contrôle de la qualité (AQ/CQ) qui sera officiellement validé en 2020 afin de répondre aux nouvelles lignes directrices du Programme SNPA.

## Le SNPA a 50 ans!

Le programme de surveillance nationale de la pollution atmosphérique célèbre son 50<sup>e</sup> anniversaire en 2019. Depuis sa création en 1969, le Programme SNPA a beaucoup changé, mais son mandat est resté le même : fournir des données fiables à long terme sur la qualité de l'air au Canada qui respectent des normes de qualité strictes. Les données produites servent de support aux réglementations, aux programmes et aux travaux de recherche sur la qualité de l'air. Le Programme SNPA est constitué d'environ 260 stations partout au Canada gérées par les gouvernements provinciaux et territoriaux. Saviez-vous que la Ville de Montréal et Métro Vancouver sont les seules à administrer leurs propres réseaux de surveillance de la qualité de l'air? Ces entités novatrices avaient pris en charge la mesure de la qualité de l'air sur leurs territoires avant que les provinces instaurent des lois à cet égard. Le RSQA s'assure de suivre les lignes directrices sur la surveillance de l'air ambiant du Programme SNPA afin de transmettre à la population des données fiables.



## Équipements

En 2019, le nombre de stations d'échantillonnage de la qualité de l'air est passé à 14 puisque la station 7 a été fermée. Les rénovations et le réaménagement du terrain de l'aréna Chénier ne permettaient plus à la station de poursuivre ses activités. À l'automne, les instruments ont été transférés à moins de 2 km de celle-ci, à la station 6-Anjou, située au 7650, boulevard Châteauneuf (voir topo station 6 p.9). Ces 14 stations d'échantillonnage sont équipées d'analyseurs mesurant en continu et de préleveurs mesurant de manière ponctuelle les polluants atmosphériques. Les données obtenues subissent un processus de validation rigoureux. Certains échantillons sont envoyés au laboratoire de la Ville de Montréal (COV polaires, anions et métaux) alors que d'autres sont expédiés vers le laboratoire d'ECCE à Ottawa (COV non polaires, HAP, PM<sub>2,5</sub>). Le RSQA traite un nombre important de résultats annuellement, soit environ un million de données, c'est pourquoi certains résultats ne peuvent être rendus publics que plusieurs mois après leur échantillonnage.



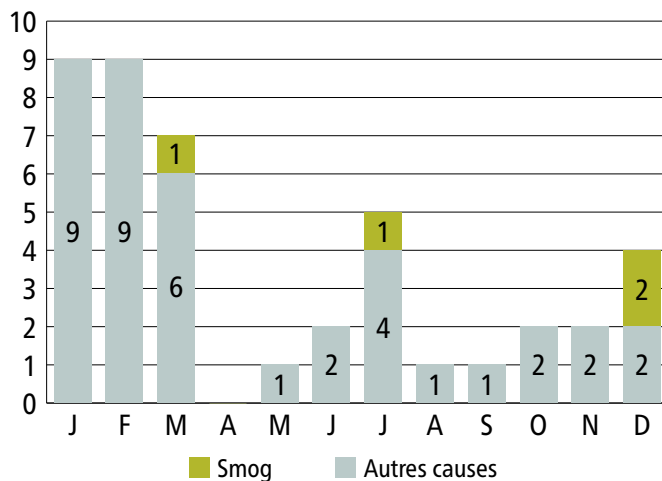
|                                    |   |   |
|------------------------------------|---|---|
| <b>Type</b>                        | Analyseurs en continu   | Préleveurs ponctuels  |
| <b>Nombre</b>                      | 54  | 15  |
| <b>Données</b>                     | Horaires  | 24 h (aux 6 jours)  |
| <b>Polluants mesurés</b>           | NO <sub>x</sub> , O <sub>3</sub> , SO <sub>2</sub> , CO, PM <sub>2,5</sub> , PM <sub>10</sub> , PST, COV (BTEX), CÉ | COV (polaires et non polaires), HAP, PM <sub>2,5</sub> , PM <sub>10</sub> , PST, métaux, anions |
| <b>Nombre de données annuelles</b> | Près d'1 million  | Près de 100 000   |



# Portrait de la qualité de l'air

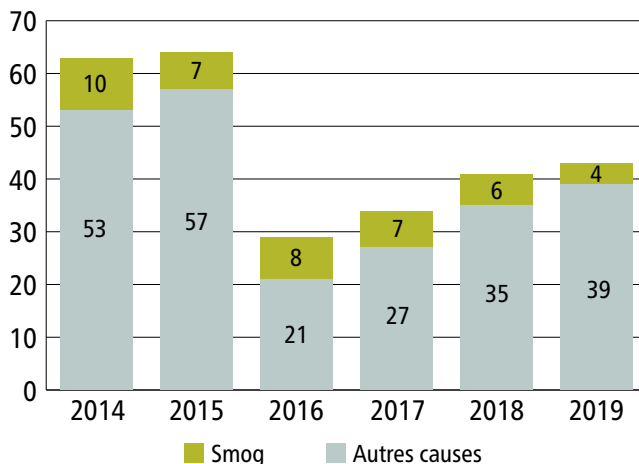
Au total, 43 jours de mauvaise qualité de l'air ont été enregistrés en 2019 parmi lesquels 4 jours de smog ont été identifiés. À l'instar de l'année 2018, ce sont les particules fines qui sont responsables de la totalité de ces jours de mauvaise qualité de l'air répartis sur 11 mois pendant l'année. On observe un plus grand nombre de jours de mauvaise qualité de l'air pendant les mois de janvier, février et mars.

Jours de mauvaise qualité de l'air par mois à Montréal en 2019



Le nombre de jours de smog est à la baisse depuis 2014 alors que le nombre de jours de mauvaise qualité de l'air est en hausse à Montréal depuis 2016. Une étude publiée en 2019 a démontré que les niveaux de pollution des particules fines aux États-Unis ont grimpé de 5,5 % de 2016 à 2018 en raison de la fumée des feux de forêt, de l'économie en plein essor et de l'application laxiste de la *Clean Air Act*<sup>1</sup>. L'air n'ayant pas de frontières, cette augmentation entraîne des répercussions sur les concentrations de particules fines observées à Montréal ce qui pourrait, en partie expliquer l'augmentation observée depuis 2016.

Jours de mauvaise qualité de l'air par année à Montréal depuis 2014



1 Karen Clay and Nicholas Z. Muller. Recent Increases in Air Pollution: Evidence and Implications for Mortality. NBER Working Paper No. 26381, October 2019. <https://www.nber.org/papers/w26381>

## Qu'est-ce qu'un jour de mauvaise qualité de l'air?

Selon les critères établis, dès que les concentrations de particules fines sont supérieures à  $35 \mu\text{g}/\text{m}^3$  pendant au moins trois heures pour une station, la journée est considérée mauvaise. Pour qu'un jour de mauvaise qualité de l'air soit étiqueté comme un jour de smog, des concentrations de  $\text{PM}_{2,5}$  supérieures à  $35 \mu\text{g}/\text{m}^3$  doivent être mesurées pendant au moins 3 heures sur plus de 75 % du territoire de l'agglomération montréalaise. En général, lors d'un jour de smog, les concentrations de particules fines demeurent élevées pendant 24 heures et parfois plus longtemps.

## Indice de qualité de l'air (IQA)

La Ville de Montréal mesure la qualité de l'air sous la forme d'une valeur numérique appelée « indice de la qualité de l'air (IQA) ». La valeur 50 de cet indice correspond à la limite supérieure acceptable pour chacun des polluants mesurés. L'indice horaire rapporté est le plus élevé des sous-indices calculés pour cinq des polluants mesurés en continu dans les stations du RSQA.

### La valeur de l'indice est définie comme suit

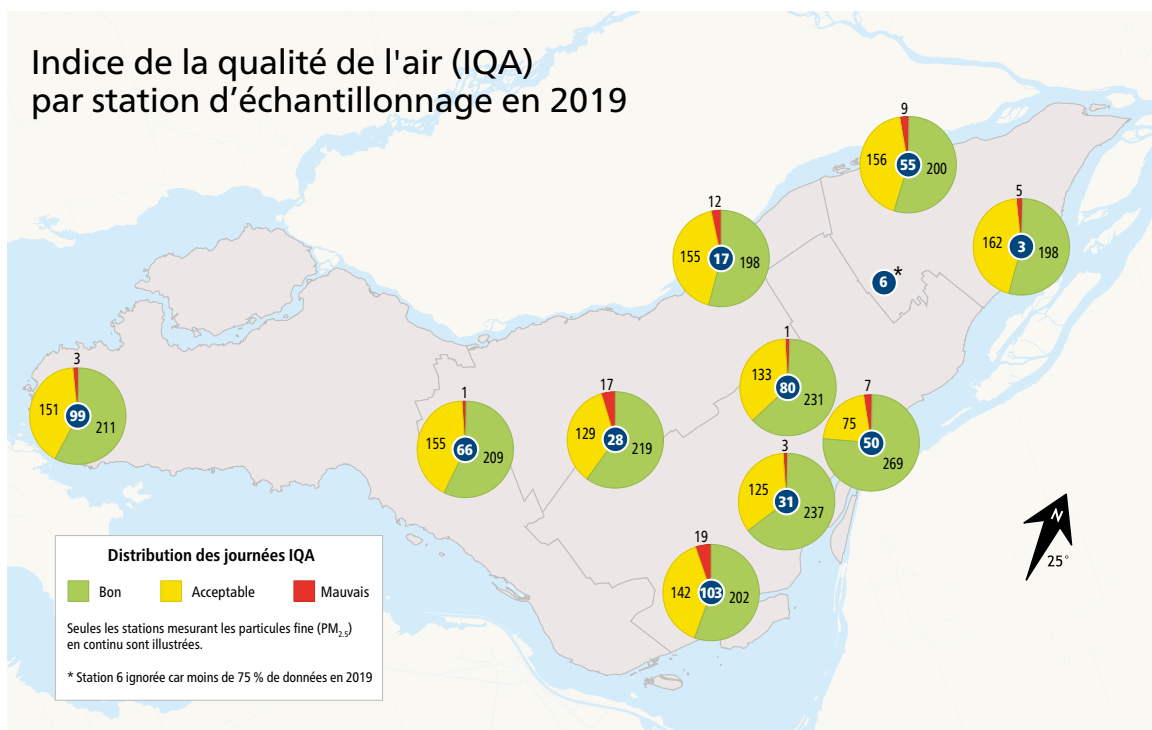
|  |            |
|--|------------|
|  Bon        | De 1 à 25  |
|  Acceptable | De 26 à 50 |
|  Mauvais   | 51 ou plus |

On calcule l'indice selon cette formule :  $\text{Indice} = (\text{mesure} / \text{norme ou valeur IQA}^*) \times 50$   
Le calcul est basé sur le tableau suivant :

| Polluant                                     | Type de mesure     | Norme                        | Valeur IQA*                  |
|--|--------------------|------------------------------|------------------------------|
| Dioxyde de soufre ( $\text{SO}_2$ )          | 10 minutes mobiles | -                            | $500 \mu\text{g}/\text{m}^3$ |
| Monoxyde de carbone (CO)                     | Horaire            | $35 \text{mg}/\text{m}^3$    | -                            |
| Ozone ( $\text{O}_3$ )                       | Horaire            | $160 \mu\text{g}/\text{m}^3$ | -                            |
| Dioxyde d'azote ( $\text{NO}_2$ )            | Horaire            | $400 \mu\text{g}/\text{m}^3$ | -                            |
| Particules respirables ( $\text{PM}_{2,5}$ ) | 3 heures mobiles   | -                            | $35 \mu\text{g}/\text{m}^3$  |

\* Valeur de référence utilisée pour le calcul de l'indice de qualité de l'air

## Indice de la qualité de l'air (IQA) par station d'échantillonnage en 2019



En 2019, outre les jours de smog, les événements responsables des jours de mauvaise qualité de l'air sont en grande partie reliés à la circulation (échangeurs Décarie et rue Notre-Dame) et à la construction aux abords du projet Turcot (20 jours, stations 28, 50 et 103), les feux d'artifices Loto-Québec (1 jour, station 50) et d'autres activités humaines ayant une portée locale (18 jours, toutes les stations).

# Dossier sur l'est de Montréal

## Station 3 - Saint-Jean-Baptiste

La qualité de l'air dans l'est de Montréal est un sujet qui a encore préoccupé les Montréalais en 2019. Depuis son installation en 1989 dans le parc sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste, la station d'échantillonnage 3 n'a jamais cessé de mesurer les polluants atmosphériques dans le secteur. Au fil des ans, les équipements de mesure se sont améliorés et le parc d'instruments de la station s'est enrichi, notamment avec l'addition d'un analyseur de BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) en continu et l'échantillonnage des métaux qui est passé d'une fréquence d'une fois aux cinq ans à un échantillonnage annuel depuis 2018.

| Mesures au poste 3 |  |
|--------------------|--|
| Type d'analyse     | Polluants mesurés  |
| En continu         | NO <sub>x</sub> , O <sub>3</sub> , SO <sub>2</sub> , PM <sub>2,5</sub> , COV (non polaires : BTEX) |
| Ponctuelles        | COV (polaires et non polaires), PM <sub>10</sub> , PST, métaux, anions                             |

## Évolution 2000-2019 de la qualité de l'air dans l'est

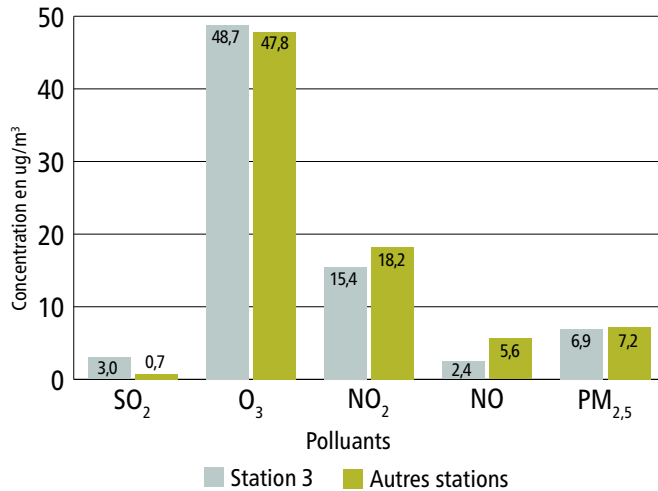
| Station 3 - boulevard Saint-Jean-Baptiste<br>Concentrations annuelles (moyennes horaires) en µg/m <sup>3</sup> |      |      |           |
|--|------|------|-----------|
| Polluant   | 2000 | 2019 | Évolution |
| SO <sub>2</sub>  | 15,8 | 3,0  | ↓ 81 %    |
| O <sub>3</sub>   | 38,2 | 48,8 | ↑ 28 %    |
| NO <sub>2</sub>  | 28,1 | 15,5 | ↓ 45 %    |
| NO   | 17,3 | 2,5  | ↓ 86 %    |
| PM <sub>2,5</sub>  | 8,9  | 7,0  | ↓ 21 %    |

Comme le démontre le tableau des concentrations annuelles pour les années 2000 à 2019, les principaux polluants émis par les activités industrielles, le chauffage au bois et le transport sont en forte baisse soit le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote et les particules fines alors que l'ozone est en hausse. L'ozone est un polluant secondaire dont la formation est complexe et sous l'influence du soleil. À mesure que les NO<sub>x</sub> diminuent, une plus grande partie de radicaux OH est disponible pour réagir avec les COV, conduisant à une plus grande formation d'ozone, ce qui explique l'augmentation observée.

Sauf pour l'ozone, la qualité de l'air s'est donc grandement améliorée dans l'est de Montréal. En ce qui concerne le SO<sub>2</sub>, le nombre de jours où la qualité de l'air était mauvaise à cause de la présence de ce polluant est passé de 13 jours en 2006 à aucun jour depuis 2012, une indication de l'efficacité des mesures mises en place afin d'en contrôler les émissions. Au niveau des PM<sub>2,5</sub> une diminution appréciable de 21 % est observée. Toute diminution de la concentration ambiante de ce polluant constitue un gain pour la santé.

# La qualité de l'air dans l'est comparativement à celle du reste de l'île

Comparaison de la qualité de l'air dans l'est de Montréal avec le reste de l'île



Comparaison entre la moyenne annuelle (données horaires) enregistrée à la station 3 et celles des autres stations du réseau.

- Dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) : trois stations 31, 80, 99
- Ozone (O<sub>3</sub>) : huit stations 17, 28, 31, 55, 66, 80, 99, 103
- Oxydes d'azote (NO<sub>2</sub> et NO) : neuf stations 17, 28, 31, 55, 66, 80, 99, 102, 103
- Particules fines (PM<sub>2,5</sub>) : neuf stations 17, 28, 31, 50, 55, 66, 80, 99, 103

Tel qu'illustré dans le graphique comparatif des moyennes annuelles, la situation dans l'est de Montréal est similaire à celle des stations du reste de l'île. Les concentrations des oxydes d'azote et de particules fines sont légèrement inférieures à celles mesurées dans les autres stations du RSQA. Les concentrations d'ozone et de dioxyde de soufre sont un peu plus élevées au poste 3 que pour les autres stations. Les concentrations d'ozone sont toutefois inter-reliées avec celles des oxydes d'azote. Ces dernières étant plus basses au poste 3, la quantité d'ozone est plus importante.

Malgré une diminution de 81 % du SO<sub>2</sub> de 2000 à 2019, les résultats indiquent que la concentration de ce polluant est encore trois fois plus élevée dans l'est que sur le reste de l'île. Cependant, il faut considérer que les niveaux sont très bas (traces) et se situent près de la limite de détection de l'appareil de 2,6 µg/m<sup>3</sup>.

## Et l'arsenic dans tout ça?

En 2019, l'arsenic a été le sujet de plusieurs articles dans les médias. La mesure des métaux s'effectue sur les particules de taille inférieure à 10 µm échantillonnées sur des filtres pendant 24 h. Les sources d'arsenic dans l'air ambiant sont les activités industrielles, l'incinération des déchets et l'utilisation de combustibles fossiles. Toutefois, à la base, l'arsenic est un élément chimique d'origine naturelle présent dans l'environnement. À la station 3, la moyenne annuelle de concentrations d'arsenic en 2019 est de 0,50 ng/m<sup>3</sup>, ce qui est similaire à la moyenne de l'année précédente (0,45 ng/m<sup>3</sup>).

En réponse aux recommandations d'un avis de la Direction régionale de la santé publique (DRSP) publié en septembre 2018 sur les émissions d'arsenic de l'affinerie de cuivre CCR de Glencore Canada Corporation (CCR), l'établissement mesure la concentration de l'arsenic à ses propres trois stations de mesure de la qualité de l'air. Ces mesures sont envoyées à la DRSP dans le but d'émettre un nouvel avis. Il est à noter que l'avis de 2018 indiquait que les concentrations d'arsenic mesurées et modélisées dans les secteurs aux environs de l'affinerie étaient trop faibles pour que des effets sur la santé reliés à l'exposition environnementale à l'arsenic soient observables chez la population habitant à proximité.

## Station 6 - Anjou

La station 6 située sur le toit de la Caserne 28 à Anjou est en fonction depuis 1983. Les analyses ont toujours été effectuées pendant 24 h et aux 6 jours par des préleveurs à grands débits. À la suite de la fermeture de la station 7 - Chénier, les instruments de mesures en continu de celle-ci ont été transférés à la station Anjou durant l'automne 2019. Pour ce faire, l'ajout de ces équipements a nécessité la rénovation complète d'un édicule installé sur le toit. Des analyses de PM<sub>10</sub> et de COV ont aussi été ajoutées. Les résultats d'O<sub>3</sub>, NO<sub>x</sub>, SO<sub>2</sub> et PM<sub>2,5</sub> sont disponibles en temps réel sur le site Web du [RSQA](#).



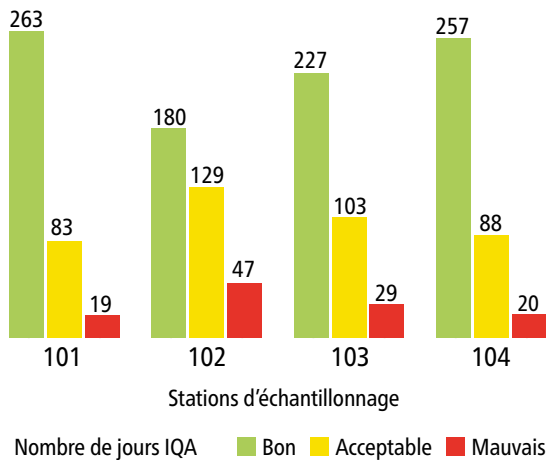
# Projet Turcot

Le suivi de la qualité de l'air dans le cadre du réaménagement de l'échangeur Turcot se poursuit. En 2019, les concentrations moyennes quotidiennes de particules fines (PM<sub>2,5</sub>) ont été supérieures au critère de 30 µg/m<sup>3</sup> du ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC) à seulement cinq occasions à la station 102, comparativement à sept en 2018. Une amélioration a aussi été constatée à toutes les autres stations.

| Dépassements du critère pour les particules fines (PM <sub>2,5</sub> ) |     |     |     |     |
|--|-----|-----|-----|-----|
| Stations   | 101 | 102 | 103 | 104 |
| Total 2016   | 1   | 13  | 1   | 3   |
| Total 2017   | 0   | 4   | 0   | 1   |
| Total 2018   | 2   | 7   | 2   | 3   |
| Total 2019   | 1   | 5   | 1   | 0   |

En 2019, les événements marquants sont reliés au démantèlement des dernières infrastructures, à l'installation des poutres finales et à la réouverture progressive de plusieurs tronçons. Bien qu'il y ait encore des travaux à proximité des stations, le chantier est en perte d'intensité et tire à sa fin, tel que démontré par les résultats à la baisse.

Indice de la qualité de l'air (IQA) par station d'échantillonnage du projet Turcot en 2019



Les données sont disponibles en ligne sur le site du ministère des Transports (MTQ) à l'adresse Web [seti-media.com/infopopulation/rsqa\\_turcot](http://seti-media.com/infopopulation/rsqa_turcot).

# Règlement sur le chauffage au bois



Le règlement concernant les appareils et les foyers permettant l'utilisation d'un combustible solide (Règlement 15-069) est entré en vigueur le 24 août 2015 interdisant ainsi l'utilisation de tout appareil à combustible solide sur le territoire de la Ville de Montréal durant les avertissements de smog. Cependant ce n'est que depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018 que le deuxième volet de ce règlement est en application interdisant l'utilisation de tout appareil à combustible solide sur le territoire de la Ville de Montréal sauf s'il fait l'objet d'une reconnaissance par un organisme identifié à l'annexe B du Règlement, dans le cadre d'un processus de certification (CSA/B415.1-10 ou EPA), à l'effet qu'il n'émette pas plus de 2,5 g/h de particules dans l'atmosphère.

Depuis l'entrée en vigueur complète du Règlement, le 1<sup>er</sup> octobre 2018, la Ville de Montréal a assuré le suivi des plaintes et signalements au 311 et procédé aux inspections requises. En cas de non-conformité, la Ville envoie des avis d'infraction et peut tenter des poursuites contre les contrevenants.



# Normes canadiennes de qualité de l'air ambiant

Dans le cadre de l'exercice comparatif qui suit, les moyennes sont obtenues en utilisant les données de toutes les stations du RSQA. Les normes canadiennes de qualité de l'air ambiant (NCQAA) sont utilisées à titre de référence seulement. Depuis 2017, les NCQAA comprennent les particules fines ( $PM_{2,5}$ ), l'ozone ( $O_3$ ), le dioxyde de soufre ( $SO_2$ ) et le dioxyde d'azote ( $NO_2$ ). Ces normes sont au cœur du Système de gestion de la qualité de l'air (SGQA) mis de l'avant par le Conseil canadien des ministres de l'environnement. Les données sont présentées en microgrammes par mètre cube ( $\mu g/m^3$ ) ou en parties par milliard (ppb).

Depuis 2013, une amélioration de la concentration de  $PM_{2,5}$  est observée dans l'air ambiant montréalais. La situation est identique à celle de l'année dernière et les résultats sont en dessous des normes à atteindre pour 2020.

## Concentration des particules fines exprimée en $\mu g/m^3$

Moyennes triennales du 98<sup>e</sup> centile annuel des concentrations moyennes quotidiennes sur 24 h  
Norme canadienne = 28 en 2015 et 27 en 2020

| 2013-2015 | 2014-2016 | 2015-2017 | 2016-2018 | 2017-2019 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 24        | 21        | 20        | 20        | 20        |

Moyennes triennales des concentrations moyennes annuelles  
Norme canadienne = 10 en 2015 et 8,8 en 2020

| 2013-2015 | 2014-2016 | 2015-2017 | 2016-2018 | 2017-2019 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 9,4       | 8,6       | 7,5       | 7,4       | 7,4       |

Les concentrations d'ozone enregistrées se situent en deçà de la norme canadienne pour l'an 2020. La tendance est stable avec des moyennes triennales oscillant entre 55 et 58 ppb entre 2013 et 2019.

## Concentration de l'ozone ( $O_3$ ) exprimée en ppb

Moyenne triennale de la 4<sup>e</sup> valeur annuelle la plus élevée des maximums quotidiens des concentrations moyennes sur 8 heures  
Norme canadienne = 63 en 2015 et 62 en 2020

| 2013-2015 | 2014-2016 | 2015-2017 | 2016-2018 | 2017-2019 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 55        | 56        | 58        | 57        | 55        |

Au cours des cinq dernières années, il y a eu une amélioration des résultats de  $SO_2$ . Les concentrations des deux NCQAA sont conformes aux normes de 2020 et il n'y a pas eu ou peu de variations depuis l'année précédente.

### Concentration de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) exprimée en ppb

Moyenne triennale du 99<sup>e</sup> percentile annuel des concentrations maximales quotidiennes des concentrations moyennes sur 1 heure  
Norme canadienne = 70 en 2020 et 65 en 2025

| 2013-2015 | 2014-2016 | 2015-2017 | 2016-2018 | 2017-2019 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 23        | 21        | 18        | 17        | 17        |

Moyenne arithmétique d'une seule année civile de toutes les concentrations moyennes sur 1 heure  
Norme canadienne = 5,0 en 2020 et 4,0 en 2025

| 2013-2015 | 2014-2016 | 2015-2017 | 2016-2018 | 2017-2019 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 0,9       | 0,7       | 0,8       | 0,6       | 0,5       |

Les moyennes triennales du NO<sub>2</sub> sont stables entre 2013 et 2019. La concentration enregistrée en 2017-2019, soit 46 ppb, est bien en dessous de la norme canadienne de l'an 2020, mais se situe juste au-dessus de la norme de 2025 (42 ppb). Quant à la moyenne annuelle, elle est conforme aux normes de 2020 et de 2025. Une légère baisse de la concentration du NO<sub>2</sub> dans l'atmosphère est observée en 2019.

### Concentration du dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) exprimée en ppb

Moyenne triennale du 98<sup>e</sup> percentile annuel des concentrations maximales quotidiennes des concentrations moyennes sur 1 heure  
Norme canadienne = 60 en 2020 et 42 en 2025

| 2013-2015 | 2014-2016 | 2015-2017 | 2016-2018 | 2017-2019 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 46        | 45        | 45        | 45        | 46        |

Moyenne arithmétique d'une seule année civile de toutes les concentrations moyennes sur 1 heure  
Norme canadienne = 17 en 2020 et 12 en 2025

| 2013-2015 | 2014-2016 | 2015-2017 | 2016-2018 | 2017-2019 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 8,4       | 10,0      | 10,3      | 10,4      | 9,1       |

# Rayonnement

## Sensibilisation

La sensibilisation est au cœur des priorités du Service de l'environnement. En 2019, les membres de l'équipe du RSQA ont été invités à participer à deux assemblées publiques sur la qualité de l'air dans l'est de Montréal (février et août). Lors de ces assemblées, les citoyens ont pu faire part de leurs inquiétudes et poser des questions sur la qualité de l'air. Le site Web du RSQA [rsqa.qc.ca](http://rsqa.qc.ca) a aussi été présenté et son contenu expliqué afin de favoriser le partage de l'information.

En 2019, le site Web du **RSQA**, a accueilli plus de 48 000 visiteurs et le mois de juillet a connu le plus grand achalandage (6 586 vues).

De plus, au cours de l'année, deux groupes de citoyens ont pu visiter des stations d'échantillonnage du réseau et ainsi visualiser les équipements et les tâches effectuées par le personnel technique du RSQA.

## Conférences



Le RSQA a été impliqué dans plusieurs conférences en 2019. Le RSQA a été invité à la table ronde intitulée *La nouvelle bataille de l'air* lors de la prestigieuse conférence Americana en mars 2019.

De plus, le RSQA a présenté lors de la conférence « Santé et qualité de l'air – Enjeu de société majeur » organisée par l'Association pour la prévention de la contamination de l'air et du sol (APCAS), le chapitre québécois de la Air & Waste Management Association (AWMA).

Le RSQA a aussi fait partie du comité organisateur de la 112<sup>e</sup> conférence annuelle de l'AWMA intitulée « Vents de changement : Environnement, Énergie et Santé » tenue à Québec en juin 2019. Cet événement réunissait la majorité des acteurs mondiaux dans le domaine de la qualité de l'air. Il a fourni un forum pour l'échange d'informations tout en permettant d'améliorer les connaissances afin d'offrir des solutions durables aux enjeux environnementaux. C'était la première fois en 112 éditions que la conférence se produisait au Québec. Le RSQA a coprésidé deux sessions techniques sur la qualité de l'air intitulées « Air quality monitoring: challenges and innovations PART I & II ». Il y a présenté les résultats d'analyse de carbone élémentaire de la station 55 - Rivières-des-Prairies fortement influencée par le chauffage au bois.

Le RSQA a aussi été impliqué dans la planification d'un atelier de développement professionnel pour les femmes. Cet atelier a abordé des sujets tels que la discrimination hommes-femmes, la sensibilisation aux problèmes de santé mentale afin de combattre la stigmatisation, la conciliation travail-famille et les femmes en sciences suite au mouvement #MoiAussi (#MeToo). Ces événements ont connu un vif succès et la conférence a reçu le prix *Événement de l'année 2019* décerné par le Cercle des Ambassadeurs de Québec.

# Aperçu

## COVID-19 : Impact du confinement sur la qualité de l'air

Le RSQA continue de mettre son expertise au service des citoyens en réalisant l'exploitation de la qualité de l'air lors de l'épisode de confinement durant la pandémie de la COVID-19.

Cette analyse du confinement sur la qualité de l'air se fait sur trois niveaux en utilisant les données fournies par le RSQA :

- Niveau ECCC : exploitation des données de l'ensemble du Canada par le Programme SNPA afin d'exploiter et de publier au niveau pancanadien.
- Niveau MELCC : création d'une page web incluant l'évolution du NO<sub>2</sub> au niveau de la province de Québec.
- Niveau RSQA : exploitations globale (île de Montréal) et fine (stations de mesure 3, 28 et 99) publiées sur le site internet. Les polluants étudiés sont : le NO<sub>2</sub>, les particules fines et l'ozone. La période s'étend du 16 mars (début effectif du confinement) au 13 avril inclusivement (début du nettoyage des rues). L'analyse est disponible sur le site internet [rsqa.qc.ca](https://rsqa.qc.ca).

L'impact du confinement est positif sur la qualité de l'air de l'agglomération de Montréal. Une baisse de la pollution atmosphérique a été observée pour la période de confinement étudiée, soit du 16 mars au 13 avril 2020, inclusivement. Le constat général se résume à :

- la moyenne des indices de la qualité de l'air (IQA) pour les différentes années sur la même période est « bonne » (IQA ≤ 25). Toutefois, une amélioration de 10 % lors du confinement est observée pour l'IQA de 2020, comparativement à 2017-2019;
- absence de jours de mauvaise qualité de l'air en 2020, alors que pour la même période, le nombre de jours varie historiquement de 1 à 8;
- une diminution importante pour le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) et les particules fines (PM<sub>2,5</sub>), qui sont des polluants dont le transport est une source importante;
- la concentration de l'ozone (O<sub>3</sub>), qui est un polluant secondaire, connaît une légère augmentation. En effet, l'ozone se forme par temps chaud et ensoleillé à la suite de réactions chimiques entre les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) et les composés organiques volatils (COV), causées par une forte densité de la circulation routière.

En changeant nos pratiques individuelles et collectives, l'amélioration de la qualité de l'air est possible. Cette période de confinement en a apporté la preuve.

# À venir en 2020

Le RSQA mesure la qualité de l'air ambiant selon un programme d'échantillonnage bien établi et maintient des standards de haute qualité. Certaines nouveautés seront déployées sur le réseau prochainement :

- ajout de deux instruments de mesure du sulfure d'hydrogène (H<sub>2</sub>S) en continu;
- ajout d'un instrument de mesure des particules ultrafines (PUF) en continu;
- ajout d'analyses de métaux sur filtres de PM<sub>10</sub> à deux stations de façon permanente.

## Production

Ville de Montréal  
Service de l'environnement  
Division du contrôle des rejets et suivi environnemental  
Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA)

## Renseignements

[environnement@ville.montreal.qc.ca](mailto:environnement@ville.montreal.qc.ca)  
514 280-4330 ou 311

## Photographie

Ville de Montréal sauf indication contraire  
Couverture Shutterstock

## Montage graphique

Ville de Montréal - 001 Bilan (RSQA) (05-20)  
2<sup>e</sup> trimestre 2020  
ISSN 1925-6558 (imprimé)  
ISSN 1925-6566 (PDF)  
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019  
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2019



## Article 7.04

VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX  
(Décret 969-2005)

### EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

SÉANCE ORDINAIRE du Conseil municipal de Dollard-des-Ormeaux tenue à huis clos par appel conférence le 12 mai 2020 à 19 h 30.

-----

20 0512

### NOMINATIONS – REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

ATTENDU QUE le maire peut, en vertu de l'article 5 du décret n° 1229-2005 concernant l'agglomération de Montréal, adopté le 8 décembre 2005, désigner un conseiller qui représentera également la Ville lors des séances du conseil d'agglomération:

Il est

proposé par le Conseiller Brownstein appuyé par le Conseiller Vesely

QUE la Conseillère Valérie Assouline soit désignée comme représentante de la Ville au Conseil d'agglomération pour la période du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre 2020 ;


QUE le Conseiller Pulkit Kantawala soit désigné comme représentant de la Ville au Conseil d'agglomération pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 2020 au 31 mai 2021 ; et

QUE le Conseiller Errol Johnson soit désigné comme représentant de la Ville au Conseil d'agglomération pour la période du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre 2021.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

(sig né) Alex Bottausci  
Maire / Mayor

COPIE CONFORME, le 15 mai 2020

  
Sophie Valois, Greffière / City Clerk

### EXTRACT FROM MINUTES

REGULAR MEETING of the Municipal Council of Dollard-des-Ormeaux held in closed session by conference call, on May 12, 2020, at 7:30 p.m.

-----

### APPOINTMENTS – REPRESENTATIVES OF THE CITY AT THE URBAN AGGLOMERATION COUNCIL

WHEREAS the Mayor may, in accordance with Section 5 of the Decree No. 1229-2005 concerning the Montreal Urban Agglomeration, adopted on December 8, 2005, appoint a Councillor who will also represent the City at the Urban Agglomeration Council meetings:

It is

moved by Councillor Brownstein seconded by Councillor Vesely

THAT Councillor Valérie Assouline be appointed to act as the City's representative at the Urban Agglomeration Council from June 1 to November 30, 2020;

THAT Councillor Pulkit Kantawala be appointed to act as the City's representative at the Urban Agglomeration Council from December 1, 2020, to May 31, 2021; and

THAT Councillor Errol Johnson be appointed to act as the City's representative at the Urban Agglomeration Council from June 1 to November 30, 2021.

**CARRIED UNANIMOUSLY**

SD2020-200-0099

(sig né) Sophie Valois  
Greffière / City Clerk



**Dossier # : 1197684008**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Acte mixte  |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada ltée, appel d'offres public 17-16462, pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin. |

Il est recommandé :

1. D'autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada ltée, appel d'offres public 17-16462, pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2020-05-05 10:13

**Signataire :** Alain DUFORT

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie  
et Concertation des arrondissements

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1197684008**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Acte mixte  |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada Itée, appel d'offres public 17-16462, pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

En février 2018, la Ville a accordé à la firme XEROX Canada Itée, suite à l'appel d'offres public n° 17-16462 portant sur un service de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), seul soumissionnaire conforme, le contrat pour une période de 3 ans, pour une somme de 1 551 068,44 \$ taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3). Le contrat de service était prévu pour une durée initiale de trois (3) ans avec la possibilité d'exercer un maximum de deux (2) prolongations, d'une durée de douze (12) mois chacune.

Le présent dossier vise à autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada Itée, appel d'offres public 17-16462, pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG18 0125 - 22 février 2018 - Accorder à la firme XEROX Canada Itée, seul soumissionnaire conforme, un contrat de services professionnels pour la numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), pour une période de 3 ans, pour une somme de 1 551 068,44 \$, taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3) – Appel d'offres public 17-16462 - trois (3) soumissionnaires.



## **DESCRIPTION**

Lors du lancement de l'appel d'offres 17-16462 en 2017, et dans le cadre de la démarche d'optimisation de la gestion du paiement aux fournisseurs, la Ville a demandé d'obtenir un service de numérisation et de reconnaissance de caractères (OCR) incluant :

- la cueillette, le transport et le traitement des documents de la Ville;
- le transfert quotidien des données et des images des factures, des demandes de paiement et des documents joints vers la solution de gestion des factures (GDF) de la Ville;
- les adaptations requises à la solution technologique du fournisseur afin de répondre aux exigences de la Ville, notamment en ce qui a trait à la sécurité et à l'intégrité des documents;
- le personnel, les équipements, les fournitures et les locaux nécessaires à la mise en œuvre des services demandés.

La Ville souhaite retirer le service de la cueillette, le transport et le traitement des documents papier du mandat de l'adjudicataire soit les articles 2.1, 3.1 et 3.2 du bordereau de soumission et prolonger les autres services d'une période de douze (12) mois.

## **JUSTIFICATION**

La Ville désire prolonger le contrat de numérisation avec la firme Xerox Canada Ltée pour une période de douze (12) mois, puisque le contrat permet jusqu'à deux prolongations de douze (12) mois.

Le contrat de prolongation prévoit que les articles suivants seront retirés du bordereau de soumission pour la période de la prolongation :

- 2.1 Service de cueillette et de transport quotidien des factures;
- 3.1 Réception et ouverture des enveloppes papier;
- 3.2 Numérisation sur les documents papier.

La raison de ce retrait est que la Ville a favorisé le transfert électronique des factures et éliminer les factures papier. Le fournisseur était en accord avec cette option. Tous les autres termes et conditions du contrat initial demeurent inchangés.

Durant le contrat initial, octroyé en 2018 (CG18 0125), la firme Xerox Canada Ltée a traité une quantité inférieure pour les articles 3.3 et 3.4 de ce qui était prévu au bordereau de soumission, soit la reconnaissance de caractères (OCR) et la capture et extraction sur les factures et les formulaires, dû au report de la date d'implantation de l'application gestion des factures (GDF) prévue initialement à l'automne 2018 qui a été reportée à juin 2020. La firme Xerox Canada Ltée reconnaît cette diminution, car il s'agit des quantités prévisionnelles.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M\$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Xerox Canada Ltée a renouvelé son accréditation le 2 mars 2020, et cette dernière demeure valide.

Après vérification, Xerox Canada Ltée n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Aucun impact financier supplémentaire par rapport au contrat initial, au contraire il y a aura une diminution de valeur du contrat, qui passe de 1 551 068,44 \$ taxes incluses à 1 345 102,44 \$ taxes incluses, suite aux retraits des montants alloués aux articles 2.1, 3.1 et 3.2 du bordereau de prix.

Le coût net avec indexation de la prolongation de ce contrat est évalué à 300 992,76 \$. Aucun ajustement aux bases budgétaires de 2021 et 2022 n'est requis pour la prolongation de ce contrat puisque le Service des finances avait prévu de manière récurrente les crédits pour ce contrat dans le cadre de la confection du budget 2018.

Les crédits budgétaires pour cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La numérisation des documents (factures de fournisseurs et preuves de paiement) permettra d'éliminer les factures papier graduellement dans les unités de Ville. Le Service des finances, appuyé par la Direction générale, travaille sur la mise en place d'un processus de centralisation des réceptions des factures des fournisseurs et favorisera la réception électrique avant le déploiement de la solution GDF en juin 2020.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les principaux impacts anticipés par la prolongation du service de numérisation des factures et de la reconnaissance de caractères sont les suivants :

- la réduction des délais de paiement aux fournisseurs;
- l'accès, pour les intervenants, à des outils favorisant l'implantation des meilleures pratiques de gestion;
- une exécution facilitée des activités nécessaires au paiement des factures pour les intervenants (ex. : débloqué, approbation, réception et autorisation);
- une standardisation du processus de gestion des factures entre les unités d'affaires;
- la réduction des délais de traitement des factures et l'élimination de la saisie manuelle des factures;
- la réduction des coûts et du temps reliés à la recherche et à la manipulation des factures;
- un accès aux images des factures dans un délai maximum de 48 heures;
- la réduction de l'espace occupé par les factures papier (archivage);
- le développement de nouveaux indicateurs adaptés aux besoins des opérations et des suivis requis par le Service des finances et l'ensemble des unités d'affaires;
- la possibilité de connaître le statut de toutes les factures, en tout temps.

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ne s'applique pas.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE : le 3 juin 2020;
- Approbation du dossier par le CM : le 15 juin 2020;
- Approbation du dossier par le CG : le 18 juin 2020.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre BLANCHARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Raoul CYR, Service des finances  
Johanne BELLEMARE, Service des finances

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Naim MANOUCHI  
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 872-7301  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-03-19

Abdelmalek BOUKHEZAR  
Chef de division - solutions finances et approvisionnement

**Tél :** 514 872-7307  
**Télécop. :** 000-0000

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

André TRUDEAU  
directeur(trice) solutions d'affaires

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER  
Directeur du service des technologies de l'information

**Tél :** 514-448-6733  
**Approuvé le :** 2020-04-27

**Tél :** 438-998-2829  
**Approuvé le :** 2020-04-30

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 14 janvier 2020

Monsieur Yvon Bachant  
Directeur principal Exécutif, Développement des affaires,  
Services Xerox  
Xerox Canada ltée  
3400, boul. de Maisonneuve ouest  
Montréal (Québec) H3Z 3G1

Courriel : [yvon.bachant@xerox.com](mailto:yvon.bachant@xerox.com)

**Objet : Renouvellement du contrat  
Appel d'offres no 17-16462  
Service de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères  
(OCR)**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné. (Référence : CG18 0125 du 22 février 2018)

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 22 février 2021 au 21 février 2022 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [bernard.boucher@montreal.ca](mailto:bernard.boucher@montreal.ca) **au plus tard le 24 janvier 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

YVON BACHANT



14/01/2020

Nom en majuscules et signature

Date

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat régulier, si initialement exigé dans l'appel d'offres, une garantie d'exécution sous forme de mandat-poste, chèque certifié, traite bancaire ou de cautionnement au montant de 10 % de la valeur annuelle de la portion du contrat correspondant à la section 2 « Cueillette et transport quotidien » et à la section 3 « Traitement des documents » du bordereau, conformément aux modalités de l'article 13 de la section « Instructions au soumissionnaire ».

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature

Date

Bernard Boucher  
Agent d'approvisionnement II  
Courriel : [bernard.boucher@montreal.ca](mailto:bernard.boucher@montreal.ca)

Le 2 mars 2020

XEROX CANADA LTÉE  
A/S MONSIEUR KEN VAN AELST  
500-20, YORK MILLS RD  
NORTH YORK (ON) M2P 2C2

N° de décision : 2020-DAMP-1236  
N° de client : 3000267951

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous XEROX CANADA LTD., XEROX TECHNOLOGY SERVICES, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. XEROX CANADA LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **1 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au [www.amp.gouv.qc.ca](http://www.amp.gouv.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

**Dossier # : 1197684008**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement  |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada ltée, appel d'offres public 17-16462, pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[2020-04-27 contrat de prolongation version visée.pdf](#)

---

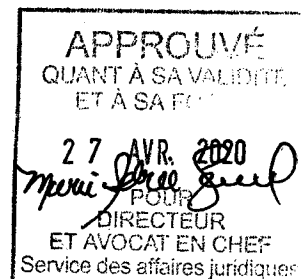
**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sandra PALAVICINI  
Avocate, droit contractuel  
**Tél : 514 872-1200**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-28

Marie-Andrée SIMARD  
Notaire, chef de division  
**Tél : (514) 872-8323**  
**Division : Droit contractuel**



**CONTRAT DE PROLONGATION**  
(Contrat initial approuvé par la Résolution CG18 0125)

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06-0006;

Ci-après appelée la « Ville »

**ET :** **XÉROX CANADA LTÉE**, personne morale constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions agissant et représentée par Yvon Bachant dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « Contractant »

Tous les signataires ci-après collectivement appelés les « Parties »

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la Ville a octroyé au Contractant un contrat pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR) pour une période de trois ans (ci-après le « Contrat initial ») par sa résolution CG18 0125;

**ATTENDU QUE** le Contrat initial peut être prolongé d'une année, pour un maximum de deux (2) prolongations;

**ATTENDU QUE** la Ville souhaite exercer sa première option de prolongation du Contrat initial.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:**

**ARTICLE 1**  
**Préambule**

1.1 Le préambule fait partie intégrante des présentes.

**ARTICLE 2**  
**Prolongation**

2.1 Conformément à l'article 4 du Contrat initial, la Ville prolonge la durée du Contrat initial pour une période d'une (1) année, soit pour la période du 22 février 2021 au 22 février 2022 (ci-après « la Période de Prolongation »).



- 2.2. Les services relatifs aux items 2.1 (services de cueillette et de transport), 3.1 (services de réception et ouverture des enveloppes papier) et 3.2 (services de numérisation) (ci-après les « Items ») du bordereau de soumission sont retirés du mandat du Contractant pour la Période de prolongation,

### **ARTICLE 3**

#### **Quantités prévisionnelles**

- 3.1 Les Parties reconnaissent que durant le Contrat initial le Contractant a traité une quantité nettement inférieure aux quantités prévues aux items 3.3 et 3.4 du bordereau de soumission pour la période de février 2018 à octobre 2018 et une autre période d'avril 2019 à octobre 2019 (ci-après les « Périodes »);
- 3.2 Le Contractant reconnaît qu'il s'agit de quantités prévisionnelles et renonce pour les Périodes à l'exercice contre la Ville de tout recours pour les dommages occasionnés.

### **ARTICLE 4**

#### **Autres dispositions**

- 4.1 Toutes les autres conditions du Contrat initial demeurent inchangées.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :**

Le ° jour de 2020

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Yves Saindon, greffier

Le ° jour de 2020

**XÉROX CANADA LIMITÉE.**

Par : \_\_\_\_\_  
Yvon Bachant

Cet Avenant 1 a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le ° jour de 2020 (résolution CG ).

**Dossier # : 1197684008**

**Unité administrative responsable :**

Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement

**Objet :**

Autoriser l'option de 12 mois de prolongation pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada ltée, appel d'offres public 17-16462, pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cette fin.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[1197684008 - Contrat XEROX.xls](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre BLANCHARD  
Conseiller budgétaire

**Tél :** 514-872-6714

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-03-23

Michelle DE GRAND-MAISON  
Professionnelle (domaine d'expertise) - chef d'équipe

**Tél :** 514 872-0985

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1203438020**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Alimentation en eau et assainissement des eaux  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., fournisseur unique, pour l'évolution et le support du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2023 pour la somme maximale de 1 922 760,65 \$ taxes incluses. |

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., fournisseur unique, pour le contrat de service d'entretien du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2023, pour la somme maximale de 1 922 760.55 \$, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 18 mars 2020;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 11:54

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1203438020**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Alimentation en eau et assainissement des eaux  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., fournisseur unique, pour l'évolution et le support du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2023 pour la somme maximale de 1 922 760,65 \$ taxes incluses. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le SICOS (système intégré de commande et de surveillance du procédé) est en opération à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) depuis mai 1995. Il constitue l'infrastructure principale d'automatisation et de contrôle des procédés d'interception et de traitement des eaux usées. En permettant d'opérer à partir des diverses salles de commandes tous les équipements automatisés de la Station, SICOS constitue l'unique interface opérateur pour la majorité des procédés de la Station. Il est aussi la source des données historiques essentielles pour le suivi et l'amélioration des procédés. Depuis la mise en opération du SICOS en 1995, des ententes de service avec ABB inc, fournisseur exclusif, ont été négociées successivement. Le contrat actuel se termine le 31 mai 2020. Il doit être renouvelé, afin de garantir la qualité et la fiabilité du contrôle des procédés de la Station.

Cette firme est la seule habilitée à fournir les composantes pour ce système et rendre les services inclus dans l'entente, puisqu'elle est détentrice des droits du système SICOS. Une lettre signée par ABB attestant cette exclusivité est jointe au présent sommaire.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG17 0193 - 18 mai 2017 - Accorder un contrat de gré à gré à ABB inc. pour le service d'entretien du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2017 au 31 mai 2020, pour une somme

maximale de 1 597 823,56 \$, taxes incluses (fournisseur unique) - 1177526005

CG16 0299 - 20 main 2016 - Accorder un contrat de gré à gré à la firme ABB inc. pour le service d'entretien du système MOD300 avec ADVANT (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2016 au 31 mai 2017, pour une somme maximale de 185 620,24 \$, taxes incluses (fournisseur unique)

CG13 0107 - 30 avril 2013 - Accorder un contrat de gré à gré à ABB inc. pour le contrat de service d'entretien du système MOD300 avec ADVANT (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2013 au 31 mai 2016, pour la somme maximale de 591 249,74 \$, taxes incluses (fournisseur unique)

CG10 0183 - 20 mai 2010 - Octroyer à ABB inc. un contrat de service d'entretien du système MOD300 avec ADVANT (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour la période du 1er juin 2010 au 31 mai 2013 - Dépense totale de 570 461,22 \$, taxes incluses (fournisseur exclusif)

## **DESCRIPTION**

Le SICOS est un système de contrôle des procédés essentiel pour l'opération de la Station. Il est donc primordial de renouveler ce contrat avec la firme ABB inc. (Asea Brown Boveri Inc.), fournisseur exclusif du SICOS.

Ce nouveau contrat débute le 1er juin 2020 et se termine le 31 mai 2023. Il comprend deux sections soient le contrat de service et le plan d'évolution du logiciel et du matériel.

Le contrat de service (ServiceGrid) inclut, entre autres:

- soutien technique 24 heures sur 24, sept jours sur sept;
- mobilisation sur place lorsque requis;
- services de support à distance (dépannage);
- entretien correctif;
- formation standard annuelle;
- mises à niveau des logiciels;
- rapport annuel sur le cycle de vie du système installé;
- rapport annuel d'utilisation;
- services de gestion des correctifs de cybersécurité;
- services de renforcement du système;
- services après sinistre;
- escomptes sur la formation, les pièces de rechange et les services additionnels.

Cette section du contrat prévoit également les services à taux horaires de spécialistes de la firme ABB pour des demandes spécifiques de programmation et d'amélioration, l'installation d'équipements et leur mise en service ainsi que l'achat de pièces ABB telles que, cartes de communication, blocs d'alimentation, contrôleurs, interfaces et autres pièces d'équipement.

Le plan d'évolution du logiciel et du matériel inclut des acquisitions se faisant sur la base d'une politique de cycle de vie du système de commande d'ABB. Ce cycle de vie comprend quatre (4) phases :

- active: phase initiale entamée lorsque le produit est mise en vente;
- classique: phase à laquelle le soutien caractéristique relatif au produit est limité au remplacement du produit en raison d'une obsolescence des composantes par le fournisseur;
- limitée: le soutien lors de cette phase est limité au service sur place, à la réparation en atelier et à la remise à neuf des pièces de rechange;

- désuète: phase dans laquelle il n'est plus possible d'effectuer un entretien sur le produit en question.

Toutes les composantes du système utilisé à la Station ont été classées selon les différentes phases du cycle de vie et sont présentées dans le tableau à la section 4.2 du contrat ci-joint. Celles qui devaient être remplacées ont été identifiées, en fonction de leur classification. À titre d'exemple, la composante AdvaCommand est définie comme étant désuète depuis 2014, d'où le besoin de la remplacer.

Seul ABB est en mesure de fournir les pièces de rechange et de remplacement aux fins de compatibilité avec le système en place.

## **JUSTIFICATION**

Il est impératif d'assurer une opération et une disponibilité ininterrompues du SICOS pour l'opération de la Station. Les dispositions qui ont été prises à cette fin sont les suivantes :

- § les versions des divers logiciels du SICOS sont continuellement maintenues à jour. Cela permet de bénéficier d'un support de meilleure qualité de la part du fournisseur ABB inc., en plus de rectifier les défauts des versions antérieures et de profiter des fonctionnalités ajoutées ou améliorées;

- § un stock de pièces de rechange est maintenu en inventaire à la Station, selon les recommandations du fabricant ABB inc.;

- § des procédures de support, de développement, de documentation et d'entretien ont été développées et mises en application;

- § les ingénieurs en automatisation assurent un service de dépannage à l'opération 24 heures / 7 jours pour les défaillances normales. Les problèmes plus pointus relatifs à du matériel ou à des logiciels sont soumis aux experts d'ABB inc.

Avant le renouvellement de ce contrat, la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) a entrepris une étude du cycle de vie sur 10 ans, afin d'évaluer les alternatives quant au choix du logiciel et du coût associé. Trois (3) options ont été envisagées :

Option 1: mise à niveau du système de contrôle existant;

Option 2: remplacement du système par un système de télégestion à grande échelle (PLC/SCADA);

Option 3: remplacement du système par un système numérique de contrôle-commande (DCS).

À la suite de l'analyse technique et financière, l'option 1 s'avère être la plus économique, et ceci de plus de 8.4 millions de dollars sur 10 ans par rapport à l'option 2 et de plus de 9.3 millions par rapport à l'option 3.

La proposition de la firme ABB inc., fournisseur exclusif, est conforme aux exigences de l'article 573.3 par. 9 de la loi des Cités et Villes. La firme ABB inc. a pris connaissance de la politique contractuelle de la Ville et a déclaré s'y conformer.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites. L'adjudicataire recommandé ABB inc. (N.E.Q.1171317614) n'est pas inscrit au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus, il a fourni une attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 31 août 2020.

Conformément au décret 435-2015 du 27 mai 2015, la compagnie ABB inc. détient une attestation valide de l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été reproduit en pièce jointe.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût maximal de ce contrat est de 1 922 760,65 \$ taxes incluses.  
La répartition des coûts est la suivante:

| Répartition des coûts (3 ans)  | Montant (taxes incluses) |
|--|--------------------------|
| 1 - Contrat de service   | \$521 300,01             |
| Cybersécurité / recouvrement en cas de désastre  | \$34 400,52              |
| 2 - Evolution du système SICOS*  | \$1 174 785,12           |
| Services professionnels d'appoint requis pour l'évolution  | \$192 275,00             |
| Total taxes incluses   | \$1 922 760,65           |
| * Montant converti de USD à CAD au taux de 1,42 avec une réserve de 10% pour les variations du taux de change. |                          |

Le montant total représente une dépense nette pour l'agglomération de 1 755 736,76 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense inclut un montant de 507 428,65 \$, net de ristournes, pour le contrat de service du système SICOS. Cette dépense est prévue au budget de fonctionnement 2020 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau et sera priorisée lors de la confection des budgets 2021-2022 et 2023.

Un montant de 1 248 308,11 \$, net de ristournes, est également inclus pour l'évolution du système SICOS. Ce montant est prévu au PTI 2020-2023. Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le renouvellement du contrat de service et d'évolution du système SICOS est essentiel au maintien des opérations automatisées de la Station. Le non renouvellement de ce contrat occasionnerait des pannes majeures du système et des déversements d'eaux usées importants au fleuve.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Aucun

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : Juin 2020  
Conseil d'agglomération : Juin 2020

Début du contrat: Juin 2020

Fin du contrat: 31 mai 2023

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Michel SHOONER  
Conseiller analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 280-4418  
**Télécop. :** 514 280-6779

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-29

Michel VERREAULT  
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

**Tél :** 514-280-4364  
**Télécop. :** 514-280-4387

---



**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Bruno HALLÉ  
Directeur

**Tél :** 514 280-3706

**Approuvé le :** 2020-04-30

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Chantal MORISSETTE  
Directrice

**Tél :** 514 280-4260

**Approuvé le :** 2020-05-20

Le 15 février 2019

ABB INC.  
A/S MONSIEUR GUY DIONNE  
800, BOUL HYMUS  
SAINT-LAURENT (QC) H4S 0B5

N° de client : 2700019146  
N° de référence : 1630972626

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Vous trouverez ci-jointe la décision confirmant le renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public d'ABB inc.

Nous vous confirmons également par la présente que vous n'avez pas à donner suite aux communications que vous avez reçues concernant le renouvellement de 2019 d'ABB inc. puisque l'autorisation renouvelée est valide jusqu'au **13 février 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la Loi sur les contrats des organismes publics RLRQ, c. C-65.1.

Pour toute question concernant votre dossier, veuillez communiquer avec un agent du Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La Direction de l'admissibilité aux marchés publics



Montréal, le 19 avril 2017

M. Guy Arnould  
Responsable, Applications et automatisation  
Ville de Montréal, Station d'épuration des eaux usées  
12001 boul. Maurice Duplessis,  
Montréal, QC H1C 1V3

**Objet : ABB – Fournisseur unique au Canada**

M. Arnould,

J'aimerais par la présente confirmer qu'ABB, étant fournisseur unique du système MOD 300 et 800xA que vous possédez, est la seule firme à fournir les composants pour ce système ainsi que les services tel qu'indiqué dans notre soumission LBC-161212-R0 relatif à ce système pour la station d'épuration des eaux usées de la ville de Montréal.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, M. Arnould, l'expression de nos sincères salutations.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michael Desiderato', is written over a horizontal line.

M. Michael Desiderato  
Directeur des ventes Canada, Service  
Division Technologies de l'automation, Canada

---

**ABB Inc.**

800, boul. Hymus  
St-Laurent, Québec CANADA H4S 2G1

Tél.: (514) 856-6266  
Télec.: (438) 843-6592

**Dossier # : 1203438020**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation   |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., fournisseur unique, pour l'évolution et le support du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2023 pour la somme maximale de 1 922 760,65 \$ taxes incluses. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[1203438020 InfoCompt DEEU PTI BF.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Wail DIDI  
Préposé au budget  
**Tél : (514) 280-0066**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-04

Iva STOILOVA-DINEVA  
Conseillère budgétaire  
**Tél : 514-280-4195**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**



**Dossier # : 1207157001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division propreté  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Services de police et sécurité incendie   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder un contrat à la firme Service d'entretien Alphanet inc. pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux années d'option. Dépense totale de 591 788,65 \$ taxes incluses (soumission : 493 157,21 \$ + contingences : 98 631,44 \$ taxes incluses) Appel d'offres n° 20-17878 (1 soumissionnaire). |

Il est recommandé :

1. d'accorder à Service d'entretien Alphanet inc., seul soumissionnaire conforme, pour une période de 36 mois, le contrat pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal au prix de leur soumission, pour la somme de 493 157,21 \$, taxes incluses, suite à l'appel d'offres public n° 20-17878;
2. d'autoriser une dépense de 98 631,44 \$, taxes incluses, à titre de budget des contingences;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-12 10:52

**Signataire :**

Diane DRH BOUCHARD

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1207157001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division propreté  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Services de police et sécurité incendie   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder un contrat à la firme Service d'entretien Alphanet inc. pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux années d'option. Dépense totale de 591 788,65 \$ taxes incluses (soumission : 493 157,21 \$ + contingences : 98 631,44 \$ taxes incluses) Appel d'offres n° 20-17878 (1 soumissionnaire). |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le parc immobilier du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) compte plus de 18 sites administratifs situés en majeure partie dans des casernes et répartis géographiquement dans plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal ainsi que dans certaines villes liées.

Le présent contrat vise l'entretien ménager régulier de ces espaces administratifs qui est normalement effectué par l'entreprise privée. Prenez note que le grand ménage annuel et le lavage des vitres des 18 sites administratifs sont également couverts par ce contrat. Par contre, l'entretien ménager régulier des locaux occupés par les pompiers n'en fait pas partie, ceux-ci étant responsables d'en faire l'entretien.

Le contrat précédent, d'une durée de 36 mois, s'est terminé le 31 mars 2020; le fournisseur ayant refusé la prolongation d'une année prévue dans le contrat.

L'appel d'offres public n° 20-17878 a été publié par le Service de l'approvisionnement sur le site SEAO le 15 janvier 2020. Un délai de 33 jours francs, jusqu'au 18 février 2020, a été laissé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leurs soumissions.

La durée de validité des soumissions est de 180 jours.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CE20 0128**- 5 février 2019- Exercer la première option de prolongation prévue dans le cadre du contrat accordé à Entretien Avangardiste (9119-5867 Québec inc.)(CE17 0499), pour une période de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 145 372,13 \$, taxes incluses, pour le grand ménage annuel et le lavage des garages de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, majorant ainsi le montant total du contrat de 403

440,15 \$ à 548 812,28 \$, taxes incluses

**CE17 0499** -12 avril 2017- Accorder deux contrats à Services d'entretien Alphanet inc. et 9119-5867 Québec inc.(Avangardiste) pour l'entretien sanitaire de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal et le grand ménage des casernes, pour une période de 36 mois avec deux années d'option de renouvellement - Dépense totale de 843 247,57 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15625 - (5 soumissionnaires)

**CE14 0020** - 15 janvier 2014 -Accorder deux contrats à Services d'entretien Alphanet inc. et au Centre de transition le Sextant inc. pour l'entretien sanitaire de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal et le grand ménage des casernes, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 669 401,86 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12944 - (4 soumissionnaires)

## DESCRIPTION

Le contrat, prévu pour une période de 36 mois, comprend l'entretien régulier, le grand ménage printanier et le lavage des vitres des 18 sites administratifs. L'entretien régulier de ces 18 sites administratifs consiste principalement à ramasser les rebuts et à nettoyer le mobilier, les murs, les planchers ainsi que les appareils sanitaires. Ceci inclut également un grand ménage printanier pour les revêtements de sol, les murs, les diffuseurs, etc. À cela s'ajoute le lavage des vitres une fois l'an.

L'ancien contrat de trois ans (CE17 0499) était divisé entre deux fournisseurs dont l'un, Service d'entretien Alphanet inc., effectuait les tâches décrites dans le présent sommaire décisionnel tandis que l'autre fournisseur (9119-5867 Québec inc. - Avangardiste) s'occupait du grand ménage et du lavage annuel des garages de toutes les casernes de pompiers : ce dernier ayant accepté la prolongation de contrat d'une année (voir CE20 0128).

## JUSTIFICATION

L'octroi du présent contrat pour le service d'entretien ménager et le grand ménage printanier des 18 sites administratifs du SIM est nécessaire au bon déroulement des opérations quotidiennes de ces institutions. À la suite de l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, sept (7) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et une (1) firme a présenté une soumission conforme, soit 14,2 % du total :

- Les services d'entretien Alphanet inc.

| Soumissions conformes   | Coût de base  | Taxes        | Total         |
|---|---------------|--------------|---------------|
| • Les services d'entretien Alphanet inc.  | 428 925,60 \$ | 64 231,61 \$ | 493 157,21 \$ |
|   |               |              |               |
| Dernière estimation réalisée (\$)   | 352 369,83 \$ | 52 771,43 \$ | 405 168,26 \$ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$)<br>(la plus basse conforme – estimation)                      |               |              | 87 988,95 \$  |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>(((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100 |               |              | 21,72 %       |

Parmi les entreprises qui se sont désistées : une (1) manquait de temps, deux (2) n'avaient pas de ressources disponibles, une (1) utilisait le cahier de charge à titre informatif et les deux (2) autres n'ont pas fourni de raison.

La différence de 21,72 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation s'expliquerait par certaines particularités du contrat dont l'estimé n'aurait pas tenu compte. En moyenne, chacun des 18 espaces administratifs nécessite environ 1,8 heure par jour d'entretien, selon une fréquence de 2,4 jours par semaine : la taille de ces lieux n'exige pas un temps de travail supérieur.

La répartition géographique des bâtiments est assez étendue puisqu'elle couvre, à la fois, les arrondissements de la Ville de Montréal et les villes liées. Pour les équipes d'entretien, cette situation nécessite un temps de transport élevé entre les différents lieux de travail. Comme ce contrat ne rémunère que les heures de travail et non les heures de transport, l'entrepreneur aurait tenu compte de cet élément lorsqu'il a soumis un prix.

Le fait qu'il n'y ait eu qu'un seul soumissionnaire parmi les sept preneurs de cahier de charge de cet appel d'offres laisse croire que ces facteurs ont pu influencer la décision de certains entrepreneurs de ne pas soumissionner.

Lorsqu'une municipalité ne reçoit qu'une seule soumission conforme pour un appel d'offres public, l'article 573.3.3 de la *Loi sur les cités et villes* stipule qu'une municipalité peut négocier avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations. Le SGPI a décidé de se prévaloir de ce pouvoir de négociation en proposant une offre au fournisseur, Les services d'entretien Alphanet inc., lors d'une rencontre tenue le 18 mars dernier. Ce dernier a soumis une contre-offre réduisant sensiblement les coûts au niveau des grands ménages et du lavage des vitres. Celle-ci a été acceptée par le SGPI.

Ce contrat inclut une option de renouvellement, soit deux périodes additionnelles de douze mois chacune, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus au contrat. En tenant compte des augmentations de coûts, liées au taux du Comité paritaire pour les employés assujettis au Décret sur le personnel d'entretien d'édifices publics, nous estimons à environ :

- Pour la première prolongation (2023) : 146 692,56 \$ taxes incluses
- Pour la deuxième prolongation (2024) : 150 506,56 \$ taxes incluses

Afin d'assurer le service d'entretien ménager, pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2020 inclusivement, un contrat de gré à gré a été conclu avec les Service d'entretien Alphanet inc. dans des conditions financières similaires à l'ancien contrat, et ce, au niveau de l'entretien ménager régulier. Dans le cadre de la pandémie de la COVID-19, ce contrat de trois mois permet également la désinfection de ces lieux essentiels au bon fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à un meilleur prix qu'à la pièce. Ce contrat de gré à gré totalise la somme de 90 927,53\$ taxes incluses.

La firme Les services d'entretien Alphanet inc. ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de celle du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du Secrétariat du Conseil du trésor. Par ailleurs, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et le contractant n'est pas visé par la liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.



La firme Les services d'entretien Alphanet inc. détient une attestation valide de l'Autorité des marchés publics.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale de ce contrat totalise la somme de 493 157,21 \$ répartie ainsi :

| <b>Fournisseur</b>                     | <b>2020</b>  | <b>2021</b>   | <b>2022</b>   | <b>2023</b>  | <b>Total</b>         |
|--|--------------|---------------|---------------|--------------|----------------------|
| Les services d'entretien Alphanet inc. | 75 757,03 \$ | 164 385,74 \$ | 164 385,74 \$ | 88 628,71 \$ | <b>493 157,21 \$</b> |

Le montant des contingences est de 98 631,44 \$, ce qui représente 20 % du contrat.

Le coût total de ce contrat est entièrement financé par le budget de fonctionnement de la Direction de l'optimisation, de la sécurité et de la propreté du SGPI. Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Conformément aux clauses du devis technique, l'adjudicataire a mis en place et maintiendra des méthodes d'entretien à faible impact environnemental se traduisant par l'utilisation de produits respectueux de l'environnement.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ce contrat est requis pour assurer la salubrité des édifices et le support aux opérations. L'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal ont toujours été confiés à l'entreprise privée. Un report d'octroi, une interruption de service ou un refus d'octroyer la prolongation du contrat compromettrait la salubrité des lieux.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Comme l'appel d'offres a eu lieu avant l'arrivée au pays du COVID-19, il est possible que le montant de ce contrat ne soit pas suffisant pour couvrir l'ajout des tâches de désinfection pour ces bâtiments stratégiques, et ce, même avec des contingences de 20 %.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du contrat : 3 juillet 2020

Fin du contrat : 30 juin 2023

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Bruno SIMARD  
Conseiller analyse - contrôle de gestion

**Tél :** 514 872-5084  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-04

Carole GUÉRIN  
Chef de division propreté

**Tél :** 514 872-8196  
**Télécop. :** 514 868-1082

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Louise BRADETTE  
Directrice  
**Tél :** 514-872-8484  
**Approuvé le :** 2020-05-07

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE  
Directrice  
**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2020-05-12

**Dossier # : 1207157001**

**Unité administrative responsable :** Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation\_sécurité et propreté , Division propreté

**Objet :** Accorder un contrat à la firme Service d'entretien Alphanet inc. pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux années d'option. Dépense totale de 591 788,65 \$ taxes incluses (soumission : 493 157,21 \$ + contingences : 98 631,44 \$ taxes incluses) Appel d'offres n° 20-17878 (1 soumissionnaire).

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



[17878 Intervention.pdf](#) [17878 TCP.pdf](#) [20-17878 pv.pdf](#) [20-17878 DetCah.pdf](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Badre Eddine SAKHI  
Agent d'approvisionnement niv. 2  
**Tél :** 514-872-4542

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-05

Denis LECLERC  
C/S app.strat.en biens  
**Tél :** 514-872-5241  
**Division :** Direction -Acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

| <b>Identification</b>       |  |
|-----------------------------|--|
| No de l'appel d'offres :    | 20-17878   |
| No du GDD :                 | 1207157001   |
| Titre de l'appel d'offres : | Entretien sanitaire pour divers bâtiments et grand ménage des casernes du Service de sécurité incendie de Montréal |
| Type d'adjudication :       | Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente                         |

| <b>Déroulement de l'appel d'offres</b>     |               |
|--|---------------|
| Lancement effectué le :                    | 15 - 1 - 2020 |
| Ouverture originalement prévue le :        | 18 - 2 - 2020 |
| Ouverture faite le :                       | 18 - 2 - 2020 |
| Nombre d'addenda émis durant la période :  | 0             |
| Date du dernier addenda émis :             | - - -         |
| Délai total accordé aux soumissionnaires : | 33 jrs        |

| <b>Analyse des soumissions</b>                    |               |
|---|---------------|
| Nbre de preneurs :                                | 7             |
| Nbre de soumissions reçues :                      | 1             |
| Nbre de soumissions rejetées :                    | 0             |
| % de réponses :                                   | 14,29         |
| % de rejets :                                     | 0             |
| Durée de la validité initiale de la soumission :  | 180 jrs       |
| Prolongation de la validité de la soumission de : | 0 jrs         |
| Date d'échéance initiale :                        | 16 - 8 - 2020 |
| Date d'échéance révisée :                         | 16 - 8 - 2020 |

| <b>Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi</b>   |                      |                                     |       |
|--|----------------------|-------------------------------------|-------|
| Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées <input checked="" type="checkbox"/> et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples |                      |                                     |       |
| Nom des firmes   | Montant soumis (TTI) | <input checked="" type="checkbox"/> | # Lot |
| Services d'entretien Alphanet inc.   | 493 157,21 \$        | <input checked="" type="checkbox"/> |       |

| <b>Information additionnelle</b>   |
|--|
| <p>En accord avec l'article 573.3.3 de la loi sur les cités et villes « Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumissions, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité ».</p> <p>À la suite de la rencontre de négociation organisée par le Service de l'approvisionnement, la firme <b>Services d'entretien Alphanet inc.</b> a accepté de réduire le prix de son offre de l'ordre de 1,84%, ce qui représente une économie de <b>9 268,31 \$</b> taxes incluses pour le SGPI.</p> <p>À noter que les termes et conditions du contrat demeurent les mêmes.</p> <p>Six (6) désistements : (1) manque de temps, (2) ressources non disponible, (1) à titre informatif, (2) pas de réponse.</p> |

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 4 - 5 - 2020

|                                  |   |
|----------------------------------|---|
| <b>Numéro d'appel d'offres</b>   | 20-17878  |
| <b>Titre de l'appel d'offres</b> | Entretien sanitaire pour divers bâtiments et grand ménage des casernes du |
| <b>Mode d'adjudication</b>       | Plus bas soumissionnaire conforme   |
| <b>Règle d'adjudication</b>      | Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire                    |




| Description   | Numéro d'item | Description d'item  | Quantité prévisionnelle | Unité de mesure   | Service d'entretien Alphanet inc. | Service d'entretien Alphanet inc. |
|---|---------------|---|-------------------------|-------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| <b>Entretien ménager régulier des espaces administratifs</b>    |               |   |                         |                   | Prix offre initiale               | <b>Prix négocié</b>               |
| Entretien ménager régulier des espaces administratifs           | 1             | Entretien ménager de 18 sites conformément au devis technique pour une période de 36 mois | 11 178                  | Taux horaire      | 30,00 \$                          | 30,00 \$                          |
| <b>Grand ménage des espaces administratifs</b>                  |               |   |                         |                   |                                   |                                   |
| Grand ménage des espaces administratifs                         | 2             | Grand ménage de 18 sites pour l'année 2020, le tout conformément au devis technique       | 66 235                  | Pied carré (Pi²)  | 0,35 \$                           | 0,32 \$                           |
|   | 3             | Grand ménage de 18 sites pour l'année 2021, le tout conformément au devis technique       | 66 235                  | Pied carré (Pi²)  | 0,35 \$                           | 0,32 \$                           |
|   | 4             | Grand ménage de 18 sites pour l'année 2022, le tout conformément au devis technique       | 66 235                  | Pied carré (Pi²)  | 0,35 \$                           | 0,32 \$                           |
| <b>Lavage des vitres extérieures des espaces administratifs</b> |               |   |                         |                   |                                   |                                   |
| Lavage des vitres extérieures des espaces administratifs        | 5             | Lavage des vitres extérieures pour les 21 sites, le tout conformément au devis technique  | 3                       | Tarif forfaitaire | 10 700,00 \$                      | 10 000,00 \$                      |

|                          |                      |                      |
|--------------------------|----------------------|----------------------|
| Sous total               | 436 986,75 \$        | 428 925,60 \$        |
| tps                      | 21 849,34 \$         | 21 446,28 \$         |
| tvq                      | 43 589,43 \$         | 42 785,33 \$         |
| <b>Montant total ttc</b> | <b>502 425,52 \$</b> | <b>493 157,21 \$</b> |

Économie **(9 268,31) \$**  
-1,84%

| Analyse administrative des soumissionnaires |   | Service d'entretien Alphanet inc. |
|---|---|-----------------------------------|
| <b>NEQ</b>                                  | <b>Requis</b>   | 1143257690                        |
| <b>Date d'immatriculation</b>               |   | 1995-03-06                        |
|   | <b>Signature</b>  | Oui                               |
|   | <a href="#">Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)</a>                | Oui                               |
|   | <a href="#">Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)</a>         | Oui                               |
|   | <a href="#">Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»</a>                 | Oui                               |
|   | <a href="#">Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»</a>               | Oui                               |
|   | <a href="#">Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)</a> | Oui                               |
|   | <b>Caution soumission</b>   | MCS1399005-20-01                  |
|   | <a href="#">Validation de conformité - CNEST</a>  | Oui                               |

|                                  |  |
|----------------------------------|--|
| <b>Numéro d'appel d'offres</b>   | 20-17878   |
| <b>Titre de l'appel d'offres</b> | Entretien sanitaire pour divers bâtiments et grand ménage des casernes<br>du |
| <b>Mode d'adjudication</b>       | Plus bas soumissionnaire conforme  |
| <b>Règle d'adjudication</b>      | Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire                       |

|   |                                   |
|---|-----------------------------------|
|  | Non-conforme                      |
|  | Correction - Erreur de calcul     |
|  | Plus bas soumissionnaire conforme |

|                                 |                            |
|---------------------------------|----------------------------|
| <b>Vérfié par</b> : Badre Sakhi | <b>Date</b> : 26 mars 2020 |
|---------------------------------|----------------------------|



## Liste des commandes

Numéro : 20-17878

Numéro de référence : 1335450

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Entretien sanitaire pour divers bâtiments et grand ménage des casernes du Service de sécurité incendie de Montréal

| <input type="checkbox"/> Organisation   | Contact  | Date et heure de commande  | Addenda envoyé   |
|---|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> 2439-5584 Québec Inc. (Les Entreprises Martin et Leblanc)<br>40, Rue Paul-Gauguin<br>Candiac, QC, J5R 6X2<br>NEQ : 1144260602  | <a href="#">Monsieur Jean Maxime Leblanc</a><br>Téléphone : 450 635-4898<br>Télécopieur : 450 635-7463 | <b>Commande : (1685053)</b><br>2020-01-20 10 h 40<br><b>Transmission :</b><br>2020-01-20 10 h 40 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique  |
| <input type="checkbox"/> Les Entreprises Fervel Inc.<br>401, avenue Ste-Croix<br>Montréal, QC, H4N 2L3<br><a href="http://www.fervel.ca">http://www.fervel.ca</a> NEQ : 1142288647                | <a href="#">Monsieur Lino Lopes</a><br>Téléphone : 514 744-4627<br>Télécopieur : 514 744-6223          | <b>Commande : (1683762)</b><br>2020-01-16 11 h 54<br><b>Transmission :</b><br>2020-01-16 11 h 54 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique  |
| <input type="checkbox"/> Placement potentiel inc<br>111 Av Donegani<br>Montréal, QC, H9R2W3<br><a href="http://www.placementpotentiel.com">http://www.placementpotentiel.com</a> NEQ : 1142397240 | <a href="#">Monsieur John Dirlik</a><br>Téléphone : 514 694-0315<br>Télécopieur :                      | <b>Commande : (1683698)</b><br>2020-01-16 11 h 05<br><b>Transmission :</b><br>2020-01-16 11 h 16 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| <input type="checkbox"/> SaaV group Inc.<br>273 rue Foisy<br>Saint-Eustache, QC, J7P 4A2<br><a href="http://www.saaVgroup.com">http://www.saaVgroup.com</a> NEQ : 1165752578                      | <a href="#">Monsieur Stoyan Yordanov</a><br>Téléphone : 514 664-3334<br>Télécopieur :                  | <b>Commande : (1690935)</b><br>2020-01-30 12 h 23<br><b>Transmission :</b><br>2020-01-30 12 h 23 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique  |
| <input type="checkbox"/> Service d'entretien Alphanet<br>640, boul. Guilmond<br>Longueuil, QC, J4G1P8<br>NEQ : 1143257690   | <a href="#">Monsieur Alejandro Figueroa</a><br>Téléphone : 450 651-1490<br>Télécopieur : 450 651-2614  | <b>Commande : (1683333)</b><br>2020-01-15 16 h 27<br><b>Transmission :</b><br>2020-01-15 16 h 27 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)           |
| <input type="checkbox"/> Service D'entretien Carlos Inc.<br>8610, du Creusot<br>Montréal, QC, H1P 2A7<br>NEQ : 1145025863   | <a href="#">Monsieur Walther Carlos</a><br>Téléphone : 514 727-3415<br>Télécopieur : 514 722-3038      | <b>Commande : (1683948)</b><br>2020-01-16 15 h<br><b>Transmission :</b><br>2020-01-16 15 h       | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique  |
| <input type="checkbox"/> Université de Montréal.<br>7077, avenue du Parc<br>2041<br>Montréal, QC, H3N 1X7<br>NEQ :  | <a href="#">Monsieur Hubert Lachance</a><br>Téléphone : 514 343-5682<br>Télécopieur :                  | <b>Commande : (1691808)</b><br>2020-01-31 15 h 34<br><b>Transmission :</b><br>2020-01-31 15 h 34 | Mode privilégié : Ne pas recevoir  |

 Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes. Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes. Organisme public.

**Dossier # : 1207157001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division propreté  |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder un contrat à la firme Service d'entretien Alphanet inc. pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux années d'option. Dépense totale de 591 788,65 \$ taxes incluses (soumission : 493 157,21 \$ + contingences : 98 631,44 \$ taxes incluses) Appel d'offres n° 20-17878 (1 soumissionnaire). |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GDD 1207157001 - Service entretien Alphanet.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre LACOSTE  
Préposé au budget  
**Tél : 514 872-4065**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-06

Diane NGUYEN  
Conseillère budgétaire  
**Tél : 514.872.0549**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**





**Dossier # : 1198555001**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Élimination et la valorisation des matières résiduelles  |
| <b>Projet :</b>                           | -  |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder le contrat de services Dr de gré à gré à l'entreprise Énergir, S.E.C. pour l'injection dans son réseau gazier du gaz naturel renouvelable produit par le centre de traitement de matières organiques (CTMO) par biométhanisation à Ville de Montréal-Est, pour une durée minimale de 20 ans. - Dépense totale de 3 965 686,73 \$, taxes incluses (contrat : 2 643 791,15 \$ + provisions et contingences 1 321 895,58 \$) |

Il est recommandé :

1. D'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de contrat de gré à gré entre la Ville et Énergir S.E.C. pour une durée minimale de 20 ans, pour la fourniture du service Dr pour l'injection du gaz naturel renouvelable dans son réseau gazier au Tarif fixé au contrat, soit pour une somme maximale de 2 643 791,15 \$ , taxes incluses;
2. D'autoriser une dépense de 1 321 895,58 \$ , taxes incluses, à titre de budget de provisions et de contingences;
3. D'imputer cette dépense au plan triennal d'immobilisation (PTI) du Service de l'environnement. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-20 14:40

**Signataire :** Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1198555001**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Élimination et la valorisation des matières résiduelles  |
| <b>Projet :</b>                           | -  |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder le contrat de services Dr de gré à gré à l'entreprise Énergir, S.E.C. pour l'injection dans son réseau gazier du gaz naturel renouvelable produit par le centre de traitement de matières organiques (CTMO) par biométhanisation à Ville de Montréal-Est, pour une durée minimale de 20 ans. - Dépense totale de 3 965 686,73 \$, taxes incluses (contrat : 2 643 791,15 \$ + provisions et contingences 1 321 895,58 \$) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Afin d'atteindre les objectifs du Plan directeur de gestion de matières résiduelles de l'agglomération (PDGMR) de Montréal 2010-2014, il a été établi d'instaurer et d'exploiter cinq centres de traitement des matières organiques (CTMO) visant à recycler les matières organiques (résidus verts et alimentaires) et à réduire l'enfouissement des déchets. Les contrats pour la construction de deux de ces centres (le centre de compostage localisé dans l'arrondissement Saint-Laurent et le centre de biométhanisation localisé à Montréal Est) ont été octroyés. Il s'agit de contrats de conception, de construction, d'exploitation et d'entretien de ces deux infrastructures. La planification des trois autres CTMO prévus est en cours de révision.

Ainsi, le 22 août 2019, le Conseil d'Agglomération de la Ville de Montréal a octroyé à SUEZ Canada Waste Services inc. le contrat pour les services de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques par biométhanisation, situé au coin de l'avenue Broadway Nord et du boulevard Métropolitain Est. Le procédé de biométhanisation produira du biogaz qui sera épuré afin d'obtenir du biométhane, un gaz naturel renouvelable (GNR), qui respecte la norme BNQ 3672-100 et les spécifications d'injection dans le réseau gazier d'Énergir. Jusqu'à 4 millions de mètres cubes de gaz naturel renouvelable pourront être générés annuellement.

De plus, le gaz naturel renouvelable produit par le CTMO de Montréal Est sera utilisé en remplacement d'une partie du gaz naturel d'origine fossile utilisé pour l'incinération des boues de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte. De cette façon, l'agglomération de Montréal demeurera propriétaire du gaz naturel renouvelable et conservera les réductions de gaz à effet de serre qui sont générées. Cela permettra aussi de se conformer à l'une des conditions du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre

les changements climatiques, qui exige que le biogaz produit substitue du carburant ou du combustible fossile utilisé au Québec.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG19 0388 - 22 août 2019 : Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats. Accorder un contrat à SUEZ Canada Waste Services inc. pour les services de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au coin de l'avenue Broadway Nord et du boulevard Métropolitain Est, Ville de Montréal-Est - Dépense totale de 167 037 504,39 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres 5914 (1 soum.)/Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 16 310 843,03 \$, taxes au net, pour couvrir les années 2022 à 2027.

## **DESCRIPTION**

Le contrat de services Dr concerne l'installation, l'opération et la maintenance des équipements servant à l'analyse de la composition du gaz naturel renouvelable, à son injection au réseau gazier lorsqu'il respecte les normes qualité et au raccordement entre le poste d'injection et le réseau existant. Le prix du service de réception couvre :

- les coûts fixes pour implanter le poste d'injection et la conduite de raccordement;
- les coûts fixes de distribution non liés au réseau gazier (dépenses d'exploitation, facturation, etc.);
- une portion variable en fonction du volume de biométhane injecté qui constitue des redevances à la Régie de l'énergie et à la Régie du bâtiment.

Le contrat pour le service Dr d'une durée de 20 ans minimum commence à la date du début de livraisons de gaz naturel renouvelable. Il est à noter que le poste d'injection et la conduite de raccordement resteront la propriété d'Énergir. La Ville consent une permission d'occupation pour ceux-ci et un droit d'accès sur le site du CTMO, sans compromettre les opérations ayant lieu.

## **JUSTIFICATION**

Pour acheminer le gaz naturel renouvelable de son lieu de production jusqu'à la station d'épuration, il est nécessaire de conclure une entente de service avec le distributeur exclusif de gaz naturel sur le territoire de l'agglomération de Montréal (Énergir). Cette entente de service établit les modalités de construction d'une station d'injection sur le site du CTMO. Énergir dispose en effet d'un droit exclusif de distribution de gaz naturel dans la région de Montréal en vertu du décret 773-2010 délivré par le Gouvernement du Québec pour 30 ans à compter du 11 mars 2011. Ses activités sont réglementées par la Régie de l'énergie. Étant donné son statut de monopole, un contrat de gré à gré pour le service de réception peut-être conclu avec Énergir en vertu de l'article 573.3 8° de la *Loi sur les cités et ville* et comprend l'implantation d'un poste d'injection et le raccordement de celui-ci à la conduite existante d'alimentation en gaz naturel d'Énergir. Ces activités de distribution gazière sont assujetties aux Conditions et Tarifs approuvés par la Régie de l'énergie. Cette dernière a fixé la méthodologie d'établissement du tarif de réception (D-2011-108) pour les coûts liés à l'implantation du poste d'injection et du raccordement de la conduite, les coûts de distribution non liés au réseau gazier et les redevances.

Le coût pour l'implantation du poste d'injection et de la conduite de raccordement est estimé actuellement par Énergir à 2 643 791,15 \$, taxes incluses (estimation de classe 5 avec marge d'erreur comprise entre -30 % et +50 %). Ce coût inclus les services professionnels, les travaux de construction et les charges administratives internes. En vertu du contrat, la Ville de Montréal ne paiera que le coût réellement encouru par Énergir. Il est possible d'effectuer le paiement total du poste d'injection et de sa conduite au terme de sa construction (option A) ou sur une base mensuelle pendant la durée minimale du service qui

est de 20 ans (option B). Par contre, cette dernière est moins attrayante puisque d'autres frais, tels les coûts de la dette et de l'équité, s'ajoutent au montant à rembourser. Le coût total sur les 20 ans de l'entente (option B) est deux fois plus élevé que celui au terme de la construction (option A) sur les 20 ans, ce qui représente un écart de 2 724 287,28\$. Pour cette raison, l'option A a été retenue et le paiement total du poste d'injection et de la conduite de raccordement sera effectué à la fin de la construction, en vertu du contrat.

Les coûts pour le volet de distribution et redevances seront ensuite facturés mensuellement par Énergir. Le coût pour les redevances variera en fonction des quantités réelles de gaz naturel renouvelable injectées dans son réseau gazier.

Comme le contrat est un contrat de service de plus de 1 000 000\$, l'autorisation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP) est requise. Énergir détient une telle autorisation en date du 8 mai 2018, portant le numéro 2018-CSPM-1030417 valide jusqu'au 7 mai 2021. Une copie est jointe au présent dossier.

Énergir n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA) et ne figure pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal en date du 28 avril 2020.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La tarification pour le service de réception comprend :

- les coûts reliés à l'implantation du poste d'injection et de la conduite de raccordement;
- les coûts de distribution non liés au réseau gazier;
- les redevances (charges variables).

Les détails de l'aspect financier se trouvent à la pièce jointe n°2 de ce dossier.

### Coûts reliés à l'implantation du poste d'injection et de la conduite de raccordement

Le montant à accorder pour les travaux est de 2 643 791,15 \$, taxes comprises selon une estimation de classe 5 d'Énergir (marge d'erreur de -30 % à +50 %). Énergir évalue une incertitude pouvant atteindre 50 %. Ainsi, le Service de l'environnement recommande de maintenir une provision de 50 % à cette somme, soit de 1 321 895,58 \$ incluant les taxes, pour pallier les incertitudes et risques du projet.

Le montant total à autoriser est de 3 965 686,73 \$ incluant les taxes et provisions. Le déboursement est prévu en 2022, à la date du début des livraisons de gaz naturel renouvelable.

La dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération et le coût sera entièrement financé par emprunt (RCG 13 - 006 - 2).

### Coûts de distribution non liés au réseau gazier et redevances (charges variables)

Les montants estimés pour le volet de distribution et pour les redevances sur la durée minimale de l'entente de 20 ans sont respectivement de 1 700 526,24 \$ et de 95 659,20 \$, en incluant les taxes.

L'impact des coûts de distribution et des redevances au budget de fonctionnement du Service de l'environnement et au budget de la Ville de Montréal a été pris en compte dans le

dossier décisionnel d'octroi du contrat à Suez Canada Waste Services inc. (CG19 0388) pour la période entre 2022 et 2027.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La substitution des sources d'énergie fossiles par du gaz naturel renouvelable pour combler les besoins de la Ville de Montréal s'inscrit dans les priorités du Plan Montréal durable 2016-2020 qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la dépendance aux énergies fossiles.

La mise en service du CTMO de Montréal Est ainsi que la valorisation de l'énergie générée par ce centre contribue à l'atteinte des objectifs du projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Tout report de ce dossier aura des répercussions sur l'échéancier de la mise en service du centre de traitement de matières organiques par biométhanisation. En effet, les éléments de conception du poste d'injection de gaz naturel renouvelable dans le réseau de distribution de gaz naturel sont requis pour que la conception globale du CTMO de Montréal Est puisse être finalisée.

De plus, cela pourrait compromettre l'atteinte d'un des objectifs du projet, celui d'utiliser le principal extrant, le biométhane, pour remplacer du combustible fossile. Cette substitution de sources d'énergie au Québec fait partie des critères d'admissibilité pour l'obtention de la subvention du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC) du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

La collecte des déchets et la gestion des matières résiduelles font partie de la liste des services gouvernementaux et autres activités prioritaires dans le cadre de la pandémie. Pour la gestion des matières résiduelles, une liste de services jugés essentiels a été établie. Cette liste inclut les services de collecte et de traitement de matières organiques, incluant le vidage de fosses septiques.

La pandémie, l'arrêt de plusieurs activités ainsi que la reprise progressive de ces dernières pourrait engendrer des retards dans l'exécution des travaux dont ceux en lien avec le raccordement de l'usine de biométhanisation au réseau gazier d'Énergir.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : 3 juin 2020

Conseil municipal : 15 juin 2020

Conseil d'agglomération : 18 juin 2020

|   |                   |          |
|---|-------------------|----------|
| 1 | Octroi du contrat | Été 2020 |
|---|-------------------|----------|

|   |   |            |
|---|---|------------|
| 2 | Signature de l'entente par les deux Parties                     | Été 2020   |
| 3 | Date de début de début de livraison de gaz naturel renouvelable | Hiver 2022 |

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

### Autre intervenant et sens de l'intervention

### Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications  
Sylvie ASSELIN, Service de l'eau

Lecture :

Sylvie ASSELIN, 6 mai 2020

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie CHAN-LU  
Ingénieure

**Tél :** 514-872-2092  
**Télécop. :** 514 872-8146

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-05-04

Éric BLAIN  
C/d sout technique infrastructures CESM

**Tél :** 514 872-3935  
**Télécop. :**

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA  
Directeur de la gestion des matières résiduelles

**Tél :** 514 868-8765  
**Approuvé le :** 2020-05-15

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE  
Directeur

**Tél :** 514 872-7540  
**Approuvé le :** 2020-05-20

Le 8 mai 2018

ÉNERGIR, S.E.C.  
A/S MONSIEUR MARTIN IMBLEAU  
1717, RUE DU HAVRE  
MONTRÉAL (QC) H2K 2X3

N° de décision : 2018-CPSM-1030417

N° de client : 3001257194

**Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉCOLE DE TECHNOLOGIE GAZIÈRE
- ÉNERGIR
- ENERGIR, L.P.
- GAZ MÉTRO
- GAZ MÉTRO LIMITED PARTNERSHIP
- SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZ MÉTRO

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ÉNERGIR, S.E.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 mai 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

**Québec**

Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

**Montréal**

800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 873-3090

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Letellier', with a light blue circular stamp or watermark behind it.

Louis Letellier  
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires



## Aspect financier - Coûts reliés au poste d'injection et au raccordement

GDD: 1198555001

Rév. 0

| <b>Contrat de service Dr - Énergir</b>   | <b>2022</b>            |
|--|------------------------|
| <b><i>Poste d'injection et raccordement</i></b>  |                        |
| Coûts reliés au poste d'injection et au raccordement                                   | 1 848 805,00 \$        |
| Taxe sur les services publics (TSP) (taux de 1,50%)                                    | 27 732,08 \$           |
| Taux d'imposition (taux de 26,525%)  | 490 395,53 \$          |
| Coûts reliés au poste d'injection et au raccordement avant TPS et TVQ                  | 2 366 932,60 \$        |
| Taxes TPS et TVQ   | 276 858,55 \$          |
| Coûts reliés au poste d'injection et au raccordement toutes taxes incluses             | 2 643 791,15 \$        |
| <b><i>Provisions et contingences pour le poste d'injection et le raccordement</i></b>  |                        |
| Provisions et contingences   | 924 402,50 \$          |
| Taxe sur les services publics (TSP) (taux de 1,50%)                                    | 13 866,04 \$           |
| Taux d'imposition (taux de 26,525%)  | 245 197,76 \$          |
| Provisions et contingences avant TPS et TVQ  | 1 183 466,30 \$        |
| Taxes TPS et TVQ   | 138 429,27 \$          |
| Provisions et contingences toutes taxes incluses                                       | 1 321 895,58 \$        |
| <b>Coûts totaux pour le poste d'injection et le raccordement - avant TPS et TVQ</b>    | <b>3 550 398,90 \$</b> |
| <b>Coûts totaux pour le poste d'injection et le raccordement - TPS et TVQ incluses</b> | <b>3 965 686,73 \$</b> |

**Dossier # : 1198555001**

**Unité administrative responsable :** Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM

**Objet :** Accorder le contrat de services Dr de gré à gré à l'entreprise Énergir, S.E.C. pour l'injection dans son réseau gazier du gaz naturel renouvelable produit par le centre de traitement de matières organiques (CTMO) par biométhanisation à Ville de Montréal-Est, pour une durée minimale de 20 ans. - Dépense totale de 3 965 686,73 \$, taxes incluses (contrat : 2 643 791,15 \$ + provisions et contingences 1 321 895,58 \$)

### **SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

### **COMMENTAIRES**

La Ville peut conclure de gré à gré le contrat de services avec Énergir S.E.C. en vertu de l'article 573.3 (8) de la Loi sur les cités et villes (LCV). Par ailleurs, le Service porteur du dossier confirme que les actifs construits par Énergir pour permettre l'injection et la distribution du gaz naturel renouvelable dans son réseau sont des équipements. Conséquemment, l'article 29.3 de la LCV ne s'applique pas au présent contrat.

---

### **FICHIERS JOINTS**



[Contrat de services Dr Final GV 8 mai VISÉ.pdf](#)

---

### **RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Guyline VAILLANCOURT  
avocate  
**Tél : 514-872-6875**

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-11

Marie-Andrée SIMARD  
chef de division et notaire  
**Tél : 514-872-8323**  
**Division : Droit contractuel**

## CONTRAT DE SERVICES – DR (le « Contrat Dr »)

**ENTRE** **ÉNERGIR, S.E.C.**, agissant par son associée commanditée Énergir, inc. ayant sa principale place d'affaires au 1717, rue du Havre, Montréal, Québec, H2K 2X3, elle-même représentée par ses représentants dûment autorisés tels qu'ils le déclarent.

(« **Énergir** »)

**ET** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

(« **Ville** »)

Énergir et la Ville sont individuellement nommées « **Partie** » et conjointement « **Parties** ».

### PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à Énergir.

Attendu que la Ville requiert d'Énergir le service décrit au présent Contrat Dr pour injecter du Gaz naturel renouvelable (« **GNR** ») dans le réseau d'Énergir au **Point de réception**, tel que mentionné au tableau compris à l'article 1.3 du Contrat Dr.

### LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

#### 1. SERVICE DE RÉCEPTION DU GNR

1.1. La Ville convient de livrer à Énergir au Point de réception le GNR qu'elle produit et ce, conformément au présent Contrat Dr et aux Conditions de service et Tarif approuvés par la Régie de l'énergie (« **Conditions et Tarif** »).

1.2. Le Tarif de réception (le « **Tarif** ») est fixé par Énergir en appliquant la méthodologie approuvée par la Régie de l'énergie et correspond à la somme de la tarification au Point de réception et de la tarification aux **Points de livraison convenus** (Annexe H). Le Tarif sera fixé lorsqu'Énergir pourra identifier les coûts finaux des Actifs (tels que définis à l'Annexe A du présent Contrat Dr). À titre indicatif, l'Annexe H fournit une simulation du Tarif basé sur les hypothèses qui y sont énoncées. Énergir s'engage à fournir à la Ville une mise à jour de la simulation du Tarif (Annexe H) lorsque, agissant raisonnablement, la Ville en fait la demande.

Pour plus de clarté, le Tarif comprend une portion fixe et une portion variable. La portion fixe est invariable et ne dépend pas du volume de GNR produit et comprend le remboursement de l'investissement requis pour la construction des Actifs (volet « investissement ») d'Énergir et les coûts de distribution non liés au réseau (volet « distribution »). La portion variable dépend du volume de GNR produit et injecté au Point de réception et comprend les redevances à la Régie de l'énergie et à la Régie du bâtiment. La Ville pourra payer le volet investissement de la portion fixe du Tarif sur une période de 20 ans ou plus rapidement, sous réserve d'une approbation préalable par la Régie de l'énergie d'un tel ajustement tarifaire. La portion fixe du Tarif pour le volet investissement sera fixée en fonction de la somme des dépenses réellement encourues par Énergir pour la construction des Actifs. Un détail du volet investissement sera présenté à la Ville à la fin des travaux. La portion variable du Tarif ainsi que le volet distribution s'appliqueront tant que le présent Contrat Dr sera en vigueur.

- 1.3. La Ville convient de souscrire au service de réception d'Énergir et au Tarif selon les paramètres suivants :

| Point de réception    | Capacité maximale contractuelle (CMC) (m <sup>3</sup> /jour) | Date projetée de début du service (AAAA/MM/JJ) | Durée minimale du service                       |
|-----------------------|--|--|---|
| Ville de Montréal-Est | 18 000   | 1 <sup>er</sup> janvier 2022                   | 20 ans à compter de la Date de début du service |

- 1.4. Nonobstant la « Date projetée de début du service » indiquée ci-haut, la « Date de début du service » aux fins d'application du Tarif correspond à la date du début des livraisons de GNR par la Ville, laquelle date pourra être reportée ou devancée par les Parties d'un commun accord en raison de contraintes liées à la construction des Installations de la Ville (telles que définies à l'Annexe A du présent Contrat Dr) ou des Actifs d'Énergir et à l'obtention des conditions énoncées à l'article 3 ci-après.

Malgré ce qui précède, la date du début des livraisons de GNR par la Ville ne pourra dépasser le 31 décembre 2023 auquel cas Énergir pourra mettre fin au présent Contrat Dr et facturer l'Indemnité à la Ville conformément à la section 4 du présent Contrat Dr.

## 2. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU CONTRAT

- 2.1. Le présent Contrat Dr entre en vigueur dès la date de sa signature par les Parties et restera en vigueur pour une durée minimale de 20 ans à compter de la Date de début du service ou jusqu'à ce qu'une des Parties demande la résiliation du Contrat en vertu de la section 4.
- 2.2. La Ville s'engage à payer à Énergir le Tarif à compter de la Date de début du service.

## 3. CONDITIONS RELATIVES À L'ÉCHÉANCIER DU PROJET

- 3.1. Le respect de l'Échéancier (Annexe E) et des dates de mises en service est conditionnel aux modalités suivantes :

3.1.1. Conditions applicables à Énergir :

L'obtention par Énergir de toutes les autorisations requises pour la construction des Actifs (ex. : permis de construction, autorisations environnementales ou autres autorisations gouvernementales requises, le cas échéant).

3.1.2. Conditions applicables à la Ville :

L'obtention de toutes les autorisations requises pour la construction et l'opération des Installations (ex. : permis de construction, autorisations environnementales ou autres autorisations gouvernementales requises, le cas échéant).

#### 4. DÉFAUTS ET MODALITÉS DE RÉSILIATION

4.1. La Ville peut mettre fin au Contrat Dr en transmettant à Énergir un avis écrit préalable d'un minimum de cent vingt (120) jours.

4.2. Dans les cas suivants de résiliation du Contrat Dr: i) la résiliation par la Ville conformément à l'article 4.1, ou ii) la résiliation par Énergir conformément au deuxième paragraphe de l'article 1.4, la Ville devra payer à Énergir une indemnité établie en fonction du moment où la résiliation survient, tel que prévu ci-dessous (ces indemnités sont ci-après collectivement désignées comme l' « **Indemnité** »):

4.2.1. Si la résiliation survient avant la Date de début du service, l'Indemnité due sera équivalente à la somme des coûts engagés par Énergir pour les travaux relatifs aux Actifs (tels que définis à l'article 4.1 des Conditions générales à l'Annexe A), que ceux-ci soient entrepris ou complétés;

4.2.2. Si la résiliation survient après la Date de début du service et avant l'expiration de la Durée minimale du service, l'Indemnité due sera équivalente à la valeur comptable des Actifs d'Énergir au moment de la résiliation.

Il sera déduit de toute Indemnité due par la Ville à Énergir aux termes des sous-paragraphe 4.2.1 et 4.2.2 le montant de toutes sommes déjà payées par la Ville pour les Actifs, le cas échéant.

4.3. Après la Durée minimale du service, la Ville pourra mettre fin au Contrat Dr conformément à l'article 4.1, et ce, sans avoir à payer quelque Indemnité que ce soit à Énergir dans la mesure où la valeur comptable des Actifs d'Énergir au moment de la résiliation est nulle.

4.4. Si Énergir ne remplit pas ses obligations d'offrir le service de réception du GNR, la Ville peut :

4.4.1. Suspendre l'exécution de ses obligations, incluant ses obligations de paiement en vertu du Contrat.

4.4.2. Résilier le Contrat si le défaut persiste pendant dix (10) jours consécutifs suite à la réception d'un avis écrit de la Ville. Le cas échéant, si la Ville a déjà payé l'entièreté du montant pour le Volet investissement, elle se réserve le droit d'obtenir un dédommagement financier proportionnel à la valeur résiduelle des Actifs.

## 5. DIVERS

Les Annexes suivantes et jointes au présent Contrat Dr en font partie intégrante:

- Annexe A – Conditions générales
- Annexe B – Critères de pression, composition et teneur calorifique
- Annexe C – Schéma des Actifs d'Énergir et des Installations de la Ville
- Annexe D – Responsabilités matricielles
- Annexe E – Échéancier
- Annexe F – Formulaire de nomination
- Annexe G – Plan du poste d'injection
- Annexe H – Simulation du tarif de réception

EN FOI DE QUOI, les Parties ont conclu ce Contrat Dr, ce dont fait preuve la signature de leurs représentants dûment autorisés à cette fin.

**ÉNERGIR, S.E.C.**  
par son associée commanditée Énergir inc.

Signature : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Date : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Date : \_\_\_\_\_

**VILLE DE MONTRÉAL**

Signature : \_\_\_\_\_  
Yves Saindon  
Greffier : \_\_\_\_\_  
Date : \_\_\_\_\_



## ANNEXE A – CONDITIONS GÉNÉRALES

### 1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Les termes en lettres majuscules utilisés, mais non définis aux présentes, ont le sens qui leur est attribué dans les Conditions et Tarif. En cas de contradiction entre le présent Contrat Dr et les Conditions et Tarif, ces dernières auront préséance.

### 2. QUALITÉ, PRESSION, COMPOSITION DU GNR

La Ville s'engage à ce que tout le GNR remis à Énergir au Point de réception respecte les critères de pression, composition et teneur calorifique prévus à l'Annexe B. Dans le cas où le GNR injecté n'est pas conforme aux critères de pression, composition et teneur calorifique, Énergir pourra suspendre sans préavis la réception du GNR non conforme.

### 3. LIVRAISON

La livraison du GNR à Énergir a lieu au Point de réception, tel qu'identifié au Schéma des installations d'Énergir figurant à l'Annexe C.

### 4. INSTALLATIONS DE LA VILLE ET ACTIFS D'ÉNERGIR

- 4.1. **Construction et entretien par Énergir** – Énergir s'engage à construire, entretenir et opérer les conduites, infrastructures, bâtiments et équipements, tel qu'applicable, pour recevoir le GNR de la Ville (les « **Actifs** »), le tout conformément à l'Annexe D – Responsabilités matricielles.
- 4.2. **Construction et entretien par la Ville** – La Ville s'engage à construire, entretenir et opérer les installations nécessaires à la production de GNR et à sa livraison à Énergir (les « **Installations** »), le tout conformément à l'Annexe D – Responsabilités matricielles.
- 4.3. **Conformité aux lois et normes** - Les Installations et les Actifs, doivent être construits conformément à toutes les lois, codes et normes en vigueur applicables. Chaque partie est responsable d'obtenir tous les permis et autorisations requis pour la construction de ses propres ouvrages.
- 4.4. **Échéancier** – Les Parties reconnaissent que le respect de l'Échéancier est un élément fondamental du présent Contrat Dr et elles s'engagent à déployer les efforts et agir de manière diligente afin de permettre la construction de leurs Installations et Actifs respectifs conformément à l'Échéancier figurant à l'Annexe E.
- 4.5. **Collaboration et accès** – La Ville et Énergir s'engagent à collaborer et à déployer les efforts raisonnables pendant la construction, l'opération et l'entretien de leurs Installations et Actifs. Énergir peut, sans indemnité ou compensation pour la Ville, construire, entretenir et opérer sur la propriété de la Ville ou les lieux occupés ou utilisés par ce dernier, les Actifs d'Énergir, dont notamment le Point de réception, tel qu'identifié au Schéma des Actifs d'Énergir de l'Annexe C. La Ville consent à Énergir une permission d'occupation pour ses Actifs et un droit d'accès à ceux-ci, sans compromettre les opérations du site, et cela pour la Durée du Contrat Dr. La Ville renonce expressément au bénéfice de l'accession eu égard aux Actifs et convient qu'Énergir demeure propriétaire des Actifs. À la fin du Contrat Dr, et ce, pour quelque motif que ce soit, Énergir devra retirer les Actifs hors sol et niveler le terrain de la Ville dans un délai raisonnable dans les circonstances et à être convenu entre les Parties.

- 4.6. **Responsabilité** – La Ville et ses ayants droit doivent tenir à couvert et indemniser Énergir, ses administrateurs, dirigeants, employés de même que leurs successeurs et ayants droit à l'égard de tous les dommages causés à Énergir lorsque ces dommages sont causés soit par la faute ou par la négligence de la Ville, de ses ayants droit ou des personnes ou des biens dont la Ville ou ses ayants droit ont la garde ou le contrôle. Énergir et ses ayants droit doivent tenir à couvert et indemniser la Ville, ses administrateurs, dirigeants, employés de même que leurs successeurs et ayants droit à l'égard de tous les dommages causés à la Ville lorsque ces dommages sont causés soit par la faute ou par la négligence d'Énergir, de ses ayants droit ou des personnes ou des biens dont Énergir ou ses ayants droit ont la garde ou le contrôle.

## 5. FORCE MAJEURE

Ni l'une ni l'autre des Parties ne sera responsable vis-à-vis de l'autre des dommages ou des pertes découlant du fait qu'Énergir ne puisse recevoir le GNR en tout ou en partie ou du fait que la Ville ne puisse livrer du GNR en tout ou en partie, en raison de toute cause imprévisible, irrésistible et indépendante de la volonté de la Partie touchée et qui n'est pas causée par la faute ou la négligence de la Partie touchée, conformément à la définition de force majeure prévue au *Code civil du Québec*.

Dans tous les cas où l'une ou l'autre des Parties invoque la force majeure, elle devra faire parvenir sans délai un avis écrit à l'autre Partie expliquant la nature de la force majeure. Si la Ville invoque la force majeure, elle pourra choisir de suspendre le paiement du Tarif pendant la durée de la force majeure, étant toutefois entendu qu'une telle suspension aura pour effet de prolonger d'une période équivalente à la durée de la force majeure la Durée minimale de vingt (20) ans pendant laquelle elle sera tenue de payer le Tarif prévu aux Conditions et Tarif. Si Énergir invoque la force majeure, la portion fixe du Tarif sera, aux fins de facturation, réduite durant l'existence de ladite force majeure proportionnellement au volume qu'Énergir ne peut recevoir de la Ville en raison de la force majeure.

## 6. SERVICE DE RÉCEPTION

- 6.1. À compter de la Date de début du service et pour toute la durée du Contrat Dr par la suite, la Ville s'engage à payer à Énergir le Tarif, tel que fixé et modifié de temps à autre par la Régie de l'énergie. Si le service ne débute pas ou que la Ville met fin au Contrat Dr avant la Durée minimale de vingt (20) ans, Énergir facturera à la Ville l'Indemnité, telle que définie au paragraphe 4.2. du Contrat Dr.
- 6.2. La Ville s'engage à nommer les volumes injectés sur une base quotidienne en utilisant le formulaire de nomination de l'Annexe F, à défaut de quoi, la dernière nomination de volumes injectés sera considérée. La Ville ne sera pas considérée en défaut si elle livre une quantité inférieure à ce qu'elle s'est engagée à livrer en vertu du Contrat à cause d'une baisse de sa production de GNR.
- 6.3. La quantité de GNR reçue par Énergir sera calculée au moyen d'un Appareil de mesurage appartenant à Énergir et installé au Point de réception, tel qu'indiqué au Schéma des actifs d'Énergir figurant à l'Annexe C. L'Appareil de mesurage est défini aux Conditions de service et Tarif comme suit : «Tout appareil ou ensemble d'appareils servant à mesurer le gaz naturel retiré ou injecté par le client, ce qui inclut notamment le compteur, muni ou non d'un dispositif de lecture à distance, ou un chromatographe.»
- 6.4. S'il y a écart entre la lecture du compteur de la Ville et celle de l'Appareil de mesurage d'Énergir, la lecture donnée par l'Appareil de mesurage d'Énergir doit prévaloir, sous réserve de la *Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz*, L.R.C. 1985, c. E-4.



6.5. Mensuellement, Énergir remet à la Ville un bilan des quantités de GNR reçues basées sur les mesures prises à l'Appareil de mesurage.

## 7. ASSUJETTISSEMENT AUX LOIS, RÈGLEMENTS ET AUTRES DÉCISIONS

Le présent Contrat Dr est assujéti aux Conditions et Tarif tel que fixés et modifiés de temps à autre par la Régie de l'énergie. Le Contrat Dr est automatiquement modifié par toute loi, ordonnance, jugement, décision de tout organisme législatif, réglementaire ou de toute autorité compétente ayant effet sur les dispositions du Contrat Dr, y compris, sans limiter le caractère général de ce qui précède, toute loi, ordonnance, jugement, décision ou décret relatif aux Conditions et Tarif, aux impôts ou aux étalons de mesure.

## 8. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 8.1. Sauf dispositions spécifiques à l'effet contraire, le présent Contrat Dr remplace et révoque tous les écrits antérieurs et toutes les offres, propositions, négociations, représentations et communications entre les Parties orales ou écrites et constitue l'entière convention entre les Parties quant à son objet. Il ne peut être modifié que par un écrit signé par chacune des Parties.
- 8.2. Les droits et recours dont chaque Partie dispose aux termes du présent Contrat Dr ou de toute autre convention intervenue ou devant intervenir entre elles ou que la loi lui reconnaît peuvent être cumulés, sauf dispositions expresses à l'effet contraire.
- 8.3. L'omission d'une Partie d'exiger que l'autre Partie exécute l'une de ses obligations aux termes du présent Contrat Dr, de résilier le présent Contrat Dr ou d'exercer quelques droits ou recours dont elle dispose, ne porte pas préjudice à son droit de le faire par la suite, à moins qu'elle n'y ait renoncé par écrit. Une telle renonciation ne vaut que pour le cas qui y est spécifiquement décrit.
- 8.4. Le présent Contrat Dr ne lie les Parties que lorsqu'il aura été accepté par écrit par la signature des représentants autorisés de chacune des Parties.
- 8.5. Le Contrat Dr lie et avantage les successeurs et ayants droit des Parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des Parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'autorisation de l'autre Partie. Cependant, aucune cession ne relève le cédant des obligations que lui impose le Contrat Dr. Plus particulièrement, tout successeur ou ayant droit de la Ville sera tenu de payer le prix du service de réception applicable.
- 8.6. Sauf si autrement prévu, tout avis, demande, autorisation ou renonciation (ci-après désigné « l'Avis ») requis ou permis aux termes du présent Contrat Dr doit être donné par écrit et doit être envoyé par un moyen qui permet d'en prouver la réception aux adresses suivantes :

| Dans le cas du Client  | Dans le cas d'Énergir   |
|--|---|
| À l'attention de :<br>Ville de Montréal<br>Service du greffe a/s du greffier<br>Adresse 275 rue Notre-Dame Est,<br>Montréal (Québec) H2Y 1C6<br>Copie conforme par courriel au directeur<br>de la gestion des matières résiduelles<br><a href="mailto:arnaud.budka@montreal.ca">arnaud.budka@montreal.ca</a> | À l'attention de : Catherine Sauriol<br>Courriel : <a href="mailto:Catherine.sauriol@energir.com">Catherine.sauriol@energir.com</a><br>Adresse : 1717 rue du Havre<br>Montréal (Québec) H2K 2X3<br>Téléphone : 514-598-3359<br>Copie conforme par courriel au service des<br>Affaires juridiques à l'adresse suivante :<br><a href="mailto:legal@energir.com">legal@energir.com</a> |



Les Parties peuvent changer leur adresse pour fins de réception des Avis conformément à la procédure du présent article.

- 8.7. Sur demande, les Parties conviennent de signer et de veiller à ce que soit signé tout document, et de déposer et de veiller à ce que soit déposé tout acte nécessaire ou utile afin de donner pleinement effet à la lettre et à l'esprit du présent Contrat Dr.
- 8.8. Lorsque le contexte l'exige, l'emploi du singulier comprend le pluriel et vice versa.
- 8.9. Le présent Contrat Dr est régi par les lois applicables au Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.



## ANNEXE B – CRITÈRES DE PRESSION, COMPOSITION ET TENEUR CALORIFIQUE

### Paramètres contrôlés en continu

| Paramètre   | Unité             | Exigences |
|---|-------------------|-----------|
| Température   | °C                | ≤ 40      |
| Pression  | kPa               | 2750      |
| Pouvoir calorifique supérieur                                     | MJ/m <sup>3</sup> | ≥ 36      |
| Densité relative  |                   | ≤ 0,583   |
| Indice Wobbe  | MJ/m <sup>3</sup> | ≥ 47,23   |
| Indice point de jaunissement                                      |                   | ≥ 0,86    |
| Indice Weaver   |                   | ≤ 0,05    |
| Point de rosée en hydrocarbures                                   | °C                | ≤ -10     |
|   |                   |           |
| Dioxyde de carbone (CO <sub>2</sub> )                             | % vol             | ≤ 2       |
| Oxygène (O <sub>2</sub> )   | % vol             | ≤ 0,4     |
| Sulfure d'hydrogène (H <sub>2</sub> S)                            | mg/m <sup>3</sup> | ≤ 7       |
| Soufre total (S)  | mg/m <sup>3</sup> | ≤ 115     |
| Eau (H <sub>2</sub> O)  | mg/m <sup>3</sup> | ≤ 35      |
| Gaz diluants (CO <sub>2</sub> + N <sub>2</sub> + O <sub>2</sub> ) | % vol             | ≤ 4       |
| Hydrogène (H <sub>2</sub> )                                       | % vol             | ≤ 0,1     |

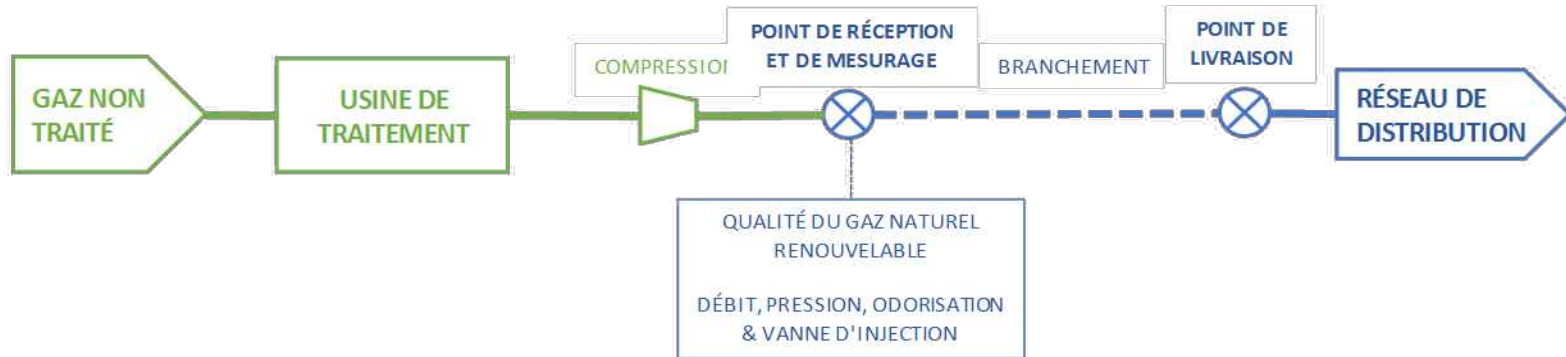
Référence : 15°C et 101,325 kPa

### Paramètres contrôlés par échantillonnage périodique

| Paramètre                          | Unité             |           |
|------------------------------------|-------------------|-----------|
| Composés organiques volatils (COV) | ppm vol           | ≤ 3,7     |
| Siloxanes (L2, D3, D4, D5, D6)     | ppm vol           | ≤ 1       |
| Mercure, Hg                        | µg/m <sup>3</sup> | ≤ 0,05    |
| Cuivre, Cu                         | µg/m <sup>3</sup> | ≤ 30      |
| Arsenic, As                        | µg/m <sup>3</sup> | ≤ 30      |
| Chlore, Cl (TO-15)                 | mg/m <sup>3</sup> | ≤ 10      |
| Fluor, F (TO-15)                   | mg/m <sup>3</sup> | ≤ 1       |
| Ammoniac, NH <sub>3</sub>          | mg/m <sup>3</sup> | ≤ 3       |
| Bactérie (libre de...)             | #/m <sup>3</sup>  | ≤ 200 000 |

Référence : 15°C et 101,325 kPa

**ANNEXE C – SCHÉMA DES ACTIFS D'ÉNERGIR ET DES INSTALLATIONS DE LA VILLE**



**Légende**

Bleu – Actifs d'ÉNERGIR

Vert – Installations de la Ville

ANNEXE D - RESPONSABILITÉS MATRICIELLES

| Étendue de travaux                      |   | Description   | Responsabilité |
|---|---|---|----------------|
| <b>Mobilisation et maîtrise d'œuvre</b> |   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Accommodation pour personnel d'Énergir au chantier (roulotte, salles de bain, etc.)</li> <li>Maitrise d'œuvre pour la durée des travaux au chantier</li> <li>Mobiliser au chantier (installation signalisation, roulotte, cabinet) – <i>accommodation par la Ville du déchargement de matériel d'Énergir au chantier</i></li> <li>Décharger matériel au chantier - <i>accommodation par la Ville du déchargement de matériel d'Énergir au chantier</i></li> </ul>  | Ville          |
| <b>Civil 1</b>                          | <b>Nivellement du terrain et excavation de tranchées pour tuyauterie</b>                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>Excaver et retirer terre végétale section poste d'injection</li> <li>Excaver tranchées pour tuyauterie enfouie section poste</li> <li>Préparer surface sous la base de béton</li> <li>Coffrage et armature dalle de béton</li> <li>Couler dalle de béton</li> <li>Couler sonotube poteau électrique</li> <li>Déboisement (si applicable)</li> <li>Excaver la tranchée entre le poste et la limite de propriété</li> </ul>  | Ville          |
| <b>Civil 2</b>                          | <b>Excavation de tranchées pour tuyauterie et dégagement tuyauterie gaz</b>                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>Excaver la tranchée entre la limite de propriété jusqu'au point de raccordement (raccord sphérique en té)</li> <li>Dégager la conduite de gaz au point de raccordement</li> </ul>  | Ville          |
| <b>Mécanique</b>                        | <b>Installation de la conduite, de la tuyauterie, du poste d'injection, les raccords et mise en gaz</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Qualification du ou des soudeurs</li> <li>Installer le poste d'injection sur la dalle - <i>accommodation par la Ville du déchargement de matériel d'Énergir au chantier</i></li> <li>Mettre en tranchée la tuyauterie enfouie section poste</li> <li>Mettre en tranchée la tuyauterie enfouie CP</li> <li>Souder le té 3 voies 8x4x4 et le mamelon de piquage (avec suivi de soudage)</li> <li>PM 48h puis essai de pression du té 3 voies et du mamelon de piquage</li> <li>Faire les radiographies sur les joints de raccordement chantier</li> <li>Raccorder tuyauterie enfouie au poste d'injection</li> <li>Mettre en place le POSV et raccorder la tuyauterie enfouie au POSV</li> <li>Raccorder la tuyauterie de sortie au té 3 voies (avec suivi de soudage)</li> <li>Perçage du té 3 voies et du mamelon de piquage</li> <li>Faire la mise en gaz du poste d'injection</li> <li>Ajuster les régulateurs</li> <li>Faire le denso des joints de raccordement sur la tuyauterie enfouie</li> </ul> | Énergir        |
| <b>Électrique</b>                       | <b>Mise à la terre, protection cathodique, alimentation électrique et compteur</b>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Excaver pour fil contour MALT et tranchées câble</li> </ul>  | Ville          |
|   |   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Installer entrée électrique et compteur</li> <li>Passer le câble entre l'alimentation électrique et le poste d'injection</li> <li>Installer la cellule de polarisation PCR et les tiges de MALT</li> </ul>   | Énergir        |

|   |                                   |  |         |
|---|-----------------------------------|--|---------|
|   |                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place les anodes</li> <li>• Installer les bornes et y raccorder les fils</li> <li>• Passer et raccorder le fil contour de MALT</li> </ul>   |         |
| <b>Civil 3</b>  | <b>Remblayage et clôtures</b>     | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Remblayer tranchée tuyauterie enfouie poste d'injection</li> <li>• Remblayer fil contour MALT et câble électrique</li> <li>• Finaliser remblai section poste d'injection et faire l'enrochement</li> <li>• Installer clôture</li> </ul>                   | Ville   |
|   |                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Installer cloches de protection</li> <li>• Démobiliser et charger matériaux pour retour</li> </ul>  | Ville   |
| <b>Instrumentation</b>  | <b>Instrumentation et odorant</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Remplissage réservoir d'odorant</li> <li>• Tester les analyseurs et le chromatographe</li> <li>• Tester la vanne de contrôle et les vannes avec actuateurs</li> <li>• Tester le système d'odorant</li> <li>• Vérifier signaux et programmation</li> </ul> | Énergir |
| <p><b>Notes générales :</b><br/> <i>Un représentant d'Énergir doit être présent au chantier et encadrer toutes les étapes mentionnées dans ce tableau</i></p> |                                   |  |         |

**ANNEXE E – ÉCHÉANCIER**  
**À FOURNIR PAR LA VILLE DANS LES MEILLEURS DÉLAIS**

|   |  |                 |
|---|--|-----------------|
| 1 | Signature de l'entente par les deux Parties            | Juin 2020       |
| 2 | Début de la construction des Installations de la Ville | Début juin 2020 |
| 3 | Date prévue pour le début de la mise en service        | Septembre 2021  |
| 4 | Date prévue pour le début des livraisons du GNR        | Janvier 2022    |

À noter que cet échéancier pourrait varier sous réserve de respecter l'article 1.4 du Contrat Dr.

**ANNEXE F – FORMULAIRE DE NOMINATION**

Date effective de l'injection de gaz (AAAA\_MM\_JJ) : \_\_\_\_\_

Fenêtre de nomination<sup>1,2</sup> (AAAA\_MM\_JJ 00h00) : \_\_\_\_\_

**PRODUCTEUR**

Nom du producteur \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

Contact \_\_\_\_\_ Courriel \_\_\_\_\_

**1. Volume total injecté prévu pour la journée (en GJ) : \_\_\_\_\_**

**2. Livraisons à un tiers prévues pour la journée :**

| Transmettre au courriel : <a href="mailto:ccr@energir.com">ccr@energir.com</a> |                   |   |  |                     |                  |
|--|-------------------|---|--|---------------------|------------------|
| Nom du client consommateur   | Quantité/jr<br>GJ | Date de début de<br>livraison<br>(AAAA-MM-JJ) | Date de fin de la<br>livraison incluse<br>(AAAA-MM-JJ) | Total # de<br>jours | Numéro de client |
|  |                   |   |  |                     |                  |
|  |                   |   |  |                     |                  |

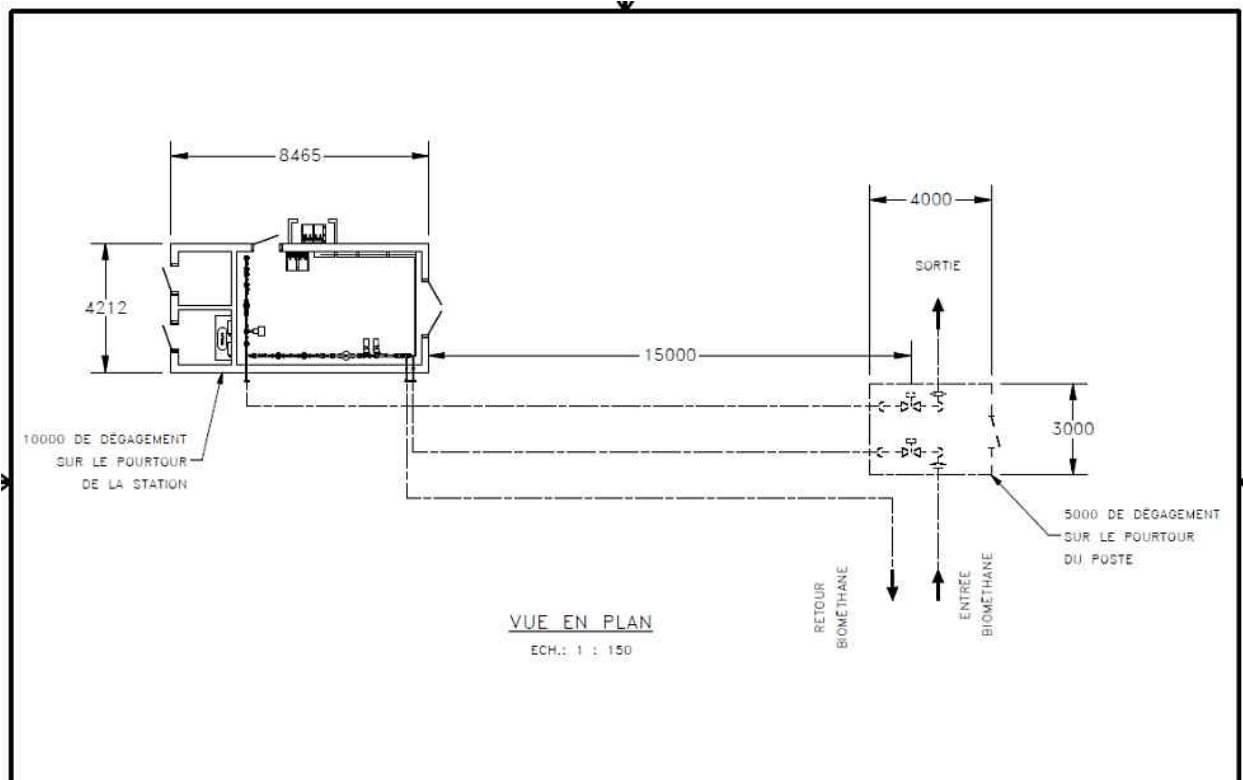
<sup>1</sup> Voir la section 15.5.8 « DEMANDE DE NOMINATION » des Conditions de service et Tarif

<sup>2</sup> La nomination effectuée dans le cadre de la fenêtre de nomination - Début de journée est valide chaque jour, jusqu'à ce qu'une nouvelle nomination Début de journée soit effectuée. Toute révision nécessite une nouvelle demande de nomination, celle-ci n'est valide que pour la journée en cours.





**ANNEXE G  
PLAN DU POSTE D'INJECTION**



VUE EN PLAN  
ECH.: 1 : 150

|       |                      |  |                     |                           |                  |
|-------|----------------------|--|---------------------|---------------------------|------------------|
| NOTE: | le nouveau Gaz Métro | NOM:<br>CHARLES DEMERC                 | DATE:<br>2018/11/09 | PROJET:                   |                  |
|       |                      | VÉRIFICATEUR:<br>CHARLES BERGEVIN Ing. | DATE:               | TITRE:                    |                  |
|       |                      | D.T.P.:<br>GT 107325                   |                     | CROQUIS D'AMÉNAGEMENT     |                  |
|       |                      | DOSSIER:                               |                     | No. CROQUIS:<br>CR-18-020 | ECHELLE:<br>N.A. |



## Annexe H Simulation du tarif Dr

À titre indicatif, compte tenu des informations fournies par la Ville et des taux applicables à la date où ce Contrat est rédigé, le tarif de réception applicable au point de réception du Client peut être calculé de manière préliminaire selon la méthodologie décrite dans la présente Annexe.

Toutefois, le Tarif réel payable par la Ville sera fixé lorsqu'Énergir pourra identifier les coûts finaux des Actifs de réception et les paramètres utilisés seront ceux alors en vigueur et approuvés par la Régie de l'Énergie.

### 1. HYPOTHÈSES ET PARAMÈTRES UTILISÉS POUR LE CALCUL DES TAUX PRÉLIMINAIRES

**Capacité maximale contractuelle (CMC) :** cette valeur est fournie par la Ville.

**Investissement total en capital :** cette valeur est déterminée par Énergir et représente l'estimation du coût total des Actifs de réception (tels que définis au Contrat Dr) basée sur la méthodologie d'établissement du tarif de réception (D-2011-108) fixée par la Régie de l'Énergie.

**Coûts de distribution non liés au réseau gazier :** Les coûts de distribution non liés au réseau sont les coûts communs aux clients producteurs (service des approvisionnements gaziers, facturation, bâtiments administratifs, etc.). Ce montant représente 4% de l'investissement total en capital, tel qu'approuvé par la Régie de l'Énergie.

**Paramètres réglementés :** Les paramètres utilisés sont ceux autorisés par la Régie de l'Énergie dans la cause tarifaire et en vigueur au moment d'établir le Tarif. Aux fins de la présente simulation, les taux de 2019 sont utilisés. Ces paramètres se retrouvent dans la pièce Énergir Q, document 01 du dossier R-4076-2018.

| Hypothèses du projet *   | Valeurs <sup>1</sup> |
|--|----------------------|
| Capacité maximale contractuelle (CMC) (m <sup>3</sup> /jour)                                       | 18 000               |
| Investissement total en capital (\$) – classe 5 (marge d'erreur de -30% à +50%) <sup>1</sup>       | 1 848 805            |
| Coûts de distribution non liés au réseau gazier (\$) <sup>1</sup>                                  | 73 952               |
| Paramètres réglementés *   | Valeurs              |
| Durée de l'amortissement des actifs (années)   | 20                   |
| Taux de redevance à la Régie de l'énergie (\$/10 <sup>3</sup> m <sup>3</sup> ) <sup>1</sup>        | 0,651                |
| Taux de redevance à la Régie du bâtiment (\$/10 <sup>3</sup> m <sup>3</sup> ) <sup>1</sup>         | 0,476                |
| Taux de la taxe sur les services publics   | 1,50 %               |
| Taux d'imposition  | 26,525 %             |
| Taux de la dette <sup>2</sup>  | 4,949 %              |
| Taux de l'équité (coût pondéré de l'avoir des actionnaires ordinaires et privilégiés) <sup>2</sup> | 8,295 %              |
| Taux moyen pondéré du capital <sup>2</sup>   | 6,49 %               |

### 2. SUR LA BASE DE CES HYPOTHÈSES, ÉNERGIR APPLIQUERAIT LES TAUX SUIVANTS À LA VILLE<sup>3</sup> :

1 Ces valeurs n'incluent pas les taxes applicables et les montants indiqués sont en dollars canadiens.

2 Ces taux ne s'appliquent qu'au volet investissement.

3 Ces valeurs n'incluent pas les taxes applicables et les montants indiqués sont en dollars canadiens.

| Taux préliminaires au point de réception *  | Valeurs               |
|---|-----------------------|
| Obligation minimale quotidienne – Volet investissement (€/m <sup>3</sup> /jour)** | 2,787                 |
| Obligation minimale quotidienne – Volet distribution (€/m <sup>3</sup> /jour)**   | 1,126                 |
| Taux unitaire au volume injecté (€/m <sup>3</sup> )**                             | 0,104                 |
| Taux unitaire pour les volumes livrés en territoire (€/m <sup>3</sup> )           | 0,00 €/m <sup>3</sup> |
| Taux unitaire pour les volumes livrés hors territoire (€/m <sup>3</sup> )         | 0,00 €/m <sup>3</sup> |

\*Sujet à changement

\*\* Taux reflète les frais de la première année de service

### 3. DÉFINITIONS ET MODALITÉS PRÉVUES AUX CONDITIONS DE SERVICE ET TARIF D'ÉNERGIR (EXTRAITS)

#### « TARIF »

L'ensemble des taux et des conditions tarifaires applicables au client et au distributeur, tels que fixés aux sections III et IV des Conditions de services et Tarif.

#### « TARIF DE DISTRIBUTION PAR DÉFAUT »

Dans le cas des clients qui injectent du gaz naturel dans le réseau de distribution, le tarif DR s'applique par défaut.

#### « POINT DE LIVRAISON CONVENU »

Lieu physique ou géographique où le gaz naturel est livré :

- au distributeur, à un point spécifié à l'entente contractuelle du service de fourniture de gaz naturel fourni par le client ; ou
- en territoire sur le réseau gazier d'Énergir ou à l'extérieur de celui-ci (hors territoire) à un point spécifié lors de l'engagement du volume nominé par un client assujetti au tarif DR.

#### « POINT DE RÉCEPTION »

Lieu physique où les installations des producteurs rejoignent les conduites de raccordement d'Énergir en vue de l'acheminement du gaz naturel au réseau gazier.

#### « TAUX UNITAIRES POUR LES VOLUMES LIVRÉS EN TERRITOIRE »

Pour chaque m<sup>3</sup> de volume livré en territoire, les taux unitaires applicables sont les suivants, selon la zone de consommation :

|                      |                          |
|----------------------|--------------------------|
| Zone de consommation | Taux (€/m <sup>3</sup> ) |
| Nom du projet        | 0,000                    |

**NOTE :** Les données incluses dans la présente Annexe sont sujettes à changement, étant basées sur des décisions rendues par la Régie de l'Énergie et sur les Conditions de services et Tarif d'Énergir.

Les Conditions de services et Tarif sont fixées par la Régie de l'énergie en vertu de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (L.R.Q., c. R-6.01), elles sont disponibles à l'adresse Internet suivante : [Energir.com/conditions-tarif-fr](http://Energir.com/conditions-tarif-fr).

**Dossier # : 1198555001**

**Unité administrative responsable :** Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESH

**Objet :** Accorder le contrat de services Dr de gré à gré à l'entreprise Énergir, S.E.C. pour l'injection dans son réseau gazier du gaz naturel renouvelable produit par le centre de traitement de matières organiques (CTMO) par biométhanisation à Ville de Montréal-Est, pour une durée minimale de 20 ans. - Dépense totale de 3 965 686,73 \$, taxes incluses (contrat : 2 643 791,15 \$ + provisions et contingences 1 321 895,58 \$)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GDD 1198555001 -Intervention financière.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Jean-François BALLARD  
Préposé au budget  
**Tél :** (514) 872-5916

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-08

Marie-Claude JOLY  
Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514 872-6052  
**Division :** Service des finances



(1)

**Dossier # : 1204132002**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Acte mixte  |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout dans le cadre des contrats accordés aux firmes Albert Viau division Emco Corporation (433 007,92 \$), St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (661 806,13 \$), et Wolseley Canada inc. (115 065,59 \$) (CG16 0392) majorant ainsi le montant total estimé des ententes-cadres de 5 518 992,14 \$ à 6 728 871,78 \$, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout dans le cadre des contrats accordés aux firmes Albert Viau division Emco Corporation (433 007,92 \$), St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (661 806,13 \$), et Wolseley Canada inc. (115 065,59 \$) (CG16 0392) majorant ainsi le montant total estimé des ententes-cadres de 5 518 992,14 \$ à 6 728 871,78 \$, taxes incluses.;

2.. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-07 14:37

**Signataire :**

Diane DRH BOUCHARD

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1204132002**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Acte mixte  |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout dans le cadre des contrats accordés aux firmes Albert Viau division Emco Corporation (433 007,92 \$), St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (661 806,13 \$), et Wolseley Canada inc. (115 065,59 \$) (CG16 0392) majorant ainsi le montant total estimé des ententes-cadres de 5 518 992,14 \$ à 6 728 871,78 \$, taxes incluses |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En 2016, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public ayant pour objet la fourniture et la livraison sur demande de pièces pour aqueduc et égout, prévoyant deux (2) options de prolongation de douze (12) mois. Les contrats, au montant global de 4 380 531,74 \$, taxes incluses, octroyés aux firmes Albert Viau division Emco Corporation, St-Germain Égouts et Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc. En mai 2019, l'exercice de l'option de la première option de prolongation a été autorisée pour un montant global de 1 138 460,40 \$, taxes incluses. Ces contrats sont en vigueur depuis le 23 juin 2016, et ce, pour une période de quarante-huit (48) mois.

En date du 20 mars 2020, la consommation totale s'élevait à 4 082 120,92 \$, taxes incluses, soit 74 % de la valeur totale des contrats octroyés, principalement en raison de l'imprévisibilité de la réalisation des travaux. Pour l'entente-cadre avec la firme Albert Viau division Emco Corporation, la consommation était de 79,8 % sur un montant total de 1 453 924,48 \$, taxes incluses. Pour l'entente-cadre avec la firme St-Germain Égouts et Aqueducs inc., la consommation était de 70,3 %, sur un montant total de 2 280 236,81 \$, taxes incluses. Pour l'entente-cadre avec la firme Wolseley Canada inc., la consommation était de 76,9 %, sur un montant total de 347 959,63 \$, taxes incluses.

Le montant global estimé pour la période de prolongation est de 1 209 879,64 \$, taxes incluses, majorant ainsi le montant total des trois (3) ententes-cadres de 5 518 992,14 \$ à 6 728 871,78 \$, taxes incluses. Il s'agit de montants d'achats prévisionnels puisque la Ville n'est pas tenue d'acquiescer de quantité spécifique.

L'entente-cadre accordée à la firme Albert Viau division Emco Corporation est majorée de 433 007,92 \$, taxes incluses, passant de 1 821 959,16 \$, taxes incluses, à 2 254 967,08 \$, taxes incluses. L'entente-cadre accordée à la firme St-Germain Égouts et Aqueducs inc. est majorée de 661 806,13 \$, taxes incluses, passant de 3 244 388,34 \$, taxes incluses, à 3

906 194,47 \$, taxes incluses. L'entente-cadre accordée à la firme Wolseley Canada inc. est majorée de 115 065,59 \$, taxes incluses, passant de 452 644,64 \$, taxes incluses, à 567 710,23 \$, taxes incluses.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG19 0226 - 16 mai 2019 - Autoriser la première prolongation, pour une période de douze mois, des ententes-cadres conclues avec les firmes Albert Viau division Emco Corporation (375 836,04 \$, taxes incluses), St-Germain Égouts & Aqueducs inc. (669 257,84 \$, taxes incluses) et Wolseley Canada inc. (93 372,07 \$, taxes incluses) pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout (CG16 0392)

CG16 0392 - 22 juin 2016 - Conclure avec les firmes Albert Viau division Emco Corporation, St-Germain Égouts & Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc. des ententes-cadres pour une période de trente-six (36) mois avec une option de prolongation jusqu'à vingt-quatre (24) mois supplémentaires, pour la fourniture sur demande de pièces pour aqueduc et égout - Appel d'offres public 16-14938. Montant estimé des ententes-cadres : 4 380 531,74 \$ incluant les taxes (4 soumissionnaires).

CG12 0392 - 25 octobre 2012 - Conclure avec Albert Viau division Emco Corporation et St-Germain Égouts & Aqueducs inc., des ententes-cadres pour une période de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de robinets vannes et tuyaux en fonte ductile - Appel d'offres public 12-12318. Montant estimé des ententes-cadres: 1 935 671,96 \$, incluant les taxes (6 soumissionnaires).

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier décisionnel vise à exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois prévue aux contrats visant la fourniture, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout pour permettre l'entretien et la gestion du réseau d'aqueduc et d'égout de la Ville de Montréal. Celle-ci inclut des pièces de rechange pour aqueduc et égout, des robinets vannes, des tuyaux en fonte ductile, des accessoires en cuivre et en laiton pour la distribution d'eau potable. Ces ententes-cadres seront mises à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.

Le Service de l'approvisionnement souhaite prolonger les présentes ententes-cadres afin de bénéficier des termes et conditions obtenus lors de l'appel d'offres public 16-14938, ce qui réduira les délais ainsi que les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

Le Service de l'approvisionnement bénéficie présentement des termes et conditions obtenus lors de l'appel d'offres 16-14938, dont le maintien des prix soumis en 2016. L'indexation des prix de 1,02 % de l'entente-cadre accordée à la firme St-Germain Égouts et Aqueducs inc. survenue en février 2018, est la seule indexation des prix durant la période du 22 juin 2016 au 21 juin 2020. Cette indexation a conduit à une majoration du montant total de cette entente-cadre de 6 536,08 \$, taxes incluses, pour l'année 2018, ce qui représente 0,6 %, du montant global des trois ententes-cadres de 1 091 803,21 \$, taxes incluses, pour l'année 2018.

Les prix des articles de chacune des ententes-cadres accordés aux firmes St-Germain Égouts et Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc. seront indexés pour toute la durée de la prolongation. Globalement, les indexations de ces deux (2) ententes-cadres conduisent à une augmentation moyenne de 3 % du montant total des ententes-cadres pour la période de prolongation de douze (12) mois du 22 juin 2020 au 21 juin 2021.

Selon les données de Statistique Canada, l'indice des prix des produits industriels (IPPI) a augmenté de 6,5 % de juillet 2016 à janvier 2020. Ainsi, le montant total de ces trois (3) ententes-cadres aurait augmenté de 84 024,37 \$, taxes incluses, durant la période du 22 juin 2016 au 31 décembre 2019.

Les prévisions ont été établies au moyen de l'historique de consommation, l'estimation des futurs besoins et l'indexation réclamée par les trois (3) firmes.

## **JUSTIFICATION**

Conformément à la troisième clause des clauses administratives particulières "prolongation du contrat" des documents de l'appel d'offres 16-14938, les contrats offrent deux (2) prolongations de douze (12) mois. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer cette deuxième année de prolongation selon les mêmes termes et conditions des contrats. Les raisons nous incitant à recommander la prolongation de ces ententes-cadres sont principalement la satisfaction du service rendu par ces fournisseurs, de même que les prix compétitifs obtenus.

Nous avons constaté que les prix des firmes demeurent compétitifs, à la suite de la validation de prix auprès des principaux concurrents sur le marché. De plus, l'analyse de la situation actuelle du marché nous incite à recommander la prolongation des ententes-cadres actuelles.

Les adjudicataires des contrats, les firmes Albert Viau division Emco Corporation, St-Germain Égouts et Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc., ont confirmé leur consentement à prolonger les contrats actuellement en vigueur, soit du 22 juin 2020 au 21 juin 2021 (copies des lettres en pièces jointes du présent sommaire décisionnel).

En date du 28 avril 2020, les firmes Albert Viau division Emco Corporation, St-Germain Égouts et Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc. sont conformes au Règlement sur la gestion contractuelle et ne sont pas inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Nous n'avons pas à obtenir l'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour prolonger ces contrats.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger ces trois (3) ententes-cadres existantes qui nous garantissent les mêmes conditions pour douze (12) mois supplémentaires, et ce, à compter du 22 juin 2020.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le Service de l'approvisionnement a réalisé une estimation de la dépense, pour la deuxième période de prolongation de douze (12) mois, basée sur la consommation annuelle moyenne de chacun des articles des trois (3) ententes-cadres et des indexations des prix soumises par les firmes St-Germain Égouts et Aqueducs inc. et Wolseley Canada inc. Le montant global estimé de la deuxième période de prolongation de douze (12) mois s'élève à 1 209 879,64 \$, taxes incluses.

### **Montant estimé de la prolongation**

1 052 298,01 \$ + 52 614,90 \$ (TPS) + 104 966,73 \$ (TVQ) = 1 209 879,64 \$

L'entente-cadre accordée à la firme Albert Viau division Emco Corporation est majorée de 433 007,92 \$, taxes incluses, passant de 1 821 959,16 \$, taxes incluses, à 2 254 967,08 \$, taxes incluses. L'entente-cadre accordée à la firme St-Germain Égouts et Aqueducs inc. est majorée de 661 806,13 \$, taxes incluses, passant de 3 244 388,34 \$, taxes incluses, à 3 906 194,47 \$, taxes incluses. L'entente-cadre accordée à la firme Wolseley Canada inc. est majorée de 115 065,59 \$, taxes incluses, passant de 452 644,64 \$, taxes incluses, à 567 710,23 \$, taxes incluses.



Il s'agit de trois (3) ententes-cadres sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit. Les quantités prévisionnelles exprimées n'engagent aucunement la Ville à acheter le minimum ou encore la totalité de ces quantités. Les dépenses pourraient être des dépenses d'agglomération.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

N/A

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'absence des trois (3) ententes-cadres alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.

La prolongation des ententes-cadres permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et le niveau de qualité des produits obtenus.

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

La situation du COVID-19 n'a aucun impact sur le projet.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin Info-achats afin de les informer de la prolongation des ententes-cadres et des modalités d'achat convenues.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CE** : 3 juin 2020

**CM** : 15 juin 2020

**CG** : 18 juin 2020

**Fin de la première prolongation** : 21 juin 2020

**Fin de la deuxième prolongation** : 21 juin 2021

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre MANDEVILLE  
Conseiller en approvisionnement

**Tél :** 514 872-5392  
**Télécop. :** 514 868-5984

### ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Marie-Claude GUENETTE  
c/d acquisition

**Tél :** 514-872-5396  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE  
directeur acquisitions  
**Tél :** 514-872-1027  
**Approuvé le :** 2020-05-05

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER  
directeur de service - approvisionnement  
**Tél :** 514 868-4433  
**Approuvé le :** 2020-05-07

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 20 mars 2020

Monsieur Michel Plouffe  
Directeur des ventes  
Wolseley Canada inc.  
600, rue Bériault  
Longueuil (Québec) J4G 1S8

Courriel : michel.plouffe@wolseleyinc.ca

**Objet : Renouvellement de contrat  
Appel d'offres n° 16-14938  
PIÈCES POUR AQUEDUC ET ÉGOUT**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 23 juin 2020 au 22 juin 2021 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

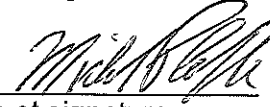
En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat, un cautionnement d'exécution au pourcentage de 10 %, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à zoulikha.seghir@montreal.ca **au plus tard le 15 avril 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

MICHEL PLOUFFE   
Nom en majuscules et signature

1 MAI 2020  
Date

Je refuse le renouvellement :

\_\_\_\_\_  
Nom en majuscules et signature

\_\_\_\_\_  
Date

Zoulikha Seghir  
Agente d'approvisionnement II  
Courriel : zoulikha.seghir@montreal.ca

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 20 mars 2020

Monsieur Joëlle Bourdage  
Représentante des ventes internes  
St-Germain égouts et aqueducs inc.  
3800, boul. Sir Wilfrid-Laurier  
St-Hubert (Québec) J3Y 6T1

Courriel : jbourdages@st-germain.ca

**Objet : Renouvellement de contrat  
Appel d'offres n° 16-14938  
PIÈCES POUR AQUEDUC ET ÉGOUT**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 23 juin 2020 au 22 juin 2021 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, j'autorise la Ville de Montréal à conserver la garantie d'exécution fournie pour la durée initiale du contrat sous forme de chèque certifié au montant de 85 838 \$.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [zoulikha.seghir@montreal.ca](mailto:zoulikha.seghir@montreal.ca) **au plus tard le 15 avril 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

JOËLLE BOURDAGES  9/4/2020  
Nom en majuscules et signature Date

Je refuse le renouvellement :

\_\_\_\_\_  
Nom en majuscules et signature Date

Zoulikha Seghir  
Agente d'approvisionnement II  
Courriel : [zoulikha.seghir@montreal.ca](mailto:zoulikha.seghir@montreal.ca)

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 20 mars 2020

Monsieur Charles-André Thibeault  
Directeur  
Albert Viau EMCO Corporation  
2140, Le Chatelier  
Laval (Québec) H7L 5B4

Courriel : cthibeault@emcoltd.com

**Objet : Renouvellement de contrat  
Appel d'offres n° 16-14938  
PIÈCES POUR AQUEDUC ET ÉGOUT**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 23 juin 2020 au 22 juin 2021 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat, un cautionnement d'exécution au pourcentage de 10 %, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [zoulikha.seghir@montreal.ca](mailto:zoulikha.seghir@montreal.ca) **au plus tard le 15 avril 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

  
Nom en majuscules et signature

26-03-20  
Date

Je refuse le renouvellement :

\_\_\_\_\_  
Nom en majuscules et signature

\_\_\_\_\_  
Date

Zoulikha Seghir  
Agente d'approvisionnement II  
Courriel : [zoulikha.seghir@montreal.ca](mailto:zoulikha.seghir@montreal.ca)



**Dossier # : 1203438019**

|  |  |
|--|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Entretien   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération  |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Alimentation en eau et assainissement des eaux   |
| <b>Projet :</b>  | -  |
| <b>Objet :</b>   | Accorder un contrat de trois ans à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, incluant deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale: 2 235 521,46 \$ (contrat: 2 032 292,24 \$, contingences: 203 229,22 \$) - Appel d'offres public 20-18069 - 5 soumissionnaires. |

Il est recommandé :

1. d'accorder à EBI Envirotech inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de pompage et nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 032 292,24 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18069;
2. d'autoriser une dépense de 203 229,22 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 10:47

**Signataire :** Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1203438019**

|  |  |
|--|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Entretien   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération  |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Alimentation en eau et assainissement des eaux   |
| <b>Projet :</b>  | -  |
| <b>Objet :</b>   | Accorder un contrat de trois ans à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, incluant deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale: 2 235 521,46 \$ (contrat: 2 032 292,24 \$, contingences: 203 229,22 \$) - Appel d'offres public 20-18069 - 5 soumissionnaires. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre de ses opérations régulières et lors de l'entretien annuel de ses équipements, la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) requiert les services d'une entreprise spécialisée dans le pompage et le nettoyage basse et haute pression de résidus. Les principaux travaux à exécuter sont:

- nettoyage des cendres aux incinérateurs;
- nettoyage des bassins d'homogénéisation des boues;
- nettoyage des stations de pompage sur le réseau des intercepteurs;
- déblocage de conduites au besoin;
- pompage et disposition d'écumes;
- vidange des décanteurs et dessableurs,

Selon le type de travaux, la Station loue différents équipements mobiles spécialisés avec opérateurs et aides opérateurs. Comme les besoins sont variés, il ne serait pas économiquement rentable d'acquérir et d'opérer ces équipements.

Des travaux de nettoyage et de pompage plus importants que prévus, de même que l'ajout d'un aide opérateur supplémentaire lors de travaux en espace clos pour répondre aux exigences de la CNESST ont fait que les fonds prévus pour le contrat en cours seront



épuisés vers la fin août 2020. Il faut donc procéder au renouvellement de ce contrat, pour répondre aux besoins opérationnels de la Station.

Un appel d'offres public a été publié par le Service des approvisionnements le 2 mars 2020 sur le site SEAO et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 23 avril 2020. La période de validité des soumissions est de 180 jours. Cinq addenda ont été émis:

1. addenda 1 en date du 13 mars - report de la date d'ouverture, modifications au bordereau de soumission, questions/réponses;
2. addenda 2 en date du 20 mars - Informations sur les mesures prises en raison de la COVID-19;
3. addenda 3 en date du 24 mars - questions et réponses/report de la date d'ouverture;
4. addenda 4 en date du 27 mars - report de la date d'ouverture;
5. addenda 5 en date du 9 avril - questions/réponses

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG 18 0422 - 23 août 2018 - Accorder un contrat de trois ans à Veolia ES Canada Services industriels inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateur pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, pour une somme maximale de 1 645 364,86 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16831 (1 soum.)

CE 16 1503 - 29 septembre 2016 - Accorder un contrat d'une durée de vingt-quatre mois à la compagnie Beauregard Environnement Ltée pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 993 897,48 \$ toutes taxes incluses - Appel d'offres public 16-15321 - 2 soumissionnaires.

CE15 1365 - 13 août 2015 - Accorder un contrat d'une durée de douze mois à la compagnie Qualivac inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 439 491,94 \$ toutes taxes incluses - Appel d'offres public 040-033-AE15 - 4 soumissionnaires.

## **DESCRIPTION**

Cet appel d'offres couvre la location sur demande d'équipements mobiles spécialisés avec opérateurs et aides opérateurs pour des périodes de douze (option 1), vingt-quatre (option 2) ou trente-six mois (option 3), selon l'option choisie par la Ville. Il inclut également le pompage et la disposition de 600 T.M. d'écumes par année dans un lieu d'enfouissement technique approuvé par le MDDELCC.

Les équipements requis sont:

- unité de haute pression 5000 psi;
- unité vacuum conventionnelle 3000 gallons ou plus;
- unité de camion aspirateur/dépoussiéreur 5000 gallons;
- unité de vacuum de type Supervac 6000 gallons.

Tous doivent être munis d'un GPS, afin de s'assurer que la disposition des résidus se fait en conformité avec les règles environnementales en vigueur.

Dans tous les cas, l'adjudicataire doit fournir à la demande du Directeur la preuve écrite

(certificat de réception des boues, copie des coupons de pesées des boues, incluant la copie du bordereau ou tout autre document approuvé par la Ville) que les matériaux provenant des chantiers ont été transportés et disposés dans un site autorisé.

Le transport et l'élimination des boues ou autres déchets résultant des opérations de pompage des résidus devront être conformes en tout temps à la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE)."

Le Directeur exigera que chaque facture pour la disposition des écumes soit accompagnée du certificat de réception (quantité reçue) du site autorisé par le MELCC et des coupons de pesée du camion émis à l'entrée et à la sortie du site de la Station. La quantité d'écumes facturée devra correspondre à la différence entre les coupons de pesée du camion (poids à la sortie - poids à l'entrée = poids net) et le poids apparaissant sur le certificat de réception du site autorisé par le MELCC.

Un montant correspondant à 10% de la valeur du contrat est requis pour pallier aux imprévus (frais contingents).

## JUSTIFICATION

Après étude de chacune des options, l'option 3 d'une durée de trente-six mois (36) s'avère la plus avantageuse, pour les raisons suivantes:

- les taux horaires demeurent inchangés pour trois ans;
- l'adjudicataire aura suffisamment de temps pour se familiariser avec les règles de santé sécurité et les besoins opérationnels de la Station;
- une efficacité accrue basée sur l'expérience acquise.

Sept entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et cinq d'entre elles ont déposé une soumission pour l'option 3. Un soumissionnaire s'est avéré non conforme.

Veuillez vous référer à l'intervention du Service de l'approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse administrative des soumissions.

| <b>SOUSSIONS CONFORMES</b>  | <b>PRIX SOUMIS</b><br>(taxes incluses) | Contingences<br>(taxes incluses) | <b>TOTAL</b><br>(taxes incluses) |
|---|--|----------------------------------|----------------------------------|
| <b>EBI Envirotech inc.</b>  | 2 032 292,24 \$                        | 203 229,22 \$                    | 2 235 521,46 \$                  |
| Techvac environnement inc.  | 2 081 477,85 \$                        | 208 147,79 \$                    | 2 289 625,64 \$                  |
| 9254-2893 Québec inc. (FASRS<br>Services environnementaux JBM)  | 2 106 274,22 \$                        | 210 627,42 \$                    | 2 316 901,64 \$                  |
| Veolia ES Canada  | 2 346 558,75 \$                        | 234 655,88 \$                    | 2 581 214,63 \$                  |
| Dernière estimation réalisée (\$)   | 2 512 663,82 \$                        | 251 266,38 \$                    | 2 763 930,20 \$                  |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$)<br><i>(la plus basse conforme - estimation)</i>                     |  |                                  | (528 408,74 \$)                  |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br><i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i> |  |                                  | (19,12 %)                        |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$)<br><i>(la deuxième plus basse - la plus basse)</i>                           |  |                                  | 54 104,18 \$                     |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br><i>((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>    |  |                                  | 2,42 %                           |

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est favorable de 19,12 %. Cet écart s'explique principalement par des taux horaires moins élevés que l'estimation pour les aides opérateurs (-324 764 \$ ou 61% de l'écart).

Il est recommandé d'octroyer à EBI Envirotech inc. un contrat pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station et sur le réseau des intercepteurs, incluant deux options de renouvellement d'une année chacune au montant de sa soumission, soit 2 032 292,24 \$, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites. L'adjudicataire recommandé EBI Envirotech inc. 143 21 ième rue, Crabtree (Québec) J0K 1B0 (NEQ: 1141969957) n'est pas inscrit au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus, il a fourni une attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 31 juillet 2020.

La firme EBI Envirotech inc. détient une autorisation valide de contracter avec un organisme public émis par l'Autorité des Marchés Publics (AMP). Bien que cette autorisation soit expirée depuis le 22 octobre 2019, son processus de renouvellement est actuellement en cours et son autorisation de contracter est toujours valide sur le site de l'AMP. Ces informations ont été reproduites en pièce jointe au dossier.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour les travaux de pompage et de nettoyage à la Station et sur le réseau des intercepteurs est de 2 235 521,46 \$, taxes et contingences incluses.

Ceci représente un montant de 2 041 329,07 \$ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera comptabilisée au budget de fonctionnement de la Direction de l'épuration des eaux usées.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans ce contrat, il ne serait pas possible d'effectuer tous les travaux d'entretien annuels requis pour maintenir la capacité de traitement d'eaux usées de la Station, ce qui aurait comme conséquence le déversement régulier d'eaux usées non traitées au fleuve. De plus, le déblocage de conduites et autres travaux réguliers ne pourraient être assurés contractuellement.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Comme il s'agit de travaux essentiels aux opérations de la Station, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce contrat.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : Juin 2020  
Conseil d'agglomération : Juin 2020  
Approbation du contrat: 18 juin 2020  
Début des travaux: août 2020  
Fin des travaux: août 2023

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Cherifa HELLAL)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Michel SHOONER  
Conseiller analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 280-4418  
**Télécop. :** 514 280-6779

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-06

Michel VERREULT  
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

**Tél :** 514-280-4364  
**Télécop. :** 514-280-4387

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Bruno HALLÉ  
Directeur

**Tél :** 514 280-3706

**Approuvé le :** 2020-05-11

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Chantal MORISSETTE  
Directrice

**Tél :** 514 280-4260

**Approuvé le :** 2020-05-20

Le 9 février 2017

ABC ENVIRONNEMENT INC.  
A/S MONSIEUR EUGÈNE DAVID  
143, 21E RUE  
CRABTREE (QC) J0K 1B0

N° de décision : 2017-CPSM-1009048  
N° de client : 2700033503

**Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ABC ENVIRONNEMENT
- ABC FOSSES SEPTIQUES
- ABC SERVICES ENVIRONNEMENTAUX
- ENVIRO-SEPTIQUE
- FOSSES SEPTIQUES BÉRARD
- FOSSES SEPTIQUES LORTIE
- FOSSES SEPTIQUES SAINTE-JULIENNE
- NETTOYEUR D'ÉGOUTS J.M. BOUCHER
- NETTOYEUR D'ÉGOUTS J.M. BOUCHER INC.
- POMPAGE MAURICIE
- SAVIGNAC FOSSES SEPTIQUES
- SEPTO-BEC

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ABC ENVIRONNEMENT INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 octobre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

**Québec**  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

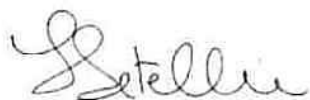
**Montréal**  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 373-3000

[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier  
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Notez que cette attestation est toujours valide tant et aussi longtemps que l'Autorité des marchés financiers n'aura pas terminé l'analyse de notre dossier de renouvellement. Vous pouvez vérifier en tout temps la validité de la présente sur leur site web.

# Certificat de modification

Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1)

J'atteste que la société par actions

ABC ENVIRONNEMENT INC.

a modifié ses statuts en vertu de la Loi sur les sociétés par actions afin de changer son nom  
pour

EBI ENVIROTECH INC.

Le 14 mars 2019

Déposé au registre le 15 mars 2019 sous le  
numéro d'entreprise du Québec 1141969957.

  
Registraire des entreprises





## Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : dimanche, 03 mai 2020 à 19:30

## Résultat de recherche par nom ou numéro pour : 1141969957

Nombre de résultats trouvés : 1

| Nom                                 | Autres noms d'affaires  | Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) | Numéro de client à l'AMP | Adresse du siège social | Ville    | Province/État | Code postal | Pays   |
|-------------------------------------|---|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------|----------|---------------|-------------|--------|
| <a href="#">EBI ENVIROTECH INC.</a> | ABC ENVIRONNEMENT<br>ABC FOSSES SEPTIQUES<br>ABC SERVICES ENVIRONNEMENTAUX<br>BERNARD SERVICE SEPTIQUE<br>ENVIRO-SEPTIQUE<br>FOSSES SEPTIQUES BÉRARD<br>FOSSES SEPTIQUES LORTIE<br>FOSSES SEPTIQUES SAINTE-JULIENNE<br>G.S.M.B. HAUTE PRESSION<br>NETTOYEUR D'ÉGOUTS J.M. BOUCHER<br>NETTOYEUR D'ÉGOUTS J.M. BOUCHER INC.<br>POMPAGE MAURICIE<br>SAVIGNAC FOSSES SEPTIQUES<br>SEPTO-BEC | 1141969957                          | 2700033503               | 143, 21E RUE            | CRABTREE | QC            | J0K 1B0     | CANADA |

## Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la [demande d'information](#).

**Dossier # : 1203438019**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Entretien   |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder un contrat de trois ans à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, incluant deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale: 2 235 521,46 \$ (contrat: 2 032 292,24 \$, contingences: 203 229,22 \$) - Appel d'offres public 20-18069 - 5 soumissionnaires. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



[20-18069 Intervention.pdf](#)[20-18069 TCP.pdf](#)[20-18069 pv.pdf](#)[20-18069 DetCah.pdf](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Cherifa HELLAL  
Agente d'approvisionnement  
**Tél : 514-872-0486**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-08

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ  
C/S app.strat.en biens  
**Tél : 514-872-5249**  
**Division : Division Acquisition**

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Soumission(s) rejetée(s) (nom)

Motif de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes                             | Montant soumis (TTI) | <input checked="" type="checkbox"/> | # Lot    |
|--|----------------------|-------------------------------------|----------|
| EBI Envirotech Inc.                        | 2 032 292,24         | <input checked="" type="checkbox"/> | option 3 |
| TECHVAC ENVIRONNEMENT INC                  | 2 081 477,85         | <input type="checkbox"/>            | option 3 |
| SE JBM INC                                 | 2 106 274,22         | <input type="checkbox"/>            | option 3 |
| VEOLIA ES CANADA Services Industriels Inc. | 2 346 558,75         | <input type="checkbox"/>            | option 3 |

### Information additionnelle

Trois options de prix selon la durée de contrat de 1 an, 2 ans et 3 ans, ont été demandées au bordereaux. Il a été décidé que l'option la plus avantageuse pour la Ville est l'option trois. L'octroi est fait au plus bas soumissionnaire conforme pour cette option.

La firme GFL Environmental Inc 2019 est déclarée non conforme pour le non respect de la clause 1.03.01 de la Régie, le NEQ indiqué au Registre des entreprises du Québec (REQ) et inscrit au Formulaire de Soumission ne correspond à celui utilisé pour se procurer les Documents d'Appel d'Offres sur le SEAO

- Les détenteurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné ont évoqué les motifs suivants :

Une firme affirme qu'elle a soumissionné via un soumissionnaire qui est aussi leur division,  
Une autre firme n'a pas complété le formulaire de désistement

Préparé par : Cherifa Hellal

Le 30 - 4 - 2020

**No de l'appel d'offres**  
20-18069

**Agent d'approvisionnement**  
Cherifa Hellal

**Conformité** Oui

| Num. du Lot | Description du lot | Soumissionnaires  | Description d'item | Données                |                        |
|-------------|--------------------|---|--------------------|------------------------|------------------------|
|             |                    |   |                    | Montant sans taxes     | Montant taxes incluses |
| Lot 3       | Option 3: 36 mois  | <b>Total (EBI Envirotech Inc.)</b>                        |                    | <b>1 767 594,90 \$</b> | <b>2 032 292,24 \$</b> |
|             |                    | <b>Total (TECHVAC ENVIRONNEMENT INC)</b>                  |                    | <b>1 810 374,30 \$</b> | <b>2 081 477,85 \$</b> |
|             |                    | <b>Total (SE JBM INC)</b>                                 |                    | <b>1 832 115,00 \$</b> | <b>2 106 474,22 \$</b> |
|             |                    | <b>Total (VEOLIA ES CANADA Services Industriels Inc.)</b> |                    | <b>2 040 929,55 \$</b> | <b>2 346 558,75 \$</b> |



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

Numéro : 20-18069

Numéro de référence : 1350499

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Pompage des résidus à la station d'épuration des eaux usées

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

| Organisation  | Contact   | Date et heure de commande  | Addenda envoyé  |
|---|---|--|---|
| EBI Envirotech Inc.<br>143, 21e Rue<br>Crabtree, QC, J0K 1B0<br><a href="http://www.ebienvirotech.com">http://www.ebienvirotech.com</a> | <a href="#">Monsieur Joel Gariépy</a><br>Téléphone : 450 754-4033<br>Télécopieur : 450 389-0983             | <b>Commande : (1711772)</b><br>2020-03-05 14 h 59<br><br><b>Transmission :</b><br>2020-03-05 14 h 59 | 3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis)<br>2020-03-13 14 h - Courriel<br>3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau)<br>2020-03-13 14 h - Téléchargement<br>3281808 - 20-18069_Addenda 2<br>2020-03-20 16 h 42 - Courriel<br>3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date<br>2020-03-24 15 h 19 - Courriel<br>3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date<br>2020-03-27 14 h 47 - Courriel<br>3292324 - 20-18069_Addenda 5<br>2020-04-09 16 h 20 - Courriel<br>3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique<br>2020-04-27 9 h 34 - Courriel<br><br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique                                     |
| EBI Montréal inc.<br>8155, rue Larrey<br>Montréal, QC, H1J 2L5  | <a href="#">Madame Roxanne Bélanger</a><br>Téléphone : 514 645-5200<br>Télécopieur : 514 645-4422           | <b>Commande : (1712160)</b><br>2020-03-06 9 h 38<br><br><b>Transmission :</b><br>2020-03-06 9 h 38   | 3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis)<br>2020-03-13 14 h - Courriel<br>3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau)<br>2020-03-13 14 h - Téléchargement<br>3281808 - 20-18069_Addenda 2<br>2020-03-20 16 h 42 - Courriel<br>3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date<br>2020-03-24 15 h 19 - Courriel<br>3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date<br>2020-03-27 14 h 47 - Courriel<br>3292324 - 20-18069_Addenda 5<br>2020-04-09 16 h 20 - Courriel<br>3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique<br>2020-04-27 9 h 34 - Courriel<br><br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)                                    |
| Gabvac<br>211 brien<br>148<br>Repentigny, QC, j6a0a4  | <a href="#">Monsieur Mickael Boyer</a><br>Téléphone : 514 218-1464<br>Télécopieur :                         | <b>Commande : (1723410)</b><br>2020-04-15 23 h 09<br><br><b>Transmission :</b><br>2020-04-15 23 h 09 | 3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis)<br>2020-04-15 23 h 09 - Téléchargement<br>3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau)<br>2020-04-15 23 h 09 - Téléchargement<br>3281808 - 20-18069_Addenda 2<br>2020-04-15 23 h 09 - Téléchargement<br>3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date<br>2020-04-15 23 h 09 - Téléchargement<br>3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date<br>2020-04-15 23 h 09 - Téléchargement<br>3292324 - 20-18069_Addenda 5<br>2020-04-15 23 h 09 - Téléchargement<br>3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique<br>2020-04-27 9 h 34 - Courriel<br><br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| GFL Environmental Inc 2019<br>8925, boul. Industriel<br>Chambly, QC, J3L 5G8<br><a href="http://gflenv.com">http://gflenv.com</a>       | <a href="#">Monsieur Francisco Gomez</a><br>Téléphone : 514 360-0791<br>Télécopieur : 514 355-4148          | <b>Commande : (1723331)</b><br>2020-03-29 11 h 11<br><br><b>Transmission :</b><br>2020-03-30         | 3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis)<br>2020-03-29 11 h 11 - Téléchargement<br>3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau)<br>2020-03-29 11 h 11 - Téléchargement<br>3281808 - 20-18069_Addenda 2<br>2020-03-29 11 h 11 - Téléchargement<br>3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date<br>2020-03-29 11 h 11 - Téléchargement<br>3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date<br>2020-03-29 11 h 11 - Téléchargement<br>3292324 - 20-18069_Addenda 5<br>2020-04-09 16 h 20 - Courriel<br>3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique<br>2020-04-27 9 h 34 - Courriel<br><br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique       |
| SE JBM INC<br>1601 rue coulombe<br>101<br>Sainte-Julie, QC, j3e0c2<br><a href="http://www.sejbm.com">http://www.sejbm.com</a>           | <a href="#">Monsieur Mathieu Paquette-Morales</a><br>Téléphone : 450 338-4370<br>Télécopieur : 450 338-4371 | <b>Commande : (1728204)</b><br>2020-04-10 15 h 40<br><br><b>Transmission :</b><br>2020-04-10 15 h 40 | 3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis)<br>2020-04-10 15 h 40 - Téléchargement<br>3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau)<br>2020-04-10 15 h 40 - Téléchargement<br>3281808 - 20-18069_Addenda 2<br>2020-04-10 15 h 40 - Téléchargement<br>3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date<br>2020-04-10 15 h 40 - Téléchargement<br>3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date<br>2020-04-10 15 h 40 - Téléchargement   |

|   |  |  |   |
|---|--|--|---|
|   |  |  | 3292324 - 20-18069_Addenda 5<br>2020-04-10 15 h 40 - Téléchargement<br>3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique<br>2020-04-27 9 h 34 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)   |
| TECHVAC ENVIRONNEMENT INC<br>100 rue de la Couronne<br>Repentigny, QC, J0K 5E9  | <a href="#">Monsieur Département Soumission</a><br>Téléphone : 514 521-5060<br>Télécopieur :       | <b>Commande : (1732305)</b><br>2020-04-22 13 h 59<br><b>Transmission :</b><br>2020-04-22 13 h 59 | 3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis)<br>2020-04-22 13 h 59 - Téléchargement<br>3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau)<br>2020-04-22 13 h 59 - Téléchargement<br>3281808 - 20-18069_Addenda 2<br>2020-04-22 13 h 59 - Téléchargement<br>3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date<br>2020-04-22 13 h 59 - Téléchargement<br>3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date<br>2020-04-22 13 h 59 - Téléchargement<br>3292324 - 20-18069_Addenda 5<br>2020-04-22 13 h 59 - Téléchargement<br>3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique<br>2020-04-27 9 h 34 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| VEOLIA ES CANADA Services Industriels Inc.<br>1705 - 3ième Avenue<br>Montréal, QC, H1B 5M9<br><a href="http://www.veolianorthamerica.com">http://www.veolianorthamerica.com</a> | <a href="#">Monsieur Vincent Trotier</a><br>Téléphone : 514 229-7303<br>Télécopieur : 514 229-7303 | <b>Commande : (1716043)</b><br>2020-03-12 15 h 47<br><b>Transmission :</b><br>2020-03-12 15 h 47 | 3275947 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (devis)<br>2020-03-13 14 h - Courriel<br>3275948 - 20-18069_ADDENDA 1- Report de date (bordereau)<br>2020-03-13 14 h - Téléchargement<br>3281808 - 20-18069_Addenda 2<br>2020-03-20 16 h 42 - Courriel<br>3283714 - 20-18069_Addenda 3- Report de date<br>2020-03-24 15 h 19 - Courriel<br>3286064 - 20-18069_Addenda 4- Report de date<br>2020-03-27 14 h 47 - Courriel<br>3292324 - 20-18069_Addenda 5<br>2020-04-09 16 h 20 - Courriel<br>3300325 - 20-18069_Enregistrement ouverture publique<br>2020-04-27 9 h 35 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique                                     |

- Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.  
 Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.  
 Organisme public.

**Dossier # : 1203438019**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Entretien   |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder un contrat de trois ans à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, incluant deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale: 2 235 521,46 \$ (contrat: 2 032 292,24 \$, contingences: 203 229,22 \$) - Appel d'offres public 20-18069 - 5 soumissionnaires. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GDD1203438019 InterventionFinancière\\_BF.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Wail DIDI  
Préposé au budget  
**Tél :** (514) 280-0066

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-20

Iva STOILOVA-DINEVA  
Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514-280-4195  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier





**Dossier # : 1190336002**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière ,<br>Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division -<br>gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Services de police et sécurité incendie   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Conclure une entente-cadre avec la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, pour les services d'entretien préventif, de réparations et d'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 577 724,71 \$, taxes incluses (contrat de 203 846,07 \$ + services additionnels et contingences de 373 878,64 \$) / Approuver un projet de convention à cette fin. |

de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois, par laquelle la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, s'engage à fournir à la Ville les services requis pour l'entretien et la réparation des systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 577 724,71 \$, taxes incluses, conformément aux documents du projet de convention de cette firme;

1. d'autoriser une dépense de 373 878,64 \$, taxes incluses, à titre de budget de services additionnels et de contingences;
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière et ce au rythme des besoins à combler. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-22 15:59

**Signataire :** Diane DRH BOUCHARD

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1190336002**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Services de police et sécurité incendie   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Conclure une entente-cadre avec la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, pour les services d'entretien préventif, de réparations et d'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 577 724,71 \$, taxes incluses (contrat de 203 846,07 \$ + services additionnels et contingences de 373 878,64 \$) / Approuver un projet de convention à cette fin. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le parc immobilier du Service de Sécurité Incendie de Montréal (SIM) compte 67 casernes. Afin de se conformer aux exigences du règlement sur la santé et la sécurité du travail relativement aux normes d'exposition aux fumées de diesel dans les casernes de pompiers de Montréal et à la demande de la CNESST, le Service de la Gestion et de la Planification Immobilière (SGPI) s'est engagé à mettre en place un programme afin de doter l'ensemble des casernes d'un système de captation des gaz à la source d'ici la fin 2020.

En 2019, 62 casernes sont munies d'un système de captation des gaz à la source, soit l'équivalent de 179 baies de garage. À terme, 65 casernes seront munies d'un système de captation des gaz à la source, ce qui représente 186 baies de garage. Le système de captation ne peut pas être installé dans deux casernes, la caserne no.02 étant une caserne estivale sans garage donc non requis et la caserne no.30 n'a pas l'espace nécessaire. La caserne no.30 est toutefois doté d'un système de ventilation conforme aux normes de la CNESST.

Le programme d'entretien préventif, prévu dans la présente entente pour une durée de 36 mois, est complémentaire et indissociable du programme d'acquisition des systèmes de captation des gaz à la source. Le SGPI doit s'assurer que l'ensemble des systèmes est en bon état et que les réparations sont effectuées dans des délais prescrits. Les systèmes de captation "Nederman" ont une durée de vie d'environ 25 ans. Les premiers systèmes ont été acquis dans les années 2000.

La firme "Nederman Canada Limited", à titre de fabricant du système de captation des gaz "Magna", est le seul entrepreneur autorisé à effectuer le service et les réparations de son système et est donc considéré comme fournisseur unique pour la présente entente. De plus,

la garantie du système "Magna" n'est valable que si les réparations ou modifications sont effectuées par un représentant autorisé.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG16-0525 - 29 septembre 2016 - Conclure une entente-cadre de gré à gré de services d'entretien préventif et de réparations avec "Nederman Canada Limited", pour une durée de 36 mois pour l'entretien, la réparation et l'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 721 856,13 \$, taxes incluses, (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM16-1025 - 26 septembre 2016 - Conclure une entente-cadre de gré à gré de services d'entretien préventif et de réparations avec "Nederman Canada Limited", pour une durée de 36 mois pour l'entretien, la réparation et l'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 721 856,13 \$, taxes incluses, (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE16 1450 - 14 septembre 2016 - Conclure une entente-cadre de gré à gré de services d'entretien préventif et de réparations avec "Nederman Canada Limited", pour une durée de 36 mois pour l'entretien, la réparation et l'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 721 856,13 \$, taxes incluses, (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG12 0463 - 20 décembre 2012 - Conclure une entente-cadre de services d'entretien préventif et de réparations avec la firme "Nederman Canada", fournisseur unique, d'une durée de 36 mois, pour l'entretien et la réparation des systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 406 0879,83 \$, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE11 1025 - 6 juillet 2011- Accorder un contrat à la firme "Nederman Canada", pour l'entretien et la réparation des système de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une durée d'un an, au prix total approximatif de 74 791,19 \$ taxes incluses - (fournisseur unique).

### **DESCRIPTION**

Cette entente d'une durée de 36 mois comprend deux (2) volets, à savoir;

- Les services de base - inspection d'entretien préventif à tous les 270 jours;
- Les services additionnels - main-d'œuvre pour réparations diverses à la suite des inspections ou des bris occasionnels; - acquisition de pièces de remplacement.

Les services de base et les services additionnels sont définis dans la convention de services d'entretien préventif et de réparations. Les taux horaires pour les réparations et le coût des pièces sont définis dans les annexes de la convention.

### **JUSTIFICATION**

L'entretien préventif assure le maintien de l'actif en bon état, prolonge la durée de vie et réduit les bris occasionnels tout en générant des économies. De plus, en concluant une entente d'entretien, le SGPI bénéficie d'un rabais de l'ordre de 25 % sur les pièces de remplacement.

L'offre de la firme "Nederman Canada Limited" porte sur les services de base, ce qui

comprend les quatre entretiens préventifs. Les services additionnels, dont la main-d'œuvre, les pièces et les matériaux, seront facturés aux coûts indiqués dans la convention.

| <b>Soumissionnaire</b>   | <b>Prix de base<br/>(avec taxes)</b> | <b>Total</b>         |
|--|--------------------------------------|----------------------|
| Nederman Canada Limited  | 203 846,07 \$                        | 203 846,07 \$        |
| <b>Dernière estimation réalisée<br/>(interne)</b>  | <b>201 755,37 \$</b>                 | <b>201 755,37 \$</b> |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$)<br>(L'adjudicataire – l'estimation)                 |                                      | 2090,70 \$           |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)<br>(l'adjudicataire – estimation / estimation) X 100 |                                      | 1,03 %               |

L'écart entre l'offre de la firme "Nederman Canada Limited" pour les services de base et l'estimé du SGPI est de 1,03 %, ce qui est raisonnable. Les taux horaires pour les services ont quant à eux subi des hausses de 3 % annuellement par rapport à 2019, passant de 118 \$ à 128,5 \$.

Notre estimé interne a été élaboré en supposant un taux d'indexation de l'ordre de 2 % pour les trois (3) prochaines années, d'où cette légère différence avec l'adjudicataire.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

L'estimation globale de l'entente tient compte de l'ajout progressif de nouveaux systèmes de captation d'ici 2020. Conséquemment, l'estimation des coûts des entretiens préventifs, des réparations diverses et de l'acquisition de pièces augmentera proportionnellement en fonction des ajouts de nouveaux systèmes de captation.

Le montant total s'élève à 577 724,71 \$ taxes incluses, selon la répartition suivante :

| Prix (sans les taxes)         | <b>2020</b>          | <b>2021</b>          | <b>2022</b>          | <b>2023</b>         | <b>Total</b>         |
|-------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| <b>Services de base</b>       | 43 005,00\$          | 88 669,00\$          | 45 622,00 \$         |                     | 177 296,00 \$        |
| <b>Services additionnels</b>  |                      |                      |                      |                     |                      |
| Réparations diverses          | 67 308,00 \$         | 56 802,50 \$         | 81 515,25 \$         | 23 353,25 \$        | 228 979,00 \$        |
| Pièces de remplacement        | 17 362,50 \$         | 23 844,50 \$         | 24 806,50 \$         | 6 262,50 \$         | 72 276,00 \$         |
| Contingences 5 %              | 6 383,78 \$          | 8 465,80 \$          | 7 597,19 \$          | 1 480,79 \$         | 23 927,55 \$         |
| <b>Total (sans les taxes)</b> | <b>134 059,28 \$</b> | <b>177 871,80 \$</b> | <b>159 540,94 \$</b> | <b>31 096,54 \$</b> | <b>502 478,55 \$</b> |

Les crédits sont prévus au budget de fonctionnement du SGPI, à même un budget prévu pour l'entretien préventif, les réparations et l'acquisition de pièces. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Les systèmes de captation des gaz à la source améliorent la qualité de vie, la santé et la sécurité des pompiers dans les casernes. Le programme d'entretien préventif permet de maintenir la durée de vie des systèmes.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les systèmes de captation des gaz doivent être fonctionnels afin d'assurer la santé et la sécurité au travail des pompiers et de rencontrer les exigences du chapitre S-2.1, r.13 du règlement sur la santé et la sécurité du travail du Gouvernement du Québec.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Le report de l'octroi de l'entente-cadre aurait un impact sur le respect des délais prescrits d'inspection et de réparation pour le maintien de la garantie ainsi que sur la santé et la sécurité au travail des pompiers.

Une fois approuvé, le dossier pourra cheminer et se réaliser normalement, car étant un service essentiel, les casernes de pompiers sont accessibles durant la Covid-19.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Sans objet

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Octroi de l'entente-cadre 18 juin 2020

Entrée en vigueur de l'entente-cadre 1er juillet 2020

Échéancier initial de réalisation du projet

Début: 2020-07-01 Fin: 2023-06-30

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Mai Lan NGUYEN  
Architecte

**Tél :** 514-872-3754  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-05-21

Anis GASMI  
Chef de section

**Tél :** 514-872-5589  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre LÉVESQUE  
Chef de division

**Tél :** 514 872-4087  
**Approuvé le :** 2020-05-21

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE  
Directrice

**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2020-05-21

## Ville de Montreal

Annexe 6 Total des cout 2020 - 2022

| Caserne # | Adresse                                      | Equipment  | 2020      | 2021        | 2021        | 2022      |
|-----------|--|--|-----------|-------------|-------------|-----------|
|           |  |  | (1 Visit) | (1st Visit) | (2nd Visit) | (1 Visit) |
|           |  |  |           |             |             |           |
| 3         | 256, rue Young, Montréal                     | 2 Magna Tracks & 1 Magna Rail                        | 750.00    | 772.50      | 772.50      | 795.00    |
| 4         | 5260, rue Van Horne, Montréal                | 2 Magna Tracks                                       | 570.00    | 588.00      | 588.00      | 605.00    |
| 5         | 75, rue Ontario, Montréal                    | 3 Magna Rails w/ 5 trolleys                          | 902.50    | 930.00      | 930.00      | 957.50    |
| 8         | 11371, rue Notre-Dame Est, Montréal          | 1 Magna Tracks & 2 Magna Rail w/ 3 trolleys          | 750.00    | 772.50      | 772.50      | 795.00    |
| 9         | 8100, boul. Saint-Michel, Montréal           | 4 Magna Tracks                                       | 902.50    | 930.00      | 930.00      | 957.50    |
| 10        | 1445 rue St-Mathieu, Montréal                | 2 Magna Tracks                                       | 570.00    | 588.00      | 588.00      | 605.00    |
| 13        | 3250, rue Ste-Catherine Est, Montréal        | 2 Magna Rails w/ 3 trolleys                          | 750.00    | 772.50      | 772.50      | 795.00    |
| 14        | 8216, boul. Maurice-Duplessis, RDP, Montréal | 2 Magna Tracks                                       | 570.00    | 588.00      | 588.00      | 605.00    |
| 15        | 1255, rue Richmond, Montréal                 | 3 Magna Tracks                                       | 750.00    | 772.50      | 772.50      | 795.00    |
| 16        | 1041, rue Rachel Est, Montréal               | 2 Magna Tracks                                       | 570.00    | 588.00      | 588.00      | 605.00    |
| 17        | 4240 Charleroi, Montreal                     | 4 Magna Tracks                                       | 902.50    | 930.00      | 930.00      | 957.50    |
| 18        | 12012 Boulevard Rolland, Montreal            |  |           |             |             |           |
| 19        | 2000, rue de Lorimier, Montréal              | 6 Magna Tracks                                       | 1,225.00  | 1,260.00    | 1,260.00    | 1,300.00  |
| 20        | 920, rue St-Urbain, Montréal                 | 1 Magna Tracks & 1 Magna Rail                        | 570.00    | 588.00      | 588.00      | 605.00    |
| 21        | 6025 Lavoisier, St Leonard                   | 4 Magna Tracks                                       | 902.50    | 930.00      | 930.00      | 957.50    |
| 22        | 5455 Antoine-Dagenais, St Leonard            | 4 Magna Tracks                                       | 902.50    | 930.00      | 930.00      | 957.50    |
| 23        | 523 Place St-Henri, Montreal                 | 3 Magna Tracks                                       | 750.00    | 772.50      | 772.50      | 795.00    |
| 25        | 1212, rue Drummond, Montréal                 | 2 Magna Tracks                                       | 570.00    | 588.00      | 588.00      | 605.00    |
| 26        | 2151, av. Mont-royal Est, Montréal           | 2 Magna Rails  |           |             |             |           |
| 27        | 5353, rue Gatineau, Montréal                 | 2 Magna Rail w/ 3 trolleys                           | 750.00    | 772.50      | 772.50      | 795.00    |
| 28        | 7650 boul. Chateaufort, Anjou                | 3 Magna Tracks                                       | 750.00    | 772.50      | 772.50      | 795.00    |
| 29        | 5375, 1 ere Avenue, Montréal                 | 2 Magna Rail w/ 4 trolleys                           | 750.00    | 772.50      | 772.50      | 795.00    |
| 31        | 7041 Rue Saint Dominique, Montreal           |  |           |             |             |           |
| 32        | 16101, rue Sherbrooke Est, RDP/PAT, Montreal | 2 Magna Tracks                                       | 570.00    | 588.00      | 588.00      | 605.00    |
| 33        | 6040, boul. Monk, Montréal                   | 2 Magna Tracks                                       | 570.00    | 588.00      | 588.00      | 605.00    |
| 34        | 5369, ch. De la Cote-St-Antoine, Montréal    | 1 Magna Rail w/ 2 trolleys + 1 Magna Rail not in use | 515.00    | 530.00      | 530.00      | 545.00    |
| 35        | 10827, rue Lajeunesse, Montréal              | 1 Magna Tracks & 1 Magna Rail                        | 570.00    | 588.00      | 588.00      | 605.00    |
| 37        | 795, rue Jarry, Montréal                     | 1 Magna Rail   | 430.00    | 445.00      | 445.00      | 457.00    |
| 38        | 14201, rue Sherbrooke Est, Montreal          | 2 Magna Tracks & 2 Magna Rails w/ 4 trolleys         | 902.50    | 930.00      | 930.00      | 957.50    |
| 39        | 2915, rue Monsabre, Montréal                 | 2 Magna Tracks & 1 Magna Rail                        | 750.00    | 772.50      | 772.50      | 795.00    |
| 40        | 8639, av. Pierre-de-Coubertin, Montréal      | 2 Magna Rail w/ 2 trolleys                           | 570.00    | 588.00      | 588.00      | 605.00    |
| 41        | 7505, av. Champagnieur, Montréal             | 2 Magna Rail w/ 3 trolleys                           | 750.00    | 772.50      | 772.50      | 795.00    |
| 42        | 4180, rue deSalaberry, Montréal              | 1 Magna Track & 1 Magna Rail w/ 2 trolleys           | 570.00    | 588.00      | 588.00      | 605.00    |
| 43        | 1945 Rue Fleury Est, Montreal                | 2 Magna Tracks                                       |           |             |             |           |
| 44        | 12145, boul. Rivière-des-Prairies, Montréal  | 3 Magna Tracks                                       | 750.00    | 772.50      | 772.50      | 795.00    |
| 45        | 5100 Hochelaga, Montreal                     | 3 Magna Tracks                                       | 750.00    | 772.50      | 772.50      | 795.00    |
| 46        | 4760, av. Cumberland, Montréal               | 2 Magna Tracks                                       | 570.00    | 588.00      | 588.00      | 605.00    |

|    |   |                                  |           |           |           |           |
|----|---|----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 47 | 2111, rue St-Zotique, Montréal              | 2 Magna Rails w/ 2 trolleys each | 750.00    | 772.50    | 772.50    | 795.00    |
| 48 | 3616, rue Hochelaga, Montréal               | 2 Magna Tracks                   | 570.00    | 588.00    | 588.00    | 605.00    |
| 49 | 10, rue Chabanel, Montréal                  | 2 Magna Rail w/ 2 Trolleys       | 750.00    | 772.50    | 772.50    | 795.00    |
| 50 | 6490, 30 eme Avenue, Montréal               | 1 Magna Tracks & 1 Magna Rail    | 570.00    | 588.00    | 588.00    | 605.00    |
| 51 | 550 boul. Des Anciens Combattants, Montreal | 3 Magna Tracks                   | 750.00    | 772.50    | 772.50    | 795.00    |
| 52 | 300, Surrey Drive, Baie d'Urfé              | 2 Magna Tracks                   | 570.00    | 588.00    | 588.00    | 605.00    |
| 53 | 310, Beaurepaire drive, Beaconsfield        | 1 Magna Track                    | 430.00    | 445.00    | 445.00    | 457.00    |
| 54 | 3048, boul. St-Charles, Kirkland            | 1 Magna Track                    | 430.00    | 445.00    | 445.00    | 457.00    |
| 55 | 401 Boul St Jean, Pointe Claire             | 5 Magna Tracks                   | 1,065.00  | 1,100.00  | 1,100.00  | 1,130.00  |
| 56 | 230, boul. Chèvremont, Ile-Bizard           | 3 Magna Tracks                   | 750.00    | 772.50    | 772.50    | 795.00    |
| 57 | 12795 boul. Pierrefonds, Pierrefonds        | 3 Magna Tracks                   | 750.00    | 772.50    | 772.50    | 795.00    |
| 58 | 13, rue Centre Commercial, Roxboro          | 1 Magna Track                    | 430.00    | 445.00    | 445.00    | 457.00    |
| 59 | 18661, boul de Pierrefonds, Montreal        | 4 Magna Tracks                   | 902.50    | 930.00    | 930.00    | 957.50    |
| 61 | 10 Rue Sunnydale, Dollard des Ormeaux       |                                  |           |           |           |           |
| 62 | 150, rue Avro, Dorval                       | 1 Magna Track                    | 430.00    | 445.00    | 445.00    | 457.00    |
| 63 | 530 boul. Bouchard, Dorval                  | 5 Magna Tracks                   | 1,065.00  | 1,100.00  | 1,100.00  | 1,130.00  |
| 64 | 3175 Rue Remembrance                        | \$ Magna Tracks                  | 902.50    | 930.00    | 930.00    | 957.50    |
| 65 | 1300, av. Dollard, LaSalle                  | 7 Magna Tracks                   | 1,385.00  | 1,425.00  | 1,425.00  | 1,470.00  |
| 66 | 4398, boul. LaSalle, Verdun                 | 2 Magna Tracks & 1 Magna Rail    | 750.00    | 772.50    | 772.50    | 795.00    |
| 67 | 911, boul. René-Lévesque, Ile-des-Soeurs    | 2 Magna Rails                    | 570.00    | 588.00    | 588.00    | 605.00    |
| 71 | 5500 Chemin du Bois-Franc, Saint Laurent    | 4 Magna Tracks                   | 902.50    | 930.00    | 930.00    | 957.50    |
| 72 | 2727, boul. Poirier, St-Laurent             | 3 Magna Rails                    | 750.00    | 772.50    | 772.50    | 795.00    |
| 73 | 820, rue St-Germain, St-Laurent             | 5 Magna Tracks                   | 1,065.00  | 1,100.00  | 1,100.00  | 1,130.00  |
| 74 | 10, av. Roosevelt, Mont-Royal               | 4 Magna Tracks                   | 902.50    | 930.00    | 930.00    | 957.50    |
| 75 | 40, av. St-Just, Outremont                  | 2 Magna Tracks                   | 570.00    | 588.00    | 588.00    | 605.00    |
| 76 | 19 Rue Stanton, Westmount                   | 2 Magna Tracks                   | 570.00    | 588.00    | 588.00    | 605.00    |
| 77 | 114, av. Westminister Nord, Montréal- Ouest | 1 Magna Track                    | 430.00    | 445.00    | 445.00    | 457.00    |
| 78 | 6815 chemin Cote St-Luc, Cote St-Luc        | 2 Magna Tracks                   | 570.00    | 588.00    | 588.00    | 605.00    |
|    |   |                                  | 43,005.00 | 44,334.50 | 44,334.50 | 45,622.00 |

|                    |
|--------------------|
| \$177,296.00       |
| X.14975            |
| \$26,550           |
| Total \$203,846.07 |



## ANNEXE 8

Tableau comparatif de l'offre de Nederman et de l'estimé interne de la Ville de Montréal pour les services de base

|                          | 2020         | 2021         | 2021         | 2022         | Total (sans taxes) | Total (avec taxes) |
|--------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------------|--------------------|
| <b>Nederman</b>          | 43 005,00 \$ | 44 334,50 \$ | 44 334,50 \$ | 45 622,00 \$ | 177 296,00 \$      | 203 846,07 \$      |
| <b>Ville de Montréal</b> | 43 005,00 \$ | 43 865,10 \$ | 43 865,10 \$ | 44 742,40 \$ | 175 477,60 \$      | 201 755,37 \$      |
|                          |              |              |              |              |                    |                    |
|                          |              |              |              |              | Différence en \$   | 1 818,40 \$        |
|                          |              |              |              |              | Différence en %    | 1,03%              |
|                          |              |              |              |              |                    | 2 090,70 \$        |
|                          |              |              |              |              |                    | 1,03%              |

### Justification de la différence de prix

Nederman : Hausse des taux horaires de 3%/année par rapport à 2019, passant de 118\$ à 128,50\$

Ville de Montréal : Hausse estimée des taux horaires de 2%/année par rapport à 2019, passant de 118\$ à 125,25\$

**Dossier # : 1190336002**

**Unité administrative responsable :** Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie

**Objet :** Conclure une entente-cadre avec la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, pour les services d'entretien préventif, de réparations et d'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 577 724,71 \$, taxes incluses (contrat de 203 846,07 \$ + services additionnels et contingences de 373 878,64 \$) / Approuver un projet de convention à cette fin.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[Convention Nederman 2019 a 2022.pdf](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Olivier TACHÉ  
Avocat  
**Tél : 514-872-6886**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-21

Olivier TACHÉ  
Avocat  
**Tél : 514-872-6886**  
**Division : Contrats**

## CONVENTION DE SERVICES D'ENTRETIEN PRÉVENTIF ET DE RÉPARATIONS

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissante et représentée par le chef de division, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

No d'inscription T.P.S. : 121364749

No d'inscription T.V.Q. : 1006001374

Ci-après désignée la « **Ville** »

**ET :** **NEDERMAN CANADA LIMITED**, personne morale légalement constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* dont l'adresse est le 5865, McLaughlin Road, Unit 1, Mississauga, Ontario, L5R 3P7, agissante et représentée par Gerry Tracey dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution tel qu'il le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 105836613

No d'inscription T.V.Q. : 1003859720

Ci-après désignée « **Nederman** » ou « **Firme** »

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** »

**ATTENDU QUE** la Ville désire conclure un contrat d'entretien préventif et de réparations avec Nederman;

**ATTENDU QUE** le système d'extraction de fumée Magna est conçu et fabriqué par Nederman pour capter et évacuer les gaz directement à la sortie des gaz d'échappement des véhicules d'urgence, lequel système est installé dans plusieurs casernes de pompiers de la Ville (ci-après le « **Système** »);

**ATTENDU QUE** les composantes principales du Système sont, sans limitation, le ventilateur d'évacuation ainsi que les conduits, les contrôles, le chariot (équipé d'un équilibreur en forme de cône), un boyau flexible vertical et/ou horizontal avec un embout HB Nederman ainsi qu'un électro-aimant;

**ATTENDU QUE** Nederman est la seule entreprise autorisée et reconnue par le manufacturier pour effectuer l'entretien et les réparations sur le Système;

**ATTENDU QUE** Nederman à traves de Carmichael Ltée, notre seul représentant autorisé, effectuera toutes les inspections et ajustements nécessaires au bon fonctionnement du Système de chaque caserne pour s'assurer que celui-ci respecte les normes du manufacturier;

**ATTENDU QUE** toute réparation ou tout appel de service fait par Carmichael Ltée, notre seul représentant autorisé, soit non inclus dans le prix indiqué à l'article 4.1 des présentes et dont le coût total, excluant les taxes, dépasse mille dollars (1 000 \$) doit être autorisé au préalable par le Directeur;

**ATTENDU QUE** les travaux doivent toujours être effectués par la Firme au meilleur coût possible (réparation ou remplacement) pour la Ville;

**ATTENDU QUE** la Ville maintiendra un inventaire de pièces de rechange dont la composition sera basée sur l'historique des besoins.

**ATTENDU QUE** Nederman déclare avoir pris connaissance du Règlement sur la gestion contractuelle de Montréal et s'engage à s'y conformer;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1** **OBJET**

La Ville retient les services de la Firme qui accepte d'exécuter les travaux visés à l'article 3 (Obligations de la Firme), conformément à la présente convention et à ses Annexes.

## **ARTICLE 2** **DEFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

- 2.1 Dans la présente convention, (en plus d'autres termes définis aux présentes) à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :
- 2.1.1 « **Annexe 1** » : Liste des casernes de pompiers possédant un Système;
  - 2.1.2 « **Annexe 2** » : Liste des tâches d'entretien préventif;
  - 2.1.3 « **Annexe 3** » : Coordonnées du contact de Ingénierie Carmichael Ltee, le seul représentant Nederman autorisé;
  - 2.1.4 « **Annexe 4** » : Frais pour réparations et service de base en dehors du cadre d'entretien préventif;
  - 2.1.5 « **Annexe 5** » : Liste des pièces de remplacement pour le Système – prix 2020;

- 2.1.6 « **Annexe 6** » : Coût des services de base annuels pour 2020, 2021, 2022;
- 2.1.7 « **Annexe 7** » Modalités et conditions de vente de produits et services sur les lieux;
- 2.1.8 « **Directeur** » : Le directeur du Service de sécurité incendie de Montréal.
- 2.2 Les annexes et le préambule font partie intégrante de la présente convention, sans qu'il soit nécessaire de les répéter tout au long;
- 2.3 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition inconciliable des annexes.

### **ARTICLE 3** **OBLIGATIONS DE LA FIRME**

En contrepartie du paiement par la Ville de la somme prévue à l'article 4 (Prix), la Firme doit fournir à la Ville l'ensemble des services suivants :

#### Les Services de base :

- 3.1 Une (1) fois tous les deux cent soixante-dix (270) jours de calendrier (« Période d'inspection »), effectuer une inspection d'entretien préventif dans chaque caserne de pompiers listée à l'Annexe 1 pour un total de quatre (4) inspections dans chacune des dites casernes, durant toute la durée de la présente convention, afin d'y effectuer les tâches listées à l'Annexe 2 (« Service de base »);
- 3.2 fournir au Directeur pour approbation, dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, un calendrier écrit des services de base (Entretien Préventif) pour la première Période d'inspection. Par la suite, au plus tard trente (30) jours avant la fin de chaque Période d'inspection subséquente, fournir au Directeur, pour approbation, un calendrier des Services de base(Entretien Préventif) pour la Période d'inspection suivante;
- 3.3 pour la première période d'inspection, le calendrier d'inspection d'entretien préventif sera flexible afin de permettre de devancer une inspection d'entretien préventif si un appel de service est logé pour une caserne dont l'inspection était prévue ultérieurement à l'horaire préalablement approuvé;
- 3.4 pour chacune des périodes d'inspections subséquentes prévues à la convention, le calendrier d'inspection sera flexible afin de permettre de devancer une inspection si un appel de service est logé pour une caserne de pompiers dont l'inspection était due dans les soixante (60) jours suivant la date de l'appel de service;

- 3.5 advenant que de nouveaux Systèmes soient installés dans des casernes existantes ou dans de nouvelles casernes durant la période de la convention, la Firme s'engage à fournir les mêmes services que ceux prévus à la présente convention, et ce, à des tarifs identiques selon le type de caserne (Annexe 6).

Les Services additionnels :

- 3.6 répondre à tout appel de service autre que des Services de base (« Services additionnels ») fait par le Directeur ou son représentant dans un délai de vingt-quatre (24) heures maximum et effectuer les réparations appropriées dans un délai convenu avec le Directeur ou son représentant autorisé aux tarifs des Annexes 4 et 5;
- 3.7 lors d'une inspection de l'entretien préventif, advenant un bris non inclus dans les Services de base ou si, en cours d'exécution de l'entretien préventif, la Firme se rend compte que des pièces endommagées ou brisées doivent être remplacées, elle doit effectuer la réparation. La Ville accepte d'assumer tous les coûts relatifs à l'appel de service ou le travail supplémentaire, pour les Services additionnels au coût de main-d'œuvre et matériaux indiqués aux Annexes 4 et 5. À cet égard, si le coût total pour les Services additionnels avant taxes est de plus de mille dollars (1000 \$) il doit au préalable être autorisé par le Directeur par écrit (incluant, sans y être limité, par courrier électronique);

Général :

- 3.8 lors d'un appel pour des Services de base ou des Services additionnels, si une réparation doit être effectuée, offrir la première heure de main d'œuvre afférente à ce travail sans frais pour la Ville;
- 3.9 lorsqu'un Service de base ou un Service additionnel nécessite plus d'une (1) visite en caserne, facturer un (1) seul frais de camion à la Ville;
- 3.10 élaborer un inventaire de pièces de recharge pour le Système basé sur l'historique des besoins, conjointement avec la Ville;
- 3.11 récupérer et réutiliser les pièces des systèmes existants appartenant à la Ville si la qualité des pièces usagées fournies par la Ville permet de les remettre en fonction sans que le bon fonctionnement des Systèmes ne soit compromis. À cet égard, ces pièces usagées de même que des pièces neuves seront disponibles au dépôt situé au 6650, rue Notre-Dame Est; Montréal, Québec; s'il est impossible de réutiliser une pièce usagée, la Firme doit utiliser une pièce neuve déjà en possession de la Ville si cette dernière est disponible;
- 3.12 sur demande du Directeur, fournir à la Ville toute information, tout rapport ou document se rapportant exclusivement à l'exécution de tous les services;
- 3.13 toujours accorder à la Ville un rabais de vingt-cinq pour-cent (25 %) sur le prix des pièces de remplacement des Systèmes. La firme devra fournir une nouvelle liste de prix (Annexe 5 uniquement) à chaque année pour la durée de la convention. Cette liste reflétera la variation de coût d'acquisition encouru et sera soumise au Directeur pour approbation préalable;

- 3.14 Les inspections, ajustements et essais des Systèmes seront réalisés conformément aux normes du manufacturier;
- 3.15 la firme ne pourra en aucun temps facturer à la Ville le tarif horaire en surtemps indiqués à l'Annexe 4, sans avoir préalablement obtenu une autorisation écrite du Directeur.

#### **ARTICLE 4** **PRIX**

- 4.1 En contrepartie de l'exécution par la Firme des Services de base et des obligations qui lui incombent en vertu de cette convention autre que les Services additionnels, la Ville s'engage à lui verser, pour toute la durée de la présente convention, une somme maximale de deux cent trois mille huit cent quarante-six dollars et sept cents (203 846,07 \$ pour 2020, 2021, 2022 – référer à l'annexe 6) incluant la taxe applicable sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.) étant entendu que les Services additionnels incluant, sans s'y limiter, la main-d'œuvre, les pièces et les matériaux, seront sujets à des frais supplémentaires indiqués à la présente convention;
- 4.2 La Firme doit présenter à la Ville une facture mensuelle pour les Services de base rendus dans le cadre de la présente convention;
- 4.3 La Firme doit présenter à la Ville une facture mensuelle distincte de celle prévue à l'article 4.2 pour les Services additionnels et pour tout bien fourni dans le cadre de la présente convention;
- 4.4 La Ville ne paie une facture que si elle respecte toutes les modalités prévues à la présente convention et qu'elle correspond aux services effectivement rendus par la Firme;
- 4.5 Aucun paiement effectué par la Ville ne doit être considéré comme une indication que les travaux ont été réalisés à la satisfaction de cette dernière.

#### **ARTICLE 5** **REPRÉSENTANTS DES PARTIES**

Aux fins de l'exécution de la présente convention, les représentants des Parties sont :

**POUR LA VILLE :**

Yves Saindon  
Greffier de la Ville de Montreal

**POUR LA FIRME :**

Gerry Tracey  
Director of Aftermarket Sales and Service  
Nederman Canada Ltd

289-497-9744 (téléphone)  
905-366-2206 (télécopieur)  
[Gerry.tracey@nederman.com](mailto:Gerry.tracey@nederman.com)

Une partie à la présente convention peut changer de représentant. Dans ce cas, elle doit aviser l'autre Partie du nom du remplaçant de celui-ci, de son adresse et de toute autre information s'y rapportant.

## **ARTICLE 6** **EXCLUSIVITÉ**

- 6.1 La Firme et ses filiales représentent et garantissent à la Ville que la Firme est la seule entreprise autorisée par le manufacturier du Système à effectuer l'entretien préventif et toutes les réparations nécessaires au fonctionnement de celui-ci. En cours d'exécution de la présente convention, advenant qu'une autre entreprise que la Firme soit autorisée par le manufacturier du Système à effectuer cet entretien ou toute réparation, elle devra en aviser la Ville sans délai.

## **ARTICLE 7** **DURÉE, RENOUELEMENT ET RÉSILIATION**

- 7.1 La présente convention prend effet à la date de signature la plus tardive par toutes les parties pour une durée de trente-six (36) mois;
- 7.2 Chaque Partie peut résilier cette convention sans aucune responsabilité si l'autre Partie est en défaut de respecter toute obligation importante de cette convention. La résiliation sera effective trente (30) jours suivant l'avis de défaut à moins qu'il n'ait été remédié au défaut à l'intérieur de ce délai.

## **ARTICLE 8** **ASSURANCES**

- 8.1 La Firme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 \$) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 8.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.
- 8.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. La Firme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.



## **ARTICLE 9** **INDEMNISATION**

- 9.1 Nonobstant l'article 14 de l'Annexe 7 des présentes, la Firme garantit et tient Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de cette convention, elle prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcées contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

## **ARTICLE 10** **LIMITE DE RESPONSABILITÉ**

- 10.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 4 (Prix).

## **ARTICLE 11** **CONDITIONS GÉNÉRALES**

### **11.1 Entente complète**

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente entre les Parties;

### **11.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

### **11.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

### **11.4 Représentations de la Firme**

La Firme n'est pas la mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### **11.5 Modification à la Convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des Parties.

#### **11.6 Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

#### **11.7 Ayants droit**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

#### **11.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être transférés ni cédés sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

#### **11.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

##### **Élection de domicile de la Firme**

La Firme fait élection de domicile au 5865 McLaughlin Road, Unit 1, Mississauga, Ontario, L5R 3P7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur national de projets. Pour le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, la Firme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

##### **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 4040, avenue Du Parc, Montréal, Québec, H2W 1S8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

#### **11.10 Exemple ayant valeur d'original**

Cette convention peut être signée séparément en plusieurs exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2020

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Yves Saindon  
Greffier de la Ville

Le 20<sup>e</sup> jour de May, 2020

**NEDERMAN CANADA**

Par : \_\_\_\_\_  
Gerry Tracey  
Director of Aftermarket Sales and Service  
Nederman Canada Ltd

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération du \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 2020 (Résolution \_CG20\_)

**Dossier # : 1190336002**

**Unité administrative responsable :** Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie

**Objet :** Conclure une entente-cadre avec la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, pour les services d'entretien préventif, de réparations et d'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 577 724,71 \$, taxes incluses (contrat de 203 846,07 \$ + services additionnels et contingences de 373 878,64 \$) / Approuver un projet de convention à cette fin.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GDD 1190336002 Nederman Canada.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre LACOSTE  
Préposé au budget  
**Tél : 514 872-4065**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-21

Diane NGUYEN  
Conseillère budgétaire  
**Tél : 514.872.0549**  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



(1)

**Dossier # : 1208009001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière ,<br>Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser une dépense additionnelle de 357 893,63 \$, taxes incluses, afin d'augmenter l'enveloppe des contingences et des incidences, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne (0407), 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no 14293 accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant de la dépense totale du contrat de 4 856 308,96 \$ à 5 214 202,60 \$, taxes incluses. |

Il est recommandé :

1. d'autoriser une augmentation des contingences de 293 632,62 \$, taxes incluses, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne (0407), 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant total de l'enveloppe des contingences de 760 671,73 \$ à 1 054 304,35 \$, taxes incluses ;
2. d'autoriser une augmentation des incidences de 64 261,01 \$, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de l'enveloppe des incidences de 292 278,61 \$ à 356 539,62 \$, taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-19 15:52

**Signataire :**

Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1208009001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser une dépense additionnelle de 357 893,63 \$, taxes incluses, afin d'augmenter l'enveloppe des contingences et des incidences, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne (0407), 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no 14293 accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant de la dépense totale du contrat de 4 856 308,96 \$ à 5 214 202,60 \$, taxes incluses. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le contrat de construction du musée Château Dufresne a été octroyé le 22 mai 2019 pour un montant maximum de 4 856 308,96 \$.

Les travaux relatifs au présent contrat consistent en diverses interventions afin d'effectuer une réfection de la maçonnerie et des travaux connexes. Ces travaux consistent notamment, mais sans s'y limiter, à :

- la réfection de la maçonnerie sur toutes les façades et reconstruction d'éléments d'origine;
- la réfection des toitures;
- le ragréage du béton et l'imperméabilisation des fondations;
- la fourniture et l'installation d'une nouvelle fenestration à l'intérieur des arches;
- la réalisation de travaux d'étalement;
- le rehaussement du niveau du sol au périmètre du bâtiment;
- l'engazonnement et la protection des arbres existants;
- le démontage et la réinstallation de la terrasse existante en pavé uni;
- la démolition et la reconstruction des sauts-de-loup de part et d'autre du bâtiment;
- la décontamination à l'intérieur du bâtiment (1er et 2e sous-sol);
- l'aménagement d'une conciergerie et d'une salle d'entreposage;
- l'ajout de mobiliers d'ébénisterie pour un comptoir cuisine et rangements;
- toutes les interventions connexes requises en structure, civil, mécanique et électricité.

La gestion des travaux est complexe, car le bâtiment muséal demeure occupé et ouvert au public tout au long des travaux.

Le Service de la culture agit à titre de service partenaire-client. Dans le présent dossier, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) agit à la fois à titre de service requérant et exécutant. Le SGPI a supervisé la réalisation de la conception détaillée, de l'élaboration des documents d'exécution (plans et cahier des charges), et effectué le suivi de la surveillance des travaux de construction du projet.

L'échéancier initial du projet prévoyait une fin des travaux au 22 novembre 2019.

Au 2 mars 2020, le chantier était avancé à 63 %.

Les contingences initiales autorisées de 760 671,73 \$, taxes incluses, ont été utilisées à 44 % (332 386,44 \$, taxes incluses). Solde : 428 285,29 \$.

Les incidences initiales autorisées de 292 278,61 \$, taxes incluses, ont été utilisées à 60 % (177 386,92\$, taxes incluses). Solde : 114 891,69 \$.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

### **GDD 1198009003 - CM19 1018**

Autoriser une dépense additionnelle de 101 620,01 \$, taxes incluses (contrat de base: 9 661,67 \$ + contingences: 91 958,34 \$), pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction du coût réel des travaux de construction pour la mise en œuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 avenue Jeanne-d'Arc, dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal, Réal Paul architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310), majorant ainsi le montant total du contrat de 298 965,47 \$ à 400 585,48 \$, taxes et contingences incluses.

### **GDD 1198009002 - CG19 0242**

Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc., pour la mise en œuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 avenue Jeanne-D'Arc, Montréal - Dépense totale de 4 856 308,96\$, taxes incluses - Appel d'offres public (#IMM-14293) - Trois (3) soumissionnaires.

### **GDD 1151029001 - CM15 0310**

Accorder un contrat de services professionnels à Réal Paul Architecte et au Groupe WSP Canada Inc. pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie pour la mise en œuvre du projet de restauration de la maçonnerie et travaux connexes du Château Dufresne (0407), pour une somme maximale de 298 965,47 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no. 14-13858 - Un seul soumissionnaire / Approuver un projet de convention à cette fin.

## **DESCRIPTION**

En raison du niveau de vétusté du bâtiment, des exigences particulières relatives à la conservation du patrimoine et de l'occupation du musée durant la totalité des travaux, ceux-ci ont été ralentis. Certains travaux ont été retardés et/ou déplacés, notamment l'installation du mur rideau et des portes vitrées extérieures ainsi que les travaux d'aménagement extérieur.

À la suite de la négociation avec l'entrepreneur, l'échéancier maître révisé a été accepté sans frais de prolongation de la part de l'entrepreneur et sans frais de pénalité de la part de la Ville.

La fin des travaux prévue le 22 novembre 2019 est reportée au 30 juillet 2020.



Plusieurs éléments hors du contrôle de l'entrepreneur et de la Ville ont eu des incidences sur les coûts du projet.

Directives approuvées à ce jour, 332 386,44 \$ incluant entre autres :

- Les déficiences importantes (fissures, pieux d'acier, etc.) découvertes en lien avec l'état des murs de fondation existants ne pouvaient être anticipées;
- La découverte archéologique d'une fondation d'origine;
- Travaux reliés à l'excavation et à l'imperméabilisation des fondations;
- Composition différente des dalles de béton au 2<sup>e</sup> sous-sol;
- Ajout de tranchées mécaniques pour le raccordement;
- Modification du nouveau mobilier intégré de la salle à manger au niveau du 1<sup>er</sup> sous-sol.

## JUSTIFICATION

### Contingences :

- Un montant total autorisé de 760 671,73 \$.
- À ce jour, les directives de changement approuvées totalisent un montant de 332 386,44 \$.
- Selon les estimations des professionnels et les prix soumis (réels et budgétaires) par l'entrepreneur, toutes les directives en négociation et/ou à émettre totalisent un montant de 440 469,36 \$. Les coûts approuvés et estimés des directives totalisent 772 855,80 \$ pour un écart négatif de 12 184,08 \$.
- À ce montant, il est demandé des contingences additionnelles de 20 % sur les travaux restants (37 %) soit un montant de 281 448,54 \$.

Par conséquent, il est demandé d'augmenter le budget de contingences du contrat pour un montant total de **293 632,62 \$**, taxes incluses. Ce qui représente une augmentation de 8 %, faisant passer les contingences de base autorisées de 20 % à 28 %.

|  | Montants (tx incl.)  |
|--|----------------------|
| Contingences de base autorisées                                      | 760 671,73 \$        |
| Directives de changement approuvées à ce jour                        | 332 386,44 \$        |
| Directives en négociation et/ou à émettre                            | 440 469,36 \$        |
| Total montant des directives   | 772 855,80 \$        |
| Écart  | (12 184,08 \$)       |
| Ajout de contingences additionnelles (20 % sur les travaux restants) | 281 448,54 \$        |
| <b>Total des contingences additionnelles demandées</b>               | <b>293 632,62 \$</b> |

La nécessité d'augmentation du budget de contingences est occasionnée par :

- L'épuisement plus rapide des contingences du contrat par rapport aux anticipations lors de l'octroi.
- Directives à venir : 440 469,36 \$
- Il y a 40 avis de changement soumis par l'entrepreneur en négociation, dont entre autres :
  - Décontaminer une pièce d'entreposage et réfection complète comprenant des travaux de réparations du plancher d'origine, finition des murs et plafond et ajout de prises électriques;
  - Ajout de conduits vides et prises extérieures niveau terrasse arrière pour un

- futur branchement à la suite de travaux en phase 2 sur l'augmentation de la capacité du panneau électrique;
- Réparation pleine épaisseur de la dalle de béton 1<sup>er</sup> sous-sol dans le coin de la salle à manger;
  - Réaménagement de la rampe d'accès entre la salle de chaufferie et la conciergerie au 2<sup>e</sup> sous-sol;
  - Réaménagement du plafond suspendu existant conservé et l'ajout d'une nouvelle retombée de gypse au 1<sup>er</sup> sous-sol;
  - Travaux de réaménagement dans les locaux de la conciergerie et salle électrique;
  - Modification de deux (2) cols de cygne sur la terrasse avant;
  - Injections supplémentaires des fissures intérieures et extérieures, ce qui représente une augmentation de la quantité déjà prévue;
  - Exécution de tranchée mécanique nécessaire pour le raccordement au drain français au 2<sup>e</sup> sous-sol;
  - Ancienne ouverture de porte à remplir de béton au niveau des fondations;
  - Mise en conformité des cinq (5) événements au toit.

Les alternatives évaluées en regard de cette situation :

- L'analyse technique des avis de changement par les professionnels (architecte et ingénieurs) a permis de réduire au maximum les coûts.

#### **Incidences :**

- Un montant total autorisé de 292 278,62 \$.
- À ce jour, les incidences engagées totalisent un montant de 274 999,36 \$.
- Une prévision d'incidences d'ici la fin du mandat pour un montant budgétaire de 64 294,02 \$ pour :
  - GARDA - Patrouilles de sécurité supplémentaires
  - GARDA - Gardiennage supplémentaire
  - CIMA+ - Contrôleur de chantier
  - Art Solution - Entreposage supplémentaire
  - ADT - Installation de contacts pour nouvelles portes
  - ADT - Mise à jour des composantes (musée)
  - Nettoyage après les travaux
  - Aménagement paysager - Nouveaux arbustes
- Le budget d'incidences total estimé totalise 339 293,38 \$ pour un écart négatif de 47 014,76 \$.
- À ce montant, il est ajouté des incidences additionnelles demandées soit un montant de 17 246,25 \$.

Par conséquent, il est demandé une augmentation totale de **64 261,01 \$**, taxes incluses, des incidences.

|  | Montants<br>(tx incl.) |
|--|------------------------|
| Incidences de base autorisées                  | 292 278,62 \$          |
| Incidences engagées à ce jour                  | 274 999,36 \$          |
| Incidences en prévision d'ici la fin du mandat | 64 294,02 \$           |
| Total montant des incidences                   | 339 293,38 \$          |

|   |              |                       |
|---|--------------|-----------------------|
|   | <b>Écart</b> | <b>(47 014,76 \$)</b> |
| Ajout d'incidences générales additionnelles demandées |              | 17 246,25 \$          |
| <b>Total des incidences additionnelles demandées</b>  |              | <b>64 261,01 \$</b>   |

La nécessité d'augmentation du budget d'incidences est occasionnée par :

- L'épuisement plus rapide des incidences du contrat par rapport aux anticipations lors de l'octroi.
- La durée estimée des travaux par les professionnels qui passe de 6 mois à un an.
- Les travaux reliés à l'alarme-intrusion ADT non inclus en phase conception. Changement au bail depuis la conception.
- La mise à jour des composantes du système alarme-intrusion ADT. Changement au bail depuis la conception.
- Impact dû à la situation du COVID-19 : Ajout de patrouilles de sécurité durant le chantier fermé alors que le système ADT n'est pas fonctionnel.
- Prolongation de la location d'espace d'entreposage temporaire chez Art Solution pour les œuvres du musée.
- Prolongation du soutien du contrôleur en chantier Cima+.

Les alternatives évaluées en regard de cette situation :

- L'analyse du bail en vigueur 2018-2028 en ce qui concerne la responsabilité de la prise en charge du système alarme-intrusion.
- Relevé et analyse technique par ADT du système alarme-intrusion existant.

#### Tableau récapitulatif du contrat de construction

|                                 | Montants autorisés (tx incl.) | Montants additionnels demandés (tx incl.) | Montants totaux (tx incl.) |
|---------------------------------|-------------------------------|---|----------------------------|
| Contrat de construction de base | 3 803 358,63 \$               | <b>0,00 \$</b>                            | 3 803 358,63 \$            |
| Contingences                    | (20%) 760 671,73 \$           | <b>293 632,62 \$</b>                      | (±28%) 1 054 304,35 \$     |
| Incidences générales            | (5%) 190 167,93 \$            | <b>17 246,25 \$</b>                       | 207 414,18 \$              |
| Incidences spécifiques          | 102 110,68 \$                 | <b>47 014,76 \$</b>                       | 149 125,44 \$              |
| <b>Total</b>                    | <b>4 856 308,96 \$</b>        | <b>357 893,63 \$</b>                      | <b>5 214 202,60 \$</b>     |

#### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le fait d'accorder cette augmentation de contingences et d'incidences nous permettra de livrer un projet qui répond aux besoins de maintien d'actif et permettra de protéger l'immeuble de détériorations plus graves.

En ce qui concerne les contingences, la portée des travaux incluse au projet est la même que celle définie dans le mandat original.

Le coût total maximal de cette dépense additionnelle de 357 893,63 \$, taxes incluses, sera assumé comme suit :

- Un montant maximal de 326 804,59 \$, net de ristourne, sera financé par le PTI 2019-2021 du SGPI sur le règlement d'emprunt du programme 38009-Programme de protection des bâtiments culturels.

Cette augmentation sera assumée à 100 % par la ville centre.

La dépense totale sera répartie comme suit :

357 893,63 \$ en 2020

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Les principes de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal, adoptée en 2009 par le SGPI ainsi que les directives écologiques associées seront respectés.

Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

Ne peut être certifié LEED car les travaux ne permettent pas au projet de se conformer aux préalables de la certification ni au crédit d'économie d'énergie.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Tout retard dans l'approbation de l'augmentation de ce contrat aura un impact sur les opérations 2020 du musée Château Dufresne et les travaux en cours pourraient être arrêtés, faute de fonds.

Le refus de l'augmentation du présent contrat impliquera de devoir couper dans le programme des travaux afin de se conformer aux sommes disponibles, laissant fort probablement l'état des lieux partiellement en travaux inachevés.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Impact dû à la situation du COVID-19 :

- Arrêt du chantier depuis le 24 mars 2020;
- Ajout de patrouilles de sécurité durant le chantier fermé alors que le système ADT n'est pas fonctionnel;
- Prolongation de la location d'espace d'entreposage temporaire chez Art Solution pour les œuvres du musée.

L'entrepreneur est en mesure de reprendre l'exécution du chantier à la date autorisée par le gouvernement du Québec, soit à partir du 11 mai 2020.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début des travaux : 22 mai 2019

Autorisation de la dépense additionnelle : 18 juin 2020

Arrêt du chantier à la suite de la COVID-19 : 24 mars au 11 mai 2020

Fin reportée des travaux : 30 juillet 2020

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation juridique avec commentaire :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Éric ST-HILAIRE  
Concepteur des aménagements - immeubles

**Tél :** 514 872-9054  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-27

Jean CAPPELLI  
Chef de division - Projets Corporatifs

**Tél :** 514-868-7854  
**Télécop. :**

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Michel SOULIÈRES  
Directeur - gestion de projets immobiliers

**Tél :** 514-872-2619  
**Approuvé le :** 2020-04-30

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE  
Directrice

**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2020-05-19

**Projet :** Château Dufresne - réfection de la maçonnerie et travaux connexes  
2929 rue Jeanne-D'Arc, Montréal

**Description :** Contrat de construction 14293  
contrat modifié majoré

|                     |   |                     | Tps<br>5,0%       | Tvq<br>9,975%     | Total               |
|---------------------|---|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| <b>Contrat:</b>     | <b>Travaux forfaitaires</b>                     | % \$                |                   |                   |                     |
|                     | Contrat de base autorisé                        | 3 307 987,50        |                   |                   |                     |
|                     | <b>Sous-total - contrat de base :</b>           | 100,0% 3 307 987,50 | 165 399,38        | 329 971,75        | 3 803 358,63        |
| <b>Additionnels</b> | Contingences de base                            | 20,0% 661 597,50    | 33 079,88         | 65 994,35         | 760 671,73          |
|                     | Contingences additionnelles                     | 8% 255 388,23       | 12 769,41         | 25 474,98         | 293 632,62          |
|                     | <b>Total - Contrat majoré :</b>                 | <b>4 224 973,23</b> | <b>211 248,66</b> | <b>421 441,08</b> | <b>4 857 662,97</b> |
| <b>Additionnels</b> | Incidences dépenses générales                   | 5,0% 165 399,38     | 8 269,97          | 16 498,59         | 190 167,93          |
|                     | Incidences dépenses spécifiques                 | 88 811,20           | 4 440,56          | 8 858,92          | 102 110,68          |
| <b>Additionnels</b> | Incidences générales additionnelles             | 15 000,00           | 750,00            | 1 496,25          | 17 246,25           |
| <b>Additionnels</b> | Incidences spécifiques additionnelles           | 40 891,29           | 2 044,56          | 4 078,91          | 47 014,76           |
|                     | <b>Total - Incidences :</b>                     | <b>310 101,87</b>   | <b>15 505,09</b>  | <b>30 932,66</b>  | <b>356 539,62</b>   |
|                     | <b>Coût des travaux ( Montant à autoriser )</b> | <b>4 535 075,10</b> | <b>226 753,75</b> | <b>452 373,74</b> | <b>5 214 202,59</b> |
| <b>Ristournes:</b>  | Tps   | 100,00%             | 226 753,75        |                   | 226 753,75          |
|                     | Tvq   | 50,0%               |                   | 226 186,87        | 226 186,87          |
|                     | <b>Coût après rist. ( Montant à emprunter )</b> |                     |                   |                   | <b>4 761 261,97</b> |

**Dossier # : 1208009001****Unité administrative responsable :** Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs**Objet :** Autoriser une dépense additionnelle de 357 893,63 \$, taxes incluses, afin d'augmenter l'enveloppe des contingences et des incidences, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne (0407), 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no 14293 accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant de la dépense totale du contrat de 4 856 308,96 \$ à 5 214 202,60 \$, taxes incluses.**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation juridique avec commentaire

**COMMENTAIRES**

Le montant de l'augmentation représente 28% de la valeur initiale du contrat.

Le service représente que les contingences initiales autorisées de 760 671,73\$, taxes incluses, ont été utilisées à 44% (332 386.44\$) taxes incluses, pour approuver des directives de changement et qu'elles ont été utilisées conformément au Règlement sur la gestion contractuelle.

Le service représente que les travaux additionnels de 440 469,36\$ n'étaient pas inclus au mandat initial (sous réserve de ceux à prix unitaires), étaient imprévisibles, et sont nécessaires pour terminer la réalisation du projet.

À la lumière de ces informations et des faits propres à ce dossier, nous sommes d'avis que ces modifications peuvent être considérés comme étant accessoires au contrat principal au sens de l'article 573.3.0.4 de la LCV.

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sandra PALAVICINI  
Avocate, droit contractuel  
**Tél : 514 872-1200**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-29

Marie-Andrée SIMARD  
Notaire, chef de division  
**Tél : (514) 872-8323**  
**Division : Droit contractuel**

**Dossier # : 1208009001**

**Unité administrative responsable :**

Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs

**Objet :**

Autoriser une dépense additionnelle de 357 893,63 \$, taxes incluses, afin d'augmenter l'enveloppe des contingences et des incidences, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne (0407), 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no 14293 accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant de la dépense totale du contrat de 4 856 308,96 \$ à 5 214 202,60 \$, taxes incluses.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GDD 1198009002 - Dépense additionnelle Château Dufresne.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN  
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV  
**Tél : 514 872-1021**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-28

Diane NGUYEN  
Conseillère budgétaire

**Tél : 514 872-0549**

**Division :** Service des finances - Point de service HDV





**Dossier # : 1190257001**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière ,<br>Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division -<br>gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Services de police et sécurité incendie  |
| <b>Projet :</b>                           | -  |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de<br>Pointe-Claire portant sur la délégation de la construction du<br>nouveau poste de quartier numéro 5.                  |

Nous recommandons d'approuver l'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier numéro 5.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-28 15:53

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1190257001**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Services de police et sécurité incendie  |
| <b>Projet :</b>                           | -  |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier numéro 5.                  |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le bâtiment actuel occupé par le poste de quartier numéro 5 (PDQ5) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) appartient à la Ville de Pointe-Claire. Cet immeuble héberge également la caserne numéro 55 du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et le service de Sécurité publique de Pointe-Claire.

En 2015, le SPVM a informé la Ville de Pointe-Claire que les locaux actuels du PDQ 5 ne répondaient plus à leurs besoins opérationnels. En effet, les nouveaux standards de sécurité du SPVM requièrent des locaux plus spacieux. De plus, la Ville de Pointe-Claire a également signifié vouloir récupérer le bâtiment pour ses besoins.

Une autre solution a été envisagée puisqu'en avril 2018, la Ville de Pointe-Claire a confirmé au SPVM sa volonté de construire un nouveau PDQ. Elle est disposée à assumer tout le processus et toutes les étapes relatives à la construction d'un nouveau bâtiment, sur un terrain qui lui appartient. Ce terrain est à moins de 60 mètres au sud-ouest du PDQ 5 actuel.

Suite à l'entente entre les directeurs généraux, Messieurs Serge Lamontagne et Robert-F Weemaes, parvenue le 27 mars 2019, la Ville de Montréal et le SPVM étaient favorables à la proposition de Pointe-Claire pour construire un nouveau PDQ sur le terrain proposé. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a été mandaté afin d'initier les discussions et les négociations requises dans le but de mettre en œuvre ce projet.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) et les représentants de la Ville de Pointe-Claire ont défini les paramètres encadrant ce projet.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Non applicable

**DESCRIPTION**

Afin de pouvoir procéder à la construction du nouveau bâtiment, une entente doit être signée entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire.

Le 21 novembre dernier, une entente portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier 5 a été rédigée. À cette fin, la Ville de Montréal délègue à la Ville de Pointe-Claire la gestion du projet au complet, notamment, l'embauche des professionnels, le suivi des plans, des devis, des appels d'offres et des travaux.

La Ville de Pointe-Claire s'engage à céder, au prix d'un dollar (1\$), avec la garantie légale, le terrain requis pour l'implantation de l'immeuble .

Un cadre de gouvernance a été établi sur la façon de procéder durant la construction de l'immeuble. Des représentants de la Ville de Montréal seront impliqués dans toutes les étapes menant à la fin du chantier. Le délai des travaux est évalué entre 18 et 24 mois après la signature de l'entente.

Une fois l'immeuble construit, la Ville de Montréal s'engage à procéder à son acquisition auprès de la Ville de Pointe-Claire.

Le nouveaux poste de quartier sera à l'usage exclusif des policiers du SPVM, ce sera la même équipe qui est présentement dans le poste de quartier actuel.

Les parties s'entendent que, si dans l'avenir l'immeuble n'est plus utilisé par le SPVM, la ville de Pointe-Claire pourra reprendre possession de l'immeuble et à cette fin, paiera à la ville de Montréal la juste valeur marchande de l'immeuble.

## **JUSTIFICATION**

La ville de Pointe-Claire possède déjà le terrain envisagé pour la construction et détient des contrats de services avec des professionnels qui peuvent être rapidement mandatés. Ceci permettra de réaliser le projet dans un délai plus court. Cette option est la plus avantageuse pour le calendrier.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le projet d'entente ne comporte aucune dépense immédiate, mais prévoit à l'article 7 que la Ville de Pointe-Claire assumera tous les paiements à l'entrepreneur et transmettra à la fin des travaux une facture finale accompagnée de tous les décomptes à la Ville de Montréal, pour remboursement.

La Ville de Montréal s'engage à rembourser l'ensemble des décomptes et factures, et ce dans un délai de 90 jours après vérification et validation des différents montants.

Ce projet sera inscrit au PTI du SGPI en 2022 ou 2023.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Le projet sera conçu en respectant les principes du développement durable, avec les matériaux les moins dommageables et les équipements les plus écoénergétiques. La gestion des déchets de construction sur le chantier devra être exigée pendant la surveillance. Le système de chauffage sera électrique.

Le stationnement sur rue sera analysé pour optimiser la réduction de coupe d'arbres.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le nouveau bâtiment répondra aux différents besoins opérationnels du SPVM ainsi qu'aux normes en vigueur pour un poste de police.  
Le bâtiment sera 100% électrique et respectera les nouvelles exigences de la Ville de Montréal en énergies et émissions de gaz à effet de serre.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'agglomération : Juin 2020

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Sophie CÔTÉ, Service de police de Montréal  
Melanie DI PALMA, Service de la gestion et de la planification immobilière  
Françoise TURGEON, Service des finances

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Simon L LALIBERTÉ  
Gestionnaire immobilier

**Tél :** 514-872-7118  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Pierre LÉVESQUE  
Chef de division

**Tél :**  
**Télécop. :**

Le : 2019-12-11

514 872-4087

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Johanne ROUILLARD  
Directrice- Gestion immobilière et exploitation  
**Tél :** 514 872-9097  
**Approuvé le :** 2019-12-13

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Sophie LALONDE  
Directrice  
**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2019-12-13

Pointe-Claire, le 05 mars 2019

*Monsieur Serge Lamontagne*

Directeur général

Ville de Montréal

275 Notre Dame est

Montreal (Québec) H2Y 1C6

**Objet : Nouvel immeuble pour le poste de quartier numéro 5 du SPVM**

Monsieur le Directeur général,

Un immeuble appartenant à la Ville de Pointe-Claire et localisé en bordure du Boulevard Saint-Jean, héberge actuellement les locaux du SPVM / PDQ-5 au numéro civique 395 et ceux de notre propre service d'Inspection-Sécurité publique au numéro civique 399. On y retrouve également au numéro civique 401, les garages et locaux de la principale caserne régionale du SIM et ceux de la Cour municipale de Montréal.

Nous avons été informés en 2015 que les locaux actuels du PDQ-5 ne répondent plus aux besoins du SPVM et en fonction de l'implantation de notre immeuble et des besoins de ces occupants, les locaux existants ne peuvent être facilement agrandis ou transformés.

Le Conseil municipal de la Ville de Pointe-Claire considère la présence du PDQ-5 comme un atout social et communautaire de première importance pour notre population, sans oublier qu'historiquement et malgré une courte période transitoire d'absence à l'époque de la CUM, le poste de police du secteur et de l'arrondissement a toujours été localisé à Pointe-Claire. Cette cohabitation durable avec nos concitoyennes et nos concitoyens a fait en sorte que les policiers et policières et le personnel civil du PDQ-5, sont depuis longtemps des membres à part entière de notre communauté locale.

Conscients des besoins urgents et précis pour le PDQ-5, en avril 2018 nous avons confirmé au SPVM que nous étions disposée à prendre directement en charge tous les processus et toutes les étapes relatives à la construction, sur un terrain appartenant déjà à la Ville de Pointe-Claire et localisé à moins de 60 mètres au sud-ouest du PDQ-5 actuel, d'un nouvel immeuble pour occupation et usage exclusif comme poste de police, ce, en conformité avec les normes applicables et répondant adéquatement aux attentes du SPVM.

De plus, la Ville de Pointe-Claire est prête à céder la propriété de ce nouvel immeuble à l'Agglomération/Ville de Montréal, ce, immédiatement après sa construction, ou à tout autre moment choisi par Montréal, les modalités administratives et financières afférentes devant être établies entre les administrations municipales de Pointe-Claire et Montréal, avant la mise-en-œuvre effective de ce projet de construction.

Depuis le début de l'année 2018, suite à notre offre de procéder à la construction « clés en mains » de ce nouvel immeuble et face au constat de l'enthousiasme alors manifesté par le SPVM et par la Ville de Montréal, la Ville de Pointe-Claire a provisionné les réserves budgétaires nécessaires pour réaliser ce projet et mis ses professionnels à l'œuvre pour identifier les besoins du SPVM et pour préparer les estimations et les devis techniques préliminaires requis.

Toutefois et depuis un certain temps, nous ressentons clairement une croissante et inquiétante absence d'intérêt du côté de Montréal. Suite à nos relances, on nous demandé récemment si la Ville de Pointe-Claire était disposée à vendre à la Ville de Montréal, l'emplacement prévu pour la construction du nouvel immeuble requis pour le PDQ-5. Nous avons déjà mentionné aux intervenants concernés que notre réponse officielle serait fort probablement favorable, mais ce, uniquement avec l'ajout d'une contrainte contractuelle à l'effet que si le projet de construction du nouveau PDQ-5 n'est pas entrepris et concrétisé dans les 3 années qui suivent la conclusion éventuelle d'un tel acte de vente, ladite transaction serait alors nulle et non avenue.

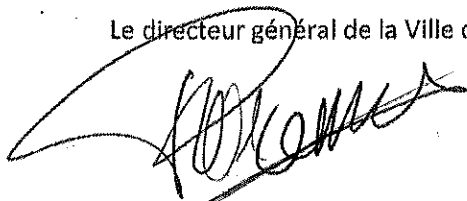
Soyez assuré que la Ville de Pointe-Claire est toujours déterminée et volontaire pour concrétiser avec enthousiasme la réalisation du projet de construction d'un nouvel immeuble pour le PDQ-5. Par contre, soyez également conscients que nous sommes également confrontés à des besoins grandissants pour des locaux supplémentaires pour nos propres services municipaux et une décision d'investissements à cet égard devra forcément être prise très prochainement.

Conséquemment, la question primordiale est de savoir s'il est toujours dans les intentions sérieuses de la Ville de Montréal de procéder « à court terme », à la mise œuvre et à la réalisation effective du projet de construction d'un nouvel immeuble pour le SPVM / PDQ-5 et dans l'affirmative, quels en sont la planification et le calendrier probable de réalisation?

En attente de vous lire, nous demeurons à votre entière disposition pour toute précision ou information supplémentaire que vous jugeriez utile aux fins de la présente.

Recevez, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos salutations distinguées,

Le directeur général de la Ville de Pointe-Claire,



**Robert-F Weemaes**

Direction générale  
Bureau du directeur général  
275, rue Notre-Dame Est, bureau 4.105  
Montréal (Québec) H2Y 1C6  
Téléphone : 514 872-5753  
Télécopieur : 514 872-2896

## PAR COURRIEL

Le 27 mars 2019

Monsieur Robert-F. Weemaes  
Directeur général  
Ville de Pointe-Claire  
451, boulevard Saint-Jean  
Pointe-Claire (Québec) H9R 3J3  
[robert-f.weemaes@pointe-claire.ca](mailto:robert-f.weemaes@pointe-claire.ca)

N/Réf. : Mandat du DG 2019-057

### **Objet : Nouvel immeuble | Poste de quartier n° 5**

Monsieur,

J'ai pris connaissance de votre lettre datée du 5 mars dernier dans laquelle vous manifestez votre intérêt pour le maintien du poste de quartier n° 5 (PDQ n° 5) sur le territoire de la municipalité de Pointe-Claire et je vous en remercie.

Après consultation auprès du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), nous sommes favorables à la construction du nouveau PDQ n° 5 sur le terrain proposé dans votre lettre.

Nous sommes, par ailleurs, conscients des besoins grandissants en termes d'espaces pour vos propres services administratifs et nous sommes également d'avis que le PDQ n° 5 devra être relocalisé, ce qui permettra de combler les nouveaux besoins opérationnels du SPVM.

Ainsi, afin que le nouveau PDQ n° 5 voie le jour à moyen terme, nous croyons que la prise en charge de ce projet par la Ville de Pointe-Claire est souhaitable.

Les efforts déployés par la Ville de Pointe-Claire en termes de planification donnent assurément une avance au projet, ce qui permettrait que la livraison et l'occupation du nouveau bâtiment aient lieu dans un horizon rapproché.

...2



Nous vous confirmons ainsi que le Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville de Montréal (SGPI) a été mandaté à cet effet et qu'un représentant du SGPI prendra contact avec vous prochainement afin d'initier les discussions et les négociations requises dans le but de mettre en œuvre rapidement ce projet mobilisateur pour nos deux organisations.

Dans le cadre de cet exercice, nous serons ensemble en mesure de définir tous les paramètres encadrant ce projet. Notre équipe pourra rapidement fournir la dernière version du programme fonctionnel et technique de notre client, soit le SPVM.

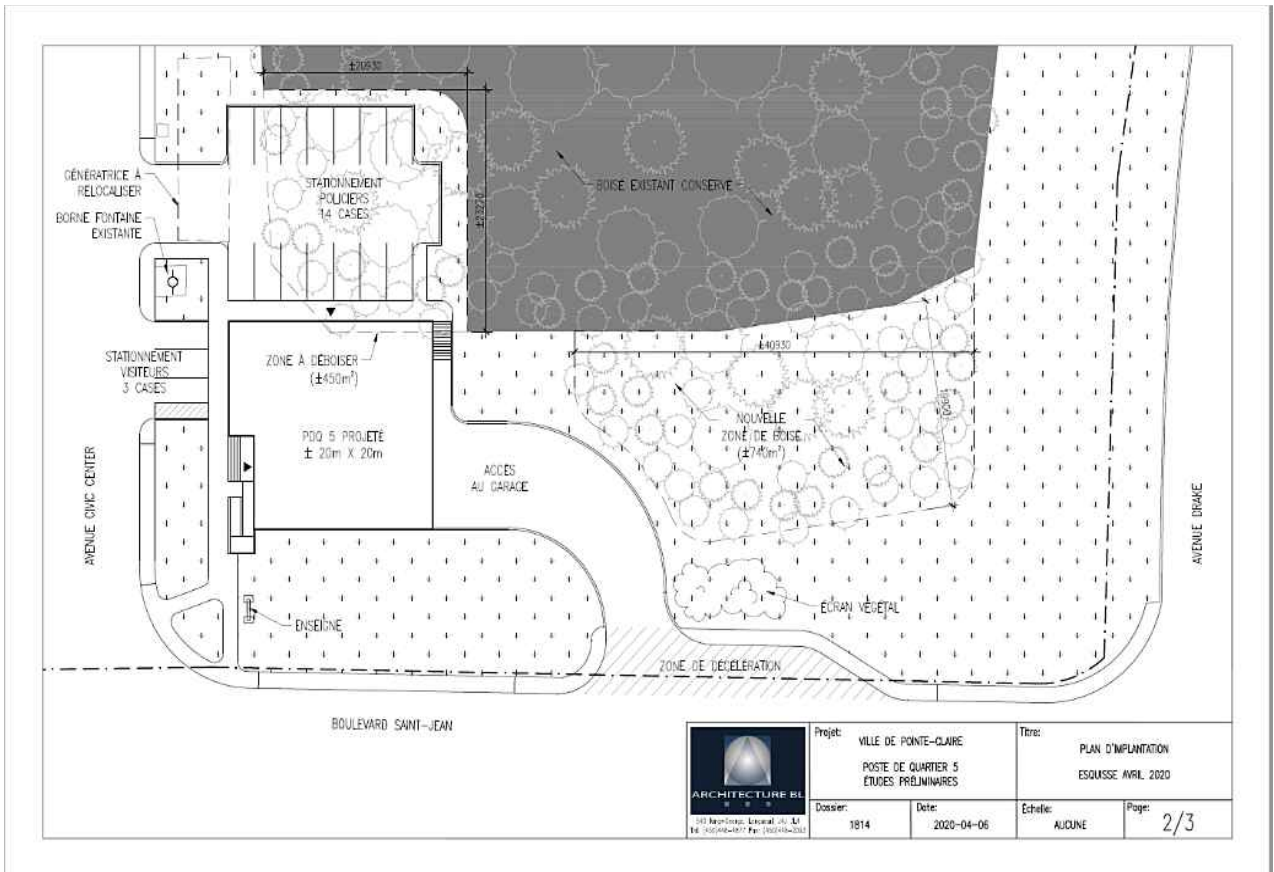
Entre-temps, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur général,



Serge Lamontagne, MBA, ASC

c. c. M. Sylvain Caron, directeur – Service de police de la Ville de Montréal  
M. Benoit Dagenais, directeur général adjoint – Services institutionnels  
Mme Sophie Lalonde, directrice – Service de la gestion et de la planification immobilière



**Dossier # : 1190257001**

**Unité administrative responsable :** Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie

**Objet :** Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier numéro 5.

### **SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

### **COMMENTAIRES**

---

### **FICHIERS JOINTS**



[2020-02-27 entente de délégation.pdf](#)

---

### **RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sandra PALAVICINI  
Avocate, droit contractuel  
**Tél : 514 872-1200**

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-02-27

Marie-Andrée SIMARD  
Chef de Division, droit contractuel  
**Tél : 514 872-8323**  
**Division : Droit contractuel**



**ENTENTE PORTANT SUR LA DÉLÉGATION  
DE LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU POSTE DE QUARTIER 5.**

**ENTRE** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après nommée « **Ville de Montréal** »)

**ET** **VILLE DE POINTE CLAIRE**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 451, boulevard Saint-Jean, Pointe-Claire, Québec, H9R 3J3, agissant et représentée par Monsieur John Belvedere, maire de la Ville de Pointe-Claire, et Maître Caroline Thibault, greffière de la Ville de Pointe-Claire, dûment autorisés aux fins des présentes tels qu'ils le déclarent ;

(ci-après nommée « **Ville de Pointe-Claire** »)

**CONSIDÉRANT** que le territoire des municipalités parties à l'entente constitue en partie l'agglomération de Montréal en vertu de l'article 4 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001) (ci-après la « Loi 75 »);

**CONSIDÉRANT** que le service de police est une compétence d'agglomération en vertu du paragraphe 8b) de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* et que seule la Ville de Montréal en sa qualité de Ville centrale peut agir à l'égard de cette matière en vertu de l'article 17 de cette loi.

**CONSIDÉRANT** que la Ville de Montréal désire construire un nouveau bâtiment qui deviendra le poste de Quartier numéro 5 (ci-après « l'Immeuble ») dans la Ville de Pointe- Claire;

**CONSIDÉRANT** que la Ville de Montréal souhaite déléguer sa compétence à la Ville de Pointe-Claire pour la construction de l'Immeuble;

**CONSIDÉRANT** que la Ville de Montréal a fourni à la Ville de Pointe-Claire le programme fonctionnel et technique (PFT) pour la construction de l'Immeuble;

**CONSIDÉRANT** l'article 468 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), et l'article 46 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

**CONSIDÉRANT** que les Parties ont adopté chacune un Règlement de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elles en ont mutuellement pris connaissance;

## **LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### **1. PRÉAMBULE**

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

### **2. OBJET**

- 2.1 La présente entente a comme objet la délégation par la Ville de Montréal à la Ville de Pointe-Claire pour la construction de l'Immeuble. À cette fin, la Ville de Montréal délègue à la Ville de Pointe-Claire le pouvoir de demander des soumissions, de gérer les contrats octroyés à la suite de ces demandes de soumissions, le cas échéant, et d'effectuer les paiements en vertu des contrats, sous réserve toutefois des autres dispositions de la présente entente.
- 2.2 La Ville de Montréal délègue également à la Ville de Pointe-Claire son pouvoir d'octroyer les contrats relativement aux travaux de construction de l'Immeuble. Cette délégation est toutefois conditionnelle à l'obtention d'une résolution des instances de la Ville de Montréal indiquant que la soumission retenue aux fins de l'octroi des contrats respecte le cadre financier établi par cette dernière eu égard à ces travaux.

### **3. PRÉPARATION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES**

- 3.1 La Ville de Pointe-Claire fera préparer les documents d'appel d'offres relatifs à l'ensemble des travaux notamment les plans et les clauses techniques générales et spéciales, dont le PFT fourni par la Ville de Montréal fera partie intégrante.
- 3.2 Le bordereau de soumission distinguera les travaux de construction selon la structure unifié II.
- 3.3 Toutes les garanties et assurances demandées en vertu des documents d'appel d'offres seront délivrées au nom de la Ville de Montréal et de la Ville de Pointe-Claire.
- 3.4 Des réunions de revue de conception auront lieu entre les représentants désignés de la Ville de Montréal et de la Ville de Pointe-Claire, à 30%, 60% et 90% du jalon d'avancement de la préparation des documents d'appel d'offres. La Ville de Pointe-Claire s'engage à transmettre une version finale au représentant de la Ville de Montréal pour approbation finale. La Ville de Montréal disposera d'un délai de dix (10) jours ouvrables suivant la réception des documents d'appel d'offres pour donner son approbation finale.
- 3.5 La Ville de Pointe-Claire prévoit le lancement de l'appel d'offres au courant de l'année 2020.

### **4. OCTROI DU CONTRAT**

- 4.1 L'analyse de la conformité technique sera faite par les professionnels retenus par la Ville de Pointe-Claire. Ils formuleront ensuite une recommandation à la Ville de Pointe-Claire pour l'octroi du contrat pour l'exécution des travaux. La conformité administrative sera faite par les représentants de la Ville de Pointe-Claire.

- 4.2 L'octroi du contrat pour l'exécution de l'ensemble des travaux, le cas échéant, se fera selon le principe du plus bas soumissionnaire conforme.
- 4.3 L'analyse des plaintes potentielles et des questions reçues des soumissionnaires dans le cadre de l'appel d'offres seront traitées conformément à la procédure de réception et de traitement des plaintes en vigueur dans la Ville de Pointe-Claire. Le représentant de la Ville de Montréal devra collaborer avec la Ville de Pointe-Claire le cas échéant.

## **5. GESTION DU CONTRAT**

- 5.1 Le contrat sera géré en accord avec le règlement de la gestion contractuelle de la Ville de Pointe-Claire qui effectuera notamment tous les paiements à l'entrepreneur. La surveillance de l'ensemble des travaux sera réalisée par la Ville de Pointe-Claire ou par les professionnels désignés par cette dernière à cet effet.
- 5.2 La Ville de Pointe-Claire sera le répondant auprès de l'entrepreneur pour les décisions à prendre en cours d'exécution des travaux. Toute demande de changement concernant ou affectant directement le PFT de la Ville de Montréal, entraînant ou non une augmentation des coûts de tels travaux, devra faire l'objet d'une approbation préalable écrite du représentant de la Ville de Montréal dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de la demande de changement. Toute autre demande de changement n'affectant pas le PFT de la Ville de Montréal sera traitée par la Ville de Pointe-Claire sans approbation de la Ville de Montréal pourvu que la dépense associée à telle demande de changement représente 10% ou moins du coût total prévu pour le contrat de base.
- 5.3 Sous réserve de l'article 5.4, toute demande d'honoraires supplémentaires découlant de situations au chantier devra être analysée par les représentants désignés de la Ville de Montréal et de la Ville de Pointe-Claire et une décision commune devra être prise à ce sujet dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception de la demande d'honoraires supplémentaires. Tout honoraire supplémentaire ainsi décidé sera aux frais de la Ville de Montréal.
- 5.4 Toute demande d'honoraires supplémentaires qui dépasse le montant maximal autorisé par les instances décisionnelles devra faire l'objet d'une autorisation des instances de la Ville de Montréal selon le calendrier des séances du conseil d'agglomération.
- 5.5 Des visites de chantier pourront être effectuées conjointement entre les représentants désignés de la Ville de Montréal, de la Ville de Pointe-Claire et des professionnels désignés par la Ville de Pointe-Claire.
- 5.6 La Ville de Pointe-Claire et la Ville de Montréal doivent donner conjointement leur accord avant de procéder à l'acceptation provisoire et définitive des travaux.

## **6. GESTIONNAIRE DU CONTRAT**

Dans le but de faciliter la gestion de la présente entente, la Ville de Pointe-Claire désigne le directeur de la gestion du territoire ou son représentant dûment autorisé. La Ville de Montréal désigne quant à elle son directeur du service de la gestion et de la planification immobilière ou son représentant dûment autorisé. Toute demande ou correspondance par voie électronique ou

autrement doit être adressée au gestionnaire de l'entente.

## **7. OBLIGATIONS DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE**

La Ville de Pointe-Claire s'engage à :

- 7.1 obtenir tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur pour la réalisation de l'ensemble des travaux;
- 7.2 gérer le contrat et assurer la surveillance et la qualité de l'ensemble des travaux du projet sous la responsabilité des professionnels ayant les connaissances et l'expertise requises aux fins des travaux;
- 7.3 inviter le représentant désigné de la Ville de Montréal aux réunions de chantier avec l'entrepreneur, à titre d'observateur seulement;
- 7.4 transmettre l'échéancier de l'entrepreneur à la Ville de Montréal et prendre toutes les mesures raisonnables pour réaliser le projet suivant cet échéancier. Informer la Ville de Montréal de toute modification à l'échéancier initial;
- 7.5 mensuellement tenir informée la Ville de Montréal de l'exécution des travaux avec un rapport d'avancement;
- 7.6 aviser la Ville de Montréal aussitôt que possible de tout élément susceptible d'affecter le coût, le contenu ou l'échéancier du projet et le soumettre à la Ville de Montréal pour analyse des mesures de mitigation envisagées;
- 7.7 permettre au représentant de la Ville de Montréal l'accès au chantier durant les heures de travail au chantier (de 7h à 17h, du lundi au vendredi), sous réserve d'être accompagné par un représentant de la Ville de Pointe-Claire, lequel accompagnement ne devra pas être refusé, à moins d'un motif sérieux;
- 7.8 transmettre au représentant de la Ville de Montréal toute l'information liée aux travaux afin qu'il formule, s'il y a lieu, des recommandations (non obligatoires) à la Ville de Pointe-Claire;
- 7.9 transmettre le bordereau et les décomptes progressifs mensuels à la Ville de Montréal pour information;
- 7.10 effectuer tous les paiements à l'entrepreneur;
- 7.11 transmettre à la Ville de Montréal une copie de tous les documents relatifs aux travaux tels que rapports, plans, devis, décomptes progressifs, pièces justificatives, factures, certificat de l'ingénieur attestant de l'exécution des travaux;
- 7.12 céder et transférer à la Ville de Montréal au moment de la réception provisoire des travaux toutes les garanties qu'elle détiendra en regard des travaux d'infrastructures;
- 7.13 à la fin des travaux de l'entrepreneur, acheminer à la Ville de Montréal une facture finale, accompagnée des copies de tous les décomptes dûment approuvés;

- 7.14 produire et remettre à la Ville de Montréal les plans finaux du projet (tel que construit), les manuels d'entretien et tout autre document concernant la construction de l'Immeuble au plus tard quatre (4) mois après l'acceptation définitive des travaux. Les plans doivent être fournis en format électronique, en AutoCAD (sans x-refs) et en PDF et doivent être signés par les professionnels respectifs;
- 7.15 sous réserve de l'exonération de responsabilité prévue à l'article 604.3 de la Loi sur les cités et villes en ce qui a trait aux préjudices causés dans le cadre des travaux confiés à un entrepreneur, prendre fait et cause pour la Ville de Montréal dans toute action, réclamation ou poursuite découlant directement ou indirectement de l'exécution des travaux et la tenir indemne de tout jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais, sauf si l'action, la réclamation ou la poursuite découle de l'omission de la Ville de Montréal.

## **8. CONDITIONS RELATIVES À LA CESSION DE L'IMMEUBLE**

- 8.1 La Ville de Pointe-Claire s'engage à céder, au prix d'un dollar (1\$), avec la garantie légale, le terrain requis pour l'implantation de l'Immeuble, conformément aux dispositions de la présente entente. L'acquisition de l'Immeuble débutera à l'acceptation provisoire des travaux, telle que définie au PFT. Le plan de l'esquisse est joint en annexe 1.
- 8.2 Les parties conviennent que dans l'éventualité où l'Immeuble ne serait plus utilisé par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) aux fins des services policiers locaux et régionaux, la Ville de Pointe-Claire pourra reprendre possession de l'Immeuble et à cette fin, paiera à la Ville de Montréal la juste valeur marchande de l'Immeuble, laquelle sera établie en considération de l'état général de l'Immeuble au moment du transfert de propriété et en fonction des dispositions réglementaires de zonage et d'usage public applicables. À cette fin, l'acte de cession devra prévoir une clause de rétrocession à la Ville de Pointe-Claire. Toutefois, dans la mesure où les parties ne s'entendent pas sur la valeur marchande de l'Immeuble, les parties devront s'entendre sur le choix d'un évaluateur agréé qui sera responsable de déterminer la valeur marchande de l'Immeuble. Sans limiter la portée de ce qui précède, si la Ville de Pointe-Claire ne rachète pas l'Immeuble pour quelque raison que ce soit, la Ville pourra le vendre à un tiers.
- 8.3 La Ville de Pointe-Claire s'engage à ce que le zonage soit conforme à l'usage prévu de l'Immeuble.
- 8.4 La Ville de Pointe-Claire continuera à assumer les risques et responsabilités liés à l'immeuble, et ce, jusqu'à la signature de l'acte de cession.
- 8.5 La Ville de Montréal pourra occuper, sans frais, l'Immeuble avant la cession. Toutefois, la Ville de Montréal sera responsable des frais d'exploitation (entretien et énergie) dès qu'il y aura occupation de l'Immeuble. Dans l'éventualité où la Ville de Montréal occupe l'Immeuble avant la cession et que la Ville de Pointe-Claire doit intervenir pour des travaux dans l'Immeuble, ces travaux et toutes les vérifications nécessaires à leur exécution seront réalisés dans des conditions raisonnables, et ce, conformément aux directives émises par la Ville de Montréal et le Service de police de Montréal (SPVM).
- 8.6 Lors de la cession de l'Immeuble à la Ville de Montréal, la qualité des sols de l'Immeuble devra être conforme à la politique du ministère de l'Environnement et de la lutte contre



les changements climatiques (MELCC) pour une utilisation à des fins institutionnelles. Dans l'éventualité où la qualité des sols de l'Immeuble ne serait pas conforme à la politique du MELCC la Ville de Pointe-Claire devra assumer les frais relativement à la correction des sols.

- 8.7 La Ville de Pointe-Claire s'engage à ce qu'au moment de la cession qu'il n'existera aucun bail, offre de location, droit d'occupation, contrat de service, contrat d'emploi, contrat d'administration, contrat de gestion ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit, pouvant lier la Ville de Montréal lors de l'acquisition de l'Immeuble, lequel devra être totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales ou industrielles, et ce, au moment de la signature de l'acte de cession.
- 8.8 La Ville de Montréal devra assumer les frais de sa vérification diligente et de la préparation de l'acte de cession, des copies des documents accessoires à l'acte de cession et à la publication au registre foncier.
- 8.9 La Ville de Pointe-Claire sera responsable de procéder à l'opération cadastrale requise pour permettre la cession de l'Immeuble. Les frais encourus pour compléter cette opération cadastrale seront assumés par la Ville de Montréal, et payables concurremment aux paiements des travaux de construction de l'Immeuble.
- 8.10 La Ville de Pointe-Claire s'engage à procéder, préalablement à la cession, à ses frais, à la création d'un lot pour la rue Civic Center.
- 8.11 La Ville de Pointe-Claire devra fournir à la Ville de Montréal un bon et valable titre de propriété, libre de tout droit réel, privilège et hypothèque. Dans l'éventualité où il serait publié une hypothèque légale de construction contre l'Immeuble, la Ville de Pointe-Claire devra en obtenir la radiation, soit en contestant diligemment et avec succès la publication soit en payant au créancier la somme garantie par toute telle hypothèque légale.

## **9. OBLIGATIONS DE LA VILLE DE MONTRÉAL**

- 9.1 Collaborer avec la Ville de Pointe-Claire pour lui communiquer l'information requise à la préparation des plans et devis techniques, lui indiquer toute contrainte des opérations dont il faut tenir compte et, sans s'y limiter, participer à la revue de conception, réunions de chantier et toute autre activité reliée au projet.
- 9.2 Après vérification de la facturation reçue de la Ville de Pointe-Claire, rembourser à cette dernière le coût des honoraires professionnels et travaux de construction de l'Immeuble, et ce, dans un délai de 90 jours.

## **10 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ENTENTE**

- 10.1 Cette entente entre en vigueur à la date de sa signature par les parties.
- 10.2 Elle prend fin un an à la suite de la dernière date d'acceptation provisoire des travaux, soit lors de l'acceptation définitive des travaux.

## **11. CONDITIONS GÉNÉRALES**

- 11.1 La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre

les parties.

- 11.2 Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.
- 11.3 Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tels droit et recours.
- 11.4 Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.
- 11.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.
- 11.6 La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment, qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le    <sup>e</sup> jour de                    2020

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par: \_\_\_\_\_  
Yves Saindon, greffier

Le    <sup>e</sup> jour de                    2020

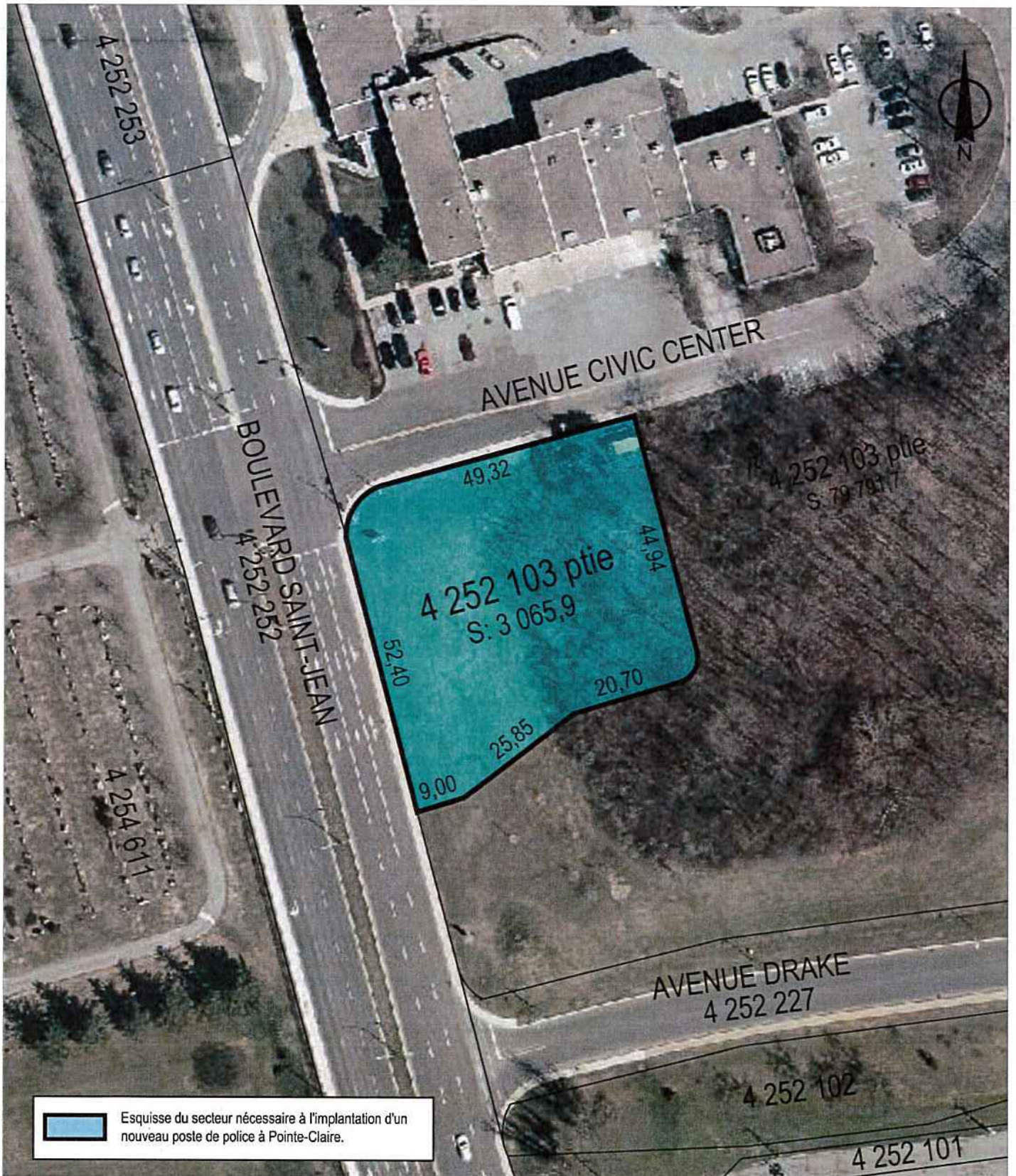
**VILLE DE POINTE-CLAIRE**


Par: \_\_\_\_\_  
John Belvedere  
Maire de la Ville de Pointe-Claire

Par: \_\_\_\_\_  
Caroline Thibault  
Greffière de la Ville de Pointe-Claire



**ANNEXE 1**  
**PLAN D'ESQUISSE**




 Esquisse du secteur nécessaire à l'implantation d'un nouveau poste de police à Pointe-Claire.

SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE  
 DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES  
 DIVISION DES TRANSACTIONS



Plan P: plan de cadastre & orthophoto  
 Dossier: 31h05-005-6430-01  
 Mandat: 18-0452-T  
 Dessinateur: JR  
 Échelle: 1:1000  
 Date: 07-10-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement





**Dossier # : 1198190013**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Logement social et aide aux sans-abri  |
| <b>Projet :</b>                           | Stratégie 12 000 logements   |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant, connu et désigné comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, d'une superficie de 1639,5 m <sup>2</sup> , pour la somme de 564 000 \$, plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque créée en sa faveur et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 28 août 2017, sous le numéro 23 332 132, afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires. N/Réf. : 31H12-005-1569-06 /Mandat : 19-0107-T |

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, d'une superficie de 1 639,5 m<sup>2</sup>, pour un montant de 564 000 \$ plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque publiée le 28 août 2017, au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 332 132, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;
2. d'approuver un projet de convention de services professionnels entre M<sup>e</sup> Caroline Djenandji, notaire, et Société en commandite Gilford, établissant certaines obligations constituant une stipulation en faveur de la Ville;

4. d'autoriser la Ville à signer l'acte conditionnellement à la réception d'une confirmation écrite à l'effet que les matériaux accumulés ont été retirés et que le terrain est nivelé à la satisfaction du Service de l'habitation;
5. d'autoriser la Ville à signer l'acte conditionnellement à la réception d'une confirmation écrite à l'effet que les travaux de décontamination et de remblaiement des sols ont été complétés conformément aux exigences de la Ville;
6. d'imputer les dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-22 12:52

**Signataire :**

Diane DRH BOUCHARD

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1198190013**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Logement social et aide aux sans-abri  |
| <b>Projet :</b>                           | Stratégie 12 000 logements   |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant, connu et désigné comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, d'une superficie de 1639,5 m <sup>2</sup> , pour la somme de 564 000 \$, plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque créée en sa faveur et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 28 août 2017, sous le numéro 23 332 132, afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires. N/Réf. : 31H12-005-1569-06 /Mandat : 19-0107-T |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de l'habitation (le « SH ») a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin d'acquérir de la Société en commandite Gilford (le « Vendeur »), pour fins de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant, d'une superficie de 1639,5 m<sup>2</sup>, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2<sup>e</sup> Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, connu comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (l'« Immeuble »), dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie (l'« Arrondissement »). La localisation de l'Immeuble est illustrée, à titre indicatif, aux plans A et P, joints en annexe.

En vertu de la lettre d'engagement relative à la stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal (la « Stratégie d'inclusion »), et plus spécifiquement, concernant le projet immobilier planifié sur le site de l'ancienne usine Solotech, situé au 4820 4<sup>e</sup> Avenue (le « Site »), laquelle lettre a été signée par le Vendeur le 28 août 2017 et modifiée le 2 juillet 2019 (« l'Engagement »), le Vendeur s'est engagé de façon irrévocable, à vendre à la Ville un terrain situé à l'intérieur du projet immobilier Tak Village, qui sera dédié à la construction de logements sociaux et communautaires.



Le Site avait fait l'objet, le 25 janvier 2012, d'une entente de développement (l'« Entente 2012 ») conclue entre Consortium Angus inc. et la Ville. Les droits et obligations de l'Entente 2012 ont été cédés à Consortium Angus S.E.C. le 9 mars 2012 puis au Vendeur le 16 décembre 2016.

En vertu de l'Engagement, la Ville et le Vendeur ont consenti à l'annulation de l'Entente 2012. L'Engagement stipule cependant que le prix de vente de l'Immeuble sera calculé sur la base de 8 000 \$ pour les 45 premiers logements sociaux, de manière à tenir compte du prix prévu à l'Entente 2012.

La superficie brute de plancher résidentiel constructible sur l'Immeuble est de 5 611 m<sup>2</sup>, ce qui est inférieur à la superficie requise pour le projet de logements sociaux fixée à 6 161 m<sup>2</sup> selon l'Engagement. En compensation, le Vendeur a déjà versé à la Ville une contribution financière de 119 000 \$. Cette somme a été versée au Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables pour la réalisation future de logements sociaux sur le territoire de l'Arrondissement. L'Immeuble et la contribution financière ont été acceptés par le SH et par l'Arrondissement.

Conformément à l'Engagement, le Vendeur a garanti l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires au moyen d'une hypothèque de premier rang constituée sur l'Immeuble, au montant de 1 241 000 \$. Ladite hypothèque a été créée, aux termes de l'acte reçu devant M<sup>e</sup> Jean-Sébastien Élie, notaire, le 28 août 2017, et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 23 332 132. Compte tenu qu'en vendant l'Immeuble à la Ville, le Vendeur aura rempli ses engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires sur le Site, l'acte de vente prévoit également que la Ville accorde mainlevée de cette hypothèque.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CA19 26 0298 - 19 septembre 2019 - Approuver le projet de protocole d'entente pour la réalisation des travaux d'infrastructures du développement résidentiel projeté sur l'ancien site de l'entreprise Solotech.

DA 198446002 - 11 juillet 2019 - Accepter les engagements pris par Société en commandite Gilford, dans le cadre de la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*, en vertu d'une lettre d'engagement modificatrice signée le 2 juillet 2019 ayant pour effet de modifier la lettre d'engagement initiale, signée le 28 août 2017 pour la réalisation d'un projet immobilier sur le site situé au 4820, 4<sup>e</sup> avenue.

CG17 0452 - 28 septembre 2017 - Accepter le bénéfice des engagements pris en application de la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*, dans le cadre du projet de développement résidentiel sur les lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec / Abroger la résolution CG11 0448.

CG18 0468 - 23 août 2018 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires.

CA17 26 0360 - 4 décembre 2017 - Résolution autorisant la construction de bâtiments résidentiels, en plusieurs phases, comportant environ 320 logements, sur les lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec.

CE15 2254 - 9 décembre 2015 - Adoption des modifications à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*.

CG15 0081 - 26 février 2015 - Accepter et ratifier l'hypothèque accordée par Consortium Angus S.E.C. en faveur de la Ville / Accepter et ratifier tous les termes de l'acte d'hypothèque, notamment le report de l'échéance pour la vente à la Ville du terrain destiné à la construction de logements sociaux et communautaires.

CE12 0338 - 14 mars 2012 - Approuver la création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*.

CG11 0448 - 22 décembre 2011 - Approuver le projet d'entente de développement entre Consortium Angus inc. et la Ville de Montréal, pour la réalisation du projet immobilier à vocation résidentielle sur le site anciennement occupé par l'entreprise Solotech.

CE05 1708 - 24 août 2005 - Adopter la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*.

## **DESCRIPTION**

Le présent sommaire décisionnel vise l'approbation d'un projet d'acte par lequel la Ville acquiert l'Immeuble du Vendeur, pour la somme de 564 000 \$, plus les taxes applicables, en vue d'une revente à un organisme communautaire, au même prix, pour la construction de logements sociaux et communautaires. Le projet d'acte prévoit également que la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque créée en faveur de la Ville de Montréal afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires.

Le présent sommaire vise aussi l'approbation d'un contrat de services professionnels conclu entre le Vendeur et le notaire fiduciaire, mandaté par celui-ci et établissant certaines obligations. La Ville signe le contrat de services professionnels aux seules fins d'accepter les stipulations qui y sont faites par le Vendeur et son notaire fiduciaire concernant la distribution du prix de vente.

Conformément à l'Engagement, l'Immeuble devra être contigu à une rue publique aménagée et desservie par les infrastructures municipales. Ces travaux seront à la charge du Vendeur, sous réserve du règlement 08-013 - Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux, et devront être réalisés au plus tard 5 ans après la date de conclusion d'une entente en vertu dudit règlement. Le protocole d'entente a été approuvé par le conseil d'arrondissement à sa séance du 19 septembre 2019 et signé par les parties le 3 octobre 2019.

Selon l'Engagement, l'Immeuble doit être décontaminé, remblayé, nivelé et prêt à construire. Or, des avis de contamination ont été publiés au bureau de la publicité des droits le 3 mai 2010 et le 21 décembre 2017, sous les numéros 17 131 334 et 23 579 208. Les travaux de décontamination sont complétés et un avis de décontamination a été publié au registre foncier le 14 mai 2020 sous le numéro 25 376 839. Étant donné la publication récente de l'avis de décontamination, le SH termine présentement l'analyse de la documentation remise par le Vendeur faisant état de la qualité des sols de l'Immeuble. La signature de l'acte de vente par la Ville est conditionnelle à ce que le SH se déclare satisfait de ladite documentation.

Nous retrouvons actuellement sur l'Immeuble un monticule de terre et de résidus de matériaux appartenant au Vendeur. Le SH exige un retrait complet des matériaux et un nivellement des sols de l'Immeuble, tel que convenu à l'Engagement et ce, avant la signature de l'acte de vente prévue en août 2020. La signature de l'acte de vente par la Ville est conditionnelle à l'accomplissement des travaux précités et ce, à l'entière satisfaction du SH.

Les plan et description technique d'une servitude d'utilité publique sont en cours de

préparation par la Division de la géomatique du Service des infrastructures du réseau routier, afin de permettre l'accès et l'entretien à une conduite d'eau sur le lot 6 222 959. Cette servitude affectera la portion sud de l'Immeuble, et sa localisation est illustrée, à titre indicatif, au plan joint en annexe. Il a été tenu en compte de sa présence dans l'établissement du potentiel constructible de l'Immeuble et dans la contribution financière versée à la Ville par le Vendeur. Cette servitude devra être publiée avant ou au moment de la revente de l'Immeuble à un organisme communautaire désigné par le SH, afin de protéger la conduite d'eau de la Ville.

## JUSTIFICATION

Il n'est pas possible de faire acheter l'Immeuble directement par un organisme communautaire avant l'expiration du délai prévu dans l'Engagement, soit le 12 août 2020, d'où la nécessité pour la Ville de procéder à cette acquisition. Il est dès lors prévu que la Ville revendra l'Immeuble à un organisme au même prix, soit 564 000 \$, dès que le montage financier du projet de logements sociaux et communautaires sera confirmé dans le cadre du programme AccèsLogis.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût d'acquisition de 564 000 \$ est entièrement assumé par l'agglomération et sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 18-029 « Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires ». Cette dépense est prévue en 2020 pour l'acquisition des terrains à des fins de revente. Le prix d'acquisition de 564 000 \$ est déterminé en fonction de la superficie brute de plancher résidentiel constructible du Projet, soit 5 611 m<sup>2</sup>, selon le calcul stipulé à l'Engagement de manière à tenir compte du prix prévu à l'Entente 2012 :

$$45 \text{ logement sociaux} \times 8\,000 \$ = 360\,000 \$$$

$$( (\text{Superficie constructible, } 5\,611 \text{ m}^2 \div \text{Étalon logement social de } 90 \text{ m}^2 ) - 45 ) * \times 12\,000 \$ = 204\,000 \$$$

\* Résultat arrondi à l'unité la plus près

$$\text{Égal : } 360\,000 \$ + 204\,000 \$ = \text{prix de vente de } 564\,000 \$$$

La valeur marchande de l'Immeuble a été estimée par la Division des analyses immobilières du SGPI, en date du 14 avril 2020, à 2 700 000 \$, ce qui représente un coût unitaire de 1646,84 \$/ m<sup>2</sup> (153 \$/pi<sup>2</sup>). La revente de l'Immeuble à l'organisme communautaire désigné se fera au même prix d'acquisition, soit 564 000 \$, donc à coût nul pour la Ville.

Selon la Direction de l'optimisation, de la sécurité et de la propreté du SGPI, un budget de fonctionnement assumé par le SGPI est requis pour sécuriser et maintenir l'Immeuble avant sa revente à un organisme communautaire. Pour l'année 2020, le budget de fonctionnement est estimé à environ 24 962 \$ avant taxes (26 207 \$ net des ristournes de taxes) et pour les années 2021 et suivantes, un budget récurrent estimé à 17 395 \$ avant taxes est requis (18 263 \$ net des ristournes de taxes).

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

| <b>Budget de fonctionnement SGPI</b> | <b>2020</b>      | <b>2021 et suivantes</b> |
|--------------------------------------|------------------|--------------------------|
| <b>DOSP</b>                          |                  |                          |
| Blocs de béton et chaînes            | 5827 \$          |                          |
| Enlèvement de dépôts sauvages        | 13 046 \$        | 13 046 \$                |
| Désherbage et débroussaillage        | 2609 \$          | 2609 \$                  |
| Enlèvement de graffitis              | 1740 \$          | 1740 \$                  |
| Affichage                            | 1740 \$          |                          |
| <b>Total</b>                         | <b>24 962 \$</b> | <b>17 395 \$</b>         |

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La revente de l'Immeuble à un organisme communautaire permettra de répondre à la demande pour la construction de logements sociaux et communautaires dans l'Arrondissement, ce qui permettra de maintenir une offre de logements abordables qui favorisera une mixité sociale, ce qui est un élément d'un développement urbain durable.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'approbation de cette acquisition à la séance du conseil d'agglomération du 18 juin 2020 permettra de respecter la date limite prévue contractuellement pour cette acquisition. Ultimement, la revente de l'Immeuble permettra la construction d'un bâtiment résidentiel à vocation sociale et répondra aux objectifs de la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021 du SH tout en générant des retombées fiscales récurrentes annuelles pour la Ville.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Un retard dans l'approbation de ce dossier par les instances pourrait faire perdre à la Ville son droit d'acheter l'Immeuble, la date d'échéance d'acquisition étant le 12 août 2020 en vertu de l'Engagement.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

La Ville revendra l'Immeuble à un organisme communautaire désigné par le SH.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Guylaine DÉZIEL, Rosemont - La Petite-Patrie  
Louise BRADETTE, Service de la gestion et de la planification immobilière  
Jacques GOUDREAULT, Service des infrastructures du réseau routier  
Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation  
Olivier CARIGNAN DE CARUFEL, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Olivier CARIGNAN DE CARUFEL, 11 mai 2020  
Marianne CLOUTIER, 10 mai 2020  
Jacques GOUDREAULT, 8 mai 2020

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nathalie HUDON  
Conseillère immobilier.

**Tél :** 514-872-3657  
**Télécop. :** 514-872-8350

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-20

Francine FORTIN  
Directrice des transactions immobilières

**Tél :** 514-868-3844  
**Télécop. :** 514-872-8350

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

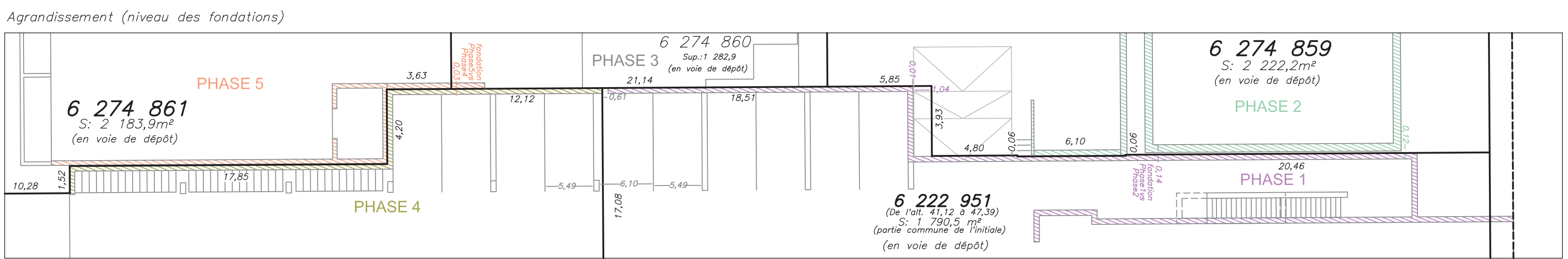
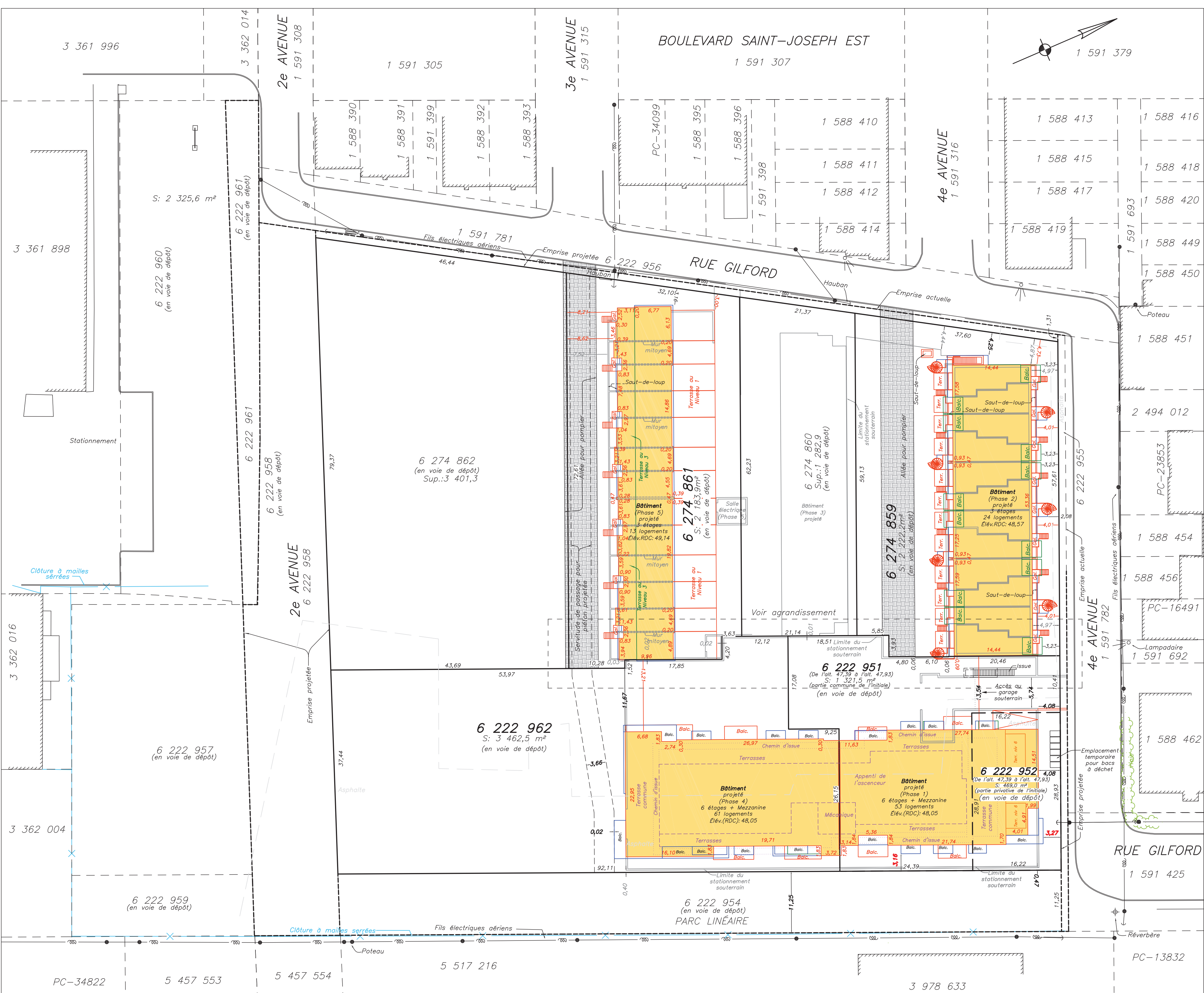
Francine FORTIN  
Directrice des transactions immobilières

**Tél :** 514-868-3844  
**Approuvé le :** 2020-05-20

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE  
Directrice

**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2020-05-21



Note : Ce plan est sujet à l'approbation municipale.  
 Les plans des phases 1 et 4 proviennent de Forme Studio, architectes.  
 reçus le 1er février 2019.  
 Les plans des phases 2 et 5 proviennent de Provencher-Roy, architectes.  
 reçus le 1er février 2019.

- : Profil du Sous-sol (fondation)
  - : Profil du Niveau 1
  - : Profil du Niveau 2
  - : Profil du Niveau 3 à 5
  - : Profil du Niveau 6
  - : Profil de la Mezzanine
- Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (S.I.)  
 1 mètre x 3.28 = mesure en pieds  
 1 mètre<sup>2</sup> x 10.764 = superficie en pieds carrés

**PLAN PROJET D'IMPLANTATION**

La responsabilité de procéder à l'excavation avant d'avoir reçu le CERTIFICAT D'IMPLANTATION incombe au client.  
 Ce plan ne doit pas être utilisé pour une autre fin sans mon autorisation écrite.

| Révisions |            |   |      |
|-----------|------------|---|------|
| No        | Date       | Détail  | Ini. |
| 1         | 2019-05-01 | Lotissement (alt. 47,39 à 47,93)  | JT   |
| 2         | 2019-05-09 | ajout mesure en front du lot 6 222 954 (parc linéaire)<br>ajout mesure en front du lot 6 222 956 (rue Gilford)<br>correction mesure lot 6 222 952 (28,93 au lieu 28,92) | VR   |
| 3         |            |   |      |
| 4         |            |   |      |
| 5         |            |   |      |
| 6         |            |   |      |
| 7         |            |   |      |
| 8         |            |   |      |

Échelle : 1 : 400  
 Dessiné par : JT/MB

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL  
 CADASTRE DU QUÉBEC  
 MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL (Arr. Rosemont/Petite-Patrie)  
 LOT(S): VOIR PLAN (en voie de dépôt)

Beloeil, le 21 février 2019

Par VITAL ROY  
 Architecte-Ingénieur

Dossier: 28653-00  
 Mandat: 49412  
 Minute: 51825

## AVIS DE DÉCONTAMINATION

(Article 31.59 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, L.R.Q. c. Q-2)

**La qualité des sols du terrain permet un usage résidentiel ou sensible (art. 1 a. du RPRT) (respecte les valeurs limites de l'Annexe I du RPRT)**

### CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL

---

À Montréal, le 14<sup>e</sup> jour de mai deux mille vingt (2020).

#### COMPARAÎT :

**SOCIETE EN COMMANDITE GILFORD**, une société en commandite constituée en vertu du Code Civil du Québec, agissant par son seul commandité, 9351-2648 Québec Inc. (« 2648 »), une société constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 407 rue McGill, Bureau 810, Montréal, province de Québec, H2Y 2G3 agissant et représentée par Stéphane Côté, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

(ci-après le « **Comparant** »)

**LEQUEL DONNE LE PRÉSENT AVIS** et demande à l'officier du bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal d'inscrire sur le registre le présent avis de décontamination concernant le terrain désigné ci-après, faisant état de l'absence ou de la présence des contaminants dans le terrain en deçà des valeurs limites réglementaires, tel qu'il apparaît dans le résumé des études de caractérisation présenté ci-dessous et attesté par un expert visé par l'article 31.65 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, L.R.Q. c. Q-2, et, le cas échéant, d'une mention des restrictions à l'utilisation du terrain inscrites sur le registre foncier devenues caduques du fait de la décontamination.

#### 1. DÉSIGNATION DU TERRAIN

Un terrain vacant connu et désigné comme étant composé le lot numéro 6 222 957 du Cadastre du Québec, au registre foncier du bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal (ci-après « l'**Immeuble** »).

#### 2. IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE ET PERSONNE VISÉE PAR L'AVIS

Le Comparant est devenu propriétaire de l'Immeuble aux termes de l'acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 809 987 et son adresse est au 407 rue McGill, Bureau 810, Montréal, province de Québec, H2Y 2G3.

#### 3. DÉSIGNATION DE LA MUNICIPALITÉ ET DE L'UTILISATION AUTORISÉE

Le terrain est situé dans la municipalité de Montréal (Arrondissement de Rosemont- La Petite-Patrie) et l'Immeuble sera destiné à être résidentiel.

#### 4. DÉCLARATIONS PRÉALABLES

Le Comparant a déposé auprès du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le plan de réhabilitation, la déclaration de conformité et les documents suivants qui s'y rapportent:

- Document intitulé « Évaluation environnementale de site phase I - Solotech Immeubles inc. - Propriété sise aux 2800-2824, rue Giffard et 4800-4900, 4e avenue, Montréal, Québec - N/Réf : 129-P024925-0140- SG-0100-00 », daté de mars 2009 et signé par Geneviève Ouellet et Daniel Tousignant, Dessau inc.;
- Document intitulé « Caractérisation environnementale de site phase II - Solotech Immeubles inc. - Propriété située aux 2800-2824, rue Giffard et 4800-4900, 4e Avenue, à Montréal (Québec) - N/Réf : 129-P024925- 0150-HG-0100-00 », daté du 16 octobre 2009 et signé par Sophie Brochu et Louis Cyr, Dessau inc.;

- Document intitulé « Mise à jour de l'évaluation environnementale de site phase I- Propriété commerciale sise aux 2800-2824, rue Giffard et 4800- 4900, 4e avenue, arrondissement Rosemont- La Petite Patrie à Montréal (Québec) - N/Réf: 045-P-0009515-0-01-200-02-SG--R0100-00 », daté du 12 janvier 2016 et signé par Geneviève O'Reilly et Frédéric Girard, Englobe Corp.;
- Document intitulé « Caractérisation environnementale complémentaire des sols - Propriété commerciale, 2800-2840, rue Giffard et 4800-4900, 4e Avenue, Montréal-Lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec - N/Réf. : 045-P-0009515-0-01-230-HG-R-0100- 00 », daté du 12 janvier 2016 et signé par Frédéric Girard et Patrick Turcotte, Englobe Corp. ;
- Document intitulé « Addenda au rapport de mise à jour de l'ÉES phase I - Aménagement de puits d'observation pour la vérification de la présence de biogaz - Caractérisation environnementale des sols en empilements - Propriété commerciale - 2800-2840, rue Giffard et 4800-4900, 4e avenue, Montréal - Lots 3 361 976, 3 361 992, 3 362 017 et 3 362 018 du cadastre du Québec - N/Réf. : 045-P-0009515-0-01-230-HG-R-0100-00», daté du 25 novembre 2016 et signé par Frédéric Girard et Claude Marcotte, Englobe Corp. ;
- Document intitulé « Caractérisation environnementale complémentaire - Projet de développement résidentiel «TAK Village» 2800 à 2824, rue Giffard et 4800 à 4900, 4e Avenue - Arrondissement Rosemont - La- Petite-Patrie - Montréal - DevMcGill et Société en Commandite Giffard - N/Dossier: 655619 - Rapport 01», daté de juillet 2018 et signé par Ali Bernarhouache et Éric Hardy, SNC-Lavalin GEM Québec inc.
- Document intitulé « Plan de réhabilitation - Développement résidentiel TAK Village - 2800 à 2824, rue Giffard et 4800 à 4900, 4e Avenue - Arrondissement Rosemont - La-Petite-Patrie - Montréal », daté du 19 juillet 2018 et signé par Ali Bernarhouache et Éric Hardy, SNC-Lavalin GEM Québec inc.;
- Document intitulé « Suivi des émissions de biogaz - Automne 2018 - Projet de développement résidentiel «TAK Village» 2800 à 2824, rue Giffard et 4800 à 4900, 4e Avenue - Arrondissement Rosemont - La- Petite-Patrie - N/Dossier: 655619 -Rapport 03-F00», daté du 21 décembre 2018 et signé par Ali Bernarhouache et Éric Hardy, SNC-Lavalin GEM Québec inc.
- Document intitulé « Modification du plan de réhabilitation datant du 19 juillet 2018 - Développement résidentiel TAK Village - 2800 à 2824, rue Giffard et 4800 à 4900, 4e avenue - Arrondissement Rosemont - La- Petite-Patrie - Montréal», daté du 21 décembre 2018 et signé par Ali Bernarhouache et Éric Hardy, SNC-Lavalin GEM Québec inc.;
- Document intitulé « Lettre d'engagement - Plan de réhabilitation - Développement résidentiel TAK Village- 2800 à 2824, rue Giffard et 4800 à 4900, 4e Avenue - Arrondissement Rosemont - La-Petite-Patrie - Montréal», daté du 18 janvier 2019 et signé Maxence Baratier, S.E.C Gifford.

## 5. RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

Le résumé ci-joint des études de caractérisation : « Surveillance environnementale de travaux de réhabilitation réalisés sur – Lot rénové 6 222 957 du Cadastre du Québec. Arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie, Montréal, Québec », Groupe ABS Code client : GILFOR100/ Réf. : ED-19-0508-00; fait partie intégrante du présent avis et contresigné par le Comparant, fait partie intégrante du présent avis et contient :

- 5.1 un énoncé de la nature des contaminants enlevés, éliminés ou présents dans le terrain et dont la concentration n'excède pas les valeurs limites réglementaires applicables;
- 5.2 un énoncé des catégories d'usages permis sur le terrain en fonction des valeurs limites réglementaires applicables ;
- 5.3 un résumé des travaux de décontamination qui ont eu lieu sur l'immeuble;
- 5.4 la superficie du terrain occupée par les sols qui contiennent des contaminants dont la concentration a été ramenée en deçà des valeurs limites réglementaires ainsi que la localisation et les volumes de ces sols en surface et en profondeur;



- 5.5 un énoncé de la nature et de l'importance des contaminants présents dans l'eau souterraine, s'il en est;
- 5.6 une indication de la présence d'une installation de captage d'eau destinée à la consommation humaine à moins d'un kilomètre ainsi que la proximité d'un cours ou un plan d'eau de surface, le cas échéant.
- 5.7 un énoncé de la présence de matières résiduelles (nature, localisation, volumes) dans le terrain, s'il en est;

Ce résumé est attesté par Robert Marier (Expert 189) et daté du 23 avril deux mille vingt (2020), dont copie conforme des formulaires d'attestation est annexée.

#### 6. MODALITÉ PARTICULIÈRE À L'AVIS DE DÉCONTAMINATION

Mention est faite que toutes restrictions à l'utilisation du terrain inscrites sur le registre foncier contre l'immeuble sont devenues caduques du fait de la décontamination, sans limiter la généralité de ce qui précède sont devenues caduques les avis de contamination publiés contre l'immeuble sous les numéros 17 131 334 et 23 579 208.

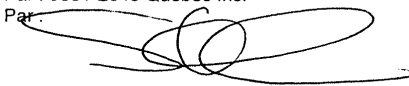
Le présent avis demeure en vigueur tant et aussi longtemps qu'un nouvel avis de contamination n'a pas été inscrit sur le registre contre l'immeuble, ou partie de celui-ci.

EN FOI DE QUOI, LE COMPARANT A SIGNÉ à Montréal, ce 14  
mai deux mille vingt (2020)

**SOCIETE EN COMMANDITE GILFORD.**

Par : 9351-2648 Québec Inc.

Par :

  
Stéphane Côté

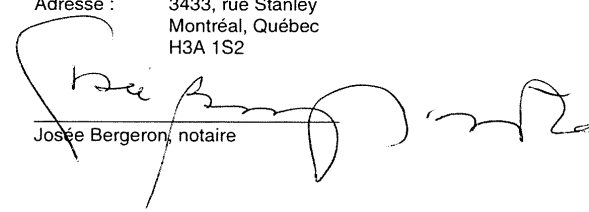
#### ATTESTATION

Je, soussignée, Josée Bergeron, notaire, atteste que :

- 1. J'ai vérifié l'identité, la qualité et la capacité du Comparant ;
- 2. Le document traduit la volonté exprimée par le Comparant ;
- 3. Le document est valide quant à sa forme ;

Attesté à Montréal, province de Québec, ce 14  
mai deux mille vingt (2020)

Nom : Josée Bergeron  
Qualité : notaire  
Adresse : 3433, rue Stanley  
Montréal, Québec  
H3A 1S2

  
Josée Bergeron, notaire

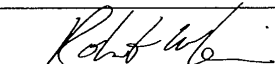
## RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

|  |                                       |
|--|---------------------------------------|
| <b>1. LOCALISATION DU TERRAIN</b>  |                                       |
| Adresse : 2800 à 2824, rue Gilford et 4800 à 4900, 4e Avenue, Montréal, Québec   |                                       |
| Numéro de lots : Lot 6 222 957   | Coordonnées : DEG. DEC. NAD83         |
|  | Latitude : 45,543856°                 |
|  | Longitude : - 73,569788°              |
| Nom du cadastre : cadastre du Québec   |                                       |
| <b>2. IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE <input checked="" type="checkbox"/> OU DU LOCATAIRE <input type="checkbox"/></b>  |                                       |
| Nom : Jean-Philippe Hébert   |                                       |
| Nom de l'entreprise, le cas échéant : SEC Gilford  |                                       |
| Adresse : 407, rue McGill, bureau 810, Montréal  | Code postal : H2Y 2G3                 |
| N° de téléphone : 514-942-4285   | Adresse courriel : JPHEBERT@COGIR.NET |
| <b>3. IDENTIFICATION DU DOCUMENT ATTESTÉ</b>   |                                       |
| Titre : Surveillance environnementale de travaux de réhabilitation des sols - lot 6 222 957 du cadastre du Québec, Arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie, Montréal, Québec |                                       |
| Firme : Groupe ABS inc.  |                                       |
| Auteur de l'étude : Olivier Guilbault, M. Env., EESA, Frédéric Bélanger, M. Ing., D.E.I.A., géographe.   | Date : 2020-03-18                     |
| Auteur du résumé : Olivier Guilbault, M. Env., EESA  | Date : 2020-04-22                     |

Étude avant réhabilitation

Étude postréhabilitation<sup>1</sup>

Après vérification, j'atteste que le résumé représente bien le contenu de l'étude de caractérisation et qu'il est conforme aux exigences de l'annexe VII du *Guide de caractérisation des terrains* du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

|   |                                     |
|---|-------------------------------------|
| Robert Marier   | 189                                 |
| Nom de l'expert (en lettres moulées)  | Numéro d'identification de l'expert |
|  | 2020-04-23                          |
| Signature de l'expert   | Date                                |

<sup>1</sup> L'attestation du résumé d'une étude postréhabilitation accompagnant un avis de décontamination porte sur les éléments de l'annexe VII du *Guide de caractérisation des terrains*, en y apportant les adaptations nécessaires.



Montréal, le 22 avril 2020

Code client : GILFOR100

**Monsieur Jean-Philippe Hébert**  
**SEC Gilford**  
407, rue McGill, bureau 810  
Montréal (Québec) H2Y 2G3

Objet : **Résumé d'étude – Surveillance environnementale de travaux de réhabilitation des sols**  
Site : **Lot 6 222 957 du cadastre du Québec, arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie à Montréal, Québec**  
N/Réf. : **ED-19-0508-00**

---

Monsieur,

Vous avez retenu les services techniques et professionnels de **Groupe ABS inc. (ABS)** afin d'effectuer une surveillance environnementale de travaux de réhabilitation des sols de la propriété située sur le lot 6 222 957 du cadastre du Québec. Cette propriété fait partie d'un vaste projet résidentiel (projet « Tak Village ») dans ce secteur, lequel comportera la construction de logements, de maisons de ville, de maisons jumelées et de triplex. Le site à l'étude correspond à la portion logement social du projet résidentiel « Tak Village » et à une partie des adresses 2800 à 2824, rue Gilford et 4800 à 4900, 4<sup>e</sup> Avenue à Montréal, Québec.

#### **Localisation et description du terrain**

Le site se trouve au sud du boulevard Saint-Joseph Est et à l'ouest de la 4<sup>e</sup> Avenue, et est constitué du lot 6 222 957 du cadastre du Québec. Actuellement, cette propriété appartient à SEC Gilford. Le site couvre une superficie de 1 639,50 m<sup>2</sup>. Au début des travaux de réhabilitation et du mandat d'ABS en mars 2019, le site était entièrement vacant.

### Bref historique des activités

La propriété a été développée à partir des années 1930. Plusieurs entreprises et bâtiments se sont succédé sur la propriété au fil des années, dont des ateliers d'usinage et des garages de mécanique. Les bâtiments utilisés à des fins commerciales depuis le début des années 1990 par la compagnie Solotech inc. ont été démolis en 2015.

Cette surveillance environnementale a été réalisée dans un contexte de changement d'usage de la propriété, sur laquelle des activités antérieures d'atelier d'usinage et de distribution de carburant se sont déroulées, lesquelles sont visées à l'annexe III du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* (RPRT). Un important projet résidentiel est prévu sur le site (projet « Tak Village »). Ainsi, l'étude a été réalisée selon les dispositions de l'article 31.53 de la section IV de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE).

Cette étude fait suite aux conclusions et recommandations d'une évaluation environnementale de site (EES) – Phase I réalisée par la firme Dessau en 2009, d'une mise à jour de l'EES – Phase I effectuée par la firme Englobe en 2016 ainsi que d'une caractérisation environnementale complémentaire – Phase II et d'un plan de réhabilitation réalisés par la firme SNC-Lavalin (SNC) en juillet 2018. Ces études ont été attestées par un expert habilité en juillet 2018. Au cours des travaux de caractérisation, des sols présentant des concentrations supérieures aux valeurs limites de l'annexe I du RPRT ont été identifiés sur le site.

La réhabilitation des sols a été réalisée à l'endroit des sondages antérieurs qui ont présenté des sols avec des concentrations supérieures aux valeurs limites de l'annexe I du RPRT. À ce titre, une (1) excavation, identifiée EX2, a été réalisée dans le secteur logement social à l'endroit des sondages antérieurs F-16 et PE-27-18.

Les quantités de sols contaminés excédant le critère applicable pour le site, soit des sols dans la plage « annexe I-II » du RPRT ont été estimées à 4 000 tonnes métriques (t.m.). Aucune eau contaminée n'a été identifiée lors de cette étude de caractérisation environnementale.

### Résultats de la surveillance environnementale

Les informations recueillies et les résultats obtenus lors de la surveillance environnementale de travaux de réhabilitation sur le site se résument comme suit :

- Les travaux de réhabilitation environnementale des sols se sont déroulés du 27 mars 2019 au 7 juin 2019, de façon non continue, sous la supervision du personnel technique d'ABS;
- Les sols contaminés (concentrations supérieures aux valeurs limites de l'annexe I du RPRT) au droit des sondages antérieurs F-16 et PE-27-18 ont été excavés et chargés dans des camions 12 roues et semi-remorques, et éliminés hors site en fonction des résultats d'analyses des études antérieures;
- Au total, vingt-six (26) échantillons de sols, incluant trois (3) duplicata, ont été prélevés puis soumis à des analyses chimiques en laboratoire afin de déterminer leurs concentrations en hydrocarbures pétroliers C<sub>10</sub> à C<sub>50</sub> (HP C<sub>10</sub>-C<sub>50</sub>), en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et en métaux;
- Les échantillons EX2-PA3-1, EX2-PA9-1, EX2-PA10-1, EX2-PA12-1, EX2-PA26-1 et EX2-PA27-1 ont présenté des concentrations dans la plage « annexes I-II » du RPRT, soit non conformes pour l'usage résidentiel projeté. Ces échantillons ont été prélevés sur la limite apparente<sup>1</sup> de propriété. Tous les autres échantillons de sols analysés provenant des surfaces finales de l'excavation EX2 ont présenté des concentrations inférieures aux valeurs limites de l'annexe I du RPRT et sont donc conformes à l'usage résidentiel projeté du site;
- Au total, 4 180,26 t.m. de sols contaminés dans la plage « annexes I-II » du RPRT ont été éliminés au lieu d'élimination technique (LET) de Waste Management à Sainte-Sophie et au Complexe Environnemental Montréal-Est (CEME) de Groupe C. Laganière situé à Montréal-Est.

Selon les observations recueillies et les résultats obtenus lors de la présente surveillance environnementale de travaux de réhabilitation des sols, les sols contaminés (« annexes I-II ») qui ont été identifiés au droit des sondages antérieurs F-16 et PE-27-18 ont été excavés et éliminés hors site.

Ainsi, en date des interventions d'ABS et sur la base des informations mentionnées ci-dessus, les zones contaminées relevées lors des travaux de caractérisation antérieurs ont été réhabilitées. En fonction des travaux antérieurs, les sols de la propriété respectent les valeurs limites de l'annexe I du RPRT, valeurs limites applicables à un futur usage résidentiel.

Enfin, il est recommandé de mettre en place les mesures de contrôle des biogaz et de réaliser les suivis de biogaz, comme indiqué dans le plan de réhabilitation de SNC.

---

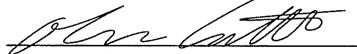
<sup>1</sup> Il est à noter que seul un arpenteur-géomètre peut définir l'emplacement exact de la limite de propriété

Étant donné que des sols présentant des concentrations supérieures aux valeurs limites de l'annexe I du RPRT, mais inférieures aux valeurs limites de l'annexe II du RPRT ont été identifiés en limite de propriété, il est recommandé d'envoyer un avis au voisin, avec copie au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), comme mentionné à l'article 31.52 de la LQE.

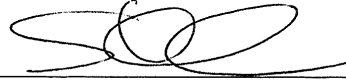
En espérant le tout à votre entière satisfaction, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos sentiments les meilleurs.

Groupe ABS inc.

Comparant



Olivier Guilbault, M. Env., EESA®  
Chargé de projets | Environnement



Monsieur Stéphane Côté  
SEC Gilford

**Dossier # : 1198190013****Unité administrative responsable :**

Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières

**Objet :**

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant, connu et désigné comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, d'une superficie de 1639,5 m<sup>2</sup>, pour la somme de 564 000 \$, plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque créée en sa faveur et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 28 août 2017, sous le numéro 23 332 132, afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires. N/Réf. : 31H12-005-1569-06 /Mandat : 19-0107-T

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

Nous joignons le projet d'acte de vente ainsi que le contrat de services professionnels donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation du conseiller juridique du Vendeur à l'effet que le Vendeur est d'accord avec ce projet d'acte de vente et ce contrat de services professionnels et qu'il s'engage à les signer sans modification.

La Ville signe le contrat de services professionnels qu'aux seules fins d'accepter les stipulations qui sont faites en sa faveur par le Vendeur et son Fiduciaire afin de s'assurer que le prix de vente payé au Vendeur serve d'abord à acquitter et radier les charges qui affectent l'Immeuble et ainsi garantir à la Ville un bon et valable titre de propriété. À ces fins, le chèque payable au Vendeur doit être libellé à l'ordre de Me Caroline Djenandji, notaire en fidéicommiss.

N/D 20-000976

**FICHIERS JOINTS**2020-05-15 Acquisition-Version finale.doc2020-05-08 K services professionnels.doc**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION****ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-19

Caroline BOILEAU  
notaire  
**Tél : 514-872-6423**

Caroline BOILEAU  
notaire  
**Tél : 514-872-6423**  
**Division : Droit notarial**



L'AN DEUX MILLE VINGT

Le

Devant M<sup>e</sup> **Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

**COMPARAISSENT :**

**SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD**, société en commandite constituée conformément aux lois de la province du Québec et dûment immatriculée au registraire des entreprises du Québec sous le numéro 3372346968, ayant son siège au 407, rue McGill, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 2G3, agissant et représentée par **9351-2648 QUÉBEC INC.**, son seul commandité, société constituée le trente (30) novembre deux mille seize (2016) en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, c. S-31.1), immatriculée sous le numéro 1172340557, ayant son siège au 407, rue McGill, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 2G3, elle-même représentée par

\_\_\_\_\_ , \_\_\_\_\_  
dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le \_\_\_\_\_, laquelle est toujours en vigueur et n'a pas été modifiée ni révoquée et dont copie conforme demeure annexée à l'original des présentes, après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Vendeur** »

**ET :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1<sup>er</sup>) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à la minute 3 602 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3); et

b) de la résolution numéro CG● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●, copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Vendeur et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

Lesquelles, préalablement à la convention faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

### **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** le Vendeur est propriétaire d'un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot SIX MILLIONS DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE NEUF CENT CINQUANTE-SEPT (6 222 957) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

**ATTENDU QUE** le Vendeur s'est engagé aux termes d'une lettre d'engagement signée le vingt-huit (28) août deux mille dix-sept (2017) et modifiée le deux (2) juillet deux mille dix-neuf (2019), à vendre à la Ville l'immeuble ci-dessous désigné;

**ATTENDU QUE** la Ville désire acquérir ce terrain afin d'y développer un nouveau projet de logements sociaux et communautaires;

**ATTENDU QUE** le Vendeur s'est engagé à vendre à la Ville ledit terrain prêt pour la construction, libre, remblayé et décontaminé.

Ces faits étant déclarés, **LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### **OBJET DU CONTRAT**

Le Vendeur vend, à la Ville qui accepte, à des fins de logements sociaux et communautaires, un terrain situé au quadrant nord-ouest du prolongement projeté de la 2<sup>e</sup> Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant :

### **DÉSIGNATION**

Le lot numéro **SIX MILLIONS DEUX CENT VINGT-DEUX MILLE NEUF CENT CINQUANTE-SEPT (6 222 957)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

### **ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ**

Le Vendeur est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes des actes suivants :

- Vente par Consortium Angus S.E.C. reçu devant M<sup>e</sup> Nicolas Lanthier, notaire, le seize (16) décembre deux mille seize (2016), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 809 987;

- Jugement sur titre rendu par la Cour supérieure du district de Montréal, par Alexandra Dinu, greffière spéciale, le dix (10) septembre deux mille dix-huit (2018) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 24 238 442.

### **GARANTIE**

Cette vente est faite avec la garantie légale.

### **POSSESSION**

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

### **TRANSFERT DE RISQUES**

La Ville assume les risques afférents à l'Immeuble à compter de la signature des présentes conformément à l'article 950 du *Code civil du Québec*.

### **DOSSIER DE TITRES**

Le Vendeur ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à la Ville relativement à l'Immeuble.

### **ATTESTATIONS**

#### **i) ATTESTATIONS DU VENDEUR**

Le Vendeur atteste que :

a) l'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, à l'exception de :

- Hypothèque et droit de résolution en faveur de Consortium Angus S.E.C. créés aux termes de l'acte de vente reçu devant M<sup>e</sup> Nicolas Lanthier, notaire, le seize (16) décembre deux mille seize (2016), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 809 987; et

- Hypothèque en faveur de Banque Laurentienne du Canada créée aux termes d'un acte reçu devant M<sup>e</sup> Vincent Coté, notaire, le vingt et un (21) février deux mille dix-neuf (2019), dont copie a été publiée audit bureau sous le numéro 24 432 635;

- Hypothèque en faveur de Banque Laurentienne du Canada créée aux termes d'un acte reçu devant M<sup>e</sup> Vincent Coté, notaire, le vingt et un (21) février deux mille dix-neuf (2019), dont copie a été publiée audit bureau sous le numéro 24 432 636;

- Cession de rang hypothécaire par Consortium Angus S.E.C. en faveur de la Banque Laurentienne du Canada aux termes d'un acte sous seing privé signé le vingt-six (26) février deux mille dix-neuf (2019) et publiée audit bureau sous le numéro 24 439 391;

(Ci-après collectivement les « **Charges** »)

Lesquelles Charges seront remboursées à même le produit de

vente et radiées incessamment par M<sup>e</sup> Caroline DJENANDJI, notaire que le Vendeur a constitué comme son fiduciaire (ci-après le « **Fiduciaire** »), conformément au contrat de services professionnels intervenu entre le Vendeur et le Fiduciaire en date du \_\_\_\_\_ deux mille vingt (2020) (ci-après le « **Contrat de services professionnels** »).

et

- Hypothèque consentie en faveur de Ville de Montréal reçue devant M<sup>e</sup> Jean-Sébastien Élie, notaire, le dix-sept (17) août deux mille dix-huit (2018), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 332 132, la Ville accordant mainlevée de ladite hypothèque aux termes des présentes;

- b) les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;
- c) l'Immeuble n'est l'objet d'aucune servitude;
- d) il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5<sup>e</sup> suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);
- e) il (i) est dûment constitué, existe valablement et est en règle aux termes des lois de son territoire de constitution et (ii) possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour détenir en propriété ses biens et pour exercer son activité dans les lieux où elle est actuellement exercée et de la façon dont elle l'est;
- f) il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. Sa signature du présent acte et l'exécution des obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune autre mesure ni consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune autre mesure ni consentement aux termes d'une loi lui étant applicable;
- g) le présent acte constitue une obligation valable et exécutoire du

Vendeur;

- h) la signature du présent acte, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution par le Vendeur des obligations qui en découlent et le respect par celui-ci des dispositions des présentes n'entraînent pas : (i) une violation des dispositions des documents constitutifs ou des règlements du Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ces documents ou règlements; (ii) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel est partie ou assujetti le Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ce contrat, entente, acte ou engagement; ni (iii) une violation de toute loi;
- i) à sa connaissance, il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminent devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l'usage ou la viabilité de l'Immeuble ou de quelque partie de celui-ci ou l'aptitude du Vendeur à se conformer à ses obligations en vertu des présentes;
- j) il n'est pas en défaut en vertu de quelque jugement, ordre, injonction, décret d'un quelconque tribunal, bureau, agence, arbitre ou commission pouvant affecter l'Immeuble ou la capacité du Vendeur à se conformer à ses obligations en vertu des présentes;
- k) il n'existe aucun bail, offre de location, droit d'occupation, contrat de service, contrat d'emploi, contrat d'administration, contrat de gestion ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit pouvant lier la Ville;
- l) l'Immeuble est totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales ou industrielles.

ii) **ATTESTATIONS DE LA VILLE**

La Ville atteste :

- a) qu'elle est une personne morale de droit public résidente

canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5<sup>e</sup> suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

- b) qu'elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

### **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à remplir, savoir :

- a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;
- b) Assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour le Vendeur. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés.

### **RÉPARTITIONS**

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1).

En conséquence, la Ville remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion de taxes municipales payée en trop.

Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

De plus, le Vendeur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant des présentes.

## **RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE**

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement au Vendeur.

### **CONSIDÉRATION**

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de **CINQ CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE DOLLARS (564 000,00 \$)**. Le Vendeur charge le notaire instrumentant de remettre le prix de vente à la signature des présentes, à son acquit, à son Fiduciaire, M<sup>e</sup> Caroline DJENANDJI, notaire en fidéicommiss. Les Parties consentent à ce que le prix de vente soit remis au Fiduciaire afin qu'il en soit disposé conformément aux termes du Contrat de services professionnels, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

### **MAINLEVÉE**

La Ville, en sa qualité de créancière détenant une hypothèque consentie par SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD, aux termes d'un acte reçu devant M<sup>e</sup> Jean-Sébastien Élie, notaire, le dix-sept (17) août deux mille dix-huit (2018), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **23 332 132**, accorde mainlevée pure et simple et consent à la radiation de l'inscription de tous les droits hypothécaires et autres droits réels résultant dudit acte.

**EN CONSÉQUENCE**, la Ville requiert l'officier de la publicité des droits de faire toutes les mentions qui s'imposent afin de donner effet aux présentes.

### **DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)**

La considération exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des



autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Vendeur.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;  
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

Le Vendeur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 739606895RT0001;  
T.V.Q. : 1224349331TQ0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

### **ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

- a) La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions, Direction des transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, au 303, rue Notre-Dame Est, 2<sup>e</sup> étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

- b) Le Vendeur : à l'attention de \_\_\_\_\_ au numéro 407, rue McGill, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 2G3.

### **CLAUSES INTERPRÉTATIVES**

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

**MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9**  
**DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS**  
**SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES**

Le Vendeur et la Ville déclarent ce qui suit :

- a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD;
- b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : VILLE DE MONTRÉAL;
- c) le siège du cédant est au : 407, rue McGill, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 2G3;
- d) le siège du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;
- e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal;
- f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : CINQ CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE DOLLARS (564 000,00 \$);
- g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : CINQ CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE DOLLARS (564 000,00 \$);

- h) le montant du droit de mutation est de : SEPT MILLE CENT QUARANTE-TROIS DOLLARS (7 143,00 \$);
- i) le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de ladite loi;
- j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

**DONT ACTE** à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

**LES PARTIES** déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire comme suit :

**SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD**  
représentée par son commandité  
**9351-2648 QUÉBEC INC.**

\_\_\_\_\_  
Par :

**VILLE DE MONTRÉAL**

\_\_\_\_\_  
Par :

\_\_\_\_\_  
**M<sup>e</sup> Caroline BOILEAU, notaire**

## CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

Intervenu à Montréal, le \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 20\_\_

### ENTRE

**Maître Caroline DJENANDJI**, notaire, ayant son domicile professionnel au \_\_\_\_\_, rue \_\_\_\_\_, Montréal, province de Québec, \_\_\_\_\_;

ci-après nommé le « **Fiduciaire** »

### ET

**SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD**, société en commandite constituée conformément aux lois de la province du Québec et dûment immatriculée au registraire des entreprises du Québec sous le numéro 3372346968, ayant son siège au 407, rue McGill, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 2G3, agissant et représentée par **9351-2648 QUÉBEC INC.**, son seul commandité, société constituée le trente (30) novembre deux mille dix-sept (2016) en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, c. S-31.1), immatriculée sous le numéro 1172340557, ayant son siège au 407, rue McGill, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 2G3, elle-même représentée par \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_ dûment autorisé(e) aux fins des présente, tel qu'elle le déclare.

ci-après nommé le « **Client** »

### 1. PRÉAMBULE :

- 1.1 **ATTENDU** que le Client s'est engagé à vendre à la Ville de Montréal (la « **Ville** ») à certaines conditions, un immeuble connu et désigné sous le numéro 6 222 957 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (l'« **Immeuble** ») pour la somme de cinq cent soixante-quatre mille dollars (564 000,00 \$), (le « **Prix de vente** »);
- 1.2 **ATTENDU** que l'Immeuble est affecté des charges suivantes :
  - 1.2.1 Hypothèque en faveur de Banque Laurentienne du Canada créée aux termes d'un acte reçu devant M<sup>e</sup> Vincent Coté, notaire, le vingt et un (21) février deux mille dix-neuf (2019), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 24 432 636;
  - 1.2.2 Hypothèque en faveur de Banque Laurentienne du Canada créée aux termes d'un acte reçu devant M<sup>e</sup> Vincent Coté, notaire, le vingt et un (21) février deux mille dix-neuf (2019), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 24 432 635;
  - 1.2.3 Hypothèque et droit de résolution en faveur de Consortium Angus S.E.C. créés aux termes d'un acte de vente reçu devant M<sup>e</sup> Nicolas Lanthier, notaire, le seize (16) décembre deux mille seize (2016), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 809 987 ; et
  - 1.2.4 Cession de rang hypothécaire par Consortium Angus S.E.C. en faveur de la Banque Laurentienne du

Canada aux termes d'un acte sous seing privé signé le vingt-six (26) février deux mille dix-neuf (2019) et publiée audit bureau sous le numéro 24 439 391.

Ci-après collectivement appelées les « **Charges** ».

- 1.3 **ATTENDU** que le Client s'est engagé à rembourser les Charges et les taxes municipales et scolaires, à même le Prix de vente, avant de recevoir toute somme résiduelle à titre de Prix de vente.

Ces faits étant établis, le Client et le Fiduciaire conviennent de ce qui suit :

## 2. OBJET DU CONTRAT

Le Client retient les services professionnels du Fiduciaire et lui confie le mandat de préparer toute la documentation et de faire toutes les démarches requises pour :

- 2.1 Déposer dans son compte en fidéicommiss, le Prix de vente payé par la Ville pour le compte du Client en paiement du montant qui lui est dû;
- 2.2 Suivant la réception par le Fiduciaire d'une confirmation écrite de la part du notaire de la Ville à l'effet que la vente par le Client, du lot mentionné au paragraphe 1.1 ci-dessus a été dûment publiée sans inscription adverse aux droits de la Ville, disposer du Prix de vente de la façon suivante :
  - 2.2.1 Payer à la Banque Laurentienne du Canada et à Consortium Angus S.E.C., à même le Prix de vente, toute somme requise pour rembourser les Charges en capital, intérêt et frais;
  - 2.2.2 Payer, à même le Prix de vente, à la Ville de Montréal et au comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, tout solde dû en capital, intérêts et frais des taxes municipales et scolaires impayées pour l'exercice financier 2020 jusqu'à la date de signature de l'acte de vente;
- 2.3 De plus, le Client donne mandat au Fiduciaire, qui accepte, de faire les démarches requises et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, de préparer les documents suivants :
  - 2.3.1 Faire une demande d'état de compte à la Banque Laurentienne du Canada et à Consortium Angus S.E.C., faisant état du total requis pour rembourser les Charges en capital, intérêts et frais, incluant le montant quotidien des intérêts;
  - 2.3.2 Préparer et recevoir des actes de quittance et/ou mainlevée pour radier les Charges;
  - 2.3.3 Émettre les chèques et autres effets requis conformément aux instructions contenues aux présentes;
  - 2.3.4 Publier les actes de quittance et/ou mainlevée radiant les Charges au registre des radiations du bureau de la publicité des droits pour la circonscription foncière de Montréal **et émettre les copies, dont une pour la Ville;**

2.3.5 Remettre tout résidu du Prix de vente au Client.

**3. HONORAIRES**

Pour la réalisation du mandat, le Client s'engage à rémunérer le Fiduciaire selon entente entre eux quant aux frais et honoraires. Pour plus de clarté, il est entendu que le paiement des sommes requises à titre d'honoraires par le Fiduciaire ainsi que les frais et déboursés relatifs au présent contrat ne seront pas exigibles de la Ville et que le défaut du Client de payer au Fiduciaire les sommes requises à ce titre ne sera pas opposable à la Ville.

Le Fiduciaire et le Client ont signé comme suit en triple exemplaires, à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de 20\_\_.

\_\_\_\_\_  
**M<sup>e</sup> Caroline DJENANDJI, notaire Témoin :**

**SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GILFORD**  
représentée par son commandité  
**9351-2648 QUÉBEC INC.**

\_\_\_\_\_  
Par les présentes, la Ville accepte toutes les clauses des présentes qui constituent une stipulation en sa faveur.

À Montréal, le \_\_\_\_\_ 20\_\_.

\_\_\_\_\_  
**Ville de Montréal**  
Par :

\_\_\_\_\_  
**Témoin :**

**Dossier # : 1198190013**

**Unité administrative responsable :**

Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières

**Objet :**

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant, connu et désigné comme étant le lot 6 222 957 du cadastre du Québec, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, d'une superficie de 1639,5 m<sup>2</sup>, pour la somme de 564 000 \$, plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque créée en sa faveur et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 28 août 2017, sous le numéro 23 332 132, afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires. N/Réf. : 31H12-005-1569-06 /Mandat : 19-0107-T

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GDD1198190013 - Certification de fonds.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Zamir Jose HENAO PANESSO  
Préposé au budget  
**Tél : 514 872-7091**

Co-auteur  
Pierre Lacoste  
Préposé au budget  
514-872-4065

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-20

Christian BORYS  
Conseiller budgetaire  
**Tél : 514 872-5676**

**Division :** Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1200191004**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service du développement économique , Direction , -   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Aide destinée spécifiquement à une entreprise   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0025), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG19 0133), l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Pôle innovation MTL (CG18 0547 et CG20 0068) et l'addenda 1 au contrat de services professionnels entre la Ville et l'organisme École de créativité la Factory (CG19 0058), sans aucun changement aux montants des contributions financières et paiements prévues, afin d'ajuster les modalités des projets et des services au contexte engendré par la pandémie |

Il est recommandé :

- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0025);
- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0133);
- d'approuver l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Pôle innovation MTL (CG18 0547 et CG20 0068);
- d'approuver l'addenda 1 au contrat de services professionnels entre la Ville et l'organisme École de créativité la Factory (CG19 0058);
- d'imputer la dépense totale de 2 365 956,24 \$ conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-21 14:29

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

---



Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1200191004**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service du développement économique , Direction , -   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Aide destinée spécifiquement à une entreprise   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0025), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG19 0133), l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Pôle innovation MTL (CG18 0547 et CG20 0068) et l'addenda 1 au contrat de services professionnels entre la Ville et l'organisme École de créativité la Factory (CG19 0058), sans aucun changement aux montants des contributions financières et paiements prévues, afin d'ajuster les modalités des projets et des services au contexte engendré par la pandémie |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19, notamment l'imposition de mesures de distanciation, rendent impossible la réalisation des projets pilotés par des organismes partenaires selon les échéanciers prévus. Des ajustements à quatre ententes, trois de contribution financière et une de services professionnels, avec 3 partenaires, sont ici soumis.

L'École des entrepreneurs du Québec (l'ÉEQ) est un organisme dans but lucratif dont la mission est de soutenir les entrepreneurs et travailleurs autonomes dans l'amélioration de leurs compétences entrepreneuriales par des outils de gestion et de formation. L'ÉEQ a signé récemment deux ententes de contribution, soit :

- une contribution de 724 750 \$ pour mettre en place le nouveau programme «Succès Croissance» qui offre un parcours d'accompagnement à des entrepreneurs à la tête d'une entreprise à but lucratif ou non lucratif de moins de 10 employés, dont la majorité est issue de la diversité, pour les aider à augmenter sa croissance et son taux de succès par le développement de leurs compétences entrepreneuriales;

- une contribution de 180 000 \$ pour la mise en œuvre et la réalisation des éditions 2019 et 2020 du Parcours C3 destinées à développer les compétences entrepreneuriales et celles en gestion des entrepreneurs culturels et créatifs afin de favoriser la croissance de leur organisation.

Bonjour Startup Montréal, jusqu'à récemment connu sous le nom de Pôle Innovation MTL, est né du regroupement des activités de la Fondation Montréal inc. et la Fondation OSMO.

Sa mission est de faire de Montréal un des écosystèmes de startups les plus audacieux et performants au monde en offrant aux fondateurs de startups un environnement où ils peuvent naître et croître à la mesure de leurs ambitions. La Ville a octroyé à Bonjour Startup Montréal une contribution totale de 1 260 000 \$ pour la mise en place d'un pôle d'innovation (activités, réseautage, services, etc.) dédié aux startups à Montréal.

Organisation à but non lucratif, l'École de créativité la Factory, ci-après La Factory, a pour mission de promouvoir le développement des compétences en exploitant une école axée sur la créativité en offrant des programmes de formation, des séminaires et des ateliers. La Factory a signé un contrat de services professionnels d'une valeur de 201 206 \$ pour dispenser sur 2 ans 13 ateliers à autant de cohortes de 25 dirigeants d'entreprises issus des secteurs prioritaires et des publics cibles identifiés (les startups, les femmes et les personnes issues de l'immigration et de la diversité et l'entrepreneuriat issu des communautés autochtones).

Les organismes La Factory, ÉEQ et Bonjour Startup MTL ont proposé de modifier ou de reporter leurs activités pour répondre aux exigences de la situation de distanciation sociale. En conséquence, le présent dossier concerne l'approbation d'addenda aux ententes de contribution liant la Ville à ÉEQ et à Bonjour Startup MTL et au contrat de services professionnels entre la Ville à La Factory, afin de ne pas pénaliser ces partenaires et leurs clientèles.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG20 0068 - 27 février 2020 - Approuver un projet d'addenda N°1 à la convention entre la Ville de Montréal et le Pôle innovation MTL (Bonjour Startup Montréal) et accorder un soutien financier maximal de 860 000 \$, majorant ainsi le montant total de 400 000 \$ à 1 260 000 \$ (CG18 0547), pour la période 2018-2022, afin de mettre en place un nouveau pôle d'innovation à Montréal dédié aux startups

CG20 0025 - 30 janvier 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent de 724 750 \$ à l'École des Entrepreneurs du Québec pour le déploiement du projet Succès Croissance en 2020, 2021 et 2022

CG19 0058 - 28 février 2019 - Accorder un contrat de services professionnels à l'École de créativité la Factory pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du Service du développement économique, pour une somme maximale de 201 206,24 \$

CG18 0547 - 25 octobre 2018 - Accorder un soutien financier maximal de 400 000 \$ au Pôle innovation MTL afin de mettre en place un nouveau pôle d'innovation à Montréal dédié aux startups.

CG19 0133 - 28 mars 2018 - Accorder un soutien financier de 180 000 \$ à l'École des entrepreneurs du Québec pour la réalisation, en 2019 et 2020, des prochaines éditions du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance

## **DESCRIPTION**

Les addenda apportent les ajustements suivants aux ententes initiales :

- ÉEQ - Programme succès croissance

- Durée de l'entente : report de son échéance du 31 décembre 2022 au 31 mars 2023
- Versements de la contribution : le dernier versement s'effectuera en 2023 plutôt qu'en

2022; la somme totale des versements prévus n'est pas modifiée

- Échéancier de déploiement des cohortes et calendrier des redditions de comptes : modifiés, retardé dans le temps
- Tenue des ateliers, formations et rencontres : formule à distance et en présentiel selon l'évolution de la crise sanitaire

- ÉEQ - Parcours C3

- Durée de l'entente : report de son échéance du 30 juin au 30 septembre 2021
- Modification de la date (année) du dernier paiement; la somme totale des versements prévus n'est pas modifiée
- Tenue des ateliers, des événements et rencontres à distance et en présentiel selon l'évolution de la crise sanitaire

- Bonjour Startup Montréal

- Révision du projet en 2020-2021 pour remplacer les activités de réseautage international (missions et accueil de délégation) par la mise en place d'un "service de conciergerie" pour guider les startups dans le développement de leur projet et, en collaboration avec de grandes entreprises, de défis en innovation ouverte pour initier des collaboration entre startups et grandes organisations
- Ajustements aux versements de l'année 2020 pour tenir compte des modifications au plan de réalisation; la somme totale des versements prévus n'est pas modifiée

- La Factory

- Durée du contrat : report de son échéance du 31 décembre 2020 au 30 juin 2021
- Modification à la répartition des honoraires versés en 2019 et en 2020-2021; le montant total approuvé des services convenus n'est pas affecté
- Ajustement à l'annexe 1 : remplacement du devis par l'ajustement du montant réellement dépensé en 2019 et le report du montant inutilisé (15 000 \$) en 2020-21 pour les prochains ateliers (9 plutôt que 8 initialement prévus)
- Autorisation d'offrir les activités à distance ou en présentiel selon l'évolution de la crise sanitaire

## **JUSTIFICATION**

ÉEQ - Programme succès croissance

L'École des Entrepreneurs du Québec a démontré sa capacité à s'adapter rapidement à la situation exceptionnelle engendrée par la crise sanitaire en déployant l'ensemble de ses activités à distance et en poursuivant le projet. Par ailleurs, le programme d'accompagnement proposé a été adapté pour répondre aux besoins individuels des entrepreneurs qui font face aux différents enjeux (financiers, RH, marketing, etc.) liés à la crise. Dans un contexte exceptionnel où, déjà, les entreprises et leurs dirigeants vivent, dans certains cas, d'importantes difficultés, le programme succès croissance s'inscrit comme un outil permettant d'augmenter les capacités des dirigeants de petite entreprise pour leur permettre de passer à travers la crise sanitaire.

- ÉEQ - Parcours C3

Le secteur des Industries culturelles et créatives est frappé de plein fouet par les conséquences de la crise sanitaire. Le Parcours C3 permet aux entreprises retenues de profiter d'ateliers, de coaching et d'accompagnement personnalisés pour passer à travers

cette période éprouvante. Le fait que l'ÉEQ est équipé pour offrir tous les éléments de la programmation en présentiel ou à distance profitera grandement aux sociétés participantes et à leur survie.

· Bonjour Startup Montréal

Des activités prévues au projet de Bonjour Startup MTL, seules celles exigeants des déplacements physiques sont remises en question et vraisemblablement retardées. Les sommes ainsi dégagées seront utilisées à d'autres fins toutes aussi importantes et utiles pour les startups en période de crise sanitaire et de ralentissement économique, notamment en supportant le développement de leur offre de service et leurs compétences.

- La Factory

Depuis l'annonce du confinement, la Factory a adapté son offre de formations en mode à distance afin de répondre à la nouvelle réalité du monde du travail. Aussi, certaines formations de 2019 se sont tenues sur une demie-journée plutôt que sur une journée, réduisant ainsi leur valeur contractuelle. Les sommes libérées sont réinvesties dans une formation supplémentaire en 2020 ou 2021.

L'École de la Factory offre des ateliers pertinents dans le cadre de la crise sanitaire et qui le seront encore plus pour les entrepreneurs dans le cadre de la relance économique. En effet, il est escompté que la créativité devienne un atout essentiel des entreprises et des individus pour faire face aux enjeux techniques et économiques et, au besoin, se transformer.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier ne demande aucun crédit additionnel. Seuls certains échéanciers de versement sont affectés. Le tableau ci-joint montre, par année et par organisme, les versements prévus par les conventions initiales et modifiées par les addenda.

| ORGANISME                           |                      | 2018      | 2019         | 2020          | 2021       | 2022       | 2023      | TOTAL           |
|-------------------------------------|----------------------|-----------|--------------|---------------|------------|------------|-----------|-----------------|
| ÉEQ – Programme succès croissance   | Convention initiale  |           |              | 200 000 \$    | 243 250 \$ | 281 500 \$ |           | 724 750 \$      |
|                                     | Convention modifiée  |           |              | 200 000 \$    | 243 250 \$ | 243 250 \$ | 38 250 \$ | 724 750 \$      |
| ÉEQ – Parcours C3                   | Convention initiale  |           | 90 000 \$    | 90 000 \$     |            |            |           | 180 000 \$      |
|                                     | Convention modifiée  |           | 90 000 \$    | 80 000 \$     | 10 000 \$  |            |           | 180 000 \$      |
| Bonjour Startup MTL / Pôle inno MTL | Convention initiale* | 85 000 \$ | 85 000 \$    | 515 000 \$    | 425 000 \$ | 150 000 \$ |           | 1 260 000 \$    |
|                                     | Convention modifiée* | 85 000 \$ | 85 000 \$    | 515 000 \$    | 425 000 \$ | 150 000 \$ |           | 1 260 000 \$    |
| La Factory                          | Contrat initial      |           | 86 231,24 \$ | 114 975 \$    |            |            |           | 201 206,24 \$   |
|                                     | Contrat modifié      |           | 68 985 \$    | 132 221,24 \$ |            |            |           | 201 206,24 \$   |
| Total                               |                      |           |              |               |            |            |           | 2 365 956,24 \$ |

\* modifiée par l'Addenda 1

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Poursuite des activités de formation de partenaires qui soutiennent l'entrepreneursip montréalais.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

L'adaptation des livrables des 3 organismes permettra la poursuite de leurs activités et notamment leur adaptation au mode virtuel, ce qui constitue un atout stratégique dans le contexte où les rencontres en présentiel sont difficiles, sinon impossible, à tenir. À défaut, les entrepreneurs et leur entreprise pourraient ne pas disposer d'outils leur permettant d'améliorer leur capacité de réaction et d'adaptation à la crise.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Poursuite des activités des 3 partenaires en fonction des nouveaux livrables et échéanciers prévus dans les addenda respectifs à leur convention initiale, convention modifiée ou contrat de services.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-12

Sylvie B BERTRAND  
Conseillère en planification

**Tél :** 872-2374  
**Télécop. :** 872-0049

Véronique DOUCET  
Directrice

**Tél :** 514 872-3116  
**Télécop. :**

## ADDENDA 1

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 505, boulevard René-Lévesque, bureau 501, Montréal, Québec, H2Z 1Y7, agissant et représentée par Michel Fortin, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville offre une aide financière de 724 750 \$ à l'Organisme, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG20 0025 en date du 30 janvier 2020 (ci-après la « **Convention initiale** »);

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

**ATTENDU QUE** la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

### **LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2 de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet »;



3. La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'article 5.2.3 par l'article suivant :

5.2.3 Pour l'année 2022 :

5.2.3.1 une somme maximale de cent quarante-trois mille deux-cent cinquante dollars (143 250 \$) dans les trente (30) jours suivant la remise à la Responsable de la Reddition de comptes annuelle;

5.2.3.2 une somme maximale de cent mille dollars (100 000 \$) dans les trente (30) jours suivant la remise à la Responsable de la Reddition de comptes de mi-année;

4. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 5.2.3 de l'article suivant :

5.2.4 Pour l'année 2023 :

5.2.4.1 une somme maximale de trente-huit mille deux-cent cinquante dollars (38 250 \$) dans les trente (30) jours suivant la remise à la Responsable de la Reddition de comptes finale.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4. L'article 9 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

#### **ARTICLE 9** **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

5. L'annexe 1 de la convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 du présent addenda.

6. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

**LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN UN (1) EXEMPLAIRE ÉLECTRONIQUE, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Montréal, le      <sup>e</sup> jour de      2020

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Me Yves Saindon, greffier

Montréal, le      <sup>e</sup> jour de      2020

**ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC**

Par : \_\_\_\_\_  
Michel Fortin, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de      2020 (résolution      ).

## ANNEXE 1

### PROJET

Le projet «Succès Croissance»

#### Le programme «Succès Croissance»

Le programme Succès Croissance vise à aider l'entrepreneur à la tête d'un organisme à but lucratif ou à but non-lucratif à gérer sa croissance et augmenter le taux de succès de sa petite entreprise de moins de 10 employés par le biais du développement de ses compétences entrepreneuriales.

En alliant formations (virtuelles ou physiques) spécifique et individualisée, le programme offre aux entrepreneurs un programme qui leur permet de mieux comprendre leurs processus d'affaires et d'optimiser leur courbe de développement. Des cohortes d'entrepreneurs sont constituées et regroupent en moyenne une douzaine d'entrepreneurs partageant des caractéristiques communes (enjeux, secteurs d'activité, etc.) Accompagnés par des experts, ils se rencontrent régulièrement (virtuellement ou physiquement) sur une période de 6 à 8 mois durant lesquels ils sont mis au défi sur l'ensemble de leur modèle d'affaires.

#### La Roue de la croissance

L'EEQ a développé la Roue de la croissance (RDC) afin de mieux comprendre les différentes phases de croissance par lesquelles passent généralement les PME et ainsi structurer l'intervention auprès des entrepreneurs.

La RDC comporte quatre cadrans rattachés à l'évolution et la croissance des entreprises :

**Vendre** : pour une entreprise en démarrage, les ventes sont le nerf de la guerre. L'entrepreneur qui ne parvient pas à développer une récurrence de ses ventes risque de s'essouffler rapidement. À cette étape, le succès repose sur l'attraction de la clientèle et le développement des compétences en ventes de l'entrepreneur.

**Sélectionner** : à cette étape, l'entrepreneur vise à devenir rentable et optimiser ses profits. La récurrence de ses revenus lui permet maintenant «d'apprendre à dire non», en faisant notamment des choix de clients et de produits. C'est à cette étape charnière où il doit structurer efficacement ses opérations afin de prendre le recul nécessaire à la mise en place d'une réelle stratégie d'entreprise.

**Maximiser** : L'entrepreneur doit maintenant avoir en main les bons outils pour augmenter et/ou diversifier son marché actuel. En vendant plus et mieux, il vient sécuriser ses opérations et peut se concentrer au transfert des connaissances et rendre son équipe autonome.

**Positionner** : Le tour de roue est complété. L'entrepreneur peut désormais se concentrer à acquérir une nouvelle expertise et à développer des nouveaux produits. Il teste le marché et se positionne pour amorcer un nouveau cycle.

#### Le déploiement de cohortes

1. Diagnostic de l'entrepreneur

En amont de leur participation au programme «Succès-Croissance», un bilan complet des compétences liées au modèle de la «Roue de la Croissance» sera réalisé pour tous les entrepreneurs. Ce bilan permettra de personnaliser l'approche de l'ÉEQ aux besoins des entrepreneurs.

Une grille d'évaluation permettra de positionner l'entrepreneur dans l'un des cadrans de la RDC et d'établir des recommandations personnalisées afin de développer une stratégie de croissance intégrée à celle-ci.

Un tableau de bord sera élaboré en début de programme afin de monitorer la performance de croissance de l'entreprise et ajuster au besoin le parcours de l'entrepreneur. Cette approche personnalisée permettra donc d'adapter l'accompagnement aux entreprises qui auraient des problématiques particulières en raison de la COVID-19.

## 2. Cohortes «Succès-Croissance»

Quel que soit le cadran sélectionné, l'entrepreneur sera initié à 2 ateliers basés sur la méthode de la «Roue de la croissance». Ces ateliers permettront à ce dernier de planifier et structurer sa vision de croissance, Par la suite, une série d'ateliers et d'activités entrepreneuriales (virtuelle ou physique) sera proposée. Des périodes de soutien experts seront arrimées aux ateliers afin de lui permettre de travailler de façon individuelle sur son projet de croissance.

Des ateliers de co-développement (virtuels ou physiques) ainsi que des activités de réseautage ou webinaires viennent compléter la programmation.

| <b>Parcours Commercialisation</b>   | <b>Parcours Croissance</b>  |   |
|---|---|---|
| «Vendre»  | «Sélectionner»  | «Maximiser»   |
| <p>Orienté sur l'acquisition de compétences pratiques. Les formations et ateliers (virtuels ou physiques) sont organisés sur des journées complètes afin d'intégrer rapidement une partie pratique à théorique.</p> <p>Le développement de la clientèle, la sollicitation, les meilleures pratiques de la</p> | <p>Orienté sur le développement des compétences intégrées à la stratégie globale de l'entreprise. Les formations de groupe et individualisées (virtuelles ou physiques) viseront la structuration des opérations et la réflexion stratégique des entrepreneurs.</p> <p>Les entrepreneurs seront</p> | <p>Fidéliser la clientèle, performer davantage, réduire les coûts, élargir sa gamme de produits ou standardiser sa production sont autant d'enjeux qui seront abordés au sein des cohortes «maximiser». Les entrepreneurs seront emmenés à améliorer leurs compétences de gestionnaires et de réfléchir</p> |

|  |  |   |
|--|--|---|
| vente, la gestion du temps, la présentation d'affaires et le service après-vente sont les principales compétences abordées afin de l'entrepreneur atteigne son seuil de rentabilité. | accompagnés par des intervenants afin de valider leur approche stratégique. Des formations individuelles (virtuelles ou physiques) en entreprise seront déployées afin d'accompagner les entrepreneurs à optimiser l'utilisation d'outils numériques spécifiques à leurs enjeux. | à leur vision et culture d'entreprise. Les notions abordées traitent de la gestion des équipes de vente, des stratégies de croissance, etc. Les cohortes «maximiser» allient formations de groupe et approche personnalisée tout en comptant davantage d'ateliers de co-développement et de séances de coaching afin de ne pas tomber dans les pièges de la maximisation. L'accompagnement peut être offert de manière présentielle ou virtuelle. |
|--|--|---|

### Échéancier

| 2020   | 2021   | 2022   |
|--|--|--|
| 12 cohortes commercialisation réalisées<br>5 cohortes croissance réalisées | 15 cohortes commercialisation réalisées<br>8 cohortes croissance réalisées | 14 cohortes commercialisation réalisées<br>8 cohortes croissance réalisées |

### Objectifs attendus et indicateurs de succès

La Ville octroie le financement à votre organisme pour la réalisation du projet décrit, qui permettra d'atteindre les résultats suivants :

#### Retombées attendues (2019-2022) :

##### 1. Cohortes parcours commercialisation

|      |   |
|------|---|
| 41   | Cohortes du parcours commercialisation        |
| 820  | Entrepreneurs accompagnés                     |
| 820  | Bilans de compétences                         |
| 820  | Tableaux de bords                             |
| 2214 | Heures de formation (virtuelles ou physiques) |

## 2. Cohortes parcours croissance

|       |   |
|-------|---|
| 21    | Cohortes du parcours croissance                     |
| 315   | Entrepreneurs accompagnés                           |
| 315   | Bilans de compétences                               |
| 315   | Tableaux de bords                                   |
| 945   | Heures de formation (virtuelle ou physique)         |
| 5 250 | Heures de coaching individuel (virtuel ou physique) |

**Indicateurs de résultats de mise en œuvre 2019-2022**

## 1. Cohortes parcours commercialisation

| Liste d'indicateurs  | Cible |
|--|-------|
| Nombre d'entrepreneurs ayant complété le parcours commercialisation                                  | 820   |
| Nombre d'entrepreneurs issus de la Diversité   | 420   |
| Nombre d'entrepreneurs du secteur de l'économie sociale  | 80    |
| Nombre de partenariats effectués avec des organismes qui représentent les clientèles de la Diversité | 2     |
| Nombre d'entrepreneurs dédiés au secteur du design et de l'architecture                              | 20    |
| Taux de satisfaction des participants des cohortes   | 80 %  |

## 2. Cohortes parcours Croissance

| Liste d'indicateurs   | Cible |
|---|-------|
| Nombre d'entrepreneurs ayant complété le parcours croissance            | 315   |
| Nombre d'entrepreneurs issus de la Diversité                            | 156   |
| Nombre d'entrepreneurs dédiés au secteur du design et de l'architecture | 45    |
| Nombre d'entrepreneurs du secteur de l'économie sociale                 | 45    |
| Taux de satisfaction des participants des cohortes                      | 80 %  |

Par ailleurs, la clientèle bénéficiaire des programmes doit être ventilée selon les catégories suivantes :

- Femmes
- Communautés autochtones
- Personnes issues de la diversité (immigrants, minorités visibles, communautés culturelles)

- Résidents temporaires (ex. étudiants internationaux, travailleurs temporaires)

### Budget simplifié 2019-2022

| Revenus                          | Montants           |
|----------------------------------|--------------------|
| Ville de Montréal                | 724 750 \$         |
| Autre partenaires                | 437 550 \$         |
| Entrepreneurs/partenaires privés | 291 700 &          |
| <b>Total</b>                     | <b>1 454 500\$</b> |

### Budget détaillé

|                                 | 2020      | 2021      | 2022      |
|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Contribution de la Ville</b> | 243 250\$ | 243 250\$ | 238 250\$ |
| <b>Contribution Ville (%)</b>   | 50 %      | 50%       | 50%       |

### Calendrier de reddition de comptes

| Documents exigés    | Date          | Contenu  |
|---------------------|---------------|--|
| Bilan mi-année 2020 | Décembre 2020 | Bilan des résultats obtenus à l'égard des retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La liste des participants</li> <li>• La liste des entreprises</li> <li>• Tableau des indicateurs mis à jour</li> </ul>   |
| Bilan annuel 2020   | Mai 2021      | Bilan des résultats obtenus à l'égard des retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La liste des participants</li> <li>• La liste des entreprises</li> <li>• Tableau des indicateurs mis à jour</li> </ul> <p>Détail des revenus et dépenses liés au projet</p> <p>Bilan de visibilité en accord avec le protocole de visibilité de l'annexe 2</p> |
| Bilan mi-année 2021 | Décembre 2021 | Bilan des résultats obtenus à l'égard des retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La liste des participants</li> <li>• La liste des entreprises</li> <li>• Tableau des indicateurs mis à jour</li> </ul>   |
| Bilan annuel        | Mai 2022      | Bilan des résultats obtenus à l'égard des  |

|                     |                |   |
|---------------------|----------------|---|
| 2021                |                | <p>retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● La liste des participants</li> <li>● La liste des entreprises</li> <li>● Tableau des indicateurs mis à jour</li> </ul> <p>Détail des revenus et dépenses liés au projet</p> <p>Bilan de visibilité en accord avec le protocole de visibilité de l'annexe 2</p>   |
| Bilan mi-année 2022 | Septembre 2022 | <p>Bilan des résultats obtenus à l'égard des retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● La liste des participants</li> <li>● La liste des entreprises</li> <li>● Tableau des indicateurs mis à jour</li> </ul>   |
| Bilan final 2022    | Janvier 2023   | <p>Bilan des résultats obtenus à l'égard des retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● La liste des participants</li> <li>● La liste des entreprises</li> <li>● Tableau des indicateurs mis à jour</li> </ul> <p>Détail des revenus et dépenses liés au projet</p> <p>Bilan de visibilité en accord avec le protocole de visibilité de l'annexe 2</p> |



## ADDENDA 1

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par maître Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 505, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 510, Montréal, Québec, H2Z 1Y7 agissant et représentée par M. Michel Fortin, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville offre une aide financière de 180 000 \$, laquelle a été approuvée le conseil d'agglomération par la résolution CG19 0133 en date du 28 mars 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

**ATTENDU QUE** la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

### **LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2 de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet; ».

3. La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'article 5.2.2 par le suivant :

5.2.2 Pour l'année 2020 :

5.2.2.1 une somme maximale de quatre-vingt mille dollars (80 000 \$) dans les trente (30) jours suivant la présentation au Responsable du bilan annuel de la réalisation du Projet en 2019;

4. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 5.2.2, de l'article 5.2.3 suivant :

5.2.3 Pour l'année 2021 :

5.2.2.2 une somme maximale de dix mille dollars (10 000 \$) dans les soixante (60) jours de la présentation au Responsable du bilan global de la réalisation des éditions 2019 et 2020 du Projet;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5. L'article 9 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

### **ARTICLE 9** **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

6. L'Annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 du présent addenda.

7. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

**LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2020

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Me Yves Saindon, greffier

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2020

**ECOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC**

Par : \_\_\_\_\_  
Michel Fortin, Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2020 (résolution \_\_\_\_\_).

## **Annexe 1**

### Projet

## **PROJET**

Le « Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance » est un programme mêlant formation, co-développement et accompagnement personnalisé qui vise à stimuler la croissance des entreprises à fort potentiel de développement du secteur culturel et créatif.

Il s'adresse particulièrement aux entreprises et organisations du secteur culturel et créatif (entreprises privées et OBNL) dans les secteurs de la mode, des arts vivants, du design et de l'architecture, des arts visuels et numériques ainsi que les industries culturelles et créatives ayant un chiffre d'affaires entre 250 000\$ et 1M \$.

L'objectif principal est de proposer un parcours destiné à stimuler l'innovation dans le modèle d'affaires des organisations culturelles et créatives montréalaises à fort potentiel de croissance et leur transmettre les compétences nécessaires pour impulser un développement accéléré et harmonieux. Les apprentissages et outils développés au sein du parcours sont destinés à être diffusés à l'ensemble des entreprises du secteur.

### **COMPOSANTES DU PARCOURS**

Le projet propose aux entreprises sélectionnées un parcours sur 8 mois, de mai à décembre et il est prévu d'accueillir en 2019 et 2020 des cohortes de 15 sociétés.

Chaque participant bénéficiera d'un programme composé :

- Un diagnostic de l'organisation et des compétences de ses gestionnaires;
- Un test AtmanPro et son interprétation personnalisée;
- Un diagnostic de situation des ressources humaines avec l'outil Portrait RH de Services Québec;
- 10 formations thématiques en groupe (voir pré-programmation) virtuelles ou physiques;
- 15 h de coaching individuel virtuelles ou physiques;
- 3 séances virtuelles ou physiques de codéveloppement permettant d'échanger des solutions pratiques entre participants;
- Un événement "lunch and learn" virtuel ou physique sur les ressources financières et techniques;
- Deux réseautages virtuels ou physiques avec des entrepreneurs inspirants du secteur;
- Quatre événements sociaux de réseautage et de partage d'expérience virtuels ou physiques;
- La participation à C2 MTL;
- Deux événements de lancement et un événement de clôture virtuels ou physiques en 2019 et 2020.

### **Activités liées au suivi des cohortes du Parcours C3 2019 et 2020 :**

Afin d'assurer une optimisation des apprentissages, d'aider à la mise en œuvre des pistes de solutions identifiées lors de leur passage dans le Parcours C3 l'année précédente et aussi

mieux mesurer les impacts du Parcours auprès des participants des cohortes précédentes, un ensemble d'activités sera proposé :

- coaching entre pairs virtuel ou physique sous forme de 2 séances de codéveloppement,
- participation à 3 ateliers à la carte dans la programmation de l'EEQ,
- des heures de coaching pour des interventions dans les organisations pour résoudre des problématiques critiques.

Ces deux derniers services (ateliers à la carte et coaching) seront mis à disposition des participants, qui décideront de s'en prévaloir sur une base volontaire.

Ainsi, le programme mis à la disposition des cohortes 2019 et 2020 sera le suivant :

- La participation à 2 séances virtuelles ou physiques de codéveloppement
- La participation virtuelle ou physique à 4 événements de réseautage, en même temps que la cohorte 2019 et 2020
- La participation virtuelle ou physique à 3 ateliers de leur choix dans la programmation de l'EEQ
- Une banque de 20 heures d'accompagnement, pour une utilisation sur demande pour l'ensemble des entreprises

## **INDICATEURS DE PERFORMANCE**

Afin de mesurer la performance et la pertinence de l'offre proposée, nous retiendrons les indicateurs de performance suivants, mesurés tout au long du parcours et durant l'année suivant la fin des activités :

- Évolution des compétences des entrepreneurs en lien avec les thématiques abordées;
- Nombre de participants dans le parcours;
- Taux d'assiduité dans les activités;
- Création d'emplois;
- Augmentation du chiffre d'affaires;
- Augmentation du Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)

**ADDENDA 1  
À LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS  
CG19 0058**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est le 1111, rue Saint Jacques ouest, Montréal, Québec, H3C 1B3, agissant et représentée par madame Marie Amiot, présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 05 décembre 2018;

Numéro d'inscription TPS : 788955524  
Numéro d'inscription TVQ : 1223187125

Ci-après appelé le « **Contractant** »

La Ville et le Contractant sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville a accordé un contrat de services professionnels pour offrir des formations spécifiques en 2019 et 2020 pour une somme maximale de 201 206,24 \$, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG19 0058 en date du 28 février 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

**ATTENDU QUE** la Ville et le Contractant se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

**ATTENDU QUE** la Ville reconnaît que la réalisation des travaux du Contractant peuvent nécessiter certains ajustements ou adaptations en raison de la pandémie COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la Ville;

**ATTENDU QUE** le Contractant propose un recalibrage des travaux prévus initialement pour répondre aux exigences que posent la pandémie et aux besoins identifiés par la Ville;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent conclure le présent Addenda afin d'apporter les

modifications requises à la Convention initiale;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.
2. L'article 4. de la Convention initiale est remplacé par suivant :

**ARTICLE 4**  
**DURÉE**

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2019 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services mais au plus tard le 30 juin 2021, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

3. L'article 8. de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

**ARTICLE 8**  
**HONORAIRES**

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent un mille deux cent six et 24 cents dollars (201 206,24 \$) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué ci-dessous :

8.2.1 Pour l'année 2019 :

8.2.1.1 une somme maximale de soixante-huit mille neuf cent quatre-vingt-cinq dollars (68 985 \$) sur présentation de factures des 5 formations dispensées aux cohortes durant l'année 2019;

8.2.2 Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 30 juin 2021 :

8.2.2.1 une somme maximale de cent trente-deux mille deux cent vingt et un dollars et 24 cents (132 221,24 \$) sur présentation des factures des 8 formations dispensées aux cohortes durant l'année 2020;

Chaque versement est conditionnel à ce que le Contractant ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4. L'Annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 jointe au présent Addenda No 1;





## ANNEXE 1

### Description de la prestation de service du Contractant



École des  
sciences de la  
créativité

#### Devis Factory – Programmation 2020-2021 28 avril 2020

Depuis mars 2020, le monde est en crise. Plus que jamais la créativité devient un atout essentiel pour permettre aux entreprises et aux individus de se transformer et faire face aux enjeux qui nous frappent. Montréal possède un savoir-faire unique en créativité et en innovation. Ce savoir-faire doit être intégré le plus rapidement possible dans tous les secteurs d'activité. Depuis l'annonce du confinement, Factory a travaillé sans relâche afin d'adapter son offre de formations en mode à distance. Depuis la signature de l'entente originale en 2019, Factory a donc une offre bonifiée au niveau des formats et elle a ajouté de nouvelles formations à distance à son portfolio.

Par la présente, nous souhaitons offrir à la ville la possibilité de profiter au maximum du portfolio bonifié de la Factory, afin de répondre à la nouvelle réalité du monde du travail. Les formations Factory sont idéales pour tout entrepreneur, jeune ou mature, qui souhaite faire face à une économie en pleine transformation.

Le (SDE) a identifié deux axes prioritaires dans son plan d'action en entrepreneuriat soit l'innovation pour soutenir des initiatives créatives visant à stimuler l'entrepreneuriat et le renforcement des compétences entrepreneuriales pour bonifier les compétences managériales des dirigeants des entreprises dans les secteurs prioritaires.

En 2019 la Ville de Montréal a profité des formations suivantes :

- 1 formation en Storytelling
- 2 formations en Design Thinking
- 1 formation en Modèle d'affaires
- 1 formation en Visualisation des données

| <b>2019</b>  |   |  |
|--|---|--|
| <b>Activités soutenues</b>                         | <b>Livrables</b>  | <b>Montant</b>                           |
| Performance des formations pour des cibles dédiées | 5 cohortes de 25 participants (3 formations d'une journée et deux formations de demi-journée) en présentiel dédiées aux cibles prioritaires | 60 000\$<br>ou 68 985\$ (taxes incluses) |
|  | 2 places par cohortes dédiées aux cibles prioritaires sur certaines formations ouvertes à tous, selon la programmation annuelle             |  |

En 2020-2021, en collaboration avec le SDE, l'École de créativité la Factory offrira neuf (9) formations spécifiques, faisant partie de sa programmation annuelle, à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDE pour une somme maximale de 132 221,24 \$, taxes incluses.

Les dates de ces cohortes dédiées, ainsi que le choix des formations, seront convenus par les parties, de façon régulière. Les parties conviendront, au plus tard les 30 juin 2020, 1er septembre 2020, 1er janvier 2021 et 30 avril 2021, des dates de formations dédiées au SDE pour les mois suivants.

De plus, le SDE bénéficiera annuellement de 2 places par cohorte, dédiées aux cibles prioritaires, sur certaines formations ouvertes à tous de la programmation régulière de la Factory pour un total de 48 places. Si, au cours d'une même année, l'École de créativité la Factory modifie sa programmation annuelle, elle en informera immédiatement la SDE qui aura la possibilité de choisir de nouvelles formations équivalentes, d'une durée similaire.

| <b>2020-2021 (au plus tard le 30 juin 2021)</b>    |   |   |
|--|---|---|
| <b>Activités soutenues</b>                         | <b>Livrables</b>  | <b>Montant</b>                                |
| Performance des formations pour des cibles dédiées | 9 cohortes de 25 participants (formation d'une journée en présentiel ou l'équivalent en ligne) dédiée aux cibles prioritaires | 115 000\$<br>ou 132 221,24\$ (taxes incluses) |

|  |   |  |
|--|---|--|
|  | 2 places par cohortes dédiées aux cibles prioritaires sur certaines formations ouvertes à tous, selon la programmation annuelle |  |
|--|---|--|

| Formations Factry                | Durée en jours | Nombre de cohortes (2020-2021) | En ligne | Nombre de places offertes au SDE (par cohorte) | Total des places offertes au SDE |
|----------------------------------|----------------|--------------------------------|----------|--|----------------------------------|
| Design Thinking (en ligne)       | 1              | 2                              | Oui      | 2  | 4                                |
| Storytelling (en ligne)          | 1              | 2                              | Oui      | 2  | 4                                |
| Posture créative (en ligne)      | 1              | 2                              | Oui      | 2  | 4                                |
| Brainstorming (en ligne)         | 1              | 2                              | Oui      | 2  | 4                                |
| Techniques d'idéation (en ligne) | 1              | 2                              | Oui      | 2  | 4                                |
| Visualisation des données        | 1              | 2                              | Non      | 2  | 4                                |
| Design Thinking                  | 1              | 3                              | Oui      | 2  | 6                                |
| Techniques d'idéation            | 1              | 2                              | Oui      | 2  | 4                                |
| Storytelling                     | 1              | 3                              | Oui      | 2  | 6                                |
| Posture créative                 | 1              | 2                              | Oui      | 2  | 4                                |
| Brainstorming                    | 1              | 2                              | Oui      | 2  | 4                                |
|                                  |                |                                |          |  |                                  |
| <b>Total</b>                     |                |                                |          |  | <b>48</b>                        |

## ADDENDA 2

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **PÔLE INNOVATION MTL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 603-1550, rue Metcalfe, Montréal, Québec H3A 3P1, agissant et représentée par M<sup>me</sup> Liette Lamonde, secrétaire du conseil d'administration, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville soutient la mise en place un nouveau pôle d'innovation à Montréal dédié aux startups, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG18 0547 en date du 25 octobre 2018 et modifiée par l'Addenda 1 approuvé par le conseil d'agglomération par la résolution CG20 0068 en date du 27 février 2020 (ci-après la « **Convention initiale** »);

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

**ATTENDU QUE** la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

**ATTENDU QUE** certaines activités du Projet ne peuvent être planifiées en 2020 par l'Organisme en raison des incertitudes liées aux déplacements et aux rassemblements;

### **LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2, de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet; ».

2. L'article 5.2.3 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« 5.2.3 Pour l'année 2020 :

5.2.3.1 une somme maximale de QUATRE-VINGT-DIX MILLE dollars (90 000 \$) dans les trente (30) jours suivant la signature de l'addenda 1;

5.2.3.2 une somme maximale de CENT MILLE dollars (100 000 \$) dans les trente (30) jours suivant la remise de la Reddition de comptes du Projet pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020, à la satisfaction du Responsable;

5.2.3.3 une somme maximale de TROIS CENT VINGT-CINQ MILLE dollars (325 000 \$) dans les trente (30) jours suivant la remise du plan de réalisation du projet mis à jour pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021, à la satisfaction du Responsable; ».

3. L'annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'annexe 1 du présent addenda.

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

**LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDICUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

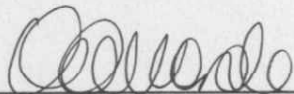
Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2020

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Yves Saindon, greffier

Le 15<sup>e</sup> jour de mai ..... 2020

**PÔLE INNOVATION MTL**

Par :  \_\_\_\_\_  
Liette Lamonde, secrétaire du  
conseil d'administration

Cette convention a été approuvée par le \_\_\_\_\_ de la Ville de Montréal, le \_\_\_\_\_ jour  
de \_\_\_\_\_ 2020 (résolution \_\_\_\_\_).

## ANNEXE 1

### PROJET

Bonjour Startup Montréal a pour mission de faire de Montréal un des écosystèmes de startups les plus audacieux et performants au monde en offrant aux fondateurs de startups un environnement où ils peuvent naître et croître à la mesure de leurs ambitions.

À l'échelle internationale, il est démontré que la mise en place d'un organisme fédérateur visant la représentation d'un l'écosystème génère un impact positif, permettant d'augmenter les connexions constructives au bénéfice des startups.

À Montréal, plusieurs partenaires se sont mobilisés pour faire émerger Bonjour Startup Montréal, comme organisme fédérateur de l'écosystème des startups. Sélectionné comme pôle d'innovation par le gouvernement du Québec, Bonjour Startup Montréal est une initiative issue de la collaboration entre la Fondation Montréal inc. et la Fondation OSMO. À cet effet, un projet de fusion des organismes est en cours afin de doter la métropole d'un organisme phare dans le domaine de l'entrepreneuriat où plusieurs ressources et services y seront mutualisés : bourses, mentorat, programmes d'innovation ouverte avec les grandes entreprises, location d'espaces à la Maison Notman et soutien à l'écosystème.

À la suite d'un exercice de concertation au cours de la dernière année, l'organisme a élaboré un plan stratégique relativement au volet écosystème pour raffiner son offre de services. Celui-ci sera complémentaire à PME MTL.

Les actions couvertes par la contribution financière de la Ville sont les suivantes :

1. Plateforme web – Parcours entrepreneurial;
2. Répertoire des startups montréalaises – gestion des données;
3. Vigie – Portrait annuel de l'écosystème montréalais;
4. Vigie – Écosystèmes internationaux;
5. Maillage et accueil de délégations étrangères;
6. Accompagnement enrichi des startups à l'international;
7. Étudiants internationaux entrepreneurs.

### **Objectifs, description des actions et renseignement à fournir pour la reddition de comptes**

#### **1. Plateforme web – Parcours entrepreneurial**

##### *Objectif*

Lancer une plateforme numérique regroupant les ressources relativement à l'écosystème de la métropole et veiller à la mise à jour des informations et des contenus.

##### *Description*

Associée à une nouvelle image de marque pour l'écosystème des startups, cette plateforme web deviendra à terme la vitrine principale de l'écosystème startup de Montréal pour les entrepreneurs et les membres de la communauté locale et internationale. Elle a pour objectif d'orienter les entrepreneurs dans leurs démarches, de la création à la croissance de leur startup. En partenariat avec les organismes de l'écosystème, elle vise la mise en valeur des ressources à la disposition des startups afin de simplifier et d'augmenter la clarté du parcours

entrepreneurial à Montréal. La plateforme vise également à positionner Montréal comme lieu privilégié pour le développement de startups. Les principales composantes de la plateforme sont les suivantes :

- un répertoire et une cartographie des organismes de soutien aux startups (accélérateurs, incubateurs, espaces de coworking, fonds de capital de risque et investisseurs) ainsi que des cartographies des programmes et des différents acteurs selon les industries;
- la liste des ressources gouvernementales et institutionnelles en collaboration avec Info-Entrepreneur ainsi qu'une section dédiée aux appels à candidature;
- un calendrier des événements de l'écosystème (réseautage, formation, concours et compétitions);
- un canal de communication collaboratif pour échanger et faire la promotion des opportunités par les différents acteurs;
- une offre de défis en innovation ouverte par de grandes organisations;
- une section sur les actualités comportant notamment des articles de blogue;
- un glossaire sur le vocabulaire lié aux startups;
- une cartographie des programmes offerts selon les industries;
- un onglet sur les talents concentrant les offres d'emploi proposées par les startups;
- des sessions d'informations en ligne.

À cette plateforme, un service de conciergerie aux startups sera mise en place pour guider les entrepreneurs en devenir et les entrepreneurs en action dans le développement de leur projet et les orienter vers les ressources les plus pertinentes de l'écosystème.

#### *Renseignements à fournir pour la reddition de comptes*

- Composantes de la plateforme numérique mise en ligne;
- Partenariats réalisés pour nourrir les contenus et les données de la plateforme;
- Stratégie éditoriale avec des partenaires pour diffuser de l'information sur l'écosystème (exemple, appel à candidature et événements affichés);
- Mécanismes mis en place pour la mise à jour des informations;
- Statistique sur la fréquentation de la plateforme (nombre de visites et visiteurs uniques);
- Nombre de sessions d'information en ligne et nombre de startups rejointes;
- Nombre de défis en innovation ouverte et nombre de collaboration d'affaires entre startups et grandes organisations découlant de cette initiative;
- Organisation et activités du service de conciergerie et nombre de clients desservis.

## **2. Répertoire des startups montréalaises – gestion des données**

### *Objectif*

Créer un répertoire des startups montréalaises et le mettre à la disposition de la communauté en fonction d'un protocole d'utilisation et de partage des données.

### *Description*

En collaboration avec les dépositaires de données sur les entreprises en démarrage, une base de données sera développée en fonction des informations requis par les investisseurs et les entrepreneurs pour faciliter la croissance de leurs activités. La base de données comprendrait notamment des informations sur les entreprises, les fondateurs, les investissements réalisés (montants et industries) et éventuellement les programmes d'incubation et d'accélération suivis. Les données permettraient à la fois de documenter l'ampleur et la performance de Montréal concernant les startups ainsi que de fournir un outil de repérage efficace pour le maillage entre

les startups et les différents partenaires. La protection des données est un enjeu majeur pour le succès du projet. Une équipe légale sera mise sur pied pour assurer le respect de la loi sur la protection de la donnée ainsi que d'un comité de gouvernance de la donnée.

*Renseignements à fournir pour la reddition de comptes*

- Catégories de renseignements disponibles sur les startups;
- Nombre de startups présentées dans le répertoire;
- Mécanismes pour la validation de la qualité et de l'authenticité de la donnée;
- Liste des partenaires fournissant des données sur les startups;
- Protocole d'utilisation et de partage de donnée;
- Statistiques sur les utilisateurs;
- Description sur l'usage des données en vue de documenter l'écosystème et de réaliser des activités de maillages.

### **3. Vigie – Portrait annuel de l'écosystème montréalais**

*Objectif*

Élaborer un portrait annuel de l'écosystème des startups de Montréal avec le milieu universitaire, tout en collaborant au projet national québécois de collecte de données sur ce thème.

*Description*

À partir de renseignements collectés par sondage et de statistiques provenant de différentes bases de données, un portrait de l'écosystème des startups serait dressé annuellement, permettant notamment d'observer le nombre d'entreprises en démarrage sur le territoire, le taux de succès, le parcours entrepreneurial et les secteurs économiques émergents à Montréal. Bénéficiant de l'apport méthodologique et analytique du milieu universitaire, le portrait poserait également un regard sur les forces et les faiblesses de l'écosystème.

*Renseignements à fournir pour la reddition de comptes*

- Portrait annuel publié sur l'écosystème des startups à Montréal;
- Cadre méthodologique déployé, organisations contributrices d'information et partenaires financiers du secteur privé;
- Renseignements sur le nombre d'entreprises en démarrage sur le territoire, le taux de succès, le parcours entrepreneurial et les secteurs économiques émergents à Montréal notamment;
- Nombre de téléchargements du portrait annuel;
- Partenariat établi et mutualisation des ressources convenues avec le Mouvement des accélérateurs d'innovation du Québec pour contribuer à la recherche sur ce thème à l'échelle québécois.

### **4. Vigie – Écosystèmes internationaux \***

*Objectif*

Coordonner les contributions des différents organismes économiques montréalais (ex. Real Venture et Centech) à une étude de positionnement international du territoire montréalais et proposer des solutions aux enjeux en regard des meilleures pratiques à l'étranger.

*Description*

Bonjour Startup Montréal coordonnera le membership de Montréal au Startup Genome,



comprenant l'adhésion de la Ville, relativement au rapport annuel de positionnement des écosystèmes de startups à travers le monde et y coordonnera également la cueillette des informations nécessaires au rapport. Des recherches supplémentaires seront menées pour identifier et mettre en place les meilleures pratiques ainsi que pour suivre les autres initiatives de classement et d'évaluation des écosystèmes de startups, notamment dans le cadre de l'Union européenne. Un événement annuel visera à présenter les résultats aux acteurs de développement économique de la métropole ainsi que diverses activités visant l'implantation de nouvelles pratiques.

#### *Renseignements à fournir pour la reddition de comptes*

- Partenaires financiers et activités de coordination mis en place à Montréal pour contribuer à la publication annuelle d'un rapport de positionnement international;
- Participation à deux rencontres annuelles d'échange avec les membres internationaux du Startup Genome;
- Analyse des autres classements internationaux de positionnement des écosystèmes de startups et validation de l'initiative ou des initiatives les plus porteuses pour la contribution statistique de Montréal;
- Rapports de mission de reconnaissance des écosystèmes similaires les plus performants dont la majeure partie sera jumelée à des initiatives de déplacement existantes;
- Tenue et nombre de participants à l'événement annuel présentant les résultats de la vigie des écosystèmes internationaux;
- Stratégie d'action pour pallier aux lacunes de Montréal et liste des pratiques innovantes potentielles à implanter à Montréal;
- Mise en place d'un réseau d'innovateurs engagés montréalais pour implanter de nouvelles pratiques et initiatives;
- Nombre de nouvelles pratiques et d'initiatives implantées à Montréal.

*\* En raison de l'incertitude des déplacements à l'étranger dans le contexte de la COVID-19, certaines actions de ce volet pourront nécessiter certains ajustements ou une mise en pause durant la crise sanitaire.*

## **5. Maillage et accueil de délégations étrangères liées aux écosystèmes de startups \***

### *Objectif*

Développer une offre d'activités de maillage entre les startups montréalaises et les grands groupes en déplacement à Montréal ainsi que proposer en collaboration avec la Ville de Montréal un service d'accueil pour les délégations internationales issues du milieu des startups en accordant la priorité à certains marchés ou à certains moments de l'année, lors de grands événements d'affaires dans la métropole.

### *Description*

En collaboration avec le Service de développement économique et les institutions œuvrant dans le domaine de l'attraction des investissements, Bonjour Startup Montréal organisera annuellement des activités de maillage et des rencontres B2B entre les grands groupes de passage à Montréal et des jeunes entreprises prometteuses repérées grâce au répertoire des startups de Montréal. De plus, en complémentarité avec les acteurs qui accueillent régulièrement des délégations étrangères (Ville de Montréal, Gouvernement du Québec, Montréal international et Investissement Québec, etc.) ou à la demande de la Ville de Montréal, un nouveau service sera déployé pour améliorer l'accueil de délégations étrangères issues du milieu des startups et leur faire découvrir les principales stratégies, pratiques et institutions de la métropole (incubateurs, accélérateurs et autres centres d'expertise en innovation), en particulier

lors de grands événements d'affaires à Montréal. Une attention particulière sera portée sur les marchés prioritaires identifiés dans la planification annuelle.

#### *Renseignements à fournir pour la reddition de comptes*

- Partenariats établies avec les organisations œuvrant dans l'attraction de grandes entreprises, tel que Montréal international, afin de réaliser des activités de maillages et des rencontres B2B avec des startups;
- Nombre et nature des activités de maillage entre les startups montréalaises et les entreprises étrangères de passage à Montréal ainsi que le nombre de rencontres B2B;
- Nombre de startups montréalaises ayant bénéficié d'activités de maillage et des rencontres B2B avec les grandes entreprises de l'international ainsi que les ventes ou investissements découlant de ces activités;
- Nombre et données sur la composition de délégations étrangères accueillies, selon les marchés ciblés ou les événements d'affaires priorités;
- Structure de la tarification mise en place pour l'accueil de délégations, le cas échéant.

*\* En raison de l'incertitude des déplacements à l'étranger dans le contexte de la COVID-19, certaines actions de ce volet pourront nécessiter certains ajustements ou une mise en pause durant la crise sanitaire.*

## **6. Toile de promotion et de connexion internationale / Calendrier de missions et des autres activités visant l'internationalisation des startups \***

### *Objectif*

Développer et maintenir un réseautage ciblé avec les acteurs clés des plus importants écosystèmes de startups mondiaux ainsi que bâtir un calendrier des missions et des autres activités visant l'internationalisation des startups avec le soutien des autres partenaires montréalais et québécois.

### *Description*

Les interlocuteurs clés des écosystèmes du top 20 mondial (de Startup Genome) sont extrêmement sollicités. Ceux-ci sont des organismes fédérateurs comme Bonjour Startup Montréal dans les grandes villes, des investisseurs en capital de risque, des dirigeants de startups, de petites ou de grandes entreprises, des chercheurs de haut niveau ou des facilitateurs. Ces personnes peuvent, par leur propre réseau, contribuer significativement à la croissance des startups montréalaises. Or, les startups montréalaises qui cherchent à entrer en contact avec eux ont peu de chance de réussir. Bonjour Startup Montréal, en tant que représentant désigné de l'écosystème montréalais peut établir un canal de communications plus efficace avec les acteurs clés. Bonjour Startup Montréal travaillera ainsi à tisser une toile de connexions internationales de haut niveau avec ces joueurs dans une dizaine de villes sélectionnées en accord avec la Ville de Montréal, dans les secteurs prioritaires pour l'économie de Montréal, dans le but d'aider les startups montréalaises, susciter des partenariats et accueillir à Montréal des délégations à l'occasion de grands événements (C2MTL, Startupfest, etc.). Bonjour Startup Montréal tissera également sa toile internationale avec les grands groupes montréalais, québécois ou canadiens privés ou institutionnels ayant des filiales à l'étranger (par ex. : Caisse de dépôt et placement du Québec).

De plus, un calendrier des missions et autres actions visant l'internationalisation des startups sera conçu en collaboration avec les partenaires montréalais. En lien, Bonjour Startup Montréal fera la promotion des missions internationales menées par les acteurs de l'écosystème, dont la Ville de Montréal, dans le but de faciliter le recrutement, assurer une meilleure préparation des startups en amont et un meilleur suivi en aval. Avec la Ville, des vitrines présentant

l'écosystème pourront être réalisées dans les événements internationaux d'ici et d'ailleurs.

#### *Renseignements à fournir pour la reddition de comptes*

Toile de promotion et de connexion internationale :

- Méthodologie utilisée pour identifier les écosystèmes prioritaires et les profils type des interlocuteurs clés visées en fonction des secteurs prioritaires de Montréal;
- Planification des activités de promotion et de rayonnement à l'étranger, deux mois avant le début de l'année civile suivante;
- Liste des interlocuteurs clés/ciblés;
- Actions mises en place pour maintenir et élargir ce réseau de contacts;
- Nombre de grands groupes montréalais contribuant à la toile de connexion internationale constituée à partir de leurs filiales établies à l'étranger;
- Nombre de startups ayant eu recours à la « toile » de connexion internationale;
- Nombre de délégations attirées à Montréal grâce aux actions de Bonjour Startup Montréal lors de grands événements;

Calendrier de missions et des autres activités visant l'internationalisation des startups :

- Calendrier des missions et autres activités visant l'internationalisation des startups, élaboré avec le Service de développement économique et les différents partenaires (une mise à jour sera également transmise à l'automne de chaque année);
- Nombre et nature des activités visant les missions internationales (promotion, recrutement, formation, etc.);
- Nombre de vitrines en collaboration avec la Ville présentant l'écosystème de Montréal dans les événements d'affaires.

*\* En raison de l'incertitude des déplacements à l'étranger dans le contexte de la COVID-19, certaines actions de ce volet pourront nécessiter certains ajustements ou une mise en pause durant la crise sanitaire.*

## **7. Étudiants internationaux entrepreneurs \***

### *Objectif*

Coordonner un projet visant la rétention des étudiants internationaux par l'entrepreneuriat par le biais d'outils, d'activités, de formations et de mises en contact avec l'écosystème entrepreneurial.

### *Description*

En collaboration avec la Ville de Montréal, Bonjour Startup Montréal souhaite coordonner un projet visant les étudiants internationaux entrepreneurs. Sous la forme d'un passeport, il permettra d'offrir à des étudiants internationaux entrepreneurs sélectionnés des formations et différentes entrées dans des événements afin qu'ils puissent découvrir le milieu des affaires montréalais et ainsi accroître la rétention du talent entrepreneurial à Montréal. Plusieurs activités seront prévues dans les universités de Montréal pour présenter le projet. L'organisme coordonnera également un comité de sélection des candidats et effectuera le suivi des cohortes d'étudiants internationaux bénéficiant d'un passeport mis en place et géré par Bonjour Startup Montréal. Plus spécifiquement, le projet se déclinerait en 4 volets soient :

- Guider les étudiants internationaux entrepreneurs par la mise à disposition et la promotion d'outils.
- (In)former les accompagnateurs en universités (clubs entrepreneuriaux et associations étudiantes) afin qu'ils puissent mieux orienter les étudiants internationaux désirant entreprendre et ceux en démarches entrepreneuriales.

- Collaborer et participer à 5 activités universitaires soutenues par la Ville de Montréal qui vise à faire découvrir l'entrepreneuriat aux étudiants internationaux.
- Accompagner chaque année une cohorte d'étudiants internationaux entrepreneurs qui auront accès à un passeport entrepreneurial leur donnant accès à l'écosystème entrepreneurial (formation, activités, etc.) et à des services afin de faciliter leurs succès et leur développement à Montréal.

#### *Renseignements à fournir pour la reddition de comptes*

##### Volet Guider :

- Mécanismes et stratégies mis en place pour la mise à jour et la diffusion des informations s'adressant directement aux étudiants internationaux;
- Statistique sur le nombre d'étudiants internationaux rejoints (à partir de 2020-2021);

##### Volet Informer :

- Nombre d'organismes et de personnes accompagnateurs formés dans les universités;

##### Volet Faire découvrir

- Présences dans les activités liées à l'action;

##### Volet Accompagner :

- Nombre de personnes et de projets entrepreneuriaux par cohorte;
- Nombre d'activités offertes dans le cadre du passeport;
- Progression des étudiants étrangers dans leur projet d'entreprise et dans leur décision de s'installer au Québec.

*\* En raison du contexte de la COVID-19 et des priorités d'action de l'Organisme, certaines actions de ce volet pourront nécessiter certains ajustements ou une mise en pause durant la crise sanitaire.*

#### **Reddition de comptes et délai de transmission**

##### Document et délai de transmission

- Un bilan des réalisations du 1<sup>er</sup> novembre 2018 au 31 mars 2019 – au plus tard le 30 juin 2019.
  - Liste et description des démarches de mise en place du pôle d'innovation, comprenant la composition des comités relativement à la gouvernance et les dates des séances tenues ainsi que les embauches effectuées;
  - Devis de la plateforme numérique et toutes autres démarches pour son lancement;
  - Activités réalisées pour la création d'une image de marque;
  - Activités réalisées pour mettre en place une stratégie de promotion et de communication de la plateforme et de l'image de marque;
  - Tenue de rassemblement(s) de l'écosystème montréalais, le programme des activités visant le partage des meilleures pratiques et de contenus pédagogiques ainsi que l'identification de solutions et d'opportunités pour l'écosystème; la liste des acteurs de l'écosystème invités établie en partenariat avec la Ville de Montréal, le nombre de participants selon le type d'organisme.

Le bilan financier du projet (état des résultats) – au plus tard le 30 juin 2019.

- Le rapport de Reddition de comptes du projet du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020 – au plus tard le 30 juin 2020
  - Résultats obtenus en regard des objectifs et renseignements ci-haut mentionnés pour chacune des actions;

- Structure de gouvernance de l'organisme, composition des groupes de travail et les dates des séances tenues;
- Nombre d'employés dédiés à la réalisation des actions ci-haut mentionnées;
- Dépenses liées aux déplacements;
- Tout autre renseignement permettant l'appréciation du renforcement de l'écosystème.

Un bilan financier du projet doit être joint au rapport de Reddition de comptes, en plus des obligations financières prévues à l'article 4.5.3 de la convention.

- Le rapport de Reddition de comptes du projet du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021 – au plus tard le 30 juin 2021
  - Résultats obtenus en regard des objectifs et renseignements ci-haut mentionnés pour chacune des actions;
  - Structure de gouvernance de l'organisme, composition des groupes de travail et les dates des séances tenues;
  - Nombre d'employés dédiés à la réalisation des actions ci-haut mentionnées;
  - Dépenses liées aux déplacements;
  - Tout autre renseignement permettant l'appréciation du renforcement de l'écosystème.

Un bilan financier du projet doit être joint au rapport de Reddition de comptes, en plus des obligations financières prévues à l'article 4.5.3 de la convention. De plus, la mise à jour du plan de réalisation doit être jointe à ce rapport de Reddition de comptes.

- Le rapport de Reddition de comptes du projet du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022 – au plus tard le 30 juin 2022
  - Résultats obtenus en regard des objectifs et renseignements ci-haut mentionnés pour chacune des actions;
  - Structure de gouvernance de l'organisme, composition des groupes de travail et les dates des séances tenues;
  - Nombre d'employés dédiés à la réalisation des actions ci-haut mentionnées;
  - Dépenses liées aux déplacements;
  - Tout autre renseignement permettant l'appréciation du renforcement de l'écosystème.

Un bilan financier du projet doit être joint au rapport de Reddition de comptes, en plus des obligations financières prévues à l'article 4.5.3 de la convention.

#### *Retombées*

- Une étude sur le taux de satisfaction des organismes de soutien de l'écosystème des startups à Montréal à propos de la qualité de la collaboration avec Bonjour Startup Montréal ainsi que la pertinence de son offre de services – au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2021;
- Compilation des facteurs qui favorisent et découragent la rétention des étudiants étrangers bénéficiant du passeport et évaluation de l'impact du passeport sur la rétention – au plus tard le 30 juin 2022.

## Budget – Volet Écosystème

| Revenus (K\$)                             | 2018 - 2020<br>(17 mois) | 2020-2021        | 2021-2022        | TOTAL             |
|---|--------------------------|------------------|------------------|-------------------|
| <b>Fonctionnement général<sup>1</sup></b> |                          |                  |                  |                   |
| Gouvernement du Québec                    | 400 000                  | 400 000          | 400 000          | 1 200 000         |
| Partenaires privés                        | 1 115 888                | 2 695 490        | 3 326 435        | 7 126 101         |
| <b>Actions spécifiques</b>                |                          |                  |                  |                   |
| Gouvernement du Québec                    | 280 000                  | 500 000          | 500 000          | 1 280 000         |
| Ville de Montréal                         | 260 000                  | 500 000          | 500 000          | 1 260 000         |
| Partenaires privés                        | 58 000                   | 170 000          | 416 000          | 644 000           |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>2 113 888</b>         | <b>4 265 490</b> | <b>5 130 725</b> | <b>11 510 101</b> |

<sup>1</sup> Le fonctionnement général de l'organisme portant sur le renforcement de l'écosystème couvre d'autres projets en développement : talent, entrepreneuriat féminin, santé mental des entrepreneurs, relations publiques, événements, mobilisation des partenaires, scouting de startups et activités de connexions.

| Dépenses (K\$)   | 2018 - 2020<br>(17 mois) | 2020-2021        | 2021-2022        | TOTAL             |
|--|--------------------------|------------------|------------------|-------------------|
| <b>Fonctionnement général</b>  |                          |                  |                  |                   |
| Rémunération   | 409 604                  | 1 402 933        | 1 736 965        | 3 549 502         |
| Frais externe (communication, événements et honoraires professionnels)     | 408 750                  | 504 912          | 809 985          | 1 723 647         |
| Loyer, fournitures, déplacement et autres frais administratifs             | 286 032                  | 777 971          | 769 896          | 1 833 899         |
| <b>Actions spécifiques</b>   |                          |                  |                  |                   |
| Plateforme web – Parcours entrepreneurial                                  | 262 500                  | 468 895          | 271 810          | 800 310           |
| Répertoire des startups montréalaises – gestion des données                | 173 680                  | 383 150          | 386 300          | 943 130           |
| Vigie – Portrait annuel de l'écosystème montréalais                        | 114 750                  | 141 688          | 143 336          | 399 774           |
| Vigie – Écosystèmes internationaux   | 47 500                   | 48 568           | 135 270          | 284 338           |
| Maillage et accueil de délégations étrangères                              | 83 000                   | 104 875          | 247 240          | 545 010           |
| Toile de promotion et de connexion internationale / Calendrier de missions | 47 500                   | 132 275          | 214 100          | 403 875           |
| Étudiants internationaux entrepreneurs                                     | 25 000                   | 25 000           | 55 000           | 135 000           |
| Programme Scaleup (non financé par la Ville)                               | 214 000                  | 205 000          | 290 600          | 709 600           |
| Frais administratifs   | 41 572                   | 70 223           | 81 933           | 193 728           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2 113 888</b>         | <b>4 265 490</b> | <b>5 142 435</b> | <b>11 510 101</b> |



**Dossier # : 1207898001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports ,<br>Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Accorder un soutien financier total et maximal de 975 000 \$ à l'organisme Conseil du sport de l'île de Montréal en provenance du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports afin de contribuer au développement du sport régional et du sport de haut niveau à Montréal pour la période du 1 <sup>e</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet. |

Il est recommandé de :

1. Accorder un soutien financier de 975 000 \$ à Conseil du sport île de Montréal, en provenance du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, afin de contribuer au développement du sport de haut niveau et du sport régional de l'île de Montréal pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2023;
2. Approuver la convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant total et maximal de 975 000 \$ selon une répartition de 325 000 \$ par année.

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité



**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1207898001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports ,<br>Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Accorder un soutien financier total et maximal de 975 000 \$ à l'organisme Conseil du sport de l'île de Montréal en provenance du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports afin de contribuer au développement du sport régional et du sport de haut niveau à Montréal pour la période du 1e janvier 2021 au 31 décembre 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Conseil du sport de l'île de Montréal (CSIM) a été créé en 2018 dans la foulée des recommandations du milieu sportif montréalais lors des Sommets du sport de Montréal 2016 et 2018. Forte de l'appui des conseils du Réseau du sport étudiant du Québec – région Montréal, de Défi sportif AlterGo, de Sport Montréal et d'Excellence sportive de l'île de Montréal (ESIM), le CSIM a pour objectif le développement du sport régional et de haut niveau, en collaboration avec la Direction des sports et les arrondissements.

À la suite de la concertation en sport régional en 2019 coordonnée par la Direction des sports en 2019, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a recommandé d'offrir un soutien financier à un organisme multisports rassembleur pour une offre de service en sport régional à Montréal.

Depuis 2013, la Ville de Montréal via la Direction des sports, soutient ESIM pour l'offre de services spécialisés aux athlètes de la relève montréalaise, à leurs groupes d'entraînement, à leurs entraîneurs et autres intervenants gravitant autour de ces athlètes. Or, ESIM a choisi de transférer ces mandats d'offre de service au sport de haut niveau au CSIM.

Le 26 mars 2020, le CSIM faisait une demande d'aide financière de 2 050 000 \$ pour les années 2021, 2022 et 2023. Le CSIM souhaite contribuer activement au développement du sport sur l'île de Montréal.

Le présent dossier vise à confirmer, pour trois ans, une entente de soutien à la mission du CSIM d'une valeur équivalente à l'entente de trois ans avec ESIM qui prendra fin le 31 décembre 2020. Cette entente permettra à l'organisme de soutenir à la fois le sport de haut niveau et le sport régional.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

### **CG18 0117 - 22 février 2018**

Accorder un soutien financier total et maximal de 975 000 \$ à l'organisme Excellence sportive de l'île de Montréal en provenance du budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports afin de contribuer au développement du sport de haut niveau et au rayonnement de l'île de Montréal / Approuver un projet de convention à cette fin

### **CG16 0415 - 22 juin 2016**

Approuver la convention avec l'organisme Excellence sportive de l'île de Montréal, se terminant le 31 décembre 2017 et octroyer une contribution financière totale et maximale de 490 000 \$ provenant du Protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M\$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025.

### **CG15 0346 - 28 mai 2015**

Approuver un addenda à la convention entre la Ville et ESIM de façon à permettre à la Ville d'effectuer le 2<sup>e</sup> versement, soit 120 000 \$, de sa contribution financière totale annuelle en 2015 et en 2016 dès que l'organisme aura obtenu, d'autres partenaires, une somme minimale de 200 000 \$ en argent et/ou biens/services.

## **DESCRIPTION**

Le CSIM a pour mission de contribuer activement au développement du sport en plaçant l'athlète et sa pratique sportive au cœur de toutes ses interventions. Cette mission permet d'offrir aux athlètes, aux intervenants qui les accompagnent, aux clubs sportifs, aux associations régionales et aux organisations sportives multisports membres, l'opportunité d'un soutien et d'une collaboration qui favorise le développement intégré du sport dans les cinq sphères reconnues de la pratique sportive (découverte, initiation, récréation, compétition et excellence).

Le CSIM désire maintenir ses services pour le développement du sport d'excellence tout en permettant la création de services pour le sport régional selon les trois axes suivants (voir plan d'action en pièce jointe):

- Axe « Athlète » : Fournir des services complémentaires au développement des athlètes de la relève sur l'île de Montréal et des intervenants sportifs qui les entourent;
- Axe « Événement » : Coordonner le groupe des partenaires des événements sportifs de Montréal;
- Axe « Synergie » : Assurer le leadership nécessaire à la création d'une synergie pour optimiser le développement du sport et le rayonnement de l'île de Montréal.

Le CSIM offrira annuellement à une clientèle de plus de 3 000 athlètes et intervenants sportifs, un accès à une offre de services comprenant : sciences de l'entraînement, soutien à l'entraînement, services médicaux et paramédicaux, services de développement personnel, soutien aux intervenants sportifs. Cette offre de services, soutenue par la Ville de Montréal, est complémentaire à celle de l'Institut national du sport du Québec (INSQ). Le CSIM sera l'un des huit centres régionaux d'entraînement multisports (CREM) qui sont une partie intégrante du réseau provincial de l'INSQ. Il est important de noter que l'INSQ a confirmé le transfert des mandats et de la contribution financière accordé à ESIM au CSIM à

partir du 1er janvier 2021.

L'ajout du sport régional au mandat de sport de haut niveau permettra une plus grande concentration des services chez un même organisme pour ainsi avoir une vision intégrée du développement sportif à Montréal. La pratique du sport régional nécessite un échange inter arrondissement de plateaux sportifs tout en allant au-delà du service sportif de proximité offert par les arrondissements. Le sport régional comprend un accompagnement auprès des associations régionales, des ligues sportives ainsi que des nombreux clubs sportifs qui desservent une clientèle provenant de plusieurs arrondissements.

La convention avec ESIM prendra fin le 31 décembre 2020. Le SGPMRS recommande d'approuver la convention avec CSIM pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023 et d'octroyer un soutien financier total de 975 000 \$. Ce montant représente 30,4 % du budget de l'organisme, alors que l'INS Québec contribuerait également à la hauteur de 30,4 % (325 000 \$ annuellement).

## JUSTIFICATION

Le soutien de la Ville à CSIM est en deçà du montant demandé par l'organisme. Cependant, ce montant est cohérent avec les soutiens attribués dans les années passées et permet une priorisation des actions selon une vision sportive intégrée incluant :

- Le sport de haut niveau : selon le modèle d'intervention en sport de haut niveau au Québec : l'offre de services spécialisés aux athlètes, complémentaires à l'entraînement déjà offert par les clubs sportifs locaux, est conférée aux CREM. Le soutien de la Ville est essentiel à la reconnaissance du CSIM par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES) et par l'INSQ à titre de CREM.
- Le sport régional: lors des Sommets du sport 2016 et 2018, le milieu sportif a indiqué vouloir se doter d'un organisme dédié exclusivement au sport permettant de bien maîtriser et desservir les intérêts d'un développement organisé intégré à Montréal. Le soutien au CSIM est complémentaire aux actions de la Ville en matière de sport régional.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les prévisions budgétaires sont en pièce jointe.

Le soutien financier de 975 000 \$ pour une période de 36 mois est équivalent au soutien accordé à ESIM pour les 36 mois précédents, soit 325 000 \$ annuellement. Cette dépense serait assumée à 100 % par l'agglomération.

### **Soutien recommandé - Projet de convention 2021-2023 (échéance 31 décembre 2023) - Total de 975 000 \$**

| Du 1 <sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021 | Du 1 <sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022 | Du 1 <sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023 |
|---|---|---|
| 325 000 \$  | 325 000 \$  | 325 000 \$  |

Les modalités de la convention prévoient 9 versements conditionnels à la remise, par l'organisme, des livrables identifiés à la convention à la satisfaction du SGPMRS.

Un soutien en biens et services pour l'utilisation d'espaces au Complexe sportif Claude-Robillard est présenté à l'annexe 2 de la convention.

Les montants nécessaires à ce dossier sont prévus au budget du SGPMRS.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Les mandats du CSIM se réalisent entre autres par le biais de la concertation et la participation de nombreux intervenants montréalais en provenance de tous les milieux (sportif, scolaire, touristique, économique et institutionnel) mettant ainsi la collectivité au cœur du développement durable.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Principaux impacts à court terme :

- Sans le soutien financier de la Ville, CSIM perdrait le statut de CREM accordé par le MÉES. Montréal serait la seule agglomération d'importance au Québec à ne pas disposer d'un CREM. Faute de soutien financier suffisant, certains athlètes « Élite », « Relève » et « Espoir » montréalais risquent d'interrompre leur carrière avant d'atteindre leur plein potentiel ou décideront de la poursuivre ailleurs;
- La contribution de la Ville a un effet de levier pour l'obtention d'autres sources de financement par l'organisme. L'accord de soutien de la Ville est exigé de la part des autres partenaires financiers ou en biens/services, notamment par l'INSQ.

Principaux impacts à long terme :

- Le développement d'une offre sportive au niveau régional se veut un levier pour faciliter l'accès à plus de citoyens montréalais à des apprentissages, une structure et une communauté de sports organisés.
- Le soutien contribue à maintenir le leadership de la métropole dans le sport de haut niveau et de permettre aux athlètes de poursuivre leur développement tant sportif qu'académique au Québec;
- Les actions du CSIM pour les événements sportifs sont un réel besoin de la communauté sportive. Elles génèrent des avantages et des retombées au plan sportif, médiatique et social ainsi que des legs engendrés par l'accueil d'événements majeurs à Montréal.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

La convention est maintenue telle quelle.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire (annexe 3 de la convention).

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**Juin 2020** soumission du dossier au conseil d'agglomération pour approbation  
**1er février 2021** premier versement de 195 000 \$ au CSIM

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie MAHONEY  
conseiller(ere) en planification

**Tél :** 514-868-7471  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-04-19

Christine LAGADEC  
c/d orientations

**Tél :** (514) 872-4720  
**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS  
Directeur

**Tél :** 514-872-0035  
**Approuvé le :** 2020-05-15

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE  
directeur(trice)

**Tél :** 514.872.1456  
**Approuvé le :** 2020-05-19

**CONSEIL DU SPORT DE L'ILE DE MONTRÉAL**  
**PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2021**  
**VERSION COMPLÈTE ET INTÉGRALE v-6**

| Page 1 de 4   | PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES CSIM 2021 RÉVISÉES | PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES CSIM 2021 INITIALES | Affectations budgétaires 2021 |                 | NOTES ET COMMENTAIRES  |
|---|---|--|-------------------------------|-----------------|--|
|   |   |  | Ville de Mtl 2021             | INS Québec 2021 |  |
| <b>REVENUS</b>                                      |   |  |                               |                 |  |
| <b>SUBVENTIONS &amp; CONTRIBUTIONS</b>              |   |  |                               |                 |  |
| S66-3125-00-00 SUBVENTION DÉV. ÉCONOMIQUE CANADA    |   |  |                               |                 |  |
| S66-3130-00-00 SUBVENTION EMPLOI ÉTUDIANTS CANADA   | 55 000  | 55 000   |                               |                 |  |
| S66-3135-00-00 SUBVENTION GOUV DU QUÉBEC            | 0   | 0  |                               |                 |  |
| S66-3140-00-00 SUBVENTION AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL | 325 000   | 600 000  | 325 000                       |                 |  |
| S66-3145-00-00 CONTRIBUTION INS QUÉBEC              | 325 000   | 325 000  |                               | 325 000         |  |
|   |   |  |                               |                 |  |
| <b>SOUS TOTAL SUBVENTION &amp; CONTRIBUTION</b>     | <b>705 000</b>                                      | <b>980 000</b>                                       |                               |                 |  |
|   | -----   | -----  |                               |                 |  |
| COMMANDITE & PUBLICITÉ                              | 10 000  | 10 000   |                               |                 |  |
| S66-3400-00-00 PROJETS SPÉCIAUX                     | 22 000  | 22 000   |                               |                 | Commandite «événements actifs» et revenus événements (location équipements et autres)  |
| S66-3500-00-00 SOMMET DU SPORT DE MTL 2020          | 45 000  | 45 000   |                               |                 | Les revenus incluent des frais d'inscription des participants et des revenus en commandite pour l'événement  |
| S66-3320-00-00 SOIRÉE DES LAURÉATS MONTRÉALAIS 2019 | 50 000  | 50 000   | 10 000                        |                 |  |
| S66-3420-00-00 AUTRES REVENUS (PAAC et autres)      | 15 000  | 15 000   |                               |                 | On anticipe des revenus à la baisse à ce niveau considérant l'augmentation des frais du programme PAAC et conséquemment moins d'intérêt pour certains athlètes |
|   | -----   | -----  | -----                         | -----           |  |
| <b>SOUS TOTAL DES AUTRES REVENUS</b>                | <b>142 000</b>                                      | <b>142 000</b>                                       | <b>335 000</b>                | <b>325 000</b>  |  |
|   | -----   | -----  | -----                         | -----           |  |
| <b>TOTAL DES REVENUS</b>                            | <b>847 000</b>                                      | <b>1 122 000</b>                                     |                               |                 |  |
|   |   |  |                               |                 |  |
| <b>DEPENSES</b>                                     |   |  |                               |                 |  |
|   |   |  |                               |                 |  |
| <b>SALAIRES &amp; BÉNÉFICES MARGINAUX</b>           | <b>53 730</b>                                       | <b>53 730</b>  | <b>15 000</b>                 | <b>46 750</b>   |  |
|   | -----   | -----  |                               |                 |  |
| <b>FRAIS D'ADMINISTRATION</b>                       |   |  |                               |                 |  |
| S66-4201-00-00 DÉPENSES GÉNÉRALE D'ADMINISTRATION   | 1 000   | 1 000  |                               |                 |  |
| S66-4220-00-00 AMORT. EQUIPM & MOBILIER             | 1 000   | 1 000  |                               |                 |  |
| S66-4230-00-00 FOURNITURES DE BUREAU                | 5 000   | 5 000  |                               |                 |  |
| S66-4240-00-00 FRAIS DE POSTE & MESSAGERIE          | 300   | 300  |                               |                 |  |
| S66-4280-00-00 CONCIERGERIE & ENTRE DIVERS          | 300   | 300  |                               |                 |  |
| S66-4290-00-00 FRAIS DE VISA, MC, INTERAC, ETC.     | 200   | 200  |                               |                 |  |
|   | -----   | -----  |                               |                 |  |
| <b>SOUS TOTAL FRAIS D'ADMINISTRATION</b>            | <b>7 800</b>  | <b>7 800</b>   | <b>6 000</b>                  |                 |  |
| <b>TÉLÉPHONIE &amp; COMMUNICATION</b>               |   |  |                               |                 |  |
| S66-4310-00-00 SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE BUREAU          | 1 000   | 1 000  |                               |                 |  |
| S66-4320-00-00 CELLULAIRES DU PERSONNEL             | 2 500   | 3 500  |                               |                 |  |
| S66-4330-00-00 HÉBERGEMENT DU SITE WEB              | 0   | 0  |                               |                 |  |
| S66-4340-00-00 DÉV. & RODAGE BASE DE DONNÉES        | 1 200   | 1 200  |                               |                 |  |
| S66-4350-00-00 LICENCES DIVERSES D'EXPLOITATION     | 300   | 300  |                               |                 |  |
|   | -----   | -----  |                               |                 |  |
| <b>SOUS TOTAL TÉLÉPHONIE &amp; COMMUNICATION</b>    | <b>5 000</b>  | <b>6 000</b>   | <b>5 000</b>                  |                 |  |
| <b>Sous-totaux dépenses page 1</b>                  | <b>66 530</b>                                       | <b>67 530</b>  | <b>26 000</b>                 | <b>46 750</b>   |  |

| Page 2 de 4   | PRÉVISIONS<br>BUDGÉTAIRES<br>ANNUELLES<br>2021<br>RÉVISÉES | PRÉVISIONS<br>BUDGÉTAIRES<br>ANNUELLES<br>2021<br>INITIALES | Affectations budgétaires |                    | NOTES ET COMMENTAIRES   |
|---|--|---|--------------------------|--------------------|---|
|   |  |   | Ville de Mtl<br>2021     | INS Québec<br>2021 |   |
| <b>INFORMATIQUE &amp; TÉLÉCOMMUNICATION</b>                   |  |   |                          |                    |   |
| S66-4410-00-00 ORDINATEURS BUREAU PORTABLE & DOCKIN           | 0  | 10 000  |                          |                    |   |
| S66-4420-00-00 LOGICIELS ET LICENCES D'EXPLOITATION           | 500  | 500   |                          |                    |   |
| S66-4430-00-00 IMPRIMANTES                                    | 3 500  | 3 500   |                          |                    |   |
| S66-4435-00-00 SERVICES INTERNET                              | 3 500  | 3 500   |                          |                    |   |
| S66-4450-00-00 SERVEUR INFORMATIQUE / BASE DONNÉES            | 2 500  | 2 500   |                          |                    |   |
| S66-4460-00-00 AMORTISSEMENT ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE          | 500  | 500   |                          |                    |   |
|   | -----  | -----   |                          |                    |   |
| <b>SOUS TOTAL INFORMATIQUE &amp; TÉLÉCOMMUNICATION</b>        | <b>10 500</b>  | <b>20 500</b>   | <b>8 000</b>             |                    |   |
|   |  |   |                          |                    |   |
| <b>INSTANCES, RÉUNIONS &amp; COMITÉS</b>                      |  |   |                          |                    |   |
| S66-4510-00-00 RÉUNIONS CONSEIL D'ADMINISTRATION              | 1 000  | 1 000   |                          |                    |   |
| S66-4550-00-00 RÉUNIONS DU PERSONNEL                          | 1 500  | 1 500   |                          |                    |   |
| RÉUNIONS DES DIVERS COMITÉS ET GR DE TRAVAIL                  | 1 000  | 1 000   |                          |                    |   |
|   | -----  | -----   |                          |                    |   |
| <b>SOUS TOTAL INSTANCES, RÉUNIONS &amp; COMITÉS</b>           | <b>3 500</b>   | <b>3 500</b>  | <b>3 000</b>             |                    |   |
|   |  |   |                          |                    |   |
| <b>IMPARTITION &amp; HONORAIRES PROFESSIONNELS</b>            |  |   |                          |                    |   |
| S66-4610-00-00 SERVICE PAIE, COMPTABILITÉ, TENUE DE LIVRES    | 10 000   | 10 000  |                          |                    |   |
| S66-4620-00-00 FRAIS AUDIT FINANCIER                          | 5 000  | 5 000   |                          |                    |   |
| S66-4630-00-00 HONORAIRES PROFESSIONNELS                      | 1 000  | 1 000   |                          |                    |   |
| S66-4640-00-00 FRAIS BANCAIRES                                | 250  | 250   |                          |                    |   |
| S66-4650-00-00 FRAIS SERVICES INFORMATIQUES & ENTRETIEN       | 250  | 250   |                          |                    |   |
|   | -----  | -----   |                          |                    |   |
| <b>SOUS TOTAL IMPARTITION &amp; HONORAIRES PROFESSIONNELS</b> | <b>16 500</b>  | <b>16 500</b>   | <b>13 000</b>            |                    |   |
|   |  |   |                          |                    |   |
| <b>PROMOTION &amp; COMMUNICATION</b>                          |  |   |                          |                    |   |
| S66-4702-00-00 RÉDACTION AFFECTATION / TRADUCTION             | 500  | 500   |                          |                    |   |
| S66-4710-00-00 MATÉRIEL PROMOTIONNEL DIVERS                   | 500  | 1 000   |                          |                    |   |
| S66-4730-00-00 SITE WEB & MAINTENANCE                         | 000  | 10 000  |                          |                    |   |
| S66-4750-00-00 PLAN DE MARKETING et COMM                      | 10 000   | 15 000  |                          | 6 000              | Composante du total admissible INS Québec pour administration (25%) |
| S66-4760-00-00 FRAIS DE MEMBERSHIP                            | 0  | 0   |                          |                    |   |
| S66-4770-00-00 ÉQUIPE MONTRÉAL                                | 0  | 0   |                          |                    |   |
| S66-4780-00-00 OUTILS PROMOTIONNELS                           | 1 000  | 1 000   |                          |                    |   |
| S66-4790-00-00 BANQUE PHOTOS                                  | 500  | 500   |                          |                    |   |
| S66-4795-00-00 CONFÉRENCES DE PRESSE & RELATIONS MÉDIAS       | 12 000   | 12 000  |                          | 12 000             | Composante du total admissible INS Québec pour administration (25%) |
|   | -----  | -----   | -----                    | -----              |   |
| <b>SOUS TOTAL PROMOTION &amp; COMMUNICATION</b>               | <b>24 500</b>  | <b>40 500</b>   | <b>2 000</b>             |                    |   |
| <b>Sous-total dépenses page 2</b>                             | <b>55 000</b>  | <b>81 000</b>   | <b>26 000</b>            | <b>18 000</b>      |   |
| <b>Sous-total dépenses page 1 + 2</b>                         |  | <b>148 530</b>  | <b>52 000</b>            |                    |   |

| Page 3 de 4  | PRÉVISIONS<br>BUDGÉTAIRES<br>ANNUELLES<br>2021<br>RÉVISÉES | PRÉVISIONS<br>BUDGÉTAIRES<br>ANNUELLES<br>2021<br>INITIALES | Affectations budgétaires |                    | NOTES ET COMMENTAIRES   |
|--|--|---|--------------------------|--------------------|---|
|  |  |   | Ville de Mtl<br>2021     | INS Québec<br>2021 |   |
| <b>FRAIS DE REPRÉSENTATION</b>   |  |   |                          |                    |   |
| S66-4810-00-00 FRAIS DE<br>REPRÉSENTATION – DIR GÉNÉRAL                | 3 000  | 3 000   |                          |                    |   |
| S66-4820-00-00 REPRÉSENTATION<br>RESP SERVICES AUX ATHLÈTES            | 1 500  | 1 500   |                          |                    |   |
| S66-4830-00-00 FRAIS DE<br>REPRÉSENTATION RESP COMMUNIC.               | 1 000  | 1 000   |                          |                    |   |
| S66-4840-00-00 REPRÉSENTATION<br>RESP FINANCES ET COMMANDITES          | 1 500  | 1 500   |                          |                    |   |
| S66-4870-00-00 REPRÉSENTATION<br>AGENTS DEV SPORTIF RÉGIONAL           | 000  | 3 000   |                          |                    |   |
| S66-4850-00-00<br>REPRÉSENTATION CA/BÉNÉVOLE                           | 6 000  | 6 000   |                          |                    |   |
| S66-4860-00-00<br>REPRÉSENTATION AUTRES                                | 1 200  | 1 200   |                          |                    |   |
|  | -----  | -----   |                          |                    |   |
| <b>SOUS TOTAL FRAIS DE<br/>REPRÉSENTATION</b>                          | <b>14 200</b>  | <b>17 200</b>   |                          |                    |   |
|  |  |   |                          |                    |   |
| <b>AXE ÉVÉNEMENTS SPORTIFS</b>   |  |   |                          |                    |   |
| S66-6020-00-00 RÉUNIONS<br>GROUPE DE TRAVAIL                           | 500  | 500   |                          |                    |   |
| S66-6080-00-00 FRAIS<br>D'ACCOMPAGNEMENT DE PROJET                     | 7 500  | 7 500   |                          |                    | Revenus divers associés   |
| PROJET «ÉVÈNEMENT ACTIF»   | 10 000   | 15 000  |                          |                    | Projet MPA... 15 000 en 2018-19, recherche de commandites<br>pour 2019-2020 |
| AFFECTATION SALARIALE  | 56 715   | 121 715   |                          |                    |   |
|  | -----  | -----   |                          |                    |   |
| <b>SOUS TOTAL AXE ÉVÉNEMENTS<br/>SPORTIFS</b>                          | <b>74 715</b>  | <b>144 715</b>  | <b>25 000</b>            |                    |   |
|  | -----  | -----   |                          |                    |   |
| <b>AXE SYNERGIE DU SPORT ET<br/>DÉVELOPPEMENT SPORTIF<br/>RÉGIONAL</b> |  |   |                          |                    |   |
| S66-7010-00-00 RÉUNIONS<br>GROUPE DE TRAVAIL SYNERGIE                  | 500  | 500   |                          |                    |   |
| S66-7030-00-00 RENCONTRES<br>SECTORIELLES                              | 2 500  | 5 500   | 2 500                    |                    |   |
| S66-7020-00-00 SOMMET DU<br>SPORT                                      | 43 000   | 45 000  | 32 500                   |                    |   |
| S66-7050-00-00 SOIRÉE DES<br>LAURÉATS MONTRÉALAIS                      | 50 000   | 60 000  | 17 500                   |                    |   |
| PROJET DE VALORISATION ET<br>RECONNAISSANCE SPORT RÉGIONAL             | 000  | 20 000  | 000                      |                    |   |
| AFFECTATION SALARIALE  | 38 805   | 138 805   | 000                      |                    |   |
|  | -----  | -----   | -----                    |                    |   |
| <b>SOUS TOTAL AXE SYNERGIE ET<br/>DÉVELOPPEMENT SPORT RÉGIONAL</b>     | <b>134 805</b>   | <b>269 805</b>  | <b>52 500</b>            |                    |   |
|  | -----  | -----   | -----                    |                    |   |
| <b>Sous-totaux dépenses page 3</b>                                     | <b>223 720</b>   | <b>431 720</b>  | <b>77 500</b>            |                    |   |
|  |  |   |                          |                    |   |
|  |  |   |                          |                    |   |
| <b>Sous-totaux dépenses<br/>pages 1, 2 et 3</b>                        |  | <b>580 250</b>  | <b>77 500</b>            | <b>64 750</b>      |   |



| Page 4 de 4  | PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2021 RÉVISÉES | PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2021 INITIALES | Affectations budgétaires |                 | NOTES ET COMMENTAIRES   |
|--|--|---|--------------------------|-----------------|---|
|  |  |   | Ville de Mtl 2021        | INS Québec 2021 |   |
| <b>AXE SERVICES AUX ATHLETES ET INTERVENANTS SPORTIFS</b>                                    |  |   |                          |                 |   |
| S66-5000-00-00 RÉUNIONS GR DE TRAVAIL ET INTERVENANTS POUR CONCERTATION SERVICES             | 5 000  | 5 000   |                          | 5 000           | Projet INS Q  |
| S66-5040-00-00 RENDEZ-VOUS ESIM  | 25 000   | 25 000  | 25 000                   |                 |   |
| S66-5060-00-00 FRAIS DE RECONNAISSANCE PARTENAIRES   | 1 000  | 1 000   | 1 000                    |                 |   |
|  | -----  | -----   | -----                    | -----           |   |
| <b>SOUS TOTAL SERV. ATHLETES &amp; INTERV. SPORTIFS - DIVERS</b>                             | <b>31 000</b>                                  | <b>31 000</b>                                   | <b>26 000</b>            | <b>5 000</b>    |   |
| <b>SCIENCES DE L'ENTRAÎNEMENT</b>  |  |   |                          |                 |   |
| S66-5110-00-00 ÉVALUATION DE LA CONDITION PHYSIQUE   | 10 000   | 10 000  |                          | 10 000          |   |
| S66-5120-00-00 ANALYSE BIOMÉCANIQUE  | 0  | 0   |                          |                 |   |
| S66-5130-00-00 PRÉPARATION PHYSIQUE  | 153 500  | 153 500   |                          | 153 500         | Incluant 3 salles ESIM  |
| S66-5140-00-00 PLANIFICATION DE L'ENTRAÎNEMENT   | 7 500  | 7 500   |                          | 7 500           |   |
| S66-5150-00-00 NUTRITION SPORTIVE  | 12 000   | 12 000  |                          | 12 000          |   |
| S66-5160-00-00 PSYCHOLOGIE SPORTIVE  | 18 000   | 18 000  |                          | 18 000          |   |
| S66-5170-00-00 ÉDUCATION À LA PERFORMANCE  | 5 000  | 5 000   |                          | 5 000           |   |
|  | -----  | -----   | -----                    | -----           |   |
| <b>SOUS TOTAL SCIENCES DE L'ENTRAÎNEMENT</b>   | <b>206 000</b>                                 | <b>206 000</b>                                  |                          | <b>206 000</b>  | Projet INS Q  |
| <b>SERVICES MÉDICAUX &amp; PARAMÉDICAUX SPORTIFS</b>   |  |   |                          |                 |   |
| S66-5210-00-00 PHYSIO / THÉRAPIE DU SPORT /chiro + NEURO                                     | 15 000   | 15 000  |                          | 15 000          |   |
| S66-5270-00-00 FRAIS COUVERT D'ASSURANCE PAAC  | 6 000  | 6 000   |                          | 6 000           |   |
|  | -----  | -----   | -----                    | -----           |   |
| <b>SOUS TOTAL SERVICES MÉDICAUX ET PARAMÉDICAUX</b>  | <b>21 000</b>                                  | <b>21 000</b>                                   |                          | <b>21 000</b>   | Projet INS Q  |
| <b>SOUTIEN AUX INTERVENANTS SPORTIFS</b>   |  |   |                          |                 |   |
| S66-5310-00-00 FORMATION CONTINUE DE L'ENTRAÎNEUR  | 3 000  | 3 000   | 3 000                    |                 |   |
| S66-53XX-00-00 PROJET MENTORAT SPORTIF   | 9 500  | 9 500   | 9 500                    |                 |   |
| S66-5330-00-00 CONSULTANTS SPÉCIALISTES SPORTIFS   | 2 000  | 2 000   | 2 000                    |                 |   |
|  | -----  | -----   | -----                    | -----           |   |
| <b>SOUS TOTAL SOUTIEN AUX INTERVENANTS SPORTIFS</b>  | <b>14 500</b>                                  | <b>14 500</b>                                   | <b>14 500</b>            |                 |   |
| <b>SOUTIEN À L'ENTRAÎNEMENT &amp; AUX COMPÉTITIONS</b>                                       |  |   |                          |                 |   |
| S66-5401-00-00 PROJET SALLE ENTRAINEMENT ESIM  | 25 000   | 25 000  | 25 000                   |                 |   |
| S66-5410-00-00 FRAIS DE DÉPLACEMENT  | 3 500  | 3 500   |                          |                 |   |
| S66-5420-00-00 ACCÈS SALLES D'ENTRAÎNEMENT   | 2 000  | 2 000   | 1 000                    | 1 000           |   |
| S66-5430-00-00 ACHAT MATÉRIEL SPÉCIALISÉ   | 5 000  | 5 000   |                          | 5 000           | Projet INS Q  |
| S66-5440-00-00 ACCÈS PLATEAUX SPÉCIALISÉS  | 2 000  | 2 000   | 2 000                    |                 |   |
|  | -----  | -----   | -----                    | -----           |   |
| <b>SOUS TOTAL SOUTIEN ENTRAINEMENT &amp; COMPÉTITIONS</b>                                    | <b>37 500</b>                                  | <b>37 500</b>                                   | <b>28 000</b>            | <b>6 000</b>    |   |
|  | -----  | -----   | -----                    | -----           |   |
| <b>AFFECTATION SALARIALE AGENTE GEHN, personnel ESIM, coordination générale et étudiants</b> | <b>149 250</b>                                 | <b>179 250</b>                                  | <b>137 000</b>           | <b>12 250</b>   | Composante du total admissible INS Québec pour administration (25%) |
|  | -----  | -----   | -----                    | -----           |   |
| <b>SOUS TOTAL AXE SERV. AUX ATHLETES &amp; INTERV. SPORTIFS</b>                              | <b>459 250</b>                                 | <b>489 250</b>                                  | <b>137 000</b>           | <b>250 250</b>  |   |
|  | -----  | -----   | -----                    | -----           |   |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES</b>  | <b>804 500</b>                                 | <b>1 069 500</b>                                | <b>335 000</b>           | <b>315 000</b>  | <b>600 000</b>  |
|  |  |   |                          |                 |   |
| <b>SURPLUS (OU DÉFICIT)</b>  | <b>42 500*</b>                                 | <b>32 500*</b>                                  |                          | <b>10 000</b>   | • Contingence totale @ 5 %  |
|  | <b>42 500</b>                                  | <b>32 500</b>                                   | <b>335 000</b>           | <b>325 000</b>  |   |

## Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

| OBJECTIFS   | ACTIONS/LIVRABLES  | ÉCHÉANCES   | INDICATEURS   | CIBLES   | Notes et commentaires au 24 avril 2019   |  |
|---|--|---|---|--|--|--|
| Impact significatif sur les athlètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants | <p><b>1.1</b><br/>A) Un panier de services qui répondent aux besoins des clientèles et qui génèrent des impacts/retombées significatifs.</p> <p>B) Un cadre de services clair en fonction des orientations de l'INSQ (en tenant compte des équipements et des autorisations accordées au CSIM pour son <b>Programme ESIM</b>) et du classement prioritaire des GEHN et des clientèles établies par le <b>Programme ESIM</b> du CSIM.</p> | <p><b>1.1.1</b> - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes :</p> <p>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;</p> <p>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;</p> | <p><b>1.1.1.1</b> - n. de GEHN recevant au moins un service direct du CSIM via son <b>Programme d'ESIM</b></p>  | <p>De façon globale, desservir plus de <b>1 500</b> athlètes de haut niveau par des services qui génèrent des impacts positifs selon la répartition suivante: <u>n. de GEHN utilisateurs</u> : (programme d'aide aux GEHN)</p>   | <p>Actuellement, 125 GEHN sont dûment accrédités. Un grand total de 2 630 athlètes sont accrédités avec ESIM</p> |  |
|   |  |   |   | <p><b>125</b> GEHN au 30 juin 2021</p> <p><b>125</b> GEHN au 31 décembre 2021</p>  |  |  |
|   |  |   | <p><b>1.1.1.2</b> - n. d'athlètes individuels de catégories relève ou élite (pas compris dans les GEHN) recevant au moins un service direct du CSIM vis son <b>Programme d'ESIM</b></p>   | <p><u>n. d'athlètes individuels</u> : (programme d'aide individuelle)</p> <p><b>100</b> athlètes individuels au 30 juin 2021</p> <p><b>100</b> athlètes individuels au 31 décembre 2021</p>  |  | <p>92 athlètes individuels reçoivent le soutien du CSIM. Ce chiffre fluctue selon les admissibilités des athlètes et le roulement normal à ce niveau</p>   |
|   |  |   | <p><b>1.1.1.3</b> - N. d'athlètes ayant participé à une formation lors de laquelle des informations spécifiques quant à <u>un programme d'assurances</u> auront été transmises (ex. Programme d'assurance PAAC)</p>   | <p>Les services médico-sportifs via le programme d'Assurances des athlètes du Canada (PAAC) ou tout autre programme similaire</p> <p><b>70</b> GEHN et 45 athlètes individuels ...</p>   |  | <p>Le CSIM via son <b>Programme ESIM</b> offre et promouvoit le PAAC auprès des GEHN et athlètes accrédités grâce à des formations ciblées. Les informations relatives aux programmes d'assurances PAAC sont communiquées lors des diverses rencontres d'informations tenues avec les athlètes du <b>Programme ESIM</b>. De nombreuses rencontres individuelles sont tenues annuellement et deux rencontres collectives sont généralement prévues au calendrier habituel du <b>Programme ESIM</b> du CSIM.</p> |
|   |  | <p><b>1.1.1.4</b> - N. d'athlètes et de GEHN ayant participé à une formation lors de laquelle des informations spécifiques quant à <u>un programme de socio-financement</u> auront été transmises</p>   | <p>La diffusion et la communication d'informations spécifiques pour des initiatives de socio-financement à des GEHN et à des athlètes individuels (non-compris dans des GEHN ou pour des projets de socio-financement individuels) pour <b>50 GEHN et 25 athlètes individuels</b></p> | <p>Deux sessions de formation complètes sont prévues habituellement durant l'année. Depuis les dernières années, on estime que mensuellement, entre <b>5 et 10</b> autres athlètes et parents dans le besoin rencontrent le CSIM afin d'être soutenus et accompagnés en socio-financement.</p> |  |  |

# Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

| OBJECTIFS   | ACTIONS/LIVRABLES  | ÉCHÉANCES   | INDICATEURS   | CIBLES   | Notes et commentaires au 24 avril 2019   |  |
|---|--|---|---|--|--|--|
| 1 - Offrir des services de qualité ayant un in        |  |   | 1.1.1.5 - Niveau d'adéquation générale entre le panier de services ESIM et les orientations de l'INSQ.  | Le panier de services sera en adéquation à 100% avec les orientations de l'INS Québec pour les athlètes élités et relève et selon les paramètres établis avec l'INS Québec.  | Depuis son implantation, ESIM s'est assurée de mettre en place une offre de services en adéquation à <b>100%</b> avec le panier de services de l'INS Québec considérant les mandats dévolus aux divers CREM incluant le CSIM par l'INS Québec.   |  |
|   |  |   | 1.1.1.6 - Positionnement du niveau de services d'ESIM par rapport aux autres CREM au Québec.  | Se positionner parmi les deux premiers CREM en termes de nombre d'athlètes desservis et en termes de nombre de GEHN desservis par rapport aux autres CREM au Québec.   | En 2018-2019, ESIM se situait au <b>1er rang</b> des CREM quant au nombre d'athlètes desservis.  |  |
|   |  |   | 1.1.2 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes :<br><br>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021; | 1.1.2.1 - Niveau d'adéquation entre les services offerts et les besoins exprimés   | Les services offerts sont en adéquation à <b>75%</b> avec les besoins admissibles exprimés lors de l'analyse des besoins et en fonction des paramètres de services des CREM (ex. Exclusion des demandes d'assistance financière pour des frais de compétitions et de camp d'entraînement pcc dépenses non admissibles) |  |
|   |  |   | 1.1.2.2 - Niveau de satisfaction des clients par rapport aux services offerts   | Les clients se disent satisfaits ou très satisfaits des services offerts dans une proportion de <b>75 %</b>  |  |  |
| liètes élités et relève, les GEHN, les entraîneurs et | 2.1 - Exploiter, au CSCR, de façon optimale, une salle d'entraînement dédiée aux athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élités et relève (DLTA) | 2.1.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes :<br><br>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021; | 2.1.1.1 - n. de GEHN utilisateurs   | 45 GEHN (450 athlètes environ)   |  |  |
|   |  |   | 2.1.1.2 - n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN)  | 75 athlètes individuels (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN)   |  |  |
|   |  |   | 2.1.1.3 - Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle en fonction des services admissibles   | niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à <b>75%</b> quant à :<br>qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)<br>qualité des services offerts<br>qualité d'accès p/r aux demandes d'accès<br>Les services offerts via la salle ESIM du CSCR sont en adéquation à <b>75%</b> avec les besoins exprimés et pour les services admissibles. |  |  |
|   | 2.2 - Assurer une offre d'un «point de services en entraînement» dans une salle d'entraînement dans la région Ouest de l'île de Montréal à                         | 2.2.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes :  | 2.2.1.1 - n. de GEHN utilisateurs   | 20 GEHN (120 athlètes environ)   |  |  |
|   |  |   | 2.2.1.2 - n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN)  | 25 athlètes individuels (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN)   |  |  |
|   |  |   |   |  |  |  |

## Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

| OBJECTIFS   | ACTIONS/LIVRABLES   | ÉCHÉANCES  | INDICATEURS   | CIBLES   | Notes et commentaires au 24 avril 2019 |
|---|---|--|---|--|--|
| 2 - Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes intervenants | l'intention des athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA).   | A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;   | 2.2.1.3 - Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle en fonction des services admissibles | niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à <b>70%</b> quant à : qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)                          |  |
|   |   | B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;  |   | qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)   |  |
|   |   |  |   | qualité des services offerts   |  |
|   |   |  |   | qualité d'accès p/r aux demandes d'accès   |  |
|   |   | Les services offerts via l'Espace ESIM de la salle de l'Ouest de l'Île de Mtl sont en adéquation à <b>70 %</b> avec les besoins exprimés et pour les services admissibles.         |   |  |  |
| 2 - Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes intervenants | 2.3 Assurer une offre d'un «point de services en entraînement» dans une salle d'entraînement dans la région <b>Est de l'île de Montréal</b> à l'intention des athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA). | 2.3.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes :   | 2.3.1.1 - Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle en fonction des services admissibles | Niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à <b>60%</b> quant à :   |  |
|   |   | A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021  |   | qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)   |  |
|   |   | B) 1er FÉVRIER 202 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;   |   | qualité des services offerts   |  |
|   |   |  |   | qualité d'accès p/r aux demandes d'accès   |  |
|   |   |  |   | Les services offerts via l'Espace ESIM dans l'Est de l'île de Mtl sont en adéquation à <b>60 %</b> avec les besoins exprimés et les services admissibles.                |  |
|   |   |  |   |  |  |
|   |   | 2.3.1.2 - n. de GEHN utilisateurs  | <b>6 GEHN</b> (60 athlètes environ)   |  |  |
|   |   | 2.3.1.3 - n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN)   | <b>12 athlètes individuels</b> (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN)                     |  |  |
| 3 - Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes intervenants | 3.1 - Implanter un programme de mentorat pour jeunes entraîneurs.   | 3.1.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants est remis aux dates suivantes :  | 3.1.1.1 - Nombre d'entraîneurs «juniors» ayant complété le programme  | <b>12 entraîneurs</b> «juniors» au total   |  |
|   |   | A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;   |   |  |  |
|   |   | B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2022;  |   |  |  |
| 3 - Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes intervenants | 3.2 - Assurer la réalisation de trois Rendez-vous ESIM des athlètes   | 3.2.1 - Les informations relatives aux RV ESIM des athlètes sont incluses dans le rapport final produit au plus tard le 1er août 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021 | 3.2.1.1 Nombre de participantes et participants pour l'ensemble des trois RV ESIM                             | Un total de <b>300 athlètes</b> du <b>Programme ESIM</b> issus de <b>40 GEHN</b> accrédités différents auront participé à l'un ou l'autre des trois RV ESIM des athlètes |  |
|   |   |  | 3.2.1.2 Niveau de satisfaction des différents participants  | Les participantes et participants aux RV ESIM des athlètes se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de <b>75%</b>                                     |  |

## Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

| OBJECTIFS   | ACTIONS/LIVRABLES   | ÉCHÉANCES   | INDICATEURS  | CIBLES   | Notes et commentaires au 24 avril 2019 |
|---|---|---|--|--|--|
| 3 - Offrir des services aux athlètes  |   |   | 3.2.1.3 Imputation budgétaire maximale   | Un montant maximum de <b>25 000\$</b> de la contribution de la Ville de Montréal sera affecté à la réalisation des trois RV ESIM des athlètes  |  |
| 4 - Contribuer à augmenter les retombées pour la communauté sportive montréalaise et assurer un développement synergique de la pratique sportive régionale      | 4.1 - Assurer la réalisation d'un <b>Sommet du sport de Montréal</b> en avril/mai 2021  | 4.1.1 - Un rapport spécifique d'activités sera produit au plus tard le 1er août 2021 sur la réalisation du projet   | 4.1.1.1 Nombre de participantes et participants au Sommet du Sport de Montréal 2021  | 200 personnes issues de 40 organisations différentes   |  |
|   |   |   | 4.1.1.2 Niveau de satisfaction des différents participants   | Les participantes et participants au Sommet du Sport de Montréal 2021 se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de 75%   |  |
|   |   |   | 4.1.1.3 Imputation budgétaire maximale   | Un montant maximum de 32 500\$ de la contribution de la Ville de Montréal sera affecté à la réalisation du Sommet du Sport de Montréal 2021  |  |
|   | 4.2 Assurer la réalisation de la <b>Soirée des Lauréats montréalais 2021</b>  | 4.2.1 Rapport d'activités spécifique incluant une section sur la provenance et le niveau de participation des clubs et organisations sportives montréalaises ayant soumis une ou plusieurs candidatures sera produit le 1er FÉVRIER 2022;   | 4.2.1.1 Liste et provenance des clubs et organisations montréalaises ayant soumis un ou plusieurs dossiers de candidatures dans le contexte de la Soirée des Lauréats montréalais 2021 | 35 organisations sportives ou clubs montréalais différents représentant l'ensemble de l'île de Montréal auront soumis une ou plusieurs candidatures  |  |
|   |   |   | 4.2.1.2 Niveau de satisfaction des différents participants à la Soirée des Lauréats Montréalais 2021   | Les participantes et participants à la Soirée des Lauréats Montréalais se seront dits satisfaits ou très satisfaits à <b>75%</b> de façon générale   |  |
|   | 4.3 - Assurer l'élaboration d'un plan de développement visant la coordination efficace des divers programmes et services de soutien au développement sportif régional | 4.3.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants au développement du projet est remis aux dates suivantes :<br><br>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2022; | 4.3.1.1 Nombre de participantes et participants au processus d'élaboration du Plan de développement du soutien au développement sportif régional                                       | 35 organisations régionales ou locales différentes, issues des trois grandes régions montréalaises, auront participé au processus d'élaboration d'un Plan de développement des programmes et services de soutien au développement sportif régional |  |
| 4.3.1.2 - Niveau de satisfaction des différents clubs et asso. régionales ayant participé aux rencontres régionales et spécifiques sur le Plan de développement |   |   | Les participantes et participants aux diverses rencontres régionales ou sportives se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de <b>75%</b>                            |  |  |

## Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

| OBJECTIFS   | ACTIONS/LIVRABLES  | ÉCHÉANCES  | INDICATEURS   | CIBLES  | Notes et commentaires au 24 avril 2019 |
|---|--|--|---|---|--|
| augmenter les retombées sportives pour la communauté sportive montréalaise dans le cadre des événements sportifs majeurs. | 5.1 - Rapport spécifique d'activités pour les services offerts par le CSIM au niveau événementiel  | 5.1.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants est remis aux dates suivantes :<br>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021; | 5.1.1.1 - Nombre de comités organisateurs montréalais ayant reçu la collaboration du CSIM vs types de services demandés auprès du CSIM. Ces services étant:<br>1) Recrutement de bénévoles<br>2) collaboraiton à la planification et la gestion organisationnelle<br>3) prog. de plan de legs<br>4) Soutien aux opérations<br>5) Soutien aux communications<br>6) Prêt et location d'équipements divers<br>7) Programme d'initiation sportive | 12 comités organisateurs d'événements nationaux ou internationaux ont été accompagnés dans la préparation et la réalisation de leur événement sportif au plus tard le 31 décembre 2021                                |  |
|   |  |  | 5.1.1.2 - Niveau de satisfaction des différents comités organisateurs d'événements nationaux ou internationaux ayant été accompagnés au plus tard le 31 décembre 2021   | Les comités organisateurs d'événements nationaux et internationaux accompagnés se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de <b>65%</b>  |  |
|   | 5.2 - Accompagner des comités organisateurs dans la production d'un <b>programme de legs événementiel</b> spécifique adapté au niveau et à la sanction de l'événement (ex : national vs international, petite envergure vs grande envergure) | 5.2.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants est remis aux dates suivantes :<br>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021; | 5.2.1.1 Nombre de comités organisateurs montréalais ayant reçu la collaboration du CSIM   | 6 comités organisateurs ont été accompagnés dans la rédaction et l'activation d'un programme spécifique de legs événementiels et ont été mis en contact avec un organisme partenaire au plus tard le 31 décembre 2021 |  |
|   |  |  | 5.2.1.2 Nombre d'organismes partenaires ayant été mis à contribution dans le contexte des programmes de legs des comités organisateurs  | 4 organisations partenaires par événement auront été mises à contribution au plus tard le 31 décembre 2021  |  |

# ESIM, LE PLUS GRAND CENTRE RÉGIONAL D'ENTRAÎNEMENT MULTISPORTS AU QUÉBEC



Le Québec compte huit centres régionaux d'entraînement multisports (CREM) formant ainsi le réseau provincial de l'Institut national du sport du Québec (INS Québec).

Leur mission est de mobiliser les partenaires du milieu régional dans la mise en place d'environnements propices au développement des acteurs sportifs afin de devenir un leader au niveau de développement du sport en région.

Ces centres desservent les athlètes de plusieurs disciplines sportives de leur région administrative, représentant la prochaine génération d'athlètes qui aspirent à porter le dossard du Canada lors de grandes compétitions internationales.

Les athlètes desservis sont identifiés par les fédérations et par le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES) comme étant « Excellence », « Élite », « Relève » et depuis 2018, « Espoir » dans les programmes Sport-études et membres des délégations des Jeux du Québec.

Parmi les responsabilités des CREM, on compte entre autres :

- Offrir des services médico-sportifs et scientifiques de première ligne pour les athlètes ;
- Offrir un accompagnement pour les entraîneurs et les acteurs du milieu sportif en vue de favoriser l'atteinte de performances optimales sur la scène provinciale et nationale dans un cheminement vers la scène internationale ;
- Prôner le développement global et l'épanouissement à long terme des athlètes ;
- Identifier des ressources professionnelles compétentes pour les athlètes.





# **Présentation générale du projet de Conseil du sport de l'île de Montréal**

**Présentation du VENDREDI 27 MARS 2020**



# Vision et mission du Conseil du sport de l'île de Montréal

## **Le CSIM a pour vision**

En 2021, le Conseil du sport de l'île de Montréal est LE chef de file reconnu du développement intégré de la pratique sportive sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal. Il contribue ainsi à une vie active en assumant un leadership fort au niveau régional et pour l'excellence visant le rayonnement de l'île de Montréal comme ville sportive canadienne et olympique de renom.

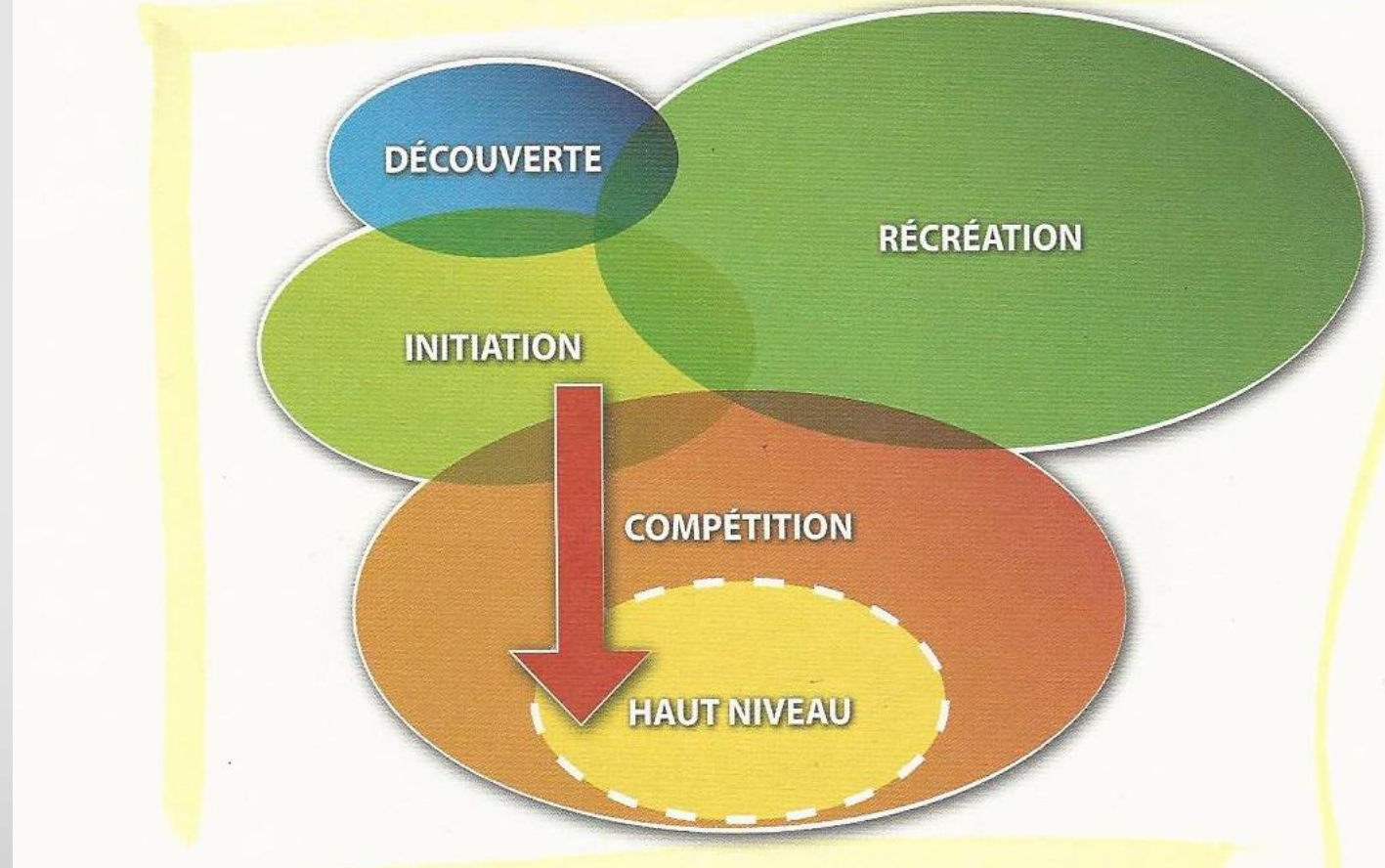
## **et pour mission...**

Le CSIM est un organisme à but non lucratif qui a comme mission de contribuer activement au développement du sport

*en plaçant l'athlète et sa pratique sportive au cœur de toutes ses interventions.*

Le CSIM se donne pour mission d'offrir aux athlètes, aux intervenants qui les accompagnent, aux clubs sportifs, aux associations régionales et aux organisations sportives multisports membres l'opportunité d'un soutien et d'une collaboration qui favorisent le développement intégré du sport dans les cinq sphères reconnues de la pratique sportive (découverte, initiation, récréation, compétition et excellence) et l'adoption de saines habitudes de vie dans le but d'améliorer la qualité de vie des personnes.

**FIGURE 2: LES CINQ CONTEXTES DE LA PRATIQUE SPORTIVE<sup>38</sup>**



**Représentation graphique des cinq contextes de la pratique sportive produite par la Direction des sports du Ministère de l'Éducation du Québec (Mai 2019, Fondements de la pratique sportive au Québec, p. 32)**

# Les mandats du Conseil du sport de l'île de Montréal

Les principaux mandats:

- Être l'instance de mobilisation et de représentation politique et stratégique pour le sport à Montréal
- Regrouper tous les acteurs du sport régional afin d'optimiser le développement de la pratique sportive sur l'ensemble de l'île de Montréal;
- Réaliser les divers projets d'études de faisabilité ou d'impact commandés par la Direction des sports de la Ville de Montréal au besoin;
- Soutenir un continuum de programmes et services aux membres (associations régionales et clubs sportifs) pour leur vie associative et administrative;
- Être l'instance de référence en matière d'éthique en sport sur l'ensemble du territoire montréalais;
- Offrir des services de soutien au développement des athlètes «Élite», «Relève» et «Espoir» reconnus par leur fédération provinciale en adéquation avec l'INS Québec;
- Offrir des services de soutien aux intervenants sportifs de même qu'aux organisations locales et régionales;

# Les mandats du Conseil du sport de l'île de Montréal

Les différents mandats (suite) :

- Présider le Groupe des partenaires des événements sportifs de Montréal et assurer le leadership de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs;
- Offrir des services de soutien et d'accompagnement aux promoteurs d'événements sportifs montréalais;
- Collaborer à l'organisation des Jeux de Montréal sur l'ensemble de l'île de Montréal;
- Collaborer à l'organisation des Jeux du Québec régionaux et l'encadrement des délégations montréalaises à la Finale des Jeux du Québec;
- Collaborer à l'organisation du Défi sportif Altergo;
- Collaborer à l'organisation des événements et activités du RSEQ sur l'ensemble du territoire montréalais;
- Organiser annuellement la Soirée des Lauréats montréalais;
- Coordonner un service de réservations de plateaux sportifs extérieurs (terrains naturels et synthétiques à l'exception des sports de balles).
- ...

# Structure organisationnelle proposée

- La structure de gouvernance proposée assure une très forte capacité stratégique d'intervention représentative du milieu sportif montréalais par le biais d'un conseil d'administration fort et très compétent appuyé par des comités permanents garantissant une saine gestion des affaires de la corporation
  - ❑ Comité de gestion des RH
  - ❑ Comité de gouvernance et éthique
  - ❑ Comité d'audit interne
- La structure opérationnelle, répondant de la structure de gouvernance, se déploie avec une stratégie d'intervention sur trois principaux axes. Des groupes de travail spécifiquement mandatés assurent l'expertise conseil pour chacun de ces axes. Cette approche permet:
  - ❑ du travail de concertation des interventions sur une base régionale tout en permettant une concertation efficace avec les associations unisports mises en place sur l'ensemble du territoire montréalais et les organisations multisports membres de la corporation;
  - ❑ Le déploiement des programmes et services de soutien aux clubs et associations régionales sur les trois axes et sur l'ensemble du territoire respectant la spécificité des clubs et la pertinence des associations régionales en liens avec leurs fédérations sportives respectives

Document de travail ... Document de travail... Document de travail... Document de travail... Document de travail...

# Plan de déploiement du Conseil du sport de l'île de Montréal

## ➤ **PHASE 1: (2020-2021)**

- Intégration des programmes et services d'Excellence sportive de l'île de Montréal (ESIM) dans la structure opérationnelle du Conseil du sport de l'île de Montréal et amorce du processus de dissolution d'ESIM
- Activation des mesures transitoires des mandats et responsabilités
- Activation des Groupes de travail spécifiques pour le soutien au développement régional (clubs et associations régionales montréalaises vs arrondissements de la Ville de Mtl)
- Rédaction et adoption du plan stratégique 2021-2023

## **PHASE 2: (2021-2022)**

- Activation du plan stratégique et début du déploiement de l'offre de services aux clubs et associations régionales (2021)

## ➤ **PHASE 3 (2022-ENSUITE)**

- Plein déploiement des divers programmes et services de soutien aux clubs, associations régionales et organisations sportives montréalaises;

## CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

**Si la contribution est supérieure à 500 000,00 \$, vous devez contacter le Service du greffe (Marc Lebel –mlebel@ville.montreal.qc.ca)**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Yves Saindon, greffier**, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution **CG06 0006**;

Numéro d'inscription TPS : 121364749

Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **CONSEIL DU SPORT DE L'ÎLE DE MONTRÉAL**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1000 Émile-Journault, Montréal, Québec, H2M 2E7, agissant et représentée par Danièle Sauvageau, présidente dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : **à venir**

Numéro d'inscription TVQ : **à venir**

Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pour mission de contribuer activement au développement du sport en plaçant l'athlète et sa pratique sportive au cœur de toutes ses interventions;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pour mission d'offrir aux athlètes, aux intervenants qui les accompagnent, aux clubs sportifs, aux associations régionales et aux organisations sportives multisports membres l'opportunité d'un soutien et d'une collaboration qui favorisent le développement intégré du sport dans les cinq sphères reconnues de la pratique sportive (découverte, initiation, récréation, compétition et excellence) et l'adoption de saines habitudes de vie dans le but d'améliorer la qualité de vie des personnes;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pour mission de contribuer au développement du sport et au rayonnement de l'île de Montréal en travaillant sur trois axes de façons distinctes : axe athlète, axe événement, axe synergie;



**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1** **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

### **ARTICLE 2** **DÉFINITIONS**

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
- 2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
- 2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
- 2.4 « **Annexe 4** » : la description du projet (Plan d'action de l'organisme);
- 2.5 « **Annexe 5** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte;



- 2.6 « **Annexe 6** » : liste des dépenses admissibles et non admissibles du Projet;
- 2.7 « **Annexe 7** » : prévision budgétaire;
- 2.8 « **Responsable** » : la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.9 « **Installations** » : les aré纳斯, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
- 2.10 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;
- 2.11 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
- 2.12 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;
- 2.13 « **Unité administrative** » : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) de la Ville.

### **ARTICLE 3**

#### **OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

**ARTICLE 4**  
**OBLIGATIONS DE LA VILLE**

**4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

**4.1.1 Montant de la contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de neuf cent soixante-quinze mille dollars (975 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**4.1.2 Versements**

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

**4.1.2.1 Pour l'année 2021**

- 4.1.2.1.1 Une somme maximale de cent quatre-vingt-quinze mille dollars (195 000 \$) au 1<sup>er</sup> février 2021 et sur réception des documents suivants : Prévisions budgétaires du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2021, plan d'action du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2021, à la satisfaction du SGPMRS;
- 4.1.2.1.2 Une somme maximale de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 \$) au 1<sup>er</sup> août 2021 et sur réception des informations suivantes : Plan d'action annuel et prévisions budgétaires pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022 ainsi que le rapport d'activités en lien avec le plan d'action pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021, à la satisfaction du SGPMRS;
- 4.1.2.1.3 Une somme maximale de quarante-cinq mille dollars (45 000 \$) au 1<sup>er</sup> octobre 2021 et sur réception des documents suivants : États financiers vérifiés au 30 juin 2021;

**4.1.2.2 Pour l'année 2022 :**

- 4.1.2.2.1 Une somme maximale de cent quatre-vingt-quinze mille dollars (195 000 \$) au 1<sup>er</sup> février 2022 et sur réception du bilan des activités de l'année précédente, à la satisfaction du SGPMRS;
- 4.1.2.2.2 Une somme maximale de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 \$) au 1<sup>er</sup> août 2022 et sur réception des informations suivantes : Plan d'action annuel et prévisions budgétaires pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 ainsi que le rapport d'activités en lien

avec le plan d'action pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 30 juin 2022 à la satisfaction du SGPMRS;

- 4.1.2.2.3 Une somme maximale de quarante-cinq mille dollars (45 000 \$) au 1<sup>er</sup> octobre 2022 et sur réception des documents suivants : États financiers vérifiés au 30 juin 2022;

#### 4.1.2.3 Pour l'année 2023 :

- 4.1.2.3.1 Une somme maximale de cent quatre-vingt-quinze mille dollars (195 000 \$) au 1<sup>er</sup> février 2023 et sur réception du bilan des activités de l'année précédente, à la satisfaction du SGPMRS;
- 4.1.2.3.2 Une somme maximale de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 \$) au 1<sup>er</sup> août 2023 et sur réception des informations suivantes : Plan d'action et prévisions budgétaires pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 31 décembre 2023 ainsi que le rapport d'activités en lien avec le plan d'action pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 30 juin 2023, à la satisfaction du SGPMRS;
- 4.1.2.3.3 Une somme maximale de quarante-cinq mille dollars (45 000 \$) au 1<sup>er</sup> octobre 2023 et sur réception des documents suivants : États financiers vérifiés au 30 juin 2023;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

#### 4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

- 4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.
- 4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

#### 4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.



## 4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

## **ARTICLE 5** **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### 5.1 RÉALISATION DU PROJET

- 5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;
- 5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;
- 5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1<sup>er</sup> mai de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;
- 5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

### 5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

### 5.3 INSTALLATIONS

- 5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;
- 5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

- 5.3.3 faire connaître, lorsqu'ils se présentent, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;
- 5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

#### 5.4 ASSURANCES

- 5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;
- 5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

#### 5.5 ASPECTS FINANCIERS

- 5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard les 1<sup>er</sup> février, 1<sup>er</sup> août et 1<sup>er</sup> octobre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

- 5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;
- 5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

## 5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

- 5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;



5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

## 5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

## 5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

## 5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

## 5.10 SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## **ARTICLE 6** **DURÉE**

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2023.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

## **ARTICLE 7** **DÉFAUT**

- 7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :
- 7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
  - 7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
  - 7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;
  - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.



## **ARTICLE 8** **RÉSILIATION**

- 8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.
- 8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.
- 8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

## **ARTICLE 9** **REMISE DES INSTALLATIONS**

- 9.1 Dans les vingt (20) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.
- 9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

## **ARTICLE 10** **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

## **ARTICLE 11**

### **GOVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- 11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.
- 11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## **ARTICLE 12**

### **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

- 12.1 L'Organisme déclare et garantit :
  - 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
  - 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
  - 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;
  - 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

**ARTICLE 13**  
**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**13.1 ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

**13.2 DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

**13.3 ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

**13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

**13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

**13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

**13.7 AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

**13.8 CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

**13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

#### 13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' followed by a horizontal line and a period.

### 13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1000 Émile-Journault, Montréal, Québec, H2M 2E7, et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

#### Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
M. Yves Saindon

Le .....<sup>e</sup> jour de Mai ..... 2020

Conseil du sport de l'île de Montréal

Par :  \_\_\_\_\_  
Mme. Danièle Sauvageau, présidente

La présente convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_ (Résolution .....).

## ANNEXE 1

### **DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET**

Le JEUDI 26 mars 2020

Monsieur Hadrien PARIZEAU  
Conseiller de Ville, District St-Sulpice, Arrondissement Ahuntsic-Cartierville  
Membre du comité exécutif et Conseiller associé en matière de jeunesse, de sports et de loisirs  
Ville de Montréal  
275, rue Notre-Dame Est,  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Objet : Demande d'appui à l'Agglomération de Montréal et à la Ville de Montréal de la part du Conseil du sport de l'île de Montréal

Monsieur le Conseiller associé en matière de jeunesse, de sports et de loisirs au Comité exécutif,

Permettez-moi, en ma qualité de présidente du Conseil du sport de l'île de Montréal (CSIM), de solliciter officiellement l'appui financier de l'Agglomération de Montréal et de la Ville de Montréal aux activités de notre organisation pour la période allant du 1<sup>er</sup> JANVIER 2021 au 31 DÉCEMBRE 2023 (36 mois).

Comme vous le savez déjà, le Conseil du sport de l'île de Montréal est né de la volonté manifeste de l'ensemble des intervenants sportifs montréalais réunis lors des Sommets du sport tenus en 2016 et en 2018. Dans la foulée de ces deux grands rassemblements des leaders sportives et sportifs montréalais, quatre organisations sportives ont uni leurs forces et leurs compétences pour voir au développement et à l'implantation du Conseil du sport de l'île de Montréal. Deux autres se sont jointes à ce groupe fondateur au cours des derniers mois venant ajouter forces et compétences et en élargir toute la portée stratégique afin de faire du Conseil du sport l'organisme leader du milieu sportif montréalais.

Au cours des prochains mois, nous intégrerons donc les mandats, programmes et services d'Excellence sportive de l'île de Montréal (ESIM) au sein du Conseil du sport de l'île de Montréal. Cette intégration nous permettra de continuer de voir à la coordination d'un important continuum de services aux athlètes répartis sur l'ensemble de l'île de Montréal conformément au mandat qui nous est octroyé par l'Institut national du sport du Québec en tant que Centre régional d'entraînement multisport (CREM) pour l'île de Montréal. Le Conseil du sport de l'île de Montréal assurera aussi le leadership essentiel dans l'accompagnement de divers projets d'événements sportifs montréalais d'envergure nationale et internationale. Grâce à la reconnaissance officielle de l'Agglomération de Montréal et de la Ville de Montréal, le Conseil du sport de l'île de Montréal verra également au déploiement de programmes et services de soutien au développement sportif régional encore mieux alignés et permettant une approche intégrée efficace et à la hauteur des besoins des divers clubs et associations sportives montréalaises.

.../2

Avec l'intégration de tous les programmes et services d'ESIM aux opérations du Conseil du Sport de l'Île de Montréal et l'activation d'un nouvel axe d'intervention de soutien au développement régional qui verra une implantation et un déploiement progressifs, nous sollicitons donc l'appui financier de l'Agglomération de Montréal de la Ville de Montréal à raison de 600 000\$ pour 2021, 700 000\$ pour 2022 et 750 000\$ pour 2023. L'appui sollicité auprès de l'Agglomération et de la Ville de Montréal pour les trois prochaines années nous permettra donc de poursuivre efficacement les mandats initialement assumés par ESIM mais aussi d'apporter un soutien efficace au développement sportif régional.

Vous remerciant à l'avance de votre précieuse collaboration, recevez, Monsieur le Conseiller associé à la jeunesse, aux sports et aux loisirs au Comité exécutif, l'expression de mes salutations les plus distinguées.



Danièle SAUVAGEAU, O.C., Ch. P.C., E.P.A.,  
Présidente

Conseil du sport de l'île de Montréal  
Complexe sportif Claude-Robillard  
1000, ave Emile-Journalist, Bureau 423  
Montréal (Québec) Canada H3M 2E7  
T 514.292.2279



## ANNEXE 2

### **INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPEMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET**

#### **A – Conditions générales**

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.
2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes déficiences, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.
3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.
5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.
6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.
7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, déficience et vice caché du matériel et des accessoires.



L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

#### B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

| Nom de l'Installation             | Adresse              | Espace prêté  | Date de début de la Session  | Date de fin de la Session |
|-----------------------------------|----------------------|---|------------------------------|---------------------------|
| Complexe sportif Claude-Robillard | 1000 Émile-Journault | <ul style="list-style-type: none"><li>• Bureaux administratifs situés au rez-de-chaussée</li><br/><li>• Salle d'entraînement dédiée aux athlètes accrédités du CSIM au 2<sup>e</sup> sous-sol</li><br/><li>• Local d'entreposage au rez-de-chaussée</li></ul> | 1 <sup>er</sup> janvier 2021 | 31 décembre 2023          |

#### Équipements

| Article | N° Inventaire | Quantité |
|---------|---------------|----------|
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |
|         |               |          |



# PROCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

## 1. Visibilité

L'Organisme doit :

- 1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
- 1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

## 2. Communications

L'Organisme doit :

### 2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des



logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : **Fier partenaire de la Ville de Montréal**

- Soumettre pour approbation ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

## 2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

**Note** : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : [mairesse@ville.montreal.qc.ca](mailto:mairesse@ville.montreal.qc.ca)

## 2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : [ville.montreal.qc.ca/logo](http://ville.montreal.qc.ca/logo)).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

## 2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction

avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

A handwritten signature or mark consisting of a stylized 'D' with a diagonal slash through it and a period at the end.

**ANNEXE 4**

**TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE  
À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' followed by a horizontal line and a dot.

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

| OBJECTIFS  | ACTIONS/LIVRABLES  | ECHÉANCES  | INDICATEURS  | CIBLES   | Notes et commentaires au 24 avril 2019   |
|--|--|--|--|--|--|
| Impact significatif sur les athlètes élites et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants | <p><b>1.1</b><br/>A) Un panier de services qui répondent aux besoins des clientèles et qui génèrent des impacts/retombées significatifs.<br/><br/>B) Un cadre de services clair en fonction des orientations de l'INSQ (en tenant compte des équipements et des autorisations accordées au CSIM pour son <b>Programme ESIM</b>) et du classement prioritaire des GEHN et des clientèles établies par le <b>Programme ESIM</b> du CSIM.</p> | <p>1.1.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes :</p> <p>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br/><br/>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;</p> | <p>1.1.1.1 - n. de GEHN recevant au moins un service direct du CSIM via son <b>Programme d'ESIM</b></p>  | <p>De façon globale, desservir plus de 1 500 athlètes de haut niveau par des services qui génèrent des impacts positifs selon la répartition suivante: <u>n. de GEHN utilisateurs</u> : (programme d'aide aux GEHN)</p> <p>125 GEHN au 30 juin 2021<br/>125 GEHN au 31 décembre 2021</p> | <p>Actuellement, 125 GEHN sont dûment accrédités. Un grand total de 2 630 athlètes sont accrédités avec ESIM</p>   |
|  |  |  | <p>1.1.1.2 - n. d'athlètes individuels de catégories relève ou élite (pas compris dans les GEHN) recevant au moins un service direct du CSIM vis son <b>Programme d'ESIM</b></p>                             | <p><u>n. d'athlètes individuels</u> : (programme d'aide individuelle)<br/>100 athlètes individuels au 30 juin 2021<br/>100 athlètes individuels au 31 décembre 2021</p>  | <p>92 athlètes individuels reçoivent le soutien du CSIM. Ce chiffre fluctue selon les admissibilités des athlètes et le roulement normal à ce niveau</p>   |
|  |  |  | <p>1.1.1.3 - N. d'athlètes ayant participé à une formation lors de laquelle des informations spécifiques quant à <u>un programme d'assurances</u> auront été transmises (ex. Programme d'assurance PAAC)</p> | <p>Les services médico-sportifs via le programme d'Assurances des athlètes du Canada (PAAC) ou tout autre programme similaire</p> <p>70 GEHN et 45 athlètes individuels ...</p>  | <p>Le CSIM via son <b>Programme ESIM</b> offre et promouvoit le PAAC auprès des GEHN et athlètes accrédités grâce à des formations ciblées. Les informations relatives aux programmes d'assurances PAAC sont communiquées lors des diverses rencontres d'informations tenues avec les athlètes du <b>Programme ESIM</b>. De nombreuses rencontres individuelles sont tenues annuellement et deux rencontres collectives sont généralement prévues au calendrier habituel du <b>Programme ESIM</b> du CSIM.</p> |
|  |  |  | <p>1.1.1.4 - N. d'athlètes et de GEHN ayant participé à une formation lors de laquelle des informations spécifiques quant à <u>un programme de socio-financement</u> auront été transmises</p>               | <p>La diffusion et la communication d'informations spécifiques pour des initiatives de socio-financement à des GEHN et à des athlètes individuels (non-compris dans des GEHN ou pour des projets de socio-financement individuels) pour 50 GEHN et 25 athlètes individuels</p>           | <p>Deux sessions de formation complètes sont prévues habituellement durant l'année. Depuis les dernières années, on estime que mensuellement, entre 5 et 10 autres athlètes et parents dans le besoin rencontrent le CSIM afin d'être soutenus et accompagnés en socio-financement.</p>  |

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

| OBJECTIFS   | ACTIONS/LIVRABLES   | ECHÉANCES   | INDICATEURS   | CIBLES   | Notes et commentaires au 24 avril 2019   |
|---|---|---|---|--|--|
| 1 - Offrir des services de qualité ayant un impact positif sur la santé physique, mentale et sociale des athlètes élites et relève, les GEHN, les entraîneurs et les entraîneuses |   | 1.1.2 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes :<br><br>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021; | 1.1.1.5 - Niveau d'adéquation générale entre le panier de services ESIM et les orientations de l'INSQ.        | Le panier de services sera en adéquation à 100% avec les orientations de l'INS Québec pour les athlètes élites et relève et selon les paramètres établis avec l'INS Québec.  | Depuis son implantation, ESIM s'est assurée de mettre en place une offre de services en adéquation à <b>100%</b> avec le panier de services de l'INS Québec considérant les mandats dévolus aux divers CREM incluant le CSIM par l'INS Québec. |
|   |   |   | 1.1.1.6 - Positionnement du niveau de services d'ESIM par rapport aux autres CREM au Québec.                  | Se positionner parmi les deux premiers CREM en termes de nombre d'athlètes desservis et en termes de nombre de GEHN desservis par rapport aux autres CREM au Québec.   |  |
|   |   |   | 1.1.2.1 - Niveau d'adéquation entre les services offerts et les besoins exprimés                              | Les services offerts sont en adéquation à 75% avec les besoins admissibles exprimés lors de l'analyse des besoins et en fonction des paramètres de services des CREM (ex. Exclusion des demandes d'assistance financière pour des frais de compétitions et de camp d'entraînement poq dépenses non admissibles)  |  |
|   |   |   | 1.1.2.2 - Niveau de satisfaction des clients par rapport aux services offerts                                 | Les clients se disent satisfaits ou très satisfaits des services offerts dans une proportion de 75 %   |  |
|   | 2.1 - Exploiter, au CSCR, de façon optimale, une salle d'entraînement dédiée aux athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA) | 2.1.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes :<br><br>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021; | 2.1.1.1 - n. de GEHN utilisateurs   | 45 GEHN (450 athlètes environ)   |  |
|   |   |   | 2.1.1.2 - n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN)                                  | 75 athlètes individuels (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN)   |  |
|   |   |   | 2.1.1.3 - Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle en fonction des services admissibles | niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à 75% quant à :<br>qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)<br>qualité des services offerts<br>qualité d'accès p/r aux demandes d'accès<br>Les services offerts via la salle ESIM du CSCR sont en adéquation à 75% avec les besoins exprimés et pour les services admissibles. |  |
|   |   |   | 2.2.1.1 - n. de GEHN utilisateurs   | 20 GEHN (120 athlètes environ)   |  |
| 2.2 - Assurer une offre d'un «point de services en entraînement» dans une salle d'entraînement dans la région Ouest de l'île de Montréal à  |   | 2.2.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes :  | 2.2.1.2 - n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN)                                  | 25 athlètes individuels (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN)   |  |
|   |   |   |   |  |  |



## Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

| OBJECTIFS   | ACTIONS/LIVRABLES  | ECHÉANCES  | INDICATEURS   | CIBLES   | Notes et commentaires au 24 avril 2019 |
|---|--|--|---|--|--|
| 2 - Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes intervenants   | l'intention des athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA).  | A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;  | 2.2.1.3 - Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle en fonction des services admissibles | niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à 70% quant à :<br>qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)<br>qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)<br>qualité des services offerts<br>qualité d'accès p/r aux demandes d'accès<br><br>Les services offerts via l'Espace ESIM de la salle de l'Ouest de l'Île de MtI sont en adéquation à 70 % avec les besoins exprimés et pour les services admissibles. |  |
|   | 2.3 Assurer une offre d'un «point de services en entraînement» dans une salle d'entraînement dans la région Est de l'Île de Montréal à l'intention des athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA). | 2.3.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction de la clientèle est remis aux dates suivantes :<br><br>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021;   | 2.3.1.1 - Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle en fonction des services admissibles | Niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à 60% quant à :<br>qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général)<br>qualité des services offerts<br>qualité d'accès p/r aux demandes d'accès<br>Les services offerts via l'Espace ESIM dans l'Est de l'Île de MtI sont en adéquation à 60 % avec les besoins exprimés et les services admissibles.  |  |
|   |  |  | 2.3.1.2 - n. de GEHN utilisateurs   | 6 GEHN (60 athlètes environ)   |  |
|   |  |  | 2.3.1.3 - n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN)                                  | 12 athlètes individuels (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN)   |  |
| 3 - Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les entraîneurs et les athlètes élites et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants | 3.1 - Implanter un programme de mentorat pour jeunes entraîneurs.  | 3.1.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants est remis aux dates suivantes :<br><br>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2022; | 3.1.1.1 - Nombre d'entraîneurs «juniors» ayant complété le programme  | 12 entraîneurs «juniors» au total  |  |
|   | 3.2 - Assurer la réalisation de trois Rendez-vous ESIM des athlètes  | 3.2.1 - Les informations relatives aux RV ESIM des athlètes sont incluses dans le rapport final produit au plus tard le 1er août 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021   | 3.2.1.1 Nombre de participantes et participants pour l'ensemble des trois RV ESIM                             | Un total de 300 athlètes du Programme ESIM issus de 40 GEHN accrédités différents auront participé à l'un ou l'autre des trois RV ESIM des athlètes  |  |
|   |  |  | 3.2.1.2 Niveau de satisfaction des différents participants  | Les participantes et participants aux RV ESIM des athlètes se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de 75%  |  |

Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de l'Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

| OBJECTIFS  | ACTIONS/LIVRABLES  | ECHÉANCES   | INDICATEURS  | CIBLES  | Notes et commentaires au 24 avril 2019 |
|--|--|---|--|---|--|
| 3 - Offrir de<br>les athl  |  |   | 3.2.1.3 Imputation budgétaire maximale   | Un montant maximum de 25 000\$ de la contribution de la Ville de Montréal sera affecté à la réalisation des trois RV ESIM des athlètes  |  |
| 4 - Contribuer à augmenter les retombées pour la communauté sportive montréalaise et assurer un développement synergique de la pratique sportive régionale | 4.1 - Assurer la réalisation d'un Sommet du sport de Montréal en avril/mai 2021  | 4.1.1 - Un rapport spécifique d'activités sera produit au plus tard le 1er août 2021 sur la réalisation du projet.  | 4.1.1.1 Nombre de participantes et participants au Sommet du Sport de Montréal 2021  | 200 personnes issues de 40 organisations différentes  |  |
|  |  |   | 4.1.1.2 Niveau de satisfaction des différents participants   | Les participantes et participants au Sommet du Sport de Montréal 2021 se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de 75%  |  |
|  |  |   | 4.1.1.3 Imputation budgétaire maximale   | Un montant maximum de 32 500\$ de la contribution de la Ville de Montréal sera affecté à la réalisation du Sommet du Sport de Montréal 2021   |  |
|  | 4.2 Assurer la réalisation de la Soirée des Lauréats montréalais 2021  | 4.2.1 Rapport d'activités spécifique incluant une section sur la provenance et le niveau de participation des clubs et organisations sportives montréalaises ayant soumis une ou plusieurs candidatures sera produit le 1er FÉVRIER 2022;   | 4.2.1.1 Liste et provenance des clubs et organisations montréalaises ayant soumis un ou plusieurs dossiers de candidatures dans le contexte de la Soirée des Lauréats montréalais 2021 | 35 organisations sportives ou clubs montréalais différents représentant l'ensemble de l'Île de Montréal auront soumis une ou plusieurs candidatures   |  |
|  |  |   | 4.2.1.2 Niveau de satisfaction des différents participants à la Soirée des Lauréats Montréalais 2021   | Les participantes et participants à la Soirée des Lauréats Montréalais se seront dits satisfaits ou très satisfaits à 75% de façon générale   |  |
|  | 4.3 - Assurer l'élaboration d'un plan directeur visant la coordination efficace des divers programmes et services de soutien au développement sportif régional | 4.3.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants au développement du projet est remis aux dates suivantes :<br><br>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2022; | 4.3.1.1 Nombre de participantes et participants au processus d'élaboration du Plan directeur de soutien au développement sportif régional  | 35 organisations régionales ou locales différentes, issues des trois grandes régions montréalaises, auront participé au processus d'élaboration d'un Plan directeur des programmes et services de soutien au développement sportif régional |  |
| 4.3.1.2 - Niveau de satisfaction des différents clubs et asso. régionales ayant participé aux rencontres régionales et spécifiques sur le Plan directeur   |  |   | Les participantes et participants aux diverses rencontres régionales ou sportives se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de 75%                                   |   |  |

## Plan d'actions et cibles du Conseil du sport de Île de Montréal du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

| OBJECTIFS   | ACTIONS/LIVRABLES   | ECHÉANCES  | INDICATEURS   | CIBLES  | Notes et commentaires au 24 avril 2019 |
|---|---|--|---|---|--|
| augmenter les retombées sportives pour la communauté sportive montréalaise dans le cadre des événements sportifs majeurs. | 5.1 - Rapport spécifique d'activités pour les services offerts par le CSIM au niveau événementiel   | 5.1.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants est remis aux dates suivantes :<br>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021; | 5.1.1.1 - Nombre de comités organisateurs montréalais ayant reçu la collaboration du CSIM vs types de services demandés auprès du CSIM. Ces services étant:<br>1) Recrutement de bénévoles<br>2) collaboration à la planification et la gestion organisationnelle<br>3) prog. de plan de legs<br>4) Soutien aux opérations<br>5) Soutien aux communications<br>6) Prêt et location d'équipements divers<br>7) Programme d'initiation sportive | 12 comités organisateurs d'événements nationaux ou internationaux ont été accompagnés dans la préparation et la réalisation de leur événement sportif au plus tard le 31 décembre 2021                                |  |
|   |   |  | 5.1.1.2 - Niveau de satisfaction des différents comités organisateurs d'événements nationaux ou internationaux ayant été accompagnés au plus tard le 31 décembre 2021   | Les comités organisateurs d'événements nationaux et internationaux accompagnés se disent satisfaits ou très satisfaits dans une proportion de 65%   |  |
|   | 5.2 - Accompagner des comités organisateurs dans la production d'un programme de legs événementiel spécifique adapté au niveau et à la sanction de l'événement (ex : national vs international, petite envergure vs grande envergure) | 5.2.1 - Rapport d'activités incluant une section sur le niveau de satisfaction des participants est remis aux dates suivantes :<br>A) 1er AOÛT 2021 pour la période se terminant le 30 juin 2021;<br><br>B) 1er FÉVRIER 2022 pour la période se terminant le 31 décembre 2021; | 5.2.1.1 Nombre de comités organisateurs montréalais ayant reçu la collaboration du CSIM   | 6 comités organisateurs ont été accompagnés dans la rédaction et l'activation d'un programme spécifique de legs événementiels et ont été mis en contact avec un organisme partenaire au plus tard le 31 décembre 2021 |  |
|   |   |  | 5.2.1.2 Nombre d'organismes partenaires ayant été mis à contribution dans le contexte des programmes de legs des comités organisateurs  | 4 organisations partenaires par événement auront été mises à contribution au plus tard le 31 décembre 2021  |  |

## ANNEXE 5

### **MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES**

Remettre des photographies et/ ou vidéos officiels au Responsable, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet de la Ville ou tout autre support média

Transmettre au 31 janvier de chaque année:

- Un rapport de services pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre de l'année précédente et qui comprend :
  - o L'évolution de l'atteinte des cibles du plan d'action
  - o Un rapport d'impact sur les athlètes individuels et les groupes d'entraînement:
    - Une description de l'état de la situation initiale des athlètes de haut niveau et de leur environnement;
    - une analyse des effets directs ou indirects, temporaires ou permanents, du projet sur les athlètes soutenus (performances, santé, etc.);
    - Les raisons pour lesquelles le projet a été retenu en regard des préoccupations du milieu sportif montréalais;
    - Les méthodes scientifiques ou techniques utilisées (démarche, critères d'impact, etc.) pour la réalisation de l'étude d'impact ainsi que les difficultés rencontrées.
- Un rapport de satisfaction de la clientèle en regard des services offerts par le CSIM
- Un rapport de visibilité (publicités, dépliants, revue de presse, événements promotionnels, etc.)
- Un plan de communication détaillant la place accordée à la visibilité de la Ville dans ses publications
- Un rapport sur les initiatives en sport régional

Transmettre au 31 juillet de chaque année :

- Plan d'action annuel pour la période du 1er juillet de l'année en cours au 30 juin de l'année suivante
- Prévision budgétaire pour la période du 1er juillet de l'année en cours au 30 juin de l'année suivante
- Un rapport de services en lien avec le plan d'action pour la période du 1er janvier au 30 juin de l'année précédente et qui comprend :
  - o L'évolution de l'atteinte des cibles du plan d'action
  - o Un rapport d'impact sur les athlètes individuels et les groupes d'entraînement:

- Une description de l'état de la situation initiale des athlètes de haut niveau et de leur environnement;
- une analyse des effets directs ou indirects, temporaires ou permanents, du projet sur les athlètes soutenus (performances, santé, etc.);
- Les raisons pour lesquelles le projet a été retenu en regard des préoccupations du milieu sportif montréalais;
- Les méthodes scientifiques ou techniques utilisées (démarche, critères d'impact, etc.) pour la réalisation de l'étude d'impact ainsi que les difficultés rencontrées.

- Un bilan annuel
- Un rapport de satisfaction de la clientèle par rapport aux services offerts
- Un rapport d'étape de réalisation des projets spécifiques du plan d'action
- Un rapport sur les initiatives en sport régional

Transmettre au 30 septembre de chaque année:

- Les états financiers vérifiés du CSIM
- Les états financiers vérifiés de la contribution financière de la Ville de Montréal

Transmettre 90 jours après la réalisation du Sommet du sport :

- Un rapport d'étape pour la réalisation du Sommet du sport de haut niveau qui comprend :
  - o Nombre de participants
  - o Taux de satisfaction des participants
  - o Coût du projet
  - o Recommandations découlant de la tenue de l'activité



## ANNEXE 6

### LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

La contribution de la Ville peut financer :

- Un maximum de 50 % des charges salariales de l'organisme;
- un maximum de 32 500 \$ (10 % de la contribution) pour le Sommet du sport de haut niveau;
- un maximum de 25 000 \$ (8 % de la contribution) pour le RDV du CSIM des athlètes
- les services aux athlètes et intervenants du milieu sportif montréalais de haut niveau, incluant les activités suivantes;
  - o l'évaluation des besoins ainsi l'accréditation des GEHN et des athlètes individuels;
  - o les services en sciences de l'entraînement (ex : évaluation de la performance), en soutien à l'entraînement (ex : accès à des plateaux sportifs spécialisés), médicaux et paramédicaux (ex : physiothérapie, massothérapie, etc.), en développement personnel (ex : parrainage) et aux intervenants sportifs (ex : formations continue de l'entraîneur, reconnaissance, etc.);
  - o la création de vidéos promotionnelles pour les athlètes;
  - o le projet d'accès à une salle d'entraînement dans l'ouest de l'île (Achat d'équipement, conception de l'aménagement, etc.);
  - o le projet d'accès à une salle d'entraînement dans l'est de l'île (Contrôle d'accès);
  - o le projet de mentorat pour les jeunes entraîneurs
  - o les profils et la plateforme de socio-financement (ex : formations, « make a champ »)
- Tout autre projet approuvé par le responsable et qui sera intégré au plan d'action du Projet.

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engendrés après le 31 décembre 2023;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- le frais juridiques;
- les frais de financement temporaire;
- les frais de déplacements des athlètes en compétition ou en camp d'entraînement.

**ANNEXE 7**

**PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' followed by a horizontal line and a dot.

CONSEIL DU SPORT DE L'ILE DE MONTRÉAL  
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2021  
VERSION COMPLÈTE ET INTÉGRALE v-5

| Page 1 de 4   | PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES CUM 2021 | Affectations budgétaires 2021 |                 | NOTES ET COMMENTAIRES   |
|---|---|-------------------------------|-----------------|---|
|   |   | Ville de MTL 2021             | IRG Québec 2021 |   |
| <b>REVENUS</b>                                      |   |                               |                 |   |
| <b>SUBVENTIONS &amp; CONTRIBUTIONS</b>              |   |                               |                 |   |
| 506-3125-00-00 SUBVENTION DÉV. ÉCONOMIQUE CANADA    |   |                               |                 |   |
| 506-3130-00-00 SUBVENTION EMPLOI ÉTUDIANTS CANADA   | 55 000                                    |                               |                 |   |
| 506-3135-00-00 SUBVENTION GOUV DU QUÉBEC            | 0   |                               |                 |   |
| 506-3140-00-00 SUBVENTION AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL | 600 000                                   | 600 000                       |                 |   |
| 506-3145-00-00 CONTRIBUTION IRS QUÉBEC              | 325 000                                   |                               | 325 000         |   |
| <b>SOUS TOTAL SUBVENTION &amp; CONTRIBUTION</b>     | <b>980 000</b>                            |                               |                 |   |
| <b>COMMANDITE &amp; PUBLICITÉ</b>                   | 10 000                                    |                               |                 |   |
| 506-3400-00-00 PROJETS SPÉCIAUX                     | 22 000                                    |                               |                 | Commandite «événements actifs» et revenus Événements (location Équipements et autres)   |
| 506-3500-00-00 SOMMET DU SPORT DE MTL 2020          | 45 000                                    |                               |                 | Les revenus incluent des frais d'inscription des participants et des revenus en commandite pour l'événement.  |
| 506-3320-00-00 SOIRÉE DES LAURÉATS MONTRÉALAIS 2019 | 50 000                                    |                               |                 |   |
| 506-3420-00-00 AUTRES REVENUS (PAAC et autres)      | 15 000                                    |                               |                 | On anticipe des revenus à la baisse à ce niveau considérant l'augmentation des frais du programme PMAc et conséquemment moins d'entrée pour certains athlètes |
| <b>SOUS TOTAL DES AUTRES REVENUS</b>                | <b>142 000</b>                            | <b>600 000</b>                | <b>325 000</b>  |   |
| <b>TOTAL DES REVENUS</b>                            | <b>1 122 000</b>                          |                               |                 |   |
| <b>DÉPENSES</b>                                     |   |                               |                 |   |
| <b>SALAIRES &amp; BÉNÉFICES MARGINAUX</b>           | <b>53 750</b>                             | <b>15 000</b>                 | <b>46 750</b>   |   |
| <b>FRAS D'ADMINISTRATION</b>                        |   |                               |                 |   |
| 506-4201-00-00 DÉPENSES GÉNÉRALE D'ADMINISTRATION   | 1 000                                     |                               |                 |   |
| 506-4202-00-00 AMORT.EQUIPM & MOBILIER              | 1 000                                     |                               |                 |   |
| 506-4203-00-00 FOURNITURES DE BUREAU                | 5 000                                     |                               |                 |   |
| 506-4240-00-00 FRAS DE POSTE & MESSAGERIE           | 300                                       |                               |                 |   |
| 506-4280-00-00 CONCIERGERIE & ENTRE DIVERS          | 300                                       |                               |                 |   |
| 506-4290-00-00 FRAS DE VISA, MC, INTERAC, ETC.      | 300                                       |                               |                 |   |
| <b>SOUS TOTAL FRAS D'ADMINISTRATION</b>             | <b>7 800</b>                              | <b>6 000</b>                  |                 |   |
| <b>TÉLÉPHONE &amp; COMMUNICATION</b>                |   |                               |                 |   |
| 506-4310-00-00 SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE BUREAU          | 1 000                                     |                               |                 |   |
| 506-4320-00-00 CELLULAIRES DU PERSONNEL             | 3 500                                     |                               |                 |   |
| 506-4330-00-00 HÉBERGEMENT DU SITE WEB              | 0   |                               |                 |   |
| 506-4340-00-00 DÉV. & RODAGE BASE DE DONNÉES        | 1 200                                     |                               |                 |   |
| 506-4350-00-00 LICENCES DIVERSES D'EXPLOITATION     | 300                                       |                               |                 |   |
| <b>SOUS TOTAL TÉLÉPHONE &amp; COMMUNICATION</b>     | <b>6 000</b>                              | <b>6 000</b>                  |                 |   |
| <b>Sous-totaux dépenses page 1</b>                  | <b>67 550</b>                             | <b>27 000</b>                 | <b>46 750</b>   |   |



| Page 2 de 4   | PROVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2011 | Affectation budgétaire |                | NOTES ET COMMENTAIRES  |
|---|---------------------------------------|------------------------|----------------|--|
|   |                                       | Ville de Mtl 2011      | RS Québec 2011 |  |
| <b>INFORMATIQUE &amp; TÉLÉCOMMUNICATION</b>                   |                                       |                        |                |  |
| 366-4410-00-00 ORDINATEURS BUREAU PORTABLE & DOCKIN           | 10 000                                |                        |                |  |
| 366-4420-00-00 LOGICIELS ET LICENCES D'EXPLOITATION           | 500                                   |                        |                |  |
| 366-4430-00-00 IMPRIMANTES                                    | 3 500                                 |                        |                |  |
| 366-4435-00-00 SERVICES INTERNET                              | 3 500                                 |                        |                |  |
| 366-4460-00-00 SERVEUR INFORMATIQUE / BASE DONNÉES            | 2 500                                 |                        |                |  |
| 366-4460-00-00 AMORTISSEMENT ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE          | 500                                   |                        |                |  |
| <b>SOUS TOTAL INFORMATIQUE &amp; TÉLÉCOMMUNICATION</b>        | <b>20 500</b>                         | <b>18 000</b>          |                |  |
| <b>INSTANCES, RÉUNIONS &amp; COMITÉS</b>                      |                                       |                        |                |  |
| 366-4510-00-00 RÉUNIONS CONSEIL D'ADMINISTRATION              | 1 000                                 |                        |                |  |
| 366-4530-00-00 RÉUNIONS DU PERSONNEL                          | 1 500                                 |                        |                |  |
| RÉUNIONS DES DIVERS COMITÉS ET GILDE TRAVAIL                  | 1 000                                 |                        |                |  |
| <b>SOUS TOTAL INSTANCES, RÉUNIONS &amp; COMITÉS</b>           | <b>3 500</b>                          | <b>3 000</b>           |                |  |
| <b>IMPARTITION &amp; HONORAIRES PROFESSIONNELS</b>            |                                       |                        |                |  |
| 366-4610-00-00 SERVICE PAIE, COMPTABILITÉ, TENUE DE LIVRES    | 10 000                                |                        |                |  |
| 366-4620-00-00 FRAIS AUDIT FINANCIER                          | 3 000                                 |                        |                |  |
| 366-4630-00-00 HONORAIRES PROFESSIONNELS                      | 1 000                                 |                        |                |  |
| 366-4640-00-00 FRAIS BANCAIRES                                | 250                                   |                        |                |  |
| 366-4650-00-00 FRAIS SERVICES INFORMATIQUES & ENTRETIEN       | 250                                   |                        |                |  |
| <b>SOUS TOTAL IMPARTITION &amp; HONORAIRES PROFESSIONNELS</b> | <b>18 500</b>                         | <b>13 000</b>          |                |  |
| <b>PROMOTION &amp; COMMUNICATION</b>                          |                                       |                        |                |  |
| 366-4703-00-00 RÉDACTION AFFECTATION / TRADUCTION             | 500                                   |                        |                |  |
| 366-4710-00-00 MATÉRIEL PROMOTIONNEL DIVERS                   | 1 000                                 |                        |                |  |
| 366-4720-00-00 SITE WEB & MAINTENANCE                         | 10 000                                |                        |                |  |
| 366-4730-00-00 PLAN DE MARKETING et COMM                      | 15 000                                |                        | 6 000          | Composante du total admissible RS Québec pour administration (25%) |
| 366-4760-00-00 FRAIS DE MEMBERSHIP                            | 0                                     |                        |                |  |
| 366-4770-00-00 ÉQUIPE MONTRÉAL                                | 0                                     |                        |                |  |
| 366-4780-00-00 OUTILS PROMOTIONNELS                           | 1 000                                 |                        |                |  |
| 366-4790-00-00 BANQUE PHOTOS                                  | 500                                   |                        |                |  |
| 366-4795-00-00 CONFÉRENCES DE PRESSE & RELATIONS MÉDIAS       | 13 000                                |                        | 12 000         | Composante du total admissible RS Québec pour administration (25%) |
| <b>SOUS TOTAL PROMOTION &amp; COMMUNICATION</b>               | <b>40 500</b>                         | <b>18 000</b>          |                |  |
| <b>Sous-total dépenses page 2</b>                             | <b>81 000</b>                         | <b>51 000</b>          | <b>18 000</b>  |  |
| <b>Sous-total dépenses page 1 + 2</b>                         | <b>148 500</b>                        | <b>79 000</b>          |                |  |

| Page 3 de 4  | PRÉVISIONS<br>BUDGÉTAIRES<br>ANNULÉES<br>2021 | Affectations budgétaires |                      | NOTES ET COMMENTAIRES  |
|--|---|--------------------------|----------------------|--|
|  |   | Ville de Mtl<br>2021     | RSJ (autres)<br>2021 |  |
| <b>FRAIS DE REPRÉSENTATION</b>   |   |                          |                      |  |
| 966-4810-00-00 FRAIS DE<br>REPRÉSENTATION – DIR GÉNÉRAL                | 3 000   |                          |                      |  |
| 966-4820-00-00 REPRÉSENTATION<br>RESP SERVICES AUX ATHLÈTES            | 1 500   |                          |                      |  |
| 966-4830-00-00 FRAIS DE<br>REPRÉSENTATION RESP COMMUNIC.               | 1 000   |                          |                      |  |
| 966-4840-00-00 REPRÉSENTATION<br>RESP FINANCES ET COMMANDITES          | 1 500   |                          |                      |  |
| 966-4870-00-00 REPRÉSENTATION<br>AGENTS DEV SPORTIF RÉGIONAL           | 3 000   |                          |                      |  |
| 966-4880-00-00<br>REPRÉSENTATION CA/BÉNÉVOLE                           | 6 000   |                          |                      |  |
| 966-4890-00-00<br>REPRÉSENTATION AUTRES                                | 1 200   |                          |                      |  |
| <b>SOUS TOTAL FRAIS DE<br/>REPRÉSENTATION</b>                          | <b>17 200</b>                                 | <b>3 000</b>             |                      |  |
| <b>AXE ÉVÉNEMENTS SPORTIFS</b>   |   |                          |                      |  |
| 966-6000-00-00 RÉUNIONS<br>GROUPE DE TRAVAIL                           | 500   |                          |                      |  |
| 966-6080-00-00 FRAIS<br>D'ACCOMPAGNEMENT DE PROJET                     | 7 500   |                          |                      | Revenus divers associés  |
| PROJET «ÉVÈNEMENT ACTIF»   | 15 000  |                          |                      | Projet MPA... 15 000 en 2018-19, recherche de commandites pour 2019-<br>2020 |
| AFFECTATION SALARIALE  | 121 715                                       |                          |                      |  |
| <b>SOUS TOTAL AXE ÉVÉNEMENTS<br/>SPORTIFS</b>                          | <b>144 715</b>                                | <b>95 000</b>            |                      |  |
| <b>AXE SYNERGIE DU SPORT ET<br/>DÉVELOPPEMENT SPORTIF<br/>RÉGIONAL</b> |   |                          |                      |  |
| 966-7010-00-00 RÉUNIONS<br>GROUPE DE TRAVAIL SYNERGIE                  | 500   |                          |                      |  |
| 966-7050-00-00 RENCONTRES<br>SECTORIELLES                              | 5 500   | 5 000                    |                      |  |
| 966-7020-00-00 SOMMET DU<br>SPORT                                      | 45 000  | 32 500                   |                      |  |
| 966-7060-00-00 SOIRÉE DES<br>LAURÉATS MONTRÉALAIS                      | 60 000  | 30 000                   |                      |  |
| PROJET DE VALORISATION ET<br>RECONNAISSANCE SPORT RÉGIONAL             | 20 000  | 20 000                   |                      |  |
| AFFECTATION SALARIALE  | 138 805                                       | 100 000                  |                      |  |
| <b>SOUS TOTAL AXE SYNERGIE ET<br/>DÉVELOPPEMENT SPORT RÉGIONAL</b>     | <b>260 805</b>                                | <b>187 500</b>           |                      |  |
| <b>Sous-totaux dépenses page 3</b>                                     | <b>431 720</b>                                | <b>295 500</b>           |                      |  |
| <b>Sous-totaux dépenses<br/>pages 1, 2 et 3</b>                        | <b>580 250</b>                                | <b>364 500</b>           | <b>64 750</b>        |  |

| Page 4 de 4   | PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ANNUELLES 2021 | Affectation budgétaire |                 | NOTES ET COMMENTAIRES   |
|---|---------------------------------------|------------------------|-----------------|---|
|   |                                       | Ville de Mtl 2021      | Mtl Québec 2021 |   |
| <b>AXE SERVICES AUX ATHLETES ET INTERVENANTS SPORTIFS</b>                                   |                                       |                        |                 |   |
| 566-5000-00-00 RÉUNIONS GR DE TRAVAIL ET INTERVENANTS POUR CONCERTATION SERVICES            | 5 000                                 |                        | 5 000           | Projet INS Q  |
| 566-5040-00-00 RENDEZ-VOUS ESIM   | 25 000                                | 25 000                 |                 |   |
| 566-5060-00-00 FRAIS DE RECONNAISSANCE PARTENAIRES  | 1 000                                 | 1 000                  |                 |   |
| <b>SOUS TOTAL SERV. ATHLETES &amp; INTERV. SPORTIFS - DIVERS</b>                            | <b>31 000</b>                         | <b>26 000</b>          | <b>5 000</b>    |   |
| <b>SCIENCES DE L'ENTRAÎNEMENT</b>   |                                       |                        |                 |   |
| 566-5110-00-00 ÉVALUATION DE LA CONDITION PHYSIQUE  | 10 000                                |                        | 10 000          |   |
| 566-5120-00-00 ANALYSE BIOMÉCANIQUE   | 0                                     |                        |                 |   |
| 566-5130-00-00 PRÉPARATION PHYSIQUE   | 253 500                               |                        | 253 500         | Incluant 3 salles COM   |
| 566-5140-00-00 PLANIFICATION DE L'ENTRAÎNEMENT  | 7 500                                 |                        | 7 500           |   |
| 566-5150-00-00 NUTRITION SPORTIVE   | 12 000                                |                        | 12 000          |   |
| 566-5160-00-00 PSYCHOLOGIE SPORTIVE   | 18 000                                |                        | 18 000          |   |
| 566-5170-00-00 ÉDUCATION À LA PERFORMANCE   | 5 000                                 |                        | 5 000           |   |
| <b>SOUS TOTAL SCIENCES DE L'ENTRAÎNEMENT</b>  | <b>296 000</b>                        |                        | <b>296 000</b>  | Projet INS Q  |
| <b>SERVICES MÉDICAUX &amp; PARAMÉDICAUX SPORTIFS</b>  |                                       |                        |                 |   |
| 566-5210-00-00 PHYSIO / THÉRAPIE DU SPORT /chiro + NEURO                                    | 15 000                                |                        | 15 000          |   |
| 566-5270-00-00 FRAIS COUVERT D'ASSURANCE PAAC   | 6 000                                 |                        | 6 000           |   |
| <b>SOUS TOTAL SERVICES MÉDICAUX ET PARAMÉDICAUX</b>   | <b>21 000</b>                         |                        | <b>21 000</b>   | Projet INS Q  |
| <b>SOUTIEN AUX INTERVENANTS SPORTIFS</b>  |                                       |                        |                 |   |
| 566-5310-00-00 FORMATION CONTINUE DE L'ENTRAÎNEM  | 3 000                                 | 3 000                  |                 |   |
| 566-5320-00-00 PROJET MENTORAT SPORTIF  | 9 500                                 | 9 500                  |                 |   |
| 566-5330-00-00 CONSULTANTS SPÉCIALISTES SPORTIFS  | 2 000                                 | 2 000                  |                 |   |
| <b>SOUS TOTAL SOUTIEN AUX INTERVENANTS SPORTIFS</b>   | <b>14 500</b>                         | <b>14 500</b>          |                 |   |
| <b>SOUTIEN À L'ENTRAÎNEMENT &amp; AUX COMPÉTITIONS</b>                                      |                                       |                        |                 |   |
| 566-5401-00-00 PROJET SALLE ENTRAÎNEMENT ESIM   | 25 000                                | 25 000                 |                 |   |
| 566-5410-00-00 FRAIS DE DÉPLACEMENT   | 3 500                                 |                        |                 |   |
| 566-5420-00-00 ACCÈS SALLES D'ENTRAÎNEMENT  | 2 000                                 | 1 000                  | 1 000           |   |
| 566-5430-00-00 ACHAT MATÉRIEL SPÉCIALISÉ  | 5 000                                 |                        | 5 000           | Projet INS Q  |
| 566-5440-00-00 ACCÈS PLATEAUX SPÉCIALISÉS   | 2 000                                 | 2 000                  |                 |   |
| <b>SOUS TOTAL SOUTIEN ENTRAÎNEMENT &amp; COMPÉTITIONS</b>                                   | <b>37 500</b>                         | <b>28 000</b>          | <b>6 000</b>    |   |
| <b>AFFECTATION SALARIALE AGENTE GÉH, personnel ESIM, coordination générale et étudiants</b> | <b>179 250</b>                        | <b>167 000</b>         | <b>12 250</b>   | Composante du total admissible INS Québec pour administration (25%) |
| <b>SOUS TOTAL AXE SERV. AUX ATHLETES &amp; INTERV. SPORTIFS</b>                             | <b>489 250</b>                        | <b>235 500</b>         | <b>250 250</b>  |   |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES</b>   | <b>1 069 500</b>                      | <b>900 000</b>         | <b>315 000</b>  |   |
| <b>SURPLUS (OU DÉFICIT)</b>   | <b>32 500*</b>                        |                        | <b>10 000</b>   | * Contingence totale @ 3 %  |
|   | <b>32 500</b>                         | <b>335 000</b>         | <b>325 000</b>  |   |

*A.*

**Dossier # : 1207898001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique   |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder un soutien financier total et maximal de 975 000 \$ à l'organisme Conseil du sport de l'île de Montréal en provenance du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports afin de contribuer au développement du sport régional et du sport de haut niveau à Montréal pour la période du 1e janvier 2021 au 31 décembre 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GDD 1207898001 Dév sport régional.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Jerry BARTHELEMY  
Préposé au budget  
**Tél : 514 872-5066**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-22

Alpha OKAKESEMA  
Conseiller budgétaire  
**Tél : 514 872-5872**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**



(2)

**Dossier # : 1207231033**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Acte mixte  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | D'autoriser une dépense additionnelle de 3 768 869.25 \$, taxes incluses, augmenter le budget des contingences de 3 390 180.25 \$, taxes incluses, afin de faire l'agrandissement de la conduite d'égout du collecteur William dans le cadre des travaux de réfection des infrastructures de la rue William entre la rue de la Montagne et Dalhousie-Griffintown (Lot #6A) au contrat #441610 accordé à Les Entreprises Michaudville inc., CG19 0314, majorant ainsi le montant total du contrat de 20 458 194.40 \$ à 23 848 374.65 \$, taxes incluses et augmenter le budget des incidences de 378 689.00 \$, taxes incluses, incluant un montant maximal de 116 377,89 \$, taxes incluses, afin d'accorder un contrat gré à gré à Énergir, fournisseur unique, pour des travaux de déplacement de conduite de gaz existante. |

Il est recommandé :

1. D'autoriser une dépense additionnelle et augmenter le budget des contingences de 3 390 180.25 \$, taxes incluses, afin de faire l'agrandissement de la conduite d'égout du collecteur William dans le cadre des travaux de réfection des infrastructures de la rue William entre la rue de la Montagne et Dalhousie-Griffintown Lot #6A, contrat #441610 accordé à Les Entreprises Michaudville inc., CG19 0314, majorant ainsi le montant total du contrat de 20 458 194.40 \$ à 23 848 374.65 \$, taxes incluses;
2. d'accepter l'estimation d'Énergir et leur accorder un contrat gré à gré, fournisseur unique, pour les travaux de déplacement des conduites de gaz existantes, pour la somme maximale de 116 377,89 \$ taxes incluses;
3. d'autoriser une dépense additionnelle de 378 689.00 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences incluant le budget de 116 377,89 \$, taxes incluses pour les travaux d'Énergir en vertu de l'entente.
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2020-06-02 11:39

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1207231033**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Acte mixte  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | D'autoriser une dépense additionnelle de 3 768 869.25 \$, taxes incluses, augmenter le budget des contingences de 3 390 180.25 \$, taxes incluses, afin de faire l'agrandissement de la conduite d'égout du collecteur William dans le cadre des travaux de réfection des infrastructures de la rue William entre la rue de la Montagne et Dalhousie-Griffintown (Lot #6A) au contrat #441610 accordé à Les Entreprises Michaudville inc., CG19 0314, majorant ainsi le montant total du contrat de 20 458 194.40 \$ à 23 848 374.65 \$, taxes incluses et augmenter le budget des incidences de 378 689.00 \$, taxes incluses, incluant un montant maximal de 116 377,89 \$, taxes incluses, afin d'accorder un contrat gré à gré à Énergir, fournisseur unique, pour des travaux de déplacement de conduite de gaz existante. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En 2013, la Ville de Montréal a adopté le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur Griffintown afin d'améliorer la qualité de l'espace public dans ce secteur en requalification. Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), en tant qu'unité requérante, est mandaté afin de coordonner la mise en œuvre de certaines des interventions identifiées pour concrétiser la vision de développement du secteur. À cet effet, la rue William, entre les rues Dalhousie et de la Montagne, a été identifiée pour être réaménagée.

Dans le cadre de la requalification du secteur Griffintown, la Ville a opté pour l'installation d'un réseau d'égouts séparatifs. Suite à l'analyse de la Direction des réseaux d'eau (DRE), il a été jugé nécessaire de remplacer les réseaux secondaires et le collecteur William (actif de la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU)). La conduite d'alimentation principale d'aqueduc de la Direction de l'eau potable (DEP) doit être également remplacée. Le contrat de construction de cette rue a été octroyé à l'entrepreneur Michaudville en juin 2019 via l'appel d'offres numéro 441610, décrit au dossier décisionnel 1197231047.

Les travaux ont, par la suite, été reportés au printemps 2020 en raison de plusieurs chantiers publics et privés en cours. Ces projets étant limitrophes aux premières phases du projet, empêchaient le début des travaux. Pendant ce temps, la DEEU avait débuté l'analyse de faisabilité du deuxième bassin de rétention de 15 000 mètres cubes prévu dans Griffintown sur l'îlot Saint-Thomas soit à l'intersection des rues William et Séminaire. Plusieurs contraintes majeures de réalisation ont été identifiées lors de cette analyse réduisant l'ampleur du projet à 4000 mètres cubes seulement. La réduction du volume requis pour le réservoir ainsi que le report de la reconstruction du collecteur William ont donc offert à la DEEU l'opportunité d'évaluer l'agrandissement du collecteur William en remplacement de la construction d'un nouveau réservoir. L'agrandissement du collecteur William étant une solution permettant de répondre aux objectifs de la protection hydraulique tout en permettant une économie substantielle de plusieurs millions de dollars, il s'agit de la solution la plus avantageuse pour la Ville de Montréal, non seulement économiquement mais également par la réduction des impacts d'un nouveau chantier de construction dans le secteur.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG19 0314 - Le 20 juin 2019 - Accorder un contrat à la compagnie Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de Réfection des infrastructures de la rue William entre la rue de la Montagne et Dalhousie-Griffintown Lot#6A- Dépense totale de 22 394 673.52 \$ (contrat:18 180 000.00 \$, contingences : 2 278 194.40 \$ et incidences : 1 936 479.12 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441610 - 2 soumissionnaires (1197231047);

CM18 1145 - Le 18 septembre 2018 - Accorder un contrat à la compagnie Aménagement Côté Jardin inc. pour des travaux de réfection des infrastructures et d'aménagement de surface des rues du Shannon et Murray - Griffintown Lot-2. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 9 059 013,33 \$ (contrat:7 527 356,91 \$, contingences : 881 925,91 \$ et incidences : 649 730,51 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 331801 - 1 soumissionnaire conforme (1188081001);

CM18 0796 - Le 19 juin 2018 - Accorder un contrat à la compagnie Les terrassements Multi-Paysages inc., pour des travaux d'aménagement de surface de l'espace public de la rue du Séminaire - Griffintown Lot-1A. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 766 743.92 \$ (contrat: 672 743,92 \$ et incidences : 94 000,00\$), taxes incluses. Appel d'offres public 400310 - 5 soumissionnaires conformes (1187669005);

CM18 0824 - Le 19 juin 2018 - Accorder un contrat à la compagnie Les entreprises Michaudville inc., pour des travaux de réfection des infrastructures sur les rues Murray, Basin et Rioux - Griffintown Lot-4A. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 6 966 790,00 \$ (contrat:6 473 790,00 \$ et incidences : 493 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 433310 - 3 soumissionnaires conformes (1187669004);

CE18 0672 - Le 18 avril 2018 - Approuver, conformément au pouvoir délégué dans les résolutions CM15 1107 et CM15 1266, l'évaluation de rendement insatisfaisant du fournisseur « Les entreprises de construction Ventec inc. » réalisée par l'arrondissement de Verdun dans le cadre du contrat S17-007 pour la reconstruction de trottoirs, de pavage et travaux divers effectués sur différentes rues dans l'arrondissement en 2017 - Inscrire cette compagnie sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant pour une période de deux (2) ans à compter de la date de la résolution du comité exécutif approuvant l'évaluation de rendement insatisfaisant.;

CG18 0106 - Le 22 février 2018 - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour des travaux de construction d'un collecteur sanitaire sous la rue Ottawa, entre les rues du Séminaire et Dalhousie - Griffintown Lot-3B, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense



totale de 9 327 000 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 337702 - 2 soumissionnaires (1187669003);

CG18 0094 - Le 14 février 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (Volet agglomération) (1173843028);

CG18 0065 - Le 25 janvier 2018 - Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour la construction du bassin de rétention William d'une capacité de 12 000 m<sup>3</sup> dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Phase I - Dépense totale de 37 867 796,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5068-EC-308-15 (4 soum.);

CG17 0352 - Le 24 août 2017 - Accorder un contrat à Les entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réfection des infrastructures et aménagement de surface de la rue Ottawa, entre les rues Guy et du Séminaire - Griffintown Lot-3A, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 7 831 000 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 337601 (4 soum.);

CG16 0652 - Le 1 décembre 2016 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération) (1163843006);

CG16 0480 - Le 25 août 2016 - Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc. pour des travaux de réfection des infrastructures et aménagement de surface des rues Olier, du Séminaire et Young - Griffintown Lot-1, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 5 510 677,25 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 331701 - 9 soumissionnaires (1163493001);

CG15 0660 - Le 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération) (1153843005);

CG15 0468 - Le 20 août 2015 - Accorder un contrat à Catalogna et Frères Itée, pour la construction d'une conduite d'eau principale de 600 mm de diamètre et abandon de la conduite d'eau existante dans l'axe de la rue Guy, du Canal de Lachine à la rue William (Les Bassins du Nouveau Havre). Arrondissement: Le Sud-Ouest. Dépense totale de 1 551 380,39 \$ (contrat: 1 374 380,39 \$ + incidences: 177 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 227703 - 4 soumissionnaires;

CM14 0931 - 16 septembre 2014 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour la construction d'un égout séparatif (sanitaire, pluvial) et reconstruction de conduites d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, et travaux d'aménagement paysager et d'éclairage, là où requis, dans la rue Basin, d'un point à l'ouest de la rue des Seigneurs à la rue Richmond et dans la rue Richmond, du parc du Canal Lachine à la rue William. Arrondissement: Le Sud-Ouest. Dépense totale de 4 600 000,00 \$ (contrat: 4 158 000,00 \$ + incidences: 442 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 227702 - 1 soumissionnaire (1144822043);

CE14 1317 - 27 août 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la phase 2 des travaux de déplacement d'une conduite d'eau potable principale de 600mm, incluant l'abandon de la conduite existante, dans l'axe de la rue Guy, entre le canal Lachine et la rue William, dans le cadre du projet «Les Bassins du Nouveau Havre» (1143227001);

CM13 0478 - 27 mai 2013 - Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme du secteur Griffintown révisé à la suite de la consultation publique tenue par l'OCPM (1134543001);

CG12 0150 - 17 mai 2012 - Accorder un contrat à Louisbourg SBC, s.e.c., Division Construction Louisbourg pour la construction d'une conduite d'eau principale, d'une

chambre de vannes et d'une chambre de mesure de débit dans la rue Basin dans le cadre du projet Les Bassins du Nouveau Havre (Phase 1). - Arrondissement: Le Sud-Ouest. - Dépense totale de 624 435,84 \$, taxes incluses (contrat: 566 435,84 \$ + incidences: 58 000,00 \$) - Appel d'offres public 227701 - 5 soumissionnaires. (1120266017);

CE11 2136 - 21 décembre 2011 - Autorisation pour le lancement d'un appel d'offres public pour la construction d'une chambre de vanne dans la rue Basin, d'une chambre de mesure de débit dans le parc 4 Sud, à la limite de la rue Basin, et d'une portion de la conduite d'aqueduc de 600 mm reliant les deux chambres, dans le cadre du projet Les Bassins du Nouveau Havre. (1114175002);

CE11 1644 - 19 octobre 2011 - Autorisation pour le lancement d'un appel d'offres public pour la construction d'une chambre de vanne dans la rue Basin dans le cadre du projet « Les Bassins du Nouveau Havre » (1115333001);

D2104243071 - 17 décembre 2010 - Approbation du projet de remplacement du lot 4 527 069 par 31 lots portant les numéros 4 498 991 à 4 499 021 (2104243071);

CG10 0408 - 25 novembre 2010 - Approbation d'un projet d'entente sur les travaux municipaux avec la SIC pour la réalisation du projet « Les Bassins du Nouveau Havre » (1104175002);

CM09 0702 - 25 août 2009 - Adoption du Règlement autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur le lot 1 852 819 du cadastre du Québec (1083468009);

CM09 0674 - 25 août 2009 - Adoption de l'accord de développement pour le projet « Les Bassins du Nouveau Havre » (1094175003);

CM09 0154 - 30 mars 2009 - Acceptation par le conseil municipal de procéder à la conclusion des protocoles de l'entente sur les travaux municipaux du projet « Les Bassins du Nouveau Havre » (1081587001).

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à autoriser une dépense additionnelle pour les travaux d'élargissement de la conduite du collecteur d'égout William sur la rue William entre les rues de la Montagne et Dalhousie.

Les travaux additionnels comprennent, entre autres :

- la reconstruction du collecteur William en conduite TBA 1800mm à la place de 1500mm;
- l'augmentation de la grosseur de regards et du nombre de blocs joints;
- l'augmentation du nombre de coudes sur les conduites d'eau principales;
- la modification des puisards;
- la surexcavation des tranchées et de la profondeur;
- l'ajout d'une station de pompage à l'intersection William / de l'inspecteur;
- l'augmentation des frais généraux liée aux délais supplémentaires;
- les frais d'indexation dus au report du projet.

Le délai contractuel sera majoré de 4 mois. Le délai du contrat initial passera donc de 185 à 312 jours calendrier.

### Contrat avec Énergir (travaux incidents)

Les travaux de ce contrat sans s'y limiter consistent en ;

-Relocalisation des conduites de gaz principales à 7 endroits sur la rue William due à la

directive de changement.

Tel que mentionné dans la lettre d'estimation des travaux fournie par Énergir, en pièce jointe, la valeur du contrat est de 232 755,77 \$ correspondant à la somme des montants suivants :

- Travaux d'Énergir selon la lettre : 202 440,33 \$
- Taxes TPS et TVQ : 30 315,44 \$

Le montant des travaux assumé par la Ville de Montréal selon l'entente avec Énergir est de 116 377,89 \$ taxes incluses, soit une répartition des coûts à 50%-50% et est prévu dans les dépenses incidentes supplémentaires à faire autoriser par les instances.

Aucune autre majoration ne sera demandée en lien avec le présent dossier.

## **JUSTIFICATION**

Suite à la demande de la Direction de l'épuration des eaux usées (DÉEU) d'opter pour l'élargissement du diamètre de conduite du collecteur sur la rue William, étant donné que le projet était déjà octroyé, nous avons rejeté l'option d'annulation du contrat car cela impliquait d'avoir à payer des sommes importantes à l'entrepreneur et de devoir repartir en appel d'offres. En relançant un autre appel d'offres, nous nous exposons à obtenir des coûts plus élevés considérant que le contrat initial présentait des coûts déjà très compétitifs. La soumission de l'entrepreneur était 24.3% moins élevée que notre estimation de contrôle fait par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC).

Par ailleurs, la DÉEU a décidé d'opter pour cette alternative principalement pour l'économie budgétaire que la Ville de Montréal peut faire en n'ayant pas à faire un deuxième bassin de rétention dans le secteur Griffintown. En élargissement la conduite du collecteur de la rue William, cela permet d'obtenir les mêmes objectifs du plan directeur pour la gestion des eaux usées. Une note technique du Service de l'eau en pièces jointes permettra de mieux comprendre cette alternative. Au niveau de l'économie, la construction du réservoir Saint-Thomas prévue initialement, pour un volume de 4000 mètres cubes, a été évaluée à environ 12M\$ sans inclure les besoins de protection environnementale.

Par la suite, une analyse de faisabilité ainsi qu'une directive pour coordination avec l'entrepreneur ont donc été réalisées afin de nous donner une idée de l'impact financier sur le projet. Un ordre de grandeur du changement avait été soumis par l'entrepreneur et cela représentait une valeur entre 11% et 13% de la valeur du contrat. Par contre, cela n'incluait aucune intervention supplémentaire sur le réseau technique urbain ou l'ajout d'un regard de pompage. Par la suite, une directive de changements a été émise à l'entrepreneur afin de recevoir sa proposition.

L'entrepreneur Les Entreprises Michaudville inc. a présenté un délai supplémentaire de 4 mois dans leur proposition. Ce délai est principalement relié aux éléments suivants :

- Diminution de la production due à l'augmentation du diamètre des conduites;
- Diminution de la production due au changement des regards qui nécessite la mobilisation d'une grue pour chaque intervention;
- Mobilisation d'une seule équipe de travail à la place des deux planifiées initialement;
- Gestion plus difficile des soutènements des réseaux techniques urbains due aux plus grandes tranchées;

- Augmentation du nombre de coudes sur les conduites d'eau principales due à la relocalisation;
- Augmentation du nombre de blocs de jonction des regards;
- Diminution de la production car les puisards et services d'égouts sont plus profonds;
- Contraintes de mobilité supplémentaires dues aux chantiers limitrophes qui n'étaient pas présents initialement;
- COVID-19 : Changement majeur dans la disponibilité des équipes et des travaux du secteur.

Le montant demandé dans le présent GDD est une enveloppe budgétaire additionnelle qui servira aux travaux requis pour le surdimensionnement du collecteur et pour les frais occasionnés par le report du début des travaux par la Ville, comprenant ainsi une contingence additionnelle de 3 390 180.25\$ taxes incluses et des incidences pour un montant de 378 689,00 \$ taxes incluses . Des négociations sont présentement en cours avec l'entrepreneur Les Entreprises Michaudville inc. et le SIRR avec l'appui de la DGPEC afin de s'entendre sur les prix finaux les plus justes et les délais contractuels les plus raisonnables en fonction de toutes les conditions actuelles du marché et du secteur des travaux.

Une analyse budgétaire, jointe au présent dossier, a été réalisée par le SIRR. Il est convenu de conserver la globalité des enveloppes déjà autorisées dans le contrat #441610. Étant donné que le projet n'est pas encore débuté, l'enveloppe des contingences initiales de 2 278 194.40\$ sera préservée mais aucune dépense n'est encore prévue sur celle-ci.

Une demande d'autorisation d'une dépense additionnelle de 3 768 869.25 \$ est donc présentée aux instances pour majorer le contrat #441610 d'un montant de contingences de 3 390 180.25 \$, faisant passer le contrat de 20 458 194.40 \$ (contrat:18 180 000.00 \$, contingences : 2 278 194.40 \$) à 23 848 374.65 \$ taxes incluses, et augmenter l'enveloppe des incidences de 378 689.00 \$ qui passera de 1 936 479.12 \$ à 2 315 168.12 \$ taxes incluses. Cette bonification de l'enveloppe budgétaire qui représente 16.57% de la valeur du contrat est en conformité avec le règlement sur la gestion contractuelle et n'excède pas 20% du montant total du contrat, incluant les taxes applicables;

Une demande d'autorisation d'une dépense additionnelle de 3 768 869.25 \$ est donc présentée aux instances pour majorer le montant de contingences de 3 390 180.25 \$, faisant passer le budget total de contingences de 2 278 194.40\$ à 5 668 374.65\$ taxes incluses, et augmenter l'enveloppe des incidences de 378 689.00 \$ qui passera de 1 936 479.12 \$ à 2 315 168.12 \$ taxes incluses.

Cette modification des travaux déjà prévus au contrat n'en change pas la nature et s'avère accessoire à celui-ci.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense additionnelle demandée est de 3 768 869.25 \$ (Majoration des contingences de 3 390 180.25\$ et des incidences de 378 689.00\$) taxes incluses est donc requise afin de réaliser cette directive.

L'enveloppe des contingences du contrat passe de 2 278 194.40 \$, taxes incluses, soit 12.54 % du coût des travaux assumés par la Ville à 5 668 374.65 \$, maintenant 31.18 %.

Cette dépense additionnelle de 3 768 869.25 \$, prévue au PTI de la Direction de l'épuration des eaux usées et entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 3 441 479.97 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, laquelle est financée par le règlement d'emprunt RCG 18-031.

| Programme  | 2020                   | 2021                   | Ultérieur | Total                  |
|------------|------------------------|------------------------|-----------|------------------------|
| RCG 18-031 | 1 884 434.62 \$        | 1 884 434.63 \$        | -         | 3 768 869.25 \$        |
|            | <b>1 884 434.62 \$</b> | <b>1 884 434.63 \$</b> | -         | <b>3 768 869.25 \$</b> |

La répartition des coûts de la dépense additionnelle (contingences et incidences) est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau"

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si la majoration de la dépense est reportée à une date ultérieure, le projet ne pourra pas être complété jusqu'à la décision des instances.

Également, certains projets déjà planifiés dans le secteur risquent de voir leur échéancier décalé et par ce fait occasionner d'autres imprévus lors de la réalisation de ces projets.

Si la majoration est refusée, le cas échéant, la Direction des infrastructures pourrait envisager de résilier le présent contrat et relancer un autre processus d'appel d'offres pour réaliser le projet, impliquant le risque d'obtenir des prix unitaires plus élevés et impliquant des frais de relance du dossier.

De plus, suite à une annulation du contrat par la ville, celle-ci devra, en vertu de l'article 4.5.2.2 des clauses administratives générales des documents de l'appel d'offres 441610, payer un montant d'environ 350 000,00\$. En plus de ce montant, la Ville devra également payer le coût des travaux réalisés jusqu'à la date de résiliation.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

*Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.*

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un nouveau plan de communication sera fait afin d'informer les citoyens de l'avancement et du coût du projet à ce jour.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Majoration du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.

Début des travaux : Juin 2020

Fin des travaux : Août 2021

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Validation juridique avec commentaire :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds : ; Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

---

### **Parties prenantes**

André LEMIEUX, Service de l'eau

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Rémi BRABANT-BLAQUIÈRE  
Ingénieur - Grands projets

**Tél :** 514-872-6199  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-15

Jean-Pierre BOSSÉ  
Chef de division

**Tél :** 514-280-2342  
**Télécop. :**

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Martin BOULIANNE  
Directeur des infrastructures  
**Tél :** 514-872-4101  
**Approuvé le :** 2020-06-02

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Claude CARETTE  
Directeur  
**Tél :** 514 872-6855  
**Approuvé le :** 2020-06-02

|  |  |                  |               |                   |
|--|--|------------------|---------------|-------------------|
| <b>SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)</b> |  | <b>SOUSSION:</b> | <b>441610</b> | <b>DATE:</b>      |
| <b>#GDD:</b>                                     | <b>1207231033</b>  | <b>DRM:</b>      | <b>4416</b>   | <b>2020/05/21</b> |
| <b>RESPONSABLE:</b>                              | <b>Rémi Brabant Blaquièrre ing.</b>  |                  |               |                   |
| <b>INTITULÉ DU PROJET:</b>                       | <b>Travaux additionnels suite à la directive de changement 01 pour l'élargissement de la conduite du collecteur William - contrat 441610, dans la William entre les rue de la Montagne et Dalhousie - Griffintown Lot#6A</b> |                  |               |                   |

PROJET INVESTI:  Desc et client-payeur: **Direction de l'épuration des eaux usées (DÉEU)**

| Sous-projet       | Projet SIMON | Crédits                | Taxes incluses |                        |                      | Agglo (A) /Corpo (C) |
|-------------------|--------------|------------------------|----------------|------------------------|----------------------|----------------------|
|                   |              |                        | Contrat        | Contingences           | Incidences           |                      |
| 0                 | 0            | 3 095 686.44 \$        | 0.00 \$        | 3 390 180.25 \$        | 0.00 \$              | A                    |
| 0                 | 0            | 345 793.53 \$          | 0.00 \$        | 0.00 \$                | 378 689.00 \$        | A                    |
| 0                 | 0            | 0.00 \$                | 0.00 \$        | 0.00 \$                | 0.00 \$              |                      |
| 0                 | 0            | 0.00 \$                | 0.00 \$        | 0.00 \$                | 0.00 \$              |                      |
| 0                 | 0            | 0.00 \$                | 0.00 \$        | 0.00 \$                | 0.00 \$              |                      |
| 0                 | 0            | 0.00 \$                | 0.00 \$        | 0.00 \$                | 0.00 \$              |                      |
| <b>SOUS-TOTAL</b> |              | <b>3 441 479.97 \$</b> | <b>0.00 \$</b> | <b>3 390 180.25 \$</b> | <b>378 689.00 \$</b> |                      |

PROJET INVESTI:  Desc et client-payeur:

| Sous-projet       | Projet SIMON | Crédits        | Contrat        | Contingences   | Incidences     | Agglo (A) /Corpo (C) |
|-------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|
| 0                 | 0            | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        |                      |
| 0                 | 0            | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        |                      |
| 0                 | 0            | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        |                      |
| 0                 | 0            | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        |                      |
| <b>SOUS-TOTAL</b> |              | <b>0.00 \$</b> | <b>0.00 \$</b> | <b>0.00 \$</b> | <b>0.00 \$</b> |                      |

PROJET INVESTI:  Desc et client-payeur:

| Sous-projet       | Projet SIMON | Crédits        | Contrat        | Contingences   | Incidences     | Agglo (A) /Corpo (C) |
|-------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|
| 0                 | 0            | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        |                      |
| 0                 | 0            | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        |                      |
| 0                 | 0            | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        |                      |
| 0                 | 0            | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        |                      |
| 0                 | 0            | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        |                      |
| <b>SOUS-TOTAL</b> |              | <b>0.00 \$</b> | <b>0.00 \$</b> | <b>0.00 \$</b> | <b>0.00 \$</b> |                      |

PROJET INVESTI:  Desc et client-payeur:

| Sous-projet       | Projet SIMON | Crédits        | Contrat        | Contingences   | Incidences     | Agglo (A) /Corpo (C) |
|-------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|
| 0                 | 0            | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        |                      |
| <b>SOUS-TOTAL</b> |              | <b>0.00 \$</b> | <b>0.00 \$</b> | <b>0.00 \$</b> | <b>0.00 \$</b> |                      |

PROJET INVESTI:  Desc et client-payeur:

| Sous-projet       | Projet SIMON | Crédits        | Contrat        | Contingences   | Incidences     | Agglo (A) /Corpo (C) |
|-------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|
| 0                 | 0            | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        | 0.00 \$        |                      |
| <b>SOUS-TOTAL</b> |              | <b>0.00 \$</b> | <b>0.00 \$</b> | <b>0.00 \$</b> | <b>0.00 \$</b> |                      |

|  |                        |                |                        |                      |
|--|------------------------|----------------|------------------------|----------------------|
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>3 441 479.97 \$</b> | <b>0.00 \$</b> | <b>3 390 180.25 \$</b> | <b>378 689.00 \$</b> |
| <b>TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)</b> | <b>3 768 869.25 \$</b> |                |                        |                      |

|                         |   |           |        |            |  |
|-------------------------|---|-----------|--------|------------|--|
| NUMÉRO DE SOUS-PROJET:  | <b>GRAND TOTAL</b>  | SOUSSION: | 441610 | DATE:      |  |
| NUMÉRO DE PROJET SIMON: |   |           |        | 21/05/2020 |  |
| INTITULÉ DU PROJET:     | Travaux additionnels suite à la directive de changement 01 pour l'élargissement de la conduite du collecteur William - contrat 441610, dans la William entre les rue de la Montagne et Dalhousie - Griffintown Lot#6A |           |        |            |  |

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ..... 0.00 \$

TRAVAUX CONTINGENTS ..... 3 390 180.25 \$

**DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:**

Utilités publiques ..... 123 622.11 \$

Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc. .... 30 820.00 \$

Laboratoire (contrôle qualitatif + surveillance environnemtale) ..... 89 377.00 \$

Division de la voirie - Marquage et signalisation ..... 18 492.00 \$

Gestion des impacts ..... 116 377.89 \$

Horticulture (\$13K) et Mobilier urbain (\$4K) ..... 0.00 \$

Mobilier d'éclairage ..... 0.00 \$

Feux de circulation ..... 0.00 \$

**TOTAL À REPORTER** ..... 378 689.00 ..... 378 689.00 \$

Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL ..... 3 768 869.25 \$

Imputation (crédits) ..... 3 441 479.97 \$

Montant de dépôt .....

**TAXES:**

À payer avant ristournes (100%) ..... TPS 5%      TVQ 9,975%  
163 899.51      326 979.52

Ristournes TPS et TVQ à 50% ..... 327 389.27

|              |  |               |                             |
|--------------|--|---------------|-----------------------------|
| PLAN NUMÉRO: |  | CALCULÉ PAR ▶ | Rémi Brabant Blaquière ing. |
|--------------|--|---------------|-----------------------------|



|                          |   |                 |        |            |  |
|--------------------------|---|-----------------|--------|------------|--|
| NUMÉRO DE SOUS-PROJET:   | XXX   | SOUSSION:       | 441610 | DATE:      |  |
| NUMÉRO DE PROJET SIMON:  | XXX   | DRM SPÉCIFIQUE: |        | 21/05/2020 |  |
| INTITULÉ DU SOUS-PROJET: | Travaux additionnels directive 01 - Élargissement du diamètre du collecteur |                 |        |            |  |
| ENTREPRENEUR ▶           | Les Entreprises Michaudville inc.   |                 |        |            |  |

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET .....

TRAVAUX CONTINGENTS DE  .....

**DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:**

|  |       |                               |  |
|--|-------|-------------------------------|--|
| Utilités publiques   | ..... | <input type="text" value=""/> |  |
| Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc. | ..... | <input type="text" value=""/> |  |
| Laboratoire, contrôle qualitatif                           | ..... | <input type="text" value=""/> |  |
| Division de la voirie - Marquage et signalisation          | ..... | <input type="text" value=""/> |  |
| Gestion des impacts  | ..... | <input type="text" value=""/> |  |
|  | ..... | <input type="text" value=""/> |  |
|  | ..... | <input type="text" value=""/> |  |
|  |       | <b>TOTAL À REPORTER</b>       | <input type="text" value="0.00"/> <input type="text" value="0.00 \$"/> |

Dépenses totales à autoriser .....

Imputation (crédits) .....

Montant de dépôt .....

|                                 |       |   |   |
|---------------------------------|-------|---|---|
| <b>TAXES:</b>                   |       | TPS 5%                                  | TVQ 9,975%                              |
| À payer avant ristournes (100%) | ..... | <input type="text" value="147 431.19"/> | <input type="text" value="294 125.23"/> |
| Ristournes TPS et TVQ à 50%     | ..... | <input type="text" value="294 493.81"/> |   |

|              |                               |               |                              |
|--------------|-------------------------------|---------------|------------------------------|
| PLAN NUMÉRO: | <input type="text" value=""/> | CALCULÉ PAR ▶ | Rémi Brabant Blaquièrre ing. |
|--------------|-------------------------------|---------------|------------------------------|

|                          |  |                 |        |            |  |
|--------------------------|--|-----------------|--------|------------|--|
| NUMÉRO DE SOUS-PROJET:   | XXX  | SOUSSION:       | 441610 | DATE:      |  |
| NUMÉRO DE PROJET SIMON:  | XXX  | DRM SPÉCIFIQUE: |        | 21/05/2020 |  |
| INTITULÉ DU SOUS-PROJET: | Incidences - Travaux additionnels directive 01 - Élargissement du diamètre du collecteur |                 |        |            |  |
| ENTREPRENEUR >           | Incidences techniques et professionnels  |                 |        |            |  |

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET \_\_\_\_\_

TRAVAUX CONTINGENTS DE  \_\_\_\_\_ 0.00 \$

**DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:**

|   |                   |                      |
|---|-------------------|----------------------|
| Utilités publiques  | 123 622.11 \$     |                      |
| Contrôle environnementale                                       | 30 820.00 \$      |                      |
| Laboratoire (contrôle qualitatif + surveillance environnemtale) | 89 377.00 \$      |                      |
| Gestion des impacts   | 18 492.00 \$      |                      |
| Travaux d'Énergir   | 116 377.89 \$     |                      |
|   |                   |                      |
|   |                   |                      |
|   |                   |                      |
| <b>TOTAL À REPORTER</b>   | <b>378 689.00</b> | <b>378 689.00 \$</b> |

Dépenses totales à autoriser \_\_\_\_\_ 378 689.00 \$

Imputation (crédits) \_\_\_\_\_ 345 793.53 \$

Montant de dépôt \_\_\_\_\_

**TAXES:**

|                                 |                     |                         |
|---------------------------------|---------------------|-------------------------|
| À payer avant ristournes (100%) | TPS 5%<br>16 468.32 | TVQ 9,975%<br>32 854.30 |
| Ristournes TPS et TVQ à 50%     | 32 895.47           |                         |

|              |  |               |                              |
|--------------|--|---------------|------------------------------|
| PLAN NUMÉRO: |  | CALCULÉ PAR > | Rémi Brabant Blaquièrre ing. |
|--------------|--|---------------|------------------------------|

Augmentation de la valeur du contrat # 441610 - Travaux de réfection des infrastructures de la rue William entre la rue de la Montagne et Dalhousie-Griffintown Lot#6A- Dépense totale de 22 394 673.52 \$ (contrat:18 180 000.00 \$, contingences : 2 278 194.40 \$ et incidences : 1 936 479.12 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441610 CG19 0985: 20 Juin 2019 (GDD:1197231047)

GDD # 1207231033

Taxes incluses

|  | CONTRAT: Les Entreprises Michaudville inc.<br>20 458 194.40 \$ |                          | Incidences             | GRAND TOTAL              |
|--|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|
|  | Travaux  | Contingences             |                        |                          |
| <b>Enveloppes budgétaires autorisées (GDD 1197231047)</b>  | <b>18 180 000.00 \$</b>  | <b>2 278 194.40 \$</b>   | <b>1 936 479.12 \$</b> | <b>22 394 673.52 \$</b>  |
| Travaux payés à ce jour  | 0.00 \$  | 0.00 \$                  |                        | - \$                     |
| Travaux engagés à ce jour:   | 0.00 \$  | 0.00 \$                  |                        | 0.00 \$                  |
| Incidences payées et engagés   |  |                          | 26 713.52 \$           | 26 713.52 \$             |
| <b>Total (payé+engagé+imprevus) Ville</b>  | <b>- \$</b>  | <b>- \$</b>              | <b>26 713.52 \$</b>    | <b>26 713.52 \$</b>      |
| <b>Montant disponible pour les travaux et incidences à ce jour :</b>   | <b>18 180 000.00 \$</b>  | <b>2 278 194.40 \$</b>   | <b>1 909 765.60 \$</b> | <b>22 367 960.00 \$</b>  |
| Travaux du contrat à réaliser  | 18 180 000.00 \$   | - \$                     | 1 909 765.60 \$        | 20 089 765.60 \$         |
| Travaux additionnelle pour la directive 01 - Élargissement du collecteur William   |  | 3 390 180.25 \$          |                        | 3 390 180.25 \$          |
| Contingences de 12,54% (Prévu initialement au contrat)   | - \$   | 2 278 194.40 \$          |                        | 2 278 194.40 \$          |
| Incidences à venir sur les travaux imprévus (travaux ÉNERGIR, contrôle environnementale, Laboratoire, gestion des impacts, utilités publiques) |  |                          | 378 689.00 \$          | 378 689.00 \$            |
| <b>Total estimé des travaux et incidences</b>  | <b>18 180 000.00 \$</b>  | <b>5 668 374.65 \$</b>   | <b>2 288 454.60 \$</b> | <b>26 136 829.25 \$</b>  |
| <b>Surplus (insuffisance) budgétaire pour compléter le contrat</b>   | <b>- \$</b>  | <b>(3 390 180.25) \$</b> | <b>(378 689.00) \$</b> | <b>(3 768 869.25) \$</b> |
| <b>Augmentation de la dépense à faire autoriser</b>  |  |                          |                        | <b>3 768 869.25 \$</b>   |

|  | Avant majoration        | Majoration             | Après majoration        | % d'augmentation du contrat |
|--|-------------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------------|
| Travaux  | 18 180 000.00 \$        | - \$                   | 18 180 000.00 \$        |                             |
| Contingences   | 2 278 194.40 \$         | 3 390 180.25 \$        | 5 668 374.65 \$         |                             |
| <b>Total</b>   | <b>20 458 194.40 \$</b> | <b>3 390 180.25 \$</b> | <b>23 848 374.65 \$</b> | <b>16.57%</b>               |
| <i>Pourcentage des contingences sur le coût initial des travaux du contrat</i> | <i>12.53%</i>           |                        | <i>31.18%</i>           |                             |

## Validation du redimensionnement dans le cadre du projet de reconstruction du collecteur William (Lot6A)

ET1501

Par : Louis Jutras, ing. M.Sc.A.



Date : 18 mars 2020

---

### Objet

Cette note a pour but d'expliquer la conformité du projet de reconstruction du collecteur William entre les rues De la Montagne et Dalhousie (LOT6A) à la planification de la desserte dudit collecteur tel établi en 2012 pour ce secteur ainsi qu'à la planification maintenant envisagée pour l'ensemble du bassin de drainage St-Jacques-d'Youville.

Nous expliquons à cet effet le contexte, l'historique du dossier et l'évolution de la planification en raison des diverses contraintes rencontrées.

### Contexte

Le collecteur William a été construit en brique en 1966. Il est de forme ovoïdale et a une largeur de 1 200 mm par une hauteur de 1 800 mm. La figure 1 illustre le secteur desservi par le collecteur William.

Dans le cadre du projet d'aménagement de l'autoroute Bonaventure et des projets de développement du quartier Griffintown, plusieurs études hydrauliques ont été réalisées pour analyser le réseau desservant le bassin de drainage St-Jacques-d'Youville et plus particulièrement pour identifier les besoins de mise-à-niveau du collecteur William dans lequel se rejettent les eaux de ces projets.

### Historique des études

Les premières analyses fonctionnelles du réseau d'égouts ont montré que le collecteur William n'avait pas un niveau de service adéquat pour desservir non seulement le secteur actuel, mais également une requalification du secteur en résidentiel fortement densifié.

L'objectif de ces études était de déterminer les solutions aptes à limiter la mise en charge et le refoulement du collecteur William pour une période de récurrence de 10 ans, ainsi que de diminuer le nombre d'épisodes et les volumes de débordement à partir de la structure McGill vers le fleuve St-Laurent par temps de pluie.



Les différents rendus de ces analyses hydrauliques sont les suivants :

1. Bassin St-Jacques-d'Youville, Étude hydraulique du collecteur William, janvier 2011, 12 p.
2. Analyse multicritère de sites potentiels (réservoir William), Quartier Bonaventure, mars 2011, 13 p.
3. Bassin St-Jacques-d'Youville, Étude hydraulique du collecteur William, juillet 2012, 11 p.
4. Construction d'un bassin de rétention, collecteurs William et Saint-Jacques-d'Youville, Partie 1, BPR-Tetrattech, octobre 2012, 101 p.
5. Étude hydraulique du bassin de drainage St-Jacques-d'Youville (308), Analyse fonctionnelle et hydraulique détaillée du réservoir de rétention William, décembre 2015, 25 p.
6. Élévation maximale du niveau d'eau dans la nouvelle chambre de dérivation du collecteur Saint-Jacques-d'Youville, septembre 2016, 4 p.
7. Modification à la structure de dérivation du collecteur William, mars 2017, 5 p.
8. Fiches techniques des options d'implantation de réservoir de rétention en fonction du soulagement d'un ou deux collecteurs, mars 2017, 6 p.
9. Avancement de la conception préliminaire de l'ouvrage de rétention St-Thomas, Bassin St-Jacques d'Youville, juillet 2017, 12 p.
10. Concept d'aménagement final de l'ouvrage de rétention St-Thomas (version préliminaire, document de travail, débuté en janvier 2018)

Découlant du rapport de janvier 2011, trois ensembles de solutions ont été développés par la DEEU (figure 2) :

Solution 1 : la reconstruction complète du collecteur William avec un seul réservoir;

Solution 2 : la reconstruction du collecteur William en amont d'un réservoir suivi par une réhabilitation;

Solution 3 : la réhabilitation complète du collecteur William avec deux réservoirs.

Toutes ces variantes incluaient la construction d'un ouvrage de rétention intégré au centre du projet de réaménagement de l'autoroute Bonaventure. Pour ce réservoir, dénommé le réservoir William, une capacité de rétention de 8 000 m<sup>3</sup> a été fixée afin de réduire la fréquence et les volumes des eaux débordées au fleuve sur une capacité minimale totale de 10 000 m<sup>3</sup>. Un objectif de réduction des fréquences de débordement de l'ordre de 25 % au point de rejet de la structure McGill est associé à cet ouvrage.

La Solution 3 a été retenue pour améliorer la desserte du collecteur comprenait sa réhabilitation et l'implantation de deux réservoirs : un réservoir près de l'autoroute Bonaventure de 10 000 m<sup>3</sup> en bimode et un autre près de la rue de la Montagne de 4 000 m<sup>3</sup> en protection hydraulique. Le second réservoir est illustré par une canalisation de grand diamètre (vert) sous la rue William entre les rues Guy et de la Montagne. Cette canalisation peut être remplacée par un réservoir sur un terrain dont l'emplacement est à déterminer. En 2014, un terrain sera proposé pour l'emplacement de ce réservoir. Il sera dénommé le réservoir St-Thomas.

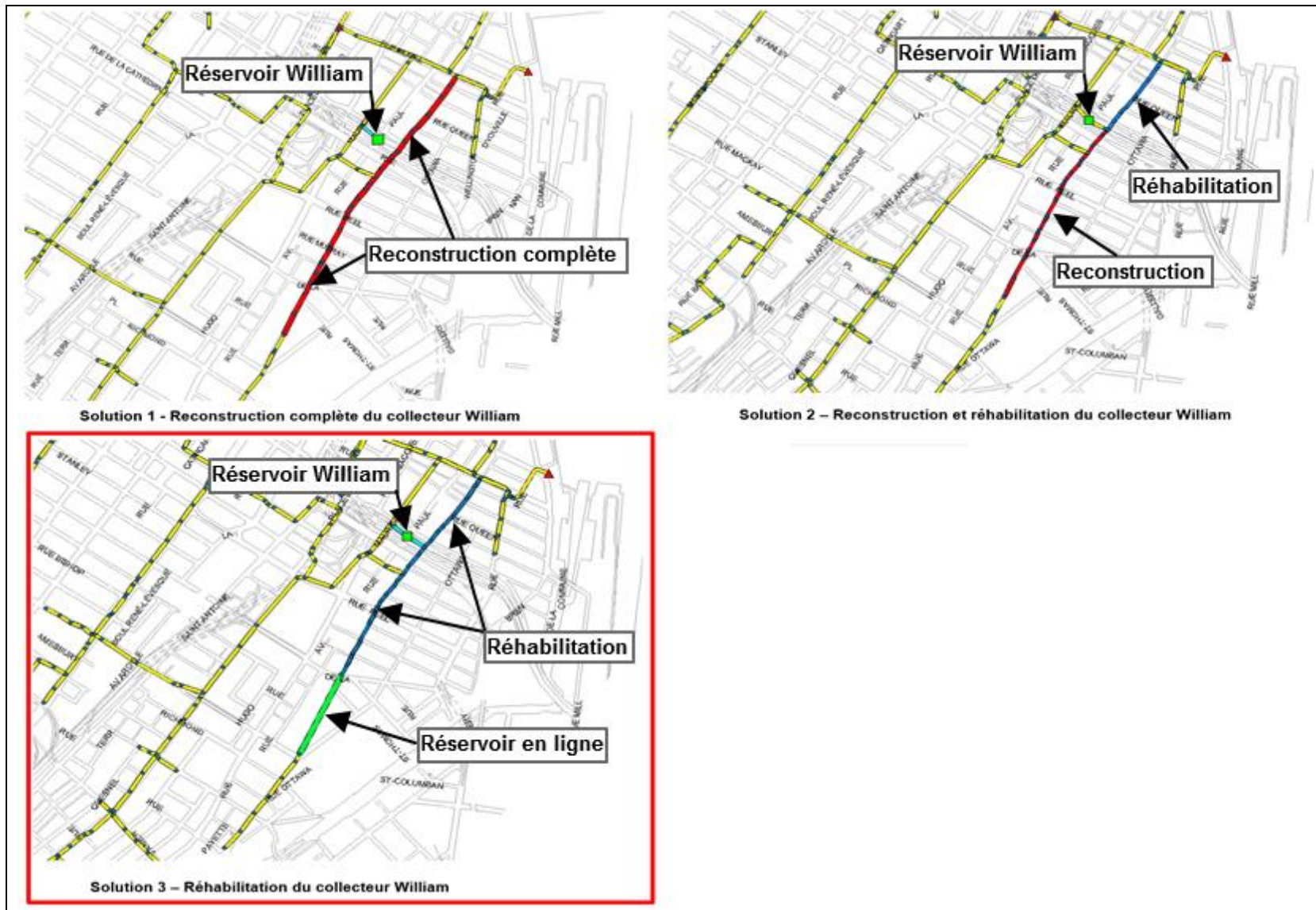


Figure 2 Ensembles de solutions 2011, solution 3 sélectionnée

Afin d'atteindre l'objectif de réduction des fréquences de l'ordre de 25 %, le débit du collecteur William à lui seul ne permettrait pas de remplir suffisamment le réservoir William. Ainsi dès le départ, le réservoir William devait également soulager le collecteur St-Jacques par déversoir d'orage en plus de dériver le débit en temps de faible pluie vers celui-ci pour augmenter la capacité volumétrique sous l'influence du fleuve. Par contre, lorsque la prédiction des précipitations par radar annonce une pluie de forte intensité, la capacité du réservoir est alors réservée pour la protection hydraulique.

## Nouveau réseau sanitaire pour le quartier Griffintown

En parallèle au projet d'amélioration de la desserte du collecteur William, la Ville a entamé la construction d'un nouveau réseau de conduite sanitaire (figure 3), destiné aux raccordements des nouveaux édifices. L'implantation de ce réseau sanitaire vient compenser l'augmentation des charges d'eaux usées, due à la requalification du secteur Griffintown en secteur résidentiel fortement densifié dont la population à l'ultime a été estimée à 15 000 personnes. Deux notes de conceptions ont été produites à ce propos.

Au début 2019, le réseau sanitaire est complété entre l'intercepteur (ancienne chute à neige Wellington au coin de Duke et Wellington) et la rue Séminaire. Compte tenu des techniques de construction en profondeur disponibles, une conduite de 1 200 mm a été construite alors que la conduite recommandée était de 600 mm de diamètre. Grâce à sa grande capacité, la vidange du réservoir William pourra y être acheminée.

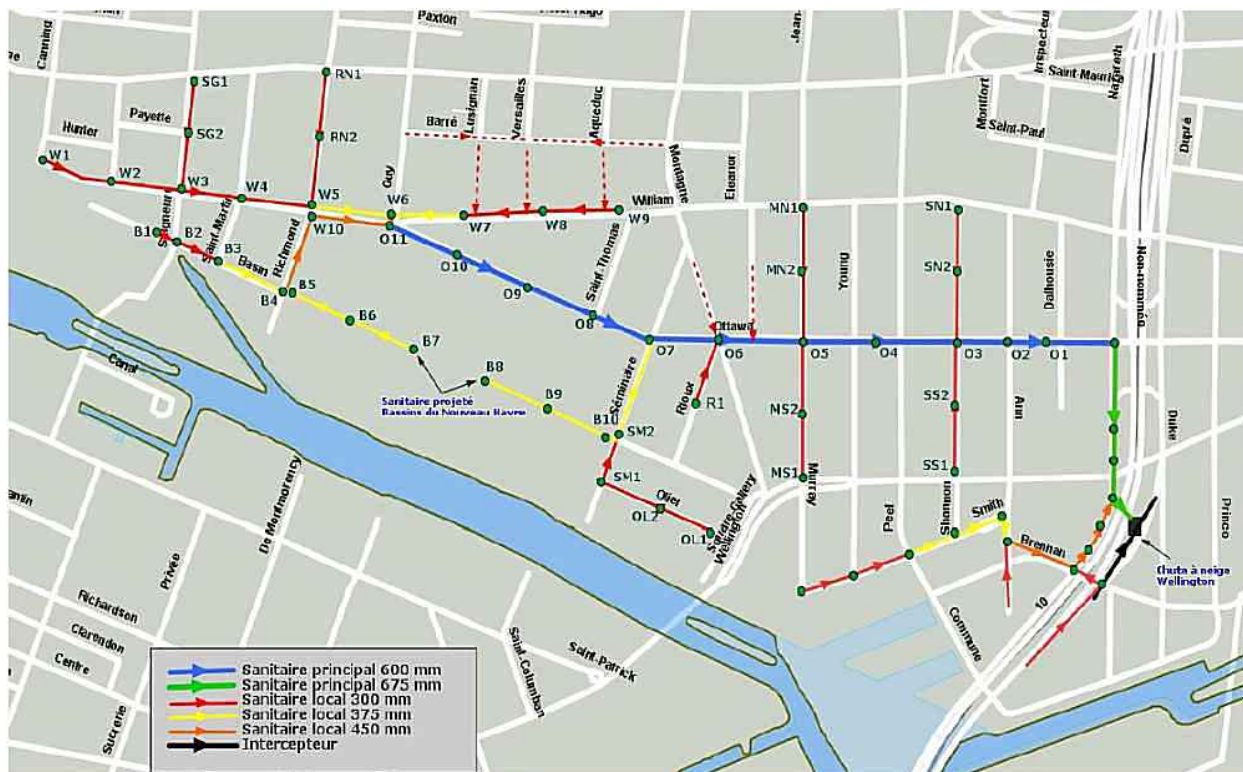


Figure 3 Plan directeur – sanitaire dédié- Griffintown, 2013



## Évolution des solutions pour le collecteur William et ses réservoirs

Les premiers emplacements envisagés pour le réservoir William étaient situés entre les deux collecteurs (William et St-Jacques-d'Youville). Or, en 2015 la faisabilité du projet a été remise en question et le choix final a été arrêté sur le terrain situé dans le quadrilatère des rues William, Dalhousie, Ottawa et Ann (figure 4).

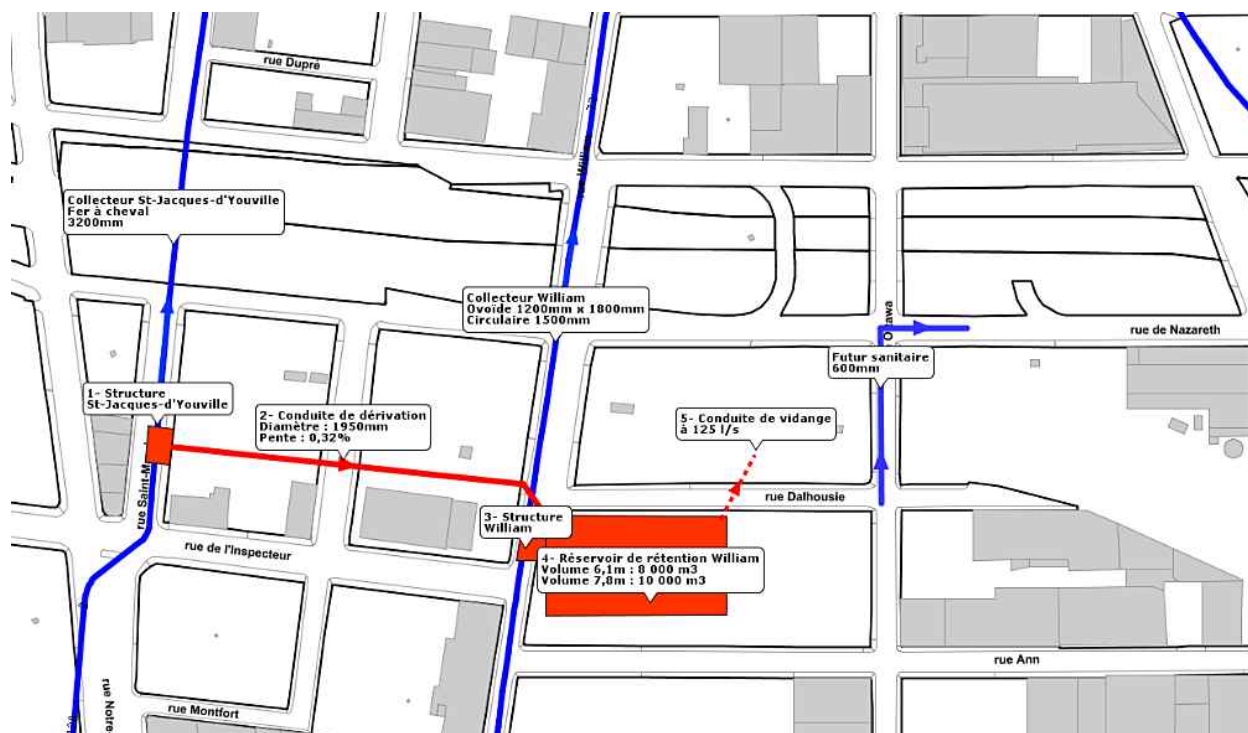


Figure 4 Localisation finale du réservoir de rétention William et structures de régulation et de dérivation

En 2017, la faisabilité et la justification de la réhabilitation du collecteur William ont également fait l'objet d'une remise en question. D'une part, la section entre les rues Dalhousie et Duke a été reconstruite dans le cadre du réaménagement de l'autoroute Bonaventure avec une conduite de 1 500 mm de diamètre, mais à une élévation 305 mm trop haute dans sa portion en amont. Cette situation entraîne la sédimentation du collecteur William entre De la Montagne et Dalhousie. D'autre part, la Ville a voulu profiter de l'occasion pour refaire toutes les infrastructures incluant les services techniques sous la rue William entre Canning et Dalhousie. La faible profondeur du collecteur existant, sa profondeur relative avec les conduites d'aqueduc et sa fragilité structurale dans le cadre d'un remplacement majeur des infrastructures ont poussé au remplacement du collecteur William sur toute la longueur (Lot 5A et 6A).

Afin de solutionner la problématique d'écoulement du débit par temps sec, il a été recommandé de reprofiler le collecteur avec une pente constante de 0,1% pour limiter cette sédimentation et de le mettre également à une profondeur permettant de réaliser la construction de l'aqueduc principal et secondaire selon les règles de l'art.

Ce reprofilage conduit nécessairement à un point bas vis-à-vis la rue de l'Inspecteur. Une conduite de dérivation de 1800 mm est ainsi prévue dans la rue de l'Inspecteur, à la suite du projet LOT6A, pour acheminer les eaux sanitaires et pluviales au collecteur St-Jacques. Ceci correspond d'ailleurs à la planification initiale lors de la construction du collecteur St-Jacques-d'Youville, dans les années 60. Un embranchement de 1800 mm de type fer à cheval avait, à cet effet, été construit et muré dans l'attente de la reconstruction du collecteur William.

Le raccordement du collecteur William au collecteur St-Jacques par la rue de l'Inspecteur est planifié tout juste en amont de la chambre de dérivation St-Maurice qui doit alimenter le réservoir William et qui dispose d'un déversoir d'orage de 6 mètres de longueur. Selon nos analyses, le diamètre optimal du nouveau collecteur devrait idéalement être de 2100 mm à partir de la rue Peel, mais compte tenu de l'espace restreint, il est limité à un diamètre de 1800 mm.

En raison du redimensionnement du collecteur William et bien que sa dimension soit limitée à un diamètre de 1800, le deuxième réservoir en tête de réseau (réservoir St-Thomas) n'est plus requis tel que décidé initialement avec la solution 3 (figure 2). L'augmentation de la capacité hydraulique du collecteur William est suffisante pour contrôler la mise en charge de celui-ci. La figure 5 montre en plan le projet modifié du LOT6A.

La configuration proposée avec dérivation vers le collecteur St-Jacques corrige d'une part la présence d'un point bas dans le profil de l'ancien collecteur William et même si sa capacité est limitée, le niveau de service du collecteur William pour une période de récurrence de 10 ans est excellent. Non seulement la section aval du collecteur William agit comme un trop-plein à cette dérivation avec un déversoir localisé à la rue Dalhousie pour prévenir la surcharge du collecteur William, mais le raccordement au collecteur St-Jacques par la rue de l'inspecteur en amont de la chambre de dérivation St-Maurice est une desserte équivalente aux solutions précédentes et favorise un meilleur rendement de la chambre de dérivation St-Maurice qui alimente le réservoir William.

La figure 6 montre le profil hydraulique du collecteur William pour la pluie décennale selon l'ancien schéma d'écoulement; c'est-à-dire entre les rues Canning/William et McGill/William. On peut y remarquer l'endroit du point bas à la rue Dalhousie.

La figure 7 montre le profil hydraulique du collecteur William pour la pluie décennale selon le nouveau sens d'écoulement; c'est-à-dire entre les rues Canning/William et de l'Inspecteur/St-Maurice.

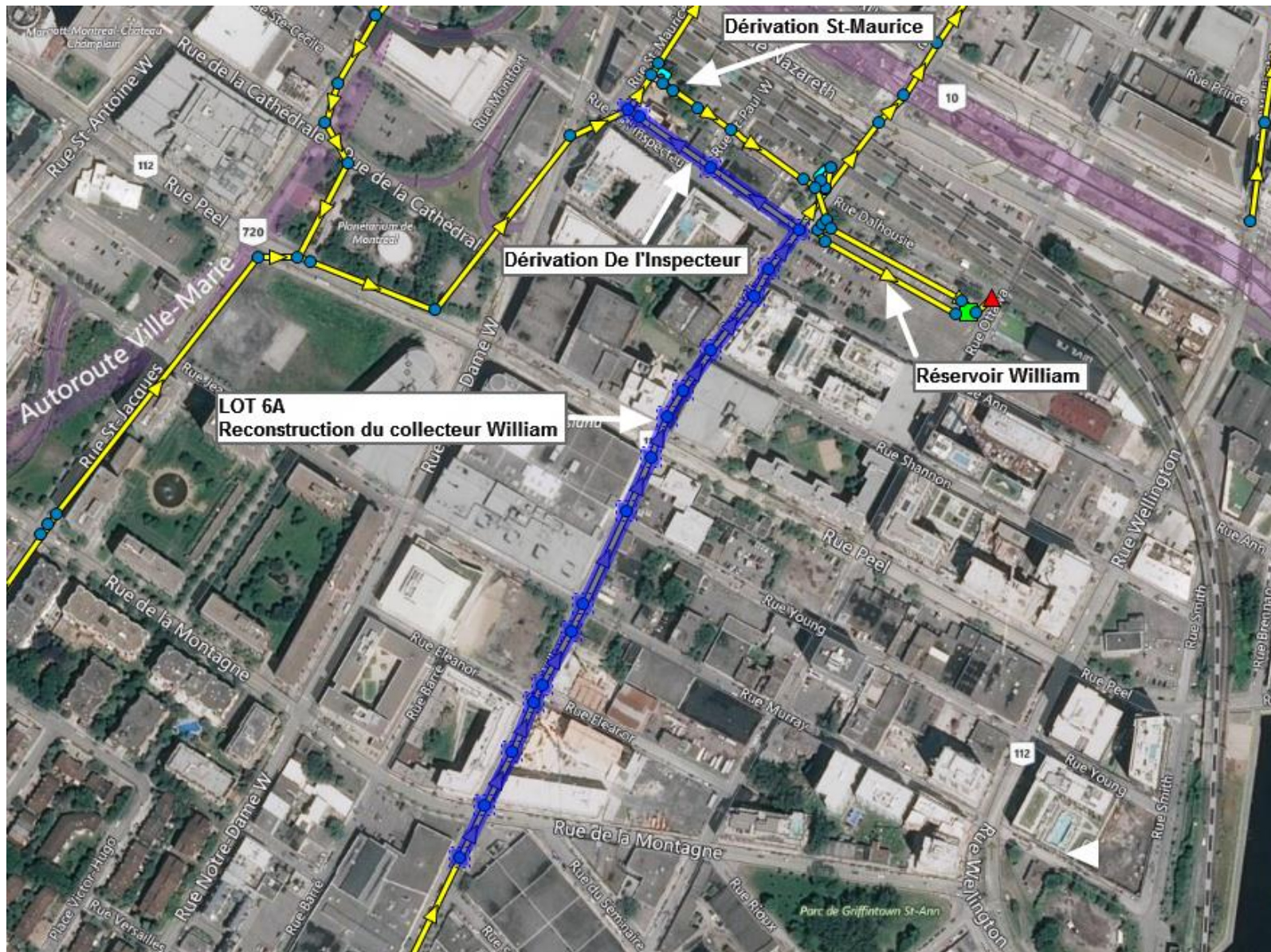


Figure 5 Lot 6A – reconstruction du collecteur William

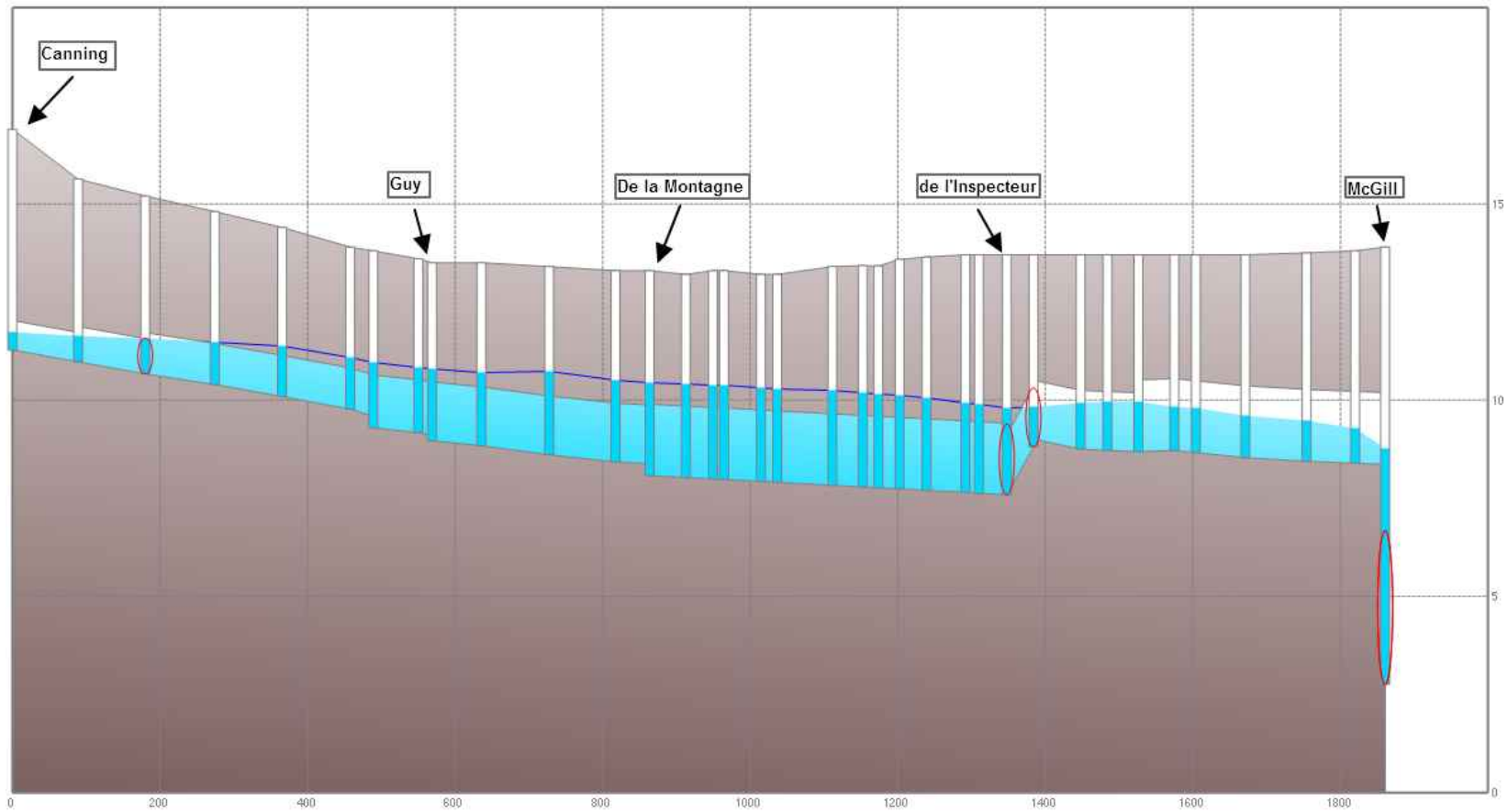


Figure 6 Profil hydraulique du collecteur William de Canning à McGill pour une pluie de conception décennale

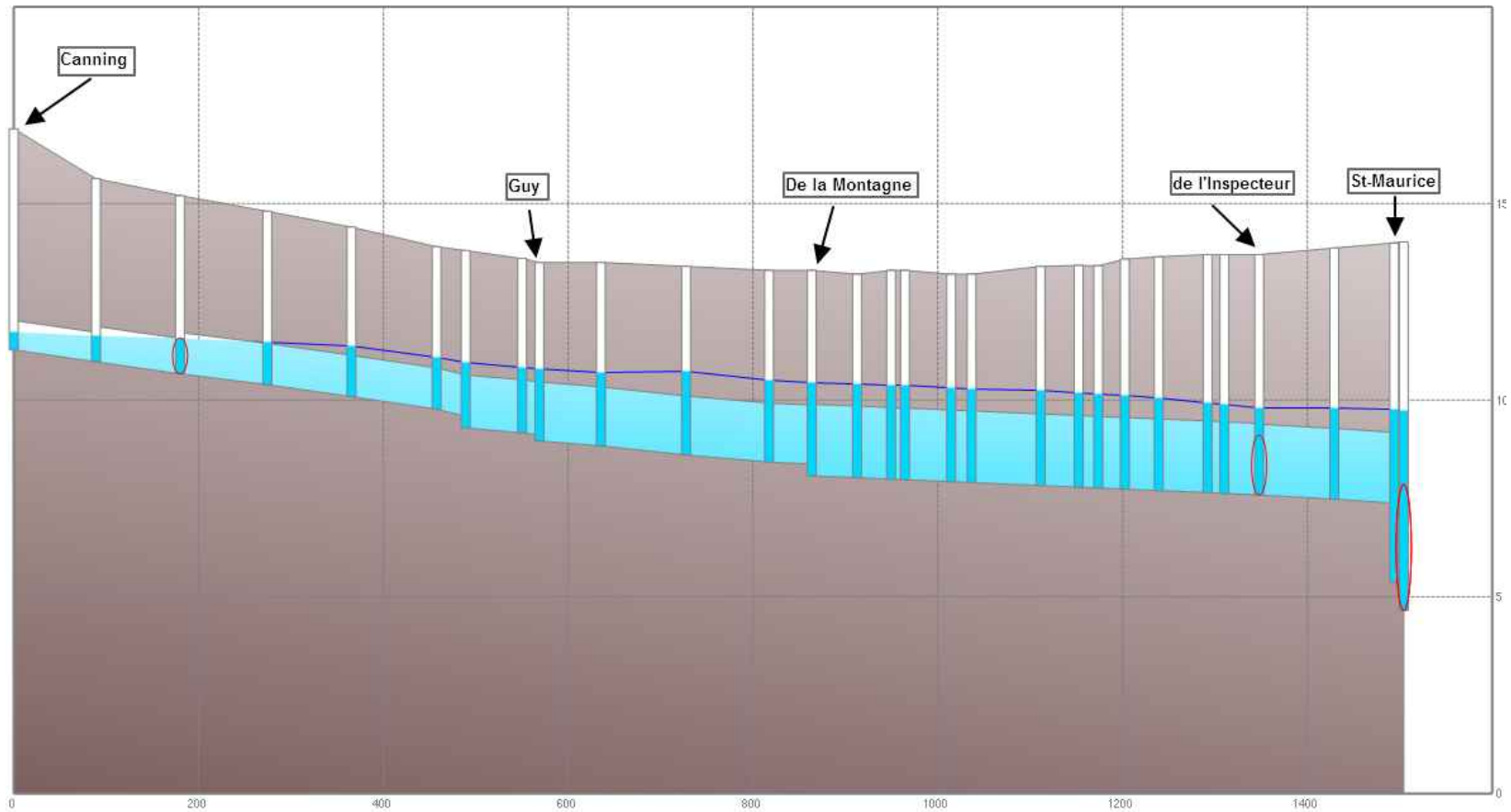


Figure 7 Nouveau profil du collecteur William de Canning au collecteur St-Jacques pour une pluie de conception décennale

## Conclusion

Le nouveau tracé du collecteur William ainsi que l'augmentation de son diamètre répond adéquatement aux objectifs visés aux précédentes études. Bien que sa dimension soit limitée à un diamètre de 1800, le deuxième réservoir prévu en tête de réseau n'est plus requis. L'augmentation de la capacité hydraulique du collecteur William est suffisante pour contrôler la mise en charge de celui-ci. Il s'agit à cet effet du meilleur compromis compte tenu de l'évolution du dossier et des contraintes issues de la séquence des investigations et des réalisations.

La dérivation par temps sec et par temps de pluie du collecteur William au collecteur St-Jacques, à l'intersection des rues de l'Inspecteur et St-Maurice, n'est pas susceptible d'augmenter la fréquence et les volumes de débordement. D'une part, ce nouveau tracé permet d'augmenter l'efficacité du réservoir William par une meilleure gestion de la chambre de dérivation St-Maurice situé en aval du nouveau raccordement et d'autre part, ce nouveau tracé augmente le temps de parcours avant d'atteindre la structure de régulation McGill (4350) située à l'intersection des rues Wellington et McGill.

En temps de pluie intense, la structure de régulation St-Maurice munie d'un déversoir d'orage de 6 mètres de longueur à sa couronne ainsi que le maintien du lien avec la section aval du collecteur William protégé également par un déversoir assure une protection décennale adéquate.

Montréal, le 1er juin 2020

Rémi Brabant Blaquièrre, ing.  
Ingénieur de projets  
801 rue Brennan, 10e étage, 10154.11  
Montréal (Québec) H3C 0G4  
Bureau : 514-872-6199  
Cellulaire : 514-463-3291  
remi.brabantblaquiere@montreal.ca

**Objet : Demande de modification au réseau de distribution d'Énergir  
(60-004280) – Évaluation des coûts des travaux  
Numéro de projet : 60-004280**

---

Monsieur,

La présente fait suite à la demande de déplacement des infrastructures du réseau de distribution d'Énergir datée du 29 avril 2020 et formulée par la Ville de Montréal (ci-après la « Municipalité ») dans le cadre de travaux effectués pour son compte ou à sa demande et situés sur la rue William entre Dalhousie et de la Montagne (tronçon faisant parti du projet Lot 6A #441610) (ci-après le « Projet »).

Comme indiqué à notre dernière correspondance, nous vous transmettons par la présente la description et l'évaluation des coûts des travaux de tuyauterie (travaux mécaniques de gaz seulement) pour le déplacement et la reconstruction du réseau de distribution (ci-après les « Travaux »), incluant leur répartition, laquelle est établie conformément à l'entente intervenue entre Énergir et l'Union des municipalités du Québec (ci-après l'« Entente »).

**Description des Travaux d'Énergir :** Énergir, par l'intermédiaire de son entrepreneur spécialisé, exécutera les Travaux suivants :

- Déviations ponctuelles de conduite principale de diamètre de 114,3mm CL-400 (acier et plastique) à 7 endroits sur la rue William, aux intersections des rues : De l'inspecteur, Shannon, Peel, Young, Murray et de la Montagne. Total d'environ 205 mètre linéaire.

Tel que convenu avec la Municipalité, tous les travaux civils tel que le sciage et l'enlèvement du pavage, l'excavation, l'étañonnement des coupes, le remblayage, les réfections, ainsi que la signalisation pour les Travaux seront sous la responsabilité de l'entrepreneur général sélectionné par la Municipalité et ils sont exclus de cette évaluation. L'entrepreneur général de la Municipalité agira à titre de maître d'œuvre pour les Travaux et assumera la responsabilité de l'exécution de l'ensemble des travaux du Projet, incluant

les Travaux d'Énergir, aux fins de l'application de la loi sur la santé et sécurité du travail. Celui-ci devra s'engager à accomplir tous les actes et gestes requis pour ce faire et à appliquer les clauses particulières d'Énergir en pièce jointe à la présente.

**Coûts :** Le coût total des Travaux (excluant les travaux civils) est évalué à **202 440,33 \$** (plus les taxes applicables). La ventilation sommaire des Travaux se détaille ainsi :

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b><u>Planification</u></b>   |                      |
| - Ingénierie (main d'œuvre interne) :                               | 19 438,19 \$         |
| <b><u>Exécution des Travaux</u></b>                                 |                      |
| - Entrepreneur spécialisé en travaux gaziers                        | 116 784,65 \$        |
| - Main d'œuvre interne (inspection, équipes spécialisées d'Énergir) | 46 290,99 \$         |
| <b><u>Matériaux</u></b>   |                      |
| - Tuyau, raccords et accessoires :                                  | 17 385,50 \$         |
| <b><u>Taxes</u></b>   |                      |
| - TPS   | 10 122,02 \$         |
| - TVQ   | 20 193,42 \$         |
| <b><u>TOTAL</u></b>   | <b>232 755,77 \$</b> |

**Répartition :** La Municipalité devra payer le coût réel des Travaux dans une proportion de **50.0 %**, soit un montant estimé de **101,220.17 \$** plus les taxes applicables.

Ce pourcentage pourra faire l'objet d'un ajustement en fonction des infrastructures réellement touchées par les Travaux une fois ceux-ci terminés.

**Facturation :** Énergir transmettra une facture à la Municipalité à la fin des Travaux. Cette facture sera payable dans les 60 jours suivant sa réception.

**Durée des Travaux :** Nous estimons que les Travaux s'échelonneront sur une période de 22 jours. Énergir pourra se mobiliser avec un préavis de 15 jours ouvrables suite aux différentes étapes de planifications des travaux et à la réception du permis.



Nous vous rappelons de plus que la Municipalité assume tous les coûts afférents à la préparation de la présente évaluation, lesquels seront facturés en sus. À ce jour, ces coûts représentent un montant de 4 455,00 \$, plus les taxes applicables.

Par la signature de la présente lettre, la Municipalité s'engage à assumer, dans une proportion établie conformément à l'Entente, le coût réel des Travaux, ainsi qu'à respecter les modalités énoncées à la présente lettre. À cet égard, veuillez nous retourner la présente dûment signée par le représentant autorisé de la Municipalité à :

**Marianne Gagnon, Ing.**  
**Chargée de projets**  
**Énergir, s.e.c**  
**11401, avenue L.-J. Forget**  
**Anjou (Québec)**  
**H1J 2Z8**  
[marianne.gagnon@energir.com](mailto:marianne.gagnon@energir.com)

La présente évaluation sera valide pour une durée de **30 jours** suivant l'émission de la présente. Conséquemment, à défaut de transmettre à Énergir l'original de la présente lettre dûment signée le 2020-07-01, Énergir se verra dans l'obligation de procéder à une nouvelle évaluation des coûts aux entiers frais de la Municipalité.

Un délai minimum de 10 jours ouvrables à partir de la date de réception par Énergir de l'original de la présente lettre dûment signée est requis afin de débiter la planification des Travaux.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Marianne Gagnon au 514-567-1853.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

  
**Marianne Gagnon, ing.**

Chargée de projets – Construction | Amélioration du réseau

**J'ai lu, je comprends et je suis dûment autorisé(e) en tant que mandataire de la Municipalité pour accepter les modalités énoncées à la présente lettre, dont un engagement à payer des coûts de l'ordre de 4 455,00\$ (estimation).**

J'ai signé le \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Nom du signataire (en lettres moulées)

\_\_\_\_\_  
Titre et Fonction

|  |
|--|
| Adresse de facturation (si différente de l'adresse de service) |
| No de téléphone cellulaire                                     |
| No de téléphone au travail                                     |
| No de téléphone à la résidence                                 |
| Nom de la personne-ressource (si différente du signataire)     |
| No de téléphone de la personne-ressource                       |

**Dossier # : 1207231033**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets   |
| <b>Objet :</b>                            | D'autoriser une dépense additionnelle de 3 768 869.25 \$, taxes incluses, augmenter le budget des contingences de 3 390 180.25 \$, taxes incluses, afin de faire l'agrandissement de la conduite d'égout du collecteur William dans le cadre des travaux de réfection des infrastructures de la rue William entre la rue de la Montagne et Dalhousie-Griffintown (Lot #6A) au contrat #441610 accordé à Les Entreprises Michaudville inc., CG19 0314, majorant ainsi le montant total du contrat de 20 458 194.40 \$ à 23 848 374.65 \$, taxes incluses et augmenter le budget des incidences de 378 689.00 \$, taxes incluses, incluant un montant maximal de 116 377,89 \$, taxes incluses, afin d'accorder un contrat gré à gré à Énergir, fournisseur unique, pour des travaux de déplacement de conduite de gaz existante. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation juridique avec commentaire

**COMMENTAIRES**

À la lumière des informations fournies, nous sommes d'avis que les modifications projetées et qui seront payées à même le budget de contingences additionnel prévu au présent dossier sont accessoires au contrat principal et n'en changent pas la nature, conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes. Un ordre de changement devra être signé par les parties, conformément aux prescriptions du cahier des charges.

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Rasha HOJEIGE  
Avocate  
Tél : 514-280-2609

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-06-01

Marie-Andrée SIMARD  
Notaire et Chef de division, Droit contractuel  
Tél : 514-872-8323  
Division :

**Dossier # : 1207231033**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets   |
| <b>Objet :</b>                            | D'autoriser une dépense additionnelle de 3 768 869.25 \$, taxes incluses, augmenter le budget des contingences de 3 390 180.25 \$, taxes incluses, afin de faire l'agrandissement de la conduite d'égout du collecteur William dans le cadre des travaux de réfection des infrastructures de la rue William entre la rue de la Montagne et Dalhousie-Griffintown (Lot #6A) au contrat #441610 accordé à Les Entreprises Michaudville inc., CG19 0314, majorant ainsi le montant total du contrat de 20 458 194.40 \$ à 23 848 374.65 \$, taxes incluses et augmenter le budget des incidences de 378 689.00 \$, taxes incluses, incluant un montant maximal de 116 377,89 \$, taxes incluses, afin d'accorder un contrat gré à gré à Énergir, fournisseur unique, pour des travaux de déplacement de conduite de gaz existante. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[1207231033InfoCompt\\_DEEU.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Wail DIDI  
Préposé au budget  
**Tél : (514) 280-0066**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-27

Iva STOILOVA-DINEVA  
conseiller(ere) budgetaire  
**Tél : 514-280-4195**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**



(2)

**Dossier # : 1207231050**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Alimentation en eau et assainissement des eaux  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Accorder un contrat à Demix Construction une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Métropolitain Est de l'avenue Broadway Nord à l'avenue Marien. Dépense totale de 3 896 659,01 \$ (contrat: 3 041 382,51 \$ + contingences: 608 276,50 \$ + incidences: 247 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 329801 - 4 soumissionnaires. |

Il est recommandé :

1. d'accorder à Demix Construction une division de Groupe CRH Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Métropolitain Est de l'avenue Broadway Nord à l'avenue Marien aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 041 382,51 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329801;
2. d'autoriser une dépense de 608 276,50 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 247 000,00 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 3 896 659,01 \$.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2020-06-01 13:25

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1207231050**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Alimentation en eau et assainissement des eaux  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Accorder un contrat à Demix Construction une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Métropolitain Est de l'avenue Broadway Nord à l'avenue Marien. Dépense totale de 3 896 659,01 \$ (contrat: 3 041 382,51 \$ + contingences: 608 276,50 \$ + incidences: 247 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 329801 - 4 soumissionnaires. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Afin d'atteindre les objectifs du Plan directeur de gestion de matières résiduelles de l'agglomération (PDGMR) de Montréal 2010-2014, il a été établi d'instaurer et d'exploiter cinq centres de traitement des matières organiques (CTMO) visant à recycler les matières organiques (résidus verts et alimentaires) et à réduire l'enfouissement des déchets. Les contrats pour la construction de deux de ces centres (le centre de compostage localisé dans l'arrondissement Saint-Laurent et le centre de biométhanisation localisé à Montréal Est) ont été octroyés. Il s'agit de contrats de conception, de construction, d'exploitation et d'entretien de ces deux infrastructures. La planification des trois autres CTMO prévus est en cours de révision.

Le Conseil d'Agglomération de la Ville de Montréal a octroyé le 22 août 2019 à SUEZ Canada Waste Services inc. le contrat pour les services de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques par biométhanisation, situé au coin de l'avenue Broadway Nord et du boulevard Métropolitain Est.

Afin de permettre l'implantation du CTMO de Montréal-Est par SUEZ Canada Waste Services inc., il est requis de réaliser des travaux d'infrastructures municipales sur la voie de service ouest de l'autoroute Métropolitaine-Est à l'est de l'avenue Broadway-Nord. Ces travaux d'infrastructures municipales sont à la charge de l'agglomération sous la responsabilité de réalisation de la Ville de Montréal. Une fois réalisés, les ouvrages appartiendront à la Ville de Montréal-Est. À cet effet, le 22 août dernier, le Conseil d'agglomération a approuvé un projet d'entente entre la Ville de Montréal-Est et la Ville de Montréal relativement à

l'exécution de travaux d'infrastructures municipales pour les centres de traitement des matières organiques de l'agglomération (résolution CG19 0379).

Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal a mandaté le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de faire l'intégration des interventions requises, la gestion de l'appel d'offres ainsi que la coordination d'un consultant externe mandaté pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Métropolitain-Est, entre l'avenue Broadway-Nord et l'avenue Marien (appel d'offres 329801).

La conduite existante d'égout de 900-1200 mm de diamètre qui draine actuellement les eaux pluviales est située sur le lot 5 553 294 (le terrain du CTMO) qui appartient à la Ville de Montréal et la relocalisation de cette conduite dans le boulevard Métropolitain Est est requise afin de permettre à SUEZ Canada Waste Services inc. d'entreprendre ses travaux d'excavation sur le terrain du CTMO. En plus des infrastructures nécessaires pour desservir le terrain du CTMO, des travaux sont aussi requis par la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau afin de bonifier le réseau principal d'eau potable.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG19 0379 - 22 août 2019 - Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal-Est et la Ville de Montréal relativement à l'exécution de travaux d'infrastructures municipales pour les centres de traitement des matières organiques de l'agglomération (GDD 1180549001).  
CM19 0949 - 20 août 2019 - Accorder un contrat à l'entreprise SUEZ Canada Waste Services inc. pour les services de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au coin de l'avenue Broadway Nord et du boulevard Métropolitain Est, ville de Montréal-Est. Dépense totale de 167 037 504,39 \$, taxes incluses — Appel d'offres 5914 (1 soumissionnaire) | Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 16 310 843,03 \$ (taxes au net) pour couvrir les années 2022 à 2027 (GDD 1190749001).

CG19 0163 - 28 mars 2019 - Adoption du règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 \$ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et d'un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 \$.

CG18 0634 - 29 novembre 2018 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet agglomération).

CG17 0395 - 24 août 2017 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 \$ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement.

CG17 0102 - 30 mars 2017 - Autoriser le paiement des frais de parc de 1 446 707,10 \$, taxes incluses, à la Ville de Montréal-Est en vertu de son règlement no 59-2016 pour le permis de lotissement de l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot 2 402 139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et appartenant à la Ville de Montréal.

CE15 1842 - 14 octobre 2015 - Autoriser une dépense de 167 302,42 \$, taxes incluses, pour des services professionnels en génie : « Conception d'égouts municipaux et surveillance des travaux », comprenant tous les frais incidents, le cas échéant; d'approuver un projet de convention par lequel Beaudoin-Hurens inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 150 728,78 \$,



taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14270, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention; d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CG12 0325 - 23 août 2012 - Adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement autorisant la construction et l'occupation à des fins de centre de traitement des matières organiques par biométhanisation en bâtiment fermé ainsi qu'à des fins de centre pilote de prétraitement des ordures ménagères en bâtiment fermé sur deux emplacements situés du côté nord du boulevard Métropolitain Est, à l'est de l'avenue Broadway Nord, sur le territoire de la ville de Montréal-Est ».

## **DESCRIPTION**

Les travaux proposés consistent succinctement à :

- Reconstruction d'une conduite d'égout pluvial de 900 millimètres de diamètre (395 mètres) et sa relocalisation dans le boulevard Métropolitain;
- Prolongement d'une conduite d'égout unitaire de 300 millimètres de diamètres (180 mètres) pour desservir les lots 5553293, 5553294 et 5553295;
- Prolongement d'une conduite d'eau secondaire de 300 millimètres de diamètre (210 mètres) pour alimenter en façade des lots 5553293, 5553294 et 5553295;
- Raccordement, avec deux nouvelles chambres de vannes principales, de la nouvelle conduite d'eau secondaire de 300 millimètres de diamètre sur la conduite d'eau principale existante de 500 millimètres de diamètre dans l'Avenue Broadway Nord, tel qu'exigé par la Direction de l'eau potable (DEP);
- Reconstruction de la dalle aux endroits requis à cause de l'excavation des conduites (2200 mètres carrés);
- Ressorçage du pavage sur la pleine largeur du boulevard Métropolitain (4700 mètres carrés) tel qu'exigé par Montréal-Est.

Un plan de localisation se retrouve en pièces jointes.

Ces travaux sont à la charge de l'agglomération sous la responsabilité de réalisation de la Ville de Montréal. Sauf pour les équipements de raccordement sur la conduite d'eau principale de 500 millimètres de diamètre qui resteront des actifs de la Direction de l'eau potable, une fois réalisés, tous les autres ouvrages seront cédés à la ville de Montréal-Est.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à la ville liée de Montréal-Est, aux arrondissements environnants et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe des contingences est déterminée à 608 276,50 \$, taxes incluses, soit 20 % du coût des travaux. Cette enveloppe de contingences prévoit des montants nécessaires pour modifier les travaux de conduite d'eau principale afin de répondre aux exigences de la DEP, ainsi que les mesures à prévoir en gestion des impacts afin de respecter les exigences de Montréal-Est.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière de surveillance environnementale, d'utilités publiques, de contrôle qualitatif (laboratoire), de gestion des impacts et de nettoyage des conduites d'égout existantes. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences » en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat accordé, excluant les taxes. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 \$ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

Le projet fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) pour réaliser un projet assujéti à l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

## **JUSTIFICATION**

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par l'équipe de l'économie de la construction (ÉÉC) de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) disponibles du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'ÉÉC a procédé à l'analyse des quatre (4) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart favorable de 15.9 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission.

L'ÉÉC a constaté que la majorité de l'écart était concentrée dans les articles suivants:

1. Gestion des eaux d'égout
2. Dalle de béton de chaussée
3. Maintien de la mobilité et de la sécurité routière
4. Maintien d'atténuateurs d'impacts

L'ÉÉC a révisé ses hypothèses pour deux (2) articles du projet. Effectivement, des erreurs de calcul et d'unité se sont glissées dans les articles de gestion des eaux d'égout et de maintien d'atténuateurs d'impacts. En ce qui concerne l'article de dalle de chaussée, l'écart observé peut être expliqué par l'expertise du plus bas soumissionnaire conforme dans les travaux de béton. L'article de maintien de la mobilité et de la sécurité routière, quant à lui, est difficilement justifiable et dépend grandement de la stratégie utilisée par l'entrepreneur.

Considérant l'étalement régulier et concurrentiel de trois (3) des quatre (4) soumissionnaires et l'écart favorable ajusté de 9.9 %, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les infrastructures municipales desservant les lots no. 5 553 293, 5 553 294 et 5 553 295 sont l'objet de travaux exécutés par la Ville de Montréal avant la réalisation du centre de traitement des matières organiques (CTMO) par biométhanisation. Lesdits travaux sont inscrits au PTI (Programme Triennal d'Immobilisations) 2020-2022 et seront payés à partir du règlement d'emprunt RCG 13-006 et du règlement d'emprunt RCG 20-015.

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 3 896 659,01 \$, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 3 041 382,51 \$, des contingences de 608 276,50 \$ et des incidences de 247 000,00 \$.

Cette dépense totale est assumée à 100 % par l'agglomération pour un montant de 3 896 659,01 \$, taxes incluses, puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est de compétence d'agglomération en vertu de la « Loi sur l'exercice de certaines compétences

municipales dans certaines agglomérations » et que les autres travaux prévus dans le présent contrat permettent de desservir le CTMO, qui est aussi de compétence d'agglomération compte tenu qu'il contribue à la valorisation des matières résiduelles.

Cette dépense est prévue et est répartie entre les différents PTI des unités d'affaires de la façon suivante :

- 83,54 % au PTI du Service de l'environnement pour un montant de 3 255 229,12 \$, taxes incluses;
- 16,46 % au PTI de la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau pour un montant de 641 429,89 \$, taxes incluses.

La dépense totale de 3 896 659,01 \$ représente un coût net de 3 558 169,05 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, laquelle est financée par les règlements d'emprunt suivants :

- RCG 13 006 pour un montant de **2 972 458,07 \$**
- RCG 20-015 pour un montant de **585 710,98 \$**

Cette dépense est financée par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ces travaux répondent aux objectifs suivants du plan d'action Montréal durable 2016-2020 :

- Action 6 - Réduire et valoriser les matières résiduelles;
- Action 7 - Optimiser la gestion de l'eau;
- Action 8 - Décontaminer les sols.

La construction des centres de traitement des matières organiques permettra de contribuer à l'atteinte des objectifs gouvernementaux de recyclage des matières organiques stipulés dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2015-2020. De plus, la mise en place des CTMO permettra de réduire les GES associés à la gestion des matières résiduelles. Aussi, les CTMO contribueront à atteindre l'engagement pris par la Ville à l'occasion du *C40 cities* de détourner de l'enfouissement 70% des matières résiduelles de l'enfouissement d'ici 2030.

Les centres de traitement des matières organiques viseront une certification LEED.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

### Conséquences sur les travaux du présent appel d'offres (329801) :

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 18 juin 2020, soit la date du prochain conseil d'agglomération, la Ville devra s'entendre sur une nouvelle date de début de mandat avec l'entrepreneur. Le cas échéant, les délais de réalisation fixés à 84 jours de calendrier dans le cahier des charges nécessiteront un parachèvement après la mi-octobre, date à laquelle des mesures peuvent être nécessaires en chantier pour faire face aux conditions hivernales (protection du béton mis en place par temps sous 0°C, excavation

dans des sols gelés, déneigement, protection du réseau d'alimentation d'eau temporaire contre le gel, etc.). Advenant la nécessité que des travaux doivent être exécutés en conditions hivernales, l'Entrepreneur n'aura pas prévu ces frais dans ses prix de soumission et la Ville s'expose à des demandes de coûts supplémentaires de l'ordre de quelques milliers de dollars si ces mesures sont nécessaires.

De plus, les travaux de construction de nouvelles chambres de vannes d'eau principale à l'intersection de l'Avenue Broadway Nord et du boulevard Métropolitain sont prévus pour une durée de 21 jours dans le cahier des charges. Advenant que les travaux de conduite d'eau principale débutent après le 25 septembre 2020, l'arrivée du temps froid dès la mi-octobre obligerait l'Entrepreneur à prévoir des mesures de protection particulières qu'il n'aura pas prévues pour compléter ses travaux. Ces conditions pourraient mettre à risque la possibilité de réaliser ces travaux en 2020.

#### Conséquences sur le contrat de SUEZ Canada Waste Services inc. pour la réalisation du CTMO de Montréal-Est :

Advenant que la conduite d'égout existante de 900-1200 millimètres de diamètre sur le terrain de la future usine du CTMO de Montréal-Est ne puisse être relocalisée et remise en service avant la fin de l'année 2020, les travaux d'excavation de SUEZ Canada Waste Services inc. ne pourront être entamés avant la période de dégel 2021 et les travaux de construction du CTMO devront être retardés. Or, le contrat de Conception-Construction-Exploitation-Entretien (CCEE) de l'usine du CTMO impose à la firme SUEZ Canada Waste Services inc. de compléter la partie conception-construction (CC) de l'usine du CTMO en 990 jours de calendrier (à partir d'octobre 2019). Si les travaux dans le boulevard Métropolitain ne peuvent être complétés en 2020, la Ville s'expose à des enjeux majeurs d'échéancier dans le contrat du CTMO.

#### Autres impacts majeurs à considérer :

Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 18 septembre 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Dans le contexte actuel relatif au COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

#### **DATES VISÉES :**

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées

Début des travaux : juillet 2020

Fin des travaux : octobre 2020.

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### VALIDATION

#### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

---

#### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

#### Parties prenantes

Éliane BEAUREGARD, Service de l'expérience citoyenne et des communications  
Romain BONIFAY, Service de l'eau  
François L LAMBERT, Service de l'environnement  
Vincent LEBLANC, Service de la gestion et de la planification immobilière  
Claire DUVAL, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Claire DUVAL, 29 mai 2020  
Vincent LEBLANC, 28 mai 2020  
François L LAMBERT, 28 mai 2020  
Éliane BEAUREGARD, 28 mai 2020

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre A MARTIN  
ingénieur

**Tél :** 514 872-0801  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-05-28

Yvan PÉLOQUIN  
Chef de division - Conception des travaux

**Tél :** 514 872-7816  
**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE  
Directeur des infrastructures  
**Tél :** 514-872-4101  
**Approuvé le :** 2020-06-01

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE  
Directeur  
**Tél :** 514 872-6855  
**Approuvé le :** 2020-06-01

**ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION**

**INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT**

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| <b>Identification</b>       |   |
| No de l'appel d'offres :    | 329801  |
| No du GDD :                 | 1207231050  |
| Titre de l'appel d'offres : | Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Métropolitain Est de l'avenue Broadway Nord à l'avenue Marien |
| Type d'adjudication :       | Au plus bas soumissionnaire conforme  |

|  |               |
|--|---------------|
| <b>Déroulement de l'appel d'offres</b>     |               |
| Lancement effectué le :                    | 27 / 4 / 2020 |
| Ouverture originalement prévue le :        | 21 / 5 / 2020 |
| Ouverture faite le :                       | 21 / 5 / 2020 |
| Délai total accordé aux soumissionnaires : | 23 jrs        |

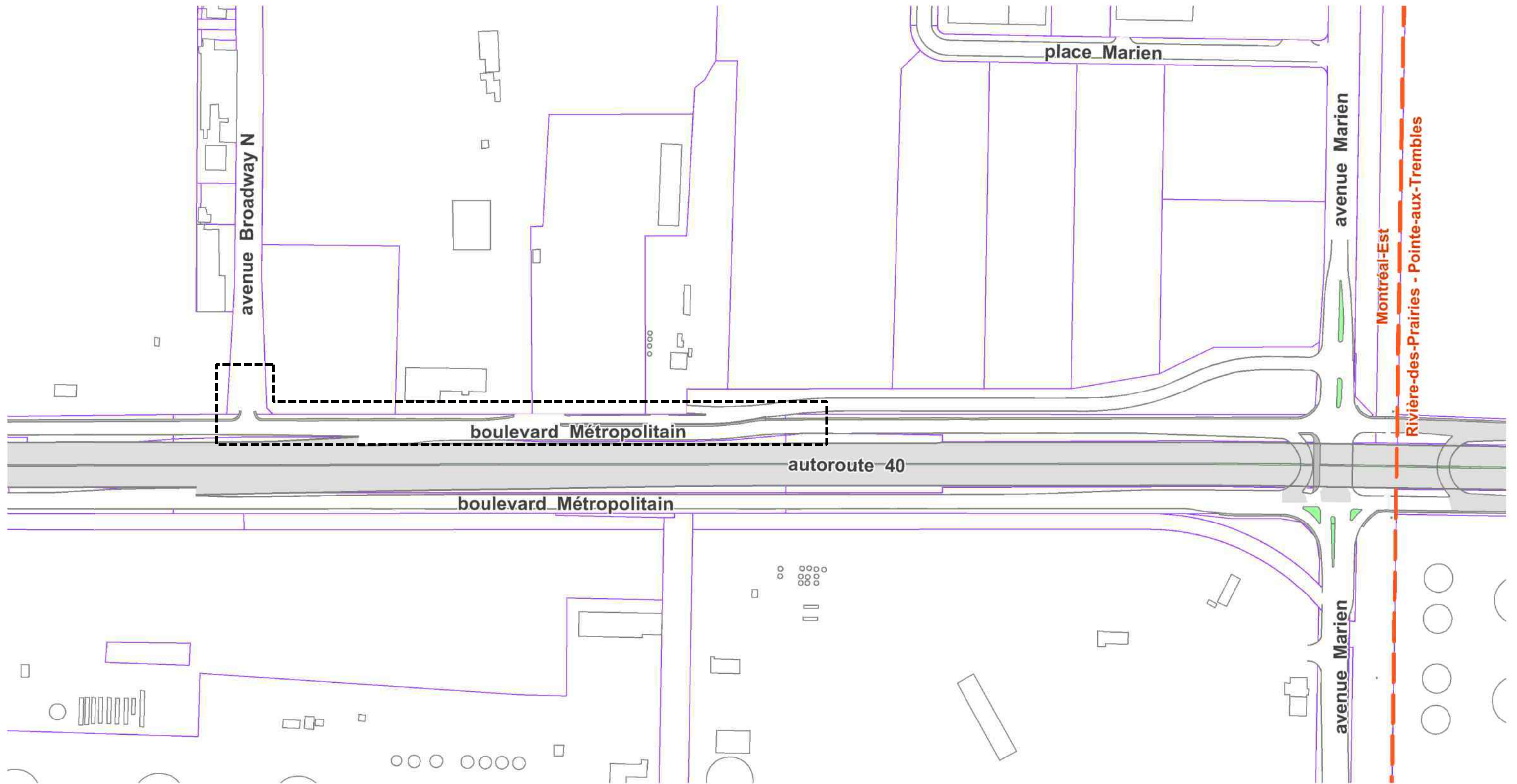
|   |   |                                       |   |
|---|---|---------------------------------------|---|
| <b>Addenda émis</b>                             |   |                                       |   |
| Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : | 3   | <i>Si addenda, détailler ci-après</i> | Impact sur le coût estimé du contrat (\$) |
| <b>Date de l'addenda</b>                        | <b>Description sommaire de l'addenda</b>  |                                       |   |
| 8 / 5 / 2020                                    | Réémission complète des plans, du cahier des charges, du formulaire de soumission et des devis techniques spéciaux d'infrastructures (DTSI) afin de tenir compte des commentaires de relecture de la Ville de Montréal. |                                       | 50 000,00                                 |
| 12 / 5 / 2020                                   | Ajustement de certains items au formulaire de soumission et des modes de paiements dans les devis techniques DTSI-O et DTSI-V pour se rapprocher des modes de paiements standards de la Ville de Montréal.              |                                       | -10 000,00                                |
| 12 / 5 / 2020                                   | Réémission du devis technique spécial DTSI-M afin d'y inclure deux annexes manquantes.  |                                       | N/A                                       |

|   |    |   |     |                            |               |
|---|----|---|-----|----------------------------|---------------|
| <b>Analyse des soumissions</b>                    |    |   |     |                            |               |
| Nbre de preneurs                                  | 11 | Nbre de soumissions reçues                                | 4   | % de réponses              | 36            |
|   |    | Nbre de soumissions rejetées                              | 0   | % de rejets                | 0,0           |
| <u>Soumissions rejetées (nom)</u>                 |    | <u>Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique</u> |     |                            |               |
|   |    |   |     |                            |               |
| Durée de la validité initiale de la soumission :  |    | 120   | jrs | Date d'échéance initiale : | 18 / 9 / 2020 |
| Prolongation de la validité de la soumission de : |    |   | jrs | Date d'échéance révisée :  | - / - / -     |

|   |                |  |  |
|---|----------------|--|--|
| <b>Résultats de l'appel d'offres</b>  |                |  |  |
| <b>Soumissions conformes</b>  |                | Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) |  |
| (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés) |                | <b>Total</b>   |  |
| DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.  |                | 3 041 382,51   |  |
| DUKOKING CONSTRUCTION INC.  |                | 3 164 592,14   |  |
| ROXBORO EXCAVATION INC.   |                | 3 387 000,00   |  |
| EUROVIA QUEBEC GRANDS PROJETS INC.  |                | 4 347 699,99   |  |
| <b>Estimation</b>   | <b>interne</b> | 3 617 611,14   |  |
| <b>Écart entre la plus basse soumission et l'estimation</b>   |                | <b>-15,9%</b>  |  |
| <b>Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse</b>   |                | <b>4,1%</b>  |  |
| <b>Dossier à être étudié par la CEC :</b>   |                | <b>Oui</b>   | <b>NON</b> <input checked="" type="checkbox"/> |

|  |                          |                                     |   |
|--|--------------------------|-------------------------------------|---|
| <b>Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)</b> |                          |                                     |   |
|  | N.A.                     | OK                                  |   |
| RBQ  | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | AMP   |
| RENA   | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Revenu Qc   |
|  | N.A.                     | OK                                  |   |
|  | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <i>Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant</i> |
|  | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |   |

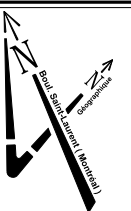
|   |  |
|---|--|
| <b>Recommandation</b>                         |  |
| Nom du soumissionnaire :                      | DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC. |
| Montant du contrat (incluant les taxes) (\$): | 3 041 382,51   |
| Montant des contingences (\$):                | 608 276,50   |
| Montant des incidences (\$):                  | 247 000,00   |
| Date prévue de début des travaux :            | 27 / 7 / 2020  |
| Date prévue de fin des travaux :              | 18 / 10 / 2020   |



Service des infrastructures du réseau routier  
 Direction des infrastructures  
 Division de la conception des travaux

|  |  |
|--|--|
| <b>PROJET:</b> <b>BOULEVARD MÉTROPOLITAIN EST</b><br>DE L'AVENUE BROADWAY NORD À L'AVENUE MARIEN |  |
| <b>NATURE DES TRAVAUX:</b><br>TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU ET DE VOIRIE                    |  |
| <b>TITRE DU PLAN:</b><br>PLAN DE LOCALISATION DES TRAVAUX  |  |
| <b>SOUMISSION :</b><br>329801  | <b>ARRONDISSEMENT :</b><br>VILLE DE MONTRÉAL-EST |

|   |                              |
|---|------------------------------|
| <b>PRÉPARÉ PAR :</b><br>M.O. LECOURS, AG. TECH. | <b>DATE :</b><br>22 MAI 2020 |
| <b>APPROUVÉ PAR :</b><br>ALEXANDRE MARTIN, ING. | <b>ÉCHELLE :</b><br>AUCUNE   |



|  |  |                  |                |                   |
|--|--|------------------|----------------|-------------------|
| <b>SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)</b> |  | <b>SOUSSION:</b> | <b>329801</b>  | <b>DATE:</b>      |
| <b>#GDD:</b>                                     | <b>1207231050</b>  | <b>DRM:</b>      | <b>003298G</b> | <b>2020/05/27</b> |
| <b>RESPONSABLE:</b>                              | <b>Alexandre Martin, ing.</b>  |                  |                |                   |
| <b>INTITULÉ DU PROJET:</b>                       | <b>Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Métropolitain Est de l'avenue Broadway Nord à l'avenue Marien</b> |                  |                |                   |

PROJET INVESTI: **51313** Desc et client-payeur: **Reconst. de conduites second.pour le CTMO (Service de l'environnement)**

| Sous-projet       | Projet SIMON | Crédits                | Taxes incluses         |                      |                      | Agglo (A)<br>/Corpo (C) |
|-------------------|--------------|------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|
|                   |              |                        | Contrat                | Contingences         | Incidences           |                         |
| 1751313001        | 164394       | 2 972 458,07 \$        | 2 579 925,99 \$        | 458 303,13 \$        | 217 000,00 \$        | A                       |
| 0                 | 0            | 0,00 \$                | 0,00 \$                | 0,00 \$              | 0,00 \$              |                         |
| 0                 | 0            | 0,00 \$                | 0,00 \$                | 0,00 \$              | 0,00 \$              |                         |
| 0                 | 0            | 0,00 \$                | 0,00 \$                | 0,00 \$              | 0,00 \$              |                         |
| 0                 | 0            | 0,00 \$                | 0,00 \$                | 0,00 \$              | 0,00 \$              |                         |
| 0                 | 0            | 0,00 \$                | 0,00 \$                | 0,00 \$              | 0,00 \$              |                         |
| <b>SOUS-TOTAL</b> |              | <b>2 972 458,07 \$</b> | <b>2 579 925,99 \$</b> | <b>458 303,13 \$</b> | <b>217 000,00 \$</b> |                         |

PROJET INVESTI: **56088** Desc et client-payeur: **Reconst. de conduites principales d'eau potable (Service de l'eau – DEP)**

| Sous-projet       | Projet SIMON | Crédits              | Contrat              | Contingences         | Incidences          | Agglo (A)<br>/Corpo (C) |
|-------------------|--------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|-------------------------|
| 2056088010        | 183002       | 558 316,98 \$        | 461 456,52 \$        | 149 973,37 \$        | 0,00 \$             | A                       |
| 2056088009        | 183003       | 27 394,00 \$         | 0,00 \$              | 0,00 \$              | 30 000,00 \$        | A                       |
| 0                 | 0            | 0,00 \$              | 0,00 \$              | 0,00 \$              | 0,00 \$             |                         |
| 0                 | 0            | 0,00 \$              | 0,00 \$              | 0,00 \$              | 0,00 \$             |                         |
| <b>SOUS-TOTAL</b> |              | <b>585 710,98 \$</b> | <b>461 456,52 \$</b> | <b>149 973,37 \$</b> | <b>30 000,00 \$</b> |                         |

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

| Sous-projet       | Projet SIMON | Crédits        | Contrat        | Contingences   | Incidences     | Agglo (A)<br>/Corpo (C) |
|-------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------------------|
| 0                 | 0            | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        |                         |
| 0                 | 0            | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        |                         |
| 0                 | 0            | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        |                         |
| 0                 | 0            | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        |                         |
| 0                 | 0            | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        |                         |
| <b>SOUS-TOTAL</b> |              | <b>0,00 \$</b> | <b>0,00 \$</b> | <b>0,00 \$</b> | <b>0,00 \$</b> |                         |

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

| Sous-projet       | Projet SIMON | Crédits        | Contrat        | Contingences   | Incidences     | Agglo (A)<br>/Corpo (C) |
|-------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------------------|
| 0                 | 0            | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        |                         |
| <b>SOUS-TOTAL</b> |              | <b>0,00 \$</b> | <b>0,00 \$</b> | <b>0,00 \$</b> | <b>0,00 \$</b> |                         |

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

| Sous-projet       | Projet SIMON | Crédits        | Contrat        | Contingences   | Incidences     | Agglo (A)<br>/Corpo (C) |
|-------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------------------|
| 0                 | 0            | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        | 0,00 \$        |                         |
| <b>SOUS-TOTAL</b> |              | <b>0,00 \$</b> | <b>0,00 \$</b> | <b>0,00 \$</b> | <b>0,00 \$</b> |                         |

|  |                        |                        |                        |                      |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|----------------------|
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>3 558 169,05 \$</b> | <b>3 041 382,51 \$</b> | <b>608 276,50 \$</b>   | <b>247 000,00 \$</b> |
| <b>TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)</b> |                        |                        | <b>3 896 659,01 \$</b> |                      |



|   |   |                         |
|---|---|-------------------------|
| NUMÉRO DE SOUS-PROJET: <b>GRAND TOTAL</b> | SOUSSION: <b>329801</b>   | DATE: <b>27/05/2020</b> |
| NUMÉRO DE PROJET SIMON:                   |   |                         |
| INTITULÉ DU PROJET:                       | Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Métropolitain Est de l'avenue Broadway Nord à l'avenue Marien |                         |

|   |                 |
|---|-----------------|
| MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET | 3 041 382,51 \$ |
| TRAVAUX CONTINGENTS                           | 608 276,50 \$   |

### DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

|  |                   |                      |
|--|-------------------|----------------------|
| Utilités publiques   | 67 000,00 \$      |                      |
| Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc. | 0,00 \$           |                      |
| Laboratoire, contrôle qualitatif                           | 60 000,00 \$      |                      |
| Division de la voirie - Marquage et signalisation          | 0,00 \$           |                      |
| Gestion des impacts  | 30 000,00 \$      |                      |
| Surveillance environnementale                              | 70 000,00 \$      |                      |
| Communication  | 0,00 \$           |                      |
| Nettoyage des conduites d'égout existantes                 | 20 000,00 \$      |                      |
| <b>TOTAL À REPORTER</b>                                    | <b>247 000,00</b> | <b>247 000,00 \$</b> |

|                                    |                 |
|------------------------------------|-----------------|
| Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL | 3 896 659,01 \$ |
| Imputation (crédits)               | 3 558 169,05 \$ |
| Montant de dépôt                   |                 |

|                                 |            |            |
|---------------------------------|------------|------------|
| <b>TAXES:</b>                   | TPS 5%     | TVQ 9,975% |
| À payer avant ristournes (100%) | 169 456,80 | 338 066,31 |
| Ristournes TPS et TVQ à 50%     | 338 489,96 |            |

|              |                                      |
|--------------|--------------------------------------|
| PLAN NUMÉRO: | CALCULÉ PAR > Alexandre Martin, ing. |
|--------------|--------------------------------------|

|                          |  |                 |        |            |
|--------------------------|--|-----------------|--------|------------|
| NUMÉRO DE SOUS-PROJET:   | 1751313001   | SOUSSION:       | 329801 | DATE:      |
| NUMÉRO DE PROJET SIMON:  | 164394   | DRM SPÉCIFIQUE: |        | 27/05/2020 |
| INTITULÉ DU SOUS-PROJET: | Travaux infrastructures dans le boul. métropolitain – Construction |                 |        |            |
| ENTREPRENEUR >           | DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.          |                 |        |            |

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ..... 2 579 925,99 \$

Ce montant sert à payer le coût de 3 041 382,51 \$ du sp 1751313001 (voir soumission)

- un montant de 461 456,52 \$ pour la reconstruction de la conduite principale payée par la DEP au sp 2056088010

TRAVAUX CONTINGENTS DE ..... 17,76 % ..... 458 303,13 \$

**DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:**

|  |              |               |
|--|--------------|---------------|
| Utilités publiques   | 55 000,00 \$ |               |
| Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc. |              |               |
| Laboratoire, contrôle qualitatif                           | 47 000,00 \$ |               |
| Division de la voirie - Marquage et signalisation          |              |               |
| Gestion des impacts  | 25 000,00 \$ |               |
| Surveillance environnementale                              | 70 000,00 \$ |               |
| Communication  |              |               |
| Nettoyage des conduites d'égout existantes                 | 20 000,00 \$ |               |
| <b>TOTAL À REPORTER</b>                                    | 217 000,00   | 217 000,00 \$ |

Dépenses totales à autoriser ..... 3 255 229,12 \$

Imputation (crédits) ..... 2 972 458,07 \$

Montant de dépôt .....

**TAXES:**

À payer avant ristournes (100%) ..... TPS 5% ..... TVQ 9,975%  
 141 562,48 ..... 282 417,14

Ristournes TPS et TVQ à 50% ..... 282 771,05

|              |  |               |                        |
|--------------|--|---------------|------------------------|
| PLAN NUMÉRO: |  | CALCULÉ PAR > | Alexandre Martin, ing. |
|--------------|--|---------------|------------------------|

|                          |  |                 |        |            |
|--------------------------|--|-----------------|--------|------------|
| NUMÉRO DE SOUS-PROJET:   | 2056088010   | SOUSSION:       | 329801 | DATE:      |
| NUMÉRO DE PROJET SIMON:  | 183002   | DRM SPÉCIFIQUE: |        | 27/05/2020 |
| INTITULÉ DU SOUS-PROJET: | Broadway et Métropolitain construction chambres de vannes 500 mm |                 |        |            |
| ENTREPRENEUR ▶           | DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.        |                 |        |            |

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ..... 461 456,52 \$

TRAVAUX CONTINGENTS DE 32,50 % ..... 149 973,37 \$

### DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

|  |       |         |
|--|-------|---------|
| Utilités publiques   | ..... |         |
| Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc. | ..... |         |
| Laboratoire, contrôle qualitatif                           | ..... |         |
| Division de la voirie - Marquage et signalisation          | ..... |         |
| Gestion des impacts  | ..... |         |
| Surveillance environnementale                              | ..... |         |
| Communication  | ..... |         |
|  | ..... |         |
| <b>TOTAL À REPORTER</b>                                    | 0,00  | 0,00 \$ |

Dépenses totales à autoriser ..... 611 429,89 \$

Imputation (crédits) ..... 558 316,98 \$

Montant de dépôt .....

### TAXES:

À payer avant ristournes (100%) ..... TPS 5% 26 589,69 TVQ 9,975% 53 046,43

Ristournes TPS et TVQ à 50% ..... 53 112,91

|              |  |               |                        |
|--------------|--|---------------|------------------------|
| PLAN NUMÉRO: |  | CALCULÉ PAR ▶ | Alexandre Martin, ing. |
|--------------|--|---------------|------------------------|

|                          |   |                 |        |            |
|--------------------------|---|-----------------|--------|------------|
| NUMÉRO DE SOUS-PROJET:   | 2056088009  | SOUSSION:       | 329801 | DATE:      |
| NUMÉRO DE PROJET SIMON:  | 183003  | DRM SPÉCIFIQUE: |        | 27/05/2020 |
| INTITULÉ DU SOUS-PROJET: | Broadway et Métropolitain construction chambres de vannes 500 mm - SP |                 |        |            |
| ENTREPRENEUR ▶           | Services professionnels   |                 |        |            |

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET .....

TRAVAUX CONTINGENTS DE  .....

**DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:**

|  |       |   |   |
|--|-------|---|---|
| Utilités publiques   | ..... | <input type="text" value="12 000,00 \$"/> |   |
| Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc. | ..... | <input type="text" value=""/>             |   |
| Laboratoire, contrôle qualitatif                           | ..... | <input type="text" value="13 000,00 \$"/> |   |
| Division de la voirie - Marquage et signalisation          | ..... | <input type="text" value=""/>             |   |
| Gestion des impacts  | ..... | <input type="text" value="5 000,00 \$"/>  |   |
| Surveillance environnementale                              | ..... | <input type="text" value=""/>             |   |
| Communication  | ..... | <input type="text" value=""/>             |   |
|  | ..... | <input type="text" value=""/>             |   |
| <b>TOTAL À REPORTER</b>                                    |       | <input type="text" value="30 000,00"/>    | <input type="text" value="30 000,00 \$"/> |

Dépenses totales à autoriser .....

Imputation (crédits) .....

Montant de dépôt .....

**TAXES:**

À payer avant ristournes (100%) .....  TPS 5%  TVQ 9,975%

Ristournes TPS et TVQ à 50% .....

|              |  |               |                        |
|--------------|--|---------------|------------------------|
| PLAN NUMÉRO: |  | CALCULÉ PAR ▶ | Alexandre Martin, ing. |
|--------------|--|---------------|------------------------|

**SOUMISSION 329801 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ**

| Secteur  | Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Métropolitain Est de l'avenue Broadway Nord à l'avenue Marien  |
|--|--|
| <p>Boulevard Métropolitain Est de l'avenue Broadway Nord à l'avenue Marien</p> | <p>Les travaux sont répartis en 4 phases.</p> <p><b>Délai</b> : 84 jours calendriers – Réalisation 2020</p> <p><b><u>PHASE 1</u></b> : Travaux de raccordement des bâtiments Construction DJL inc et Guay inc. situés respectivement au 11 211 et 11 225, boulevard Métropolitain Est.</p> <p><b>Horaire de travail</b> : Aucune restriction</p> <p><b>Maintien de la mobilité</b> : L'Entrepreneur est autorisé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fermer complètement la voie de service bidirectionnelle situé au nord du boulevard Métropolitain en maintenant un accès en tout temps aux entreprises riveraines;</li> </ul> <p><b><u>PHASE 2</u></b> : Travaux d'égout et de conduite d'eau sur le boulevard Métropolitain Est entre le bâtiment de l'entreprise Guay inc. (11225 boulevard Métropolitain Est) et l'entrée de l'A-40 Ouest</p> <p><b>Horaire de travail</b> : Aucune restriction</p> <p><b>Maintien de la mobilité</b> : L'Entrepreneur est autorisé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entraver la voie de droite du boulevard Métropolitain Est entre l'entreprise Guay inc. et l'avenue Broadway Nord avec maintien d'une (1) voie d'au minimum 3,5 mètres;</li> <li>- Aménager un accès temporaire au site de l'ancienne carrière via l'avenue Broadway Nord.</li> </ul> <p><b><u>PHASE 3</u></b> : Travaux d'égout et de conduite d'eau entre la bretelle d'accès à l'A-40 Ouest et l'avenue Broadway Nord.</p> <p><b>Horaire de travail</b> : Aucune restriction</p> <p><b>Maintien de la mobilité</b> : L'Entrepreneur est autorisé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entraver complètement l'intersection du boulevard Métropolitain et de l'avenue Broadway Nord pour un maximum de vingt et un (21) jours calendriers consécutifs;</li> <li>- Fermer complètement le boulevard Métropolitain Est entre l'accès à l'A-40 Ouest et l'avenue Broadway Nord avec maintien de l'accès à l'A-40 Ouest en tout temps;</li> <li>- Mettre en place une circulation à double sens temporaire sur le boulevard Métropolitain Est entre la rue des Bâtisseurs et la zone des travaux pour le maintien des accès aux entreprises situés sur ce tronçon. La bretelle du boulevard Bourget Nord vers le boulevard Métropolitain Est direction ouest sera également fermée temporairement;</li> <li>- Fermer complètement l'avenue Broadway Nord entre le boulevard Henri-Bourassa et la zone des travaux avec maintien de la circulation locale seulement.</li> </ul> |

|   |   |
|---|---|
|   | <p><b>PHASE 4</b> : Travaux de planage et de pavage.</p> <p><b>Horaire de travail</b> : Dimanche à jeudi de 21h à 5h, Jeudi à Vendredi de 22h à 5h, Vendredi à Samedi de 22h30 à 6h et Samedi à Dimanche de 22h30 à 7h</p> <p><b>Maintien de la mobilité</b>: L'Entrepreneur est autorisé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fermer complètement le boulevard Métropolitain Est entre l'avenue Marien et l'avenue Broadway Nord, incluant la fermeture de l'accès à l'A-40 Ouest;</li> <li>- Mettre en place une circulation à double sens temporaire sur le boulevard Métropolitain Est entre la rue des Bâtisseurs et la zone des travaux pour le maintien des accès aux entreprises situés sur ce tronçon. La bretelle du boulevard Bourget Nord vers le boulevard Métropolitain Est direction ouest sera également fermée temporairement;</li> <li>- Fermer complètement l'avenue Broadway Nord entre le boulevard Henri-Bourassa et la zone des travaux avec maintien de la circulation locale seulement.</li> </ul>   |
| <p>Mesures de gestion des impacts applicables</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu;</li> <li>- Installation d'un (1) PMVM au moins dix (10) jours à l'avance afin d'annoncer les entraves à venir;</li> <li>- Une coordination des entraves sera requise avec le MTQ et avec la Ville de Montréal-Est;</li> <li>- Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, pour la gestion des accès vers le chantier avoisinant pour la nouvelle usine, ou à la demande du Directeur;</li> <li>- Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens;</li> <li>- Installer des glissières de sécurité en béton pour chantier ou des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux;</li> <li>- Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis;</li> <li>- Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers de la route;</li> <li>- Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers et cyclistes, le cas échéant aux abords de la zone des travaux;</li> <li>- Maintien de l'accès aux bâtiments industriels en tout temps lors des travaux;</li> <li>- Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons;</li> <li>- L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M);</li> <li>- De l'habillage de chantier, à l'aide de bannières souples, est prévu dans ce projet.</li> </ul> |

Le 5 juillet 2019

GROUPE CRH CANADA INC.  
A/S MADAME JENNIFER ELAINE GOOD  
2300, AVE STEELES W  
4TH FLOOR  
CONCORD (ON) L4K 5X6

No de décision : 2019-DAMP-0105  
N° de client : 2700000931

**Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**

---

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« AMP ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CRH CANADA GROUP INC.
- DEMIS UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
- DEMIX
- DEMIX AGRÉGATS
- DEMIX AGRÉGATS A DIVISION OF CRH CANADA GROUP INC.
- DEMIX AGRÉGATS UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
- DEMIX BÉTON
- DEMIX BÉTON A DIVISION OF CRH CANADA GROUP INC.
- DEMIX BÉTON UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
- DEMIX CONSTRUCTION
- DEMIX CONSTRUCTION A DIVISION OF CRH CANADA GROUP INC.
- DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). GROUPE CRH CANADA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide jusqu'au 4 juillet 2022 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

525 René-Lévesque Est,  
Rez-de-chaussée, bureau RC.30  
Québec (Québec) G1R 5S9  
Téléphone sans frais : 1 888 335-5558  
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223  
[www.amp.gouv.qc.ca](http://www.amp.gouv.qc.ca)

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au [www.amp.gouv.qc.ca](http://www.amp.gouv.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Chantal Hamel  
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Le 23 février 2016

**GROUPE CRH CANADA INC.**  
2300, AVE STEELES W  
4TH FLOOR  
CONCORD ON L4K 5X6

**Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**

---

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 2700000931  
N° de demande : 1530900179  
N° de confirmation de paiement : 000182738785

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Le 25 août 2015

GROUPE CRH CANADA INC.  
À L'ATTENTION DE MADAME JENNIFER GOOD  
2300, AVE STEELES W  
4TH FLOOR  
CONCORD (ON) L4K 5X6

N° de client : 2700000931

N° de référence : 1530780009

Objet : Changement de nom de HOLCIM (CANADA) INC. à GROUPE CRH CANADA INC.

Madame,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise HOLCIM (CANADA) INC au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant GROUPE CRH CANADA INC. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1164634611 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise HOLCIM (CANADA) INC autorisée le 28 mai 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Sandra au 1 877 525-0337, poste 4867.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics  
et des entreprises de services monétaires

**Québec**

Place de la Cité, tour Cominar  
2840, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

**Montréal**

800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 385-0337  
Télécopieur : 514 873-3090

Québec, le 28 mai 2013

Holcim (Canada) inc.  
À l'attention de : Madame Jennifer Good  
435, rue Jean-Neveu  
Longueuil (Québec) J4G 2P9

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Holcim (Canada) inc.  
Autorisation n° 2013-CPSM-0066 n° d'identification de l'Autorité : 2700000931

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CIMENT ST-LAURENT
- DEMIX AGRÉGATS
- DEMIX AGRÉGATS A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX AGRÉGATS UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX BÉTON
- DEMIX BÉTON A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX BÉTON UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX CONSTRUCTION
- DEMIX CONSTRUCTION A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX SERVICES
- GÉOCYCLE
- GÉOCYCLE
- HOLCIM
- HOLCIM CANADA
- ST-LAURENCE CEMENT

Québec  
Place de la Cité, tour Continer  
2640, boulevard Laurier, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec)  
G1V 5C1  
tél. : 418.525.1537  
ligne sans frais : 877.525.0337  
télév. : 418.525.9511

Montréal  
877, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec)  
H4Z 1C1  
tél. : 514.395.0337  
ligne sans frais : 877.525.0337  
télév. : 514.873.3099

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q. c. C-85-1 (la « LCOP »). Holcim (Canada) inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 27 mai 2016 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité ([www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et  
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

**Liste des preneurs des cahiers des charges**

| <b>PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES</b> |   |
|---------------------------------------|---|
| <b>1</b>                              | Béluga construction inc                             |
| <b>2</b>                              | Cojalac inc.  |
| <b>3</b>                              | Demix Construction, une division de CRH Canada inc. |
| <b>4</b>                              | DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc.       |
| <b>5</b>                              | Eurovia Québec Grands Projets (Laval)               |
| <b>6</b>                              | Forterra - St-Eustache                              |
| <b>7</b>                              | IGF Axiom Inc                                       |
| <b>8</b>                              | LE GROUPE LÉCUYER LTÉE.                             |
| <b>9</b>                              | Les Entreprises Cogenex Inc.                        |
| <b>10</b>                             | Location Dragon                                     |
| <b>11</b>                             | Roxboro Excavation INC..                            |

**Dossier # : 1207231050**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux   |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder un contrat à Demix Construction une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Métropolitain Est de l'avenue Broadway Nord à l'avenue Marien. Dépense totale de 3 896 659,01 \$ (contrat: 3 041 382,51 \$ + contingences: 608 276,50 \$ + incidences: 247 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 329801 - 4 soumissionnaires. |

### SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

---

### COMMENTAIRES

---

### FICHIERS JOINTS



[Info comptable ENV GDD 1207231050.xlsx](#)



[Information comptable DEP GDD 1207231050.xlsx](#)

---

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD  
Préposé au budget  
**Tél :** (514) 872-5916

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-06-01

Marie-Claude JOLY  
Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514-280-0165  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1205841001**

|  |  |
|--|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , Service des enquêtes criminelles , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération  |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Services de police et sécurité incendie  |
| <b>Projet :</b>  | -  |
| <b>Objet :</b>   | Conclure une entente-cadre de gré à gré de services professionnels avec le ministre de Services publics et approvisionnement Canada pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2024, pour un montant maximal de 1 000 000 \$, taxes incluses. Approuver un projet d'entente de service à cette fin et autoriser le directeur du SPVM à la signer. |

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre pour des services professionnels en juricomptabilité;
2. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel le ministère de Services publics et approvisionnement Canada s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 000 000 \$, taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet d'entente de service ;
3. d'autoriser le Directeur du SPVM à signer l'entente au nom de la Ville.
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités du SPVM , et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-27 09:22

**Signataire :**

Serge LAMONTAGNE

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1205841001**

|  |  |
|--|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , Service des enquêtes criminelles , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération  |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Services de police et sécurité incendie  |
| <b>Projet :</b>  | -  |
| <b>Objet :</b>   | Conclure une entente-cadre de gré à gré de services professionnels avec le ministre de Services publics et approvisionnement Canada pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2024, pour un montant maximal de 1 000 000 \$, taxes incluses. Approuver un projet d'entente de service à cette fin et autoriser le directeur du SPVM à la signer. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal désire signer un protocole d'entente (voir document juridique) avec le Groupe de la gestion juricomptable (GGJ) de Services publics et Approvisionnement Canada pour son service de police (SPVM) afin de définir les modalités et conditions générales applicables à l'ensemble des services offerts par ce dernier.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CG17 0451** - 28 septembre 2017 - Conclure une entente-cadre de gré à gré avec sa Majesté la Reine du Chef du Canada (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada) pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 900 000 \$, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

**CG15 0014** - 29 janvier 2015 - Conclure une entente-cadre de services professionnels de gré à gré avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2017 ou pour un montant maximal de 900 000 \$, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

**CG12 0109** - 19 avril 2012 - Approuver un projet d'entente de service entre le ministère des Travaux publics Services gouvernementaux Canada et la Ville de Montréal, pour la



période du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 31 mars 2015 ou un montant maximal de 400 000 \$, taxes incluses, pour des services professionnels en juricomptabilité.

**CG10 0198** - 20 mai 2010 - Approuver un protocole d'entente entre le Ministère des travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Groupe de la gestion juricomptable (GGJ), et la Ville de Montréal, pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2010 au 31 mars 2012 ou un montant maximal de 99 999.99 \$, taxes incluses, selon la première des deux conditions réalisées.

## DESCRIPTION

Le SPVM fait appel au GGJ lorsque les services d'un juricomptable sont nécessaires lors d'enquêtes criminelles. La juricomptabilité est un domaine qui nécessite des connaissances et un support technique spécialisés. Cette spécialité est reconnue depuis longtemps par les tribunaux canadiens pour les questions relevant d'enquête financière, de fraude et de blanchiment d'argent. Le contrat liant la Ville et le GGJ sera à échéance le 31 décembre 2020. Il y a donc lieu de signer une nouvelle entente.

## JUSTIFICATION

La Ville désire retenir les services du GGJ pour le SPVM pour les raisons suivantes :

1. La Gendarmerie royale du Canada utilise déjà les services du GGJ, par conséquent, tous ses employés répondent à nos normes d'enquête de sécurité;

2. Lors d'enquête criminelle, le SPVM pourrait perquisitionner des firmes comptables. Le juricomptable pourrait se retrouver en position de conflit d'intérêts s'il travaille dans la firme visée par la perquisition et le déroulement de l'enquête en serait sérieusement affecté. Le GGJ, étant un organisme gouvernemental appartenant à Services publics et Approvisionnement Canada ne fait pas affaire avec des entreprises privées;

3. Dans le passé, les services du GGJ étaient à notre entière satisfaction. De plus, certains dossiers majeurs sont en cours et il est important d'assurer une certaine continuité.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

La durée du contrat est de 4 ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2024, ou jusqu'à ce que le coût des services atteigne un montant de 1 000 000 \$ toutes taxes incluses, selon la première des deux éventualités.

Les enquêtes criminelles étant de plus en plus complexes et les réseaux criminels de plus en plus structurés, la tendance actuelle prévoit des dépenses en juricomptabilité de l'ordre de 250 000 \$ annuellement.

Les crédits budgétaires sont prévus annuellement dans le budget régulier de l'Unité des produits de la criminalité, le budget des projets spéciaux financés par le MSP (ACCEF et ACCES) ainsi que le budget de la Section crimes économiques.

| Frais annuels juricomptabilité                  | UPC       | ACCEF     | Crimes écono. | Totaux     |
|---|-----------|-----------|---------------|------------|
| 1 <sup>er</sup> janvier 2021 – 31 décembre 2021 | 93 900 \$ | 56 100 \$ | 100 000 \$    | 250 000 \$ |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2022 – 31 décembre 2022 | 93 900 \$ | 56 100 \$ | 100 000 \$    | 250 000 \$ |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2023 – 31 décembre 2023 | 93 900 \$ | 56 100 \$ | 100 000 \$    | 250 000 \$ |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2024 – 31 décembre 2024 | 93 900 \$ | 56 100 \$ | 100 000 \$    | 250 000 \$ |

Cependant, certaines dépenses ponctuelles pourraient être imputées dans d'autres unités

ou projets.

La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

#### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas.

#### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne s'applique pas.

#### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ne s'applique pas.

#### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

#### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Ne s'applique pas.

#### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Cette entente fait l'objet de l'exception prévue par le Décret 831-76 modifié par le Décret 1293-2000 du 8 novembre 2000 qui permet à des municipalités de signer certains contrats avec des organismes gouvernementaux fédéraux sans obtenir un accord préalable du Gouvernement du Québec en vertu de l'article 3.11 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q. chapitre M30)*.

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

#### **VALIDATION**

##### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre ST-HILAIRE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

---

##### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

##### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Manon DUPONT  
commandant police

**Tél :** 514-280-9070

**Télécop. :** 514-280-2030

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-21

Martin M RENAUD  
inspecteur-chef police

**Tél :**

514-280-7757

**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Francesco SECONDI  
Directeur adjoint

**Tél :** 514 280-6719

**Approuvé le :** 2020-05-07

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Sylvain CARON  
Directeur

**Tél :** 514-280-2005

**Approuvé le :** 2020-05-08

**Dossier # : 1205841001**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , Service des enquêtes criminelles , -  |
| <b>Objet :</b>                            | Conclure une entente-cadre de gré à gré de services professionnels avec le ministre de Services publics et approvisionnement Canada pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2024, pour un montant maximal de 1 000 000 \$, taxes incluses. Approuver un projet d'entente de service à cette fin et autoriser le directeur du SPVM à la signer. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[2020-04-24 Entente de services juricomptabilité.pdf](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

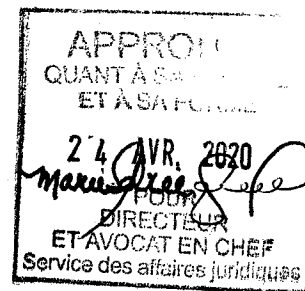
Marie-Andrée SIMARD  
Notaire - Chef de division droit contractuel  
**Tél : 514-872-8323**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-24

Marie-Andrée SIMARD  
Notaire, Chef de division, Droit contractuel  
**Tél : 514-872-8323**  
**Division :**

## ENTENTE DE SERVICE



**ENTRE :**

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par la ministre de Services publics et Approvisionnement Canada, ayant son adresse à la Place du Portage, Phase III, au 11, rue Laurier, Gatineau, Québec, KI A 0S5, elle-même représentée par Antoine Parker, Directeur principal à la Direction générale de la surveillance, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu des pouvoirs panministériels qui lui sont délégués;

(Ci-après le « GGJ »)

**ET :**

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de Ville au 275 Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Sylvain Caron, Directeur du Service de la police de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG20 \_\_\_\_\_;

(Ci-après la « Ville »)

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### **1 OBJET**

La ministre de Services publics et Approvisionnement Canada peut fournir sur demande des services de juricomptabilité pour enquête sur la fraude, les produits de la criminalité et le blanchiment d'argent aux provinces et aux municipalités ainsi qu'à leurs forces policières. Ces services sont fournis par le GGJ. La Ville (SPVM) retient les services du GGJ qui s'engage à les fournir à son service de police (SPVM), selon les termes et conditions de la présente entente.

## 1.1 INTERPRÉTATION

Les annexes A, B, C, D et E font partie intégrante de l'entente.

## 2 DÉFINITIONS

Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- « **Annexe A** » : document intitulé « Services de juricomptabilité du GGJ offerts aux organismes chargés de l'application de la loi »;
- « **Annexe B** » : document intitulé « Fonctions et responsabilités du GGJ »;
- « **Annexe C** » : formulaire intitulé « Demande de services de juricomptabilité »;
- « **Annexe D** » : document intitulé « Barème des tarifs »;
- « **Annexe E** » : document intitulé « Exigences relatives au lieu de travail »;
- Représentant de la Ville** » : désigne le Commandant d'ACCES et Produits de la criminalité du SPVM ou toute personne désignée par ce dernier;
- « **JP** » : désigne tout juricomptable principal(e) qui rendra des services en vertu de cette entente.

### 2.1 PORTÉE

La portée de cette entente se limite aux services professionnels visés par la présente entente. Cette entente précise les services que le GGJ fournira, en plus de décrire les responsabilités des parties, l'établissement des prix et honoraires et les modalités de la facturation.

## 3 MODALITÉS ET CONDITIONS GÉNÉRALES

### 3.1 DURÉE DE L'ENTENTE

Nonobstant la date de sa signature, la présente entente entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et se termine lorsque le montant prévu à l'article 3.6 aura été épuisé ou au plus tard le 31 décembre 2024, selon la première de ces occurrences à se produire.

### **3.2 FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS DU GGJ**

L'Annexe B décrit les services professionnels de juricomptabilité offerts par le GGJ.

### **3.3 DOCUMENTS DE TRAVAIL, RAPPORTS ET SUPERVISION**

- 1) Les copies des documents de travail, les rapports et les données électroniques préparées par le JP et en possession du GGJ seront transmis au Représentant de la Ville par le JP sur demande, en vue de faciliter la tenue des dossiers et la divulgation des renseignements conformément à la loi, le cas échéant. Il est entendu que le rapport original exigé par la Cour, le cas échéant, sera remis directement par le JP à la Cour.
- 2) Le JP conservera toutes les données électroniques en mémoire sur un média portable ou sur un réseau sécurisé tel qu'autorisé par le Représentant de la Ville. Les médias portables seront conservés dans un environnement sûr. Dans le cas où des données devaient être physiquement déplacées, elles seront encryptées sur un média portable qui restera en tout temps en la possession du JP. Aucune donnée en possession du JP ne doit être entrée ou enregistrée sur l'unité de disque dur d'un quelconque ordinateur.
- 3) Les preuves et les pièces utilisées pour la production des documents de travail et des rapports demeurent la propriété de la Ville et elles ne doivent en aucun cas être déplacées par qui que ce soit des bureaux de la Ville désignés par le Représentant de la Ville sans l'autorisation de ce dernier.
- 4) Le JP demeure sous le contrôle administratif et l'autorité du GGJ qui en assume l'entière responsabilité et qui doit voir au respect des obligations prévues à la présente entente.

### **3.4 RESPONSABILITÉS DE LA VILLE**

La Ville s'engage par les présentes à:

- 1) Fournir au JP un environnement de travail adéquat, conformément à l'Annexe E;
- 2) Transmettre au JP et au Gestionnaire régional du GGJ tous les détails relatifs à l'enquête, pour permettre au GGJ de s'acquitter de ses responsabilités;
- 3) Faire connaître au JP toutes les modifications à la « Demande de services de juricomptabilité » de l'Annexe C et en discuter avec lui dans les plus brefs délais;
- 4) Fournir, sur demande, des commentaires sur le rendement du JP, au Gestionnaire régional ou au Directeur principal du GGJ.

### **3.5 PROCESSUS RÉGISSANT LES DEMANDES DE SERVICE DE JURICOMPTABILITÉ**

Toutes les demandes de services professionnels de juricomptabilité ou de conseils professionnels en comptabilité et en finances doivent être faites par écrit, en utilisant le formulaire reproduit à l'Annexe C<sup>1</sup> ci-jointe signé par le Représentant de la Ville.

### **3.6 HONORAIRES PROFESSIONNELS, REMBOURSEMENTS DES COÛTS ENGENDRÉS, INTÉRÊTS**

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le GGJ, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million de dollars (1 000 000 \$), couvrant tous les honoraires, dépenses et toutes les taxes applicables. Les factures devront être conformes à l'article 3.11 et à l'Annexe D et seront payables dans les soixante (60) jours suivant la date de facturation, ou, en ce qui concerne les factures émises avant la signature de la présente convention, dans les soixante (60) jours suivant la signature de la présente convention par les deux parties. Les charges d'intérêts sur le solde dû débiteront le premier jour suivant la période de soixante (60) jours, selon le taux applicable aux comptes débiteurs et créditeurs en souffrance du gouvernement du Canada, fondé sur le taux d'escompte moyen de la Banque du Canada du mois précédent accru de 3 %.

### **3.7 RÉSILIATION**

Chaque partie peut mettre fin à l'entente sur simple avis écrit de trente (30) jours. Dans un tel cas, la Ville devra acquitter le coût des services rendus, sur présentation des pièces justificatives. Le GGJ transmettra à la Ville copie de tous les rapports, études, données et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

### **3.8 MODIFICATIONS**

La présente entente peut être modifiée en tout temps, par écrit, à la demande de l'une ou l'autre des parties et avec le consentement des instances compétentes.

### **3.9 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

Les différends qui peuvent survenir dans le cadre de l'exécution de l'entente seront soumis conjointement au Gestionnaire régional du GGJ et au Lieutenant Détective Chargé d'Enquête, qui devront collaborer afin de trouver les solutions appropriées. À défaut de trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties, le différend sera soumis au Directeur principal du GGJ et au Représentant de la Ville.

---

<sup>1</sup> Demande de services de juricomptabilité ou Lettre mandat



### **3.10 RAPPORTS D'ÉTAPE**

La Gestionnaire régionale du GGJ préparera et présentera, au besoin, des rapports d'étape au Représentant de la Ville.

### **3.11 FACTURES ET CALENDRIERS DE PAIEMENT**

Les factures et les rapports pour les services rendus dans le cadre de cette entente seront présentés à la Ville sur une base mensuelle. Les factures devront préciser en détail les heures travaillées par employé et par dossier, et mentionner distinctement les numéros d'inscription du GGJ aux fins de la TPS et de la TVQ, ainsi que le pourcentage et le montant attribuable à chacune d'elles. Les factures devront être transmises à l'adresse suivante :

Produits de la criminalité  
10351 rue Sherbrooke Est  
Montréal, Québec H1B 1B3  
À l'attention du Commandant

### **3.12 CONFIDENTIALITÉ**

Le GGJ traitera confidentiellement tous les dossiers, documents et renseignements liés à toute demande de services.

Sous réserve de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le GGJ retournera, s'il y a lieu, la documentation que la Ville lui aura fournie pour l'accomplissement de son mandat.

Les documents sous le contrôle du GGJ sont assujettis à la Loi sur l'accès à l'information, à la Loi sur la protection des renseignements personnels, à la Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada, et à toute autre loi ou tout règlement applicable.

Les parties reconnaissent également que les documents sous le contrôle du GGJ peuvent être assujettis à une ordonnance d'une Cour ou d'un tribunal compétent.

Sous réserve des lois applicables, la divulgation des documents sous le contrôle du GGJ visés par l'entente de services sera assujettie au consentement du Représentant de la Ville.

La Ville traitera les demandes d'accès à l'information reçues en vertu des lois provinciales et municipales conformément aux lois applicables.



#### **4 RESPONSABILITÉ**

Chaque partie sera responsable vis-à-vis des tiers pour les dommages résultant de la conduite de ses employés et agents dans le cadre de l'exécution de cette entente.

#### **5 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

##### **5.1 AVIS ET ADRESSE**

Un avis donné en vertu de cette entente doit être donné à l'adresse indiquée à la première page ou à toute autre adresse dont l'une des parties aura préalablement avisé l'autre par écrit.

##### **5.2 VALIDITÉ**

Une disposition de la présente entente jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

##### **5.3 LOIS APPLICABLES**

La présente entente est régie par les lois applicables dans la province de Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

#### **6 SIGNATURES**

**Pour la Ville de Montréal :**

Le soussigné déclare qu'il est autorisé à représenter la Ville dans le cadre de cette entente,

Signé à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2020.

Signature \_\_\_\_\_  
Sylvain Caron, Directeur du SPVM

**Pour le ministère de Services publics et Approvisionnement Canada :**

Le soussigné déclare qu'il est autorisé à représenter Sa Majesté dans le cadre de cette entente

Signé à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2020.

Signature \_\_\_\_\_  
Antoine Parker, Directeur principal à la Direction générale de la surveillance

## ANNEXE A

### SERVICES DE JURICOMPTABILITÉ DU GGJ OFFERTS AUX ORGANISMES CHARGÉS DE L'APPLICATION DE LA LOI

---

#### I. Mission et services

Le GGJ fournit en temps opportun des services de haute qualité en matière d'expertise en juricomptabilité, de témoignage d'expert et de consultation au gouvernement fédéral, provincial, aux administrations municipales et à des gouvernements étrangers dans le cadre d'enquêtes criminelles portant sur des questions de nature financière, notamment en ce qui touche les produits de la criminalité, les crimes commerciaux, le blanchiment d'argent, les activités frauduleuses sur le marché des valeurs mobilières et le financement des activités terroristes.

Les organismes chargés de l'application de la loi et les services des poursuites sont les principaux clients du GGJ, mais le but ultime de celui-ci est d'être au service du système de justice pénale et des tribunaux du Canada en cernant, analysant et expliquant les éléments financiers et comptables complexes des activités criminelles de façon objective, indépendante et non technique, afin d'aider les juges et les jurés à prendre des décisions éclairées.

Étant donné qu'il fournit des services de juricomptabilité indépendants dans le cadre d'enquêtes criminelles, le GGJ constitue une entité unique au Canada, et ce, à l'échelle fédérale, provinciale et municipale.

Le décret 2002-300 permet au ou à la ministre de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) d'offrir le programme, à titre de service, aux gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones, aux administrations municipales ainsi qu'à leurs services de police et aux gouvernements étrangers.

#### II. Équipe professionnelle juricomptable du GGJ

Le GGJ est reconnu pour sa gamme complète de services professionnels juricomptables, dispensés de façon indépendante, impartiale et éthique. Comptant sur les services d'environ 40 juricomptables et adjoints en juricomptabilité dispersés partout au Canada, le GGJ est l'un des plus importants services d'expertise juricomptable au pays oeuvrant dans le domaine de l'application de la loi.

Tous les juricomptables principaux du GGJ sont des comptables accrédités (CPA CA, CPA CGA, CPA CMA), qui possèdent plusieurs années d'expérience en comptabilité. Plusieurs ont obtenu l'accréditation de *Certified in Financial Forensics (CFF)*, *Certified Fraud Examiner (CFE)* et/ou l'accréditation d'expert en Juricomptabilité (CA.EJC). La plupart ont déjà été reconnus comme des témoins experts devant les tribunaux. De plus, tous les employés du GGJ bénéficient d'une cote de sécurité conformément aux normes du gouvernement fédéral.

## ANNEXE B

### FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS DU GGJ

---

1. Fournir des services professionnels à la Ville pour la durée de cette entente;
2. Réaliser les travaux nécessaires en faisant appel à des compétences professionnelles en comptabilité, conformément aux normes, aux procédures et aux principes de juricomptabilité ou de comptabilité reconnus et aux exigences des lois;
3. Définir les ressources et déterminer les heures nécessaires pour fournir les services de juricomptabilité décrits dans chaque demande de services du SPVM et faire connaître ses besoins (i.e. demandes au niveau documentaire, informatique et financière) au Représentant de la Ville;
4. Veiller à la qualité du personnel sous l'angle des compétences, des connaissances et de la spécialisation en comptabilité et en juricomptabilité;
5. Établir des rapports selon des modèles satisfaisants et respectant les normes professionnelles et établies, répondant aux besoins du SPVM et de ses procureurs. Le GGJ sera responsable de la production des exemplaires nécessaires et de la distribution de ces rapports, conformément aux directives du Représentant de la Ville;
6. Participer aux réunions et répondre aux autres exigences à la demande du Représentant de la Ville;
7. Le GGJ assurera un contrôle qualité de tous les rapports, lettres ou documents préparés dans le cadre de la présente entente. Les gestionnaires juricomptables du GGJ s'assurent que soit effectuée une revue de tous les documents en version finale préparés par le personnel du GGJ et qui sont destinés au SPVM. Les gestionnaires juricomptables du GGJ informeront le Représentant de la Ville de tout problème, ainsi que de toute observation qu'ils jugeront pertinente. Tous les rapports du GGJ seront aussi revus par un spécialiste en juricomptabilité du GGJ préalablement à leur finalisation et à leur émission officielle. Le contrôle de la qualité et l'assurance de la qualité fait partie intégrante des services visés par l'entente.

Toutefois, le temps qui y est consacré sera comptabilisé et divulgué, mais non facturé à la Ville;

8. Si requis, fournir aux JP et aux adjoints en juricomptabilité un ordinateur portable avec un CDROM et l'équipement périphérique connexe et compatible avec les spécifications du Représentant de la Ville.

# ANNEXE C



Government of Canada / Gouvernement du Canada

Form A  
Formulaire A

Forensic Accounting Management Group [FAMG]  
Groupe de la gestion juricomptable [GGJ]

*\*\*No work can be started on a file until this form has been signed and returned to the local FAMG office\*\**

## Forensic Accounting Services Request

## Demande des services de juricomptabilité

|   |  |
|---|--|
| <b>To / À:</b> Forensic Accounting Management Group, PSPC<br>Groupe de la gestion juricomptable, SPAC<br>155 McArthur Avenue, Room 117<br>Ottawa, Ontario K1A 0R4 | <b>From / De:</b> <input type="text" value="Select an item (if other, enter name here) / Choisir"/>                |
| <b>Facsimile:</b> (613) 993-4154 <b>Tel:</b> (613) 993-2733   | <b>Group / Groupe:</b> <input type="text" value="Select an item (if other, enter name here) / Choisir"/>           |
|   | <b>Client (Enlaw):</b> <input type="text"/>  |
|   | <b>Does this project require a separate invoice?</b> <input checked="" type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No |

|  |  |
|--|--|
| <b>Investigation Name / Code d'enquête:</b> <input type="text"/>   | <b>Cost Centre / Centre de responsabilité:</b> <input type="text"/>        |
| <b>File Number / No de dossier:</b> <input type="text"/>   | <b>Commencement Date / Date du début des travaux:</b> <input type="text"/> |
| <b>File Type:</b><br>(Check those that apply)  |  |
| <input type="checkbox"/> Design/NADS <input type="checkbox"/> Money Laundering <input type="checkbox"/> Bankruptcy Fraud <input type="checkbox"/> Immigration <input type="checkbox"/> International Corruption <input type="checkbox"/> Tax Evasion<br><input type="checkbox"/> Bribery <input type="checkbox"/> Illegal Gaming <input type="checkbox"/> Investment Fraud <input type="checkbox"/> Foreign Corruption <input type="checkbox"/> Cigarette Smuggling <input type="checkbox"/> Criminal Organization <input type="checkbox"/> Ponzi Scheme<br><input type="checkbox"/> Breach of Trust and/or Duty <input type="checkbox"/> Fraud against Gov't <input type="checkbox"/> Real Estate Fraud <input type="checkbox"/> Anti Corruption <input type="checkbox"/> Other : To be determined<br><span style="font-size: small;">Please Specify</span> |  |

|   |   |
|---|---|
| <b>Requesting Office Address / Adresse du bureau de la requête:</b>   |   |
| Address 1: <input type="text"/><br>Address 2: <input type="text"/><br>City: <input type="text"/> Province: <input type="text" value="Select an item / Ch"/> | Telephone #: <input type="text"/><br>Email Address: <input type="text"/>  |
| Postal Code: <input type="text"/>   | Is the Requesting Office Address the same as the Invoice Address? <input checked="" type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No |

### Special Instructions / Indications spéciales:

|  |   |
|--|---|
| IS Org Code Number: <input type="text"/> | IS Reference Number: <input type="text"/> |
| Retainer Number: <input type="text"/>    | Dept. Number: <input type="text"/>        |

|   |  |             |
|---|--|-------------|
| <b>Client's Name / Nom du client</b><br>(Print/Imprimer)                          | <b>Signature (Authorized/autorisé)</b> | <b>Date</b> |
| <b>Regional Manager's Name / Nom du gestionnaire régional</b><br>(Print/Imprimer) | <b>Signature (Authorized/autorisé)</b> | <b>Date</b> |

[Signature]

## ANNEXE D

### BARÈME DES TARIFS

*Tarifs (excluant taxes):*

| Année financière | Gestionnaire juricomptable ou juricomptable principale | Juricomptable junior ou juricomptable | Assistant juricomptable |
|------------------|--|---------------------------------------|-------------------------|
|                  | Taux horaire   |                                       |                         |
| 2021-2022        | \$142  | \$112 - 127                           | \$77 -97                |
| 2022-2023        | \$144  | \$114 - 129                           | \$79 -99                |
| 2023-2024        | \$144  | \$114 - 129                           | \$79 -99                |

Les parties conviennent que certains mandats requerront un traitement urgent et que les taux horaires indiqués ci-dessus seront applicables indépendamment du nombre d'heures travaillées.

#### **Autres dépenses :**

Les taux précités n'incluent pas les coûts de déplacement encourus par le personnel du GGJ. Ces déplacements et les coûts qui y sont liés devront être pré approuvés par le Représentant de la Ville à défaut de quoi ils ne seront pas payables par la Ville.

**ANNEXE E**  
**EXIGENCES RELATIVES AU LIEU DE TRAVAIL**

La Ville s'engage à s'acquitter des obligations suivantes :

1. Veiller à ce que le JP obtienne l'accès aux immeubles pertinents du SPVM et les privilèges connexes;
2. Si requis, fournir, pour l'usage exclusif du JP:
  - a) Un bureau convenable, une chaise et un classeur;
  - b) Un téléphone et la possibilité d'effectuer des appels locaux et interurbains;
  - c) L'accès au matériel de bureau standard comme une photocopieuse et un télécopieur;
  - d) L'accès à un système de courrier non électronique;
  - e) L'accès à une connexion internet pour le transfert des données.
3. Permettre au JP d'apporter sur les lieux de travail un micro-ordinateur portable, une imprimante portable et le matériel de bureau connexe, suivant les besoins;
4. Veiller à ce que tous les ordinateurs dont il est propriétaire soient munis d'un programme de détection de virus;
5. Fournir au JP la liste des noms et des numéros de téléphone des employés participant à l'enquête.



**Dossier # : 1205841001**

**Unité administrative responsable :**

Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , Service des enquêtes criminelles , -

**Objet :**

Conclure une entente-cadre de gré à gré de services professionnels avec le ministre de Services publics et approvisionnement Canada pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2024, pour un montant maximal de 1 000 000 \$, taxes incluses. Approuver un projet d'entente de service à cette fin et autoriser le directeur du SPVM à la signer.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[Code financier \(GDD 1205841001\) - SPVM.xls](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre ST-HILAIRE  
Conseiller budgétaire  
**Tél : 514 280-2930**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-23

Line DESJARDINS  
Chef d'équipe  
**Tél : 514 280-2192**  
**Division : Conseil et du soutien financier -**  
Point de service Sécurité publique - SPVM



**Dossier # : 1207159002**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Élimination et la valorisation des matières résiduelles   |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Approuver la signature d'un contrat avec La Société V.I.A. pour le traitement des matières recyclables pour une période de 10 ans pour une somme de 59 580 113 \$ taxes incluses et autoriser une dépense totale de 59 580 113 \$ – Contrat de gré à gré / Approuver un projet de contrat à cette fin. Autoriser un virement budgétaire du compte corporatif de la ville pour l'année 2020 de 2 479 805 \$ et un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 5 050 403 \$ en 2021 et indexé annuellement pour les années suivantes jusqu'en 2030, ajustement total de 54 901 665 \$. |

il est recommandé:

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de contrat de gré à gré entre la Ville et Société VIA inc, pour la fourniture du **service de traitement des matières recyclables** au prix du contrat, soit pour une somme maximale de 59 580 113 \$, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de contrat,
2. d'autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de l'environnement des montants suivants et pour un ajustement total de 54 901 665 \$ taxes net:

| 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         | 2027         | 2028         | 2029         | 2030         |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 5 050 403 \$ | 5 143 012 \$ | 5 237 473 \$ | 5 333 823 \$ | 5 432 101 \$ | 5 532 344 \$ | 5 634 592 \$ | 5 738 885 \$ | 5 845 263 \$ | 5 953 770 \$ |

3. autoriser un virement budgétaire du compte corporatif de la ville pour l'année 2020 de 2 479 805 \$ taxes net,
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2020-06-01 09:44

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1207159002**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Élimination et la valorisation des matières résiduelles   |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Approuver la signature d'un contrat avec La Société V.I.A. pour le traitement des matières recyclables pour une période de 10 ans pour une somme de 59 580 113 \$ taxes incluses et autoriser une dépense totale de 59 580 113 \$ – Contrat de gré à gré / Approuver un projet de contrat à cette fin. Autoriser un virement budgétaire du compte corporatif de la ville pour l'année 2020 de 2 479 805 \$ et un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 5 050 403 \$ en 2021 et indexé annuellement pour les années suivantes jusqu'en 2030, ajustement total de 54 901 665 \$. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RRLQ, chapitre E- 20. 001 - **Loi 75**), la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. En vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la Ville a la compétence en matière d'enlèvement, de transport et de dépôt des matières résiduelles. Ainsi, la Direction de la gestion des matières résiduelles du Service de l'environnement est responsable de planifier les contrats de collecte et de transport dans les arrondissements de Montréal ainsi que les contrats de valorisation des matières résiduelles pour l'ensemble des citoyens de l'agglomération de Montréal.

Ces responsabilités incluent la valorisation des matières recyclables que la Ville assure par un contrat de Service de tri et de mise en marché de matières recyclables 2020-2024 (contrat du centre de tri des matières recyclables de Saint-Michel), dont l'adjudicataire est Rebutis solides canadiens inc. (RSC), une filiale du groupe Tiru/Dalkia Wastenergy. Également, la Ville assure la valorisation des matières recyclables par un contrat de conception, de construction, d'exploitation et d'entretien du centre de tri de matières recyclables (CTMR) de Lachine, dont l'adjudicataire est La Compagnie de recyclage de papiers MD inc. (« Papiers MD ») (propriété de Rebutis Solides Canadiens inc.). La mise en service du CTMR a débutée en novembre 2019 et se poursuit depuis. Au mois de mars, le

CTMR a reçu 46 % des matières recyclables collectées sur le territoire de l'agglomération de Montréal alors que la cible à court terme est d'environ 60 %

Le 24 janvier dernier, RSC a informé la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec de son insolvabilité et de sa décision de cesser ses activités au Québec, lors d'une réunion à laquelle participait RECYC-QUÉBEC et le MELCC (Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques).

Le 3 février 2020, les entreprises du groupe RSC, dont Papiers MD, se sont placées sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) et PriceWaterhouseCoopers (« PWC ») a été nommée pour agir à titre de contrôleur aux affaires et aux finances.

Le Service de l'environnement a évalué les scénarios permettant d'assurer la continuité de ses services. En ce qui concerne la gestion des opérations de tri et de valorisation des matières recyclables, plusieurs options ont été étudiées parmi lesquelles faire appel aux services d'une Organisation sans but lucratif (OSBL) via l'octroi d'un contrat de gré à gré afin d'opérer le centre de tri à Lachine.

Une dérogation afin de conclure un contrat de gré-à-gré avec un OBNL pour l'opération du centre de tri a été reçue du MAMH telle que demandé dans la résolution CE20 0244.

La Ville a également obtenu l'autorisation de la Ministre des affaires municipales et de l'habitation de conclure un contrat de services dont la dépense est supérieure à 1 000 000 \$ avec une entreprise qui ne détient pas son autorisation de contracter, alors qu'une telle autorisation est requise (art. 573.3.3.3 LCV et 25.0.3 (3) de la LCOP tel que demandé dans la résolution CE20 0612

En raison des procédures entreprises en vertu de la LACC par Papiers MD, la Ville se trouve dans une situation exceptionnelle où elle doit agir rapidement afin de s'assurer du maintien des services, advenant un échec de la restructuration de l'entreprise sous la LACC et d'une résiliation du contrat actuel octroyé à Papiers MD.

La Société Vie, Intégration, Apprentissage pour Handicapés V.I.A. Inc. (Société VIA) est un organisme sans but lucratif d'économie social et d'intégration, établi au Québec depuis 1977. Membre du conseil québécois des entreprises adaptées, elle favorise l'embauche de personnes handicapées ou ayant des limitations fonctionnelles.

Société VIA possède une importante expertise en opération de centre de tri en opérant 4 centres de tri, notamment celui de la ville de Québec, auxquels s'ajoutera celui de Saguenay au mois de mai.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE20 0612 6 mai 2020 Autoriser le dépôt d'une demande auprès du ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) afin que la Ville obtienne l'autorisation de la Ministre pour conclure un contrat de services dont la dépense est supérieure à 1 000 000 \$ avec une entreprise non inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter (REA) alors qu'elle devrait l'être (art. 573.3.3.3 LCV et 25.0.3 (3) de la LCOP)

CE20 0244 – 19 février 2020 d'autoriser le dépôt d'une demande de dérogation à l'article 573.3.1 de la Loi sur les cités et villes au Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) afin de pouvoir conclure un contrat de type « gré à gré » d'une valeur supérieure à 101 100 \$ avec un organisme à but non lucratif pour l'opération du centre de

tri des matières recyclables de Lachine;

CG19 0429 - 19 sept 2019 : Accorder un contrat à Rebutis Solides Canadiens Inc. pour le service de tri et mise en marché de matières recyclables de l'Agglomération de Montréal. - Dépense totale de 62 453 877 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17343 Option B - (1 soum.).

CG18 0296 - 30 mai 2018 : Résilier les trois (3) contrats avec Rebutis Solides Canadiens pour le tri et la mise en marché des matières recyclables, approuver la signature d'un contrat avec Rebutis Solides Canadiens pour le traitement des matières recyclables pour une période de 19 mois pour une somme de 29 226 907 \$ taxes incluses et autoriser une dépense totale de 29 226 907 \$ – Contrat de gré à gré / prouver Apun projet de contrat à cette fin.

CG17 0486 - 28 sept 2017 : Accorder un contrat à la firme La Compagnie de recyclage de papiers MD Inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), site Fairway et François-Lenoir, arrondissement de Lachine. Dépense totale de 49 711 904,01 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5846 (4 soum.).

## **DESCRIPTION**

Afin de maintenir les opérations au CTMR Lachine malgré les procédures sous la LACC entreprises par Papiers MD, le Service de l'environnement recommande de conclure le cas échéant un contrat de type « gré à gré » avec une OSBL (Société Via) pour la reprise des opérations du centre. La conclusion du contrat est conditionnelle à l'obtention d'une résiliation du contrat avec Papiers MD dont les modalités s'inscrivent dans le processus de la LACC.

L'objet du contrat consiste à l'opération du CTMR dans le but de trier les matières reçues en vue de leur recyclage. Le contrat comprend également l'entretien, la maintenance et les modalités pour l'amélioration du centre pendant la durée du contrat.

Le contrat vise la création d'emploi et l'intégration de personnes vivant avec une limitation fonctionnelle dans une proportion de 60 % de la main d'œuvre totale. Cette proportion ne pourra pas être respectée à court terme. En effet, pour assurer une continuité des opérations, le personnel de l'opérateur actuel doit être conservé. Un délai a ainsi été demandé par la Société Via au Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale pour le respect de ce critère.

Cette dérogation sera accordée et est en cours de formalisation comme le confirme le courriel reçu le 2 juin 2020 du MTESS présenté en pièce jointe au présent sommaire décisionnel.

Le contrat prévoit des cibles de qualité et de récupération pour les matières triées ainsi que l'obligation de viser les qualités de fibres, plastiques, métaux et verre acceptés par les récupérateurs de la province de Québec

Afin que le CTMR puisse maintenir sa performance au long du contrat et pour répondre aux changements réglementaires ou du marché, des clauses permettent à la Ville de réaliser des travaux ou à l'entrepreneur de réaliser des travaux d'amélioration suivant l'acceptation du Directeur. Les balises guidant les travaux de l'entrepreneur sont conformes au seuil de la Loi sur les cités et villes et l'entrepreneur se dotera d'un règlement de gestion contractuel conforme aux dispositions de la loi.

Le contrat prévoit que la Ville paye les frais d'exploitation du CTMR desquels sont soustraits les revenus de vente et auxquels sont ajoutés une prime sur les ventes de 400 000 \$ ou 5

% selon le plus élevé. La Société VIA étant un OBNL, cette prime sera réinvestie dans la mission de l'entreprise.

La durée prévue est de 10 ans avec une prolongation possible de 5 années additionnelles. De par sa mission de fournir un emploi à des personnes vivant avec des limitations fonctionnelles, la Société VIA souhaite des ententes à long terme. Cette durée de contrat favorise aussi le développement d'une connaissance approfondie du centre et justifie d'y effectuer un entretien de qualité et les améliorations requises. En comparaison, le contrat CCEE avec Papiers MD s'étendait de 5 à 11 ans selon l'exercice des options de prolongation.

Étant donné que le CTMR demeure une infrastructure de la Ville, le Service de l'environnement y maintiendra une présence régulière et aura accès à toutes les données d'opération afin de suivre l'exécution du contrat. Les données sur la qualité et la destination des matières seront également partagées.

## **JUSTIFICATION**

Le centre de tri des matières recyclables de Lachine a débuté sa phase de rodage en novembre 2019. Le centre traitera environ 60 % des matières recyclables générées sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

L'octroi, le cas échéant, d'un contrat en gré à gré à une OSBL pour la reprise des opérations de tri et de valorisation des matières recyclables permettrait avant tout d'éviter tout risque d'arrêt de service en permettant une transition rapide vers un nouvel opérateur dans le cas d'un échec de la restructuration de l'entreprise sous la LACC et d'une résiliation du contrat actuel ainsi qu'une flexibilité face au contexte économique et réglementaire de ce secteur d'activité.

Il faut souligner que les récentes sollicitations de marché effectuées par l'agglomération de Montréal dans ce secteur d'activité, ont montré que ce marché était restreint. Les contrats pour le tri et la mise en marché d'un bloc de 73 000 tonnes (CTMR Saint-Michel en 2019) ainsi que pour la conception, construction et opération du centre de tri de Lachine ont en effet tous deux été remportés par RSC ou sa filiale.

L'octroi du contrat permettra donc d'opérer une transition dans les meilleurs délais et conditions tout en développant des opportunités de réinsertion sociale sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

De plus, l'annonce par Recyc-Québec de la mise en place de la consigne sur les contenants de breuvage telles les bouteilles d'eau et de vin nécessite une flexibilité que permet le contrat. Les modalités de la consigne sont toujours incertaines de même que la participation citoyenne. Il en résulte donc une incertitude au niveau des tonnes et du prix de vente des matières que le contrat permettra d'intégrer sans mettre à risque la rentabilité de l'opération.

Société VIA a soumis une demande afin d'obtenir son autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP) mais est en attente de la réponse. Les délais de réponse régulier de plusieurs mois ne sont pas compatibles avec le maintien du service. Une dérogation a donc été obtenue du MAMH afin de pouvoir octroyer le contrat sans être au REA.

Suite aux vérifications par le Service de l'environnement, l'entreprise ne figure pas au RENA ou sur la liste du Règlement de gestion contractuel.

Ce dossier décisionnel sera soumis à la Commission permanente d'examen des contrats, prévue le 3 juin 2020, car ce contrat répond aux critères suivants:

- Contrat de plus de 10 M\$.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme requise pour le présent contrat est évaluée à 59 580 113 \$ incluant les taxes pour la période de 10 ans. L'estimation est basée sur un tonnage annuel de 92 000 tonnes et un prix de vente représentant l'état actuelle du marché de la revente des matières. L'estimation comprend une inflation au niveau du prix de vente et des coûts d'opération. Le détail du calcul de l'aspect financier est fourni en pièce jointe.

le budget 2020 proviendra d'un virement budgétaire du compte corporatif de la Ville.

La dépense additionnelle à partir de 2021 sera financé par un ajustement récurrent à la bas budgétaire du Service de l'environnement qui se présente ci-dessous.

|       | 2020 | 2021   | 2022   | 2023   | 2024   | 2025   | 2026   | 2027   | 2028   | 2029   | Fin:<br>(30<br>juin<br>2030) | Total  |
|-------|------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------------------------------|--------|
| Total | 0 \$ | 5 050  | 5 143  | 5 237  | 5 333  | 5 432  | 5 532  | 5 634  | 5 738  | 5 845  | 5 953                        | 54 901 |
| Taxes |      | 403 \$ | 012 \$ | 473 \$ | 823 \$ | 101 \$ | 344 \$ | 592 \$ | 885 \$ | 263 \$ | 770 \$                       | 665 \$ |
| Net   |      |        |        |        |        |        |        |        |        |        |                              |        |

L'ajustement budgétaire pour 2030 est pour une année complète.

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du traitement des matières recyclables de la gestion des matières résiduelles du Service de l'environnement, à l'objet des services techniques. Elle sera entièrement assumée par l'agglomération. Les dépenses sont admissibles au Régime de compensation pour les services municipaux en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières recyclables

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'objectif de l'octroi est de permettre la poursuite dans des conditions optimales et durables des activités du CTMR de Lachine. Cela contribuera à poursuivre les efforts qui visent à atteindre le taux de récupération des matières recyclables de 70 %, fixé par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC), comme évoqué dans le projet de PDGMR de l'agglomération de Montréal.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat est une démarche essentielle pour permettre un transfert des opérations à un nouvel exploitant avant la fin de la période de transition annoncée par RSC et maintenir le service.

## IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le tri des matières recyclables est un service essentiel qui doit être maintenu malgré les événements de pandémie pour assurer le maintien des différentes filières de gestion des matières résiduelles.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.



## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 3 juin 2020  
CM : 15 juin 2020  
CG : 18 juin 2020

Début de l'opération : juillet 2020 conditionnel à la résiliation contrat actuel

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratif.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

### Autre intervenant et sens de l'intervention

### Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime ROBERGE  
Ingénieur

Tél : 514-872-7583  
Télécop. :

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-04-30

Éric BLAIN  
C/d sout technique et infrastructures (mat  
résiduelles)

Tél : 514 872-3935  
Télécop. :

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA  
Directeur de la gestion des matières résiduelles  
Tél : 514 868-8765

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE  
Directeur  
Tél : 514 872-7540

**Approuvé le :** 2020-05-31

**Approuvé le :** 2020-05-31

Le sous-ministre

Québec, le 19 mai 2020

Monsieur Serge Lamontagne  
Directeur général  
Ville de Montréal  
155, rue Notre-Dame Est  
1<sup>er</sup> étage, bureau 108  
Montréal (Québec) H2Y 1B5

  
Monsieur le Directeur général,

La présente donne suite aux résolutions numéro CE20 0244 et CE20 0612, adoptées le 19 février 2020 et le 6 mai 2020, par lesquelles le comité exécutif de la Ville de Montréal, demande l'autorisation à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation d'octroyer de gré à gré un contrat à la Société Vie, Intégration, Apprentissage pour Handicapés inc. pour l'exploitation du centre de traitement des matières résiduelles (CTMR) situé dans l'arrondissement de Lachine.

Je vous informe qu'en application de l'article 573.3.1 de la Loi sur les cités et villes, la Ville de Montréal est autorisée à octroyer ce contrat aux conditions suivantes :

- que l'objet et la nature du contrat à intervenir devront être substantiellement comparables au projet de contrat soumis le 24 avril 2020;
- que la durée du contrat soit de 10 ans avec possibilité de renouvellement de 5 ans;
- qu'une copie du contrat signé soit transmise au Secrétariat à la région métropolitaine.

Je vous informe aussi qu'en vertu de l'article 25.0.3 de la Loi sur les contrats des organismes publics, j'autorise la conclusion de ce contrat conditionnellement à ce que la Société Vie, Intégration, Apprentissage pour Handicapés inc. s'assure d'obtenir l'autorisation requise de l'Autorité des marchés publics, et ce, dans les meilleurs délais.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Frédéric Guay

Québec  
Aile Chauveau, 4<sup>e</sup> étage  
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau  
Québec (Québec) G1R 4J3  
Téléphone : 418 691-2040  
Télécopieur : 418 644-9863  
www.mamot.gouv.qc.ca

Montréal  
800, rue du Square-Victoria  
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1B7  
Téléphone : 418 691-2040  
Télécopieur : 418 644-9863

Le 30 avril 2020

LA SOCIÉTÉ VIE, INTEGRATION, APPRENT POUR HANDI V.I.A.  
INC.  
1200, DES RIVEURS  
LÉVIS QC G6Y 9G2

Objet : Accusé de réception - Demande d'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

---

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande d'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 1100106643

N° de demande : 2000027905

N° de confirmation de paiement : 002784

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

**Dossier # : 1207159002**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM   |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver la signature d'un contrat avec La Société V.I.A. pour le traitement des matières recyclables pour une période de 10 ans pour une somme de 59 580 113 \$ taxes incluses et autoriser une dépense totale de 59 580 113 \$ – Contrat de gré à gré / Approuver un projet de contrat à cette fin. Autoriser un virement budgétaire du compte corporatif de la ville pour l'année 2020 de 2 479 805 \$ et un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 5 050 403 \$ en 2021 et indexé annuellement pour les années suivantes jusqu'en 2030, ajustement total de 54 901 665 \$. |

**SENS DE L'INTERVENTION**Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

La Ville peut conclure de gré à gré le présent contrat avec la Société Vie, intégration, apprentissage pour Handicapés V.I.A. inc. ("VIA"), ayant obtenu l'autorisation requise de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation en vertu de l'article 573.3.1 de la Loi sur les cités et villes et de l'article 25.0.3 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Nous soulignons que l'entrée en vigueur du contrat avec VIA est assortie d'une condition suspensive, tel que stipulé à l'article 2, puisque ce contrat n'entrera en vigueur que lorsque le contrat qui lie présentement la Ville avec La compagnie de recyclage de papiers MD sera résilié, cette dernière s'étant placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies. Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le présent contrat.

---

**FICHIERS JOINTS**

[contrat VIA- version finale.pdf](#)[Annexe 1 VIA Plans.pdf](#)[Annexe 2 VIA Devis d'opérations.pdf](#)



[annexe 3 VIA.pdf](#)[Annexe 4 VIA - cautionnement.pdf](#)[Annexe A Devis opérations.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Guylaine VAILLANCOURT  
avocate  
Tél : 514-872-6875

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-31

Marie-Andrée SIMARD  
chef de division et notaire  
Tél : 514-872-8323

**Division :** Droit contractuel

**CONTRAT POUR LE TRAITEMENT DES MATIÈRES  
RECYCLABLES ET CONCERNANT L'EXPLOITATION  
DU CENTRE DE TRI**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de Ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(Ci-après nommée : « **la Ville** »)

**ET :** **LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC.**, corporation légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, par lettres patentes délivrées le 10 mai 1977, ayant son siège au 1200, des Riveurs, Lévis, Québec, G6Y 9G2, ici représentée et agissant par Monsieur Jean-Sébastien Daigle, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes aux termes d'une résolution du conseil d'administration, dont une copie conforme est jointe en annexe;

(Ci-après nommée « **l'Entrepreneur** »)

Individuellement appelée « **Partie** » et collectivement les « **Parties** »

---

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Entrepreneur.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**0. DÉFINITIONS**

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- Annexe 1 : Le Plan des Installations
- Annexe 2 : Le Devis d'opérations.
- Annexe 3 : Les exigences pour l'utilisation du système de traitement du verre fourni par EEQ.
- Annexe 4 : Le formulaire de cautionnement d'exécution.
- Certificat d'autorisation : Certificat d'autorisation émis par le ministère du Développement durable de l'Environnement et de la Lutte au changement climatique en vertu des articles 22 et 32 de la Loi sur la Qualité de l'environnement.
- Clients : La Ville et les municipalités liées du Secteur Ouest ayant conclu une entente avec la Ville pour le traitement des Matières.
- Amélioration : Action de modifier un bien meuble ou immeuble, d'ajouter de nouvelles composantes ou d'ajouter de nouveaux équipements, dans le but d'améliorer les performances, de s'ajuster à de nouvelles exigences ou d'optimiser les procédés de travail.
- Autres clients : Les personnes autres que les Clients avec lesquelles la Ville a conclu une entente pour le traitement des Matières.

- Centre de tri ou CTMR: Le Centre de tri situé au 1131, rue François-Lenoir, arrondissement Lachine, Montréal.
- Collecte sélective : Service municipal assurant le ramassage des Matières de porte en porte ou à un point de dépôt, et leur transport vers le Centre de tri. Le mode de récupération qui permet de cueillir des Matières résiduelles de toutes provenances pour en favoriser la Valorisation. La collecte sélective procède par apport volontaire à un point de dépôt ou par une collecte de porte en porte.
- CRD: Résidus de construction, rénovation et démolition.
- Directeur ou responsable : Le directeur du Service de l'environnement de la Ville ou son représentant désigné, responsable du contrat.
- Élimination : Mode d'élimination des Rejets par dépôt définitif dans un Lieu d'enfouissement technique (LET) autorisé par le MDDELCC et le Directeur. Toute opération visant à déposer ou rejeter de manière définitive des Matières résiduelles dans l'environnement, notamment par la mise en décharge, l'Entreposage ou l'incinération, y compris les opérations de traitement ou de Transport de Matières résiduelles effectuées en vue de leur élimination.
- ÉEQ Eco Entreprise Québec.
- Entreposage : L'action d'entreposer ou de mettre en entrepôt, de façon temporaire, des objets, tels que des Matières à des endroits prévus à cet effet.
- Frais de gestion Le coût payé par la Ville à l'Entrepreneur pour le Traitement des Matières ainsi que toutes activités ou frais requis à l'opération du Centre de tri, plus la TPS et la TVQ. Le calcul du montant est établi à l'article 6 du présent contrat.
- Installations (Site) : Le Centre de tri et les terrains qui l'entourent, ce qui comprend le bâtiment, les biens meubles qui s'y trouvent et les équipements qui le composent.
- Maintenance Les mesures requises pour entretenir ou conserver un bien matériel ou immatériel dans un état fonctionnel afin que celui-ci soit en mesure d'assurer un service déterminé de façon optimale.  
  
La Maintenance regroupe ainsi les actions de dépannage, de réparation, d'entretien, de réglage, de révision, de contrôle, de vérification ou de remplacement pour cause d'usure ou de bris.
- Matières : Les Matières résiduelles acheminées et reçues au Centre de tri.
- Matière nouvelle Toute Matière n'appartenant pas aux catégories des fibres cellulosiques, du verre, des plastiques 1,2,3,4,5 et 7 ou du métal qui peut être destinée à une méthode de traitement en vue d'être recyclée et que les Parties ont convenu de traiter ou dont le traitement est imposé par une autorité gouvernementale autre que la Ville.
- Matières proscrites La VILLE proscrit, dans la Collecte sélective, les Matières énumérées dans la liste non exhaustive présentée ci-dessous:
  - CRD
  - Encombrants
  - Matières organiques (résidus alimentaires, résidus verts, arbre de Noël, etc.)
  - Peintures et autres RDD



- Produits pharmaceutiques
  - Seringues et autres déchets biomédicaux.
- Matières recyclables  
Matières résiduelles qui peuvent être recyclées pour un nouvel usage ou pour le même usage qu'à son origine.
- Matières recyclables conformes  
Toutes les Matières recyclables acceptées et désignées par la VILLE à son *Règlement sur les services de collecte*, r. 16-049, au *Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles* RCG 17-009 ainsi que les matières listées à la section 3.4 b).
- Matières résiduelles  
Tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, tout matériau ou tout produit ou, de manière plus générale, tout bien meuble abandonné ou que le détenteur destine à l'abandon.
- MDDELCC  
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.
- Mode pêle-mêle  
Mode de collecte ou de réception des Matières non préalablement triées en différentes catégories.
- PDGMR :  
Le plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.
- Personne vivant avec une limitation fonctionnelle (handicap) :  
Toute personne répondant à la définition légale de « personne handicapée », telle qu'elle est énoncée dans la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale, ayant une déficience entraînant une incapacité significative et persistante et qui est sujette à rencontrer des obstacles dans l'accomplissement d'activités courantes.
- RDD  
Résidus domestiques dangereux.
- Recyclage :  
L'utilisation, dans un procédé manufacturier, d'une Matière en remplacement d'une matière vierge.
- Rejets  
Matières non désignées dans la Règlementation de la Ville, Matières proscrites, et Matières recyclables conformes non captées par le procédé de Tri, issues des Matières à traiter de la Ville et reçues au Centre de tri qui seront envoyées à l'enfouissement ou à une autre filière de traitement autorisée par le Directeur.
- Secteur Ouest  
La liste des territoires énumérés à l'article 1.3 du Devis d'opération.
- Taux de Rejets :  
Proportion de la quantité de Rejets par rapport à la totalité des Matières déposées au Centre de tri.
- Tonne :  
L'unité de masse du système métrique valant 1 000 kilogrammes.
- Traitement :  
L'action de recevoir et de séparer les différentes Matières par type en vue de les mettre en marché aux fins de Recyclage, ce qui inclut la réception, le pré-tri, le Tri, la mise en ballots, l'Entreposage, la mise en marché le chargement et le Transport (s'il y a lieu) des Matières.
- Transbordement :  
L'action d'acheminer des Matières reçues au Centre de tri n'ayant à y subir aucun Traitement avant leur Transport. La Matière recyclable est ainsi reçue au Centre de tri seulement aux fins de transit.
- Transport :  
Tout déplacement de Matière entre le Centre de tri et tout autre lieu.
- Tri :  
L'action de séparer les Matières en catégories en vue de

leur Valorisation ou Élimination.

- Valorisation : Toute opération visant le réemploi, le Recyclage, le compostage, la régénération ou toute autre action qui ne constitue pas de l'Élimination, à obtenir, à partir de Matières résiduelles, des éléments ou des produits utiles ou de l'énergie.

## **1. OBJET**

Le présent contrat a pour objet d'établir les conditions et les modalités relatives au Traitement, par l'Entrepreneur, des quantités de Matières prévues à l'article 3.4.1 du Devis d'opération, transportées par la Ville ou des entrepreneurs spécialisés pour le compte des Clients au Centre de tri.

Ces Matières à trier sont issues de la Collecte sélective en Mode pêle-mêle du territoire de l'agglomération de Montréal, du Secteur Ouest. Les clientèles desservies par la Collecte sélective résidentielle ainsi qu'Institutionnelle, Commerciale et Industrielle (ICI) sont assimilables à de la Collecte sélective résidentielle. Les Matières à trier sont livrées, en vrac ou en sacs, par camions compacteurs de différents types.

Pour ce faire, l'Entrepreneur s'engage envers la Ville, sous réserve de l'autorisation pouvant être donnée de temps à autre par le Directeur en vertu de l'article 3.3.3 des présentes, à exploiter le Centre de tri pour les fins exclusives des Clients, avec pour objectif la maximisation du Traitement, le tout dans le respect des exigences contenues aux présentes, ce qui comprend, mais sans s'y limiter :

- L'opération du Centre de tri;
- L'entretien, la Maintenance et l'Amélioration des Installations;
- La mise en marché des produits triés;
- L'assistance auprès de la Ville dans les travaux aux Installations réalisés par la Ville.

Par ailleurs, le service d'exploitation inclut aussi la création d'emplois et l'intégration de Personnes vivant avec une limitation fonctionnelle.

## **2. DURÉE**

La durée du présent contrat est de dix (10) ans, débutant à compter du 15 juillet 2020.

Toutefois, le présent contrat ne pourra entrer en vigueur avant que ne soit résilié le contrat conclu par la Ville avec La compagnie de recyclage de papiers MD pour la Conception-construction-exploitation-entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), Appel d'offres public 17-5849 (« contrat 17-5849 »). Dans l'éventualité où la résiliation de ce contrat 17-5849 est postérieure au 15 juillet 2020, la date de début du présent contrat concordera avec la date de résiliation du contrat 17-5849, étant entendu que la date de fin du contrat sera ajustée en conséquence pour que la durée du contrat soit toujours de dix (10) ans. La Ville avisera par écrit l'Entrepreneur de la date de résiliation prévue pour le contrat 17-5849 et ce, au moins trente (30) jours avant la résiliation de ce contrat.

Au terme de 10 ans, le contrat peut être prolongé au gré des Parties pour une période additionnelle de 5 ans. Si l'une ou l'autre des Parties ne souhaite pas prolonger le contrat, elle doit en informer l'autre par écrit au plus tard douze (12) mois avant la fin de la période initiale de 10 ans. Toute prolongation du contrat demeure assujettie aux lois et règlements applicables, notamment aux règles contenues à la Loi sur les cités et villes, et à l'approbation de l'autorité compétente de la Ville.

## **3. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR**

### **3.1. Généralités**

L'Entrepreneur s'engage et s'oblige envers la Ville à fournir les services de Traitement et pour ce faire, à exploiter le Centre de tri aux fins de rendre ces

services aux Clients, ce qui implique principalement :

- a) L'exploitation et l'entretien du Centre de tri pour le Traitement des Matières des Clients, incluant leurs mandataires respectifs;
- b) De viser l'intégration de travailleurs correspondant à la définition de Personnes vivant avec une limitation fonctionnelle dans une proportion de 60 % du total de sa main d'œuvre en fonction de la capacité d'embauche et la situation locale propre à Montréal.
- c) La Maintenance des Installations ;
- d) L'assistance à la réalisation des travaux d'Amélioration décidés par la Ville pour l'optimisation du Centre de tri, dont les modifications aux immobilisations et aux équipements;
- e) Une gestion transparente et une étroite collaboration avec le Directeur dans le cadre de l'exécution du contrat, incluant le partage des informations disponibles et demandées par la Ville;
- f) Le respect des exigences du contrat entre la Ville et ÉEQ sur l'utilisation du système de traitement du verre, lesquelles exigences sont prévues à l'annexe 3 des présentes;
- g) L'opération du Centre de tri en respectant les exigences contenues au Devis d'opérations qui définit les paramètres techniques de l'opération des Installations et des cibles de performance, joint à l'annexe 2. Ce Devis d'opérations sera révisé au minimum une (1) fois chaque année ou lorsque des changements aux Installations ou conditions d'opérations le justifient. Les modifications à ce Devis devront être approuvées par le Directeur.

### **3.2. Gestion des opérations et maintenance du Centre de tri**

Dans le cadre de la gestion des opérations et de la Maintenance du Centre de tri, l'Entrepreneur s'engage et s'oblige envers la Ville à effectuer toutes les opérations requises aux fins de rendre le service de Traitement, ce qui implique notamment :

- a) d'opérer et entretenir les Installations dans le respect des critères prévus au Devis d'opérations et à l'article 3 des présentes;
- b) de faire la réception, le Tri et la Valorisation des Matières acheminées par les Clients, en préconisant une gestion de type «premier entré, premier sorti», l'Élimination par enfouissement ou l'incinération des Matières recyclables étant spécifiquement proscrites, à moins d'une autorisation écrite du Directeur;
- c) d'assurer la réception des Matières conformément à l'horaire établi dans le Devis d'opération;
- d) d'assurer la vente ou la Valorisation des Matières, incluant la valorisation énergétique des Rejets, lorsqu'elle est approuvée conformément à l'article 3.6.5 des présentes, ainsi que le Transport et l'Élimination des Rejets;
- e) de maintenir en bon état de fonctionnement toutes les Installations qui lui sont confiées et assurer la Maintenance des Installations, et de façon non limitative, la Maintenance et les réparations de l'ensemble des équipements et des composantes des systèmes de mécanique de bâtiment et systèmes électriques ainsi que l'entretien de la cour extérieure;
- f) de se conformer aux règles de bonne pratique de l'industrie et aux recommandations des fabricants et des fournisseurs d'équipements;
- g) de fournir à la Ville un plan directeur de maintien des Installations incluant un programme de maintenance préventive des équipements, tel que décrit dans le Devis d'opération. Ce plan directeur doit être mis à jour annuellement pour inclure la Maintenance de tout nouvel équipement et toute nouvelle pratique de maintenance;
- h) de réaliser le programme de Maintenance préventive ainsi approuvé durant toute la durée du contrat en utilisant un logiciel spécialisé de planification et de gestion de l'entretien;

- i) de réaliser les expertises et études techniques nécessaires à l'exercice de son mandat;
- j) d'effectuer le déneigement des Installations et la Maintenance des aires de circulation et d'accès du Centre de tri et de la balance;
- k) de collaborer aux divers programmes de sensibilisation élaborés par la Ville et s'assurer de la disponibilité d'un représentant lors des visites du Centre de tri;
- l) de collaborer, lors des visites scolaires, des journées portes ouvertes, des relations avec les médias et s'assurer de la disponibilité d'un représentant lors de ces événements;
- m) de prévenir la détérioration des Installations, s'assurer du maintien de la qualité de l'air, de l'étanchéité et de la résistance aux intempéries du Centre de tri, de l'état de surfaces et finis d'origine et maintenir tous les services du bâtiment fonctionnels ou de les améliorer;
- n) d'assurer la propreté et l'état ordonné des Installations ;
- o) de contrôler l'émission et l'éparpillement de Matières par l'équipement, la machinerie et le vent, et ce, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur;
- p) sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Entrepreneur doit assurer le nettoyage du terrain de manière à ce qu'il soit propre et libre de toutes Matières provenant des opérations, en tenant compte du fait qu'il est interdit d'entreposer quelque Matière ou équipement que ce soit à l'extérieur du Centre de tri;
- q) s'il n'a pas agi avec diligence, et que des Matières se sont éparpillées sur des terrains autres que ceux de la Ville, l'Entrepreneur doit aussi les nettoyer à ses frais, lesquels ne peuvent être inclus aux Frais de gestion prévus à l'article 6. De plus, il doit maintenir, en tout temps, les corridors, escaliers, aires de circulation et portes d'accès libres de toutes matières ou de tous encombrements. Aucun Entreposage à l'air libre n'est autorisé à l'extérieur du Centre de tri. À défaut de respecter cette obligation, la Ville pourra effectuer ou faire effectuer le nettoyage aux frais de l'Entrepreneur;
- r) de préparer les bilans financiers et les rapports mensuels et annuels d'opération, dont ceux décrits à l'article 3.14 et au Devis d'opérations;
- s) d'assumer tous les frais d'exploitation du Centre de tri et tous les frais inhérents à la réalisation du contrat et au respect de ses obligations, incluant les frais liés à la santé et à la sécurité, sous réserve des dispositions du présent contrat à l'effet contraire;
- t) de payer les taxes municipales découlant des activités reliées au Centre de tri le cas échéant;
- u) d'assurer le respect des réglementations environnementales en vigueur et le Certificat d'autorisation en tout temps, entre autres en effectuant la gestion des effluents vers les égouts sanitaires et pluviaux selon les normes et l'entretien des systèmes d'écoulement, de pompage ainsi que le bassin de rétention pour le maintien de leur intégrité et efficacité;
- v) de fournir et entretenir un système d'acquisition de données transactionnelles pour la balance camion incluant les informations demandées au Devis d'opération. Ces données doivent être conservées pour la totalité de la durée du contrat;
- w) de prendre les mesures requises afin de respecter les règles et cibles de performance établies dans le Devis d'opérations;
- x) lorsqu'il effectue la Maintenance des Installations, utiliser des biens d'une qualité au moins égale et de génération plus récente, tout en favorisant l'intégration des principes de développement durable.

Le traitement fiscal des opérations de Maintenance, la Partie qui en assume le paiement et le niveau d'approbation qu'elles requièrent sont prévus dans l'Annexe A du Devis d'opération.

### **3.3. Performance**

### 3.3.1. L'entrepreneur s'engage et s'oblige envers la Ville à :

- a) Prendre les mesures requises pour permettre de recevoir et de traiter les Matières en provenance des Collectes sélectives de Clients en Mode pêle-mêle, et ce, en fonction de la capacité du Centre de tri établi dans le Devis d'opération;
- b) Être en mesure de pallier les variations quotidiennes des tonnages reçus en provenance des Collectes sélectives avec l'obligation de les entreposer à l'intérieur du Centre de tri avec les portes fermées;
- c) Être en mesure et accepter de traiter les Matières reçues en vrac selon trois modes de Collecte sélective :
  - matière unique (exemple : chargement de carton);
  - matières en deux catégories (fibres et contenants séparés);
  - matières pêle-mêle
- d) Effectuer la réception des Matières à l'intérieur du bâtiment du Centre de tri seulement, aux endroits spécifiés au plan joint en Annexe 1 et n'entreposer aucune Matière à l'extérieur, à l'exception des Matières dans des conteneurs pour le Transport des Rejets, métaux en vrac ou verre ou toute autre matière spécifiée au Devis d'opération.
- e) Effectuer la réception des Matières de manière continue, c'est-à-dire sans interruption, durant toutes les heures d'opération prévues au Devis d'opération.
- f) Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer l'optimisation et la maximisation de la vente des Matières recyclables;
- g) Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la continuité des opérations de Traitement en maintenant un plan de contingence opérationnel durant toute la durée du contrat.

Au minimum, le Plan des contingences contiendra les actions et les mesures qui seront prises dans le cas où surviendrait :

- Une panne d'alimentation ou d'équipement;
- Des problématiques d'odeurs sur le Site;
- Des problématiques de visibilité (brouillard ou autre) sur le Site;
- Une augmentation significative du nombre d'oiseaux et une augmentation du risque pour la sécurité aérienne;
- L'apparition sur le Site d'un RDD non autorisé ou d'un déchet non identifiable et potentiellement dangereux;
- Un manque de débouché pour les Matières recyclables conformes triées.

**3.3.2.** L'Entrepreneur pourra, suivant l'approbation du Directeur, acheminer de la Matière issue de la Collecte sélective en provenance des Clients, vers un autre centre de tri. Les coûts de Traitement et de Transport devront être ajoutés à ceux du Centre de tri.

**3.3.3.** L'Entrepreneur pourra également, suivant l'approbation du Directeur, recevoir de la Matière issue de la collecte sélective en provenance d'Autres clients. Dans un tel cas, les coûts de Traitement de telles Matières ne peuvent être ajoutés aux frais d'exploitation prévus pour le calcul des Frais de gestion de l'article 6 et devront être facturés par l'Entrepreneur aux Autres clients. Le Traitement de Matières provenant des Autres clients ne doit pas augmenter les Frais de gestion qui seraient normalement assumés par la Ville.

### **3.4. Qualité du tri**

L'entrepreneur doit opérer le Centre de tri de manière à obtenir la meilleure qualité possible compte tenu du potentiel des équipements fournis pour chacune des Matières incluant les Rejets. Il doit viser à :

- a) fournir une qualité de fibres, de plastiques, de métaux et de verre triés

conformément aux standards de qualité acceptés par les récupérateurs de la province de Québec. Cette exigence de qualité peut être ajustée en fonction de la capacité de l'équipement à fournir cette qualité et des conditions économiques offertes par le ou les récupérateurs. Cette garantie de qualité s'applique à toutes les catégories de Matières recyclables listées au point b);

- b) de façon non limitative, l'Entrepreneur doit trier et valoriser les matières suivantes selon 4 catégories principales, soit les plastiques, les fibres, le verre et le métal. Le détail des catégories à trier est défini dans le Devis d'opération.
- c) Les taux de captation et de qualité visés sont définis dans le Devis d'opérations.

L'Entrepreneur et la Ville peuvent convenir, par écrit, de l'ajout de Matière nouvelle ou du retrait de toute autre catégorie de Matières recyclables contenues dans les Matières pour le Traitement.

L'Entrepreneur doit fournir et suivre un programme de contrôle de la qualité qui sera mis à la disposition du Directeur, incluant un programme de caractérisation complet des Matières de l'ensemble des Matières reçues et expédiées.

L'Entrepreneur devra également collaborer si la Ville décide de mandater une tierce partie pour effectuer des caractérisations sur les Matières entrantes, les produits triés ou les Rejets.

### **3.5. Récupérateurs locaux**

Afin de réduire l'impact du Transport des Matières et dans le respect des principes de développement durable, l'Entrepreneur s'engage à offrir en priorité les Matières recyclables aux récupérateurs locaux. L'Entrepreneur devra, à prix égaux, retenir des récupérateurs selon les priorités suivantes :

- a. Un récupérateur dans la Communauté Métropolitaine de Montréal;
- b. Un récupérateur dans la province de Québec;
- c. Un récupérateur dans le Nord-Est de l'Amérique du Nord;
- d. Tout autre récupérateur.

La Ville peut obliger l'Entrepreneur à céder une ou des Matières triées à un récupérateur spécifique. Dans un tel cas, la Ville s'engage à négocier avec l'Entrepreneur un mode de compensation qui s'avère juste et raisonnable compte tenu de la valeur de cette Matière triée.

### **3.6. Élimination des rejets et RDD**

**3.6.1.** (article omis).

**3.6.2.** Les RDD triés le plus tôt possible dans le processus doivent être isolés dans une zone d'entreposage sécuritaire avant leur Transport vers un lieu de gestion autorisé selon la loi et les réglementations en vigueur.

**3.6.3.** L'Entrepreneur doit effectuer le Transport et l'Élimination des Rejets et en assumer les coûts. Le Directeur pourrait alternativement demander que l'Élimination des Rejets soit faite dans le cadre d'autres contrats de la Ville.

**3.6.4.** Aucune Matière Recyclable reçue et triée au Centre de tri ne peut être acheminée vers un lieu d'Élimination à moins d'un consentement express donné de façon exceptionnelle par le Directeur. Dans ce cas, le Transport et l'Élimination de telles Matières recyclables sont effectués aux frais de l'Entrepreneur et la quantité ainsi éliminée est comptabilisée dans le calcul du Taux de Rejets.

**3.6.5.** La valorisation énergétique des Rejets, s'il y a lieu, doit être approuvée par le Directeur.

### **3.7. Remplacement, renouvellement, amélioration et modernisation**

**3.7.1.** La Ville a le droit, à ses frais, de remplacer, de renouveler, d'améliorer, de moderniser et d'apporter toute modification ou tout ajout qu'elle estime à propos

d'apporter au Centre de tri même si ces Améliorations, modernisations, modifications ou ajouts modifient les conditions d'opérations. Ces travaux peuvent être apportés à la suite de changements dans la réglementation applicable, parce qu'ils ont été recommandés par l'Entrepreneur ou simplement parce que la Ville décide qu'ils doivent être réalisés. Ces travaux peuvent aussi être consécutifs à de nouveaux ouvrages ou de nouvelles installations réalisés par la Ville. La Ville s'engage toutefois, dans un tel cas, à prendre des mesures ayant pour effet de limiter les impacts sur les opérations de l'Entrepreneur.

**3.7.2.** (article omis).

**3.7.3.** L'Entrepreneur peut acquérir à ses frais tous équipements dont il désire conserver la propriété. Il doit au préalable requérir l'approbation écrite du Directeur.

Le Directeur ne peut refuser de donner son accord sans motif raisonnable et il doit répondre dans les trente (30) jours de la demande qui lui est faite. Les dépenses d'immobilisation de tels équipements sont toutefois exclues des coûts admissibles pour le calcul des Frais de gestion annuels. De plus, le consentement écrit du Directeur ne peut aucunement constituer un engagement pour la Ville à acquérir ces équipements à la fin du contrat.

**3.7.4. Obligation de l'Entrepreneur de collaborer**

Lorsque la Ville décide de remplacer, de renouveler, d'améliorer, de moderniser et d'apporter toute modification ou ajout au Centre de tri suivant son droit mentionné à l'article 3.7.1 du présent contrat, l'Entrepreneur doit aider la Ville et lui permettre d'exécuter ou de faire exécuter ces travaux et collaborer à la réalisation de ceux-ci, même si aucun accord n'est intervenu quant aux modifications des conditions d'opérations pendant la durée des travaux. Les dispositions de l'article du présent contrat s'appliquent si aucun accord n'intervient.

**3.7.5. Obligation de l'Entrepreneur de prendre en charge les nouvelles installations**

Lorsque la Ville décide de remplacer, de renouveler, d'améliorer, de moderniser et d'apporter toute modification ou tout ajout aux Installations et que les travaux ont été réalisés, ces remplacements, renouvellements, Améliorations, modifications, ajouts ainsi que les travaux réalisés sont réputés faire partie des Installations et l'Entrepreneur doit, si la Ville en fait la demande, les prendre en charge, les exploiter et les entretenir à compter de la date fixée par la Ville.

L'Entrepreneur ne peut refuser de prendre en charge, d'exploiter et d'entretenir les nouveaux biens et ouvrages même si aucun accord n'est intervenu quant aux modifications de sa rémunération. Le dernier alinéa de l'article 13 s'applique si aucun accord n'intervient.

**3.7.6 Assujettissement à la Loi sur les cités et villes quant à l'adjudication des contrats**

L'Entrepreneur accepte d'être assujetti aux dispositions de la *Loi sur les cités et villes* (« LCV ») quant à l'adjudication de ses contrats.

À cet effet, l'Entrepreneur doit adopter un règlement sur la gestion contractuelle comprenant les diverses mesures mentionnées à l'article 573.3.1.2 de la LCV, y compris les règles de passation des contrats qui comportent une dépense d'au moins 25 000\$ et inférieure au seuil d'appels d'offres publics.

Dans ces conditions, l'Entrepreneur peut décider de remplacer, de renouveler, de réparer, d'améliorer, de moderniser ou d'apporter toute modification ou tout ajout qu'il estime à propos d'apporter aux Installations après autorisation écrite de la Ville, suivant les modalités établies à l'article 7 du Devis d'opération.

**3.7.7 Améliorations apportées par l'Entrepreneur**

L'Entrepreneur peut proposer des projets d'Amélioration et de modernisation. La Ville ne peut refuser de donner son accord sans motif raisonnable. Sans pour autant limiter la généralité de ce qui précède, constitue notamment un motif raisonnable, le fait que la Ville ne dispose pas des crédits suffisants pour approuver la dépense

qu'occasionnerait le projet d'Amélioration ou de modernisation ou le fait que tel projet ne démontre pas, de façon probante, un impact positif.

L'Entrepreneur doit, lorsqu'il procède à des Améliorations ou modernisations des Installations utiliser des biens de bonne qualité tout en favorisant l'intégration des principes de développement durable.

Le traitement fiscal de telles Améliorations ou modernisation, la Partie qui en assume le paiement et le niveau d'approbation qu'elles requièrent si elles sont approuvées, sont précisés aux conditions prévues dans l'Annexe A du Devis d'opération.

**3.7.8** L'Entrepreneur doit, aussitôt que possible, aviser la Ville lorsqu'il constate une défectuosité, un dommage ou une avarie au bâtiment, et ce, aussitôt que possible suivant telle constatation, de façon à permettre à la Ville de prendre les mesures qui s'imposent pour assurer la conservation du bâtiment.

### **3.8. Matériel, biens meubles, pièces de rechange, matériaux et produits**

#### **3.8.1. Matériel et biens meubles**

L'Entrepreneur doit, à ses frais, avoir à sa disposition en tout temps le matériel et les biens meubles, incluant l'appareillage, l'outillage et les équipements suffisants et en bon état de fonctionnement pour être en mesure de satisfaire à ses obligations.

#### **3.8.2. Pièces de rechange, matériaux et produits**

L'Entrepreneur doit, à ses frais, acquérir, maintenir et posséder en tout temps en réserve les pièces de rechange, matériaux et produits suffisants pour être en mesure de satisfaire ses obligations.

#### **3.8.3. Pièces de rechange, matériaux et produits de la Ville**

La Ville remet à l'Entrepreneur les pièces de rechange, matériaux et produits qu'elle possède en inventaire. Une liste de ces pièces de rechange, matériaux et produits sera préparée conjointement par les Parties.

### **3.9. Droit de regard**

La Ville a un droit de regard sur l'exécution du présent contrat, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, sur la qualité des opérations, sur la qualité de la Maintenance des Installations, sur la performance du Centre de tri, sur les modifications au procédé de traitement, sur le contrôle de l'opération de la balance et sur tout aspect relié aux obligations de l'Entrepreneur.

En tout temps, l'Entrepreneur doit être en mesure de démontrer à la Ville qu'il s'acquitte bien de toutes ses obligations et qu'il assure le bon état et la bonne performance des Installations qui lui sont confiées.

L'Entrepreneur doit tenir à jour et mettre à la disposition de la Ville les renseignements utiles quant à l'exploitation du Centre de tri, aux travaux de Maintenance et autres, aux inspections, aux expertises et aux essais qui ont été effectués.

De plus, sur demande de la Ville, l'Entrepreneur doit permettre l'accès à tous documents ou contrats, permettant de s'assurer du respect par l'Entrepreneur de ses engagements dans le cadre du présent contrat.

L'Entrepreneur doit mettre à la disposition du Directeur un bureau exclusif à accès limité sur les lieux du site. Ce bureau est identifié comme le bureau de la Ville aux plans de l'annexe 1.

L'Entrepreneur doit rendre accessible pour des visites l'ensemble des Installations à la demande du Directeur, suivant un avis dans un délai raisonnable en fonction des circonstances. Lors de la planification des visites, le Directeur effectuera tout en son possible pour minimiser les interférences avec l'opération du Centre de tri durant les visites. La Ville s'assurera que tous les participants aux visites respectent les exigences de santé et de sécurité de l'Entrepreneur.



L'Entrepreneur ne doit effectuer aucune visite des Installations sans avoir obtenu au préalable une autorisation du Directeur. Les rencontres et les inspections effectuées par les associés, partenaires, les récupérateurs ou les sous-traitants de l'Entrepreneur ne sont pas considérées comme des visites.

### **3.10. Inspection**

Le Directeur peut, en tout temps, inspecter ou faire inspecter le Centre de tri, afin de vérifier l'exécution et le respect des obligations prévues au contrat.

### **3.11. Personnel**

#### **3.11.1. Personnel de direction**

L'Entrepreneur doit s'assurer d'avoir toujours à son emploi, agissant sur le site des Installations, un personnel de direction ayant la compétence et l'expérience nécessaires à l'accomplissement des opérations du Centre de tri.

L'Entrepreneur doit avoir sur le Site, un directeur de l'exploitation des Installations ayant au moins 5 ans d'expérience dans l'exploitation d'équipements et de procédés industriels s'apparentant à un centre de tri de matières recyclables et d'envergure comparable, dont au moins 3 ans dans un poste de direction.

Il doit posséder une bonne expertise en regard des approches techniques et méthodes reconnues dans le domaine industriel ainsi que toutes les aptitudes à coordonner la réalisation de projets et ses interventions envers la Ville doivent s'inspirer d'une approche client-fournisseur.

L'Entrepreneur pourra également affecter, à l'exécution du contrat, un chargé de projets ayant au moins (3) trois ans d'expérience pertinente, idéalement en milieu manufacturier. Cette personne aura pour mandat d'assurer la gestion de projets qui lui sont confiés, de participer à l'amélioration continue du procédé et d'assurer la coordination des différents projets effectués par la Ville.

#### **3.11.2. Main-d'œuvre**

En outre du personnel de direction dont il est question à l'article 3.11.1 du présent contrat, l'Entrepreneur doit s'assurer, à ses frais, d'employer le nombre de personnes nécessaire pour satisfaire à toutes et à chacune de ses obligations en vertu du présent contrat. Le personnel du Centre de tri doit posséder les compétences et qualifications requises pour la bonne exécution de leurs tâches.

Le contrat a pour objet la prestation d'un service et l'Entrepreneur est un exploitant indépendant aux seules fins de fournir un service à la Ville. Ni l'Entrepreneur lui-même ni aucun de ses employés n'est un, fonctionnaire ou un mandataire de la Ville.

L'Entrepreneur accepte d'être seul et unique responsable du versement de toutes les cotisations et de toutes les retenues à la source à effectuer pour ses employés.

### **3.12. Lois et règlements**

En tout temps, l'Entrepreneur s'engage à respecter les lois et règlements municipaux, provinciaux et fédéraux en vigueur.

### **3.13. Santé et sécurité**

Dans le cadre de l'exploitation du Centre de tri, l'Entrepreneur doit assurer le respect des meilleures pratiques en santé et sécurité au travail. À ce titre, il agit comme employeur et maître d'œuvre et doit favoriser la prévention et faire preuve d'une attitude proactive.

**3.13.1.** Le 30 janvier de chaque année, l'Entrepreneur doit fournir les documents attestant qu'il s'est conformé à la Loi sur la santé et la sécurité du travail du Québec et qu'il est en règle avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (ci-après la « CNESST »).

- 3.13.2.** L'entrepreneur devra fournir au Directeur des indicateurs sur la fréquence et la sévérité des accidents.
- 3.13.3.** L'Entrepreneur devra aviser le Directeur dans les vingt-quatre (24) heures suivant tout accident grave.
- 3.13.4.** La Ville peut, aux frais de l'Entrepreneur, suppléer au défaut de ce dernier de se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité du travail et déduire ce montant à même les sommes dues ou à devenir dues à l'Entrepreneur, pour quelque motif que ce soit.

L'Entrepreneur doit remplir les obligations dévolues à l'employeur en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, de la loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et des règlements adoptés en vertu des dites lois.

### **3.14. Suivis d'exploitation**

#### **3.14.1. Rapports à fournir**

Avant le 25<sup>e</sup> jour de chaque mois à compter du premier mois d'opération, l'Entrepreneur doit fournir mensuellement à la Ville un rapport d'opération complet de ses activités pour le mois précédent. Le contenu des rapports et le mode de transmission sont précisés dans le Devis d'opérations

L'Entrepreneur doit fournir à la Ville, avant le 30 juin de chaque année du contrat, des états financiers audités ainsi qu'un sommaire de ses activités.

#### **3.14.2. Rencontres de coordination**

De façon fréquentielle et en fonction des besoins de part et d'autre, l'Entrepreneur organisera des rencontres de coordination pour discuter des résultats, des projets et des enjeux au niveau des opérations du Centre de tri. L'Entrepreneur s'engage à assurer une correspondance permanente avec le Directeur pour toutes questions ou tous échanges associés au présent contrat.

### **3.15. Requis en début de contrat**

L'Entrepreneur doit réaliser et soumettre au Directeur pour son approbation au cours des 12 premiers mois du présent contrat à moins qu'un délai différent soit indiqué :

- a) Un plan complet d'exploitation (opération et entretien) des Installations;
- b) Un plan complet des mesures d'urgence ;
- c) Un plan de contingences pour assurer la continuité du service et respecter l'ensemble des obligations reliées au présent contrat en toute circonstance autre qu'un cas de force majeure, incluant entre autres une solution de traitement alternative dans un autre centre de tri pendant les périodes de Maintenance ou en cas de panne importante;
- d) Un programme de santé et sécurité au travail pour prévenir les dommages, les blessures et les pertes et assurer la protection de tous les travailleurs, les sous-traitants, les recycleurs, les visiteurs ou toutes autres personnes présentes sur le Site;
- e) Un programme environnemental qui définit les rôles et responsabilités des personnes impliquées, surveille et documente la conformité avec les exigences réglementaires;
- f) Un programme spécifique pour prévenir, mitiger et gérer le péril aviaire en respect du Devis d'opération, à la satisfaction du Directeur.

À la suite de l'approbation de ces plans et programmes par le Directeur, l'Entrepreneur devra s'assurer de leur application en tout temps. L'Entrepreneur et le Directeur conviendront également de la méthode de suivi approprié pour chacun des éléments ci-haut.

### **3.16. Communication et information**

#### **3.16.1. Confidentialité**

L'Entrepreneur a l'obligation de s'assurer que lui, ses employés, ses sous-traitants et ses consultants ne divulguent aucune information en lien avec le contrat à des tiers sans le consentement préalable et écrit du Directeur, sauf lorsque les divulgations sont exigées par la loi.

### **3.16.2. Relations avec le public et les médias**

Toutes les relations avec le public et les médias concernant le contrat et tout ce qui s'y rattache, notamment les Installations, sont faites exclusivement par la Ville. L'entrepreneur doit référer toutes les demandes à cet effet au Directeur.

Le représentant de l'Entrepreneur doit, à la demande du Directeur, se rendre disponible pour participer à des réunions ou rencontres que la Ville déciderait de tenir avec les personnes de son choix concernant les Installations ou le contrat.

Toutes les plaintes relatives au contrat et tout ce qui s'y rattache, notamment aux Installations ou à son exploitation, doivent être acheminées par le représentant de l'Entrepreneur au Directeur. La Ville traitera toutes les plaintes et sollicitera la participation de l'Entrepreneur pour résoudre les problèmes et formuler des réponses.

L'Entrepreneur convient de permettre à la Ville, à ses mandataires autorisés et à des soumissionnaires de contrats publics, de documenter, photographier ou filmer les Installations ainsi que les activités qui s'y déroulent, sous réserve de l'approbation de l'Entrepreneur pour la prise d'images de ses employés. La Ville peut en diffuser le contenu à des fins de communication ou de promotion.

À la demande du Directeur, l'Entrepreneur doit préparer et rendre les Installations accessibles à des soumissionnaires de contrats publics, au public et aux médias, notamment pour des visites guidées de groupes.

Suivant l'accord préalable du Directeur, l'Entrepreneur peut organiser des visites visant à sensibiliser la population sur les bienfaits du recyclage.

### **3.17. Garantie d'exécution**

L'Entrepreneur doit fournir, dans les quinze (15) jours suivant le début du contrat, une garantie d'exécution d'un montant de un million de dollars (1 000 000 \$) devant être émise par une compagnie d'assurance détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1), elle doit aussi être dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec.

Ce cautionnement devra être maintenu en vigueur durant toute la durée du contrat et devra être renouvelé annuellement, avant le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année. Il devra être conforme au formulaire usuel de la Ville, joint à l'Annexe 4.

### **3.18. Assurance biens des entreprises**

L'Entrepreneur doit prendre note que la Ville ne souscrit à aucune assurance afin de couvrir le Centre de tri et ses équipements ou un autre bien, de quelque nature que ce soit, reliés à l'exploitation.

En somme, aucun bien meuble ou immeuble relié au présent contrat n'est assuré par la Ville.

En conséquence de ce qui précède, l'Entrepreneur doit fournir et maintenir en vigueur une police d'assurance biens des entreprises et pour laquelle la Ville sera également désignée comme assurée additionnelle. Cette police d'assurance biens des entreprises doit couvrir toutes les Installations.

La police d'assurance doit être en vigueur pendant toute la durée du contrat et la limite de garantie par événement ne doit pas être inférieure à la pleine valeur de remplacement du Centre de tri.

La police doit comprendre comme garanties additionnelles l'interruption des affaires, frais supplémentaires, frais de nettoyage des biens sol et eaux incluant le déversement accidentel de polluants.

Cette police est non résiliable sauf pour non-paiement de la prime, moyennant un préavis écrit de trente (30) jours de l'assureur envoyé à l'assuré désigné. Cet avis doit également être acheminé à la Ville par l'assureur en même temps qu'à l'assuré désigné ainsi que par l'Entrepreneur dès sa réception.

En cas de sinistre, l'indemnité d'assurance payée en vertu de cette police le serait à la Ville à l'égard des Installations, mais à l'exclusion des équipements acquis par l'Entrepreneur dont il désire conserver la propriété conformément à l'article 3.7.3.

### **3.19. Assurance responsabilité**

À concurrence de cinq millions de dollars (5 000 000 \$) par événement et d'une franchise de cinquante mille dollars (50 000 \$), l'Entrepreneur est tenu de fournir et de maintenir, durant toute la durée du contrat :

- Une assurance responsabilité civile formule étendue le protégeant ainsi que la Ville, qui sera une assurée nommée, contre la responsabilité pécuniaire qu'ils peuvent encourir pour quelque raison que ce soit, du fait de la propriété, de l'occupation, de l'exploitation et de l'usage du Centre de tri et des biens utilisés, en raison de dommages matériels, moraux ou corporels subis par qui que ce soit, incluant les dommages causés à la propriété de la Ville. Cette police d'assurance doit être émise par une compagnie d'assurances détenant un permis délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenant une autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r. 1). Elle doit couvrir la responsabilité pour les produits et travaux complétés, la responsabilité locative et la responsabilité réciproque des assurés (cross liability).
- La police d'assurance doit inclure une clause stipulant que, sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier de la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ladite police d'assurance.
- L'Entrepreneur s'engage à fournir, à l'entrée en vigueur du présent contrat et, par la suite, de façon annuelle, la preuve de cette couverture d'assurance sous forme d'un certificat d'assurance accompagné d'un avenant d'assurance.

### **3.20. Limitation de responsabilité**

Il est expressément entendu que la Ville n'encourt aucune responsabilité contractuelle ou extracontractuelle du fait de l'interruption temporaire ou définitive de l'une ou de la totalité des activités visées par le présent contrat.

Le cas échéant, l'Entrepreneur est tenu de souscrire une assurance pour perte de revenus ou d'exploitation ou autres protections qu'il jugera à propos.

## **4. DROITS ET OBLIGATIONS DE LA VILLE**

### **4.1. Généralités**

Pendant la durée du présent contrat, la Ville doit :

- a) Sous réserve des autres dispositions du présent contrat, acheminer au Centre de tri les Matières récupérées par ses programmes de Collecte sélective du secteur Ouest tel que défini au Devis d'opérations;
- b) Mettre à la disposition de l'Entrepreneur les équipements décrits à l'article 4.2;
- c) Assurer un suivi de la qualité des Matières provenant de la Collecte sélective. La Ville s'engage à faire les meilleurs efforts pour limiter la réception de matière non visée par la réglementation provinciale provenant de la Collecte sélective, que ce soit par des campagnes de sensibilisation ou des interventions spécifiques en lien avec une matière problématique;
- d) Mettre les efforts afin d'équilibrer les quantités de Matières collectées les différents jours de la semaine;

- e) Fournir à l'Entrepreneur vingt-quatre heures par jour, trois cent soixante-cinq jours par année l'accès à un représentant autorisé de la Ville;
- f) Collaborer avec l'Entrepreneur et tenir compte des recommandations qu'il formule, de temps à autre, eu égard aux équipements qui sont les mieux adaptés ou à même de lui permettre d'atteindre ses objectifs compte tenu de l'évolution des Matières à traiter et des procédés de Traitement des Matières.
- g) Collaborer étroitement avec l'Entrepreneur dans le cadre de l'exécution du contrat, incluant le partage d'informations disponibles et demandées en lien avec l'exécution du contrat.

#### **4.2. Équipements fournis**

Font partie des équipements fournis par la Ville à l'Entrepreneur : les équipements de pesée, de tri, de mise en ballots, d'entreposage des Matières, la mécanique de bâtiment, les équipements d'électricité, d'éclairage, de ventilation et de chauffage.

Les équipements de bureau, le mobilier, le matériel roulant et les équipements de télécommunication ne sont pas fournis par la Ville.

### **5. CONDITIONS FINANCIÈRES ET MODALITÉS DE PAIEMENT**

#### **5.1. Paiements**

La Ville paiera chaque mois les Frais de gestion établis à la section 6.1.

### **6. ÉTABLISSEMENT DES FRAIS DE GESTION**

#### **6.1. Calcul des Frais de gestion**

Les Frais de gestion sont établis selon la formule suivante :

$$\text{Frais de gestion} = \text{Frais d'exploitation (A)} - \text{Revenus nets de vente (B)} + \text{Prime de 5\% sur les revenus nets de vente (C)}$$

Lorsque les Frais de gestion sont négatifs, l'Entrepreneur remet à la Ville le montant des Frais de gestion calculés conformément à la formule ci-dessus.

*(A) Frais d'exploitation :*

Les frais d'exploitation du Centre de tri suivants à la charge de l'Entrepreneur (nets de TPS et de TVQ) :

- frais d'administration
- frais corporatifs au prorata de l'ensemble des tonnes traitées par l'Entrepreneur sur les différents sites qu'il exploite;
- salaires et bénéfices marginaux (incluant temps supplémentaire et soustraitance);
- frais d'achat de broche pour la presse;
- frais de Transport et d'Élimination des Rejets provenant des Matières des Clients;
- Frais de Transport des produits triés;
- carburant, électricité et gaz;
- location d'équipement et outillage;
- assurances et cautionnements;
- taxes municipales, taxes scolaires et en lieu de taxe;
- déneigement;
- frais de Maintenance et d'Améliorations des Installations payés par

l'Entrepreneur;

- frais de services techniques et professionnels;
- fournitures, matériaux, pièces et lubrifiants;
- vêtements de travail et équipements de sécurité.
- fournitures de bureau;
- frais d'intérêts;
- frais d'audit;
- amortissement des véhicules roulants, des équipements de procédé, des équipements de bureau, du mobilier et des systèmes de communication;

(B) *Revenus nets de vente :*

Les revenus nets de vente sont la propriété de l'Entrepreneur.

Les revenus nets de vente se composent des revenus de vente des Matières moins les frais de courtage et de Transport; sont également appliqués en diminution les frais de disposition des Matières dont le prix est inférieur à 0 \$ et ce, excluant les Rejets.

(C) *Prime de 5% sur les revenus nets de vente :*

Résultat du calcul (B) *revenus nets de vente* multiplié par 5%

Le montant annuel minimum garanti de la prime de 5 % sur les revenus nets de vente est de 400 000 \$.

Le calcul des frais de gestion réels doit être audité par une firme de Comptables professionnels agréés du Québec (CPA) externe et soumis par l'Entrepreneur avant le 30 juin suivant la fin de l'année financière précédente. Si le rapport relève des inexactitudes, les modifications et les ajustements devront être apportés.

La Ville pourra procéder à une vérification des comptes ou documents de l'Entrepreneur pour valider les frais de gestion. En conséquence, l'Entrepreneur s'engage à mettre à la disposition du vérificateur de la Ville tous les comptes et tous les documents jugés utiles incluant la remise de copies des documents pour permettre au vérificateur de remettre son rapport afin de venir valider les Frais de gestion audités et permettre au vérificateur de la Ville d'effectuer, à la place d'affaires de l'Entrepreneur, toutes vérifications jugées utiles. La Ville s'engage à tenir confidentielles les données ainsi transmises et à faire respecter cet engagement par ses vérificateurs et par tout employé, fonctionnaire, mandataire ou sous-traitant qui auront accès à ces données.

Au 30 septembre de chaque année, l'Entrepreneur doit fournir les prévisions budgétaires de l'année subséquente, lesquelles devront être établies en concertation avec la Ville. Il doit également fournir une extrapolation des résultats anticipés pour l'année courante.

## **7. REMISE DES INSTALLATIONS À LA FIN DU CONTRAT**

À la fin du contrat, l'Entrepreneur doit remettre à la Ville les Installations dans un bon état de réparation équivalent à celui prévalant au moment du début du présent contrat sous réserve de l'usure normale. Sans limiter la généralité de ce qui précède, les systèmes de ventilation, de chauffage, de climatisation et les systèmes mécaniques, électriques et d'éclairage doivent être en bon état de fonctionnement et rencontrer les performances pour lesquelles ils ont été conçus, compte tenu de l'usure normale.

L'inventaire des pièces doit être complet. En tenant compte de l'usure normale et de leur âge, les éléments structuraux et architecturaux ainsi que les aménagements de terrain doivent être dans un bon état et dépourvus de déficiences résultant d'une application incomplète du plan directeur de maintien des actifs.

La Ville s'engage à acquérir les équipements partiellement amortis à la fin du contrat, dont

l'Entrepreneur a fait l'acquisition, et ce, pour le montant résiduel non amorti à la date de fin du contrat. La Ville s'engage également à payer les intérêts qui pourraient être dus sur le coût d'acquisition de ces équipements entre la date de fin du contrat et l'achat des équipements par la Ville. L'amortissement des équipements se fait de façon linéaire.

Les Parties conviennent que le présent contrat ne peut être compris comme accordant une propriété superficielle à l'Entrepreneur et à ce titre, les articles 1116 à 1118 du *Code civil du Québec* ne s'appliquent pas en l'espèce.

## **8. DÉFAUT ET RÉSILIATION**

**8.1** L'Entrepreneur est en défaut lorsqu'il ne respecte pas les lois et règlements qui lui sont applicables, lorsqu'il ne respecte pas l'un ou l'autre des engagements et obligations auxquels il a souscrit en vertu du présent contrat, s'il devient insolvable ou déclaré en faillite, ou s'il est reconnu coupable de fraudes, malversation, détournement de revenus ou de dépenses;

En cas de défaut, la Ville avise par écrit l'Entrepreneur et lui donne l'ordre d'y remédier dans le délai indiqué par le Directeur, avec copie à la caution.

Si l'Entrepreneur devient insolvable ou est déclaré en faillite, ou s'il est reconnu coupable de fraude, malversation, détournement de revenus ou de dépenses, il est constitué en défaut sans nécessité d'avis.

Dans la mesure où l'Entrepreneur ne remédie pas au défaut dans le délai accordé ou à tout autre délai additionnel consenti, ou s'il est constitué en défaut sans nécessité d'avis, la Ville peut, sans limiter l'exercice de ses droits prévus au *Code civil du Québec*, se prévaloir, séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) Exécuter ou faire exécuter par un tiers les obligations de l'Entrepreneur, en lieu et place de celui-ci, à ses frais;
- b) Suspendre le versement des sommes prévues au présent contrat;
- c) Intenter les procédures judiciaires appropriées afin de forcer l'exécution en nature des engagements de la Ville;
- d) Résilier le présent contrat;
- e) Exiger des dommages et intérêts en réparation du préjudice subi, y compris les frais et honoraires professionnels engagés pour des recours intentés en vertu du paragraphe c) susmentionné, s'il y a lieu.
- f) Signifier un avis à la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au présent Contrat dans un délai indiqué à l'avis, à défaut de quoi la caution devra verser à la Ville la différence entre le prix qui aurait été payé à l'Entrepreneur et celui à qui sera dévolue la prestation de services prévus au présent contrat, ainsi que tout coût occasionné à la Ville par l'inexécution de l'Entrepreneur des obligations et conditions prévues au présent contrat.

**8.2** La Ville peut mettre fin au contrat en tout temps. Le Directeur avise l'Entrepreneur par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin au contrat. À la réception de cet avis, l'Entrepreneur doit soumettre au Directeur tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre du présent contrat et émettre une facture finale faisant état de la valeur des frais de gestion, qui demeurent impayés à la date de l'avis du Directeur en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

La Ville acquittera le coût des Frais de gestions encourus jusqu'à la date de la résiliation.

## **9. FORCE MAJEURE**

Ni la Ville, ni l'Entrepreneur, ne sera tenu responsable de l'inexécution d'aucune de leurs obligations en vertu du présent contrat, ou des pertes ou dommages subis par l'autre Partie,

si cette inexécution, ces pertes ou ces dommages sont causés au cours et à la suite d'un événement de force majeure, tel qu'une guerre, une inondation, un incendie, un sabotage, une émeute ou autres causes constituant une force majeure au sens du Code civil du Québec.

La Partie touchée doit en donner avis sans délai à l'autre Partie et indiquer dans cet avis, le plus précisément possible, l'effet de cette force majeure sur sa capacité d'exécuter ses obligations conformément au présent contrat.

Sous réserve des paragraphes précédents, l'inexécution d'une obligation, en raison d'une cause résultant d'une force majeure, ne constitue pas un cas de défaut en vertu de ce contrat et n'entraîne pas de dommages-intérêts ni de recours en exécution de l'obligation.

Advenant qu'une telle inexécution résultant de la force majeure dure pendant une période excédant trois (3) mois, la Ville peut mettre fin au contrat par avis écrit à cet effet à l'Entrepreneur.

Advenant toute inexécution en raison d'une cause résultant d'une force majeure et visant les opérations du Centre de tri, qui sont de la responsabilité de l'Entrepreneur, ce dernier s'engage à tout mettre en œuvre afin de pallier cette inexécution.

## **10. CESSION**

La Ville peut, en tout temps, pendant la durée du présent contrat, céder ses droits et obligations dans le présent contrat à tout organisme municipal ou paramunicipal dûment constitué, sur simple avis écrit à cet effet à l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur ne peut, en aucun temps, pendant la durée du présent contrat, céder ses droits et obligations dans le présent contrat à tout autre organisme.

## **11. ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS:**

Aux fins des présentes, les Parties déclarent élire domicile dans le district judiciaire de Montréal.

Aux fins du présent contrat et de son application, l'Entrepreneur élit domicile au 1200, des Riveurs, à Lévis.

Aux fins du présent contrat et de son application, la Ville élit domicile au 275 Rue Notre-Dame Est, Montréal.

Tout avis ou communication écrite, requis en vertu du présent contrat, doit être adressé comme suit :

- L'Entrepreneur :  
La Société Vie, Intégration, Apprentissage pour Handicapés V.I.A. Inc.  
M. Jean-Sébastien Daigle, président-directeur général  
1200, des Riveurs  
Lévis (Québec) G6Y 9G2

Copie par courriel à son représentant désigné

- La Ville :  
Ville de Montréal  
Service du greffe  
a/s du greffier  
275, rue Notre-Dame Est,  
Montréal, province de Québec, H2Y 1C6

Copie par courriel au Directeur ou à son représentant désigné

## **12. SUIVI ADMINISTRATIF**

La Ville confie la responsabilité de l'administration et de l'application du présent contrat au



Directeur.

Pour sa part, l'Entrepreneur confie la responsabilité de l'administration et de l'application du présent contrat au président-directeur général de La Société vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A. Inc.

### **13. INTERPRÉTATION**

Le présent contrat est conclu au Québec et doit être interprété suivant les lois applicables dans cette province et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal. La division du présent contrat en articles et paragraphes est utilisée aux fins de références et n'affecte pas l'interprétation de ce contrat.

La renonciation à un droit par une Partie au bénéfice de l'autre ou toute libération par une Partie d'une obligation de l'autre n'est valable que si elle est expresse, faite par écrit et autorisée par l'autorité compétente.

Aucun acte, omission ou défaut d'agir de la part d'une Partie ne peut être interprété comme une renonciation de sa part à ses droits en vertu du présent contrat.

Toute modification au présent contrat doit être écrite pour être valable et effective et approuvée par écrit par chacune des Parties.

En cas d'adoption par une autorité gouvernementale de lois ou règlements ayant pour effet d'imposer à la Ville de nouvelles obligations en matière de gestion des Matières résiduelles ou Matières recyclables, nécessitant des changements ou invalidant certaines dispositions du présent contrat, les Parties conviennent de négocier tout ajustement rendu nécessaire par une telle modification.

### **14. AUTORISATION DE CONTRACTER**

Le présent contrat est assujéti au Décret 435-2015 et la Ville a obtenu l'autorisation du Ministère des affaires municipales et de l'habitation pour le conclure en dépit du fait que l'Entrepreneur ne dispose pas d'une autorisation délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP). Toutefois, l'Entrepreneur doit s'assurer d'obtenir, dans les meilleurs délais, l'autorisation requise de l'AMP.

Une fois obtenue l'autorisation délivrée par l'AMP, l'Entrepreneur doit la maintenir, pendant toute la durée du présent contrat.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé le présent contrat en trois (3) exemplaires aux lieux et aux dates ci-dessous mentionnées.

#### **Ville de Montréal :**

Signé  
à \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Yves Saindon  
Greffier  
Date : \_\_\_\_\_

#### **La Société vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A. Inc. :**

Signé  
à \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Jean-Sébastien Daigle  
Président-directeur général  
Date : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Réjean Blais  
Président du conseil d'administration  
Date : \_\_\_\_\_



## Plans

**CONTRAT POUR LE TRAITEMENT ET LA MISE EN MARCHÉ DE  
MATIÈRES RECYCLABLES ET CONCERNANT L'EXPLOITATION  
DU CENTRE DE TRI**

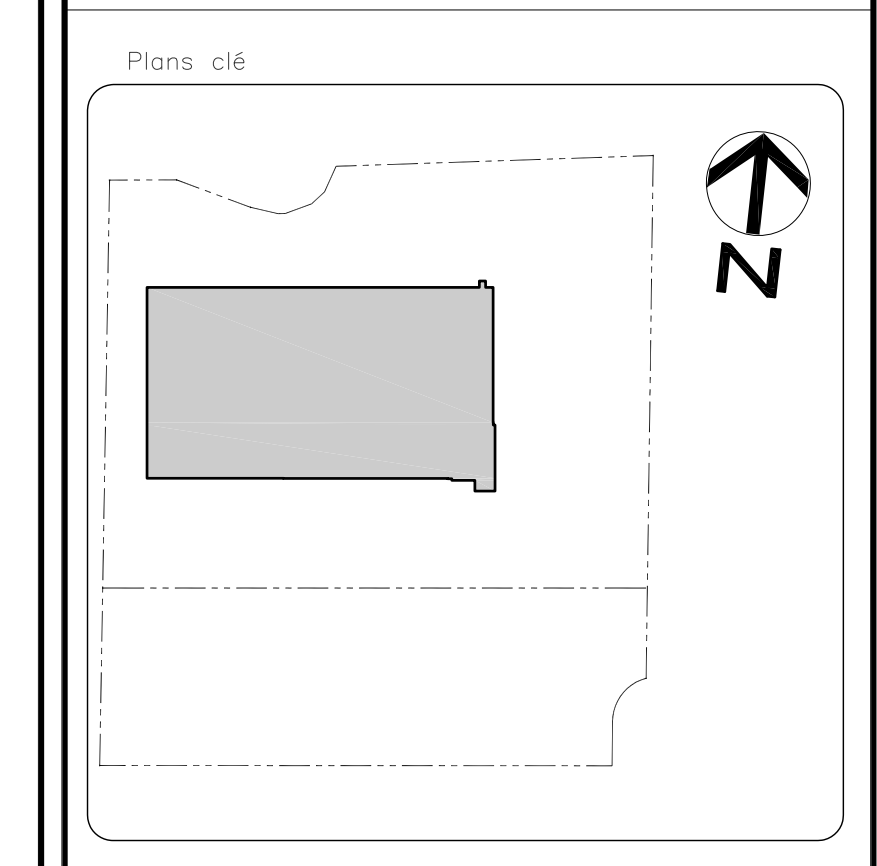
### ANNEXE 1

#### Version signature du contrat

| Date  | Justification        | Approuvé par |
|-------|----------------------|--------------|
| 2020- | Signature du contrat | Arnaud Budka |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |

L'entrepreneur devra, sous sa propre responsabilité, vérifier toutes les dimensions et conditions sur le site et avant l'architecte et le chargé de projet de la Ville de Montréal de toutes erreurs, omissions ou contradictions pour clarification avant le début des travaux.

Ne pas mesurer directement les dimensions du dessin. Ce dessin ne pourra être utilisé pour la construction qu'après avoir été signé par les experts-conseils.



Services professionnels

**MD**  
GROUPE TIRU

**POMERLEAU**

**M**  
**MACHINEX**

CONSULTANTS:

**STENDEL** + **RECH**  
architecture

**LES CONSEILERS ECA CONSULTANTS INC.**

**exp.**

**Groupe ROUSSEAU LEFEBVRE**  
design + environnement

**LÉGENDE**

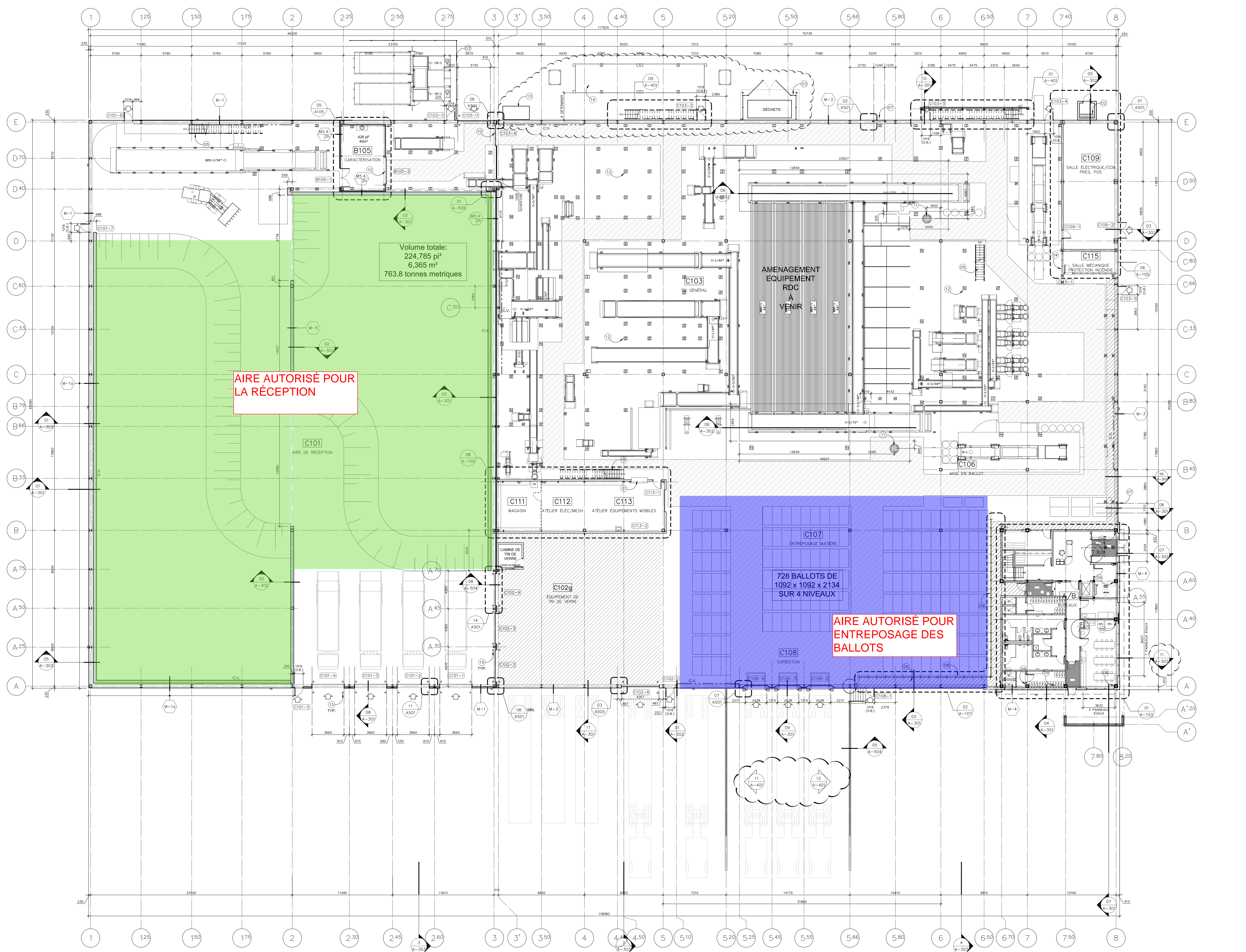
|  |                              |
|--|------------------------------|
|  | LIGNAGE AU PLANCHER          |
|  | NOUVEL AXE                   |
|  | TYPE DE MUR (D01-A01)        |
|  | VIDE PORTE (D01-B01)         |
|  | DESECTEUR PLANCHER (D01-C01) |
|  | PANNEAU ELECTRIQUE (D01-E)   |
|  | DEMAN DE PLANCHER (D01-F)    |
|  | SAUF INDICATION CONTRAIRE    |
|  | CONTREVENTEMENT (D01-G)      |

**NOTES GÉNÉRALES PROTECTION SISMIQUE**

01. C'est de la responsabilité de l'entrepreneur de vérifier et installer tous les supports et attaches requis pour tous les systèmes mécaniques et électriques suspendus à la structure du toit ou sous une structure de charpente. Les plans, supports, poteaux, les poteaux et éléments de soutien pour tous les nouveaux systèmes et les systèmes existants.
02. Les systèmes de support et d'attache doivent respecter le code national du bâtiment ainsi que toutes les exigences pour les systèmes de soutien, système de suspension et de fixation.
03. Les normes pour support sismiques telles que décrites dans les standards suivants et autres codes applicables doivent être respectées pour tous les plans, supports et éléments de soutien dans le bâtiment.
04. Les normes pour support sismiques telles que décrites dans les standards suivants et autres codes applicables doivent être respectées pour tous les plans, supports et éléments de soutien dans le bâtiment.
05. L'entrepreneur général devra mandater un ingénieur agréé pour la protection sismique afin d'établir les détails de la section de plans et détails des supports et éléments de soutien et de les soumettre à une inspection professionnelle et une inspection de la construction avant l'installation de ces éléments de soutien et de les soumettre à une inspection professionnelle et une inspection de la construction avant l'installation de ces éléments de soutien.

**LÉGENDE DE CONSTRUCTION**

|  |                              |
|--|------------------------------|
|  | COMPTOIR DES PIÈCES          |
|  | CHAMBRE CHIMÈRE PROPRIÉTAIRE |
|  | CHAMBRE CHIMÈRE PROPRIÉTAIRE |
|  | CHAMBRE CHIMÈRE PROPRIÉTAIRE |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |
|  | ESCALIERS EN MÉTAL GRIS      |



**AIRE AUTORISÉ POUR LA RÉCEPTION**

**AIRE AUTORISÉ POUR ENTREPOSAGE DES BALLOTS**

Volume totale:  
224,785 pi³  
6,365 m³  
763.8 tonnes métriques

728 BALLOTS DE  
1092 x 1092 x 2134  
SUR 4 NIVEAUX

01 PLAN DE CONSTRUCTION  
SCALE: 1:150

|   |                                |     |            |
|---|--------------------------------|-----|------------|
| L | POUR 100% REVISE               | DVB | 2018.06.08 |
| K | POUR RELOCALISATION DEPOUSSEUR | DVB | 2018.04.27 |
| J | POUR POMERLEAU                 | DVB | 2018.04.17 |
| I | POUR PERMIS                    | DJ  | 2018.03.21 |
| H | APPROBATION 100%               | DVB | 2018.03.19 |
| G | PLANS 75%                      | DJ  | 2018.02.19 |
| F | EMIS POUR PIA                  | AT  | 2018.02.08 |
| E | RE-EMIS PLANS 30%              | AT  | 2018.02.02 |
| D | EMIS POUR PIA                  | DJ  | 2018.01.22 |
| C | EMIS POUR ATELIER 1&2          | DJ  | 2018.01.16 |
| B | EMIS POUR ATELIER 1&2          | DJ  | 2017.12.20 |
| A | PLANS 30%                      | AT  | 2017.12.20 |

REVISIONS

| NO | DESCRIPTION | PAR | DATE |
|----|-------------|-----|------|
|    |             |     |      |

SEEAUX

|  |  |  |  |
|--|--|--|--|
|  |  |  |  |
|--|--|--|--|

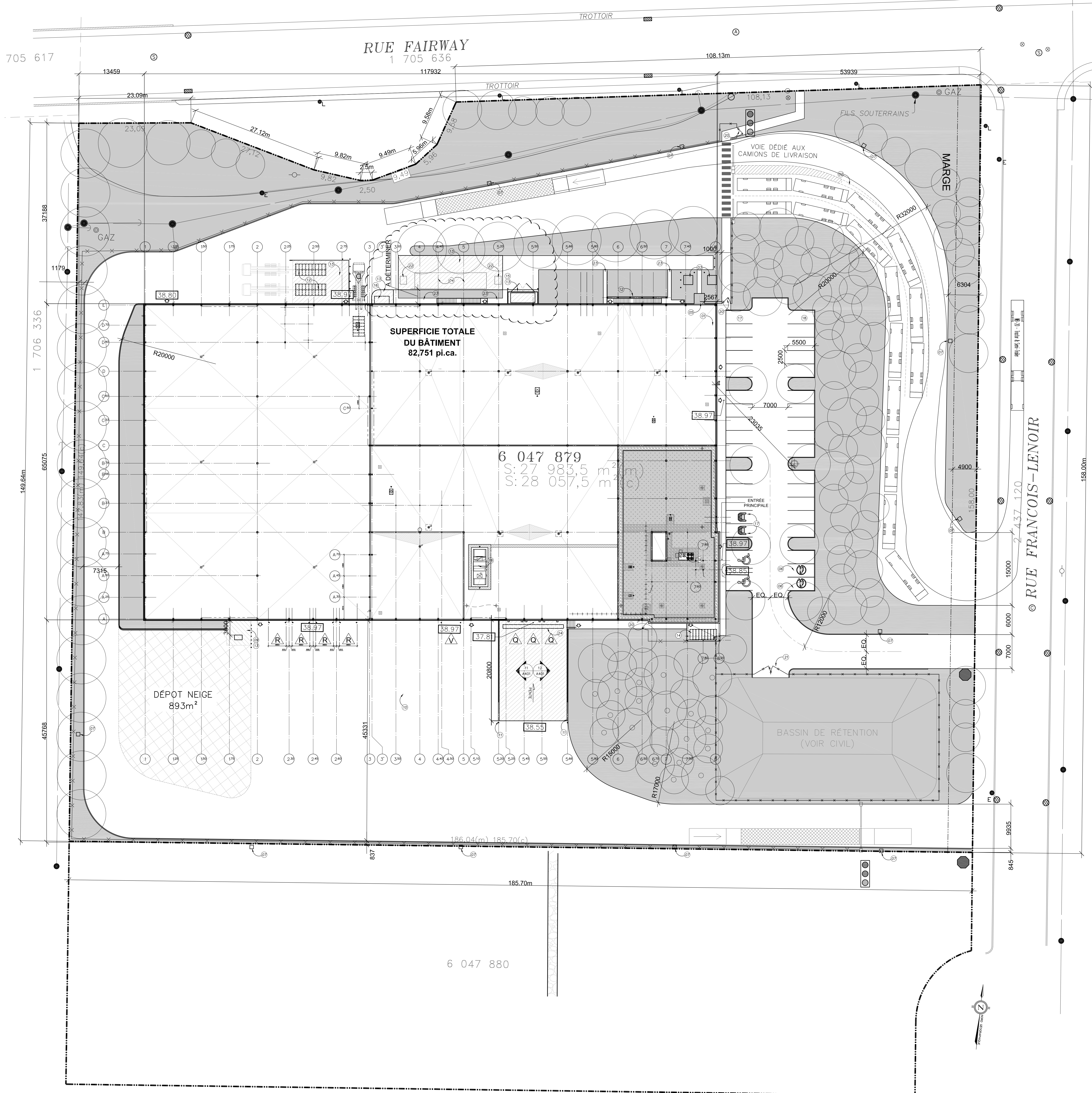


TITRE DU PROJET:  
**CENTRE DE TRI - CTMR**

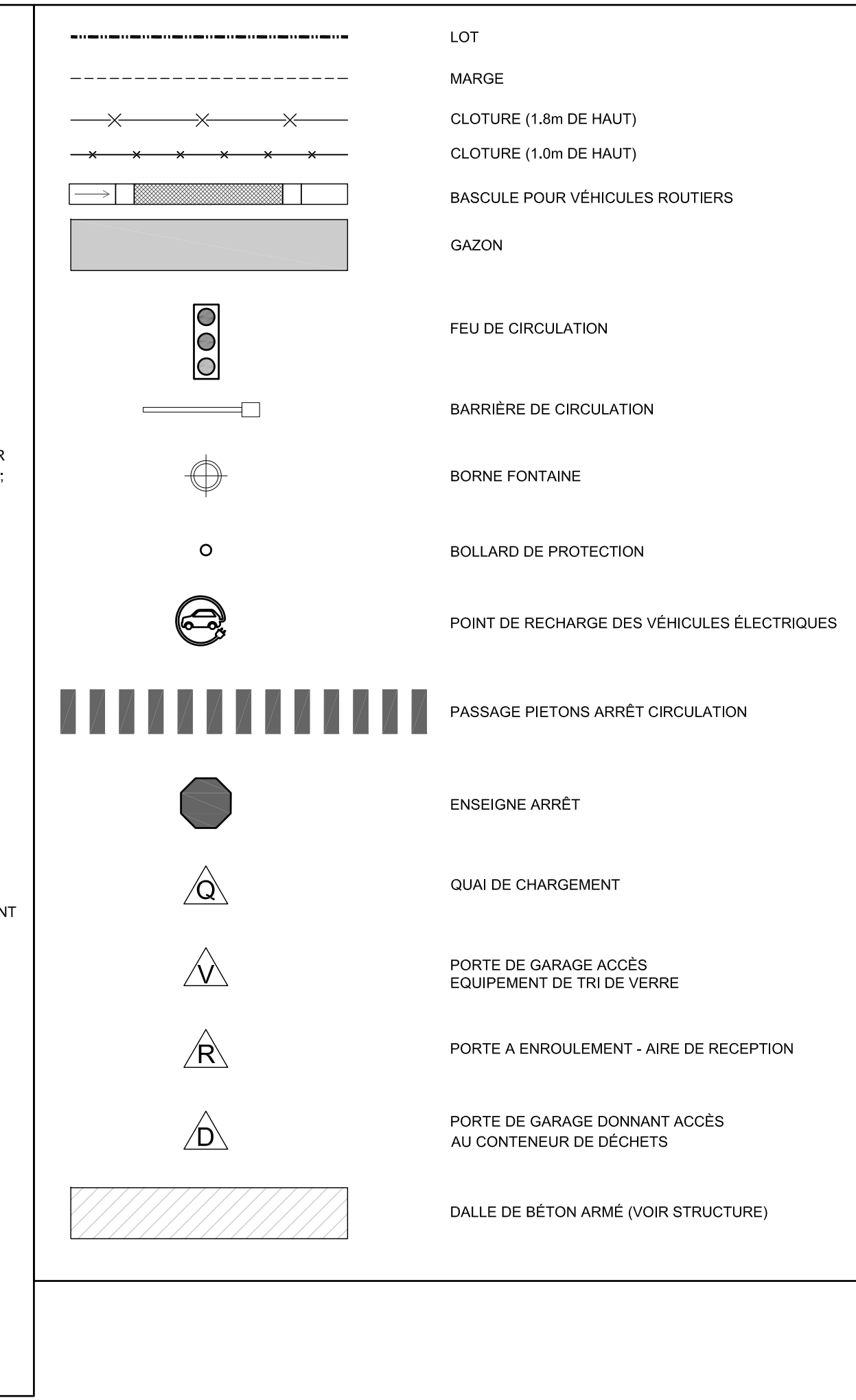
FRANÇOIS LENOIR  
MONTREAL, QUEBEC

TITRE DU PLAN:  
**PLAN DE CONSTRUCTION  
REZ-DE-CHAUSSEE**

|                      |                     |
|----------------------|---------------------|
| NUMERO<br>1171       | NUMERO<br>14645     |
| CONTRAT TRAV.<br>DVB | CONTRAT PROF.<br>SR |
| DESINE PAR<br>DVB    | VERIFIE PAR<br>SR   |
| DATE<br>2018-03-12   | EDHELLE<br>1:150    |
|                      | PAGE<br>A101        |



- 01 PANNEAU ALARM INCENDIE
- 02 LIGNES D'ATTENTE 15 CAMIONS
- 03 TRANSFORMATEUR ÉLECTRIQUE 0m DE HAUT SUR SOCLE DISSIMULÉ PAR UN ÉCRAN VÉGÉTAL
- 04 COLLECTEUR DE POUSSIÈRE DISSIMULÉ PAR UN ÉCRAN VÉGÉTAL
- 05 CHAMBRE ANNEXE
- 06 BORNES ÉLECTRIQUES
- 07 LAMPADAIRE (VOIR ÉLEC.)
- 08 N/A
- 09 RÉSERVOIR DIESEL / RÉSERVOIR EXTERIEUR DE STOCKAGE CYLINDRIQUE HORIZONTALE À DOUBLE PARIIS DIAMÈTRE DE 1M LONGUEUR DE 25m INSTALLÉ SUR UNE BASE DE BÉTON CARACTÉRISÉ 15kN
- 10 STATIONNEMENT REMORQUE
- 11 MUR DE SOUTÈNEMENT
- 12 MUR ÉCRAN
- 13 DALLE DE BÉTON
- 14 ATRIUM ET SUPPORT À VELO
- 15 CONTENEURS À DÉCHETS
- 16 ARMOIRE DE RANGEMENT DES BORNES DE PROXIMITÉ AVEC REVÊTEMENT EN MÉTAL DÉPLOYÉ
- 17 CASE DE STATIONNEMENT - COVOITURAGE
- 18 ÉQUIPEMENT MÉCANIQUE DISSIMULÉ PAR L'ÉCRAN DE SECTION SOULÈVÉE AU BÂTIMENT QUI INTERROMPRE LE PLAN DE VISION DU VADUC FAIRWAY
- 19 ÉQUIPEMENT MÉCANIQUE DISSIMULÉ PAR L'ÉCRAN DE SECTEUR BUREAUX ET LA VÉGÉTATION ENVIRONNANTE
- 20 BARRIÈRE PIÉTONS
- 21 BARRIÈRE ACCÈS BASSIN DE RÉTENTION
- 22 VENTILATEUR POUR LE DEPOUSSEUR.
- 23 TROTTOIR DE BÉTON
- 24 CANIVEAU - VOIR CIVILISER



SUPERFICIE TOTALE DU BÂTIMENT 82,751 pl.ca.

6 047 879  
S: 27 983,5 m<sup>2</sup>  
S: 28 057,5 m<sup>2</sup>

DÉPOT NEIGE 893m<sup>2</sup>

BASSIN DE RÉTENTION (VOIR CIVIL)

| NO | DESCRIPTION                                      | REQUIS   | FOURNI     | SANS OBSTACLE |
|----|--|--|------------|---------------|
| 1  | Changement d'usage                               | <input checked="" type="checkbox"/> Nouveau                                    |            |               |
| 2  | Usage Principale                                 | <input checked="" type="checkbox"/> Usage Secondaire                           |            |               |
| 3  | Alte du bâtiment (Emprunt au sol)                | Total 7 997,83 m <sup>2</sup>  | 14,12      |               |
| 4  | Nombre d'étage au niveau du sol                  | 1 ÉTAGE  | 3,2,1,1    |               |
| 5  | Mezzanines Secteur A (usage secondaire groupe D) | 20m <sup>2</sup>   |            |               |
| 6  | Mezzanines Salle de compresses                   | 30m <sup>2</sup>   |            |               |
| 7  | Alte totale mezzanine (base building)            | 50m <sup>2</sup>   | 3,2,1,1,4  |               |
| 8  | Nombre de locaux sur rue / voie d'accès          | 3 RUES   | 3,2,2,6    |               |
| 9  | Classification du bâtiment                       |  | 3,2,2,6    |               |
| 10 | Système de glaciers proposés                     | <input checked="" type="checkbox"/> Bâtiment en entier                         | 3,2,2,6    |               |
| 11 | Alarme incendie requise                          | <input checked="" type="checkbox"/> Pour habitation ou toit                    | 3,2,4,1    |               |
| 12 | Vide d'écoulement                                | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non           | 3,2,5,4    |               |
| 13 | Raisonné incendie                                | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non           | 3,2,5,6    |               |
| 14 | Canalisation incendie requise                    | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non           | 3,2,5,8    |               |
| 15 | Bâtiment de grande hauteur                       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non           | 3,2,6,1    |               |
| 16 | Construction permise                             | <input checked="" type="checkbox"/> Contrainte                                 | 3,2,2,6    |               |
| 17 | Construction permise                             | <input checked="" type="checkbox"/> Contrainte et incombustible                |            |               |
| 18 | Construction permise                             | <input checked="" type="checkbox"/> Sans base d'origine et incombustible       |            |               |
| 19 | Nombre personnes total du bâtiment               | Total: 41  | 3,1,17,1,2 |               |
| 20 | Conception sans obstacles                        | Conforme: <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | 3,4        |               |
| 21 | Matériaux et opérations dangereux                | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non           | 3,1,1,2    |               |
| 22 | Matériaux et opérations dangereux                | Conforme: <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | 3,2,3      |               |
| 23 | Matériaux et opérations dangereux                | Conforme: <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | 3,2,2      |               |

| RAPPORT ESPACE VERT / TERRAIN |                           | ZONAGE 1 500 INDUSTRIE |                                   |
|-------------------------------|---------------------------|------------------------|-----------------------------------|
| BANDE VERDURE: AVANT          | 8,701 41 m <sup>2</sup>   | 810,82 m <sup>2</sup>  | BÂTIMENT SOCLE                    |
| BANDE VERDURE: CÔTÉ GAUCHE    | 2,802 93 m <sup>2</sup>   | 260,43 m <sup>2</sup>  | HAUTEUR D'ÉTAGE                   |
| BANDE VERDURE: CÔTÉ DROIT     | 27,796 73 m <sup>2</sup>  | 250,28 m <sup>2</sup>  | HAUTEUR PLANT                     |
| BANDE VERDURE: ARRIÈRE        | 2,280 09 m <sup>2</sup>   | 201,30 m <sup>2</sup>  | MARGE LATÉRALE                    |
| ILOTS VERDURE                 | 43,691 87 m <sup>2</sup>  | 409,11 m <sup>2</sup>  | MARGE ARRIÈRE                     |
| BASSIN RÉTENTION              | 11,164 84 m <sup>2</sup>  | 103,07 m <sup>2</sup>  | COEFFICIENT OCCUPATION            |
| TOT VERT                      | 8,264 87 m <sup>2</sup>   | 803,85 m <sup>2</sup>  | SURFACE LOT (100 m <sup>2</sup> ) |
| TOTAL                         | 102,005 96 m <sup>2</sup> | 990,13 m <sup>2</sup>  | COEFFICIENT D'ÉTAPEMENT           |
|                               |                           |                        | COEFFICIENT D'ÉTAPEMENT           |

| SUIET                                | CLAUSE   | REQUIS  | FOURNI   |
|--------------------------------------|----------|---|--|
| STATIONNEMENT                        | 4.15     | 1 CASE/1000 M <sup>2</sup> DE PLANCHER DE BUREAUX + 1 CASSEMENT DANS LA ZONE DE PRODUCTION (20 EMPLOYÉS) = 20 cases | 20 cases   |
| ARBRES (PLANTATION)                  | 4.27     | 1 arbre 20000 20 3700 / 20000 + 102 arbres  | VOIR PLAN AMÉNAGEMENT PAYSAGÉ POUR 4 DES ARBRES FOURNA |
| ARBRES (REMPLACEMENT)                | 4.27     | TOUT ARBRE ABATU DOIT ÊTRE REPLACÉ DANS LES 180 JOURS SUIVANTS À LA DÉMOLITION DU PERMIS D'AMÉNAGEMENT              | DÉMOGRAPHIE ANNUELLE REQUIS                            |
| STATIONNEMENT DES VÉLOS              | 4.147    | 10000 + 1 x 10000000  | 7 887 800 + 8 UNITÉS                                   |
| UNITÉS DE CHARGEMENT ET DÉCHARGEMENT | 4.15.1.6 | 2 unités pour supports de plancher 100000   | 3 UNITÉS DÉMOGRAPHIE ANNUELLE REQUIS POUR LE SITE COUR |

Entrepreneur de travaux, sous sa propre responsabilité, vérifier toutes les dimensions et conditions sur le site et avant l'architecte et le chargé de projet de la ville de Montréal de toutes erreurs, omissions ou contradictions pour clarification avant le début des travaux.

Ne pas mesurer directement les dimensions du dessin. Ce dessin ne pourra être utilisé pour la construction qu'après avoir été signé par ses experts-conseils.

Plans c16

Services professionnels

MD GROUPE TIRU

POMERLEAU

MACHINEX

CONSULTANTS:

STENDEL + ROCH architecture

LES CONSEILERS ECA CONSULTANTS INC.

exp.

Groupe ROUSSEAU LEFEBVRE design + environnement

| NO | DESCRIPTION                    | DATE           |
|----|--------------------------------|----------------|
| T  | POUR 100% REVISE               | DV8 2018.06.08 |
| S  | POUR RELOCALISATION DEPOUSSEUR | DV8 2018.04.27 |
| R  | POUR POMERLEAU                 | DV8 2018.04.16 |
| Q  | POUR PERMIS                    | DJ 2018.03.21  |
| U  | APPROBATION 100%               | DV8 2018.03.19 |
| N  | EMIS POUR PHA                  | DJ 2018.02.13  |
| M  | EMIS POUR PHA                  | DJ 2018.02.09  |
| L  | EMIS POUR PHA                  | DJ 2018.02.06  |
| K  | EMIS POUR PHA                  | DJ 2018.02.05  |
| J  | EMIS POUR PHA                  | DJ 2018.02.01  |
| H  | EMIS POUR COORDINATION         | DJ 2018.01.12  |
| G  | EMIS POUR COORDINATION         | DJ 2018.01.11  |
| F  | EMIS POUR COORDINATION         | AT 2018.01.10  |
| E  | EMIS POUR COORDINATION         | AT 2018.01.08  |
| D  | EMIS POUR COORDINATION         | AT 2018.01.05  |
| C  | PLAN 30%                       | AT 2017.12.20  |
| B  | EMIS POUR COORDINATION         | AT 2017.12.18  |
| A  | EMIS POUR COORDINATION         | AT 2017.12.18  |

| NO | DESCRIPTION      | DATE           |
|----|------------------|----------------|
| 1  | POUR 100% REVISE | DV8 2018.06.08 |

SCAUX

Montréal

TITRE DU PROJET: CENTRE DE TRI - CTMR

FRANÇOIS LENOIR MONTREAL, QUÉBEC

TITRE DU PLAN: PLAN D'IMPLANTATION

NUMÉRO: 1171

ANNÉE: 14645

CONTRAT TRAV : CONTRAT PROF :

DESIGNÉ PAR: VERIFIÉ PAR: DESTINAIRE: DJ AIR SR

DATE: 2018-03-12

ÉCHELLE: 1:300

FEUILLE: A-100

PROJET: M\_117121.AFOU A-100 plan d'implantation.dwg

## Devis d'opération

**CONTRAT POUR LE TRAITEMENT DES MATIÈRES RECYCLABLES ET  
CONCERNANT L'EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI**

### ANNEXE 2

#### Version signature du contrat

| Date  | Justification        | Approuvé par |
|-------|----------------------|--------------|
| 2020- | Signature du contrat | Arnaud Budka |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |

# 1 Généralités

## 1.1 Objet

- 1.1.1 Ce document présente les paramètres techniques d'opérations incluant mais sans s'y limiter la capacité du Centre de tri et la performance qui doit être visée par l'Entrepreneur.

## 1.2 Révision

- 1.2.1 Le Devis d'exploitation sera révisé annuellement ou lorsque des changements aux conditions d'exploitation le justifieront
- 1.2.2 Les changements devront être approuvés par le Directeur suite à une demande écrite.

## 1.3 Territoires visés

La liste des territoires composants le secteur Ouest de l'agglomération de Montréal : est la suivante :

- Ahuntsic-Cartierville
- Baie-d'Urfé
- Beaconsfield
- Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- Côte Saint-Luc
- Dollard-des-Ormeaux
- Dorval
- Hampstead
- Île-Bizard–Sainte-Geneviève
- Kirkland
- Lachine
- LaSalle
- Le Sud-Ouest
- Montréal-Ouest
- Outremont
- Pierrefonds-Roxboro
- Pointe-Claire
- Sainte-Anne-de-Bellevue
- Saint-Laurent
- Senneville
- Verdun
- Ville-Marie
- Westmount
- Mont-Royal

# 2 Administration et gestion

## 2.1 Suivi des opérations

De façon fréquente et en fonction des besoins de part et d'autre, l'Entrepreneur organisera des rencontres de coordination pour discuter des résultats, des projets et des enjeux au niveau des opérations du Centre de tri. L'Entrepreneur s'engage à assurer une correspondance permanente, aux besoins de la Ville pour toutes questions ou échanges associées au présent contrat. Un ordre du jour doit être produit par l'Entrepreneur pour ces réunions.



- 2.1.1 L'Entrepreneur devra fournir mensuellement un rapport d'opération contentant les éléments suivants :
- Tonnage de Matières à trier réceptionnées
  - Tonnage de chargements complets ou partiels des Matières refusées incluant la raison du refus
  - Tonnage de Matières triées
  - Tonnage de Rejets expédiés
  - Tonnage de chaque type de Matières vendues et expédiées incluant les RDD
  - Disponibilité du Centre de tri
  - Nombre d'heures d'arrêts planifiés
  - Nombre d'heures d'arrêts non-planifiés
  - Efficacité du Centre de tri (tonnage/heure)
  - Inventaire (Rejets, Matières non triée, Matière triée)
- 2.1.2 L'Entrepreneur devra fournir mensuellement un rapport sur la vente des Matières contentant les éléments suivants :
- Tonnage de chaque type de Matières vendues et expédiées
  - Prix mensuel moyen obtenus global et pour chacune des Matières (\$/t)
  - Destination de chaque Matières (nom de la compagnie, adresse, nom du contact, téléphone du contact, utilisation prévue de chaque type de matières)
- 2.1.3 Les rapports prévus dans cette section devront être fournis avec la facturation par courrier et en version électronique. La version électronique devra être en format « excel ».

## 2.2 Audits matières

- 2.2.1 Afin de connaître la composition des Matières entrantes, la performance des Installations et de compléter la réception définitive des Installations si elle n'est pas complétée avant le début du présent contrat, la Ville procédera à des caractérisations des Matières au Centre de tri.
- 2.2.2 La Ville retiendra à ses frais les services d'une entreprise spécialisée indépendante pour la réalisation des caractérisations de la Matière entrante, des Rejets et de la Matière sortante. Les caractérisations se feront selon les critères suivants:
- Matières recyclables à trier entrantes : 50 échantillons de 50 kg par an
  - Matières vendues : 25 échantillons de 25 kg par an pour chaque type requis sauf verre



- Verre vendu : 25 échantillons de 2 kg par an pour chacune des granulométries
- Rejets : 25 échantillons de 25 kg par an

2.2.3 L'Entrepreneur devra collaborer avec l'entreprise externe chargée de faire les caractérisations des Matières entrantes et sortantes et devra fournir la main d'œuvre et la machinerie requises pour recueillir les échantillons et les transporter jusque dans la salle de caractérisation selon les directives de l'entreprise spécialisé.

## 2.3 Visite des Installations

2.3.1 L'Entrepreneur est responsable de tenir à l'accueil un registre des visiteurs et/ou des groupes de visite indiquant, entre autres, la date et les heures d'entrée et de sortie.

# 3 Opérations

## 3.1 Horaire de réception

3.1.1 Assurer la réception des Matières du lundi au vendredi de 7h à 23h et, à la demande du Directeur, jusqu'à 5 samedis par année de contrat de 10h à 19h, suivant un préavis de 7 jours;

3.1.2 Assurer la réception des Matières recyclables durant les jours fériés à l'exception de la journée de Noël et de celle du jour de l'An.

## 3.2 Réception, acceptation et refus des Matières recyclables

3.2.1 L'Entrepreneur doit peser toute la Matière reçue sur le site ou expédiée et enregistrer l'information suivante.

### Réception

- Date
- Heure d'entrée
- Heure de départ
- Nom du centre
- Nom du collecteur
- Numéro de transaction
- Numéro d'identification du camion
- Provenance des matières
- Type de matériel
- Poids à l'entrée (plein) (kg)
- Poids à la sortie (vide) (kg)





- Poids net (kg)
- Identification du responsable de la pesée

#### Expédition

- Date
- Nom du centre
- Nom de l'acheteur ou destination
- Nombre de ballots de matière expédiée
- Type de matière expédiée
- Poids net (kg) de matière par type

3.2.2 L'Entrepreneur doit être en mesure de respecter un délai d'attente ne dépassant pas 20 minutes entre les pesées avant et après déchargement et 30 minutes total sur le Site;

3.2.3 L'autorisation des déchargements se fait à l'aide de code d'accès que les transporteurs doivent inscrire à la borne de la balance. L'Entrepreneur est en charge de maintenir la liste des codes autorisés et de la modifier selon les contrats en vigueur sur demande du Directeur

3.2.4 L'Entrepreneur devra collaborer à la mise en place d'un système électronique d'autorisation des livraisons en place des codes d'accès utilisé présentement.

### 3.3 Résidus domestiques dangereux (RDD)

3.3.1 L'Entrepreneur est responsable d'inspecter les Matières recyclables à trier livrées au Centre de tri pour y identifier la présence de Résidus domestiques dangereux (RDD) idéalement avant le début du Traitement ou au plus tard à l'étape du pré-tri. L'Entrepreneur doit retirer les RDD identifiés, les ségréger dans une zone d'entreposage sécuritaire avant leur transport vers un lieu de traitement autorisé selon la loi et les règlements en vigueur.

### 3.4 Tri des Matières recyclables

3.4.1 L'Entrepreneur doit être mesure de traiter jusqu'à 100 000 Tonnes par année ou 10 000 Tonnes par mois de Matières à trier pour accommoder les variations mensuelles.

3.4.2 L'Entrepreneur est responsable de trier les Matières en respect de la capacité des Installations.

3.4.3 L'Entrepreneur ne pourra exploiter le Centre de tri à une capacité supérieure à sa capacité maximale de conception, soit 40 t/h t/a sans avoir obtenu au préalable une autorisation écrite du Directeur ou au-delà de 120 000 sans avoir en plus un Certificat d'autorisation à cet effet.



3.4.4 Lorsque les Matières sont acceptées, l'Entrepreneur doit débiter le Tri le plus tôt possible. Toutes les Matières doivent pouvoir être traitées par priorité selon l'ordre d'arrivée (système premier entré, premier sorti).

3.4.5 Un maximum des matières recyclables conformes entrantes doit être mis en marché sur une base mensuelle selon les catégories suivantes :

- Fibres :
  - Imprimés sur papier journal
  - Autres emballages et imprimés de fibres
  - Carton ondulé
  - Contenants multicouches
- Verre :
  - Verre mélangé
- Métal :
  - Métaux ferreux
  - Aluminium non consigné
  - Aluminium consigné
- Plastique :
  - PET
  - HDPE
  - Autres plastiques rigides #3, #4, #5 et #7
  - Gros plastiques
  - Pellicules plastiques

3.4.6 Les taux de captation et qualité par Matière recyclable demandé à cette section doivent être atteints sur une base mensuelle. Les taux devront être confirmés lors de la fin de la mise en service et pourront être ajustés pour répondre à une évolution du marché sur approbation du Directeur.

|   | Taux captation minimal | Ballots optimal  | Seuil min dans ballot optimal | % Pureté | base pureté           | Commentaires  |
|---|------------------------|------------------|-------------------------------|----------|-----------------------|---|
| Imprimés sur papier journal                               | 98%                    | journal          | 80%                           | 95%      | % fibre               | Si ce grade est produit                                       |
| Papier mixte (combinaison de journal, mix et carton plat) | 90%                    | SO               | SO                            | 90%      | % fibre               | pour marché domestique  |
| Carton (OCC)  | 98%                    | Ondulé           | 80%                           | 90%      | % OCC                 |   |
| Contenants multicouches                                   | 93%                    | Multicouches     | 80%                           | à venir  | à venir               | qualité à définir avec acheteurs lorsqu'identifiés            |
| PET TOTAL   | 95%                    | PET              | 80%                           |          |                       |   |
| PET CLAIR   | à venir                | à venir          | à venir                       | 95%      | % PET clair           | à définir suivant mise en service                             |
| PET COLORÉ  | à venir                | à venir          | à venir                       | à venir  | % PET                 | à définir suivant mise en service                             |
| HDPE TOTAL  | 95%                    | HDPE             | 80%                           | à venir  |                       |   |
| HDPE Naturel  | à venir                | à venir          | à venir                       | 90%      | % HDPE Nat            | à définir suivant mise en service                             |
| HDPE Coloré   | à venir                | à venir          | à venir                       | 80%      | % HDPE                | à définir suivant mise en service                             |
| Autres plastiques rigides                                 | 80%                    | SO               | SO                            | à venir  |                       | à définir suivant mise en service et selon marchés identifiés |
| Pellicules plastiques / sacs de plastique                 | 75%                    | Pellicules       | 60%                           | à venir  |                       | à définir suivant mise en service                             |
| Métaux ferreux  | 97%                    | Ferreux          | 97%                           | 85%      | % métaux              |   |
| Aluminium consigné  | 95%                    | Alu consigné     | 90%                           | 97%      | % aluminium           | Pureté selon exigences pour consigne en vrac                  |
| Aluminium non-consigné                                    | 95%                    | Alu non-consigné |                               | 90%      | % aluminium           |   |
| Verre toutes granulométries                               | 95%                    | Verre            | 95%                           | 88%      | % verre, incluant CSP | pureté à revoir après mise en service système ÉEQ             |



3.4.7 Les Matières recyclables doivent être triées pour respecter les spécifications du marché de la revente.

## **4 Services et utilités**

### 4.1 Système d'égout pluvial et sanitaire

4.1.1 L'Entrepreneur est responsable de s'assurer que les effluents s'écoulant vers les égouts sanitaires de la Ville respectent la réglementation en vigueur et le Certificat d'autorisation en tout temps.

4.1.2 L'Entrepreneur est responsable de s'assurer que les effluents s'écoulant vers les égouts pluviaux ou le point de rejet désigné de la Ville et les milieux naturels respectent la réglementation en vigueur et le Certificat d'autorisation en tout temps.

4.1.3 L'Entrepreneur est responsable de s'assurer que les systèmes d'écoulement et de pompage des eaux sanitaires et pluviales soient maintenus en bonne condition et libre de tout débris, déblais, sable, gravier, et tous autres matériaux qui pourraient bloquer ou autrement affecter l'efficacité de drainage des eaux pluviales.

## **5 Entretien, réparation et remplacement**

### 5.1 Programme d'entretien

5.1.1 L'Entrepreneur est responsable de la gestion de l'entretien comprenant les éléments reconnus dans l'industrie. Sans limiter la généralité de ce qui précède, la gestion de l'entretien doit inclure les éléments suivants :

- a) Fourniture et utilisation d'un logiciel spécialisé de planification et de gestion de l'entretien. Dans un but d'uniformité entre les différents centre de traitement du service de l'environnement, le logiciel Maximo est préféré mais une alternative pourrait être acceptée par le Directeur;
- b) Élaboration des procédures d'entretien en respect des données des fabricants;
- c) Formation du personnel;
- d) Gestion des sous-entrepreneurs;
- e) Élaboration d'un programme prévisionnel de maintenance préventive;
- f) Élaboration d'un historique de l'entretien effectué;
- g) Élaboration d'une liste de pièces de remplacement et de consommables;
- h) Élaboration d'un calendrier de gros entretien-renouvellement des équipements;



- 5.1.2 Rédiger et exécuter un programme de gestion de l'entretien couvrant l'ensemble des Installations, équipements et véhicules qu'il exploite et devant rencontrer les objectifs de fiabilité qu'il fixera selon ses obligations contractuelles.
- 5.1.3 Le programme de gestion de l'entretien doit respecter les bonnes pratiques dans le domaine et les instructions des fabricants d'équipement.
- 5.1.4 Le programme doit au minimum comprendre l'entretien correctif (palliatif ou curatif) et préventif (systématique et/ou conditionnel).
- 5.1.5 De façon générale, le programme de gestion de l'entretien a comme objectif de maintenir les Installations en bon état, apte à la réception, au Tri des Matières recyclables selon sa disponibilité et performance contractuelle et atteindre la durée de vie pour laquelle elles ont été conçues.
- 5.1.6 Le programme de gestion de l'entretien doit viser à maintenir la sécurité, la protection de l'environnement, les performances du procédé, à prévenir la corrosion et l'usure prématurée, à maintenir l'intégrité mécanique et structurelle et à maintenir les performances exigées au contrat, et les fonctionnalités d'origine des équipements ou de les améliorer si l'Entrepreneur le juge requis.

## 5.2 Entretien extérieur sur le Site

- 5.2.1 L'Entrepreneur est responsable d'entretenir toutes les aires extérieures du Site, incluant le déneigement et le déglçage, l'aménagement paysager complet (arrosage, tonte du gazon, contrôle des mauvaises herbes, protection des arbustes pour l'hiver, etc.).
- 5.2.2 L'Entrepreneur doit ramasser les Matières provenant des opérations qu'elles se trouvent sur le Site ou sur les terrains voisins afin d'assurer la propreté des lieux et du voisinage.
- 5.2.3 L'Entrepreneur doit éliminer ou gérer l'eau stagnante sur le Site pour minimiser toute forme de nuisance dont la prolifération des insectes, l'attraction de la vermine et le dégagement d'odeurs.

## 5.3 Entretien de la balance

- 5.3.1 L'Entrepreneur doit entretenir et faire calibrer la balance par une entreprise spécialisée.
- 5.3.2 La balance devra être calibrée au moins deux fois par année et le certificat devra être fourni au Directeur.



## 6 Environnement, sécurité, protection et propreté

### 6.1 Propreté

6.1.1 L'Entrepreneur ne doit pas entreposer du matériel, des pièces ou des équipements à l'extérieur du Centre de tri, à moins qu'il n'ait obtenu au préalable une autorisation écrite du Directeur, et en tout respect de la réglementation locale et du Certificat d'autorisation.

### 6.2 Contrôle et gestion des nuisances

6.2.1 L'Entrepreneur est responsable de mettre en place et d'exécuter les contrôles requis pour que l'exploitation du Centre de tri ne cause aucune nuisance sur ou en périphérie du Site, incluant l'éparpillement de Matières, les poussières, les dépôts sauvages, les odeurs, les bruits et vibrations excessifs, en provenance des Installations et vers l'extérieur des limites du Site.

6.2.2 À n'importe quel moment, si des problèmes de nuisance comme la propreté du Site et du voisinage, les poussières, les odeurs, la vermine, les oiseaux, les dépôts sauvages, le bruit et la vibration, la pollution lumineuse ou toute autre nuisance est générée sur le Site, l'Entrepreneur est responsable de prendre les mesures correctives appropriées dans son plan de contingence immédiatement lorsqu'il prend connaissance du problème ou qu'il en est informé par le Directeur ou un tiers.

6.2.3 Si le plan de contingence ne donne pas les résultats escomptés et que les problèmes de nuisance ne sont pas résolus à la satisfaction du Directeur, le Directeur en informera dûment l'Entrepreneur, et pourra mandater une tierce partie experte pour analyser le problème et émettre des mesures correctives ou prendre en charge les activités et travaux appropriés pour résoudre le problème, en créditant les coûts associés des factures mensuelles ou de toute autre retenue contractuelle, le cas échéant. L'Entrepreneur doit accepter les recommandations de tierces parties expertes et les mettre en œuvre à ses propres frais, à la demande du Directeur.

### 6.3 Contrôle et gestion des poussières

6.3.1 L'Entrepreneur doit appliquer les mesures suivantes pour contrôler la concentration de poussières dans les Installations et celle produite par les opérations se déroulant sur le Site :

- a) Nettoyer régulièrement les surfaces pavées extérieures avec un balai mécanique pour minimiser l'accumulation de débris et de Matières;
- b) Balayer régulièrement l'accumulation de Matières et de Rejets sur les planchers des zones de circulation, de réception, d'expédition et de Tri;
- c) Nettoyer aussi fréquemment que requis les conduites du système



de ventilation, de transport de matériel et de collecte de poussière afin d'éliminer l'encrassement et la croissance de microorganismes dans les conduites et les équipements;

- d) Nettoyer périodiquement les poutres structurales, les appareils d'éclairage, les puits de lumière, les équipements et les autres surfaces de la section du bâtiment abritant les opérations de déchargement, de Tri et d'expédition.

#### 6.4 Gestion du péril aviaire et autres vecteurs

6.4.1 L'Entrepreneur doit réaliser et mettre en place un programme spécifique pour prévenir, mitiger et gérer le péril aviaire en respect des critères du Certificat d'autorisation, à la satisfaction du Directeur

6.4.2 Au minimum, ce programme doit inclure les mesures suivantes :

- a) Installation de dispositifs adéquats sur les surfaces pouvant servir de perchoir pour les oiseaux;
- b) Plan d'aménagement paysager conçu pour minimiser les zones propices au repos et à l'alimentation des oiseaux;
- c) Formation obligatoire pour le dénombrement d'oiseaux (MEBI) pour les employés;
- d) Mettre en place un registre des interventions et des tâches réalisées;
- e) Garder les portes fermées du bâtiment de réception et d'expédition, sauf pour permettre l'entrée/sortie des camions;
- f) Minimiser le temps d'attente des camions sur le Site en assurant l'efficacité des opérations de déchargement et de gestion des mouvements de camion sur le Site.
- g) L'Entrepreneur est responsable de voir à ce que les Installations et l'exploitation ne causent aucune augmentation du risque que représente la présence d'oiseaux pour la sécurité aérienne.

6.4.3 L'Entrepreneur peut retenir les services d'une compagnie de gestion parasitaire pour surveiller et contrôler les parasites (insectes nuisibles, petit animaux, etc.) à la satisfaction du Directeur.

#### 6.5 Inspection journalière du Site

6.5.1 L'Entrepreneur doit réaliser une inspection journalière (tournée) du Site au début et à la fin de chaque journée de travail pour vérifier la propreté du Site, le niveau d'odeur et s'assurer que le Centre de tri est opéré en respect des exigences du Certificat d'autorisation. Les résultats de ces inspections doivent être inscrits dans un journal de bord.

#### 6.6 Suivi environnemental

6.6.1 L'Entrepreneur est responsable de mesurer et de consigner à



l'intérieur d'un registre toutes les données nécessaires à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre (GES) selon le Plan de surveillance rédigé par la Ville de Montréal, les exigences des normes de la série ISO- 14064 et les autres exigences des autorités compétentes.

- 6.6.2 Un programme de gestion environnemental qui définit les rôles et responsabilités des personnes impliquées, surveille et documente la conformité avec les exigences réglementaires

À l'intérieur de ce programme, une certification à la norme ISO 14 001 est requise au plus tard 12 mois suivant la date de début du contrat et devra être maintenu jusqu'à la fin du contrat Les documents relatifs à la certification et au système de suivi devront être remis à la Ville à la fin du contrat.

## **7- OCTROI DE CONTRATS**

Les modalités concernant l'octroi des contrats, la Partie responsable du paiement, leur niveau d'approbation ainsi que leur traitement fiscal est déterminé à l'annexe A du présent document. Lorsque l'octroi d'un contrat requiert l'approbation du Directeur, ce dernier s'engage à fournir une réponse à l'Entrepreneur dans un délai de 30 jours suivant la réception de la demande. Si la dépense que représente ce contrat est égale ou supérieure à 100 001\$, la réponse que fournira le Directeur aura pour objet d'aviser l'Entrepreneur s'il compte ou non recommander aux instances décisionnelles compétentes, l'octroi de tel contrat.



## Systeme de traitement du verre

**CONTRAT POUR LE TRAITEMENT DES MATIÈRES RECYCLABLES ET  
CONCERNANT L'EXPLOITATION  
DU CENTRE DE TRI**

### ANNEXE 3

#### Version signature du contrat

| Date  | Justification        | Approuvé par |
|-------|----------------------|--------------|
| 2020- | Signature du contrat | Arnaud Budka |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |
|       |                      |              |



## 1. GÉNÉRALITÉS

### 1.1. Contexte

- 1.1.1. Créé à l'initiative des entreprises qui mettent sur le marché québécois des contenants, des emballages et des imprimés, Éco Entreprises Québec (ÉEQ) est un organisme privé sans but lucratif agréé par RECYC-QUÉBEC en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement depuis 2005. Éco Entreprises Québec (ÉEQ) est l'organisme qui élabore le Tarif et perçoit la contribution des entreprises, laquelle est ensuite redistribuée afin de financer les services municipaux de collecte sélective au Québec.
- 1.1.2. Dans le cadre de son plan Verre l'innovation, ÉEQ investit dans plusieurs centres de tri avec comme objectif d'améliorer le recyclage du verre issu de la collecte sélective au Québec. ÉEQ fournira un système de traitement du verre pour le nouveau centre de tri de la Ville de Montréal de manière à permettre le traitement performant du verre de Montréal et ainsi en faire l'un des plus gros générateurs de verre de qualité issu de la collecte sélective au Québec. Ce système sera installé par l'entreprise (l'installateur) choisie par ÉEQ .
- 1.1.1. Dans le cadre de son plan *Verre l'innovation*, ÉEQ travaille également à développer une diversité de marchés pour le verre issu de la collecte sélective au Québec.
- 1.1.3. Clauses relative à l'installation ne sont valables que si l'installation n'est pas complétée au début du contrat.

### 1.2. Révision

- 1.2.1. Le devis d'exploitation sera révisé annuellement ou lorsque des changements aux conditions d'exploitation le justifieront
- 1.2.2. Les changements devront être approuvés par le Directeur suite à une demande écrite.

## 2. RESPONSABILITÉ

### 2.1. Ville

- 2.1.1. La Ville rend disponible à l'Entrepreneur le système de traitement du verre fourni par ÉEQ pour utilisation et intégration aux autres équipements du centre de tri.

### 2.2. Éco Entreprises Québec

- 2.2.1. ÉEQ fournit à la Ville les équipements du système de traitement du verre, incluant leurs panneaux de contrôle.
- 2.2.2. ÉEQ fournit également à la Ville l'installation des équipements du système de traitement du verre, le raccordement électrique des moteurs des équipements

et des instruments jusqu'au panneau principal de contrôle du système de traitement du verre, ainsi que le raccordement des plaques chauffantes aux 2 panneaux secondaires, et le raccordement des conduites d'air comprimé du système de traitement du verre jusqu'au point de raccordement spécifié.

- 2.2.3. ÉEQ et son installateur, incluant leurs sous-traitants, se conforment aux directives de l'Entrepreneur concernant la santé-sécurité, l'accès au Centre de tri ainsi que toutes directives relevant du rôle de maître d'œuvre.
- 2.2.4. ÉEQ pourra prendre livraison jusqu'à 2000 tonnes de verre produit par le système de traitement du verre afin de tester des débouchés pendant la première année d'utilisation des équipements. ÉEQ se réserve le droit d'acheminer ce verre, à ses frais, vers des conditionneurs/recycleurs de son choix par l'entremise de l'Entrepreneur ou un tiers transporteur.

### **2.3. Entrepreneur**

- 2.3.1. L'Entrepreneur doit donner une formation sur la santé-sécurité au Centre de tri au personnel de ÉEQ et de l'installateur du système choisi par ÉEQ.
- 2.3.2. L'Entrepreneur doit permettre l'accès au secteur requis pour l'installation du système au personnel de ÉEQ, de l'installateur, ainsi que leurs sous-traitants autorisés ASP et qu'ils suivent une formation sur les risques spécifiques au CTMR donné par l'Entrepreneur.
- 2.3.3. L'Entrepreneur doit permettre l'accès au site à ÉEQ lors de l'opération pour la réalisation d'activités de suivi des performances des équipements (caractérisations et autres indicateurs de performance). Chaque visite sera précédée d'un avis d'au moins 24 heures. Des visites du système de traitement du verre, dans le cadre d'activités de relation publique organisées par ÉEQ pourront également avoir lieu avec l'approbation du Directeur.
- 2.3.4. L'Entrepreneur doit fournir les services (air comprimé, électricité, protection incendie, communication) tel que requis pour le raccordement du système de traitement du verre.
- 2.3.5. L'Entrepreneur est responsable d'assurer l'alimentation en continu du système de traitement de verre par convoyeur.
- 2.3.6. L'Entrepreneur doit collaborer avec la Ville, ÉEQ et l'installateur choisi par ce dernier afin d'intégrer adéquatement le système de traitement du verre aux autres équipements du centre de tri.
- 2.3.7. L'Entrepreneur est responsable d'opérer le système de traitement du verre conformément aux exigences du contrat s'appliquant au reste des Installations.
- 2.3.8. L'Entrepreneur est responsable d'entretenir le système de traitement du verre selon les recommandations du fabricant et de l'installateur du système et selon les exigences du contrat.

- 2.3.9. L'Entrepreneur est responsable de la mise en marché du verre produit et de la gestion des rejets au même titre que pour les autres matières incluses au contrat à l'exception du verre dont ÉEQ pourrait se porter propriétaire. Le verre produit ne doit en aucune façon être envoyé dans des sites d'enfouissement. Le verre produit doit être acheminé vers des conditionneurs/recycleurs aux fins de recyclage. Toutefois, par mesure exceptionnelle, et ce pour une période limitée dans le temps, et sur approbation du Directeur seulement, le verre peut être valorisé comme matériel de recouvrement ou utilisé pour les fonds de routes dans des sites d'enfouissement, si les lois et règlements le permettent.
- 2.3.10. L'Entrepreneur doit prendre les moyens nécessaires pour favoriser la valorisation des rejets du système de traitement du verre.
- 2.3.11. L'Entrepreneur doit déléguer le personnel requis pour suivre les formations données par ÉEQ ou l'installateur du système sur l'opération, la maintenance et l'entretien ainsi que sur l'échantillonnage et la caractérisation du verre.
- 2.3.12. L'Entrepreneur s'engage à collaborer avec ÉEQ concernant la logistique permettant la réalisation des tests de débouchés, tel que mentionné à l'article 2.2.4.

### 3. DESCRIPTION DU PROCÉDÉ DE TRAITEMENT

#### 3.1. Description

- 3.1.1. Le système de traitement du verre fourni par ÉEQ débute au convoyeur d'alimentation
- 3.1.2. Le système comprend un convoyeur réversible pour l'alimentation du système. En cas de bris ou de blocage de l'un des équipements, ce convoyeur réversible permet de dévier le verre vers la réserve de rejets sous le système
- 3.1.3. Un tamis permettra la séparation en deux granulométries en plus de séparer certains contaminants
- 3.1.4. L'aspiration des contaminants légers se fera par deux équipements de type Zig Zag.

#### 3.2. Capacité du système

- 3.2.1. Le système est conçu pour traiter un débit maximal de 6,2 tonnes à l'heure de verre issu d'équipements de séparation granulométrique tels que des cribles ou d'un trommel qui seront installés en amont du système de traitement du verre par l'Entrepreneur.

## 4. EXIGENCES OPÉRATIONNELLES DU SYSTÈME

### 4.1. Intrants

- 4.1.1. Afin de rencontrer les spécifications de qualité du verre produit à la sortie et décrit à l'article 4.2, le verre à l'entrée du système de traitement du verre doit respecter les critères suivants :

| Critères du verre à l'entrée du système                            |       |  |          |
|--|-------|--|----------|
| Densité minimale (tonne/m <sup>3</sup> )                           |       | 0.7 (tonne/m <sup>3</sup> )  |          |
| Débit maximal (tonne/heure)  | verre | à  | l'entrée |
|  |       | 6,2 (tonne/heure)  |          |
| Taux d'humidité maximal  |       | 6 %  |          |
| Composition massique minimale en verre                             |       | 85 %   |          |
| Composition massique maximale en matières organiques               |       | 1 %  |          |
| Composition massique de bouchons de métal, opercules et couvercles |       | 1 %  |          |
| Granulométrie à l'entrée du système de traitement du verre         |       | Le verre alimentant le système de traitement du verre ne doit pas subir de broyage ou de réduction excessive de sa taille  |          |
| Inclusions   |       | Bouteilles de verre entières de 300 mm ou moins, couvercles, papier, plastiques provenant de la collecte sélective   |          |
| Exclusions   |       | Bois, textiles, petits aimants permanents (« pot magnets »), longs objets autres que du verre de plus de 200 mm et matières résiduelles dangereuses tels que matières radioactives, produits pétroliers, seringues et aiguilles, ainsi que les métaux ferreux et non-ferreux hors-formats ou denses. |          |

- 4.1.2. Le système ne peut être utilisé que pour le traitement du verre issu de la matière triée au centre de tri de la Ville de Montréal situé à Lachine.

### 4.2. Qualité du verre produit

- 4.2.1. Le verre sera produit en 2 grades soit :
- Environ 12mm et moins
  - Environ 12mm à 50mm.

Le verre produit d'environ 12mm et moins ne doit pas contenir plus de 5 % de contaminants.

La qualité du verre d'environ 12mm à 50mm ne doit pas contenir plus de 4-7 % de contaminants.

Dans tous les cas, la qualité globale du verre produit est tributaire de la qualité de l'opération et de l'entretien du système de même que du respect de la qualité de la matière à l'entrée spécifié à l'article 4.1.1.

#### **4.3. Contaminants rejetés**

- 4.3.1. L'Entrepreneur est responsable de la manipulation et de la gestion des contaminants extraits du verre. Les contaminants proviendront des systèmes d'aspiration, du tamis ainsi que des cyclones.

#### **4.4. Mise en marché du verre**

- 4.4.1. L'Entrepreneur doit s'assurer que le verre produit est recyclé. Aucun enfouissement du verre n'est autorisé.
- 4.4.2. L'Entrepreneur doit divulguer le tonnage, la destination et le prix du verre pour chacun des grades produits.

#### **4.5. Accès au système**

- 4.5.1. L'Entrepreneur doit permettre l'accès au système à ÉEQ et à ses sous-traitants pour effectuer un suivi de la performance du système fourni. ÉEQ et ses sous-traitants peuvent prélever des échantillons du verre entrant et du verre sortant ainsi qu'à différents endroits du système de traitement du verre.

#### **4.6. Échantillonnage, caractérisation et suivi de la performance**

- 4.6.1. Un programme de suivi d'indicateurs de performance, incluant des activités d'échantillonnage et de caractérisation du verre doit être mis en place et doit être suivi. Des échantillons du verre entrant ainsi que sortant doivent être prélevés. L'échantillonnage du verre expédié doit se poursuivre pour toute la durée du contrat selon les exigences opérationnelles.
- 4.6.2. Les indicateurs de performance comprennent notamment le taux de pureté du verre sortant, la qualité de l'air ambiant, le taux de recyclage, la destination du verre, le taux de capture du verre, le taux d'humidité du verre, la densité du verre, le temps d'opération, les temps d'arrêt non planifiés, le temps d'entretien, le prix de vente du verre par granulométrie et la destination des rejets.

### **5. INTÉGRATION DES ÉQUIPEMENTS**

#### **5.1. Installation**

- 5.1.1. Lors de l'installation, l'Entrepreneur conserve le rôle de maître d'œuvre du chantier. L'installateur de ÉEQ doit agir comme sous-traitant de l'Entrepreneur pour l'installation du système de traitement du verre. Il doit notamment suivre l'ensemble des règles de santé-sécurité établie par le maître d'œuvre.

- 5.1.2. L'Entrepreneur doit fournir et prendre en charge les coûts liés à la surveillance du chantier en tout temps pendant la période d'installation et de mise en marche, en y affectant notamment les ressources compétentes nécessaires et les équipements de protection en incendie. Durant toute la période d'installation, une surveillance de chantier doit être assurée (24h/24).
- 5.1.3. L'Entrepreneur est responsable de préparer et de maintenir le lieu d'installation du système de traitement du verre propre et libre de matériaux ou d'équipements. Seules les personnes autorisées peuvent pénétrer le périmètre pour la durée de l'installation. Aucune circulation de véhicules autres que ceux nécessaires à l'installation du système n'est autorisée durant l'installation.
- 5.1.4. L'Entrepreneur doit fournir l'accès à la salle à manger et aux installations sanitaires pour l'équipe d'installation.
- 5.1.5. La durée d'installation prévue est de 1 mois, ce qui comprend l'installation mécanique, le raccordement électrique des équipements du système de traitement du verre et leur démarrage en autant que les travaux soient effectués sur un quart de travail de douze heures de jour et un quart de travail de douze heures de nuit (24h).
- 5.1.6. L'Entrepreneur doit fournir l'alimentation électrique ainsi que l'éclairage appropriée pour toute la durée des travaux d'installation.

## **5.2. Électricité**

- 5.2.1. La séquence de contrôle à l'intérieur des limites du système de traitement du verre ne peut être modifiée que par ÉEQ ou son installateur dans le but d'améliorer la sécurité, la fiabilité ou la performance du système.

## **5.3. Sécurité machine**

- 5.3.1. Le système de traitement du verre fourni par ÉEQ comprend les gardes de sécurité machine, arrêts d'urgence, arrêts temporaires et autres dispositifs de sécurité machine requis.
- 5.3.2. Les équipements fournis par ÉEQ doivent être intégrés avec les autres équipements du centre de tri aux procédures de verrouillage des équipements.

## ANNEXE 4

### CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

Numéro de cautionnement : .....

Numéro de l'Autorité des marchés financiers : .....

a) La ..... (nom de la compagnie d'assurances), ayant un établissement dans la province de Québec situé au ..... (adresse complète de l'établissement), ici représentée par ..... (nom et titre du représentant), joignable au numéro (numéro de téléphone au bureau) ..... pendant les heures normales de bureau et par courriel (adresse courriel) ....., dûment autorisé(e), (ci-après appelée la *Caution*), après avoir pris connaissance du contrat intervenu entre la Ville de Montréal (ci-après appelée la Ville) et La Société vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A. (ci-après « VIA »), ayant un établissement situé au ..... (adresse complète de l'établissement), ici représenté(e) par ..... (nom et titre du représentant), dûment autorisé(e), pour ..... (description de l'objet du contrat), lequel contrat a été conclu entre la Ville et VIA le .....<sup>e</sup> jour du mois de ..... 20. ...., Résolution n. \_\_\_\_\_, s'oblige solidairement avec VIA envers la Ville à exécuter le contrat, la Caution ne pouvant toutefois être appelée à payer plus de un million de dollars (1 000 000 \$), incluant les taxes.

b) La Caution consent à ce que la Ville et VIA puissent en tout temps faire des modifications au contrat et à ce que la Ville accorde tout délai nécessaire à l'exécution du contrat.

c) VIA est le seul responsable d'aviser la Caution des changements au contrat comportant une variation de plus de dix pour cent (10%) du prix initial. Le défaut de donner cet avis n'affecte toutefois pas la validité du présent cautionnement.

d) En cas d'inexécution du contrat par VIA, la Caution doit, dans les quinze (15) jours suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant de la Ville, entreprendre et poursuivre avec diligence l'exécution du contrat, à défaut de quoi la Ville peut faire compléter l'exécution du contrat aux frais de la Caution et de VIA.

e) Le présent cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

f) VIA intervient aux présentes pour y consentir.



EN FOI DE QUOI, LA CAUTION ET VIA PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT  
AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LE PRÉSENT DOCUMENT À ....., CE ...<sup>e</sup> JOUR DE  
..... 20... .

**CAUTION**

\_\_\_\_\_ Par: \_\_\_\_\_  
Témoïn .....  
.....

\_\_\_\_\_ Par: \_\_\_\_\_  
Témoïn **La société vie, intégration, apprentissage  
pour handicapés V.I.A. inc.**





| Réparation/remplacement |                                   |            |   |  |
|-------------------------|-----------------------------------|------------|---|--|
|                         | Approbation                       | Qui paie ? | Octroi  | Capitalisable  |
| 10 000 et moins         | Aucune                            | VIA        | gré à gré   | non  |
| 10 001 à 24 999         | Aucune                            | VIA        | gré à gré   | non  |
| 25 000 à 100 000        | Avis écrit au Directeur           | VIA        | Selon les termes du Règlement sur la gestion contractuelle adopté par VIA ou à défaut, la Loi sur les cités et villes | non  |
| 100 001 et plus         | Selon délégation de pouvoir Ville | Ville      | Selon la Loi sur les cités et villes  | Selon la recommandation faite par le Directeur à l'instance décisionnelle compétente |

D'OPÉRATION

| Amélioration/modernisation        |                                    |   |  |
|-----------------------------------|------------------------------------|---|--|
| Approbation                       | Qui paie ?                         | Octroi  | Capitalisable  |
| Aucune                            | VIA                                | gré à gré   | non  |
| Approbation du Directeur          | VIA                                | gré à gré   | Au choix du Directeur  |
| Approbation du Directeur          | VIA ou Ville au choix du Directeur | Selon les termes du Règlement sur la gestion contractuelle adopté par VIA ou à défaut, la Loi sur les cités et villes | Au choix du Directeur  |
| Selon délégation de pouvoir Ville | Ville                              | Selon la Loi sur les cités et villes  | Selon la recommandation faite par le Directeur à l'instance décisionnelle compétente |



**Dossier # : 1207159002**

**Unité administrative responsable :** Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESH

**Objet :** Approuver la signature d'un contrat avec La Société V.I.A. pour le traitement des matières recyclables pour une période de 10 ans pour une somme de 59 580 113 \$ taxes incluses et autoriser une dépense totale de 59 580 113 \$ – Contrat de gré à gré / Approuver un projet de contrat à cette fin. Autoriser un virement budgétaire du compte corporatif de la ville pour l'année 2020 de 2 479 805 \$ et un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 5 050 403 \$ en 2021 et indexé annuellement pour les années suivantes jusqu'en 2030, ajustement total de 54 901 665 \$.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[Intervention financière - GDD 1207159002.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Jean-François BALLARD  
Préposé au budget  
**Tél :** (514) 872-5916

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-29

Yves COURCHESNE  
Directeur de service - finances et trésorier  
**Tél :** 514 872-6630  
**Division :** Service des finances

**Dossier # : 1207159002**

**Unité administrative responsable :**

Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESH

**Objet :**

Approuver la signature d'un contrat avec La Société V.I.A. pour le traitement des matières recyclables pour une période de 10 ans pour une somme de 59 580 113 \$ taxes incluses et autoriser une dépense totale de 59 580 113 \$ – Contrat de gré à gré / Approuver un projet de contrat à cette fin. Autoriser un virement budgétaire du compte corporatif de la ville pour l'année 2020 de 2 479 805 \$ et un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 5 050 403 \$ en 2021 et indexé annuellement pour les années suivantes jusqu'en 2030, ajustement total de 54 901 665 \$.



**Rapport - mandat SMCE207159002.pdf**

**Dossier # :1207159002**

Ville de Montréal

## Service du greffe

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée

Montréal (Québec) H2Y 1B5

Téléphone : 514 872-3770

[www.ville.montreal.qc.ca/commissions](http://www.ville.montreal.qc.ca/commissions)

## Commission permanente sur l'examen des contrats

### La Commission :

#### Présidence

Mme Karine Boivin Roy  
Arrondissement de Mercier –  
Hochelaga-Maisonneuve

#### Vice-présidences

M. Christian Arseneault  
Arrondissement de Côte-des-  
Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois  
Village de Senneville

#### Membres

Mme Paola Hawa  
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand  
Arrondissement de Ahuntsic –  
Cartierville

M. Jocelyn Pauzé  
Arrondissement de Rosemont –  
La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau  
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay  
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 18 juin 2020

### Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207159002

**Approuver la signature d'un contrat avec La Société V.I.A. pour le traitement des matières recyclables pour une période de 10 ans pour une somme de 59 580 113 \$ taxes incluses et autoriser une dépense totale de 59 580 113 \$ – Contrat de gré à gré / Approuver un projet de contrat à cette fin. Autoriser un virement budgétaire du compte corporatif de la ville pour l'année 2020 de 2 479 805 \$ et un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 5 050 403 \$ en 2021 et indexé annuellement pour les années suivantes jusqu'en 2030, ajustement total de 54 901 665 \$.**

---

Karine Boivin Roy  
Présidente

---

Linda Lajeunesse  
Secrétaire recherchiste

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

## Mandat SMCE207159002

*Approuver la signature d'un contrat avec La Société V.I.A. pour le traitement des matières recyclables pour une période de 10 ans pour une somme de 59 580 113 \$ taxes incluses et autoriser une dépense totale de 59 580 113 \$ – Contrat de gré à gré / Approuver un projet de contrat à cette fin. Autoriser un virement budgétaire du compte corporatif de la ville pour l'année 2020 de 2 479 805 \$ et un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 5 050 403 \$ en 2021 et indexé annuellement pour les années suivantes jusqu'en 2030, ajustement total de 54 901 665 \$.*

À sa séance extraordinaire du 3 juin 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de plus de 10 M \$

Le même jour, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'environnement ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en expliquant que ce nouveau contrat de l'ordre de 60 M\$ visait à remplacer le contrat octroyé à Papiers MD, une filiale de Rebutis solides, qui est en faillite. Il s'agit d'un contrat de gré à gré accordé à un organisme sans but lucratif, la Société VIA, qui œuvre en insertion sociale dans différentes régions du Québec, pour les services de réception, de tri et de mise en marché de 15 000 tonnes de matières recyclables par année pour 10 ans. Bien que Société VIA n'ait pas encore obtenu sa certification de l'AMP, la demande a été déposée en avril et une dérogation a été obtenue du ministère d'ici l'obtention.

En conclusion, la Commission a apprécié toutes les informations reçues dans ce dossier, notamment à l'égard des travaux visant à améliorer le taux de compensation pour les coûts de gestion déterminé par le Ministère ainsi que les nouvelles modalités de modernisation des centres de tri entrées en vigueur en février dernier. En outre, les

commissaires ont retenu que le contrat pouvait être révisé annuellement, ce qui est rassurant pour un contrat d'une aussi longue durée. De plus, il est prévu que la gestion du verre soit optimisée de sorte à diminuer le taux global de rejets. Malgré les inquiétudes des commissaires à l'égard de la durée de cet important contrat, la Commission en salue les dimensions sociale et environnementale puisqu'il permettra à une entreprise à vocation sociale de travailler à la valorisation des matières, participant ainsi aux précieux gains environnementaux à faire en matière de gestion des matières recyclables.

## **Conclusion**

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'environnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :*

- Contrat de plus de 10 M \$

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;*

**À l'égard du mandat SMCE207159002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.**



(2)

**Dossier # : 1206945002**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Alimentation en eau et assainissement des eaux  |
| <b>Projet :</b>  | Gestion de l'eau  |
| <b>Objet :</b>   | Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 750 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue Saint-Timothée et l'avenue Papineau. Dépense totale de 15 811 200,00 \$, taxes incluses (contrat : 12 960 000,00 \$; contingences : 1 944 000,00 \$; incidences : 907 200,00 \$) - Appel d'offres public no 10346 - 3 soumissionnaires |

Il est recommandé :

1. d'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 750 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve, entre la rue St-Timothée et l'avenue Papineau, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 12 960 000,00 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10346;
2. d'autoriser un montant de 1 944 000,00 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser un montant de 907 200,00 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 70,84 % par l'agglomération pour un montant de 11 200 654,08 \$ taxes incluses.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 11:46

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

---



Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1206945002**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Alimentation en eau et assainissement des eaux  |
| <b>Projet :</b>  | Gestion de l'eau  |
| <b>Objet :</b>   | Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 750 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue Saint-Timothée et l'avenue Papineau. Dépense totale de 15 811 200,00 \$, taxes incluses (contrat : 12 960 000,00 \$; contingences : 1 944 000,00 \$; incidences : 907 200,00 \$) - Appel d'offres public no 10346 - 3 soumissionnaires |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau agit en tant qu'exécutant du projet, tel que décrit au présent sommaire. Ce projet comprend des travaux propres à la DEP, mais également des demandes d'intégration pour des travaux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), de la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU), de la Direction des réseaux d'eau (DRE), de la Direction de la mobilité (DM) et de l'arrondissement de Ville-Marie.

Les travaux concernés par ce contrat sont liés à la réhabilitation d'une conduite d'eau principale de 750 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue Saint-Timothée et l'avenue Papineau. Il s'agit d'un des liens principaux desservant l'est de la zone de distribution 1 du réseau Atwater - Charles-J.-Des Bailleurs, notamment l'extrémité est de l'arrondissement de Ville-Marie, ainsi que les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles. Cette conduite de fonte grise a été installée en 1909 et reconditionnée en 1960. Elle a fait l'objet de 19 réparations au cours de sa durée de vie.

Sur ce même tronçon, des travaux de mise à niveau du réseau électrique (CSEM), de réhabilitation d'un égout collecteur (DEEU), de mise à niveau d'éclairage et de feu de circulation, de remplacement de réseaux d'eau et d'égout secondaires (DRE), de prolongement de la piste cyclable protégée, de construction de fosses de plantation d'arbres et de réfection de surface, incluant voie cyclable protégée déjà existante, sont également intégrés. La DRE et l'arrondissement de Ville-Marie ont mandaté la DEP pour concevoir ces

ouvrages et les intégrer au projet de réhabilitation de la conduite d'eau principale de 750 mm. La CSEM et la DEEU ont procédé à la conception de leurs travaux qui ont par la suite été intégrés au projet de la DEP.

La DEP souhaite débiter la réhabilitation de la conduite de 750 mm de diamètre en 2020 considérant l'état de dégradation de celle-ci et sa proximité avec le tunnel du métro de la ligne verte. De même, en terme de mobilité, des travaux majeurs sont planifiés dans le tunnel Louis-Hyppolite-La Fontaine par le ministère des Transports du Québec (MTQ) à partir de 2021. Ces travaux du MTQ nécessiteront de réduire les entraves à l'approche de l'accès au pont Jacques-Cartier pour compenser la perte de mobilité dans le tunnel Louis-Hyppolite-La Fontaine. Il a donc été déterminé avec les parties prenantes, dont AGIR, qu'il est important de réaliser l'ensemble des travaux sur le boulevard Maisonneuve Est le plus rapidement possible dès 2020.

La DEP, agissant en tant qu'exécutante du projet, tiendra les différents intervenants informés de l'avancement des travaux et veillera au respect de l'enveloppe budgétaire allouée par chacun. À la fin des travaux, les plans tels que construits seront fournis conformément à l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien *Le Journal de Montréal* ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 5 mars 2020. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 16 avril 2020. La durée initiale de publication était de 32 jours calendaires, mais cette durée a été prolongée à 41 jours calendaires à la suite du report de la date d'ouverture en raison des circonstances de la pandémie actuelle.

Huit (8) addendas ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du Cahier des charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres et des réponses aux questions.

| <b>Addenda</b> | <b>Date</b> | <b>Objet</b>  |
|----------------|-------------|---|
| #1             | 18/03/2020  | Réémission du formulaire de soumission, modifications aux devis techniques spéciaux de la CSEM, de la DEP et du Maintien de circulation |
| #2             | 19/03/2020  | Réémission du formulaire de soumission et modifications aux devis techniques spéciaux Feux de circulation et DEEU.                      |
| #3             | 25/03/2020  | Modifications au devis technique spécial de la DEEU et questions/réponses.  |
| #4             | 27/03/2020  | Report de la date d'ouverture et questions/réponses   |
| #5             | 27/03/2020  | Questions/réponses  |
| #6             | 06/04/2020  | Réémission du formulaire de soumission, modifications à l'annexe A de la section VII Devis technique spéciaux et questions/réponses     |
| #7             | 08/04/2020  | Questions/réponses  |
| #8             | 14/04/2020  | Questions/réponses  |

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Sans objet.

## **DESCRIPTION**

Les travaux de réhabilitation de la conduite d'eau de 750 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue Saint-Timothée et l'avenue Papineau se situent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Des travaux intégrés au réseau électrique souterrains, de réhabilitation d'un collecteur d'égout, de remplacement de réseau d'eau secondaire, de mise

à niveau d'éclairage de rue et de feu de circulation, de prolongement de la piste cyclable protégée, et de réfection de surface, incluant voie cyclable protégée déjà existante, s'ajoutent au projet.

Essentiellement, le projet consiste, sans s'y limiter, à réaliser les travaux suivants :

- la réhabilitation de la conduite principale d'eau de 750 mm de diamètre ( $\pm$  590 m.lin);
- la construction d'une (1) chambre de vannes de 750 mm de diamètre coulée en place et son raccordement au réseau existant;
- la construction d'une (1) chambre de vannes de 1050 mm de diamètre coulée en place et son raccordement au réseau existant;
- la construction d'une (1) chambre de débitmètre sur la conduite principale d'eau de 750 mm de diamètre ;
- le remplacement d'une (1) conduite secondaire d'eau potable de 300 mm de diamètre ( $\pm$  145 m.lin);
- la construction de quatre (4) chambres de vannes secondaires;
- la réhabilitation par chemisage structural d'un égout collecteur existant de dimension 1200 x 1800 mm en brique ( $\pm$  200 m.lin) incluant la mise en place de deux (2) regards préfabriqués;
- le remplacement de conduites d'égout existantes de dimension 600 x 900 mm par des conduites de 600 mm de diamètre ( $\pm$  27 m.lin);
- le remplacement de regards d'égout;
- la démolition/reconstruction de six (6) puits d'accès, la construction d'une (1) chambre de transformation et de massifs de la CSEM;
- la mise à niveau de l'éclairage de rue entre la rue Alexandre-DeSève et l'avenue Papineau;
- la mise à niveau du feu de circulation à l'intersection de la rue Alexandre-DeSève;
- le prolongement du mail de béton pour piste cyclable entre la rue Alexandre-DeSève et l'avenue Papineau;
- le planage/pavage de la chaussée ( $\pm$  900 m<sup>2</sup>) sur le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue de Champlain et l'avenue Papineau;
- le planage/pavage de la piste cyclable du boulevard de Maisonneuve Est, entre les rues Berri et Alexandre-DeSève;
- la construction de cinq (5) fosses de plantation d'arbres sur le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue de Champlain et l'avenue Papineau;
- la réfection de surface sur le boulevard de Maisonneuve Est aux intersections des rues Atateken, Plessis et de Champlain et l'avenue Lartigue.

Un plan de localisation se trouve en pièce jointe au présent sommaire décisionnel. Le délai de réalisation alloué pour l'exécution de l'ensemble des travaux est de 275 jours calendaires avec un début de travaux planifié pour le troisième trimestre de l'année 2020 et une pause hivernale au premier trimestre de l'année 2021.

Dans notre démarche d'intégration, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes tout au long de la période de conception et avant le lancement de l'appel

d'offres. Ainsi, plusieurs rencontres ont été tenues afin de permettre à chacun des intervenants d'établir ses besoins. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis aux différentes étapes d'avancement et les commentaires formulés ont été pris en compte. Le projet a été planifié en lien avec d'autres travaux du secteur et s'inscrit dans une séquence globale. La Division AGIR, l'arrondissement et la DM ont été impliqués dans la planification des entraves.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 944 000,00 \$, taxes incluses, soit une moyenne pondérée de 15 % du coût des travaux.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de permis et concessions, de gestion des impacts et parties prenantes, de marquage et de signalisation, de travaux d'horticulture, ainsi que d'achat de biens matériels pour les feux de circulation. Des frais incidents sont également prévus pour la surveillance des travaux de la CSEM ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale. Finalement, des frais incidents sont prévus pour la prise de mesures spéciales associées à la pandémie de COVID-19.

Les dispositions contractuelles liées au retard dans l'exécution des travaux sont décrites à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'Entrepreneur doit payer à la Ville de Montréal une pénalité de 0,1 % du prix du Contrat, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ). Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 \$ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans ce contrat.

## JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 10346, il y a eu seize (16) preneurs du Cahier des charges sur le site SEAO et trois (3) soumissions ont été déposées. La liste des preneurs du Cahier des charges se trouve en pièce jointe au dossier.

Les motifs de désistement des treize (13) preneurs du Cahier des charges sont les suivants :

- Trois (3) preneurs sont des fournisseurs;
- Sept (7) preneurs sont des sous-traitants;
- Trois (3) preneurs n'ont fourni aucun motif de désistement.

Après analyse des soumissions, il s'avère que Les Entreprises Michaudville inc. a présenté la plus basse soumission conforme.

| <b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>       | <b>PRIX SOUMIS</b><br>(taxes incluses) | <b>AUTRES</b><br>(Contingences +<br>variation de<br>quantités)<br>(taxes incluses) | <b>TOTAL</b><br>(taxes incluses) |
|------------------------------------|--|--|----------------------------------|
| Les Entreprises Michaudville inc.  | 12 960 000,00 \$                       | 1 944 000,00 \$  | 14 904 000,00 \$                 |
| Les Excavations Lafontaine         | 13 825 254,31 \$                       | 2 073 788,15 \$  | 15 899 042,46 \$                 |
| Eurovia Québec Grands Projets inc. | 14 362 325,00 \$                       | 2 154 348,75 \$  | 16 516 673,75 \$                 |
| Dernière estimation réalisée (\$)  | 11 802 824,39 \$                       | 1 770 423,66 \$  | 13 573 248,05 \$                 |

|   |                 |
|---|-----------------|
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$)<br><i>((la plus basse conforme – estimation)</i>                    | 1 330 751,95 \$ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br><i>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100</i> | 10%             |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$)<br><i>(la deuxième plus basse – la plus basse)</i>                           | 995 042,46 \$   |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br><i>((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100</i>    | 7%              |

La plus basse soumission conforme est supérieure de 10 % par rapport à la dernière estimation interne (écart défavorable).

Concernant l'écart global de 7 % entre la deuxième soumission et la plus basse soumission conforme, les écarts sont répartis sur l'ensemble du bordereau. Par contre, les principaux écarts se situent au niveau des items 2.37 *Chambre de vannes à construire en chantier (CP-01)* et 2.38 *Chambre de vannes à construire en chantier (CP-03)*.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* conformément au décret 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Les Entreprises Michaudville inc., détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP), laquelle est valide jusqu'au 7 janvier 2023. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

Compte tenu qu'il s'agit d'un contrat de plus de 10 M\$, il sera présenté à la Commission permanente d'examen des contrats.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale pour ce projet est de 15 811 200,00 \$, taxes incluses, soit 14 437 733,07 \$ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale et comprend :

- Le contrat avec Les Entreprises Michaudville inc. pour un montant de 12 960 000,00 \$, taxes incluses;
- Les dépenses pour des travaux contingents (15 % du coût du contrat) de 1 944 000,00 \$, taxes incluses;
- Les dépenses incidentes (7 % du coût du contrat) de 907 200,00 \$, taxes incluses.

Cette dépense est répartie entre les différents programmes triennaux d'immobilisation (PTI) des unités d'affaires impliquées dans le projet de la façon suivante :

### **Au budget d'agglomération de la DEP :**

58.14 % au PTI de la DEP, pour un montant de 9 192 579,85 \$, taxes incluses, soit un coût net de 8 394 050,68 \$ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt RCG 14-020 - Travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable et de collecte et d'épuration des eaux usées.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération* .

Cette dépense est financée par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

### **Au budget de la DRE :**

5.63 % au PTI de la DRE, pour un montant de 889 173,05 \$, taxes incluses, comprenant un montant de 328 175,88 \$, taxes incluses, pour les conduites d'eau du réseau secondaire, 169 234,74 \$ pour l'optimisation des réseaux d'eau et 391 762,42 \$, taxes incluses, pour l'égout. Le montant assumé par la DRE représente un coût net de 811 933,53 \$ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants:

- # 20-002 Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout pour un montant de 657 399,65 \$;
- # RCG 16-039 Optimisation des réseaux pour un montant de 154 533,88 \$.

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

La DRE a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil d'agglomération la dépense en lien avec les infrastructures d'eau secondaires et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

Les coûts assumés par la DRE sont définis dans l'intervention du Service des finances. Les travaux d'aqueduc et d'égout à l'intersection Maisonneuve / Lartigue sont prévus au budget comme étant entièrement admissibles à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d'obtenir ce financement, la Direction des réseaux d'eau n'a toujours pas reçu le protocole d'entente signé pour cette dernière. Les travaux d'aqueduc et d'égout à l'intersection Maisonneuve / de Champlain ne sont pas subventionnables.

Les travaux se feront en 2020 pour Lartigue et 2021 pour de Champlain.

### **Au budget d'agglomération de la DEEU :**

12.16 % au PTI de la DEEU, pour un montant de 1 922 915,12 \$, taxes incluses, soit un coût net de 1 755 877,81 \$ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt RCG 19-028 - Collecteurs

La DEEU a examiné le dossier et n'a pas d'objection à l'octroi du contrat. Elle recommande

au Conseil d'agglomération la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le présent sommaire décisionnel.

Cette dépense est financée par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération

#### **Au budget de la CSEM :**

15.05 % au PTI de la CSEM, pour un montant de 2 361 479,53 \$, taxes incluses, soit un coût net de 2 156 345,58 \$ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

La CSEM a examiné le dossier et n'a pas d'objection à l'octroi du contrat. Elle recommande au Conseil d'agglomération la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le présent sommaire décisionnel.

#### **Au budget de l'arrondissement de Ville-Marie :**

0,28 % à l'arrondissement de Ville-Marie, pour un montant de 44 877,80 \$, taxes incluses, soit un coût net de 40 979,41 \$ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

L'arrondissement de Ville-Marie a examiné le dossier et n'a pas d'objection à l'octroi du contrat. Il recommande au Conseil d'agglomération la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le présent sommaire décisionnel.

#### **Au budget de Division des actifs routiers et cyclables (SUM)**

3,98 % au PTI de la Division des actifs routiers et cyclables, pour un montant de 629 090.94 \$, taxes incluses, sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 290 771,69 \$ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt RCG18-050 Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage CM 181160.

Un montant maximal de 36 394,43 \$ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt RCG18-045 Programme de réfection d'artères CM 181155.

Un montant maximal de 247 277,76 \$ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt RCG19-035 Travaux de maintien réseau cyclable CG19 0633.

Le SUM a examiné le dossier et n'a pas d'objection à l'octroi du contrat. Il recommande aux différents comités et conseils la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le présent sommaire décisionnel.

#### **Au budget de la Division Développement de projets et intégration des réseaux (SUM)**

0,54 % au PTI de la Division Développement de projets et intégration des réseaux, pour un montant de 86 039,52 \$, taxes incluses, sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 78 565,55 \$ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt RCG 15-028 Travaux des aménagements cyclables CG15 0201.

Le SUM a examiné le dossier et n'a pas d'objection à l'octroi du contrat. Il recommande aux différents comités et conseils la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le



présent sommaire décisionnel.

### **Au budget de Division Aménagement et grands projets (SUM)**

0,37 % au PTI de la Division Aménagement et grands projet, pour un montant de 57 855,22 \$, taxes incluses, sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 52 829,53 \$ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt RCG 19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359.

Le SUM a examiné le dossier et n'a pas d'objection à l'octroi du contrat. Il recommande aux différents comités et conseils la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le présent sommaire décisionnel.

### **Au budget de la Division Aménagement et grands projets (SUM)**

3,85 % au PTI de la Division Aménagement et grands projets, pour un montant de 627 188,97 \$, taxes incluses, sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 572 707,13 \$ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt RCG 19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359.

Le SUM a examiné le dossier et n'a pas d'objection à l'octroi du contrat. Il recommande aux différents comités et conseils la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le présent sommaire décisionnel.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau" .

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant que le contrat ne soit pas octroyé, des bris et des réparations sont à anticiper sur cette conduite qui a atteint sa durée de vie utile, dont le taux de bris est élevé et qui a fait l'objet de 19 réparations. Sa position au-dessus du tunnel du métro de la ligne verte présente un potentiel d'aggravation des dommages.

De plus, en cas de non octroi de ce contrat dans les dates visées, des enjeux de mobilité supplémentaires seraient à prévoir avec des travaux concomitants aux travaux du MTQ dans le tunnel Louis-Hyppolite-La Fontaine entre 2021 et 2023.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

L'entrepreneur agira comme maître d'oeuvre au sens de la LSST. Ainsi, ce dernier sera responsable d'implanter les mesures recommandées par le gouvernement et la CNESST en matière de précautions à mettre en place pour protéger la santé de des travailleurs.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Commission permanente sur l'examen des contrats : 3 juin 2020
- Octroi de contrat : 18 juin 2020
- Mobilisation en chantier : 3 août 2020
- Délai contractuel : 275 jours civils (avec pause hivernale)
- Fin des travaux : 31 juillet 2021

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens\_des communications\_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Certification de fonds :

Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Kathy DAVID, Service de l'eau

Roger KANYINDA, Service de l'eau

Sylvain LAVALLÉE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Hugo ST-DENIS, Service de l'eau

Jean L LAMARRE, Service de l'eau

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Éric BELLEVILLE, Ville-Marie

Stéphane BLAIS, Service de l'urbanisme et de la mobilité

José PIERRE, Ville-Marie

Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

René MOLINIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

René MOLINIE, 21 mai 2020  
Jean CARRIER, 14 mai 2020  
Stéphane BLAIS, 6 mai 2020  
Kathy DAVID, 6 mai 2020

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Martin LEBRASSEUR  
Ingénieur

**Tél :** 868-7671  
**Télécop. :** 514 872-8146  
Romain Bonifay  
Chef de section

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-05-04

Jean-François DUBUC  
Chef de division

**Tél :** 514 872-4647  
**Télécop. :** 514 872-8146

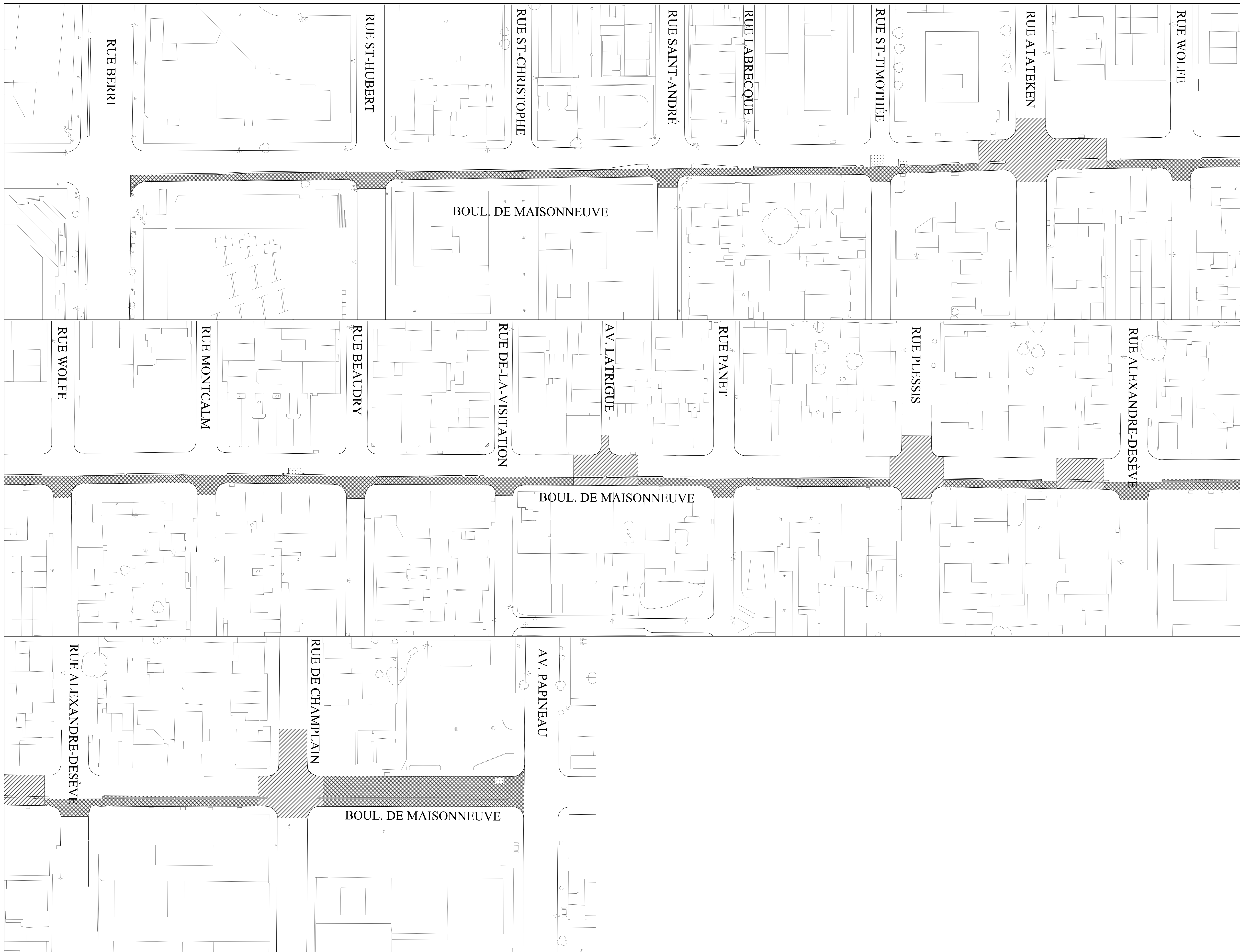
---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Alain LARRIVÉE  
Directeur de l'eau potable  
**Tél :** 514 872-5090  
**Approuvé le :** 2020-05-22

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Chantal MORISSETTE  
Directrice  
**Tél :** 514 280-4260  
**Approuvé le :** 2020-05-22



**Orientation**

Repière géodésique  
RUE / RUE  
ALTITUDE : XX.XXXm  
LES COORDONNÉES  
SONT POSITIONNÉES  
SELON LE SYSTÈME  
NAD83

Feuille : **LOC**

**Références**

Plan(s) de la géomatique :  
Plan(s) et profil(s) :  
Plan(s) aqueduc principal :  
Plan(s) de pose :  
Plan(s) égout(s) :  
Plan(s) aqueduc secondaire :  
Etude(s) hydraulique(s) :  
Règles de terrain :

**Notes**

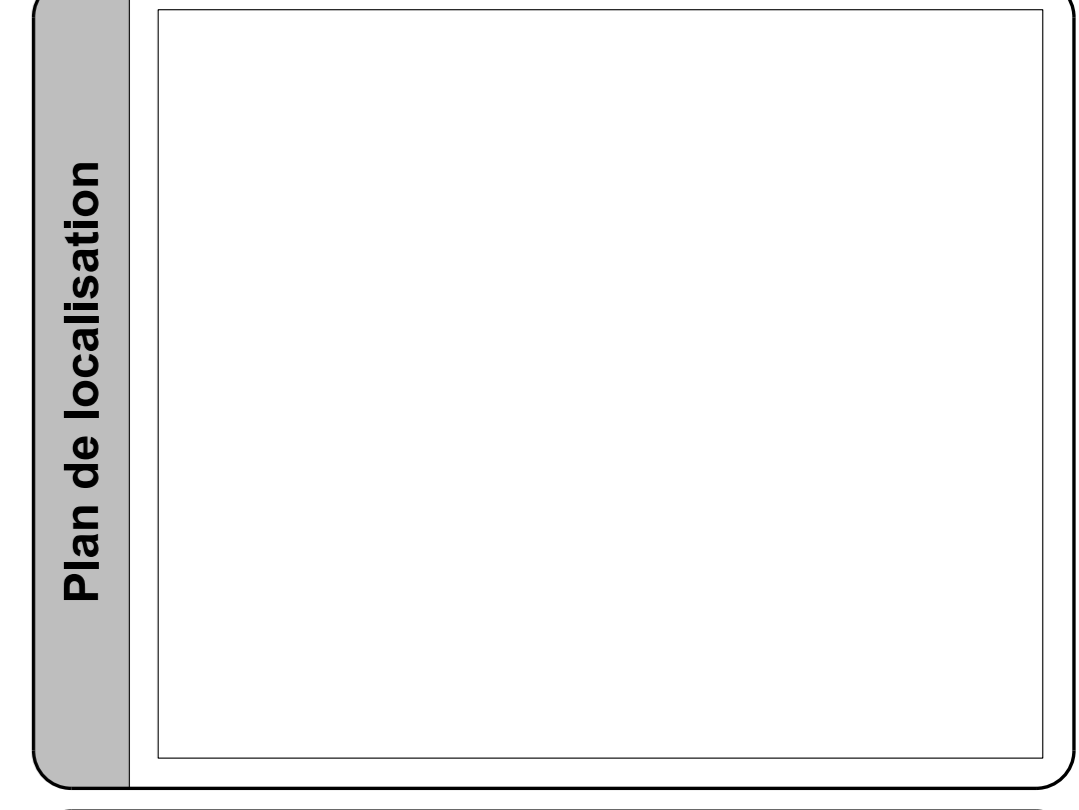
- La localisation des conduits et massifs d'utilités publiques est donnée à titre indicatif seulement.
- La conduite d'eau secondaire existante est en fonte grise, sauf indication contraire.
- Toutes les dimensions doivent être prises et vérifiées avant de commencer les travaux.
- Les conduits et massifs d'utilités publiques sont à soutenir et à protéger dans la tranchée d'excavation.
- De façon générale, tous les éléments proposés sont illustrés avec des épaisseurs de trait plus grises.

**Légende éléments proposés**

- CV-XX DNI-1A-01 : Numérotation N° de dessin normalisé voir DTN-1A
- RP : Regard puisard unitaire
- RP : Regard pluvial
- RS : Regard sanitaire
- RU : Regard unitaire
- Numérotation N° de dessin normalisé voir DTN-1A
- RP : Regard pluvial
- RS : Regard sanitaire
- RU : Regard unitaire
- Numérotation
- Regard d'égout circulaire
- Regard d'égout rectangulaire
- ES : Branchement d'eau < ou = à 50 mm selon DNI-1A-201, DNI-1A-202
- Conduite à enlever
- Conduite à abandonner
- Sens d'écoulement
- Poteau d'incendie selon DNI-1A-204
- Puisard circulaire
- Puisard de trottoir

**Émission**

| Émission | Description            | Date       | Par |
|----------|------------------------|------------|-----|
| 1        | Émis pour présentation | 2020/04/29 | JFB |



**Réalisation**

Ingenieur : Prénom Nom, ing.  
Surveillant : Prénom Nom, ag. tech.  
Prénom Nom, ag. tech.

**Intervenants**

Préparé par : Jean-François Blanchette, ag. tech.  
Dessiné par : Jean-François Blanchette, ag. tech.  
Vérifié par : Martin Lebrasseur, ing.

Sociaux :

Projet : **19A04TR02**

**RÉHABILITATION D'UNE CONDUITE D'EAU DE Ø750mm SOUS LE BOULEVARD MAISONNEUVE, ENTRE LA RUE ST-TIMOTHÉE ET L'AVENUE PAPINEAU**

Titre du plan : **PLAN DE LOCALISATION DES TRAVAUX**

**Montréal**

Service de l'eau  
Direction de l'eau potable  
Division Infrastructures réseau principal  
Section Projets de construction

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Echelle : VERT. 1:50

Plan no : **19A04TR02 / LOC**

Scoumission : **10346**

Cartouche #848 : 2016-08-31FORMAT\_A0

**Légende éléments existants**

|  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|
| <p>Eau:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>A : Conduite d'eau</li> <li>BV : Boîte de vanne</li> <li>BC : Boîte à clé</li> <li>ES : Entrée de service</li> <li>VBF : Vanne de poteau d'incendie</li> <li>GIC : Vanne de glacieur</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Structure conduite principale</li> <li>Structure conduite secondaire</li> <li>Égout combiné</li> <li>Poteau d'incendie STM</li> <li>Vanne Energir</li> <li>Joint retenu pour bouchon d'essai</li> </ul> | <p>Égout:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>P : Égout pluvial</li> <li>S : Égout sanitaire</li> <li>C : Égout combiné</li> <li>Regard d'égout</li> <li>Joint retenu</li> <li>Puisard circulaire</li> <li>Puisard de trottoir</li> </ul> | <p>Utilités publiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Conduite(s) électrique(s)</li> <li>Conduite(s) de gaz</li> <li>Conduite(s) Mécommunication</li> <li>Conduite abandonnée</li> <li>Câble électrique aérien</li> <li>Puits d'accès Bell</li> <li>Puits d'accès CSEM</li> <li>Puits d'accès Hydro-Québec</li> <li>Puits d'accès électrique</li> <li>Couvercle gazoduc</li> <li>Vanne Energir</li> <li>Couvercle STM</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Entrée de gaz</li> <li>Gillette de voute triple</li> <li>Voute transformateur</li> <li>Lampadaire</li> <li>Feux de circulation</li> <li>ou Hauban</li> <li>Poteau électrique</li> <li>Poteau électrique et lampadaire</li> <li>Lampadaire de promenade</li> <li>Cabine Téléphonique</li> <li>M.A.L.T. Câble de mise à la terre</li> </ul> | <p>Aménagement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Clture</li> <li>Limite cadastrale</li> <li>Limite de boisé</li> <li>Hale</li> <li>Profil du roc</li> <li>Muret</li> <li>Fossé</li> <li>Haut et bas de talus</li> <li>Bollard</li> <li>Poteau</li> <li>Arbre ou arbustre</li> <li>Arbre conifère</li> <li>Arbre feuillu</li> <li>Escalier</li> <li>Boîte à fleur</li> <li>Bloc de béton</li> <li>Sondage/Forage</li> </ul> | <p><b>Abréviation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>EXIST. Conduite ou structure existante</li> <li>PROP. Conduite ou structure proposée</li> <li>RE. Structure à remplacer</li> <li>NS. Nouvelle structure</li> <li>EN. Structure à enlever</li> <li>AB. Structure à abandonner</li> <li>BA. Béton acier</li> <li>TBA. Béton armé</li> <li>FG. Fonte grise</li> <li>FD. Fonte ductile</li> <li>A. Acier</li> <li>RACC. Raccord</li> <li>RAD. Radier</li> <li>F. Feuille</li> </ul> |
|--|--|--|--|--|--|--|

## Répartition globale des coûts

|   | Dépense Totale          | DEP                    | DREAQ-unité Sud      | DREAQ-optimisation   | DREEg                | DEUU                   | SUM - piste cyclable | SUM - chaussée artériel | SUM - Éclairage      | SUM - Feux de circulation | Arrondissement Ville-Marie - Parcs | CSEM                   | CSEM ( par SUM )     |
|---|-------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|------------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|---------------------------|------------------------------------|------------------------|----------------------|
| Pourcentage coût des travaux                    | 100,0%                  | 58,14%                 | 2,08%                | 1,07%                | 2,48%                | 12,16%                 | 2,26%                | 0,25%                   | 2,01%                | 0,37%                     | 0,28%                              | 15,05%                 | 3,85%                |
| Dépense avant taxe et contingences              | 11 272 015,66 \$        | 6 553 512,95 \$        | 233 960,97 \$        | 120 649,71 \$        | 279 292,66 \$        | 1 370 871,87 \$        | 254 396,65 \$        | 28 414,33 \$            | 227 015,08 \$        | 41 245,76 \$              | 31 993,98 \$                       | 1 696 903,72 \$        | 433 757,97 \$        |
| Total avec taxe                                 | 12 960 000,00 \$        | 7 534 901,51 \$        | 268 996,63 \$        | 138 717,00 \$        | 321 116,74 \$        | 1 576 159,93 \$        | 292 492,55 \$        | 32 669,38 \$            | 261 010,59 \$        | 47 422,31 \$              | 36 785,08 \$                       | 1 951 015,05 \$        | 498 713,23 \$        |
| Contingences* : 15,0%                           | 1 944 000,00 \$         | 1 130 235,23 \$        | 40 349,49 \$         | 20 807,55 \$         | 48 167,51 \$         | 236 423,99 \$          | 43 873,88 \$         | 4 900,41 \$             | 39 151,59 \$         | 7 113,35 \$               | 5 517,76 \$                        | 367 459,24 \$          |                      |
| Total avec contingences taxes incluses          | 14 904 000,00 \$        | 8 665 136,74 \$        | 309 346,12 \$        | 159 524,55 \$        | 369 284,25 \$        | 1 812 583,92 \$        | 336 366,43 \$        | 37 569,78 \$            | 300 162,18 \$        | 54 535,66 \$              | 42 302,84 \$                       | 2 318 474,29 \$        |                      |
| Incidences* : 7,0%                              | 907 200,00 \$           | 527 443,11 \$          | 18 829,76 \$         | 9 710,19 \$          | 22 478,17 \$         | 110 331,20 \$          | 20 474,48 \$         | 2 286,86 \$             | 18 270,74 \$         | 3 319,56 \$               | 2 574,96 \$                        | 43 005,24 \$           | 128 475,74 \$        |
| <b>Grand Total (inclus tx, cont, incidence)</b> | <b>15 811 200,00 \$</b> | <b>9 192 579,85 \$</b> | <b>328 175,88 \$</b> | <b>169 234,74 \$</b> | <b>391 762,42 \$</b> | <b>1 922 915,12 \$</b> | <b>356 840,91 \$</b> | <b>39 856,64 \$</b>     | <b>318 432,92 \$</b> | <b>57 855,22 \$</b>       | <b>44 877,80 \$</b>                | <b>2 361 479,53 \$</b> | <b>627 188,97 \$</b> |

\* : taxes incluses

Le 8 janvier 2020

LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.  
A/S MONSIEUR ROBERT PHANEUF  
270, RUE BRUNET  
MONT-SAINT-HILAIRE (QC) J3H 0M6

N° de décision : 2020-DAMP-1006  
N° de client : 2700000245

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **7 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au [www.amp.gouv.qc.ca](http://www.amp.gouv.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

[Nouvelle recherche](#)

Dernière mise à jour : **mercredi, 22 avril 2020 à 19:30**

## Fiche de l'entreprise

**Nom** : LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.

**Adresse du siège social** : 270, RUE BRUNET, , MONT-SAINT-HILAIRE, QC, J3H 0M6, CANADA

**Numéro de client à l'AMP** : 2700000245

**Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)** : 1142707943

| Autres noms d'affaires                                |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>Aucun</li></ul> |

[Nouvelle recherche](#)

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la [demande d'information](#).

Service de l'eau  
Direction de l'eau potable

**RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES**

Date de publication : 5 mars 2020

Date d'ouverture : 16 avril 2020

Liste des preneurs des cahiers des charges

| PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES |   |
|--------------------------------|---|
| 1                              | Le Groupe Lécuyer Itée                        |
| 2                              | Les Entreprises Michaudville inc.             |
| 3                              | Les Excavations Lafontaine inc.               |
| 4                              | Néolect inc.                                  |
| 5                              | Systèmes Urbains inc.                         |
| 6                              | Armatures Bois-Francs inc.                    |
| 7                              | Construction Deric inc.                       |
| 8                              | Construction NRC inc.                         |
| 9                              | DUROKING Construction / 9200 2088 Québec inc. |
| 10                             | Environnement Routier NRJ inc.                |
| 11                             | Eurovia Québec Grands Projets (Laval)         |
| 12                             | Forterra - St-Eustache                        |
| 13                             | Groupe Québéco inc.                           |
| 14                             | Insituform Technologies limited               |
| 15                             | KF Construction inc.                          |
| 16                             | L.A. Hébert Itée                              |
| 17                             |   |
| 18                             |   |
| 19                             |   |
| 20                             |   |
| 21                             |   |
| 22                             |   |
| 23                             |   |
| 24                             |   |
| 25                             |   |
| 26                             |   |
| 27                             |   |
| 28                             |   |



**Dossier # : 1206945002**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction   |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 750 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue Saint-Timothée et l'avenue Papineau. Dépense totale de 15 811 200,00 \$, taxes incluses (contrat : 12 960 000,00 \$; contingences : 1 944 000,00 \$; incidences : 907 200,00 \$) - Appel d'offres public no 10346 - 3 soumissionnaires |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[Intervention financière GDD no 1206945002.pdf](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT  
Conseillère en gestion des ressources financières  
**Tél : 514 868-4567**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-15

Samba Oumar ALI  
Chef de division par intérim

**Tél : 514.872.2661**

**Division :** Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens\_des communications\_du greffe et des services administratifs

**Dossier # : 1206945002**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction   |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 750 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue Saint-Timothée et l'avenue Papineau. Dépense totale de 15 811 200,00 \$, taxes incluses (contrat : 12 960 000,00 \$; contingences : 1 944 000,00 \$; incidences : 907 200,00 \$) - Appel d'offres public no 10346 - 3 soumissionnaires |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[1568 Intervention et répartition des coûts GDD1206945002.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Serge A BOILEAU  
Président  
**Tél : 514-384-6840** poste 242

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-21

Serge A BOILEAU  
Président  
**Tél : 514-384-6840** poste 242  
**Division :**

**Dossier # : 1206945002**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction   |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 750 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue Saint-Timothée et l'avenue Papineau. Dépense totale de 15 811 200,00 \$, taxes incluses (contrat : 12 960 000,00 \$; contingences : 1 944 000,00 \$; incidences : 907 200,00 \$) - Appel d'offres public no 10346 - 3 soumissionnaires |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Information comptable DEP 1206945002.xlsx



Info comptable DRE GDD 1206945002.xlsx



1206945002 InfoCompt DEEU.xlsx



GDD 1206945002 SUM VF22052020.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Wail DIDI  
Préposé au budget  
**Tél :** (514) 280-0066

Jean-Francois BALLARD  
Préposé au budget - 514-872-5916

Hui Li  
Préposée au budget - (514) 872-3580

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-22

Leilatou DANKASSOUA  
Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514-872-2648

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1206945002**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction   |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 750 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue Saint-Timothée et l'avenue Papineau. Dépense totale de 15 811 200,00 \$, taxes incluses (contrat : 12 960 000,00 \$; contingences : 1 944 000,00 \$; incidences : 907 200,00 \$) - Appel d'offres public no 10346 - 3 soumissionnaires |



**Rapport - mandat SMCE206945002.pdf**

**Dossier # :1206945002**

Ville de Montréal

## Service du greffe

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée

Montréal (Québec) H2Y 1B5

Téléphone : 514 872-3770

[www.ville.montreal.qc.ca/commissions](http://www.ville.montreal.qc.ca/commissions)

## Commission permanente sur l'examen des contrats

### La Commission :

#### Présidence

Mme Karine Boivin Roy  
Arrondissement de Mercier –  
Hochelaga-Maisonneuve

#### Vice-présidences

M. Christian Arseneault  
Arrondissement de Côte-des-  
Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois  
Village de Senneville

#### Membres

Mme Paola Hawa  
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand  
Arrondissement de Ahuntsic –  
Cartierville

M. Jocelyn Pauzé  
Arrondissement de Rosemont –  
La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau  
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay  
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 18 juin 2020

### Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE206945002

**Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 750 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue Saint-Timothée et l'avenue Papineau. Dépense totale de 15 811 200 \$, taxes incluses (contrat : 12 960 000 \$; contingences : 1 944 000 \$; incidences : 907 200 \$) - Appel d'offres public no 10346 - 3 soumissionnaires.**

---

Karine Boivin Roy  
Présidente

---

Linda Lajeunesse  
Secrétaire recherchiste

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

## Mandat SMCE206945002

*Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 750 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue Saint-Timothée et l'avenue Papineau. Dépense totale de 15 811 200 \$, taxes incluses (contrat : 12 960 000 \$; contingences : 1 944 000 \$; incidences : 907 200 \$) - Appel d'offres public no 10346 - 3 soumissionnaires.*

À sa séance du 30 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de plus de 10 M \$

Le 3 juin dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en exposant les particularités de ce contrat de travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau par chemisage sur un kilomètre, à proximité d'une station de métro de la ligne verte, tout en précisant que celle-ci avait déjà été réparée à 19 reprises. Puis, le Service a expliqué que de nombreux travaux d'autres partenaires de la Ville avaient été intégrés à ce projet dont la réalisation est prévue en deux phases du mois d'août 2020 au mois de juillet 2021. Le Service a précisé que l'ouverture des soumissions de cet appel d'offres a dû être reportée du 7 au 16 avril en raison de la pandémie et que parmi les 16 preneurs, trois ont soumissionné. La majorité des preneurs n'ayant pas soumissionné était des sous-traitants. Il a également été mentionné qu'aucune clause de boni n'était prévue à ce contrat dont le délai de réalisation ne représente pas un enjeu. Quant aux écarts entre la moyenne des soumissions reçues et la plus basse soumission conforme, il est de 6% et celui entre la soumission la plus élevée et la plus basse est de 11%. Quant à l'écart par rapport à l'estimé de contrôle, il est de 10%. En outre, le Service observe que les écarts sont essentiellement liés à l'item « maintien de la circulation ». En conclusion de son analyse, le Service recommande l'octroi au plus bas soumissionnaire conforme.

En conclusion, la Commission a apprécié toutes les informations reçues dans ce dossier, notamment en ce qui a trait aux mesures de mitigation prévues au projet et relativement à la coordination avec l'ensemble des partenaires, dont la Direction des eaux usées et la STM, et ce, dans l'objectif d'établir un séquençage optimal des travaux. Aussi, la Commission salue cet exercice exemplaire en termes d'intégration de travaux puisqu'il démontre un niveau de réflexion particulièrement avancée en matière d'intégration en vue d'assurer la meilleure fluidité possible pour l'ensemble des travaux prévus dans un secteur donné.

## **Conclusion**

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :*

- Contrat de plus de 10 M \$

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;*

**À l'égard du mandat SMCE206945002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.**





**Dossier # : 1207684002**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Acte mixte  |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Conclure une entente-cadre avec la firme Alithya Canada inc. pour la fourniture de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud, pour la période 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 , pour une somme maximale de 9 029 487,23 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17666) - (2 soumissionnaires). |

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre avec la firme Alithya Canada inc. pour la fourniture de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud, pour la période 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 , pour une somme maximale de 9 029 487,23 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17666;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 15:08

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1207684002**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Acte mixte  |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Conclure une entente-cadre avec la firme Alithya Canada inc. pour la fourniture de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud, pour la période 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 , pour une somme maximale de 9 029 487,23 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17666) - (2 soumissionnaires). |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

En 2003, la plateforme Oracle E-Business system (EBS), baptisée à la Ville SIMON qui est actuellement à la version 12.1.3, a été sélectionnée par la Ville afin de supporter un ensemble d'activités de gestion interne (gestion de l'approvisionnement et de finances).

Lors du renouvellement du contrat en mars 2017 avec Oracle, il a été décidé de migrer son système de gestion intégrée (SIMON) vers une nouvelle plateforme, en infonuagique, permettant de bénéficier de tarif avantageux. La Ville verra alors son système de gestion de l'approvisionnement et de finances ainsi que son système de gestion des ressources humaines (projet Transfo-RH) déplacées hors de ses infrastructures de la Ville, et ce, dans un mode "Software as a Service" (SaaS) opéré par l'éditeur du logiciel Oracle ERP Cloud.

Ainsi, le projet 68092 - Migration SIMON infonuagique vise à implanter dans Oracle ERP Cloud les modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution présentement dans la version actuelle de la suite EBS.

Le présent contrat porte sur l'acquisition de services professionnels pour l'implantation de la suite Oracle ERP Cloud et plus spécifiquement pour les modules dont la ville détient déjà les licences, soit ceux d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution.

L'acquisition de ces services permettra à la Ville :

- d'assurer la mise place d'une configuration respectant les meilleures pratiques du marché et en supportant les processus de la Ville dans les domaines des finances et de l'approvisionnement;
- de s'assurer que la nouvelle solution s'intègre harmonieusement dans l'écosystème de la Ville;
- d'être accompagné et conseillé dans le traitement des écarts entre les processus d'affaires de la Ville et les fonctionnalités d'Oracle ERP Cloud;
- de bénéficier de l'expérience et de l'expertise de la firme dans la réalisation de travaux d'envergure similaire et spécifiquement dans l'intégration des modules d'approvisionnement et de finances de la solution Oracle ERP Cloud;
- de s'assurer d'une intégration et un arrimage avec le projet Transfo-RH (puisque les deux projets vont utiliser la même solution intégrée).

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 19-17666. Cet appel d'offres, publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 11 décembre 2019 pour se terminer le 2 avril 2020. La durée de la publication initiale a été de 72 jours, suite aux reports de date, la durée de la publication finale a été de 112 jours. Le délai de validité des soumissions est de 180 jours à partir de la date du dépôt des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, huit (8) addendas ont été publiés :

| No. addenda | Date de publication | Portée   |
|-------------|---------------------|--|
| 1           | 21 janvier 2020     | Réponses aux questions.  |
| 2           | 21 janvier 2020     | Réponses aux questions.  |
| 3           | 11 février 2020     | Réponses aux questions.  |
| 4           | 18 février 2020     | Report de date et réponses aux questions.  |
| 5           | 20 février 2020     | Réponses aux questions.  |
| 6           | 5 mars 2020         | Réponses aux questions.  |
| 7           | 17 mars 2020        | Report de date et réponses aux questions.  |
| 8           | 30 mars 2020        | Annnonce des mesures de dépôt et d'ouverture des soumissions en raison de la pandémie du COVID-19 et réponses aux questions. |

Le présent dossier vise donc à conclure une entente-cadre avec la firme Alithya Canada inc. pour la fourniture de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud, pour la période 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 , pour une somme maximale de 9 029 487,23 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17666) - (2 soumissionnaires).

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

DA197684002 - 6 décembre 2019 - Approuver la grille d'évaluation des soumissionnaires dans le cadre de l'appel d'offres public no 19-17666 pour l'acquisition de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud.

CG17 0209 - 18 mai 2017 - Autoriser une dépense additionnelle de 26 597 443,10 \$, taxes incluses pour couvrir les frais de soutien technique et obtenir les droits d'utilisation des licences logicielles Oracle pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2022 / Approuver un

projet d'addenda #16 modifiant la convention intervenue avec Oracle Canada ULC (CM03 0900) majorant ainsi le montant total du contrat de 58 914 039,15 \$ à 85 511 482,25\$, taxes incluses.

## DESCRIPTION

L'octroi de ce contrat pour l'acquisition de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud permettra à la Ville :

- de planifier et de gérer le projet relativement à l'implantation et le déploiement de la solution;
- de compiler et de rédiger les besoins détaillés de la Ville;
- d'accompagner et de conseiller la Ville dans le traitement des écarts (par exemple : fonctionnalités non reconduites, adaptations, extensions, les avenues de contournement possibles);
- de définir une architecture de solution qui couvre les volets suivants :
  - o les extensions à la solution Oracle ERP Cloud;
  - o les intégrations avec les systèmes internes et externes de la Ville;
  - o la conversion de données;
- de configurer la solution pour les modules de finances, d'approvisionnement et d'administration de la solution;
- de définir une stratégie de test et d'élaborer des plans de tests;
- de définir la stratégie et le plan de déploiement;
- de donner un support post-implantation;
- de conseiller et de soutenir la Ville dans la gestion du changement;
- d'assurer un transfert de connaissances, notamment en formant certains utilisateurs (par exemple : des développeurs, des pilotes et des formateurs) ainsi qu'en fournissant le matériel didacticiel et en donnant un support-conseil aux formateurs de la Ville.

L'adjudicataire peut être appelé à fournir des services professionnels pour un nombre d'heures maximum prévu pour chacun des articles présentés dans le tableau ci-dessous. La Ville peut s'abstenir d'utiliser les heures ou d'utiliser partiellement les heures prévues pour chacun des items.

| Nombre d'heures maximum prévu pour les services professionnels |  |                         |                 |
|--|--|-------------------------|-----------------|
| Numéro d'article   | Description d'article                            | Quantité prévisionnelle | Unité de mesure |
| 1.   | Gestion de projet                                | 9 450                   | Heures          |
| 2.   | Démarrage du projet                              | 70                      | Heures          |
| 3.   | Planification détaillée                          | 5 850                   | Heures          |
| 4.   | Réalisation et mise en production de la solution |                         |                 |
| 4.1.   | Configuration de la solution                     |                         |                 |
| 4.1.1.   | Gestion des ressources financières               |                         |                 |

|          |   |        |        |
|----------|---|--------|--------|
| 4.1.1.1. | Grand-livre et contrôle budgétaire            | 3 105  | Heures |
| 4.1.1.2. | Gestion des taxes                             | 1 555  | Heures |
| 4.1.1.3. | Comptes à payer (comptes fournisseurs)        | 1 555  | Heures |
| 4.1.1.4. | Comptes à recevoir (comptes clients)          | 2 070  | Heures |
| 4.1.1.5. | Gestion de la trésorerie                      | 1 035  | Heures |
| 4.1.2.   | Gestion des demandes d'achats                 | 2 070  | Heures |
| 4.1.3.   | Gestion des bons de commande                  | 2 070  | Heures |
| 4.1.4.   | Gestion de l'inventaire                       | 2 590  | Heures |
| 4.1.5.   | Gestion des commandes externes                | 520    | Heures |
| 4.1.6.   | Gestion du portail fournisseur                | 2 070  | Heures |
| 4.1.7.   | Rapports, tableaux de bord et flux de travail | 1 800  | Heures |
| 4.1.8.   | Administration de la solution                 | 4 500  | Heures |
| 4.2.     | Conception et développement des               | 13 500 | Heures |

|      |  |               |               |
|------|--|---------------|---------------|
| 4.3. | adaptations et des extensions à la solution  | 10 200        | Heures        |
|      | Conception et développement des intégrations |               |               |
| 4.4. | Conversion des données                       | 7 300         | Heures        |
| 4.5. | Tests  | 5 535         | Heures        |
| 4.6. | Stratégie et plan de déploiement             | 180           | Heures        |
| 5.   | Support post-implantation                    | 2 700         | Heures        |
| 6.   | Transfert des connaissances                  | 2 800         | Heures        |
| 7.   | Clôture                                      | 235           | Heures        |
|      | <b>Total</b>                                 | <b>82 760</b> | <b>Heures</b> |

Pour chaque livrable identifié dans le projet, un mandat sera estimé conjointement entre les experts internes et l'intégrateur. L'avancement du mandat sera suivi sur une base régulière et une reddition de compte sera également produite mensuellement. Tout écart devra faire l'objet d'une demande de changement approuvée.

Des mécanismes sont prévus afin d'assurer la qualité des livrables, soit des plans de tests, un registre pour le suivi de la réalisation des exigences du contrat, la réalisation de tests, l'acceptation des tests, des vérifications et des validations, l'acceptation finale de la solution, la surveillance et l'audit, etc.

Au niveau de la sécurité des données, la solution technologique choisie répond aux critères de sécurité établis par la Direction de la sécurité de l'information. Ces critères sont définis en fonction de la nature des informations traitées par les solutions technologiques. Il y a quatre niveaux de criticité d'information, les informations de gestion des finances et d'approvisionnements sont des informations qui sont jugées confidentielles et ayant le niveau de criticité le plus élevé. Ces solutions permettent entre autres le cryptage des données sensibles. De plus, la sécurité est gérée à deux niveaux :

1. Via les accès sécurisés à la solution assurant que seuls les utilisateurs devant accéder à la solution puissent le faire via des profils de sécurité, assurant que les utilisateurs du système n'aient accès qu'aux informations en lien avec son rôle dans l'organisation. La définition des profils de sécurité a été axée sur les informations nécessaires par un employé pour réaliser ses fonctions;
2. Les environnements utilisés pour le développement et les tests doivent répondre au même niveau de sécurité que les environnements de production. Tant au niveau des accès qu'au niveau des profils.

Finalement, afin d'assurer la confidentialité de l'information, les données dans ces environnements seront brouillées afin de les rendre totalement anonymes.

## JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt du marché, sur un total de quinze (15) preneurs de cahiers de charges, trois preneurs (20%) ont déposé une soumission, alors que douze (80%) n'ont pas soumissionné. De ces douze (12) firmes, neuf (9) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistements invoquées sont :

- une (1) firme n'offre pas les services demandés;
- une (1) firme a des engagements dans d'autres projets;
- trois (3) firmes affirment ne pas disposer des ressources qualifiées actuellement;
- deux (2) municipalités étaient preneurs;
- deux (2) firmes sont des sous-traitants de l'appel d'offres;
- les autres preneurs n'ayant pas déposé de soumission n'ont pas retourné de formulaire de non-participation.

Sur les trois (3) soumissions reçues des firmes, seule une (1) soumission a été rejetée pour des raisons administratives.

Un système à deux enveloppes a été utilisé pour cet l'appel d'offres, en mentionnant toutes les exigences et tous les critères qui seront utilisés pour évaluer les offres.

Après l'ouverture des soumissions qualitatives, nous avons formé un comité de sélection de cinq membres, sous la supervision de l'agent d'approvisionnement, les membres ont évalué individuellement la qualité de chaque soumission sans en connaître le prix.

L'agent d'approvisionnement a par la suite procédé à l'ouverture uniquement des offres de prix qui proviennent des entreprises dont la soumission a obtenu le niveau de performance acceptable pour tous les critères (plus de 70%).

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 8 octobre 2019 (DA197684002). Les deux (2) firmes ayant déposé des soumissions ont obtenu la note de passage intérimaire. Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

| <b>SOUSSIONS CONFORMES</b>   | <b>NOTE INTÉRIM</b> | <b>NOTE FINALE</b> | <b>PRIX SOUMIS</b><br>(taxes incluses) | <b>AUTRES</b><br>(Contingences + variation de quantités)<br>(taxes incluses) | <b>TOTAL</b><br>(taxes incluses) |
|--|---------------------|--------------------|--|--|----------------------------------|
| <b>Alithya Canada inc.</b>   | 70,60               | 0,13               | 9 029 487,23 \$                        |  | 9 029 487,23 \$                  |
| KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L   | 87,40               | 0,09               | 15 775 643,15 \$                       |  | 15 775 643,15 \$                 |
| Dernière estimation réalisée   |                     |                    |  |  | 17 283 088,00 \$                 |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$)<br>(l'adjudicataire - estimation) |                     |                    |  |  | (8 253 600,77 \$)                |

|   |                 |
|---|-----------------|
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)<br><i>((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100</i>   | (47,76%)        |
| Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (\$)<br><i>(2<sup>ème</sup> meilleure note finale - adjudicataire)</i>                        | 6 746 155,92 \$ |
| Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (%)<br><i>((2<sup>ème</sup> meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100</i> | 74,71%          |

On constate un écart de (47,76%) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation. Cette dernière a été réalisée à partir d'une grille de taux horaires du marché fournie de la firme spécialisée Gartners. De plus, une vigie de marché a également été effectuée à l'interne par des experts du domaine.

La réponse du 2e soumissionnaire conforme valide l'hypothèse sur laquelle se basait notre estimation qui était principalement basée sur les grands joueurs de l'industrie mondiale faute de données pour les fournisseurs locaux, en effet, l'écart entre le 2e soumissionnaire et l'estimation de la Ville est de 8,72%.

L'adjudicataire s'est démarqué au niveau de son prix qui est plus bas de 74.71% par rapport au deuxième plus bas soumissionnaire, ce qui montre que son offre est très compétitive visant très probablement l'acquisition de parts de marché.

On constate un écart de (47,76%) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation. Cette dernière a été réalisée à partir d'une grille de taux horaires du marché fournie de la firme spécialisée Gartner. De plus, une vigie de marché a également été effectuée à l'interne par des experts du domaine. La réponse du 2e soumissionnaire conforme valide l'hypothèse sur laquelle se basait notre estimation qui était principalement basée sur les grands joueurs de l'industrie mondiale faute de données pour les fournisseurs locaux, en effet, l'écart entre le 2e soumissionnaire et l'estimation de la Ville est de 8,72%. L'offre de l'adjudicataire s'est nettement démarquée. L'écart de prix entre celui-ci et le deuxième plus bas soumissionnaire par rapport à sa soumission est de 74,71%. Ce qui montre que son offre est très compétitive visant très probablement l'acquisition des parts de marché par un fournisseur local. Ce type de marché est principalement dominé par des firmes internationales, à l'instar d'un dossier similaire (#1207684001) pour lequel uniquement des firmes internationales avaient déposées une soumission conforme. Bien que le prix soit plus bas que l'estimation, l'adjudicataire répond aux exigences de qualité et a passé l'évaluation faite par le comité de sélection tel que présenté dans le tableau des résultats dans la section justification.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu de critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M\$ et répondant aux deux conditions suivantes :
  1. Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme;
  2. Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.



En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M\$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Alithya Canada inc. a obtenu son accréditation le 8 mai 2018, et cette dernière demeure valide.

Après vérification, Alithya Canada inc. n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense de 9 029 487,23 \$, taxes incluses, (8 245 125,38 \$, net de taxes) sera imputée au PTI 2020-2022 du Service des TI au projet 68092 - Migration du système intégré Montréal (SIMON).

Les services de l'implantation seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins de services des différentes vagues prévues à la feuille de route de l'intégration des modules d'approvisionnement et de finances de la solution Oracle ERP Cloud. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction de chacune des vagues.

Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 49,8% pour 2020. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes. Ce taux sera révisé annuellement.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le fournisseur Oracle a annoncé l'arrêt de l'évolution de la version actuelle de SIMON à partir du 31 décembre 2021 et l'arrêt complet du support d'Oracle EBS (SIMON) en 2030. Une migration vers la solution infonuagique est essentielle pour assurer une pérennité des opérations. Plus nous attendons, plus le coût de migration vers la solution infonuagique sera élevé, car la Ville sera contrainte de migrer à la version 12.2.x d'Oracle EBS dans les plus brefs délais.

La solution permettra à la Ville :

- de réduire le coût d'entretien, de soutien et de maintenance;
- d'augmenter le niveau de sécurité du système;
- d'aligner les processus d'affaires de la Ville aux meilleures pratiques du marché;
- de disposer plus rapidement et facilement de nouvelles fonctionnalités suite aux mises à jour effectuées sur une base régulière (4 fois par année);
- de tirer avantage des rapports analytiques intégrés dans la solution.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ne s'applique pas.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au comité exécutif : le 20 mai 2020;
- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 3 juin 2020;
- Retour du dossier au comité exécutif : le 10 juin 2020;
- Approbation du dossier par le conseil municipal : le 15 juin 2020;
- Approbation du dossier par le conseil d'agglomération : le 18 juin 2020.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Bernard BOUCHER)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Dean GAUTHIER, Service de l'approvisionnement  
Yves COURCHESNE, Service des finances

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Naim MANOUCHI  
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 872-7301  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-27

Abdelmalek BOUKHEZAR  
Chef de division - solutions finances et approvisionnement

**Tél :** 514 872-7307  
**Télécop. :** 000-0000

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

André TRUDEAU

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER

directeur(trice) solutions d'affaires

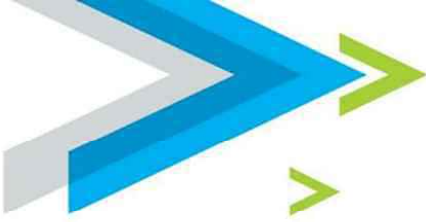
**Tél :** 514-448-6733

**Approuvé le :** 2020-05-06

Directeur du service des technologies de l'information

**Tél :** 438-998-2829

**Approuvé le :** 2020-05-07



VILLE DE MONTRÉAL

APPEL D'OFFRES NO 19-17666

Services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud  
Formulaire de soumission

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP



Le 8 mai 2018

GROUPE ALITHYA INC.  
A/S MONSIEUR MARC CANTIN  
2875, BOUL LAURIER, BUR. 1250  
QUÉBEC (QC) G1V 2M2

N° de décision : 2018-CPSM-1030379  
N° de client : 3000157357

**Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- 6I SOLUTION
- ALITHYA CONSULTING USA
- ALITHYA GROUP INC.
- ALITHYA SERVICES-CONSEILS USA
- OSI SOLUTIONS GLOBALES

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). GROUPE ALITHYA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

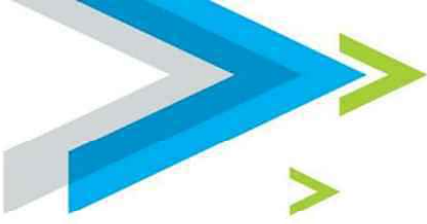
Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 octobre 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

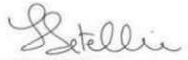
**Québec**  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)

**Montréal**  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 873-3090

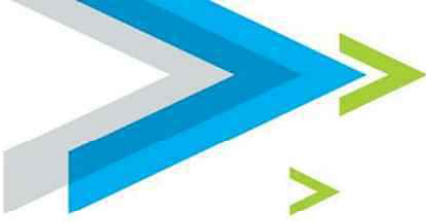


12

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier  
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires



Le 22 mars 2019

ALITHYA CANADA INC.  
A/S MONSIEUR MARC CANTIN  
700, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O  
BUR. 2400  
MONTRÉAL (QC) H3B 5M2

N° de client : 3000157357  
N° de référence : 1900003059

Objet : Changement de nom de GROUPE ALITHYA INC. à ALITHYA CANADA INC.

---

Monsieur,

L'Autorité des marchés publics (l'« AMP ») a été informée du changement de nom de l'entreprise ALITHYA CANADA INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant ALITHYA CANADA INC. Nous comprenons que le NEQ « 1144392173 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise GROUPE ALITHYA INC. autorisée le 17 octobre 2014.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'AMP.

Pour toute question, veuillez communiquer avec Hélène Roy au 418 646-1564.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de l'admissibilité aux marchés publics

**Dossier # : 1207684002**







|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement  |
| <b>Objet :</b>                            | Conclure une entente-cadre avec la firme Alithya Canada inc. pour la fourniture de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud, pour la période 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 , pour une somme maximale de 9 029 487,23 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17666) - (2 soumissionnaires). |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**

-  [19-17666-SEAO Liste des commandes.pdf](#)
  -  [19-17666 Intervention.pdf](#)
  -  [19-17666 Tableau Comité Diffusion.pdf](#)
  -  [19-17666 TCP.pdf](#)
  -  [19-17666 pv 2 ieme.pdf](#)
  -  [19-17666 PV.pdf](#)
- 

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Bernard BOUCHER  
Agent d'approvisionnement II  
**Tél :** 514-872-5290

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-28

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ  
c/s acquisition  
**Tél :** 514-872-5396  
**Division :** Service de l'approvisionnement ,  
Direction acquisition

**APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES  
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT**

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| <b>Identification</b>       |   |
| No de l'appel d'offres :    | 19-17666  |
| No du GDD :                 | 1207684002  |
| Titre de l'appel d'offres : | Acquisition de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud |
| Type d'adjudication :       | Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)   |

|  |                |  |               |
|--|----------------|--|---------------|
| <b>Déroulement de l'appel d'offres</b> |                |  |               |
| Lancement effectué le :                | 11 - 12 - 2019 | Nombre d'addenda émis durant la période :  | 8             |
| Ouverture originalement prévue le :    | 27 - 2 - 2020  | Date du dernier addenda émis :             | 30 - 3 - 2020 |
| Ouverture faite le :                   | 2 - 4 - 2020   | Délai total accordé aux soumissionnaires : | 112 jrs       |
| Date du comité de sélection :          | 20 - 4 - 2020  |  |               |

|   |         |  |               |                 |       |
|---|---------|--|---------------|-----------------|-------|
| <b>Analyse des soumissions</b>                    |         |  |               |                 |       |
| Nbre de preneurs :                                | 18      | Nbre de soumissions reçues :                           | 3             | % de réponses : | 16.67 |
|   |         | Nbre de soumissions rejetées :                         | 1             | % de rejets :   | 33.33 |
| <u>Soumission(s) rejetée(s) (nom)</u>             |         | <u>Motif de rejet: administratif et / ou technique</u> |               |                 |       |
| Fusion Practices                                  |         | Administratif  |               |                 |       |
| Durée de la validité initiale de la soumission :  | 180 jrs | Date d'échéance initiale :                             | 29 - 9 - 2020 |                 |       |
| Prolongation de la validité de la soumission de : | 0 jrs   | Date d'échéance révisée :                              | 29 - 9 - 2020 |                 |       |

|  |                           |                      |   |       |
|--|---------------------------|----------------------|---|-------|
| <b>Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi</b>   |                           |                      |   |       |
| Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées ✓ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples |                           |                      |   |       |
|  | Nom des firmes            | Montant soumis (TTI) | ✓ | # Lot |
|  | Alithya Canada inc.       | 9 029 670.51         | ✓ |       |
|  | KPMG s.r.l./ S.E.N.C.R.L. | 15 775 413.17        |   |       |

|   |   |
|---|---|
| <b>Information additionnelle</b>  |   |
| Voir les réponses ci-dessous  |   |
| <b>Nombre et raison des avis de désistements:</b>   |   |
| 1   | Nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés (spécifications requises non rencontrées)   |
| 1   | Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis  |
| 2   | Donneurs d'ouvrages, municipalité, organisme para-municipal etc...  |
| 2   | Sommes sous-traitant a l'appel d'offres   |
| 3   | Autres raisons:<br>a) nous n'avons pas ce type de produits ni les ressources qualifiées disponibles<br>b) le contexte actuel ne se prete pas a déposer une offre.<br>c) on ne déposeras pas d'offre |
| 6   | Aucune réponse  |
| <b>15</b>   | <b>Total des raisons de désistement</b>   |
| <b>15</b>   | <b>Nombre total de firmes</b>   |
| A titre indicatif le nombre de firmes ayant telecharger l'appel d'offres a plus d'une reprise, toutefois les raisons de désistements figurent ci-dessus . |   |
| 3   | A telecharger l'appel d'offres en double  |

Préparé par : Bernard Boucher

Le 20 - 4 - 2020





19-17666 - Acquisition de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud

|                                  | <i>Pointage intermédiaire</i> | <i>Prix</i>      | <i>Pointage final</i> |             | <i>Comité</i> |                                |
|----------------------------------|-------------------------------|------------------|-----------------------|-------------|---------------|--------------------------------|
| <b>FIRME</b>                     | <b>100%</b>                   | <b>\$</b>        |                       | <b>Rang</b> | <b>Date</b>   | mercredi 15-04-2020            |
| KPMG                             | 87.40                         | 15 775 643.15 \$ | <b>0.09</b>           | <b>2</b>    | <b>Heure</b>  | 9 h 00                         |
| Alithya                          | 70.60                         | 9 029 487.23 \$  | <b>0.13</b>           | <b>1</b>    | <b>Lieu</b>   | Comite de sélection a distance |
| 0                                | -                             |                  | -                     |             |               |                                |
| 0                                | -                             |                  | -                     |             |               |                                |
| 0                                | -                             |                  | -                     |             |               |                                |
| <b>Agent d'approvisionnement</b> |                               |                  |                       |             |               |                                |

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>Multiplicateur d'ajustement</b> |
| <b>10000</b>                       |

**No de l'appel d'offres**

19-17666

**Agent d'approvisionnement**

Bernard Boucher

**Conformité**

| Soumissionnaires                | Num. du Lot | Description du lot | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Données                 |                         |
|---------------------------------|-------------|--------------------|-------------|--------------------|-----------------|-----------------|--------------------|----------------|-------------------------|-------------------------|
|                                 |             |                    |             |                    |                 |                 |                    |                | Montant sans taxes      | Montant taxes incluses  |
| <b>Alithya Canada inc.</b>      |             |                    |             |                    |                 |                 |                    |                | <b>7 853 594.70 \$</b>  | <b>9 029 670.51 \$</b>  |
| <b>KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.</b> |             |                    |             |                    |                 |                 |                    |                | <b>13 720 733.35 \$</b> | <b>15 775 413.17 \$</b> |



## Liste des commandes

**Numéro** : 19-17666

**Numéro de référence** : 1328099

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : Acquisition de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

| <u>Organisation</u>   | <u>Contact</u>   | <u>Date et heure de commande</u>   | <u>Addenda envoyé</u>   |
|---|--|--|---|
| Accenture<br>1100-45 O'Connor St.<br>Ottawa, ON, K1P 1A4  | <a href="#">Madame Denise Corbishley</a><br>Téléphone : 613 750-5609<br>Télécopieur : 613 750-5544 | <b>Commande : (1674196)</b><br>2019-12-12 12 h 41<br><b>Transmission :</b><br>2019-12-12 12 h 41 | 3238725 - 19-17666 Addenda 1<br>2020-01-21 16 h 41 - Courriel<br>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)<br>2020-02-07 10 h 44 - Courriel<br>3252328 - 19-17666_ Addenda 3 QR<br>2020-02-11 13 h 44 - Courriel<br>3257710 - 19-17666_ Addenda 4 Report QR<br>2020-02-18 16 h 51 - Courriel<br>3259308 - 19-17666_ Addenda 5 QR<br>2020-02-20 10 h 55 - Courriel<br>3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses<br>2020-03-05 11 h 49 - Courriel<br>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE<br>2020-03-17 11 h 52 - Courriel<br>3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses<br>2020-03-30 13 h 24 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Alithya Canada inc.<br>725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525<br>Québec, QC, G2J 0C4<br><a href="http://www.alithya.com">http://www.alithya.com</a> | <a href="#">Madame Josée Turcotte</a><br>Téléphone : 418 650-6414<br>Télécopieur : 418 650-5876    | <b>Commande : (1673786)</b><br>2019-12-11 15 h 16<br><b>Transmission :</b><br>2019-12-11 15 h 16 | 3238725 - 19-17666 Addenda 1<br>2020-01-21 16 h 41 - Courriel<br>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)<br>2020-02-07 10 h 44 - Courriel<br>3252328 - 19-17666_ Addenda 3 QR<br>2020-02-11 13 h 44 - Courriel<br>3257710 - 19-17666_ Addenda 4 Report QR<br>2020-02-18 16 h 51 - Courriel<br>3259308 - 19-17666_ Addenda 5 QR<br>2020-02-20 10 h 55 - Courriel<br>3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses<br>2020-03-05 11 h 49 - Courriel<br>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE<br>2020-03-17 11 h 52 - Courriel<br>3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses<br>2020-03-30 13 h 24 - Courriel  |

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

CMI Groupe Conseil  
330, Saint-Vallier Est, bureau 220  
Québec, QC, G1K 9C5

[Madame Mélanie Brousseau](#)  
Téléphone : 418 529-5899  
Télécopieur : 418 529-9161

**Commande : (1674023)**  
2019-12-12 9 h 43  
**Transmission :**  
2019-12-12 9 h 43

3238725 - 19-17666 Addenda 1  
2020-01-21 16 h 41 - Courriel  
3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)  
2020-02-07 10 h 44 - Courriel  
3252328 - 19-17666\_ Addenda 3 QR  
2020-02-11 13 h 44 - Courriel  
3257710 - 19-17666\_ Addenda 4 Report QR  
2020-02-18 16 h 51 - Courriel  
3259308 - 19-17666\_ Addenda 5 QR  
2020-02-20 10 h 55 - Courriel  
3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses  
2020-03-05 11 h 49 - Courriel  
3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE  
2020-03-17 11 h 52 - Courriel  
3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses  
2020-03-30 13 h 24 - Courriel  
Mode privilégié (devis) : Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Cofomo inc.  
1000, rue De La Gauchetière Ouest,  
bureau 1500  
Montréal, QC, H3B 4W5  
<http://www.cofomo.com>

[Monsieur Gaston Jalbert](#)  
Téléphone : 514 866-0039  
Télécopieur : 514 866-0900

**Commande : (1674039)**  
2019-12-12 9 h 55  
**Transmission :**  
2019-12-12 9 h 55

3238725 - 19-17666 Addenda 1  
2020-01-21 16 h 41 - Courriel  
3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)  
2020-02-07 10 h 44 - Courriel  
3252328 - 19-17666\_ Addenda 3 QR  
2020-02-11 13 h 44 - Courriel  
3257710 - 19-17666\_ Addenda 4 Report QR  
2020-02-18 16 h 51 - Courriel  
3259308 - 19-17666\_ Addenda 5 QR  
2020-02-20 10 h 55 - Courriel  
3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses  
2020-03-05 11 h 49 - Courriel  
3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE  
2020-03-17 11 h 52 - Courriel  
3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses  
2020-03-30 13 h 24 - Courriel  
Mode privilégié (devis) : Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Conseillers en Gestion et Informatique  
CGI inc.  
1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage  
Montréal, QC, H3G 1T4  
<http://www.cgi.com>

[Monsieur Michel Blain](#)  
Téléphone : 514 415-3000  
Télécopieur : 514 415-3999

**Commande : (1673964)**  
2019-12-12 8 h 48  
**Transmission :**  
2019-12-12 8 h 48

3238725 - 19-17666 Addenda 1  
2020-01-21 16 h 41 - Courriel  
3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)  
2020-02-07 10 h 44 - Courriel  
3252328 - 19-17666\_ Addenda 3 QR  
2020-02-11 13 h 44 - Courriel  
3257710 - 19-17666\_ Addenda 4 Report QR  
2020-02-18 16 h 51 - Courriel  
3259308 - 19-17666\_ Addenda 5 QR  
2020-02-20 10 h 55 - Courriel  
3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses  
2020-03-05 11 h 49 - Courriel

|  |  |  |   |
|--|--|--|---|
|  |  |  | <p>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE<br/>2020-03-17 11 h 52 - Courriel</p> <p>3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses<br/>2020-03-30 13 h 24 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br/>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>   |
| <p>Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres)<br/>2000, boul. Lebourgneuf<br/>Bureau 300<br/>Québec, QC, G2K 0B8<br/><a href="http://fujitsu.com/ca">http://fujitsu.com/ca</a></p> | <p><a href="#">Madame Anne-Marie Deschenes</a><br/>Téléphone : 418 840-5100<br/>Télécopieur : 418 840-5105</p> | <p><b>Commande : (1674147)</b><br/>2019-12-12 11 h 23<br/><b>Transmission :</b><br/>2019-12-12 11 h 23</p> | <p>3238725 - 19-17666 Addenda 1<br/>2020-01-21 16 h 41 - Courriel</p> <p>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)<br/>2020-02-07 10 h 44 - Courriel</p> <p>3252328 - 19-17666_ Addenda 3 QR<br/>2020-02-11 13 h 44 - Courriel</p> <p>3257710 - 19-17666_ Addenda 4 Report QR<br/>2020-02-18 16 h 51 - Courriel</p> <p>3259308 - 19-17666_ Addenda 5 QR<br/>2020-02-20 10 h 56 - Courriel</p> <p>3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses<br/>2020-03-05 11 h 49 - Courriel</p> <p>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE<br/>2020-03-17 11 h 52 - Courriel</p> <p>3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses<br/>2020-03-30 13 h 24 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br/>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>                                    |
| <p>Fusion Practice Ltd<br/>6th Floor, Aldgate Tower<br/>Unit 6083, 2 Leman St<br/>London, , E1 8FA</p>   | <p><a href="#">Monsieur Goutham Sridharan</a><br/>Téléphone : 919 884-453521<br/>Télécopieur :</p>             | <p><b>Commande : (1716614)</b><br/>2020-03-13 14 h 20<br/><b>Transmission :</b><br/>2020-03-13 14 h 20</p> | <p>3238725 - 19-17666 Addenda 1<br/>2020-03-13 14 h 20 - Téléchargement</p> <p>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)<br/>2020-03-13 14 h 20 - Téléchargement</p> <p>3252328 - 19-17666_ Addenda 3 QR<br/>2020-03-13 14 h 20 - Téléchargement</p> <p>3257710 - 19-17666_ Addenda 4 Report QR<br/>2020-03-13 14 h 20 - Téléchargement</p> <p>3259308 - 19-17666_ Addenda 5 QR<br/>2020-03-13 14 h 20 - Téléchargement</p> <p>3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses<br/>2020-03-13 14 h 20 - Téléchargement</p> <p>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE<br/>2020-03-17 11 h 52 - Courriel</p> <p>3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses<br/>2020-03-30 13 h 24 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br/>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p> |
| <p>IBM Canada Itée<br/>140, Grande Allée Est<br/>5e étage<br/>Québec, QC, G1R 5N6<br/><a href="http://www.ibm.com">http://www.ibm.com</a></p>  | <p><a href="#">Monsieur Luc Masson</a><br/>Téléphone : 418 653-1574<br/>Télécopieur : 418 523-6868</p>         | <p><b>Commande : (1674038)</b><br/>2019-12-12 9 h 54<br/><b>Transmission :</b><br/>2019-12-12 9 h 54</p>   | <p>3238725 - 19-17666 Addenda 1<br/>2020-01-21 16 h 41 - Courriel</p> <p>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)<br/>2020-02-07 10 h 44 - Courriel</p> <p>3252328 - 19-17666_ Addenda 3 QR<br/>2020-02-11 13 h 44 - Courriel</p>   |

|  |   |  |   |
|--|---|--|---|
|  |   |  | <p>3257710 - 19-17666_Addenda 4 Report QR<br/>2020-02-18 16 h 51 - Courriel</p> <p>3259308 - 19-17666_Addenda 5 QR<br/>2020-02-20 10 h 56 - Courriel</p> <p>3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses<br/>2020-03-05 11 h 49 - Courriel</p> <p>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE<br/>2020-03-17 11 h 52 - Courriel</p> <p>3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses<br/>2020-03-30 13 h 24 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br/>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>   |
| <p>Levio Conseils inc.<br/>1001, boul. De Maisonneuve<br/>Bureau 320<br/>Montréal, QC, H3A 3C8<br/><a href="http://www.levio.ca">http://www.levio.ca</a></p> | <p><a href="#">Madame Kathy Tremblay</a><br/>Téléphone : 418 914-3623<br/>Télécopieur :</p> | <p><b>Commande : (1673923)</b><br/>2019-12-12 8 h 18<br/><b>Transmission :</b><br/>2019-12-12 8 h 18</p>   | <p>3238725 - 19-17666 Addenda 1<br/>2020-01-21 16 h 41 - Courriel</p> <p>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)<br/>2020-02-07 10 h 44 - Courriel</p> <p>3252328 - 19-17666_Addenda 3 QR<br/>2020-02-11 13 h 44 - Courriel</p> <p>3257710 - 19-17666_Addenda 4 Report QR<br/>2020-02-18 16 h 51 - Courriel</p> <p>3259308 - 19-17666_Addenda 5 QR<br/>2020-02-20 10 h 55 - Courriel</p> <p>3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses<br/>2020-03-05 11 h 49 - Courriel</p> <p>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE<br/>2020-03-17 11 h 52 - Courriel</p> <p>3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses<br/>2020-03-30 13 h 24 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br/>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p> |
| <p>Oracle - Oracle Consulting services<br/>330 rue St-Vallier Est suite 130<br/>Québec, QC, G1K9C5</p>   | <p><a href="#">Madame France Germain</a><br/>Téléphone : 418 455-3610<br/>Télécopieur :</p> | <p><b>Commande : (1674111)</b><br/>2019-12-12 10 h 56<br/><b>Transmission :</b><br/>2019-12-12 10 h 56</p> | <p>3238725 - 19-17666 Addenda 1<br/>2020-01-21 16 h 41 - Courriel</p> <p>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)<br/>2020-02-07 10 h 44 - Courriel</p> <p>3252328 - 19-17666_Addenda 3 QR<br/>2020-02-11 13 h 44 - Courriel</p> <p>3257710 - 19-17666_Addenda 4 Report QR<br/>2020-02-18 16 h 51 - Courriel</p> <p>3259308 - 19-17666_Addenda 5 QR<br/>2020-02-20 10 h 55 - Courriel</p> <p>3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses<br/>2020-03-05 11 h 49 - Courriel</p> <p>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE<br/>2020-03-17 11 h 52 - Courriel</p> <p>3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses<br/>2020-03-30 13 h 24 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br/>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>  |
| <p>Oracle Canada ULC LV</p>  | <p><a href="#">Monsieur Luc Verschelden</a></p>   | <p><b>Commande : (1673890)</b></p>   | <p>3238725 - 19-17666 Addenda 1</p>   |

|  |   |  |  |
|--|---|--|--|
| <p>Oracle<br/>600 Maisonneuve Ouest<br/>Montréal, QC, H3A3J2</p>   | <p>Téléphone : 514 605-0188<br/>Télécopieur :</p>   | <p>2019-12-12 7 h 43<br/><b>Transmission :</b><br/>2019-12-12 7 h 43</p>                                   | <p>2020-01-21 16 h 41 - Courriel<br/>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-<br/>documents)<br/>2020-02-07 10 h 44 - Courriel<br/>3252328 - 19-17666_ Addenda 3 QR<br/>2020-02-11 13 h 44 - Courriel<br/>3257710 - 19-17666_ Addenda 4 Report QR<br/>2020-02-18 16 h 51 - Courriel<br/>3259308 - 19-17666_ Addenda 5 QR<br/>2020-02-20 10 h 55 - Courriel<br/>3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et<br/>réponses<br/>2020-03-05 11 h 49 - Courriel<br/>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE<br/>DATE<br/>2020-03-17 11 h 52 - Courriel<br/>3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et<br/>réponses<br/>2020-03-30 13 h 24 - Courriel<br/>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br/>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>                                 |
| <p>PwC Management Services L.P.<br/>1250, boul. René-Lévesque Ouest<br/>Bureau 2500<br/>Montréal, QC, H3B4Y1</p> | <p><a href="#">Madame Nadia Bergeron</a><br/>Téléphone : 514 205-5001<br/>Télécopieur :</p>               | <p><b>Commande : (1674749)</b><br/>2019-12-13 12 h 43<br/><b>Transmission :</b><br/>2019-12-13 12 h 43</p> | <p>3238725 - 19-17666 Addenda 1<br/>2020-01-21 16 h 41 - Courriel<br/>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-<br/>documents)<br/>2020-02-07 10 h 44 - Courriel<br/>3252328 - 19-17666_ Addenda 3 QR<br/>2020-02-11 13 h 44 - Courriel<br/>3257710 - 19-17666_ Addenda 4 Report QR<br/>2020-02-18 16 h 51 - Courriel<br/>3259308 - 19-17666_ Addenda 5 QR<br/>2020-02-20 10 h 55 - Courriel<br/>3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et<br/>réponses<br/>2020-03-05 11 h 49 - Courriel<br/>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE<br/>DATE<br/>2020-03-17 11 h 52 - Courriel<br/>3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et<br/>réponses<br/>2020-03-30 13 h 24 - Courriel<br/>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br/>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p> |
| <p>SC Services de gestion KPMG<br/>1500-600, boul. de Maisonneuve Ouest<br/>Montréal, QC, H3A 0A3</p>            | <p><a href="#">Madame Nada Atmeh</a><br/>Téléphone : 514 840-2568<br/>Télécopieur : 514 840-<br/>2443</p> | <p><b>Commande : (1684702)</b><br/>2020-01-17 16 h 31<br/><b>Transmission :</b><br/>2020-01-17 16 h 31</p> | <p>3238725 - 19-17666 Addenda 1<br/>2020-01-21 16 h 42 - Télécopie<br/>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-<br/>documents)<br/>2020-02-07 10 h 45 - Télécopie<br/>3252328 - 19-17666_ Addenda 3 QR<br/>2020-02-11 13 h 44 - Télécopie<br/>3257710 - 19-17666_ Addenda 4 Report QR<br/>2020-02-18 16 h 52 - Télécopie<br/>3259308 - 19-17666_ Addenda 5 QR<br/>2020-02-20 10 h 56 - Télécopie<br/>3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et<br/>réponses<br/>2020-03-05 12 h 20 - Télécopie<br/>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE<br/>DATE<br/>2020-03-17 11 h 52 - Télécopie</p>  |

|   |   |  |  |
|---|---|--|--|
|   |   |  | 3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses<br>2020-03-30 13 h 24 - Télécopie<br>Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)   |
| SC Services de gestion KPMG<br>1500-600, boul. de Maisonneuve Ouest<br>Montréal, QC, H3A 0A3  | <a href="#">Monsieur SEAO Coulonval</a><br>Téléphone : 514 840-5630<br>Télécopieur : 514 840-2187     | <b>Commande : (1674108)</b><br>2019-12-12 10 h 50<br><b>Transmission :</b><br>2019-12-12 10 h 50 | 3238725 - 19-17666 Addenda 1<br>2020-01-21 16 h 41 - Courriel<br>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)<br>2020-02-07 10 h 44 - Courriel<br>3252328 - 19-17666_ Addenda 3 QR<br>2020-02-11 13 h 44 - Courriel<br>3257710 - 19-17666_ Addenda 4 Report QR<br>2020-02-18 16 h 51 - Courriel<br>3259308 - 19-17666_ Addenda 5 QR<br>2020-02-20 10 h 56 - Courriel<br>3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses<br>2020-03-05 11 h 49 - Courriel<br>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE<br>2020-03-17 11 h 52 - Courriel<br>3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses<br>2020-03-30 13 h 24 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique        |
| Société Conseil Groupe LGS (Montréal)<br>1 Place Ville-Marie<br>Bureau 2200<br>Montréal, QC, H3B 3M4<br><a href="http://www.lgs.com">http://www.lgs.com</a> | <a href="#">Monsieur Jean-Jacques Jetté</a><br>Téléphone : 514 964-1454<br>Télécopieur : 845 463-6078 | <b>Commande : (1688188)</b><br>2020-01-24 16 h 17<br><b>Transmission :</b><br>2020-01-24 16 h 17 | 3238725 - 19-17666 Addenda 1<br>2020-01-24 16 h 17 - Téléchargement<br>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)<br>2020-02-07 10 h 44 - Courriel<br>3252328 - 19-17666_ Addenda 3 QR<br>2020-02-11 13 h 44 - Courriel<br>3257710 - 19-17666_ Addenda 4 Report QR<br>2020-02-18 16 h 51 - Courriel<br>3259308 - 19-17666_ Addenda 5 QR<br>2020-02-20 10 h 56 - Courriel<br>3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses<br>2020-03-05 11 h 49 - Courriel<br>3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE<br>2020-03-17 11 h 52 - Courriel<br>3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses<br>2020-03-30 13 h 24 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Trigyn Technologies Inc.<br>3 Place Ville Marie, Suite 400<br>Montréal, QC, H3B2E3  | <a href="#">Monsieur Alok Bhardwaj</a><br>Téléphone : 732 777-4616<br>Télécopieur : 732 876-7605      | <b>Commande : (1675292)</b><br>2019-12-16 12 h 42<br><b>Transmission :</b><br>2019-12-16 12 h 42 | 3238725 - 19-17666 Addenda 1<br>2020-01-21 16 h 41 - Courriel<br>3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)<br>2020-02-07 10 h 44 - Courriel<br>3252328 - 19-17666_ Addenda 3 QR<br>2020-02-11 13 h 44 - Courriel<br>3257710 - 19-17666_ Addenda 4 Report QR<br>2020-02-18 16 h 51 - Courriel<br>3259308 - 19-17666_ Addenda 5 QR<br>2020-02-20 10 h 55 - Courriel   |



3269918 - 19-17666 Addenda 6 Questions et réponses  
2020-03-05 11 h 49 - Courriel  
3277977 - 19-17666 Addenda REPORT DE DATE  
2020-03-17 11 h 52 - Courriel  
3286673 - 19-17666 Addenda 8 Questions et réponses  
2020-03-30 13 h 24 - Courriel  
Mode privilégié (devis) : Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Ville de Longueuil .  
4250, Chemin de la Savane  
Longueuil, QC, J3Y 9G4

[Monsieur Gilles Bordeleau](#)  
Téléphone : 450 463-7100  
Télécopieur : 450 463-7384

**Commande : (1698828)**  
2020-02-13 10 h 52  
**Transmission :**  
2020-02-13 10 h 52

3238725 - 19-17666 Addenda 1  
2020-02-13 10 h 52 - Téléchargement  
3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)  
2020-02-13 10 h 52 - Téléchargement  
3252328 - 19-17666\_ Addenda 3 QR  
2020-02-13 10 h 52 - Téléchargement  
Mode privilégié : Ne pas recevoir

Ville de Québec  
50 Rue Marie de l'Incarnation  
2e étage  
Québec, QC, G1N 3E7  
<http://www.ville.quebec.qc.ca>

[Madame Karo-Lyne Gauthier](#)  
Téléphone : 418 641-6411  
Télécopieur : 418 641-6480

**Commande : (1701999)**  
2020-02-19 9 h 58  
**Transmission :**  
2020-02-19 9 h 58

3238725 - 19-17666 Addenda 1  
2020-02-19 9 h 58 - Téléchargement  
3250457 - 19-17666 Addenda 2 (Porte-documents)  
2020-02-19 9 h 58 - Téléchargement  
3252328 - 19-17666\_ Addenda 3 QR  
2020-02-19 9 h 58 - Téléchargement  
3257710 - 19-17666\_ Addenda 4 Report QR  
2020-02-19 9 h 58 - Téléchargement  
Mode privilégié : Ne pas recevoir

- Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.  
 Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.  
 Organisme public.

**Dossier # : 1207684002**

**Unité administrative responsable :**

Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement

**Objet :**

Conclure une entente-cadre avec la firme Alithya Canada inc. pour la fourniture de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud, pour la période 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 , pour une somme maximale de 9 029 487,23 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17666) - (2 soumissionnaires).



**Rapport - mandat SMCE207684002.pdf**

**Dossier # :1207684002**

Ville de Montréal

## Service du greffe

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée

Montréal (Québec) H2Y 1B5

Téléphone : 514 872-3770

[www.ville.montreal.qc.ca/commissions](http://www.ville.montreal.qc.ca/commissions)

## Commission permanente sur l'examen des contrats

### La Commission :

#### Présidence

Mme Karine Boivin Roy  
Arrondissement de Mercier –  
Hochelaga-Maisonneuve

#### Vice-présidences

M. Christian Arseneault  
Arrondissement de Côte-des-  
Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois  
Village de Senneville

#### Membres

Mme Paola Hawa  
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand  
Arrondissement de Ahuntsic –  
Cartierville

M. Jocelyn Pauzé  
Arrondissement de Rosemont –  
La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau  
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay  
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 18 juin 2020

### Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207684002

**Conclure une entente-cadre avec la firme Alithya Canada inc. pour la fourniture de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud, pour la période 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, pour une somme maximale de 9 029 487,23 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17666) - (2 soumissionnaires).**

---

Karine Boivin Roy  
Présidente

---

Linda Lajeunesse  
Secrétaire recherchiste

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

## Mandat SMCE207684002

*Conclure une entente-cadre avec la firme Alithya Canada inc. pour la fourniture de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud, pour la période 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, pour une somme maximale de 9 029 487,23 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17666) - (2 soumissionnaires).*

À sa séance du 20 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux deux critères ci-dessous :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M \$, pour lequel il existe :
  - un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;
  - et
  - un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 3 juin dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des technologies de l'information ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en exposant les particularités de ce contrat pour des services professionnels en informatique d'intégration infonuagique pour la migration de l'appliquatif SIMON vers *Oracle ERP Cloud* pour les fonctions d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution. Puis, le Service a expliqué que cet appel d'offres, d'une durée de 112 jours et au cours duquel huit addendas ont été publiés, a permis de recevoir trois soumissions, dont une non conforme, parmi les 15 preneurs. La plus basse soumission conforme est largement en-deçà de l'estimé de contrôle, de l'ordre de 47,76%, ce qui a été expliqué en lien avec les coûts de référence des services des firmes d'envergure internationale. À cet effet, on observe un écart de 74,1% entre le

prix du premier et du second soumissionnaire conforme, dont le prix est beaucoup plus près de l'estimé de contrôle (8,72%). En outre, bien que la firme adjudicataire soit locale, celle-ci a des expériences de réalisations de projets similaires aux États-Unis et, à titre d'intégrateur, peut compter sur l'expertise de ressources avec Oracle dans ses rangs. En conclusion, le Service recommande l'octroi puisqu'il croit au succès de ce projet qui repose, selon lui, sur la collaboration du fournisseur Oracle et son indépendance par rapport à la firme adjudicataire; de l'équipe interne de la Ville et de la firme adjudicataire à titre d'intégrateur. Une attention accrue sera accordée à ce projet afin de s'assurer d'une affectation optimale de ressources de qualité en fonction de l'expertise spécifiée au devis.

En conclusion, la Commission a apprécié toutes les informations reçues dans ce dossier. Les commissaires ont retenu que le Service était confiant par rapport à l'expérience et à la feuille de route jugées fort valables de cette firme québécoise qui tente de bien se positionner dans le marché des municipalités. Malgré certaines inquiétudes des commissaires, la Commission considère le processus conforme pour ce contrat qui permettra à la Ville d'économiser 8 M\$ en comparaison avec l'estimé de contrôle et 6 M\$ par rapport au prix proposé par le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

## **Conclusion**

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des technologies de l'information pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :*

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M \$, pour lequel il existe :
  - un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;
  - et
  - un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;*

**À l'égard du mandat SMCE207684002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.**



**Dossier # : 1186037014**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière ,<br>Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Évaluation municipale   |
| <b>Projet :</b>                           | Stratégie 12 000 logements  |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Au pied de la montagne (Montréal) pour la propriété sise au 100-102, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quinze (15) ans, soit du 25 août 2035 jusqu'au 24 août 2050, dont la rente annuelle sera de 3 600 \$. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 630 000 \$ pour la période de la prolongation. N/Réf. 31H12-005-0866-03 |

Il est recommandé :

1. d'approuver la modification de l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation « Au pied de la montagne » (Montréal), pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période de quinze (15) ans, soit du 25 août 2035 jusqu'au 24 août 2050, pour la propriété sise au 102, boulevard Saint-Joseph Est dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, connue et désignée comme étant le lot 1 443 640 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 837,8 m<sup>2</sup>, dont la rente annuelle pour la période de prolongation sera de 3 600 \$. La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 630 000 \$ pour la période de la prolongation;
2. d'autoriser le greffier de la Ville à signer l'acte de modification de l'emphytéose pourvu que cet acte de modification soit substantiellement conforme, de l'avis de la Direction des affaires civiles, au projet d'acte joint au présent sommaire décisionnel.
3. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

**Signé par** Diane DRH **Le** 2020-05-27 10:17  
BOUCHARD

**Signataire :**

Diane DRH BOUCHARD

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1186037014**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Évaluation municipale  |
| <b>Projet :</b>                           | Stratégie 12 000 logements   |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Au pied de la montagne (Montréal) pour la propriété sise au 100-102, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quinze (15) ans, soit du 25 août 2035 jusqu'au 24 août 2050, dont la rente annuelle sera de 3 600 \$. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 630 000 \$ pour la période de la prolongation. N/Réf. 31H12-005 -0866-03 |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Une soixantaine de coopératives et d'organismes d'habitation à but non lucratif (« OBNL ») ont développé des projets dans le cadre d'anciens programmes de subvention fédéraux sur des terrains municipaux que la Ville a cédés en emphytéose. La plupart de ces emphytéoses ont été créées dans les années 80, pour des termes de 52 ans.

Les conventions de financement de ces organismes avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (« SCHL »), qui sont d'une durée de 35 ans, sont arrivées ou arriveront à échéance pour la plupart entre 2016 et 2025. L'échéance des conventions de financement coïncide le plus souvent avec la fin des emprunts hypothécaires, mais signifie aussi la fin du soutien et des suivis assurés par la SCHL. Les bâtiments de ces projets d'habitations communautaires nécessitent aujourd'hui d'importants travaux de rénovation. Ces organismes cherchent à obtenir un refinancement hypothécaire afin de financer ces travaux. La durée restante du terme des emphytéoses, soit entre 12 et 24 ans, selon les cas, constitue une contrainte à l'obtention d'un refinancement hypothécaire. En effet, les institutions bancaires exigent que l'emphytéose arrive à terme au minimum cinq ans après l'échéance de l'hypothèque. Selon les informations recueillies auprès des organismes, les institutions bancaires sont prêtes à consentir des prêts pour une durée maximale de 25 ans.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») et le Service de l'habitation (le « SH ») ont débuté une réflexion pour trouver une solution d'ensemble pour la soixantaine d'organismes d'habitation sous emphytéose avec la Ville et issus d'anciens programmes fédéraux. Cette solution qui sera élaborée de concert par le SGPI et le SH, après consultation auprès des parties prenantes concernées par le dossier, aura pour but de protéger le portefeuille immobilier de la Ville et d'assurer la pérennité de ce parc social.



Toutefois, étant donné que certains organismes doivent réaliser à court terme des travaux de rénovation importants sur leur bâtiment, le SGPI et le SH ont décidé de procéder de manière ponctuelle à la prolongation des emphytéoses pour ces organismes. Les prolongations qui seront consenties permettront de maximiser le financement hypothécaire. Pour obtenir une prolongation, l'emphytéote devra présenter la liste des travaux prévus et justifier l'urgence des travaux. Les prolongations s'accompagneront de conditions semblables à celles exigées dans la convention fédérale initiale et dans la *Loi sur les coopératives*, destinées à assurer la préservation de l'immeuble et de sa vocation sociale.

Le choix de procéder à des prolongations ponctuelles d'emphytéose permet à la Ville d'approfondir sa réflexion sur la situation des coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose tout en assurant que les immeubles concernés pourront demeurer en bon état d'entretien, une condition essentielle de l'emphytéose. Il est aussi prévu que lorsqu'une solution d'ensemble sera adoptée, les organismes ayant bénéficié d'une prolongation d'emphytéose seront invités à y adhérer. Toutefois, l'approbation des créanciers hypothécaires concernés devra également être obtenue au préalable, le cas échéant.

En lien avec la démarche et la réflexion présentées dans les paragraphes précédents, la coopérative d'habitation « Au pied de la montagne » (Montréal) (l'« Emphytéote ») doit souscrire à une nouvelle hypothèque pour rénover la propriété située au 100-102, boulevard Saint-Joseph Est (l'« Immeuble »). Pour souscrire à une nouvelle hypothèque amortie sur 25 ans, l'emphytéose doit couvrir une période minimale de 30 ans. Comme l'emphytéose vient à échéance le 24 août 2035, une prolongation de quinze (15) ans est requise afin de bénéficier d'un amortissement pouvant aller jusqu'à 25 ans.

Le projet d'acte de prolongation de l'emphytéose s'inscrit dans le déploiement de la *Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables* pour laquelle on retrouve des objectifs de sauvegarde des logements sociaux et communautaires existants.

Le présent sommaire vise l'approbation du projet d'acte d'emphytéose par les autorités compétentes.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Ne s'applique pas

## **DESCRIPTION**

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation « Au pied de la montagne » (Montréal), pour la propriété sise au 100-102, boulevard Saint-Joseph Est, connue comme étant le lot 1 443 640 du cadastre du Québec, d'une superficie de 837,8 m<sup>2</sup>, située dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quinze (15) ans, à partir du 25 août 2035 jusqu'au 24 août 2050.

L'immeuble a été construit en 1912 afin d'abriter l'école primaire de l'Enfant-Jésus. Il a été cédé par emphytéose à la coopérative d'habitation Au pied de la montagne en 1984 avec l'obligation d'y faire des rénovations pour un coût d'au moins 1 M\$. Il comprend 18 unités, dont 4 étaient occupées par des ménages recevant une aide fédérale au loyer (aide assujettie au contrôle des revenus). Les locataires, qui sont tous membres de la coopérative, bénéficient d'une réduction de loyer de près de 40 %, comparativement au loyer marchand dans le secteur (SCHL, Enquête sur les logements locatifs, octobre 2018).

Des travaux d'entretien, de réfection et de rénovation importants touchant principalement l'enveloppe du bâtiment doivent être effectués à court terme. La liste des travaux ainsi que l'estimation du coût de ces travaux sont présentés en pièce jointe.

L'estimation du coût des travaux d'environ 2,4 M\$ (incluant honoraires professionnels, contingences et taxes) requiert une nouvelle hypothèque de 2 400 000 \$.

La rente annuelle pour la période de la prolongation, soit d'août 2035 à août 2050, sera de 3 600 \$ et payable selon les mêmes conditions prévues à l'emphytéose initiale.

Le projet d'acte prévoit notamment les conditions supplémentaires suivantes que l'Emphytéote devra respecter, en plus de celles stipulées à l'emphytéose initiale, et ce, dès sa signature :

- Remettre un rapport d'inspection du bâtiment réalisé par un expert, tous les cinq (5) ans, lequel devra démontrer que l'Immeuble est en bon état et ne présente pas d'usure prématurée. L'expert doit être membre d'un ordre ou association, soit :
  - l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec
  - l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments du Québec
  - l'Ordre des architectes du Québec
  - l'Ordre des ingénieurs du Québec
  - l'Ordre des technologues professionnels du Québec
- Présenter un plan quinquennal des travaux d'entretien et de préservation en lien avec le rapport d'inspection;
- Présenter les états financiers, sur demande de la Ville, afin qu'elle puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière pour réaliser les travaux prévus au plan quinquennal;
- Préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'Immeuble.
- Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l'entretien et la préservation de l'immeuble.

Ces nouvelles conditions s'inscrivent en cohérence avec celles qui seront prévues dans le cadre de la mise en œuvre du futur programme Accès Logis présentement sous étude par la Ville.

## **JUSTIFICATION**

Le SGPI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- La prolongation de l'emphytéose permettra à l'Emphytéote de financer des travaux de rénovation et de réfection importants sur l'Immeuble.
- La prolongation de l'emphytéose permettra à la Ville de s'assurer de la vocation sociale de l'Immeuble.
- La prolongation de l'emphytéose est nécessaire pour assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.
- La prolongation de l'emphytéose, de quinze (15) ans, permettra à l'Emphytéote d'obtenir un amortissement de la dette sur vingt-cinq (25) ans.
- Les conditions additionnelles prévues au projet d'acte permettront d'assurer le suivi du maintien en bon état de l'Immeuble et de la mission sociale de l'Emphytéote.
- Le maintien d'une rente sous la valeur marchande contribuera à assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.
- La prolongation de l'Emphytéose démontre que la Ville reconnaît l'intérêt et l'importance du maintien du parc ancien de logements sociaux et communautaires, dans sa Stratégie de développement de 12 000 logements.
- L'ensemble des intervenants est favorable à la prolongation de l'Emphytéose.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La rente a été calculée selon le taux moyen par logement (200 \$/unité) payé par les coopératives d'habitation sous emphytéose. En ce sens, la rente annuelle sera de 3 600 \$, à partir du 25 août 2035 jusqu'au 24 août 2050. L'application de cette rente moyenne permettra de préserver la vocation sociale de l'Immeuble et est équitable par rapport aux rentes payées par les coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose. À titre indicatif, la rente de l'emphytéose pour 2019 était de 3 456 \$.

La Division des analyses immobilières du SGPI estime que l'application de la rente annuelle consentie représente une subvention totale de 630 000 \$ pour la période de la prolongation

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

En plus de contribuer à la sauvegarde d'un important patrimoine bâti, la conservation du parc ancien de logements sociaux est un enjeu important en regard du maintien de la mixité sociale montréalaise, une dimension clé d'un développement social durable.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'impossibilité pour l'Emphytéote de souscrire à une nouvelle hypothèque mettrait en péril la viabilité de la coopérative et la qualité de l'Immeuble.

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

La prolongation de la durée de l'emphytéose est nécessaire à l'Emphytéote pour souscrire à une nouvelle hypothèque et réaliser les travaux de rénovation prévus au printemps ou à l'été 2020. Les restrictions liées au Covid-19 ne limitent pas l'Emphytéote à la souscription de la nouvelle hypothèque et la signature des ententes avec les entrepreneurs.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y aura pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Signature de l'acte de prolongation

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Patrick FLUET)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP  
Conseiller en immobilier expertise immobilière

**Tél :** 514- 872-6129  
**Télécop. :** 514-872-8350

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-03-04

Francine FORTIN  
Directrice des transactions immobilières

**Tél :** 514-868-3844  
**Télécop. :** 514-872-8350

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

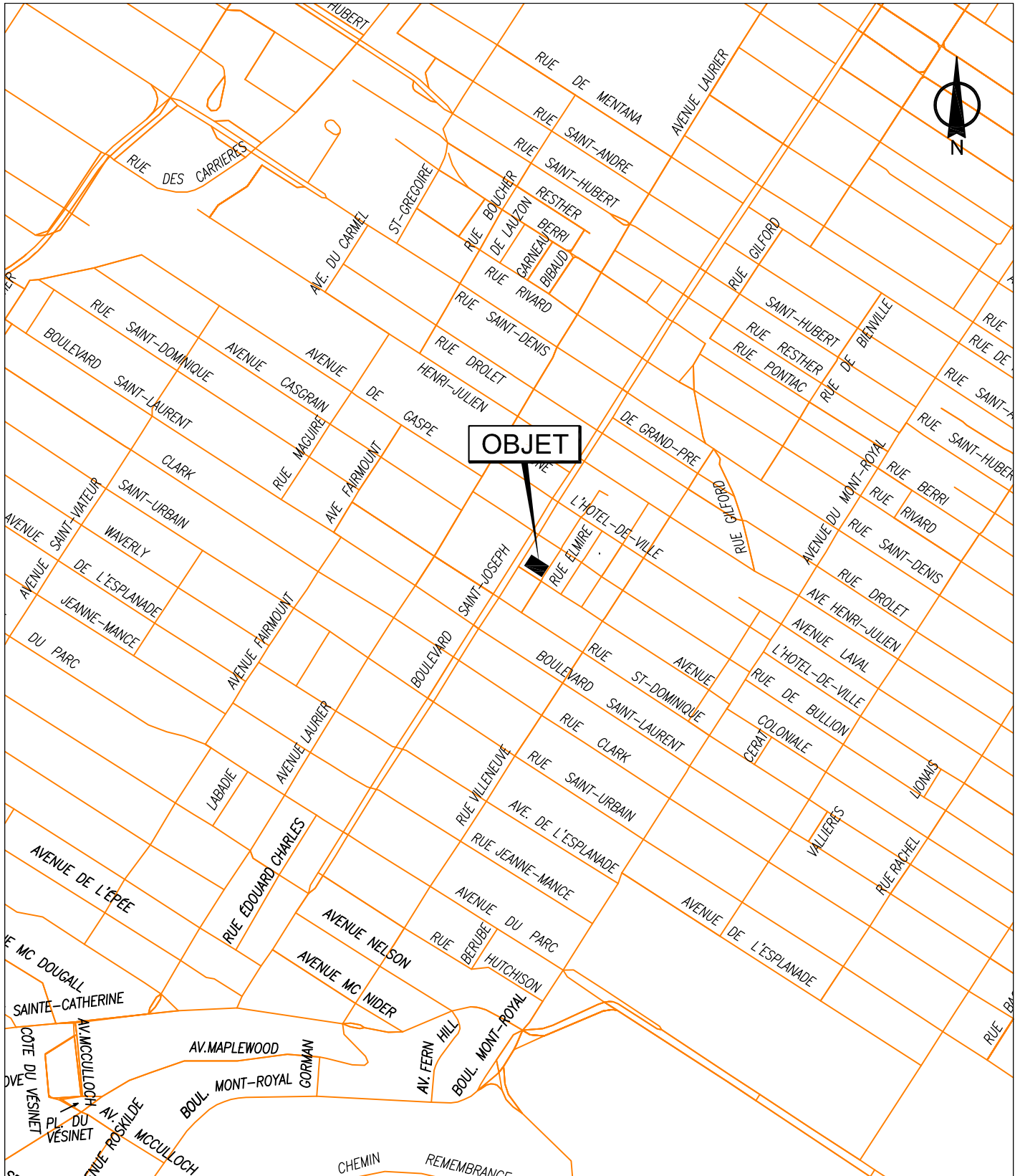
Francine FORTIN  
Directrice des transactions immobilières

**Tél :** 514-868-3844  
**Approuvé le :** 2020-05-26

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE  
Directrice du SGPI

**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2020-05-27



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE  
 DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES  
 DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan A: plan de localisation  
 Dossier: 31H12-005-0866-03  
 Mandat: 18-0360-T  
 Dessinateur: LJC  
 Échelle: ---  
 Date: 13-03-2019

Le Plateau-Mont-Royal  
**Montréal** 

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



Nadeau Nadeau Blondin  
Architectes

# Expertise technique État du bâtiment

Coopérative d'habitation au pied de la Montagne



Présentée à :  
Coopérative d'habitation Au pied de la Montagne

Le 18 juin 2019

184, rue Sainte-Marie, La Prairie (Québec) J5R 1E8  
tél. 450 907 3765 téléc. 450 907 3166

## Remerciements

En mon nom et en celui de mon cabinet, je tiens à remercier pour leur contribution tous les collaborateurs ayant participé de près ou de loin à la réalisation de notre rapport d'expertise intitulé « Expertise technique - État du bâtiment ». Les informations recueillies furent fort utiles pour discerner les points culminants ayant eu des effets et des répercussions sur l'état du bâtiment étudié. Nous remercions également les personnes venues en soutien lors des inspections pour nous permettre l'accès aux bâtiments et pour le prêt d'équipements.

Une reconnaissance particulière aux gens et organismes suivants :

### **Coopérative d'habitation Au pied de la Montagne**

Monsieur Jean-Sébastien Portugais, trésorier

### **Firme de génie en structure, FNX-INNOV inc.**

433, rue Chabanel Ouest, 12<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H2N 2J8  
514 982-6001

Constantine Petras, ingénieur en mécanique

Ines Sijercic, ingénieure en structure

Antoine Grisé, ingénieur civil

### **Firme d'architecture, Nadeau Nadeau Blondin architectes inc.**

184, rue Sainte-Marie, La Prairie (Québec) J5R 1E8  
450 907-3765

Keven Blondin, architecte

Layla Morin, technologue en architecture

---

### **Registre des révisions et des émissions**

---

| <b>N° de révision</b> | <b>Date</b>  | <b>Description de la modification ou de la révision</b> |
|-----------------------|--------------|---|
| <b>1</b>              | 9 mai 2019   | Inspection du bâtiment                                  |
| <b>2</b>              | 4 juin 2019  | Remise du rapport à 85%                                 |
| <b>3</b>              | 18 juin 2019 | Remise du rapport à 100%                                |

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| Le mandat.....  | 4  |
| Emplacement et caractéristiques physiques.....                        | 4  |
| Documentation photographique .....                                    | 5  |
| Classification.....   | 6  |
| Législation.....  | 6  |
| Méthodologie .....  | 6  |
| Architecture et structure   Observations générales .....              | 9  |
| 1. Contrôle des eaux de pluie .....                                   | 9  |
| 2. État des fondations et de la structure en général .....            | 10 |
| 3. Étanchéité générale de l'enveloppe du bâtiment .....               | 10 |
| 4. Étanchéité et état de la toiture, solins et contrôle de l'eau..... | 15 |
| 5. État de la fenestration, des portes et des ouvertures.....         | 15 |
| 6. Humidité relative et isolation thermique.....                      | 16 |
| 7. Finis intérieurs .....   | 17 |
| Période d'intervention souhaitée et évaluations budgétaires.....      | 18 |
| Conclusion .....  | 19 |
| Annexe   Photographies .....  | 23 |



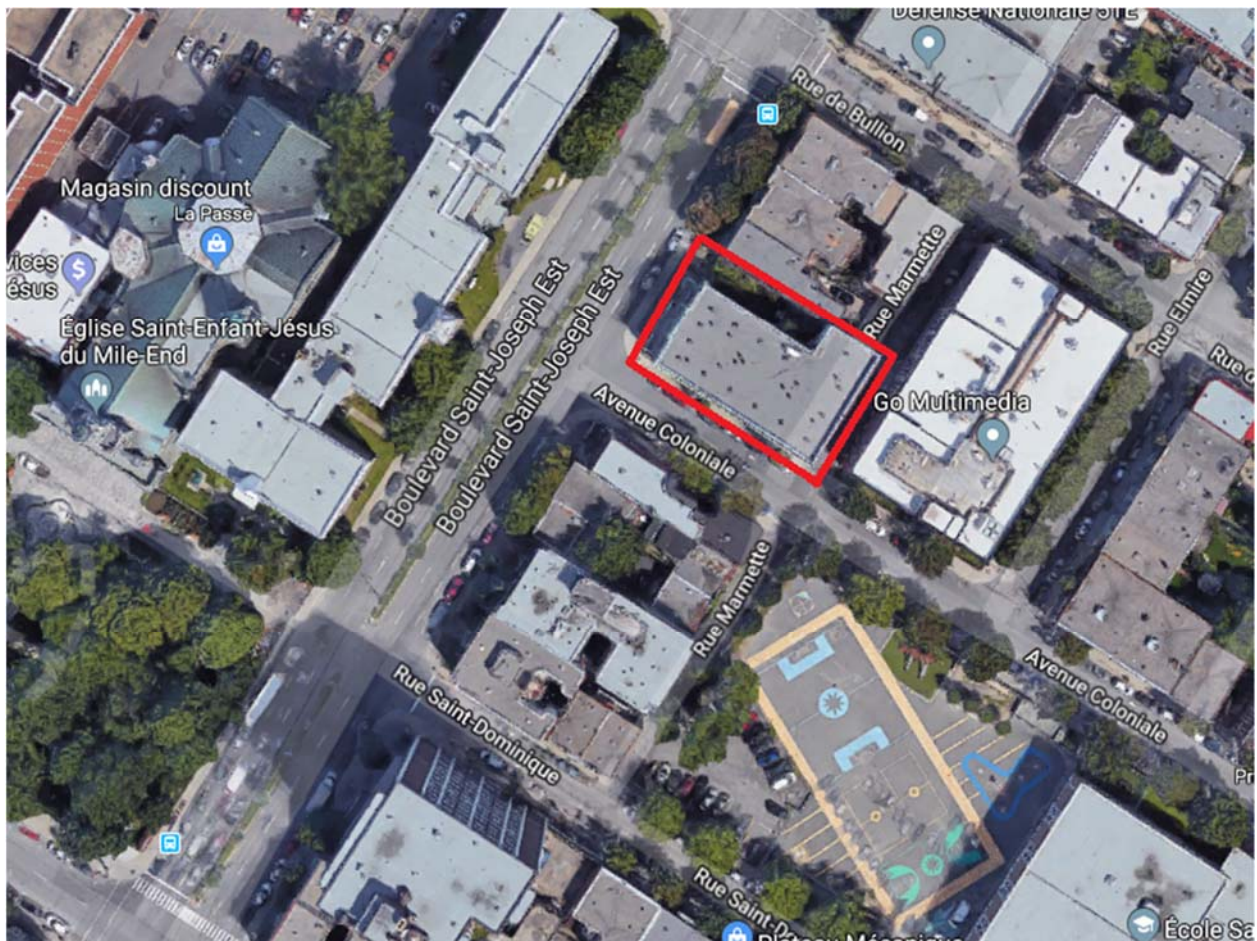
## Le mandat

Le conseil de la Coopérative d'habitation Au pied de la Montagne désire, avant d'entreprendre des travaux de restauration ou de faire des choix quant à l'avenir du bâtiment, connaître l'état du bâtiment et les sommes à y investir dans un échelonnement de travaux prioritaires. Ce rapport intitulé « Expertise technique - État du bâtiment » aura pour but d'informer le conseil d'administration de la Coopérative sur l'état des différentes composantes architecturales, structurales et mécaniques pour lui permettre de prendre des décisions concernant les travaux et les budgets à y consacrer.

Cette expertise faite à titre d'architecte est conjointement réalisée avec la collaboration de la firme de génie FNX-INNOV, les deux firmes œuvrant en pratique privée. L'inspection de type diligente a été menée de façon visuelle, aucun puits d'exploration n'ayant été effectué.

## Emplacement et caractéristiques physiques

Coopérative Au pied de la Montagne  
102, Boulevard Saint-Joseph Est  
Montréal (Québec) H2T 1H3



Le bâtiment est de facture ancienne et d'intérêt historique pour la communauté. La date de l'édification de l'immeuble est de 1912. Autrefois école primaire de l'Enfant-Jésus, c'est à partir de 1984 que la Coopérative d'habitation Au pied de la Montagne s'y établit. Le bâtiment est non classifié auprès des autorités compétentes comme bâtiment d'intérêt patrimonial. Le bâtiment mesure  $\pm 110$  pieds de long et  $\pm 75$  pieds de large.

L'immeuble a une ossature mixte, de béton, d'acier, de bois et de maçonnerie. La périphérie des bâtiments est bordée d'asphalte ou de béton. Le mur est mitoyen. Les trois autres murs sont ceinturés par les rues Marmette, Coloniale et du boulevard Saint-Joseph.

Les murs extérieurs sont de béton, de maçonnerie de briques d'argile ou de béton et de pierres.

Les descriptions qui suivent définissent l'ensemble immobilier de l'immeuble :

- Il est de type incombustible; la structure du toit est de bois et le reste du bâtiment est en acier et en béton;
- Les finis intérieurs des murs sont de plâtre et de briques d'argile. Dans l'ensemble, on y retrouve des plafonds de plâtre ou suspendus;
- Les finis des planchers sont de tapis, de bois, de béton et d'autres matériaux (ils datent de la rénovation de 1984);
- Les fenêtres sont en aluminium;
- Le bâtiment n'est pas pourvu de gicleurs automatiques;
- Il dispose d'un sous-sol aménagé dont un garage;
- Les fondations sont de béton et de briques d'argile.

## Documentation photographique

Les photographies montrent l'état général des éléments concernés et seulement quelques-unes par composante sont présentées pour ne pas alourdir le dossier. Elles représentent, en fait, la situation pour chacun des sujets traités telle qu'on la retrouve sur l'ensemble du bâtiment. Elles sont généralement représentatives de l'ensemble de l'état du bâtiment.

## Classification

La Coopérative d'habitation Au pied de la Montagne est un bâtiment de type - Habitation -, donc classé dans le groupe C, et ce, selon le code de construction actuellement en vigueur.

## Législation

- Code de construction du Québec en vigueur et ses chapitres;
- Loi sur l'économie d'énergie énergétique.

Toutes autres législations municipales existantes.

## Méthodologie

Le rapport comprend la vérification de l'état général des composantes de l'enveloppe et de la structure du bâtiment suivant les volets suivants : contrôle des eaux de pluie et végétation, état des fondations et de la structure en général, étanchéité et état des murs et des parements extérieurs, étanchéité et état de la toiture, solins et contrôle de l'eau, état de la fenestration, des portes et des ouvertures, humidité relative et isolation thermique, état des finis intérieurs et aménagement sommaire.

Chaque volet est traité ci-dessous et comprend :

1. L'identification des déficiences et le constat des dommages causés par ces dernières sur les finis intérieurs, les finis extérieurs et les autres composantes connexes. Les observations sont énumérées en blocs d'éléments fonctionnels du bâtiment.
2. La proposition de correctifs et l'identification de la période souhaitable d'intervention en termes d'urgence et de sécurité :
  - Travaux urgents à faire immédiatement;
  - Travaux importants à faire à court terme dans une période de 24 à 36 mois;
  - Travaux qui seront à faire à plus long terme – réparations et entretiens préventifs : 36 mois et plus;
  - Travaux qui sont souhaitables, mais non problématiques à ce jour.
3. Les budgets qui devront être consentis sur une période déterminée en considération des urgences.

Les correctifs proposés et les estimations budgétaires tiennent cependant compte des interrelations d'éléments connexes lors de la mise en œuvre des travaux correctifs. Ils sont ciblés pour déterminer les éléments demandant une restauration pour assurer le bon comportement et le bon entretien de l'immeuble seulement. Les considérations d'ordre strictement esthétique ne sont pas traitées. Il s'agit d'une recherche pour conserver l'immeuble. Cette expertise n'évalue pas un possible changement d'usage ni l'élaboration de la programmation du bâtiment.

Un tableau de compilation par volet est présenté en conclusion et représente les budgets applicables à l'ensemble immobilier de la Coopérative d'habitation.

## Introduction

Le bâtiment faisant l'objet de la présente investigation n'est pas classé patrimonial selon le ministère de la Culture et des Communications du Québec. Par contre, sa grande histoire et la valeur que le bâtiment représente pour la communauté lui donnent une importance considérable. Toutefois, on peut constater d'un premier coup d'œil, et ce, sans équivoque, que certains éléments sont déficients et que des ouvrages correctifs doivent être réalisés incessamment.

Le bâtiment devrait être restauré en respectant les éléments, le caractère et la volumétrie d'origine autant que possible. Les interventions concernant les remplacements ou l'ajout de matériaux ou de systèmes seront intégrées avec le respect du style et de la volumétrie de l'ouvrage existant. Il en sera de même pour le traitement de l'insertion des nouvelles installations ou constructions.

On peut convenir ainsi de réhabiliter, de restaurer, voire, au besoin, de changer en partie ou en totalité des composantes qui sont désuètes et vétustes dans le but d'assurer un bon comportement de l'enveloppe et, au passage, pour mieux répondre aux nouvelles fonctions contemporaines. Tout propriétaire se doit de conserver en bon état son ou ses bâtiments et de respecter les normes écoénergétiques et de sécurité en vigueur lorsqu'il les réhabilite.

Il faut aussi se souvenir que restaurer un bâtiment est un acte social et un voyage culturel dans l'histoire. Un principe de base en matière de restauration préconise de conserver le plus d'éléments originaux possible. Un second principe veut qu'en cas de remplacement de matériaux, le choix privilégie l'époque la plus déterminante de l'édifice et dont il y a le plus de témoignage. Le bâtiment concerné a évolué dans le temps et il est difficile de cibler toutes les caractéristiques d'origine. Nous verrons à la face de ce rapport que les mêmes principes s'appliquent pour tous les éléments architecturaux : parements, boiseries, fenêtres, etc.

Les disciplines incluses sont celles nommées précédemment.

## Architecture et structure | Observations générales

### 1. Contrôle des eaux de pluie



L'ensemble de la propriété, qui est bornée par des sections asphaltées, des trottoirs en béton et une cour gazonnée, comporte quelques déficiences au niveau du drainage. Par contre, les pentes semblent adéquates pour empêcher l'eau de ruissellement d'affecter le bâtiment. Toutefois, dans la cour gazonnée, le gazon se bute sur une membrane d'imperméabilisation qui semble en fin de vie utile, pour ce qui est visible, ou qui demande un entretien plus soutenu. Parallèlement, les fenêtres du sous-sol sont très près du sol fini (rue Coloniale), alors que les règles de l'art demandent de prévoir au moins 6 à 8 pouces afin de prévenir les infiltrations d'eau. Il en est de même pour les portions de maçonnerie sur la rue Coloniale et dans la cour gazonnée. Le premier rang de mortier de cette maçonnerie est directement, voire, plus bas que le niveau du sol, ce qui favorise encore une fois les infiltrations et la détérioration prématurée de la brique ou de la pierre.

***Nous vous recommandons, afin de pallier ces problématiques, d'effectuer des travaux en sous-œuvre pour imperméabiliser et drainer les murs de fondation à l'aide de membranes imperméabilisantes et drainante et par l'ajout d'un drain français recouvert de roches 3/4" NET et d'un géotextile.***

Une plate-bande a été aménagée attenante à l'escalier du parvis avant ce qui a pour effet de garder les joints de maçonnerie continuellement humides.

***Nous vous suggérons de retirer complètement cette plate-bande.***

## 2. État des fondations et de la structure en général

La recherche de fissurations majeures pouvant indiquer une problématique d'origine structurale a été réalisée au niveau du bâtiment.

Les poutrelles de bois de la toiture, qui sont cachées par une bonne épaisseur de laine minérale en vrac dans l'entretoit, paraissent être en bon état. Il n'a pas été observé de poutrelles déformées ou encore endommagées. Toutefois, des traces d'eau sont visibles. Dû à l'espace insuffisant entre les poutrelles, nous n'avons pu approfondir notre expertise dans cet espace.

Les murs de fondations en briques présentent de la fissuration importante au coin de la rue Coloniale et du boulevard Saint-Joseph. Des traces d'efflorescence et de la brique en fin de vie utile sont également présentes en quantité substantielle. Cela est dû, en partie, à l'absence probable de système d'imperméabilisation et de drainage extérieur du mur de fondation.



Nous retrouvons cette même problématique sur le mur du corridor longeant la cour gazonnée, qui est dans ce cas due à l'inefficacité de la membrane existante.

***Nous recommandons d'effectuer des réparations intérieures et extérieures du mur de briques (remplacement de briques en fin de vie, rejointoiement) ainsi que d'installer un système imperméabilisant et drainant sur la face extérieure de ces murs. Des puits d'exploration devront être faits en supplément pour connaître les compositions.***

Des fissures dans le mur de briques ont également été constatées dans la cage d'escalier de l'issue.

Toujours au sous-sol, il a été remarqué que les colonnes en béton parallèles à la rue Coloniale s'effritent. De l'armature est également visible. (Voir le rapport de l'équipe d'ingénieurs.)

## 3. Étanchéité générale de l'enveloppe du bâtiment

Dans cette section, nous traiterons des éléments des murs extérieurs et plus particulièrement des revêtements de maçonnerie et de pierres qui composent la plus grande partie des façades du bâtiment. Certaines composantes étant reliées entre elles seront traitées dans les prochaines sections du rapport.

À l'extérieur, il a été constaté que sur la façade donnant sur le boulevard Saint-Joseph :



Le parvis démontre des signes de dégradation avancée. Des joints sont vides, des pierres sont déchaussées ou décalées ou en voie de tomber dans la voie publique et la main courante en acier présente des traces de rouille. Nous avons aussi remarqué la présence de caniveaux enclavés dans l'ensemble de l'escalier. Nous n'avons pas constaté de moyen d'évacuation de l'eau qui se retrouve consignée dans ces espaces.

***Nous vous recommandons d'effectuer des réparations temporaires de la maçonnerie dans les plus brefs délais pour sécuriser cet escalier qui dessert l'entrée principale de l'immeuble. Une réfection complète (démontage, remontage) devra être effectuée. Il faudra également prévoir l'ajout d'un drain pour vider les caniveaux de l'eau résultant de la pluie ou de la fonte des neiges.***



La maçonnerie en pierres de taille de la façade est en bon état général. Des réparations antérieures sont apparentes, ce qui nous pousse à croire qu'elles n'ont pas été effectuées avec un produit adapté. Certaines réparations ont été effectuées avec du calfeutrage, ce qui est inadéquat.

Les pierres du portique d'entrée ont besoin d'un nettoyage. Effectivement, elles sont tachées de pollution atmosphérique (traces noires). Ce phénomène est commun dans les grands centres.



Certains ornements ont besoin de réparation avec un mortier de resurfaçage adéquat. Des pierres commencent à présenter des signes de délitage; des réparations préventives doivent donc être effectuées. Certaines pierres sont fissurées. Les joints des pierres de taille sont en bon état général. Les pierres de couronnement ne sont pas d'origine. Elles ont été remplacées par une imitation en béton. Ces pierres, directement exposées aux intempéries, se désagrègent. Les agrégats sont visibles et présentent une texture rugueuse. Leur assise est également dégradée.

***Nous vous recommandons le remplacement des pierres de couronnement en béton par des pierres de taille, de même type que ce qui est présent et d'origine. Une phase de réparation des ornements et de resurfaçage des pierres abîmées doit être effectuée.***

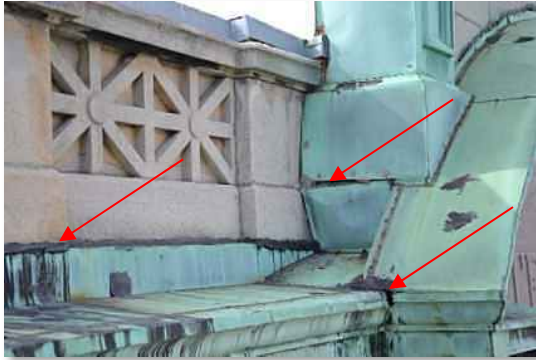


La maçonnerie en briques de cette façade est en bon état général. Dans l'ensemble, nous n'avons pas remarqué de brique éclatée ou fissurée. Par contre, les joints s'évident. Cela est plus marqué sous les fenêtres, ce qui peut être dû



au fait que les allèges en pierre n'ont pas de casse-goutte. L'eau ruisselle donc directement sur le mur et endommage les joints de maçonnerie.

***Nous vous recommandons de faire scier un casse-goutte dans chaque pierre d'allège pour arrêter l'écoulement de l'eau sur la façade. Nous recommandons également d'effectuer un rejointoiement de l'ensemble des joints de brique sur cette façade.***



La corniche en cuivre nécessite des travaux majeurs. Plusieurs ornements ont besoin d'être refixés, des joints de tôle sont lâches, plusieurs tôles sont bossées, des ouvertures (dans lequel un écureuil pourrait passer) sont présentes à plusieurs endroits et tous les joints de calfeutrage sont à reprendre sur l'ensemble.

***Nous recommandons de faire effectuer des réparations temporaires pour sécuriser la corniche en cuivre. Vous devez envisager de remplacer complètement la corniche.***

Sur la façade est :

La façade accessible par la rue Marmette est en bon état. Le joint entre cette façade et celle de la propriété voisine est à reprendre.



La façade donnant sur la cour gazonnée présente de multiples signes de dégradation avancée : des briques éclatées et fissurées, des joints évidés n'offrant plus assez d'adhérence et du bombement sont visibles. Une phase de rejointoiement a été effectuée sur cette façade, mais le mortier utilisé semble être un produit inadéquat. Ces joints sont parfois lâches, manquent d'adhérence et sont en voie de tomber. Cette situation présente un risque pour les occupants, d'autant plus que cette cour sert également à l'issue de secours de l'immeuble. Certaines allèges en pierre se délitent. Le joint entre cette façade et l'immeuble voisin est fissuré sur sa hauteur.

**Travaux à faire en urgence : sécuriser des portions représentant un risque**

***Nous recommandons de faire retirer tous les joints et briques lâches et de sécuriser temporairement le mur de maçonnerie, d'effectuer une phase de rejointoiement complet et le remplacement partiel (30 %) de la maçonnerie en brique. Nous recommandons également de scier l'allège des fenêtres pour faire un casse-goutte.***

### Sur la façade située sur la rue Coloniale :

Les pierres de taille et leurs joints au niveau du trottoir jusqu'au rez-de-chaussée sont en bon état général. Des allèges ont été changées par le passé. Certaines sont en train de se déliter ou se sont fracturées. Elles devront éventuellement être remplacées ou réparées.

***Nous recommandons également de scier le dessous des allèges pour faire un casse-goutte.***



Le bandeau en pierre de taille est à certains endroits dangereux. Il est à noter que le trottoir longe cette façade; il n'y a donc aucune protection contre les éclats de pierre qui pourraient tomber sur les passants. Nous avons relevé trois pierres qui sont dans un état de dégradation très avancée.

**Travaux à faire en urgence : retirer les pierres représentant un risque**

***Nous recommandons de faire retirer ces trois pierres et de faire effectuer un sondage de toutes les pierres de ce***

***bandeau à l'aide d'un marteau, le tout effectuer par un maçon qualifié dans les plus brefs délais. Une phase de rejointoiement doit également être effectuée.***

D'une façon générale, la maçonnerie de briques entre le rez-de-chaussée et la corniche est en bon état. Les joints sont par contre en train de s'évider. Des réparations de fissures ont été effectuées par le passé. Ces fissures ne se sont pas réouvertes.



Les briques au-dessus de la corniche sont en très mauvais état. Le mur est déformé, des briques sont éclatées ou fissurées, les joints sont évidés et ne remplissent donc plus leur fonction. Cette section est très dangereuse.

**Travaux à faire en urgence : sécuriser des portions représentant un risque**

***Nous recommandons de faire retirer ou de consolider la maçonnerie lâche par un maçon qualifié dans les plus brefs délais. Il faudra également installer un système de protection temporaire pour éviter que des éclats ne tombent sur la voie publique et pour rendre le bâtiment étanche. Nous recommandons également de faire effectuer un rejointoiement partiel de la façade (de l'ordre de 30 %).***



La corniche en cuivre nécessite des travaux majeurs. Plusieurs ornements ont besoin d'être refixés, des joints de tôle sont lâches, plusieurs tôles sont bossées, des ouvertures (dans lequel un petit animal pourrait passer) sont présentes à plusieurs endroits et tous les joints de calfeutrage sont à reprendre sur l'ensemble.

***Nous recommandons de faire effectuer des réparations temporaires pour sécuriser la corniche en cuivre. Il est à envisager de remplacer complètement la corniche.***

#### Sur la façade située sur la rue Marmette :

La maçonnerie en moellons de pierres est en bon état. Certains joints commencent à être lâches.

***Nous recommandons de faire effectuer des réparations ponctuelles pour faire retirer tous les joints qui sont lâches et de rejointoyer localement les parties affectées.***



Des allèges ont été changées par le passé. Certaines sont en train de se déliter ou se sont fracturées; elles devront éventuellement être changées ou réparées. Nous recommandons également de scier le dessous des allèges pour faire un casse-goutte.

Nous évaluons que le quart supérieur de la hauteur du mur est dangereux. Effectivement, le mur est déformé, des briques sont soit fissurées, éclatées ou lâches. Les joints sont grandement évidés, lâches et en voie de tomber. Il est à noter que la voie publique est adjacente

à ce mur. Le niveau de dégradation élevé présente un risque important pour les passants.

#### Travaux à faire en urgence : sécuriser des portions représentant un risque

***Nous recommandons de faire retirer ou de consolider la maçonnerie lâche par un maçon qualifié dans les plus brefs délais. Il faudra également installer un système de protection temporaire pour éviter que des éclats ne tombent sur la voie publique et pour rendre le bâtiment étanche.***



Sur l'ensemble de la maçonnerie de briques, l'état de dégradation est avancé. Beaucoup de zones présentent des joints évidés, lâches. Certaines briques sont éclatées.

***Nous recommandons de faire effectuer des réparations ponctuelles pour faire retirer tous les joints qui sont lâches et de rejointoyer localement les parties affectées. Nous recommandons également de faire effectuer un rejointoiement partiel de la façade (de l'ordre de 30 %).***

#### 4. Étanchéité et état de la toiture, solins et contrôle de l'eau



La toiture de la Coopérative est recouverte d'une membrane multicouche avec finition en gravier qui, à ce jour, est encore en bon état. Toutefois, à certains endroits, nous observons une perte de granulats. La membrane de bitume de finition n'est donc plus protégée. Les rayons du soleil et la chaleur accélèrent donc sa dégradation.

Il a également été mentionné, au cours de l'inspection, que la toiture avait coulé au cours des années ultérieures. Ce problème aurait été réparé. Les joints de calfeutrage du parapet sont craquelés et asséchés. Il en est de même pour les appareils mécaniques.



La trappe d'accès est défectueuse; le système ouvrant de la trappe est brisé.

***Nous vous recommandons de faire des réparations ponctuelles et un resurfaçage général de la grande toiture et de faire ajouter du gravier. Nous recommandons également de refaire les joints de calfeutrage des parapets et des appareils mécaniques. La trappe d'accès devra être changée ou réparée.***

#### 5. État de la fenestration, des portes et des ouvertures

L'ensemble des fenêtres de votre immeuble sont dans un état acceptable. Nous n'avons pas pu toutes les inspecter une à une, mais celles que nous avons sélectionnées concluent notre interprétation pour



l'ensemble : environ le tiers des thermos sont à réparer tandis que les deux tiers restants ne nécessitent pas d'intervention particulière.

Ce sont les calfeutrages et les panneaux tympan qui sont grandement endommagés. En fait, ils sont en fin de vie utile ou carrément inexistant. Certains panneaux tympan ne sont plus dans l'axe de leur installation d'origine où parfois du bois est apparent.



L'ensemble des portes ne sont pas uniformes; des modèles différents sur la façade avant. Toutes les portes étaient fonctionnelles et semblent encore adéquates pour répondre aux besoins. Nous avons pu cependant constater que les garnitures d'étanchéité et la quincaillerie autour des portes méritent un entretien particulier. La porte d'accès au logement pour personne à mobilité réduite ainsi que celle pour l'accès au sous-sol commencent à présenter de la pourriture dans le bas.

Les portes de garage sont fonctionnelles.

***Nous vous recommandons de changer l'entièreté du calfeutrage des portes et des fenêtres du bâtiment. De plus, nous suggérons la réparation des thermos défectueux sur l'ensemble du bâtiment. L'ensemble de la quincaillerie et des garnitures d'étanchéité devraient être réparés afin de prévenir une détérioration prématurée ou des infiltrations d'eau dans l'enveloppe. La restauration des portes mentionnées plus haut serait aussi à prévoir pour éviter la dégradation du bois.***

## 6. Humidité relative et isolation thermique



Lors de notre inspection, nous avons observé des déficiences dues à une humidité relative trop élevée ou à de la condensation d'eau sur les matériaux. À quelques endroits, et plus spécifiquement au coin des rues Coloniale et Saint-Joseph, nous avons noté des traces d'humidité et d'efflorescence sur le mur de briques sur sa face intérieure (qui s'effrite) ainsi que sur la dalle en béton du plafond. Nous avons également remarqué des traces d'humidité et d'efflorescence dans le corridor longeant la cour gazonnée. Nous sommes d'avis que ces traces sont encore actives. Nous pensons qu'elles sont dues à une étanchéité déficiente du mur de fondation. Par contre, celles au coin des rues Coloniale et Saint-Joseph nous laissent dubitatifs.



***Nous recommandons d'effectuer un puits exploratoire des murs de fondation des façades avant et latérale gauche (cour gazonnée). Nous recommandons également de faire étanchéiser et drainer le mur***

***longeant la rue Coloniale. Une réparation ou une réfection complète du système imperméabilisant et drainant de la cour gazonnée est à envisager.***

## **7. Finis intérieurs**

Nous n'avons pas observé de signe de dégradation sur les finis intérieurs.

## **Période d'intervention souhaitée et évaluations budgétaires**

Lors d'études de faisabilité, les évaluations sont au stade des budgets préconceptuels et elles seront précisées à l'étape des budgets préliminaires pour être par la suite validées aux plans d'exécution.

La méthode élémentale s'exprime en termes d'éléments fonctionnels du bâtiment. On appelle ainsi chacun des constituants majeurs qui, communs à la plupart des éléments, remplissent une fonction déterminée, quels que soient la location du bâtiment et son mode de construction.

Cette estimation est préparée au début du projet, alors que les dessins sont encore de nature conceptuelle. Elle est basée sur les données antérieures et rajustée pour tenir compte des hypothèses relatives à l'inflation, à l'emplacement, à la qualité, aux dimensions et au calendrier du projet. Elle donne un ordre de grandeur approximatif des coûts.

Les coûts sont calculés par spécialité pour une réalisation potentielle de l'ensemble du bâtiment.

Ces coûts seront augmentés si les travaux se réalisent de façon séquentielle.

Les coûts sont également évalués en considération de leur exécution par des entrepreneurs possédant les licences requises émises par la Régie du bâtiment de même que les assurances appropriées.

Des montants supplémentaires dus à la proximité d'une rue passante (boulevard Saint-Joseph) pour le détournement de la circulation ou pour l'émission de permis spéciaux pour effectuer ce genre de travaux peuvent être ajoutés.

Au moment où la solution des travaux d'urgence sera déterminée, nous ajusterons les budgets puisque les travaux d'urgence doublent le poids financier.

| Disciplines   | Système d'éléments | Éléments   | Urgence | < de 12 mois | 12 à 36 mois  | souhaitable  |
|---|--------------------|--|---------|--------------|---------------|--------------|
| <b>Architecture</b>   |                    |  |         |              |               |              |
| <b>Façade sur Boulevard Saint-Joseph</b>                                |                    |  |         |              |               |              |
| <b>1 Étanchéité et état des murs et parements extérieurs - hors sol</b> |                    |  |         |              |               |              |
|   |                    | Brique - Rejointoiement                                |         |              | 7 500,00 \$   |              |
|   |                    | Pierre de l'entrée principale - Réparation             |         |              | 8 500,00 \$   |              |
|   |                    | Pierre niveau parapet - Remplacement                   |         |              | 11 520,00 \$  |              |
|   |                    | Pierre niveau parapet - Réparation                     |         |              | 3 500,00 \$   |              |
|   |                    | Pierre niveau parapet - Rejointoiement                 |         |              | 1 080,00 \$   |              |
|   |                    | Parvis avant - Réparation temporaire                   |         | 3 500,00 \$  |               |              |
|   |                    | Parvis avant - Reconstruction                          |         |              | 110 000,00 \$ |              |
| <b>2 État de la fenestration, des portes et des ouvertures</b>          |                    |  |         |              |               |              |
|   |                    | Portes - Restauration (allocation)                     |         |              | 1 650,00 \$   |              |
|   |                    | Portes - Scellant                                      |         |              | 5 000,00 \$   |              |
|   |                    | Fenêtres - Remplacement du panneau tympan              |         | S.O.         |               |              |
|   |                    | Fenêtres - Remplacement des scellants                  |         |              | 10 250,00 \$  |              |
|   |                    | Fenêtres - Réparation de thermos                       |         | S.O.         |               |              |
| <b>3 État de l'ébénisterie (corniches, fascias, soffites)</b>           |                    |  |         |              |               |              |
|   |                    | Cuivre du parapet - Réparation temporaire              |         | 4 500,00 \$  |               |              |
|   |                    | Cuivre du parapet - Réfection à 50%                    |         |              | 75 000,00 \$  |              |
| <b>4 Travaux d'imperméabilisation et de drainage des fondations</b>     |                    |  |         |              |               |              |
|   |                    | Démolir le trottoir                                    |         |              | 5 000,00 \$   |              |
|   |                    | Reconstruire le trottoir                               |         |              | 7 000,00 \$   |              |
|   |                    | Excavation et remblai                                  |         |              | 20 000,00 \$  |              |
|   |                    | Fourniture et pose de membranes                        |         |              | 6 000,00 \$   |              |
|   |                    | Fourniture et pose d'un drain français                 |         |              | 1 000,00 \$   |              |
|   |                    | Maçonnerie - Remplacement, Rejointoiement (allocation) |         |              | 8 500,00 \$   |              |
| <b>5 Travaux autres</b>   |                    |  |         |              |               |              |
|   |                    | Nettoyage des caniveaux                                |         |              | 500,00 \$     |              |
| <b>Façade Est</b>   |                    |  |         |              |               |              |
| <b>1 Étanchéité et état des murs et parements extérieurs - hors sol</b> |                    |  |         |              |               |              |
|   |                    | Brique - Rejointoiement                                |         |              | 35 000,00 \$  |              |
|   |                    | Brique - Rejointoiement (façade de l'issue)            |         |              | 13 100,00 \$  |              |
| <b>2 État de la fenestration, des portes et des ouvertures</b>          |                    |  |         |              |               |              |
|   |                    | Portes - Restauration                                  |         |              | 500,00 \$     |              |
|   |                    | Portes - Scellant                                      |         |              | 350,00 \$     |              |
|   |                    | Fenêtres - Remplacement du panneau tympan              |         |              | 4 900,00 \$   |              |
|   |                    | Fenêtres - Remplacement des scellants                  |         |              | 19 900,00 \$  |              |
|   |                    | Fenêtres - Réparation de thermos                       |         | S.O.         |               |              |
| <b>3 Travaux d'imperméabilisation et de drainage des fondations</b>     |                    |  |         |              |               |              |
|   |                    | Terrassement (allocation)                              |         |              |               | 15 000,00 \$ |
|   |                    | Excavation et remblai                                  |         |              | 35 000,00 \$  |              |
|   |                    | Fourniture et pose d'un drain français                 |         |              | 1 000,00 \$   |              |
|   |                    | Réparation de la membrane                              |         |              | 6 400,00 \$   |              |
|   |                    | Maçonnerie (allocation)                                |         |              | 10 000,00 \$  |              |
| <b>4 Travaux autres</b>   |                    |  |         |              |               |              |
|   |                    | Réfection du joint de scellant avec bâtiment voisin    |         |              | 2 500,00 \$   |              |
|   |                    | Nettoyage de la courette (détrit)                      |         |              | 500,00 \$     |              |



**Façade rue Coloniale**
**1 Étanchéité et état des murs et parements extérieurs - hors sol**

|  |              |              |
|--|--------------|--------------|
| Brique de couronnement - Reconstruction        | 41 400,00 \$ |              |
| Brique - Rejointoiement                        |              | 41 600,00 \$ |
| Pierre de bandeau - Remplacement               | 3 750,00 \$  |              |
| Pierre de seuil de fenêtre - Remplacement (10) |              | 4 500,00 \$  |
| Pierre - Rejointoiement (allocation)           |              | 3 000,00 \$  |

**2 État de la fenestration, des portes et des ouvertures**

|   |  |              |
|---|--|--------------|
| Portes - Restauration                                     |  | S.O.         |
| Portes - Scellant   |  | S.O.         |
| Fenêtres - Remplacement du panneau tympan                 |  | 7 965,00 \$  |
| Fenêtres - Remplacement des scellants                     |  | 29 950,00 \$ |
| Fenêtres - Réparation de thermos (allocation 48 sections) |  | 21 600,00 \$ |

**3 État de l'ébénisterie (corniches, fascias, soffites)**

|  |             |              |
|--|-------------|--------------|
| Cuivre de la corniche - Réparation temporaire    | 4 500,00 \$ |              |
| Cuivre de la corniche - Réfection à 50% (dessus) |             | 23 700,00 \$ |
| Cuivre de la corniche - Réparation ponctuelle    |             | 6 500,00 \$  |

**4 Travaux d'imperméabilisation et de drainage des fondations**

|  |  |              |
|--|--|--------------|
| Démolir le trottoir                                    |  | 10 000,00 \$ |
| Reconstruire le trottoir                               |  | 12 000,00 \$ |
| Excavation et remblai                                  |  | 35 000,00 \$ |
| Fourniture et pose de membranes                        |  | 9 200,00 \$  |
| Fourniture et pose d'un drain français                 |  | 2 500,00 \$  |
| Maçonnerie - Remplacement, Rejointoiement (allocation) |  | 13 000,00 \$ |

**5 Travaux autres**

|  |              |  |
|--|--------------|--|
| Stabilisation temporaire mur de briques et étanchéité min. | 25 000,00 \$ |  |
|--|--------------|--|

**Façade rue Marmette**
**1 Étanchéité et état des murs et parements extérieurs - hors sol**

|   |              |              |
|---|--------------|--------------|
| Brique de couronnement et section de mur - Reconstruction | 78 500,00 \$ |              |
| Brique - Rejointoiement                                   |              | 39 206,00 \$ |
| Pierre de seuil de fenêtre - Remplacement                 |              | 3 150,00 \$  |
| Pierre - Rejointoiement (allocation)                      |              | 4 000,00 \$  |

**2 État de la fenestration, des portes et des ouvertures**

|   |  |              |
|---|--|--------------|
| Portes - Restauration                     |  |              |
| Portes - Scellant                         |  |              |
| Fenêtres - Remplacement du panneau tympan |  | 9 750,00 \$  |
| Fenêtres - Remplacement des scellants     |  | 12 650,00 \$ |
| Fenêtres - Réparation de thermos          |  | 10 350,00 \$ |

**3 Travaux d'imperméabilisation et de drainage des fondations**

|  |  |             |
|--|--|-------------|
| Démolir le pavage                      |  | 2 500,00 \$ |
| Reconstruire le pavage                 |  | 3 000,00 \$ |
| Excavation et remblai                  |  | 5 000,00 \$ |
| Fourniture et pose d'un drain français |  | 1 500,00 \$ |
| Fourniture et pose de membranes        |  | 6 000,00 \$ |
| Maçonnerie (allocation)                |  | 8 500,00 \$ |

**4 Travaux autres**

|  |              |             |
|--|--------------|-------------|
| Réfection du joint de scellant avec bâtiment voisin        |              | 2 500,00 \$ |
| Stabilisation temporaire mur de briques et étanchéité min. | 15 000,00 \$ |             |

| Général  |   |              |               |                 |
|--|---|--------------|---------------|-----------------|
| <b>1 Étanchéité et état de la toiture, solins et contrôle de l'eau</b> |   |              |               |                 |
|  | Remplacement de la trappe d'accès au toit                                     |              | 1 500,00 \$   |                 |
|  | Restauration pour prolonger la durée de vie (à court terme)                   |              |               | 32 875,00 \$    |
|  | Parapet - Réfection des scellants   |              | 3 500,00 \$   |                 |
|  | Parapet - Réfection des finis   |              | 750,00 \$     |                 |
| <b>2 État des finis intérieurs</b>                                     |   |              |               |                 |
|  | Maçonnerie coin Coloniale/Saint-Joseph (allocation)                           |              | 34 500,00 \$  |                 |
|  | Injection de fissures, réparation de béton (excluant les colonnes), intérieur |              | 10 000,00 \$  |                 |
|  | Construction d'appui pour poutres étayées temporairement (sous-sol)           |              | 5 000,00 \$   |                 |
|  | Injection de fissures, réparation de béton escalier extérieur                 |              | 6 000,00 \$   |                 |
|  | Étude - Qualité du béton des colonnes   |              | 15 000,00 \$  |                 |
|  | Maçonnerie mur de la courette (allocation)                                    |              | 4 500,00 \$   |                 |
| <b>3 Humidité relative et isolation thermique</b>                      |   |              |               |                 |
|  | Trous exploratoires   | 2 500,00 \$  |               |                 |
|  | Entretien - Présence d'eau  |              |               | à surveiller    |
| <b>3 Ensemble de la fenestration ( remplacement complet)</b>           |   |              |               |                 |
|  |   |              | 254 000,00 \$ |                 |
| <b>Électromécanique</b>  |   |              |               |                 |
| <b>Électricité</b>   |   |              |               |                 |
|  | Services et distribution électrique   |              | 4 000,00 \$   |                 |
|  | Raccordement mécanique  |              | 10 000,00 \$  |                 |
|  | Service, dérivation et circuiterie  |              |               | 20 000,00 \$    |
|  | Éclairage général   |              |               | 18 000,00 \$    |
|  | Chauffage électrique  |              |               | 2 000,00 \$     |
|  | Éclairage de secours  |              | 18 000,00 \$  |                 |
|  | Alarme incendie   |              | 35 000,00 \$  |                 |
|  | Système de contrôle d'accès et de surveillance                                | S,O,         |               |                 |
|  | Autres systèmes électriques   | S,O,         |               |                 |
|  | Démolition des systèmes électriques   |              |               | 6 000,00 \$     |
| <b>Mécanique</b>   |   |              |               |                 |
|  | Appareils de plomberie  |              |               | 28 000,00 \$    |
|  | Réseau d'eau domestique   |              | 34 000,00 \$  |                 |
|  | Réseau de drainage sanitaire  | S.O,         |               |                 |
|  | Réseau de drainage pluvial  | S.O,         |               |                 |
|  | Système de production de chaleur  | S.O,         |               |                 |
|  | Distribution de CVCA  |              | 34 000,00 \$  |                 |
|  | Régulation et instrumentation   |              | 14 000,00 \$  |                 |
|  | Accessoire de protection incendie   | S.O,         |               |                 |
|  | Démolition des systèmes mécaniques  |              | 16 000,00 \$  |                 |
| <b>Sous-total</b>  |   |              |               |                 |
|  |   | 40 000,00 \$ | 138 650,00 \$ | 1 239 521,00 \$ |
| <b>Profit et administration (15%)</b>                                  |   |              |               |                 |
|  |   | 6 000,00 \$  | 20 797,50 \$  | 185 928,15 \$   |
| <b>Contingence (10%)</b>   |   |              |               |                 |
|  |   | 4 600,00 \$  | 15 944,75 \$  | 142 544,92 \$   |
| <b>Sous-total</b>  |   |              |               |                 |
|  |   | 50 600,00 \$ | 175 392,25 \$ | 1 567 994,07 \$ |
| <b>TPS (5%)</b>  |   |              |               |                 |
|  |   | 2 530,00 \$  | 8 769,61 \$   | 78 399,70 \$    |
| <b>TVQ (9,975%)</b>  |   |              |               |                 |
|  |   | 4 933,50 \$  | 17 100,74 \$  | 152 879,42 \$   |
| <b>Coût total de construction</b>                                      |   |              |               |                 |
|  |   | 58 063,50 \$ | 201 262,61 \$ | 1 799 273,19 \$ |
| <b>Honoraires professionnels</b>                                       |   |              |               |                 |
| <b>Ingénieurs</b>  |   |              |               |                 |
|  |   | 4 354,76 \$  | 15 094,70 \$  | 134 945,49 \$   |
| <b>Architecte</b>  |   |              |               |                 |
|  |   | 5 806,35 \$  | 20 126,26 \$  | 179 927,32 \$   |
| <b>Sous-total</b>  |   |              |               |                 |
|  |   | 10 161,11 \$ | 35 220,96 \$  | 314 872,81 \$   |
| <b>TPS (5%)</b>  |   |              |               |                 |
|  |   | 508,06 \$    | 1 761,05 \$   | 15 743,64 \$    |
| <b>TVQ (9,975%)</b>  |   |              |               |                 |
|  |   | 990,71 \$    | 3 434,04 \$   | 30 700,10 \$    |
| <b>Coût total des honoraires</b>                                       |   |              |               |                 |
|  |   | 11 659,88 \$ | 40 416,05 \$  | 361 316,55 \$   |
| <b>Grand total</b>   |   |              |               |                 |
|  |   | 69 723,38 \$ | 241 678,65 \$ | 2 160 589,74 \$ |
|  |   |              |               | 2 402 268,39 \$ |

## Conclusion

Le bâtiment qui a fait l'objet de l'expertise que nous avons réalisée est à notre avis apte à soutenir les fonctions pour lesquelles il est destiné. Cependant, des travaux préventifs et de la protection temporaire doivent être réalisés dans les plus brefs délais, en urgence, pour protéger la voie publique contre de possibles chutes de matériaux. Il est à noter qu'il est difficile de prévoir la vitesse à laquelle les déficiences relevées vont se dégrader. Par contre, l'état généralisé de la maçonnerie de briques permet à l'eau de s'infiltrer dans les joints et d'effectuer des cycles de gel et dégel, et ce, dans une même journée, accélérant de façon exponentielle la dégradation déjà avancée de cet élément. Puisque ces murs surplombent des voies publiques (trottoirs et rues très passantes), l'enjeu est d'autant plus important. Il est donc impératif de réaliser ces travaux.

Nous n'avons pas remarqué de déficiences majeures à la structure ni à la mécanique du bâtiment. C'est au niveau des parements extérieurs que l'on retrouve les déficiences majeures. Nous vous invitons à prendre connaissance du rapport des ingénieurs.

Puisque l'usage du bâtiment est de type - Habitation -, une étude de mise aux normes s'avèrera nécessaire selon les intentions et la vocation future de l'édifice.

De plus, aucune étude concernant les matériaux dangereux n'a été réalisée. Nous ne pouvons donc pas déterminer si de l'amiante est présent. Lors de futurs travaux, des tests devront être faits. Aucune évaluation n'a été faite à ce titre.

Finalement, comme le bâtiment n'est pas classé, des matériaux alternatifs peuvent être envisagés, notamment à la toiture et aux fenêtres.

Keven Blondin

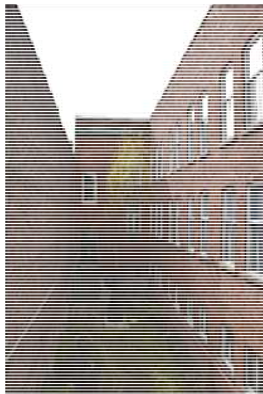
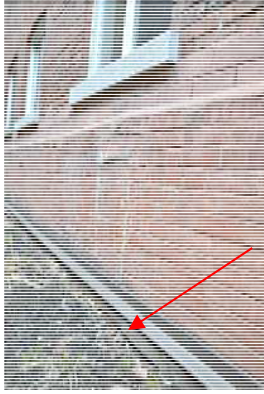
Architecte

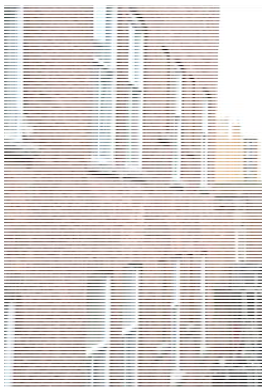
A4914

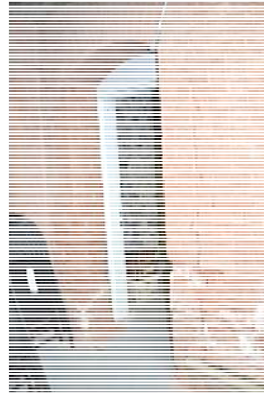
# Annexe | Photographies

Coopérative d'habitation Au pied de la montagne









Date d'impression : mardi, 4 juin 2019  
Date d'enregistrement : mardi, 18 juin 2019 14:34  
Chemin d'accès : T:\Projets 2010\2019 - 992\2019-1025 Coopérative habitations Au pied de la Montagne\Expertises, évaluations

**Dossier # : 1186037014**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières   |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Au pied de la montagne (Montréal) pour la propriété sise au 100-102, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quinze (15) ans, soit du 25 août 2035 jusqu'au 24 août 2050, dont la rente annuelle sera de 3 600 \$. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 630 000 \$ pour la période de la prolongation. N/Réf. 31H12-005-0866-03 |

**SENS DE L'INTERVENTION**Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

Ci-joint le projet d'acte de modification d'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation « Au pied de la montagne » (Montréal) que nous avons préparé, conformément aux instructions des services clients.

Au moment de faire cette intervention, nous étions toujours en attente de certaines confirmations de la part de la coopérative d'habitation et des créanciers hypothécaires. Ainsi, le fait d'autoriser la signature d'un projet d'acte substantiellement conforme au projet ci-joint nous permettra d'apporter, au besoin, des modifications mineures audit projet d'acte, si cela était requis par la coopérative d'habitation ou par les créanciers hypothécaires.

20-000614

---

**FICHIERS JOINTS**2020-05-05 Prolongation emphyt version propre .pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Patrick FLUET  
Notaire  
**Tél : 514 816-9435**

**ENDOSSÉ PAR**

Nissa KARA FRECHET  
Notaire - Chef de division  
**Tél : 514 464-8731**

Le : 2020-05-25



**Division :** Service des affaires juridiques ,  
Direction des affaires civiles, Division du droit  
notarial

L'AN DEUX MILLE VINGT, le

Devant **M<sup>e</sup> Daphney ST-LOUIS**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

**COMPARAISSENT :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1<sup>er</sup>) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

- a) \_\_\_\_\_ de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et
- b) \_\_\_\_\_ de la résolution numéro CG20 \_\_\_\_\_, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du \_\_\_\_\_ deux mille vingt (2020).

Une copie certifiée de ces résolutions demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

**ET :**

**COOPÉRATIVE D'HABITATION « AU PIED DE LA MONTAGNE » (MONTRÉAL)**, coopérative régie par la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, chapitre C-67.2), constituée le vingt-quatre (24) juillet mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982), ayant son siège au 35-102, boulevard Saint-Joseph Est, à Montréal, province de Québec, H2T 1H3, immatriculée au registraire des entreprises du Québec sous le numéro 1144357663, agissant représentée par

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du

deux mille vingt (2020), dont une copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée l'« **Emphytéote** »

La Ville et l'Emphytéote sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

**LESQUELLES**, préalablement à l'acte de modification d'emphytéose faisant l'objet des présentes, déclarent ce qui suit :

### **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** par acte d'emphytéose (autrefois connue sous l'appellation de bail emphytéotique) reçu devant M<sup>e</sup> Yvon Delorme, notaire, le vingt-quatre (24) août mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **3 397 221** (ci-après l'« **Emphytéose** »), la Ville a cédé à l'Emphytéote un emplacement connu et désigné comme étant le lot 137-316 du cadastre du village de Côte-Saint-Louis, circonscription foncière de Montréal, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 102, boulevard Saint-Joseph Est;

**ATTENDU QUE**, depuis, ledit lot a fait l'objet d'une rénovation cadastrale et est maintenant connu comme étant le lot 1 443 640 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

**ATTENDU QUE** ladite Emphytéose a été consentie pour un terme de cinquante-deux (52) ans, commençant le vingt-quatre (24) août mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983) et se terminant le vingt-quatre (24) août deux mille trente-cinq (2035);

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a indiqué à la Ville que, pour maintenir l'immeuble en bon état, il désirait effectuer des travaux importants sur l'immeuble;

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a de plus indiqué à la Ville qu'il devait, pour réaliser ces travaux importants, obtenir un financement

et que les institutions financières exigent qu'un amendement à l'Emphytéose soit signé entre les Parties, afin, notamment, de prolonger de quinze (15) ans le terme de l'Emphytéose, soit jusqu'au vingt-quatre (24) août deux mille cinquante (2050);

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a remis à la Ville, préalablement à la signature du présent acte, une confirmation préliminaire écrite de son créancier hypothécaire à l'effet que le prêt qui sera consenti pour effectuer lesdits travaux sera amorti sur une période maximale de vingt-cinq (25) ans.

**CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS**, les Parties conviennent de ce qui suit :

**1. DÉFINITIONS**

À moins qu'un terme ne soit expressément défini dans le présent acte de modification, les termes définis dans l'Emphytéose et qui sont reproduits dans le présent acte ont le même sens que celui qui leur a été attribué dans l'Emphytéose.

De plus, les Parties conviennent que les termes « bail emphytéotique » et « bail », employés dans l'Emphytéose sont remplacés par le terme « emphytéose ».

**2. DÉSIGNATION**

L'immeuble faisant l'objet de l'Emphytéose est maintenant connu comme étant le lot numéro **UN MILLION QUATRE CENT QUARANTE-TROIS MILLE SIX CENT QUARANTE (1 443 640)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec le bâtiment dessus érigé et portant le numéro civique 102, boulevard Saint-Joseph Est, à Montréal, province de Québec, H2T 1H3.

Ci-après nommé l'« **immeuble** »

**3. DÉCLARATIONS DES PARTIES**

La Ville consent à prolonger le terme de l'Emphytéose, afin de permettre à l'Emphytéote d'obtenir le financement nécessaire pour

compléter des travaux importants sur l'immeuble et ainsi le maintenir en bon état.

Comme mentionné au paragraphe 3.3 de l'Emphytéose, l'Emphytéote s'engage à maintenir l'immeuble en bon état pendant toute la durée de l'Emphytéose, incluant pendant la période de prolongation faisant l'objet des présentes. De plus, l'Emphytéote confirme que toute amélioration qu'il pourrait apporter à l'immeuble demeurera, à la fin de l'Emphytéose, la propriété de la Ville, sans que cette dernière n'ait à payer quoi que ce soit, nonobstant le fait qu'il s'agirait d'impenses faites par un possesseur de bonne foi conformément au *Code civil du Québec*.

#### **4. AMENDEMENT À L'EMPHYTÉOSE**

##### **a) OBLIGATION DE L'EMPHYTÉOTE**

Les Parties conviennent d'ajouter après le paragraphe 3.5 de l'Emphytéose les paragraphes suivants :

« 3.6. L'Emphytéote s'engage à ne pas démolir tout ou partie de l'Ensemble immobilier sans que la Ville n'ait donné son accord à :

3.6.1. Un projet de reconstruction d'une valeur équivalente; et

3.6.2. Un échéancier préalablement approuvé par écrit.

La Ville ne pourra refuser de donner son accord sans motif raisonnable.

3.7. Conformément à la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, chapitre C-67.2), l'Emphytéote s'engage à :

3.7.1. Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l'entretien et la préservation de l'Ensemble immobilier;

3.7.2. Effectuer, au moins à tous les cinq (5) ans, un rapport d'inspection de l'Ensemble immobilier par un expert, c'est-à-dire un membre de l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec, de l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments, de l'Ordre des architectes du Québec, de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou de l'Ordre des technologues professionnels du Québec. Une copie de ce rapport devra être remise promptement à la Ville;

3.7.3. Suite au rapport d'inspection, établir une planification quinquennale des travaux d'entretien et de préservation de l'Ensemble immobilier, ainsi que des budgets y afférents. Une copie de cette planification devra être remise promptement à la Ville;

3.7.4. L'Emphytéote s'engage à transmettre à la Ville, sur demande, ses états financiers du dernier exercice financier préparés dans le cadre de son rapport annuel, afin que la Ville puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière pour réaliser les travaux prévus dans son plan quinquennal ;

3.7.5. L'Emphytéote s'engage à préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'Ensemble immobilier.

3.8. L'Emphytéote s'engage à ne pas mettre fin à l'emphytéose par abandon, l'Emphytéote y renonçant expressément conformément à l'article 1211 du *Code civil du Québec*. »

**b) ASSURANCES**

Les Parties conviennent de remplacer l'article 4 de l'Emphytéose par ce qui suit :

**« ARTICLE 4  
ASSURANCES**

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire, avant d'entreprendre les travaux prévus au paragraphe 3.1 ou tout autre travaux, et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes :

4.1.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 \$) par événement et par année.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée

à la Ville, ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'Ensemble immobilier pendant la période des travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés.

Cette police devra protéger également tous les entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à réaliser.

4.1.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur assurable et augmenter au même rythme que celle-ci et la police pourra contenir une franchise dont le montant ne devra pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 \$).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville, l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et tout créancier hypothécaire, s'il en est.

Cette police devra comporter un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville, ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, à l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux est confié à un entrepreneur général, et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 \$) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou d'une caisse populaire, dont le siège est à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville, de l'entrepreneur général, suivant le cas, et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre

paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 \$) ou moins devra être payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur, dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que l'emphytéose prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes :

4.2.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 \$) par événement et par année.

Toutefois, le montant de protection de cette police devra être calculé en dollars constants de 2020, selon la variation de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada pour la région de Montréal ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué, dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville, ainsi qu'à l'Emphytéote; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.2.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire en vertu de l'emphytéose, et cela pour une somme correspondant au coût de remplacement de ces biens, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, dont le montant ne devra toutefois pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 \$).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée



sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville, ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 \$) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou une caisse populaire dont le siège est situé à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Les sommes déposées dans ce compte conjoint serviront avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 \$) ou moins sera payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville :

- a) Une copie conforme des polices d'assurance prévues aux paragraphes 4.1. et 4.2., et ce, dès leur émission;
- b) Les reçus constatant le paiement des primes de ces polices et les certificats attestant explicitement le renouvellement intégral et sans modification de celles-ci, au moins trente (30) jours avant leur échéance; et
- c) Une copie de tout avenant modifiant toute police mentionnée aux présentes, dans les trente (30) jours de la date de mise en vigueur de tel avenant.

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes pendant toute la durée de l'emphytéose, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4. Au cas de destruction partielle ou totale des Améliorations ou de dommages causés par un incendie ou toute autre cause, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible, mais dans un délai n'excédant

jamais six (6) mois, à compter du sinistre, s'il y a destruction partielle, ou douze (12) mois, s'il y a destruction totale, sauf force majeure, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les Parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées au compte conjoint pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de reconstruction des Améliorations ou de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée, jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux.

L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations, durant la période des travaux et jusqu'à l'expiration du terme de l'emphytéose, et les dispositions relatives à l'assurance contenues à l'article 4 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance.

Cette obligation de reconstruire ou de restaurer les Améliorations ne s'éteindra pas à la fin de l'emphytéose, si la cause est antérieure à cette fin.

4.5. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux et payer le coût en excédent de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût des travaux, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'Ensemble immobilier.

4.6. L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par cette emphytéose auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec. »

**c) PARTAGE DES INDEMNITÉS**

Les Parties conviennent d'ajouter à la fin du tableau du sous-paragraphe 11.3.2. de l'Emphytéose ce qui suit :

« Par conséquent, la part de l'indemnité d'expropriation revenant à l'Emphytéote, à partir de la 52<sup>e</sup> année jusqu'à la 67<sup>e</sup> année sera de 0,0 % »

**d) EXTENSION DU TERME**

Les Parties conviennent de remplacer l'article 12 de l'Emphytéose par ce qui suit :

**« ARTICLE 12  
DURÉE**

12.1. Le présent acte d'emphytéose est ainsi consenti pour le terme de soixante-sept (67) ans, à compter de la date de sa signature. »

**e) RENTE**

La rente annuelle pour la période de la prolongation de l'Emphytéose sera de TROIS MILLE SIX CENTS DOLLARS (3 600,00 \$), payable selon les mêmes conditions que celles prévues à l'Emphytéose.

Par conséquent, les Parties conviennent d'ajouter, après le sous-paragraphe 13.1.21. de l'Emphytéose, le sous-paragraphe suivant :

« 13.1.22. du six cent vingt-cinquième (625<sup>e</sup>) mois jusqu'au huit cent quatrième (804<sup>e</sup>) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de TROIS MILLE SIX CENTS DOLLARS (3 600,00 \$), payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de TROIS CENTS DOLLARS (300,00 \$) chacun, dus et exigible le jour d'anniversaire mensuel de la date de signature des présentes. »

**f) AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 15.3. de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 15.3. Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

15.3.1. La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction des transactions immobilières, au 303, rue Notre-Dame Est, 2<sup>e</sup> étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

15.3.2. L'Emphytéote : à l'attention du Président de la COOPÉRATIVE D'HABITATION « AU PIED DE LA MONTAGNE » (MONTRÉAL) au 35-102, boulevard Saint-Joseph Est, à Montréal, province de Québec, H2T 1H3. »

**g) TAXES**

Les Parties conviennent d'ajouter, après l'article 15 de l'Emphytéose, l'article suivant :

**« ARTICLE 16  
DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)**

La rente annuelle stipulée ci-dessus exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.). En conséquence, l'Emphytéote s'engage, le cas échéant, à payer à la Ville toutes les taxes fédérales et provinciales applicables à ladite rente et toutes les taxes d'affaires au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles. Aux fins des présentes, les taxes d'affaires désignent l'ensemble des taxes, taux, droits, prélèvements, cotisations et droits de licence qui sont imposés, établis, exigés ou évalués par un gouvernement municipal à l'égard de toutes et chacune des activités exercées par l'Emphytéote dans l'immeuble.

De plus, les Parties reconnaissent qu'à la fin de l'emphytéose, ces dernières pourraient être assujetties à la T.P.S. et la T.V.Q. En conséquence, les Parties s'engagent, par les présentes, à respecter les lois fiscales imposant ces taxes et à effectuer tout paiement requis, le cas échéant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001  
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être. »

**5. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE**

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* (RCG 18-024) en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Emphytéote.

**6. CLAUSES INTERPRÉTATIVES**

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne aussi les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

À l'exception des modifications mentionnées aux présentes, les autres clauses prévues à l'Emphytéose publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **3 397 221** demeurent en vigueur sans novation, ni dérogation.

**7. EFFETS**

Les Parties déclarent que les modifications à l'Emphytéose faisait l'objet des présentes prennent effet à compter de la date de signature des présentes.

**8. DÉCLARATION SPÉCIALE DE L'EMPHYTÉOTE**

L'Emphytéote déclare avoir obtenu l'approbation des créanciers hypothécaires détenant des hypothèques sur l'immeuble en vertu des actes suivants :

- Hypothèque en faveur de Caisse D'Économie Solidaire Desjardins publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 25 181 384.

Hypothèque en faveur de la Société Canadienne D'Hypothèques et de Logement publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 17 765 282, et;

Hypothèque en faveur de la Société Canadienne D'Hypothèques et de Logement aux termes des actes publiées au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 4 775 702, 4 153 172, et 3 401 393.

Le tout tel qu'en font foi les lettres d'approbation émises respectivement par la Caisse D'Économie Solidaire Desjardins et par la Société Canadienne D'Hypothèques et de Logement, dont copie de ces lettres demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant de l'Emphytéote en présence de la notaire soussignée.

**9. LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES**

Les Parties déclarent que le présent acte constitue une modification à l'Emphytéose et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, c. D-15.1).

**DONT ACTE** à Montréal, sous le numéro  
des minutes de la notaire soussignée.

**LES PARTIES** déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire, comme suit :

**VILLE DE MONTRÉAL**

\_\_\_\_\_  
Par :

**COOPÉRATIVE D'HABITATION  
« AU PIED DE LA MONTAGNE » (MONTRÉAL)**

\_\_\_\_\_  
Par :

\_\_\_\_\_  
**M<sup>e</sup> Daphney ST-LOUIS, notaire**

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

**Dossier # : 1186037014**

**Unité administrative responsable :** Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières

**Objet :** Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Au pied de la montagne (Montréal) pour la propriété sise au 100-102, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quinze (15) ans, soit du 25 août 2035 jusqu'au 24 août 2050, dont la rente annuelle sera de 3 600 \$. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 630 000 \$ pour la période de la prolongation. N/Réf. 31H12-005-0866-03

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GDD 1186037014 - Coop Habitation Aupied de la Montagne.xls](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

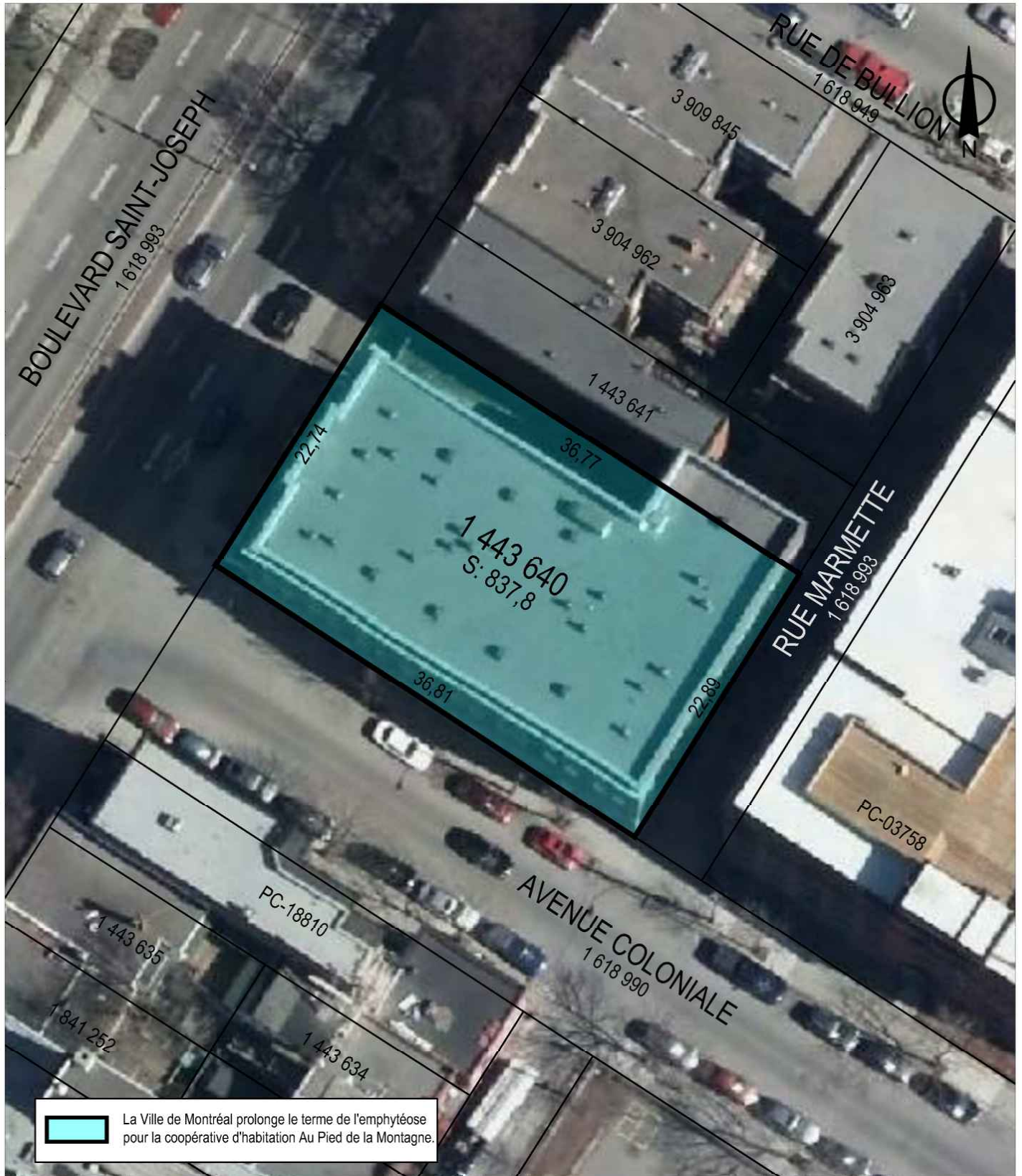
Pierre LACOSTE  
Préposé au budget  
**Tél : 514 872-4065**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-03-12

Mustapha CHBEL  
Agent de gestion des ressources financières  
**Tél : 514 872-0470**  
**Division :** Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv





SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE  
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES  
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivière-des-Prairies -  
Pointe-aux-Trembles  
**Montréal** 

Plan P: plan de cadastre & orthophoto  
Dossier: 31H12-005-3963-02  
Mandat: 17-xxxx-T  
Dessinateur: LJC  
Échelle: 1:400  
Date: 13-03-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



**Dossier # : 1208370003**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et inclusion de logement abordable  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable                                    |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Logement social et aide aux sans-abri   |
| <b>Projet :</b>  | Stratégie 12 000 logements  |
| <b>Objet :</b>   | Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 3 420 000 \$ pour la réalisation du projet de logement social Habitations communautaires LOGGIA de l'organisme Habitations communautaires LOGGIA. |

de recommander au conseil d'agglomération :

1 - d'approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 3 420 000 \$, pour la réalisation du projet Habitations communautaires LOGGIA, situé sur l'avenue Mont-Royal Est, à l'est de la rue Molson, dans l'arrondissement Rosemont--La Petite-Patrie;

2 - d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-27 08:33

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1208370003**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et inclusion de logement abordable  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable                                    |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Logement social et aide aux sans-abri   |
| <b>Projet :</b>  | Stratégie 12 000 logements  |
| <b>Objet :</b>   | Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 3 420 000 \$ pour la réalisation du projet de logement social Habitations communautaires LOGGIA de l'organisme Habitations communautaires LOGGIA. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, l'organisme Habitations communautaires LOGGIA a soumis un projet qui permettra la réalisation de 79 logements (13 studios, 25 unités d'une chambre à coucher, 20 de deux chambres à coucher, 15 de trois chambres à coucher et 6 de quatre chambres à coucher) et d'un espace communautaire pour personnes seules et familles. Parmi les logements d'une chambre à coucher, dix seront occupés par des personnes avec déficience intellectuelle en vertu d'une entente avec l'organisme l'Association de Montréal pour la Déficience intellectuelle (AMDI). Le projet offre 41 logements pour familles et contribue ainsi à l'offre de logement social et abordable dans un contexte où les besoins pour des logements familles sont importants.

Le projet se situe sur la parcelle Bloc 8 de l'Îlot central du Technopole Angus, écoquartier en cours d'aménagement et visant une certification LEED ND Platine. Les normes de développement immobilier limitent le nombre d'étages à 6 et exige la construction de stationnement souterrain, de plus il y a une forte proportion de logements pour familles (50% de 2cc et plus). La combinaison de ces éléments affectent la viabilité financière du projet et explique le recours à la subvention exceptionnel. À ceci s'ajoute le coût des équipements et aménagements visant à améliorer l'efficacité énergétique.

Le financement de base des projets d'AccèsLogis Québec provient de la Société d'habitation du Québec (SHQ), auquel s'ajoute une contribution de la Ville de Montréal (la part de la Ville étant remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal - CMM). Ce programme prévoit qu'une part des fonds doit provenir de prêts d'une institution financière (hypothèque) contractés par l'OBNL.

Une subvention exceptionnelle (au sens du règlement 02-102) devra être consentie pour viabiliser le projet, pour un montant 3 420 000 \$.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG 20 0135 (26 mars 2020) : Approbation de l'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et responsabilités en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal / Autorisation d'un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention attendue de 46 097 208 \$.

CG19 0148 (28 mars 2019) : Approbation de l'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et responsabilités en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal / Autorisation d'un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention attendue de 72 830 000 \$.

CE18 0690 (18 avril 2018) Ordonnance pour modifier la liste des cas admissibles à une subvention additionnelle ainsi que le pourcentage maximal prévu au Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102), afin de permettre l'utilisation des sommes reçues de la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation pour compléter le financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec.

CG17 0572 (14 décembre 2017) Adoption du *Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)* . Adoption du *Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de logement abordable* .

### **DESCRIPTION**

L'évolution des coûts de construction, de même que certains ajustements qui ont dû être apportés au projet pour l'arrimer au développement de l'écoquartier, ont fait en sorte qu'un manque à gagner de 3 420 000 \$ est prévu. Malgré les subventions de base et additionnelles prévues, ainsi que l'hypothèque qui sera contractée selon les normes d'AccèsLogis, il demeure que ce manque à gagner doit être couvert par une aide exceptionnelle à autorisée par le Conseil d'agglomération.

La subvention exceptionnelle, d'un montant maximal de 3 420 000 \$ sera ajoutée au montage financier du projet et permettra de rendre viable le projet.

Si d'autres sources de financement s'ajoutent au montage financier d'ici l'engagement définitif et, ce faisant, réduisent le manque à gagner, alors la subvention exceptionnelle sera réduite en conséquence.

Ce projet étant financé dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, la Société d'habitation du Québec devra émettre l'engagement définitif de subvention lorsque le montage financier du projet aura été complété; cet engagement exige notamment que la viabilité financière du projet soit établie.

### **JUSTIFICATION**

Le projet répond aux engagements de l'Administration municipale en matière d'habitation sociale, ainsi qu'aux orientations de l'arrondissement Rosemont--La Petite-Patrie en matière de développement de logements sociaux et abordables. Il fait une place à un nombre important de logements familiaux également.

- L'arrondissement Rosemont—Petite-Patrie comptait, au dernier recensement, un bassin de 14 350 ménages locataires sous le seuil de faible revenu qui devaient consacrer plus de 30% de leur revenu aux frais de logement.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

1- La subvention exceptionnelle de 3 420 000 \$ a été calculée en tenant compte des normes du programme AccèsLogis, notamment pour générer des loyers équivalents à 95 % du loyer médian établi pour Montréal. Si, à la fin de la construction, à la date dite d'ajustement des intérêts, le projet récupère une partie ou la totalité du manque à gagner, seule le montant nécessaire de la subvention exceptionnelle lui sera octroyé.

La subvention exceptionnelle sera assumée par les ententes tripartites entre le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec. Cette dépense proviendra du budget de fonctionnement du Service de l'habitation; elle sera entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne le logement social qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

2- Il est prévu qu'une fois construit, l'immeuble de l'organisme à but non lucratif générera des revenus annuels de taxes foncières estimés à 137 240 \$.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La poursuite des interventions en matière d'habitation permet à la Ville de Montréal d'agir sur plusieurs aspects clés du développement durable, dont la consolidation du territoire urbanisé et de sa densification dans les secteurs desservis par le transport collectif, la réponse aux besoins sociaux et, plus largement, le maintien d'une offre résidentielle saine et diversifiée, garante d'une réelle mixité sociale.

De plus, le projet s'inscrit dans le développement d'un écoquartier qui comprend plusieurs caractéristiques éco responsables. Enfin, le projet sera certifié Novoclimat, ce qui signifie une économie dans l'utilisation de l'énergie pour le bâtiment.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si ce projet ne réussit pas à compléter son montage financier, il n'obtiendra pas le financement de la SHQ et devra être abandonné.

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

La phase qui sera franchie par le projet Habitations communautaires LOGGIA, suite au conseil d'agglomération, est celle de l'engagement conditionnel (EC) qui permet la

réservation la subvention pour l'organisme. Comme le chantier ne débutera pas avant mars 2021, la crise actuelle n'a aucun impact sur le projet.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Des opérations de communication seront prévues lors de l'inauguration du projet, conformément au protocole signé entre la Ville et la SHQ pour le programme AccèsLogis. Ce protocole prévoit notamment que les communiqués émis fassent l'objet d'une double validation à la Ville et à la SHQ.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Signature du contrat avec l'entrepreneur : mars 2021

Début des travaux : avril 2021

Occupation des bâtiments : septembre 2022

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Annie LANEUVILLE)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Claire ABRAHAM  
Conseillère en développement de l'habitation

**Tél :** 514-872-6317  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-21

Marianne CLOUTIER  
Directrice - Habitation

**Tél :** 514 872-3882  
**Télécop. :** 514 872-3883

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Marianne CLOUTIER  
Directrice - Habitation

**Tél :** 514 872-3882  
**Approuvé le :** 2020-05-26

**Dossier # : 1208370003**

**Unité administrative responsable :** Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et inclusion de logement abordable

**Objet :** Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 3 420 000 \$ pour la réalisation du projet de logement social Habitations communautaires LOGGIA de l'organisme Habitations communautaires LOGGIA.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[1208370003 Habitation.xls](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Annie LANEUVILLE  
Préposée au budget  
**Tél : 514 872-9964**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-25

Christian BORYS  
conseiller(ere) budgetaire  
**Tél : 514 872-5676**  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier





**Dossier # : 1197898003**

|  |  |
|--|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports ,<br>Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération  |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure   |
| <b>Projet :</b>  | -  |
| <b>Objet :</b>   | Accorder un soutien total de 4 125 000 \$ à ÉVÉNEMENTS GPCQM, soit un soutien financier de 3 450 000 \$ : 1 250 000 \$ en 2020, 1 150 000 \$ en 2021 et 1 050 000 \$ en 2022, et un soutien en biens et services d'une valeur annuelle de 225 000 \$ pour la réalisation des éditions 2020-2022 du Grand Prix Cycliste de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet |

Il est recommandé :

1. D'accorder un soutien total de 4 125 000 \$ à Grands Prix Cycliste Québec Montréal, soit un soutien financier de 1 250 000 \$ en 2020; de 1 150 000 \$ en 2021 et de 1 050 000 \$ en 2022 et un soutien en biens et services annuel de 225 000 \$;
2. D'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier et du soutien en biens et services;
3. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération et le soutien en biens et services sera entièrement assumé par la ville centre.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 10:06

**Signataire :** Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1197898003**

|  |  |
|--|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports ,<br>Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération  |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure   |
| <b>Projet :</b>  | -  |
| <b>Objet :</b>   | Accorder un soutien total de 4 125 000 \$ à ÉVÉNEMENTS GPCQM, soit un soutien financier de 3 450 000 \$ : 1 250 000 \$ en 2020, 1 150 000 \$ en 2021 et 1 050 000 \$ en 2022, et un soutien en biens et services d'une valeur annuelle de 225 000 \$ pour la réalisation des éditions 2020-2022 du Grand Prix Cycliste de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le 2 décembre 2019, ÉVÉNEMENTS GPCQM a fait parvenir à la Ville une demande de soutien pour la tenue du Grand prix cycliste de Montréal (GPCM) de 2020 à 2023. En 2020, l'événement se déroulera le 11 et 13 septembre. Le GPCM est un événement appartenant à l'Union Cycliste Internationale (UCI). Cette compétition de grande envergure est une épreuve inscrite au calendrier de l'UCI WorldTour assurant ainsi, par ce prestigieux label, la participation de WorldTeams composées des plus grands coureurs de la planète. Depuis 2010, le Mont-Royal est le lieu de ce grand rendez-vous où s'affronte l'élite mondiale du cyclisme.

La Ville soutient le GPCM financièrement et en biens et services depuis sa première année (2010). La convention est venue à échéance le 31 décembre 2019.

Selon l'entente avec l'UCI, ÉVÉNEMENTS GPCQM doit tenir deux courses en sol canadien. Montréal et Québec ont confirmé les licences UCI pour les années 2020-2022. Le duo des villes de Québec et Montréal comporte plusieurs avantages : sites exceptionnels, proximité l'une de l'autre, décors européens au cœur de l'Amérique du Nord, les reliefs de parcours.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CG17 0377 - 24 août 2017**

Approuver le protocole d'entente de soutien technique entre la Ville de Montréal et

Événements GPCQM pour la tenue de l'événement le « Grand Prix cycliste de Montréal » le 10 septembre 2017 de 11 h à 17 h 30, incluant un critérium présenté le 9 septembre, de 16 h à 19 h

### **CG16 0634 - 24 novembre 2016**

Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs

### **CG15 0273 - 30 avril 2015**

Accorder un soutien financier de 1,25 M\$ par année à Événements GPCQM pour la réalisation du Grand Prix Cycliste de Montréal, pour une période de cinq ans, soit de 2015 à 2019 / Approuver le projet de convention à cette fin

## **DESCRIPTION**

La demande de soutien du promoteur est pluri-annuelle. Elle vise quatre années, soit de 2020 à 2023. Elle représente une demande financière totale de 5 420 000 \$ excluant les biens et services, ce qui correspond à un soutien annuel moyen de 1 355 000 \$. Il s'agit d'une augmentation annuelle moyenne de 105 000 \$ par rapport au soutien financier moyen octroyé de 2015 à 2019 (1 250 000 \$ annuellement).

Pour cet événement, le soutien en biens et services publics est estimé à 225 000 \$, ce qui est similaire au soutien des années précédentes (CG17 0377), puisque le parcours demeure essentiellement le même. La valeur du soutien en biens et services correspond aux frais d'entrave, à la perte de revenus de parcomètres, à la mise à disposition des services techniques nécessaires, et ce, sous réserve de la disponibilité des ressources. La Division festivals et événements assure la coordination avec toutes les parties prenantes, notamment, les arrondissements concernés par le parcours, les services d'urgence, etc. Un plan de gestion de la circulation et du stationnement sera déployé. Tous les aspects de la mise en place du parcours seront assumés par le promoteur.

Le présent dossier recommande d'octroyer pour les années 2020 à 2022 (trois ans) un soutien total de 4 125 000 \$ incluant un soutien en biens et services annuels de 225 000 \$ à Événements GPCQM.

## **JUSTIFICATION**

La recommandation est supportée par un alignement avec les cinq principes d'investissement de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs et un montage financier conforme aux exigences de la Ville de Montréal.

### **Potentiel de succès : élevé**

ÉVÉNEMENTS GPCQM, qui organise cette année la 10<sup>e</sup> édition du GPCM, bénéficie d'une grande notoriété. Il a organisé plusieurs événements à succès, tant au niveau organisationnel que financier. Les événements de Montréal et de Québec, qui évoluent sur le circuit UCI WorldTour, le plus grand de l'UCI, sont bien connus du public et des coureurs. Ils sont parmi les rares compétitions cyclistes professionnelles qui connaissent du succès à l'extérieur de l'Europe.

### **Infrastructures : n/a**

Les investissements en infrastructures sont minimes par rapport à l'envergure du GPCM puisqu'il s'agit d'un événement se déroulant sur le domaine public avec un parcours déjà homologué par l'UCI. Un legs significatif en infrastructures est impossible.

### **Retombées sociales et sportives : importantes**

L'événement contribue à l'essor du cyclisme à Montréal. Il permet également à Cyclisme Canada et à la Fédération québécoise de cyclisme d'offrir des ateliers et formations aux organisateurs, officiels et bénévoles locaux. De plus, ÉVÉNEMENTS GPCQM organise le Critérium National de Montréal, une épreuve de développement pour les jeunes cyclistes

québécois et canadiens, ainsi que la Coupe du Québec, des courses dédiées aux catégories de 9 à 17 ans. Finalement, diverses mesures sont présentées dans le plan de legs en pièce jointe.

L'accueil annuel de cet événement permet à la Ville de rencontrer sa cible de cinq événements dans la catégorie « Événement Signature » de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs. Les sports cyclistes font partie des priorités de développement sportif pour Montréal qui bénéficie mondialement d'une réputation de ville cycliste.

**Rayonnement et retombées économiques : significatifs**

Avec le Grand Prix Formule 1 et la Coupe Rogers, le GPCM est l'un des événements « Signature » de Montréal qui fait rayonner la métropole sur la scène internationale. Le cyclisme est un des sports phares du mouvement olympique. Le GPCM est télédiffusé dans plus de 130 pays, a un plan publicitaire d'une valeur de plus de 1 M\$ et attire plus de 80 médias accrédités en provenance de 10 pays. ÉVÉNEMENTS GPCQM estime les retombées de l'événement à 9,7 M\$ pour Montréal.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le financement nécessaire à ce dossier, soit 3 450 000 \$, est prévu au budget du SGPMRS pour une somme de 1 250 000 \$ en 2020, 1 150 000 \$ en 2021 et 1 050 000 \$ en 2022. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, en vertu de la compétence « Aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale ».

| Durée de la convention                                |      | 2015-2019<br>(5 ans) | 2020-2022<br>(3 ans) |
|---|------|----------------------|----------------------|
| Soutien financier de l'entente                        | An 1 | 1 250 000 \$         | 1 250 000 \$         |
|   | An 2 | 1 250 000 \$         | 1 150 000 \$         |
|   | An 3 | 1 250 000 \$         | 1 050 000 \$         |
|   | An 4 | 1 250 000 \$         |                      |
|   | An 5 | 1 250 000 \$         |                      |
| TOTAL - Soutien financier                             |      | 6 250 000 \$         | 3 450 000 \$         |
| Montant en biens et services /An                      |      | 225 000 \$           | 225 000 \$           |
| TOTAL - Biens et services                             |      | 1 125 000 \$         | 675 000 \$           |
| GRAND TOTAL DU SOUTIEN FINANCIER ET BIENS ET SERVICES |      | 7 375 000 \$         | 4 125 000 \$         |
| Moyenne du soutien financier et biens et services/An  |      | 1 475 000 \$         | 1 375 000 \$         |

La Ville de Montréal privilégie les événements dont les montages financiers prévisionnels comprennent des contributions (argent, biens et services) des instances publiques et parapubliques significatives. Les versements du soutien de la Ville sont conditionnels à l'engagement financier satisfaisant des autres bailleurs de fonds.

| Budget sommaire pour Montréal en 2020 (en date de mai 2020)  | \$           | Confirmé | % du budget de l'événement | % du soutien des bailleurs de fonds |
|--|--------------|----------|----------------------------|-------------------------------------|
| <b>Épreuve montréalaise</b>                                  |              |          |                            |                                     |
| <b>Bailleurs de fonds publics</b>                            | 2 345 000 \$ |          | 64%                        | 100%                                |
| Gouvernement fédéral (Développement Économique Canada (DEC)) | 450 000 \$   | Non      | 28%                        | 44%                                 |

|  |                     |     |     |     |
|--|---------------------|-----|-----|-----|
| Gouvernement fédéral (Sport Canada)                              | 37 500 \$           | Oui |     |     |
| Gouvernement provincial (Tourisme Québec)                        | 165 500 \$          | Oui |     |     |
| Gouvernement provincial (MEES)                                   | 172 000 \$          | Non |     |     |
| Gouvernement provincial (Secrétariat à la région métropolitaine) | 200 000 \$          | Non |     |     |
| Ville de Montréal  | 1 250 000 \$        | Non | 34% | 53% |
| Tourisme Montréal  | 70 000 \$           | Non | 2%  | 3%  |
| <b>Revenus autonomes</b>   |                     |     |     |     |
|  | 1 290 702 \$        |     |     |     |
| <b>Total des revenus</b>   |                     |     |     |     |
|  | <b>3 635 702 \$</b> |     |     |     |

Le soutien en biens et services total estimé à 225 000 \$ par année pour un total de 675 000 \$ est absorbé par les parties prenantes sous la coordination de la Division des événements publics. Les rôles et responsabilités des arrondissements et des services centraux impliqués (SPVM, SIM, STM, les services des parcs, techniques et de la voirie des arrondissements Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Outremont, Le Plateau Mont-Royal, St-Michel-Villeray-Parc-Extension et Ville-Marie, le service des travaux publics des ateliers de Rosemont, les fournisseurs de la signalisation et des barrières mills du Service de la Culture, Division des événements publics) sont détaillés dans le Cahier de charge en pièce jointe. À noter qu'un addenda au Cahier de charge sera produit au début de l'été 2020 suivant des vérifications sur site.

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément au Plan de développement durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, le SGPMRS assurera un suivi avec le promoteur afin qu'il réalise un événement de manière écoresponsable.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent dossier est accepté :

- La Ville confirme son engagement à accueillir le GPCM pour 2020-2022;
- L'événement engendrera des retombées significatives pour la communauté sportive montréalaise;
- L'événement procurera un rayonnement et une visibilité pour Montréal à l'échelle nationale et internationale.

Si le présent dossier est retardé ou refusé :

- Le projet d'accueil du GPCM dans sa forme actuelle pourrait être compromis;
- Risque de nuire à la réputation de Montréal comme Ville d'événements sportifs majeurs et de compromettre l'atteinte des cibles de la Stratégie montréalaise.

## IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Malgré la situation actuelle de la pandémie, l'UCI a confirmé la tenue de l'événement au calendrier officiel. La tenue de l'événement est conditionnelle à la levée des décrets de la Direction de la santé publique interdisant les rassemblements de plus de 250 personnes (13

mars 2020 ) et les événements publics sportifs et culturels jusqu'au 31 août (10 avril 2020).

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si cet événement aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront s'entendre. À cet effet, des clauses de la convention sont prévues.

Entre autres, les paiements sont étalés dans le but de réduire le risque financier pour la Ville en cas d'annulation, tout en soutenant l'organisme quant aux efforts déployés à ce jour et aux dépenses déjà encourues pour la tenue de l'événement dans la métropole :

- 50 % (625 000 \$) à la signature de la convention
- 30 % (375 000\$) conditionnels à la confirmation de la tenue de l'événement au 28 juillet
- 20 % (250 000\$) conditionnels à la tenue de l'événement et à l'approbation de la reddition de comptes.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par le promoteur de l'événement sportif.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**Juin 2020** Présentation aux instances (CE, CM, CG) et approbation du CG

**Juillet 2020** Premier versement à ÉVÉNEMENTS GPCQM

**Septembre 2020** Tenue du GPCM 2020

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements applicables.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Luc DRAGON, Service de la culture

Kevin DONNELLY, Service de la culture

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Julie MAHONEY  
conseiller(ere) en planification

**Tél :** 514-868-7471

**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-02-04

Christine LAGADEC  
c/d orientations

**Tél :**

(514) 872-4720

**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Luc DENIS  
Directeur

**Tél :** 514-872-0035

**Approuvé le :** 2020-05-15

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE  
directeur(trice)

**Tél :** 514.872.1456

**Approuvé le :** 2020-05-21





GRANDS  
PRIX CYCLISTES  
**DE QUÉBEC**  
**DE MONTRÉAL**

**#GPCQM GPCQM.CA**

## ÉVÉNEMENTS GPCQM

Grand Prix Cycliste de Québec  
Grand Prix Cycliste de Montréal  
Critérium National de Montréal

PLAN D'AFFAIRES 2020 À 2023

JUIN 2018  
RÉVISION NOVEMBRE 2019

## TABLE DES MATIÈRES

|   |      |
|---|------|
| INTRODUCTION  | p.2  |
| MISSION   | p.5  |
| STRATÉGIES OPÉRATIONNELLES                            | p.7  |
| OBLIGATIONS DU COMITÉ D'ORGANISATION                  | p.8  |
| RISQUE DE GESTION                                     | p.8  |
| POLITIQUE FÉDÉRALE                                    | p.9  |
| DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION                       | p.9  |
| STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET DE DIRECTION              | p.15 |
| GESTION FINANCIÈRE                                    | p.16 |
| ADMINISTRATION ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES     | p.17 |
| GESTION DE LA COMPÉTITION ET DES SITES                | p.17 |
| FONCTIONNEMENT  | p.17 |
| PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET TÉLÉ/WEBDIFFUSION          | p.18 |
| COMMUNICATION ET PROMOTION                            | p.20 |
| COMMANDITAIRES ET MARKETING                           | p.26 |
| BILLETTERIE ET MARCHANDISES                           | p.26 |
| CÉRÉMONIES  | p.27 |
| PLAN DE FONCTIONNEMENT PRATIQUE DE CONTRÔLE DE PROJET | p.28 |
| PROGRAMMATION   | p.29 |
| PLAN DE L'ORGANISATION EN MATIÈRE DE LEGS             | p.30 |
| POLITIQUE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE         | p.32 |
| LES PROJETS À MOYEN-LONG TERME                        | p.35 |
| <i>ÉDITION 2019</i>                                   | p.37 |
| <i>CONCLUSION</i>                                     | p.40 |

## INTRODUCTION

### *Le Québec : Terre d'accueil des seules épreuves UCI WorldTour en Amérique*

En septembre 2010, les plus grands cyclistes du monde se réunissaient pour la première fois en Amérique sur un circuit du calendrier de l'UCI WorldTour à l'occasion des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal (GPCQM). Dix ans plus tard, le président des courses, Serge Arsenault, et son équipe sont fiers de constater l'évolution de leur projet et la place qu'il s'est taillé à l'échelle mondiale, et compte bien reconduire ce rendez-vous sportif encore plusieurs années afin de poursuivre la désormais tradition cycliste nord-américaine et de poursuivre son développement.

Il y a quelques années, le cyclisme sur route de haut niveau était davantage associé à l'Europe, mais la venue des GPCQM a certainement contribué à l'universalisation de la discipline, en plus d'être une vitrine exceptionnelle pour les coureurs de chez nous. L'organisation est d'ailleurs fière d'inviter l'équipe nationale depuis 2010 et d'avoir contribué à l'intégration de Québécois dans les WorldTeams. Les GPCQM ont également su rapidement attirer l'élite mondiale en accueillant, entre autres, quatre gagnants du Tour de France (Alberto Contador, Cadel Evans, Christopher Froome et Andy Schleck), des champions du monde tels Peter Sagan, Michal Kwiatkowski, Philippe Gilbert et Rui Costa pour qui les GPCQM sont des rendez-vous annuels depuis la toute première édition, ainsi que le champion olympique 2016 Greg Van Avermaet. Rappelons également que Robert Gesink a été le premier coureur à avoir grimpé sur la plus haute marche du podium aussi bien à l'épreuve de Québec qu'à celle de Montréal. En 2014, l'Australien Simon Gerrans a marqué l'histoire en remportant les deux Grands Prix Cyclistes la même année. En 2018, c'est l'australien Michael Matthews qui rentre lui aussi dans l'histoire en remportant le 2ème doublé, prenant ainsi le relais de Simon Gerrans qui prenait sa retraite lors de cette même édition. Le Belge Van Avermaet qui visait un podium, voire un doublé en l'absence de son rival Peter Sagan termine, sans nul doute avec amertume, 2ème et 3ème de la 9ème édition. Ce ne sera que partie remise pour Van Avermaet alors qu'il a remporté le Grand Prix Cycliste de Montréal à l'occasion du 10e anniversaire des épreuves en 2019. Au cours de ces années, les GPCQM ont pu compter sur des performances tout aussi remarquables des Ryder Hesjedal ou encore Thomas Voeckler dans les premières années, pour ne nommer que ceux-là. Rappelons aussi les nombreuses participations d'athlètes québécois : David Veilleux, le premier québécois à avoir complété le Tour de France, Antoine Duchesne et Hugo Houle, les deux seuls autres québécois à avoir rallier les Champs-Élysées..

### *Développer la culture cycliste et inspirer la population à la pratique du sport cycliste*

L'unicité des compétitions a été marquée dès la deuxième année avec la venue du Challenge Sprint Pro de Québec mettant en scène les meilleurs sprinteurs des WorldTeams. Cet ajout novateur à l'échelle mondiale venait bien compléter l'offre cycliste, ainsi qu'accentuer le caractère sportif et l'enthousiasme pour les circuits urbains. Puis afin de continuer à propager la fièvre des GPCQM, l'organisation a lancé en 2013 deux rendez-vous populaires en marge des défis exécutés par l'élite mondiale : les Cyclos La Québécoise et La Montréalaise. Les cyclistes, de tous niveaux, pouvaient ainsi profiter de l'expertise d'une organisation de calibre international pour vivre une expérience cycliste différente, à leur niveau, à l'occasion d'une semaine 100 % vélo. En 2015, une

autre nouveauté attend les amateurs : un critérium. L'ajout du Critérium National de Montréal fait partie des initiatives que les GPCQM mettent sur pied dans le but d'appuyer le développement du cyclisme sur route au pays et d'encourager la relève cycliste d'ici, masculine et féminine. Il s'agit d'une épreuve de développement réservée aux coureurs et coureuses d'Amérique du Nord détenteurs d'une licence UCI et qui évoluent dans les catégories Juniors, Espoirs et Élites (17 à 29 ans). Après une longue absence dans la métropole, l'organisation est fière d'accueillir à nouveau la gent féminine à l'occasion d'une compétition de calibre international. En 2016, une épreuve pour la catégorie Maîtres a été ajoutée, et un nombre surprenant de coureurs y prennent part depuis.

### *Soutenir la relève et le développement du cyclisme sur route de haut niveau*

Dans cette volonté de soutenir la relève, les GPCQM s'associent depuis plusieurs années à la Fédération Québécoise des Sports Cyclistes (FQSC) afin de soutenir financièrement la Coupe du Québec Espoirs de cyclisme sur route (9-17 ans). L'organisation s'engage donc à verser 10 000 \$ pour soutenir les clubs organisateurs des manches et confectionner les maillots distinctifs des leaders des différentes catégories. La FQSC organise également Un Jour WorldTour, une journée d'entraînement et d'échanges en présence de coureurs ayant participé aux Jeux olympiques et panaméricains. Ce programme, destiné aux coureurs Juniors et U23 retenus par l'équipe nationale, a pour objectif de favoriser la préparation des athlètes en leur permettant d'acquérir de l'expérience lors de compétitions internationales. Les GPCQM reversent une partie des recettes tirées de la vente de ses billets Club des Leaders au profit de ce programme.

### *Une résonance internationale et une portée locale en croissance*

Depuis 2010, les GPCQM ont acquis une solide notoriété auprès des coureurs. Cette notoriété s'est aussi élargie à la population mondiale grâce à d'importantes retombées médiatiques et une télédiffusion et webdiffusion rejoignant plus de 130 pays. Pour la diffusion de ses courses, l'organisation compte, entre autres, sur la participation des télédiffuseurs tels : TVA Sports, beIN Sport, Fubo TV, Flo Sports, (États-Unis), Eurosport 1 et 2 (Europe et Afrique du Nord, Asie, Océanie), TDN (Mexique et Amérique centrale), ESPN International, Global Cycling News (Brésil et Amérique du Sud), Sky Sports (Océanie), OSN (Moyen-Orient), Supersport, Econet (Afrique), Eurosport, DAZN (Asie). L'organisation a développé une expertise et des contacts avec des acteurs importants dans le domaine de la diffusion, de télédiffusion et de la webdiffusion de propriétés sportives à l'échelle mondiale, ce qui assure une exposition internationale des Villes de Québec et Montréal, du Québec et du Canada.

Les GPCQM ont également su créer des standards de qualité pour les courses d'un jour en milieu urbain et réussi à proposer une expérience moderne et glamour autant aux coureurs, aux différents acteurs du projet, qu'au grand public qui est aux premières loges de ces événements de marque. Ce public est d'ailleurs grandissant et de plus en plus diversifié. Depuis 2010, les GPCQM ont accueilli près de 2 000 000 spectateurs, soit en moyenne près de 200 000 personnes à chaque année sur les 2 jours.

### *Des athlètes "traités en véritables champions mondiaux"*

Passionné de cyclisme et ex-journaliste sportif, Serge Arsenault a les athlètes à cœur. Se souciant de leur confort, il a nolisé en 2010 un charter qui transporte les coureurs, leur équipe et leur matériel, ainsi que des représentants des médias, de Paris à Québec. L'expérience est unique pour l'échelon course, car il s'agit du seul moment dans la saison où tous ces acteurs sont réunis sur un vol. Ils sont également logés dans les mêmes hôtels (Hôtel Delta Québec et Hôtel Delta Montréal) et sont à nouveau réunis lors des repas durant la semaine des GPCQM.

### *Des parcours urbains exigeants mais appréciés des coureurs.*

Que ce soit les difficultés techniques du parcours dans la Capitale-Nationale ou le redoutable parcours du Mont-Royal dans la métropole, ces deux circuits urbains exceptionnels et exigeants nécessitent une maîtrise parfaite des habiletés cyclistes. Ce haut niveau de compétition fait d'ailleurs la renommée des GPCQM dans le monde et auprès des coureurs. Elles sont au demeurant, les seules épreuves du circuit UCI WorldTour à se tenir en plein cœur des villes, en circuit, ce qui leur confère une unicité très appréciée des coureurs car les spectateurs sont présents pour les encourager pendant toute la durée.

### *Un spectacle sportif de très haut niveau GRATUIT !*

À Québec comme à Montréal, les spectateurs sont invités **GRATUITEMENT** à être les témoins privilégiés de ces événements grâce aux gradins situés aux fils de départ/arrivée, ainsi qu'aux retransmissions des courses en direct sur les sites sur les écrans géants.

Les Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal gagnent en pérennité, année après année et ce auprès de plusieurs de ses cibles. Les spectateurs, eux, sont de plus en plus présents, et les générations plus jeunes commencent à émerger sur les parcours pour acclamer, ceux qui les inspirent dont notamment plusieurs Québécois (4) et Canadiens qui ont aujourd'hui rejoints les rangs des équipes WorldTeams dont Antoine Duchesne, Hugo Houle, Mike Woods et récemment Guillaume Boivin, James Piccoli et Alexander Cataford sur ce circuit prestigieux. Comme indiqué plus haut, l'équipe Nationale du Canada est invitée à chaque édition, ce qui veut dire qu'au moins 7 autres jeunes coureurs canadiens sont à l'œuvre à chaque édition, ce qui renforce le sentiment d'appartenance du public et permet aux jeunes amateurs de découvrir des modèles sportifs. Le Canada se hisse désormais au 20ème rang des nations cyclistes, gagnant ainsi plus de 10 places au cours des 10 dernières années. Les GPCQM sont fiers d'avoir déjà honoré quelques-uns des objectifs fixés en 2010 et feront tout, grâce et avec la collaboration de l'ensemble de ses partenaires des débuts, pour poursuivre dans cette voie. Nous ne sommes qu'au début d'une longue histoire de bâtisseurs...qui nécessite un engagement et une vision à long terme garante d'un succès commun et assurément profitable pour tous.

À CONSULTER : Quelques éléments récents témoignant de la portée des GPCQM  
Je vous invite à cliquer sur les liens

Article de [Peloton Mag](#) - USA - Nov 2018

- Réseau Veille Tourisme - [Les événements sportifs, un atout pour la destination](#) - Nov 2018
- Vidéo de Destination Canada, à la dernière présentation de la convention Sport Accord à Bangkok - du 15 au 20 avril 2018  
[Power of sport](#)

<https://sportaccordconvention.com/>

- Quelques articles de la dernière édition

[Planète Cyclisme Sept.2019](#)

[Pro Cycling -Décembre 2019](#)

[Cyclist - Octobre 2019](#)

[La Dernière Heure - 17 septembre 2019](#)

[Canadian Cycling Magazine - 5 septembre 2019](#)

- Distinctions récentes

Récipiendaire Mérite FQSC 2019 - Catégorie Événement National - international route et piste

Récipiendaire Organisateur de l'année 2018 - Cyclisme Canada

[AIJC - Vote for the winner of the AIJC Media Award 2017](#)

[Montréal et Québec, villes sportives numéro 1 et 2 - ISG Canada 2019](#)

[CSTA ALERT - GSI Index](#)

- Candidatures en cours

Candidat Gala Sports Québec 2020 - Catégorie Événement National - International route

Candidat Prix Prestige 2020 de l'Alliance Canadienne du Tourisme Sportif - Événement sportif international de l'année.

- Lettres

[Lettre de Louis Barbeau - DG de la Fédération Québécoise des Sports Cyclistes](#)

## MISSION

La mission première des Grands Prix Cyclistes WorldTour en 2010 était de doter le Canada, le Québec et les villes de Québec et de Montréal d'un événement sportif et touristique permanent dont la récurrence allait garantir un succès à long terme dans l'atteinte de nos objectifs, soit :

- Mettre sur pied un événement majeur alliant deux secteurs porteurs que sont les mondes du sport et de l'attraction touristique.

- ❑ Identifier un sport majeur accessible, international et surtout fait sur mesure pour satisfaire les attentes de tous les collaborateurs partenaires et le grand public qui est avide de ce type d'évènement de calibre international : le cyclisme professionnel sur route de haut niveau est un événement des plus porteurs au niveau économique et touristique.
- ❑ Être propriétaire de ces évènements afin d'en garantir la pérennité et de contrôler entièrement toutes les composantes de l'organisation par l'acquisition de droits et privilèges inaliénables sur une longue période de temps. Un événement permanent qui nous appartient.
- ❑ Conclure à long terme des ententes avec les dirigeants internationaux (UCI) afin que nos investissements garantissent des retombées à long terme.
- ❑ Collaborer étroitement avec nos partenaires fédérés principalement Cyclisme Canada, afin que la pratique de ce sport et ses activités connaissent l'essor extraordinaire qui résultera des retombées de ces évènements :
  - Des retombées inespérées pour nos athlètes de haut niveau;
  - Conclure des échanges internationaux;
  - Participation à des épreuves des plus hauts niveaux internationaux en présence des meilleurs éléments mondiaux;
  - Démonstration pour tous les acteurs mondiaux du cyclisme de notre potentiel et du progrès immense réalisé au cours des dernières années;
  - Illustration, via la télévision mondiale, de notre savoir-faire, de nos compétences et de l'attrait irrésistible de nos villes, régions et territoires uniques, tant en beauté qu'en diversité.
  - Faciliter le développement des champs d'expertises qui touchent la discipline qu'est le cyclisme sur route compétitif (sportif, technologique, etc).
- ❑ Comblent les attentes de l'Union Cycliste Internationale qui a choisi le Canada comme « grande première » de la mondialisation du cyclisme professionnel à son plus haut niveau. Plusieurs pays et continents rêvaient d'obtenir cet immense privilège que nous a consenti l'UCI en nous accordant les deux premières épreuves UCI WorldTour (sommets hiérarchiques des épreuves de cyclisme sur route professionnelles) à être présentées en Amérique du nord. À ce jour, les Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal sont toujours les 2 seules épreuves du niveau UCI WorldTour 1 sur le continent américain. Ce qui implique que les 18 WorldTeams ont l'obligation de participer aux épreuves, contrairement aux épreuves de niveau WorldTour 2 où la participation est au libre choix des équipes.
- ❑ Ajouter une ou des épreuves visant le développement des athlètes canadiens, homme et femme, leur permettant d'évoluer dans un cadre supervisé par une organisation de

calibre international mais également de vivre une expérience unique au Canada, c'est à dire de côtoyer les meilleurs athlètes internationaux de leur discipline, de vivre un premier bain médiatique grâce à l'organisation de conférences de presse présentant, entre autre, l'équipe nationale et d'être en contact avec des intervenants du plus haut niveau.

- 2010 Challenge Sprint du Canada
- 2011-2014 Challenge Sprint Pro
- 2015-2019 Critérium National de Montréal cat. Junior et Sénior Élite H/F
- 2016-2019 Critérium National pour la catégorie Maître H/F

- L'organisation est toujours à l'affût de nouvelles disciplines qui pourraient permettre le développement et le rayonnement de coureurs canadiens.
- L'organisation met aussi sur pied, lors de cette semaine cycliste, des séminaires, conférences et stages pratiques pour tous nos entraîneurs, officiels et bénévoles œuvrant dans le monde cycliste canadien. Ils sont pendant plusieurs jours en contact direct avec les plus grands spécialistes et professionnels de chacun des secteurs névralgiques du cyclisme mondial : coureurs, directeurs d'équipes, entraîneurs, personnel médical, nutritionnistes, commissaires techniques, secteur antidopage, responsable technique, etc. Ce programme est conçu et organisé en étroite collaboration avec Cyclisme Canada et la Fédération québécoise des sports cyclistes.
- Ces activités de développement permettent à chaque année de transposer l'expertise sur des évènements nationaux, provinciaux et régionaux.
- Depuis 6 ans, les Grands Prix cyclistes permettent de former et d'évaluer des conducteurs et pilotes qui font leur Formation de Conducteur Caravane Cycliste. En 2017 et 2018, un délégué technique de l'UCI était présent pour assurer deux formations lors de la semaine des GPCQM. Près de 70 personnes y ont assisté et sont maintenant certifiées par l'UCI pour conduire dans la caravane cycliste des courses de niveau WorldTour.

## STRATÉGIES OPÉRATIONNELLES

- À compter de 2020, toutes les épreuves du circuit WorldTour conserveront leur licence tant et aussi longtemps que le cahier des charges de l'Union Cycliste Internationale sera respecté. Les Grands Prix Cyclistes de Québec détiennent les licences pour les années 2020 à 2022. Les licences sont reconduites pour des périodes de 3 ans si le cahier des charges de l'UCI est respecté. En 2017, l'intégration des Grands Prix Cyclistes de Québec-Montréal, en seulement 8 éditions, dans la catégorie des épreuves dites "Monuments" (aux côtés d'épreuves centenaires comme Liège-Bastogne-Liège ou encore Paris-Roubaix) permet de déduire que celles-ci ont un long avenir devant elles.
- Garantir à long terme, l'appui de nos partenaires partageant notre vision soit la ville de



Québec, la ville de Montréal, les gouvernements du Québec et du Canada. Depuis janvier 2018, des démarches sont entreprises auprès des villes et des gouvernements pour le renouvellement des ententes pluriannuelles (4 ans).

- Ajouter aux Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal des activités parallèles visant à toucher des participants et un auditoire plus large, tels que le Challenge Sprint Pro (présentés de 2010 à 2014), et le Critérium National de Montréal présenté depuis 2015 pour les hommes et les femmes, avec l'ajout de la catégorie Maître, en 2016. Le Critérium sera renouvelé et nous évaluons présentement la possibilité d'ajouter un volet populaire et/ou jeunesse au Critérium.
- S'assurer de l'étroite collaboration de Cyclisme Canada et de la Fédération Québécoise des Sports Cyclistes.
- S'assurer de l'appui inconditionnel du monde du cyclisme international et de tous ses décideurs.
- Faire du Grand Prix Cycliste de Québec et du Grand Prix Cycliste de Montréal des vitrines permettant à l'UCI, aux équipes, aux diffuseurs et toutes autres fédérations sportives de reconnaître la capacité d'organisation pour des événements d'envergure internationale, tels que des Championnats du monde de cyclisme sur route.

## **OBLIGATION DU COMITÉ D'ORGANISATION**

- Respecter le cahier des charges de l'UCI et garantir, selon celui-ci, l'accueil tant au niveau des sportifs (19 équipes internationales – les WorldTeams), que des accompagnateurs, délégués techniques, commissaires internationaux et membres des médias (transport, hébergement et prise en charge).
- Payer les différents frais reliés au cahier des charges (bourses, indemnités des équipes, frais de calendrier et de licences, participation au programme antidopage, etc...) dans une devise reconnue par l'UCI, soit l'Euro.

## **RISQUES DE GESTION**

Le financement devra être garanti à plusieurs niveaux, sur une période de 4 ans couvrant ainsi nos années de licences UCI.

Le montage financier proposé pour les 4 prochaines années vise à garantir la tenue, le développement et le succès des GPCQM et de sa programmation.

Il met en évidence la parité que nous souhaitons rétablir entre les différents paliers gouvernementaux à savoir le fédéral, le provincial (tous ministères déjà impliqués et nouveau(x) éventuel(s)) et le municipal.

- ❑ Contrat de 4 ans avec la ville de Québec : 2020 à 2023
  - Confirmation fin décembre 2019. Entente en cours de signature.
  
- ❑ Contrat de 4 ans avec la ville de Montréal : 2020 à 2023
  - Renouvellement de la convention en cours. Confirmation janvier 2019
  
- ❑ Entente avec le gouvernement du Québec : Démarches en cours pour 4 ans : 2020-2023
  - Région de la Capitale Nationale
  - Secrétariat à la région métropolitaine
  - Tourisme Québec
  - Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur
  - Autres ministères et/ou sociétés d'états
  
- ❑ Entente avec le gouvernement du Canada : Démarches en cours pour 4 ans : 2020-2023
  - Sport Canada
  - D.E.C

## **POLITIQUE FÉDÉRALE**

Nous nous assurons de répondre entièrement aux exigences de la politique concernant l'accueil des manifestations sportives internationales.

Depuis les premières éditions en 2010, les Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal ont démontré leur impact au niveau sportif, économique, social, médiatique et touristique. (Voir les annexes « Bilan de l'édition 2019 » et « Évaluation de l'impact économique Étude d'achalandage et provenance 2019 »)

## **DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION**

L'Union Cycliste Internationale (UCI) a mis en place le WorldTour qui représente le plus haut niveau de cyclisme sur route au monde.

Ce sont les 2 seules épreuves du circuit UCI WorldTour à être présentées en Amérique du Nord et sont animées par 147 coureurs, les meilleurs au monde, dont parmi eux les 18 équipes WorldTeams, qui ont obligation de participation et sur invitation, l'équipe nationale du Canada et 1 à 3 équipes continentale Pro. Elles font partie d'un circuit mondial composé d'épreuves tels le Tour de France, le Tour d'Italie, Paris-Roubaix pour les plus connues... réparties principalement en Europe (la majorité),

En seulement 10 années, les GPCQM, dans les faits et esprits de tous, ont gravi tous les échelons du sport cycliste et sont considérés parmi les plus grandes Classiques mondiales incluant les 5 Classiques “Monuments”, du cyclisme professionnel aux côtés d’épreuves centenaires européennes telles Paris-Roubaix, Le Tour des Flandres ou encore Milan-San Remo. Elles donnent pratiquement autant de points que les Grands Tours qui s’échelonnent sur 3 semaines de course.

Les GPCQM constituent un grand pas vers la mondialisation de ce sport majeur à travers l’Amérique. Elles sont également les seules courses urbaines du circuit avec plus de 200 km, 16 (Québec) et 18 (Montréal) tours spectaculaires, et elles sont diffusées en direct dans près de 130 pays grâce à nos ententes de télédiffusion et de webdiffusion. La durée des courses (plus de 5 heures) et la qualité de production des images, dont notamment l’utilisation des vues hélicoptères, sont de véritables cartes postales vivantes.

De l’arrivée des coureurs à leur départ une semaine plus tard, les villes de Québec et de Montréal sont, à chaque année, les théâtres de ces spectacles sportifs : Conférences de presse, rencontres avec les coureurs, séances d’entraînements sur les routes en compagnie parfois d’amateurs, le Grand Prix Cycliste de Québec et le Grand Prix Cycliste de Montréal, les événements phares...et la tenue du Critérium National de Montréal qui se déroule la veille du GP de Montréal et qui attire au cœur de la Métropole, près de 200 coureurs des catégories, Junior, Sénior Élites et Maîtres, hommes et femmes provenant de toute la province tout comme de l’extérieur du Québec.

❑ Épreuve UCI WorldTour – Ville de Québec :

- 11 septembre 2020
- *10 septembre 2021*
- *09 septembre 2022*
- *08 septembre 2023*

❑ Épreuve UCI WorldTour – Ville de Montréal :

- 13 septembre 2020
- *12 septembre 2021*
- *11 septembre 2022*
- *10 septembre 2023*

Les GPCQM sont les deux dernières épreuves précédant les Championnats du Monde qui se déroulent généralement 10 à 15 jours après. Ce positionnement stratégique dans le calendrier, nous garantit la participation des meilleurs coureurs au monde puisque le niveau de difficulté des 2 parcours est reconnu comme étant la meilleure préparation pour obtenir des chances de médailles aux Championnats du Monde, qui sont, pour les coureurs, la plus haute récompense et reconnaissance dans leur sport. La tenue des épreuves en septembre, qui peut être touristiquement plus complexe à ces dates, est par ailleurs sportivement et par conséquent

médiatiquement très attendue. Ce qui a permis de contribuer rapidement à la notoriété internationale des GPCQM auprès de l'ensemble des acteurs : UCI, WorldTeams, télédiffuseurs et web, médias, partenaires, téléspectateurs, spectateurs.

- CALENDRIER DES ÉPREUVES UCI WORLDTOUR



















36 épreuves de niveau 1 ou 2 composent le calendrier UCI WT 2020.

21 épreuves de niveau 1

15 épreuves de niveau 2 (Le Amgen Tour Of California s'est retiré cet automne)

Les GPCQM se sont hissés au rang des épreuves de niveau 1 en seulement 10 éditions, aux côtés d'épreuves centenaires.

| Date               | Compétition                                  | Pays  | Catégorie  | Classe  |
|--------------------|--|---|---|--|
| 21 Jan-26 Jan 2020 | Santos Tour Down Under                       |  AUS   | ME  | 2.UWT  |
| 02 Feb 2020        | Cadel Evans Great Ocean Road Race            |  AUS   | ME  | 1.UWT  |
| 23 Feb-29 Feb 2020 | UAE Tour                                     |  UAE   | ME  | 2.UWT  |
| 29 Feb 2020        | Omloop Het Nieuwsblad Elite                  |  BEL  | ME  | 1.UWT  |
| 07 Mar 2020        | Strade Bianche                               |  ITA | ME  | 1.UWT  |
| 08 Mar-15 Mar 2020 | Paris-Nice                                   |  FRA | ME  | 2.UWT  |
| 11 Mar-17 Mar 2020 | Tirreno-Adriatico                            |  ITA | ME  | 2.UWT  |
| 21 Mar 2020        | Milano-Sanremo                               |  ITA | ME  | 1.UWT  |
| 25 Mar 2020        | AG Driedaagse Brugge-De Panne                |  BEL | ME  | 1.UWT  |
| 27 Mar 2020        | E3 BinckBank Classic                         |  BEL | ME  | 1.UWT  |
| 23 Mar-29 Mar 2020 | Volta Ciclista a Catalunya                   |  ESP | ME  | 2.UWT  |
| 29 Mar 2020        | Gent-Wevelgem in Flanders Fields             |  BEL | ME  | 1.UWT  |
| 01 Apr 2020        | Dwars door Vlaanderen - A travers la Flandre |  BEL | ME  | 1.UWT  |
| 05 Apr 2020        | Ronde van Vlaanderen - Tour des Flandres     |  BEL | ME  | 1.UWT  |
| 06 Apr-11 Apr 2020 | Itzulia Basque Country                       |  ESP | ME  | 2.UWT  |
| 12 Apr 2020        | Paris-Roubaix                                |  FRA | ME  | 1.UWT  |
| 19 Apr 2020        | Amstel Gold Race                             |  NED | ME  | 1.UWT  |
| 22 Apr 2020        | La Flèche Wallonne                           |  BEL | ME  | 1.UWT  |
| 26 Apr 2020        | Liège-Bastogne-Liège                         |  BEL | ME  | 1.UWT  |

|                    |                                      |  |    |       |
|--------------------|--------------------------------------|--|----|-------|
| 01 May 2020        | Eschborn-Frankfurt                   |  GER   | ME | 1.UWT |
| 28 Apr-03 May 2020 | Tour de Romandie                     |  SUI   | ME | 2.UWT |
| 10 May-16 May 2020 | Amgen Tour of California             |  USA   | ME | 2.UWT |
| 09 May-31 May 2020 | Giro d'Italia                        |  ITA   | ME | 2.UWT |
| 31 May-07 Jun 2020 | Critérium du Dauphiné                |  FRA   | ME | 2.UWT |
| 07 Jun-14 Jun 2020 | Tour de Suisse                       |  SUI   | ME | 2.UWT |
| 05 Jul-11 Jul 2020 | Tour de Pologne                      |  POL   | ME | 2.UWT |
| 27 Jun-19 Jul 2020 | Tour de France                       |  FRA   | ME | 2.UWT |
| 25 Jul 2020        | Donostia San Sebastian Klasikoa      |  ESP   | ME | 1.UWT |
| 16 Aug 2020        | EuroEyes Cyclassics Hamburg          |  GER   | ME | 1.UWT |
| 16 Aug 2020        | Prudential RideLondon-Surrey Classic |  GBR   | ME | 1.UWT |
| 23 Aug 2020        | Bretagne Classic - Ouest-France      |  FRA   | ME | 1.UWT |
| 14 Aug-06 Sep 2020 | La Vuelta ciclista a España          |  ESP   | ME | 2.UWT |
| 31 Aug-06 Sep 2020 | BinckBank Tour                       |  ?   | ME | 2.UWT |
| 11 Sep 2020        | Grand Prix Cycliste de Québec        |  CAN | ME | 1.UWT |
| 13 Sep 2020        | Grand Prix Cycliste de Montréal      |  CAN | ME | 1.UWT |
| 10 Oct 2020        | Il Lombardia                         |  ITA | ME | 1.UWT |
| 15 Oct-20 Oct 2020 | Gree-Tour of Guangxi                 |  CHN | ME | 2.UWT |

Les Championnats du monde de cyclisme sur route 2020 se dérouleront en Suisse du 20 au 27 septembre soit une semaine après la tenue des GPCQM.

- **NOMBRE DE PAYS PARTICIPANTS**

Des athlètes provenant de plus de 26 pays ont participé aux Grands Prix Cyclistes de Québec et Montréal en 2019; voici les pays qui comptent le plus grand nombre de participants :

| Pays participants en 2019 |                  |                        |
|---------------------------|------------------|------------------------|
| 1- Belgique (20)          | 6- Allemagne (9) | 11-États-Unis (5)      |
| 2- Canada (18)            | 7- Espagne (8)   | 12- Slovénie (4)       |
| 3- Italie (13)            | 8 - Danemark (7) | 13- Afrique du Sud (3) |
| 4- France (12)            | 9- Pays-Bas (7)  | 14- Autriche (3)       |

|                   |                |                         |
|-------------------|----------------|-------------------------|
| 5- Australie (10) | 10- Suisse (6) | 15- Grande-Bretagne (3) |
|-------------------|----------------|-------------------------|

Il est important de noter que lors des épreuves UCI WorldTour, la participation des meilleures équipes est assurée.

En ce qui concerne la participation canadienne, nous comptons, en 2019, sur un nombre important d'athlètes canadiens et québécois parmi les équipes WorldTeams, les équipes Pro Continentale et l'équipe Nationale du Canada.

Les GPCQM sont devenus un passage obligé pour les meilleurs coureurs cyclistes de la planète. Les médias internationaux font encore une fois, état d'un plateau exceptionnel au départ de ces 2 épreuves.

### Une participation « Or » paire au fil des années (Championnat du Monde, Jeux Olympiques et TDF)

- Peter Sagan (Bora-Hansgrohe) Champion du Monde 2015, 2016 et 2017
- Greg Van Avermaet (CCC Team) – Médaillé d'or - J.O 2016
- Geraint Thomas, Vainqueur du Tour de France 2018 et 2e en 2019
- Julian Alaphilippe, 2e au classement mondial et porteur du maillot jaune pendant 14 jours lors du Tour de France 2019

### Canadiens au sein d'équipes WorldTeams\* ou Pro Continentale lors des GPCQM 2019

- Hugo Houle (Astana Pro Team)\*
- Antoine Duchesne (Groupama - FDJ)\*
- Michael Woods (EF Education First)\*
- Guillaume Boivin (Israël Cycling Academy) - *WorldTeam en 2020*
- Alexander Cataford (Israël Cycling Academy) - *WorldTeam en 2020*
- Svein Tuft (Rally UHC Cycling)
- Ryan Anderson (Rally UHC Cycling)
- Robert Britton (Rally UHC Cycling)
- Matteo Dal-Cin (Rally UHC Cycling)
- Adam de Vos (Rally UHC Cycling)
- Nigel Ellsay (Rally UHC Cycling)

### Équipe Nationale Canadienne 2019

- Evan Burtnik
- Jordan Cheyne
- Charles-Étienne Chrétien
- Laurent Gervais
- James Piccoli - *a rejoint une l'équipe WorldTeam (Israël Cycling Academy) en 2020*

- ❑ Nick Zukowsky
- ❑ Adam Roberge (Québec) / Robin Plamondon (Montréal)

L'organisation des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal invite et ce, depuis 2010, l'Équipe nationale canadienne à participer à chaque édition. Il s'agit d'une opportunité unique pour l'équipe canadienne d'exposer ses meilleurs coureurs (de 7 à 14 coureurs) en développement lors d'une épreuve de ce niveau. Nous sommes par ailleurs, les seuls organisateurs du circuit à inviter l'équipe nationale au sein d'épreuves du WorldTour. Une initiative qui a porté ses fruits année après année, puisque nous avons pour 2020, 6 canadiens, dont 2 québécois au sein des meilleures équipes au monde et 7 canadiens au sein de l'équipe américaine Rally Cycling.

- CRITÉRIUM NATIONAL DE MONTRÉAL

Depuis les débuts, les GPCQM ont permis à plusieurs cyclistes québécois et canadiens de se faire valoir sur la scène internationale. Cette année encore, grâce au Critérium National, plus de 150 coureurs homme et femme de catégories Maître, Sénior et Junior Élite ont eu la chance de rouler sous le regard des WorldTeams, de leur dirigeant et ceux de l'UCI WorldTour, ce qui confère une opportunité pour la relève québécoise et canadienne tant pour les hommes que pour les femmes.

Des bourses ont aussi été remises pour chaque course et aux différentes catégories (Homme Maître, Sénior et Junior Élite – Femme Maître, Senior et Junior Élite) offrant à ces jeunes athlètes de la relève un support financier pour poursuivre leur développement.

Pour les années à venir, nous travaillons au retour du Challenge Sprint Pro à Québec et à Montréal. Ce genre d'épreuves permettrait la participation et le développement de plusieurs coureurs canadiens au niveau international en plus d'attirer des athlètes internationaux en sol québécois et de garantir un spectacle sportif et un produit télévisuel des plus porteurs.

- DÉVELOPPEMENT DE L'EXPERTISE CANADIENNE

En ce qui concerne les entraîneurs / directeurs sportifs, ils peuvent bénéficier de cette épreuve pour optimiser la préparation de leurs athlètes en fonction du profil du parcours mais aussi les observer lors d'une épreuve internationale à quelques semaines seulement des Championnats du Monde.

Pour l'équipe Nationale, les GP sont une chance unique de mettre les jeunes athlètes prometteurs dans une situation de compétition du plus haut niveau.

Il s'agit aussi d'une opportunité pour eux d'interagir avec des entraîneurs d'autres nations et ainsi d'acquérir de l'expérience lors d'épreuves internationales.

De plus, dans le cadre des Grands Prix UCI WorldTour Québec/Montréal des activités de perfectionnement et de certification sont offertes pour les entraîneurs / directeurs sportifs et les officiels.

- **ENTRAÎNEURS / DIRECTEURS SPORTIFS**

Lors des différentes épreuves, Cyclisme Canada profite de cette occasion unique pour évaluer des entraîneurs pour le volet pratique de leur niveau 3 / Compétition Développement.

- **OFFICIELS ET COMMISSAIRES**

À chaque édition, Cyclisme Canada a la possibilité d'organiser une formation de certification (pratique) pour les commissaires nationaux lors des épreuves du WorldTour. Il s'agit d'une opportunité unique pour ces commissaires de côtoyer des commissaires internationaux et de les voir en action. Des activités de perfectionnement pour les commissaires moto et pilotes auto à l'échelon course sont aussi offertes par Cyclisme Canada lors de ces épreuves.

Les Grands Prix cyclistes de Québec et de Montréal offrent aussi une opportunité unique pour certains commissaires d'être impliqués dans un événement de ce niveau (5 à 8) annuellement depuis 2010. Parmi les commissaires canadiens qui sont assignés à ces épreuves, certains d'entre eux en seront à leur première expérience dans une épreuve du WorldTour. Ce qui leur permet par la suite, d'officier sur des courses à l'extérieur du pays. Au cours des dernières années, ces formations et certifications ont permis à des canadiens et canadiennes d'obtenir des grades leur donnant la possibilité d'œuvrer sur des épreuves internationales.

Nous collaborons étroitement avec divers départements de Cyclisme Canada, que ce soit le marketing, les communications, la direction et le secteur "haute performance" dans le but de développer des programmes qui permettent de faire rayonner la discipline et ses acteurs, autant sur la scène locale qu'internationale. L'organisation des Grands Prix Cyclistes de Québec et Montréal procure, nous en sommes certains, un prestige et une crédibilité organisationnelle à la Fédération Nationale (CC) , vis à vis l'Union Cycliste Internationale, qui est l'une des fédérations importantes du Comité Olympique International (C.I.O)

## **STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET DE DIRECTION**

Événements GPCQM (l'organisme) est un organisme à but non lucratif personnifié constitué en vertu de la troisième partie de la loi sur les compagnies (L.R.Q., C.C.,-38).



- LA DIRECTION DE L'ORGANISME (CA)
  - ❑ Sébastien Arsenault – Expert media/communication
  - ❑ Normand Royal – Avocat
  - ❑ Pierre Bernatchez - Conseiller CPA

## GESTION FINANCIÈRE

Les mécanismes de contrôle des coûts et de mise à jour des budgets sont éprouvés.

La longue expérience de Serge Arsenault dans l'organisation d'événements majeurs internationaux tels que le Marathon International de Montréal, le Grand Prix Cycliste des Amériques et le Tour Trans-Canada et 10 éditions des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal est la garantie que toutes les éventualités bénéficieront d'une réponse rapide et efficace. De plus, la pratique de bonne gestion a été démontrée lors des 10 premières éditions des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal.

### Expériences :

|            |   |
|------------|---|
| 1988 –1992 | Coupe du monde UCI du Grand Prix des Amériques  |
| 1999       | Tour Trans-Canada                               |
| 2010-2019  | Grands Prix Cyclistes Québec et Montréal        |
| 2010       | Challenge Sprint du Canada                      |
| 2011-2014  | Challenge Sprint Pro                            |
| 2015-2019  | Critérium National de Montréal – Homme et Femme |

### *Serge Arsenault - BIOGRAPHIE*

*Après avoir terminé ses études et obtenu un baccalauréat en science politique de l'Université de Montréal en 1970, Serge Arsenault débute sa carrière dans les médias en tant qu'animateur radio de Radio-Canada à Vancouver. En 1973, il passe de la radio à la télé et devient journaliste et animateur sportif à la SRC. Il assume la fonction de commentateur sportif dans le cadre de la diffusion d'événements sportifs internationaux tels les Jeux Olympiques, les Jeux du Commonwealth, les Jeux panaméricains et le Championnat du monde de F1, en plus de couvrir les matchs, en saison régulière, des plus grandes ligues sportives nord-américaines que sont la LNH, la NFL et la MLB. Après une brillante carrière journalistique de plus de 20 ans à Radio-Canada, il crée le Marathon international de Montréal en 1979. Puis, il devient producteur des Jeux Olympiques de Barcelone (1992) et de Lillehammer (1994) pour le Réseau TVA. À la fin des années 80, il lance le Grand Prix cycliste des Amériques, qui devient alors la seule épreuve du circuit de la Coupe du Monde UCI à être présentée en Amérique. En 1999, il poursuit avec l'organisation du Tour cycliste Trans-Canada. En 2009, il obtient de l'Union Cycliste Internationale, les deux premières licences UCI WorldTour lui permettant de présenter dès septembre 2010, les éditions des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal, jusqu'alors seules épreuves du calendrier UCI WT à se tenir en sol nord-américain. Serge Arsenault est devenu la référence dans le monde du cyclisme de compétition internationale en Amérique du Nord et plus particulièrement au niveau du circuit WorldTour.*

*Fondateur de Serdy Vidéo, il a produit des milliers d'heures d'événements sportifs pour les chaînes de télévision canadiennes et européennes. Son implication dans l'univers du sport et son expertise sont reconnues à travers le Canada.*

*Intronisé à l'Ordre olympique du Canada et au Temple de la renommée du cyclisme québécois, il a également été nommé Grand Montréalais et a reçu le Prix Maurice Richard du Gouvernement du Québec.*

## **ADMINISTRATION ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

- **LE RECRUTEMENT**

Depuis 2010, le recrutement et la supervision de personnel sont sous la responsabilité de Serge Arsenault (Président) alors que la gestion administrative courante relève de la Vice-présidence exécutive. Tous les aspects de l'assurance responsabilité sont déjà couverts dans les ententes entre l'organisme et les villes de Québec et de Montréal.

- **RÉPARTITION DES EMPLOIS**

- 6 temps pleins
- 6 temps partiels
- 155 saisonniers
- 150 bénévoles

## **GESTION DE LA COMPÉTITION ET DES SITES**

En plus des règles UCI, les événements sanctionnés WorldTour doivent répondre aux normes du cahier des charges UCI qui est réparti selon les thèmes suivants.

- LES ACTIVITÉS LIÉES À LA COMPÉTITION
- LES ACTIVITÉS LIÉS AUX SITES
- LES OFFICIELS TECHNIQUES
- LA SIGNALISATION ET APPARAT
- SERVICES MÉDICAUX ET PARAMÉDICAUX
- CONTRÔLE ANTI-DOPAGE
- SÉCURITÉ ET CONTRÔLE DU PUBLIC
- ACCRÉDITATION ET CONTRÔLE DE L'ACCÈS

## **FONCTIONNEMENT RELATIF À LA PARTICIPATION DES 18 WORLDTEAMS**

Prise en charge complète par l'organisation pour le secteur course – Obligatoire selon le cahier des charges de l'UCI WorldTour pour des licences de ce niveau.

- L'HÉBERGEMENT DES ÉQUIPES
- LE TRANSPORT
- SERVICES ALIMENTAIRES
- SÉCURITÉ AUX PARTICIPANTS

## **PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET TÉLÉDIFFUSION**

La production télévisuelle d'une compétition cycliste ne ressemble en rien à la plupart des productions sportives. La particularité, voir la difficulté vient de l'immensité du terrain de jeu qui doit être couvert, cela demande évidemment une expertise et des équipements spéciaux. La météo est aussi un facteur considérable. Tous ces aspects rendent la production très coûteuse.

- Production à titre de diffuseur hôte des événements et distribution mondiale du signal HD via satellite : Canada, USA, Amérique du sud, Europe, Asie, Océanie, Afrique du Nord, Moyen-Orient (plus de 130 pays en 2019).
- Tous les services de haute qualité sont offerts à tous les diffuseurs locaux et internationaux (espace animation et description avec matériels techniques complets).
- Chronométrage et calcul des résultats : selon le cahier des charges de l'UCI WorldTour et en collaboration avec Cyclisme Canada et la Fédération Québécoise des Sports Cyclistes.
- Système matériel et informatique : selon le cahier des charges de l'UCI WorldTour à la fine pointe de la technologie moderne.
- Moyens de production particuliers et considérables : hélicoptère, avion relais, motos, équipements spécifiques et particulier au cyclisme sur route.
- Adaptation à la nouvelle réalité du numérique : la webdiffusion

Depuis 2016, nous avons mis en place la diffusion en direct et dans leur intégralité, des deux Grands Prix cyclistes sur internet et via le réseau social Facebook. Ceci permet aux spectateurs sur les parcours de pouvoir suivre l'action lorsque le peloton se trouve sur d'autres secteurs du circuit et à accroître l'audience pancanadienne et internationale. Depuis 2018, nous avons un partenariat avec Global Cycling Network, chaîne YouTube dédiée au cyclisme, lancée en 2013 et qui compte 1 880 000 d'abonnés. L'objectif avec GCN pour les années à venir est de rendre encore plus disponible la webdiffusion via ce type de partenariats pour tous les territoires sur lesquels nous n'aurons pas d'entente de télédiffusion.

- DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE - LA BIOMÉTRIE

La biométrie permet de connaître en temps réel différentes statistiques axées sur la performance des coureurs. (Vitesse, fréquence cardiaque, wattage, fréquence de pédalage, distance, positionnement, etc.).

Testée en 2014 et 2015, nous avons poussé l'expérience un peu plus loin lors de l'édition 2016. Le système est toujours dans sa phase *Beta* mais l'expérience est assez concluante pour poursuivre son développement. Plusieurs acteurs du monde cyclisme ont démontré un intérêt marqué face à cette technologie. Lorsqu'elle sera éprouvée, elle apportera une toute nouvelle dimension à l'expérience des téléspectateurs. En développement. Même si les différents groupes impliqués n'ont pas encore convenu de la forme finale de ce dispositif, la poursuite de son développement est un incontournable afin que le cyclisme se mette à niveau avec les autres sports professionnels puisqu'il augmentera la valeur du produit proposé aux différents publics (TV, Web, spectateurs...). Ce projet nécessite un investissement et le développement d'alliances stratégiques et technologiques. Le système a été présenté aux instances de L'UCI à l'automne 2018, nous attendons de voir si celui-ci sera retenu avant de poursuivre les investissements dans son développement.

## COMMUNICATION ET PROMOTION

- CIBLE PRINCIPALE
  - LES AMATEURS DE CYCLISME SUR ROUTE (pratiquants, communauté d'affaires, etc,)
  - MARCHÉS : Québec, ROC (Ontario), États-Unis (Nord-Est), Europe (pays « culturellement cyclistes »)
  
- CIBLE SECONDAIRE
  - LE GRAND PUBLIC
  - MARCHÉS : Québec et Montréal
  
- OBJECTIFS DE COMMUNICATION
  - Augmenter la notoriété des courses
  
  - Augmenter l'intérêt pour assister aux GPCQM : Augmentation de l'achalandage du public en bordure des circuits de 2 à 3 %
  
  - Augmenter les audiences
  
  - Augmenter la vente de nos produits : « VIP », Village des fans, Boutique
  
  - Bonifier notre programmation via des alliances stratégiques
  
  - Susciter un intérêt auprès des agences événementielles et de partenaires potentiels.
  
  - Poursuivre le développement du sentiment d'appartenance et de fierté auprès des citoyens
  
- AXE ET MESSAGES DE COMMUNICATION
  - HAPPENING URBAIN ET SPORTIF
    - Rendez-vous populaire pour le grand public
    - Activités divertissantes et gratuites
    - Expérience et moments sportifs inoubliables
    - Sensations fortes
    - Voir "live" les meilleurs coureurs de la planète, ceux qui participent au Tour de France
    - Vivre Québec et Montréal différemment

## → PERFORMANCE, PROUESSES ET RELÈVE

- Voir en direct l'élite mondiale du cyclisme sur route
- Rush d'adrénaline et de puissance
- Place aux coureuses et coureur Juniors, Espoirs, Elites et Maîtres grâce au Critérium national de Montréal
- Développer le cyclisme sur route au Québec
- Encourager la relève du cyclisme sur route au Québec
- Course en direct sur TVA Sports, dans plusieurs pays à travers le monde et sur le web

## → COURSE PRESTIGIEUSE EN AMÉRIQUE

- Les seules épreuves urbaines de l'UCI WorldTour en Amérique
- Fier d'une production 100% québécoise
- Le public est un témoin privilégié d'un moment sportif de calibre mondial
- Reconnaissance par les pairs et par les athlètes
- Un programme d'hospitalité VIP digne des grands événements

## ● LES STRATÉGIES

- Concentrer le maximum de nos efforts entre le 12 août et le 15 septembre tout en assurant une présence dès juin via des médias complémentaires et sur des événements connexes et pertinents.
- Déployer une présence dans les réseaux sociaux afin d'élargir notre communauté et générer plus d'engagement.
- Poursuivre une campagne d'affichage et de promotion soutenue au coeur des villes hôtes.
- Mettre davantage de contenu touristique de Québec et Montréal.
- Accentuer les messages concernant la gratuité de l'événement, le calibre de celui-ci et de la 10e édition.
- Ajuster le mix média afin de rejoindre:
  - un plus grand nombre d'amateurs
  - inclure le marché anglophone, surtout à Montréal
  - engager les audiences plus jeunes (45 ans et moins)
  - accroître la présence des GPCQM sur le Web
  - faire monter l'engouement à l'approche des courses.

- PLAN DE PROMOTION ET DE COMMERCIALISATION

- ACTIVITÉS DE RELATIONS PRESSE ET RELATIONS PUBLIQUES

- Entrevues
- Présences sur des événements, salons
- Communiqués de presse
- Diffusion sur CNW (Canada et USA)
- Conférences de presse
- Points de presse, scrum
- Organisation d'un voyage de presse international

- PUBLICITÉ

Un plan média d'une valeur de près de 1 millions de \$

- Achat et partenariats publicitaires : journaux, magazines, radio, télé, affichage, web,
- Marchés Québécois, Canadien, Américain (Nord-Est)

Exemple du plan 2019

### MARCHÉ QUÉBÉCOIS

QUÉBECOR/ABRIBUS/TVA (Imprimé, Affichage, Télévision et Web)  
COGECO – 98.5 FM / FM 93 / 96,9 / THE BEAT 92,5  
PUBLICITÉ SAUVAGE (Affichage sauvage et dépliants)  
AFFICHAGE 2000 (affichage réseaux sports et plein air)  
CAMPAGNE GOOGLE DISPLAY / FACEBOOK / YOUTUBE

### MARCHÉ CANADA (Anglophone)

PEDAL MAGAZINE (Imprimé et web)  
BIKE TRADE (Imprimé)  
CANADIAN CYCLING (magazine imprimé, web)  
CAMPAGNE GOOGLE DISPLAY / FACEBOOK / YOUTUBE

### MARCHÉ U.S.A

VOX AM/FM (Radio, web, programmation)  
(Burlington, VT - Plattsburgh, NY Market)  
VERMONT SPORTS (Mag imprimé, web)  
CAMPAGNE GOOGLE DISPLAY / FACEBOOK / YOUTUBE

## MARCHÉ INTERNATIONAL

### → WEB ET MÉDIAS SOCIAUX

- Site web bilingue : gpcqm.ca
- Infolettres
- Facebook
- Twitter
- Instagram
- Youtube

L'évolution de l'utilisation de l'ensemble de ces plateformes au cours des 8 dernières années nous poussent à déployer des efforts et une stratégie de plus en plus renforcée et constitue un enjeu majeur dans la promotion des événements.

### → TÉLÉDIFFUSION & WEBDIFFUSION

Rares sont les propriétés sportives qui, comme les courses de cyclisme professionnel, ont comme théâtre, le domaine public. Ce n'est donc pas l'intérieur d'un amphithéâtre qui est présenté sur les images diffusées à l'international mais bien les paysages, l'architecture et autres points d'intérêt de chez nous. Ce sont de véritables cartes postales vivantes dont la valeur média est inestimable à tous les points de vue. On ne parle pas de temps commercial (publicitaire) mais bien d'une intégration à même le contenu qui fait rayonner durant plus de 10 heures le Canada, le Québec, Québec et Montréal.

### → VOYAGE DE PRESSE INTERNATIONALE

Un voyage de presse au départ de Paris, à bord du charter de notre partenaire aérien Air Transat, nolisé pour les GPCQM et les WorldTeams, est organisé à chaque année. Depuis les dernières années particulièrement, ce voyage reçoit énormément d'engouement de la part des photographes et des journalistes européens, qu'ils soient spécialisés cyclisme, sport ou actualités, pour des magazines, grands quotidiens, agence de presse, ou encore agence photo.

Ce sont une douzaine de places que nous ouvrons pour le voyage de presse au cœur même des WorldTeams et de l'organisation. Afin de pallier la demande, l'organisation a créé au cours des dernières années, des forfaits spéciaux (tarifs avantageux) pour les journalistes désireux de faire le voyage aux côtés des coureurs et au cœur de l'organisation. Quelques forfaits sont vendus à chaque année et l'engouement est vivement démontré puisque plusieurs journalistes réitèrent leur intérêt à chaque année et que les retombées presse découlant de ces voyages ont toujours donné la part belle au Québec, aux villes, et à la qualité de l'organisation en plus de couvrir le sport et les athlètes.



Des séjours complets intégrant des activités proposées en collaboration avec nos partenaires touristiques sont en discussion afin de faire découvrir ce que nos 2 villes ont à offrir, ce qui permettrait potentiellement d'attirer des journalistes d'autres horizons (tourisme, lifestyle, techno, etc...).

## VOYAGE DE PRESSE 2019

### MÉDIAS 2019

|          |   |   |
|----------|---|---|
| FRANCE   | 5 | L'Équipe - Agence France Presse - Québec Le Mag - Cyclist France - Planète Cyclisme |
| BELGIQUE | 5 | Le Soir - La Dernière Heure - Het Laatste Nieuws - Het Nieuwsblad - VTM             |
| GB       | 1 | Cycling News  |
| USA      | 1 | L'influenceur Ted King  |
| INTER.   | 1 | Agence photo Getty images   |

À ce voyage s'ajoutent bien entendu de nombreux journalistes, photographes, blogueurs, en provenance du Québec, du Canada, des États-Unis et de l'International qui procèdent directement à leur demande d'accréditation en ligne.

Le service de presse des GPCQM délivre à chaque cette année plus de 200 accréditations.

\*En 2017, les GPCQM ont été nominés par l'Association Internationale des Journalistes de Cyclisme pour le prix de l'organisation ou la personne la plus favorable et respectueuse du travail des médias.

- SERVICES AUX MÉDIAS

- Centre de presse complet sur les sites de compétition
- Centre de presse : permanence dans les hôtels officiels
- Liaison radio-télé-satellite
- Service Internet
- Salle de presse virtuelle (pour dépôt de tous les documents, photos, vidéos)
- Autos suiveuses avec pilotes licenciés WorldTour pour les journalistes et les photographes
- Centre photo
- Motos photo
- Motos caméra

- SERVICES DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION

- Site Internet des Grands Prix cyclistes de Québec et de Montréal – [www.gpcqm.ca](http://www.gpcqm.ca)
- Service média des Grands Prix cyclistes de Québec et de Montréal (permanent)

- ❑ Suivi de la course en direct : Accès à la géolocalisation et au fil de la course via une plateforme dédiée.

- **ACTIVITÉS SPÉCIALES**

- ❑ Volet culturel (ponctuel) selon discussion avec les villes de Québec et de Montréal (art et musique) et/ou autres partenaires.

En 2019, une opération conjointe avec le Festival de Cinéma de la Ville de Québec a permis aux amateurs du GP de Québec de voir la course sur l'écran géant du FCVQ et de bénéficier de leurs installations. En échange, le Festival pouvait opérer ses kiosques de ventes. Des billets VIP ont été échangés afin de faire profiter journalistes et partenaires de la programmation du FCVQ et vice et versa.

- ❑ Un volet info/touristique est prévu pour les journalistes étrangers et invités afin qu'ils puissent prendre connaissance de nos attraits touristiques et autres en collaboration avec Tourisme Montréal et l'Office du Tourisme de Québec.

- **EN DÉVELOPPEMENT**

- ❑ Concours photographiques : Tourisme – Sportif initié en Europe

Le but est d'offrir la possibilité à des passionnés de photographie de vivre une expérience unique du style « photographe d'un jour sur des courses WorldTour.

L'objectif est de faire rayonner les Grands Prix, et les villes de Québec et de Montréal via des plateformes très spécifiques et d'offrir un package « touristique » à un groupe cible.

Nous sommes présentement à la recherche d'un partenaire pour la mise en place de ce volet.

- ❑ Démarchage auprès d'agences européennes et américaines spécialisées dans l'organisation de voyage dans le cadre d'événements sportifs internationaux majeurs, visant à attirer des gens de tous horizons, fans et gens d'affaires via des séjours touristiques, sportifs ou corporatifs : Agence Havas Voyages Sports (France, Travel2sports (Belgique), etc...

Notre organisation commence à recevoir des demandes de la part d'agences de voyage réceptives désireuses d'offrir à des groupes de supporters étrangers des séjours au Québec dans le cadre des Grands Prix Cyclistes Québec - Montréal. Deux projets sont à l'étude actuellement avec un groupe mexicain et un groupe belge.

## **Pour conclure**

L'ensemble des stratégies et outils mis en place visent à faire rayonner les Villes de Québec et de Montréal, le Québec et le Canada sur la scène internationale et à attirer de plus en plus de spectateurs et d'investisseurs tant localement qu'internationalement. Les différents outils médiatiques, nous permettent de toucher : les régions, le reste du Canada (hors-Québec), les

États-Unis et différents marchés à l'International et les ententes de diffusion (télévision et web) offre une visibilité considérable à la propriété et à l'ensemble de ses partenaires.

## **COMMANDITAIRES ET MARKETING**

L'organisation des Grands Prix Cyclistes de Québec et Montréal compte sur le soutien et la collaboration de différents partenaires :

- Air Transat
- Québecor
- Les Producteurs et Productrices Acéricoles du Québec
- Premier Tech
- Thule
- Molson
- Cono Sur Producteur de vins Chiliens
- UCI WorldTour

Négociations de commandites privées d'environ 2 170 000 \$ (argent & services) pour 2020

## **BILLETTERIE ET MARCHANDISES**

Les compétitions sont accessibles au public GRATUITEMENT. Le cyclisme étant le seul sport professionnel gratuit pour tous puisque nous empruntons les voies publiques.

## **HOSPITALITÉ**

Un lot de billets pour accéder au Village des Partenaires est mis en vente, à travers une offre que nous appelons le Club des Leaders et dont une portion des recettes est remise à 2 causes que les GPCQM appuient : L'Institut de Recherche en Immunologie et en Cancérologie pour ses recherches contre le cancer et la Fédération Québécoise des Sports Cyclistes pour les programmes de développement.

Depuis 2017, quelques loges sont vendues au cœur du Village partenaires pour des entreprises qui ont invité des clients, fournisseurs, collaborateurs passionnés à vivre les événements. Ce programme est de plus en plus prometteur et reflète l'engouement pour le sport cycliste.

## VILLAGE DES FANS

Le Village des fans est établi tant à Québec qu'à Montréal, à proximité du Village Partenaires et de la ligne départ-arrivée. Sites d'accueil pour le public, des emplacements sont vendus à des exposants d'industries variées : Sport, cyclisme, nutrition, tourisme, voyage, plein air, médias, etc.. Les exposants ont le droit d'échantillonnage et de ventes. Nous attendons plus d'une vingtaine d'exposants à chaque année.

### Liste des exposants 2019 :

98.5 FM • Clif Bar • Cycle Lambert - Pirelli • Cycle Lambert - Tacx • Érable du Québec • Eye Am • FQSC • J'ai ma passe • Mavélocity • QUB Radio • Sportful • SPVM • Thule • Vélo Cartel • *Bar & Grill* (GPCQM) • Boutique officielle des GPCQM • Zone famille (GPCQM)

## LA BOUTIQUE OFFICIELLE

Une boutique de marchandises officielles est mise en place dans chaque ville au coeur du Village des Fans. Des items de promotion des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal y sont vendus.

## CÉRÉMONIES

- SERVICES AUX DIGNITAIRES ET PROTOCOLE CONNEXE
  - Prise en charge complète des dignitaires invités
  - Services de relations publiques et services aux invités des Grands Prix cyclistes de Québec et de Montréal.
  
- CÉRÉMONIE D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE
  - Réception pour les journalistes invités et personnalités VIP.
  - Cocktail de bienvenue et rencontres de relations publiques sont prévus à Québec et à Montréal en présence des personnalités
  
- CÉRÉMONIES PROTOCOLAIRES
  - Cérémonies protocolaires Québec et Montréal
    - ★ Présentation publique des équipes (avant départ)
    - ★ Première, deuxième et troisième position (podium)
    - ★ Meilleur Canadien
    - ★ Meilleur grimpeur
    - ★ Point de presse des gagnants (centre de presse)
    - ★ Autres selon programmation

## PLAN DE FONCTIONNEMENT ET PRATIQUE DE CONTRÔLE DE PROJET

- ÉCHÉANCIER DU PROJET

L'expérience et la feuille de route de Serge Arsenault, dans l'organisation d'évènements cyclistes internationaux, sont au départ la meilleure garantie que le projet sera réalisé à temps et dans les limites du budget. La livraison des 10 premières éditions des GPCQM a été sans failles. De plus, l'organisation des GPCQM a, maintes fois, été citée par les dirigeants de l'UCI et des équipes professionnelles, comme une référence et un exemple à suivre en termes d'organisation, d'accueil et de logistique.

De plus, Serge Arsenault, Président des GPCQM a été invité à siéger au comité de la Réforme du Cyclisme Professionnel. Il est un des acteurs actifs en ce qui à trait à la mondialisation du sport et porte la voix des organisateurs "hors Europe", pour qui le cyclisme sur route est en émergence.

Il est important de rappeler que les ententes avec les villes de Québec et de Montréal stipulent que tout dépassement des coûts sera la responsabilité de l'organisme.

De plus, l'addition de Charly Mottet, ayant quatorze années d'expérience dans la gestion du Critérium du Dauphiné Libéré, événement cycliste de calibre international, est un élément additionnel rassurant quant au succès de l'évènement sous tous ses aspects, tout comme la présence de collaborateurs chevronnés dans leur domaine respectif.

Les principaux éléments déterminants sécurisés pour les années subséquentes à 2020 :

- Garantie des licences de l'UCI;
- Approbation des parcours par l'UCI;
- Approbation des parcours par les villes;
- Transport aérien et terrestre;
- Hébergement
- Diffuseurs nationaux et internationaux
- Véhicules pour l'évènement
- Production télévision
- Promotion et communication

## PROGRAMMATION 2020 - Référence pour les années 2021 à 2023

|                       |   |
|-----------------------|---|
| Mardi 8 septembre     | Arrivée des WorldTeams à Québec -<br>Scrum à l'aéroport à l'arrivée du Charter des WorldTeams   |
| Mercredi 9 septembre  | Journée d'entraînement<br>Conférence de presse de lancement<br>Conférence de presse des têtes d'affiche   |
| Jeudi 10 septembre    | Conférence de presse de l'équipe nationale<br>Journée d'entraînement<br>Reconnaissance du parcours<br>Challenge Sprint ( <i>en développement pour 21-23</i> ) |
| Vendredi 11 septembre | Présentation des équipes sur Grande Allée<br>Grand Prix Cycliste de Québec<br>Cérémonies protocolaires<br>Point de presse des gagnants                        |
| Samedi 12 septembre   | Transfert des WorldTeams en autobus vers Mtl<br>Critérium de Montréal<br>Challenge Sprint ( <i>en développement pour 21-23</i> )                              |
| Dimanche 13 septembre | Présentation des équipes sur l'Avenue du Parc<br>Grand Prix Cycliste de Montréal<br>Cérémonies protocolaires<br>Point de presse des gagnants                  |
| Lundi 14 septembre    | Journée libre/découverte de Montréal<br>Transfert des WorldTeams vers Paris en soirée<br>300 membres des équipes professionnelles et médias                   |

## **PLAN DE L'ORGANISATION EN MATIÈRE DE LEGS - Non complétée**

- LA POPULARISATION DU SPORT CYCLISTE
- CONTRIBUTION À LA PROMOTION DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET DES SAINES HABITUDES DE VIE
- L'ACCESSIBILITÉ ET LA GRATUITÉ DE L'ÉVÉNEMENT
- DÉVELOPPEMENT D'UNE EXPERTISE EN MATIÈRE D'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS ET DE PRODUCTION TÉLÉVISUELLE D'ENVERGURE INTERNATIONALE
- LA FORMATION AUPRÈS DES OFFICIELS ET DES BÉNÉVOLES
  - ❑ L'événement permet aux commissaires de prendre de l'expérience au sein d'un événement international d'une envergure inégalée. Des commissaires canadiens ainsi que des commissaires en formation seront retenus pour les épreuves WorldTour.
  - ❑ Les entraîneurs canadiens ont également la chance d'encadrer leurs athlètes lors d'une épreuve de calibre international qui bénéficiera des équipements et infrastructures d'une course UCI WorldTour.
  - ❑ Dans le cadre des Grands Prix Cyclistes UCI WorldTour, Cyclisme Canada effectuera l'évaluation du volet "pratique" de certains entraîneurs dans le cadre de leur formation de niveau 3 / Compétition Développement en plus d'offrir des ateliers de perfectionnements.
  - ❑ Dans le cadre des Grands Prix Cyclistes UCI WorldTour, Cyclisme Canada effectuera l'évaluation du volet "pratique" de certains commissaires dans le cadre de leur formation de commissaire national en plus d'offrir des ateliers obligatoires de perfectionnements.
  - ❑ Dans le cadre des Grands Prix Cyclistes UCI WorldTour, Cyclisme Canada effectuera une formation de perfectionnement sur le rôle des commissaires moto, pilotes auto à l'échelon course.
  - ❑ Offrir à la population de la ville de Québec et de la ville de Montréal, une opportunité unique de s'impliquer dans l'organisation d'événements internationaux, de côtoyer des athlètes de haut niveau et de venir encourager nos athlètes canadiens.

- INSPIRER ET DÉVELOPPER LA RELÈVE

- ❑ Invitation de l'équipe nationale à participer aux 2 Grands Prix Cyclistes permettant à de jeunes coureurs canadiens et québécois de courir dans un peloton du plus haut niveau existant. Opportunité unique.
- ❑ Les GPCQM ont mis sur pieds une épreuve de développement en 2015 pour les jeunes cyclistes, hommes et femmes, en collaboration avec la FQSC (Fédération Québécoise des Sports Cyclistes) et CC (Cyclisme Canada) : Le Critérium National de Montréal.
- ❑ Invitation de jeunes cyclistes (13-17 ans) à participer aux cérémonies d'ouverture des Grands Prix, et leur permettre de côtoyer leurs idoles.
- ❑ Depuis 2015, les Grands Prix Cyclistes apportent leur support à la Coupe du Québec, qui comprend 5 épreuves dédiées aux catégories de 9 à 17 ans. En récompense, depuis 2019, les lauréats des catégories U15 et U17 (garçon, fille) sont invités à remettre un prix aux podiums ainsi qu'aux meilleurs canadiens et grimpeurs des GPCQM lors des cérémonies protocolaires.
- ❑ Les GPCQM supporte financièrement le programme Un jour WorldTour qui est un stage de préparation des juniors à U23 regroupant une trentaine d'athlètes garçons et filles. Un stage encadré par des coureurs professionnels ou jeunes retraités pour transmettre la passion, partager l'expérience et conduire vers l'objectif des Jeux Olympiques.
- ❑ Depuis 2019, l'organisation propose à la FQSC, en collaboration avec un club de la région de Montréal, d'offrir un atelier de découverte du sport cycliste et plus particulièrement de l'une des disciplines du cyclisme sur route, le parcours d'habileté. Offert à tous les visiteurs, jeunes et moins jeunes, au sein du Village des fans, cette initiative ludique permet à la population de s'initier et de découvrir les différents aspects de la discipline.

- PHILANTHROPIE

- ❑ Les GPCQM par la vente de billets VIP Club des Leaders supportent 2 causes qui lui sont cher :
  - L'IRIC, l'Institut de recherche en immunologie et en cancérologie de l'Université



de Montréal dont les recherches ont déjà permis de réaliser des découvertes qui auront, au cours des prochaines années, une incidence des plus significatives dans la lutte contre le cancer, première cause de mortalité au Canada.

- La FOQSC, en soutenant la relève et en permettant à nos jeunes athlètes québécois d'avoir accès à divers programmes de développement nécessaires à l'atteinte du plus haut niveau et à la concrétisation de leurs rêves.

- ❑ Les GPCQM offrent des billets VIP à Cyclisme Canada et à la FOQSC, ce qui leur permet depuis 2010 de faire du développement des affaires et de la recherche de partenariats potentiels pour leurs activités respectives.
- ❑ Les GPCQM permettent l'implication de Clubs Cyclistes (15 athlètes à chaque GP) dans l'organisation logistique en échange d'un don monétaire pour le financement d'activités de développement au sein de leur club.

- MENTORAT

- ❑ À chacune des éditions, les GPCQM offrent un stage à un (une) étudiant (e) dans des domaines tels : communications, marketing ou gestion d'événement.

## **POLITIQUE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

L'organisation s'est dotée d'une politique qui dresse le cadre directeur des grands critères d'éco responsabilité guidant les démarches et initiatives que nous mettons en place pour la tenue des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal ainsi que des diverses activités sportives et sociales menées en marge de la semaine des Grands Prix (décrites précédemment).

Événements GPCQM s'engage à appliquer les critères de développement durable suivant :

- La gestion des matières résiduelles;
- Participants et nos partenaires;
- Fournisseurs;
- Communication;
- Réduire à la source;
- Transport;
- Engagement dans la société.

Parmi les différentes et principales actions mises en place, Événements GPCQM s'engage à :

#### A- Gestion des matières résiduelles

- Mettre en place des îlots de poubelles/recyclages dans les aires VIP, salles de presse, camions de production et aires grand public animées (Village des fans et aire de restauration);
- De pratiquer le compostage dans les espaces réservés aux traiteurs;
- D'adopter avec nos services de traiteur une politique de service avec vaisselle, ustensiles, verrerie et eau de source en format 100% recyclable au Village VIP;
- Introduction depuis quatre ans de verres Ecocup dans le but de réduire le nombre de bouteilles d'eau sur le site.
- D'adhérer et respecter les règles et normes écologiques de nos hôtels partenaires;
- D'engager une firme éco responsable pour effectuer le ramassage et le tri des déchets, matières recyclables et compostable. Remise d'un bilan à l'issue des GPCQM - Voir Bilan écho responsable du Consortium Écologique;
- D'effectuer via des escouades vertes la cueillette des matières recyclables aux abords du parcours notamment les zones de ravitaillement des équipes;
- D'effectuer une cueillette des pneus de vélos utilisés pendant et après les courses;
- Évaluer (et implanter si possible) une source d'eau dans le Village des Fans afin de permettre le remplissage de bouteilles réutilisables.

#### B- Impliquer nos participants et nos partenaires

- Rappeler, aux équipes professionnelles participantes aux Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal, les normes environnementales mises en place par l'UCI et le respect de l'environnement des parcours mis à leur disposition;
- Diriger nos partenaires dans leurs activations. (Trouver des alternatives efficaces à l'échantillonnage, les communications papiers et la distribution d'éléments promotionnels.);
- Viser des partenariats et des alliances stratégiques favorisant le transport responsable (VIA Rail, STM, STQ, Bixi, etc.).

#### C- Fournisseurs

- Demander à nos fournisseurs de participer à l'effort écoresponsable;
- Privilégier la collaboration avec des fournisseurs locaux : services et achats produit;
- Impliquer davantage les services traiteurs dans notre pratique de développement durable (Nourriture végétarienne, intensification du compostage);

#### D- Communication

- Maximiser les communications électroniques;

- Choisir des supports responsables pour nos outils de communication et de mise en marché;
- Favoriser les envois électroniques de nos bilans, documents de rétroactions, demandes de subventions, demandes de commandites, etc.;
- Mise en place d'une salle de presse virtuelle, ce qui a considérablement réduit la consommation de papier dans nos salles de presse;
- Le plus possible nous ne mettons pas de date sur nos éléments visuels, utilisation sur plusieurs années.

#### E- Réduire à la source

- Appliquer les 4 R - V (Repenser, Réduire, Réutiliser, Recycler, Valoriser);
- Utiliser de la vaisselle durable;
- Diminution considérable de l'utilisation de bouteille d'eau en plastique;
- Éviter les surplus alimentaires et les redistribuer;
- Encourager la réutilisation ou le recyclage du matériel restant à la fin de l'événement;
- Favoriser des produits de qualités qui assure une plus grande longévité.

#### F- Transport

- Inciter les spectateurs à utiliser le transport durable (métro, marche, vélo, etc.)
- Mise en place de stationnements vélo en collaboration avec les villes.
- Favoriser des hôtels près des sites de compétition.

#### G- Engagement dans la société

- Engagement de l'événement auprès de la société;
- Contribution à 2 causes (La FOQC et L'IRIC);
- Collaboration avec de nombreux bénévoles;
- Programme pour la relève cycliste (Un jour WorldTour, le programme des jeunes teneurs);
- Depuis 2015, les Grands Prix Cyclistes apportent leur support à la Coupe du Québec, qui comprend 5 épreuves dédiées aux catégories de 9 à 17 ans;
- Événements internationaux gratuits pour tous ;
- Nous offrons des billets VIP à Cyclisme Canada et à la FOQC, ce qui leur permet depuis 2010 de faire du développement des affaires et de la recherche de partenariats potentiels pour leurs activités respectives et ainsi favoriser le développement des jeunes;
- Ratio de musiques francophones d'environ 50%;

- Organisation du Critérium National, événement pour la relève cycliste (homme et femme) en marge des Grands Prix Cyclistes pour plusieurs catégories : Junior, Élite Sénior, Maître;
- Formation d'entraîneurs, conducteurs et d'officiels durant les GPCQM;
- Présence de coureurs Canadiens et Québécois dans le peloton;
- Invitation de l'équipe Canadienne
- Reconduire le partenariat avec les «100 à B7» qui nous a permis de bonifier les bourses lors de l'épreuve junior femme du Critérium national de Montréal.

## LES PROJETS À MOYEN-LONG TERME

- ÉVÉNEMENTS

- Conserver notre rang au sein du classement des épreuves du WorldTour 1, qui est la plus élevée pour notre catégorie.
- Notre place est déjà sécurisée pour une nouvelle série qui devrait voir le jour en 2021 toujours sous le label WorldTour; la Série des Classiques d'un jour.
- Soutenir le développement du cyclisme sur route au Canada en offrant un ou plusieurs événements de qualité destinés aux prochaines générations de cyclistes.
- Augmenter la visibilité du cyclisme sur route en tenant des événements "grand public" sur les territoires de l'Île de Montréal et de la ville de Québec.
- Développer un ou plusieurs événements de même calibre UCI WorldTour aux États-Unis, sur la côte Est.

### Les projets à l'étude

- ★ 2021 Course WorldTour aux États-Unis Niveau 1
- ★ 2021 Challenge Sprint à Québec et à Montréal
- ★ 26-28 Championnat du monde de Cyclisme sur route

- LE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE AU SERVICE DE LA TÉLÉDIFFUSION

- Poursuivre nos démarches auprès de l'UCI pour le développement de la technologie biométrique permettant de connaître en temps réels différentes statistiques axées sur la performance des coureurs (vitesse, fréquence cardiaque, wattage, fréquence de pédalage, distance, positionnement, etc.) Ces données contribuent à augmenter la qualité de la

captation télévisuelle.

- Poursuivre les alliances avec GCN pour offrir aux spectateurs de suivre la course en direct

Nous travaillons toujours sur le développement d'alliances stratégiques pour développer l'ensemble de ces objectifs technologiques.

- DÉVELOPPEMENT DE L'EXPÉRIENCE SPECTATEURS

- Reconduction et bonification des projets mis en place depuis 2014 :

- Gradins populaires gratuits dans la zone départ /arrivée des GPCQM
- Écrans géants supplémentaires sur le parcours
- Zones audio (pour description en direct de l'action)
- Bonification du Village des Fans : exposants, animations
- Zone d'animation pour tous dans les villages des fans

- Développement de nouvelles alliances stratégiques, visant à bonifier l'expérience des spectateurs durant les 5h de course, aux abords de la ligne départ-arrivée mais également tout au long des parcours.

- DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION ET DE L'EXPERTISE

- Étudier la possibilité de tenir des activités complémentaires de formation (commissaires, entraîneurs, directeurs sportifs, nutrition, etc.) parallèlement à la tenue de ces événements.
- Cyclisme Canada, en collaboration avec le comité organisateur développe une expertise exceptionnelle quant à l'organisation d'épreuves cyclistes du circuit WorldTour. Cette expertise est partagée avec d'autres comités organisateurs afin de rehausser les standards d'organisation au Canada.
- Le comité d'organisation s'engage à travailler en étroite collaboration avec Cyclisme Canada afin d'offrir une visibilité importante à nos athlètes canadiens. Cette visibilité accrue, aura un impact sur le financement des activités de nos équipes et sur la santé financière de nos athlètes.
- Le comité organisateur des Grands Prix Cyclistes UCI WorldTour s'engage à contribuer à réaliser les activités de développement pour les commissaires, et les activités de développement pour les entraîneurs.
- Les équipements qui sont achetés dans le cadre des épreuves du WorldTour peuvent être utilisés par Cyclisme Canada et la Fédération québécoise des sports cyclistes dans le cadre d'autres événements.

## L'ÉDITION 2019 ET PERSPECTIVES

2019 a marqué les 10<sup>èmes</sup> éditions des Grands prix Cyclistes de Québec et de Montréal les plaçant ainsi au rang incontestable des événements matures et dont la notoriété ne cesse d'augmenter et ce tant localement que internationalement.

Ce sont 10 années pendant lesquelles nous avons mis en place les ingrédients nécessaires visant à asseoir l'événement et assurer sa pérennité. Tout en conservant nos actions et nos acquis, nous entamons 2020 avec de solides bases et une réelle notoriété et nous souhaitons avec la pleine collaboration de l'ensemble de nos partenaires, poursuivre notre développement pour le moyen-long terme et grandir.

Du point de vue sportif, le parcours Montréalais avec l'ajout de 2 tours en 2019 a rehaussé l'aspect sportif et spectaculaire de la course et permis aux meilleurs athlètes de la discipline une excellente préparation pour les championnats du monde.

Fort de son succès, le Critérium urbain reprendra sa place à Montréal où les hommes et les femmes de catégories Junior, Sénior Élite s'affronteront sur une portion du parcours du GP de Montréal. Il en est de même pour la catégorie des Maîtres, qui depuis 2016 a rejoint le peloton. En cinq éditions, la participation est une réussite puisque nous pouvons compter sur la participation de près de 200 coureurs et la présence de quelques milliers de spectateurs venus les encourager. Une opportunité de rêve pour la relève d'ici et du Canada que nous aimerions étendre ultimement à l'échelle des États-Unis voir de l'Europe dans les années suivantes. L'ajout de ce volet permet indéniablement, au même titre que la participation de l'équipe nationale aux 2 GP (ce qui est unique dans le circuit), à des athlètes d'ici de se faire dépister par les meilleurs entraîneurs au monde. Preuve en est la présence accrue de coureurs Québécois et Canadiens parmi le peloton des meilleurs coureurs au monde. Fait marquant, Woods s'est classé 3<sup>e</sup> au Championnat du Monde de Cyclisme sur route 2018, le meilleur résultat d'un canadien depuis la 3<sup>e</sup> place du légendaire Steve Bauer, il n'y a pas moins de 35 ans tandis que la médaille de bronze chez les Junior femmes, est allée au cou de la jeune Québécoise Simone Boilard quelques jours seulement après sa victoire au Critérium de Montréal en septembre 2018 dans la même catégorie.

Côté VIP, nous renouvelons les terrasses et aménagements pour permettre aux invités d'être rassemblés au cœur de l'action, le long de la ligne départ-arrivée. Nos offres d'hospitalité bonifiées depuis 2015, du point de vue expérientiel, rencontrent un vif succès auprès des acheteurs de nos billets « Club des Leaders » au profit de nos 2 causes (IRIC et FOQC). La mise en place d'un forfait demi-journée cette année a permis d'ouvrir le Village VIP à de nombreux amateurs qui ont pu profiter des dernières heures de course en son sein après avoir sillonné le parcours à des endroits bien stratégiques.

Le succès est grandissant et permet aujourd'hui aux GP d'être un des acteurs clés dans la proposition d'offre d'hospitalité VIP événementielle au même titre que d'autres événements de type Grand Prix F1, Coupe Rogers... Plusieurs entreprises d'ici, d'autres provinces et même en provenance des États-Unis et de l'Europe se tournent vers nous afin que nous concevions des programmes d'hospitalité sur mesure leur permettant d'accueillir clients, fournisseurs ou de remercier des collaborateurs, dans le cadre des Grands prix Cyclistes. Une dizaine de loges ont été

mises sur pied depuis 2017. Notre objectif est de poursuivre dans cette voie. Comme nous n'avons aucun revenu de vente de billets (grand public), nous mettons beaucoup d'efforts sur le développement de l'offre corporative, dans le but éventuel d'en retirer un revenu d'une certaine importance.

Du côté du Village des Fans, l'accent est porté sur une collaboration plus étroite avec nos partenaires majeurs afin qu'ils puissent offrir une expérience plus dynamique et familiale aux visiteurs au cœur du Village des Fans (Expérience de réalité virtuelle, animations famille, activités diverses d'initiation au cyclisme, etc.).

La webdiffusion avec le partenariat GCN a élargi notre présence internationale venant ainsi compléter l'offre télévisuelle à travers le monde. Ce partenariat sera reconduit et nous restons à l'affût des pratiques en ce qui a trait aux droits de télédiffusion dans le cadre du virage numérique.

Le voyage de presse que nous orchestrons à même le vol nolisé au départ de Paris avec toutes les équipes WorldTeams est un succès. Nous souhaitons poursuivre cette voie qui permet de merveilleuses retombées par-delà l'océan tant sur la qualité des courses, que de l'accueil, des infrastructures et de l'expertise offertes par la Capitale et la Métropole et cela parfois jusqu'à 6 mois après les événements.

Les efforts de promotion vers le Nord-Est américain au cours des 3 dernières années commencent à porter leur fruit du point de vue notoriété et seront reconduits et renforcés. Il en est de même vers la province de l'Ontario où des efforts sont également prévus.

Les licences UCI WorldTour nous sont octroyées tant et aussi longtemps que nous remplissons le cahier des charges de l'Union Cycliste Internationale. À cet égard, nous sommes fiers d'avoir été reconnus comme faisant partis des épreuves de type "Monuments" au même titre que des épreuves européennes centenaires que sont Paris-Roubaix, le Tour de France ou encore Liège-Bastogne-Liège. Notre spécificité urbaine est un atout considérable et notre expertise reconnue auprès des instances internationales nous place comme exemple à suivre.

Dans la perspective de poursuivre notre développement et de conserver nos standards, nous avons une vision à moyen-long terme et ce dans plusieurs domaines :

- Poursuivre nos efforts d'offrir une semaine 100% vélo pour tous : une semaine de rencontres entre le public local, les visiteurs, les jeunes, la relève, les athlètes Élite, les professionnels du milieu et les communautés d'affaires.
- Bonifier l'expérience des spectateurs et l'animation des sites en créant des alliances stratégiques avec nos partenaires.
- Étoffer notre programmation pour attirer davantage de public et principalement des touristes
- Maintenir la qualité de notre organisation pour tous nos publics : coureurs, spectateurs, partenaires, presse locale et internationale.

- Développer des alliances stratégiques avec des partenaires dans le but de pérenniser le Critérium National de Montréal où les athlètes qui forment la relève professionnelle homme et femme du Québec mais aussi des autres provinces du Canada et des États-Unis s'affrontent sur un cours circuit de 1,1 km sous les regards de l'élite.
- Poursuivre notre support à l'IRIC. Aider l'IRIC, fleuron québécois et montréalais de la recherche sur le cancer à se faire connaître davantage. Les GP partenaires de l'IRIC, encouragent la population à participer à la recherche en donnant à L'IRIC pour tout achat d'un billet VIP Club des Leaders.
- Nous reconduisons certains projets mis en place depuis 2014 : Gradins populaires gratuits dans la zone départ /arrivée des GP, Écrans géants supplémentaires sur le parcours, Zones audio (pour description en direct de l'action), bonifications du Village des Fans : exposants, animations
- Développement de partenariats permettant la mise en place d'animations et d'activités complémentaires tournées vers les familles et les jeunes invitant un nouveau public (autre qu'amateur déjà fidélisé au rendez-vous) à découvrir l'univers du cyclisme et des Grands Prix, tout en vivant une expérience unique et gratuite.
- Développer un ou des partenariats afin de mettre en place des initiatives plus interactives avec le public présent sur le parcours, à l'image de l'initiative que nous conduisons avec la webdiffusion en direct, la mise à disposition de la biométrie des coureurs ainsi que leur géolocalisation sur le parcours via notre nouveau site des gpcqm.
- Toujours être à l'affût des nouveautés et développer de nouveaux projets, de nouvelles alliances afin de demeurer attractifs et compétitifs dans le marché local, national et international.



## CONCLUSION

Au cours de ces 10 dernières années, le Grand Prix Cycliste de Montréal tout comme le Grand Prix Cycliste de Québec a démontré son impact tant au niveau sportif, social, économique, médiatique que touristique et ce tant pour la Capitale Nationale, pour la Métropole, que pour la Province du Québec et le Canada.

Les Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal, sont des événements sportifs internationaux majeurs et ils sont GRATUITS ET ACCESSIBLES À TOUS. Ils accueillent les mêmes coureurs que le Tour de France, 3<sup>ème</sup> événement international le plus important et le plus suivi au monde, derrière la Coupe du Monde de soccer et les Jeux Olympiques d'été qui détiennent la médaille d'or.

Il y a 10 ans, l'Union Cycliste Internationale a choisi le Canada comme « grande première » de la mondialisation du cyclisme professionnel sur route à son plus haut niveau en Amérique du Nord. Plusieurs pays et continents rêvaient d'obtenir cet immense privilège que nous a consenti l'UCI en nous accordant les deux premières épreuves UCI WorldTour (sommets hiérarchiques des épreuves de cyclisme sur route professionnelles) à être présentées en Amérique du nord.

Épreuves pionnières en 2010, les villes de Québec et de Montréal se sont vues confirmées les licences jusqu'en 2022. Pour la suite, compte-tenu de la place que se sont taillées les 2 courses au sein du circuit WorldTour 1 en 10 années et face à un engouement général des WorldTeams, les licences resteront confirmées tant et aussi longtemps que les GPCQM respecteront le cahier des charges imposés aux organisateurs par l'Union Cycliste Internationale.

Aujourd'hui, la notoriété grandissante du sport cycliste sur le sol américain attire des convoitises. Les États-Unis regardent, eux aussi, avec intérêt les possibilités de se faire octroyer, le fameux sésame, qui garantit au pays, à la ville hôte de faire partie de la liste privilégiés à accueillir l'élite mondiale.

Les Grands Prix cyclistes de Québec et de Montréal ont constitué un grand pas vers la mondialisation de ce sport majeur à travers l'Amérique. Québec et Montréal, villes compétitives, qui ont eu l'audace et la capacité d'offrir de surcroît des parcours totalement urbains plaçant les villes au cœur de l'action démontrant ainsi la grande capacité d'adaptation des services et de cohabitation avec la population.

Au fil des ans, les GPCQM sont devenus un passage obligé pour les meilleurs coureurs cyclistes de la planète. Les médias internationaux, également attirés par nos courses, font état de plateaux exceptionnels au départ de ces 2 épreuves. Elles attirent les meilleurs coureurs, tant pour sa capacité d'organisation exemplaire, que pour la qualité de ses installations, sa capacité à innover et pour son accueil.

Aujourd'hui, la notoriété et la capacité d'accueil d'événements internationaux majeurs de la Capitale et de la Métropole, ne fait plus aucun doute.

Désormais l'une comme l'autre, ces courses sont des vitrines exceptionnelles permettant à l'UCI, aux équipes et aux diffuseurs de reconnaître cette capacité d'accueil pour des événements d'envergure tel que des Championnats du monde.

Le Québec et le Canada rayonnent à travers le monde grâce à la télédiffusion et la webdiffusion des événements dans plus de 130 pays. La production télévisuelle, 100% Québécoise, est également reconnue par sa grande qualité de captation. La distribution mondiale du signal HD via satellite se fait à travers le Canada, les USA, l'Europe, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, l'Asie, l'Asie Pacifique totalisant près 130 pays en 2019. La télédiffusion, complexe et exigeante, illustre notre savoir-faire, nos compétences et l'attrait irrésistible de nos villes, régions et territoires uniques, tant en beauté qu'en diversité.

Les retombées de presse sont également très impressionnantes et très flatteuses par-delà l'Atlantique et vont au-delà des exploits sportifs des athlètes. La visite des organisateurs d'épreuves internationales lors des dernières éditions, tel que le directeur général du Tour de France ou encore du Tour des Flandres ou bien encore la visite du Président de l'UCI, David Lappartient, en septembre 2018, démontre l'intérêt suscité par ce savoir-faire et cette capacité à avoir atteint un haut niveau d'organisation en seulement 10 éditions et comparables à des épreuves européennes centenaires.

La pratique du vélo est en constante progression ici et tente à rejoindre de plus en plus d'hommes, de femmes, de jeunes d'ici mais aussi d'ailleurs. Les événements se déroulent en septembre, mais les visiteurs (Hors Québec & Montréal) sont au rendez-vous et l'indice d'attractivité est élevé. 85% des spectateurs ont un intérêt à revenir en 2020. Les efforts publicitaires déployés à nos frontières américaines commencent à porter leurs fruits, sans compter que les touristes profitent volontiers de l'événement pour séjourner tant à Québec qu'à Montréal.

En 2019, les retombées économiques sont croissantes, les dépenses des visiteurs centrés attribuables au GP s'élèvent à près de 14,9 Millions, alors que l'activité économique totale pour la Province du Québec est de plus de 34,1 Millions, 38,1 Millions pour le Canada et 29,7 millions pour les Villes. Les détails concernant l'impact des GP sur l'emploi et les salaires figurent dans l'étude d'impact économique menée par l'Alliance Canadienne du Tourisme Sportif.

L'industrie du vélo est en pleine croissance. Elle séduit et offre des opportunités de développement technologique pour des entreprises d'ici, comme en témoigne cet article [https://cyclingmagazine.ca/sections/news/canadian-touch-gives-arkea-samsic-marginal-gains-for-the-2020-season/?utm\\_source=Canadian+Cycling+Magazine+Newsletter+--+subscribers&utm\\_campaign=ce0b1c2281-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_11\\_07\\_09\\_36\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_dd96f31032-ce0b1c2281-127228205](https://cyclingmagazine.ca/sections/news/canadian-touch-gives-arkea-samsic-marginal-gains-for-the-2020-season/?utm_source=Canadian+Cycling+Magazine+Newsletter+--+subscribers&utm_campaign=ce0b1c2281-EMAIL_CAMPAIGN_2019_11_07_09_36_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_dd96f31032-ce0b1c2281-127228205).

L'organisation tient également en marge des GPCQM, en collaboration avec Cyclisme Canada et l'UCI, plusieurs formations permettant aux officiels de développer des expertises qui les amènent à œuvrer sur le circuit WorldTour en tant qu'expert reconnu.

L'organisation du projet des GP de Québec et de Montréal a besoin de ses partenaires les plus précieux pour conserver et pérenniser son statut d'événements cyclistes internationaux majeurs reconnus. Les villes et les différents paliers gouvernementaux sont autant de soutien indispensable à la réussite du projet, à son rayonnement ainsi qu'à son développement en vue de rester compétitif et attractif sur tout le territoire nord-américain.

Évènement gratuit de la rentrée, ouvert à tous, accessible au plus grand nombre, les GP ne peuvent compter, à la différence de bon nombre d'autres événements internationaux, sur des revenus directs de billetterie.

Parallèlement à cela, la production télévisuelle mettant la ville au cœur de l'action est indispensable à son rayonnement et les moyens à mettre en place en termes de production pour couvrir l'événement sont d'autant plus considérables et font appel à des expertises précises. Nous nous devons de conserver ce niveau élevé de qualité de captation mettant en scène, durant 5 heures, les villes, la région, notre savoir-faire et notre capacité de réalisation d'évènement urbain, ce qui est une spécificité dans le circuit WorldTour.

Le développement de nouveaux outils numériques et interactifs tel que la géolocalisation des coureurs, la webdiffusion et la biométrie des coureurs sont également des enjeux incontournables et nécessitent des fonds pour poursuivre les projets qui suscitent d'ailleurs beaucoup d'intérêts sur d'autres courses ailleurs dans le monde. Le site web des GP a fait peau neuve en 2017. Plus intuitif, il doit permettre à tous les utilisateurs (fans, équipes, médias) d'avoir facilement accès aux informations, à la communauté et à du contenu inédit mettant en valeur tous les partenaires de ces événements. C'est un enjeu qui nécessite là encore la participation au projet d'experts.

Le développement de nouveaux projets en marge des GP est aussi essentiel afin de bonifier sa programmation de tisser des liens économiques et sociaux plus importants avec des acteurs locaux, nationaux et internationaux. Pour cela, et pour poursuivre dans la bonne direction, nous avons besoin de faire évaluer notre potentiel d'opportunités. Ces démarches indispensables face à la compétitivité des marchés requièrent le service d'experts que nous aimerions solliciter dans l'optique d'être novateur et précurseur.

Cette année encore et pour les suivantes, la mise en marché et la promotion demandera des efforts supplémentaires vis à vis les marchés du Nord Est des États-Unis, afin de confirmer et poursuivre l'augmentation de touristes en provenance de cette région mais également auprès du marché de l'Ontario sur lequel nous devons travailler plus en profondeur.

Nous souhaitons poursuivre la mise en place de notre voyage de presse au départ de l'Europe et des États-Unis afin d'accueillir pendant la semaine des journalistes et personnalités influentes européennes à découvrir les coulisses de l'évènement et le savoir-faire qui est déployé ici. Les demandes sont de plus en plus fortes et nous avons besoin de travailler avec des experts et des partenaires qui offrent des séjours avantageux qui puissent répondre adéquatement à la demande des journalistes.

C'est en tant qu'événement international majeur à grand déploiement, que nous sollicitons la contribution essentielle de l'ensemble de nos partenaires publics, dont les Villes de Québec et de Montréal, le gouvernement du Québec et du Canada. Ces partenaires constituent la colonne vertébrale de ces événements qui nous a permis au cours des dernières années, et nous permettra encore, de poursuivre notre développement, demeurer l'un des acteurs principaux du cyclisme mondial, dont le cyclisme sur route en est le fleuron, et rester compétitif et attrayant. Attrayant pour l'UCI, dans une optique éventuelle d'organisation d'autres épreuves spectaculaires dont le Challenge Sprint Pro, pour les équipes WorldTeams qui continueront d'envoyer leurs leaders et leurs meilleurs coureurs, autant de facteurs qui par là-même découlent sur des retombées télévisuelles, touristiques, économiques, sociales et médiatiques importantes pour l'ensemble des partenaires et qui sont par conséquent non négligeable et profitable pour nous tous.

### Contributions financières versées depuis 201

Date du jour

2020-01-07

|                    |                      |   |
|--------------------|----------------------|---|
| NOM_FOURNISSEUR    | EVENEMENTS GPCQM     | ⌵ |
| NUMERO_FOURNISSEUR | (Tous)               | ⌵ |
| REP_STATUT_RENV    | (Plusieurs éléments) | ⌵ |

| REP_MONTANT                                     | REP_EXERCICE_FINANCIER | 2015                   | 2016                   | 2017                   | 2018                   | 2019                   | Total général          |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Service ou arrondissement                       | NUMERO_RESOLUTION      |                        |                        |                        |                        |                        |                        |
| ☐ Culture                                       | CG15 0273              |                        |                        |                        | 1 250 000,00 \$        |                        | 1 250 000,00 \$        |
| <b>Total Culture</b>                            |                        |                        |                        |                        | <b>1 250 000,00 \$</b> |                        | <b>1 250 000,00 \$</b> |
| ☐ Dépenses communes                             | 1140679004             |                        |                        | 125 000,00 \$          |                        |                        | 125 000,00 \$          |
|   | CG150273 114069004     |                        | 1 125 000,00 \$        |                        |                        |                        | 1 125 000,00 \$        |
|   | cg150273-1140679004    |                        | 125 000,00 \$          |                        |                        |                        | 125 000,00 \$          |
|   | (vide)                 | 1 322 100,00 \$        |                        | 1 250 000,00 \$        |                        |                        | 2 572 100,00 \$        |
| <b>Total Dépenses communes</b>                  |                        | <b>1 322 100,00 \$</b> | <b>1 250 000,00 \$</b> | <b>1 375 000,00 \$</b> |                        |                        | <b>3 947 100,00 \$</b> |
| ☐ Grands parcs, mont Royal et sports            | CG15 0273              |                        |                        |                        |                        | 1 125 000,00 \$        | 1 125 000,00 \$        |
| <b>Total Grands parcs, mont Royal et sports</b> |                        |                        |                        |                        |                        | <b>1 125 000,00 \$</b> | <b>1 125 000,00 \$</b> |
| <b>Total général</b>                            |                        | <b>1 322 100,00 \$</b> | <b>1 250 000,00 \$</b> | <b>1 375 000,00 \$</b> | <b>1 250 000,00 \$</b> | <b>1 125 000,00 \$</b> | <b>6 322 100,00 \$</b> |

## CONVENTION – CONTRIBUTION FINANCIÈRE ÉVÉNEMENTS SPORTIFS DE GRANDE ENVERGURE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **ÉVÉNEMENTS GPCQM** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 1520, boulevard Industriel, Chambly, Québec, J3L 6Z7, agissant et représentée par monsieur Serge Arsenault, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 805670098RT0001  
Numéro d'inscription TVQ : 1215347792TQ0001  
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Union Cycliste International (ci-après appelée la « UCI ») a identifié Montréal comme ville hôte du Grand Prix Cycliste de Montréal pour les années 2020, 2021 et 2022 et qu'elle a accordé à l'Organisme le droit de l'organiser et de le tenir à Montréal;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pour mission de doter le Canada d'une course de cyclisme sur route de calibre international constituant un événement sportif et touristique permanent et gratuit pour la population montréalaise dont la récurrence est garante de son succès à long terme;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de l'Événement, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention (Annexe 1);

**ATTENDU QUE** la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement par une participation financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées à la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville accepte, le cas échéant, de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des installations et équipements et des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Événement pour le bénéfice des citoyens;

**ATTENDU QUE** ÉVÉNEMENTS GPCQM s'est engagé(e) à assumer tous les coûts et risques associés à l'organisation de l'Événement, étant entendu que la Ville n'assumera aucun déficit découlant de la tenue de l'Événement;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a identifié les installations et le parcours pour y tenir l'Événement et que ce site a été approuvé par l'UCI et que la Direction du cinéma, des festivals et événements de la Ville de Montréal en a confirmé la réservation;

**ATTENDU QUE** l'Organisme s'est engagé à consentir à la communauté montréalaise un legs d'une valeur de 112 270 \$;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a sollicité la participation financière d'autres instances publiques et qu'ils ont obtenu, en plus de la contribution financière de la Ville, des engagements financiers des gouvernements du Canada et du Québec et de Tourisme Montréal pour soutenir l'organisation et la tenue de l'Événement sur le territoire de la Ville pour les années 2020, 2021 et 2022;

**ATTENDU QUE** l'Organisme assume l'entière responsabilité du financement, de l'organisation et de la tenue de son Événement;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a formellement représenté à la Ville qu'il était en mesure, le cas échéant, d'assumer l'entière responsabilité liée à tout dépassement des coûts ou à tout déficit lié à la tenue de son Événement;

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

**ATTENDU QUE** la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1** **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## **ARTICLE 2** **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « **Biens et services** » : les ressources matérielles et humaines mises à la disposition de l'Organisme, gracieusement, par la Ville, le cas échéant, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement (Annexe 7);
- 2.2 « **Cahier des charges** » : le cahier des charges, dans le cas où le domaine public doit être occupé pour la tenue de l'Événement, est produit par l'Organisme et approuvé par la Division des événements publics. Il sert à formaliser les besoins et à les expliquer aux différents acteurs concernés par l'Événement. Il permet notamment de cadrer le parcours, la fermeture de rues, la signalisation, la sécurité, etc.;
- 2.3 « **Domaine public** » : les rues et les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement, le cas échéant, sur le territoire de la Ville et mis à la disposition de l'Organisme;
- 2.4 « **Installations et équipements** » : les aré纳斯, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville, le cas échéant, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement (Annexe 6);
- 2.5 « **Responsable** » : la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.6 « **Événement** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du



- déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;
- 2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
- 2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre de l'Événement, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 2;
- 2.9 « **Unité administrative** » : le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville;
- 2.10 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation de l'Événement;
- 2.11 « **Annexe 2** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville et des documents à produire pour la reddition de comptes attendue pour la réalisation de l'Événement;
- 2.12 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Liste des dépenses admissibles et non admissibles »;
- 2.13 « **Annexe 4** » : exigences de la Ville en matière de visibilité, « Protocole de visibilité »;
- 2.14 « **Annexe 5** » : plan de legs de l'Organisme à la communauté sportive montréalaise, lorsqu'un legs est prévu à la présente convention;
- 2.15 « **Annexe 6** » : les installations et les équipements de la Ville, nécessaires à l'Organisme pour lui permettre de réaliser son Événement, lorsque cela est prévu à la présente convention;
- 2.16 « **Annexe 7** » : les biens et services mis à la disposition de l'Organisme, gracieusement par la Ville, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement, lorsque cela est prévu à la présente convention;
- 2.17 « **Annexe 8** » : les conditions générales à l'occupation du domaine public, lorsque cela est prévu à la présente convention.

### **ARTICLE 3**

#### **OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et, le cas échéant, de la mise à la disposition des Installations, équipements et des Biens et services de la Ville pour la réalisation de l'Événement de l'Organisme.

### **ARTICLE 4**

#### **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

#### **4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

##### **4.1.1 Montant de la contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de trois millions quatre cent cinquante mille dollars (3 450 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

##### **4.1.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en SEPT versements comme suit :

En 2020 :

- i. un premier versement d'un montant maximal de six cent vingt-cinq mille dollars (625 000 \$) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention.
- ii. un deuxième versement d'un montant maximal de trois cent soixante-quinze mille dollars (375 000 \$), conditionnel à la confirmation de la tenue de l'événement en date du 28 juillet.
- iii. un troisième versement d'un montant maximal de deux cent cinquante mille dollars (250 000 \$), conditionnel à la tenue de l'événement et l'approbation de la reddition de compte que doit transmettre l'Organisme à la Ville en vertu de l'article 5.5.1 de la présente convention de contribution, sous réserve de son approbation préalable par le Responsable ;

En 2021 :

- iv. un quatrième versement d'un montant maximal de un million cinquante mille dollars (1 050 000 \$) dans les soixante (60) jours de l'année en cours et conditionnellement à la réception des états financiers vérifiés de l'année précédente;
- v. un cinquième versement d'un montant maximal de cent mille dollars (100 000 \$), payable dans les trente (30) jours suivant le dépôt de la Reddition de compte que doit transmettre l'Organisme à la Ville en vertu de l'article 5.5.1 de la présente

convention de contribution, sous réserve de son approbation préalable par le Responsable ;

En 2022 :

- vi. un sixième versement d'un montant maximal de neuf cent cinquante mille dollars (950 000 \$) dans les soixante (60) jours de l'année en cours et conditionnellement à la réception des états financiers vérifiés de l'année précédente;
- vii. un septième versement d'un montant maximal de cent mille dollars (100 000 \$), payable dans les trente (30) jours suivant le dépôt de la Reddition de compte que doit transmettre l'Organisme à la Ville en vertu de l'article 5.5.1 de la présente convention de contribution, sous réserve de son approbation préalable par le Responsable ;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

#### **4.1.3 Ajustement de la contribution financière**

- 4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.
- 4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

#### **4.1.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

### **4.2 INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme, le cas échéant, les Installations et équipements décrits à l'Annexe 6 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Événement.

### **4.3 BIENS ET SERVICES**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à octroyer un soutien en biens et services d'une valeur maximale annuelle de DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE dollars (225 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectées à la réalisation de l'Événement; lesdits biens

et services de même que les conditions sont décrits à l'Annexe 7. Toutefois, le présent article ne peut ni ne doit être interprété comme un engagement de la Ville à fournir tous les services qui pourraient être demandés par l'Organisme.

## **ARTICLE 5**

### **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

#### **5.1 RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT**

- 5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation de l'Événement, tout en respectant la liste des dépenses admissibles jointe à la présente convention à l'Annexe 3;
- 5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation de l'Événement et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;
- 5.1.3 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu de l'Événement, au calendrier de travail ou au budget prévu;
- 5.1.4 transmettre au Responsable dès qu'elle est disponible, la programmation officielle de son Événement, incluant notamment les horaires des activités ou des festivités tenues en lien avec ledit Événement, et, le cas échéant, l'informer par écrit, au fur et à mesure où elles surviennent, des modifications qui y sont apportées;
- 5.1.5 assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec le Responsable, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par le Responsable et divulgués à l'Organisme, pour la tenue de l'Événement et des activités organisées par l'Organisme à Montréal et qui y sont liées.
- 5.1.6 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

#### **5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ**

- 5.2.1 faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions du Protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 4, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué à l'Événement. La Publication

doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion.

### 5.3 PLAN DE LEGS

- 5.3.1 respecter entièrement son engagement de donner les avantages et les bénéfices décrits au Plan de legs (Annexe 5) à la population montréalaise de façon à ce que ledit engagement soit entièrement réalisé, à la satisfaction du Responsable, au plus tard 90 jours après la tenue de l'Événement.

### 5.4 ASSURANCES

- 5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;
- 5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

### 5.5 ASPECTS FINANCIERS

- 5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable (Annexe 2);

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 novembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1<sup>er</sup> janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 5.5.2 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation de l'Événement, sous une forme à convenir entre les Parties;

- 5.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;
- 5.5.4 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 5.5.6 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le (15 novembre de chaque année) un tableau des revenus et dépenses réelles de l'Événement soutenu par la présente convention;
- 5.5.7 Dans le cas où le financement recueilli par l'Organisme ne permet pas la réalisation de son Événement selon ce qui a été présenté à la Ville, l'Organisme doit présenter au Responsable, pour information, un budget révisé et réaliser son Événement selon la version modifiée;
- 5.5.8 présenter les prévisions budgétaires actualisées de l'Événement au Responsable, et ce, dès qu'elles sont disponibles;
- 5.5.9 aviser promptement le Responsable par écrit s'il prévoit ne pas être en mesure de recueillir les fonds nécessaires à l'organisation ou la tenue de son Événement.

## **5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS**

- 5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;
- 5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec l'Événement et les activités qui y sont reliées;

## **5.7 RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

## **5.8 STATUT D'OBSERVATEUR**

- 5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

## **5.9 RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 9, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

## **5.10 SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

## **5.11 INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS**

- 5.11.1 utiliser les Installations et équipements mis à sa disposition par la Ville aux seules fins décrites à la présente convention;
- 5.11.2 respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 6 relativement aux Installations et équipements qui y sont décrits;
- 5.11.3 faire connaître au Responsable, dans les quatre-vingt-dix (90) jours avant l'Événement, ses besoins en Installations et équipements pour la réalisation de l'Événement;

## **5.12 BIENS ET SERVICES**

- 5.12.1 utiliser les Biens et services mis à sa disposition par la Ville aux seules fins décrites à la présente convention;
- 5.12.2 respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 7 et les directives du Responsable quant aux Biens et services fournis par la Ville;

## **5.13 OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

- 5.13.1 respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 8 et les directives du Responsable;
- 5.13.2 occuper le domaine public aux seules fins décrites à la présente convention;
- 5.13.3 payer les frais relatifs à l'occupation du domaine public, s'il y a lieu, dans les trente (30) jours de la réception de la facture.

## **ARTICLE 6 DURÉE**

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties selon la date la plus tardive, et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 15 novembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.3, 5.5.4, 5.5.5, 5.9, 5.10 et 9 continueront de lier les Parties.

## **ARTICLE 7 DÉFAUT**

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

- 7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;



- 7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
- 7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;
- 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'Événement.
- 7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## **ARTICLE 8** **RÉSILIATION**

- 8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à la présente convention.
- 8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.
- 8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

## **ARTICLE 9** **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

## **ARTICLE 10** **GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et de l'Événement prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- 11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.
- 11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## **ARTICLE 11** **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

- 11.1 L'Organisme déclare et garantit :
  - 11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
  - 11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec l'Événement ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
  - 11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 9 de la présente convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## **ARTICLE 12**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **12.1 ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

#### **12.2 DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

#### **12.3 ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

#### **12.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

#### **12.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

#### **12.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

#### **12.7 AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

#### **12.8 CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

#### **12.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

#### **12.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

#### **12.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

##### **Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 1520, boulevard Industriel, Chambly, Québec, J3L 6Z7, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président, M. Serge Arsenault. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

##### **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_

Le 12<sup>e</sup> jour de mai ..... 2020

**ÉVÉNEMENTS GPCQM**

M. Serge Arsenault

Par :  \_\_\_\_\_

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le <sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_ (Résolution .....).

## ANNEXE 1

### DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT



Chambly, le vendredi 30 novembre 2019

Monsieur Luc Denis  
Directeur, Direction des sports et de l'activité physique  
Division des sports et de l'activité physique  
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports  
801, rue Brennan  
Pavillon Prince, 4<sup>e</sup> étage  
Montréal (Qc) H3C 0G4

**OBJET : RECONDUCTION DU SOUTIEN FINANCIER ACCORDÉ PAR LA VILLE DE MONTRÉAL  
GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL - 2020 À 2023**

Bonjour monsieur Denis,

Par la présente, conformément à la confirmation des licences UCI WorldTour 2020-2022, je vous fais part de notre demande de reconduction du soutien financier et technique accordé par la Ville de Montréal pour la tenue des éditions 2020, 2021, 2022 et 2023 du Grand Prix Cycliste de Montréal pour un montant total de 5 420 000 \$ réparti comme suit :

2020 : 1 210 000 \$ de subvention + 100 000 \$ en services techniques pour un total de 1 310 000 \$  
2021 : 1 245 000 \$ de subvention + 100 000 \$ en services techniques pour un total de 1 345 000 \$  
2022 : 1 270 000 \$ de subvention + 100 000 \$ en services techniques pour un total de 1 370 000 \$  
2023 : 1 295 000 \$ de subvention + 100 000 \$ en services techniques pour un total de 1 395 000 \$

Les montants demandés rejoignent ceux proposés par la Ville de Québec (2020-2023) afin de garantir la parité entre les deux villes hôtes, étant entendu que la Ville de Québec couvre à 100% les coûts relatifs aux services techniques ainsi que ceux relatifs à la communication auprès des citoyens.

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Nous vous remercions pour votre précieuse et fidèle collaboration.

Sincèrement,



Serge ARSENAULT  
Président, ÉVÉNEMENTS GPCQM

## ANNEXE 2

### TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DES DOCUMENTS POUR LA REDDITION DE COMPTE ATTENDUE POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

| 2020-2022                              |  |   |
|--|--|---|
| Convention Art.                        | Documents à remettre   | Échéance  |
| <b>JANVIER 2020</b>                    |  |   |
| Annexe 1                               | La demande de contribution financière de l'Organisme pour la réalisation du projet.  | N/A   |
| Pièces jointes au sommaire décisionnel | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sanction de l'UCI pour l'octroi des droits de l'événement 2020-2022</li> <li>- Lettres patentes + registre aux entreprise</li> <li>- Résolution du Conseil d'administration pour               <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Confirmation que l'organisme endosse la tenue de l'événement en collaboration avec la Ville de Montréal;</li> <li>2) l'autorisation accordée au Président d'Événement GPCMQ Serge Arsenault pour signer les documents relatifs à l'événement et à agir à titre d'interlocuteur auprès de la Ville au nom de l'organisme</li> </ol> </li> <li>- Plan d'affaires incluant               <ol style="list-style-type: none"> <li>1) objectifs mesurables (ex: nombre de participants, nombre de pays représentés, spectateurs attendus, projections des retombées économiques, retombées médiatiques, etc.)</li> <li>2) Plan favorisant la gestion écoresponsable de l'événement</li> </ol> </li> <li>- Cahier de charge de l'événement incluant le parcours</li> <li>- Liste de diffusion de GPCQM</li> <li>- Mise à jour du budget de l'événement qui tient compte du financement final des bailleurs de fonds publics.</li> </ul> | 15-janv-20  |
| Annexe 5                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan de legs de l'événement</li> <li>- Un engagement à consentir un legs d'une valeur de À DÉTERMINER 5 à la communauté sportive montréalaise.</li> </ul>   | 15-janv-20  |
| <b>ANNUELLEMENT</b>                    |  |   |
| 4.1.2                                  | Lettres d'engagement financier officielles des bailleurs de fonds publics provincial et fédéral permettant d'assurer la réussite de l'événement sur les plans financier et organisationnel.  | Dès que possible  |
| 5.1.4                                  | La programmation officielle de son Événement, incluant notamment les horaires des activités, des festivités ou des événements tenus en lien avec l'Événement.  | 3 mois avant l'événement ou 1er juin de l'année en cours                                  |
| 5.1.5                                  | Assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec le Responsable, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par le Responsable et divulgués à l'organisme, pour la tenue de l'événement et des activités organisées par l'organisme à Montréal et qui y sont liées.  |   |
| N/A                                    | Plan de gestion de risque  |   |
| Annexe 6-7-8                           | Mise à jour du cahier de charge  |   |
| <b>ANNUELLEMENT</b>                    |  |   |
| 4.1.2<br>5.1<br>5.5                    | Bilan de l'événement qui comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les résultats financiers de l'événement avec le détail des sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées.</li> <li>- Les faits saillants et les recommandations</li> <li>- Le rapport de visibilité</li> <li>- Une étude d'impacts économiques (MEETS par l'ACTS)</li> <li>- Le bilan des initiatives favorisant la gestion écoresponsable de l'événement</li> <li>- La revue de presse</li> <li>- Les bénéfices ou les retombées de l'événement</li> <li>- Le niveau d'atteinte des objectifs mesurables</li> <li>- Le rapport de legs</li> </ul>  | 90 jours après la tenue de l'événement ou Au plus tard le 15 novembre de l'année en cours |

## **ANNEXE 3**

### **LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES**

**LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE, À SAVOIR LA SOMME MAXIMALE DE [3 450 000,00 \$], DOIT EXCLUSIVEMENT ÊTRE AFFECTÉE AUX DÉPENSES ADMISSIBLES FIGURANT SUR LA LISTE QUI SUIT :**

#### **Dépenses admissibles**

- Les frais se rattachant à l'utilisation de plateaux sportifs, de salles et du domaine public
- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'Événement
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'Événement
- Le coût du matériel promotionnel de l'Événement
- Les dépenses liées aux bénévoles œuvrant dans la tenue de l'Événement
- Les frais d'assurances reliés à la tenue de l'Événement
- Les frais des officiels
- Toutes les dépenses liées à l'administration et aux opérations pour la tenue de l'Événement

#### **Dépenses non admissibles**

- Les dépenses reliées aux services aux spectateurs, notamment les gradins, les services sanitaires, les services alimentaires, les kiosques de vente de souvenirs et la signalisation
- Les dépenses non reliées aux compétitions de l'Événement, notamment les dépenses reliées aux autres activités de l'Événement (ex : conférence de presse, réception des dignitaires, etc.)
- Les cachets, cadeaux, honoraires, prix, récompenses, remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participants, aux bénévoles, aux experts, aux délégués ou aux organismes sportifs
- Les coûts liés aux visites des experts ou des délégués des fédérations détentrices des droits de l'Événement
- Les frais de déplacement et les frais de représentation des intervenants payés par l'Organisme
- L'achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'Événement
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé
- Toute dépense reliée à une commission, un salaire ou des honoraires versés par l'Organisme à l'un de ses employés ou tout salaire ou commission versé à un membre de la famille d'un employé
- Les dépenses reliées à l'hébergement, au transport et au repas des participants (membres des délégations des pays participants et représentants des organismes impliqués)



## ANNEXE 4

### PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

# PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

## 1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

## 2. Communications

L'Organisme doit :

### 2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des

logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : **Fier partenaire de la Ville de Montréal**

- Soumettre pour approbation ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

## 2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

**Note** : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : [mairesse@ville.montreal.qc.ca](mailto:mairesse@ville.montreal.qc.ca)

## 2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : [ville.montreal.qc.ca/logo](http://ville.montreal.qc.ca/logo)).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

## 2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

## 2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : [visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : [mairese@ville.montreal.qc.ca](mailto:mairese@ville.montreal.qc.ca).

## ANNEXE 5

# PLAN DE LEGS DE L'ORGANISME À LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE MONTREALAISE



## HÉRITAGE ET ACTIONS EN MATIÈRE DE LEGS DU GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL

Événement gratuit de la rentrée, ouvert à tous, de nature accessible au plus grand nombre, depuis 10 ans, le Grand Prix Cycliste de Montréal contribue à l'essor de cette discipline dans la métropole. Que ce soit par l'augmentation du nombre de cyclistes, la naissance des cyclovia sur le Mont Royal, les aménagements dédiés aux cyclistes, etc., la visibilité du sport dans le cadre de l'événement est un facteur important dans cette montée en popularité. Par ailleurs, au delà de la promotion du sport et de l'activité physique, le cyclisme sur route c'est aussi une Culture qui rassemble les communautés culturelles de partout dans le monde.

En plus d'inspirer la population avec la tenue du Grand Prix Cycliste de Montréal, l'organisation profite des installations déployées pour cet événement d'envergure, pour permettre la tenue du Critérium national qui profite aux coureurs junior, senior, maître, hommes et femmes, soit près de 200 coureurs, de rouler sur l'emblématique *finish* du Grand Prix situé sur l'avenue du Parc dans des courses des plus relevés sous les regards des professionnels du milieu.

Depuis 10 ans, Le Grand Prix Cycliste de Montréal laisse sans contredit un héritage à la ville et aux montréalais. Une part de cet héritage est difficilement mesurable, il induit des résultats positifs sur le long terme en terme de développement, d'évolution et de changements, ce que nous appelons les "legs inestimables" et résumés ci-dessous.

L'autre part de l'héritage se mesure au travers diverses actions que nous entreprenons dans le cadre des événements mais également tout au long de l'année.

### L'HÉRITAGE

- LA POPULARISATION DU SPORT CYCLISTE
- RASSEMBLEMENT DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES LOCALES
- CONTRIBUTION À LA PROMOTION DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET DES SAINES HABITUDES DE VIE
- L'ACCESSIBILITÉ ET LA GRATUITÉ DE L'ÉVÉNEMENT
- DÉVELOPPEMENT D'UNE EXPERTISE EN MATIÈRE D'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS ET DE PRODUCTION TÉLÉVISUELLE D'ENVERGURE INTERNATIONALE
- CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT ET À LA DÉTECTION DES ATHLÈTES
- L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LES JEUNES CYCLISTES, LES ENTRAÎNEURS ET ÉQUIPES D'ENCADREMENT, LES BÉNÉVOLES ET COLLABORATEURS.

### ***Fierté...***

Le Grand Prix Cycliste de Montréal a contribué énormément à l'essor des cyclistes québécois sur la scène nationale et internationale. Depuis la toute première édition, l'équipe nationale est invitée à prendre part à l'épreuve. En majorité composée de

jeunes cyclistes prometteurs, ceux-ci ont la chance de démontrer leur savoir-faire et de performer sous l'oeil attentif des équipes WorldTour. Depuis 2010, 42 coureurs ont représenté l'unifolié lors des Grands Prix Cyclistes et plusieurs ont eu la chance de graduer à des niveaux supérieurs grâce, en partie, à l'exposition qu'ils ont pu obtenir lors de l'événement.

À l'occasion de la 10e édition, l'équipe canadienne a bien animé le spectacle en insérant deux coureurs dans l'échappée soit les québécois Charles-Étienne Chrétien et Nickolas Zukowsky. D'ailleurs, devant un peloton exceptionnel et à seulement 21 ans, ce dernier a remporté le titre du meilleur grimpeur de l'épreuve !

En 2020, Guillaume Boivin, Alexander Cataford, Antoine Duchesne, Hugo Houle, James Piccoli et Michael Woods forment un contingent record de Canadiens sur le circuit WorldTour. Preuve que le programme de l'équipe canadienne offre une véritable opportunité, à l'exception d'Hugo Houle, ils se sont tous alignés avec la formation nationale lors d'une édition précédente du Grand Prix Cycliste de Montréal.

En plus des cinq coureurs actuellement actifs sur le WorldTour, François Parisien et Dominique Rollin ont également évolué dans le plus haut niveau du cyclisme professionnel. Combinés, les sept « anciens » de l'équipe canadienne revendiquent 19 participations à des Grands Tours, dont trois Tour de France.

#### NOS ACTIONS MESURABLES EN MATIÈRE DE LEGS:

- **LA FORMATION AUPRÈS DES OFFICIELS ET DES BÉNÉVOLES**

- ❑ L'événement permet aux commissaires de prendre de l'expérience au sein d'un événement international d'une envergure inégalée. Des commissaires canadiens ainsi que des commissaires en formation seront retenus pour les épreuves WorldTour.
- ❑ Les entraîneurs canadiens ont également la chance d'encadrer leurs athlètes lors d'une épreuve de calibre international qui bénéficiera des équipements et infrastructures d'une course UCI WorldTour.
- ❑ Dans le cadre des Grands Prix Cyclistes UCI WorldTour, Cyclisme Canada effectuera l'évaluation du volet "pratique" de certains entraîneurs dans le cadre de leur formation de niveau 3 / Compétition Développement en plus d'offrir des ateliers de perfectionnement.
- ❑ Dans le cadre des Grands Prix Cyclistes UCI WorldTour, Cyclisme Canada effectuera l'évaluation du volet "pratique" de certains commissaires dans le cadre de leur formation de commissaire national en plus d'offrir des ateliers

obligatoires de perfectionnement.

- ❑ Dans le cadre des Grands Prix Cyclistes UCI WorldTour, Cyclisme Canada effectuera une formation de perfectionnement sur le rôle des commissaires moto, pilotes auto à l'échelon course.
- ❑ Offrir à la population de la ville de Montréal, une opportunité unique de s'impliquer dans l'organisation d'événements internationaux, de côtoyer des athlètes de haut niveau et de venir encourager nos athlètes canadiens.

#### ● INSPIRER ET DÉVELOPPER LA RELÈVE

- ❑ Invitation de l'équipe nationale à participer aux 2 Grands Prix Cyclistes permettant à de jeunes coureurs canadiens et québécois de courir dans un peloton du plus haut niveau existant. Opportunité unique.
  - ❑ Les GPCQM ont mis sur pieds une épreuve de développement en 2015 pour les jeunes cyclistes, hommes et femmes, en collaboration avec la FQSC (Fédération Québécoise des Sports Cyclistes) et CC (Cyclisme Canada) : Le Critérium National de Montréal.
  - ❑ Invitation de jeunes cyclistes (13-17 ans) à participer aux cérémonies d'ouverture des Grands Prix, et leur permettre de côtoyer leurs idoles.
  - ❑ Depuis 2015, les Grands Prix Cyclistes apportent leur support à la Coupe du Québec, qui comprend 5 épreuves dédiées aux catégories de 9 à 17 ans. En récompense, depuis 2019, les lauréats des catégories U15 et U17 (garçon, fille) sont invités à remettre un prix aux podiums ainsi qu'aux meilleurs canadiens et grimpeurs des GPCQM lors des cérémonies protocolaires.
  - ❑ Les GPCQM supportent financièrement le programme Un Jour WorldTour qui est un stage de préparation des junior à U23 regroupant une trentaine d'athlètes québécois garçons et filles. Un stage encadré par des coureurs professionnels ou jeunes retraités pour transmettre la passion, partager l'expérience et conduire vers l'objectif des Jeux Olympiques.
  - ❑ Depuis 2019, l'organisation propose à la FQSC, en collaboration avec un club de la région de Montréal, d'offrir un atelier de découverte du sport cycliste et plus particulièrement de l'une des disciplines du cyclisme sur route, le parcours d'habileté. Offert à tous les visiteurs, jeunes et moins jeunes, au sein du Village
-

des fans, cette initiative ludique permet à la population de s'initier et de découvrir les différents aspects de la discipline.

- **PHILANTHROPIE**

- ❑ Les GPCQM par la vente de billets VIP Club des Leaders supportent 2 causes qui lui sont cher :
  - L'IRIC, l'Institut de Recherche en Immunologie et en Cancérologie de l'Université de Montréal dont les recherches ont déjà permis de réaliser des découvertes qui auront, au cours des prochaines années, une incidence des plus significatives dans la lutte contre le cancer, première cause de mortalité au Canada.
  - La FQSC, en soutenant la relève et en permettant à nos jeunes athlètes québécois d'avoir accès à divers programmes de développement nécessaires à l'atteinte du plus haut niveau et à la concrétisation de leurs rêves.
- ❑ Les GPCQM offrent des billets VIP à Cyclisme Canada et à la FQSC, ce qui leur permet depuis 2010 de faire du développement des affaires et de la recherche de partenariats potentiels pour leurs activités respectives.
- ❑ Les GPCQM permettent l'implication de Clubs Cyclistes (15 athlètes à chaque GP) dans l'organisation logistique en échange d'un don monétaire pour le financement d'activités de développement au sein de leur club.

- **MENTORAT**

- ❑ À chacune des éditions, les GPCQM offrent un stage à un (une) étudiant (e) dans des domaines tels : communications, marketing ou gestion d'événement.

- **PROJET EN DÉVELOPPEMENT 2020-21 :**

- UNE FONDATION POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES ATHLÈTES CANADIENS EN EUROPE**

Une fondation sera mise sur pieds en collaboration avec l'une des équipes professionnelles du circuit WorldTour aura pour objectif de soutenir un projet dans le but d'aider les jeunes cyclistes routiers Canadiens à développer leur apprentissage et leur pratique du cyclisme de haut niveau en France et ainsi leur



permettre à moyen terme de devenir professionnels avec le bagage technique requis. Le projet vise d'apporter soutien à 4 coureurs, sur une période de stage de 3 mois durant laquelle le club d'accueil s'engage à mettre à leur disposition un logement équipé, à les encadrer (entraînement, courses, test...) à les équiper (vêtements, maillots, cuissards...) et à les déplacer sur les différentes compétitions. Un projet prometteur pour encourager la relève.

---

#### VALORISATION DES ACTIONS EN MATIÈRE DE LEGS

| LEG   | Détails  | VALEUR (sans taxes)             |
|---|--|---------------------------------|
| Formation continue en organisation d'événement    | La tenue de cet événement international offre une opportunité unique pour les collaborateurs concernés d'acquérir et d'approfondir des connaissances en organisation d'événement sportifs. | 2 600 \$*                       |
| Formation commissaires                            | 3 commissaires   | 2 000 \$**                      |
| Formation pilotes auto et moto à l'échelon course | 1 délégué et 25 certifications   | 2000 \$**                       |
| Participation équipe canadienne                   | Les dépenses liées à la participation de l'équipe canadienne sont couvertes par l'organisation. Également, les dépenses de l'équipe canadienne junior pour le critérium sont couvertes.    | 4 000 \$**                      |
| Expérience des entraîneurs                        |  | Gain en expérience inchiffrable |
| Bénévoles   | Implication de la communauté locale au sein de l'événement   | Gain en expérience inchiffrable |

|  |  |                            |
|--|--|----------------------------|
| Critérium National de Montréal                                   | Valeur des bourses remises aux participant(e)s   | 9 025\$                    |
| Programme des jeunes teneurs                                     | 25 invitations   | 25 X 500 \$ = 12 500 \$    |
| Parrainage de la Coupe du Québec                                 |  | 10 000 \$                  |
| Programme Un Jour WT   | Dons vente billets VIP   | 2 500 \$                   |
| Parcours découverte initiation à la pratique au Village des Fans | Espace offert  | 5 000 \$                   |
| Participation Club cycliste local - 15 athlètes                  | Distribution échange de dons   | 1 000 \$                   |
| Appui à l'Université de Montréal - IRIC                          | Dons vente billets VIP Exposition TV - en sus  | 2 500 \$                   |
| Carte accès Montréal   | Rabais boutique aux détenteurs de la carte. Offre 4 passes VIP famille - concours médias sociaux | 10 % de rabais<br>1 400 \$ |
| Billets VIP - Développement du cyclisme local                    | 12 billets VIP FQSC<br>19 billets VIP CCC  | 31 x 350 = 10 850 \$       |
| Stage en communication/marketing                                 | 4 mois   | 9 200 \$**                 |
| Expertise TV - formation   | Captation télé avec un système autonome (TV-U Network)   | 7 695\$**                  |
| Projet 2020-21 : Fondation pour le développement d'athlètes      | 4 coureurs, 3 mois d'encadrement intensif en Europe.   | 30 000 \$                  |

|                                    |   |   |
|------------------------------------|---|---|
| Couverture TV et web<br>- 130 pays | Ville de Montréal<br>10h30 de télédiffusion (direct et<br>reprise - Eurosport 1 & 2)<br>Retombées économiques<br>indirects sur le long terme. | Gain de réputation<br>pour la ville de<br>Montréal à<br>l'international d'une<br>valeur de<br>7 462 180\$<br>(Étude Mesure Media) |
|------------------------------------|---|---|

**TOTAL VALEUR DES ACTIONS**

**112 270 \$**

*avant la valeur de la couverture TV et web*

*\*Valeur estimée par personne basée sur une formation de 5 jours (SPORTS EVENT MANAGEMENT AND ORGANISATION SEMINAR) offerte par l'Académie internationale des sciences et techniques du sport. Les frais d'hébergement et de repas sont en sus.*

*\*\*Il s'agit du coût opérationnel lié à la tenue de la formation. Le gain en expérience et connaissance est difficilement mesurable. Ainsi, la valeur réelle de la formation est plus grande que celle indiquée.*

## **ANNEXE 6**

### **INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS DE LA VILLE MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT**

#### **A – Conditions générales**

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations et équipements décrits dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations et équipements sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;
2. L'Organisme s'engage à ne pas diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination;
3. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations et équipements ainsi que de toutes déficiences, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations et équipements;
4. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;
6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;
7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations et équipements par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins;
8. L'Organisme doit respecter les normes et règlements visant à assurer la sécurité du public à l'égard des activités se déroulant dans les Installations de la Ville dans le cadre de l'Événement;
9. L'Organisme doit s'assurer que les Installations et équipements sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'équipements, d'accessoires ou de matériel est compris dans la

présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite d'un mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires;

10. L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;
11. Selon la date prescrite à l'entente de réservation des Installations et équipements, l'Organisme doit libérer les Installations et équipements en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai;
12. Si les Installations et équipements sont rendus substantiellement inutilisables à la suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations et équipements.
13. L'Organisme doit payer à la Ville, dans les trente (30) jours de la réception d'une facture à cet effet, le coût des dommages causés à la propriété de celle-ci en raison de son Événement, tel que ces dommages ont été établis par la Ville.

#### **B - INSTALLATIONS MISES À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME**

Voir pièce jointe « Cahier de charge 2019 »

#### **C – ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME**

Voir pièce jointe « Cahier de charge 2019 »

À confirmer 60 jours avant l'Événement (article 5.11.3)

## **ANNEXE 7**

### **BIENS ET SERVICES DE LA VILLE MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT**

Voir « Cahier de charge »

## ANNEXE 8

### OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

#### **A – Conditions générales**

1. L'Organisme doit tenir son Événement dans le respect du Cahier des charges qu'il produit en collaboration avec la Division des événements publics de la Ville de Montréal pour circonscrire l'utilisation du domaine public;
2. L'Organisme doit veiller à ce que l'aménagement du site de même que sa remise en état après la tenue de l'Événement respecte toutes les modalités d'occupation et exigences qui lui sont communiquées par la Ville, et ce, sans endommager le mobilier urbain ou porter atteinte à l'intégrité des lieux étant entendu que le site doit être remis dans son état initial;
3. L'Organisme doit adapter le site afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);
4. L'Organisme doit exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;
5. L'Organisme doit permettre au Responsable de visiter le site, en tout temps. À cet effet, l'Organisme doit s'assurer que tous les fournisseurs retenus doivent, tant pour eux-mêmes que pour leurs sous-entrepreneurs, lui en faciliter l'accès pendant les heures normales de travail;
6. L'Organisme doit mettre en place les Installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par ce dernier et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les 7 jours suivant la fin de l'Événement;
7. L'Organisme doit respecter la réglementation, fournir et installer, lorsque nécessaire, la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière (RLRQ c. C-24.2), par exemple en vue d'interdire le stationnement lors de la tenue de son Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation (entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement »). Assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;
8. L'Organisme doit soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;
9. L'Organisme doit accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges (stationnement réservé sur rue pour résidents, accès à leur résidence, feuillets informatifs aux passants);

10. L'Organisme doit se conformer aux lois, règlements et ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;
11. L'Organisme doit respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publiques concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable.

## **B – Cahier des charges**

(La version 2019 du cahier de charge est en pièce jointe et sera mise à jour annuellement. Chaque édition du cahier de charge doit être approuvée par la Division des événements publics)



**Dossier # : 1197898003**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique  |
| <b>Objet :</b>                            | Accorder un soutien total de 4 125 000 \$ à ÉVÉNEMENTS GPCQM, soit un soutien financier de 3 450 000 \$ : 1 250 000 \$ en 2020, 1 150 000 \$ en 2021 et 1 050 000 \$ en 2022, et un soutien en biens et services d'une valeur annuelle de 225 000 \$ pour la réalisation des éditions 2020-2022 du Grand Prix Cycliste de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[1197898003 GPMRS.xls](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Tene-Sa TOURE  
Préposée au budget  
**Tél : 514 868-8754**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-02-26

Alpha OKAKESEMA  
Conseiller budgétaire  
**Tél : 514 872-5872**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**



**Dossier # : 1203438018**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées ,<br>Projet - Désinfection   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources,<br>notamment en matière de gestion de l'eau   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Alimentation en eau et assainissement des eaux  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Autoriser une dépense additionnelle de 8 799 300,30 \$, taxes<br>incluses, pour des services additionnels dans le cadre du contrat<br>accordé à Degrémont Ltée (CG15 0163) - Appel d'offres public<br>12-12107) majorant ainsi le montant total du contrat de 98 950<br>000 \$ à 107 749 300,30 \$, taxes incluses. |

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 8 799 300,30 \$, taxes incluses, pour des services additionnels dans le cadre du contrat accordé à Degrémont Ltée (CG15 0163), majorant ainsi le montant total du contrat de 98 950 000 \$ à 107 749 000 \$, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-03 13:37

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1203438018**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Alimentation en eau et assainissement des eaux  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Autoriser une dépense additionnelle de 8 799 300,30 \$, taxes incluses, pour des services additionnels dans le cadre du contrat accordé à Degrémont Ltée (CG15 0163) - Appel d'offres public 12-12107) majorant ainsi le montant total du contrat de 98 950 000 \$ à 107 749 300,30 \$, taxes incluses. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Différents rejets contribuent à altérer la qualité de l'eau du fleuve Saint-Laurent (le « **fleuve** »). Une des principales causes de la contamination microbiologique des eaux du fleuve demeure les rejets de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (la « **Station** »), correspondant à 75 % du volume d'eaux usées domestiques de la grande région de Montréal et à près de 50 % des eaux usées domestiques du Québec. Après des milliers d'analyses et d'observations effectuées lors des essais pilotes de 2005 et 2007, le comité tripartite est arrivé à la conclusion que l'ozonation était la meilleure technologie pour désinfecter les eaux usées acheminées à la Station. Le comité tripartite a alors recommandé à la Ville de Montréal (la « **Ville** ») de retenir un tel projet basé notamment sur un débit de conception de 40 m<sup>3</sup>/s et une dose de mise en contact de conception de 16,5 milligrammes d'ozone par litre (mg-O<sub>3</sub>/L) d'eau à désinfecter (le « **Projet Désinfection** »).

À cette fin, un contrat pour la conception et la fourniture d'un système de désinfection à l'ozone a été octroyé en 2015 à la firme Degrémont Ltée (le « **Contrat** »). Il est à noter que suivant l'octroi du Contrat, Degrémont Ltée a modifié son nom suivant une fusion et qu'elle a affecté le Contrat à la firme Suez Treatment Solution Ltd (« **Suez** »).

Le Contrat devait originalement se dérouler sur une période approximative de 50 mois, excluant la période de garantie de 60 mois, et prévoyait des contingences de 8 995 454,29 \$ (avec taxes). À noter qu'une erreur matérielle s'était glissée dans le sommaire décisionnel relatif à l'octroi du Contrat à Degrémont Ltée et que le montant des contingences mentionné de 9 293 425\$ (avec taxes) aurait plutôt dû se lire 8 995 454,29\$ (avec taxes).

Cela étant, des imprévus majeurs ont eu lieu dans le cadre du Projet Désinfection dont un enjeu lié à la présence de transitoires hydrauliques. Ces transitoires hydrauliques font en sorte que, dans certaines conditions hydrauliques et d'opération de la Station, des vagues de plusieurs mètres de hauteur peuvent survenir dans les structures de confinement du système d'injection. Ceci a notamment pour effet d'augmenter de façon significative le volume de gaz contenant de l'ozone à détruire.

En raison de ce qui précède, le Projet Désinfection accuse présentement un retard de plusieurs années et des équipements supplémentaires et non prévus au Contrat doivent être fournis par Suez. De plus, la Ville a dû demander à Suez des services additionnels de conception en raison du fait que des modifications devront être apportées aux destructeurs d'ozone requis en vertu du Contrat.

Enfin, en raison du retard dans le Projet, Suez n'a pu procéder à la livraison de plusieurs autres équipements lesquels sont entreposés par cette dernière aux frais de la Ville. La Ville doit également, en vertu du Contrat, payer des frais d'intérêts à Suez.

Il résulte de ce qui précède que des coûts non prévisibles doivent être couverts par les contingences du Contrat lesquelles sont actuellement insuffisantes pour poursuivre le Projet Désinfection.

Suite un rapport sur le projet de désinfection des eaux usées à l'ozone à la Station d'épuration Jean-R.-Marcotte déposé par le Bureau de l'inspecteur général, un plan de redressement a été approuvé en mai 2019 suite à des rencontres entre le Bureau de l'inspecteur général, la Direction générale, le Service de l'eau et le Contrôleur général. Ce plan prévoit :

- L'embauche d'un directeur de projet (en fonction depuis le 24 février 2020);
- L'affectation d'un premier avocat au projet. Un deuxième avocat, compte tenu de l'ampleur du travail, se joindra bientôt à l'équipe;
- L'octroi de mandats à des comités d'experts indépendants afin de s'assurer que les critères de conception tiennent la route. Les rapports ont été déposés et confirment la faisabilité du procédé de désinfection à l'ozone; et
- La mise sur pied d'un comité dont le mandat est d'examiner la progression des travaux contractuels, de suivre les échéances et de gérer en continu les risques. Il est composé :
  - de la directrice du Service de l'eau
  - du directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées
  - du directeur de projet
  - de l'avocat assigné au dossier
  - du contrôleur général et
  - d'un expert externe.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Octroyer un contrat à la firme Degrémont Ltée, pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration

des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 \$, taxes incluses – Appel d’offres public 12-12107 – 2 soumissionnaires, un seul conforme. (1153334001)

## **DESCRIPTION**

Au printemps 2018, le lancement de l'appel d'offres pour la construction des bâtiments et l'installation de l'Unité d'ozonation du Projet Désinfection a été suspendu en raison d'une problématique majeure liée à la découverte du phénomène des transitoires hydrauliques. Dans un premier temps, afin d'adresser cette problématique, le Projet Désinfection a dû être substantiellement modifié ce qui a nécessité, sans s'y limiter, la modification de la conception du bâtiment devant recevoir les destructeurs d'ozone et ce, en vue de recevoir cinq (5) destructeurs d'ozone supplémentaires.

À lui seul, le coût des cinq (5) destructeurs d'ozone supplémentaires est évalué, par la Ville, à la somme de 5 972 413,15 \$ (avec taxes). Il est à noter que puisque la Ville n'a pas réussi à s'entendre sur un prix négocié avec Suez, la Ville émettra, une fois la présente dépense additionnelle autorisée, un ordre de changement exécutoire à Suez

Dans un second temps, le phénomène des transitoires hydrauliques va requérir la modification de la conception originale des destructeurs d'ozone. Cette modification devra notamment prendre en considération les opportunités d'amélioration du procédé d'ozonation ainsi que toutes les recommandations et les actions requises en conformité avec les analyses HAZOP (analyse de risques et de sécurité de fonctionnement) effectuées suivant la découverte du phénomène des transitoires hydrauliques.

Le coût pour la modification de la conception des destructeurs d'ozone est évalué, par la Ville, à la somme de 1 839 600 \$ (avec taxes). Encore ici, une fois la présente dépense additionnelle autorisée, la Ville veillera à émettre un ordre de changement exécutoire à Suez compte tenu de l'impossibilité de la Ville de s'entendre avec cette dernière sur un prix négocié.

Dans un dernier temps, le retard dans le Projet Désinfection fait en sorte que les équipements déjà fabriqués par Suez doivent être entreposés. Or, les frais d'entreposage sont actuellement assumés par la Ville à même les contingences du Contrat en conformité avec les termes de celui-ci. La Ville doit également payer à Suez des frais d'intérêts.

Ces frais d'entreposage et d'intérêts sont estimés à approximativement 70 000 \$ par mois et ils devront être déboursés tant et aussi longtemps que la Ville ne sera pas en mesure de prendre possession des équipements. La construction d'un entrepôt sur le site de la Station en vue de recevoir ces équipements est la solution qui a été retenue. À ce sujet, l'appel d'offres pour la construction de l'entrepôt est terminé et un contrat est en voie d'être octroyé par les instances.

## **JUSTIFICATION**

En date des présentes, une somme de 3 352 481,29 \$ (avec taxes) (37 %) a été utilisée du budget des contingences pour modifier certains aspects du Contrat et pour payer les frais d'entreposage et d'intérêts encourus depuis avril 2018. Cette somme prend en considération les montants additionnels qui ont été ajoutés au budget des contingences en lien avec des travaux ou des services qui ont été retirés du Contrat, le tout en conformité avec le Règlement du Conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle. Tel que précédemment mentionné, en raison des conséquences découlant du phénomène des transitoires hydrauliques et des retards qui en résultent, le budget actuel des contingences du Contrat est jugé insuffisant pour compléter le Contrat, permettre la

continuation des activités qui y sont prévues, savoir notamment la livraison de tous les équipements et la mise en service de l'Unité d'ozonation de la Station et pallier aux imprévus qui pourraient survenir d'ici la fin du Contrat.

Il est utile de noter qu'à eux seuls, l'achat de cinq (5) destructeurs d'ozone supplémentaires et la modification de la conception originale des destructeurs d'ozone équivalent à la somme de 8 523 310,30 \$ (avec taxes), soit 95 % du budget original des contingences.

Une enveloppe supplémentaire de 8 799 300,30 \$ (avec taxes) en contingences est donc requise pour l'achat des destructeurs supplémentaires, la modification de la conception originale des destructeurs déjà construits et à construire et le paiement des frais d'entreposage et d'intérêts jusqu'à la date anticipée de la fin de la construction de l'entrepôt sur le site de la Station, lesquels sont estimés, respectivement, à la somme de 711 297,15 \$ (taxes incluses) et 275 990 \$ (montant non taxable).

Le tableau suivant récapitule les changements proposés (avec taxes) :

Coûts des travaux prévus initialement (A) 89 954 545,21 \$  
Contingences prévues initialement (B) 8 995 454,29 \$  
Total du contrat initial [(A) + (B)] = (C) 98 950 000 \$  
Contingences additionnelles proposées (D) 8 799 300,30 \$  
Total du contrat révisé [(C) + (D)] 107 749 300,30 \$

Le montant des contingences révisées, incluant le montant initial des contingences, représente 19,8 % du montant du contrat initial hors contingences.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût pour l'ajout de contingences dans le cadre du contrat accordé à Suez (CG15 0163) est de 8 799 300,30 \$ taxes incluses.

Ceci représente un montant de 8 034 934,03 \$ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas augmenter le budget des contingences compromettrait la progression des travaux qui restent à réaliser dans ce contrat puisque l'enjeu de la destruction efficace de l'ozone est une composante essentielle du Projet Désinfection et que d'autres solutions techniques ne sont pas envisageables. Cela aurait ultimement pour effet de suspendre l'avancement du Projet Désinfection.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Aucun.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation par le conseil d'agglomération: 28 mai 2020

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation juridique avec commentaire :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie LEFEBVRE)

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Michel SHOONER  
Conseiller analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 280-4418  
**Télécop. :** 514 280-6779

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-24

Michel VERREAULT  
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

**Tél :** 514-280-4364  
**Télécop. :** 514-280-4387

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Bruno HALLÉ  
Directeur  
**Tél :** 514 280-3706  
**Approuvé le :** 2020-04-28

Chantal MORISSETTE  
Directrice  
**Tél :** 514 280-4260  
**Approuvé le :** 2020-04-29



**Dossier # : 1203438018**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection  |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser une dépense additionnelle de 8 799 300,30 \$, taxes incluses, pour des services additionnels dans le cadre du contrat accordé à Degrémont Ltée (CG15 0163) - Appel d'offres public 12-12107) majorant ainsi le montant total du contrat de 98 950 000 \$ à 107 749 300,30 \$, taxes incluses. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation juridique avec commentaire

---

**COMMENTAIRES**

Le montant des contingences révisées, incluant le montant initial des contingences, représente 19,8% du montant du contrat initial hors contingences. Selon notre analyse, cette somme additionnelle respecte les critères de l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes, car elle ne change pas la nature du contrat et les services effectués peuvent être qualifiés d'accessoires au contrat principal.

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Annie LEFEBVRE  
Avocate  
**Tél : 514-868-0915**

**ENDOSSÉ PAR**

Isabelle BUREAU  
Avocate  
**Tél : 514-872-2639**  
**Division : Litige contractuel**

Le : 2020-04-24

**Dossier # : 1203438018**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection  |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser une dépense additionnelle de 8 799 300,30 \$, taxes incluses, pour des services additionnels dans le cadre du contrat accordé à Degrémont Ltée (CG15 0163) - Appel d'offres public 12-12107) majorant ainsi le montant total du contrat de 98 950 000 \$ à 107 749 300,30 \$, taxes incluses. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[1203438018 InfoCompt DEEU.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Wail DIDI  
Préposé au budget  
**Tél : (514) 280-0066**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-28

Iva STOILOVA-DINEVA  
Conseillère budgétaire  
**Tél : 514-280-4195**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**



**Dossier # : 1205268001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division analyses immobilières   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine   |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Décréter le renouvellement d'une réserve à des fins de parc sur les lots 3 322 863, 3 322 973, 3 324 409, 4 679 215 et 4 723 768 du cadastre du Québec situés au sud de la rue Saint-Jacques Ouest et à l'est du boulevard Cavendish. |

Il est recommandé :

1. de renouveler l'imposition d'une réserve, à des fins de parc sur les lots 3 322 863, 3 322 973, 3 324 409, 4 679 215 et 4 723 768 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;
2. de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet;.

**Signé par** Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-22 12:45

**Signataire :**

Diane DRH BOUCHARD

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1205268001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division analyses immobilières   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine   |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Décréter le renouvellement d'une réserve à des fins de parc sur les lots 3 322 863, 3 322 973, 3 324 409, 4 679 215 et 4 723 768 du cadastre du Québec situés au sud de la rue Saint-Jacques Ouest et à l'est du boulevard Cavendish. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Depuis 2004, la falaise fait partie des dix espaces naturels d'intérêt, nommés écoterritoires, identifiés par la *Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels de l'agglomération de Montréal*. Cette politique a notamment pour objectif de favoriser une meilleure intégration des écosystèmes et des paysages naturels dans les milieux de vie. La nouvelle configuration issue des travaux de l'échangeur Turcot représente une occasion unique de mettre en valeur cet écoterritoire autrefois peu accessible à la population et fortement minéralisé.

En juin 2018, la mairesse de Montréal, Valérie Plante, accompagnée du ministre des Transports André Fortin a annoncé la volonté de la Ville de créer un parc régional dans cet écoterritoire. Afin de mieux relier ce nouvel espace vert au quartier situé au haut de la falaise, la Ville envisage d'acquérir des terrains. Par contre, des évaluations préalables sont nécessaires afin de privilégier les liens qui n'altèrent pas le milieu sensible de la falaise. À cet effet, la Ville a imposé en 2018 des réserves par inscription d'un avis sur le registre foncier.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière a reçu une demande du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports visant à renouveler les réserves sur cinq des lots ayant fait l'objet de réserve en 2018.

Notons que la Loi sur l'expropriation (RLRQ, c. E-24) prévoit que la réserve est imposée pour une période maximale de deux ans et peut être renouvelée pour une période additionnelle de deux ans sans possibilité de reconduction. La période initiale de deux ans prenant fin le 17 juillet 2020, le renouvellement de celle-ci est nécessaire pour permettre une éventuelle acquisition.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CA18 170140 - 5 juin 2018 - Décréter l'imposition d'une réserve à des fins de parc sur les lots 3 322 863, 3 322 973, 3 323 969, 3 324 079, 3 324 190, 3 324 300, 3 324 409, 4 679 215 et 4 723 768 du cadastre du Québec situés au sud de la rue Saint-Jacques Ouest et à l'est du boulevard Cavendish.

## **DESCRIPTION**

Les cinq lots visés (3 322 863, 3 322 973, 3 324 409, 4 679 215 et 4 723 768) sont situés au sud de la rue Saint-Jacques Ouest et à l'est du boulevard Cavendish. Un plan de localisation est inclus en pièce jointe.

## **JUSTIFICATION**

La falaise est d'une longueur de presque trois kilomètres et d'une largeur qui dépasse rarement les cent mètres. L'accès est difficile sur toute sa longueur. Dans le cadre de la planification de la création d'un parc-nature dans l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques, l'acquisition de ces terrains permettrait de faciliter l'accès à la falaise et d'offrir une réelle fenêtre sur cette dernière à partir de la rue Saint-Jacques.

Il a été recommandé, dans l'intérêt collectif, que certains lots donnant accès à la falaise dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, fassent l'objet d'une réserve. Dans l'éventualité où, sur la base des résultats de cette planification, le conseil d'agglomération décidait d'aller de l'avant avec ce projet, l'agglomération pourrait entreprendre des démarches nécessaires pour d'éventuelles acquisitions.

Ces réserves visent à empêcher que des améliorations augmentant la valeur des immeubles puissent être apportées. Le renouvellement est d'une durée de deux ans.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La recommandation de renouveler la réserve foncière ne nécessite aucune réserve financière pour l'agglomération de Montréal. Cependant, un recours en dommages demeure possible advenant que la réserve ne soit pas suivie d'une acquisition ou d'une expropriation.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

L'acquisition de ces terrains à des fins de parc dans le cadre de la création d'un parc régional permettrait de bonifier les aires protégées existantes. Cet aspect s'inscrit dans les démarches que poursuit la Ville de Montréal pour mettre en valeur les milieux naturels qui se retrouvent dans un écoterritoire, conformément aux orientations du Plan de développement durable 2016-2020.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'absence de réserve laisserait la possibilité au propriétaire d'obtenir un permis de construction susceptible d'augmenter les coûts d'acquisition, le cas échéant.

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Les avis de réserve foncière expireront le 17 juillet 2020. Ils doivent être renouvelés avant cette date. La Covid-19 n'a aucun impact sur ce renouvellement.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune action de communication n'est requise, en accord avec le Service des communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption par le conseil d'agglomération d'une résolution décrétant le renouvellement de la réserve foncière à des fins de parc, le Service des affaires juridiques entreprendra le processus relatif à la publication des avis de réserve.

La réserve est valide pour une période de deux ans à partir de la date de publication des avis de renouvellement.

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Alexandre AUGER)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Stephane P PLANTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce  
Louise-Hélène LEFEBVRE, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Louise-Hélène LEFEBVRE, 21 mai 2020

Stephane P PLANTE, 21 mai 2020

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Guy HÉNAULT  
CONS.IMMOBILIER

Tél : 514 872-2037

Télécop. :

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-05-20

Francine FORTIN  
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844

Télécop. : 514-872-8350

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN  
Directrice des transactions immobilières

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE  
Directrice

**Tél :** 514-868-3844  
**Approuvé le :** 2020-05-22

**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2020-05-22



**Parc de l'écoterritoire  
de la falaise**

Réserve foncière - Localisation  
des lots ciblés

- Lot ciblé pour réserve foncière
- Terrain de la Ville de Montréal
- Écoterritoire
- Limite administrative

**Montréal**   
Service des grands parcs,  
du Mont-Royal et des sports 19 mai 2020

Orthophotos: © Communauté métropolitaine de Montréal 2005-2017



**Dossier # : 1205268001**

**Unité administrative responsable :** Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division analyses immobilières

**Objet :** Décréter le renouvellement d'une réserve à des fins de parc sur les lots 3 322 863, 3 322 973, 3 324 409, 4 679 215 et 4 723 768 du cadastre du Québec situés au sud de la rue Saint-Jacques Ouest et à l'est du boulevard Cavendish.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation juridique avec commentaire

---

**COMMENTAIRES**

La fin pour laquelle la présente réserve est requise est conforme à la loi.

---

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Alexandre AUGER  
avocat  
**Tél : 514-872-1436**

**ENDOSSÉ PAR**

Annie GERBEAU  
avocate, chef de division  
**Tél : 514-589-7449**  
**Division :**

Le : 2020-05-21



**Dossier # : 1206665001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'évaluation foncière , Direction , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Évaluation municipale   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser le report au 1er novembre 2020 de l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision des immeubles non résidentiels et des immeubles résidentiels de 60 logements et plus, déposées à l'encontre des rôles triennaux 2020-2021-2022. |

Autoriser le report au 1er novembre 2020 de l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision des immeubles non résidentiels et des immeubles résidentiels de 60 logements et plus, déposées à l'encontre des rôles triennaux 2020-2021-2022.

**Signé par** Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-22 16:10

**Signataire :** Diane DRH BOUCHARD

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1206665001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'évaluation foncière , Direction , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Évaluation municipale   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser le report au 1er novembre 2020 de l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision des immeubles non résidentiels et des immeubles résidentiels de 60 logements et plus, déposées à l'encontre des rôles triennaux 2020-2021-2022. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le 30 avril dernier correspondait à l'échéance pour le dépôt d'une demande de révision visant les inscriptions aux nouveaux rôles triennaux 2020-2021-2022 des villes de l'agglomération.

En vertu de l'article 138.3 de la Loi sur la fiscalité municipale, une demande de révision déposée avant le premier mai qui suit l'entrée en vigueur du rôle doit faire l'objet d'une réponse par l'évaluateur au plus tard le 1er septembre suivant.

Pour les rôles 2020-2021-2022 cette échéance correspond au **1<sup>er</sup> septembre 2020**.

Dans certaines circonstances, ce délai peut être trop court pour permettre à l'évaluateur de traiter adéquatement toutes les demandes reçues.

C'est pourquoi la loi prévoit également, à l'alinéa 4 de l'article 138.3, ce qui suit:

*"L'organisme municipal responsable de l'évaluation peut, avant le 15 août de l'année qui suit l'entrée en vigueur du rôle, reporter l'échéance du 1er septembre prévue au deuxième alinéa au 1er novembre suivant ou, dans le cas où la municipalité locale y consent, à une date pouvant aller jusqu'au 1er avril suivant."*

Comme par le passé, le Service de l'évaluation foncière doit se prévaloir de cette disposition et soumet aux instances concernées une demande de report de l'échéance pour la transmission de la réponse de l'évaluateur à certaines demandes de révision.

Le nombre réduit d'effectifs disponibles actuellement, le volume de demandes visant des immeubles d'envergure ou complexes et les contraintes opérationnelles imposées par la crise de la COVID-19 militent en faveur d'un tel report.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG07 0260 - 21 juin 2007 - Reporter au 1er novembre 2007 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision non résidentielles, inférieures à 5M\$, déposées avant le 1er mai 2007 à l'encontre des rôles quadriennaux 2007-08-09-10. Sous réserve du consentement de la municipalité locale visée, reporter au 1er février 2008 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision non résidentielles, supérieures à 5M\$, déposées avant le 1er mai 2007 à l'encontre des rôles quadriennaux 2007-08-09-10.

CG11 0223 - 22 juin 2011 - Reporter au 1er novembre 2011 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision non résidentielles déposées avant le 3 mai 2011 à l'encontre des rôles triennaux 2011-12-13.

CG14 0311 - 19 juin 2014 - Reporter au 1er novembre 2014 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision multi résidentielles et non résidentielles égales ou supérieures à 5M\$, déposées avant le 1er mai 2014 à l'encontre des rôles triennaux 2014. / Sous réserve du consentement de la municipalité locale visée, reporter au 15 février 2015 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision non résidentielles inférieures à 5M\$, déposées avant le 1er mai 2014 à l'encontre des rôles triennaux 2014.

CG17 0280 - 15 juin 2017 - Autoriser le report au 1er novembre 2017 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision multi résidentielles et non résidentielles égales ou supérieures à 5 M\$, déposées avant le 1er mai 2017 à l'encontre des rôles triennaux 2017. Sous réserve du consentement de la municipalité locale visée, reporter au 15 février 2018 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision industrielles et non résidentielles inférieures à 5 M\$.

## **DESCRIPTION**

La composition des demandes reçues en 2020 se caractérise par un nombre relativement élevé de demandes concernant des immeubles commerciaux ou d'envergure, une tendance observée depuis plusieurs rôles. Le volume de contestation d'immeubles sous la responsabilité de la division commerciale est de 17,9 G\$, une hausse de 19 % par rapport au rôle précédent.

Le traitement de ce type de dossier exige plus d'attention en raison de la valeur importante de ces immeubles et de leur impact possible sur les revenus de la Ville. De plus, l'analyse de ces dossiers est plus longue car elle nécessite la collecte d'informations additionnelles auprès des propriétaires.

Par conséquent, la recommandation consiste à reporter le délai de réponse aux demandes de révision des immeubles non résidentiels et des immeubles résidentiels de 60 logements et plus du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 1<sup>er</sup> novembre 2020.

Les réponses aux demandes de révision seront transmises selon le calendrier suivant :

### Calendrier de réponse aux demandes de révision des rôles 2020-2021-2022

| Catégorie d'immeuble  | Nombre | %    | Valeur (M\$) | %    | Date de réponse    |
|---|--------|------|--------------|------|--------------------|
| Immeubles résidentiels de 59 logements ou moins                                     | 1 675  | 55%  | 1 926.8      | 9%   | 1er septembre 2020 |
| Autres immeubles (non résidentiels, mixtes et résidentiels de 60 logements et plus) | 1 347  | 45%  | 18 453.4     | 91%  | 1er novembre 2020  |
|   | 3 022  | 100% | 20 380.2     | 100% | -                  |

Nonobstant le report proposé pour le traitement des demandes de révision non résidentielles, il va de soi que les réponses de l'évaluateur seront transmises au fur et à mesure de leur conclusion.

Ainsi, au 1<sup>er</sup> septembre 2020, au moins 56 % des demandes de révision auront fait l'objet d'une réponse.

À noter que, contrairement à ce qui a été fait pour les rôles 2007, 2014 et 2017, aucun report n'est demandé au-delà du 1<sup>er</sup> novembre.

### JUSTIFICATION

Le traitement de l'ensemble des demandes de révision constitue, comme toujours, un défi important et une opération d'envergure pour le SEF.

En effet, le SEF n'a pas de personnel supplémentaire pour supporter cette opération. L'opération doit être réalisée en sus des activités régulières de tenue à jour du rôle, dont l'évaluation des nouveaux bâtiments et améliorations pour ajouter leur valeur au rôle.

De plus, le SEF fait face depuis quelques années au départ à la retraite de nombreux évaluateurs et souffre actuellement d'un grand nombre de postes vacants qui n'ont pas pu être comblés en raison de la pause occasionnée par la pandémie de la COVID-19.

La composition du type d'immeubles visé par une demande de révision se caractérise par un volume relativement élevé d'immeubles d'envergure qui sont plus complexes et requièrent plus de temps à traiter.

De plus, le contexte actuel de pandémie apporte aussi des contraintes importantes aux opérations du SEF et au traitement des demandes de révision.

En effet, le processus de traitement d'une demande de révision comprend une inspection de l'immeuble afin de bien connaître ses caractéristiques et produire une estimation la plus juste possible de la valeur de l'immeuble. L'expérience acquise au fil du temps nous apprend qu'une mauvaise connaissance de l'état et de la condition d'un immeuble est à l'origine d'un grand nombre de cas de révision de valeur.

Or, l'inspection des immeubles a été interrompue dès la mi-mars, de sorte que le SEF accuse déjà un retard dans la progression de cette activité. L'activité a pu reprendre graduellement depuis, mais est réalisée à un rythme plus lent en raison des précautions requises pour assurer la sécurité des citoyens et des employés de la Ville.

Le traitement de certaines demandes de révision nécessite aussi une collecte d'informations additionnelles auprès des demandeurs, opération aussi rendue plus difficile en raison de la pandémie.

Le calendrier proposé a les bénéfices suivants:

- Assure un traitement rapide des demandes de révision déposées par les propriétaires des petits immeubles résidentiels, lesquels pourront recevoir leur remboursement de taxes, le cas échéant, selon le délai le plus court prévu par la loi;
- Accorde un délai supplémentaire au SEF pour pouvoir inspecter et obtenir toutes les données requises pour évaluer les immeubles non résidentiels ou d'envergure;
- Permet de porter l'attention requise à la révision des valeurs des immeubles non résidentiels, dont la valeur (18 G\$) représente 90% des valeurs contestées, et ainsi sécuriser l'assiette de taxation de la Ville;
- Permet au SEF de maintenir un certain rythme de traitement de la tenue à jour du rôle (ajout de valeur découlant des permis de construction) et de percevoir les revenus qui y sont associés.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

À défaut d'un délai additionnel pour le traitement des demandes de révision non résidentielles, le processus de révision devra être accéléré, et l'analyse des dossiers sera moins rigoureuse. Ce faisant, de nombreux dossiers seront amenés devant le Tribunal administratif du Québec avec comme conséquence une augmentation importante des délais pour arriver à une conclusion. L'allongement des délais se traduit en des remboursements accrus en intérêts.

De plus, en monopolisant de trop nombreuses ressources du SEF au traitement des demandes de révision, le SEF devra reporter le traitement des ajouts au rôle résultant des nouveaux bâtiments et amélioration et la Ville devra attendre avant de percevoir les nouveaux revenus qui y sont associés. En repoussant dans le temps cette opération, des revenus pourraient aussi échapper à la Ville en raison de la limite de rétroaction imposée par la loi pour modifier le rôle et y ajouter la valeur des nouvelles constructions.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

N/A

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

#### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Afin de réduire le risque de propagation du virus, le SEF a interrompue toutes activités d'inspection des immeubles dès le 16 mars. Les données requises pour procéder à l'évaluation des immeubles sont obtenues par voie postale ou téléphonique par les inspecteurs du SEF.

Toutefois, l'inspection des immeubles a été autorisée dans le cadre du traitement des demandes de révision dans un souci de service à la clientèle. En effet, pour loger une demande de révision

la loi et le règlement de la Ville exige le paiement d'un tarif par le demandeur. La somme demandée est en moyenne de 300 \$ et peut atteindre 1 000 \$ pour des immeubles de plus grande valeur. Dans ces conditions, le demandeur est en droit d'exiger une révision en bonne et due forme de son dossier d'évaluation, ce que permet une inspection de l'immeuble. Sans une inspection de sa propriété, le demandeur pourrait avoir le sentiment de ne pas avoir reçu le service pour lequel il a payé.

Cependant, afin de respecter les mesures de contrôle de la propagation du virus, les inspections ne sont réalisées que dans les conditions suivantes :

- Les informations requises pour procéder à l'évaluation de l'immeuble sont essentielles à la production d'une opinion de valeur de qualité;

- Les informations requises ne peuvent pas être obtenues par d'autres moyens;
- Le propriétaire de l'immeuble consent à donner accès à l'intérieur de son immeuble à un employé de la Ville;
- Le propriétaire de l'immeuble confirme ne pas être porteur du virus et ne présente pas de symptômes apparentés à ceux de la COVID-19;
- L'employé du SEF n'est pas porteur du virus et ne présente pas de symptômes apparentés à ceux de la COVID-19;
- L'employé du SEF est au fait des directives détaillées de la DRSP et de la Ville de Montréal en matière de mesures d'hygiène et de distanciation sociale à appliquer;
- L'employé du SEF est muni de l'équipement de protection individuel approprié;
- L'employé du SEF qui utilise un véhicule de la flotte automobile doit s'assurer d'appliquer les procédures de décontamination du véhicule appropriées.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Conformément au dernier alinéa de l'article 138.3 de la Loi sur la fiscalité municipale, le Tribunal administratif du Québec et les demandeurs devront être prévenus du report de l'échéance du 1er septembre au 1er novembre 2020.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Compte tenu de l'article 138.3 de la Loi sur la fiscalité municipale, il est primordial que la proposition de report ait été adoptée avant le 15 août 2020 par le conseil d'agglomération.. Il est important de souligner que le report de l'échéance du 1er septembre au 1er novembre 2020 n'exige l'approbation que du conseil d'agglomération.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Annie GERBEAU, Service des affaires juridiques

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-22

Isabelle LAWS  
Secrétaire de direction

**Tél :** 514 280-3800  
**Télécop. :** 514 280-3899

Bernard COTÉ  
Directeur et évaluateur de la Ville

**Tél :** 514 280-3803  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Bernard COTÉ  
Directeur et évaluateur de la Ville  
**Tél :** 514 280-3803  
**Approuvé le :** 2020-05-22





**Dossier # : 1194124001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Division rémunération   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre     |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Transport collectif des personnes   |
| <b>Projet :</b>  | Plan stratégique de développement durable   |
| <b>Objet :</b>   | Autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2020, renouvelable automatiquement pour 12 mois pour des paiements totalisant 300 000 \$ maximum annuellement |

Autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2020, renouvelable automatiquement pour 12 mois pour des paiements totalisant 300 000 \$ maximum annuellement

**Signé par** Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-11 13:11

**Signataire :**

Serge LAMONTAGNE

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1194124001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Division rémunération   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre     |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Transport collectif des personnes   |
| <b>Projet :</b>  | Plan stratégique de développement durable   |
| <b>Objet :</b>   | Autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2020, renouvelable automatiquement pour 12 mois pour des paiements totalisant 300 000 \$ maximum annuellement |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'équipe de mobilisation Montréal Sobre en carbone de la Ville de Montréal, par l'opérationnalisation du plan Montréal durable 2016-2020, a obtenu l'autorisation en mai 2018 (CG18 0301) concernant un projet visant à donner à ses employés la possibilité de participation aux programmes OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal (STM) et OPUS+ entreprise de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM). Les conditions d'abonnement sont déterminées par la Ville et cette dernière peut mettre fin au rabais octroyé si l'employé ne répond pas aux conditions d'abonnement.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG18 0301 – 31 mai 2018 – Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre de chaque année, renouvelable automatiquement pour 12 mois et au programme OPUS+ Entreprise de l'Autorité régionale de transport métropolitain au programme pour 12 mois, renouvelable automatiquement / Autoriser les paiements totalisant 300 000 \$ maximum annuellement / Ajuster la base budgétaire du Service des ressources humaines de façon récurrente à compter du 1er janvier 2019 / Autoriser un virement budgétaire de 151 200 \$ des dépenses contingentes d'agglomération et de 148 800 \$ des dépenses contingentes locales vers le Service des ressources humaines en contrepartie d'un virement de 300 000 \$ de compétence d'agglomération du Service de l'environnement vers les dépenses contingentes d'agglomération / Approuver les projets d'entente à cet effet

1187534001 - Autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2019, renouvelable automatiquement pour 12 mois pour des paiements totalisant 300 000 \$ maximum annuellement

## **DESCRIPTION**

Dans le cadre du programme OPUS & Cie de la STM, la Ville contribue financièrement à l'achat d'une portion des abonnements de ses employés (10 %), de façon à maximiser la réduction octroyée par la STM (10 %). Les employés bénéficient d'un rabais total de 20 % sur leur abonnement annuel.

L'entente avec la STM est valide pour une période de 12 mois consécutifs ou pour le nombre de mois restants de l'année à partir de la date de signature de l'entente, puisqu'elle se termine le 31 décembre et est automatiquement renouvelable d'année en année. La Ville se réserve le droit de mettre fin à cette entente moyennant le préavis prévu à l'entente.

Dans le cadre du programme OPUS+ entreprise de l'ARTM, la Ville contribue financièrement à l'achat d'une portion des abonnements de ses employés (8,33 %), de façon à maximiser la réduction octroyée par l'ARTM (8,33 %). Les employés bénéficient d'un rabais total de 16,66 % sur leur abonnement annuel.

L'entente avec l'ARTM est valide pour une durée indéterminée et non pour une période de 12 mois. La Ville se réserve le droit de mettre fin à cette entente moyennant le préavis prévu à l'entente.

Les employés visés par ce projet sont les employés qui seront actifs au registre des postes au moment de la validation mensuelle des adhésions. Sont également visés les élus ainsi les membres du personnel de cabinet de la Ville selon les mêmes paramètres que ceux des employés de la Ville. Les adhésions sont des mesures incitatives temporaires et la Ville se réserve le droit d'y mettre fin selon les modalités prévues aux ententes.

## **JUSTIFICATION**

Le SRH a analysé le montant de la contribution de cette année lors du plan de redressement demandé à chacune des unités (le budget lié à l'Opus faisant parti du budget du SRH). Quoique le SRH reconnaît qu'il y aura fort probablement une baisse de la participation à ce programme et donc du déboursé de la Ville, le SRH considérait plus prudent de maintenir le même budget étant donné l'incertitude sur l'économie engendré par la Covid-19. De plus, le montant pouvant être retranché du budget n'était pas assez significatif versus la chance que cette baisse serait perçue négativement par rapport à l'engagement de la ville dans le transport en commun.

Ce dossier décisionnel est nécessaire pour entériner le renouvellement de l'adhésion au programme OPUS & Cie de la STM et pour refléter de façon transparente le contrat à durée indéterminée avec l'ARTM.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Pour le programme OPUS & Cie de la STM et pour le programme OPUS+ entreprise de l'ARTM, le paiement annuel maximum autorisé est de 300 000 \$, selon le nombre d'adhésions et selon la date de signature de l'entente de la STM. Chaque mois, la Ville de Montréal sera facturée par la STM et l'ARTM (l'ARTM délègue la gestion des paiements au RTM).

Pour 2020, le coût de cette dépense, soit un montant de 300 000\$ net de ristourne, a déjà

été prévu lors de la confection du budget de 2020 du Service des ressources humaines. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ce projet est directement relié au développement durable, car il vise une protection accrue de l'environnement par la lutte contre les changements climatiques et il cible une réduction des émissions de GES. Il permet la mise en œuvre de l'action 1 du plan *Montréal durable 2016-2020*.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ce projet a permis de respecter la mise en œuvre d'un projet de développement durable pour l'Équipe de mobilisation « Montréal, sobre en carbone » et de mobiliser des partenaires du plan *Montréal durable 2016-2020* dans la collectivité afin de les faire participer à l'atteinte des objectifs de réduction d'émissions de la collectivité montréalaise de 30 % en 2020 par rapport à 1990. Il s'inscrit dans le cadre de la transition écologique. Il représente une action à mettre en œuvre, pour l'exemplarité de l'administration municipale, afin d'aider l'atteinte de la cible de réduction des émissions de GES dans le cadre des futures planifications climatiques.

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

En raison du contexte de la Covid-19, des changements au niveau du comportement des employés en lien avec ce programme sont attendus. Toutefois, il est trop tôt pour prédire l'impact sur l'utilisation de ce programme par les employés

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication étant donné qu'il s'agit seulement d'un renouvellement administratif.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

1. Continuité de l'adhésion des employés ;
2. Validation mensuelle des adhésions des employés

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Marie-Ève MARQUIS, Direction générale  
Marieke CLOUTIER, Direction générale

Lecture :

Marie-Ève MARQUIS, 13 mars 2020

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Yves TARDIVEL  
Chef de division - rémunération

**Tél :** 514 872-7315  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-03-27

Yves TARDIVEL  
Chef de division - rémunération et avantages sociaux

**Tél :** 514 872-7315  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Sophie GRÉGOIRE  
Directeur(trice) remuneration globale et syst inf rh

**Tél :** 514 872-8293  
**Approuvé le :** 2020-04-14

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Josée LAPOINTE  
Directrice

**Tél :** 514 872-5849  
**Approuvé le :** 2020-04-16

**Dossier # : 1194124001**

**Unité administrative responsable :**

Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Division rémunération

**Objet :**

Autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2020, renouvelable automatiquement pour 12 mois pour des paiements totalisant 300 000 \$ maximum annuellement

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GDD1194124001 Opus Entreprise.xls](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Diane LAROUCHE  
Préposée au budget - Service des finances,  
Direction du conseil et du soutien financier  
**Tél : 514 872-7366**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-23

Luis Felipe GUAL  
Conseiller Budgétaire

**Tél : 514 872-9504**

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1200867004**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Poursuivre la procédure d'adoption du projet visé par la résolution CG20 0161, conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, notamment en remplaçant l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) par une consultation écrite d'une durée d'au moins 15 jours et d'une assemblée d'information virtuelle webdiffusée - Projet de PPU des Faubourgs. |

Il est recommandé :

De poursuivre les procédures d'adoption du projet visé par la résolution CG20 0161, conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, notamment en remplaçant l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) par une consultation écrite d'une durée d'au moins 15 jours et d'une assemblée d'information virtuelle webdiffusée.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2020-06-08 09:45

**Signataire :**

Alain DUFORT

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1200867004**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Poursuivre la procédure d'adoption du projet visé par la résolution CG20 0161, conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, notamment en remplaçant l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) par une consultation écrite d'une durée d'au moins 15 jours et d'une assemblée d'information virtuelle webdiffusée - Projet de PPU des Faubourgs. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le projet de règlement visé par la résolution CG20 0161, adoptée en séance du conseil d'agglomération le 26 mars 2020, aurait fait l'objet, en temps normal, d'une assemblée publique de consultation, tel que prescrit par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

Or, depuis le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a décrété l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois par le décret numéro 177-2020. Depuis cette date, ce décret a été renouvelé en continu par des décrets subséquents qui habilite la ministre de la Santé et des Services sociaux à ordonner toute mesure nécessaire pour protéger la santé de la population, incluant l'interdiction d'assemblée publique.

Dans le contexte de la gestion de crise entourant le coronavirus (COVID-19), la ministre de la Santé et des Services sociaux a signé le 22 mars 2020 l'arrêté ministériel 2020-008 qui a ensuite été modifié par l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020.

Pour sa part, l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020 prévoit notamment : « Que toute procédure autre que référendaire qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens soit suspendue, sauf si le conseil en décide autrement... [l]a procédure doit être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public; ».

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

§ CM20 0253 - 23 mars 2020 - Adoption d'une résolution afin notamment d'approuver la procédure d'adoption par le conseil d'agglomération du règlement intitulé «Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG14-029)» quant à l'affectation du sol sur le site de la Brasserie Molson-Coors, dans l'arrondissement de Ville-Marie;

§ CG20 0161 - 26 mars 2020 - Adoption d'une résolution afin notamment d'adopter un projet de règlement intitulé «Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)» quant à l'affectation du sol



sur le site de la Brasserie Molson-Coors, dans l'arrondissement de Ville-Marie, et de mandater la Commission sur le Schéma d'aménagement et de développement de Montréal pour tenir les assemblées publiques de consultation nécessaire sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

## **DESCRIPTION**

En raison du contexte sanitaire actuel, le conseil municipal peut se prévaloir de l'arrêté ministériel 2020-033 et tenir une consultation écrite d'une durée d'au moins 15 jours en remplacement de l'assemblée publique de consultation prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

Dans le cas visé par la présente recommandation, la Commission sur le Schéma d'aménagement et de développement de Montréal pourra ainsi assurer une consultation écrite d'une durée d'au moins 15 jours sans avoir recours à une assemblée publique, avec une présentation webdiffusée du projet par l'arrondissement de Ville-Marie et la réception de mémoires ou de commentaires par écrits comme initialement prévu. Cette consultation écrite sera précédée d'un avis public à cet effet diffusé au moins une semaine avant. Les citoyennes et citoyens disposeront d'un délai d'au moins 15 jours pour transmettre leurs commentaires écrits, par courriel ou par la poste.

Le rapport de la commission sera enfin diffusé en version numérique sur le site internet de la Ville.

## **JUSTIFICATION**

Le recours à la procédure de remplacement prescrite par l'arrêté ministériel 2020-033 permet de donner suite à un projet en cours depuis plusieurs mois, et qui concourent à la relance économique, à la transition écologique entamé par la Ville, ainsi qu'à plusieurs projets de logements sociaux, notamment en assurant la continuation de la procédure d'adoption du programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs.

Dans l'ensemble, la présente recommandation permet :

§ d'assurer le maintien des retombées économiques issues du secteur de la construction;  
§ d'assurer que les citoyennes et citoyens puissent se prononcer sur le projet à l'étude et contribuer à sa bonification;

§ d'assurer le maintien des revenus municipaux issus des permis, des taxes foncière et des droits de mutation;

§ d'éviter des retards dans la réalisation des projets visés par le PPU des Faubourgs, incluant notamment plusieurs édifices de logements sociaux.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

1. Adoption d'une résolution par le CG visant à poursuivre la procédure d'adoption du projet de règlement conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020 notamment en remplaçant l'assemblée publique de consultation par une consultation écrite
2. Parution de l'avis public
3. Promotion de la consultation écrite, accès à la documentation par le public, séance d'information virtuelle webdiffusée pour présenter le projet et dépôt des mémoires écrits
4. Dépôt des rapports de la commission
5. Adoption du règlement

À noter que la séance du conseil statuant sur le projet sera diffusée afin de permettre aux citoyennes et citoyens de connaître la teneur des échanges entre les membres du conseil et le résultat de leurs délibérations.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Bruno COLLIN  
Conseiller en aménagement - chef d'équipe

**Tél :** 872-7998  
**Télécop. :** 868-4912

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-06-04

Jean-François MORIN  
Chef de la division de l'urbanisme

**Tél :** 514 872-9545  
**Télécop. :**

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Sylvain VILLENEUVE  
Directeur

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Marc LABELLE  
Directeur d'arrondissement délégué

**Tél :** 514-872-8692  
**Approuvé le :** 2020-06-05

**Tél :** 514 872-2698  
**Approuvé le :** 2020-06-07



**Dossier # : 1202614003**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Logement social et aide aux sans-abri   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec |

Il est recommandé au conseil d'agglomération :  
D'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 6 357 698

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 14:33

**Signataire :** Isabelle CADRIN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

---

**Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement**

---

Séance ordinaire du lundi 4 mai 2020

Résolution: CA20 26 0113

---

**Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec*, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6357698 du Cadastre du Québec**

Il est proposé par François William Croteau

appuyé par Jocelyn Pauzé

Et résolu :

D'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec*, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot numéro 6 357 698 du Cadastre du Québec.

Adoptée à l'unanimité.

40.03 1202614003

François William CROTEAU

\_\_\_\_\_  
Maire de l'arrondissement

Arnaud SAINT-LAURENT

\_\_\_\_\_  
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 mai 2020



**Dossier # : 1202614003**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Logement social et aide aux sans-abri   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec |

Il est recommandé au conseil d'agglomération :  
D'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 6 357 698

**Signé par** Daniel LAFOND **Le** 2020-04-22 14:03

**Signataire :** Daniel LAFOND

\_\_\_\_\_  
Directeur d'arrondissement  
Rosemont - La Petite-Patrie , Bureau du directeur d'arrondissement

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1202614003**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Logement social et aide aux sans-abri   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La demande vise à autoriser la construction et l'occupation d'un bâtiment occupé à des fins de résidence collective destinée à une clientèle ayant des besoins spécifiques. L'organisme qui fait la demande est un organisme sans but lucratif qui, depuis près de 30 ans, héberge, soutient et accompagne vers la réinsertion sociale cette clientèle.

Cette demande déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie. Il s'agit d'un projet répondant à la description de l'article 89,4° (annexe 1) de la Charte de la Ville de Montréal, permettant au conseil d'agglomération d'autoriser cette occupation, puisqu'elle est destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**DESCRIPTION**

**Le site**

Le site visé fait partie d'une propriété institutionnelle située dans la partie est du district du Vieux-Rosemont. Le terrain est occupé par un immeuble de trois étages, autrefois occupé par une communauté religieuse. Le bâtiment regroupe d'ailleurs plusieurs associations communautaires. Le terrain est situé dans un secteur E.2 (1) regroupant les établissements dont l'activité principale est d'offrir des services liés aux sports, aux loisirs, à l'éducation et aux activités communautaires.

Pour la réalisation du projet, une partie de ce lot devra être subdivisée. Cette partie de terrain est actuellement occupé par une aire de stationnement. Le lot original possède la particularité d'être localisé dans deux secteurs de zonage distincts. La partie du terrain donnant sur la tête d'îlot permet un taux d'implantation pouvant atteindre 70 %, tandis que

la zone où est projetée la nouvelle construction autorise un taux d'implantation maximal de 65 %.

Pour ce qui est du cadre bâti avoisinant, celui-ci est principalement dominé par les bâtiments résidentiels ayant deux étages. Nous retrouvons également quelques bâtiments atteignant trois étages et plus sur la rue transversale. À l'arrière du lot, un établissement similaire, implanté dans un immeuble de trois étages, est géré par le même organisme. Cette occupation a d'ailleurs été autorisée en 2003 via un recours à l'article 89.4° de la Charte, et un second recours à cette démarche a permis l'agrandissement de l'immeuble en 2013.

Pour ce qui est de la desserte en transport en commun, le secteur est bien desservi par le réseau d'autobus, notamment par la ligne 197 (Rosemont) et par la ligne 139 (Pie-IX) qui sera éventuellement bonifié par le nouveau SRB Pie-IX.

## **Le projet**

Les travaux visent à construire une résidence collective de 21 logements destinés à des personnes ayant besoin d'aide et de protection. En plus des unités d'habitations, la résidence comprend des bureaux et des espaces communs sur une partie du rez-de-chaussée. L'immeuble s'élèvera sur trois étages, sans sous-sol, et s'implantera de façon contigüe à un immeuble existant de deux étages sur son flanc sud. La cour arrière est verdie et comprend une terrasse commune. Aucun stationnement n'est requis pour ce type d'usage.

Le CCU aura l'occasion de se prononcer sur l'apparence architecturale du projet en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-279, suivant l'approbation du conseil d'agglomération.

Voir plans préliminaires en pièce jointe.

## **La réglementation applicable**

### Plan d'urbanisme :

- Affectation du sol : Secteur résidentiel
- Densité de construction : Secteur 21-01 (deux à trois étages)
- Taux d'implantation au sol : Moyen ou élevé

### Règlement d'urbanisme (01-279) :

- Usages : E.2 (1) – Établissements institutionnels et collectifs
- Hauteur : 2 à 2 étages – 0 à 9 mètres
- Marges : 1,5 mètre (latérale), 3 mètres (arrière)
- Taux d'implantation : 35% à 65%
- Verdissement : minimum de 25%

## **Les dérogations à la réglementation**

Le projet présente les dérogations suivantes à l'égard de la réglementation d'arrondissement :



- Le projet prévoit une hauteur de **trois (3) étages**, en dérogation de l'article 9 du Règlement d'urbanisme 01-279 qui limite à deux (2) le nombre d'étages.
- La nouvelle construction projetée atteindra **70,81 % d'implantation au sol**, en dérogation de l'article 40 du Règlement d'urbanisme 01-279 limitant le taux d'implantation à 65 %;
- L'implantation de l'immeuble **devance l'alignement de son voisin de droite** par rapport à la rue, en dérogation de l'article 62 du Règlement d'urbanisme 01-279 sur l'alignement des constructions;
- Le projet prévoit la construction d'une **résidence collective** incluant 21 logements, en dérogation de l'article 121 du Règlement d'urbanisme 01-279 sur les usages autorisés;
- Le **taux de verdissement atteint 23,0 %**, en dérogation de l'article 413.3 du règlement d'urbanisme 01-279, qui impose un taux verdissement minimal de 25 %.

## JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire et des études techniques de l'arrondissement est favorable à la demande pour les raisons suivantes :

- les activités de la résidence collective ne sont pas intensives, et ne causent pas de problème de cohabitation avec le voisinage;
- la Ville n'a reçu aucune plainte depuis qu'un usage identique s'est établi sur un terrain voisin;
- la fonction de résidence collective est compatible avec la fonction résidentielle environnante;
- l'usage est également compatible avec les équipements institutionnels à proximité;
- la hauteur de trois étages n'est pas incompatible avec les autres immeubles de l'ensemble institutionnel;
- les dérogations sur le taux d'implantation et le taux de verdissement sont mineures et doivent être relativisées dans le contexte bâti très dégagé du terrain institutionnel duquel il se détache;
- la dérogation sur l'alignement vise à maximiser les espaces d'agrément en cour arrière pour la clientèle de la résidence.

La DDTET propose toutefois d'imposer les conditions suivantes :

- Seul l'usage « résidence collective » de la catégorie d'usages E.5 (2) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279) est autorisé;
- Le nombre maximum de logements dans la résidence collective est de 24;
- Le nombre maximal d'étages est de trois (3);
- La hauteur maximale du bâtiment est de 10 mètres;
- Le taux d'implantation maximal est de 72 %;
- Le taux de verdissement minimal est de 20 %;
- Un plan d'aménagement des espaces extérieurs doit accompagner une demande de permis de construction relative à une construction autorisée en vertu du présent règlement. Un plan de protection des arbres publics doit être fournie. Les éléments végétaux compris dans le plan d'aménagement prévu au premier alinéa doivent être maintenus en bon état et remplacés au besoin.

- Préalablement à la délivrance d'un certificat d'autorisation de démolition et d'un permis de construction, les travaux visés par le présent règlement, incluant les travaux d'aménagement des espaces extérieurs, doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279). En plus des critères prévus au titre VIII de ce règlement, les critères d'évaluation suivants s'appliquent :

- Les travaux doivent privilégier l'utilisation d'espèces de végétaux indigènes et résistants aux conditions associées à l'entretien des trottoirs;
- Le projet doit prévoir une transition harmonieuse avec le voisinage résidentiel immédiat;
- Le traitement du mur latéral gauche doit faire l'objet d'un soin particulier, compte tenu de l'intérêt patrimonial de l'immeuble voisin au nord.

### **Comité consultatif d'urbanisme**

Lors de la séance tenue le 14 avril 2020, le comité consultatif d'urbanisme a prononcé un avis favorable à la demande d'article 89-4°. Voir procès-verbal en note additionnelle.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Sans objet.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'arrondissement (CA) - Demande au conseil d'agglomération d'adopter le règlement - 4 mai 2020

- Comité exécutif (CE) - Inscription à l'ordre du jour du conseil d'agglomération pour avis de motion - 3 juin 2020
- Conseil municipal (CM) - Orientation pour l'adoption du règlement - 15 juin 2020
- Conseil d'agglomération (CG) - Avis de motion et adoption du projet de règlement - 18 juin 2020
- Conseil d'agglomération (CG) - Adoption du règlement - 27 août 2020
- Parution d'un avis public et entrée en vigueur du règlement - Septembre 2020

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux

encadrements administratifs.

Ce projet n'est pas susceptible d'approbation référendaire. Aucune consultation publique n'est requise.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Mélessandre ASSELIN-BLAIN)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

David GRONDIN  
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-9985  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-14

Guylaine DÉZIEL  
Directrice du développement du territoire et  
des études techniques

**Tél :** 514-868-3882  
**Télécop. :**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection  |
| <b>Objet :</b>                            | Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec |

Extrait du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 14 avril 2020



Lot 6357698 Extrait PV CCU.pdf

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

David GRONDIN  
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-9985  
**Télécop. :**

**Comité consultatif d'urbanisme (CCU)**

Montréal, le 14 avril 2020, 8 h 30

Extrait du procès-verbal de l'assemblée du comité consultatif d'urbanisme tenue sur l'application Meet de Google.

- 5.2** Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le **lot 6 357 698** (Dossier 1202614003 – District du Vieux-Rosemont).

\*\*\* Ce projet se trouve au coin sud-est de l'intersection de la rue Dandurand et de l'avenue d'Orléans \*\*\*

Présentation : Monsieur David Grondin, conseiller en aménagement.

Sur proposition de madame Amélie Melaven, appuyée par madame Anik Fortin, le comité consultatif d'urbanisme recommande au conseil d'arrondissement d'**approuver** la demande précitée sous réserve des conditions suivantes:

1. Un plan d'aménagement paysager, y compris un plan de protection des arbres publics doit être fourni. Les éléments végétaux compris dans le plan d'aménagement prévu au premier alinéa doivent être maintenus en bon état et remplacés au besoin.
2. Le projet sera soumis à une révision architecturale par le CCU. En plus des critères prévus au titre VIII de ce règlement, les critères d'évaluation suivants s'appliquent :
  - Les travaux doivent privilégier l'utilisation d'espèces de végétaux indigènes et résistants aux conditions associées à l'entretien des trottoirs;
  - Le projet doit prévoir une transition harmonieuse avec le voisinage immédiat sur l'avenue d'Orléans;
  - Le traitement du mur latéral gauche doit faire l'objet d'un soin particulier, compte tenu de l'intérêt patrimonial de l'immeuble voisin donnant sur la rue Dandurand.

**Dossier # : 1202614003**

**Unité administrative responsable :**

Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme\_des permis et de l'inspection

**Objet :**

Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

Voir document ci-joint

---

**FICHIERS JOINTS**



[Règlement art 89-4 - GDD-1202614003 .docx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Mélessandre ASSELIN-BLAIN  
avocate  
**Tél : 514-872-6503**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-20

Jean-Philippe GUAY  
Chef de division  
**Tél : 514-872-6887**  
**Division : Droit public et législation**

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SUR LE LOT 6 357 698 DU CADASTRE DU QUÉBEC**

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

**CHAPITRE I**  
**TERRITOIRE D'APPLICATION**

1. Le présent règlement s'applique sur le lot 6 357 698 du cadastre du Québec, tel que délimité à l'annexe A du présent règlement.

**CHAPITRE II**  
**AUTORISATION**

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire identifié à l'article 1, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées conformément au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 40, 62, 121 et 413.3 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

**CHAPITRE III**  
**CONDITIONS**

3. Seul l'usage « résidence collective » de la catégorie d'usages E.5 (2) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279) est autorisé.

4. Le nombre maximum de logements dans la résidence collective est de 25.

5. Le nombre maximal d'étages est de 3.

6. La hauteur maximale du bâtiment est de 10 mètres.
7. Le taux d'implantation maximal est de 72 %.
8. Le taux de verdissement minimal est de 20 %.
9. Un plan d'aménagement des espaces extérieurs et un plan de protection des arbres publics doivent accompagner toute demande de permis de construction relative à une construction autorisée en vertu du présent règlement.

Les éléments végétaux compris dans le plan d'aménagement des espaces extérieurs doivent être maintenus en bon état.

## **CHAPITRE V**

### **PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE**

10. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction, les travaux visés par le présent règlement, incluant les travaux d'aménagement des espaces extérieurs, doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie (01-279).

11. En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie (01-279), les objectifs et critères d'évaluation suivants s'appliquent :

#### Objectifs

- 1° Assurer la pérennité des aménagements paysagers;
- 2° Favoriser une intégration harmonieuse du bâtiment avec le cadre bâti résidentiel existant tout en tenant compte de la valeur patrimoniale de l'ensemble institutionnel donnant sur la rue Dandurand.

#### Critères

- 1° Les travaux doivent privilégier l'utilisation d'espèces de végétaux indigènes et résistants aux conditions associées à l'entretien des trottoirs;
- 2° Le projet doit assurer une transition harmonieuse avec les immeubles adjacents sur l'avenue d'Orléans;
2. Le traitement du mur latéral gauche doit faire l'objet d'un soin particulier quant à sa qualité architecturale, compte tenu de l'intérêt patrimonial de l'immeuble voisin donnant sur la rue Dandurand.

## **CHAPITRE VI**

### **DÉLAIS DE RÉALISATION**



**12.** Les travaux de démolition et de construction visés par le présent règlement doivent être complétés dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, l'autorisation prévue au présent règlement devient nulle et sans effet.

**13.** Les travaux d'aménagement des espaces extérieurs doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

**CHAPITRE VII**  
**DISPOSITION PÉNALE**

**14.** Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 679 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279).

.....

**ANNEXE A - Plan du lot 6 357 698 du cadastre du Québec**

\_\_\_\_\_

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans \_\_\_\_\_  
le XXXXXX.

GDD : 1202614003





**Dossier # : 1208021005**

|  |  |
|--|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de la culture , Direction , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération  |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles   |
| <b>Projet :</b>  | MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)   |
| <b>Objet :</b>   | Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 \$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021. |

Il est recommandé :

- d'adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 \$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-25 09:39

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1208021005**

|  |  |
|--|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de la culture , Direction , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération  |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles   |
| <b>Projet :</b>  | MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)   |
| <b>Objet :</b>   | Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 \$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le 8 décembre 2016, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec signaient l'entente-cadre « Réflexe Montréal » portant sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal (Ville) pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole. À cette occasion, le gouvernement s'engageait à ce que le ministère de la Culture et des Communications (MCC) conclue avec la Ville une entente de développement culturel d'une durée de trois ans, renouvelable sur consentement des parties.

En 2017, la Ville a adopté sa nouvelle Politique de développement culturel *Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité*. En 2018, le gouvernement du Québec a adopté une nouvelle Politique québécoise de la culture *Partout, la culture*.

L'Entente 2018-2021 a été négociée à partir des points de convergence entre les politiques culturelles de la Ville et du gouvernement du Québec, notamment la volonté d'améliorer la qualité de vie des citoyens par la culture de proximité, de soutenir la créativité numérique et de mettre en valeur le patrimoine culturel.

La nouvelle programmation de l'Entente s'articule autour de quatre axes d'intervention, soit :

1. Le patrimoine (site patrimonial de Montréal et agglomération / sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay)
2. Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne
3. Le numérique
4. L'entrepreneuriat culturel (études seulement)

Les valeurs d'inclusion et d'équité envers les citoyens et les artistes représentent un fondement de l'Entente et se manifestent de manière transversale.

L'Entente 2018-2021 se déploie en fonction de l'année financière du gouvernement du Québec, soit du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2021.

La présente demande de règlement d'emprunt vise à assurer la disponibilité des crédits nécessaires (BF seulement) à la réalisation des projets de compétence d'agglomération convenus dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG19 0416 - 19 septembre 2019 - Approuver un projet d'avenant de modification no 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications, majorant le montant total de l'Entente de 153 140 000 \$ à 154 860 000 \$, soit une augmentation de 1 720 000 \$. Effectuer une correction de l'identification de la contribution de la Ville à l'axe 1 - Patrimoine

CG18 0625 - 22 novembre 2018 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 095 500 \$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2018 »

CG18 0430 - 23 août 2018 - Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 conclue entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG18 0134 - 22 février 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 \$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

CG17 0032 - 26 janvier 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 500 000 \$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2020 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2017.

CG16 0220 - 24 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 865 000 \$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016.

## **DESCRIPTION**

Le présent sommaire vise à faire adopter un règlement d'emprunt de 6 918 000 \$ afin de financer la réalisation des projets (BF seulement) de compétence d'agglomération convenus dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

Ce règlement d'emprunt permettra notamment de réaliser des projets afin de:

1. Mettre en valeur le site patrimonial de Montréal par la recherche et le développement des connaissances en patrimoine, la mise en valeur de biens patrimoniaux et archéologiques.
2. Mettre en valeur les sites patrimoniaux de l'agglomération de Montréal par la restauration et des interventions ponctuelles de biens et de sites classés sur l'île de Montréal.
3. Mettre en valeur et de protéger des biens patrimoniaux et les sites naturels patrimoniaux par l'amélioration de leur aménagement.
4. Mettre en valeur le tourisme culturel.

## **JUSTIFICATION**

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

L'Entente sur le développement culturel concerne les services suivants :

Axe 1 – Le patrimoine : Service de la mise en valeur du territoire et Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Axe 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne : Service de la culture

Axe 3 – Le numérique : Service de la culture

Axe 4 – L'entrepreneuriat culturel : Service de la culture

Le présent règlement d'emprunt vise à financer les dépenses (en BF seulement) des axes 1 et 2.

Il est à noter que selon l'Entente établie avec le MCC, la Ville avance les fonds pour la réalisation des projets et le MCC rembourse la Ville sur présentation de réclamations.

Le règlement d'emprunt servira au financement des dépenses liées à l'Entente sur le développement culturel de Montréal de 6 918 000 \$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 prévues au budget des différents services agissant comme partie prenante à l'Entente. La Ville affectera à la réduction de l'emprunt décrété les crédits budgétaires annuels ainsi que toute subvention ou participation financière pour le paiement d'une dépense visée par ce règlement.

La période de financement ne pourra excéder 5 ans.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme 4<sup>e</sup> pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.

Par ailleurs, plusieurs thèmes cités nommément dans la *Stratégie de développement durable de la Ville de Montréal* rejoignent plusieurs finalités des projets contenus dans l'Entente, notamment :

- la diversité et le dynamisme culturels
- la protection du patrimoine
- l'innovation et le savoir
- la promotion de l'économie locale
- la compétitivité : tourisme culturel
- le développement de l'art public

De plus, la Ville assume le leadership de l'*Agenda 21C* qui énonce que la « culture est une composante majeure et essentielle de la société ».

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'adoption du présent règlement d'emprunt permettra d'assurer la disponibilité des crédits nécessaires (BF seulement) à la réalisation des projets de compétence d'agglomération convenus dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ce règlement d'emprunt est nécessaire puisque plusieurs dépenses sont maintenues à court terme, malgré la COVID-19, car des alternatives de déploiement sont possibles pour certains projets.

Ce règlement sera aussi pertinent pour financer la réalisation des projets prévus, qui pourront être organisés et réalisés dans leur ensemble, lorsque les mesures prises par le Gouvernement seront levées.

Enfin, dans la situation de crise actuelle, certains montants de l'EDCM permettront de contribuer à la relance du milieu culturel.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Dans le cadre de cette demande de règlement d'emprunt, aucune opération de communication n'est prévue.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Avis de motion et présentation au Conseil d'agglomération : juin 2020

Adoption du règlement d'emprunt au Conseil d'agglomération : août 2020

Approbation du règlement d'emprunt par le MAMH - échéance visée : octobre 2020

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Geneviève TRÉPANIÉ  
Conseillère en planification par intérim

**Tél :** 514 868-5020  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-12

Ivan FILION  
Directeur du Service de la culture

**Tél :** 514 872-1608  
**Télécop. :** 514 872-5588

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Ivan FILION  
Directeur du Service de la culture  
**Tél :** 514.872.9229  
**Approuvé le :** 2020-05-22



|   |   | 2020-2021        |                   |                  |                   |                   | Règlements d'emprunt - VILLE |                  |
|---|---|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------------------|------------------|
|   |   | MCC              |                   | Ville            |                   | Total MCC + Ville |                              |                  |
|   |   | Transfert        | Dette             | BF               | PTI               | Transfert & BF    |                              |                  |
|   |   |                  |                   |                  |                   |                   | AGGLO                        | CORPO            |
| <b>AXE 1 - Le patrimoine</b>  |   |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| <b>1.1</b>  | <b>Site patrimonial déclaré de Montréal / Agglomération de Montréal</b>               |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| 1.1.1   | Subventions   | 287 433          | 837 677           | 1 125 110        | -                 | 2 250 220         | 2 250 220                    |                  |
| 1.1.2   | Projets   | -                | 3 190 456         | -                | 3 190 456         | -                 | -                            |                  |
| 1.1.3   | Archéologie   | 90 722           | -                 | 90 722           | -                 | 181 444           | 181 444                      |                  |
| 1.1.4   | Recherche et diffusion du patrimoine  | 36 845           | -                 | 36 845           | -                 | 73 691            | 73 691                       |                  |
|   | Sous-total  | 415 000          | 4 028 133         | 1 252 677        | 3 190 456         | 2 505 355         | 2 505 355                    |                  |
| <b>1.2</b>  | <b>Sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay</b>               |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| 1.2.1   | Projets   | -                | 2 438 533         | -                | 2 438 533         | -                 | -                            |                  |
| 1.2.2   | Recherche et diffusion du patrimoine  | -                | 33 333            | -                | 33 333            | -                 | -                            |                  |
|   | Sous-total  | -                | 2 471 867         | -                | 2 471 867         | -                 | -                            |                  |
| <b>Total AXE 1 - Le patrimoine</b>  |   | <b>415 000</b>   | <b>6 500 000</b>  | <b>1 252 677</b> | <b>5 662 323</b>  | <b>2 505 355</b>  | <b>-</b>                     |                  |
| <b>AXE 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne</b> |   |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| <b>2.1</b>  | <b>Aménagement responsable des quartiers culturels</b>                                |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| 2.1.1   | Rénovation, agrandissement, construction de bibliothèques                             | -                | 9 000 000         | -                | 9 000 000         | -                 | -                            |                  |
| 2.1.2   | Bibliothèque St-Sulpice (BSS)   | 1 600 000        | -                 | 1 600 000        | -                 | 3 200 000         | 3 200 000                    |                  |
| 2.1.3   | Équipements culturels et art public   | 175 000          | 1 350 000         | 175 000          | 1 350 000         | 350 000           | 350 000                      |                  |
| 2.1.4   | Montréal, ville UNESCO de design  | 75 000           | -                 | 75 000           | -                 | 150 000           | 150 000                      |                  |
| 2.1.5   | Tourisme culturel   | 70 000           | -                 | 70 000           | -                 | 140 000           | 140 000                      |                  |
|   | Sous-total  | 1 920 000        | 10 350 000        | 1 920 000        | 10 350 000        | 3 840 000         | 500 000                      |                  |
| <b>2.2</b>  | <b>Expérience culturelle citoyenne</b>  |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| 2.2.1   | Développement des collections des bibliothèques                                       | -                | 4 300 000         | 3 000 000        | -                 | 3 000 000         | -                            |                  |
| 2.2.2   | Programmes et projets (musée, médiation, loisirs, démocratisation et sensibilisation) | 1 165 000        | -                 | 1 165 000        | -                 | 2 330 000         | 2 330 000                    |                  |
|   | Sous-total  | 1 165 000        | 4 300 000         | 4 165 000        | -                 | 5 330 000         | 2 330 000                    |                  |
| <b>2.3</b>  | <b>Inclusion et diversité</b>   |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| 2.3.1   | Programmes et projets   | 55 000           | -                 | 55 000           | -                 | 110 000           | 110 000                      |                  |
| 2.3.2   | Mesure Inclusion  | 250 000          | -                 | 250 000          | -                 | 500 000           | 500 000                      |                  |
| 2.3.3   | Valorisation de la langue française   | -                | -                 | -                | -                 | -                 | -                            |                  |
| 2.3.4   | Mesure Aînés  | -                | -                 | -                | -                 | -                 | -                            |                  |
|   | Sous-total  | 305 000          | -                 | 305 000          | -                 | 610 000           | 610 000                      |                  |
| <b>Total AXE 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle</b>     |   | <b>3 390 000</b> | <b>14 650 000</b> | <b>6 390 000</b> | <b>10 350 000</b> | <b>9 780 000</b>  | <b>3 440 000</b>             |                  |
| <b>AXE 3 - Le numérique</b>   |   |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| <b>3.1.1</b>  | <b>Le numérique</b>   |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| 3.1.1   | Programmes et projets   | -                | 150 000           | -                | 350 000           | -                 | -                            |                  |
| 3.1.2   | Développement des collections des bibliothèques                                       | -                | 200 000           | -                | -                 | -                 | -                            |                  |
| 3.1.3   | Mesure Créativité numérique   | 200 000          | -                 | 200 000          | -                 | 400 000           | 400 000                      |                  |
| 3.1.4   | Plan culturel numérique du Québec   | -                | -                 | -                | -                 | -                 | -                            |                  |
| <b>Total AXE 3 - Le numérique</b>   |   | <b>200 000</b>   | <b>350 000</b>    | <b>200 000</b>   | <b>350 000</b>    | <b>400 000</b>    | <b>400 000</b>               |                  |
| <b>AXE 4 - L'entrepreneuriat culturel</b>                                   |   |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| <b>4.1</b>  | <b>L'entrepreneuriat culturel</b>   |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| 4.1.1   | Programmes et projets   | 45 000           | -                 | 45 000           | -                 | 90 000            | 90 000                       |                  |
| <b>Total AXE 4 - L'entrepreneuriat culturel</b>                             |   | <b>45 000</b>    | <b>-</b>          | <b>45 000</b>    | <b>-</b>          | <b>90 000</b>     | <b>90 000</b>                |                  |
| <b>TOTAL ENTENTE</b>  |   | <b>4 050 000</b> | <b>21 500 000</b> | <b>7 887 677</b> | <b>16 362 323</b> | <b>12 775 355</b> | <b>-</b>                     |                  |
| Entente 2018-2021 modifications et ajouts prévisionnels                     |   |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| Modification 1 de l'entente 2018-2021 GDD 1197666001 CG19 0416              |   |                  |                   |                  |                   |                   | 720 000                      |                  |
| 2.3.4 Aînés   |   |                  |                   |                  |                   |                   | 1 000 000                    |                  |
| 2.4 Autochtones   |   |                  |                   |                  |                   |                   | 800 000                      |                  |
| Modification 2 de l'entente 2018-2021 GDD à venir                           |   |                  |                   |                  |                   |                   | 1 071 898                    |                  |
| 2.3.3 Valorisation de la langue française                                   |   |                  |                   |                  |                   |                   | (1 071 898)                  |                  |
| Virement à venir au programme de subvention Patrimoine                      |   |                  |                   |                  |                   |                   | -                            |                  |
| <b>Report des années antérieures</b>  |   |                  |                   |                  |                   |                   |                              |                  |
| <b>Total règlement emprunt 2018-2021</b>                                    |   |                  |                   |                  |                   |                   | <b>6 917 253</b>             | <b>5 378 102</b> |

Le financement est en partie financé par le ministère de la Culture et des Communications et la Bibliothèque nationale du

**Dossier # : 1208021005**

**Unité administrative responsable :**

Service de la culture , Direction , -

**Objet :**

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 \$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[HP - 1208021005 - Entente développement culturel.doc](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hugo PEPIN  
Avocat  
**Tél : 514-589-7285**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-22

Hugo PEPIN  
Avocat  
**Tél : 514-589-7285**  
**Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières**

**VILLE DE MONTRÉAL  
RÈGLEMENT  
XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 918 000 \$ POUR LE FINANCEMENT DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021**

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 6 918 000 \$ est autorisé pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021, conclue entre la Ville et la ministre de la Culture et des Communications. Cette dépense est détaillée à l'annexe A.
2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.
3. Une partie de l'emprunt, non supérieure à 10 % du montant de la dépense prévue à l'article 1, est destinée à renflouer le fonds général de la Ville de tout ou partie des sommes engagées avant l'entrée en vigueur du présent règlement, relativement à l'objet de celui-ci.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Si le montant d'une appropriation dans ce règlement est plus élevé que la dépense faite en rapport avec cette appropriation, l'excédent peut-être utilisé pour payer une autre dépense décrétée par ce règlement et dont l'appropriation est insuffisante.

-----

**ANNEXE A**  
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

\_\_\_\_\_

GDD1208021005

## **ANNEXE A**

### **DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE**

#### **CHAPITRE 1**

RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021

#### **SECTION 1**

##### **DESCRIPTION DE LA DÉPENSE**

1. Il s'agit de mettre en valeur le site patrimonial de Montréal par la recherche et le développement des connaissances en patrimoine, la mise en valeur de biens patrimoniaux et archéologiques.
2. Il s'agit de mettre en valeur les sites patrimoniaux de l'agglomération de Montréal par la restauration et des interventions ponctuelles de biens et de sites classés sur l'île de Montréal.
3. Il s'agit de mettre en valeur et de protéger des biens patrimoniaux et les sites naturels patrimoniaux par l'amélioration de leur aménagement.
4. Il s'agit de mettre en valeur le tourisme culturel.

#### **SECTION II**

##### **ESTIMATION DU COÛT**

5. L'estimation du coût de la dépense détaillée aux articles 1 à 4 s'élève à la somme de 6 918 000 \$ pour l'Entente 2018-2021.

TOTAL : 6 918 000 \$

**Dossier # : 1208021005**

**Unité administrative responsable :**

Service de la culture , Direction , -

**Objet :**

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 \$ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GDD 1208021005.xls](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie MOTA  
Agente comptable analyste  
**Tél : 514 868-3837**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-22

Daniel D DESJARDINS  
Conseiller budgétaire  
**Tél : 514 872-5597**  
**Division : Service des finances**



**Dossier # : 1207383001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Alimentation en eau et assainissement des eaux  |
| <b>Projet :</b>  | Gestion de l'eau  |
| <b>Objet :</b>   | Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 \$, afin de financer la phase 2 de la mise à niveau de la station de pompage McTavish: les travaux de construction ainsi que les services professionnels en ingénierie et en architecture» |

Il est recommandé :

d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 \$ afin de financer la phase 2 de la mise à niveau de la station de pompage McTavish: les travaux de construction ainsi que les services professionnels en ingénierie et en architecture. ;

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 11:06

**Signataire :** Isabelle CADRIN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1207383001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Alimentation en eau et assainissement des eaux  |
| <b>Projet :</b>  | Gestion de l'eau  |
| <b>Objet :</b>   | Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 \$, afin de financer la phase 2 de la mise à niveau de la station de pompage McTavish: les travaux de construction ainsi que les services professionnels en ingénierie et en architecture» |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La station de pompage McTavish a été construite entre 1928-1930. Elle nécessite une mise à niveau complète des équipements de pompage, des conduites d'aspiration et de refoulement, des équipements électriques et de mécanique du bâtiment. Plusieurs de ces équipements ont atteint la fin de leur durée de vie utile et en cas de bris, les pièces de rechange ne sont plus en vente sur le marché. Il est aujourd'hui requis de mettre à niveau et de faire la réfection de cette station de pompage pour assurer la fiabilité de l'alimentation en eau potable de plus de 1 250 000 citoyens.

Le projet de mise à niveau et de réfection de la station de pompage McTavish consiste à remplacer tous les équipements de mécanique de procédé en fin de vie utile liés à la distribution de l'eau, ainsi que les équipements connexes. Il requiert principalement des services d'ingénierie dans les disciplines: civile, structure, électrique, mécanique, automatisation et contrôle, ainsi que des services d'architecture.

Le projet de mise à niveau de la station de pompage McTavish se divise en deux phases. La phase 1 : les travaux prérequis et la phase 2 les travaux principaux. À ce jour, les études pour les deux phases sont terminées, les plans et devis pour la phase 1 sont terminés et l'octroi de la phase 1 a été accordé début 2020.

Pour la suite, de nouveaux crédits sont requis pour commencer les plans et devis de la phase 2, puis sa réalisation.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**



CG18 0621 – 22 novembre 2018 – Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 \$ afin de financer les travaux préalables requis pour la mise à niveau et la réfection de la station de pompage et du réservoir McTavish.

CG16 0586 – 27 octobre 2016 – Adopter le règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 \$ afin de financer les services professionnels d'ingénierie détaillée, de plans et devis et de surveillance et les travaux préalables requis pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish.

## **DESCRIPTION**

Le présent règlement d'emprunt vise deux objectifs, soit:

- 1) obtenir des crédits pour les services professionnels requis pour l'élaboration des plans et devis et la surveillance des travaux de la phase 2;
- 2) obtenir des crédits requis à l'octroi du contrat de construction de la phase 2.

Les crédits requis pour ce règlement d'emprunt sont de 250 800 000 \$. Les principales attributions seront :

- 1) les services professionnels en architecture et en ingénierie :

- l'ingénierie détaillée pour la confection des plans et devis pour la phase 2;
- la surveillance des travaux de la phase 2;
- la préparation des plans finaux;
- tous autres mandats complémentaires et additionnels requis pour exécuter une mise à niveau complète et rigoureuse de la station McTavish.

- 2) les travaux de la phase 2, exécutée en deux temps : l'aile Est en premier et l'aile Ouest par la suite, comprennent sans s'y limiter:

- Arrêter les pompes de l'aile concernée;
- Démanteler des équipements existants;
- Réhabilitation sismique du bâtiment;
- Modification et ajout en structure;
- Construction de la nouvelle conduite d'alimentation des pompes (nourrice);
- Construction d'une alimentation électrique temporaire;
- Aménager deux nouvelles lignes d'alimentation 25 kV;
- Remplacement des salles électriques de puissance;
- Installer les nouvelles pompes dans leur nouvelle configuration;
- Remplacer et installer les équipements de procédé, de ventilation et d'éclairage;
- Mise à niveau du system CVAC;
- Remplacer et réaménager toutes les conduites de distribution;
- Gestion de la mobilité;
- Réaménagement – Réfection de l'avenue du Docteur-Penfield;
- Tout autres travaux requis pour exécuter une mise à niveau complète et rigoureuse de la station McTavish.

## **JUSTIFICATION**

La Direction de l'eau potable doit réaliser ce projet afin d'assurer la fiabilité de ses équipements de distribution d'eau. La désuétude ainsi que la difficulté à trouver des pièces de rechange augmentent les risques de défaillance.

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer les services professionnels nécessaires pour la préparation et la réalisation de la phase 2 ainsi

que l'octroi du contrat de travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish.

Un dossier d'approbation de projet a été présenté au Comité corporatif de gestion des projets d'envergures (CCGPE) le 15 novembre 2019, au Comité de coordination des projets d'envergures (CCPE) le 14 décembre 2019 et au Comité exécutif (CE) le 22 janvier 2020. Le CE mandate la direction de l'eau potable de débiter la phase d'exécution du projet de la phase 2 de la mise à niveau de la station de pompage McTavish, en autorisant de procéder à l'étape des plans et devis (conception). Une demande subséquente d'autorisation doit être présentée avant le lancement de l'appel d'offres de travaux.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au Programme du Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon les règles prescrites par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en vertu de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ chapitre E-20.001). Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FIMEAU ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subvention, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doivent pas excéder 20 ans.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La réfection des réservoirs ainsi que la rénovation et la construction de conduites visent à assurer la distribution fiable d'une eau potable de qualité en quantité suffisante pour le mieux-être des citoyens de l'agglomération de Montréal et en maintenir la pérennité.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible de préparer les plans et devis, la surveillance et la gestion du projet requis pour effectuer les travaux de la phase 2 nécessaires à la fiabilité des équipements de la station de pompage McTavish.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Aucun impact lié à la COVID-19

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas de stratégie de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.  
Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Avis de motion: Juin 2020  
Adoption : Août 2020  
Approbation par le ministre des Affaires Municipales et Occupation du Territoire

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Christophe DAME  
Chef de section bureau projets 2

**Tél :** 514 872 4638  
**Télécop. :** 514 872 2898

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-18

Christian MARCOUX  
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

**Tél :** 514 872-3483  
**Télécop. :** 514 872 2898

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Alain LARRIVÉE  
Direction de l'eau potable  
**Tél :** 514 872-5090  
**Approuvé le :** 2020-05-22

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Chantal MORISSETTE  
Directrice du service de l'eau  
**Tél :** 514 280-4260  
**Approuvé le :** 2020-05-22

**Dossier # : 1207383001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2   |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 \$, afin de financer la phase 2 de la mise à niveau de la station de pompage McTavish: les travaux de construction ainsi que les services professionnels en ingénierie et en architecture» |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[AML - 1207383001 - Station de pompage McTavish.doc](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-589-7594**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-21

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-589-7594**  
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 250 800 000 \$ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE MISE À NIVEAU ET DE RÉFECTION DE LA STATION DE POMPAGE McTAVISH**

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par les règles prescrites en vertu du premier alinéa de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
2. Un emprunt de 250 800 000 \$ est autorisé afin de financer les travaux de mise à niveau et de réfection de la station de pompage McTavish.
3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU), durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

- 1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;
- 2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1<sup>er</sup> alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90<sup>e</sup> jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

---

GDD 1207383001

**Dossier # : 1207383001**

**Unité administrative responsable :**

Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2

**Objet :**

Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 \$, afin de financer la phase 2 de la mise à niveau de la station de pompage McTavish: les travaux de construction ainsi que les services professionnels en ingénierie et en architecture»

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[Règlement emprunt GDD1207383001.xls](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Wail DIDI  
Préposé au budget

**Tél :** (514) 280-0066

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-22

Louise B LAMARCHE  
Professionnelle domaine d'expertise -Chef d'équipe

**Tél :** 514-280-6736

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier





**Dossier # : 1207953001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service du développement économique , Direction<br>Entrepreneuriat  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Aide destinée spécifiquement à une entreprise   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | COVID-19 - Adopter le «Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » / Réserver une somme de 500 000\$ pour sa mise en oeuvre |

Il est recommandé:

- d'adopter le "Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19"

- de réserver une somme de 500 000 \$ pour sa mise en oeuvre.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2020-06-07 16:09

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1207953001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Aide destinée spécifiquement à une entreprise   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | COVID-19 - Adopter le «Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » / Réserver une somme de 500 000\$ pour sa mise en oeuvre |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19 mettent l'ensemble de l'écosystème créatif et culturel dans une grande incertitude et a provoqué la fermeture temporaire des établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant. Alors que leur ouverture est toujours incertaine et que des mesures sanitaires et de distanciation sociale seront imposées à ces établissements une fois que leur ouverture sera annoncée (phase ultérieure), faisant en sorte que la capacité d'accueil de ces salles et cinémas sera réduit de plus de la moitié, il y a lieu de mettre en place des mesures permettant de soutenir financièrement les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant

Le présent dossier décisionnel a ainsi pour objet de soumettre un projet de règlement afin de soutenir établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant, dans le contexte de la Covid-19.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG18 0565 (25 octobre 2018) : Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019)  
CE18 0914 - 23 mai 2018 - Approuver le Plan d'action en entrepreneuriat, un des huit plans d'action de la stratégie de développement économique « Accélérer Montréal »

CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.

CE18 0491 (28 mars 2018) : Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M\$ entre le MESI et la Ville

CG 06-0075 (2 février 2006) : Adopter le règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise ».

## **DESCRIPTION**

Le projet de règlement vise l'encadrement du versement de subventions pour offrir une aide établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant au moyen du soutien aux charges fixes admissibles dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 pour une période de trois mois.

Les charges fixes admissibles sont les loyers commerciaux, les assurances, les taxes municipales ainsi que la consommation énergétique.

Il vise les établissements de salle de spectacle privée, non subventionnée, exerçant une activité de diffusion d'une programmation professionnelle en arts de la scène, c'est-à-dire au sens du règlement: une programmation culturelle annuelle prévoyant une offre hebdomadaire de spectacles de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou d'arts du cirque ou de variétés, par des artistes ou organisations professionnels ou de la relève, reconnus par leurs pairs et conformément aux règlements de zonage et certificat d'occupation applicables. Il exclut notamment les salles de spectacles de 3000 sièges et plus ainsi que les salles de spectacles déjà subventionnées par les autres paliers gouvernementaux ou déjà subventionnées par la Ville.

Il vise également les établissements de cinéma indépendant dans lequel est exercée une activité de diffusion cinématographique indépendante qui privilégie les contenus québécois et d'auteurs. Les cinémas requérants doivent donc opérer en dehors des chaînes, des franchises et des grandes bannières.

Le présent règlement a deux volets, avec des enveloppes spécifiques :

Volet 1: établissements de salle de spectacle (enveloppe de 440 000 \$);

Volet 2: établissements de cinéma indépendant (enveloppe de 60 000 \$);

La subvention prévue par le projet de règlement permettra de soutenir à hauteur de 60% les charges fixes des établissements ci haut mentionnées pour un montant maximal de 20 000 \$ par établissement de salle de spectacles et un montant maximal de 15 000 \$ par établissement de cinéma indépendant.

La subvention accordée sera déboursée en deux versements:

- Un premier versement, équivalent à 80 % du montant maximal de subvention, sera versé au requérant sur confirmation de son admissibilité;
- Un deuxième versement, équivalent à 20% du montant total sur réception de la demande de paiement final au plus tard 60 jours après la fin de la période couverte;

Les demandes de subvention pourront être reçues dès l'entrée en vigueur du règlement pendant une période de deux semaines. Le programme se terminera lorsque les fonds auront été épuisés.

Le présent règlement prévoit, que si les sommes réservées pour l'un ou l'autre des volets ne sont pas épuisées, le directeur peut transférer le reliquat des sommes dans l'autre volet et déclarer admissible toute demande de subvention conforme.

Aussi, le projet de règlement prévoit également que le comité exécutif peut augmenter le montant total de l'aide financière prévu au programme, si cette somme provient d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente ou d'un programme du

gouvernement, et qu'il peut également modifier les dispositions qui permettraient de présenter de nouvelles demandes de subvention.

## **JUSTIFICATION**

Dans une optique de sortie de la crise de la COVID-19, les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant auront besoin d'être soutenues en ayant accès à des liquidités qui leur permettront d'éviter de s'endetter à court terme et de relancer et poursuivre leurs activités dans un contexte de déconfinement progressif.

Ce programme permettra de soutenir financièrement pour une période de trois mois une partie des charges fixes des établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant.

L'adoption de ce règlement est nécessaire afin que la Ville puisse verser les subventions aux établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant en question.

L'adoption de ce règlement répond également à la stratégie de développement économique "Accélérer Montréal" qui identifie les industries créatives et culturelles comme l'un des cinq secteurs potentiels et prioritaires pour appuyer les orientations stratégiques du Service du Développement économique.

Le présent projet répond aussi aux priorités identifiées dans la Politique de développement culturel 2017-2022.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les crédits nécessaires à la mise sur pied du règlement sont de 500 000 \$. La somme est prévue au budget 2020 du Service du développement économique - bouquet de mesures COVID-19 (entente 150 M\$)

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

L'aide aux établissements de salle de spectacle et cinéma indépendant contribue à décentraliser l'offre culturelle et créer des quartiers plus inclusifs

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Assurer la survie des établissements de salle de spectacle et cinéma indépendant montréalais;

Amélioration de la qualité de vie et décentralisation de l'offre culturelle offerte aux Montréalaises et Montréalais;

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Le Règlement permettra de réduire le risque de fermeture des établissements de salle de spectacle et cinéma indépendant dans le contexte de la COVID-19. Ces établissements de salle de spectacle et cinéma indépendant sont nécessaires à la qualité de vie des citoyens et au dynamisme économique de nos artères commerciales;

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

À cette étape, aucune opération de communication ne sera élaborée;

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Séance du comité exécutif : 10 juin 2020  
Avis de motion: 18 juin 2020  
Adoption

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine C LAREAU  
Commissaire au développement économique

**Tél :** 514 868 7673  
**Télécop. :** 514 872 6414

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-31

Véronique DOUCET  
Directrice

**Tél :** 514 872-3116  
**Télécop. :**

**Dossier # : 1207953001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat   |
| <b>Objet :</b>                            | COVID-19 - Adopter le «Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » / Réserver une somme de 500 000\$ pour sa mise en oeuvre |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[AML et RG - 1207953001 Règl subv salle de spectacles 20200605.doc](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-589-7594**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-06-05

Annie GERBEAU  
Avocate, chef de division  
**Tél : 514-589-7449**  
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**RCG XX-XXX**

**RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION RELATIVE À L'AIDE D'URGENCE POUR  
LES ÉTABLISSEMENTS DE SALLE DE SPECTACLE ET DE CINÉMA  
INDÉPENDANT DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19**

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 \$ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

Vu le Décret 177-2020 du 13 mars 2020 concernant une déclaration d'urgence sanitaire conformément à l'article 118 de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) (2020) 152 G.O. II, 1101A, le Décret 222-2020 du 20 mars 2020 concernant le renouvellement de l'état d'urgence sanitaire conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique et certaines mesures pour protéger la santé de la population (2020) 152 G.O. II, 1139A et le Décret 223-2020 du 24 mars 2020 concernant l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 (2020) 152 G.O. II, 1140A ainsi que leurs renouvellements;

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

**SECTION I**  
**DÉFINITIONS**

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« charges fixes » : le loyer immobilier commercial, les assurances de dommages, les taxes foncières et les frais de consommation d'énergie relatifs à un établissement, calculées avant les taxes, intérêts, pénalités ou tous autres frais applicables;

« charges fixes de référence » : le montant des charges fixes pour les mois d'avril, mai et juin 2020;

« charges fixes réelles » : le montant des charges fixes réellement payées par le requérant pour les mois de juillet, août et septembre 2020;

« directeur » : le directeur du Service du Développement économique ou son représentant autorisé;

« établissement » : un établissement de salle de spectacle ou un établissement de cinéma indépendant;

« établissement de salle de spectacle » : un bâtiment ou une partie de bâtiment dans lequel est exercée une activité de diffusion d'une programmation professionnelle en arts de la scène de façon à ce que l'exercice de cette activité en constitue l'utilisation principale, conformément aux règlements de zonage applicables;

« établissement de cinéma indépendant » : un bâtiment ou une partie de bâtiment dans lequel est exercée une activité de projection ou de présentation de films majoritairement québécois ou d'auteur de façon à ce que l'exercice de cette activité en constitue l'utilisation principale, conformément aux règlements de zonage applicables;

« exploitant » : une personne morale qui exploite un établissement;

« exploitant de salle de spectacle » : une personne morale qui exploite un établissement de salle de spectacle et qui n'est pas reconnue comme un diffuseur par les instances publiques ou qui ne reçoit pas de subvention au fonctionnement ou à la programmation;

« exploitant de cinéma indépendant » : une personne morale qui exploite une entreprise québécoise indépendante et financièrement autonome, qui ne fait pas partie d'une chaîne ou ne fait pas affaires sous une bannière et qui opère un établissement de cinéma indépendant;

« film d'auteur » : film qui n'est généralement pas produit par les principales sociétés de production cinématographique et dans lequel le réalisateur, qui est habituellement le principal auteur de son film, présente à travers son art un univers qui lui est propre;

« film québécois » : film produit par une société de production cinématographique québécoise;

« programmation professionnelle en arts de la scène » : programmation culturelle annuelle prévoyant une offre hebdomadaire de spectacles de théâtre, de danse, de musique, de



chanson ou d'arts du cirque ou de variétés, par des artistes ou organisations professionnels ou de la relève, reconnus par leurs pairs;

« propriétaire » : le propriétaire au sens que lui donne l'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), durant les mois de juillet, août et septembre, de l'immeuble ou de la partie d'immeuble où se trouve l'établissement ;

« requérant » : l'exploitant dont la demande de subvention a été déclarée admissible.

## **SECTION II**

### **APPLICATION**

2. Dans le contexte de la Pandémie de la Covid-19 et de la mise en œuvre du Plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 \$ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal, le présent règlement met en place un programme de subventions visant à offrir, aux établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant, une aide d'urgence en soutenant une partie de leurs charges fixes pour une période de trois mois.

## **SECTION III**

### **PRINCIPES GÉNÉRAUX**

3. Il est octroyé à un exploitant, en considération des charges fixes réelles de son établissement pour les mois de juillet, août et septembre 2020, une subvention en argent.

Dans le cas où un exploitant exploite plusieurs établissements se trouvant dans une même unité d'évaluation, il est octroyé une seule subvention en argent en considération des charges fixes réelles pour l'ensemble des établissements situés dans cette unité d'évaluation.

4. Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 500 000 \$ pour l'exercice financier 2020.

Le présent programme est divisé en deux volets :

- 1° le volet 1 qui vise les établissements de salle de spectacle. Les sommes réservées à ce volet sont de : 440 000 \$;
- 2° le volet 2 qui vise les établissements de cinéma indépendant. Les sommes réservées à ce volet sont de : 60 000 \$.

## **SECTION IV**

### **EXCLUSIONS**

5. Le présent règlement ne s'applique pas :

1° à un établissement se trouvant dans une unité d'évaluation inscrite au nom de l'une ou l'autre des personnes suivantes ou se trouvant dans un immeuble dont le propriétaire ou dont l'exploitant est l'une ou l'autre des personnes suivantes :

- a) la Couronne du chef du Canada, l'un de ses mandataires ou une société d'État;
- b) l'État, l'un de ses mandataires ou une société d'État;
- c) la Ville de Montréal;
- d) une commission scolaire, un collège d'enseignement général et professionnel, un établissement universitaire au sens de la Loi sur les investissements universitaires (RLRQ, chapitre I-17) ou le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec;
- e) une personne morale sans but lucratif titulaire d'un permis de tenir un établissement d'enseignement privé délivré en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (RLRQ, chapitre E-9.1);
- f) un établissement agréé aux fins de subvention en vertu de la Loi sur l'enseignement privé ou un établissement dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale au sens de la Loi sur le ministère des Relations internationales (RLRQ, chapitre M-25.1.1);
- g) une institution religieuse dont l'établissement de salle de spectacle est exploité par une personne visée au sous-paragraphe d) ou e);

2° à un établissement de cinéma indépendant dans lequel sont principalement projetés ou présentés des films érotiques y compris des « peep-show »;

3° à un établissement dont l'exploitant a cessé ses activités commerciales de façon permanente, qui est sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), chapitre C-35) ou en faillite au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), chapitre B-3);

4° à un établissement qui comporte 3 000 sièges et plus.

**6.** Aucune subvention n'est octroyée à un exploitant pour la partie des charges fixes réelles bénéficiant d'une subvention gouvernementale ou municipale.

## **SECTION V**

### **DEMANDE DE SUBVENTION ET CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ**

**7.** L'exploitant peut obtenir une subvention relative aux charges fixes réelles en présentant une demande à cet effet en remplissant le formulaire fourni par la Ville.

La demande doit être présentée par courriel au directeur durant la période débutant à 9 h le [entrer ici la date du jour de calendrier qui correspond au jour de l'entrée en vigueur du présent règlement] et se terminant à 17 h le [entrer ici la date qui correspond au 14<sup>e</sup> jour de calendrier suivant le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement] à l'adresse électronique indiquée sur le formulaire.

Cette demande doit être accompagnée des documents suivants :

1° si l'exploitant est le propriétaire de l'immeuble où se situe l'établissement:

- a) une copie du compte de taxes foncières 2020;
- b) un plan indiquant la superficie totale de l'immeuble et de chacun de ses locaux;
- c) un certificat d'occupation pour l'établissement délivré par l'arrondissement de la Ville de Montréal ou la municipalité reconstituée sur le territoire duquel il est situé ou d'une lettre de l'arrondissement ou de la municipalité reconstituée autorisant la présence de cet établissement sur son territoire lorsqu'un certificat d'occupation n'est pas requis;
- d) une copie de ses statuts constitutifs;
- e) un document établissant, le cas échéant, le mandat de toute personne agissant en son nom;
- f) dans le cas d'un établissement de salle de spectacle :
  - i) une copie de la programmation professionnelle en arts de la scène de l'année en cours ainsi que de l'année précédant le dépôt de la demande de subvention, tenue dans l'établissement de salle de spectacle visé par la demande;
  - ii) un document indiquant le nombre de sièges de l'établissement;
- g) dans le cas d'un établissement de cinéma indépendant, une copie de la programmation de films de l'année en cours et de l'année précédant le dépôt de la demande de subvention, tenue dans l'établissement de cinéma indépendant visé par la demande;
- h) une copie du contrat d'assurances de dommages en vigueur relatif à l'établissement;
- i) une copie des factures de consommation d'énergie de l'établissement des mois de mars, avril et mai 2020;

2° si l'exploitant est le locataire de l'immeuble où se situe l'établissement:

- a) un bail indiquant qu'il est le locataire de l'immeuble dans lequel est situé l'établissement visé par la demande;
- b) une déclaration assermentée du propriétaire de l'immeuble dans lequel est situé l'établissement visé par la demande attestant de son inscription ou non au programme d'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) ou à tout autre programme d'aide gouvernemental pour les loyers commerciaux pour le mois de juillet 2020 et tout autre mois subséquent;
- c) les documents décrits aux sous-paragraphes c) à h) du paragraphe 1°.

**8.** Dans les 15 jours ouvrables suivant la date limite pour présenter la demande prévue au premier alinéa de l'article 7, le directeur déclare admissible au volet 1 ou au volet 2 du programme, toute demande de subvention conforme à l'article 7, en fonction de la date et de l'heure de réception de la demande, et ce, jusqu'à épuisement, à la suite de la détermination du montant maximal estimé de la subvention calculé sur la base des charges fixes de référence, des sommes réservées pour chacun des volets en vertu de l'article 4.

Lorsqu'il est constaté, après application des dispositions du premier alinéa, que les sommes réservées pour l'un ou l'autre des volets en vertu de l'article 4 ne sont pas épuisées, le directeur peut transférer le reliquat des sommes dans l'autre volet et déclarer admissible toute demande de subvention conforme à l'article 7 reçue après la dernière demande déjà déclarée admissible à ce volet, en fonction des critères prévus au premier alinéa et ce, jusqu'à épuisement des sommes transférées.

Le directeur avise l'exploitant de l'admissibilité de sa demande par écrit, en indiquant le montant maximal estimé de la subvention, calculé selon les dispositions prévues à l'article 9, en substituant les charges fixes réelles par les charges fixes de référence.

## **SECTION VI**

### **CALCUL DE LA SUBVENTION**

**9.** Le montant maximal de subvention qui peut être versé au requérant en regard d'une demande de subvention est égal à :

- 1° 60 % des charges fixes réelles approuvées par le directeur pour les mois de juillet, août et septembre 2020, jusqu'à concurrence d'un maximum de 20 000,00 \$, lorsque le requérant est un exploitant de salle de spectacle.
- 2° 60 % des charges fixes réelles approuvées par le directeur pour les mois de juillet, août et septembre 2020, jusqu'à concurrence de 15 000,00 \$, lorsque le requérant est un exploitant de cinéma indépendant.

Dans le cas où le requérant est le propriétaire de l'immeuble où est situé l'établissement, les charges fixes sont les suivantes :

- 1° le montant des taxes foncières ou des compensations attribuables à la partie de l'immeuble occupée par l'établissement. Ce montant se calcule en multipliant le montant total des taxes foncières ou des compensations par le quotient obtenu en divisant la superficie de la partie de l'immeuble occupée par l'établissement par la superficie totale de l'immeuble;
- 2° les assurances de dommages;
- 3° les frais de consommation d'énergie relatifs à l'établissement.

Dans le cas où le requérant est le locataire de l'immeuble où est situé l'établissement, les charges fixes sont les suivantes :

- 1° le loyer immobilier commercial ou, dans le cas où le propriétaire de l'immeuble où se trouve l'établissement est inscrit au programme d'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) ou à tout autre programme d'aide gouvernemental pour les loyers commerciaux, la partie du loyer immobilier commercial qui n'est pas financée par le programme d'aide gouvernementale aux loyers commerciaux;
- 2° les assurances de dommages;
- 3° les frais de consommation d'énergie relatifs à l'établissement.

## **SECTION VII**

### **PREMIER VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

**10.** À la suite de l'avis prévu à l'article 8, un premier versement équivalent à 80 % du montant maximal estimé de la subvention est versé au requérant.

Ce versement est calculé selon les dispositions prévues à l'article 9, en substituant les charges fixes réelles par les charges fixes de référence.

## **SECTION VII**

### **VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION**

**11.** Afin d'obtenir le solde de la subvention, le requérant doit présenter une demande au plus tard 1<sup>er</sup> décembre 2020.

Cette demande doit être accompagnée des documents suivants :

- 1° si le requérant est le propriétaire de l'immeuble où se situe l'établissement, une preuve de l'acquittement des charges fixes réelles suivantes pour les mois de juillet, août et septembre 2020, autrement que par paiement comptant, notamment une copie de chèque encaissé ou un relevé de compte bancaire, à l'exclusion d'un reçu, ou d'une quittance :

- a) les taxes foncières;
- b) les assurances de dommages;
- c) les frais de consommation d'énergie.

2° si le requérant est le locataire de l'immeuble où se situe l'établissement, une preuve de l'acquittement des charges fixes réelles suivantes pour les mois de juillet, août et septembre 2020, autrement que par paiement comptant, notamment une copie de chèque encaissé ou un relevé de compte bancaire, à l'exclusion d'un reçu, ou d'une quittance :

- a) le loyer immobilier commercial ou, dans le cas où le propriétaire de l'immeuble où se situe l'établissement est inscrit au programme d'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) ou à tout autre programme d'aide gouvernemental pour les loyers commerciaux, la partie du loyer immobilier commercial qui n'est pas financée par le programme d'aide gouvernementale aux loyers commerciaux;
- b) les assurances de dommages;
- c) les frais de consommation d'énergie.

**12.** Lorsque le requérant s'est conformé à l'article 11, le directeur, après avoir constaté que les charges fixes réelles ont été payées, établit le montant final maximal de la subvention calculé sur la base des charges fixes réelles, approuve le versement du solde de la subvention prévu à l'article 9 et en informe le requérant au moyen d'un avis écrit.

Le montant déterminé en vertu du premier alinéa ne peut être supérieur au montant maximal estimé de la subvention tel que calculé en vertu de l'article 8.

**13.** Lorsque le montant final maximal de la subvention calculé sur la base des charges fixes réelles établi en vertu de l'article 9 est inférieur au montant du premier versement de la subvention versé en vertu de l'article 10, le requérant doit rembourser à la Ville la différence entre ces deux montants.

**14.** Lorsqu'à l'expiration du délai prévu à l'article 11, la demande de paiement n'est pas présentée au directeur et les documents requis à cet article ne sont pas fournis, la demande de subvention est alors annulée. Le requérant doit rembourser à la Ville tout montant reçu en vertu de l'article 10 et le solde de la subvention prévu à l'article 12 n'est pas versé au requérant.

**15.** Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraîne l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement doit être remboursée à la Ville, avec intérêts et frais par le bénéficiaire.

**SECTION VIII**  
**ORDONNANCES**

**16.** Le comité exécutif peut, par ordonnance :

- 1° modifier le présent règlement afin d'augmenter le montant total de l'aide financière prévu à l'article 4, lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement ou d'un programme du gouvernement;
- 2° modifier les définitions de « charges fixes réelles » et « charges fixes de référence » prévues à l'article 1 ainsi que les articles 2, 3, 7, 9 et 11 du présent règlement afin de permettre aux exploitants de présenter de nouvelles demandes de subvention à la suite de l'augmentation du montant total en vertu du paragraphe 1° du présent article.

**SECTION X**  
**FIN DU PROGRAMME**

**17.** Le programme de subvention mis en application par le présent règlement prend fin à la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés.

---

GDD 1207953001

**Dossier # : 1207953001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service du développement économique , Direction<br>Entrepreneuriat  |
| <b>Objet :</b>                            | COVID-19 - Adopter le «Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » / Réserver une somme de 500 000\$ pour sa mise en oeuvre |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[1207953001 - COVID-19.xls](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Mohamed OUALI  
Préposé au budget  
**Tél : (514) 872-4254**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-06-03

Sabiha FRANCIS  
Conseillère budgétaire  
**Tél : 514 872-9366**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**





**Dossier # : 1206407009**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Schéma de sécurité civile et de couverture de risque   |
| <b>Projet :</b>                           | -  |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 31 août 2020 |

Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014)

**Signé par** Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-06-08 13:13

**Signataire :**

Serge LAMONTAGNE

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1206407009**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Schéma de sécurité civile et de couverture de risque   |
| <b>Projet :</b>                           | -  |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 31 août 2020 |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'Organisation mondiale de la santé a déclaré une pandémie de la Covid-19 le 11 mars 2020. Le 13 mars 2020, le gouvernement a adopté le Décret 177-2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois, lequel a été renouvelé le 20 mars 2020 (Décret 222-2020 renouvelant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois) pour une période de 10 jours, soit jusqu'au 29 mars 2020. La déclaration de l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois a été renouvelée périodiquement jusqu'à aujourd'hui.

La mairesse de Montréal, municipalité centrale de l'agglomération de Montréal, a déclaré l'état d'urgence local en vertu de l'article 43 de la Loi sur la sécurité civile le 27 mars 2020 et le conseil d'agglomération a renouvelé l'état d'urgence pour une période de 5 jours le 29 mars 2020. Le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) a d'ailleurs été adopté le 3 avril 2020, ce qui permet au comité exécutif de prolonger l'état d'urgence pour des périodes maximales de 5 jours. Ce Règlement déléguait initialement ce pouvoir jusqu'au 1er juin 2020, mais le conseil d'agglomération a adopté, le 28 mai 2020, une modification à ce Règlement (RCG 20-014-1) afin de prolonger la délégation jusqu'au 2 juillet 2020. Jusqu'à présent, le comité exécutif a renouvelé l'état d'urgence le 3 avril (CE20 0452), le 8 avril (CE20 0490), le 13 avril 2020 (CE20 0499), le 16 avril 2020 (CE20 0562), le 21 avril 2020 (CE20 0568), le 26 avril (CE20 0573), le 1er mai (CE20 0601), le 6 mai 2020 (CE20 0614), le 11 mai (CE20 0625), le 16 mai 2020 (CE20 0684) et le 21 mai (CE20 0760), le 25 mai (CE20 0768), le 30 mai (CE20 0771) et le 4 juin 2020 (CE20 0839).

L'île de Montréal est la région du Québec la plus touchée par la Covid-19. On y compte plus de 26 122 cas de personnes infectées à la Covid-19 et 3 062 décès ce qui représente plus de 50% des cas et décès liés à la Covid-19 dans la province. Les chiffres démontrent clairement que le défi de la métropole est unique au sein de la province, soit un qui est en partie explicable par un territoire densément peuplé et une concentration de personnes

vulnérables.

Montréal compte une forte concentration de personnes en situation d'itinérance (PSI). En temps normal, cette population peut profiter d'hébergement temporaire au sein de refuges ainsi que de services alimentaires, hygiéniques et de repos par l'entremise de centres de jour, une grande proportion de tous ces services étant soutenu par des personnes bénévoles. De plus, la circulation régulière et quotidienne de la population montréalaise offre une source de revenus en argent et en bien à la population itinérante. La COVID-19 a non seulement grandement réduit cette source de revenus, mais a aussi créé un départ important de bénévoles et, par subséquent, une perte presque entière des services de jour et d'environ 50% des services de nuit. Le déconfinement graduel et récent ainsi que l'arrivée de la saison estivale soulagent cette situation en partie, mais de façon très lente. En effet, plusieurs des multiples services d'urgence offerts aux PSI depuis le début de la crise doivent toujours être maintenus, notamment 600 lits pour l'hébergement d'urgence et 6 sites de distribution alimentaire, afin de combler le besoin créé par l'arrêt des services habituellement offerts à la population itinérante.

S'ajoutent à ce défi la densité du territoire bâti et de la population ainsi et l'importance d'activités économiques. Afin d'assurer la protection de la population et l'atténuation de la transmission communautaire présente sur le territoire, l'agglomération doit poursuivre ses efforts et ses interventions humaines, matérielles et logistiques dans les espaces publics, dans le transport collectif et sur les lieux de travail. L'agglomération doit également accompagner les commerçants et les entreprises dans la reprise de leurs activités. La situation commande donc un maintien du statut d'état d'urgence local au-delà du délai initialement prescrit.

Ainsi, dans le contexte actuel explicité ci-dessus et compte tenu du déconfinement graduel envisagé au cours des prochaines semaines et dont les conséquences sont encore inconnues, il pourrait être requis de prolonger l'état d'urgence au-delà du 2 juillet 2020. En ce contexte de pandémie, il demeure non souhaitable que le conseil d'agglomération soit tenu de se réunir aux cinq jours afin de renouveler l'état d'urgence. Ainsi, le présent sommaire décisionnel vise à permettre la modification du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin de prolonger cette délégation jusqu'au 31 août 2020 inclusivement.

Une telle délégation est possible en vertu de l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) et de l'article 34 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG20 0287 - le 28 mai 2020 - Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1202021011)

CG20 0170 - Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014)

CG20 0167 - le 29 mars 2020, résolution du conseil d'agglomération pour renouveler l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021001)

Déclaration de l'état d'urgence de la mairesse du 27 mars 2020 selon l'article 43 de la Loi sur la sécurité civile.

## **DESCRIPTION**

En ce contexte de pandémie, il n'est pas souhaitable que le conseil d'agglomération soit tenu de se réunir aux cinq jours afin de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile. Ainsi, le présent sommaire décisionnel vise à permettre la modification du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin que le pouvoir délégué du comité exécutif prenne fin le 31 août 2020 plutôt que le 2 juillet 2020 tel que le prévoit actuellement le Règlement.

Une telle délégation est possible en vertu de l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) et de l'article 34 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4). Toute décision en ce sens du conseil d'agglomération doit comporter à la fois la majorité des voix des membres qui représentent les municipalités constituées.

À noter qu'en vertu de l'article 49 de la Loi sur la sécurité civile, le conseil d'agglomération peut mettre fin à l'état d'urgence dès qu'il estime que celui-ci n'est plus nécessaire. Ainsi, le conseil d'agglomération conservera le pouvoir de mettre fin à l'état d'urgence lorsqu'il le jugera opportun.

## **JUSTIFICATION**

Comme la situation est toujours critique sur l'île de Montréal et que dans ce contexte il n'est pas souhaitable que le conseil d'agglomération se réunisse tous les 5 jours pour renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile, il est requis de modifier le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin que le pouvoir délégué du comité exécutif prenne fin le 31 août 2020 plutôt que le 2 juillet 2020 tel que le prévoit actuellement le Règlement.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

#### VALIDATION

##### Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

---

##### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

##### Parties prenantes

Lecture :

---

##### RESPONSABLE DU DOSSIER

Annick MALETTO  
Chef de section

**Tél :** 514 280-4030  
**Télécop. :** 514 280-6667

##### ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-06-06

Annick MALETTO  
Chef de section

**Tél :** 514 280-4030  
**Télécop. :** 514 280-6667

---

##### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard LIEBMANN  
Directeur par intérim  
**Tél :** 514 872-4298  
**Approuvé le :** 2020-06-08

##### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN  
Directeur par intérim  
**Tél :** 514 872-4298  
**Approuvé le :** 2020-06-08

**Dossier # : 1206407009**

**Unité administrative responsable :** Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile

**Objet :** Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 31 août 2020

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[Règl. modifiant le RCG 20-014 jusqu'au 31 août 2020.doc](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie FORTIER  
Avocate  
**Tél : 514 872-6396**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-06-08

Jean-Philippe GUAY  
Avocat et Chef de division  
**Tél : 514 872-6887**  
**Division : Droit public et législation**

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**RCG 20-014-2**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL  
D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION AU COMITÉ EXÉCUTIF DU  
POUVOIR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DE RENOUVELER L'ÉTAT  
D'URGENCE EN VERTU DE LA LOI SUR LA SÉCURITÉ CIVILE**

Vu les articles 42, 43 et 49 de la Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005, tel que modifié);

Vu l'article 34 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du            2020, le conseil d'agglomération décrète :

1. L'article 1 du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) est modifié par le remplacement de la date du « 2 juillet » par la date du « 31 août ».

---

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Journal de Montréal* le XX.



**Dossier # : 1203843010**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des finances , Direction des revenus , -   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Alimentation en eau et assainissement des eaux   |
| <b>Projet :</b>                           | -  |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter le Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020) |

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020).

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2020-06-12 16:56

**Signataire :** Alain DUFORT

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens



**IDENTIFICATION** **Dossier # :1203843010**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des finances , Direction des revenus , -   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Alimentation en eau et assainissement des eaux   |
| <b>Projet :</b>                           | -  |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter le Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ c. E-20.001). À chaque exercice financier, en vertu de l'article 118.81 de cette loi, le conseil d'agglomération prévoit, par règlement assujéti au droit d'opposition, les modalités de l'établissement et du paiement d'une quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable. Cette quote-part vise à financer les coûts relatifs à l'alimentation en eau potable assurée par la Ville sur le territoire des municipalités liées. Ce processus annuel a été complété pour l'année 2020.

Par contre, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, un amendement au Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020), RCG 19-031, a été adopté afin de reporter l'échéance du deuxième paiement des quotes-parts exigées des municipalités liées, au 2 juillet 2020. En raison de la reprise plus lente des activités montréalaises due à la Covid-19, les municipalités liées ont demandé de reporter l'échéance du deuxième paiement des quotes-parts exigées de celles-ci, au 1er septembre 2020. Dans ce contexte, un nouvel amendement au Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020), RCG 19-031, est donc nécessaire.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG20 0281- 28 mai 2020 - Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020), RCG 19-031-1  
 CG19 0628 - 20 décembre 2019 - Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020), RCG 19-031

**DESCRIPTION**

Dans le cadre du COVID-19, le présent sommaire vise à adopter un règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable de 2020, afin de reporter la seconde échéance des comptes des quotes-parts établies sur la base du taux provisoire exigées des municipalités liées, du jeudi 2 juillet au mardi 1er septembre

2020. Ces quotes-parts servent à financer les coûts relatifs à l'alimentation en eau potable assurée par la Ville sur le territoire des municipalités liées.

## **JUSTIFICATION**

Pour alléger le fardeau fiscal des citoyens dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, les municipalités liées ont demandé de reporter l'échéance du deuxième paiement des quotes-parts exigées de celles-ci, car elles-mêmes envisagent de reporter l'échéance du deuxième paiement des taxes foncières exigées de leurs citoyens.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les recettes budgétaires de la quote-part reportée par l'adoption de ce règlement totalisent approximativement 6 M\$.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

S. o.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S. o.

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S. o.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : 14 juin 2020

Conseil d'agglomération : Avis de motion et Adoption en juin 2020

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Eleni KOUROS  
Conseillère en recettes fiscales

**Tél :** 514 868-4438

**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-06-12

Isabelle HÉBERT  
Directrice - Revenus

**Tél :** 514 872-2455

**Télécop. :** 514 872-2247

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle HÉBERT  
Directrice

**Tél :** 514 872-2455

**Approuvé le :** 2020-06-12

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE  
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

**Tél :** 514 872-6630

**Approuvé le :** 2020-06-12

**Dossier # : 1203843010**

**Unité administrative responsable :**

Service des finances , Direction des revenus , -

**Objet :**

Adopter le Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[AML - 1203843010 Regl modif règl quote-part eau potable 2020 2e report.doc](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-589-7594**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-06-12

Annie GERBEAU  
Avocate, chef de division  
**Tél : 514-589-7449**  
**Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières**

**VILLE DE MONTRÉAL  
RÈGLEMENT  
XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LA QUOTE-  
PART TARIFAIRE POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE (EXERCICE  
FINANCIER 2020) RCG 19-031**

Vu l'article 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le deuxième alinéa de l'article 7 du Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG 19-031) est modifié par le remplacement de « 2 juillet » par « 1<sup>er</sup> septembre ».

---

GDD 1203843010



**Dossier # : 1203843009**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des finances , Direction des revenus , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter le Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2020) |

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2020).
- de prendre acte que le report de la seconde date d'échéance des taxes foncières au 1<sup>er</sup> septembre 2020 prévue par le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier 2020), aura également pour effet de reporter au 1<sup>er</sup> septembre 2020 la date d'échéance de la contribution des municipalités reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier de 2020) prévue par la Résolution CM19 1378.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2020-06-12 16:55

**Signataire :** Alain DUFORT

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1203843009**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des finances , Direction des revenus , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter le Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2020) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. À chaque exercice financier, en vertu de l'article 118.81 de cette loi, le conseil d'agglomération prévoit, par règlement assujéti au droit d'opposition, les modalités de l'établissement et du paiement des quotes-parts. Ce processus annuel a été complété pour l'année 2020.

Par contre, dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, un amendement au Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020), RCG 19-030-1, a été adopté afin de reporter l'échéance du deuxième paiement des quotes-parts exigées des municipalités liées, au 2 juillet 2020. En raison de la reprise plus lente des activités montréalaises due à la Covid-19, les municipalités liées ont demandé de reporter l'échéance du deuxième paiement des quotes-parts exigées de celles-ci, au 1er septembre 2020. Dans ce contexte, un nouvel amendement au Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020), RCG 19-030, est donc nécessaire.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

- CG20 0280 - 28 mai 2020 - Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2020),RCG 19-030-1
- CG19 0627 - 19 décembre 2019 - Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020), RCG 19-030

**DESCRIPTION**

Dans le cadre de la COVID-19, le présent sommaire vise à adopter un règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts basées sur le potentiel fiscal de 2020, afin de reporter la seconde échéance des comptes des quotes-parts exigées des municipalités liées, du jeudi 2 juillet au mardi 1<sup>er</sup> septembre 2020.

Les quotes-parts basées sur le potentiel fiscal sont les suivantes :

1. La quote-part générale;
2. La quote-part pour le service de l'eau;
3. La quote-part pour le service des premiers répondants;
4. La quote-part pour le financement du déficit d'un exercice financier antérieur.

Par ailleurs, plusieurs règlements adoptés par le conseil d'agglomération font référence aux dispositions relatives aux dates d'échéances du règlement annuel établissant les modalités de paiement de la quote-part générale afin de fixer les dates d'échéances d'autres quotes-parts, notamment le Règlement établissant la quote-part pour financer la dette relative aux travaux effectués sur le réseau artériel de l'agglomération entre le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et le 31 décembre 2008 (RCG 09-027) ainsi que les règlements d'emprunt prévoyant des quotes-parts spécifiques visant des travaux relatifs à l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux au moyen des conduites principales admissibles à la TECQ et FCCQ

Il est également important de souligner que le report de la seconde date d'échéance des taxes foncières au mardi 1<sup>er</sup> septembre 2020, prévu par le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier 2020) (Voir dossier décisionnel 1203843008) dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, aura pour effet de reporter la date d'échéance de la contribution pour le financement des dépenses engagées pour le centre-ville, pour l'exercice financier 2020 prévue par la Résolution CM19 1378 puisque celle-ci fait référence au règlement sur les taxes aux fins d'en fixer les dates échéances.

## **JUSTIFICATION**

Pour alléger le fardeau fiscal des citoyens dans le cadre dans la pandémie de la Covid-19, les municipalités liées ont demandé de reporter l'échéance du deuxième paiement des quotes-parts exigées de celles-ci, car elles-mêmes envisagent de reporter l'échéance du deuxième paiement des taxes foncières exigées de leurs citoyens.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les recettes budgétaires des quotes-parts reportées par l'adoption de ce règlement totalisent approximativement 205 M\$.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

S. o.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S. o.

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S. o.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : 14 juin 2020

Conseil d'agglomération : Avis de motion et Adoption en juin 2020



## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Eleni KOUROS  
Conseillère recettes fiscales

**Tél :** 514 868-4438  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-06-12

Isabelle HÉBERT  
Directrice - Revenus

**Tél :** 514 872-2455  
**Télécop. :** 514 872-2247

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Isabelle HÉBERT  
Directrice - Revenus  
**Tél :** 514 872-2455  
**Approuvé le :** 2020-06-12

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Yves COURCHESNE  
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES  
**Tél :** 514 872-6630  
**Approuvé le :** 2020-06-12

**Dossier # : 1203843009**

**Unité administrative responsable :**

Service des finances , Direction des revenus , -

**Objet :**

Adopter le Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2020)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



AML - 1203843009 - Repl modif règl modalités quotes-parts 2020 2e report .doc

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-589-7594**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-06-12

Annie GERBEAU  
Avocate, chef de division  
**Tél : 514-589-7449**  
**Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières**

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LES MODALITÉS  
DE PAIEMENT DES QUOTES-PARTS PAR LES MUNICIPALITÉS LIÉES  
(EXERCICE FINANCIER 2020) (RCG 19-030)**

Vu l'article 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 3 du Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030) est modifié par le remplacement de « 2 juillet » par « 1<sup>er</sup> septembre ».

---

GDD 1203843009



**Dossier # : 1190592001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports ,<br>Direction , -                             |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Adopter le règlement relatif à l'établissement du Parc de l'écoterritoire de la falaise             |

Il est recommandé :

1. d'adopter le règlement intitulé «Règlement relatif à l'établissement et la dénomination du parc à caractère régional, le Parc de l'écoterritoire de la falaise» afin de créer un nouveau parc régional dans l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques, sur le territoire des arrondissements Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et Le Sud-Ouest.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-11 09:52

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1190592001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports ,<br>Direction , -                             |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal  |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Adopter le règlement relatif à l'établissement du Parc de l'écoterritoire de la falaise             |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal a mis en place en 2004 sa *Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels* . Elle a permis d'identifier dix secteurs appelés écoterritoires. Cette politique vise à concilier le développement et la conservation dans ces écoterritoires, notamment pour maintenir la biodiversité et offrir à la population l'occasion d'établir un lien de proximité avec la nature. L'un de ces secteur est l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques.

La reconstruction de l'échangeur Turcot entraîne plusieurs modifications dans cet écoterritoire. Le déplacement des voies autoroutières et ferroviaires libère un vaste espace excédentaire actuellement propriété du Ministère des Transports du Québec (MTQ). La Ville a annoncé en juin 2018 sa volonté d'y aménager un nouveau parc-nature. En combinant ces terrains excédentaires, soient la falaise Saint-Jacques et la bande verte aménagée par le MTQ au pied de la falaise, la Ville de Montréal envisage de créer un nouvel espace vert qui totalise près de 60 hectares.

La création de ce nouveau grand parc nécessite l'adoption d'un règlement spécifique qui dressera légalement son assise territoriale. L'adoption d'un tel règlement vient traduire l'intention de l'agglomération de Montréal d'inclure des terrains à l'intérieur des limites souhaitées d'un parc régional, que ce soit des lots publics ou privés. Toutefois, conformément à l'article 112 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), l'établissement d'un parc régional, annoncé avec l'adoption de ce règlement, n'a pas d'effet concret tant que la Ville de Montréal n'a pas conclu une entente formelle avec les propriétaires des terrains visés (acquisition, bail, ou autres formes d'entente).

Le nom usuel *Parc de l'écoterritoire de la falaise* est utilisé dans le présent règlement. Le toponyme de ce nouveau grand parc pourrait faire l'objet d'une autre proposition

ultérieurement. Une modification du règlement sera alors nécessaire afin de changer son nom.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE18 1126 - 20 juin 2018 - Mandat à l'Office de consultation publique de Montréal pour tenir une consultation publique afin de connaître les besoins et les attentes de la population concernant le développement et l'aménagement d'un grand parc dans l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques;

CA 18 170140 - 4 juin 2018 - Décréter l'imposition d'une réserve à des fins de parc sur les lots 3 322 863, 3 322 973, 3 323 969, 3 324 079, 3 324 190, 3 324 300, 3 324 409, 4 679 215 et 4 723 768 du cadastre du Québec situés au sud de la rue Saint-Jacques Ouest et à l'est du boulevard Cavendish.

CG13 0482 - 19 décembre 2013 - Accorder un contrat de services professionnels à Groupe CHB-IBI inc. pour un plan de mise en valeur de la falaise Saint-Jacques pour une somme maximale de 149 802,05\$, taxes incluses.

CM04 0861 - 14 décembre 2004 - Adoption de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels.

## **DESCRIPTION**

Le projet de règlement propose, dès son entrée en vigueur, l'établissement du *Parc de l'écoterritoire de la falaise* dont l'emplacement sera constitué de l'ensemble des lots décrits à la description technique et au plan qui y sont annexés.

Une carte synthèse qui montre le périmètre d'identification cadastrale qui est proposé avec ce règlement est disponible en pièce jointe. On y distingue quatre blocs de terrains à inclure dans ce parc-nature :

- Un premier grand bloc comprenant la falaise Saint-Jacques, les terrains au nord de celle-ci qui bordent la rue Saint-Jacques dans l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, ainsi que la bande verte au pied de la falaise ;
- Un petit ensemble de terrains de forme triangulaire, à l'extrémité ouest de la falaise Saint-Jacques, aux abords du croisement du boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue et du corridor de voies ferrées du Canadien National ;
- Un autre grand bloc central qui se situe entre les voies autoroutières et la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, sur les terrains de l'ancienne cour Turcot ;
- Un quatrième bloc, qui se situe à l'ouest du précédent, en bordure du boulevard Angrignon.

Le texte du règlement (document juridique visé par le Service des affaires juridiques) est joint à ce sommaire décisionnel. Le règlement comprend une annexe qui a été préparée par la Division de la géomatique de la Ville de Montréal, soit la description de tous les lots qui constitueront l'assise territoriale du *Parc de l'écoterritoire de la falaise* et le plan d'identification cadastrale de ce grand parc.

## **JUSTIFICATION**

Les parcs-nature sont des aires protégées destinées à favoriser la biodiversité sur le territoire de l'agglomération. L'établissement du *Parc de l'écoterritoire de la falaise* s'inscrit notamment dans la volonté de l'agglomération de protéger 10% de la superficie terrestre de son territoire. La falaise Saint-Jacques, recouverte d'un couvert forestier et arbustif, est un milieu naturel d'intérêt qui constitue un habitat de choix pour la faune. Des milieux naturels

diversifiés seront aménagés au pied de la falaise et contribueront à bonifier la valeur écologique du secteur. L'ancienne cour Turcot, actuellement minéralisée, sera naturalisée pour en faire un nouvel espace vert avec des zones de verdure (un boisé, des prairies) et des zones humides. Le *Parc de l'écoterritoire de la falaise* sera presque entièrement accessible à la population.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Sans objet.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

L'établissement du *Parc de l'écoterritoire de la falaise* s'inscrit dans les démarches que la Ville de Montréal poursuit pour mettre en valeur les milieux naturels qui se retrouvent dans un écoterritoire, conformément aux orientations du *Plan de développement durable 2016-2020*.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'adoption du règlement permettra à la Ville de renouveler les réserves foncières sises sur certains terrains situés au nord de la falaise avant leur expiration le 17 juillet 2020. Le règlement assurera l'identification cadastrale des lots publics et privés à intégrer dans la limite du *Parc de l'écoterritoire de la falaise*. Cela permettra à la Ville d'engager des démarches en vue d'assurer la protection et la mise en valeur du site. En outre, la Ville poursuivra les discussions avec le MTQ afin de réaliser une entente formelle concernant les terrains de l'ancienne cour Turcot pour y aménager un espace vert, lorsque les travaux de reconstruction de l'échangeur Turcot seront complétés.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Aucune

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

L'adoption du règlement est prévue pour le conseil d'agglomération du 18 juin 2020 ; l'avis de motion sera déposé au conseil d'agglomération du 28 mai 2020. Des démarches seront poursuivies en vue de conclure des ententes avec les propriétaires privés et le MTQ afin de verser les lots, visés en tout ou en partie, au parc-nature.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Benoit DAGENAIS, Le Sud-Ouest  
Stephane P PLANTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Benoit DAGENAIS, 7 mai 2020  
Stephane P PLANTE, 6 mai 2020

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Claudine DESCHÊNES  
Architecte paysagiste

**Tél :** 514 409-4838  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-06

Véronique ANGERS  
c/d Stratégie et développement du réseau

**Tél :** 514-546-6657  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE  
directeur(trice)

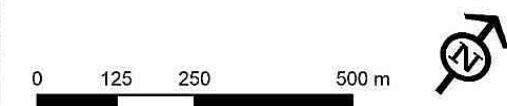
**Tél :** 514.872.1456  
**Approuvé le :** 2020-05-11



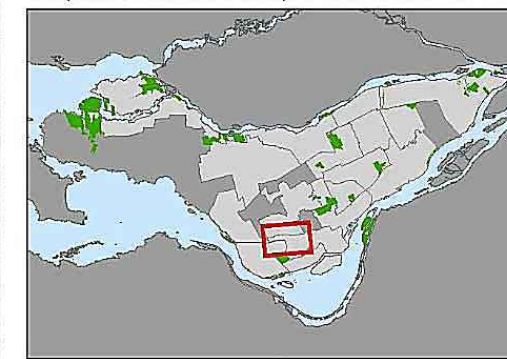
# Règlement relatif à l'établissement du Parc de l'écoterritoire de la falaise



- Délimitation du parc nature
- Falaise Saint-Jacques
- Limite administrative
- Lieu historique national du Canal-de-Lachine
- Canal de Lachine
- Parc local
- Terrain MTQ/Statut à déterminer



Orthophotos: © Communauté métropolitaine de Montréal 2005-2016



**Dossier # : 1190592001**

**Unité administrative responsable :** Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports , Direction , -  
**Objet :** Adopter le règlement relatif à l'établissement du Parc de l'écoterritoire de la falaise

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[AG 1190592001 Règl. écoterritoire de la falaise.doc](#)



[Annexe 1 - 23046 DT min 798 signée conforme.pdf](#)



[Annexe 1 - 23046 Plan min 798 signé conforme.pdf](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Annie GERBEAU  
Avocate  
**Tél : 514-589-7594**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-08

Annie GERBEAU  
Avocate  
**Tél : 514-589-7449**  
**Division :** Chef de division, Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**RCG XX-XXX**

**RÈGLEMENT RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT ET LA DÉNOMINATION DU  
PARC À CARACTÈRE RÉGIONAL, LE PARC DE L'ÉCOTERRITOIRE DE LA  
FALAISE**

Vu l'article 112 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu le paragraphe 12° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences  
municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal  
décrète :

**1.** Est établi et dénommé sur le territoire de l'agglomération de Montréal, le parc à  
caractère régional suivant, soit le Parc de l'écoterritoire de la falaise, dont l'emplacement  
est constitué des biens-fonds décrits et illustrés au plan et à la description technique joints  
en annexe 1 au présent règlement.

-----

**ANNEXE 1**  
PLAN ET DESCRIPTION TECHNIQUE D'IDENTIFICATION CADASTRALE DU  
PARC DE L'ÉCOTERRITOIRE DE LA FALAISE (Plan J-97 NOTRE-DAME-DE-  
GRÂCE et sa description technique préparés par Mylène Corbeil, arpenteure-géomètre,  
sous sa minute 798 en date du 27 avril 2020 au dossier 23046 du Greffe commun des  
arpenteur-géomètres de la Ville de Montréal)

-----

GDD 1190592001

## DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION  
FONCIÈRE : MONTRÉAL

CADASTRE : QUÉBEC

LOTS : 2 605 617, 2 607 837, 2 607 838,  
2 607 839, 2 608 010, 2 608 011,  
2 608 012, 2 608 124, 2 608 236,  
2 608 237, 2 608 238, 2 608 275,  
2 608 276, 2 608 286, 2 608 526,  
2 608 825, 2 608 826, 2 608 827,  
3 015 267, 3 015 742 PTIE, 3 043 196,  
3 043 230, 3 043 340 PTIE, 3 320 207,  
3 320 318, 3 320 429, 3 320 648,  
3 320 759, 3 320 870, 3 320 981,  
3 321 091, 3 321 202, 3 321 314,  
3 321 424, 3 321 534, 3 321 645,  
3 321 756, 3 321 866, 3 321 977,  
3 322 088, 3 322 199, 3 322 310,  
3 322 422, 3 322 532, 3 322 642,  
3 322 753, 3 322 863, 3 322 973,  
3 323 083, 3 323 194, 3 323 304,  
3 323 414, 3 323 526, 3 323 636,  
3 323 747, 3 323 969, 3 324 079,  
3 324 190, 3 324 300, 3 324 231 PTIE  
3 324 388 PTIES, 3 324 389,  
3 324 390 PTIES, 3 324 409,  
3 324 450, 3 324 451, 3 324 455,  
3 324 525, 3 324 547, 3 324 569,  
3 324 602, 3 324 613, 3 324 624,  
3 324 625, 3 324 636, 3 324 658,  
3 324 669, 3 324 680, 3 324 691,  
3 324 702, 3 324 712, 3 324 723,  
3 324 734, 3 324 735, 3 324 768 PTIE,  
3 324 779 PTIE, 3 324 801, 3 324 845,  
3 324 857 PTIES, 3 324 868,  
3 324 879 PTIE, 3 324 956,  
3 326 317, 3 326 347,  
3 578 415, 3 578 416, 4 240 447,  
4 240 448, 4 679 214, 4 679 215,  
4 723 767, 4 723 768, 4 779 228,  
4 870 938, 4 870 939, 4 991 543,  
4 991 544, 5 087 908, 5 627 960,  
5 627 961, 5 627 962, 5 627 963,  
5 659 182, 5 659 183,  
5 057 747 PTIES, 5 907 756 PTIE,  
5 907 757 PTIE, 5 907 760, 6 343 439  
et 6 343 440 PTIE



/2

MUNICIPALITÉ : VILLE DE MONTRÉAL  
ARRONDISSEMENTS : CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-  
DE-GRÂCE ET LE SUD-OUEST

---

Ces biens-fonds devant faire l'objet de l'établissement du Parc de l'écoterritoire de la falaise, situés dans les arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et Le Sud-Ouest de la Ville de Montréal, sont montrés sur le plan J-97 Notre-Dame-de-Grâce préparé par l'arpenteure-géomètre soussignée en date du 27 avril 2020 dont copie accompagne la présente description technique.

Lesdits biens-fonds sont décrits comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- La partie du lot CINQ MILLIONS NEUF CENT SEPT MILLE SEPT CENT CINQUANTE-SIX (5 907 756 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIV :**

- Vers le nord-ouest par le lot 5 907 756;
- Vers le nord par le lot 5 907 756;
- Vers l'est par le lot 5 907 756;
- Vers le sud-est pour une première partie par une partie du lot 3 324 768, étant la parcelle 2;
- Vers le nord-est par une partie du lot 3 324 768, étant la parcelle 2;
- Vers le sud-est pour une deuxième partie par une partie du lot 5 907 757 étant la parcelle 3 et par le lot 5 907 758;
- Vers le sud-ouest par le lot 5 904 297;

**MESURANT :**

À partir du point A;

- Des longueurs consécutives de :
  - Dix-huit mètres et trente-sept centièmes (18,37 m) selon une direction de  $27^{\circ}49'36''$ ;
  - Soixante-quatre mètres et quatre-vingt-dix-sept centièmes (64,97 m) selon une direction de  $34^{\circ}23'51''$ ;
  - Soixante-huit mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (68,99 m) selon une direction de  $27^{\circ}15'32''$  dans sa limite nord-ouest, jusqu'au point B, de là;
- Vers le nord, onze mètres et cinquante-un centièmes (11,51 m) selon une direction de  $96^{\circ}00'52''$ , jusqu'au point C, de là;
- Vers l'est, vingt-deux mètres et trente-huit centièmes (22,38 m) selon une direction de  $174^{\circ}13'42''$ , jusqu'au point D, de là;
- Des longueurs consécutives de :
  - Vingt-six mètres et cinquante-huit centièmes (26,58 m) selon une direction de  $213^{\circ}15'48''$ ;
  - Quinze mètres et cinquante centièmes (15,50 m) selon une direction de  $207^{\circ}46'43''$  dans sa deuxième limite sud-est, jusqu'au point E, de là;
- Vers le nord-est, quinze mètres et quarante-deux centièmes (15,42 m) selon une direction de  $143^{\circ}45'02''$ , jusqu'au point F, de là;
- Des longueurs consécutives de :
  - Trente-cinq mètres et quarante centièmes (35,40 m) selon une direction de  $233^{\circ}44'54''$ ;
  - Dix-huit mètres et cinquante-neuf centièmes (18,59 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de huit cent quatre-vingt-dix mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (890,99 m), jusqu'au point H, de là;

/4

- Quarante-trois mètres et quarante-huit centièmes (43,48 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de mille cent trente-sept mètres et dix-neuf centièmes (1 137,19 m) dans sa deuxième limite sud-est, jusqu'au point G, de là;
- Vers le sud-ouest, quatre mètres et quatre-vingt-quatorze centièmes (4,94 m) selon une direction de 298°38'24", jusqu'au point de départ A;

Contenant en superficie trois mille cent quatre-vingt-douze mètres carrés et sept dixièmes (3 192,7 m<sup>2</sup>).

2.- La partie du lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SEPT CENT SOIXANTE-HUIT (3 324 768 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIV :**

- Vers le nord-ouest par une partie du lot 5 907 756 étant la parcelle 1;
- Vers l'est par une autre partie du lot 3 324 768;
- Vers le nord-est par une autre partie du lot 3 324 768;
- Vers le sud-est par une partie du lot 5 907 757 étant la parcelle 3;
- Vers le sud-ouest par une partie du lot 5 907 756 étant la parcelle 1;

**MESURANT :**

À partir du point E;

- Des longueurs consécutives de :
  - Quinze mètres et cinquante centièmes (15,50 m) selon une direction de 27°46'43";

/5

- Vingt-six mètres et cinquante-huit centièmes (26,58 m) selon une direction de  $33^{\circ}15'48''$  dans sa limite nord-ouest, jusqu'au point D, de là;
- Vers l'est, trente-deux mètres et cinquante-six centièmes (32,56 m) selon une direction de  $174^{\circ}13'42''$ , jusqu'au point N, de là;
- Vers le nord-est, trois mètres et quarante-cinq centièmes (3,45 m) selon une direction de  $141^{\circ}57'43''$ , jusqu'au point K, de là;
- Vers le sud-est, vingt-deux mètres et quarante-trois centièmes (22,43 m) selon une direction de  $233^{\circ}44'54''$ , jusqu'au point F, de là;
- Vers le sud-ouest, quinze mètres et quarante-deux centièmes (15,42 m) selon une direction de  $323^{\circ}45'02''$ , jusqu'au point de départ E;

Contenant en superficie six cent quarante-deux mètres carrés et cinq dixièmes (642,5 m<sup>2</sup>).

3.- La partie du lot CINQ MILLIONS NEUF CENT SEPT MILLE SEPT CENT CINQUANTE-SEPT (5 907 757 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIV :**

- Vers le nord-ouest par une partie du lot 5 907 756 étant la parcelle 1 et par une partie du lot 3 324 768 étant la parcelle 2;
- Vers le nord-est par une autre partie du lot 5 907 757;
- Vers le sud-est par le lot 5 907 758;



/6

**MESURANT :**

À partir du point H;

- Des longueurs consécutives de :
  - Dix-huit mètres et cinquante-neuf centièmes (18,59 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de huit cent quatre-vingt-dix mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (890,99 m);
  - Cinquante-sept mètres et quatre-vingt-trois centièmes (57,83 m) selon une direction de 53°44'54", dans sa limite nord-ouest, jusqu'au point K, de là;
- Vers le nord-est, six mètres et trente-neuf centièmes (6,39 m) selon une direction de 141°57'43", jusqu'au point L, de là;
- Des longueurs consécutives de :
  - Treize mètres et soixante-dix-neuf centièmes (13,79 m) selon une direction de 232°05'02";
  - Soixante et un mètres et dix-neuf centièmes (61,19 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de mille cent trente-sept mètres et dix-neuf centièmes (1 137,19 m) dans sa limite sud-est, jusqu'au point de départ H;

Contenant en superficie quatre cent quatre-vingt-trois mètres carrés (483,0 m<sup>2</sup>).

4.- La partie du lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SEPT CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (3 324 779 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

17

**BORNÉE COMME SUIV :**

- Vers le nord-est par une partie du lot 6 343 440 étant la parcelle 5a);
- Vers le sud-est par les lots 5 907 758 et 5 907 757;
- Vers le sud-ouest par une autre partie du lot 3 324 779;
- Vers l'ouest par une autre partie du lot 3 324 779;

**MESURANT :**

À partir du point P;

- Vers le nord-est, soixante-seize mètres et deux centièmes (76,02 m) selon une direction de 125°28'55", jusqu'au point Q, de là;
- Vers le sud-est, soixante-trois mètres et seize centièmes (63,16 m) selon une direction de 233°44'54", jusqu'au point R, de là;
- Des longueurs consécutives de :
  - Quatre mètres et trente-huit centièmes (4,38 m) selon une direction de 331°30'13";
  - Vingt-sept mètres et quatre-vingts centièmes (27,80 m) suivant une direction de 339°24'21" dans sa limite sud-ouest, jusqu'au point S, de là;
- Vers l'ouest cinquante et un mètres et quatre-vingt-six centièmes (51,86 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de cent cinquante-deux mètres et cinquante-sept centièmes (152,57 m) jusqu'au point de départ P;

Contenant en superficie deux mille six cent quatre-vingt-trois mètres carrés et sept dixièmes (2 683,7 m<sup>2</sup>).

5a).- La partie du lot SIX MILLIONS TROIS CENT QUARANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT QUARANTE (6 343 440 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIT :**

- Vers le nord-ouest pour une première partie par le lot 5 907 756;
- Vers le nord-est pour une première partie par le lot 6 343 439 étant la parcelle 5b);
- Vers le nord-ouest pour une deuxième partie par le lot 6 343 439 étant la parcelle 5b);
- Vers le nord-est pour une deuxième partie par le lot 5 627 961 étant la parcelle 6 et par le lot 5 627 960 étant la parcelle 7;
- Vers le sud-est par le lot 5 907 758;
- Vers le sud-ouest par une partie du lot 3 324 779 étant la parcelle 4;
- Vers l'ouest par une autre partie du lot 6 343 440;

**MESURANT :**

À partir du point T;

- Des longueurs consécutives de :
  - Trente et un mètres et vingt-six centièmes (31,26 m) selon une direction de 27°24'22";
  - Quatorze mètres et soixante et onze centièmes (14,71 m) selon une direction de 24°09'24" dans sa première limite nord-ouest, jusqu'au point Q", de là;
- Vers le nord-est pour une première partie, trente-neuf mètres et soixante-cinq centièmes (39,65 m) selon une direction de 120°22'22", jusqu'au point R", de là;
- Vers le nord-ouest pour une deuxième partie, dix-neuf mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (19,85 m) selon une direction 30°20'38", jusqu'au point S", de là;

/9

- Vers le nord-est pour une deuxième partie, soixante-treize mètres et quatre-vingt-neuf centièmes (73,89 m) selon une direction de  $120^{\circ}22'22''$ , jusqu'au point V, de là;
- Vers le sud-est, quatre-vingt-trois mètres et trente-deux centièmes (83,32 m) selon une direction de  $233^{\circ}44'54''$ , jusqu'au point Q, de là;
- Vers le sud-ouest, soixante-seize mètres et deux centièmes (76,02 m) selon une direction de  $305^{\circ}28'55''$ , jusqu'au point P, de là;
- Vers l'ouest, quatre mètres et vingt-quatre centièmes (4,24 m) selon une direction de  $11^{\circ}32'01''$ , jusqu'au point de départ T;

Contenant en superficie six mille deux cent vingt-huit mètres carrés et trois dixièmes (6 228,3 m<sup>2</sup>).

5b).- Le lot SIX MILLIONS TROIS CENT QUARANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT TRENTE-NEUF (6 343 439), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie huit cent huit mètres carrés et trois dixièmes (808,3 m<sup>2</sup>).

6.- Le lot CINQ MILLIONS SIX CENT VINGT-SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE ET UN (5 627 961), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

/10

Contenant en superficie trois mille sept cent soixante-quinze mètres carrés et un dixième (3 775,1 m<sup>2</sup>).

7.- Le lot CINQ MILLIONS SIX CENT VINGT-SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE (5 627 960), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie neuf cent dix-huit mètres carrés et deux dixièmes (918,2 m<sup>2</sup>).

8.- Le lot CINQ MILLIONS SIX CENT VINGT-SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE-TROIS (5 627 963), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie trente-cinq mille sept cent quatre-vingt-dix mètres carrés et huit dixièmes (35 790,8 m<sup>2</sup>).

9.- Le lot CINQ MILLIONS SIX CENT VINGT-SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DEUX (5 627 962), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille sept cent cinquante-quatre mètres carrés et quatre dixièmes (2 754,4 m<sup>2</sup>).

10.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-SIX MILLE TROIS CENT QUARANTE-SEPT (3 326 347), dudit cadastre :

/11

de figure irrégulière;

Contenant en superficie vingt-quatre mille neuf cent cinquante et un mètres carrés et sept dixièmes (24 951,7 m<sup>2</sup>).

11.- Le lot CINQ MILLION NEUF CENT SEPT MILLE SEPT CENT SOIXANTE (5 907 760), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit mètres carrés et six dixièmes (4 498,6 m<sup>2</sup>).

12.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SEPT CENT TRENTE-CINQ (3 324 735), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie huit cent quatre-vingt-cinq mètres carrés et deux dixièmes (885,2 m<sup>2</sup>).

13.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SEPT CENT VINGT-TROIS (3 324 723), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie quatre cent quarante-sept mètres carrés et sept dixièmes (447,7 m<sup>2</sup>).

14.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-SIX MILLE TROIS CENT DIX-SEPT (3 326 317), dudit cadastre :

/12

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille sept cent quatorze mètres carrés et un dixième (2 714,1 m<sup>2</sup>).

15.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SEPT CENT DOUZE (3 324 712), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille cinq cent soixante et onze mètres carrés et quatre dixièmes (2 571,4 m<sup>2</sup>).

16.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENT SOIXANTE-NEUF (3 324 669), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie trente et un mille deux cent vingt-six mètres carrés et cinq dixièmes (31 226,5 m<sup>2</sup>).

17.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-ONZE (3 324 691), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie vingt mille quatre cent cinquante et un mètres carrés et neuf dixièmes (20 451,9 m<sup>2</sup>).

/13

18.- La partie du lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX (3 324 390 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIV :**

- Vers le nord-ouest par les lots 3 324 691 étant la parcelle 17, 3 324 636 étant la parcelle 22 et 4 991 544 étant la parcelle 26, par la rivière Saint-Pierre et par le lot 3 324 658 étant la parcelle 82;
- Vers le nord-est par une partie du lot 5 057 747 étant la parcelle 95;
- Vers le sud-est par une autre partie du lot 3 324 390;
- Vers le sud-ouest par le lot 5 907 760 étant la parcelle 11;

**MESURANT :**

À partir du point W;

- Des longueurs consécutives de :
  - Quarante-sept mètres et soixante-douze centièmes (47,72 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de cinq cent soixante mètres et trente-deux centièmes (560,32 m);
  - Vingt-quatre mètres et douze centièmes (24,12 m) selon une direction de 43°28'46";
  - Trente-trois mètres et soixante-quinze centièmes (33,75m) suivant un arc de cercle avec un rayon de neuf cent dix mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (910,99 m);
  - Cinq cent onze mètres et dix-sept centièmes (511,17 m) selon une direction de 45°34'27";
  - Treize mètres et soixante centièmes (13,60 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de cinq cent quatre-



- vingt-un mètres et quatre-vingt-seize centièmes (581,96 m);
- Cent quarante et un mètres et cinq centièmes (141,05 m) selon une direction de  $46^{\circ}55'08''$ ;
  - Cent cinquante-deux mètres et soixante-huit centièmes (152,68 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de mille cent trois mètres et dix-neuf centièmes (1 103,19 m);
  - Huit mètres et cinquante-quatre centièmes (8,54 m) selon une direction de  $54^{\circ}52'50''$ ;
  - Quinze mètres et quarante-cinq centièmes (15,45 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de quatre cent cinquante-neuf mètres et trois centièmes (459,03 m);
  - Cent quatre mètres et cinquante-huit centièmes (104,58 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de mille mètres et soixante-quatorze centièmes (1 000,74 m);
  - Quinze mètres et vingt-cinq centièmes (15,25 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de mille cinq cent vingt-deux mètres et dix-sept centièmes (1 522,17 m);
  - Cent soixante et onze mètres et quatre-vingt-un centièmes (171,81 m) selon une direction de  $62^{\circ}10'37''$ ;
  - Cent soixante et onze mètres et soixante-sept centièmes (171,67 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de trois mille neuf cent soixante-treize mètres et trente et un centièmes (3 973,31 m);
  - Quatre-vingt-dix-neuf mètres et soixante-dix-neuf centièmes (99,79 m) selon une direction de  $59^{\circ}44'11''$ ;
  - Dix-sept mètres et quarante-quatre centièmes (17,44 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de huit cent cinquante-sept mètres et trente et un centièmes (857,31 m);

/15

- Vingt-sept mètres et vingt-quatre centièmes (27,24 m) selon une direction de  $60^{\circ}51'15''$ ;
- Quatre-vingt-trois mètres et deux centièmes (83,02 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de mille deux cent cinquante-huit mètres et quatre-vingt-quinze centièmes (1 258,95 m);
- Deux mètres et cinquante-neuf centièmes (2,59 m) selon une direction de  $55^{\circ}40'31''$ ;
- Dix mètres et soixante et un centièmes (10,61 m) selon une direction de  $53^{\circ}52'59''$ ;
- Cinq mètres et soixante-treize centièmes (5,73 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de cinquante-six mètres et cinquante et un centièmes (56,51 m);
- Dix-sept mètres et quinze centièmes (17,15 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de sept cent soixante-neuf mètres et vingt-six centièmes (769,26 m);
- Vingt-deux mètres et trente-quatre centièmes (22,34 m) selon une direction de  $57^{\circ}45'13''$  dans sa limite nord-ouest, jusqu'au point X, de là;
- Vers le nord-est, quarante mètres et trois centièmes (40,03 m) selon une direction  $124^{\circ}29'50''$ , jusqu'au point Y, de là;
- Des longueurs consécutives de :
  - Quatre cent vingt-six mètres et quatre-vingt-dix-sept centièmes (426,97 m) selon une direction de  $240^{\circ}14'30''$ ;
  - Huit cent trente-six mètres et trente-neuf centièmes (836,39 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de trois mille cinq cents mètres et trente centièmes (3 500,30 m);
  - Deux cent cinquante-neuf mètres et treize centièmes (259,13 m) selon une direction de  $226^{\circ}30'39''$ ;

/16

- Cent quatre-vingt-deux mètres et soixante-cinq centièmes (182,65 m) selon une direction de  $225^{\circ}05'55''$ , dans sa limite sud-est, jusqu'au point Z, de là;
- Vers le sud-ouest, vingt-trois mètres et trente-neuf centièmes (23,39 m) selon une direction  $323^{\circ}33'08''$ , jusqu'au point de départ W;

Contenant en superficie soixante et un mille sept cent quatre-vingt-huit mètres carrés et neuf dixièmes (61 788,9 m<sup>2</sup>).

19.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SEPT CENT DEUX (3 324 702), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille neuf cent cinquante-quatre mètres carrés (2 954,0 m<sup>2</sup>).

20.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENT QUATRE-VINGTS (3 324 680), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille huit cent trente mètres carrés et quatre dixièmes (1 830,4 m<sup>2</sup>).

21.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENT VINGT-CINQ (3 324 625), dudit cadastre :

/17

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille quatre cent vingt et un mètres carrés et cinq dixièmes (1 421,5 m<sup>2</sup>).

22.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENT TRENTE-SIX (3 324 636), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille trois cent cinq mètres carrés et trois dixièmes (2 305,3 m<sup>2</sup>).

23.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENT TREIZE (3 324 613), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie quatre mille cinq cent cinq mètres carrés et huit dixièmes (4 505,8 m<sup>2</sup>).

24.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENT DEUX (3 324 602), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie huit mille deux cent trente-deux mètres carrés et quatre dixièmes (8 232,4 m<sup>2</sup>).

25.- Le lot QUATRE MILLIONS NEUF CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE CINQ CENT QUARANTE-TROIS (4 991 543), dudit cadastre :

/18

de figure irrégulière;

Contenant en superficie cinq cent quatre-vingt-dix-sept mètres carrés et cinq dixièmes (597,5 m<sup>2</sup>).

26.- Le lot QUATRE MILLIONS NEUF CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE CINQ CENT QUARANTE-QUATRE (4 991 544), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie cent mille quatre cent seize mètres carrés et huit dixièmes (100 416,8 m<sup>2</sup>).

27.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-NEUF (3 324 569), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille deux cent vingt-neuf mètres carrés et sept dixièmes (2 229,7 m<sup>2</sup>).

28.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE CINQ CENT QUARANTE-SEPT (3 324 547), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille quarante-sept mètres carrés et six dixièmes (1 047,6 m<sup>2</sup>).

/19

29.- Le lot QUATRE MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-DIX MILLE NEUF CENT TRENTE-HUIT (4 870 938), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie cent quinze mètres carrés et cinq dixièmes (115,5 m<sup>2</sup>).

30.- Le lot QUATRE MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-DIX MILLE NEUF CENT TRENTE-NEUF (4 870 939), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie quarante-quatre mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept mètres carrés et trois dixièmes (44 597,3 m<sup>2</sup>).

31.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE CINQ CENT VINGT-CINQ (3 324 525), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie quatre mille deux cent dix mètres carrés et deux dixièmes (4 210,2 m<sup>2</sup>).

32.- Le lot QUATRE MILLIONS SIX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE DEUX CENT QUATORZE (4 679 214), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

/20

Contenant en superficie onze mètres carrés et un dixième (11,1 m<sup>2</sup>).

33.- Le lot QUATRE MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE-SEPT (4 723 767), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie quatorze mètres carrés et huit dixièmes (14,8 m<sup>2</sup>).

34.- Le lot QUATRE MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE-HUIT (4 723 768), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille huit cent soixante-seize mètres carrés et cinq dixièmes (1 876,5 m<sup>2</sup>)

35.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE QUATRE CENT NEUF (3 324 409), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille cinq cent quarante mètres carrés et trois dixièmes (1 540,3 m<sup>2</sup>).

36.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENTS (3 324 300), dudit cadastre :

/21

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille deux cent trente et un mètres carrés et un dixième (1 231,1 m<sup>2</sup>).

37.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DIX (3 324 190), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille soixante-six mètres carrés et neuf dixièmes (1 066,9 m<sup>2</sup>).

38.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SOIXANTE-DIX-NEUF (3 324 079), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille cent soixante-treize mètres carrés et cinq dixièmes (1 173,5 m<sup>2</sup>).

39.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-NEUF (3 323 969), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille sept cent vingt-deux mètres carrés et trois dixièmes (2 722,3 m<sup>2</sup>).



/22

40.- Le lot QUATRE MILLIONS SIX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE DEUX CENT QUINZE (4 679 215), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie dix-huit mille cinq cent soixante-deux mètres carrés et trois dixièmes (18 562,3 m<sup>2</sup>).

41.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-DEUX MILLE NEUF CENT SOIXANTRE-TREIZE (3 322 973), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie six cent soixante mètres carrés (660,0 m<sup>2</sup>).

42.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-DEUX MILLE HUIT CENT SOIXANTE-TROIS (3 322 863), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie trois mille six cent trente-huit mètres carrés et un dixième (3 638,1 m<sup>2</sup>).

43.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-DEUX MILLE SEPT CENT CINQUANTE-TROIS (3 322 753), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

/23

Contenant en superficie deux cent un mètres carrés et huit dixièmes (201,8 m<sup>2</sup>).

44.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-DEUX MILLE SIX CENT QUARANTE-DEUX (3 322 642), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie quatre mille trois cent quatre-vingt-dix-huit mètres carrés et huit dixièmes (4 398,8 m<sup>2</sup>).

45.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-DEUX MILLE CINQ CENT TRENTE-DEUX (3 322 532), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie sept cent cinquante-sept mètres carrés et cinq dixièmes (757,5 m<sup>2</sup>).

46.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT-DEUX (3 322 422), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille neuf cent quinze mètres carrés et six dixièmes (1 915,6 m<sup>2</sup>).

47.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-DEUX MILLE TROIS CENT DIX (3 322 310), dudit cadastre :

/24

de figure irrégulière;

Contenant en superficie cinq mille quatre cent cinquante-cinq mètres carrés (5 455,0 m<sup>2</sup>).

48.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-DEUX MILLE CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (3 322 199), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille deux cent soixante mètres carrés et deux dixièmes (2 260,2 m<sup>2</sup>).

49.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE-VINGT-HUIT (3 322 088), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille trente-trois mètres carrés et cinq dixièmes (1 033,5 m<sup>2</sup>).

50.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT ET UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SIX (3 321 866), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille quatre cent quatre-vingt-quatorze mètres carrés et sept dixièmes (1 494,7 m<sup>2</sup>).

/25

51.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT ET UN MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 321 977), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille trois cent soixante-dix-sept mètres carrés et quatre dixièmes (1 377,4 m<sup>2</sup>).

52.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT ET UN MILLE SEPT CENT CINQUANTE-SIX (3 321 756), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille deux cent quatre-vingt-quinze mètres carrés et deux dixièmes (2 295,2 m<sup>2</sup>).

53.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE HUIT CENT UN (3 324 801), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie quatre cent trois mètres carrés et deux dixièmes (403,2 m<sup>2</sup>).

54.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT ET UN MILLE TROIS CENT QUATORZE (3 321 314), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

/26

Contenant en superficie mille deux cent cinquante-huit mètres carrés et huit dixièmes (1 258,8 m<sup>2</sup>).

55.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT ET UN MILLE SIX CENT QUARANTE-CINQ (3 321 645), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mètres carrés et trois dixièmes (1 499,3 m<sup>2</sup>).

56.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE-QUATRE (3 321 534), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille vingt-quatre mètres carrés et cinq dixièmes (1 024,5 m<sup>2</sup>).

57.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT ET UN MILLE QUATRE-VINGT-ONZE (3 321 091), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille quatre cent soixante-douze mètres carrés et un dixième (2 472,1 m<sup>2</sup>).

58.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT ET UN MILLE DEUX CENT DEUX (3 321 202), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

/27

Contenant en superficie deux mille cent quatre-vingt-cinq mètres carrés et six dixièmes (2 185,6 m<sup>2</sup>).

59.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT MILLE TROIS CENT DIX-HUIT (3 320 318), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie cent vingt-sept mètres carrés et trois dixièmes (127,3 m<sup>2</sup>).

60.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT ET UN MILLE QUATRE CENT VINGT-QUATRE (3 321 424), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie neuf cents mètres carrés et trois dixièmes (900,3 m<sup>2</sup>).

61.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT MILLE SEPT CENT CINQUANTE-NEUF (3 320 759), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie cinq cent vingt-deux mètres carrés et huit dixièmes (522,8 m<sup>2</sup>).

62.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-UN (3 320 981), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie trois cent quarante-quatre mètres carrés et trois dixièmes (344,3 m<sup>2</sup>).

63.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT MILLE SIX CENT QUARANTE-HUIT (3 320 648), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie huit cent soixante-douze mètres carrés (872,0 m<sup>2</sup>).

64.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DIX (3 320 870), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie cent trente-six mètres carrés et six dixièmes (136,6 m<sup>2</sup>).

65.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT MILLE QUATRE CENT VINGT-NEUF (3 320 429), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille trois cent dix-sept mètres carrés et cinq dixièmes (1 317,5 m<sup>2</sup>).

/29

66.- Le lot QUATRE MILLIONS DEUX CENT QUARANTE MILLE QUATRE CENT QUARANTE-SEPT (4 240 447), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie quatre mètres carrés et deux dixièmes (4,2 m<sup>2</sup>).

67.- Le lot QUATRE MILLIONS DEUX CENT QUARANTE MILLE QUATRE CENT QUARANTE-HUIT (4 240 448), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie soixante-dix-neuf mètres carrés et huit dixièmes (79,8 m<sup>2</sup>).

68.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT MILLE DEUX CENT SEPT (3 320 207), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille quatre-vingt-cinq mètres carrés et cinq dixièmes (2 085,5 m<sup>2</sup>).

69.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE NEUF CENT CINQUANTE-SIX (3 324 956), dudit cadastre :

de figure irrégulière;



/30

Contenant en superficie deux mille huit cent trente-neuf mètres carrés et sept dixièmes (2 839,7 m<sup>2</sup>).

70.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SEPT CENT TRENTE-QUATRE (3 324 734), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille quatre-vingt-un mètres carrés et sept dixièmes (1 081,7 m<sup>2</sup>).

71.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE HUIT CENT QUARANTE-CINQ (3 324 845), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie trois mille cinq cent quatre-vingt-seize mètres carrés et deux dixièmes (3 596,2 m<sup>2</sup>).

72.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENT VINGT-QUATRE (3 324 624), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille quatre cent vingt-trois mètres carrés et cinq dixièmes (1 423,5 m<sup>2</sup>).

73.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-TROIS MILLE SIX CENT TRENTE-SIX (3 323 636), dudit cadastre :

/31

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille six cent cinquante-deux mètres carrés et trois dixièmes (1 652,3 m<sup>2</sup>).

74.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-TROIS MILLE CINQ CENT VINGT-SIX (3 323 526), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille trois cent quatre-vingt-un mètres carrés et deux dixièmes (1 381,2 m<sup>2</sup>).

75.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-TROIS MILLE QUATRE CENT QUATORZE (3 323 414), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille deux cent quatre-vingt-cinq mètres carrés et huit dixièmes (1 285,8 m<sup>2</sup>).

76.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-TROIS MILLE TROIS CENT QUATRE (3 323 304), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie six cent vingt-huit mètres carrés (628,0 m<sup>2</sup>).

/32

77.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-TROIS MILLE SEPT CENT QUARANTE-SEPT (3 323 747), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie trente-deux mètres carrés et huit dixièmes (32,8 m<sup>2</sup>).

78.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-TROIS MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE (3 323 194), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille vingt mètres carrés et quatre dixièmes (1 020,4 m<sup>2</sup>).

79.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-TROIS MILLE QUATRE-VINGT-TROIS (3 323 083), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie sept cent soixante et un mètres carrés et sept dixièmes (761,7 m<sup>2</sup>).

80.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT CINQ MILLE SIX CENT DIX-SEPT (2 605 617), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

/33

Contenant en superficie mille six cent vingt et un mètres carrés et cinq dixièmes (1 621,5 m<sup>2</sup>).

81.- Le lot QUATRE MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE DEUX CENT VINGT-HUIT (4 779 228), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie trente-quatre mille trois cent dix-neuf mètres carrés et six dixièmes (34 319,6 m<sup>2</sup>).

82.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENT CINQUANTE-HUIT (3 324 658), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie six cent soixante-huit mètres carrés et deux dixièmes (668,2 m<sup>2</sup>).

83.- Le lot TROIS MILLIONS QUARANTE-TROIS MILLE DEUX CENT TRENTE (3 043 230), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie huit cent soixante-dix-huit mètres carrés (878,0 m<sup>2</sup>).

84.- Le lot TROIS MILLIONS QUARANTE-TROIS MILLE CENT QUATRE-VINGT-SEIZE (3 043 196), dudit cadastre :

/34

de figure irrégulière;

Contenant en superficie vingt-cinq mètres carrés et trois dixièmes (25,3 m<sup>2</sup>).

85.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT SEPT MILLE HUIT CENT TRENTE-SEPT (2 607 837), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie trois mille trente-cinq mètres carrés et sept dixièmes (3 035,7 m<sup>2</sup>).

86.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT SEPT MILLE HUIT CENT TRENTE-HUIT (2 607 838), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille cent deux mètres carrés et neuf dixièmes (2 102,9 m<sup>2</sup>).

87.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT SEPT MILLE HUIT CENT TRENTE-NEUF (2 607 839), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille quatre-vingt-quatorze mètres carrés et six dixièmes (2 094,6 m<sup>2</sup>).

88.- Le lot TROIS MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE QUATRE CENT SEIZE (3 578 416), dudit cadastre :

/35

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille sept cent quatre-vingt-onze mètres carrés et trois dixièmes (2 791,3 m<sup>2</sup>).

89.- Le lot TROIS MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE QUATRE CENT QUINZE (3 578 415), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille sept cent quatre-vingt-quinze mètres carrés et cinq dixièmes (2 795,5 m<sup>2</sup>).

90.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE CINQ CENT VINGT-SIX (2 608 526), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille neuf cent quatre-vingt-quinze mètres carrés et cinq dixièmes (2 995,5 m<sup>2</sup>).

91.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE ONZE (2 608 011), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie quatre mille six cent sept mètres carrés et un dixième (4 607,1 m<sup>2</sup>).

92.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE DIX (2 608 010), dudit cadastre :

/36

de figure irrégulière;

Contenant en superficie cent soixante-seize mètres carrés et un dixième (176,1 m<sup>2</sup>).

93.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE DOUZE (2 608 012), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille trois cent trente-huit mètres carrés et six dixièmes (1 338,6 m<sup>2</sup>).

94.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE CENT VINGT-QUATRE (2 608 124), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie quatre mille six cent quatre-vingt-trois mètres carrés (4 683,0 m<sup>2</sup>).

95.- La partie du lot CINQ MILLIONS CINQUANTE-SEPT MILLE SEPT CENT QUARANTE-SEPT (5 057 747 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIV :**

- Vers le nord-ouest par le lot 3 043 230 étant la parcelle 83, par la rivière Saint-Pierre et par le lot 4 779 228 étant la parcelle 81;

/37

- Vers l'est par une autre partie du lot 5 057 747;
- Vers le sud-est par une autre partie du lot 5 057 747;
- Vers le sud-ouest par une partie du lot 3 324 390 étant la parcelle 18;

**MESURANT :**

À partir du point X;

- Des longueurs consécutives de :
  - Quatorze mètres et trente-trois centièmes (14,33 m) selon une direction de  $57^{\circ}38'54''$ ;
  - Quatre-vingt-onze mètres et trente-neuf centièmes (91,39 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de trois mille deux cent quarante-six mètres et cinquante centièmes (3 246,50 m);
  - Cent quarante et un mètres et trente et un centièmes (141,31 m) selon une direction de  $56^{\circ}08'29''$ ;
  - Deux cent neuf mètres et onze centièmes (209,11 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de trois mille trois cent cinquante-six mètres et vingt-quatre centièmes (3 356,24 m) dans sa limite nord-ouest, jusqu'au point A', de là;
- Vers l'est, cent cinq mètres et quarante-huit centièmes (105,48 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de deux cent quatre-vingt-cinq mètres et quatre-vingt-deux centièmes (285,82 m), jusqu'au point B', de là;
- Vers le sud-est, trois cent soixante-deux mètres et six centièmes (362,06 m) selon une direction  $240^{\circ}13'13''$ , jusqu'au point Y, de là;
- Vers le sud-ouest, quarante mètres et trois centièmes (40,03 m) selon une direction  $304^{\circ}29'50''$ , jusqu'au point de départ X;



/38

Contenant en superficie vingt mille quatre-vingt-dix-neuf mètres carrés (20 099,0 m<sup>2</sup>).

96.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE DEUX CENT TRENTE-SIX (2 608 236), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille cent quarante-neuf mètres carrés (1 149,0 m<sup>2</sup>).

97.- Le lot TROIS MILLIONS QUINZE MILLE DEUX CENT SOIXANTE-SEPT (3 015 267), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille six cent soixante-trois mètres carrés et trois dixièmes (1 663,3 m<sup>2</sup>).

98.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE DEUX CENT TRENTE-SEPT (2 608 237), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie quatre cent huit mètres carrés et huit dixièmes (408,8 m<sup>2</sup>).

99.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE DEUX CENT TRENTE-HUIT (2 608 238), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

/39

Contenant en superficie mille deux cent quatre-vingt-quinze mètres carrés et un dixième (1 295,1 m<sup>2</sup>).

100.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE HUIT CENT VINGT-CINQ (2 608 825), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille deux cent soixante-dix-neuf mètres carrés et trois dixièmes (1 279,3 m<sup>2</sup>).

101.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE HUIT CENT VINGT-SIX (2 608 826), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie trois cent cinquante-huit mètres carrés et huit dixièmes (358,8 m<sup>2</sup>).

102.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE HUIT CENT VINGT-SEPT (2 608 827), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie trois cent trente-quatre mètres carrés (334,0 m<sup>2</sup>).

103.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE (2 608 275), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

/40

Contenant en superficie trois cent quatre-vingt-dix-sept mètres carrés et un dixième (397,1 m<sup>2</sup>).

104.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE DEUX CENT SOIXANTE-SEIZE (2 608 276), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie deux mille vingt-cinq mètres carrés et trois dixièmes (2 025,3 m<sup>2</sup>).

105.- Le lot DEUX MILLIONS SIX CENT HUIT MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-SIX (2 608 286), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie mille sept cent quatre-vingt-deux mètres carrés et deux dixièmes (1 782,2 m<sup>2</sup>).

106.- Le lot CINQ MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-NEUF MILLE CENT QUATRE-VINGT-DEUX (5 659 182), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie trois mille deux cent dix mètres carrés et sept dixièmes (3 210,7 m<sup>2</sup>).

107.- Le lot CINQ MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-NEUF MILLE CENT QUATRE-VINGT-TROIS (5 659 183), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

/41

Contenant en superficie mille cinq cent quatre-vingt-douze mètres carrés (1 592,0 m<sup>2</sup>).

108.- Le lot CINQ MILLIONS QUATRE-VINGT-SEPT MILLE NEUF CENT HUIT (5 087 908), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie sept cent trente-neuf mètres carrés (739,0 m<sup>2</sup>).

109.- La partie du lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX (3 324 390 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIV :**

- Vers le nord-ouest par une autre partie du lot 3 324 390;
- Vers le nord par une autre partie du lot 3 324 390;
- Vers le nord-est par une autre partie du lot 3 324 390;
- Vers le sud-est pour une première partie par une partie du lot 3 324 857, étant la parcelle 110;
- Vers le sud-ouest pour une première partie par une partie du lot 3 324 857, étant la parcelle 110;
- Vers le sud-est pour une deuxième partie par une partie du lot 3 324 857, étant la parcelle 110;
- Vers le sud-ouest pour une deuxième partie par le lot 5 907 762, étant le boulevard Angrignon;

/42

**MESURANT :**

À partir du point C';

- Vers le nord-ouest, deux cent soixante et onze mètres et trente-huit centièmes (271,38 m) selon une direction de  $43^{\circ}59'38''$ , jusqu'au point D', de là;
- Vers le nord, quatorze mètres et neuf centièmes (14,09 m) selon une direction de  $91^{\circ}47'38''$ , jusqu'au point E', de là;
- Vers le nord-est, cent cinq mètres et quarante-six centièmes (105,46 m) selon une direction de  $135^{\circ}13'58''$ , jusqu'au point F', de là;
- Vers le sud-est, pour une première partie, cent quarante-trois mètres et vingt-neuf centièmes (143,29 m) selon une direction de  $238^{\circ}58'18''$ , jusqu'au point G', de là;
- Vers le sud-ouest, pour une première partie, sept mètres et soixante-deux centièmes (7,62 m) selon une direction de  $326^{\circ}13'46''$ , jusqu'au point H', de là;
- Vers le sud-est, pour une deuxième partie, cent cinquante et un mètres et quatre-vingt-un centièmes (151,81 m) selon une direction de  $236^{\circ}17'23''$ , jusqu'au point J', de là;
- Vers le sud-ouest, pour une deuxième partie, trente-neuf mètres et soixante-cinq centièmes (39,65 m) selon une direction de  $323^{\circ}30'12''$ , jusqu'au point de départ C';

Contenant en superficie vingt et un mille cinq cent dix-sept mètres carrés et cinq dixièmes (21 517,5 m<sup>2</sup>).

110.- La partie du lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE HUIT CENT CINQUANTE-SEPT (3 324 857 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIV :**

- Vers le nord-ouest pour une première partie par une partie du lot 3 324 390, étant la parcelle 109;
- Vers le nord-est pour une première partie par une partie du lot 3 324 390, étant la parcelle 109;
- Vers le nord-ouest pour une deuxième partie par une partie du lot 3 324 390, étant la parcelle 109;
- Vers le nord-est pour une deuxième partie par une autre partie du lot 3 324 857;
- Vers le sud-est pour une première partie par une partie du lot 3 324 388, étant la parcelle 111;
- Vers le nord-est pour une troisième partie par une partie du lot 3 324 388, étant la parcelle 111;
- Vers le sud-est pour une deuxième partie par une partie du lot 3 324 388, étant la parcelle 111;
- Vers le sud-ouest par le lot 5 907 762, étant le boulevard Angrignon;

**MESURANT :**

À partir du point J';

- Vers le nord-ouest, pour une première partie cent cinquante et un mètres et quatre-vingt-un centièmes (151,81 m) selon une direction de  $56^{\circ}17'23''$ , jusqu'au point H', de là;
- Vers le nord-est, pour une première partie sept mètres et soixante-deux centièmes (7,62 m) selon une direction de  $146^{\circ}13'46''$ , jusqu'au point G', de là;
- Vers le nord-ouest, pour une deuxième partie cent quarante-trois mètres et vingt-neuf centièmes (143,29 m) selon une direction de  $58^{\circ}58'18''$ , jusqu'au point F', de là;
- Vers le nord-est, pour une deuxième partie vingt-trois mètres et quatre-vingt-huit centièmes (23,88 m) selon une direction de  $135^{\circ}23'16''$ , jusqu'au point K', de là;
- Des longueurs consécutives de :

/44

- Cinquante-huit mètres et six centièmes (58,06 m), suivant un arc de cercle ayant un rayon de deux mille huit cent cinquante-huit mètres et soixante-dix-huit centièmes (2 858,78 m);
- Deux cent sept mètres et quatre-vingt-sept centièmes (207,87 m) selon une direction de 237°11'25" dans sa première limite sud-est, jusqu'au point L', de là;
- Vers le nord-est, pour une troisième partie sept mètres et soixante-deux centièmes (7,62 m) selon une direction de 146°55'39", jusqu'au point M', de là;
- Vers le sud-est, pour une deuxième partie trente et un mètres et quarante-sept centièmes (31,47 m) selon une direction de 237°14'39", jusqu'au point N', de là;
- Vers le sud-ouest, quarante et un mètres et trente-trois centièmes (41,33 m) selon une direction de 323°30'12", jusqu'au point de départ J';

Contenant en superficie neuf mille deux cent quatre-vingt-onze mètres carrés et sept dixièmes (9 291,7 m<sup>2</sup>).

111.- La partie du lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-HUIT (3 324 388 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIT :**

- Vers le nord-ouest pour une première partie par une partie du lot 3 324 857, étant la parcelle 110;
- Vers le sud-ouest pour une première partie par une partie du lot 3 324 857, étant la parcelle 110;
- Vers le nord-ouest pour une deuxième partie par une partie du lot 3 324 857, étant la parcelle 110;

/45

- Vers le nord-est pour une autre partie du lot 3 324 388;
- Vers le sud-est pour une première partie par une autre partie du lot 3 324 388;
- Vers le sud par une partie du lot 3 324 879, étant la parcelle 112;
- Vers le sud-est pour une deuxième partie par une partie du lot 3 324 879, étant la parcelle 112;
- Vers le sud-est pour une troisième partie par une autre partie du lot 3 324 388;
- Vers le sud-ouest pour une deuxième partie par une autre partie du lot 3 324 388;

**MESURANT :**

À partir du point N';

- Vers le nord-ouest, pour une première partie trente et un mètres et quarante-sept centièmes (31,47 m) selon une direction de  $57^{\circ}14'39''$ , jusqu'au point M', de là;
- Vers le sud-ouest, pour une première partie sept mètres et soixante-deux centièmes (7,62 m) selon une direction de  $326^{\circ}55'39''$ , jusqu'au point L', de là;
- Des longueurs consécutives de :
  - Deux cent sept mètres et quatre-vingt-sept centièmes (207,87 m) selon une direction de  $57^{\circ}11'25''$ ;
  - Cinquante-huit mètres et six centièmes (58,06 m) suivant un arc de cercle avec un rayon de deux mille huit cent cinquante-huit mètres et soixante-dix-huit centièmes (2 858,78 m), dans sa deuxième limite nord-ouest, jusqu'au point K', de là;
- Des longueurs consécutives de :
  - Vingt-deux mètres et seize centièmes (22,16 m) selon une direction de  $135^{\circ}24'31''$ ;



/46

- Six mètres et soixante-huit centièmes (6,68 m) selon une direction de  $121^{\circ}26'59''$  dans sa limite nord-est, jusqu'au point M', de là;
- Vers le sud-est, pour une première partie quarante-six mètres et trois centièmes (46,03 m) selon une direction de  $235^{\circ}20'50''$ , jusqu'au point Q', de là;
- Vers le sud, quatre mètres et trente centièmes (4,30 m) selon une direction de  $265^{\circ}16'30''$ , jusqu'au point R', de là;
- Des longueurs consécutives de :
  - Soixante-neuf mètres et cinquante-huit centièmes (69,58 m) selon une direction de  $236^{\circ}50'39''$ ;
  - Trente et un mètres et quarante-quatre centièmes (31,44 m) selon une direction de  $228^{\circ}06'25''$  dans sa deuxième limite sud-est, jusqu'au point S', de là;
- Vers le sud-est, pour une troisième partie cent quarante-neuf mètres et cinquante-quatre centièmes (149,54 m) selon une direction de  $238^{\circ}07'07''$ , jusqu'au point T', de là;
- Vers le sud-ouest, pour une deuxième partie vingt-deux mètres et quarante-quatre centièmes (22,44 m) selon une direction de  $314^{\circ}48'34''$ , jusqu'au point de départ N';

Contenant en superficie huit mille cinq cent sept mètres carrés et sept dixièmes (8 507,7 m<sup>2</sup>).

112.- La partie du lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (3 324 879 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIT :**

- Vers le nord-ouest pour une partie du lot 3 324 388, étant la parcelle 111;

/47

- Vers le nord par une partie du lot 3 324 388, étant la parcelle 111;
- Vers le sud-est par une autre partie du lot 3 324 879;

**MESURANT :**

À partir du point S';

- Des longueurs consécutives de :
  - Trente et un mètres et quarante-quatre centièmes (31,44 m) selon une direction de 48°06'25";
  - Soixante-neuf mètres et cinquante-huit centièmes (69,58 m) selon une direction de 56°50'39" dans sa limite nord-ouest, jusqu'au point R', de là;
- Vers le nord, quatre mètres et trente centièmes (4,30 m) selon une direction de 85°16'30", jusqu'au point Q', de là;
- Vers le sud-est, cent quatre mètres et quarante-sept centièmes (104,47 m) selon une direction de 235°20'50", jusqu'au point de départ S';

Contenant en superficie deux cent soixante-dix-huit mètres carrés et deux dixièmes (278,2 m<sup>2</sup>).

**RATTACHEMENT :**

L'angle Sud de ladite parcelle de terrain est situé à une distance de 152,52 mètres selon une direction de 55°11'31" du point X", lequel point correspond à l'angle Est du lot 5 907 762, étant le Boulevard Angrignon.

113.- La partie du lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX (3 324 390 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIV :**

- Vers le nord-ouest par une autre partie du lot 3 324 390;
- Vers le nord-est par le lot 5 057 747 et par une autre partie du lot 5 057 747, étant la parcelle 122;
- Vers le sud-est par le lot 3 324 868, étant la parcelle 120, le lot 3 324 450, étant la parcelle 118, le lot 3 324 455, étant la parcelle 116 et une partie du lot 3 324 857, étant la parcelle 114;
- Vers le sud-ouest par une autre partie du lot 3 324 390;
- Vers l'ouest par une autre partie du lot 3 324 390;

**MESURANT :**

À partir du point U';

- Des longueurs consécutives de :
  - Cinquante-sept mètres et quarante-sept centièmes (57,47 m) selon une direction de  $42^{\circ}29'39''$ ;
  - Cent-trente-cinq mètres et trente-trois centièmes (135,33 m) selon une direction de  $39^{\circ}10'26''$ ;
  - Six cent trente-sept mètres et trente et un centièmes (637,31 m), suivant un arc de cercle ayant un rayon de deux mille quatre cents mètres et vingt centièmes (2 400,20 m);
  - Trois cent dix-neuf mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (319,84 m), suivant une direction de  $62^{\circ}03'51''$ ;
  - Deux cent quatre-vingt-huit mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (288,99 m), suivant une direction de  $60^{\circ}54'13''$ , dans sa limite nord-ouest, jusqu'au point P'', de là;

/49

- Vers le nord-est, cinquante-six mètres et trois centièmes (56,03 m) selon une direction de  $121^{\circ}38'55''$ , jusqu'au point W'', de là;
- Des longueurs consécutives de :
  - Cent quatre-vingt-treize mètres et soixante-dix centièmes (193,70 m) selon une direction de  $230^{\circ}55'37''$ ;
  - Cent douze mètres et soixante-sept centièmes (112,67 m) selon une direction de  $232^{\circ}11'44''$ ;
  - Cinq cent soixante-seize mètres et quatre-vingt-treize centièmes (576,93 m) selon une direction de  $231^{\circ}43'33''$ ;
  - Trois cent quatre-vingt-dix-neuf mètres et soixante-six centièmes (399,66 m) selon une direction de  $231^{\circ}50'05''$ ;
  - Cent cinquante-huit mètres et trente-trois centièmes (158,33 m) selon une direction de  $234^{\circ}20'16''$ , dans sa limite sud-est, jusqu'au point X', de là;
- Vers le sud-ouest, cent onze mètres et sept centièmes (111,07 m) selon une direction de  $312^{\circ}30'50''$ , jusqu'au point Y', de là;
- Vers l'ouest, vingt-quatre mètres et soixante-douze centièmes (24,72 m) selon une direction de  $0^{\circ}29'41''$ , jusqu'au point de départ U';

Contenant en superficie deux cent sept mille trois cent quatre-vingt-deux mètres carrés et deux dixièmes (207 382,2 m<sup>2</sup>).

114.- La partie du lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE HUIT CENT CINQUANTE-SEPT (3 324 857 ptie), dudit cadastre :

/50

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIV :**

- Vers le nord-ouest par une partie du lot 3 324 390, étant la parcelle 113;
- Vers le nord-est par le lot 3 324 455, étant la parcelle 116;
- Vers le sud-est par une partie du lot 3 324 388, étant la parcelle 115;
- Vers le sud-ouest par une autre partie du lot 3 324 857;

**MESURANT :**

À partir du point X';

- Vers le nord-ouest, cent onze mètres et soixante-deux centièmes (111,62 m) selon une direction de 54°20'16", jusqu'au point Z', de là;
- Vers le nord-est, vingt-trois mètres et vingt-deux centièmes (23,22 m) selon une direction de 141°52'13", jusqu'au point A", de là;
- Vers le sud-est, cent sept mètres et soixante-cinq centièmes (107,65 m) suivant un arc de cercle ayant un rayon de deux mille huit cent cinquante-huit mètres et soixante-dix-huit centièmes (2 858,78 m), jusqu'au point B", de là;
- Vers le sud-ouest, vingt-quatre mètres et vingt-trois centièmes (24,23 m) selon une direction de 312°29'29", jusqu'au point de départ X';

Contenant en superficie deux mille six cent neuf mètres carrés (2 609,0 m<sup>2</sup>).

115.- La partie du lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-HUIT (3 324 388 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIV :**

- Vers le nord-ouest par une partie du lot 3 324 857, étant la parcelle 114;
- Vers le nord-est par le lot 3 324 389, étant la parcelle 117;
- Vers le sud-est par une partie du lot 3 324 879;
- Vers le sud et le sud-ouest par une autre partie du lot 3 324 388;

**MESURANT :**

À partir du point B";

- Vers le nord-ouest, cent sept mètres et soixante-cinq centièmes (107,65 m) suivant un arc de cercle ayant un rayon de deux mille huit cent cinquante-huit mètres et soixante-dix-huit centièmes (2 858,78 m), jusqu'au point A", de là;
- Vers le nord-est, vingt-sept mètres et dix-huit centièmes (27,18 m) selon une direction de 141°52'13", jusqu'au point C", de là;
- Vers le sud-est, quatre-vingt-douze mètres et soixante-seize centièmes (92,76 m) selon une direction de 232°21'12", jusqu'au point D", de là;
- Vers le sud, quinze mètres et sept centièmes (15,07 m) selon une direction de 274°04'24", jusqu'au point E", de là;
- Vers le sud-ouest, vingt mètres et soixante et onze centièmes (20,71 m) selon une direction de 311°42'53", jusqu'au point de départ B";

Contenant en superficie deux mille neuf cent vingt-neuf mètres carrés et quatre dixièmes (2 929,4 m<sup>2</sup>).

/52

116.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-  
QUATRE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE-CINQ (3 324 455),  
dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie neuf mille sept cent  
soixante-trois mètres carrés (9 763,0 m<sup>2</sup>).

117.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-  
QUATRE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-NEUF  
(3 324 389), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie douze mille mètres carrés  
et six dixièmes (12 000,6 m<sup>2</sup>).

118.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-  
QUATRE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE (3 324 450), dudit  
cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie dix mille trois cent vingt-  
sept mètres carrés et neuf dixièmes (10 327,9 m<sup>2</sup>).

119.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-  
QUATRE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE ET UN  
(3 324 451), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

/53

Contenant en superficie douze mille cent quatre-vingt-douze mètres carrés et neuf dixièmes (12 192,9 m<sup>2</sup>).

120.- Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE HUIT CENT SOIXANTE-HUIT (3 324 868), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

Contenant en superficie neuf mille huit cent quatre-vingt-dix-sept mètres carrés et deux dixièmes (9 897,2 m<sup>2</sup>).

121.- La partie du lot TROIS MILLIONS TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE ET UN (3 324 231 partie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIV :**

- Vers le nord-ouest par le lot 3 324 868, étant la parcelle 120;
- Vers le nord-est par une partie du lot 3 015 742, étant la parcelle 124;
- Vers le sud-est par une autre partie du lot 3 324 231 et par le lot 3 324 901;
- Vers l'ouest par le lot 3 324 451, étant la parcelle 119;

**MESURANT :**

À partir du point F";

- Vers le nord-ouest, quatre cent trente-deux mètres et quatre-vingt-trois centièmes (432,83 m), selon une direction de 51°50'42", jusqu'au point G", de là;



/54

- Vers le nord-est, dix mètres et dix-huit centièmes (10,18 m) selon une direction de  $121^{\circ}38'55''$ , jusqu'au point H", de là;
- Des longueurs consécutives de :
  - Trente-six mètres et trente-quatre centièmes (36,34 m), selon une direction de  $203^{\circ}29'33''$ ;
  - Quatre cent douze mètres et quatre-vingt-douze centièmes (412,92 m), selon une direction de  $231^{\circ}50'40''$ , vers le sud-est, jusqu'au point J", de là;
- Vers l'ouest, vingt-huit mètres et seize centièmes (28,16 m) selon une direction de  $339^{\circ}37'02''$ , jusqu'au point de départ F";

Contenant en superficie onze mille cinq cent vingt-deux mètres carrés et quatre dixièmes (11 522,4 m<sup>2</sup>).

122.- La partie du lot CINQ MILLIONS CINQUANTE-SEPT MILLE SEPT CENT QUARANTE-SEPT (5 057 747 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIT :**

- Vers le nord et le nord-est par une autre partie du lot 5 057 747;
- Vers le sud-est par une partie du lot 3 043 340, étant la parcelle 123;
- Vers sud-ouest par une partie du lot 3 324 390, étant la parcelle 113;

**MESURANT :**

À partir du point V';

- Vers le nord, soixante mètres et vingt centièmes (60,20 m), suivant un arc de cercle ayant un rayon de cent huit mètres

/55

et quarante-six centièmes (108,46 m), jusqu'au point K", de là;

- Vers le nord-est, quatre mètres et trente et un centièmes (4,31 m) selon une direction de  $141^{\circ}14'58''$ , jusqu'au point L", de là;
- Vers le sud-est, trente-neuf mètres et cinquante-cinq centièmes (39,55 m), selon une direction de  $230^{\circ}55'35''$ , jusqu'au point W", de là;
- Vers le sud-ouest, trente-six mètres et quatre centièmes (36,04 m), selon une direction de  $301^{\circ}38'55''$ , jusqu'au point de départ V";

Contenant en superficie neuf cent quarante-huit mètres carrés et neuf dixièmes (948,9 m<sup>2</sup>).

123.- La partie du lot TROIS MILLIONS QUARANTE-TROIS MILLE TROIS CENT QUARANTE (3 043 340 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIT :**

- Vers le nord-ouest par une partie du lot 5 057 747, étant la parcelle 122;
- Vers le nord-est par une autre partie du lot 3 043 340;
- Vers le sud-est par une autre partie du lot 3 043 340 et par une partie du lot 3 015 742, étant la parcelle 124;
- Vers sud-ouest par le lot 3 324 868, étant la parcelle 120;

**MESURANT :**

À partir du point W";

/56

- Vers le nord-ouest, trente-neuf mètres et cinquante-cinq centièmes (39,55 m), selon une direction de  $50^{\circ}55'35''$ , jusqu'au point L", de là;
- Vers le nord-est, vingt et un mètres et dix centièmes (21,10 m) selon une direction de  $141^{\circ}14'58''$ , jusqu'au point M", de là;
- Des longueurs consécutives de :
  - Dix mètres et quarante-quatre centièmes (10,44 m), selon une direction de  $203^{\circ}29'34''$ ;
  - Vingt et un mètres et vingt-deux centièmes (21,22 m), selon une direction de  $231^{\circ}50'39''$ , vers le sud-est, jusqu'au point G", de là;
- Vers le sud-ouest, vingt-sept mètres et dix centièmes (27,10 m), selon une direction de  $301^{\circ}38'55''$ , jusqu'au point de départ W";

Contenant en superficie huit cent soixante-dix-neuf mètres carrés et huit dixièmes (879,8 m<sup>2</sup>).

124.- La partie du lot TROIS MILLIONS QUINZE MILLE SEPT CENT QUARANTE-DEUX (3 015 742 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

**BORNÉE COMME SUIT :**

- Vers le nord-ouest par une partie du lot 3 043 340, étant la parcelle 123;
- Vers le sud-est par une autre partie du lot 3 015 742;
- Vers le sud-ouest par une partie du lot 3 324 231, étant la parcelle 121;

**MESURANT :**

À partir du point G";

/57

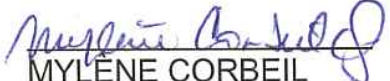
- Vers le nord-ouest, vingt et un mètres et vingt-deux centièmes (21,22 m), selon une direction de  $51^{\circ}50'39''$ , jusqu'au point N", de là;
- Vers le sud-est, vingt mètres et douze centièmes (20,12 m) selon une direction de  $203^{\circ}29'34''$ , jusqu'au point H", de là;
- Vers le sud-ouest, dix mètres et dix-huit centièmes (10,18 m) selon une direction de  $301^{\circ}38'55''$ , jusqu'au point de départ G";

Contenant en superficie cent un mètres carrés et quatre dixièmes (101,4 m<sup>2</sup>).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Les directions indiquées sur ce document sont des gisements en référence au système SCOPQ (fuseau 8) NAD83.

Préparé à Montréal, le vingt-septième jour du mois d'avril de l'an deux mille vingt sous le numéro 798 de mes minutes au dossier 23046 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

  
MYLÈNE CORBEIL  
Arpenteure-géomètre

MC/cc

Dossier : 23046

Copie conforme à l'original

/58  
Montréal, le \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Arpenteur



2020-05-05

**LOTIS**

|  |
|--|
| 2 605 617, 2 607 837, 2 607 838, 2 607 839,              |
| 2 608 010, 2 608 011, 2 608 012, 2 608 124,              |
| 2 608 236, 2 608 237, 2 608 238, 2 608 275,              |
| 2 608 276, 2 608 285, 2 608 526, 2 608 825,              |
| 2 608 826, 2 608 827, 2 608 828, 2 608 829,              |
| 3 043 330, 3 020 207, 3 020 218, 3 020 629,              |
| 3 320 648, 3 320 759, 3 320 870, 3 320 981,              |
| 3 321 091, 3 321 202, 3 321 314, 3 321 424,              |
| 3 321 534, 3 321 645, 3 321 756, 3 321 866,              |
| 3 321 977, 3 322 088, 3 322 199, 3 322 310,              |
| 3 322 422, 3 322 532, 3 322 642, 3 322 753,              |
| 3 322 863, 3 322 973, 3 323 083, 3 323 194,              |
| 3 323 304, 3 323 414, 3 323 524, 3 323 634,              |
| 3 323 744, 3 323 854, 3 324 079, 3 324 190,              |
| 3 324 300, 3 324 389, 3 324 409, 3 324 450,              |
| 3 324 451, 3 324 455, 3 324 525, 3 324 547,              |
| 3 324 569, 3 324 602, 3 324 613, 3 324 604,              |
| 3 324 625, 3 324 636, 3 324 658, 3 324 669,              |
| 3 324 680, 3 324 691, 3 324 702, 3 324 712,              |
| 3 324 723, 3 324 734, 3 324 735, 3 324 801,              |
| 3 324 845, 3 324 868, 3 324 956, 3 328 317,              |
| 3 328 347, 3 328 415, 3 328 416, 4 240 447,              |
| 4 240 448, 4 679 214, 4 679 215, 4 723 767,              |
| 4 723 768, 4 779 228, 4 870 938, 4 870 939,              |
| 4 991 543, 4 991 544, 5 087 908, 5 027 960,              |
| 5 027 961, 5 027 962, 5 027 963, 5 027 964,              |
| 5 027 965, 5 027 966, 5 027 967, 5 027 968,              |
| 5 027 969, 5 027 970, 5 027 971, 5 027 972,              |
| 5 027 973, 5 027 974, 5 027 975, 5 027 976,              |
| 5 027 977, 5 027 978, 5 027 979, 5 027 980,              |
| 5 027 981, 5 027 982, 5 027 983, 5 027 984,              |
| 5 027 985, 5 027 986, 5 027 987, 5 027 988,              |
| 5 027 989, 5 027 990, 5 027 991, 5 027 992,              |
| 5 027 993, 5 027 994, 5 027 995, 5 027 996,              |
| 5 027 997, 5 027 998, 5 027 999, 6 343 439 et une partie |
| des lots 3 015 742, 3 043 340, 3 324 231,                |
| 3 324 768, 3 324 779, 3 324 879, 5 907 756,              |
| 5 907 757 et 6 343 440 et des parties des lots           |
| 3 324 388, 3 324 390, 3 324 657 et 5 027 747.            |

**EMPLACEMENT:**  
 Bien-être située dans le quadrilatère formé par la RUE SAINT-JACQUES, L'AUTOROUTE DÉBARIE(A-15), la RUE NOTRE-DAME OUEST et L'AVENUE BROOK.

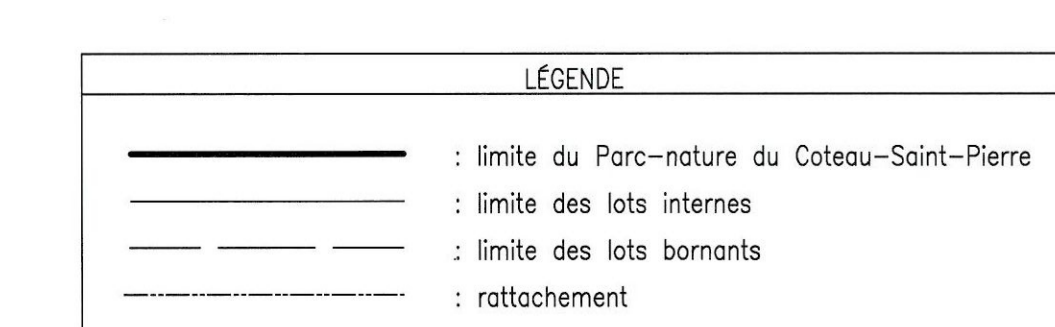
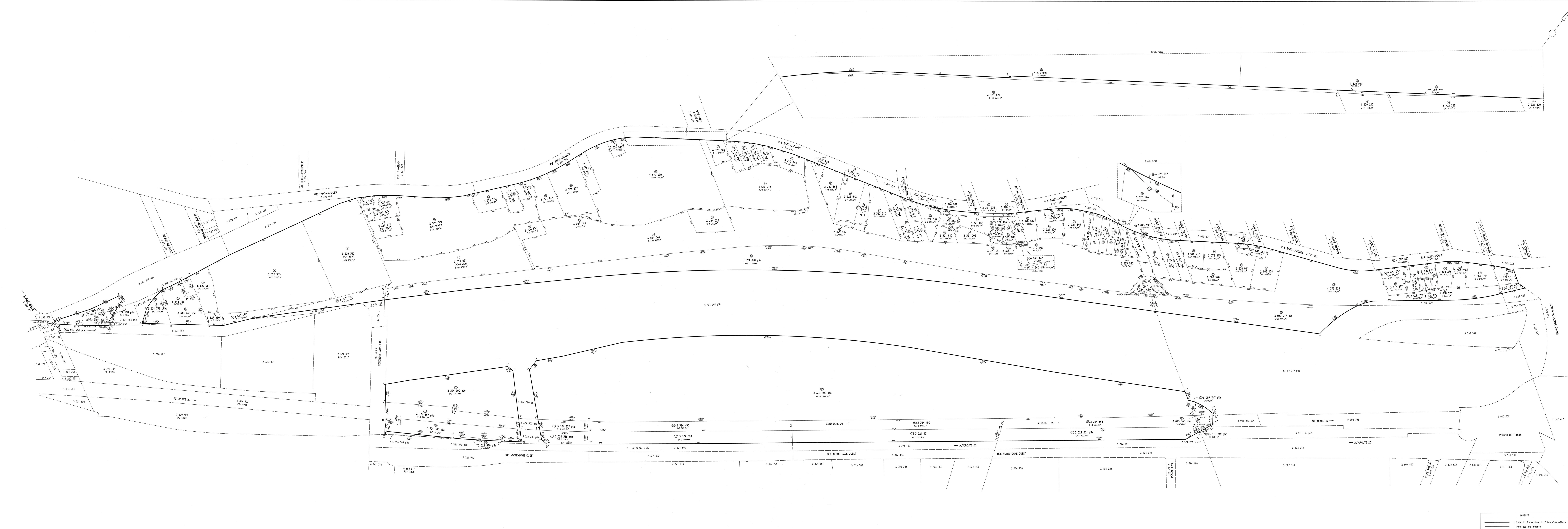
**FINS DU DOCUMENT:**  
 IDENTIFICATION CADASTRALE DU PARC DE L'ÉCOTERRITOIRE DE LA FAUSSE

**NOTES:**  
 1- Les mesures et superficies des lots indiquées sur ce plan et description technique ont été effectuées au jour de cadastre du Québec et sont données à titre informatif. Elles n'ont fait l'objet d'aucun contrôle sur le terrain et ne sont pas sujettes à la détermination des erreurs.  
 2- Les directions indiquées sur ce document sont des planimétries en référence au système SGRD (Système de Géométrie Révisée).

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles autorisées, sans autorisation écrite de son éditeur ou du gestionnaire de ce document.

ÉDITÉ PAR: **MONTRÉAL**  
 DÉPARTÉMENT DE LA GÉOMATIQUE

**Montréal**  
 Service des infrastructures du réseau routier  
 Arrondissement municipal: Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et Le Sud-Ouest  
**PLAN N° J-97 NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**





**Dossier # : 1203843001**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des finances , Direction des revenus , Division des revenus , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Alimentation en eau et assainissement des eaux   |
| <b>Projet :</b>                           | -  |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter un Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019) |

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019).

**Signé par** Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-07 12:17

**Signataire :**

Serge LAMONTAGNE

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1203843001**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service des finances , Direction des revenus , Division des revenus , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Alimentation en eau et assainissement des eaux   |
| <b>Projet :</b>                           | -  |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter un Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* . Le potentiel fiscal est le critère de répartition qui s'applique par défaut, à moins que la loi ou que le conseil d'agglomération n'ait prévu d'autres critères.

Jusqu'au 31 décembre 2013, l'article 68 du décret 1229-2005 prévoyait que :

- les coûts réels de l'alimentation en eau potable étaient partagés entre les villes desservies par l'agglomération de Montréal selon la consommation réelle;
- les usines de Dorval et de Pointe-Claire étaient exploitées par les municipalités où elles étaient situées.

Cet article du décret, dont l'application se terminait le 31 décembre 2013, n'a pas été reconduit. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, les usines de Dorval et Pointe-Claire sont donc exploitées par la ville centre qui dessert en eau potable l'ensemble des municipalités de l'agglomération.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les dépenses de fonctionnement relatives aux activités de production et de distribution de l'eau potable sont réparties entre les villes liées en fonction de leur consommation respective d'eau potable. Ceci représente la mise en application de l'entente signée le 4 mars 2016 entre les villes reconstituées et la Ville de Montréal au sujet du partage des dépenses relatives à l'alimentation en eau potable.

Ainsi, aux fins de l'établissement de la quote-part représentant les coûts réels relatifs à l'alimentation en eau assurée par la Ville de Montréal sur le territoire des seize municipalités liées, le taux est établi à 0,2086 \$ par m<sup>3</sup> pour l'exercice financier de 2019. Ce taux se compare au taux de 0,1947 \$ par m<sup>3</sup> pour l'exercice financier de 2018.



## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG19 0196 - 18 avril 2019 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2018) - RCG 19-015

CG18 0032 - 25 janvier 2018 - Adoption - Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2018) - RCG 18-003

CG18 0257 - 26 avril 2018 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2017) - RCG 18-014

CG17 0168 - 27 avril 2017 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2016) - RCG 17-019

CG16 0276 - 21 avril 2016 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2015) - RCG 16-042

CG15 0361 - 28 mai 2015 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2014) - RCG 15-061

CG14 0226 - 1<sup>er</sup> mai 2014 - Adoption - Résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2013)

CG13 0133 - 25 avril 2013 - Adoption - Résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable, aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2012)

## **DESCRIPTION**

*Le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019) prévoit qu'au terme de l'exercice financier de 2019, la Ville fixe, par règlement du conseil d'agglomération le taux définitif de la quote-part en fonction du coût relatif à l'alimentation en eau potable qu'elle a assurée sur le territoire des municipalités liées au cours de cet exercice financier. Ce règlement établit également les modalités de paiement ou de remboursement ainsi que le montant des intérêts.*

## **JUSTIFICATION**

Le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019) prévoit que la quote-part provisoire pour l'alimentation en eau potable est transmise au plus tard le 30 janvier 2019. Un ajustement du montant de la quote-part est effectué lorsque le taux définitif de la quote-part pour l'alimentation en eau potable est fixé, au terme de l'exercice financier de 2019 et que la consommation réelle de chacune des municipalités liées est connue. Il équivaut à la différence entre la quote-part pour l'alimentation en eau potable et la quote-part provisoire pour l'alimentation en eau potable.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Aux fins de l'établissement de la quote-part représentant les coûts réels relatifs à l'alimentation en eau assurée par la Ville de Montréal sur le territoire des municipalités liées, le taux est établi à 0,2086 \$ par m<sup>3</sup> pour l'exercice financier de 2019.

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. o.

## IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. o.

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Eleni KOUROS  
Conseillère recettes fiscales

**Tél :** 514 868-4438  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Isabelle HÉBERT  
Directrice

**Tél :** 514 872-2455  
**Télécop. :** 514 872-2247

Le : 2020-03-27

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Isabelle HÉBERT

Directrice - Revenus

**Tél :** 514 872-2455

**Approuvé le :** 2020-05-05

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Yves COURCHESNE

Directeur et trésorier du Service des finances

**Tél :** 514 872-6630

**Approuvé le :** 2020-05-05

**FOURNITURE DE L'EAU POTABLE AUX VILLES LIÉES  
EXERCICE 2019 - CALCUL DU COÛT RÉEL**

(en milliers de dollars)

|   | <b>Réel<br/>2019</b> |
|---|----------------------|
| 1. Approvisionnement et traitement de l'eau potable                         | 54 485,4             |
| 2. Réseau de distribution de l'eau potable                                  | <u>24 475,5</u>      |
|   | 78 960,9             |
| <br>  |                      |
| Frais généraux d'administration applicable à la fourniture de l'eau potable | 14,55%<br>11 488,8   |
| <br>  |                      |
| <b>Coût direct de fourniture en eau potable</b>                             | <b>90 449,7</b>      |
| <br>  |                      |
| <b>Volumes d'eau distribués nets (m3) - 2019</b>                            | <b>433 623 163</b>   |
| <br>  |                      |
| <b>Tarif réel 2019 pour les villes liées</b>                                | <b>0,2086 \$/m3</b>  |

Données : Vision 2 en date du 27 janvier 2020 (DÉC-19)

**Dossier # : 1203843001**

**Unité administrative responsable :** Service des finances , Direction des revenus , Division des revenus , -

**Objet :** Adopter un Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[AML - 1203843001 - Taux définitif QP eau potable 2019.doc](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate

**Tél :** 514-589-7594

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-03-29

Véronique BELPAIRE  
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe

**Tél :** 514-872-7017

**Division :** Service des affaires juridiques

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**RCG XX-XXX**

**RÈGLEMENT FIXANT LE TAUX AU MÈTRE CUBE DE L'EAU EN FONCTION  
DES COÛTS RÉELS RELATIFS À L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE AUX  
FINS DE LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR L'ALIMENTATION EN EAU  
POTABLE (EXERCICE FINANCIER DE 2019)**

Vu les articles 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'article 4 du Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019) (RCG 18-038);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

**CHAPITRE I**  
**DISPOSITION GÉNÉRALE**

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« coûts relatifs à l'alimentation en eau potable » : les charges relatives à l'exercice des compétences d'agglomération qui sont imputées, conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale, aux activités *Approvisionnement et traitement de l'eau potable* et *Réseau de distribution de l'eau potable* de la fonction *Hygiène du milieu* au rapport financier annuel 2019 de la Ville de Montréal, auxquelles sont ajoutés des frais généraux d'administration équivalant à 14,55 % de ces charges;

« la Ville » : la Ville de Montréal;

« municipalité liée » : une municipalité visée à l'article 4 de la Loi.

**CHAPITRE II**  
**LA QUOTE-PART POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE**

2. Aux fins du financement des coûts relatifs à l'alimentation en eau potable assurée par la Ville sur le territoire des municipalités liées, le taux définitif de la quote-part pour l'alimentation en eau potable est établi à 0,2086 \$/m<sup>3</sup> pour l'exercice financier de 2019.

**CHAPITRE III**  
**ENTRÉE EN VIGUEUR**

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication et s'applique à l'exercice financier de 2019.

---

GDD 1203843001



**Dossier # : 1207796007**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Aide destinée spécifiquement à une entreprise   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter le « Règlement établissant le programme de soutien financier visant à soutenir des commerçants montréalais dans le cadre de campagnes de sociofinancement » - Réserver une somme de 500 000 \$ pour sa mise en oeuvre |

Il est recommandé:

- d'adopter le « Règlement établissant le programme de soutien financier visant à soutenir des commerçants montréalais dans le cadre de campagnes de sociofinancement »;
- de réserver une somme de 500 000 \$ pour sa mise en oeuvre.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-15 16:44

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie



**IDENTIFICATION** **Dossier # :1207796007**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Aide destinée spécifiquement à une entreprise   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter le « Règlement établissant le programme de soutien financier visant à soutenir des commerçants montréalais dans le cadre de campagnes de sociofinancement » - Réserver une somme de 500 000 \$ pour sa mise en oeuvre |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19 mettent l'ensemble de l'écosystème commercial dans une grande incertitude et a provoqué la fermeture temporaire des commerces non essentiels. Alors qu'une reprise de l'activité commerciale est imminente, que des mesures sanitaires et de distanciation sociale seront imposées aux établissements commerciaux et que la clientèle n'a pu fréquenter ces établissements depuis le début de la crise, il y a lieu de mettre en place des mesures permettant de soutenir financièrement les commerces.  
 Le présent dossier décisionnel a ainsi pour objet de soumettre un projet de règlement dans le cadre de campagnes de sociofinancement qui bénéficieront aux commerces, dans le contexte de la Covid-19.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE18 1096 (13 juin 2018) : approuver le Plan d'action en commerce intitulé : « Vivre Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal*.

**DESCRIPTION**

Le projet de règlement vise l'encadrement du versement de subventions à des sociétés de développement commercial, associations de commerçants et chambres de commerce situées sur le territoire de l'agglomération de Montréal, ainsi que les éléments de reddition de compte, dans le cadre de campagnes de sociofinancement visant à soutenir financièrement la reprise des activités des commerces, dans le contexte de la COVID-19. La subvention prévue par le projet de règlement permettra de bonifier le montant total de la campagne de sociofinancement, pour un montant équivalent à 50% du montant total recueilli des citoyens, jusqu'à concurrence de 7 500 \$, 15 000 \$ ou 25 000 \$ déterminé en fonction du nombre de membres de l'organisme demandeur. Une seule demande pourra être déposée par organisme.

Les demandes de subvention pourront être reçues à compter du 29 juin prochain, dès 9h, et le programme se terminera lorsque les fonds auront été épuisés. Le projet de règlement permettra de soutenir entre 20 et 30 campagnes de sociofinancement à l'échelle de l'agglomération. Aussi, le projet de règlement prévoit que le comité exécutif peut augmenter le montant total de l'aide financière prévu au programme, si cette somme provient d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente ou d'un programme du gouvernement, et qu'il peut également modifier les dispositions qui permettraient de présenter de nouvelles demandes de subvention.

## **PARTAGE DES RESPONSABILITÉS**

Les responsabilités relatives à la mise en oeuvre du programme seront assumées par le Service du développement économique en étroite collaboration avec les responsables municipaux locaux.

Responsabilités centrales:

- Analyser les demandes de subvention;
- Autoriser le versement des subventions;
- Fournir une expertise et un soutien aux organismes dans le cheminement des demandes.

De leur côté, les responsables municipaux locaux interviennent notamment pour promouvoir les programmes au sein de leur communauté et assurent un soutien continu auprès des organismes.

## **JUSTIFICATION**

Dans une optique de sortie de la crise de la COVID-19, les entreprises commerciales auront besoin d'être soutenues en ayant accès à des liquidités sans endettement au très court terme et qui leur permettront de relancer et poursuivre leurs activités. Ce programme permettra d'encourager l'achat local auprès des commerces de proximité afin de soutenir la relance économique des artères commerciales.

L'adoption de ce règlement est nécessaire afin que la Ville puisse verser les subventions aux sociétés de développement commercial, aux associations de commerçants et aux chambres de commerce sur le territoire de l'agglomération. Le présent projet répond à un des objectifs du plan d'action en commerce « Vivre Montréal » qui vise à gérer de manière dynamique la fonction commerciale en aidant directement les établissements commerciaux.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les crédits nécessaires à la poursuite du programme en 2020 sont de 500 000 \$. La somme est prévue au budget 2020 du Service du développement économique - bouquet de mesures COVID-19 (entente 150 M\$).

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Le soutien financier destiné aux sociétés de développement commercial, associations de commerçants et chambres de commerce favorise la prise en charge des rues commerciales par les communautés d'affaires et la recherche de la cohérence commerciale pour le bénéfice des montréalais. La Ville favorise la consommation à proximité des milieux de vie, une notion importante pour le développement durable.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Le fait de ne pas adopter le Règlement aurait pour effet de ne pas permettre les subventions aux organismes, dans le cadre de campagnes de sociofinancement visant à soutenir financièrement la reprise des activités des commerces, dans le contexte de la COVID-19.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

À cette étape, aucune opération de communication ne sera élaborée.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Noémie LUCAS  
Commissaire au développement économique

**Tél :** 514-868-3140  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-13

Josée CHIASSON  
Directrice mise en valeur des pôles économiques

**Tél :** 514-868-7610  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Véronique DOUCET  
Directrice

**Tél :** 514 872-3116

**Approuvé le :** 2020-05-15

**Dossier # : 1207796007**

**Unité administrative responsable :** Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques

**Objet :** Adopter le « Règlement établissant le programme de soutien financier visant à soutenir des commerçants montréalais dans le cadre de campagnes de sociofinancement » - Réserver une somme de 500 000 \$ pour sa mise en oeuvre

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[AML - 1207796007 - progr subv camp sociofinancement 20200515.doc](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-589-7594**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-15

Annie GERBEAU  
Avocate  
**Tél : 514-589-7449**  
**Division :** Chef de division, Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL  
RÈGLEMENT  
RCG XX-XXX**

**RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE VISANT À SOUTENIR  
LA REPRISE DES ACTIVITÉS DES COMMERCES DANS LE CADRE DE  
CAMPAGNES DE SOCIOFINANCEMENT**

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 \$ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

Vu le Décret 177-2020 du 13 mars 2020 concernant une déclaration d'urgence sanitaire conformément à l'article 118 de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2), (2020) 152 G.O. II, 1101A, le Décret 222-2020 du 20 mars 2020 concernant le renouvellement de l'état d'urgence sanitaire conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique et certaines mesures pour protéger la santé de la population, (2020) 152 G.O. II, 1139A et le Décret 223-2020 du 24 mars 2020 concernant l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19, (2020) 152 G.O. II, 1140A ainsi que leurs renouvellements;

À l'assemblée du \_\_\_\_\_ 2020, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

**1.** Dans le présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« association » : un regroupement de gens d'affaires dûment constitué en personne morale à but non lucratif ayant son siège social sur le territoire de l'agglomération de Montréal ;

« campagne de sociofinancement » : une campagne de collecte de fonds menée par un organisme au moyen des services d'une plateforme de sociofinancement dans le but de recueillir des contributions auprès des citoyens afin d'aider à la reprise des activités des entreprises;

« chambre de commerce » : une personne morale à but non lucratif dûment constituée ayant pour mission de soutenir et de promouvoir les intérêts économiques et sociaux des entreprises et ayant son siège social sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant autorisé;

« entreprise » une entreprise qui opère un commerce situé sur le territoire de l'agglomération de Montréal qui est membre d'une société de développement commercial, d'une association ou d'une chambre de commerce ou qu'une association ou une chambre de commerce représente, à l'exception d'une entreprise qui a cessé ses activités commerciales de façon permanente, qui est sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), chapitre C-35) ou en faillite au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), chapitre B-3 ;

« fournisseur » : une entreprise ayant son siège social au Québec qui a pour mission principale la création de campagnes de sociofinancement et qui gère et opère une plateforme de sociofinancement;

« plateforme de sociofinancement » : un site web transactionnel par l'entremise duquel le citoyen contribue à une campagne sociofinancement;

« organisme » : une association, une chambre de commerce ou une société de développement commercial;

« société de développement commercial » : une personne morale constituée conformément aux articles 458.1 et suivants de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), ayant compétence dans un district commercial et son siège social sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

« Ville » : la Ville de Montréal.

## **SECTION II**

### **APPLICATION**

2. Dans le contexte de la Pandémie de la Covid-19 et de la mise en œuvre du Plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 \$ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal, le présent règlement met en place un programme d'aide financière ayant pour but de permettre à un organisme de soutenir financièrement les entreprises qui en sont membres ou qu'il représente dans le cadre d'une campagne de sociofinancement à laquelle ces entreprises sont inscrites.

XX-XXX/2

### **SECTION III**

#### **PRINCIPES GÉNÉRAUX**

3. Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 500 000 \$.
4. La subvention octroyée à un organisme a pour but de lui permettre de soutenir financièrement la reprise des activités des entreprises inscrites à une campagne de sociofinancement pour un montant équivalent à 50 % du montant total recueilli auprès des citoyens lors de cette campagne pour le bénéfice de ces entreprises.
5. La campagne de sociofinancement pour laquelle la subvention est octroyée à l'organisme doit être terminée au plus tard le 30 septembre 2020.

### **SECTION IV**

#### **EXCLUSIONS**

6. Aucune subvention n'est octroyée :
  - 1° dans le cadre d'une campagne de sociofinancement débutée avant la date à laquelle la demande de subvention est approuvée en vertu de l'article 10;
  - 2° pour les dépenses de l'organisme relatives à l'instauration, à la mise en œuvre ou à la gestion de la campagne de sociofinancement;
  - 3° pour les dépenses afférentes aux activités courantes de l'organisme notamment les frais du personnel qui assure la direction et le fonctionnement de l'organisme, les frais généraux d'administration ou les assurances.

### **SECTION V**

#### **DEMANDE DE SUBVENTION**

7. Un organisme peut obtenir une aide financière aux conditions établies au présent règlement en présentant une demande à cet effet, au moyen du formulaire fourni par la Ville.

La demande de l'organisme doit être accompagnée des documents suivants :

- 1° la résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la présentation de la demande de subvention;
- 2° un document établissant le mandat de toute personne agissant au nom de l'organisme, le cas échéant;
- 3° l'état des renseignements de l'organisme au Registre des entreprises du Québec;



- 4° une liste des membres de l'organisme comprenant leurs noms ainsi que leurs adresses;
- 5° un document décrivant la campagne de sociofinancement à être menée par l'organisme et décrivant les entreprises visées par cette campagne, leur nombre ainsi que la période durant laquelle elle sera tenue;
- 6° un document présentant l'offre de service du fournisseur aux fins de la campagne.

**8.** La demande doit être présentée par courriel au directeur à compter du 29 juin 2020 à 9 h 00 à l'adresse électronique indiquée sur le formulaire de demande de la Ville prévu à l'article 7.

**9.** Une seule demande de subvention peut être présentée par un organisme.

## **SECTION VII**

### **ACCEPTATION DE LA DEMANDE, VERSEMENT ET CALCUL DE LA SUBVENTION**

**10.** Le directeur accepte toute demande de subvention conforme à l'article 7, en fonction de la date et de l'heure de réception de la demande et ce, jusqu'à épuisement, à la suite de la détermination du montant de subvention à être versé conformément aux dispositions de l'article 11, des fonds alloués au présent programme.

Dans les 10 jours ouvrables suivant l'acceptation d'une demande, le directeur en approuve le versement et en avise l'organisme par écrit, en indiquant le montant qui lui sera versé.

**11.** Le montant de subvention à être octroyée à un organisme est déterminé en fonction du nombre de membres de l'organisme comme suit :

|                          |              |
|--------------------------|--------------|
| 1° 25 à 69 membres :     | 7 500,00 \$  |
| 2° 70 à 119 membres :    | 15 000,00 \$ |
| 3° 120 membres et plus : | 25 000,00 \$ |

Malgré le premier alinéa, lorsque les fonds alloués au présent programme sont inférieurs au montant de la subvention déterminé en vertu du premier alinéa, le montant de la subvention à être octroyée équivaut au solde de ces fonds.

## **SECTION VIII**

### **REDDITION DE COMPTE**

**12.** L'organisme doit transmettre au directeur, au plus tard le 31 octobre 2020, les documents suivants :

- 1° l'entente entre l'organisme et le fournisseur;

- 2° un rapport issu de la plateforme de sociofinancement et qui présente le montant total des sommes recueillies au cours de la campagne de sociofinancement pour laquelle la subvention a été octroyée;
- 3° une preuve du versement, autrement que par paiement comptant, de chacun des montants de soutien financier par l'organisme aux entreprises, notamment une copie de chèque encaissé ou un relevé de compte bancaire, à l'exclusion d'un reçu, ou d'une quittance;
- 4° un rapport de résultats de la campagne de sociofinancement, présenté sur le formulaire fourni par la Ville, décrivant le nombre d'entreprises inscrites à la campagne lors de la clôture de celle-ci, le degré d'atteinte des objectifs et les retombées de la campagne.

**13.** À la suite de la réception des documents prévus à l'article 12, si le directeur constate que le montant de subvention octroyé à l'organisme en vertu de l'article 10 est supérieur à 50 % du total des sommes recueillies auprès des citoyens lors de la campagne de sociofinancement, l'organisme doit, dans les 10 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet, rembourser la différence entre ces deux montants.

**14.** Tout montant de subvention utilisé par l'organisme en contravention des dispositions du présent règlement doit, dans les 10 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet, être remboursé à la Ville.

## **SECTION IX**

### **DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

**15.** L'organisme qui a obtenu une subvention doit, dans tout document, véhicule promotionnel ou publicitaire relatif à la campagne de sociofinancement, faire état, à l'aide des logos et des propositions graphiques mis à sa disposition par la Ville, du fait que sa participation financière à la campagne constitue une contribution de la Ville.

**16.** Le directeur peut consulter les registres comptables de l'organisme et obtenir sur demande auprès de ceux-ci, et ce sans frais, toute preuve, copie de document et autre pièce justificative afin de vérifier l'utilisation de la subvention.

**17.** Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude, entraîne l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement, sous la forme d'une subvention, doit être remboursée à la Ville, avec intérêts et frais, par l'organisme.

## **SECTION X**

### **ORDONNANCES**

**18.** Le comité exécutif peut, par ordonnance :

- 1° modifier le présent règlement afin d'augmenter le montant total de l'aide financière prévu à l'article 3, lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement ou d'un programme du gouvernement;
- 2° modifier les articles 5, 8, 9 et 12 du présent règlement afin de permettre aux organismes de présenter de nouvelles demandes de subvention à la suite de l'augmentation du montant total en vertu du paragraphe 1° du présent article.

## **SECTION XI**

### **DURÉE DU PROGRAMME**

**19.** Le programme d'aide financière prévu au présent règlement prend fin à la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés.

---

GDD 1207796007

**Dossier # : 1207796007**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques  |
| <b>Objet :</b>                            | Adopter le « Règlement établissant le programme de soutien financier visant à soutenir des commerçants montréalais dans le cadre de campagnes de sociofinancement » - Réserver une somme de 500 000 \$ pour sa mise en oeuvre |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[SDE - 1207796007.xls](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie GODBOUT  
Préposée au budget  
**Tél :** (514) 872-0721

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-15

Sabiha FRANCIS  
Conseiller(ere) budgetaire  
**Tél :** 514-872-9366  
**Division :** Service des finances



**Dossier # : 1205326001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Services de police et sécurité incendie   |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un (1) policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (UMECO) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), aux frais du SPVM, pour une durée de trois (3) ans, soit du 30 septembre 2019 au 29 septembre 2022. Autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service. |

Il est recommandé de :

1. Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un (1) policier à l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (UMECO) de la GRC, aux frais du SPVM, pour une période de trois (3) ans, soit du 30 septembre 2019 au 29 septembre 2022;
2. autoriser une dépense de quatre cent trente-neuf mille deux cents dollars (439 200,00 \$) pour la période du prêt de service;
3. autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service;
4. imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-07 12:16

**Signataire :**

Serge LAMONTAGNE

\_\_\_\_\_  
Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1205326001**

|  |   |
|--|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération   |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Services de police et sécurité incendie   |
| <b>Projet :</b>  | -   |
| <b>Objet :</b>   | Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un (1) policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (UMECO) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), aux frais du SPVM, pour une durée de trois (3) ans, soit du 30 septembre 2019 au 29 septembre 2022. Autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (UMECO) est une équipe pluridisciplinaire intégrée qui, avec la participation de partenaires locaux, nationaux et internationaux, mène des enquêtes sur la criminalité de conjoncture supérieure dans le but de freiner l'expansion et le développement du crime organisé au Québec.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Ne s'applique pas.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à autoriser rétroactivement le prêt de service d'un (1) policier du SPVM à l'UMECO de la GRC, aux frais du SPVM, pour une période de trois (3) ans, soit du 30 septembre 2019 au 29 septembre 2022; et autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service.

Les fonctions du policier prêté à l'UMECO comprendront la prestation d'entrevues, la rédaction de rapports, la prestation de recherche et d'analyse, la prestation de la surveillance, des évaluations de la menace, le recrutement et l'interrogation de sources humaines, le traitement de l'information et du renseignement et la tenue à jour des documents appropriés.

Le policier prêté à l'UMECO participera à tous les aspects des fonctions de l'enquête, autant administratives qu'opérationnelles. Il effectuera, entre autres, des enquêtes sur les infractions relatives au crime organisé et préviendra ces infractions.

Le policier prêté à l'UMECO aura aussi à témoigner en cour relativement aux dossiers en lien avec leur prêt de service.

### **JUSTIFICATION**

Le présent prêt de service permet de promouvoir un partenariat avec des services d'application de la loi locaux afin d'assurer une réponse coordonnée au Crime organisé et en matière de stupéfiants.

La participation du SPVM au sein de l'UMECO, lui permettra, entre autres, de développer ses capacités de recherche, d'analyse, de surveillance, et de traitement de l'information en matière de renseignement.

Notons finalement que les démarches de validation des modalités de l'entente ont occasionné un retard dans le traitement du présent dossier décisionnel. Cependant, en raison des engagements pris entre l'UMECO et le SPVM, le policier a débuté son prêt de service le 30 septembre 2019.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le SPVM assume l'ensemble des coûts reliés au prêt de service de la ressource policière à l'UMECO.

Les crédits budgétaires sont prévus dans les budgets de fonctionnement. Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Les crédits requis pour les années subséquentes seront priorisés lors de la confection des budgets.

Le présent dossier relève de l'autorité décisionnelle du conseil d'agglomération considérant les dépenses occasionnées en vertu du Protocole d'entente de prêt de service.

La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne s'applique pas.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ne s'applique pas.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Ne s'applique pas.

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### VALIDATION

#### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Nathalie GUIMOND)

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karine MARTEL)

---

#### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

#### Parties prenantes

Claudia BLOUIN, Service des ressources humaines

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Stavroula ARVANITIS  
Lieutenant

**Tél :** 514 280-2975  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-02-26

Francesco SECONDI  
Directeur adjoint (int)

**Tél :** 514 280-6719  
**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON  
Directeur

**Tél :** 514-280-2005  
**Approuvé le :** 2020-05-05



**Dossier # : 1205326001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -  |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un (1) policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (UMECO) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), aux frais du SPVM, pour une durée de trois (3) ans, soit du 30 septembre 2019 au 29 septembre 2022. Autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service. |

**SENS DE L'INTERVENTION**Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

Cette intervention vise à confirmer la validité de l'Entente de détachement quant à sa forme et son contenu.

Cette entente étant conclue entre une corporation municipale et le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministères ou organismes et constituant un acte de gestion courante pour le louage de personnel, il est exclu, en vertu du Décret A.C. 831-76 modifié par l'A.C. 2106-79, de l'application de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, RLRQ c. M-30 qui prévoit l'obligation d'obtenir une autorisation préalable du gouvernement du Québec.

---

**FICHIERS JOINTS**

[Entente de détachement SPVM-UMECO 2020-04-17 \(v3\).pdf](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Karine MARTEL  
Avocate en droit du travail  
**Tél : 514-872-1319**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-04-22

Audrey LÉVESQUE  
Chef de division  
**Tél : 514-872-1437**  
**Division : Droit du travail**

**ENTENTE DE DÉTACHEMENT**

**ENTRE**

**LA VILLE DE MONTRÉAL  
REPRÉSENTÉE PAR  
LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL  
(ci-après « SPVM »)**

**ET**

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA,  
REPRÉSENTÉE PAR  
LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA  
(ci-après « GRC »)**

**CONCERNANT LE**

**DÉTACHEMENT D'UN EMPLOYÉ DU SPVM**

**À**

**L'UMECO DE LA DIVISION C DE LA  
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA**



## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| 1. BUT ET OBJECTIFS   | 4  |
| 2. AUTORISATION   | 4  |
| 3. STATUT DE L'EMPLOYÉ(E) EN DÉTACHEMENT  | 4  |
| 4. FONCTIONS DE L'EMPLOYÉ(E) EN DÉTACHEMENT   | 5  |
| 5. CONGÉS ET RAPPORTS D'ÉVALUATION  | 7  |
| 6. INSTALLATIONS, SOUTIEN ADMINISTRATIF ET ÉQUIPEMENT   | 7  |
| 7. UTILISATION DES VÉHICULES DE POLICE  | 8  |
| 8. DISPOSITIONS FINANCIÈRES   | 9  |
| 9. INDEMNISATION  | 10 |
| 10. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL  | 10 |
| 11. SÉCURITÉ  | 11 |
| 12. UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS  | 11 |
| 13. SIGNALEMENT DES INCIDENTS OU DEMANDES D'INFORMATION   | 12 |
| 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE  | 12 |
| 15. REPRÉSENTANTS   | 13 |
| 16. SUIVI   | 13 |
| 17. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS  | 13 |
| 18. DURÉE ET RÉSILIATION  | 13 |
| 19. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE  | 14 |
| 20. SIGNATURES  | 15 |
| <br>  |    |
| Annexe A – Titres des postes et descriptions des fonctions  | 16 |
| <br>  |    |
| Annexe B.1 – Manuel des opérations de la GRC, partie 6 – Drogues  | 17 |
| <br>  |    |
| 6.1. Mesure du Programme et du rendement  | 17 |
| <br>  |    |
| 6.2 Règlement sur l'exécution policière   | 19 |
| <br>  |    |
| 6.3 Protocole d'entente entre la GRC et la « U.S. Drug Enforcement Administration »<br>concernant les enquêtes antidrogue | 27 |
| <br>  |    |
| 6.4 Drogues dans le courrier  | 28 |
| <br>  |    |
| 6.5 Circulation des drogues - Discrétion policière  | 28 |
| <br>  |    |
| 6.6 Vols de drogues   | 29 |
| <br>  |    |
| 6.7 Substances hautement toxiques   | 30 |

|   |     |
|---|-----|
| 6.8. Fouilles, perquisitions et saisies de drogues                                  | 43  |
| 6.9. Drogues servant de pièces à conviction   | 47  |
| 6.10 Service de sensibilisation aux drogues et au crime organisé                    | 50  |
| 6.11. Stockage des drogues  | 53  |
| 6.12. Culture de la marihuana   | 56  |
| 6.13. Laboratoires clandestins de drogues   | 65  |
| 6.14. Aide des Forces armées canadiennes dans la lutte antidrogue                   | 70  |
| 6.15. Règlement sur l'accès à la marihuana à des fins médicales                     | 72  |
| 6.16. Eaux internationales  | 74  |
| Annexe B.2 – Manuel des opérations de la GRC - Partie 5 – Sécurité routière         | 76  |
| Annexe B.3 – Manuel d'administration de la GRC - Partie XI – Sécurité - 1. Sécurité | 82  |
| Annexe B.4 – Manuel de la sécurité de la GRC – Partie 1 – Sécurité du personnel     | 83  |
| Annexe B.5 – Manuel de la gestion de l'actif – Partie 6 – Gestion du matériel       | 87  |
| Annexe B.6 – Manuel d'administration – Partie VIII – Questions juridiques           | 89  |
| Annexe B.7 – Manuel de l'informatique – Partie III – Informatique                   | 101 |
| Annexe C – Attestation du policier ou de la policière détaché(e)                    | 106 |

## 1. BUT ET OBJECTIFS

- 1.1. La présente Entente de détachement vise à énoncer les droits et les obligations du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) et de la Division C de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) à l'égard du détachement d'un (1) employé(e) du SPVM à l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé de la GRC (UMECO), à Montréal, Québec (ci-après « employé(e) en détachement »). Le SPVM et la GRC conviennent que la présente Entente est une entente-cadre pour ce détachement. Le détachement sera finalisé par la signature d'une Annexe C par employé(e). L'Annexe C est réputée faire partie de la présente Entente.
- 1.2. Les objectifs de la présente Entente sont les suivants :
- améliorer la compréhension mutuelle du mandat, des responsabilités et des pratiques d'enquête de chaque organisme et tirer mutuellement profit des aptitudes, de l'expertise, des connaissances et des compétences de chacun d'eux.
  - promouvoir un partenariat avec des services d'application de la loi locaux afin d'assurer une réponse coordonnée au crime organisé et la vente de stupéfiants.

## 2. AUTORISATION

- 2.1 La présente Entente est conclue par le directeur du SPVM, sous réserve de l'autorisation de l'autorité compétente de la Ville de Montréal à cet effet et par le commandant de la Division « C » de la GRC autorisé à signer en vertu des articles 5 et 20 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* (la « *Loi sur la GRC* »).

## 3. STATUT DE L'EMPLOYÉ(E) EN DÉTACHEMENT

- 3.1. L'employé(e) en détachement sera affecté(e) temporairement auprès de l'UMECO de Montréal de la GRC, pendant la période décrite à l'Annexe C. La période du détachement ne peut en aucun cas excéder la durée de la présente Entente.
- 3.2. L'employé(e) en détachement demeurera à l'emploi du SPVM et, à ce titre, restera assujéti(e) à celui-ci pour ce qui est de la discipline. L'employé(e) en détachement continuera de se conformer aux exigences des lois, règlements et règles applicables aux employés du SPVM pendant la période de détachement.
- 3.3. Il est entendu et convenu par les Parties que les enquêteurs et employés

affectés à l'UMECO de Montréal doivent bien connaître la nature des enquêtes criminelles ou avoir de l'expérience dans la gestion des cas graves.

- 3.4. L'employé(e) en détachement est à l'emploi du SPVM et n'est ni employé(e) ni mandataire de la GRC.
- 3.5. Il est entendu et convenu par les Parties que l'employé(e) en détachement ne deviendra pas un membre, ni un(e) employé(e) de la GRC. À ce titre, il (elle) continuera d'avoir droit aux avantages et conditions de travail prévus à la Convention collective intervenue entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de Montréal (ci-après la «convention collective»).
- 3.6. Pendant la période de détachement, l'employé(e) en détachement continuera d'avoir accès aux possibilités d'avancement conformément à la convention collective.
- 3.7. Il est convenu que si l'employé(e) en détachement ne répond pas aux exigences linguistiques du poste auquel il/elle est affecté(e), l'officier responsable de l'UMECO de Montréal veillera au respect des obligations prévues aux parties IV (communications avec le public et prestation des services) et V (langue de travail) de la *Loi sur les langues officielles*.

#### **4. FONCTIONS DE L'EMPLOYÉ(E) EN DÉTACHEMENT**

- 4.1. L'employé(e) en détachement devra s'acquitter de toutes les fonctions nécessaires afin de réaliser les objectifs de la présente Entente, conformément aux principes énoncés dans les politiques et procédures du gouvernement du Canada et de la GRC.
- 4.2. Les fonctions et responsabilités de l'employé(e) en détachement sont énoncées à l'Annexe A, conformément au code d'emploi qui figure dans le Manuel de la gestion des carrières de la GRC. L'Annexe A est réputée faire partie de la présente Entente.
- 4.3. L'officier responsable de l'UMECO de Montréal de la GRC ou son remplaçant assurera la supervision de l'employé(e) en détachement et aura le pouvoir de formuler à son intention et en des termes précis les directives jugées raisonnables et nécessaires aux fins de la réalisation des objectifs de la présente Entente. Dans le cas où l'employé(e) en détachement a droit, dans son contrat de travail, à une compensation pour les heures supplémentaires, celles-ci seront approuvées au préalable par la GRC.
- 4.4. Le SPVM demeurera habilité à prendre des mesures disciplinaires et/ou administratives à l'égard de l'employé(e) en détachement.

- 4.5. L'employé(e) en détachement respecte les dispositions de l'article 10 de la partie 20.1 du *Manuel des opérations de la GRC* comme s'il (elle) était un/une « employé(e) » au sens défini dans cet article, et il/elle observe les procédures propres à la Division de la GRC où il/elle est détaché/détachée en matière de divulgation, conformément aux exigences fixées par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *R. c. McNeil*, 2009 CSC 3, [2009] 1 R.C.S. 66, y compris la divulgation du casier criminel et celle des relevés de mesures disciplinaires simples et graves ou des conclusions faisant état d'une faute aux termes de quelque loi fédérale ou provinciale.
- 4.6. La politique de la GRC intitulée *Conflit d'intérêts*, y compris la section concernant les relations interpersonnelles en milieu de travail s'appliquent à toutes les ententes de détachement. Voir la partie XVII.1 du *Manuel d'administration de la GRC*.

L'employé(e) en détachement demeure soumis aux politiques et directives du SPVM et de la Ville de Montréal non incompatibles avec ses fonctions au sein de l'UMECO. Celles s'appliquant à l'utilisation d'un outil ou d'un équipement de travail fourni par la Ville de Montréal ne s'appliquent toutefois pas à l'utilisation de cet outil ou équipement s'il est fourni par la GRC dans le cadre du détachement.

L'employé(e) en détachement continue de se conformer aux exigences des lois visant le SPVM, à savoir la Loi sur la police (RLRQ, c. P-13.1), avec ses modifications successives, le Code de déontologie des policiers du Québec (RLRQ, c. P-13.1, r. 1), le Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal, (RLRQ, c. P-13.1, r. 2.01), et le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG 12-026), pendant la période de détachement.

- 4.7. L'employé(e) en détachement devra prendre connaissance des politiques et directives de la GRC, jointes à l'Annexe B de la présente entente.

Dans l'éventualité où l'employé(e) en détachement se considère devant une politique ou une directive de la GRC qui soit incompatible avec celle du SPVM ou de la Ville de Montréal, il doit se référer à son officier responsable pour déterminer laquelle doit être respectée dans les circonstances du détachement.

- 4.8. La GRC veillera à offrir à l'employé(e) en détachement toute formation spécialisée dont il (elle) aura besoin afin d'exécuter les fonctions propres aux activités de la GRC.
- 4.9. Durant la période de détachement, le SPVM veillera à ce que l'employé(e) en détachement obtienne la formation requise et maintienne ses compétences, le

cas échéant, en matière de maniement d'armes à feu, de dispositifs de frappe, de vaporisateurs de défense, d'armes à impulsion et de tout autre outil et procédure dont l'utilisation est approuvée par le SPVM. Les coûts de la formation seront pris en charge en totalité par le SPVM.

- 4.10. L'employé(e) en détachement informera l'officier responsable de l'UMECO de Montréal, ou son (sa) remplaçant(e), des dates de formation.

## 5. CONGÉS ET RAPPORTS D'ÉVALUATION

- 5.1. L'employé(e) en détachement pourra prendre des congés de maladie pendant la période de détachement conformément à la convention collective. Les demandes de congés de maladie seront présentées à la GRC pendant ou immédiatement après le congé.
- 5.2. L'employé(e) en détachement pourra prendre des congés annuels et tout autre congé accumulé au cours de la période de détachement, conformément à la convention collective. Les demandes de congés seront présentées au préalable à la GRC et seront recommandés par cette dernière en fonction des besoins opérationnels.
- 5.3. Chaque année, la GRC, en collaboration avec le gestionnaire de l'employé(e) en détachement, remettra au SPVM et à l'employé(e) en détachement un rapport d'évaluation du rendement de l'employé(e) en détachement conforme à la convention collective. L'employé(e) en détachement aura l'occasion d'examiner le rapport et de formuler des commentaires avant que celui-ci ne soit transmis au SPVM. De plus, le SPVM et la GRC doivent se communiquer dans les plus brefs délais tous renseignements pertinents concernant le travail et le comportement de l'employé(e) en détachement.

## 6. INSTALLATIONS, SOUTIEN ADMINISTRATIF ET ÉQUIPEMENT

- 6.1. La GRC fournira à l'employé(e) en détachement un espace de bureau, le mobilier, les fournitures, le téléphone, l'équipement, la technologie et les banques de données dont il (elle) aura besoin pour s'acquitter de ses fonctions; le tout conformément aux politiques de la GRC.
- 6.2. La GRC fournira un espace de stationnement à l'employé(é) en détachement avec un véhicule de police du SPVM en autant que l'attribution du véhicule à l'employé(e) en détachement fait partie de la convention collective. Ce véhicule de police du SPVM est payé et entretenu par le SPVM conformément aux politiques du SPVM.



- 6.3. Tous les biens de la GRC fournis en application de la présente Entente sont la propriété de la GRC et le demeurent jusqu'au terme de la période de validité de l'Entente. L'utilisation et la manipulation de ces biens doivent être parfaitement conformes aux politiques, directives, procédures et lignes directrices du gouvernement du Canada et de la GRC.
- 6.4. La GRC doit veiller à la santé et à la sécurité de l'employé(e) en détachement dans ses locaux.

## 7. UTILISATION DES VÉHICULES DE POLICE

- 7.1. La GRC permettra à l'employé(e) en détachement de conduire des véhicules à moteur dont le gouvernement du Canada est propriétaire ou qu'il loue, et plus précisément les véhicules de police de la flotte divisionnaire, aux fins de l'exécution de ses fonctions aux termes de la présente Entente, aux conditions suivantes:
- Selon la disponibilité des véhicules;
  - L'employé(e) en détachement devra être titulaire du permis requis pour conduire de tels véhicules dans la province de Québec; et
  - L'employé(e) en détachement devra se conformer aux principes prévus aux politiques et procédures applicables du gouvernement du Canada, de la GRC et du SPVM.
- 7.2. Les véhicules de police sont fournis par la GRC à l'employé(e) en détachement selon ses politiques en vigueur, pour des fins opérationnelles et reliées aux fonctions de l'UMECO.
- 7.3. Les directives et procédures du SPVM relatives à l'utilisation des véhicules sont, en outre des règlements édictés par la GRC et plus amplement décrits ci-après, applicables à l'employé(e) en détachement.
- 7.4. L'employé(e) en détachement s'engage à ne pas entamer ni à participer à titre de conducteur à une poursuite avec un véhicule de police de la GRC. Il est interdit d'utiliser un véhicule de police banalisé pendant une poursuite.
- 7.5. Il demeure entendu que la *Loi sur l'assurance automobile* (L.R.Q. ch. A-25) prévaut sur toutes les dispositions des règlements de la GRC ci-devant mentionnées qui lui sont inconciliables.
- 7.6. La GRC est responsable de mener, selon ses politiques et directives en vigueur, l'enquête des circonstances de tout accident impliquant un de ses

véhicules.

- 7.7. Le SPVM sera tenu responsable du règlement des pertes partielles ou entières, si à défaut d'admission de sa part, la négligence de l'employé(e) en détachement, du SPVM ou de l'un de ses employé(e)s est établie lors de l'enquête décrite à l'article ci-haut.

## 8. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

- 8.1. L'employé(e) en détachement travaillera dans les locaux de la GRC au 4225, boulevard Dorchester, Westmount, Québec, H3Z 1V5.
- 8.2. Pendant la période de détachement, le SPVM continuera de payer ses cotisations et de retenir les cotisations de l'employé(e) en détachement à tous les régimes d'avantages sociaux applicables, y compris les cotisations aux régimes d'assurance-maladie, d'assurance-invalidité, d'assurance-vie et de retraite.
- 8.3. Le SPVM continuera d'être tenu de verser, pendant la période de détachement, le taux de rémunération régulier, les avantages et les heures supplémentaires de l'employé(e) en détachement à l'UMECO de Montréal, incluant heures supplémentaires approuvées par l'Officier responsable de l'UMECO de Montréal ou son remplaçant.

Un maximum de trois cents (300) heures supplémentaires sera payé annuellement par le SPVM à l'employé. Dans le cas où le nombre d'heures supplémentaires dépasse le maximum prévu, l'officier responsable de l'UMECO devra communiquer avec le Directeur adjoint des enquêtes au SPVM afin de faire approuver ces heures. Il est entendu que toute heure supplémentaire effectuée par l'Employé à la demande de la GRC sans l'autorisation du SPVM sera remboursée par la GRC à la Ville.

- 8.4. Si l'employé(e) en détachement doit, durant ses fonctions en détachement auprès de la GRC, effectuer des heures supplémentaires ou engager des frais admissibles, il (elle) devra remplir les formulaires approuvés à cet effet par le SPVM pour obtenir paiement.
- 8.5. La GRC n'acquittera aucuns frais de réinstallation concernant la présente Entente de détachement.
- 8.6. La présente Entente de détachement ne doit pas imposer d'obligations financières supplémentaires à la GRC.

## 9. INDEMNISATION

- 9.1. Le SPVM demeurera responsable à l'égard de toute réclamation ou demande en justice consécutive à une blessure que l'employé(e) en détachement peut subir, à une invalidité dont il (elle) peut être atteint(e), ou à son décès survenu dans le cadre de l'exécution de ses fonctions conformément à la présente Entente.
- 9.2. L'employé(e) en détachement sera dégagé de toute responsabilité dans la mesure où il (elle) a agi dans les limites de ses fonctions auprès de l'UMECO de Montréal.
- 9.3. La GRC est tenue d'indemniser le SPVM, la Ville et / ou l'employé(e) en détachement des dommages-intérêts, dépens, débours, intérêts, pertes et autres dépenses qui découlent de toute demande en justice (y compris les revendications, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), réclamation, cause d'action, action, procédure judiciaire ou enquête intentée, présentée ou ouverte par un tiers relativement ou consécutivement à la conduite dont l'employé(e) a fait preuve dans l'exercice des fonctions qui lui incombent aux termes de l'Entente, pourvu que l'employé(e) en détachement ait agi de bonne foi sans sortir du cadre de ses fonctions et sans nuire aux intérêts de la Couronne.
- 9.4. La GRC peut prendre des mesures pour que le SPVM ou l'employé(e) en détachement assume les frais associés à la perte ou à l'endommagement d'un véhicule automobile appartenant au gouvernement du Canada ou loué par celui-ci dans le cas où cette perte ou ces dommages résultent de la négligence dont l'employé(e) a fait preuve dans la conduite du véhicule en question ou découlent du fait que l'employé(e) n'était pas occupé à remplir les fonctions qui lui incombent en vertu de l'Entente au moment où la perte ou les dommages se sont produits.

## 10. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

- 10.1. La GRC a la responsabilité de veiller à la santé et à la sécurité de l'employé(e) en détachement dans les locaux de la GRC.
- 10.2. En cas de blessure de l'employé(e) en détachement, ce sont les dispositions pertinentes de la loi sur la rémunération des travailleurs à laquelle le SPVM est assujéti qui s'appliquent. La GRC s'acquitte des obligations que lui impose la partie II (« Santé et sécurité au travail ») du *Code canadien du travail* ainsi que de celles qui découlent des règlements visant les personnes ayant accès au lieu de travail. Il incombe en dernier ressort du SPVM d'assumer tous les frais associés à l'indemnisation des travailleurs, peu importe la partie désignée

comme responsable par la commission d'indemnisation provinciale ou territoriale compétente.

## 11. SÉCURITÉ

- 11.1. L'employé(e) en détachement pourra être assujéti(e) à un processus d'enquête de sécurité si celui-ci était jugé nécessaire aux fins de l'exécution de ses fonctions aux termes de la présente Entente. L'employé(e) en détachement devra se conformer aux exigences requises en matière d'enquête de sécurité pendant toute la période de détachement.
- 11.2. L'employé(e) en détachement devra se conformer en tout temps aux principes énoncés dans les politiques et procédures de sécurité du gouvernement du Canada et de la GRC. La GRC informera l'employé(e) en détachement des exigences en matière de sécurité à son arrivée et l'affranchira à son départ.

## 12. UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS

- 12.1. L'employé(e) en détachement doit se conformer aux politiques applicables de l'UMECO de la GRC.
- 12.2. L'employé(e) en détachement veillera à ce que la collecte, la transmission, la divulgation, la conservation et l'élimination de l'information et/ou des documents traités dans le cadre de la présente Entente soient conformes à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, à la *Loi sur l'accès à l'information*, à la *Politique sur la sécurité du gouvernement* (Conseil du Trésor du Canada), aux politiques et directives de sécurité de la GRC et aux lois, règlements, politiques et procédures applicables.
- 12.3. L'employé(e) en détachement ne communiquera à aucune personne ou organisme (y compris le SPVM) de renseignements ou de documents auxquels il (elle) a accès dans le cadre de son détachement, sans le consentement préalable écrit et exprès de la GRC, à moins que la loi ne l'exige. Dans ce cas, il (elle) devra, dans la mesure du possible, en informer au préalable la GRC.
- 12.4. L'employé(e) en détachement se conformera aux mises en garde qui se rattachent aux renseignements et traitera les renseignements conformément à la classification de sécurité inscrite sur le document. Tous les renseignements fournis aux termes de la présente Entente de détachement seront pleinement protégés et toutes les mises en garde et classifications de sécurité imposées par une Partie seront respectées dans la mesure prévue par la loi.

### **13. SIGNALEMENT DES INCIDENTS OU DEMANDES D'INFORMATION**

- 13.1. Le SPVM et la GRC doivent immédiatement se communiquer mutuellement tous les renseignements pertinents concernant des incidents qui mettent en cause la personne détachée ou qui sont survenus dans le cadre de la présente Entente et qui pourraient donner lieu à des réclamations (y compris les réclamations de tiers, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), de demandes, de causes d'action, d'actions, de poursuites ou d'enquêtes. Le corps de police chargé d'enquêter sur de tels incidents ou de les gérer doit consulter l'autre service de police, et celui-ci doit offrir de l'aide. Le service de police chargé d'enquêter sur de tels incidents ou de les gérer doit prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour empêcher que ne surviennent d'autres incidents.
- 13.2. Le SPVM et la GRC doivent immédiatement s'informer mutuellement, de toute demande faite en vertu de la loi applicable en matière d'accès à l'information ou sur la protection des renseignements personnels, ou de toute autre autorité légitime, concernant de l'information ou des documents traités dans le cadre de la présente Entente. Le service de police chargé de gérer ce type de demande doit consulter l'autre corps de police, et celui-ci doit fournir de l'aide. Le service de police chargé de gérer ce type de demande doit s'efforcer de protéger l'information ou les documents de manière à ce qu'ils ne soient divulgués que dans les limites prévues par la loi.

### **14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

- 14.1. Toute propriété intellectuelle développée dans le cadre de la présente Entente sera la propriété du gouvernement du Canada.

## 15. REPRÉSENTANTS

15.1. Les représentants du SPVM et de la GRC pour les besoins de la présente Entente sont :

|  |  |
|--|--|
| <p>Pour le SPVM :</p> <p>Nom : <b>Le responsable du module Missions internationales et services affaires</b></p> <p>Service de police de la Ville de Montréal</p> <p>Adresse : 1441, rue Saint-Urbain, Montréal (Québec) H2X 2M6</p> <p>Téléphone : 514-280-2581<br/>Prets.services@spvm.qc.ca</p> | <p>Pour la GRC :</p> <p>Titre : Officier responsable de l'UMECO de Montréal</p> <p>Gendarmerie royale du Canada</p> <p>Adresse : 4225, boul. Dorchester Ouest, Westmount, Québec</p> <p>Téléphone : 514-939-8313</p> |
|--|--|

15.2. Le remplacement des représentants du SPVM et de la GRC doit faire l'objet d'un préavis écrit à l'intention de l'autre service de police.

## 16. SUIVI

16.1. Les représentants du SPVM et de la GRC se rencontreront au besoin afin d'examiner et d'évaluer l'application et l'efficacité des modalités de l'Entente.

## 17. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

17.1. Les représentants du SPVM et de la GRC se consulteront en cas de différends découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente Entente et tenteront de bonne foi de résoudre le problème. Si les Parties n'y parviennent pas, elles conviennent de renvoyer la question au Directeur du SPVM ou son représentant et à l'Officier responsable des enquêtes criminelles de la GRC à la Division « C ».

## 18. DURÉE ET RÉSILIATION

18.1. Sous réserve de l'approbation par l'autorité compétente et nonobstant la date de la dernière signature, la présente Entente est en vigueur rétroactivement au 30 septembre 2019, et ce, pour une durée de trois (3) ans, soit jusqu'au 29

septembre 2022, sauf si elle est prolongée ou résiliée conformément aux dispositions ci-après.

- 18.2. Chacune des Parties peut en tout temps résilier la présente Entente ou un détachement signé en vertu de la présente Entente, pour quelque raison que ce soit, en donnant un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre Partie. Le préavis peut être inférieur si la Ville et le Ministère y consentent ou advenant des mesures d'urgence ou une force majeure.
- 18.3. La résiliation de la présente Entente ne dégage ni le SPVM ni la GRC des obligations contractées durant son exécution. Cependant, en cas de résiliation de la présente Entente, la totalité des détachements signés en vertu de la présente Entente sera aussi résiliée.
- 18.4. La présente Entente peut être modifiée sur consentement mutuel écrit du SPVM et de la GRC, sous réserve de l'approbation par l'autorité compétente au sein de la Ville..
- 18.5. Aucune disposition de la présente Entente ne saurait avoir pour effet de remplacer ou de modifier une obligation dont le SPVM ou la GRC est tenu de s'acquitter ou d'exercer en vertu de la loi.
- 18.6. L'Entente doit être interprétée d'une façon qui soit compatible avec les lois de la province de Québec et avec les lois fédérales applicables.

## 19. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

- 19.1. La présente Entente constitue l'intégralité de l'accord entre le SPVM et la GRC et annule et remplace toutes les communications, négociations ou ententes, écrites ou verbales, qui lui sont antérieures.
- 19.2. Il est entendu qu'une Annexe C sera complétée et signée par l'employé(e) détaché(e).

## 20. SIGNATURES

**EN FOI DE QUOI**, les représentants autorisés du SPVM et de la GRC ont signé la présente Entente:

### Pour le SPVM :

Signé à \_\_\_\_\_, province de Québec, le \_\_\_\_\_ 2020.

\_\_\_\_\_  
Sylvain Caron  
Directeur  
Service de police de la Ville de Montréal

### Pour la GRC :

Signé à \_\_\_\_\_, province de Québec, le \_\_\_\_\_ 2020

\_\_\_\_\_  
Commissaire adjoint François Deschênes  
Commandant de la Division « C »  
GRC

Cette entente a été approuvée par la résolution : \_\_\_\_\_





## ANNEXE A - TITRES DES POSTES ET DESCRIPTIONS DES FONCTIONS

### TITRE DES POSTES ET DESCRIPTIONS DES FONCTIONS SUIVANT LE CODE D'EMPLOI DE LA GRC

|                                      |
|--------------------------------------|
| Poste : Enquêteur à l'UMECO Montréal |
| Code d'emploi : 003237               |

#### Résumé des fonctions :

L'enquêteur remplit les fonctions suivantes, prévues sous le code d'emploi 003237 dans le manuel de la gestion des carrières de la GRC :

- Repérer des organisations criminelles, et faire enquête;
- Former et recruter des agents et des sources humaines;
- Assurer la liaison et travailler avec les organismes partenaires.

#### Les précisions suivantes s'appliquent à la description des fonctions reliées au présent code d'emploi :

- Les fonctions de l'enquêteur, pendant qu'il est sous la supervision d'un membre de la GRC et conformément à la politique de la GRC, comprendront, mais sans s'y limiter, la prestation d'entrevues, la rédaction de rapports, la prestation de recherche et d'analyse, la prestation de la surveillance, des évaluations de la menace, le recrutement et l'interrogation de sources humaines, le traitement de l'information et du renseignement et la tenue à jour des documents appropriés.

## Annexe B.1

# MANUEL DES OPÉRATIONS DE LA GRC, PARTIE 6 – DROGUES

## 6.1. MESURE DU PROGRAMME ET DU RENDEMENT

### 1. GENERALITES

1. 1. La GRC s'occupe du problème relatif à l'abus de drogues en appuyant la Stratégie nationale antidrogue, et ce, en réduisant l'approvisionnement en drogues par l'application des lois sur les drogues ainsi que la demande de drogues par les initiatives d'Engagement citoyen de la Police fédérale de la GRC.

1. 2. Les ressources de la Police fédérale accordent la priorité aux organisations internationales et interprovinciales impliquées dans la production et la distribution de drogues illicites.

1. 3. La GRC est responsable de la lutte antidrogue dans les collectivités des municipalités et des provinces (à l'exception de l'Ontario et du Québec) qui ont conclu des ententes de services de police avec la GRC.

### 2. MESURE DU RENDEMENT

#### 2. 1. Généralités

2. 1. 1. Le rendement peut être mesuré par divers indicateurs, notamment :

2. 1. 1. 1. le Système intégré de gestion (SIG), en évaluant les activités antidrogue par rapport aux stratégies et aux priorités antidrogue;

2. 1. 1. 2. les statistiques mensuelles contenues dans le système RSO et les données du Système de priorisation des dossiers opérationnels (SPDO);

2. 1. 1. 3. l'évaluation, et l'analyse de rentabilité de toutes les enquêtes importantes, afin de comparer le temps et l'argent consacrés, le genre et le nombre d'infractions décelées, le genre et la quantité de drogues saisies, les biens financiers confisqués, l'incidence sur les organisations criminelles, etc., avec les prévisions initiales, et

2. 1. 1. 4. des rapports annuels sur les drogues en ce qui touche la pureté des drogues dans la rue, l'utilisation de divers genres de drogues, la disponibilité, le nombre de personnes traitées pour l'usage abusif de drogues, le nombre de décès causés par une surdose et les tendances prévues.

#### 2. 2. Obligation de rendre compte

2. 2. 1. Dans les divisions, l'évaluation des résultats des programmes, des initiatives et des enquêtes de la Police fédérale peut être effectuée au moyen :

2. 2. 1. 1. d'une étude des plans de programme annuels et des rapports d'évaluation du programme coordonnée par Politiques stratégiques et Relations extérieures, Police fédérale, Direction générale;

2. 2. 1. 2. d'une vérification faite par le Vérificateur général du Canada.

2. 2. 2. Dans les services, l'évaluation des résultats des programmes, des initiatives et des enquêtes de la Police fédérale peut être effectuée au moyen d'une vérification faite par le c. div., d'études de gestion et du processus d'assurance de la qualité.

## 6.2. RÈGLEMENT SUR L'EXÉCUTION POLICIÈRE

### 1. GENERALITES

1. 1. Le [Règlement sur l'exécution policière](#) prévoit une exemption pour les membres des corps policiers désignés qui, dans le cadre d'une enquête particulière menée aux termes de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#) (LRDS) ou de toute autre loi fédérale, se livrent à des activités qui constitueraient habituellement des infractions à la LRDS.

1. 1. 1. Ce règlement confère de larges pouvoirs qui, s'ils sont utilisés à mauvais escient, peuvent jeter le discrédit sur l'administration de la justice, ou pis encore, causer des blessures ou entraîner la mort.

1. 1. 2. Les **drogues de la rue**, visées au Règlement, sont des substances contrôlées qui sont entrées en possession du membre d'un corps policier ou de la personne agissant sous l'autorité et la supervision du membre d'un corps policier dans le cadre d'une enquête particulière.

1. 1. 2. 1. [L'article 3 du Règlement](#) prévoit une exemption globale pour le membre qui se livre ou tente de se livrer à des activités visées aux [articles 5, 6 ou 7 de la Loi](#) qui ont trait à des drogues de la rue, à condition qu'il soit membre actif du corps policier et qu'il agisse dans le cadre de ses responsabilités, pour les besoins de l'enquête particulière. [L'article 4 du Règlement](#) prévoit une exemption semblable pour la personne qui agit sous l'autorité et la supervision du membre d'un corps policier.

1. 1. 2. 2. Les enquêtes qui nécessitent des exemptions en vertu de [l'article 3 du Règlement](#) doivent être approuvées par le directeur général des Drogues et du Crime organisé. Voir [l'art. 4. du chap. 6.5.](#)

1. 1. 3. Les **drogues de l'État**, visées au Règlement, sont des substances contrôlées qui ont été confisquées au profit de Sa Majesté, importées conformément à [l'article 11 du Règlement](#) ou produites conformément à [l'article 13 du Règlement](#).

1. 1. 4. Le Règlement prévoit une exemption avec certificat pour le membre qui se livre ou tente de se livrer à des activités visées aux [articles 5, 6 ou 7 de la Loi](#) qui ont trait à des drogues de l'État, à condition qu'il soit membre actif du corps policier et qu'il agisse dans le cadre de ses responsabilités, pour les besoins de l'enquête particulière. Pour de plus amples renseignements sur le certificat d'exemption prévu par le Règlement, se référer aux [articles 8 à 14 du Règlement sur l'exécution policière](#).

1. 1. 5. Seul le comm. adj. aux Opérations fédérales et internationales peut accorder le **certificat d'exemption** délivré en vertu des [articles 8, 11 ou 13 du Règlement](#). Lorsqu'un certificat d'exemption est nécessaire, l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) ou son représentant transmet le plan opérationnel et ses recommandations à la Direction générale, à l'att. du directeur général des Drogues et du Crime organisé, aux fins d'examen et d'approbation et de délivrance ultérieure du certificat.

NOTA : Le Règlement sur l'exécution policière prévoit d'autres exemptions pour le membre d'un corps policier ou la personne sous l'autorité et la supervision du membre d'un corps policier, qui se livre ou tente de se livrer à des activités visées à des articles de la LRDS ou du [Règlement sur le contrôle des précurseurs](#). Pour de plus amples renseignements, se référer aux [articles 5.1 à 7.2, 15 et 16 du Règlement sur l'exécution policière](#).

1. 2. Malgré l'autorisation accordée en vertu du Règlement, les substances ou les précurseurs contrôlés qui sont entrés en possession du membre d'un corps policier ou de la personne agissant sous l'autorité et la supervision du membre d'un corps policier au cours d'une enquête particulière, **ne** peuvent **pas** être laissés en circulation ou offerts à cette fin sans l'autorisation de la Direction générale. En ce qui concerne les modalités d'approbation, voir également le [chap. 6.5.](#)

## 2. LIVRAISONS CONTRÔLÉES

### 2. 1. Définitions

2. 1. 1. Une **livraison contrôlée** désigne le transport de drogues de la rue dans des conditions contrôlées, au su et avec le consentement de la GRC. Le principal but est de permettre que l'infraction se poursuive afin de pouvoir arrêter les criminels clefs et tenter des poursuites contre eux. Les livraisons contrôlées rentrent dans deux catégories : internationale et nationale.

2. 1. 2. Une **livraison contrôlée internationale** désigne des drogues ou des précurseurs trouvés dans un pays étranger qui sont destinés au Canada.

2. 1. 3. Une **livraison contrôlée nationale** désigne des drogues ou des précurseurs trouvés au Canada.

### 2. 2. Généralités

2. 2. 1. Toute demande visant à faire entrer au Canada des drogues ou des précurseurs d'un pays étranger dans le cadre d'une opération ou d'une enquête doit être faite par écrit, par l'entremise de l'OREC divisionnaire, à la Direction générale, aux fins d'examen et d'approbation du directeur général des Drogues et du Crime organisé.

2. 2. L'OREC divisionnaire ou son représentant peut approuver les livraisons contrôlées nationales.

2. 2. 3. L'OREC ou son représentant doit aviser par écrit la Direction générale, à l'att. du directeur général des Drogues et du Crime organisé, de toutes les livraisons contrôlées internationales, c.-à-d. celles approuvées, non approuvées, refusées, acceptées ou celles confiées à un autre service de police.

2. 2. 4. Les directives énoncées au [chap. 30.5.](#) s'appliquent à toute opération autorisée de livraison contrôlée.

2. 2. 5. L'officier responsable divisionnaire de la police des drogues supervise et dirige les livraisons contrôlées.

2. 2. 6. Deux membres, dont l'un doit être formé comme agent de couverture, accompagnent une source humaine, afin de surveiller ses activités dans les cas de livraisons contrôlées où la source humaine agit à titre d'agent de la GRC.

2. 2. 7. Une livraison contrôlée est autorisée :

2. 2. 7. 1. si cette façon de procéder peut mener à des poursuites contre les instigateurs et les principaux auteurs de crimes graves;

2. 2. 7. 2. si des contrôles adéquats peuvent être exercés afin de permettre la saisie des substances;

2. 2. 7. 3. si elle ne risque pas de causer des blessures ou le décès d'une personne avant la saisie.

2. 2. 8. Le membre conserve, dans la mesure du possible, un faible échantillon des drogues, afin de prouver qu'il y a eu infraction et remplace le reste par une autre substance.

2. 2. 8. 1. S'il est impossible de substituer les drogues, le membre les fait peser ou compter et en obtient un échantillon aux fins d'analyse qualitative aux lieux d'origine, de transbordement et de destination.

2. 2. 9. Le membre utilise, dans la mesure du possible, du matériel de surveillance technique.



### 3. APPROBATION

3. 1. Avant de demander l'autorisation d'entreprendre une livraison contrôlée, l'enquêteur doit examiner :

3. 1. 1. la fiabilité et la motivation de la source humaine;

3. 1. 2. l'importance de la cible;

3. 1. 3. si les résultats prévus justifient les dépenses et le risque;

3. 1. 4. la sécurité de l'agent d'infiltration ou de la source humaine pendant et après la livraison contrôlée;

3. 1. 5. lorsqu'un pays étranger est en cause, les dispositions à prendre auprès de l'organisme d'application de la loi compétent, afin de faire faire la substitution ou le prélèvement d'échantillon des drogues, de les peser ou de les compter au lieu d'origine, de transbordement ou de destination.

3. 2. Le chef de service transmet à l'OREC ou à son représentant, la demande et un plan opérationnel, y compris les mesures prévues pour la substitution, le pesage, le comptage et le prélèvement des échantillons de l'envoi.

3. 3. S'il s'agit d'une opération inter divisionnaire, l'OREC ou son représentant doit obtenir l'approbation dûment étayée de l'OREC de la division destinataire ou de son représentant.

3. 4. Dans le cas d'une livraison contrôlée internationale, l'OREC ou son représentant doit transmettre un plan opérationnel et ses recommandations à la Direction générale, à l'att. du directeur de la Police des drogues aux fins d'examen et d'approbation ultérieure par le directeur général des Drogues et du Crime organisé.

### 4. TRANSFERT D'UNE LIVRAISON CONTROLEE INTERNATIONALE A UN AUTRE SERVICE CANADIEN DE POLICE

4. 1. Lorsque l'OREC ou son représentant transfère une livraison contrôlée internationale à un autre service canadien de police, il doit transmettre un rapport à la Direction générale, à l'att. du directeur général des Drogues et du Crime organisé.

4. 2. Le rapport doit comprendre des détails relatifs à la description et aux circonstances de la saisie. Lorsqu'un service de police local est disposé à aider, l'OREC doit transmettre à la Direction générale un message télécopie donnant les renseignements suivants :

4. 2. 1. les raisons pour lesquelles la livraison contrôlée doit être confiée à un autre service de police;

4. 2. 2. la méthode de transport au Canada, c.-à-d. le dernier à monter à bord et le premier à débarquer;

4. 2. 3. le nom du membre du service de police local autorisant la livraison internationale et le nom de l'enquêteur principal;

4. 2. 4. des garanties que les drogues illicites seront substituées dans la mesure du possible et qu'on aura recours à des agents d'infiltration qualifiés;

4. 2. 5. la confirmation que l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) au port est au courant de la livraison contrôlée;

4. 2. 6. s'il y a lieu, le nom du service étranger et le nom de l'agent étranger qui accompagnera les drogues;

4. 2. 7. toute correspondance du service étranger demandant l'aide de la GRC pour mener l'enquête.

4. 3. L'OREC ou son représentant doit transmettre tous les avis de livraisons contrôlées internationales provenant d'autres services de police à la Direction générale, à l'att. du directeur général des Drogues et du Crime organisé.

NOTA :

1. La GRC n'assume pas la direction de l'enquête menée par un autre service de police, mais peut assurer la liaison internationale et le suivi des pistes d'enquête.

2. Les autres services de police sont tenus de signaler, par écrit, toute livraison contrôlée internationale à la Direction générale, à l'att. du comm. adj. aux Opérations fédérales et internationales, conformément à [l'article 5 du Règlement sur l'exécution policière](#).

## 5. LIVRAISON DES IMPORTATIONS

5. 1. Les divisions doivent signaler toutes les livraisons contrôlées entrant au Canada au directeur ou au gestionnaire régional des Enquêtes criminelles de l'ASFC.

5. 2. Les envois signalés à la GRC par un pays étranger pourront entrer au Canada uniquement :

5. 2. 1. lorsque la division destinataire prévoit effectuer une enquête complète et ne pas se contenter d'arrêter le messenger, ou

5. 2. 2. lorsque cela permettra d'approfondir une enquête internationale.

5. 3. Si la division intéressée ne peut pas mener une enquête complète, on demandera au service enquêteur à l'étranger d'effectuer la saisie dans son pays.

## 6. LIVRAISON DES EXPORTATIONS

6. 1. Les livraisons contrôlées peuvent être autorisées, à condition que les critères de la présente directive soient remplis.

## 7. LIVRAISONS CONTRÔLÉES A DES PAYS ÉTRANGERS

7. 1. Lorsqu'il trouve des drogues au Canada qui sont destinées à un pays étranger, l'enquêteur doit fournir tous les renseignements pertinents à l'OREC divisionnaire.

7. 1. 1. L'OREC doit recommander la demande de livraison au directeur général des Drogues et du Crime organisé qui autorisera la livraison et communiquera avec l'AL respectif dans le pays destinataire pour déterminer la viabilité et l'intérêt.



7. 2. Lorsque le pays étranger est disposé à mener une enquête, l'OREC ou son représentant doit transmettre par télécopieur une demande et les documents à l'appui du pays étranger à la Direction générale, à l'att. du directeur général des Drogues et du Crime organisé, aux fins d'examen et d'approbation.

7. 3. La demande doit comprendre les renseignements suivants :

7. 3. 1. la méthode de transport à utiliser pour expédier les drogues au pays étranger, c.-à-d. le dernier à monter à bord de l'avion d'Air Canada et le premier à en débarquer;

7. 3. 2. une brève description et les circonstances de la saisie;

7. 3. 3. le nom du service de police, le nom du membre du service de police qui autorise le transfert et le nom de l'enquêteur principal qui acceptera le contrôle des drogues;

7. 3. 4. des garanties que les drogues illicites seront substituées dans la mesure du possible et qu'elles ne seront pas mises en circulation ou offertes à cette fin;

7. 3. 5. la confirmation que l'ASFC est au courant du transport de la livraison contrôlée du Canada.

7. 4. Lorsqu'une livraison contrôlée internationale ne peut pas être effectuée après qu'une demande a été présentée à la Direction générale, envoyer un message télécopie explicatif à la Direction générale, à l'att. du directeur de la Police des drogues.

## **8. LIVRAISONS CONTROLEES PAR LA POSTE**

8. 1. Postes Canada apporte son aide à la GRC en l'informant lorsqu'un article identifié à l'avance et soupçonné de contenir des drogues est arrivé au bureau de poste et en lui signalant la date et l'heure approximatives ainsi que le lieu de livraison.

8. 1. 1. Postes Canada ne livre pas un article où la présence d'une drogue a été confirmée par analyse.

8. 1. 2. Postes Canada effectue, sur demande, une inspection postale, enlève tout objet non transmissible (objet illégal ou interdit), et le remet à la GRC.

8. 2. Lorsqu'on demande l'aide de Postes Canada pour effectuer une inspection postale, on doit satisfaire aux critères suivants :

8. 2. 1. Chaque demande d'aide doit :

8. 2. 1. 1. être présentée sur du papier à en-tête de la GRC;

8. 2. 1. 2. clairement indiquer la raison de la demande ainsi que la loi et l'article pertinents;

- 8. 2. 1. 3. fournir suffisamment de renseignements sur l'article afin d'en faciliter le repérage;
  - 8. 2. 1. 4. clairement indiquer l'objet non transmissible présumé (p. ex. drogues, explosifs) et le motif de croire qu'il se trouve dans ledit article;
  - 8. 2. 1. 5. être signée par le chef de service;
  - 8. 2. 1. 6. être transmise à un inspecteur postal du Service de sécurité de Postes Canada.
- NOTA : Téléphoner au Centre national de contrôle au 1-800-267-8681 et demander à parler à l'inspecteur postal de sa région.
- 8. 2. 2. Tout traitement du courrier doit être effectué par un employé des postes.
  - 8. 2. 3. Le courrier ne doit pas être ouvert, retenu ou retardé ([par. 40\(3\) de la Loi sur la Société canadienne des postes](#)).
  - 8. 3. L'autorisation de se poser en facteur de Postes Canada peut être accordée par l'OREC avec avis des circonstances de l'affaire, au directeur du Service de la sécurité et des enquêtes de Postes Canada.

## 9. IMPORTATION OU EXPORTATION DE DROGUES

- 9. 1. Il faut un permis de Santé Canada pour importer ou exporter des drogues de l'État à des fins de preuve ou d'analyse. Les enquêteurs, y compris les membres des autres services de police, doivent demander le permis par l'entremise de l'OREC à la Direction générale, à l'att. du directeur général des Drogues et du Crime organisé. Le processus peut nécessiter jusqu'à 14 jours de préavis à Santé Canada.
- 9. 2. La demande doit également comprendre les renseignements suivants :
  - 9. 2. 1. le type de drogue et le poids exact;
  - 9. 2. 2. le numéro de dossier ou d'enquête;
  - 9. 2. 3. le mode de transport;
  - 9. 2. 4. la date prévue de l'importation ou de l'exportation;
  - 9. 2. 5. le point d'entrée prévu;
  - 9. 2. 6. l'adresse exacte où la drogue est entreposée;
  - 9. 2. 7. l'adresse exacte où la drogue sera entreposée;
  - 9. 2. 8. le nom, le grade et le matricule du membre transportant les drogues à destination ou en provenance du Canada;
  - 9. 2. 9. le but de l'importation ou de l'exportation.

## 10. VENTE PAR UN AGENT D'INFILTRATION

10. 1. Une vente par un agent d'infiltration s'entend de la production, de la fourniture et du trafic de drogues ou de précurseurs de l'État dans des conditions contrôlées, ou de l'offre de ces services, avec le consentement de la GRC.

10. 2. Le principal objectif est d'arrêter les criminels clefs et d'intenter des poursuites contre eux.

10. 3. Bien que cette méthode d'enquête soit permise en vertu du Règlement, seul le comm. adj. aux Opérations fédérales et internationales peut l'autoriser dans les conditions suivantes :

10. 3. 1. Il est raisonnable de croire que la vente par un agent d'infiltration mènera à l'arrestation des instigateurs et des principaux auteurs de crimes graves et à des poursuites contre eux.

10. 3. 2. Le membre conserve, dans la mesure du possible, un faible échantillon des drogues ou des précurseurs de l'État, afin de prouver qu'il y a eu infraction, et remplace le reste par une autre substance.

10. 3. 2. 1. S'il est impossible de substituer les drogues ou les précurseurs, le membre les fait peser ou compter, et en obtient un échantillon aux fins d'analyse.

10. 3. 3. Le membre utilise, dans la mesure du possible, du matériel de surveillance technique.

10. 3. 4. Les directives énoncées à la [partie 30](#) et au [chap. 31.3](#) s'appliquent lorsque le recours à des ressources d'infiltration est nécessaire.

10. 4. Avant de demander l'autorisation d'entreprendre l'opération, l'enquêteur doit examiner :

10. 4. 1. la fiabilité et la motivation de la source humaine;

10. 4. 2. l'importance et le niveau de la cible;

10. 4. 3. si les résultats prévus justifient les dépenses et le risque;

10. 4. 4. la probabilité que la cible remette de l'argent au moment des transactions;

10. 4. 5. la sécurité des ressources d'infiltration pendant et après l'opération;

10. 4. 6. le risque de blessure ou de décès;

10. 4. 7. la quantité, le nom et la disponibilité des drogues ou des précurseurs nécessaires ainsi que le lieu où ils se trouvent.

10. 5. Si, dans des circonstances exceptionnelles, la mise en circulation d'une drogue ou d'un précurseur de l'État est envisagée, l'enquêteur doit préciser la quantité et le type de drogue ou de précurseur ainsi que fournir des justifications. Voir également le [chap. 6.5](#).

10. 6. L'enquêteur transmet sa demande à l'OREC ou à son représentant aux fins d'examen.

10. 6. 1. Dans le cas d'une opération inter divisionnaire, l'OREC ou son représentant obtient l'approbation dûment étayée de l'OREC de la division collaboratrice ou de son représentant.

10. 7. L'OREC ou son représentant qui demande l'autorisation des plans opérationnels des ventes par un agent d'infiltration, transmet ses recommandations à la Direction générale, à l'att. du directeur général des Drogues et du Crime organisé, aux fins d'examen et d'approbation finale par le comm. adj. aux Opérations fédérales et internationales.

### **6.3. PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE LA GRC ET LA « U.S. DRUG ENFORCEMENT ADMINISTRATION » CONCERNANT LES ENQUÊTES ANTIDROGUE**

1. La collaboration entre la GRC et la « U.S. Drug Enforcement Administration » (DEA) concernant des affaires liées à la drogue est indiquée dans le Protocole d'entente (PE) entre le directeur de la DEA et le commissaire de la GRC.

2. Le PE établit un mécanisme officiel qui permet l'affectation de représentants de la GRC et de la DEA dans les deux pays afin de faciliter la liaison et la collaboration continues avec les services d'attache de la GRC ou de la DEA.

NOTA : La GRC a actuellement des agents de liaison (AL) à Washington, à Miami, à Seattle et à New York. Au Canada, des agents de la DEA sont postés à Ottawa et à Vancouver.

3. Toute demande d'aide de la DEA aux É.-U. de la part de la GRC doit d'abord être envoyée directement par le membre de la GRC par télécopieur protégé ou par voie électronique protégée à l'AL de la GRC concerné aux É.-U., avec copies au directeur de la Police des drogues et au directeur des Opérations internationales, à la DG.

3. 1. Le membre de la GRC ne peut pas faire appel à des agents de la DEA pour communiquer avec d'autres pays étrangers au nom de la GRC, à moins qu'il n'y soit autorisé par la Sous-direction de la police des drogues de la Direction générale.

4. Les agents de la DEA et les membres de la GRC n'ont aucun pouvoir d'application de la loi dans le pays d'accueil.

5. Lorsqu'un agent de la DEA participe à une enquête au Canada, il doit être accompagné par un membre de la GRC.

6. Le membre de la GRC contrôle et dirige les enquêtes mutuelles au Canada. Les agents de la DEA exercent le même contrôle aux États-Unis.

7. Pour des raisons opérationnelles, l'AL de la GRC concerné aux É.-U. doit être informé de toute demande de la DEA visant :

7. 1. un voyage au Canada;

7. 2. l'obtention de renseignements d'une division.

NOTA : Des copies des demandes de la GRC adressées à la DEA et des demandes de la DEA adressées à la GRC doivent être envoyées au directeur de la Police des drogues et au directeur des

Opérations internationales, à la DG ainsi qu'à l'officier responsable divisionnaire des enquêtes criminelles.

8. En ce qui concerne les voyages à des fins administratives, tous les membres de la GRC doivent remplir le [formulaire 4051](#) selon les directives de la Sous-direction des voyages.

## 6.4. DROGUES DANS LE COURRIER

### 1. COURRIER INTERIEUR

1. 1. Lorsqu'il est confirmé à la satisfaction de Postes Canada qu'un article de courrier contient des drogues, celles-ci sont remises à la GRC aux fins d'enquête.

1. 2. En ce qui concerne une livraison contrôlée du courrier, voir [l'art. 4. du chap. 6.2.](#)

### 2. COURRIER INTERNATIONAL

2. 1. L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) se charge du traitement de tout courrier suspect y compris le courrier contenant ou pouvant contenir des drogues.

2. 1. 1. Tout courrier contenant des drogues est remis à la GRC.

2. 1. 2. Les lettres suspectes non ouvertes sont traitées de la façon indiquée à [l'art. 2.2.](#)

2. 2. Lorsque l'ASFC retire des lettres soupçonnées de contenir des drogues de Postes Canada en vertu d'une autorisation des Douanes, elle doit communiquer avec la GRC pour savoir si une livraison contrôlée doit être effectuée.

2. 2. 1. Si une livraison contrôlée n'est pas nécessaire, l'ASFC doit transmettre la formule E-14 et estampiller la date sur la lettre.

2. 2. 2. À l'expiration de la période de conservation de la formule E-14 ou si le destinataire se présente à l'ASFC, mais qu'il refuse d'ouvrir la lettre, celle-ci est retournée à Postes Canada aux fins d'envoi au Bureau central des rebuts, à Ottawa.

2. 2. 3. Le Bureau central des rebuts trie les lettres par pays d'origine, les emballe en gros et les expédie au bureau principal des postes du pays d'origine.

2. 2. 4. Lorsque le numéro d'enregistrement et l'acheminement du colis sont connus, le Bureau central des rebuts doit en informer la Sous-direction de la police des drogues.

## 6.5. CIRCULATION DES DROGUES — DISCRETION POLICIERE

1. Les membres doivent prendre des mesures raisonnables afin de s'assurer que les substances ou les précurseurs contrôlés illicites ou licites qui ont été détournés dans un but illicite ne sont pas laissés en circulation ou offerts à cette fin.

1. 1. On doit obtenir une autorisation avant de laisser des substances ou des précurseurs contrôlés en circulation, ou de les offrir à cette fin.
2. Pour de l'information sur les drogues de la rue et les drogues de l'État, voir le [chap. 6.2](#).
3. L'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) ou son représentant étudie les demandes pour autoriser la circulation continue de substances ou de précurseurs contrôlés et s'assurer que :
  3. 1. si la circulation est autorisée, il y a peu de chances que les substances ou les précurseurs contrôlés causent des blessures ou le décès d'une personne;
  3. 2. la circulation ne discréditera pas l'administration de la justice;
  3. 3. la continuation de l'enquête peut mener à des poursuites contre un trafiquant prioritaire, ou il est possible qu'un agent d'infiltration ou une source humaine soit identifié si la circulation continue des substances ou des précurseurs contrôlés n'est pas autorisée.
4. Lorsqu'on mène des enquêtes, la circulation de substances ou de précurseurs contrôlés peut se produire en raison de circonstances imprévisibles. Les enquêteurs doivent documenter ces incidents et en informer l'OREC ou son représentant qui doit signaler à la Direction générale, à l'att. du directeur général des Opérations criminelles de la Police fédérale, les mesures prises et les raisons de leur décision.
5. L'OREC ou son représentant transmet tous les plans opérationnels recommandés, p. ex. le [formulaire 2350](#) – Planification et rapport d'enquête, qui incluent une demande d'autorisation ou d'offre de circulation de substances ou de précurseurs contrôlés, à la Direction générale, à l'att. du directeur général des Opérations criminelles de la Police fédérale, du directeur des Opérations secrètes et du directeur de la Gestion de l'information opérationnelle, aux fins d'examen final et d'approbation.

NOTA : Cette disposition ne s'applique pas aux substances présumées être des substances ou des précurseurs contrôlés.

## 6.6. VOLS DE DROGUES

1. La perte ou le vol de drogues dans un hôpital, une pharmacie, un cabinet de médecin ou le bureau d'un fournisseur autorisé doit faire l'objet d'une enquête fédérale.
2. Communiquer avec le Bureau des substances contrôlées (BSC) de Santé Canada à Ottawa, par téléphone au 613-946-1143 ou par télécopieur au 613-941-4760, afin de recevoir de l'aide pour obtenir les registres d'achats des pharmacies.
3. Aviser le plaignant qu'il est obligé, en vertu du [l'art. 42 du Règlement sur les stupéfiants](#), de signaler le vol ou la perte de drogues au bureau régional, BSC dans les dix jours qui suivent l'incident.
4. Lorsqu'un autre service de police enquête sur le vol aux termes du C. cr. il faut chercher à obtenir sa collaboration et mener une enquête sur les infractions à la LRCIDAS.

## 6.7. SUBSTANCES HAUTEMENT TOXIQUES

### 1. POLITIQUE

1. 1. Pour la sécurité de tous les membres et du public, il incombe à tous les membres de renouveler en temps voulu leurs formations obligatoires et leurs attestations pour qu'elles demeurent valides.

1. 2. Conformément au [MST, chap. 16.](#), la GRC répertorie et évalue tous les risques professionnels connus et prévisibles liés aux substances hautement toxiques, et elle prend des mesures de contrôle et de prévention adéquates pour éliminer ou atténuer substantiellement les risques de blessure. Voir [MST, chap. 8.](#)

1. 2. 1. Au nombre des mesures de contrôle et de prévention, il y a l'équipement de protection individuelle (EPI), les mesures d'ingénierie, la formation ainsi que le matériel, l'équipement, les dispositifs et les vêtements de sécurité fournis aux employés et aux personnes autorisées à avoir accès au lieu de travail en vertu de la [partie II du Code canadien du travail](#) et de la [partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.](#)

### 2. DEFINITIONS

2. 1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent chapitre :

2. 1. 1. « **laboratoire clandestin** » Installation illégale rudimentaire (à récipient unique, p. ex.) ou très complexe et avancée sur le plan technologique (certains laboratoires sont mobiles) dont les activités consistent à produire illégalement des substances contrôlées.

2. 1. 2. « **Équipe de lutte et d'intervention contre les laboratoires clandestins (ELILC)** » Équipe composée de membres dûment formés qui, au moyen d'équipement très spécialisé, sont chargés de faire enquête sur des laboratoires clandestins et de les démanteler ainsi que d'enlever et d'éliminer les drogues synthétiques, les produits chimiques, les appareils et l'équipement contaminés utilisés pour produire ces drogues.

2. 1. 3. « **décontamination** » Fait de laver soigneusement un site dangereux afin d'enlever les résidus potentiellement nocifs dus à une exposition continue et d'éviter la contamination croisée des autres personnes, de l'équipement et des installations au cas où une personne contaminée y aurait touché.

2. 1. 4. « **masque ajusté** » Appareil de respiration sur lequel un essai d'ajustement qualitatif ou quantitatif a été effectué par un formateur qualifié afin de déterminer le modèle et la taille de masque qui conviennent à un utilisateur.

2. 1. 5. « **substances hautement toxiques** » Drogues synthétiques puissantes comme le fentanyl et ses analogues ou autres substances psychotropes puissantes (p. ex. le W18) qui peuvent être absorbés de différentes façons, notamment par la peau, par inhalation, ingestion ou injection.

2. 1. 6. « **équipement de protection individuelle réglementaire** » Équipement de protection précisé dans la présente politique et porté par un employé afin de réduire au minimum son exposition à des risques professionnels déterminés.

NOTA : Un EPI ne réduit pas les risques comme tels, et il ne garantit pas une protection totale ou permanente.

2. 1. 7. « **prise en charge** » Action de prendre le contrôle d'un bien saisi d'une personne ou d'un endroit, y compris le fait de procéder à l'emballage initial peu de temps après.

2. 1. 8. « **traitement** » Ensemble des autres mesures liées au bien saisi, c.-à-d. échantillonnage, emballage en vue de l'entreposage et étiquetage.

2. 2. Les définitions établies au [chap. 6.13.](#) s'appliquent également au présent chapitre.

### 3. 7. Évaluation des risques liés à la situation

3. 1. Des substances hautement toxiques ont été retrouvées dans plusieurs produits comme l'héroïne, la cocaïne, la méthamphétamine et divers comprimés ou pilules.

3. 2. Une évaluation des risques du site doit être effectuée au cours de toute enquête criminelle menée en vertu de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#) ou de toute autre enquête durant laquelle on découvre des substances qui s'apparentent à de la drogue.

3. 3. Si on ne connaît pas bien ces types d'enquêtes, communiquer avec le groupe de la Police fédérale de sa division afin d'obtenir les directives ou l'aide d'un enquêteur antidrogue, comme il est indiqué au [chap. 6.12., art. 5.](#)

3. 4. Les risques doivent être considérés comme élevés dès qu'on est en présence de substances hautement toxiques ou qu'on croit l'être.

3. 5. L'évaluation des risques doit être constamment revue, au gré de l'information reçue, afin de réexaminer et de modifier, s'il y a lieu, l'intervention et l'EPI nécessaire de manière à réduire les risques et à assurer la sécurité des employés de la GRC, des autres premiers répondants et de la population.

3. 6. Il faut tenir compte des antécédents criminels et des dossiers de police relatifs aux personnes impliquées dans une enquête criminelle (consommateur à des fins récréatives, revendeur de drogue et trafiquant intermédiaire).

3. 7. Même si les substances hautement toxiques vendues à des toxicomanes dans la rue sont généralement « coupées » et ne présentent donc généralement pas le même danger que les substances pures, toute substance que l'on soupçonne être de la drogue peut contenir des substances hautement toxiques, à quelque concentration que ce soit, doit être manipulée avec prudence et en suivant les précautions appropriées afin d'éviter tout contact ou contamination accidentels.

## 4. PRISE EN CHARGE SECURITAIRE DE SUBSTANCES SUSCEPTIBLES D'ETRE HAUTEMENT TOXIQUES

### 4. 1. Généralités

4. 1. 1. Les employés de la GRC qui n'ont pas les connaissances ou la formation suffisantes et qui ne disposent pas de l'EPI nécessaire pour prendre en charge et traiter de manière sécuritaire des



substances susceptibles d'être hautement toxiques doivent en informer leur superviseur afin d'obtenir l'aide requise.

4. 1. 2. En cas d'exposition ou de contamination accidentelle ou de surdose d'une substance susceptible d'être hautement toxique (fentanyl, opioïdes synthétiques, etc.), voir le [chap. 16.14](#).

4. 1. 3. Les experts en la matière (EM), y compris le coordonnateur de l'Équipe divisionnaire de lutte et d'intervention contre les laboratoires clandestins (ELILC), ou son remplaçant, ou le membre antidrogue du groupe de la Police fédérale local, doivent être consultés pour obtenir directives et conseils.

4. 1. 3. 1. En l'absence d'ELILC dans la division, communiquer avec la station de transmissions opérationnelles (STO) divisionnaire pour obtenir l'aide de l'ELILC voisine compétente.

4. 1. 4. Les risques d'exposition à des substances susceptibles d'être hautement toxiques sont classifiés comme étant faibles, moyens ou élevés en ce qui concerne la prise en charge, le traitement, l'échantillonnage, l'entreposage et l'étiquetage.

## **4. 2. Risque d'exposition faible**

### **4. 2. 1. Généralités**

4. 2. 1. 1. Parmi les substances susceptibles d'être hautement toxiques classifiées comme étant à faible risque au terme d'une évaluation, il y a les drogues emballées et destinées à la vente au détail (dans la rue), les petites quantités d'un gramme ou moins emballées, et les comprimés.

4. 2. 1. 2. Les substances que l'on soupçonne être des drogues ne doivent jamais être ingérées, inhalées ou touchées.

4. 2. 1. 3. En présence d'un risque d'exposition, les précautions voulues doivent être prises, y compris porter l'EPI et éviter d'ouvrir un sac ou un contenant dont on ignore quelle substance il contient.

### **4. 2. 2. Équipement de protection individuelle**

4. 2. 2. 1. L'EPI réglementaire décrit aux [art. 4.3](#) et [4.4](#), est utilisé pour assurer une protection adéquate pendant l'exécution de l'une ou l'autre des tâches liées à la prise en charge.

4. 2. 2. 2. Un chandail à manches longues doit être porté pour éviter tout contact accidentel avec des substances hautement toxiques en poudre.

4. 2. 2. 3. On doit porter des gants en nitrile en tout temps. Porter deux paires de gants assure une protection accrue advenant la déchirure des gants extérieurs.

4. 2. 2. 3. 1. S'ils sont disponibles, utiliser des gants en nitrile de couleur foncée afin qu'en cas de contamination, la poudre de couleur pâle soit plus visible par contraste.

4. 2. 2. 4. Pour les autres EPI appropriés, voir [MST, chap. 8](#).

4. 2. 2. 5. Tous les articles d'EPI jetables, c'est-à-dire les gants, les cartouches N100 et autres articles utilisés pour prendre en charge et traiter toute pièce à conviction doivent être détruits de façon sécuritaire en les plaçant dans un sac de pièces à conviction clairement étiqueté « EPI - Peut contenir des substances hautement toxiques ». L'élimination se fait par incinération, conformément à [l'art. 9](#).

#### 4. 2. 3. Protection respiratoire

4. 2. 3. 1. La prise en charge des drogues vendues dans la rue (comprimés et pilules, p. ex.) nécessite, au minimum, l'utilisation d'un demi-masque ajusté de protection respiratoire à épuration d'air équipé de cartouches N100.

4. 2. 3. 2. La prise en charge de drogues de la rue en poudre en petites quantités nécessite d'utiliser, au minimum, un demi-masque ajusté de protection respiratoire à épuration d'air équipé d'une cartouche N100. Une cartouche chimique/P100 offre aussi une bonne protection.

NOTA : Des lunettes de sécurité doivent être portées avec le demi-masque ajusté de protection respiratoire à épuration d'air afin de réduire les risques de contact oculaire.

4. 2. 3. 3. Un essai d'ajustement de l'équipement de protection respiratoire est requis pour les fins suivantes :

4. 2. 3. 3. 1. déterminer le type, le modèle et la taille qui conviennent à un utilisateur en particulier;

4. 2. 3. 3. 2. veiller à ce que l'utilisateur sache comment mettre et porter correctement un masque de protection respiratoire;

4. 2. 3. 3. 3. veiller à ce que l'utilisateur comprenne les limites d'un tel équipement de protection respiratoire;

4. 2. 3. 3. 4. veiller à ce que l'utilisateur sache comment porter des accessoires qui pourraient gêner l'exercice de ses fonctions;

4. 2. 3. 3. 5. apporter les correctifs nécessaires lorsque la condition physique d'un utilisateur change (p. ex. gain ou perte de poids important ou changements au visage depuis le dernier essai d'ajustement);

4. 2. 3. 3. 6. assurer chaque année le bon fonctionnement.

4. 2. 3. 4. L'employé à qui a été attribué un équipement de protection respiratoire ajusté à ses mensurations ne doit pas le prêter.

4. 2. 3. 5. Tous les équipements de protection respiratoire et les lunettes de sécurité qui seront réutilisés doivent être décontaminés et nettoyés conformément aux instructions du fabricant.

4. 2. 3. 5. 1. En l'absence d'instructions du fabricant, il est recommandé de laver au savon l'EPI utilisé pour le traitement de pièces à conviction et de le rincer abondamment à l'eau et de le suspendre pour qu'il sèche.

NOTA : Les cartouches doivent être enlevées après chaque utilisation et éliminées conformément à [l'art. 4.2.2.5.](#)

4. 2. 3. 5. 2. Communiquer avec le coordonnateur divisionnaire de l'ELILC, ou son remplaçant, pour obtenir de plus amples renseignements sur les procédures de nettoyage et de décontamination de l'EPI.

#### **4. 2. 4. Traitement des pièces à conviction**

4. 2. 4. 1. Le traitement des pièces à conviction doit se limiter à ce qui est nécessaire de faire pour les besoins de l'enquête.

4. 2. 4. 2. Avant de procéder à l'échantillonnage de substances inconnues ou de substances susceptibles d'être hautement toxiques, le membre vérifie si de la naloxone (Narcan®) et des membres du personnel dûment formés sont disponibles sur-le-champ.

4. 2. 4. 2. 1. Si de la naloxone ne peut être obtenue immédiatement, toutes les activités liées à la prise en charge et au traitement doivent être interrompues jusqu'à ce que soient disponibles la naloxone (Narcan®) et le personnel dûment formé.

4. 2. 4. 3. Le traitement de toute pièce à conviction en poudre doit se faire sous une hotte chimique ventilée en pression négative et équipée d'un système de filtration (filtre HEPA), conformément à [l'art. 4.](#), afin d'éviter une contamination par l'air ambiant et de réduire les risques d'exposition accidentelle.

4. 2. 4. 3. 1. Le traitement des pièces à conviction qui ne sont pas en poudre doit se faire dans un endroit précis où l'on peut prendre des précautions pour éviter toute contamination de la surface de travail et de l'environnement.

4. 2. 4. 3. 2. Du papier jetable doit être placé sur une table de traitement de pièces à conviction adéquate afin d'éviter toute contamination de la surface de travail, quelle que soit la forme des drogues (comprimés, pilules, etc.).

NOTA : NE JAMAIS TRAITER LES PIÈCES À CONVICTION À SON BUREAU.

4. 2. 4. 4. Il faut placer toute pièce à conviction dans un double sac et étiqueter clairement celui-ci comme contenant des substances hautement toxiques afin d'éviter qu'il y ait contamination.

4. 2. 4. 5. Si une analyse en laboratoire est effectuée, les résultats doivent être communiqués au conservateur des pièces à conviction qui devra alors étiqueter la pièce à conviction en conséquence.

4. 2. 4. 6. Des étiquettes de danger du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) doivent être apposées sur la pièce à conviction.

4. 2. 4. 6. 1. Les étiquettes de danger « Catégorie D-1 - Matières ayant des effets toxiques immédiats et graves » doivent être utilisées. Ces étiquettes peuvent être achetées ou imprimées et doivent être apposées sur la pièce à conviction au moyen de ruban d'emballage transparent. Voir [l'ann. 6-7-1.](#)

4. 2. 4. 7. Une fois le traitement terminé, la surface de travail doit être soigneusement nettoyée. Les gants, le papier et tout autre objet utilisé pour la prise en charge et le traitement de la pièce à conviction doivent être éliminés conformément à [l'art. 9.](#)

#### **4. 2. 5. Exposition et contamination accidentelles**

##### **4. 2. 5. 1. Membre**

4. 2. 5. 1. 1. Si au cours d'une saisie, d'une prise en charge ou d'un traitement, il entre en contact avec une substance susceptible d'être hautement toxique, il en informe immédiatement quelqu'un.

4. 2. 5. 1. 2. Si la substance est entrée en contact avec ses vêtements, il enlève immédiatement ceux-ci, dans la mesure du possible, et les met dans un sac afin qu'ils soient décontaminés ou éliminés.

4. 2. 5. 1. 3. Si la substance susceptible d'être hautement toxique entre en contact avec sa peau, il nettoie soigneusement celle-ci avec du savon et de l'eau pendant au moins 15 minutes.

4. 2. 5. 1. 4. Les symptômes d'exposition à des substances hautement toxiques peuvent être temporairement supprimés en administrant de la naloxone. Voir le [chap. 16.14.](#)

4. 2. 5. 1. 5. S'il ressent des symptômes d'exposition à des opioïdes, il appelle immédiatement les services d'urgence médicale (911).

### **4. 3. Risque d'exposition moyen**

#### **4. 3. 1. Généralités**

4. 3. 1. 1. Parmi les substances susceptibles d'être hautement toxiques classifiées comme étant à risque moyen au terme d'une évaluation, il y a la drogue en poudre en quantités importantes. Par exemple :

4. 3. 1. 1. 1. quantités supérieures à un gramme;

4. 3. 1. 1. 2. présence de drogues en grosses quantités;

4. 3. 1. 1. 3. grandes quantités de drogues « coupées » destinées à la vente dans la rue.

4. 3. 1. 2. Des mesures de sécurité supplémentaires doivent être prises pour les grosses quantités de substances toxiques susceptibles d'être hautement toxiques qui présentent un risque d'exposition moyen.

4. 3. 1. 3. Les directives sur la prise en charge, le traitement, l'échantillonnage, l'entreposage et la destruction des substances susceptibles d'être hautement toxiques présentant un risque faible d'exposition énoncées à [l'art. 3.2.](#) s'appliquent également.

#### **4. 3. 2. Équipement de protection individuelle**

4. 3. 2. 1. Le membre porte l'EPI pour tout le corps comme la combinaison Tyvek (qui se trouve dans la trousse de protection contre les risques biologiques) afin d'éviter tout contact accidentel avec la poudre et la contamination de ses vêtements lorsqu'il exécute n'importe quelle tâche liée au traitement.

4. 3. 2. 1. 1. Si aucun EPI réglementaire n'est disponible, le traitement doit être reporté jusqu'à ce qu'un EPI adéquat soit disponible.

#### **4. 3. 3. Protection respiratoire**

4. 3. 3. 1. Un masque complet ajusté de protection respiratoire à épuration d'air doté d'une cartouche P100 ou N100 doit être porté. Une cartouche chimique/P100 offre une protection de même niveau.

#### **4. 3. 4. Traitement des pièces à conviction**

4. 3. 4. 1. Un autre membre dûment formé doit être disponible en tout temps pour prêter assistance, au besoin, durant la prise en charge et le traitement des pièces à conviction.

4. 3. 4. 2. Le traitement des pièces à conviction est effectué par une équipe de deux membres qualifiés; chacun remplit un rôle précis.

4. 3. 4. 3. Un seul des membres est chargé de manipuler les pièces à conviction.

4. 3. 4. 4. Une fois le traitement amorcé, le membre responsable de la manipulation des pièces à conviction ne doit pas toucher l'extérieur des sacs de pièces à conviction, l'équipement, les poignées de porte ou tout autre objet qu'il pourrait contaminer.

NOTA : Tout objet accidentellement touché est réputé contaminé et doit être soigneusement nettoyé ou éliminé.

4. 3. 4. 5. L'autre membre qualifié qui assiste le membre autorisé à manipuler les pièces à conviction se charge du fonctionnement de l'équipement, comme les pesées et les caméras, afin d'éviter la contamination croisée, ainsi que de la documentation (notes, photographies, vidéos, etc.) requise pendant l'étape du traitement.

4. 3. 4. 6. Le traitement des pièces à conviction se fait dans un endroit précis doté d'une hotte chimique ventilée en pression négative.

4. 3. 4. 7. Il faut soigneusement placer les pièces à conviction dans un double sac et étiqueter clairement le contenu de celui-ci, conformément à [l'art. 4.2.4.6.1.](#)

4. 3. 4. 8. Les substances placées dans un sac doivent ensuite être scellées dans un contenant (contenant du groupe d'emballage I UN) pour éviter la rupture accidentelle du sac de pièces à conviction pendant l'entreposage et le transport au détachement/service.

4. 3. 4. 9. La pièce à conviction doit clairement afficher la mention « peut contenir des substances hautement toxiques » jusqu'à ce que les résultats des analyses de laboratoire soient connus.

4. 3. 4. 10. En cas d'exposition ou de contamination accidentelle pendant le traitement des pièces à conviction, suivre les directives énoncées à [l'art. 4.1.2.](#)

4. 3. 4. 11. Lorsque d'importantes saisies présentent des risques pour la sécurité ou la santé publique, obtenir l'autorisation de détruire rapidement les pièces à conviction (substances contrôlées) conformément à [l'art. 26 de la LRDS](#). Voir [l'ann. 6-9-1.](#)

4. 3. 4. 12. La mise en stock de substances hautement toxiques est strictement interdite.

4. 3. 4. 13. Pour les procédures d'élimination de substances hautement toxiques, voir [l'art. 9.](#)

#### **4. 4. Risque d'exposition élevé**

##### **4. 4. 1. Généralités**

4. 4. 1. 1. Sont associés aux substances susceptibles d'être hautement toxiques classifiées comme étant à risque élevé au terme d'une évaluation :

4. 4. 1. 1. 1. les activités qui consisteraient à fabriquer des comprimés de drogue;

4. 4. 1. 1. 2. les activités impliquant des trafiquants intermédiaires soupçonnés de mélanger des substances hautement toxiques pures à des substances de frelatage;

4. 4. 1. 1. 3. les laboratoires clandestins où sont synthétisés des substances hautement toxiques ou des drogues;

4. 4. 1. 1. 4. les installations servant au stockage de produits chimiques, les véhicules servant au transport de produits chimiques de laboratoires clandestins ou les sites servant au déversement de produits chimiques.

4. 4. 1. 2. Les substances hautement toxiques pures représentent des risques réels et considérables; leur manipulation exige donc une formation adéquate et le port de l'EPI qui convient.

4. 4. 1. 2. 1. Seuls les membres dûment formés et accrédités, tels que définis au [chap. 6.13., art. 3.](#), sont autorisés à entrer dans un laboratoire clandestin de drogue pour prendre des photographies, effectuer des perquisitions et procéder au démantèlement.

#### **4. 4. 2. Équipement de protection individuelle**

4. 4. 2. 1. Le type d'EPI requis est déterminé par le coordonnateur de l'ELILC et varie selon les produits chimiques utilisés, le volume de contamination et le type de drogues produites. Voir [l'ann. 6-13-1.](#)

#### **4. 4. 3. Membre**

4. 4. 3. 1. Informe immédiatement son superviseur de l'incident et des facteurs de risque cernés.

4. 4. 3. 2. Communique immédiatement avec le quartier général de sa division afin d'obtenir les conseils et les directives du coordonnateur de l'ELILC ou de son remplaçant. Voir le [chap. 6.13.](#)

4. 4. 3. 2. 1. Si une ELILC n'est pas disponible dans sa division, communique avec le quartier général divisionnaire le plus près afin d'obtenir l'aide d'un coordonnateur de l'ELILC ou de son remplaçant.

4. 4. 3. 3. S'il se retrouve accidentellement dans une situation à haut risque, il doit immédiatement tenter de s'éloigner des lieux qui pourraient contenir des substances hautement toxiques s'il peut le faire sans danger.

4. 4. 3. 4. En cas d'exposition ou de contamination accidentelle, suit les directives énoncées à [l'art. 4.2.5.](#)

### **5. MESURES DE CONTROLE TECHNIQUES : HOTTE CHIMIQUE**

5. 1. L'employé qui utilise une hotte chimique doit être formé au fonctionnement général du matériel et en connaître les limites.

5. 2. De la naloxone doit être disponible et se trouver à proximité de la hotte chimique.

5. 3. Un registre pour la hotte chimique doit être rempli par l'utilisateur dûment formé et être disponible en tout temps afin d'y consigner toutes les sources de contamination.

5. 4. Le registre doit être rangé dans un endroit visible à proximité de la hotte chimique.

## 6. TRANSPORT

### 6.1. Généralités

6. 1. 1. Les pièces à conviction qui contiennent ou pourraient contenir des substances hautement toxiques doivent être emballées conformément à la Loi sur le transport des marchandises dangereuses et son règlement d'application, ainsi qu'aux lois et règlements provinciaux applicables avant d'être transportées.

NOTA : Ces mesures sont nécessaires pour éviter qu'un employé ou un membre du public y soit exposé par accident ou qu'un véhicule de la GRC soit contaminé.

### 6.2. Transport terrestre

6. 2. 1. Les drogues de la rue en petites quantités qui, au terme d'une évaluation, sont réputées présenter un faible risque d'exposition, peuvent être transportées par voie terrestre dans des sacs de plastique doubles scellés conçus pour les pièces à conviction.

6. 2. 2. Les pièces à conviction visées à [l'art. 6.2.1.](#) doivent être emballées et étiquetées conformément aux [art. 4.3.4.8.](#) et [4.2.4.6.1.](#)

6. 2. 3. La pièce à conviction doit être placée dans le coffre ou un autre endroit du véhicule où elle ne risque pas d'incommoder les passagers en cas de collision pendant le transport.

6. 2. 4. Une pièce à conviction qui présente un risque moyen ou élevé doit être emballée et étiquetée conformément aux [art. 4.3.4.8.](#) et [4.2.4.6.1.](#)

6. 2. 5. Toute pièce à conviction susceptible de contenir des substances hautement toxiques doit être acheminée directement à un détachement ou une installation de la GRC aussitôt que possible.

6. 2. 6. Le contenant normalisé UN doit être étiqueté conformément à [l'art. 4.2.4.6.1.](#)

### 6.3. Transport aérien

6. 3. 1. Il faut éviter de transporter par avion des pièces à conviction susceptibles de contenir des substances hautement toxiques.

6. 3. 2. Si la pièce à conviction doit être transportée par avion, elle doit être emballée et étiquetée conformément aux [art. 4.3.4.8](#) et [4.2.4.6.1.](#) et aux normes de l'Association du transport aérien international (ATAI).

6. 3. 3. Le contenu doit être signalé au transporteur aérien au moyen d'un manifeste, conformément aux normes de l'ATAI.

## 7. TROUSSES DE TESTS DE PRESOMPTION

7. 1. Pour l'utilisation des trousse de tests sur le terrain, voir [chap. 6.8., art. 8.](#)

7. 2. Effectuer des tests sur place augmente le risque d'exposition et de contamination.

7. 3. En présence de substances susceptibles d'être hautement toxiques, ne pas procéder à une analyse de stupéfiants par des tests de présomption, tels les tests NIK® et NARK®.

7. 3. 1. Les trousse d'analyse par tests de présomption conçus pour les drogues comme l'héroïne et la cocaïne produisent un indicateur faussement positif lorsqu'elles sont utilisées sur des substances hautement toxiques comme le fentanyl et ses analogues.

7. 3. 2. Les tests de présomption NARK® confirment la présence d'opioïdes synthétiques comme le fentanyl, l'acétyl fentanyl et l'hydrocodone, mais ne font pas la distinction entre eux. Ils ne confirment pas nécessairement la présence d'autres opioïdes synthétiques.

7. 4. Seule une analyse en laboratoire permet de déterminer si une substance est ou contient du fentanyl.

## 8. ANALYSE EN LABORATOIRE

8. 1. Le Service d'analyse des drogues de Santé Canada a besoin d'un échantillon de 0,25 gramme de substances susceptibles d'être hautement toxiques pour en faire l'analyse.

8. 2. Tout échantillon de substances susceptibles d'être hautement toxiques soumis au Service d'analyse des drogues de Santé Canada doit être placé dans un sac de plastique de pièces à conviction doublé et scellé.

8. 3. Chaque échantillon doit être étiqueté conformément à [l'art. 4.2.4.6.1.](#) et porter la mention « peut contenir du fentanyl ».

## 9. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES HAUTEMENT TOXIQUES

9. 1. L'élimination des substances hautement toxiques doit se faire en conformité avec les lois et règlements fédéraux, provinciaux et territoriaux applicables, et le [chap. 6.9.](#)

9. 2. L'élimination des substances hautement toxiques doit se faire par l'entreprise de gestion des déchets liés par contrat avec la division. Cette entreprise doit éliminer par incinération et de façon sécuritaire les substances hautement toxiques tout en évitant les risques d'exposition et de contaminations accidentelles tout au long du processus de destruction.

9. 3. Le coordonnateur divisionnaire de l'ELILC ou son remplaçant peut fournir des indications sur la destruction adéquate des substances hautement toxiques. Voir le [chap. 6.13.](#)

## 10. LIVRAISONS CONTRÔLÉES

10. 1. Une substance susceptible d'être hautement toxique ne peut en aucun cas être utilisée pour une livraison contrôlée étant donné qu'elle pourrait mettre en danger la santé et la sécurité de toutes les personnes qui toucheraient au colis.

10. 1. 1. Lorsqu'un colis susceptible de contenir une substance hautement toxique est intercepté, il faut en retirer complètement le contenu et le remplacer par une substance inoffensive comme de la poudre à pâte.



10. 2. On ne doit pas réutiliser l'emballage interne d'un colis intercepté qui contient une substance hautement toxique.

10. 3. Toute pièce à conviction associée à la livraison contrôlée d'une substance susceptible d'être hautement toxique doit être transportée en conformité avec [l'art. 6.](#)

## **11. EXECUTION D'UN MANDAT DE PERQUISITION EN VERTU DE LA LRDS**

### **11. 1. Généralités**

11. 1. 1. Une évaluation des risques liés à la situation, telle que décrite à [l'art. 2.](#), doit être effectuée avant l'exécution d'un mandat de perquisition en vertu de la LRDS et régulièrement pendant l'exécution du mandat lorsqu'on soupçonne la présence de substances hautement toxiques.

11. 1. 2. En cas de risque d'exposition à des substances hautement toxiques, quel que soit le niveau, le membre communique avec le coordonnateur divisionnaire de l'ELILC ou son remplaçant pour obtenir de l'aide et des indications sur les moyens d'enquête et l'EPI nécessaire avant toute intervention opérationnelle.

11. 1. 3. Si on soupçonne la présence de substances hautement toxiques dans un laboratoire clandestin, on doit communiquer avec le coordonnateur divisionnaire de l'ELILC ou son remplaçant avant d'exécuter le mandat de perquisition. Voir [chap. 6.13., art. 5.](#)

### **11. 2. Chiens de police**

11. 2. 1. Le conducteur de chien doit faire preuve d'une grande prudence afin d'éviter que le chien cause des dommages, comme perforer ou déchirer un contenant par accident, ou aie accès directement à une zone qui contient peut-être des substances hautement toxiques.

11. 2. 2. Un chien ne peut être utilisé que s'il y a un faible risque d'exposition à des substances susceptibles d'être hautement toxiques.

11. 2. 3. Un chien ne doit pas être utilisé s'il y a un risque de contamination ou d'exposition.

## **12. ROLES ET RESPONSABILITES**

### **12. 1. Membre**

12. 1. 1. Se familiariser avec la prise en charge des substances hautement toxiques et les politiques et directives de la GRC qui y sont associées.

12. 1. 2. Suivre obligatoirement le cours Administration de naloxone par vaporisateur nasal (SIGRH 001072) dans Agora; voir [chap. 16.14.](#)

12. 1. 3. S'il a besoin de formation ou d'un EPI pour prendre en charge et traiter en toute sécurité des substances qui sont ou qui pourraient être hautement toxiques, en informe son superviseur et obtient l'aide nécessaire.

12. 1. 4. Avise immédiatement son superviseur de tout accident ou situation présentant un risque élevé comportant des substances qui sont ou qui pourraient être hautement toxiques ayant causé ou qui pourrait causer des blessures.

12. 1. 5. Avise son superviseur s'il est blessé ou a failli se blesser pour avoir pris en charge des substances qui sont ou qui pourraient être hautement toxiques. Voir [MST, chap. 3.](#)

### **12. 2. Superviseur**

12. 2. 1. S'assure que tous les membres et tous les employés reçoivent la formation voulue et ont accès à un EPI offrant une protection du niveau requis.

12. 2. 2. S'assure que le [formulaire 3414](#), Rapport sur les situations comportant des risques, est rempli, conformément au [MST, chap. 3.](#), si un membre est blessé ou est témoin d'un accident évité de justesse par suite de la prise en charge de substances qui sont ou qui pourraient être hautement toxiques.

12. 2. 2. 1. Transmet le formulaire rempli au comité ou au représentant de santé et de sécurité au travail dans les délais prescrits.

### **12. 3. Conservateur des pièces à conviction**

12. 3. 1. Tous les rôles et responsabilités décrits à [l'art. 12.1.](#) s'appliquent au conservateur des pièces à conviction.

12. 3. 2. Veille à ce que chaque pièce à conviction soit emballée et étiquetée conformément à [l'art. 4.](#)

12. 3. 3. Une fois les résultats de l'analyse en laboratoire reçus, veille à ce que la pièce à conviction soit étiquetée correctement pour son traitement subséquent, y compris son élimination.

12. 3. 4. Pour le traitement des pièces à conviction, voir le [chap. 22.1.](#)

### **12. 4. Chef ou son remplaçant**

12. 4. 1. S'assure que tous les membres et employés sous son commandement sont au courant de la présente politique et suivent les politiques et directives de la GRC connexes.

12. 4. 2. S'assure que les employés sous son commandement appelés à utiliser un appareil de protection respiratoire à épuration d'air se soumettent à un essai d'ajustement chaque année, conformément à la norme CAN/CSA-Z94.4-11 (R2016), modifiée de temps à autre.

12. 4. 3. S'assure que les membres et les employés sous son commandement sont formés et accrédités à l'utilisation de tout équipement, matériel, dispositifs et vêtements de sécurité réglementaires, conformément au [Code canadien du travail](#) et au [Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail](#).

## **13. PRODUCTION DE RAPPORTS**

13. 1. Pour de l'information sur les exigences de rapport, communiquer avec le Centre fédéral de coordination, Crimes graves, crime organisé et intégrité financière, Direction générale, par courriel à l'adresse [RCMP.FCCSOFCI-IFCGCOFCF.GRC@rcmp-grc.gc.ca](mailto:RCMP.FCCSOFCI-IFCGCOFCF.GRC@rcmp-grc.gc.ca).

## **14. FORMATION**

14. 1. Pour de l'information sur les exigences de formation, communiquer avec le Centre fédéral de coordination, Crimes graves, crime organisé et intégrité financière, Direction générale, par courriel à l'adresse [RCMP.FCCSOCFI-IFCGCOFC.GRC@rcmp-grc.gc.ca](mailto:RCMP.FCCSOCFI-IFCGCOFC.GRC@rcmp-grc.gc.ca).



## 6.8. FOUILLES, PERQUISITIONS ET SAISIES DE DROGUES

### 1. GENERALITES

1. 1. Lorsque l'enquêteur prépare une perquisition aux termes de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#) (LRCDAS), il doit avoir un motif raisonnable de croire en la présence dans un lieu au moment où il obtient le mandat de perquisition de substances désignées, de précurseurs, d'un bien infractionnel ou d'une chose qui servira de preuve à une infraction à la LRCDAS.

1. 2. L'enquêteur doit s'assurer que l'occupant ou le propriétaire a une occasion raisonnable d'examiner le mandat de perquisition, s'il est présent au moment de la perquisition.

1. 2. 1. Lorsqu'on exécute un mandat de perquisition autorisé en vertu de la LRCDAS, une copie exacte du mandat doit être remise à la personne responsable des lieux ou être affichée bien en vue, si les lieux sont inoccupés.

### 2. RAPPORTS A UN JUGE

2. 1. La drogue saisie en vertu de [l'art. 11 de la LRCDAS](#), y compris la drogue saisie lorsque l'urgence de la situation l'exige, doit faire l'objet d'un rapport à un juge de paix (formule 5.2), indiquant le lieu perquisitionné, la substance saisie et l'endroit où elle est détenue. On doit envoyer une copie du rapport au ministre de la Santé.

2. 2. Un bien infractionnel saisi en vertu de [l'article 11 de la LRCDAS](#) doit faire l'objet d'un rapport au juge de paix qui a décerné le mandat. Voir les [par. 489.1\(1\) et \(3\) du C. cr.](#)

2. 3. Voir les modalités de préparation et d'autorisation à [l'ann. 6-8-1](#).

### 3. METHODE DE PERQUISITION

3. 1. Ne pas goûter ou renifler des drogues suspectes.

3. 2. En ce qui concerne la fouille d'une personne, voir le [chap. 21.2](#) et [l'ann. 6-8-2, p. 1](#).

3. 3. Pour ce qui est de la perquisition d'un lieu, voir [l'ann. 6-8-2, p. 2](#).

### 4. RAPPORTS

#### 4. 1. Généralités

4. 1. 1. Les pouvoirs du ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada régissant la gestion des biens saisis et bloqués tel qu'il est indiqué dans la [Loi sur l'administration des biens saisis](#) et dans la [LRCDAS](#) sont exercés par l'intermédiaire de la :

Direction de la gestion des biens saisis (DGBS)  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
12C1 Place du Portage, Phase III  
11, rue Laurier

Hull (Qc)  
K1A 0S5  
Tél. : 819-956-1671  
Télec. : 819-956-8532

4. 1. 2. Voir [l'ann. 6-8-3](#) pour le traitement des drogues et autres articles saisis.
4. 1. 3. INTERPOL Ottawa remplit toutes les exigences d'INTERPOL en matière de rapport.
4. 1. 4. L'enquêteur doit soumettre un rapport de saisie importante de drogues ([formule 4063](#)) dans les 48 heures suivant une importante saisie de drogues illicites.
  4. 1. 4. 1. Dans la Division E, l'enquêteur doit transmettre la [formule ED4503](#) à l'officier responsable divisionnaire des enquêtes criminelles avec copie à l'adresse [HQ\\_DrugBranch](#) de la Direction générale.
  4. 1. 4. 2. Si la saisie est reliée au Programme Pipeline/Jetway, une copie du rapport doit être transmise au coordonnateur du Programme Pipeline/Jetway, avec copie à l'adresse [HQ\\_DrugBranch](#).
4. 1. 5. Un rapport de saisie importante de drogues doit être établi pour toute saisie qui remplit ou dépasse les critères suivants :
  4. 1. 5. 1. 500 grammes de cocaïne;
  4. 1. 5. 2. 250 grammes d'héroïne;
  4. 1. 5. 3. 250 grammes de méthamphétamine ou d'ecstasy;
  4. 1. 5. 4. 500 comprimés de LSD (diéthylamide de l'acide lysergique), de méthamphétamine ou d'ecstasy;
  4. 1. 5. 5. 1000 grammes de haschich;
  4. 1. 5. 6. 100 plants, ou plus de 2270 grammes (5 livres) de marihuana;
  4. 1. 5. 7. des saisies de drogues inhabituelles telles que la psilocybine (champignons magiques), la phencyclidine ou autres drogues chimiques;
  4. 1. 5. 8. des saisies inhabituelles dans la région en raison de la quantité, du type de drogue, de l'organisation impliquée ou de la méthode de transport utilisée.

#### **4. 2. Installations de culture intérieure de la marihuana**

4. 2. 1. Le membre enquêteur doit signaler toutes les installations de culture intérieure de la marihuana à la Sous-direction de la police des drogues de la Direction générale.
4. 2. 2. Les divisions doivent se servir de la formule de rapport de saisie importante [4063](#) pour signaler ces installations.

EXCEPTION : Dans la Division E, on doit utiliser la formule de rapport de saisie importante du système PRIME [formule ED4503](#).



4. 2. 3. Une copie du mandat de perquisition doit accompagner le rapport de saisie afin de valider l'adresse indiquée dans le rapport de saisie importante.

4. 2. 4. Le rapport doit être transmis à l'officier responsable divisionnaire des enquêtes criminelles et une copie du mandat de perquisition doit être envoyée par courriel avec le rapport de saisie à l'adresse [HQ\\_DrugBranch](#) de la Direction générale dans les 48 heures.

4. 2. 5. Afin d'assurer la santé et la sécurité du public, la Sous-direction de la police des drogues de la Direction générale mettra l'adresse de l'installation de culture intérieure et le nombre de plants saisis sur le site Web [national de la GRC](#).

## 5. PRECURSEURS ET SUBSTANCES CHIMIQUES ESSENTIELLES

5. 1. Après une saisie de précurseurs ou de substances chimiques essentielles à la production de drogues, l'enquêteur doit remplir la [formule 4267](#) et la transmettre à la Direction générale, à l'adresse [HQ\\_DrugBranch](#).

## 6. SAISIES D'HEROÏNE ET DE COCAÏNE

6. 1. L'enquêteur doit se conformer aux modalités décrites à [l'ann. 6-8-3](#).

6. 2. Toutes les saisies d'héroïne d'au moins 28 g et toutes les saisies de cocaïne d'au moins 150 g doivent être analysées quantitativement, et les sacs doivent être paraphés par l'enquêteur et un représentant de l'officier responsable des enquêtes criminelles, p. ex. le gardien des pièces à conviction ou l'agent d'inspection.

6. 3. Sceller les sacs de façon qu'on ne puisse pas les ouvrir ou les refermer sans laisser de marques.

NOTA : Les sacs sécuritaires transparents qui permettent de voir les drogues saisies ne devraient pas avoir besoin d'être ouverts, même pour la présentation devant les tribunaux. Si l'enquêteur a dûment apposé ses initiales sur l'article saisi, les personnes qui, ultérieurement, identifient le sac d'entreposage au moyen d'une marque aux fins de contrôle, ne devraient pas être tenues de comparaître afin de prouver la continuité de possession.

## 7. SAISIES DE DROGUES EFFECTUEES PAR L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA

7. 1. L'enquêteur doit :

7. 1. 1. se rendre immédiatement au bureau des douanes, à moins qu'il ne s'agisse d'une saisie n'entraînant aucune poursuite judiciaire; le cas échéant, on peut aller chercher les articles saisis à la première occasion;

7. 1. 2. prendre possession des articles saisis et accuser réception de la [formule HC/SC 3515](#). L'agent des douanes conserve une copie de la [formule HC/SC 3515](#);

7. 1. 3. une fois l'affaire terminée, transmettre une copie de la [formule HC/SC 3515](#) dûment remplie au bureau de l'Agence des services frontaliers du Canada qui a effectué la saisie.

## 8. TROUSSES D'ANALYSE SOMMAIRE SERVANT A VERIFIER DES ECHANTILLONS DE DROGUES ILLICITES

8. 1. Les trousse d'analyse sommaire fabriquées d'une façon commerciale et celles produites par des chimistes compétents **peuvent s'avérer dangereuses** pour l'utilisateur et produire des résultats analytiques qui peuvent être mal interprétés. Éviter de les utiliser dans des circonstances normales.

EXCEPTION : On peut utiliser une trousse d'analyse sommaire lorsque le succès d'une enquête sera compromis ou que la vie d'une personne sera en danger si le contenu d'un échantillon de drogue n'est pas immédiatement connu ou qu'il n'y a pas suffisamment de temps pour obtenir les services d'un chimiste compétent.

8. 2. Si l'utilisation d'une trousse d'analyse sommaire est justifiée, prendre toutes les précautions possibles et choisir le **système ouvert**, c.-à-d. exposer la substance à analyser à l'air, et mélanger plutôt que secouer, car il pourrait se produire une inflammation des ingrédients mélangés.

8. 3. Même si on utilise le **système ouvert**, des vapeurs mortelles telles que le cyanure peuvent se dégager. Prendre les précautions suivantes :

8. 3. 1. protéger ses yeux et toute partie du corps qui est exposée;

8. 3. 2. ne pas effectuer l'analyse dans un endroit clos, p. ex. dans un véhicule, une salle de bain;

8. 3. 3. se placer contre le vent ou porter un masque filtrant;

8. 3. 4. ne mélanger que des solutions douces;

8. 3. 5. ne jamais utiliser des trousse d'analyse qui fonctionnent en **système fermé**, c.-à-d. un système selon lequel on doit mettre la substance à analyser dans une éprouvette ou un contenant scellé, y ajouter un solvant comme de l'acide sulfurique et secouer le mélange pour observer la réaction chimique.

Ann. 6-8-1 [Autorisation de fouiller et de perquisitionner](#)

Ann. 6-8-2 [Comment effectuer une fouille, une perquisition ou une saisie](#)

Ann. 6-8-3 [Traitement des articles saisis](#)

## 6.9. DROGUES SERVANT DE PIÈCES À CONVICTION

### 1. ANALYSE DES DROGUES

1. 1. Transmettre les échantillons de drogue à analyser au Service d'analyse des drogues (SAD) de Santé Canada. Suivre les modalités d'envoi indiquées sur le site Web de [Santé Canada](#).

### 2. ANALYSE INDÉPENDANTE

2. 1. Lorsqu'une ordonnance du tribunal est rendue pour l'analyse indépendante de pièces à conviction sous le contrôle de la GRC et qu'il n'y a aucune interjection d'appel, on ne doit remettre à la personne nommée dans l'ordonnance du tribunal qu'un échantillon (suffisant pour l'analyse) de la quantité totale des drogues saisies lorsque l'ordonnance ne précise pas la quantité.

2. 2. Essayer de conserver une quantité suffisante des drogues saisies pour une seconde analyse, s'il y a lieu.

### 3. ÉLIMINATION

3. 1. Lorsqu'une substance ou un précurseur saisi, trouvé ou obtenu de toute autre manière risque de porter atteinte à la santé et à la sécurité publiques, suivre les modalités établies à [l'ann. 6-9-1](#) en vue de son élimination.

### 4. SAISIES D'ARGENT OU DE BIENS

4. 1. Voir le [chap. 49.2](#).

### 5. DESTRUCTION LOCALE DES DROGUES

#### 5. 1. Enquêteur

5. 1. 1. Remplir les cases 25 à 36 de la [formule HC/SC 3515](#).

5. 1. 2. Transmettre les copies de la [formule HC/SC 3515](#) pertinente au SAD de Santé Canada.

5. 1. 3. Une fois l'autorisation obtenue du ministre de Santé Canada sur la [formule HC/SC 3515](#), détruire les drogues en présence de l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) ou de son représentant.

5. 1. 3. 1. La destruction des drogues saisies, notamment le cannabis, l'héroïne, la cocaïne et la plupart des drogues contrôlées et d'usage restreint, doit se faire au moyen d'un incinérateur de type commercial, selon les normes établies en matière de sécurité et d'environnement. Le résidu de poudre qui se dépose après l'incinération est inoffensif.



5. 1. 3. 2. Les produits chimiques des laboratoires clandestins et toute autre drogue ou substance semblable qui peut être dangereuse et qui peut poser des problèmes relatifs à l'environnement ne doivent être détruits qu'avec l'aide de chimistes ou de quelque autre autorité compétente de Santé Canada.

5. 1. 4. Après la destruction, remplir les cases 38 et 39 de la [formule HC/SC 3515](#).

5. 1. 5. Envoyer une copie au SAD de Santé Canada et conserver une copie en dossier.

NOTA : Si le SAD de Santé Canada demande une pièce à conviction particulière aux fins d'examen, il faut la lui envoyer dans les plus brefs délais.

## **5. 2. OREC ou son représentant**

5. 2. 1. S'il s'agit d'au moins 28 g d'héroïne ou d'au moins 150 g de cocaïne, déterminer si le contenant de sécurité dans lequel elle se trouvait a été ouvert. Voir [l'ann 6-8-3](#).

5. 2. 2. Si le contenant a été ouvert, demander à l'analyste qui a fait la première expertise de faire l'analyse quantitative de la drogue.

5. 2. 3. Sceller à nouveau le contenant sécuritaire et le conserver.

5. 2. 4. Une fois les résultats de l'analyse quantitative connus, les comparer avec ceux de la première expertise.

5. 2. 5. Détruire la drogue lorsqu'on est convaincu qu'elle n'a pas été altérée; autrement, entreprendre immédiatement une enquête.

## **6. PIECES A CONVICTION REQUISES AUX FINS D'ENQUETE (STOCKAGE)**

6. 1. Voir les modalités concernant le stockage des drogues au [chap. 6.11](#).

## **7. PIECES A CONVICTION REQUISES POUR LES BESOINS DE LA FORMATION**

### **7. 1. Présentoirs de drogues**

7. 1. 1. Ne pas préparer son propre présentoir de drogues ou demander une trousse de drogues à Santé Canada pour la formation. Si on a besoin d'un présentoir de drogues, communiquer avec l'OREC divisionnaire.

### **7. 2. Drogues pour la formation**

#### **7. 2. 1. Généralités**

7. 2. 1. 1. Le SAD de Santé Canada peut autoriser les groupes de la formation et les conducteurs de chien à avoir en leur possession des échantillons de substances contrôlées ainsi que divers accessoires pour la formation.

### 7. 2. 2. Chef ou conducteur de chien

7. 2. 2. 1. Transmettre sa demande ([formule SC9207](#)) à l'OREC ou à son représentant en indiquant les types et les quantités de substances contrôlées requises. La formule doit être approuvée par le chef.

7. 2. 2. 2. Lorsqu'on demande une trousse de drogues qui contient de la cocaïne et de l'héroïne, le SAD de Santé Canada fournira une analyse quantitative indiquant la quantité et le niveau de pureté sur la [formule SC9207](#), ainsi que les drogues.

7. 2. 2. 3. Lorsqu'on reçoit les drogues, vérifier **avec un témoin** les quantités fournies et la [formule SC9207](#) initiale. Conserver une copie de la formule avec la trousse de drogues.

7. 2. 2. 4. Tenir un registre de tous les articles et assurer leur protection.

7. 2. 2. 5. Lorsqu'on n'a plus besoin des pièces à conviction pour la formation, retourner toutes les drogues directement au SAD de Santé Canada selon les directives, au moyen de la [formule SC9207](#). Verser les documents pertinents au dossier du service.

7. 2. 2. 6. Tout écart entre les quantités fournies et les quantités retournées doit être étayé par des documents qui doivent être signés par le chef et retournés avec la trousse.

7. 2. 2. 7. Bien emballer les pièces à conviction et les expédier par envoi recommandé accompagné d'une carte AR à :

Santé Canada  
Service d'analyse des drogues  
À l'att. de l'Unité des trousseaux de formation en dépistage de drogues (TFDD)  
2301, avenue Midland, Scarborough ON, M1P 4R7

NOTA : Ne pas écrire le mot DROGUES sur le bordereau d'expédition pour décrire la marchandise. Écrire plutôt fournitures TFDD.

### 7. 2. 3. OREC ou son représentant

7. 2. 3. 1. Examiner chaque demande et déterminer si les articles sont nécessaires pour la formation.

7. 2. 3. 2. Si on est d'accord, transmettre la demande au SAD de Santé Canada avec ses recommandations.

7. 2. 3. 3. Tenir un registre des articles détenus par les groupes de la formation et les conducteurs de chien.

7. 2. 3. 4. Lors de la vérification, s'assurer que les articles sont bien protégés, contrôlés et comptabilisés.

Ann. 6-9-1 [Comment se défaire des choses saisies en vertu de la loi réglementant certaines drogues et autres substances](#)

## 6.10. SERVICE DE SENSIBILISATION AUX DROGUES ET AU CRIME ORGANISE

### 1. GENERALITES

1. 1. Le Service de sensibilisation aux drogues et au crime organisé (SSDCO) de la GRC, par l'entremise de partenariats, s'engage à assurer la santé et la sécurité des collectivités en fournissant à tous les Canadiens les ressources nécessaires pour réduire considérablement la consommation de drogues, la toxicomanie et les problèmes liés au crime organisé.

1. 2. Le SSDCO s'engage à :

1. 2. 1. faire participer les collectivités en faisant la promotion des bienfaits d'un mode de vie sain et en fournissant aux Canadiens les compétences et les renseignements nécessaires à la prise de décisions éclairées et informées;

1. 2. 2. assurer un leadership en coordonnant les initiatives et les programmes de prévention de la toxicomanie et de sensibilisation aux drogues qui favorisent la réduction de l'offre et de la demande;

1. 2. 3. améliorer la compréhension des Canadiens de la portée et de l'influence du crime organisé, et de ses répercussions sur les individus et la société dans son ensemble;

1. 2. 4. faire de la population canadienne un partenaire important des forces de l'ordre en vue de combattre et de réduire les effets du crime organisé au Canada.

1. 3. Les demandes de renseignements à l'intention du SSDCO peuvent être transmises à l'adresse [DOCAS@rcmp-grc.gc.ca](mailto:DOCAS@rcmp-grc.gc.ca) dans GroupWise.

1. 4. Pour de plus amples renseignements sur les programmes et les initiatives du SSDCO, visiter le site Web [Programmes du SSDCO](#).

### 2. ROLES ET RESPONSABILITES

#### 2. 1. Off. resp. du SSDCO de la Direction générale

2. 1. 1. Planifier et coordonner l'orientation stratégique et les priorités annuelles du SSDCO ainsi que ses initiatives et programmes nationaux.

2. 1. 2. Administrer la sensibilisation aux drogues et au crime organisé et en rendre compte à la haute direction et aux organismes gouvernementaux (p. ex. Sécurité publique, Santé Canada et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international).

2. 1. 3. Coordonner et collaborer avec de nombreux groupes de travail nationaux (p. ex. fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux) et internationaux.

2. 1. 4. Coordonner les initiatives d'évaluation et les cours offerts aux policiers, superviser les services de l'ensemble du pays et se charger de l'assurance de la qualité par le biais d'examens de la gestion.

2. 1. 5. Coordonner l'échange de renseignements avec les centres de décision, les divisions et les ministères gouvernementaux ainsi que l'établissement de la correspondance relative aux enjeux du SSDCO.

2. 1. 6. Grâce à l'élaboration d'initiatives et de programmes de collaboration, accroître les relations de travail et promouvoir l'échange de compétences entre les équipes afin d'obtenir des résultats et d'établir des ponts au sein de la GRC et avec d'autres intervenants et clients (p. ex. l'Association canadienne des chefs de police, les services de toxicomanie provinciaux, des organisations gouvernementales et des organisations non gouvernementales (ONG).

## **2. 2. Coordonnateur régional du SSDCO**

2. 2. 1. Le coordonnateur régional du SSDCO est chargé d'établir, de faciliter, de mettre en œuvre et de surveiller la gestion des projets et des stratégies du programme du SSDCO à la fois sur le plan national et régional et doit :

2. 2. 1. 1. rendre compte à l'off. resp. du SSDCO de la Direction générale et veiller à ce que les programmes et initiatives du SSDCO tiennent compte du modèle logique et de l'énoncé de mission national du SSDCO;

2. 2. 1. 2. agir à titre de sous-officier conseiller du SSDCO concernant les opérations ou les activités au sein de la région ou des divisions, donner des indications, des conseils et une formation, et recommander des méthodes de mise en œuvre des programmes aux ministères, aux organismes et au secteur privé sur le plan régional;

2. 2. 1. 3. veiller à ce que les membres du SSDCO de la région se conforment aux directives lorsqu'ils remplissent le formulaire 3422WEB, Rapport des heures-personnes, du SIG;

2. 2. 1. 4. veiller à ce que le Rapport trimestriel du SSDCO ([formulaire 5104](#)) et les plans annuels de rendement des divisions soient examinés et envoyés au SSDCO de la Direction générale en temps opportun, à l'adresse [DOCAS@rcmp-grc.gc.ca](mailto:DOCAS@rcmp-grc.gc.ca) dans GroupWise;

2. 2. 1. 5. effectuer des examens pour s'assurer que les normes des programmes et initiatives du SSDCO approuvés à l'échelle nationale, sont respectées, convenablement évaluées et liées aux priorités stratégiques de la GRC;

2. 2. 1. 6. assurer un soutien et donner une orientation aux coordonnateurs divisionnaires du SSDCO.

## **2. 3. Coordonnateur divisionnaire du SSDCO**

2. 3. 1. Coordonner et mettre en œuvre les programmes et initiatives du SSDCO et gérer les ressources.

2. 3. 2. Élaborer les plans annuels de rendement et les directives divisionnaires du SSDCO.

2. 3. 3. Surveiller les nouvelles tendances en matière de toxicomanie ou de crime organisé dans la division et les signaler au coordonnateur régional aux fins d'examen.

2. 3. 4. Soumettre le [formulaire 5104](#) au coordonnateur régional du SSDCO aux fins d'examen au plus tard le 10<sup>e</sup> jour du trimestre prévu (avril, juillet, octobre et janvier).

NOTA : Le [formulaire 5104](#) doit être soumis trimestriellement au SSDCO de la Direction générale et doit comprendre toutes les activités et les tendances actuelles ainsi que tous les développements et les enjeux importants qui peuvent avoir une incidence sur les programmes nationaux ou divisionnaires.

2. 3. 5. Afin de réduire la consommation de drogues, la toxicomanie et les problèmes liés au crime organisé dans les collectivités, aider les membres du SSDCO et les chefs de détachement à élaborer les plans de rendement des détachements (PRD).

2. 3. 5. 1. Pour de plus amples renseignements sur les PRD, visiter la [Direction de la planification et des politiques stratégiques](#).

## **2. 4. Membre du SSDCO**

2. 4. 1. Selon les besoins établis par la collectivité, organiser des activités et mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de programmes et d'initiatives de sensibilisation aux drogues et au crime organisé.

2. 4. 2. Préparer et élaborer des exposés et des séances de formation sur la sensibilisation aux drogues et au crime organisé qui sont conformes à l'énoncé de mission du SSDCO national et les présenter aux employés de la GRC, à d'autres ministères, et aux citoyens qui suivent des cours et des ateliers.

2. 4. 3. Établir des partenariats efficaces avec des représentants gouvernementaux, des ONG, le secteur privé, des organismes de services, des conseils scolaires, des intervenants en matière de santé et des services sociaux, conformément à l'énoncé de mission national du SSDCO.

2. 4. 4. Surveiller les nouvelles tendances en matière de toxicomanie ou de crime organisé dans la division et les signaler au coordonnateur divisionnaire.

2. 4. 5. Collaborer avec les membres du SSDCO du district ou de la région, s'il y a lieu, dans le cadre d'initiatives de sensibilisation aux drogues et au crime organisé.

2. 4. 6. Collaborer avec les médias et les groupes d'exécution et veiller à ce que les communiqués relatifs aux drogues soient conformes à l'énoncé de mission national du SSDCO.

2. 4. 7. Consigner toutes les activités dans le Rapport trimestriel ([formulaire 5104](#)) et le soumettre au coordonnateur divisionnaire du SSDCO aux fins d'examen au plus tard le 5<sup>e</sup> jour ouvrable du trimestre prévu (avril, juillet, octobre et janvier).

2. 4. 8. Consigner toutes les activités journalières dans le formulaire 3422WEB, Rapport des heures-personnes, du SIG.

2. 4. 9. Aider les chefs de détachement à élaborer les PRD visant à réduire la consommation de drogues, la toxicomanie et les problèmes liés au crime organisé dans les collectivités. Voir [l'art. 2.3.5.1](#).

2. 4. 10. Avant d'accepter d'aider un comité ou une société ou d'y participer, ou de faire fonction de membre du comité, on doit consulter le coordonnateur divisionnaire du SSDCO.

## **3. PARRAINAGE**

3. 1. Les membres du SSDCO doivent se familiariser avec les directives nationales avant de participer à toute initiative de parrainage.

3. 2. Les employés de la GRC sont tenus d'appliquer les politiques de la GRC et du Conseil du Trésor concernant le parrainage, la sollicitation et la gestion des dons ou des fonds destinés aux programmes.

3. 2. 1. Il est interdit aux employés de la GRC de solliciter des fonds (dons) auprès d'organismes extérieurs pour un programme que la GRC met en oeuvre ou d'accepter des dons, en particulier pour du matériel considéré comme étant essentiel au programme.

3. 3. Se reporter au [chap. 1.4. du MA](#) pour obtenir des renseignements sur les programmes de parrainage.

#### **4. DONS SOLLICITES ET NON SOLLICITES**

4. 1. Les règles relatives aux ententes de parrainage conclues par le Commissaire sont énoncées à [l'ann. X-3-20 du MA](#).

#### **5. IMAGERIE, IMAGE DE MARQUE, ET PROPRIETE INTELLECTUELLE**

5. 1. Il faut obtenir l'approbation du directeur des Partenariats stratégiques et du Patrimoine pour toute publication proposée devant être produite, coproduite ou financée par un particulier ou un organisme, lorsqu'il a été déduit que la GRC en approuve le contenu. Voir le [chap. XIII.2. du MA](#).

#### **6. VOYAGES INTERNATIONAUX**

6. 1. Tout voyage international lié au SSDCO doit être conforme aux lignes directrices de la politique de la GRC concernant les voyages internationaux et doit faire l'objet d'une recommandation du SSDCO de la Direction générale. Voir le [chap. XV.1. du MA](#).

#### **7. PRIX ET RECONNAISSANCES DU SSDCO**

7. 1. Tout employé du SSDCO qui reçoit une mise en candidature ou tout prix ou marque de reconnaissance relatif au service doit en informer le SSDCO de la Direction générale.

### **6.11. STOCKAGE DES DROGUES**

#### **1. GENERALITES**

1. 1. Toute demande de stockage de drogues ou de transfert ou de destruction des drogues stockées doit être acheminée aux Opérations secrètes, Direction générale.

1. 2. Une fois la demande approuvée, un numéro de stock est attribué par les Opérations secrètes, Direction générale, et est fourni à la division requérante. Les divisions doivent passer en revue le nombre de stocks deux fois par année.

1. 3. Santé Canada doit être informé par écrit de la demande et de l'approbation ou de la destruction d'un stock.

1. 4. Les drogues dont Santé Canada a ordonné la destruction peuvent être stockées.

1. 5. Les drogues stockées doivent être entreposées en lieu sûr afin d'éviter toute altération ou contamination.

## **2. DEMANDES**

### **2. 1. Généralités**

2. 1. 1. Avant de faire une demande de stockage, obtenir une ordonnance de destruction auprès de Santé Canada.

2. 1. 2. Pour stocker des drogues, envoyer une demande à l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) ou à son représentant par télécopieur ou courriel protégé et y inclure les documents et les renseignements suivants :

2. 1. 2. 1. l'ordonnance de destruction de Santé Canada;

2. 1. 2. 2. une copie du [formulaire HC/SC 3515](#) précisant les articles à stocker;

2. 1. 2. 3. une brève justification du stockage des drogues;

2. 1. 2. 4. les types et la quantité de drogues stockées (si le poids comprend l'emballage, il faut l'indiquer clairement dans la demande);

2. 1. 2. 5. des copies du certificat d'analyse des drogues relatif aux drogues à stocker;

2. 1. 2. 6. l'adresse complète où le stock sera entreposé;

2. 1. 2. 7. le nom du responsable du stock.

### **2. 2. OREC ou son représentant**

2. 2. 1. Transmettre la demande par télécopieur ou courriel protégé au directeur des Opérations secrètes, Direction générale, pour examen, puis au DG des Services spéciaux fédéraux et internationaux (DG des SSFI) et au comm. adj. des Services spéciaux de la Police fédérale pour approbation finale.

### **2. 3. Directeur, Opérations secrètes**

2. 3. 1. Examiner la demande et la transmettre au DG SSFI si on recommande l'approbation de la demande de stockage.

### **2. 4. DG, Services spéciaux fédéraux et internationaux**

2. 4. 1. Selon la recommandation des Opérations secrètes, acheminer la demande de stockage au comm. adj. des Services spéciaux de la Police fédérale aux fins d'approbation finale.

## **2. 5. Comm. adj., Services spéciaux de la Police fédérale**

2. 5. 1. Selon la recommandation du DG des SSFI, approuver la demande de stockage de drogues.

2. 5. 2. Aviser les Opérations secrètes, Direction générale, qui doivent aviser Santé Canada du stockage.

## **3. TRANSFERTS**

### **3. 1. Généralités**

3. 1. 1. Le transfert de drogues stockées à un autre service de police ou depuis celui-ci ou entre divisions ou services de la GRC doit être approuvé par le DG des SSFI.

3. 1. 2. Si une analyse qualitative n'a pas été effectuée, le membre doit obtenir un échantillon et le transmettre aux fins d'analyse.

3. 1. 2. 1. Le membre doit verser les renseignements sur l'analyse au dossier.

3. 1. 3. Avant de transférer des drogues stockées à un autre service, il faut peser le stock et consigner les renseignements au dossier.

3. 1. 4. Au reçu du stock, le service de destination doit également le peser et consigner les renseignements à son dossier.

3. 1. 5. Si la quantité demandée est retournée au stock initial, peser à nouveau les drogues et conserver un échantillon aux fins d'analyse ultérieure.

### **3. 2. OREC ou son représentant**

3. 2. 1. Envoyer par télécopieur ou courriel protégé la demande de transfert des drogues stockées (incluant les renseignements indiqués aux [s.-al. 2.1.2.3.](#), [2.1.2.5.](#), [2.1.2.6.](#) et [2.1.2.7.](#)) aux Opérations secrètes, Direction générale, avec copie à la division ou au groupe de la GRC ou au service de police lié au transfert.

### **3. 3. Directeur, Opérations secrètes**

3. 3. 1. Examiner la demande de transfert des drogues stockées et si on y souscrit, la transmettre avec ses recommandations au DG des SSFI.

### **3. 4. DG, Services spéciaux fédéraux et internationaux**

3. 4. 1. Examiner la demande de transfert, en fonction de la recommandation du directeur des Opérations secrètes, et si on y souscrit, approuver le transfert des drogues stockées.

## **4. DESTRUCTION**

### **4. 1. Généralités**

4. 1. 1. La destruction de tout stock doit être approuvée par le comm. adj. des Services spéciaux de la Police fédérale.



4. 1. 2. Une ordonnance de destruction préalablement obtenue de Santé Canada n'autorise pas une division à détruire le stock.

#### **4. 2. Membre**

4. 2. 1. Transmettre la demande de destruction à l'OREC divisionnaire ou à son représentant.

4. 2. 2. Indiquer la raison de la destruction du stock.

4. 2. 3. Indiquer le numéro de stock de la Direction générale attribué à la drogue à détruire.

#### **4. 3. OREC ou son représentant**

4. 3. 1. Dans le cas d'un stock qui doit être détruit parce qu'il n'est plus nécessaire, indiquer le numéro de stock et transmettre la demande par télécopieur ou courriel protégé au directeur des Opérations secrètes, Direction générale, pour examen, puis au DG des SSFI. Indiquer dans la demande que toutes les conditions visées à [l'al. 2.1.2.](#) ont été réunies.

4. 3. 2. S'il faut détruire un stock, indiquer la raison, p. ex. n'est plus nécessaire.

4. 3. 3. S'assurer qu'une copie de l'ordonnance de destruction de Santé Canada est transmis pour qu'elle soit versée au dossier de la Direction générale.

#### **4. 4. Directeur, Opérations secrètes**

4. 4. 1. Examiner la demande de destruction et fournir une recommandation au DG des SSFI.

4. 4. 2. Une fois la destruction du stock autorisée par le comm. adj. des Services spéciaux de la Police fédérale, les Opérations secrètes, Direction générale, doivent en aviser Santé Canada.

#### **4. 5. DG, Services spéciaux fédéraux et internationaux**

4. 5. 1. Examiner la demande de destruction et fournir une recommandation au comm. adj. des Services spéciaux de la Police fédérale.

#### **4. 6. Comm. adj., Services spéciaux de la Police fédérale**

4. 6. 1. Autoriser la destruction du stock selon la recommandation du DG des SSFI et en informer les Opérations secrètes, Direction générale.

## **6.12. CULTURE DE LA MARIHUANA**

### **1. GENERALITES**

1. 1. La GRC s'attaque au problème de la culture illicite de la marihuana en appuyant la Stratégie canadienne antidroque renouvelée et en mettant en oeuvre une approche d'équipe intégrée pour

démanteler l'élément de la criminalité organisée responsable de la culture et du trafic à grande échelle de la marihuana.

1. 2. Toute demande de renseignements concernant la culture commerciale du chanvre industriel doit être adressée à Santé Canada, au numéro de téléphone 613-954-6524, au numéro de télécopieur 613-960-1740 ou à l'adresse électronique [hemp@hc-sc.gc.ca](mailto:hemp@hc-sc.gc.ca).

## 2. DEFINITIONS

2. 1. **Cannabis marihuana** désigne trois espèces de cannabis marihuana : Sativa 'L' (variété extérieure courante), Indica (variété intérieure courante) et Ruderalis (plante qui pousse à l'état sauvage dans des climats plus froids, rarement rencontrée dans des installations de culture intérieures).

2. 2. **THC** désigne le delta 9-transtétrahydrocannabinol qui est l'ingrédient psychoactif présent dans la plante de cannabis marihuana. Plus le niveau de THC est élevé, plus la drogue est puissante.

2. 3. **Installation de culture de la marihuana (ICM)** désigne la culture du cannabis marihuana, notamment la culture hydroponique, organique, aéroponique, intérieure ou extérieure.

NOTA : Pour les définitions applicables au laboratoire d'extraction et aux autres types de laboratoires clandestins de drogues, voir [l'art. 1. du chap. 6.13.](#)

2. 4. **Témoin expert** désigne toute personne désignée par le tribunal, qui a une connaissance avancée du sujet et qui peut aider le tribunal durant le procès.

2. 5. **Chanvre industriel** s'entend des plantes ou parties de plantes du genre Cannabis dont les feuilles et les têtes florales ne contiennent pas plus de 0,3 % de THC, ainsi que leurs dérivés. La présente définition inclut les dérivés des graines de cannabis stériles.

## 3. AUTORISATIONS CONCERNANT LE CHANVRE ET LA MARIHUANA A DES FINS MEDICALES

3. 1. Le [Règlement sur le chanvre industriel](#), qui est entré en vigueur en mars 1998, a créé un cadre d'homologation fournissant une piste de vérification complète. Toute personne qui importe, cultive, traite, transporte, met à l'essai des grains viables, ou exporte du chanvre industriel du Canada doit obtenir une autorisation, satisfaire aux exigences relatives à la sécurité et tenir des dossiers.

3. 2. Réserve jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau [Règlement sur la marihuana à des fins médicales](#) (RMFM), le 1<sup>er</sup> avril 2014.

3. 3. Lorsqu'on enquête sur la possession de cannabis marihuana en vue du trafic, vérifier auprès de Santé Canada si la personne faisant l'objet de l'enquête est titulaire d'une autorisation de possession de cannabis marihuana à des fins médicales.

3. 3. 1. Ne pas se fier aux résultats des demandes de renseignements antérieures pour établir les exigences actuelles.

#### 4. PLANIFICATION/ASSISTANCE PREALABLE A LA PERQUISITION

4. 1. Ne pas recourir à la technique de « frapper à la porte » pour recueillir des renseignements en vue de procéder à une arrestation ou d'obtenir un mandat de perquisition, car cela peut constituer une perquisition déraisonnable qui viole [l'article 8 de la Charte](#). N'utiliser que des moyens non intrusifs pour déterminer si l'installation de culture fonctionne toujours. Pour savoir comment effectuer une fouille, une perquisition ou une saisie, voir [l'ann. 6-8-2](#).

4. 2. On peut utiliser un dispositif infrarouge à vision frontale (FLIR) pour valider et mettre à jour des renseignements et indiquer si une installation de culture de la marihuana signalée est toujours en exploitation. On **ne** peut **pas** l'utiliser pour ouvrir une enquête relative à la culture de la marihuana.

4. 3. Conformément au protocole d'entente intervenu entre les Forces canadiennes (FC) et la GRC, les FC peuvent prêter assistance à la GRC pour des opérations antidrogue, y compris effectuer de la surveillance aérienne dans le cadre de l'opération SABOT. Ce protocole d'entente est décrit au [paragraphe 8.2. du Plan de demande d'aide militaire](#) (PDAM).

4. 4. Soumettre les plans opérationnels SABOT par les voies hiérarchiques divisionnaires pour approbation. Soumettre les plans d'opérations d'éradication de marihuana du détachement à la Direction générale, à l'att. du Centre fédéral de coordination intérieure, avant le 1<sup>er</sup> avril afin de permettre une planification appropriée avec les FC.

4. 5. Rester en communication avec d'autres services de police, partenaires du secteur privé et organismes pour déterminer les tendances et les activités criminelles relatives à la culture de la marihuana.

4. 6. Afin de faciliter les enquêtes relatives à la culture à grande échelle de la marihuana, demander la participation d'autres organismes et partenaires de l'application de la loi, notamment de fournisseurs d'électricité, de services de santé publique, de l'Agence du revenu du Canada (ARC), de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, de l'Association canadienne de l'immobilier, du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), de l'Association canadienne de normalisation, de compagnies d'assurance, de services municipaux et d'établissements financiers.

#### 5. ÉVALUATION DE LA MENACE ET DES RISQUES

5. 1. Avant d'entreprendre la fouille d'une installation de culture, assurer la sécurité des membres et du public en effectuant une évaluation de la menace et des risques (EMR) des lieux.

5. 2. Si on ne connaît pas bien ces types d'enquêtes et les modalités de démantèlement, communiquer avec la Section antidrogue de sa division pour obtenir des directives et de l'aide. Être conscient des dangers suivants :

5. 2. 1. air contaminé;

- 5. 2. 2. pièges;
- 5. 2. 3. dispositifs incendiaires;
- 5. 2. 4. produits chimiques volatils ou toxiques;
- 5. 2. 5. affections oculaires possibles causées par des ampoules à haute intensité;
- 5. 2. 6. risques d'incendie;
- 5. 2. 7. modifications électriques dangereuses;
- 5. 2. 8. boîtiers régulateurs de courant (transformateurs d'alimentation) probablement plus vieux (fabriqués avant 1978) qui peuvent contenir des PCB.

## **6. 1. Généralités**

6. 1. 1. **Être extrêmement prudent**, car les installations de culture de la marijuana peuvent contenir des pièges et des engins explosifs improvisés. Parmi les pièges, on retrouve des armes à feu ou des arbalètes installées de façon à tirer lorsqu'une personne entre dans la pièce, des planchers taillés de façon à s'effondrer sous le poids d'une personne ou des dispositifs d'amorçage d'explosifs, causant la mort ou des blessures graves à l'intrus.

6. 1. 2. Les cultivateurs de marijuana ont souvent des armes chargées dans leur résidence pour empêcher les vols perpétrés par leurs rivaux.

6. 1. 3. Lorsqu'on découvre un piège ou un engin explosif ou qu'on en soupçonne la présence, boucler ou protéger les lieux, évacuer le secteur et téléphoner au Groupe de l'enlèvement des explosifs (GEE). Selon les résultats de l'EMR, envisager de faire appel au Groupe tactique d'intervention (GTI).

6. 1. 4. La culture intérieure de la marijuana présente des risques particuliers pour la santé et la sécurité en raison de la nature de l'équipement et des produits chimiques utilisés dans ces installations. Tous les incendies d'installation de culture de la marijuana et les laboratoires d'extraction doivent être traités comme des laboratoires clandestins. Voir le [chap. 6.13.](#) en ce qui concerne les laboratoires clandestins de drogues.

## **6. 2. Appareil respiratoire**

6. 2. 1. Effectuer une évaluation préalable des risques de l'installation de culture de la marijuana et envisager d'utiliser un dispositif de surveillance de l'air pour détecter la présence de substances dangereuses ou le manque d'oxygène. Dans la mesure du possible, utiliser des dispositifs de surveillance de l'environnement pour le monoxyde de carbone (CO), la limite inférieure d'explosivité et l'oxymètre.

6. 2. 2. Dans la mesure du possible, avant d'entrer, aérer les lieux dans lesquels la marijuana est cultivée et, s'il y a lieu, porter un appareil respiratoire afin de réduire le risque d'inhaler des produits chimiques dangereux, des toxines aéroportées, des concentrations élevées d'ozone, du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), des insecticides, des pesticides ou des fongicides. Voir l'équipement de protection à [l'ann. 6-12-1.](#)

6. 2. 3. Lorsque les salles de culture ne sont pas bien aérées ou ne peuvent pas l'être, utiliser un appareil respiratoire autonome (ARA) homologué par le NIOSH et fermer tout générateur d'ozone (O<sub>3</sub>) et de CO<sub>2</sub> qu'on trouve sur les lieux.

*NOTA : Parmi les symptômes d'empoisonnement par le CO<sub>2</sub>, on retrouve les maux de tête, les étourdissements, l'évanouissement et la mort. L'ozone est utilisé pour éliminer les odeurs et consommer l'excédent d'oxygène créé par les plantes. L'ozone est un gaz comburant qui peut entraîner l'accumulation de liquides dans les poumons à des concentrations élevées et endommager ceux-ci. L'ozone sent le chlore.*

6. 2. 4. Certains liquides utilisés dans les installations de culture de la marijuana intérieures produisent des vapeurs. Certains gaz et vapeurs peuvent irriter les poumons, alors que d'autres sont facilement absorbés dans le système sanguin par les poumons. Une fois qu'ils sont dans le système sanguin, certains de ces produits chimiques peuvent causer des problèmes de santé graves, immédiats ou futurs.

6. 2. 5. Utiliser un demi-masque respiratoire, mais de préférence un masque complet muni de cartouches filtrantes lorsqu'on entre dans toute installation de culture de la marijuana intérieure. La cartouche filtrante et le préfiltre doivent être approuvés pour la protection contre les pesticides, les vapeurs organiques, la poussière, les émanations et les gouttelettes. Ces masques et cartouches combinées peuvent être achetés commercialement à la plupart des débits de matériel d'urgence/de santé et de sécurité.

6. 2. 6. Les pesticides sont absorbés par les voies respiratoires et par la peau et les yeux. Lorsqu'on entre dans une installation de culture de la marijuana intérieure, porter un dispositif de protection des yeux, une combinaison jetable et des gants en nitrile afin d'éviter de contaminer les vêtements et de transférer les contaminants au véhicule, au détachement ou à la résidence.

### **6. 3. Protection des yeux**

6. 3. 1. On doit porter des lunettes de protection contre les rayons UV pour protéger les yeux contre les dommages causés par l'haloïde métallisé à haute intensité et les lampes à sodium à haute pression utilisées dans les salles de culture. Voir l'équipement de protection à [l'ann. 6-12-1](#). L'exposition aux rayons UV a été liée à certains cancers et à d'autres troubles oculaires.

6. 3. 2. Le membre qui participe à tout genre d'accès forcé doit utiliser des lunettes de protection contre les rayons UV pour se protéger contre toute blessure, les éclaboussures de sang, la salive, les rayons UV, les produits chimiques et autres liquides et toute explosion possible. Voir [l'art. 5. du chap. 21.3](#).

### **6. 4. Risques électriques**

6. 4. 1. Être conscient des fils électriques de fortune lorsqu'on entre dans une installation de culture de la marijuana intérieure.

6. 4. 2. Dans les cas présumés de détournement d'électricité ou de manipulation du compteur, avant d'entrer, communiquer avec l'enquêteur régional de la compagnie d'électricité locale afin d'obtenir de l'aide pour couper le courant et procéder aux mesures relatives au vol d'électricité.

6. 4. 3. Les compagnies d'électricité peuvent communiquer des renseignements sur le compte d'un client conformément aux dispositions de la loi provinciale sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Un mandat de perquisition peut être nécessaire.

6. 4. 4. Les inspecteurs électriques provinciaux aident à couper le courant lorsqu'il existe des risques électriques réels ou potentiels.

### **6. 5. Divulgence des installations de culture**

6. 5. 1. Le membre responsable de l'équipe chargée d'enquêter sur l'installation de culture de la marijuana doit informer les autorités locales en matière de santé, le ministère provincial de l'Environnement, Environnement Canada ou les administrations municipales de tout risque potentiel concernant tout immeuble, secteur ou installation contaminé. Voir les modalités concernant les incidents mettant en cause des contaminants à [l'art. II.1.N.](#)

6. 5. 2. Les adresses où des installations de culture de la marijuana ont été découvertes durant l'exécution d'un mandat de perquisition sont divulguées sur demande, pourvu que l'objet de la demande soit lié à des préoccupations en matière de santé et de sécurité publiques, p. ex. contaminants environnementaux, risques d'origine électrique. Cette disposition ne s'applique qu'aux mandats de perquisition où aucune ordonnance de mise sous scellés n'est en vigueur.

6. 5. 3. La publication de telles adresses sur un site Web est interdite.

### **7. DECONTAMINATION**

7. 1. Après avoir terminé la fouille d'une installation de culture, décontaminer ses effets et équipements.

7. 2. Placer tout l'équipement de protection individuelle jetable dans un sac de plastique sécuritaire que l'on doit mettre dans un contenant approprié après avoir quitté les lieux.

7. 3. Enlever les vêtements portés en dessous de la combinaison de protection, les placer dans un sac distinct et les laver séparément afin d'éviter toute contamination croisée.

7. 4. Désinfecter tout l'équipement non jetable avec des tampons non alcoolisés, p. ex. lunettes, armes à feu, étuis d'armes. Les résidus de pesticide se décomposent dans les 24 heures environ. Si tout équipement non jetable est entré en contact avec une surface contaminée sur les lieux, le nettoyer avec un désinfectant d'hôpital pour surface dure. Un nettoyage à fond de l'arme à feu peut être nécessaire selon l'ampleur de la contamination.

7. 5. Nettoyer les chaussures contaminées à l'eau chaude avec du savon granuleux à base de phosphate, puis les rincer à l'eau. Si les bottes ont été imbibées de produits chimiques, elles risquent d'être irrécupérables. Il faudrait alors les jeter.

7. 6. Nettoyer l'appareil respiratoire selon les recommandations du fabricant.

### **8. BLESSURES ET EXAMENS MEDICAUX**

8. 1. Signaler immédiatement à son superviseur toute blessure liée au travail, tout incident causant des dommages matériels importants ou tout quasi-incident ou blessure. On doit signaler l'incident en remplissant le [formulaire 3414](#) et en le transmettant par la filière habituelle.

8. 2. [L'alinéa 126\(1\)g\) de la partie II du Code canadien du travail](#) (CCT) exige que l'employé signale à l'employeur toute circonstance qui présente un risque pour la santé ou la sécurité des employés ou de toute autre personne dans le lieu de travail.

8. 3. Si on est membre de l'Équipe anti-marihuana à plein temps ou qu'on démantèle des installations de culture plus de quatre fois par année, on doit subir un examen médical complet une fois par an.

8. 3. 1. Si on participe au démantèlement d'une installation de culture, signaler immédiatement à son médecin-chef tout signe ou symptôme d'exposition qui nuit à sa santé. Un examen médical complet sera effectué.

## 9. PIÈCES À CONVICTION

9. 1. **Ne pas détruire** les plantes de marihuana (hydroponiques ou extérieures) sans l'autorisation écrite ou verbale du ministre de la Santé, conformément à [l'art. 29](#) ou [25 de la LRDS](#).

9. 2. Pour la destruction d'urgence de plantes de marihuana, envoyer le [formulaire HC/SC 3515](#) au Service d'analyse des drogues (SAD) de Santé Canada, à Ottawa. Cocher la case 29 au coin supérieur droit du formulaire. Communiquer avec le SAD de Santé Canada, à Ottawa, au numéro de téléphone 613-946-1143 ou au numéro de télécopieur 613-941-4760.

9. 3. Lorsque d'importantes saisies présentent des risques pour la sécurité ou la santé publiques, obtenir l'autorisation de détruire rapidement les pièces à conviction (substances contrôlées) conformément à [l'art. 26 de la LRDS](#). Voir [l'ann. 6-9-1](#).

9. 4. Pour connaître les modalités concernant le traitement des substances contrôlées, des précurseurs ou des autres éléments de preuve relativement à une infraction à la LRDS qui ont été saisis, voir [l'ann. 6-8-3](#).

9. 5. La [Loi sur le transport des marchandises dangereuses](#) ainsi que les lois et règlements provinciaux concernant le maniement, le transport et l'entreposage sécuritaires des matières dangereuses doivent être appliqués à la lettre.

9. 6. Les matières dangereuses servant de pièces à conviction, en sus des quantités-échantillons, ne peuvent pas être entreposées dans les installations d'entreposage des pièces à conviction du détachement.

9. 7. L'équipement ayant servi à la culture de la marihuana est considéré comme une pièce à conviction et doit être protégé. **Ne pas détruire ni endommager** l'équipement ayant servi à la culture de la marihuana « sur les lieux » sans une « ordonnance de confiscation », car les tribunaux interprètent cette mesure comme une « destruction ». Pour savoir comment se défaire des choses saisies en vertu de la LRDS, voir [l'ann. 6-9-1](#).

## 10. MONNAIE ET BIENS SAISIS

10. 1. Pour connaître les modalités concernant le traitement et la disposition de la monnaie et des biens saisis, voir le [chap. 49.2.](#)

10. 2. Renvoyer toute question concernant les biens saisis au procureur compétent et à la [Direction de la gestion des biens saisis](#) (DGBS), TPSGC.

10. 3. Lorsque le tribunal ordonne la restitution de l'équipement ayant servi à la culture de la marijuana après que la DGBS a pris le contrôle de cet équipement par le biais d'une « ordonnance de gestion », aviser la DGBS immédiatement.

## **11. ANALYSE DES DROGUES**

### **11. 1. Service d'analyse des drogues (SAD)**

11. 1. 1. Les demandes d'analyse de drogues et de substances contrôlées faites par des enquêteurs de police au Canada sont traitées par les laboratoires du SAD de Santé Canada situés dans quatre grandes villes : Burnaby pour la Colombie-Britannique, l'Alberta, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon, Winnipeg pour les provinces de l'Atlantique, le Manitoba, la Saskatchewan ainsi que l'Ouest et le Nord de l'Ontario, Toronto pour l'Ontario et le Nunavut et Longueuil pour le Québec.

11. 1. 2. Ne demander l'analyse de drogues ou de substances contrôlées servant de pièces à conviction qu'à des fins de poursuites.

11. 1. 3. On ne doit pas demander l'analyse dans le cas d'une saisie qui ne mènera à aucune poursuite, à moins que des circonstances exceptionnelles ne le dictent.

11. 1. 4. Transmettre les drogues à analyser à des fins de poursuites en déposant chaque pièce à conviction ou échantillon dans une enveloppe HC/SC 4257 portant la lettre « H ». Expédier l'enveloppe au laboratoire du SAD de Santé Canada désigné, par envoi recommandé accompagné d'une carte AR ou la remettre en mains propres.

11. 1. 5. Indiquer dans la partie « Drogue soupçonnée » de l'enveloppe « H », la quantité de drogues de laquelle l'échantillon a été prélevé, p. ex. 1 gramme prélevé d'une once (28 g) de bourgeon séché de marijuana récolté.

### **11. 2. Analyse quantitative**

11. 2. 1. L'analyse quantitative est un processus de deux jours coûteux qui comporte plusieurs étapes et périodes d'attente. Limiter les demandes d'analyse du THC aux demandes du procureur de la Couronne ou aux enquêtes importantes relatives à la culture de la marijuana où cette information s'avérera utile à des fins de poursuites ou d'imposition de la peine pour démontrer le niveau élevé d'expertise du cultivateur et la forte teneur en THC. Voici certains des facteurs qui influencent les niveaux de THC :

11. 2. 1. 1. la partie de la plante d'où a été prélevé l'échantillon, c.-à-d. sommités fleuries (bourgeons), partie inférieure de la plante;

11. 2. 1. 2. la méthode de culture, la qualité des semis ou des clones, l'équipement et la technologie de culture;



11. 2. 1. 3. l'état de l'échantillon emballé, p. ex. l'échantillon était sec ou humide lors de l'emballage;

11. 2. 1. 4. la maturité de la plante;

11. 2. 1. 5. la récence de la récolte.

11. 2. 3. Le THC se dégrade très rapidement lorsque la marijuana est conservée dans des conditions d'emballage de rue, p. ex. humide et dans des sacs en plastique. Après trois mois, la forte teneur en THC a considérablement diminué et elle est pratiquement nulle au bout de six mois.

11. 2. 4. Lorsqu'on fait une demande d'analyse quantitative, inclure, dans la mesure du possible, de brèves données qualitatives et descriptives en indiquant la partie de la plante d'où a été prélevé l'échantillon, la maturité des plantes, la date de récolte et la méthode de culture. Ces renseignements aideront le SAD de Santé Canada à expliquer certains des résultats de variance de l'échantillon et produiront des renseignements plus significatifs. Ils peuvent également faciliter le Programme divisionnaire des témoins experts.

## 12. DEMANTELEMENT D'UNE INSTALLATION DE CULTURE

12. 1. Conformément au [paragraphe 136\(1\) de la partie II du Code canadien du travail](#) (CCT), le membre responsable de l'équipe chargée de démanteler l'installation de culture de la marijuana sera le représentant en matière de santé et de sécurité (RSS) désigné.

12. 2. Le RSS doit avoir terminé avec succès le cours de sensibilisation des employés en vertu de la partie II du CCT et le cours Gestion sans risques.

12. 3. Le RSS doit veiller à ce que l'équipement de protection prévu pour les installations de culture de la marijuana soit bien entretenu et à ce que tout matériel utilisé ou contaminé soit remplacé immédiatement après son usage.

12. 4. En cas d'accident ou de blessure en ce qui concerne un membre, le RSS doit :

12. 4. 1. obtenir les soins médicaux nécessaires;

12. 4. 2. dans le cas du membre blessé, veiller à ce que les procédures de décontamination décrites à [l'art. 7.](#) soient respectées;

12. 4. 3. remplir le [formulaire 3414](#), Rapport de situation à risques, selon les modalités de [l'art. 2. du chap. 3. du MST](#), à présenter au Comité de santé et de sécurité au travail dans les délais prescrits.

## 13. TEMOINS EXPERTS

13. 1. Le témoin expert en matière de culture de la marijuana fournit au tribunal des renseignements sur le cannabis marijuana et peut fournir des éléments de preuve sur :

13. 1. 1. le type d'installation de culture, le niveau de sophistication, et déterminer la récolte possible et la valeur de la culture venant à maturité;

13. 1. 2. les derniers faits connus concernant le cannabis marihuana, et corriger toute méconnaissance et désinformation;

13. 1. 3. les conséquences exactes de la consommation du cannabis marihuana sur les plans social, économique, de la santé et de la sécurité, p. ex. programmes d'assurance-maladie, frais d'assurance et accidents de travail et décès connexes;

13. 1. 4. le lien entre la culture ou la consommation de marihuana et la violence, p. ex. invasions domiciliaires par des gangs ou des distributeurs de drogue rivaux, vols qualifiés et voies de fait commis sous l'empire d'un état d'intoxication;

13. 1. 5. les dangers pour la collectivité, en particulier pour les enfants qui jouent près d'une installation de culture de la marihuana, et les risques connexes, p. ex. exposition aux produits chimiques et risques d'incendie;

13. 1. 6. le taux de consommation de la personne afin de déterminer s'il s'agit d'une entreprise commerciale;

13. 1. 7. les tendances du trafic, la teneur en THC, et fournir une valeur réaliste de la culture selon le prix de détail courant en vue de la détermination de la peine;

13. 1. 8. la marge bénéficiaire d'une culture.

13. 2. Le coordonnateur divisionnaire des opérations d'infiltration tient la liste des membres classés comme témoins experts dans l'Expert Witness Repository System (répertoire des témoins experts).

13. 3. Lorsque la date du procès a été fixée, le témoin expert doit communiquer avec l'enquêteur et fournir un CV à jour et un rapport écrit de l'expertise au procureur de la Couronne, au moins sept jours avant la date du procès, conformément au [par. 28\(2\) de la Loi sur la preuve au Canada](#).

Ann. 6-12-1 [Équipement de protection des membres de l'Équipe d'intervention concernant la culture de la marihuana](#)

## 6.13. LABORATOIRES CLANDESTINS DE DROGUES

### 1. TYPES DE LABORATOIRES CLANDESTINS DE DROGUES

1. 1. **Laboratoire clandestin de drogues** - toute opération illicite constituée d'appareils et de produits chimiques qui ont été utilisés ou qui sont susceptibles d'être utilisés pour la production d'une drogue, d'une substance ou d'un précurseur contrôlé.

1. 2. **Laboratoire d'extraction** - des solvants sont utilisés pour extraire des composants de certaines matières premières afin de mettre au point un produit final, p. ex. transformer du cannabis en huile de marihuana, un médicament contre le rhume grand public en éphédrine ou pseudoéphédrine.

1. 3. **Laboratoire de transformation** - un produit pharmaceutique brut est transformé en une forme raffinée plus souhaitable, p. ex. de la cocaïne en « crack ».

1. 4. **Laboratoire de synthèse** - une combinaison de matières premières est synthétisée par une réaction chimique afin de produire une drogue désirée, p. ex. méthamphétamine, MDMA.

1. 5. **Laboratoire de fabrication de comprimés** - une drogue finie est emballée en doses par une machine, p. ex. MDMA, poudre sous forme de comprimés.

1. 6. **Laboratoire de multitraitements** - différents types de processus ou de laboratoires clandestins de drogues existant en un seul endroit, p. ex. MDMA, synthèse avec méthamphétamine.

1. 7. **Laboratoire en boîte** - tout attirail chimique ou connexe qui peut être utilisé pour la production d'une substance contrôlée, p. ex. produits chimiques entreposés dans une aire d'auto entreposage.

## 2. RISQUES ET MESURES DE SECURITE

2. 1. Les produits chimiques utilisés dans un laboratoire clandestin de drogues sont toxiques et dangereux pour la vie et la santé.

2. 2. Les risques potentiels liés à un laboratoire clandestin de drogues sont l'incendie, l'explosion, et l'inhalation, l'absorption et l'ingestion de produits chimiques. La contamination croisée peut causer une réaction chimique violente, p. ex. un incendie ou une explosion. La simple présence de produits chimiques peut créer un environnement toxique.

2. 3. La présence de produits chimiques dangereux pouvant nuire à la sécurité d'un membre et causer des problèmes de santé aigus ou chroniques complique les mesures de répression des laboratoires clandestins de drogues. La sécurité des membres et du grand public est primordiale au moment d'entrer dans ces laboratoires et d'y effectuer une fouille.

## 3. FORMATION ET ACCREDITATION

3. 1. Le membre qui entre dans un laboratoire clandestin de drogues doit avoir suivi le Cours d'enquête de laboratoires clandestins du Collège canadien de police ou le cours d'enquêteur de laboratoires clandestins du Collège de police de l'Ontario et doit être titulaire d'un Certificat d'utilisation d'appareil respiratoire pour les enquêteurs en laboratoire clandestin valide. Le membre doit avoir à sa disposition et porter l'équipement de protection suivant :

3. 1. 1. des vêtements de protection pour tous les niveaux d'exposition, voir [l'ann. 6-13-1](#);

3. 1. 2. un appareil respiratoire autonome (ARA);

3. 1. 3. des masques à cartouche (homologués par le NIOSH);

3. 1. 4. des installations de décontamination;

3. 1. 5. un explosimètre.

3. 2. Tout l'équipement doit être exempt de contaminants.

3. 3. L'équipement de protection peut être obtenu auprès du chef de l'Équipe divisionnaire de lutte et d'intervention contre les laboratoires clandestins (ELILC) ou de son représentant.

3. 4. Le coordonnateur divisionnaire de l'ELILC ou son représentant doit veiller à ce que l'équipement de protection soit bien entretenu et à ce que le matériel utilisé ou contaminé soit remplacé immédiatement après son usage.

3. 5. Le membre doit subir un examen médical avant d'exercer des fonctions de lutte et d'intervention contre les laboratoires clandestins où il sera en contact avec des laboratoires clandestins de drogues ou sera exposé à de tels laboratoires.

3. 6. Le membre doit subir un examen médical annuel s'il a été en contact avec des laboratoires clandestins de drogues ou a été exposé à de tels laboratoires cette année-là.

#### **4. DECOUVERTE D'UN LABORATOIRE CLANDESTIN DE DROGUES**

4. 1. Si on découvre un laboratoire clandestin de drogues, quitter les lieux immédiatement.

4. 2. Faire évacuer toutes les personnes du secteur immédiat et protéger les lieux.

4. 3. Ne pénétrer de nouveau sur les lieux qu'en cas de nécessité absolue.

4. 4. Être extrêmement prudent, car on a déjà trouvé des pièges et des engins explosifs improvisés dans ces lieux.

4. 5. Communiquer avec la station de transmissions opérationnelles de la division pour demander l'aide du coordonnateur divisionnaire de l'ELILC. S'il y a lieu, aviser le GEE et le GTI, l'Équipe des matières dangereuses (EMD) locale ou le service des incendies.

4. 6. Lors de la découverte d'un piège ou d'un engin explosif, le GEE doit assumer le rôle principal avec le GTI. Les membres formés aux enquêtes de laboratoires clandestins assument un rôle secondaire jusqu'à ce qu'on n'ait plus besoin de leurs services.

4. 7. Délimiter et protéger la zone de décontamination.

4. 8. Ne rien manipuler ou déplacer sans directives précises de la part d'un enquêteur sur les laboratoires clandestins formé.

4. 9. Demeurer sur les lieux jusqu'à l'arrivée du coordonnateur de l'ELILC. Noter toute personne qui est entrée dans les lieux.

#### **5. ENQUÊTEUR SUR LES LABORATOIRES CLANDESTINS**

5. 1. Avant d'effectuer une perquisition dans un laboratoire clandestin de drogues, l'enquêteur doit communiquer avec le coordonnateur divisionnaire de l'ELILC ou son représentant.

5. 2. Prévoir un délai suffisant pour la planification de l'opération et la préparation de l'équipement ou des services de soutien.

5. 3. Informer les autorités locales en matière de santé ou les ministères locaux de la situation et de tout danger potentiel. Voir [l'art. II.1.N.](#)

## 6. SUPERVISEUR DE LA SECURITE DES LIEUX

6. 1. Le superviseur de la sécurité des lieux doit avoir suivi le Cours d'enquête de laboratoires clandestins du Collège canadien de police ou le cours d'enquêteur de laboratoires clandestins du Collège de police de l'Ontario et le cours Gestion sans risques et doit être rompu à la sécurité des lieux lors du démantèlement de laboratoires clandestins de drogues et au processus de démantèlement.

6. 2. Tenir un plan d'intervention à jour indiquant les noms des personnes-ressources compétentes et les numéros de téléphone des services de soutien et d'intervention locaux.

6. 3. Informer les employés qui entrent dans un laboratoire clandestin de drogues des matières en cause et des dangers liés à celles-ci.

6. 4. En cas d'accident ou de blessure en ce qui concerne un membre de l'ELILC :

6. 4. 1. obtenir les soins médicaux nécessaires;

6. 4. 2. veiller à ce que les procédures de décontamination du membre blessé soient respectées;

6. 4. 3. aviser immédiatement le conseiller régional en sécurité et hygiène du milieu (CRSHM) et remplir la [formule 3414](#), selon les dispositions de [l'art. 4. du chap. 3. du MST](#), aux fins de présentation au Comité de santé et de sécurité au travail (CSST) dans les délais prescrits;

6. 5. Informer l'agent de santé et de sécurité au travail de la découverte d'un laboratoire clandestin de drogues.

6. 6. Participer à l'enquête sur un laboratoire clandestin de drogues, c'est-à-dire :

6. 6. 1. coordonner les mesures de sécurité globales en veillant à ce que les membres de l'ELILC soient formés, qualifiés et familiers avec l'équipement fourni;

6. 6. 2. demeurer dans la zone de sécurité en tout temps;

6. 6. 3. consigner les durées d'exposition des membres sur les lieux et le recours à un appareil respiratoire autonome;

6. 6. 4. veiller à ce que les membres qui entrent dans le laboratoire clandestin se conforment aux dispositions de [l'art. 3.1.](#)

6. 7. Si des immeubles, des secteurs ou des lieux sont contaminés, en informer les autorités compétentes, p. ex. les services ou ministères de la santé et de l'environnement.

6. 8. Remplir la [formule 4252](#) (Plan de constatation et d'évaluation des risques) pour chaque laboratoire et en transmettre une copie à la Direction générale, à l'att. du coordonnateur national, Laboratoires clandestins et détournement de produits chimiques, Centre fédéral de coordination (intérieur) ([Federal Coordination Centre Domestic](#)).

## 7. COORDONNATEUR DE L'EQUIPE DE LUTTE ET D'INTERVENTION CONTRE LES LABORATOIRES CLANDESTINS

7. 1. Le coordonnateur de l'ELILC doit avoir suivi le Cours d'enquête de laboratoires clandestins du Collège canadien de police ou le cours d'enquêteur de laboratoires clandestins du Collège de police de l'Ontario, être titulaire d'un Certificat d'utilisation d'appareil respiratoire pour les enquêteurs en laboratoire clandestin valide, avoir suivi le cours Gestion sans risques, être formé à la sécurité des lieux lors du démantèlement de laboratoires clandestins de drogues et être rompu au processus de démantèlement.

7. 2. Participer à l'enquête sur un laboratoire clandestin, c'est-à-dire :

7. 2. 1. demander l'aide du gestionnaire régional du Service d'analyse des drogues (SAD) de Santé Canada ou de son représentant;

7. 2. 2. assurer la liaison avec les chimistes désignés pendant toute la durée de l'enquête;

7. 2. 3. superviser la perquisition des lieux, la cueillette des pièces à conviction ainsi que l'enlèvement, l'entreposage et l'élimination sécuritaires des produits chimiques;

7. 2. 4. coordonner les services supplémentaires des groupes de la GRC, des organismes gouvernementaux ou des entreprises privées, p. ex. chimistes de Santé Canada, service des incendies, secours médical d'urgence et société d'élimination de déchets dangereux, en fournissant une expertise en matière d'identification, de prélèvement des échantillons aux fins d'analyse, de mesure des volumes, d'enlèvement, d'entreposage des échantillons et d'élimination des articles saisis.

7. 3. Informer les employés qui entrent dans un laboratoire clandestin de drogues des matières en cause et des dangers liés à celles-ci.

7. 4. Établir et tenir un système de contrôle respiratoire, notamment des registres d'entretien de l'équipement de protection respiratoire et des registres de formation des membres de l'ELILC.

7. 5. Assurer la liaison avec le superviseur de la sécurité des lieux et voir à ce que le niveau de protection nécessaire soit disponible et appliqué.

7. 6. À la fin de l'opération de démantèlement du laboratoire clandestin, envoyer un Avis d'enlèvement au propriétaire. En afficher une copie bien en vue sur les lieux et en transmettre une copie aux autorités locales en matière de santé.

7. 7. Rassembler les renseignements obtenus au cours de l'enquête et les enregistrer dans le dossier général de la Banque nationale de données criminelles (BNDC) sous le projet Shimik national, conformément au [chap. 51.9](#).

7. 7. 1. Remplir la [formule 4267](#) (Rapport de saisie de laboratoire clandestin) et la transmettre à la Direction générale, à l'att. du coordonnateur national, Laboratoires clandestins et détournement de produits chimiques, Centre fédéral de coordination (intérieur) ([Federal Coordination Centre Domestic](#)).

## 8. TRANSPORT ET ENTREPOSAGE DES PIÈCES À CONVICTION

8. 1. Pour connaître les procédures à suivre pour effectuer une fouille, une perquisition ou une saisie, voir [l'ann. 6-8-2](#).

8. 2. Les articles échantillonnés aux fins d'analyse par Santé Canada font l'objet d'un double échantillonnage.

8. 3. Il faut respecter rigoureusement les lois et les règlements concernant la manipulation, le transport et l'entreposage sécuritaires des matières dangereuses.

8. 3. 1. Seules des quantités représentatives des matières dangereuses sont conservées dans les casiers des pièces à conviction de la GRC.

8. 3. 2. Les échantillons prélevés aux fins d'éléments de preuve doivent être analysés et marqués d'une étiquette d'avertissement HAZMAT avant d'être placés dans un casier de pièces à conviction désigné.

8. 3. 3. Tout casier de pièces à conviction désigné HAZMAT doit clairement être marqué d'une étiquette d'avertissement HAZMAT.

## 9. DIVULGATION DES LIEUX DES LABORATOIRES CLANDESTINS DE DROGUES

9. 1. Les adresses où des laboratoires clandestins de drogues ont été découverts durant l'exécution d'un mandat de perquisition sont divulguées sur demande, pourvu que l'objet de la demande soit lié à des préoccupations en matière de santé et de sécurité publiques, p. ex. contaminants environnementaux, risques d'origine électrique. Cette disposition ne s'applique qu'aux mandats de perquisition où aucune ordonnance de mise sous scellés n'est en vigueur.

9. 2. La publication de telles adresses sur un site Web est interdite.

Ann. 6-13-1 [Équipement de protection des membres de l'Équipe de lutte et d'intervention contre les laboratoires clandestins de drogues](#)

## 6.14. AIDE DES FORCES ARMÉES CANADIENNES DANS LA LUTTE ANTIDROGUE

### 1. GENERALITES

1. 1. Le protocole d'entente entre la GRC et les Forces armées canadiennes (FAC) sur les enquêtes ou opérations antidrogue permet à la GRC de demander l'aide des FAC pour des opérations antidrogue.

1. 2. Avant de demander l'aide des FAC, les membres de la GRC doivent envisager d'autres solutions de rechange aux FAC, p. ex. faire appel à des entrepreneurs privés, à d'autres services de police ou à d'autres ministères.

1. 3. Au reçu d'une demande de la GRC, les FAC peuvent fournir les types d'aide suivants :

1. 3. 1. liaison et partage de renseignements pour échanger des profils stratégiques et se communiquer les mouvements de certains navires, aéronefs et véhicules suspects;

1. 3. 2. surveillance de navires, d'aéronefs et de véhicules particuliers;

1. 3. 3. aide dans les opérations d'interdiction contre des navires, des aéronefs et des véhicules particuliers;

1. 3. 4. transport des membres GTI prêtant assistance dans des opérations antidrogue;

1. 3. 5. autre soutien, sous réserve de la disponibilité des ressources des FAC.

1. 4. Les pouvoirs d'approbation de l'aide des FAC sont énoncés à [l'art. 8.2 du Plan de demande d'aide militaire](#) (PDAM).

## 2. ENQUÊTEUR

2. 1. Présenter à son chef de service une demande exposant la situation, les besoins particuliers et la durée prévue de l'aide requise.

## 3. CHEF DE SERVICE, DE DETACHEMENT OU DE DISTRICT OU SON REPRESENTANT

3. 1. Si l'on appuie la demande, rencontrer des membres de la force opérationnelle interarmées régionale des FAC (ou du Groupe des liaisons GRC-FAC à Ottawa) ou tenir une téléconférence (613-843-4793 ou 613-843-4792) avec eux afin de déterminer si l'aide requise peut être offerte.

3. 2. Si l'on appuie la demande ou l'opération, transmettre par le moyen approprié le [formulaire 4149](#) à l'officier responsable divisionnaire des enquêtes criminelles ou à son représentant. En cas d'urgence, envisager une demande verbale.

## 4. OFFICIER RESPONSABLE DIVISIONNAIRE DES ENQUÊTES CRIMINELLES OU SON REPRESENTANT

4. 1. Si la demande est recommandée, transmettre le [formulaire 4149](#) par télécopieur protégé au numéro 613-993-1271, à la Direction générale, à l'att. du directeur général des Opérations criminelles de la Police fédérale.

4. 1. 1. Le Groupe des liaisons GRC-FAC de la Direction générale doit recevoir une copie du [formulaire 4149](#).

4. 2. Une fois que la demande a été approuvée, fournir au directeur général des Opérations criminelles de la Police fédérale des rapports d'étape sur les opérations approuvées toutes les 24 heures.



4. 3. Si le personnel des FAC a été chargé de demeurer en disponibilité en attendant le début d'une opération, fournir au directeur général des Opérations criminelles de la Police fédérale des rapports d'étape toutes les douze heures.

4. 4. En cas d'urgence, on peut faire une demande verbale au directeur général des Opérations criminelles de la Police fédérale, suivie d'une confirmation écrite.

#### 5. DIRECTEUR GENERAL, ENQUETES CRIMINELLES, POLICE FEDERALE

5. 1. Si la demande est recommandée, la transmettre au comm. adj. aux Opérations de la Police fédérales, et internationales, et informer l'auteur de la situation.

#### 6. COMM. ADJ. AUX OPERATIONS DE LA POLICE FEDERALE

6. 1. Si la demande respecte les modalités du PE, la transmettre au commandant du Commandement des opérations interarmées du Canada (COIC). Le Groupe des liaisons GRC-FAC aidera à la rédaction de la demande et peut transmettre la correspondance au COIC.

6. 2. Si la situation est urgente, on peut faire une demande verbale au commandant du COIC, suivie d'une confirmation. Le Groupe des liaisons GRC-FAC peut faciliter les communications téléphoniques nécessaires.

### 6.15. REGLEMENT SUR L'ACCES A LA MARIHUANA A DES FINS MEDICALES

1. Un particulier peut, en vertu du [Règlement sur l'accès à la marijuana à des fins médicales](#) (RAMFM) ou de [l'article 56 de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#) (LRDS), présenter au ministère de la Santé une demande d'autorisation de possession ou de licence de production de marijuana à des fins médicales. Le titulaire d'une autorisation peut désigner une autre personne qui peut être autorisée à produire de la marijuana pour son compte.

2. Le titulaire d'une autorisation reçoit une [carte-photo d'identité](#) indiquant le numéro de la licence, les nom, date de naissance et sexe du titulaire, l'adresse de son lieu de résidence, la période de validité de la licence et les quantités que le titulaire peut posséder, entreposer ou cultiver.

3. Le RAMFM exige que la carte-photo d'identité soit présentée à tout agent de police qui en fait la demande. Toute perte ou vol de carte doit être signalé à la police dans les 24 heures suivant la découverte de la perte ou du vol par le titulaire.

4. Lorsqu'on enquête sur des infractions de culture ou de possession en vue du trafic de marijuana, il est impératif de faire preuve d'une diligence raisonnable lorsqu'il est possible que la personne faisant l'objet de l'enquête obtienne une autorisation à des fins médicales. **Ne pas se fier aux résultats des demandes de renseignements antérieures pour établir les exigences actuelles.**

5. Quiconque ne se conforme pas aux autorisations prévues par le RAMFM commet des infractions à la LRDS. Toutefois, les membres doivent faire preuve de jugement dans des situations d'exécution concernant une possibilité d'accès à la marijuana à des fins médicales. Bien que Santé Canada

demande aux personnes autorisées de ne pas consommer la drogue dans un endroit public, la loi ne prévoit pas de telles restrictions.

5. 1. On peut communiquer avec des représentants de la Sous-direction de la police des drogues, à la Direction générale, pour obtenir des conseils ou signaler des problèmes relatifs à l'obtention de renseignements en vertu du RAMFM, au (613) 993-2086, ou après les heures (CNO) au (613) 993-4460.

6. On peut vérifier une carte-photo d'identité ou obtenir des renseignements sur l'autorisation, notamment l'adresse du lieu où la culture ou l'entreposage est autorisé, en communiquant avec le Bureau de l'accès médical au cannabis de Santé Canada au numéro de téléavertisseur (613) 593-3756. On recevra une réponse d'ici une heure, selon la demande et le niveau de service et les autres exigences opérationnelles.

7. On doit faire tout son possible pour communiquer avec Santé Canada durant les heures de bureau, c.-à-d. de 8 h à 17 h (HNE) du lundi au vendredi, pour faire des demandes de renseignements en vertu du RAMFM. Le représentant de Santé Canada posera des questions au membre pour s'assurer de son identité et déterminer l'urgence de la réponse.

8. Santé Canada communique les renseignements ci-après à tout corps policier canadien qui en fait la demande :

8. 1. dans le cas d'une personne identifiée, l'existence d'une autorisation de possession ou d'une licence de production;

8. 2. dans le cas d'une adresse donnée, s'il s'agit du lieu de résidence habituelle du titulaire, du lieu de production autorisé ou du lieu où peut être gardée de la marijuana séchée aux termes d'une licence;

8. 3. dans le cas d'une autorisation de possession, les nom, date de naissance et sexe du titulaire, l'adresse complète du lieu de résidence habituelle du titulaire, son numéro, la quantité maximale permise et ses dates de délivrance et d'expiration;

8. 4. dans le cas d'une licence de production, les nom, date de naissance et sexe du titulaire de la licence, l'adresse complète du lieu de résidence habituelle du titulaire, son numéro et l'adresse complète du lieu où la production est autorisée.

NOTA : De plus amples renseignements sont donnés à [l'art. 68.1 du Règlement sur l'accès à la marijuana à des fins médicales](#).

## 6.16. EAUX INTERNATIONALES

### 1. GENERALITES

1. 1. Conformément à [l'art. 17 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes](#), les organismes d'application de la loi étrangers peuvent se voir accorder le droit d'arraisonner des navires canadiens en eaux internationales pour détecter et prévenir des activités criminelles et faire enquête sur des affaires liées à la sécurité nationale.

1. 2. Seul le Service d'entraide internationale du ministère de la Justice (SEIMJ) peut accorder le droit d'arraisonner un navire canadien en eaux internationales.

1. 2. 1. Le SEIMJ :

1. 2. 1. 1. fournit conseils et aide aux gouvernements étrangers qui veulent obtenir ce droit;

1. 2. 1. 2. aide les organismes d'application de la loi et les procureurs canadiens à faire la demande d'un tel droit aux pays étrangers.

### 2. ROLES ET RESPONSABILITES

#### 2. 1. Officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) divisionnaire

2. 1. 1. informe le commissaire adjoint aux Opérations de la Police fédérale des demandes de ce type reçues.

#### 2. 2. Officier responsable

2. 2. 1. Communique avec l'OREC de sa division afin de l'informer qu'un organisme d'application de la loi étranger a fait une demande.

2. 2. 2. Vérifie s'il y a conflit avec une enquête en cours au Canada sur l'arraisonnement du navire et l'arrestation de l'équipage.

2. 2. 3. Fournit à l'organisme d'application de la loi étranger toute son aide.

2. 2. 4. Fait savoir à l'organisme d'application de la loi étranger que la demande doit être faite par écrit par l'autorité gouvernementale compétente.

### 3. INFORMATION REQUISE PAR LE SERVICE D'ENTRAIDE INTERNATIONALE

3. 1. Lorsqu'un organisme d'application de la loi étranger demande à la GRC l'autorisation d'arraisonner un navire canadien en eaux internationales, l'officier responsable de la GRC lui demande d'obtenir et d'envoyer l'information suivante au SEIMJ pour que sa demande soit traitée :

3. 1. 1. le nom de l'organisme canadien pouvant confirmer que le navire est de pavillon canadien et la confirmation elle-même de cet organisme;

3. 1. 2. le nom et le numéro d'immatriculation du navire;

3. 1. 3. le nom et la nationalité des occupants du navire;
3. 1. 4. l'information sur les motifs raisonnables qui laissent croire que le navire transporte des marchandises illégales, p. ex. des substances illicites;
3. 1. 5. l'emplacement du navire au moment de la demande;
3. 1. 6. l'emplacement du navire au moment de l'arraisonnement, p. ex. en eaux internationales;
3. 1. 7. les autres pays qui s'intéressent à l'enquête, s'il y a lieu;
3. 1. 8. le type d'équipement requis pour l'intervention, p. ex. navire de guerre, matériel militaire, hélicoptères, navires du gouvernement identifiés;
3. 1. 9. la compétence de l'organisme étranger pour arraisonner le navire;
3. 1. 10. les mesures qui seront prises, p. ex. arrestation, arraisonement du navire, fouille du navire, saisie du navire s'il y a présence de drogues, arrestation d'individus ou saisie de la cargaison;
3. 1. 11. actions ou mesures prises par l'organisme étranger pour assurer la sécurité de la vie en mer, assurer la sécurité du navire et de sa cargaison et protéger les intérêts commerciaux et juridiques du Canada. Voir le [par. 17\(5\) de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes](#);
3. 1. 12. la confirmation que l'organisme étranger fournira à la GRC un rapport détaillé immédiatement après l'arraisonnement du navire ainsi que les renseignements pertinents sur les occupants, la nature des marchandises saisies et les blessures subies pendant et après l'arraisonnement, s'il y a lieu;
3. 1. 13. l'emprunt par le navire d'un trajet connu pour le trafic de stupéfiants, s'il y a lieu;
3. 1. 14. la présence sur le tribord du navire de marques laissant croire à des abordages en mer;
3. 1. 15. la vérification du navire ou de son équipage dévoilant la possibilité d'antécédents en matière de trafic de stupéfiants ou autres activités criminelles;
3. 1. 16. l'information sur la participation à l'enquête à ce jour de l'organisme d'application de la loi canadien;
3. 1. 17. l'intention de l'organisme canadien d'application de la loi de déposer des accusations;
3. 1. 18. la tenue d'une enquête conjointe par l'organisme d'application de la loi canadien.

NOTA : Pour joindre directement le SEIMJ par téléphone 24 heures sur 24, composer le 613-851-7891.

## ANNEXE B.2

### MANUEL DES OPÉRATIONS DE LA GRC, PARTIE 5 – SÉCURITÉ ROUTIÈRE

#### 5.4. CONDUITE D'UN VÉHICULE PRIORITAIRE (POURSUITES)

##### 1. GENERALITES

1. 1. La conduite d'un véhicule prioritaire comprend la poursuite, l'approche d'un véhicule et l'intervention en cas d'urgence.

1. 2. Les membres doivent s'appuyer sur le Modèle d'intervention pour la gestion d'incidents (MIGI) au moment de prendre la décision d'entreprendre, de continuer ou d'abandonner la conduite d'un véhicule prioritaire. Voir le [chap. 17.1](#).

1. 2. 1. Pendant une intervention en cas d'urgence, la sécurité du public et des policiers doit être prise en considération. Il faut évaluer les risques de façon continue.

1. 2. 2. Au moment d'évaluer les risques liés au lancement d'une poursuite, il faut s'assurer que la gravité de la situation et la nécessité de procéder à une arrestation immédiate l'emportent sur le danger associé à la poursuite.

##### 2. DEFINITIONS

2. 1. « **approche d'un véhicule** » Action de rattraper un véhicule. Il ne s'agit pas d'une poursuite. Voir [l'art. 8](#).

2. 2. « **intervention en cas d'urgence** » Conduite d'un véhicule de police en cas d'incident qui nécessite une action policière immédiate selon l'information reçue et l'évaluation des risques effectuée par le membre.

2. 3. « **poursuite** » Conduite d'un véhicule prioritaire en vue de l'appréhension d'une personne ou d'un suspect qui refuse d'immobiliser son véhicule sur l'ordre d'un agent de la paix et qui tente d'éviter d'être arrêté.

2. 4. « **premier véhicule de poursuite** » Véhicule de police qui se trouve le plus près du véhicule faisant l'objet d'une poursuite et dont le conducteur maintient un contact visuel direct avec ce véhicule.

2. 5. « **second véhicule de poursuite** » Véhicule de police qui se trouve le plus près du premier véhicule de poursuite de façon à lui assurer un soutien et dont le conducteur peut assumer la communication radio s'il peut voir les véhicules impliqués dans la poursuite.

2. 6. « **véhicule de police identifié** » Véhicule équipé de gyrophares, d'une sirène et des autocollants standards de la GRC. Est exclu de cette définition un véhicule à décalques discrets. Voir le [chap. 5.1](#).

2. 7. « **véhicule à décalques discrets** » Véhicule banalisé équipé de décalques réfléchissants peu voyants approuvés par la GRC.

2. 8. « **STO** » Station de transmissions opérationnelles.

2. 9. « **superviseur de la poursuite** » Personne qui assume le commandement d'une « poursuite en cours » après que le conducteur du premier ou du second véhicule de poursuite en a fait la demande à la STO.

### 3. PARTICIPATION A UNE POURSUITE ET RESTRICTIONS CONNEXES

3. 1. Une poursuite peut avoir lieu lorsqu'un conducteur suspect refuse d'immobiliser son véhicule sur l'ordre d'un agent de la paix et tente d'éviter d'être arrêté.

3. 2. Lorsque l'identification ou l'arrestation du suspect peut être effectuée par d'autres moyens plus tard, la nécessité de la poursuite doit être réévaluée.

NOTA : Le fait qu'un conducteur tente de s'enfuir pour éviter d'être arrêté n'est pas un facteur à prendre en considération au moment de déterminer la gravité de l'infraction ou la nécessité de procéder immédiatement à une arrestation.

3. 3. Si l'utilisation d'un dispositif de dégonflage de pneus s'avère efficace ou si une équipe de soutien aérien est sur place, les membres doivent réévaluer la nécessité de continuer la poursuite.

3. 4. Seuls les membres réguliers et les gendarmes spéciaux surnuméraires peuvent conduire un véhicule de la GRC impliqué dans une poursuite.

3. 5. Seuls les agents de la paix peuvent être les passagers d'un véhicule de police pendant une poursuite.

3. 6. Seul un véhicule de police identifié muni d'une sirène et de gyrophares peut être utilisé pendant une poursuite.

#### EXCEPTIONS :

1. Une voiture de police banalisée peut être utilisée pendant une poursuite seulement si l'urgence de la situation l'exige et si la vie d'une personne est en danger. Dans une telle situation, un véhicule de police identifié doit prendre le relais dès que possible. Un véhicule à décalques discrets sera considéré comme un véhicule banalisé.

2. Une motocyclette de police peut être utilisée pendant une poursuite seulement si l'urgence de la situation l'exige, si la vie d'une personne est en danger et si les conditions météorologiques et routières le permettent. Dans une telle situation, un véhicule de police identifié doit prendre le relais dès que possible.

3. 7. La sirène et les gyrophares des véhicules de police doivent être activés durant une poursuite.

3. 8. Il est interdit aux membres de faire feu sur un véhicule automobile dans le seul but de l'immobiliser. Voir le [MOT, chap. 4.7., art. 1.2.](#) et le [chap. 2.3., art. 5.](#)

3. 9. Sauf si l'urgence de la situation l'exige, seulement deux véhicules de police (premier et second véhicules de poursuite) doivent participer à une poursuite.

3. 10. Aucun autre véhicule de police n'est autorisé à poursuivre un autre véhicule en parallèle en milieu urbain. En région rurale, la poursuite en parallèle peut être justifiée si elle se fait à une distance sécuritaire.

#### 4. POURSUITE SUR PLUS D'UN TERRITOIRE DE COMPETENCE

4. 1. Si les véhicules impliqués dans une poursuite approchent un territoire voisin, le détachement de la GRC ou le service de police compétent doit en être informé et prendre la poursuite en charge le plus tôt possible.

4. 2. Si les véhicules impliqués dans une poursuite entrent sur un territoire qui ne relève pas de la GRC et si le service de police compétent ne peut prendre la poursuite en charge immédiatement, l'abandon de la poursuite doit être envisagé. On doit alors prendre certains facteurs en considération : la gravité de l'infraction et de la situation, la nécessité d'une arrestation immédiate et les directives du service de police compétent.

4. 3. Si les véhicules impliqués dans une poursuite ayant commencé dans un territoire qui ne relève pas de la GRC entrent sur un territoire de compétence de la GRC, la communication est établie, la raison de la poursuite est déterminée et la prise en charge de la poursuite est effectuée, s'il y a lieu.

4. 4. Les membres ne sont pas autorisés à continuer de l'autre côté de la frontière canado-américaine la poursuite d'un véhicule en fuite qui a commencé au Canada.

#### 5. INFRACTIONS NE DEVANT PAS FAIRE L'OBJET DE POURSUITES POLICIERES

5. 1. Une poursuite ne doit pas être lancée dans le cas des infractions suivantes :

5. 1. 1. le fait de prendre un véhicule sans le consentement du propriétaire;

5. 1. 2. le vol d'un véhicule;

5. 1. 3. la possession d'un véhicule volé;

5. 1. 4. la fuite d'une personne afin d'éviter l'arrestation aux termes de [l'art. 249.1 du Code criminel](#) ou la conduite dangereuse lorsque la seule preuve permettant d'établir la perpétration de l'une ou l'autre des infractions est recueillie au moment d'arrêter un véhicule ou de s'en approcher;

5. 1. 5. la violation d'une loi ou d'un règlement provincial;

5. 1. 6. la violation d'un règlement municipal;

5. 1. 7. une infraction liée aux biens en général, p. ex. une introduction par effraction, la possession d'un bien volé et le vol;

5. 1. 8. la violation d'un règlement fédéral sur la sécurité routière.

#### 6. PREMIER VEHICULE DE POURSUITE

6. 1. Dès qu'une poursuite est lancée, la STO doit être avisée immédiatement.
6. 2. Le conducteur du premier ou du second véhicule de poursuite demande à la STO de trouver un chef de veille ou un superviseur de patrouille qui prendra le commandement de la poursuite.
6. 3. La communication radio doit être maintenue avec la STO, qui est tenue au courant de l'évolution de la poursuite, en ce qui concerne par exemple le lieu de la poursuite, la direction et la vitesse des véhicules, la circulation automobile et piétonne et les conditions météorologiques et routières.
6. 4. Après une poursuite, le conducteur du premier véhicule de poursuite doit remplir le [formulaire 2088, Rapport de poursuite](#).

## 7. SECOND VEHICULE DE POURSUITE

7. 1. Lorsqu'un second véhicule participe à la poursuite, son conducteur doit suivre le premier à une distance sécuritaire et aviser immédiatement la STO de sa participation.
7. 2. Dans la mesure du possible, le conducteur du second véhicule de poursuite doit se charger des radiocommunications si sa position lui permet de voir le déroulement de la poursuite.
7. 3. Le second véhicule de poursuite ne doit pas doubler le premier, sauf si celui-ci le lui demande.

## 8. APPROCHE D'UN VEHICULE

8. 1. Lorsqu'un véhicule de police tente de s'approcher d'un autre véhicule, il ne s'agit pas d'une poursuite, mais plutôt d'un contact entre un policier et un contrevenant à la suite d'une infraction à une loi provinciale ou territoriale, par exemple.
8. 2. Avant de tenter de s'approcher d'un autre véhicule, une évaluation des risques doit être effectuée et la sécurité du public et des policiers doit être prise en considération.
8. 3. Les gyrophares doivent être actionnés au moment de s'approcher d'un autre véhicule. La sirène doit aussi être utilisée si on estime que la sécurité du public et des policiers risque d'être compromise. La sirène peut être désactivée une fois que le contrevenant a rangé et immobilisé son véhicule.
8. 4. À l'approche d'une intersection, le conducteur du véhicule de police doit respecter les règlements municipaux ou la loi territoriale ou provinciale régissant la conduite d'un véhicule prioritaire.
  8. 4. 1. Si aucun règlement ou aucune loi n'existe à cet égard, le conducteur doit au moins ralentir, faire preuve d'une prudence raisonnable et actionner les gyrophares et la sirène.

EXCEPTION : Les conducteurs de véhicules banalisés (de surveillance) ne sont pas tenus d'activer les gyrophares et la sirène lorsqu'ils suivent un véhicule ou s'en approchent. Les risques doivent être constamment évalués comme il est prévu dans le MIGI. Voir [l'art. 1.2.1](#).

## 9. ABANDON D'UNE POURSUITE

9. 1. Une poursuite doit être abandonnée si elle devient inutile ou trop dangereuse ou si d'autres moyens d'arrestation sont possibles.



9. 2. La décision de mettre fin à une poursuite peut être prise par le superviseur de la poursuite et le conducteur du premier ou du second véhicule de poursuite.

9. 3. Toutes les équipes mettent fin à une poursuite dès qu'un aéronef de police prend l'opération en charge.

9. 4. La décision de mettre fin à une poursuite est définitive et doit être communiquée immédiatement à tous les membres concernés. Ces derniers doivent accuser réception du message qui leur a été envoyé.

9. 5. Après avoir mis fin à une poursuite, tous les membres y ayant participé doivent, dans la mesure où les conditions sont sécuritaires :

9. 5. 1. se ranger sur l'accotement, immobiliser leur véhicule, désactiver les gyrophares et la sirène et informer la STO que la poursuite a été abandonnée et qu'ils se sont rangés sur le bord de la route.

## **10. RESPONSABILITES**

### **10. 1. Superviseur de la poursuite**

10. 1. 1. Tous les superviseurs doivent réussir le Cours de supervision de la conduite d'un véhicule prioritaire (000955).

10. 1. 2. Le superviseur de la poursuite remplit les fonctions suivantes :

10. 1. 2. 1. aviser tous les membres prenant part à la poursuite qu'il en a pris le commandement;

10. 1. 2. 2. surveiller la poursuite et en évaluer continuellement les risques;

10. 1. 2. 3. mettre fin à la poursuite si les circonstances l'exigent;

10. 1. 2. 4. examiner et remplir les sections requises du [formulaire 2088](#) (au besoin, se reporter au guide divisionnaire du superviseur des poursuites policières).

### **10. 2. STO**

10. 2. 1. Lorsqu'il est informé d'une poursuite, le répartiteur, le superviseur ou l'opérateur des télécommunications de la STO applique les procédures et les politiques énoncées au [chap. 46.2.](#), les [procédures opérationnelles réglementaires relatives à la conduite de véhicules prioritaires \(poursuites\)](#) ou les politiques ou procédures opérationnelles réglementaires divisionnaires.

10. 2. 2. Lorsqu'elle est avisée d'une poursuite, la STO attribue immédiatement la priorité radio et conserve une voie de communication ouverte pour les membres qui participent à la poursuite. Elle envoie un message à toutes les patrouilles afin de les informer de la poursuite.

10. 2. 3. La STO communique avec un sous-officier de service du secteur où se déroule la poursuite pour qu'il en assume le commandement. Si aucun sous-officier de service n'est disponible, la STO communique avec un sous-officier d'un autre détachement du secteur de la STO. Si aucun sous-officier n'est joint, le membre ayant le grade le plus élevé assumera le commandement de la poursuite.

10. 2. 4. Au besoin, la STO peut communiquer avec un sous-officier qui n'est pas de service pour qu'il assume le commandement de la poursuite.

10. 2. 5. La STO doit informer les services de police de la région de la poursuite afin d'en faciliter la coordination.

10. 2. 6. Lorsque la poursuite est terminée, la STO doit en aviser toutes les patrouilles.

### **10. 3. Chef de service ou de détachement**

10. 3. 1. Le chef doit s'assurer que tous les membres ont pris connaissance des politiques et des procédures relatives aux poursuites.

10. 3. 2. Après une poursuite, il tient une séance visant à faire un compte rendu et à déterminer si les membres ont respecté les politiques et procédures en vigueur.

10. 3. 3. Le [formulaire 2088](#) dûment rempli doit être envoyé à l'officier divisionnaire responsable des enquêtes criminelles ou à son remplaçant dans les 30 jours suivant l'incident.

### **10. 4. Division**

10. 4. 1. Si une poursuite a causé des blessures corporelles ou la mort, un rapport préliminaire doit être soumis immédiatement au Centre national des opérations.

10. 4. 2. L'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) de la division ou son remplaçant doit examiner tous les formulaires 2088. Si des mesures correctives sont recommandées (p. ex. de la formation ou des conseils opérationnels), l'OREC ou son remplaçant doit formuler des recommandations et les mettre en œuvre le plus tôt possible.

10. 4. 3. Le c. div. peut autoriser l'utilisation d'un véhicule à décalques discrets. Voir le [chap. 5.1., art. 1.3.](#)

10. 4. 4. Avant la fin de janvier, les divisions doivent signaler toutes les poursuites qui ont eu lieu au cours de l'année civile précédente sur le [formulaire 2438, Rapport récapitulatif sur les poursuites](#), puis transmettre celui-ci à la Direction générale. Le formulaire sera acheminé automatiquement à la Police criminelle, Services de police contractuels et autochtones.

## ANNEXE B.3

### MANUEL D'ADMINISTRATION DE LA GRC, PARTIE XI – SÉCURITÉ

#### 1. SÉCURITÉ ORGANISATIONNELLE ET ADMINISTRATIVE

##### N. COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS CLASSIFIÉS OU PROTÉGÉS

N. 1. On ne doit communiquer les renseignements classifiés ou protégés qu'à une personne qui a le besoin de savoir et qui détient une habilitation sécuritaire ou une vérification de la fiabilité qui correspond au caractère délicat des renseignements qui sont divulgués.

NOTA : Les rapports préparés à la demande d'un tiers et contenant des renseignements classifiés ou protégés qui le concernent uniquement, peuvent lui être communiqués même s'il ne détient pas l'habilitation sécuritaire ou la vérification de la fiabilité requise.

N. 2. Lorsque des renseignements délicats qui sont classifiés dans l'intérêt national sont communiqués à d'autres gouvernements, ministères ou organismes non visés par la =Politique et les normes concernant la sécurité du gouvernement du Canada, la GRC doit s'assurer par des conventions écrites, p. ex. un protocole d'entente, que des mesures appropriées sont établies pour la protection des renseignements. Voir [l'ann. XI-1-5](#) pour les mentions pertinentes.

N. 3. Le personnel des dépôts des dossiers responsable de la tenue des dossiers communique les dossiers Très secret et Secret seulement aux employés habilités dont le nom figure sur les listes d'accès approuvées par le chef compétent.

N. 4. L'employé de la GRC qui laisse ou communique des renseignements classifiés ou protégés à d'autres organismes d'application de la loi, à des procureurs de la Couronne ou à des administrations provinciales, territoriales ou municipales, doit s'assurer que les renseignements sont rangés dans un coffre de sécurité approuvé, tel qu'indiqué dans le [Guide d'équipement de sécurité](#).

N. 4. a. Si le ministère ou l'organisme ne peut pas assurer un entreposage approprié des renseignements, l'employé de la GRC rapporte les renseignements à une installation de la GRC, ou permet à l'organisme d'examiner le document à une installation de la GRC.

N. 4. b. L'omission de protéger des renseignements de nature délicate pourrait entraîner le déclassement ou la révocation de la cote de sécurité ou de la cote de fiabilité de l'employé. Le chef doit assurer la protection appropriée des renseignements de nature délicate en veillant à ce que cette question fasse partie du processus d'assurance de la qualité de son service.

## ANNEXE B.4 - MANUEL DE LA SÉCURITÉ DE LA GRC, PARTIE 1 – SÉCURITÉ DU PERSONNEL

### 15. DIRECTIVES RELATIVES À LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION

#### 1. Politique

1. 1. Il y a deux catégories de personnes qui sont astreintes au secret à perpétuité :

1. 1. 1. les employés visés par [l'annexe de la Loi sur la protection de l'information](#), voir les [art. 2.5.](#) et [3.](#);

1. 1. 2. les personnes qui doivent être désignées par avis, voir [l'art. 4.](#)

1. 2. Pour le processus de désignation, la personne « désignée » doit signer la partie D (Reconnaissance) du [formulaire TBS/SCT 330-317b](#) (Avis de désignation des « personnes astreintes au secret à perpétuité » conformément à [l'article 10 de la Loi sur la protection de l'information](#)). L'agent de la sécurité ministérielle (ASM) a délégué son pouvoir de mettre au courant l'employé en personne et de signer le [formulaire TBS/SCT 330-317c](#) au superviseur.

#### 2. Généralités

2. 1. Les dispositions de la [Loi sur la protection de l'information](#) (LPI) astreignent au secret à perpétuité tous les employés de la GRC ou les non-employés de la GRC qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

2. 1. 1. Pour la définition de non-employé de la GRC, voir le chapitre [Définitions](#).

2. 2. Les employés doivent respecter tous les renseignements dont ils prennent connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et sont astreints au secret à perpétuité après qu'ils quittent leur emploi à la GRC.

2. 3. La divulgation de renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux constitue un acte criminel.

2. 4. Le Groupe LPI est chargé de surveiller la mise en application des dispositions de la [LPI](#).

2. 4. 1. Le Groupe LPI doit sensibiliser les employés à l'égard de la [LPI](#) et les informer de leurs responsabilités légales et des sanctions possibles en cas de non-conformité à la loi.

2. 5. [L'annexe de la LPI](#) liste les programmes dont le personnel est automatiquement astreint au secret à perpétuité, à savoir :

2. 5. 1. les Enquêtes relatives à la sécurité nationale et les Renseignements criminels;

2. 5. 2. le Programme des opérations techniques, à l'exception du Service de l'air;

2. 5. 3. l'ancien Service de sécurité de la GRC (employés qui travaillaient auparavant pour le Service de sécurité avant l'existence du Service canadien du renseignement de sécurité [SCRS]).

2. 6. L'employé qui travaille au sein d'un programme mentionné à [l'art. 2.5.](#) doit être désigné au moyen du [formulaire TBS/SCT 330-316.](#)

2. 7. Pour qu'un groupe, section ou service relève de l'un des programmes mentionnés à [l'art. 2.5.](#), il doit s'en remettre à un secteur du programme pour ses politiques, p. ex. le Groupe des Affaires spéciales I reçoit ses directives du centre de décision des Affaires spéciales I des Opérations techniques, à la Direction générale.

2. 8. Conformément à [l'art. 10 de la LPI](#), le superviseur doit recommander la désignation d'une personne. Voir [l'art. 4.](#)

2. 8. 1. Les personnes désignées comprennent celles qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux, mais qui n'appartiennent pas aux programmes mentionnés à [l'art. 2.5.](#)

### **3. Employé visé par l'annexe**

3. 1. Le superviseur remplit la section A du [formulaire TBS/SCT 330-316](#) à l'aide du document « [Procédures et instructions : employés des secteurs de la GRC visés par l'annexe \(SCT 330 316\)](#) » et :

3. 1. 1. y joint une lettre ou une note sur laquelle sont inscrits le nom et le titre du superviseur ainsi que le nom de la division ou de la section et l'adresse de retour;

3. 1. 2. envoie le formulaire original à la Direction générale, à l'att. du Groupe de la Loi sur la protection de l'information, Sous-direction de la sécurité ministérielle, Opérations techniques;

NOTA : Ne pas envoyer le formulaire à l'adresse indiquée dans les instructions figurant sur le formulaire.

3. 1. 3. reçoit une copie du formulaire du Groupe LPI ainsi qu'une lettre d'information à remettre à l'employé;

3. 1. 4. informe l'employé de ses obligations découlant de la [LPI](#) et lui remet les documents nécessaires;

3. 1. 5. ne conserve aucune copie.

NOTA : Le Groupe LPI transmet l'original au SCRS et fait verser une copie au dossier de sécurité de la personne.

### **4. Personne désignée par avis**

4. 1. Les personnes suivantes doivent être désignées par avis :

4. 1. 1. Le greffier du Conseil privé doit désigner le commissaire.

4. 1. 2. Le commissaire doit désigner et recommander à l'agent de la sécurité ministérielle les personnes de son cabinet, notamment les s.-comm. et les comm. adj. et leurs gestionnaires ou adjoints administratifs qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

4. 1. 3. Le superviseur doit désigner les employés de la GRC qui ne sont pas visés par l'annexe, mais qui prennent part à des projets ou à des affectations spéciales ou qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

4. 1. 4. Le superviseur doit désigner les non-employés de la GRC qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

4. 2. Pour désigner une personne comme étant astreinte au secret à perpétuité en vertu de la LPI, le superviseur :

4. 2. 1. remplit le [formulaire TBS/SCT 330-317a](#);

4. 2. 2. y joint une lettre ou une note sur laquelle sont inscrits le nom et le titre du superviseur ainsi que le nom de la division ou de la section et l'adresse de retour;

4. 2. 3. envoie le formulaire original à la Direction générale, à l'att. du Groupe de la Loi sur la protection de l'information, Sous-direction de la sécurité ministérielle, Opérations techniques.

NOTA : Ne pas envoyer le formulaire à l'adresse indiquée dans les instructions figurant sur le formulaire.

4. 3. Le Groupe LPI traite le [formulaire TBS/SCT 330-317a](#) conformément à [l'art. 4.2.](#) et remplit le [formulaire TBS/SCT 330-317b](#) et le transmet au commissaire pour qu'il le signe. Au reçu de l'approbation, le Groupe LPI remplit le [formulaire TBS/SCT 330-317c](#).

4. 3. 1. Une fois la désignation recommandée, le Groupe LPI renvoie les [formulaires TBS/SCT 330-317b](#) et [TBS/SCT 330-317c](#) au superviseur.

4. 4. Le superviseur rencontre et met au courant la personne et lui fait signer la partie des formulaires réservée à la reconnaissance.

4. 4. 1. Le superviseur signe le [formulaire TBS/SCT 330-317c](#) au nom de l'agent de la sécurité ministérielle.

4. 5. Une fois que les formulaires ont été signés et que la personne a été mise au courant, la personne en conserve une copie. Les originaux des [formulaires TBS/SCT 330-317b](#) et [TBS/SCT 330-317c](#) sont renvoyés au Groupe LPI.

4. 6. Le Groupe LPI transmet les originaux au SCRS et fait verser une copie au dossier de sécurité de la personne.

## 5. Départ ou mutation de la GRC

5. 1. Lorsqu'une personne quitte la GRC, le superviseur doit avoir un entretien final avec la personne au sujet de son statut continu comme personne astreinte au secret à perpétuité.

5. 2. Le superviseur peut préparer une lettre de départ pour quiconque est muté, retourne à son service d'attache, démissionne ou prend sa retraite.



## ANNEXE B.5 - MANUEL DE LA GESTION DE L'ACTIF, PARTIE 6 – GESTION DU MATÉRIEL

### 6.4. APPAREILS DE COMMUNICATION SANS FIL

#### 1. Politique

1. 1. Les appareils de communication sans fil, tels que les téléphones mobiles et les assistants numériques personnels (ANP), peuvent être alloués aux employés lorsque ces appareils sont considérés comme nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

1. 2. Un appareil de communication sans fil doit être facturé au service dont l'employé fait partie, et non directement à l'employé.

1. 3. Le gestionnaire ou le superviseur fournira un exemplaire imprimé de ces directives à tous les employés auxquels un appareil de communication sans fil a été assigné. L'employé doit confirmer qu'il en a pris connaissance et qu'il en comprend la teneur.

1. 4. L'employé est entièrement responsable de l'utilisation et de l'entretien de son appareil de communication sans fil.

1. 5. Si un employé est muté ou s'il quitte la GRC, il doit rendre son appareil sans fil à son supérieur ou au coordonnateur des télécommunications désigné.

#### 2. Renseignements généraux

2. 1. Les appareils de communication sans fil sont fort appréciés lorsqu'il n'y a pas de service téléphonique conventionnel. Cependant, en raison de leur coût élevé d'utilisation, les gestionnaires et les employés doivent s'assurer qu'ils sont utilisés adéquatement et que les frais liés à leur utilisation n'excèdent pas la norme.

2. 2. Les appareils de communication sans fil sont les suivants : téléphone cellulaire ou mobile, terminal mobile de poche, assistant numérique personnel, etc. Les postes de radio ne sont pas inclus.

2. 3. Un plan de service est un plan pour les appareils de communication sans fil qui comprend une connexion réseau, différents services comme la messagerie vocale, etc. Un montant préétabli de temps d'antenne est également inclus dans le plan de service.

#### 3. Gestionnaire

3. 1. Déterminer si un employé a besoin d'un appareil de communication sans fil dans l'exercice de ses fonctions. Chercher des solutions de rechange s'il y a lieu, par exemple, l'utilisation d'un téléavertisseur ou l'utilisation partagée d'un appareil avec un autre service. Voir [l'art. 1.1.](#)

3. 2. Examiner le plan de service relié à l'utilisation d'appareils de communication sans fil (connexion réseaux et le temps d'antenne inclus) et s'assurer qu'il est approprié aux besoins évalués. Vérifier et approuver tout changement au plan de service.



3. 3. Récupérer et vérifier les appareils de communication sans fil des employés qui cessent leurs activités pour une période prolongée ou dont l'appareil n'est plus nécessaire aux tâches qui lui sont assignées.

3. 4. Revoir annuellement les besoins des différents services concernant l'utilisation des appareils de communication sans fil et s'assurer que les plans de service sont adéquats.

3. 5. Désigner au besoin un coordonnateur des télécommunications pour contrôler les équipements de télécommunications. Vérifier régulièrement les comptes des appareils de communication sans fil afin de s'assurer qu'ils sont utilisés conformément aux directives énoncées dans le présent chapitre.

3. 6. Si le coordonnateur des télécommunications désigné n'assume pas cette responsabilité, veiller à ce que :

3. 6. 1. les appareils de communication sans fil soient obtenus conformément à la politique fédérale et de la GRC et selon les approbations nécessaires;

3. 6. 2. tous les employés reçoivent les informations concernant leur plan de service et un exemplaire des directives énoncées dans le présent chapitre;

3. 6. 3. les appareils de communication sans fil soient gérés comme des articles attrayants, conformément au [chap. 1.6.](#)

#### **4. Coordonnateur des télécommunications**

4. 1. Obtenir les appareils de communication sans fil conformément à la politique fédérale et de la GRC et selon les approbations nécessaires.

4. 2. Distribuer les appareils de communication sans fil, contrôler leur utilisation et coordonner les paiements.

4. 3. S'assurer que tous les employés reçoivent les informations concernant leur plan de service et qu'ils obtiennent un exemplaire des directives énoncées dans le présent chapitre.

4. 4. Assurer l'administration des plans de service et des appareils de communication sans fil.

4. 5. Gérer les appareils de communication sans fil comme des articles attrayants, conformément au [chap. 1.6.](#)

#### **5. Employé**

5. 1. Prendre connaissance et accuser réception des directives contenues dans le présent chapitre et des informations concernant le plan de service connexe.

5. 2. S'assurer que l'appareil de communication sans fil est utilisé et entretenu selon les modalités du présent chapitre.

5. 3. Aviser rapidement son gestionnaire ou le coordonnateur des télécommunications lorsque l'appareil de communication sans fil a été perdu, volé ou endommagé.

5. 4. Retourner à son gestionnaire ou au coordonnateur des télécommunications tout appareil de communication sans fil qui lui est assigné, et ce, avant sa mutation, son départ de la GRC ou lorsque l'appareil ne s'avère plus nécessaire à ses fonctions.

## **6. Services informatiques régionaux et de la Direction générale**

6. 1. Les Services informatiques de la Direction générale déterminent les normes des appareils de communication sans fil.

6. 2. Dans la mesure du possible, les Services informatiques régionaux assument les responsabilités suivantes :

6. 2. 1. donner des conseils aux gestionnaires afin de s'assurer que le plan de service et l'équipement choisis sont les plus appropriés à l'égard des tâches prévues;

6. 2. 2. dans les limites des pouvoirs délégués en matière de passation de marchés, approuver l'acquisition des appareils de communication sans fil et de l'équipement et obtenir ou aider à obtenir ces appareils et équipement par l'entremise du fournisseur.

6. 3. Rester en communication avec les gestionnaires et les coordonnateurs des télécommunications concernant la gestion des appareils de communication sans fil.

## **7. Documents à l'appui**

7. 1. En parallèle avec le présent chapitre, veuillez consulter les documents à l'appui suivants :

7. 1. 1. [Chap. II.1.](#) du MI, Télécommunications;

7. 1. 2. [Éthique et intégrité à la GRC](#), Bureau du conseiller en matière d'éthique et d'intégrité.

## **ANNEXE B.6 - MANUEL D'ADMINISTRATION, PARTIE VIII - QUESTIONS JURIDIQUES**

### **1. PERTE, ENDOMMAGEMENT OU VOL DE BIENS APPARTENANT À LA GRC, LOUÉS PAR ELLE OU CONFIS À SES SOINS**

#### **1. Politique**

1. 1. L'employé doit signaler immédiatement à son superviseur la perte, l'endommagement ou le vol des biens suivants, dont il est responsable :

1. 1. 1. les biens publics confiés à ses soins;

1. 1. 2. les biens loués par la GRC ou confiés à ses soins;

1. 1. 3. les biens qui entrent en sa possession pendant l'exécution de son travail;

1. 1. 4. les sommes d'argent;

1. 1. 5. les véhicules loués, possédés, donnés ou sous son autorité et utilisés au service de la GRC. Par **véhicules**, on entend les véhicules de police, les navires de patrouille maritime, les aéronefs de police, les véhicules tout-terrains et les motoneiges.

## 2. Généralités

2. 1. La présente politique s'applique à toutes les collisions et à tous les incidents d'endommagement impliquant tout mode de transport de la GRC — terrestre, aérien et maritime — qu'ils aient été causés par une collision ou par un acte malveillant ou qu'ils soient d'origine inconnue.

2. 2. Un incident est tout événement entraînant des blessures ou des dommages matériels qui est susceptible de donner lieu à une réclamation :

2. 2. 1. contre la GRC;

2. 2. 2. déposée par la GRC contre toute autre partie pour dommages causés à des biens ou à de l'équipement de la GRC.

## 3. Communication des renseignements

### 3. 1. Employé

3. 1. 1. Afin de protéger les intérêts de l'État, du conseiller juridique, de l'expert en sinistres ou de toute autre personne chargée d'enquêter sur un incident susceptible de donner lieu à une réclamation contre l'État, ne fournir que les renseignements prescrits par la loi. On peut communiquer les faits suivants :

3. 1. 1. 1. le nom, l'âge et l'adresse de l'employé;

3. 1. 1. 2. s'il s'agit d'un accident impliquant un véhicule de police, le numéro de permis de conduire, la marque, le modèle et le numéro d'immatriculation du véhicule;

3. 1. 1. 3. le lieu, la date et l'heure de l'incident.

3. 1. 2. Consulter le bureau régional de Justice Canada pour toute demande de renseignements supplémentaires.

3. 1. 3. Les demandes d'entrevue avec un employé impliqué dans la perte, le vol ou l'endommagement de biens publics, de biens loués par la GRC ou confiés à ses soins doivent être transmises, par la voie hiérarchique, à Justice Canada qui communiquera les instructions voulues.

3. 1. 4. L'expert national en sinistres de la GRC peut demander et recevoir des renseignements supplémentaires destinés à servir dans le cadre du processus de règlement de sinistre. Si des renseignements supplémentaires sont demandés, on peut communiquer avec le Service régional du contentieux ou avec le directeur des Réclamations et du Contentieux pour obtenir des conseils.

#### 4. Démarches initiales en cas de perte, de vol ou d'endommagement, ou de décès ou blessures

##### 4. 1. Employé

4. 1. 1. L'employé ne doit reconnaître aucune responsabilité de sa part ou de celle de la GRC avant d'avoir consulté un avocat et la question de la responsabilité est examinée par la division, l'expert en assurances de la GRC ou Justice Canada.

##### 4. 2. Superviseur

4. 2. 1. Aviser immédiatement le c. s.-div. de la perte, du vol ou de l'endommagement de biens publics ou des décès ou blessures découlant de l'usage de ces biens.

4. 2. 2. S'assurer que l'incident est signalé aux ministères et organismes qui, d'après la loi, doivent en être informés.

##### 4. 3. C. s.-div. (y compris l'officier resp. d'un service qui rend directement compte au c. div.)

4. 3. 1. S'il s'agit d'un incident grave, désigner un enquêteur qui a de l'expérience dans ce genre de travail.

4. 3. 2. Si un membre est impliqué dans un accident mortel ou presque mortel, nommer un enquêteur provenant d'un autre service que celui du membre impliqué afin d'éviter la partialité.

4. 3. 3. S'il s'agit d'un accident de la route, désigner si possible un enquêteur qui a une formation spécialisée, c.-à-d. qui a suivi le cours d'enquêtes techniques sur les accidents de la circulation du CCP ou un cours divisionnaire d'enquête sur les accidents de la circulation.

4. 3. 4. Avertir le c. div. s'il s'agit de cas de décès ou de blessures graves, d'accidents subis par un aéronef ou un navire, de dommages s'élevant à plus de 1 000 \$ ou d'incendies d'origine suspecte.

4. 3. 5. Signaler à la Section locale des télécommunications tous les cas de perte, de vol ou d'endommagement d'équipement de télécommunication. Demander au coordonnateur des télécommunications :

4. 3. 5. 1. d'établir le montant de la perte, et

4. 3. 5. 2. de recommander ce qu'il faut faire : se débarrasser de l'équipement, le réparer ou le remplacer.

4. 3. 6. Si du matériel appartenant aux Affaires spéciales I a été perdu, volé ou endommagé, avertir le coordonnateur divisionnaire des Affaires spéciales I qui fera un rapport à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations techniques.

##### 4. 4. C. div.

4. 4. 1. En cas de décès ou de blessures graves lors de l'usage de biens appartenant à la GRC, loués par elle ou confiés à ses soins, aviser par message la Direction générale, à l'att. du directeur des Relations avec les médias et du directeur des Réclamations et du Contentieux.

4. 4. 2. Signaler les cas de perte, d'endommagement ou de vol d'un aéronef de la GRC à la Direction générale, à l'att. du directeur des Services d'enquête techniques.

4. 4. 2. 1. Le directeur des Services d'enquêtes techniques nomme un agent du Service de l'air pour participer aux enquêtes sur les accidents impliquant des aéronefs.

4. 4. 3. Signaler les cas de perte, d'endommagement ou de vol d'un navire de patrouille maritime à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Programmes et de la Gestion de l'actif.

4. 4. 4. Signaler les cas de perte, de vol ou d'endommagement de matériel informatique ou de télécommunications à la Direction générale, à l'att. du DPI.

4. 4. 5. Signaler les cas de perte ou d'endommagement d'immeubles directement imputables à l'incendie, à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Programmes et de la Gestion de l'actif.

4. 4. 6. Si un acte de violence ou une introduction par effraction est fait contre des biens ou des locaux appartenant à la GRC, loués par elle ou confiés à ses soins, et que cela est préjudiciable au matériel de la GRC, à ses employés ou à leur famille immédiate, en aviser la Direction générale, à l'att. du DG de la Sécurité ministérielle à la Direction des opérations techniques.

## **5. Enquête sur la perte, le vol ou l'endommagement de biens, ou sur les décès ou blessures**

### **5. 1. Généralités**

5. 1. 1. Comme il n'y a pas deux incidents qui soient tout à fait identiques, il est impossible de fournir des directives applicables à tous les cas. Souvent, la nature de la perte, du vol, de l'endommagement ou même des blessures ne justifie pas une enquête approfondie. Cependant, il faut toujours effectuer une enquête suffisante, afin de satisfaire aux exigences de la GRC et de la Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor.

5. 1. 2. Chaque cas de perte, de vol ou d'endommagement de biens doit faire l'objet d'une enquête pour établir clairement les causes de l'incident et déterminer la responsabilité légale.

NOTA : Il n'est pas dans nos intentions d'empiéter sur le territoire d'autres services de police. Toutefois, il faut effectuer une enquête suffisante afin de satisfaire aux exigences ainsi qu'aux critères de la politique sur les réclamations.

### **5. 2. Enquêteur**

5. 2. 1. Se rendre sur les lieux des accidents graves et, si possible, des autres.

5. 2. 2. Obtenir une déclaration de chacun des employés impliqués.

5. 2. 2. 1. Inclure dans la déclaration les circonstances de l'incident et y indiquer si, à ce moment-là, l'employé agissait dans le cadre de ses fonctions ou de son travail.

5. 2. 3. Obtenir une déclaration de toute autre personne qui serait au courant des circonstances.

5. 2. 4. Si un véhicule, un aéronef ou un navire de patrouille maritime appartenant à la GRC ou loué par elle est impliqué dans un accident, obtenir tous les renseignements relatifs à son utilisation au moment de l'accident et tâcher de savoir si son usage était autorisé.

5. 2. 5. Noter le genre de travail alors effectué, p. ex. surveillance, patrouille, enquête criminelle.

5. 2. 6. Prendre note des dommages réels ou prétendus aux autres biens et des blessures subies au cours de l'accident.

5. 2. 7. Prendre des photographies des lieux et des dommages si l'accident est grave et autant que possible, si l'accident est minime.

5. 2. 7. 1. Écrire les détails en lettres moulées au dos de chaque photographie.

5. 2. 8. Dresser un croquis des lieux donnant :

5. 2. 8. 1. l'emplacement de la route;

5. 2. 8. 2. l'état de la chaussée;

5. 2. 8. 3. le point d'impact par rapport à la surface de la route;

5. 2. 8. 4. la position des véhicules impliqués et de tout autre véhicule dans le secteur immédiat;

5. 2. 8. 5. tout obstacle pouvant avoir quelque rapport avec l'accident;

5. 2. 8. 6. l'emplacement des panneaux de signalisation.

5. 2. 9. Écrire en lettres moulées les détails pertinents et les mesures sur le croquis ou le plan, puis l'identifier et le signer.

5. 2. 10. Inscrire les conditions météorologiques, les conditions routières, la visibilité et la limite de vitesse par rapport à la vitesse avant et pendant l'impact.

5. 2. 11. Obtenir des copies du constat de la police locale sur l'accident.

5. 2. 12. Obtenir diverses estimations des dommages subis. Si les réparations s'avèrent trop dispendieuses, engager les services d'un évaluateur indépendant ou obtenir des estimations de la valeur du bien avant la perte, le dommage ou le vol.

5. 2. 13. Ne pas tenter d'obtenir une déclaration ou d'interroger une personne qui a engagé un avocat, à moins que ce dernier n'y consente.

5. 2. 14. Conserver les originaux des déclarations, des croquis, des notes, des négatifs et de tout autre document utile à l'expert en assurances de la GRC et à Justice Canada.

## 6. Modalités de rapport

## 6. 1. Généralités

6. 1. 1. Si les dommages résultent de causes naturelles, p. ex., bris ou ennui mécanique soudain, dégâts occasionnés par la grêle ou par une tornade, l'employé doit :

6. 1. 1. 1. préciser la cause des dommages sur la facture des réparations;

6. 1. 1. 2. indiquer la date et dresser une liste des frais encourus;

6. 1. 1. 3. envoyer la facture au c. s.-div. par la voie hiérarchique.

EXCEPTION : S'il s'agit d'un bien loué dont l'entretien est à la charge du loueur, lui demander de faire les réparations qui s'imposent.

6. 1. 2. Si la perte ou les dommages résultent d'un incendie, d'un vol, d'un acte délibéré ou d'un remorquage et que l'État est susceptible de formuler une réclamation contre un tiers (p. ex. fabricant, garagiste) :

6. 1. 2. 1. on doit transmettre une note explicative au c. s.-div. par la voie hiérarchique et annexer les factures indiquant la date de l'accident et présentant la liste des frais de réparation.

## 6. 2. Incidents impliquant des véhicules de police ou des véhicules loués

6. 2. 1. Si des dommages, blessures ou décès résultent d'une collision ou d'un incident impliquant un véhicule (occupé ou non), le conducteur ou la personne à qui on a confié le véhicule doit signaler l'incident au Programme national de gestion des réclamations par l'entremise de son superviseur.

## 6. 3. Navire de patrouille maritime

6. 3. 1. Si un navire de patrouille maritime a subi des dommages, il faut présenter un Rapport d'un événement maritime/événement hasardeux (formule 1808 du Bureau de la sécurité des transports du Canada) au Bureau de la sécurité des transports du Canada.

6. 3. 2. On doit transmettre une copie du Rapport d'un événement maritime/événement hasardeux (formule 1808 du Bureau de la sécurité des transports du Canada) dûment rempli, à la Gestion régionale du parc automobile.

## 6. 4. Signalement des incidents

6. 4. 1. Les employés doivent signaler les incidents au Programme national de gestion des réclamations au 1-888-MP-CIVIL (1-888-672-4845) et fournir les renseignements pertinents à un téléphoniste bilingue, qualifié et autorisé de la GRC. Dans la mesure du possible, les superviseurs fournissent les détails de l'incident au téléphoniste du centre d'appels selon le processus pas à pas, notamment :

6. 4. 1. 1. l'heure de l'incident ou de l'événement;

6. 4. 1. 2. le lieu de l'incident ou de l'événement;

6. 4. 1. 3. les circonstances de l'événement;

6. 4. 1. 4. les personnes impliquées;

6. 4. 1. 5. les renseignements liés au permis et aux assurances;

6. 4. 1. 6. l'information sur les personnes ou les services à contacter;

6. 4. 1. 7. une description des dommages.

6. 4. 2. Les superviseurs doivent signaler immédiatement au c. s.-div. les vols, pertes ou endommagements importants de biens, ou les décès ou blessures graves découlant de l'usage de ces biens.

#### **6. 5. Signalement des incidents impliquant des véhicules de police ou des véhicules loués**

6. 5. 1. Les services ou les personnes impliqués dans l'incident doivent en informer la Gestion régionale du parc automobile.

6. 5. 2. Le service doit prendre des dispositions pour obtenir les estimations requises auprès de concessionnaires ou d'ateliers de réparation locaux comparables. Il doit veiller à ce que seules des pièces d'origine du fabricant soient utilisées et à ce que les estimations soient identiques pour les pièces et le service.

6. 5. 3. La Gestion du parc automobile doit, par l'intermédiaire du garage de poste, veiller à ce que les données soient inscrites au Système de gestion du parc automobile et au dossier local d'entretien du véhicule.

6. 5. 4. Si le coût des réparations dépasse 1 500 \$, il faut en informer le gestionnaire du parc automobile de la DG ou le gestionnaire du garage de poste pour qu'il donne son approbation de dépasser la limite.

6. 5. 5. Dans les régions où il n'y a pas de garage de poste, le service ou l'employé doit obtenir trois estimations auprès de concessionnaires ou d'ateliers de réparation locaux et, si le coût des réparations s'élève à moins de 1 499 \$, peut faire faire les réparations selon le montant estimatif le plus bas.

6. 5. 6. Dans le cas d'un montant estimatif de plus de 250 \$, il faut communiquer avec ARI (fournisseur des cartes de crédit du parc automobile) pour obtenir son approbation. ARI communique, à son tour, avec le gestionnaire du parc automobile qui, en consultation avec le gestionnaire du garage de poste, détermine s'il y a lieu de faire faire les réparations.

#### **6. 6. Effets et équipements**

6. 6. 1. On remplace généralement, aux frais de l'État, les articles des effets et équipements achetés par retenue sur la solde, à la suite d'une perte, d'un endommagement ou d'un vol, pourvu que les circonstances soient conformes aux dispositions pertinentes de la Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor.

6. 6. 1. 1. Consulter le [chap. 5. du MUT](#) concernant la rédaction de la [formule 1216](#).

6. 6. 1. 2. L'employé doit expliquer les circonstances de la perte, du vol ou de l'endommagement sur la [formule 1216](#) ou dans une note ci-jointe et la transmettre au Bureau régional ou divisionnaire des ressources humaines aux fins d'approbation.

#### **6. 7. Tout autre bien**



6. 7. 1. On doit transmettre au c. s.-div. une note donnant les circonstances de la perte, du vol ou de l'endommagement.

#### 6. 8. Pertes ou dommages causés par le feu

6. 8. 1. On doit transmettre dans les vingt-quatre heures, l'original de la formule Lab/Trav 767E directement au Commissaire fédéral des incendies, au bureau régional ou de district de Développement des ressources humaines Canada.

NOTA : Signaler immédiatement tout incendie d'origine suspecte mettant en cause des biens publics.

6. 8. 2. Si des personnes ont été blessées ou tuées, on doit annexer la formule Lab/Trav 766E.

6. 8. 3. On doit transmettre le rapport d'enquête au c. s.-div. sur une note de service et y annexer la [formule C-237](#), Lab/Trav 767E et, s'il y a lieu, la formule 766E.

#### 6. 9. Fausse alerte d'incendie

6. 9. 1. On doit transmettre, dans les vingt-quatre heures, une copie du rapport d'incident par la filière habituelle au c. div. et au SDI et y inscrire :

6. 9. 1. 1. le nom et l'adresse du détachement, du service ou de la section;

6. 9. 1. 2. l'heure et la date de l'alerte;

6. 9. 1. 3. les biens en cause;

6. 9. 1. 4. la cause de la fausse alerte;

6. 9. 1. 5. les mesures prises pour éviter la répétition de l'incident;

6. 9. 1. 6. si l'équipement était défectueux, le genre et le modèle utilisés.

#### 6. 10. Autres pertes, vols ou endommagements

##### 6. 10. 1. Généralités

6. 10. 1. 1. Les autres pertes, vols ou endommagements doivent être signalés par écrit, par la voie hiérarchique, au c. s.-div.

6. 10. 1. 2. L'employé doit s'assurer que les formules et documents appropriés sont dûment remplis.

##### 6. 10. 2. C. s.-div.

6. 10. 2. 1. S'assurer que tous les rapports d'enquête sont complets.

6. 10. 2. 2. Transmettre les documents au c. div. et y joindre les observations et recommandations qui s'imposent.

### 6. 10. 3. C. div.

6. 10. 3. 1. Si les pertes ou dommages sont légers et qu'une enquête n'est pas nécessaire, on peut conclure l'affaire en présentant les formules de commande d'effets et équipement ou une note de service.

6. 10. 3. 2. Signaler immédiatement toute perte ou tout vol d'argent à l'off. resp. de la Sect. du contrôle interne. Suivre les modalités indiquées à [l'art. 8.](#)

## 7. Modalités d'examen

### 7. 1. C. div.

7. 1. 1. Il incombe au Programme national de gestion des réclamations ou au Groupe du contentieux des affaires civiles de classer, conformément aux dispositions du présent chapitre, tout accident impliquant un véhicule appartenant à la GRC, loué par elle ou confié à ses soins, et d'informer le conducteur, par l'intermédiaire du c. div. ou de son délégué, de la catégorie définitive dans laquelle l'accident a été classé.

7. 1. 2. Le classement définitif d'un accident dans une catégorie déterminée est effectué par le Programme national de gestion des réclamations ou le Groupe du contentieux des affaires civiles en consultation avec le superviseur et l'expert national en sinistres.

7. 1. 3. Le c. div. détermine si des mesures correctives s'imposent (conseils opérationnels ou administratifs, formation) et, le cas échéant, entreprend leur mise en œuvre.

7. 1. 3. 1. Le c. div. signale les mesures correctives qui ont été prises au Programme national de gestion des réclamations à l'adresse NCMP\_Claims, dans GroupWise.

## 8. Pertes d'argent subies par l'État

### 8. 1. Généralités

8. 1. 1. Par « Perte d'argent », on entend :

8. 1. 1. 1. un manque ou une perte de la petite caisse, d'autres comptes d'avances et d'avances comptables permanentes;

8. 1. 1. 2. de l'argent versé, perçu ou reçu par la GRC à titre officiel dans un but quelconque et qui serait perdu, volé, détruit ou détourné;

8. 1. 1. 3. de l'argent appartenant à autrui qui serait confié à un fonctionnaire à titre officiel dans un but quelconque et qui serait détourné ou perdu, détruit ou volé;

8. 1. 1. 4. un trop-payé ou un paiement fait par erreur, ou une dépense engagée sans autorisation à la suite :

8. 1. 1. 4. 1. de la négligence ou de l'abstention d'un employé du gouvernement;

NOTA : Dans la plupart des cas, la responsabilité est fondée sur le degré de négligence ou d'abstention, mais il arrive (p. ex. dans les cas de perte d'une avance comptable) que la responsabilité soit absolue quelle que soit la faute.

8. 1. 1. 4. 2. d'une demande frauduleuse de rémunération pour l'exécution de tâches supplémentaires, des congés rémunérés, des voyages, une réinstallation ou d'autres dépenses;

8. 1. 1. 4. 3. d'une demande frauduleuse de paiement par un fournisseur ou un entrepreneur ou toute autre personne;

8. 1. 1. 4. 4. d'une fraude informatique ou une fraude réalisée à l'aide d'une carte de crédit.

8. 1. 2. Les avances de voyage relèvent de la responsabilité directe de la personne concernée. Elles ne constituent pas une perte d'argent subie par Sa Majesté et elles ne sont pas portées aux crédits du ministère. Lorsqu'il est jugé approprié, on peut indemniser un employé pour la perte d'une avance de voyage grâce à un paiement à titre gratuit pourvu que :

8. 1. 2. 1. les conditions de [l'art. 8.1.7.](#) aient été remplies, et

8. 1. 2. 2. le CT autorise ce genre de paiement.

8. 1. 3. Pour signaler une perte d'argent, on doit inclure les renseignements suivants dans le rapport préliminaire :

8. 1. 3. 1. une description de la nature de la perte;

8. 1. 3. 2. les circonstances entourant la perte;

8. 1. 3. 3. une description de la nature de l'enquête menée ou entreprise;

8. 1. 3. 4. le nom des membres, des employés ou des personnes impliqués;

8. 1. 3. 5. si la perte a été signalée à Justice Canada et les mesures recommandées;

8. 1. 3. 6. la poursuite ou le procès entrepris et leurs résultats;

8. 1. 3. 7. la description de toute autre action prise pour discipliner un employé dont les actes ont causé la perte;

8. 1. 3. 8. la description des mesures prises pour recouvrer la perte, la somme recouvrée et la probabilité de tout recouvrement futur;

8. 1. 3. 9. la liste des coûts reliés à toute poursuite ou procès ou autres mesures prises pour le recouvrement;

8. 1. 3. 10. la description des sauvegardes prises pour empêcher toute perte future.

8. 1. 4. Il faut produire un rapport supplémentaire dans les trois mois qui suivent et un rapport final lorsque l'affaire est réglée.

8. 1. 4. 1. Les rapports supplémentaire et final ne doivent contenir que des renseignements non-inscrits dans le rapport précédent.

8. 1. 5. On doit signaler toutes les pertes d'argent dans les comptes publics.

8. 1. 5. 1. Inclure tous les genres de pertes, qu'il s'agisse de la conséquence d'un acte illégal ou autre et qu'elle se soit produite à partir d'un compte bancaire ministériel ou du Fonds du revenu consolidé.

8. 1. 5. 2. On doit signaler les sommes perdues à la suite d'une infraction ou de tout autre acte illégal même si elles ont été recouvrées.

8. 1. 6. Le recouvrement d'une somme perdue est autorisé par la [Loi sur la gestion des finances publiques](#); voir le [par. 38\(2\)](#) et les [art. 76](#) et [78](#) de cette loi.

8. 1. 6. 1. Lorsqu'une omission ou un acte commis par un employé entraîne ou contribue à une perte d'argent qui lui est confié, on s'attend à ce que la personne concernée rembourse la somme perdue.

8. 1. 6. 2. On s'attend à ce que les pertes ou manques dans la petite caisse ou les avances permanentes soient normalement recouverts de l'employé à moins :

8. 1. 6. 2. 1. qu'il n'y ait des preuves matérielles de vol, comme une introduction forcée;

8. 1. 6. 2. 2. que les modalités établies soient respectées et que le comptant soit en sûreté;

8. 1. 6. 2. 3. qu'aucun acte ou omission du conservateur n'ait contribué à la perte.

8. 1. 7. Le recouvrement d'une perte d'argent autre qu'une avance comptable peut être remis dans les conditions suivantes :

8. 1. 7. 1. Justice Canada est d'avis qu'un recouvrement n'est pas justifié; ou

8. 1. 7. 2. le ministre de la Sécurité publique autorise que la perte soit portée au crédit de la GRC.

## 8. 2. **Chef**

8. 2. 1. À l'annonce par un membre ou à la découverte d'une perte d'argent pendant que celui-ci était sous la responsabilité de la GRC :

8. 2. 1. 1. procéder à l'enquête requise dans les circonstances, p. ex. en cas d'effraction dans un bureau de détachement, en cas de vol;

8. 2. 1. 2. signaler immédiatement la perte par la filière habituelle au c. div.;

8. 2. 1. 3. fournir le plus de renseignements possible sur la perte. Voir [l'art. 8.1.3.](#)

8. 2. 2. Si le chef détermine que la perte a été causée par les actes d'un employé, voir [l'art. 8.1.6.](#) , il doit recouvrer la perte de la personne concernée.

8. 2. 3. Énoncer dans un rapport les résultats de son enquête et toute mesure prise pour le recouvrement de la somme perdue et le présenter par la filière habituelle au c. div.

### 8. 3. Commandant divisionnaire

8. 3. 1. Présenter un rapport préliminaire à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. de la Section du contrôle financier aussitôt qu'il est établi qu'une perte d'argent est survenue.

8. 3. 1. 1. S'il y a lieu, présenter un rapport supplémentaire.

8. 3. 1. 2. Présenter un rapport final à la conclusion de l'affaire.

8. 3. 2. Comme les pertes d'argent sont toutes différentes, chaque incident peut exiger l'application de techniques d'enquête diverses ou la nomination d'un enquêteur interne, suivant la complexité ou la gravité de l'affaire en cause.

8. 3. 2. 1. Demander l'avis et les conseils de Justice Canada :

8. 3. 2. 1. 1. dans les cas possibles de vol, de fraude, d'infraction ou d'acte illégal, et

8. 3. 2. 1. 2. lorsque la responsabilité d'un employé est mise en doute relativement au recouvrement de la perte. Voir [l'art. 8.1.6.](#)

8. 3. 3. Si l'enquête et les renseignements recueillis indiquent que l'employé est responsable de la perte d'argent, présenter une réclamation pour recouvrer la somme perdue de l'employé. Voir [l'art. VIII.2.M.](#)

8. 3. 4. Si Justice Canada est d'avis qu'un recouvrement n'est pas justifié, énoncer dans un rapport les détails de l'affaire tel qu'indiqué aux [art. 8.3.1.](#) et [8.3.3.](#) ainsi que sa recommandation et ses commentaires à l'intention du Commissaire et du ministre de la Sécurité publique.

### Références

- Chapitre [VIII.2.](#), Réclamations déposées par ou contre la Couronne
- Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor du Canada
- *Manuel du Conseil du Trésor*, Module - Gestion des programmes et fonction de contrôleur, chap. 4-7

## ANNEXE B.7 - MANUEL DE L'INFORMATIQUE, PARTIE III - INFORMATIQUE

### 1. NORMES SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

#### ANNEXE III-1-2 CONTRAINTES D'USAGE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DE LA GRC

##### 1. Définitions

1. Le contrôle englobe toutes les mesures de visualisation, d'enregistrement et d'analyse subséquente de l'activité des utilisateurs autorisés dans les systèmes de GI/TI de la GRC ou de l'utilisation de tel systèmes ainsi que d'établissement de rapports sur une telle activité ou utilisation. Il peut comprendre l'enregistrement des comptes des utilisateurs, des activités des utilisateurs, du volume d'utilisation, des sites visités, de l'information téléchargée et des ressources informatiques utilisées pour une analyse régulière du volume d'échange d'information sur les réseaux, des habitudes d'utilisation et des sites visités par certains groupes de travail ou certaines personnes, ou le fait de donner suite à un subpoena ou à tout autre processus judiciaire. L'information enregistrée et analysée ne comprend normalement pas le contenu du courrier électronique, des fichiers de données et des transmissions d'utilisateurs particuliers, mais il peut nécessiter la collecte de renseignements personnels sur certains utilisateurs et l'établissement de rapports qui comprennent des renseignements personnels afin de déterminer si une activité illégale ou inacceptable a eu lieu.

2. **Les examens de conformité de la sécurité des systèmes d'information** désignent le Programme d'examen de conformité de la sécurité des systèmes d'information de la GRC. Le programme vise à s'assurer que les employés de la GRC respectent la politique de la GRC, la politique de Gestion de la sécurité des technologies de l'information du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et les mesures de sécurité concernant la protection des renseignements de nature délicate. Les examens consistent à vérifier au hasard les serveurs ou l'information contenue dans les disques durs des postes de travail des employés. Les examens permettent à la GRC d'évaluer la sécurité de la TI et de remédier aux lacunes.

##### 2. Généralités

1. Le matériel, le logiciel et les systèmes de gestion de l'information (GI) et de technologie de l'information (TI) de la GRC, p. ex. les ordinateurs portatifs, les ordinateurs de bureau, le gros ordinateur, les réseaux, le courrier électronique, ont pour but de soutenir les activités administratives et opérationnelles de la GRC ainsi que les activités officielles des Services nationaux de police (SNP).

2. L'utilisation des systèmes de GI/TI de la GRC est limitée aux employés de la GRC, aux organismes autorisés et à leurs agents qui travaillent au nom de la GRC et aux organismes autorisés et à leurs agents encadrés par les SNP.

3. L'accès aux systèmes de GI/TI de la GRC est limité aux activités administratives et opérationnelles de la GRC et des SNP et aux fonctions spécialement conçues pour ces systèmes.

4. L'utilisation des systèmes de GI/TI de la GRC à des fins personnelles, de loisir personnel ou illégales ou pour le stockage de renseignements non liés au travail est interdit.

5. Les organismes extérieurs qui utilisent les systèmes de GI/TI de la GRC sont responsables des actes de leurs employés et de toute autre personne qui agit en leur nom.

6. La GRC contrôle l'utilisation des systèmes de GI/TI de la GRC et effectue des examens de conformité afin de s'assurer que les directives du gouvernement et de la GRC en matière de sécurité sont respectées et convenablement utilisées et que l'intégrité des systèmes est préservée. La GRC contrôle au hasard l'utilisation courante et l'utilisation individuelle des réseaux.

7. Tous les logiciels et le matériel utilisés dans les systèmes de GI/TI de la GRC ou qui y sont connectés doivent être approuvés par l'agent régional de l'informatique (ARO) ou son représentant. Un logiciel ne peut être téléchargé de l'Internet par le personnel autorisé que s'il est lié au travail et qu'il a été approuvé par l'ARO ou son représentant. Tous les logiciels et le matériel doivent être configurés en fonction des normes nationales de la GRC.

8. Avant qu'ils soient utilisés dans un système de GI/TI de la GRC, tous les fichiers contenus dans un support externe, p. ex. une disquette, un CD, un bâtonnet de mémoire USB, doivent être balayés par un détecteur de virus approuvé par l'agent de sécurité pour le ministère (ASM), afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus.

9. Les utilisateurs d'ordinateurs portatifs doivent en assurer la protection ainsi que des données qu'ils contiennent. Les utilisateurs qui voyagent à l'extérieur de l'Amérique du Nord doivent chiffrer le disque dur de leur ordinateur portatif au moyen du logiciel de chiffrement approuvé par l'ASM.

10. Les jetons USB qui contiennent les clés de chiffrement de l'utilisateur ne doivent pas être laissés sans surveillance au poste de travail. Lorsque le jeton est inutilisé, on doit le mettre sous clé dans un contenant approuvé ou le conserver sur soi. Communiquer avec la Sect. de la sécurité matérielle, SDSM pour obtenir les spécifications du contenant. Communiquer immédiatement avec le Bureau d'assistance en cas de perte ou de vol du jeton.

### **3. Systèmes de la GRC et des SNP**

1. Seuls les ordinateurs de bureau et les ordinateurs portatifs approuvés par l'ARI ou son représentant peuvent être connectés aux systèmes de GI/TI de la GRC.

1. Lorsqu'un ordinateur de bureau est relié au réseau, on ne doit pas le déplacer ailleurs. Toutes les demandes de déplacement doivent être présentées à l'administrateur RL ou au Bureau d'assistance.

2. L'utilisateur ne doit pas modifier la configuration du poste de travail. Toutes les demandes de modification des configurations doivent être présentées à l'administrateur RL ou au Bureau d'assistance.

2. L'administrateur RL ou un employé ayant obtenu l'autorisation de l'ARI ou de son représentant installe les logiciels dans les systèmes de GI/TI de la GRC.

3. La configuration normalisée des systèmes de GI/TI de la GRC permet de stocker et de transmettre les données allant jusqu'au niveau Protégé A. Il faut avoir recours au chiffrement approuvé pour stocker ou transmettre les données Protégé B. Les données de cote supérieure doivent être traitées au moyen d'un système de sécurité de la GI/TI approuvé.

4. On doit attribuer aux données sauvegardées sur le matériel amovible, p. ex. disque souple, disque dur amovible, disque optique, bâtonnet de mémoire USB, le niveau de la nature délicate le plus élevé de ces données. L'employé doit avoir recours au chiffrement approuvé ou à la sécurité matérielle, ou aux deux. On doit étiqueter les supports d'information selon le niveau le plus élevé des données qu'ils contiennent.

5. Les logiciels des systèmes de GI/TI de la GRC sont couverts par le Programme de concession de licences de la GRC. Toute copie non autorisée des programmes logiciels peut donner lieu à des poursuites, conformément à la [Loi sur le droit d'auteur](#). Il est interdit d'utiliser des logiciels non brevetés dans les systèmes de GI/TI de la GRC.

6. Il incombe à l'utilisateur d'effectuer des copies de sauvegarde des données stockées sur les postes de travail locaux. Il convient d'utiliser un dispositif amovible pour y sauvegarder les données.

7. Le système ROSS ne doit pas remplacer le système des dossiers de la GRC. Toutes données satisfaisant aux critères précisés dans le chap. [IV.1. du MI](#) au sujet des **documents** doivent être classées dans un dossier officiel de la GRC. Il incombe à l'utilisateur d'éliminer les données superflues des lecteurs communs ou personnels du système ROSS.

8. Le système de courrier électronique de la GRC (GroupWise) sert uniquement à transmettre le courrier électronique. Tout message électronique satisfaisant aux critères précisés dans le chap. [IV.1. du MI](#) doit être classé dans un dossier officiel de la GRC. Le système conservera ces messages pour une période maximale de 90 jours. L'utilisateur qui désire conserver ses messages de plus de 90 jours peut les stocker (archiver) sur son disque dur local, conformément à l'art. [3.6.](#)

9. Lorsqu'on utilise le courrier électronique sur les systèmes de GI/TI de la GRC :

1. Si on s'absente durant une période pouvant aller jusqu'à trois mois, désigner un mandataire afin de prendre connaissance de ses messages et d'y donner suite ou de les transmettre à une autre personne pour qu'elle y donne suite.

2. Si on s'absente pendant plus de trois mois, créer une règle pour avoir une réponse automatique aux messages électroniques et désigner un mandataire afin de prendre connaissance de ses messages et d'y donner suite ou de les transmettre à une autre personne pour qu'elle y donne suite.

3. Faire attention en activant la fonction de réponse automatique (règle). Une erreur peut paralyser le système local. Communiquer avec le Bureau d'assistance pour obtenir l'aide nécessaire.

4. Les pièces jointes de plus de 100 Ko ne doivent être envoyées que durant les heures de faible encombrement, après 15 heures (heure locale). Ces messages, y compris les pièces jointes, ne doivent pas dépasser 5 Mo.

10. Les avis d'absence :

1. doivent être dans les deux langues officielles lorsque le profil linguistique du poste l'exige, conformément à la Directive sur l'utilisation des langues officielles dans les communications électroniques;

2. doivent contenir très peu de détails sur les circonstances et le titre du poste;

3. doivent fournir le nom d'une autre personne-ressource au sein de l'organisme pour répondre aux demandes de renseignements;

4. ne doivent pas contenir le message original, des renseignements de nature délicate et des pièces jointes.

11. Lorsqu'on s'absente de son poste de travail pendant moins de quatre heures :



1. Verrouiller le poste de travail, c.-à-d. Ctrl + Alt + Delete, suivi de la touche Enter.
2. Régler l'économiseur d'écran et l'option Mot de passe de façon à ce qu'ils se déclenchent après dix minutes d'inactivité.
12. On doit fermer les systèmes de GI/TI de la GRC si on quitte son poste de travail pendant plus de quatre heures.

#### 4. **Courrier électronique externe (Internet)**

1. Ne pas transmettre de renseignements protégés sur des systèmes autres que les systèmes de chiffrement approuvés par l'ASM. La transmission de renseignements classifiés ou Protégé C par le courrier électronique externe est interdit.
2. Les messages avec annexes envoyés sur l'Internet sont limités à 5 Mo.
3. Ne pas donner suite à des demandes officielles sans vérifier l'identité de l'auteur de la demande et la validité de cette dernière.
4. L'accès aux sites de courrier Internet, p. ex. Hot Mail, messagerie instantanée, à partir des systèmes de GI/TI de la GRC est interdit. Utiliser son compte GroupWise pour tout le courrier électronique interne et externe.
5. Afin de réduire le risque de recevoir des messages non sollicités (pourriel), être prudent lorsqu'on divulgue son adresse électronique.

#### 5. **Utilisation des réseaux privés virtuels (VPN)**

1. Utiliser la configuration approuvée par le DPI.
2. Dans les immeubles de la GRC (zone des opérations ou zone supérieure), terminer la séance VPN si on prévoit laisser le poste de travail sans surveillance pendant plus d'une heure.
3. Dans tout autre lieu (p. ex. maison, chambre d'hôtel), terminer la séance VPN immédiatement lorsque le poste de travail est laissé sans surveillance.
4. Être conscient du fait que son poste de travail est en direct et vulnérable sur l'Internet jusqu'à ce qu'on commence la séance VPN et immédiatement après avoir terminé la séance VPN. Débrancher physiquement son poste de travail de l'Internet lorsqu'on ne l'utilise pas.

#### 6. **Accès Internet (autre que le courrier électronique)**

1. L'accès aux services Internet ne doit se faire qu'au moyen :
  1. de postes de travail autonomes par l'entremise d'un fournisseur de service Internet;
  2. de réseaux privés approuvés par l'ASM qui ne sont interconnectés à aucun autre réseau de la GRC;
  3. de postes disques durs amovibles approuvés où un disque dur est utilisé exclusivement pour l'accès Internet et les renseignements non sensibles;
  4. de postes de travail configurés par la GRC et utilisant l'Intranet de la GRC (InfoWeb).

2. La diffusion des informations de la GRC, y compris les photographies, sur tout site Internet doit être approuvée par le niveau de gestion précisé dans les manuels de la GRC ou, en l'absence de telles politiques, par le niveau de gestion responsable de la création de ces informations. Les renseignements liés à la GRC ne doivent pas être communiqués en ligne dans des lieux tels que les bavardoirs et les blogues (carnets Web).

3. Seuls les renseignements non sensibles peuvent être transmis en texte clair sur le réseau Internet. Les renseignements protégés ou classifiés ne doivent être transmis qu'au moyen de systèmes de chiffrement approuvés par l'ASM.

### Reconnaissance des responsabilités

J'ai lu les contraintes d'usage des technologies de l'information de la GRC et j'accepte de m'y conformer.

|                                    |  |
|------------------------------------|--|
| Employé :                          | Témoin (superviseur ou gestionnaire) : |
| Signature : _____                  | Signature : _____                      |
| Nom (en caractères d'imprimerie) : | Nom (en caractères d'imprimerie) :     |
| _____                              | _____                                  |
| Date : _____                       | Date : _____                           |
| AAAA-MM-JJ                         | AAAA-MM-JJ                             |

(une fois signé, classer avec la formule [2871](#))

## ANNEXE C

### ATTESTATION DU POLICIER OU DE LA POLICIÈRE DÉTACHÉ(E)

Prénom et Nom du policier ou de la policière détaché(e) \_\_\_\_\_

Grade / Rang : \_\_\_\_\_

Date de début du détachement : \_\_\_\_\_

Date de fin du détachement : \_\_\_\_\_

Fonctions au sein de l'UMECO de la GRC : \_\_\_\_\_ (voir Annexe A)

Lieu du détachement : \_\_\_\_\_

#### ATTESTATION DU POLICIER OU DE LA POLICIÈRE DÉTACHÉ(E) :

J'ai lu et je comprends l'objet et les modalités du présent protocole relatif à l'affectation d'un policier du SPVM à l'UMECO de la GRC dans le cadre du Prêt de service, intervenu entre la Ville de Montréal et ce dernier, incluant ce qui est prévu à ses Annexes et j'accepte de m'y conformer.

J'accepte d'être détaché(e) à l'UMECO de la GRC, d'y exercer les fonctions prévues pour la durée mentionnée plus haut et de respecter les conditions et modalités énoncées dans le protocole d'entente. Je comprends que mon affectation peut être résiliée par le SPVM et la GRC, conformément aux modalités du protocole d'entente. Je comprends que mon détachement peut être résilié par le SPVM et la GRC, conformément aux modalités de l'Entente, sans que cela ne constitue une terminaison d'emploi, une réduction de traitement, une destitution ou un congédiement donnant notamment droit aux modalités en matière de cessation d'emploi.

J'accepte de me conformer aux politiques, méthodes et procédures applicables au sein de la Ville et de la GRC, selon les modalités prévues au présent protocole.

Signé à \_\_\_\_\_, province de Québec, le \_\_\_\_\_ 2020.

\_\_\_\_\_  
(Grade, Prénom, Nom)  
Service de police de la Ville de Montréal

Signé à \_\_\_\_\_, province de Québec, le \_\_\_\_\_ 2020.

\_\_\_\_\_  
(Prénom et Nom)  
Directeur  
Service de police de la Ville de Montréal

**Dossier # : 1205326001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -  |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un (1) policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (UMECO) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), aux frais du SPVM, pour une durée de trois (3) ans, soit du 30 septembre 2019 au 29 septembre 2022. Autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GD1205326001 UMECO.xls](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie GUIMOND  
Agent comptable analyste  
**Tél : 514-280-3776**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-03-03

Line DESJARDINS  
Chef d'équipe  
**Tél : 514 280-2192**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**



(1)

**Dossier # : 1203012001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'expérience citoyenne et des communications ,<br>Direction , -  |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Parc Jean-Drapeau   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver l'addenda prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020, le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau à la Société du parc Jean-Drapeau, afin de les accompagner dans l'élaboration d'un plan stratégique pour la Société du Parc Jean-Drapeau |

Il est recommandé :

1. d'approuver l'addenda prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020, le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau à la Société du parc Jean-Drapeau, afin de les accompagner dans l'élaboration d'un plan stratégique pour la Société du Parc Jean-Drapeau;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2020-05-25 11:51

**Signataire :**

Alain DUFORT

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1203012001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction , -   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>       | Conseil d'agglomération   |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>       | Parc Jean-Drapeau   |
| <b>Projet :</b>                           | -   |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver l'addenda prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020, le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau à la Société du parc Jean-Drapeau, afin de les accompagner dans l'élaboration d'un plan stratégique pour la Société du Parc Jean-Drapeau |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Un protocole d'entente, prévoyant le prêt de services de madame Martine Primeau à la Société du Parc Jean-Drapeau, a été approuvé par le conseil d'agglomération le 30 mars 2017 (Résolution CG17 0122). Ce protocole était prévu pour la durée du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2019.

Par la suite, un addenda fut approuvé par le conseil d'agglomération le 27 février 2020 (Résolution: CG20 0097), pour permettre la prolongation du prêt de services pour une durée de trois (3) mois soit, du 1er janvier 2020 au 31 mars 2020. Maintenant, il y a lieu de le prolonger de six (6) mois jusqu'au 30 septembre 2020 par addenda.

Afin de les aider à les accompagner dans l'élaboration d'un plan stratégique pour la Société du Parc Jean-Drapeau, il avait été entendu, pour l'année 2016 d'assigner temporairement Mme Martine Primeau, cadre sur mandats au Service des communications à la Société du Parc Jean-Drapeau (SDPJD). Ces principaux mandats étaient de :

- Revoir les plans directeur du parc Jean-Drapeau afin d'en faire ressortir les convergences;
- Coordonner la mise en place du nouveau Plan directeur du PJD;
- Préparer une grille d'évaluation pour l'analyse de projets ad-hoc;
- Participer au développement des projets structurants de la SDPJD ainsi que préparer les demandes de partenariat.

Ainsi, dans le but de poursuivre ces différents dossiers, il a été décidé entre les parties que Mme Primeau poursuivrait les mandats déjà amorcés depuis l'année 2017 jusqu'au 30 septembre 2020.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG20 0097 - 27 février 2020 - Approuver le projet d'addenda prolongeant jusqu'au 31 mars 2020, le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau à la Société du parc Jean-Drapeau (GDD 1193012001).

CG17 0122 - 30 mars 2017 - Approuver un projet de protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, afin de continuer les travaux entamés en 2016 lors de son assignation temporaire (GDD 1163423001).

## **DESCRIPTION**

Approuver l'addenda, dans le but de prolonger pour une période de six (6) mois à partir du 1er avril 2020, le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de madame Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau, afin de continuer les travaux entamés en 2016 lors de son assignation temporaire. Cette prolongation relève de la compétence du Conseil d'agglomération.

## **JUSTIFICATION**

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Depuis 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'employée a été transférée dans l'unité corporative des prêts d'employés avec remboursement (centre de responsabilité 202046, unité 60-08-62) et elle sera maintenue dans cette unité pendant la période de prolongation du prêt jusqu'au 30 septembre 2020. Le revenu rattaché à ce prêt d'employé sera enregistré mensuellement au Service des ressources humaines.

Le remboursement du salaire de Mme Primeau se fera par paiement mensuel de facture provenant de la Société du parc Jean-Drapeau, équivalent à 50% du salaire de l'employé qui fera l'objet de l'indexation annuelle équivalente à l'augmentation économique consentie aux cadres, majoré de 32,1 % (art. 109, chapitre VIII Prêt de personnel- Règlement des tarifs 2020).

En conformité avec l'encadrement administratif C-RF-SFIN-P-16-005 / volet 5.4 Transaction avec organismes ayant un statut particulier, aucune taxe sur les produits et services ne sera appliquée.

La rémunération annuelle de Mme Primeau indexée de 32.1% s'élève à 173 736,57 \$ ( soit: salaire 2019 de 123 492\$ plus l'augmentation économique de cadres pour l'année 2020 de 8 026.98\$, pour un total de 131 518.98\$ auquel nous ajoutons l'indexation de 32.1% soit 42 217.59\$) . Vu que le prêt total pour l'année 2020 sera de 9 mois, le montant afférent à cette période, soit 130 302,43\$ sera partagé à part égale entre la Ville de Montréal et la Société Parc Jean-Drapeau. Donc, le montant de remboursement que la Société Parc Jean Drapeau versera à la Ville est estimé à 65 151,21\$.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

## **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karine MARTEL)

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Viorica ZAUER)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Catherine DUVAL, Service des ressources humaines

Lecture :

Catherine DUVAL, 21 mai 2020

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine DUVAL  
Conseillère en ressources humaines

**Tél :** 514 872-7276

**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Josée BÉDARD  
Directrice

**Tél :**

**Télécop. :**

Le : 2020-05-20

514 872-5141



**Dossier # : 1203012001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction , -   |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver l'addenda prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020, le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau à la Société du parc Jean-Drapeau, afin de les accompagner dans l'élaboration d'un plan stratégique pour la Société du Parc Jean-Drapeau |

### **SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

### **COMMENTAIRES**

Cette intervention vise à confirmer la validité de l'addenda quant à sa forme et son contenu.

---

### **FICHIERS JOINTS**



[Addenda.doc](#)

---

### **RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Karine MARTEL  
Avocate en droit du travail  
**Tél : 514-872-1319**

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-22

Audrey LÉVESQUE  
Chef de division  
**Tél : 514-872-1437**  
**Division : Droit du travail**

**ADDENDA**  
**au protocole d'entente**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux fins des présentes par monsieur Yves Saindon, greffier dûment autorisé par la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

**ET :** **SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU**, ayant son siège social au Pavillon du Canada au 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal, Québec, H3C 1A9, agissant et représentée par monsieur Ronald Cyr, directeur général;

Ci-après appelée la « **SDPJD** »

**ET :** **MARTINE PRIMEAU**, cadre en réaffectation au Service de l'expérience citoyenne et des communications;

Ci-après appelée l' « **EMPLOYÉE** »

**ATTENDU** qu'un protocole d'entente prévoyant le prêt de services de l'Employée à la SDPDJ a été approuvé par le conseil d'agglomération le 30 mars 2017 (Résolution CG17 0122) (ci-après « le Protocole d'entente »);

**ATTENDU** que les parties ont, par addenda, prolongé le Protocole d'entente pour le prêt de services de l'Employée pour une période additionnelle de trois (3) mois, soit du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2020 (Résolution : CG20 0097);

**ATTENDU** que la SDPJD a manifesté le désir de prolonger à nouveau le Protocole d'entente pour le prêt de services de l'Employée pour une période de six (6) mois;

**ATTENDU** que la Ville entend répondre favorablement à cette demande et que l'Employée y consent.



**Dossier # : 1203012001**

|   |   |
|---|---|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de l'expérience citoyenne et des communications ,<br>Direction , -  |
| <b>Objet :</b>                            | Approuver l'addenda prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020, le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau à la Société du parc Jean-Drapeau, afin de les accompagner dans l'élaboration d'un plan stratégique pour la Société du Parc Jean-Drapeau |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GDD 1203012001 - Martine Primeau addenda sept.xlsx](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Viorica ZAUER  
Conseillère budgétaire  
**Tél : 514 872-4674**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-05-22

Michelle DE GRAND-MAISON  
Professionnelle -Chef d'équipe  
**Tél : 514 872-7512**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**



**Dossier # : 1195326005**

|  |  |
|--|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération  |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Services de police et sécurité incendie  |
| <b>Projet :</b>  | -  |
| <b>Objet :</b>   | Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum d'un (1) policier au CCPM de la GRC, aux frais du SPVM, pour une période de trois (3) ans, à compter du 30 septembre 2019, et ce, jusqu'au 29 septembre 2022; et autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de détachement. |

Il est recommandé de :

1. autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum d'un (1) policier au CCPM de la GRC, aux frais du SPVM, et ce, pour une période de trois (3) ans, à compter du 30 septembre 2019;
2. autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de détachement;
3. imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-06 11:53

**Signataire :**

Serge LAMONTAGNE

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1195326005**

|  |  |
|--|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -   |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération  |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Services de police et sécurité incendie  |
| <b>Projet :</b>  | -  |
| <b>Objet :</b>   | Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum d'un (1) policier au CCPM de la GRC, aux frais du SPVM, pour une période de trois (3) ans, à compter du 30 septembre 2019, et ce, jusqu'au 29 septembre 2022; et autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de détachement. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Centre de coordination provincial contre la menace (CCPM) est une unité du Service divisionnaire du renseignement criminel (SDRC) de la Division C de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Créé en 2015, le CCPM est le point de chute de toutes informations touchant la sécurité nationale. Le CCPM se définit comme un groupe de plusieurs services policiers, dont le SPVM, qui, tout en maintenant leur autonomie, acceptent de mettre en commun leurs efforts quant au traitement de l'information en matière de menace terroriste et extrémiste au Québec.

Le présent dossier vise à autoriser rétroactivement le prêt de service d'une ressource policière du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au CCPM, pour une période de trois (3) ans, soit du 30 septembre 2019 au 29 septembre 2022. L'agent prêté agira comme enquêteur de la police fédérale.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Ne s'applique pas.

**DESCRIPTION**

La sécurité nationale nécessite une intervention intégrée afin de déceler et de contrer rapidement toute menace à la sécurité nationale et publique. Pour de nombreux pays, y compris le Canada, la réalité du terrorisme a fait ressortir l'importance d'accroître

l'intégration des ressources et l'échange de renseignements.

Les agents de renseignements qui travaillent au CCPM de la GRC reçoivent et trient l'information provenant tant du public que des partenaires en matière de menaces relatives :

- au terrorisme;
- aux personnalités politiques et publiques sous protection fédérale (Premier ministre, Gouverneur général, juges de la Cour suprême);
- aux ambassades, consulats et leur personnel diplomatique;
- aux infrastructures essentielles;
- aux antécédents des migrants irréguliers;
- aux demandes de vérifications d'antécédents sur les personnes qui seront nommées dans de hauts postes de la fonction publique ou du gouvernement fédéral à la demande du Conseil privé.

Le CCPM est composé de 10 agents de renseignements, dont un du SPVM, et un de la Sûreté du Québec (SQ).

## **JUSTIFICATION**

En vertu des niveaux de service définis par la Loi sur la police, la gestion policière d'événements terroristes au Québec relève du SPVM sur son territoire et de la SQ pour le reste du territoire québécois. Ces responsabilités s'exercent de concert avec les autorités fédérales concernées, dont la GRC, avec lesquelles les organisations policières québécoises collaborent étroitement.

En effet, depuis février 2015, la GRC sollicite la participation du SPVM au CCPM et celle-ci désire poursuivre cette collaboration avec le SPVM.

Notons que, comme mentionné dans le dossier décisionnel 1175326002 dûment autorisé par le Conseil d'agglomération par la résolution CM19 0039, le prêt de service au CCPM était couvert depuis février 2015 par l'entente relative au prêt de service à l'Équipe intégrée relative à la sécurité nationale (EISN) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Aussi, à partir d'avril 2019, il a été entendu par la GRC, SQ et le SPVM que tous les policiers prêtés à la GRC dans le cadre de la structure de gestion policière contre le terrorisme (SGPCT) devraient être au frais de leurs organisations respectives.

Le partenariat entre la GRC et le SPVM est indispensable. En effet, par la mise en commun des ressources fédérales, provinciales et municipales, notamment, par la GRC, la SQ et le SPVM, les membres du CCPM sont en mesure de mieux cibler et contrer l'activité criminelle des groupes terroristes.

Aussi, en assurant, une participation active au CCPM, le SPVM développe ses capacités de collecte, d'échange et d'analyse de renseignements en matière de terrorisme.

Finalement, il faut préciser que les démarches de validation de l'entente ont occasionné un retard dans le traitement du présent dossier décisionnel.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le SPVM assume l'ensemble des coûts reliés au prêt de service de la ressource policière au CCPM pour la période allant du 30 septembre 2019 jusqu'au 29 septembre 2022.

Les crédits budgétaires sont prévus dans les budgets de fonctionnement. Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Les crédits requis pour les années subséquentes seront priorisés lors de la confection des budgets.

Le présent dossier relève de l'autorité décisionnelle du conseil d'agglomération considérant les dépenses occasionnées en vertu de l'entente de détachement.

La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

#### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas.

#### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne s'applique pas.

#### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ne s'applique.

#### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

#### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Ne s'applique pas.

#### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

#### **VALIDATION**

##### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Thi Ly PHUNG)

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karine MARTEL)

---

##### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

##### **Parties prenantes**

Claudia BLOUIN, Service des ressources humaines



Lecture :

Claudia BLOUIN, 9 janvier 2020

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Stavroula ARVANITIS  
Lieutenant

**Tél :** 514 280-2975  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-01-06

Francesco SECONDI  
Directeur adjoint (int)

**Tél :** 514 280-6719  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sylvain CARON  
Directeur

**Tél :** 514-280-2005  
**Approuvé le :** 2020-05-05

**Dossier # : 1195326005**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -   |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum d'un (1) policier au CCPM de la GRC, aux frais du SPVM, pour une période de trois (3) ans, à compter du 30 septembre 2019, et ce, jusqu'au 29 septembre 2022; et autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de détachement. |

### SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

### COMMENTAIRES

Cette intervention vise à confirmer la validité de l'Entente de détachement quant à sa forme et son contenu.

Cette entente étant conclue entre une corporation municipale et le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministères ou organismes et constituant un acte de gestion courante pour le louage de personnel, il est exclu, en vertu du Décret A.C. 831-76 modifié par l'A.C. 2106-79, de l'application de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, RLRQ c. M-30 qui prévoit l'obligation d'obtenir une autorisation préalable du gouvernement du Québec.

---

### FICHIERS JOINTS



[Entente détachement\\_SDRC-CCPM\\_SPVM\\_FINAL\(v2\).pdf](#)

---

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karine MARTEL  
Avocate en droit du travail  
**Tél : 514-872-1319**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-04-22

Audrey LÉVESQUE  
Chef de division  
**Tél : 514-872-1437**  
**Division : Droit du travail**

**ENTENTE DE DÉTACHEMENT**

**ENTRE**

**LA VILLE DE MONTRÉAL  
REPRÉSENTÉE PAR  
LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL  
(ci-après « SPVM »)**

**ET**

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA,  
REPRÉSENTÉE PAR  
LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA  
(ci-après « GRC »)**

**CONCERNANT LE**

**DÉTACHEMENT D'UN EMPLOYÉ DU SPVM**

**AU**

**AU CENTRE DE COORDINATION PROVINCIAL CONTRE LA MENACE (CCPM)  
DU SDRC DE LA DIVISION C DE LA GRC**

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| 1. BUT ET OBJECTIFS   | 4  |
| 2. AUTORISATION   | 4  |
| 3. STATUT DE L'EMPLOYÉ EN DÉTACHEMENT   | 4  |
| 4. FONCTIONS DE L'EMPLOYÉ EN DÉTACHEMENT  | 5  |
| 5. CONGÉS ET RAPPORTS D'ÉVALUATION  | 7  |
| 6. INSTALLATIONS, SOUTIEN ADMINISTRATIF ET ÉQUIPEMENT   | 7  |
| 7. UTILISATION DES VÉHICULES DE POLICE  | 8  |
| 8. DISPOSITIONS FINANCIÈRES   | 8  |
| 9. INDEMNISATION  | 9  |
| 10. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL  | 10 |
| 11. SÉCURITÉ  | 10 |
| 12. UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS  | 11 |
| 13. SIGNALEMENT DES INCIDENTS OU DEMANDES D'INFORMATIONS  | 11 |
| 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE  | 12 |
| 15. REPRÉSENTANTS   | 12 |
| 16. SUIVI   | 12 |
| 17. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS  | 13 |
| 18. DÉSIGNATION AUX TERMES DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION   | 13 |
| 19. DURÉE ET RÉILIATION   | 13 |
| 20. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE  | 14 |
| 21. SIGNATURES  | 15 |
| <br>  |    |
| Annexe A – Titre du poste et description des fonctions  | 16 |
| <br>  |    |
| Annexe B – POLITIQUES DE LA GRC CONCERNANT LES ENQUÊTES CRIMINELLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ NATIONALE ET DIRECTIVES MINISTÉRIELLES              | 17 |
| <br>  |    |
| Annexe B.1 – Manuel des opérations de la GRC, partie 12 – Sécurité nationale  | 17 |
| <br>  |    |
| Ann. 12 – Généralités-1 – Instruction du ministre – Sécurité nationale<br>– Responsabilité et obligation de rendre compte                       | 20 |
| <br>  |    |
| Ann. 12 – Généralités-2 – Instruction du ministre<br>– Accords et coopération reliés à la sécurité nationale                                    | 21 |
| <br>  |    |
| Ann. 12 – Généralités-3 – Instruction du ministre – Enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales | 22 |
| <br>  |    |
| 12.1 Signalement des incidents  | 22 |
| <br>  |    |
| 12.2 Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale   | 24 |
| <br>  |    |
| Ann. 12-2-1 - Investigations (article 83.28 du C. cr.)  | 32 |

|  |    |
|--|----|
| Ann. 12-2-2 - Engagement assorti de conditions - Arrestation préventive (article 83.3 du C.cr.)  | 34 |
| 12.3. Échange, traitement et communication ou diffusion des renseignements   | 36 |
| 12.4. Relations avec les médias/communications et exposés/notes de synthèse  | 41 |
| 12.5. Présentations, conférences, réunions de planification des activités, ateliers et formation   | 42 |
| 12.6. Financement des activités terroristes  | 42 |
| 12.7. Demandes d'aide provenant d'organismes étrangers   | 44 |
| 12.8. [omis]   | 45 |
| 12.9. Ententes de la Police fédérale   | 45 |
| 12.10. Évaluation des menaces et renseignements relatifs à la protection   | 46 |
| Ann. 12-10-1 - Documents relatifs aux menaces  | 52 |
| Ann. 12-10-2 – Catégories des niveaux de menace  | 52 |
| Ann. 12-10-3 – Mises en garde  | 55 |
| Ann. 12-10-4 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à certaines charges publiques   | 57 |
| Ann. 12-10-5 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à des postes de juge visés par la loi sur les juges                                     | 62 |
| 12.11. Gestion de l'information obtenue de sources humaines  | 64 |
| Annexe B.2 – Manuels des opérations de la GRC - Partie 5 – Sécurité routière<br>- 5.4 Conduite d'un véhicule prioritaire (poursuites)  | 66 |
| Annexe B.3 – Manuel d'administration de la GRC - Partie XI – Sécurité - 1. Sécurité organisationnelle et administrative - N – Communication de renseignements classifiés ou protégés                 | 71 |
| Annexe B.4 – Manuel de la sécurité de la GRC – Partie 1 – Sécurité du personnel<br>- 15. Directives relatives à la loi sur la protection de l'information  | 72 |
| Annexe B.5 – Manuel de la gestion de l'actif – Chapitre 6.4 – Appareils de communication sans fil  | 75 |
| Annexe B.6 – Manuel d'administration – Partie VIII – Questions juridiques<br>– 1. Perte, endommagement ou vol de biens appartenant à la GRC, loués par elle ou confiés à ses soins                   | 78 |
| Annexe B.7 – Manuel de l'informatique – Partie III – Informatique – 1. Normes sur la technologie de l'information - Annexe III-1-2 – Contraintes d'usage des technologies de l'information de la GRC | 88 |
| Annexe C – Attestation de l'employé(e) détaché(e)  | 93 |

## 1. BUT ET OBJECTIFS

- 1.1. La présente Entente de détachement vise à énoncer les droits et les obligations du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) et de la Division C de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) à l'égard du détachement d'un maximum d'un employé(e) du SPVM au Centre de coordination provincial contre la menace (CCPM) du Service divisionnaire du renseignement criminel de la GRC (SDRC), à Montréal, Québec (ci-après « employé(e) en détachement »). Le SPVM et la GRC conviennent que la présente Entente est une entente-cadre pour ce détachement. Chaque détachement sera finalisé par la signature d'une Annexe C par l'employé(e). L'Annexe C est réputée faire partie de la présente Entente.
- 1.2. Les objectifs de la présente Entente sont les suivants :
- améliorer la compréhension mutuelle du mandat, des responsabilités et des pratiques d'enquête de chaque organisme et tirer mutuellement profit des aptitudes, de l'expertise, des connaissances et des compétences de chacun d'eux.
  - promouvoir un partenariat avec des services locaux d'application de la loi afin d'assurer une réponse coordonnée aux menaces à la sécurité nationale.

## 2. AUTORISATION

- 2.1. La présente Entente est conclue par le directeur du SPVM, sous réserve de l'autorisation de l'autorité compétente de la Ville de Montréal à cet effet et par le commandant de la Division « C » de la GRC autorisé à signer en vertu des articles 5 et 20 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* (la « *Loi sur la GRC* »).

## 3. STATUT DE L'EMPLOYÉ(E) EN DÉTACHEMENT

- 3.1. L'employé(e) en détachement sera affecté(e) temporairement auprès du CCPM de la GRC de Montréal, pendant la période décrite à l'Annexe C. La période de détachement ne peut en aucun cas excéder la durée de la présente Entente.
- 3.2. L'employé(e) en détachement demeurera à l'emploi du SPVM et, à ce titre, restera assujéti(e) à celui-ci pour ce qui est de la discipline. L'employé(e) en détachement continuera de se conformer aux exigences des lois, règlements et règles applicables aux employés du SPVM pendant la période de détachement.
- 3.3. Il est entendu et convenu par les Parties que les enquêteurs et employés affectés au CCPM de Montréal doivent bien connaître la nature des enquêtes criminelles ou avoir de l'expérience dans la gestion des cas graves.

- 3.4. L'employé(e) en détachement est à l'emploi du SPVM et n'est ni employé(e) ni mandataire de la GRC.
- 3.5. Il est entendu et convenu par les Parties que l'employé(e) en détachement ne deviendra pas un membre, ni un(e) employé(e) de la GRC. À ce titre, il (elle) continuera d'avoir droit aux avantages et conditions de travail prévus à la Convention collective intervenue entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de Montréal (ci-après la «convention collective»).
- 3.6. Pendant la période de détachement, l'employé(e) en détachement continuera d'avoir accès aux possibilités d'avancement conformément à la convention collective.
- 3.7. Il est convenu que si l'employé(e) en détachement ne répond pas aux exigences linguistiques du poste auquel il (elle) est affecté(e), l'officier responsable du SDRC de Montréal veillera au respect des obligations prévues aux parties IV (communications avec le public et prestation des services) et V (langue de travail) de la *Loi sur les langues officielles*.

#### **4. FONCTIONS DE L'EMPLOYÉ(E) EN DÉTACHEMENT**

- 4.1. L'employé(e) en détachement devra s'acquitter de toutes les fonctions nécessaires afin de réaliser les objectifs de la présente Entente, conformément aux principes énoncés dans les politiques et procédures du gouvernement du Canada et de la GRC.
- 4.2. Les fonctions et responsabilités de l'employé(e) en détachement sont énoncées à l'Annexe A, conformément au code d'emploi qui figure dans le Manuel de la gestion des carrières de la GRC. L'Annexe A est réputée faire partie de la présente Entente.
- 4.3. L'officier responsable du SDRC de Montréal de la GRC ou son remplaçant assurera la supervision de l'employé(e) en détachement et aura le pouvoir de formuler à son intention et en des termes précis les directives jugées raisonnables et nécessaires aux fins de la réalisation des objectifs de la présente Entente. Dans le cas où l'employé(e) en détachement a droit, dans la convention collective, à une compensation pour les heures supplémentaires, celles-ci seront approuvées au préalable par la GRC.
- 4.4. Le SPVM demeurera habilité à prendre des mesures disciplinaires et/ou administratives à l'égard de l'employé(e) en détachement.
- 4.5. L'employé(e) en détachement respecte les dispositions de l'article 10 de la partie 20.1 du *Manuel des opérations de la GRC* comme s'il/elle était un/une «employé(e)» au sens défini dans cet article, et il/elle observe les procédures propres à la Division de la GRC où il/elle est détaché/détachée en matière de divulgation, conformément aux exigences fixées par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *R. c. McNeil*, 2009 CSC 3, [2009] 1 R.C.S. 66, y compris la divulgation du casier

criminel et celle des relevés de mesures disciplinaires simples et graves ou des conclusions faisant état d'une faute aux termes de quelque loi fédérale ou provinciale.

- 4.6. La politique de la GRC intitulée Conflit d'intérêts, y compris la section concernant les relations interpersonnelles en milieu de travail, s'applique à toutes les ententes de détachement. Voir la partie XVII.1 du Manuel d'administration de la GRC.

L'employé(e) en détachement demeure soumis aux politiques et directives du SPVM et de la Ville de Montréal non incompatibles avec ses fonctions au sein du CCPM. Celles s'appliquant à l'utilisation d'un outil ou d'un équipement de travail fourni par la Ville de Montréal ne s'appliquent toutefois pas à l'utilisation de cet outil ou équipement s'il est fourni par la GRC dans le cadre du détachement.

L'employé(e) en détachement continue de se conformer aux exigences des lois visant le SPVM, à savoir la Loi sur la police (RLRQ, c. P-13.1), avec ses modifications successives, le Code de déontologie des policiers du Québec (RLRQ, c. P-13.1, r. 1), le Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal, (RLRQ, c. P-13.1, r. 2.01), et le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG 12-026), pendant la période de détachement.

- 4.7. L'employé(e) en détachement devra prendre connaissance des politiques et directives de la GRC jointes à l'Annexe B. L'Annexe B est réputée faire partie de la présente Entente.

Dans l'éventualité où l'employé(e) en détachement se considère devant une politique ou une directive de la GRC qui soit incompatible avec celle du SPVM ou de la Ville de Montréal, il doit se référer à son officier responsable pour déterminer laquelle doit être respectée dans les circonstances du détachement.

- 4.8. La GRC veillera à offrir à l'employé(e) en détachement toute formation spécialisée dont il (elle) aura besoin afin d'exécuter les fonctions propres aux activités de la GRC.
- 4.9. Durant la période de détachement, le SPVM veillera à ce que l'employé(e) en détachement obtienne la formation requise et maintienne ses compétences, le cas échéant, en matière de maniement d'armes à feu, de dispositifs de frappe, de vaporisateurs de défense, d'armes à impulsion et de tout autre outil et procédure dont l'utilisation est approuvée par le SPVM. Les coûts de la formation seront pris en charge en totalité par le SPVM.
- 4.10. L'employé(e) en détachement informera l'officier responsable du SDRC de Montréal, ou son (sa) remplaçant(e), des dates de formation.



## **5. CONGÉS ET RAPPORTS D'ÉVALUATION**

- 5.1. L'employé(e) en détachement pourra prendre des congés de maladie pendant la période de détachement conformément à la convention collective. Les demandes de congés de maladie seront présentées à la GRC pendant ou immédiatement après le congé.
- 5.2. L'employé(e) en détachement pourra prendre des congés annuels et tout autre congé accumulé au cours de la période de détachement, conformément à la convention collective. Les demandes de congés seront présentées au préalable à la GRC et seront recommandés par cette dernière en fonction des besoins opérationnels.
- 5.3. Chaque année, la GRC, en collaboration avec le gestionnaire de l'employé(e) en détachement, remettra au SPVM et à l'employé(e) en détachement un rapport d'évaluation du rendement de l'employé(e) en détachement conforme à la convention collective. L'employé(e) en détachement aura l'occasion d'examiner le rapport et de formuler des commentaires avant que celui-ci ne soit transmis au SPVM. De plus, le SPVM et la GRC doivent se communiquer dans les plus brefs délais tous renseignements pertinents concernant le travail et le comportement de l'employé(e) en détachement.

## **6. INSTALLATIONS, SOUTIEN ADMINISTRATIF ET ÉQUIPEMENT**

- 6.1. La GRC fournira à l'employé(e) en détachement un espace de bureau, le mobilier, les fournitures, le téléphone, l'équipement, la technologie et les banques de données dont il (elle) aura besoin pour s'acquitter de ses fonctions; le tout conformément aux politiques de la GRC.
- 6.2. La GRC fournira un espace de stationnement à l'employé(é) en détachement avec un véhicule de police du SPVM en autant que l'attribution du véhicule à l'employé(e) en détachement fait partie de la convention collective. Ce véhicule de police du SPVM est payé et entretenu par le SPVM conformément aux politiques du SPVM.
- 6.3. Tous les biens de la GRC fournis en application de la présente Entente sont la propriété de la GRC et le demeurent jusqu'au terme de la période de validité de l'Entente. L'utilisation et la manipulation de ces biens doivent être parfaitement conformes aux politiques, directives, procédures et lignes directrices du gouvernement du Canada et de la GRC.
- 6.4. La GRC doit veiller à la santé et à la sécurité de l'employé(e) en détachement dans ses locaux.

## **7. UTILISATION DES VÉHICULES DE POLICE**

- 7.1. La GRC permettra à l'employé(e) en détachement de conduire des véhicules à moteur dont le gouvernement du Canada est propriétaire ou qu'il loue, et plus précisément les véhicules de police de la flotte divisionnaire, aux fins de l'exécution de ses fonctions aux termes de la présente Entente, aux conditions suivantes :
- Selon la disponibilité des véhicules;
  - L'employé(e) en détachement devra être titulaire du permis requis pour conduire de tels véhicules dans la province de Québec; et
  - L'employé(e) en détachement devra se conformer aux principes prévus aux politiques et procédures applicables du gouvernement du Canada, de la GRC et du SPVM.
- 7.2. Les véhicules de police sont fournis par la GRC à l'employé(e) en détachement selon ses politiques en vigueur, pour des fins opérationnelles et reliées aux fonctions du CCPM.
- 7.3. Les directives et procédures du SPVM relatives à l'utilisation des véhicules sont, en outre des règlements édictés par la GRC et plus amplement décrits ci-après, applicables à l'employé(e) en détachement.
- 7.4. L'employé(e) en détachement s'engage à ne pas entamer ni à participer à titre de conducteur à une poursuite avec un véhicule de police de la GRC. Il est interdit d'utiliser un véhicule de police banalisé pendant une poursuite.
- 7.5. Il demeure entendu que la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q. ch. A-25) prévaut sur toutes les dispositions des règlements de la GRC ci-devant mentionnés qui lui sont inconciliables.
- 7.6. La GRC est responsable de mener, selon ses politiques et directives en vigueur, l'enquête des circonstances de tout accident impliquant un de ses véhicules.
- 7.7. Le SPVM sera tenu responsable du règlement des pertes partielles ou entières, si à défaut d'admission de sa part, la négligence de l'employé(e) en détachement, du SPVM ou de l'un de ses employé(e)s est établie lors de l'enquête décrite à l'article 7.6 ci-haut.

## **8. DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

- 8.1. L'employé(e) en détachement travaillera dans les locaux de la GRC au 4225, boulevard Dorchester, Westmount, Québec, H3Z 1V5.

- 8.2. Pendant la période de détachement, le SPVM continuera de payer ses cotisations et de retenir les cotisations de l'employé(e) en détachement à tous les régimes d'avantages sociaux applicables, y compris les cotisations aux régimes d'assurance-maladie, d'assurance-invalidité, d'assurance-vie et de retraite.
- 8.3. Le SPVM continuera d'être tenu de verser, pendant la période de détachement, le taux de rémunération régulier, les avantages et les heures supplémentaires de l'employé(e) en détachement au SDRC de Montréal, incluant les heures supplémentaires approuvées par l'Officier responsable du SDRC ou son remplaçant.
- Les parties conviennent qu'un maximum de cinq cent (500) heures supplémentaires sera effectué annuellement par l'employé(e). L'officier responsable du SDRC devra communiquer avec le Directeur adjoint des enquêtes au SPVM afin de faire approuver au préalable toute heure supplémentaire en excédent de ces heures. Il est entendu que toute heure supplémentaire effectuée par l'Employé à la demande de la GRC sans l'autorisation du SPVM sera remboursée par la GRC à la Ville.
- 8.4. Si l'employé(e) en détachement doit, durant ses fonctions en détachement auprès de la GRC, effectuer des heures supplémentaires ou engager des frais admissibles, il (elle) devra remplir les formulaires approuvés à cet effet par le SPVM pour obtenir paiement.
- 8.5. La GRC n'acquittera aucun frais de réinstallation concernant la présente Entente de détachement.
- 8.6. La présente Entente de détachement ne doit pas imposer d'obligations financières supplémentaires à la GRC.

## **9. INDEMNISATION**

- 9.1. Le SPVM demeurera responsable à l'égard de toute réclamation ou demande en justice consécutive à une blessure que l'employé(e) en détachement peut subir, à une invalidité dont il (elle) peut être atteint(e), ou à son décès survenu dans le cadre de l'exécution de ses fonctions conformément à la présente Entente.
- 9.2. L'employé(e) en détachement sera dégagé de toute responsabilité dans la mesure où il (elle) a agi dans les limites de ses fonctions auprès du CCPM de Montréal.
- 9.3. La GRC est tenue d'indemniser le SPVM, la Ville et / ou l'employé(e) en détachement des dommages-intérêts, dépens, débours, intérêts, pertes et autres dépenses qui découlent de toute demande en justice (y compris les revendications, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), réclamation, cause d'action, action, procédure judiciaire ou

enquête intentée, présentée ou ouverte par un tiers relativement ou consécutivement à la conduite dont l'employé(e) a fait preuve dans l'exercice des fonctions qui lui incombent aux termes de l'Entente, pourvu que l'employé(e) en détachement ait agi de bonne foi sans sortir du cadre de ses fonctions et sans nuire aux intérêts de la Couronne.

- 9.4. La GRC peut prendre des mesures pour que le SPVM ou l'employé(e) en détachement assume les frais associés à la perte ou à l'endommagement d'un véhicule automobile appartenant au gouvernement du Canada ou loué par celui-ci dans le cas où cette perte ou ces dommages résultent de la négligence dont l'employé(e) a fait preuve dans la conduite du véhicule en question ou découlent du fait que l'employé(e) n'était pas occupé à remplir les fonctions qui lui incombent en vertu de l'Entente au moment où la perte ou les dommages se sont produits.

## 10. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

- 10.1. La GRC a la responsabilité de veiller à la santé et à la sécurité de l'employé(e) en détachement dans les locaux de la GRC.
- 10.2. En cas de blessure de l'employé(e) en détachement, ce sont les dispositions pertinentes de la loi sur la rémunération des travailleurs à laquelle le SPVM est assujettie qui s'appliquent. La GRC s'acquitte des obligations que lui impose la partie II (« Santé et sécurité au travail ») du *Code canadien du travail* ainsi que de celles qui découlent des règlements visant les personnes ayant accès au lieu de travail. Il incombe en dernier ressort du SPVM d'assumer tous les frais associés à l'indemnisation des travailleurs, peu importe la partie désignée comme responsable par la commission d'indemnisation provinciale ou territoriale compétente.

## 11. SÉCURITÉ

- 11.1. L'employé(e) en détachement pourra être assujetti(e) à un processus d'enquête de sécurité si celui-ci était jugé nécessaire aux fins de l'exécution de ses fonctions aux termes de la présente Entente. L'employé(e) en détachement devra se conformer aux exigences requises en matière d'enquête de sécurité pendant toute la période de détachement.
- 11.2. L'employé(e) en détachement devra se conformer en tout temps aux principes énoncés dans les politiques et procédures de sécurité du gouvernement du Canada et de la GRC. La GRC informera l'employé(e) en détachement des exigences en matière de sécurité à son arrivée et l'affranchira à son départ.

## 12. UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS

- 12.1. L'employé(e) en détachement doit se conformer à la politique du SDRC de la GRC.
- 12.2. L'employé(e) en détachement veillera à ce que la collecte, la transmission, la divulgation, la conservation et l'élimination de l'information et/ou des documents traités dans le cadre de la présente Entente soient conformes à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, à la *Loi sur l'accès à l'information*, à la *Politique sur la sécurité du gouvernement* (Conseil du Trésor du Canada), aux politiques et directives de sécurité de la GRC et aux lois, règlements, politiques et procédures applicables.
- 12.3. L'employé(e) en détachement ne communiquera à aucune personne ou organisme (y compris le SPVM) de renseignements ou de documents auxquels il (elle) a accès dans le cadre de son détachement, sans le consentement préalable écrit et exprès de la GRC, à moins que la loi ne l'exige. Dans ce cas, il (elle) devra, dans la mesure du possible, en informer au préalable la GRC.
- 12.4. L'employé(e) en détachement se conformera aux mises en garde qui se rattachent aux renseignements et traitera les renseignements conformément à la classification de sécurité inscrite sur le document. Tous les renseignements fournis aux termes de la présente Entente de détachement seront pleinement protégés et toutes les mises en garde et classifications de sécurité imposées par une Partie seront respectées dans la mesure prévue par la loi.

## 13. SIGNALEMENT DES INCIDENTS OU DEMANDES D'INFORMATIONS

- 13.1. Le SPVM et la GRC doivent immédiatement se communiquer mutuellement tous les renseignements pertinents concernant des incidents qui mettent en cause la personne détachée ou qui sont survenus dans le cadre de la présente Entente et qui pourraient donner lieu à des réclamations (y compris les réclamations de tiers, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), de demandes, de causes d'action, d'actions, de poursuites ou d'enquêtes. Le corps de police chargé d'enquêter sur de tels incidents ou de les gérer doit consulter l'autre service de police, et celui-ci doit offrir de l'aide. Le service de police chargé d'enquêter sur de tels incidents ou de les gérer doit prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour empêcher que ne surviennent d'autres incidents.
- 13.2. Le SPVM et la GRC doivent immédiatement s'informer mutuellement, de toute demande faite en vertu de la loi applicable en matière d'accès à l'information ou sur la protection des renseignements personnels, ou de toute autre autorité légitime, concernant de l'information ou des documents traités dans le cadre de la présente Entente. Le service de police chargé de gérer ce type de demande doit consulter l'autre corps de police, et celui-ci doit fournir de l'aide. Le service

de police chargé de gérer ce type de demande doit s'efforcer de protéger l'information ou les documents de manière à ce qu'ils ne soient divulgués que dans les limites prévues par la loi.

## 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

14.1. Toute propriété intellectuelle développée dans le cadre de la présente Entente sera la propriété du gouvernement du Canada.

## 15. REPRÉSENTANTS

15.1. Les représentants du SPVM et de la GRC pour les besoins de la présente Entente sont :

|   |  |
|---|--|
| <p>Pour le SPVM :</p> <p>Titre : <b>Le responsable du module des missions internationales et des services affaires</b><br/>Service de police de la Ville de Montréal</p> <p>Adresse : 1441, rue Saint-Urbain,<br/>Montréal (Québec) H2X 2M6</p> <p>Téléphone 514-280-2581<br/>Prets.services@spvm.qc.ca</p> | <p>Pour la GRC :</p> <p>Titre : Surintendant Michel Arseneau, officier responsable du Service divisionnaire du renseignement criminel, Division C</p> <p>Adresse : 4225, boul. Dorchester Ouest,<br/>Westmount, Québec H3Z 2V5</p> <p>Téléphone : 514-939-8400</p> |
|---|--|

15.2. Le remplacement des représentants du SPVM et de la GRC doit faire l'objet d'un préavis écrit à l'intention de l'autre service de police.

## 16. SUIVI

16.1. Les représentants du SPVM et de la GRC se rencontreront au besoin afin d'examiner et d'évaluer l'application et l'efficacité des modalités de l'Entente.

## 17. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

17.1. Les représentants du SPVM et de la GRC se consulteront en cas de différends découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente Entente et tenteront de bonne foi de résoudre le problème. Si les Parties n'y parviennent pas, elles conviennent de renvoyer la question au Directeur du SPVM ou son représentant et à l'Officier responsable des enquêtes criminelles de la GRC à la Division « C ».

## 18. DÉSIGNATION AUX TERMES DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION (LPI)

18.1. L'employé(e) en détachement, à titre de membre affecté auprès du CCPM de Montréal de la GRC, doit satisfaire aux exigences de la *Loi sur la protection de l'information (LPI)* afin d'être désigné(e) à titre de personne astreinte au secret à perpétuité. Il (elle) doit être désigné(e) à ce titre par le détenteur des renseignements à moins qu'il (elle) ne soit déjà astreint au secret à perpétuité.

18.2. L'employé(e) en détachement doit également être affranchi(e) à son départ, conformément aux exigences de la *Loi sur la protection de l'information (LPI)* et du Manuel de la sécurité de la GRC chapitre 1.15.

## 19. DURÉE ET RÉSILIATION

19.1. Sous réserve de l'approbation par l'autorité compétente et nonobstant la date de la dernière signature, la présente Entente est en vigueur rétroactivement au 30 septembre 2019 et ce, pour une durée de trois (3) ans, soit jusqu'au 29 septembre 2022, sauf si elle résiliée conformément aux dispositions ci-après.

19.2. Chacune des Parties peut en tout temps résilier la présente Entente ou un détachement signé en vertu de la présente Entente, pour quelque raison que ce soit, en donnant un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre Partie. Le préavis peut être inférieur si la Ville et le Ministère y consentent ou advenant des mesures d'urgence ou une force majeure.

19.3. La résiliation de la présente Entente ne dégage ni le SPVM ni la GRC des obligations contractées durant son exécution. Cependant, en cas de résiliation de la présente Entente, la totalité des détachements signés en vertu de la présente Entente seront aussi résiliés.

19.4. La présente Entente peut être modifiée sur consentement mutuel écrit du SPVM et de la GRC, sous réserve de l'approbation par l'autorité compétente au sein de la Ville.

19.5. Aucune disposition de la présente Entente ne saurait avoir pour effet de remplacer ou de modifier une obligation dont le SPVM ou la GRC est tenue de s'acquitter ou d'exercer en vertu de la loi.

19.6. L'Entente doit être interprétée d'une façon qui soit compatible avec les lois de la province du Québec et avec les lois fédérales applicables.

## **20. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE**

20.1. La présente constitue l'intégralité de l'entente entre le SPVM et la GRC et annule et remplace toutes les communications, négociations ou ententes, écrites ou verbales, qui lui sont antérieures.

20.2. Il est entendu qu'une Annexe C sera complétée et signée par l'employé détaché;



## 21. SIGNATURES

**EN FOI DE QUOI**, les représentants autorisés du SPVM et de la GRC ont signé la présente Entente :

### Pour le SPVM :

Signé à \_\_\_\_\_, province de Québec, le \_\_\_\_\_ 2020.

---

Sylvain Caron  
Directeur  
Service de police de la Ville de Montréal

### Pour la GRC :

Signé à \_\_\_\_\_, province de Québec, le \_\_\_\_\_ 2020.

---

Commissaire adjoint François Deschênes  
Commandant de la Division « C »  
GRC

Cette entente a été approuvée par la résolution : \_\_\_\_\_

**ANNEXE A**  
**TITRES DES POSTES ET DESCRIPTIONS DES FONCTIONS, SUIVANT LE CODE**  
**D'EMPLOI DE LA GRC.**

|  |
|--|
| <b>POSTE : Enquêteur de la Police fédérale</b> |
|--|

|                               |
|-------------------------------|
| <b>Code d'emploi : 000189</b> |
|-------------------------------|

**Résumé des fonctions :**

La Police fédérale (PF) a pour mandat d'enquêter sur les affaires de drogue, le crime organisé, la criminalité économique et les activités terroristes, de veiller à l'exécution des lois fédérales, de sécuriser les frontières du Canada, de s'occuper du renforcement des capacités, de la liaison et du maintien de la paix à l'étranger ainsi que d'assurer la sécurité des événements majeurs, des représentants de l'État, des dignitaires et des missions étrangères.

Le titulaire du poste remplit les fonctions suivantes :

- analyser et diffuser des renseignements criminels sur le crime organisé et les activités criminelles;
- mener des enquêtes sur les renseignements criminels.
- assurer la liaison et travailler avec les organismes partenaires

**Les précisions suivantes s'appliquent à la description des fonctions reliées au présent code d'emploi :**

- Les fonctions de l'enquêteur, pendant qu'il est sous la supervision d'un membre de la GRC et conformément à la politique de la GRC, comprendront, mais sans s'y limiter, la prestation d'entrevues, la rédaction de rapports, la prestation de recherche et d'analyse, la prestation de la surveillance, des évaluations de la menace, le recrutement et l'interrogation de sources humaines, le traitement de l'information et du renseignement et la tenue à jour des documents appropriés.

## ANNEXE B – POLITIQUES DE LA GRC CONCERNANT LES ENQUÊTES CRIMINELLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ NATIONALE ET DIRECTIVES MINISTÉRIELLES

### ANNEXE B.1 – MANUEL DES OPÉRATIONS DE LA GRC PARTIE 12 – SÉCURITÉ NATIONALE

#### 1. Législation et instructions du ministre

1. 1. La GRC a, en vertu du par. [6\(1\)](#) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*, la responsabilité première, dans le cadre de ses fonctions d'application de la loi, de mener des enquêtes sur les menaces envers la sécurité du Canada, au sens de l'art. [2](#) de la *Loi sur le service canadien du renseignement de sécurité*, ou sur les menaces proférées ou les actes criminels perpétrés contre une personne jouissant d'une protection internationale, au sens de l'art. [2](#) du C. cr.

1. 2. Toutes les enquêtes relatives à la sécurité nationale doivent être conformes aux instructions suivantes du ministre :

1. 2. 1. Responsabilité et obligation de rendre compte, [ann. 12-Généralités-1](#);

1. 2. 2. Accords et coopération reliés à la sécurité nationale, [ann. 12-Généralités-2](#);

1. 2. 3. Enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales, [ann. 12-Généralités-3](#).

#### 2. Programme de sécurité nationale

##### 2. 1. Structure

2. 1. 1. Le comm. adj. aux Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN), est responsable de tous les aspects du Programme de sécurité nationale de la GRC, et exerce en outre le pouvoir de décision final sur toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale menées par l'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) ou la Section de la sécurité nationale (SSN). Trois directeurs généraux chargés des programmes suivants relèvent du comm. adj. aux ECSN : Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, Questions juridiques relatives à la sécurité nationale et Intégration stratégique et Soutien au programme.

2. 1. 2. Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale contrôle et supervise toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale afin de tenir le comm. adj. aux ECSN au courant de toute situation et de fournir une orientation et, au besoin, des directives aux divisions. Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale suit de près l'avancement de toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale grâce aux rapports qui lui sont présentés par les officiers responsables des enquêtes criminelles (OREC) des divisions. Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale coordonne également tous les échanges de renseignements liés à la sécurité nationale avec des organismes canadiens ou étrangers, et fournit des directives à ce sujet.

2. 1. 3. Questions juridiques relatives à la sécurité nationale règle des questions soulevées par le public, ainsi que par le contentieux des affaires civiles. Questions juridiques relatives à la sécurité nationale analyse en outre les événements du domaine public qui se répercutent sur les activités de la GRC dans le domaine de la sécurité nationale, et donne aux cadres supérieurs des conseils sur les questions qui ont des implications législatives et juridiques pour la GRC.

2. 1. 4. Intégration stratégique et Soutien au programme assure une orientation et un soutien stratégiques à ECSN en élaborant des directives, des programmes et des processus qui permettent à

ECSN de s'acquitter de ses obligations envers ses partenaires internes, les divisions de la GRC et les hautes organisations gouvernementales et internationales.

## 2. 2. Mandat

2. 2. 1. Le Programme de sécurité nationale a pour responsabilité principale de faire enquête sur les infractions suivantes en matière de sécurité nationale :

2. 2. 1. 1. le terrorisme ou l'activité terroriste au sens du [C. cr.](#) (en particulier la partie II.1), y compris les dispositions modifiées par la [Loi antiterroriste](#);

2. 2. 1. 2. les fonctions attribuées aux policiers en vertu du par. [6\(1\)](#) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*;

2. 2. 1. 3. les menaces envers la sécurité du Canada, au sens de l'art. [2](#) de la *Loi sur le service canadien de renseignement de sécurité*;

2. 2. 1. 4. les menaces envers une personne jouissant d'une protection internationale au sens de l'art. [2](#) du C. cr., ou une personne désignée personne protégée à l'art. [2.F.](#) du MPP ;

2. 2. 1. 5. la communication illégale, non autorisée ou intentionnelle à une entité étrangère ou à un groupe terroriste de tout renseignement criminel relatif à la sécurité nationale à l'égard duquel le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial prend des mesures de protection, qui pourrait constituer une infraction à la *Loi sur la protection de l'information* ou à des dispositions semblables d'autres lois fédérales et du C. Cr.;

2. 2. 1. 6. toute autre infraction à une loi fédérale ou au C. Cr. qui peut toucher la sécurité nationale, par exemple :

2. 2. 1. 6. 1. une prise d'otages;

2. 2. 1. 6. 2. une infraction à la protection physique de substances nucléaires;

2. 2. 1. 6. 3. un acte illicite ou un acte de violence dirigé contre la sécurité de l'aviation civile ou visant la capture d'un aéronef;

2. 2. 1. 6. 4. un acte illicite contre la sécurité de la navigation maritime;

2. 2. 1. 6. 5. un acte illicite contre la sécurité d'une plate-forme de forage fixe;

2. 2. 1. 6. 6. un acte illicite qui contribue à la prolifération d'armes de destruction massive;

2. 2. 1. 6. 7. un acte illicite contre l'infrastructure essentielle.

2. 2. 1. 7. le financement du terrorisme en vertu de la [Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes](#), de la [Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance \(renseignements de sécurité\)](#) et du [Règlement d'application des résolutions des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme](#).

2. 2. 2. Le Programme de sécurité nationale a pour responsabilité principale d'évaluer tous les incidents concernant la prolifération possible d'armes de destruction massive et d'assurer l'échange des renseignements relatifs à toute enquête ultérieure par des programmes de la GRC.

2. 2. 2. 1. Tous les services de la GRC doivent renvoyer toute enquête pouvant se rapporter aux infractions indiquées aux art. [2.2.](#) et [2.3.](#) à l'EISN ou à la SSN la plus proche et se conformer aux modalités énoncées au chap. [12.1](#) concernant le signalement des incidents.

## 2. 3. Responsabilités du Programme

2. 3. 1. En collaboration avec d'autres ministères et organismes canadiens chargés de l'exécution de la loi, prévenir et déceler les infractions criminelles touchant la sécurité nationale et faire enquête sur celles-ci.

2. 3. 2. À l'appui des fonctions de la police de protection, évaluer la menace pesant sur des personnes désignées personnes protégées à l'art. [2.F.](#) du MPP et sur des personnes jouissant d'une protection internationale, au sens de l'art. [2](#) du C. cr.

2. 3. 3. En réaction au terrorisme et conformément au par. [6\(2\)](#) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*, conclure des ententes avec d'autres ministères et organismes chargés de l'exécution de la loi afin de définir les rôles et les responsabilités respectives (consulter le chap. [12.9.](#)).

2. 3. 4. Assurer la liaison avec les ministères et les organismes chargés de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi au Canada et à l'étranger. Consulter le chap. [12.9.](#)

## 2. 4. Coordination en matière d'exécution

2. 4. 1. Les Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale, Direction générale, supervisent toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 4. 2. Le comm. adj. aux ECSN a le pouvoir de décision final sur toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 4. 3. Le c. div. ou l'OREC veille à ce que les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale soient conformes aux instructions du ministre et aux directives et priorités de la GRC.

## 3. Avis juridiques et interprétations

3. 1. Toutes les demandes d'avis juridique sur l'interprétation de lois concernant des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale doivent être transmises à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, pour qu'elles soient ensuite envoyées au Service des poursuites pénales du Canada.

## 4. Plan national de lutte contre le terrorisme

4. 1. ECSN est le centre de décision en ce qui touche le Plan national de lutte contre le terrorisme et le processus de notification dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

## 5. Voyage à l'étranger

5. 1. L'OREC examine toutes les demandes de voyage à l'étranger à des fins opérationnelles qui se rapportent à des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

5. 2. Si l'OREC recommande le voyage, la demande de voyage est alors envoyée à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, pour qu'elle soit ensuite soumise à l'approbation du comm. adj. aux ECSN.

5. 3. Se référer au chap. [40.1.](#) concernant les voyages aux É.-U. à des fins opérationnelles et au chap. [40.2.](#) concernant les voyages ailleurs qu'aux É.-U.

5. 4. Se référer au chap. [XV.1.](#) du MA concernant les voyages à l'étranger à des fins administratives.

Modifié le 2011-07-22

## Ann. 12 – Généralités - 1 - Instruction du ministre - Sécurité nationale - Responsabilité et obligation de rendre compte

A. Cette instruction décrit les responsabilités et obligations de rendre compte du solliciteur général du Canada et du commissaire de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) en ce qui concerne les questions liées aux enquêtes de la GRC, conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et aux enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*, telles que modifiées par la *Loi antiterroriste*.

### Responsabilités

B. En ce qui concerne la GRC, les tâches, pouvoirs et fonctions du solliciteur général du Canada englobent toutes les questions relevant de la compétence du Parlement. En vertu du paragraphe 5(1) de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, le commissaire de la GRC, sous la direction du solliciteur général, a pleine autorité sur la GRC et tout ce qui s'y rapporte.

C. Une autre instruction du Ministre, allant de pair avec la présente, énoncera certains principes et lignes directrices concernant les activités de la GRC, conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et les enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*.

D. Il revient au commissaire de veiller à ce que des politiques opérationnelles appropriées soient en place pour guider les membres. Le commissaire doit également s'assurer que toutes les enquêtes visées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et les enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada* soient coordonnées de façon centralisée à l'administration centrale de la GRC. Une telle coordination renforcera la responsabilité opérationnelle du commissaire et, de façon subséquente, renforcera la responsabilité ministérielle en facilitant l'obligation de rendre compte du commissaire au Ministre.

### Obligation de rendre compte

E. Le Ministre doit rendre compte au Parlement du Canada en ce qui concerne la GRC. Le commissaire, pour sa part, relève du Ministre, à qui il doit rendre des comptes.

F. Dans le cadre du processus de reddition de comptes, le Ministre s'attend à être informé de certaines activités de la GRC visées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*. Le commissaire de la GRC exercera son jugement pour informer le Ministre de certaines enquêtes en vue de la GRC ou de celles qui soulèvent la controverse.

[Original signé par le solliciteur général du Canada le 4 novembre 2003]

## Ann. 12 - Généralités - 2 - Instruction du ministre - Accords et coopération reliés à la sécurité nationale

A. La présente instruction établit le processus à suivre lorsque la Gendarmerie royale du Canada (GRC) conclut un accord avec des organisations étrangères de sécurité ou de renseignement, dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées relativement aux questions liées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et aux enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du Code criminel du Canada. La GRC peut, avec l'approbation antérieure du Ministre, conclure un accord ou, d'une façon générale, coopérer avec des organisations étrangères de sécurité ou de renseignement. La présente instruction s'ajoute à la *Directive ministérielle sur les accords conclus par la GRC*, en date du 5 avril 2002.

B. Le commissaire gèrera les accords ou la coopération sous r s rve de toute condition imposée par le Ministre.

C. La présente instruction ne s'applique pas aux accords ni à la coopération avec des organismes d'application de la loi étrangers.

D. Les lignes directrices suivantes doivent être respectées en ce qui concerne la conclusion d'un accord :

- Des accords peuvent être établis et maintenus tant qu'ils sont compatibles avec la politique étrangère du Canada s'appliquant au pays ou à l'organisation internationale en question et qu'ils prennent en considération le niveau de respect, par ce pays ou organisation, des droits démocratiques ou des droits de la personne, tel qu'il est déterminé dans le cadre des consultations soutenues auprès du ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAECI);

- Des accords peuvent être établis et maintenus lorsqu'ils sont dans l'intérêt de la sécurité nationale, conformément aux activités de la GRC liées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et à l'article 2 du *Code criminel du Canada*; et,

- Les accords respecteront les lois applicables relatives à la divulgation de renseignements personnels.

E. En ce qui a trait aux questions liées aux menaces pour la sécurité nationale, comme il est défini dans la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)*, le SCRS est l'organisme responsable de la liaison et de la coopération avec les organisations étrangères de sécurité ou du renseignement.   cet égard, la GRC informera le SCRS de tous les échanges entre la GRC et un service de sécurité ou de renseignement étranger à moins d'une indication contraire de la partie étrangère.

F. Un accord écrit indiquera clairement l'objectif et les obligations, et respectera les dispositions législatives relatives à la protection des renseignements personnels et de l'accès à l'information.

G. Des registres des accords étrangers seront tenus par la GRC, y compris un registre écrit des conditions des ententes verbales. La GRC indiquera sa méthode d'évaluation ou de vérification périodique de l'accord, ainsi que les dispositions relatives à l'annulation de celui-ci. Chaque année, le commissaire donnera au Ministre un compte rendu des accords conclus par la GRC avec des organisations étrangères de sécurité ou de renseignements.

H. Dans le cas où un accord de ce genre soulèverait la controverse, le commissaire devrait en aviser le Ministre en temps opportun.

[Original signé par le solliciteur général du Canada le 4 novembre 2003]

## Ann. 12 – Généralités - 3 - Instruction du ministre - Enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales

A. Cette instruction a pour but de guider les enquêtes de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et des enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*, se déroulant dans un secteur de la société canadienne exigeant des précautions spéciales.

B. Même si rien n'échappe à l'application de la loi, il faut porter une attention particulière aux activités de la GRC menées conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et aux enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*, qui ont, ou semblent avoir, des répercussions sur les institutions fondamentales de la société canadienne, dont les principales sont celles qui relèvent des domaines universitaire, politique, religieux, médiatique et syndical.

C. Particulièrement, en ce qui concerne les campus universitaires ou postsecondaires, les activités entreprises par la GRC ne doivent en aucun cas nuire à la libre circulation et à l'échange d'idées normalement associées au milieu universitaire. En outre, les activités de la GRC ne doivent pas enfreindre les droits et libertés des personnes associées aux établissements d'enseignement supérieur.

D. II revient au commissaire adjoint aux Renseignements criminels à la Direction générale de la GRC, ou, en son absence, à son délégué, d'approuver toutes les activités de la GRC liées à ces secteurs de la société canadienne exigeant des précautions spéciales.

[Original signé par le solliciteur général du Canada le 4 novembre 2003]

### 12.1 Signalement des incidents

#### 1. Membre

1. 1. Communiquer immédiatement à l'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) ou à la Section de la sécurité nationale (SSN) tout renseignement relatif à ce qui suit :

1. 1. 1. une menace envers la sécurité du Canada au sens de l'art. 2 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;

1. 1. 2. le terrorisme ou une infraction de terrorisme au sens du *C. Cr.* (en particulier la partie II.1), y compris les dispositions modifiées par la *Loi antiterroriste*;

1. 1. 3. une menace envers une personne jouissant d'une protection internationale au sens de l'art. 2 du C. cr. ou une personne protégée au sens du chap. 2 du MPP;

1. 1. 4. la communication illégale, non autorisée ou intentionnelle à une entité étrangère ou à un groupe terroriste de tout renseignement criminel relatif à la sécurité nationale à l'égard duquel le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial prend des mesures de protection, qui pourrait constituer une infraction à la *Loi sur la protection de l'information* ou à des dispositions semblables d'autres lois fédérales et du C. Cr.;

1. 1. 5. toute autre infraction à une loi fédérale ou au C. cr. qui peut toucher la sécurité nationale, par exemple :

1. 1. 5. 1. une prise d'otages;

1. 1. 5. 2. une infraction à la protection physique de substances nucléaires;



1. 1. 5. 3. un acte illicite ou un acte de violence dirigé contre la sécurité de l'aviation civile ou visant la capture d'un aéronef;
1. 1. 5. 4. un acte illicite contre la sécurité de la navigation maritime;
1. 1. 5. 5. un acte illicite contre la sécurité d'une plateforme de forage fixe;
1. 1. 5. 6. un acte illicite qui contribue à la prolifération d'armes de destruction massive;
1. 1. 5. 7. un acte illicite contre l'infrastructure essentielle;
1. 1. 6. les fonctions attribuées aux policiers en vertu du par. [6\(1\)](#) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*;
1. 1. 7. le financement du terrorisme en vertu de la [Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes](#), de la [Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance \(renseignements de sécurité\)](#) et du [Règlement d'application des résolutions des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme](#).
1. 2. Étant donné la complexité des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale et des risques élevés qui s'y rattachent, communiquer avec l'EISN ou la SSN la plus proche pour obtenir des conseils si l'on doute de l'existence d'un lien entre l'activité ou le renseignement et la sécurité nationale.
1. 3. Signaler immédiatement à l'EISN ou à la SSN toute activité ou tout renseignement suspect qui peut avoir une incidence sur la sécurité nationale.
1. 4. Pour de plus amples renseignements, voir les indicateurs préopérationnels présentés dans le document intitulé [Faites échec au terrorisme](#).
1. 5. Communiquer toute l'information ou tous les renseignements criminels recueillis à l'EISN ou à la SSN la plus proche de la façon décrite au chap. [12.3](#).

## 2. EISN ou SSN

2. 1. Signaler ce qui suit à l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) et à la Direction générale par l'entremise du CNO au 613-993-4460, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale :
  2. 1. 1. une enquête criminelle relative à la sécurité nationale où il y a une menace crédible;
  2. 1. 2. un ressortissant étranger connu ou soupçonné d'une infraction et présentant un intérêt sur le plan de la sécurité nationale qui se trouve ou qui s'en vient au Canada;
  2. 1. 3. un Canadien présentant un intérêt sur le plan de la sécurité nationale qui se déplace à l'intérieur du Canada ou qui s'en va à l'étranger;
  2. 1. 4. toute question qui peut avoir une incidence sur la sécurité nationale et qui peut attirer l'attention des médias ou susciter la controverse;
  2. 1. 5. toute question importante qui peut toucher la sécurité nationale et qui peut avoir une incidence sur un organisme gouvernemental, une infrastructure essentielle ou le transport public (sécurité aérienne, maritime ou ferroviaire);
  2. 1. 6. une menace à l'égard d'une personne jouissant d'une protection internationale au sens de l'art. [2](#) du C. cr. ou d'une personne protégée au sens du chap. [2](#). du MPP. Dans un tel cas, le CNO

informe également l'off. resp. de la Section de l'évaluation des menaces relatives à la sécurité nationale.

2. 2. Dans les 24 heures suivant le début d'une enquête criminelle relative à la sécurité nationale, informer l'OREC et les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale au moyen du SIRPP.

## 12.2 Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale

### 1. Généralités

1. 1. Le Programme de sécurité nationale effectue des enquêtes criminelles conformément à l'art. [2.2. du chap. 12. Généralités.](#)

1. 2. Toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale doivent être fondées sur une croyance raisonnable ou des soupçons raisonnables que des activités criminelles se sont produites ou se produiront.

1. 2. 1. Si, au cours d'une enquête criminelle, il est déterminé qu'une enquête criminelle n'est plus justifiée mais qu'on reste préoccupé par une menace éventuelle pour la sécurité des Canadiens, les renseignements pertinents doivent être transmis au Service canadien du renseignement de sécurité aux fins d'enquête par l'intermédiaire des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN) conformément au chap. [12.3.](#)

1. 3. Toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale doivent être conformes aux directives sur les services de police sans préjugés énoncées au chap. [38.2.](#)

1. 4. On doit ouvrir un dossier d'incident dans le SPIRP dans les 24 heures dans les circonstances suivantes :

1. 4. 1. si l'on a reçu des renseignements sur une activité qui pourrait constituer une menace pour la sécurité du Canada;

1. 4. 2. si l'on a entrepris une enquête criminelle relative à la sécurité nationale.

1. 5. Avant de saisir des renseignements dans une banque exempte, on doit suivre les directives énoncées au chap. [28.7.](#)

1. 6. En ce qui concerne les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale mettant en cause :

1. 6. 1. le financement d'activités terroristes, consulter le chap. [12.6.](#);

1. 6. 2. des organismes étrangers (autres que les États-Unis) effectuant des enquêtes au Canada, consulter l'art. [1.3.J.](#);

1. 6. 3. des organismes américains effectuant des enquêtes au Canada, consulter le chap. [43.1.](#);

1. 6. 4. des demandes provenant de bureaux d'ambassades ou de consulats, consulter l'art. [1.3.G.](#);

1. 6. 5. la manipulation de sources humaines, consulter le chap. [31.3.](#);

1. 6. 6. le programme de recrutement des sources, consulter le chap. [31.10.](#);

1. 6. 7. l'approbation d'opérations d'infiltration, consulter le chap. [30.6.](#);

1. 6. 8. des demandes d'entraide juridique et d'extradition, consulter le chap. [12.3](#).

## 2. Surveillance centralisée des enquêtes

### 2. 1. Généralités

2. 1. 1. Toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sont surveillées par les Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN), à la Direction générale.

2. 1. 2. Le comm. adj. aux ECSN est responsable de tous les aspects du Programme de sécurité nationale et donne au besoin des directives aux divisions. Il détient le pouvoir final de décision en matière d'enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 1. 3. Le c. div. est chargé de la supervision et de la gestion des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 1. 4. L'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) doit s'assurer que :

2. 1. 4. 1. toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale respectent le mandat du Programme de sécurité nationale;

2. 1. 4. 2. les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sont conformes aux instructions du ministre et aux directives et priorités de la GRC;

2. 1. 4. 3. les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sont menées sans délai;

2. 1. 4. 4. suffisamment de ressources sont allouées à l'exécution des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 1. 4. 5. les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN) sont immédiatement avisées de toute situation qui pourrait avoir des répercussions sur la sécurité du Canada et qui pourrait attirer l'attention des médias ou susciter la controverse.

2. 1. 5. L'OREC doit :

2. 1. 5. 1. gérer la situation, c'est-à-dire gérer la crise et les conséquences des incidents relatifs à la sécurité nationale là où la GRC est le service de police compétent et conformément à une entente donnée;

2. 1. 5. 2. assurer la liaison avec les organismes partenaires, notamment les services de police municipaux et provinciaux, afin d'établir des relations et des réseaux en vue d'assurer l'efficacité des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 1. 5. 3. suivre les directives des ECSN portant sur les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 1. 5. 4. rendre compte des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale aux ECSN et, le cas échéant, faire le point.

2. 1. 6. Le mandat des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale est le suivant :

2. 1. 6. 1. surveiller toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale afin de tenir le comm. adj. aux ECSN au courant de toute situation;

2. 1. 6. 2. suivre le déroulement de toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale par les rapports des OREC divisionnaires;

2. 1. 6. 3. coordonner tous les échanges de renseignements nationaux et étrangers relatifs à la sécurité nationale et donner des directives à leur égard;
2. 1. 6. 4. s'il y a lieu, attribuer des tâches et donner des conseils et des directives par écrit, par l'entremise de l'OREC;
2. 1. 6. 5. s'assurer que les enquêtes sont menées conformément aux instructions du ministre et aux politiques et directives de la GRC;
2. 1. 6. 6. attribuer des noms de projet en consultation avec les divisions;
2. 1. 6. 7. déterminer les activités posant des risques élevés pour les divisions.

## 2. 2. Plans opérationnels

2. 2. 1. L'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) ou la Section de la sécurité nationale (SSN) transmet les plans opérationnels des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale à l'OREC pour examen et recommandation, avec copie à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.
2. 2. 2. L'OREC examine le plan opérationnel et, s'il l'appuie, le transmet au directeur général des OCSN pour approbation du comm. adj. aux ECSN ou de son représentant.
2. 2. 3. Les plans opérationnels relatifs à la sécurité nationale comportant des opérations d'infiltration sont examinés par les OCSN ainsi que par les Opérations d'infiltration, Opérations fédérales et internationales. S'il est appuyé, le plan opérationnel est retourné aux OCSN pour approbation du comm. adj. aux ECSN. Consulter la partie [30](#).

## 2. 3. Enquêtes à l'état de projet

2. 3. 1. Une enquête criminelle relative à la sécurité nationale peut être à l'état de projet si elle remplit au moins une des conditions suivantes :
  2. 3. 1. 1. l'enquête criminelle nécessite un plan opérationnel, notamment une opération d'infiltration;
  2. 3. 1. 2. la communication illégale, non autorisée ou intentionnelle des renseignements à l'égard desquels le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial prend des mesures de protection, qui pourrait constituer une infraction à la [Loi sur la protection de l'information](#) ou à des dispositions semblables d'autres lois fédérales et du C. Cr.;
  2. 3. 1. 3. l'enquête criminelle est très complexe, compte tenu de la crédibilité de la menace et des besoins en matière de ressources humaines et financières.
2. 3. 2. Toutes les enquêtes criminelles sont menées conformément aux principes de la Gestion des cas graves. Consulter le chap. [25.3](#).
2. 3. 3. En ce qui concerne les calepins des enquêteurs dans le cadre d'enquêtes majeures ou à l'état de projet, consulter l'art. [4.3](#) du chap. 25.2.

## 2. 4. Secteur exigeant des précautions spéciales

### 2. 4. 1. Généralités

2. 4. 1. 1. L'instruction ministérielle sur les enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales ([Ann. 12-Généralités-3](#)) guide les enquêtes relatives à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales.

2. 4. 1. 2. Particulièrement, l'instruction ministérielle énonce, en partie, ce qui suit :

- « Même si rien n'échappe à l'application de la loi, il faut porter une attention particulière aux activités de la GRC menées conformément au paragraphe [6\(1\)](#) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et aux enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article [2](#) du *Code criminel du Canada*, qui ont, ou semblent avoir, des répercussions sur les institutions fondamentales de la société canadienne, dont les principales sont celles qui relèvent des domaines universitaire, politique, religieux, médiatique et syndical.»

2. 4. 1. 2. 1. Les définitions des secteurs figurent sur le site Web des [ECSN](#).

2. 4. 1. 3. Le comm. adj. aux ECSN est responsable de l'approbation de toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale visant des secteurs de la société canadienne exigeant des précautions spéciales, lorsque le secteur est le **principal objet de l'enquête**. Il approuve notamment toute proposition concernant une activité, un outil ou une technique d'enquête à utiliser dans le cadre de l'enquête.

NOTA : Le présent article s'applique également aux activités des groupes de recrutement des sources - Sécurité nationale (GRSSN).

2. 4. 1. 4. L'OREC ou son représentant est responsable de l'approbation de toute proposition concernant une activité, un outil ou une technique d'enquête qui a, ou semble avoir, des répercussions sur un secteur de la société canadienne exigeant des précautions spéciales, lorsque le secteur **n'est pas** le principal objet de l'enquête, mais semble accessoire ou non relié à l'activité criminelle faisant l'objet de l'enquête. L'OREC ou son représentant doit mettre le comm. adj. aux ECSN au courant de sa décision en temps utile.

NOTA : Le présent article s'applique également aux activités des GRSSN.

2. 4. 1. 5. Les activités, outils ou techniques d'enquête comprennent notamment les suivantes :

2. 4. 1. 5. 1. entrevues;

2. 4. 1. 5. 2. surveillance physique ou surveillance technique;

2. 4. 1. 5. 3. opérations d'infiltration;

2. 4. 1. 5. 4. relations avec des personnes appartenant ou affiliées à un secteur exigeant des précautions spéciales ou employées par celui-ci;

2. 4. 1. 5. 5. ordonnances judiciaires;

2. 4. 1. 5. 6. perquisition et saisie.

2. 4. 1. 6. On peut obtenir une approbation verbale dans une situation d'urgence. Toute approbation verbale ou électronique à chaque niveau doit être consignée et confirmée par écrit dans les plus brefs délais possibles.

2. 4. 2. **Éléments à prendre en considération**

2. 4. 2. 1. Lorsqu'on essaie de déterminer si une enquête criminelle relative à la sécurité nationale ou une activité, un outil ou une technique d'enquête a, ou semble avoir, des répercussions sur un secteur exigeant des précautions spéciales, il faut tenir compte des éléments suivants :

2. 4. 2. 1. 1. les droits et libertés garantis par la *Charte canadienne des droits et libertés*, qui ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique;

2. 4. 2. 1. 2. Il faut particulièrement tenir compte des éléments suivants :

2. 4. 2. 1. 2. 1. la liberté de conscience et de religion;

2. 4. 2. 1. 2. 2. la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication;

2. 4. 2. 1. 2. 3. la liberté de réunion pacifique;

2. 4. 2. 1. 2. 4. la liberté d'association;

2. 4. 2. 1. 3. les attentes de la collectivité locale et de la collectivité en général;

2. 4. 2. 1. 4. les répercussions sur les rapports entre la GRC ou la police et le public canadien.

2. 4. 2. 2. On doit évaluer les objectifs de l'enquête en tenant compte de leur incidence possible sur les droits et libertés d'une personne en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés* ou du dommage pouvant être infligé à une institution fondamentale de la société canadienne.

#### 2. 4. 3. **EISN ou SSN**

2. 4. 3. 1. L'EISN ou la SSN détermine s'il existe d'autres moyens d'enquête.

2. 4. 3. 2. Si on est dans le doute au sujet des répercussions d'une enquête criminelle relative à la sécurité nationale ou d'une activité, d'un outil ou d'une technique d'enquête sur un secteur exigeant des précautions spéciales, consulter les OCSN.

2. 4. 3. 3. Remplir la « Demande d'approbation pour un secteur exigeant des précautions spéciales » disponible sur le site Web des ECSN et la présenter à l'OREC dans les plus brefs délais possibles.

2. 4. 3. 4. Aviser immédiatement l'OREC si l'activité, l'outil ou la technique d'enquête approuvé a des répercussions néfastes réelles ou apparentes sur :

2. 4. 3. 4. 1. l'institution canadienne fondamentale;

2. 4. 3. 4. 2. la collectivité locale ou la collectivité en général;

2. 4. 3. 4. 3. les rapports de l'institution avec la GRC ou la police en général.

#### 2. 4. 4. **OREC ou son représentant**

2. 4. 4. 1. L'OREC ou son représentant examine chaque demande afin de déterminer la nécessité opérationnelle de l'activité, de l'outil ou de la technique d'enquête proposée.

2. 4. 4. 1. 1. Si la demande concerne une enquête criminelle relative à la sécurité nationale visée à l'art. [2.4.1.3.](#) et :

2. 4. 4. 1. 1. 1. qu'on l'accepte, on la fait parvenir à la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, aux fins d'approbation;

2. 4. 4. 1. 1. 2. qu'on la rejette, en avertir l'EISN ou la SSN par écrit et fournir une justification. Transmettre la demande rejetée et la justification à la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 4. 4. 1. 1. 3. dans une situation d'urgence, obtenir l'approbation verbale du directeur des OCSN. Assurer le suivi et confirmer par écrit.

2. 4. 4. 1. 2. Si la demande concerne une activité, un outil ou une technique d'enquête proposée conformément à l'art. [2.4.1.4.](#) et :

2. 4. 4. 1. 2. 1. qu'on l'accepte, en avertir l'EISN ou la SSN par écrit et la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 4. 4. 1. 2. 2. qu'on la rejette, en avertir l'EISN ou la SSN par écrit et fournir une justification. Transmettre la demande rejetée et la justification à la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 4. 4. 1. 2. 3. dans une situation d'urgence, on peut donner son approbation verbale à l'EISN ou à la SSN. Toute demande ou approbation verbale doit être confirmée par écrit. Confirmer sa décision par écrit auprès de l'EISN ou de la SSN et fournir une justification si la demande a été rejetée. Transmettre la demande approuvée ou rejetée et la justification à la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 4. 4. 1. 3. Informer dans les plus brefs délais possibles le directeur des OCSN de toute situation qui a eu des répercussions néfastes réelles ou apparentes sur un secteur exigeant des précautions spéciales, conformément à l'art. [2.4.3.4.](#)

#### 2. 4. 5. **Directeur des OCSN**

2. 4. 5. 1. Le directeur des OCSN examine et fait parvenir les demandes de l'OREC ou de son représentant, qui doivent être approuvées conformément à l'art. [2.4.1.3.](#), accompagnées de sa recommandation d'accepter ou de rejeter la demande, au comm. adj. aux ECSN ou à son représentant.

2. 4. 5. 1. 1. Aviser l'OREC ou son représentant par écrit de la décision du comm. adj. aux ECSN ou de son représentant, dans les plus brefs délais possibles.

2. 4. 5. 1. 2. Dans une situation d'urgence, l'OREC ou son représentant obtient l'approbation verbale du directeur des OCSN. Faire parvenir la demande au comm. adj. aux ECSN ou à son représentant. Assurer le suivi et confirmer par écrit.

2. 4. 5. 1. 3. Tenir un registre national des demandes qui ont des répercussions sur un secteur exigeant des précautions spéciales.

#### 2. 5. **Saisies dans le CIPC**

2. 5. 1. Le chef de l'EISN ou de la SSN approuve toutes les saisies dans le CIPC et s'assure que tous les renseignements sont exacts et pertinents. Consulter l'art. [1.6.](#) du chap. 12.3.

2. 5. 2. Envoyer une copie de toutes les saisies effectuées dans le CIPC à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 5. 3. Saisir les noms des sujets des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale dans le CIPC au niveau 2 ou 3. Consulter le [Manuel de référence du CIPC](#).

2. 5. 4. Aviser le CNO ainsi que le service émetteur dans le cas d'un résultat positif. Le CNO se chargera d'aviser les OCSN.

2. 5. 5. S'assurer que les chargements dans le CIPC sont faits selon les directives du [Manuel de référence du CIPC](#).

## 2. 6. Demandes d'avis de surveillance aux postes frontaliers canadiens et étrangers

2. 6. 1. Le chef de l'EISN ou de la SSN est responsable de l'approbation de toutes les demandes d'avis de surveillance aux postes frontaliers envoyées à l'Agence des services frontaliers du Canada. Envoyer une copie des avis de surveillance à l'OREC et à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 6. 2. Prendre note des types de demandes d'avis de surveillance suivants :

2. 6. 2. 1. Personne d'intérêt - utilisé dans des circonstances où la personne présente un intérêt, mais n'est pas un suspect dans le cadre d'une enquête criminelle relative à la sécurité nationale;

2. 6. 2. 2. Suspect - utilisé dans des circonstances où la personne est un suspect dans le cadre d'une enquête criminelle relative à la sécurité nationale ou est soupçonnée de participer à une activité criminelle posant une menace pour la sécurité du Canada.

2. 6. 3. Voici les renseignements qui doivent figurer dans les demandes d'avis de surveillance :

2. 6. 3. 1. l'objectif, le but et l'exigence opérationnelle de la demande;

2. 6. 3. 2. le type de demande d'avis de surveillance;

2. 6. 3. 3. la durée de la demande;

2. 6. 3. 4. les renseignements devant figurer sur l'avis de surveillance;

2. 6. 3. 5. les organismes qui auront accès à ces renseignements (du Canada et de l'étranger);

2. 6. 3. 6. la façon dont l'avis de surveillance fera progresser l'enquête;

2. 6. 3. 7. les mises en garde appropriées.

2. 6. 4. Les OCSN doivent approuver l'envoi des avis de surveillance à l'étranger et doivent respecter les directives sur l'échange de renseignements indiquées au chap. [12.3](#).

2. 6. 5. Chaque trimestre, le service demandeur examine ses demandes d'avis de surveillance aux postes frontaliers afin de déterminer s'ils sont pertinents et s'ils doivent être conservés.

2. 6. 6. On doit rapidement modifier ou supprimer une demande d'avis de surveillance pour tenir compte du changement de statut de l'individu ou des circonstances de l'enquête.

## 2. 7. Demandes d'Interpol



2. 7. 1. Interpol Ottawa transmet toutes les demandes de renseignements relatives à la sécurité nationale à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 7. 2. Les OCSN déterminent si les renseignements que veut obtenir un organisme étranger concernent la sécurité nationale ou les activités terroristes.

2. 7. 3. Tout échange de renseignements lié à la sécurité nationale doit être conforme aux dispositions du chap. [12.3](#).

## **2. 8. Diffusions d'Interpol/vérifications de fichiers**

2. 8. 1. Les OCSN n'interrogent que des banques de données sécurisées (c.-à-d. Système de renseignements protégés sur la criminalité, Système protégé d'incidents et de rapports de police et systèmes électroniques protégés de gestion des cas graves).

2. 8. 2. Les OCSN n'envoient de réponse à Interpol Ottawa que dans les cas où les résultats des interrogations sont positifs.

2. 8. 3. Les résultats des vérifications de fichiers positives (renseignements classifiés ou délicats) sont, sur approbation de l'off. resp. des OCSN ou de son représentant, transmis à l'agent de liaison compétent aux fins de diffusion appropriée au demandeur. Consulter le chap. [12.7](#).

2. 8. 4. Une réponse au demandeur est faite selon les directives des OCSN par l'intermédiaire d'Interpol ou de l'agent de liaison compétent.

## **2. 9. Demandes particulières d'Interpol**

2. 9. 1. Les demandes particulières provenant d'Interpol Ottawa doivent faire l'objet de vérifications de fichiers complètes (banques de données protégées et classifiées) par les OCSN.

2. 9. 2. Les OCSN n'envoient de réponse à Interpol Ottawa que lorsque les résultats des interrogations sont positifs.

2. 9. 3. Si les résultats des interrogations sont positifs, les OCSN déterminent les renseignements qui peuvent être communiqués au demandeur et communiquent ces renseignements par l'intermédiaire d'Interpol Ottawa ou de l'agent de liaison compétent.

## **2. 10. Dépôt d'accusations**

2. 10. 1. Transmettre les demandes de dépôt d'accusations criminelles concernant des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale à l'OREC pour examen et approbation. Envoyer une copie de toutes les demandes à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 10. 2. Si le dépôt d'accusations doit être approuvé par le procureur général, l'OREC l'examine et, s'il l'appuie, transmet une recommandation à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale. Si le comm. adj. aux ECSN est d'accord, il demande l'autorisation du procureur général.

2. 10. 3. Envoyer une demande d'engager des poursuites en vertu de l'article [83.12](#) du C. cr. à l'OREC pour examen et, s'il l'appuie, l'envoyer à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale pour approbation.

2. 10. 4. Les ECSN doivent obtenir le consentement du procureur général avant d'engager des poursuites en vertu de l'article [83.12](#) (Blocage des biens) du C. cr., selon l'article [83.24](#) du C. cr.

### 3. Divulgarion illicite de renseignements

3. 1. Signaler toutes les infractions à la [Loi sur la protection de l'information](#) ou à des dispositions semblables d'autres lois fédérales et du C. cr., notamment la communication illégale, non autorisée ou intentionnelle à une entité étrangère ou à un groupe terroriste des renseignements à l'égard desquels le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial prend des mesures de protection, à l'off. resp. des OCSN;

3. 2. Afin d'assurer l'impartialité et la transparence, le comm. adj. aux ECSN détermine, au cas par cas, le service compétent qui mènera l'enquête criminelle.

3. 3. Les ECSN examinent tous les motifs du dépôt d'accusations relativement à la [Loi sur la protection de l'information](#), ou à des infractions connexes au C. cr., et si elles les approuvent, demandent l'autorisation du procureur général du Canada d'engager des poursuites criminelles.

### Ann. 12-2-1 - Investigations (article 83.28 du C. cr.)

#### 1. Généralités

1. 1. Le procureur général doit autoriser le début d'une investigation. Pour l'application de la [Loi antiterroriste](#), « procureur général » s'entend du procureur général du Canada ou du procureur général de la province.

1. 1. 1. Dans le cas d'une infraction nationale, l'autorité approbatrice est le procureur général du Canada.

1. 1. 2. Dans le cas d'une infraction locale, l'autorité approbatrice est le procureur général de la province.

1. 2. Consulter les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale pour déterminer s'il s'agit d'une infraction nationale ou locale.

1. 3. Le comm. adj. aux Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) est le seul membre de la GRC qui peut demander l'autorisation du procureur général de procéder à une investigation.

#### 2. Rapport à l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC)

2. 1. S'assurer qu'il existe des motifs raisonnables d'obtenir une ordonnance autorisant la collecte de renseignements. Les conditions sont énoncées au par. [83.28\(4\)](#) du C. cr.

2. 2. Présenter, en consultation avec le ministère fédéral régional de la Justice et les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN), une demande écrite à l'OREC. Inclure dans sa demande les rubriques suivantes :

2. 2. 1. **Historique/situation actuelle** : Donner des précisions sur l'affaire, notamment des renseignements qui aideront le comm. adj. aux ECSN à traiter la demande.

2. 2. 2. **Infraction de terrorisme commise ou motifs raisonnables de croire qu'une telle infraction sera commise** :

2. 2. 2. 1. Donner des précisions sur l'infraction de terrorisme qui a été commise et sur les renseignements relatifs à l'infraction qui sont susceptibles d'être obtenus de l'investigation (al. [83.28\(4\)a](#)) du C. cr.).

OU

2. 2. 2. 2. Lorsqu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une infraction de terrorisme sera commise, préciser les renseignements relatifs à l'infraction de terrorisme préméditée qui sont susceptibles d'être obtenus de l'investigation (al. [83.28\(4b\)](#) du C. cr.).

2. 2. 3. **Demandes judiciaires** : Divulguer toutes les demandes de mandat, d'ordonnance ou d'autorisation judiciaire qui ont déjà été présentées à un juge ou à un juge de paix relativement à l'enquête.

2. 2. 4. **Nature délicate des renseignements** : Évaluer la nature délicate des renseignements à divulguer.

2. 2. 5. **Source humaine confidentielle** : Indiquer si des renseignements ont été obtenus d'une source humaine confidentielle.

2. 2. 6. **Renseignements obtenus d'une entité étrangère** : Indiquer si des renseignements ont été obtenus d'une entité étrangère.

2. 2. 7. **Renseignements relatifs à des enquêtes en cours** : Indiquer s'il faudrait invoquer au cours de l'investigation tout autre privilège à l'égard de certains renseignements, p. ex. les renseignements nécessaires pour protéger des enquêtes en cours.

2. 2. 8. **Autres renseignements pertinents** : Indiquer si des faits pourraient militer contre le recours à ce pouvoir. Inclure tout autre renseignement qui peut aider le comm. adj. aux ECSN à déterminer le besoin de procéder à une investigation.

2. 2. 9. **Commentaires du ministère régional de la Justice** : Indiquer les commentaires et les directives du ministère fédéral ou provincial régional de la Justice, p. ex. consentement, recommandations ou motifs de refus de l'autorisation.

### 3. Demande à un juge

3. 1. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale informent l'enquêteur si le procureur général a autorisé le début d'une investigation.

3. 2. Présenter, en consultation avec le ministère fédéral régional de la Justice ou le procureur général de la province, une demande à un juge (au sens de la présente Loi) pour obtenir une ordonnance autorisant la conduite d'une investigation.

3. 3. Au cours de l'investigation, faire des mises à jour quotidiennes et les transmettre à l'off. resp. des OCSN par l'intermédiaire de l'OREC.

3. 4. À la fin de l'investigation, transmettre par l'intermédiaire de l'OREC un rapport final à l'off. resp. des OCSN, en veillant à donner des précisions sur la décision du tribunal.

## **Ann. 12-2-2 - Engagement assorti de conditions - Arrestation préventive (article 83.3 du C.cr.)**

### **1. S'assurer que le recours à ce pouvoir est nécessaire :**

1. 1. Faire tout son possible pour appliquer les dispositions ordinaires du *Code criminel* en matière d'arrestation (article [495\(1\)](#) du C. cr.), lorsque les motifs nécessaires sont réunis.

1. 2. S'il n'y a aucun autre moyen raisonnable d'empêcher l'activité terroriste, exercer les pouvoirs prévus par la présente Loi en matière d'arrestation préventive.

1. 3. Faire preuve de prudence en tout temps : ne pas donner l'impression d'exercer arbitrairement ces pouvoirs afin d'opprimer la liberté d'une personne.

1. 4. En cas d'urgence, voir l'art. [4.](#), Déposer la dénonciation.

### **2. Appliquer le critère aux circonstances :**

2. 1. Apprécier tous les éléments de preuve disponibles.

2. 2. Existe-t-il des motifs raisonnables de croire qu'une activité terroriste sera mise à exécution?

2. 3. A-t-on des motifs raisonnables de soupçonner que l'imposition, à la cible, d'un engagement assorti de conditions ou son arrestation est nécessaire pour éviter la mise à exécution de l'activité terroriste?

2. 4. Voir la définition de activité terroriste au par. [83.01\(1\)](#) du C. cr.

2. 5. Il n'est pas nécessaire que l'activité soit imminente pour exercer ce pouvoir. Il suffit d'avoir des motifs raisonnables de croire que l'activité terroriste sera mise à exécution.

2. 6. Ne pas procéder à une arrestation si une sommation suffira à atteindre les objectifs ou à éviter la mise à exécution de l'activité terroriste. Toutefois, si l'activité terroriste est imminente, procéder à l'arrestation.

### **3. Avertir le s.-comm. aux Opérations et à l'Intégration :**

3. 1. Avertir immédiatement le comm. adj. aux Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) et transmettre un rapport aux Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN) par l'intermédiaire de l'officier responsable des enquêtes criminelles, lorsque le critère est réuni.

3. 2. Indiquer si la cible a été arrêtée ou s'est tout simplement vu signifier une sommation à comparaître.

3. 3. Donner un résumé complet des motifs de croire qu'une activité terroriste sera mise à exécution.

3. 4. Expliquer les motifs de soupçonner que l'imposition, à une personne, d'un engagement assorti de conditions ou son arrestation est nécessaire pour éviter la mise à exécution de l'activité terroriste.

3. 5. Indiquer toutes les demandes de mandat, d'ordonnance ou d'autorisation judiciaire qui ont déjà été présentées à un juge ou à un juge de paix.

3. 6. Indiquer les renseignements qui ont été obtenus d'une source humaine confidentielle.

3. 7. Indiquer les renseignements qui ont été obtenus d'une source étrangère.

3. 8. Indiquer s'il faudrait invoquer au cours de l'audience d'engagement tout autre privilège, p. ex. les renseignements nécessaires pour protéger une enquête en cours.

3. 9. Présenter tout fait découlant de l'enquête qui pourrait militer contre le recours à ce pouvoir.

#### **4. Déposer la dénonciation :**

4. 1. Si le procureur général du Canada approuve la demande de dépôt d'une dénonciation, les OCSN en informent l'enquêteur.

4. 2. Un procureur est également affecté au dossier. Communiquer immédiatement avec le procureur et mettre tout en oeuvre pour le tenir ensuite au courant des faits nouveaux relativement à l'enquête.

4. 3. Déterminer, en consultation avec le procureur, s'il convient de demander au tribunal une sommation à comparaître ou un mandat d'arrestation.

4. 4. Déposer une dénonciation devant un juge de la cour provinciale. La dénonciation est semblable à celle visée à l'art. [810](#) du C. cr. (engagement de ne pas troubler l'ordre public).

4. 5. En cas d'urgence, on peut, sans mandat, arrêter une personne si on détermine que les motifs sont réunis pour le dépôt d'une dénonciation, mais que l'urgence de la situation rend difficilement réalisable le dépôt d'une dénonciation, ou qu'une sommation a déjà été décernée (mais aucun mandat n'a été délivré) et qu'on a des motifs raisonnables de soupçonner que la mise sous garde de la personne est nécessaire afin de l'empêcher de mettre à exécution une activité terroriste.

4. 5. 1. Toutefois, dans le cas d'une arrestation sans mandat, on doit déposer une dénonciation selon les étapes ci-dessus. Si aucune dénonciation n'a été déposée au moment où la personne est conduite devant un juge de la cour provinciale, ce dernier ordonnera qu'elle soit mise en liberté.

#### **5. Signifier la sommation ou le mandat d'arrestation :**

5. 1. Lorsqu'une sommation est décernée :

5. 1. 1. signifier la sommation à la personne et en informer ensuite le procureur;

5. 1. 2. renseigner le procureur sur les conditions pertinentes à présenter au tribunal;

5. 1. 3. préparer, en consultation avec le procureur, la prochaine comparution de la personne;

5. 1. 4. aller à l'art. [7](#), Audience d'engagement.

5. 2. Lorsqu'un mandat d'arrestation a été délivré :

5. 2. 1. exécuter le mandat d'arrestation et conduire la personne devant un juge sans retard, et à tout le moins, dans un délai de 24 heures; si un juge de la cour provinciale n'est pas disponible dans un délai de 24 heures, conduire la personne devant le juge le plus tôt possible;

5. 2. 2. se préparer immédiatement pour l'audience de justification;

5. 2. 3. si, avant que la personne ne soit conduite devant le juge, l'officier responsable est convaincu qu'elle devrait être mise en liberté inconditionnellement, mettre la personne en liberté.

## 6. Audience de justification :

6. 1. Dans le cas où la personne arrêtée est conduite devant le juge, être prêt à faire valoir que la mise sous garde continue de la personne est justifiée. Il y a trois principaux motifs qui peuvent justifier la mise sous garde continue de la personne :

6. 1. 1. assurer sa comparution;

6. 1. 2. assurer la protection ou la sécurité du public, notamment celle d'un témoin, dans toutes les circonstances, y compris la probabilité que, si la personne est mise en liberté, une activité terroriste sera mise à exécution, et toute probabilité marquée que la personne, si elle est mise en liberté, nuira à l'administration de la justice;

6. 1. 3. toute autre juste cause, voir la disposition [83.3\(7\)\(C\)](#) du C. cr.

6. 2. Si le juge détermine que les motifs de l'enquêteur sont fondés, il peut ordonner que la mise sous garde se poursuive et ajourner la comparution pour une période maximale de 48 heures. Sinon, le juge peut ordonner que la personne soit mise en liberté.

## 7. Audience d'engagement :

7. 1. Le juge peut ordonner une audience d'engagement, s'il est convaincu qu'il est opportun de le faire.

7. 2. En vue de l'audience d'engagement, être prêt à conseiller et aider le procureur en ce qui concerne tout témoin qui peut être appelé à comparaître à l'audience.

7. 3. Être prêt à obtenir toute preuve disponible pour aider le procureur à présenter sa cause.

7. 4. Être prêt à faire, en consultation avec le procureur, une pleine et juste communication de la preuve, selon des principes bien établis, à la personne qui comparaît à l'audience.

7. 5. Renseigner le procureur sur toute condition qu'il conviendrait, à son avis, d'imposer à la personne.

Modifié le 2011-07-22

## 12.3. Échange, traitement et communication ou diffusion des renseignements

### 1. Généralités

1. 1. Se référer à l'art. [XI.1.N.](#) du MA concernant la communication des renseignements classifiés ou désignés.

1. 2. Se référer à l'art. [I.3.L.](#) concernant la communication des renseignements sur les antécédents judiciaires.

1. 3. Se référer au chap. [12.7.](#) concernant la communication des renseignements aux agents de liaison de la GRC.

1. 4. Conformément aux art. [7](#) et [8](#) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, les renseignements classifiés ou désignés sur la sécurité nationale peuvent être communiqués à un ministère ou organisme compétent selon :

1. 4. 1. son **besoin de connaître**, c'est-à-dire le besoin qu'il éprouve d'accéder à des renseignements et de les connaître pour accomplir les tâches qui lui incombent; consulter la [Politique sur la sécurité du gouvernement](#);

1. 4. 2. son **droit de savoir**, c'est-à-dire son autorisation légale, y compris son autorisation de sécurité, à accéder à des renseignements classifiés.

1. 5. Il faut consigner au dossier tous les renseignements liés à la sécurité nationale qui sont reçus d'un ministère ou organisme canadien ou étranger ou qui lui sont transmis.

1. 6. Il faut évaluer de la façon suivante la fiabilité, la pertinence et l'exactitude de tous les renseignements avant de les diffuser :

1. 6. 1. évaluer la fiabilité des renseignements, y compris de leur source, conformément au ch. [31.5.](#);

1. 6. 2. déterminer pourquoi un autre ministère ou organisme demande les renseignements (le besoin de connaître), la nature de l'enquête et la façon dont les renseignements pourraient être utilisés;

1. 6. 3. s'assurer que tous les renseignements qui sont communiqués et qui décrivent des faits ou des événements sont exacts et précis.

1. 7. Il faut évaluer tous les renseignements sous l'angle du respect des lois applicables en matière de communication des renseignements personnels.

1. 8. Tout doute concernant la fiabilité ou l'exactitude de la source ou des renseignements doit être clairement communiqué au destinataire.

1. 9. Tous les renseignements reçus d'un autre ministère ou organisme demeurent sa propriété et ne peuvent être reclassifiés ou diffusés sans son autorisation écrite.

1. 9. 1. Si une autorisation de reclassification ou de diffusion est obtenue, tout échange ultérieur des renseignements demeure assujéti aux mises en garde en vigueur touchant la nouvelle classification ou la diffusion.

1. 10. Tous les renseignements sensibles ou potentiellement préjudiciables liés à la sécurité nationale reçoivent la cote de sécurité Confidentiel, Secret ou Très Secret. Consulter les art. [XI.1.J.](#) et [K.](#) ainsi que [l'ann. XI-1-3](#) du MA.

1. 10. 1. Le calepin d'un enquêteur qui contient des renseignements sensibles ou potentiellement préjudiciables doit être entreposé et recevoir une classification de sécurité équivalant à la cote la plus élevée attribuée aux renseignements protégés contenus dans le calepin. Consulter également le chap. [25.2.](#)

1. 11. Tous les renseignements classifiés doivent être entreposés de la façon indiquée à l'art. [XI.3.H.](#) du MA.

1. 12. Pour l'attribution d'une cote de sécurité aux documents classifiés et leur transmission par courrier, consulter l'art. [XI.1.L.](#) et [l'ann. XI-1-4](#) du MA.

1. 13. Pour la transmission par voie électronique des renseignements classifiés, consulter les chap. [XI.4.](#) et [XI.5.](#) du MA.

## 2. Réunions et séances d'information

2. 1. Toute réunion opérationnelle ou séance d'information avec un ministère ou organisme canadien ou étranger, notamment un ministère ou organisme chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi, doit être étayée par des documents qui sont versés au dossier.

2. 2. En ce qui concerne l'échange de renseignements avec un ministère ou organisme canadien ou étranger, consulter le chap. [12.9](#).

2. 3. Le membre qui assiste à une réunion opérationnelle interministérielle doit consigner par écrit sa participation, de même que les décisions qui ont été prises.

### 3. Échange de renseignements avec des ministères ou organismes étrangers

3. 1. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale sont responsables de l'échange de renseignements avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi.

3. 2. Avant d'être envoyée, toute la correspondance échangée avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi par les équipes intégrées de la sécurité nationale (EISN) ou les sections de la sécurité nationale (SSN) doit être soumise à l'examen de l'officier responsable des enquêtes criminelles et envoyée à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale aux fins d'approbation et de plus ample diffusion.

3. 3. La GRC peut, avec le consentement préalable du ministre, conclure une entente verbale ou écrite avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité ou du renseignement ou collaborer avec lui.

3. 3. 1. L'entente écrite conclue avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité ou du renseignement doit être conforme à l'instruction du ministre sur les accords et la coopération reliés à la sécurité nationale. Consulter [l'ann. 12-Généralités-2](#).

3. 3. 2. Les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) conservent des exemplaires de toute entente conclue entre le Programme de sécurité nationale de la GRC et un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité ou du renseignement, de même que des documents sur les modalités des ententes verbales.

3. 4. Lorsque de nouvelles ententes sont conclues avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité ou du renseignement, il faut tenir compte de la question de savoir si le pays respecte les droits démocratiques et les droits de la personne, telle que déterminée de concert avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI). Consulter l'art. [4](#).

3. 5. Si un différend surgit au cours des rapports avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi, il faut en informer immédiatement les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

3. 6. Tous les renseignements classifiés ou liés à la sécurité nationale qui sont transmis à un ministère ou organisme étranger doivent être accompagnés de la mise en garde suivante :

3. 6. 1. *Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins d'usage interne seulement. Il ne peut être reclassifié, copié, reproduit, utilisé en tout ou en partie ou diffusé à un plus large auditoire sans le consentement de l'auteur. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, des procédures judiciaires ou des citations à comparaître ou encore à toute autre fin juridique ou judiciaire sans le consentement de l'auteur. Si vous êtes assujetti à une législation sur l'accès à l'information ou à toute autre loi intérieure qui vous empêche de prévenir la divulgation de ces renseignements, veuillez en aviser immédiatement le Programme de sécurité nationale de la GRC et retourner le document. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. Si le destinataire désire modifier ces conditions, il doit*



*communiquer avec l'officier responsable des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, GRC.*

3. 7. Lorsqu'on demande des renseignements à un ministère ou organisme étranger ou qu'on en reçoit de lui, il faut s'assurer que la demande comporte ce qui suit :

3. 7. 1. le nom du ministère ou de l'organisme, ou de l'autorité compétente;

3. 7. 2. l'objet ou la nature de l'enquête;

3. 7. 3. une description du genre d'information ou de coopération recherchée;

3. 7. 4. s'il y a lieu, les fins pour lesquelles on prévoit utiliser les renseignements demandés (p. ex. enquête, poursuite judiciaire).

3. 8. Il faut évaluer la fiabilité et la pertinence des renseignements reçus d'un ministère ou organisme étranger et consigner au dossier les résultats de l'évaluation. Consulter l'art. [1.6.](#)

3. 9. Dans des situations d'urgence, les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale peuvent échanger verbalement des renseignements avec un ministère ou organisme étranger. Les échanges doivent être consignés par écrit.

3. 10. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale doivent immédiatement être informées de toutes les demandes émanant de ministères ou organismes étrangers concernant des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

#### **4. Pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne**

4. 1. En ce qui concerne les protocoles d'échange de renseignements avec des pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne, consulter [l'ann. 12-Généralités-2](#) et le par. [II.4.M.3.](#)

4. 2. Pour évaluer les antécédents en matière de respect des droits de la personne d'un pays avec lequel la GRC entend échanger des renseignements, il faut consulter les rapports annuels du MAECI qui évaluent les antécédents de ce pays en cette matière.

4. 3. On doit consulter le MAECI avant de prendre des décisions au sujet des échanges avec un pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne.

4. 4. On doit consigner par écrit toutes les décisions concernant les échanges faits avec un pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne, en expliquant notamment l'importance que revêt l'obtention de ces renseignements et les répercussions qu'ils auront sur les obligations du Canada au chapitre du respect des droits de la personne. Les ECSN sont chargées de la coordination avec les autres ministères fédéraux.

4. 5. Les renseignements reçus de pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne sont consignés et leur fiabilité est évaluée (c.-à-d. le risque que le pays puisse fournir des renseignements erronés ou de faux aveux arrachés sous la torture, par la violence ou sous la menace).

4. 6. Lorsqu'on évalue les répercussions de l'échange de renseignements avec un pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne, il ne faut ménager aucun effort pour s'assurer que la démarche n'équivaut pas à avaliser ou à tolérer la torture ou les violations des droits de la personne.

4. 7. Lorsqu'il est établi qu'un Canadien est placé sous garde à l'étranger en rapport avec une enquête relative à la sécurité nationale, les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale doivent en informer immédiatement le MAECI.

4. 8. Le comm. adj. aux ECSN doit approuver tous les échanges de renseignements avec un pays à l'égard duquel des renseignements crédibles ont été reçus concernant le recours possible à la torture à l'endroit d'un Canadien détenu à l'étranger.

#### **5. Demandes faites en vertu d'un Traité d'entraide juridique**

5. 1. Toutes les demandes liées à la sécurité nationale qui sont reçues ou qui sont faites en vertu d'un Traité d'entraide juridique doivent être coordonnées par les ECSN.

5. 2. Lorsqu'une demande en vertu d'un Traité d'entraide juridique est reçue, les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale la confient à l'EISN ou à la SSN, selon le cas.

5. 2. 1. Une demande faite en vertu d'un Traité d'entraide juridique à un ministère ou organisme étranger doit être envoyée par la filière habituelle à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, pour qu'elle soit examinée et qu'elle reçoive l'approbation définitive du directeur général des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

5. 3. Les demandes faites en vertu d'un Traité d'entraide juridique doivent être conformes aux directives énoncées à l'art. [II.1.M.](#)

#### **6. Échange de renseignements avec des ministères ou organismes canadiens**

6. 1. Le chef de l'EISN ou de la SSN est responsable de l'échange de renseignements avec un ministère ou organisme canadien chargé de l'exécution de la loi tout en veillant au respect des art. [7](#) et [8](#) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

6. 2. L'officier responsable des enquêtes criminelles approuve la diffusion des renseignements transmis par suite d'une demande d'un ministère ou organisme canadien qui n'est pas chargé de l'exécution de la loi (municipal, provincial ou privé).

6. 3. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale approuvent toute demande émanant d'un ministère ou organisme fédéral non chargé de l'exécution de la loi (p. ex. le Service canadien du renseignement de sécurité, le ministère de la Défense nationale, le MAECI, Santé Canada), et communiquent les renseignements.

#### **7. Mises en garde**

7. 1. Les mises en garde qui suivent doivent accompagner tous les renseignements relatifs à la sécurité nationale qui sont communiqués au sein et à l'extérieur de la GRC.

7. 2. Tous les renseignements classifiés et liés à la sécurité nationale qui sont communiqués à un ministère ou organisme canadien doivent être accompagnés de la mise en garde suivante :

*7. 2. 1. Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins d'usage interne seulement. Il ne peut être reclassifié, copié, reproduit, utilisé en tout ou en partie ou diffusé à un plus large auditoire sans le consentement de l'auteur. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, des procédures judiciaires ou des citations à comparaître ou encore à toute autre fin juridique ou judiciaire sans le consentement de l'auteur. Le traitement et l'entreposage de ce document doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Si votre service ne peut pas appliquer ces lignes directrices, veuillez lire le document et le détruire. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit*

accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. Si vous avez des questions au sujet des renseignements ou de la mise en garde, veuillez communiquer avec l'officier responsable des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, GRC.

7. 3. L'information ou les renseignements criminels qui ont été recueillis auprès de sources délicates ou dont la communication à un plus vaste auditoire risque de révéler les sources, les méthodes de travail ou les techniques d'enquête de la GRC – risquant de ce fait de porter préjudice à la [Loi sur la protection de l'information](#) qui vise à prévenir et à décourager les atteintes à la sécurité nationale par suite de la communication de renseignements opérationnels spéciaux – doivent être accompagnés de la mise en garde suivante en sus de celle énoncée à l'art. [7.2.](#) :

7. 3. 1. *Ce document peut faire l'objet d'une exemption obligatoire en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Si l'accès y est demandé en vertu de ces lois, la décision relative à sa communication ne sera prise qu'après consultation préalable du coordonnateur de la protection de la vie privée de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Ce document peut renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Ces renseignements peuvent également être protégés par les dispositions de la Loi sur la preuve au Canada (LPC). Le Programme de sécurité nationale de la GRC peut prendre toutes les mesures prévues à la LPC, ou à toute autre loi, pour protéger ces renseignements contre la communication ou la divulgation, notamment la présentation des avis nécessaires au procureur général du Canada.*

7. 4. Toute la correspondance interne renfermant des renseignements relatifs à la sécurité nationale doit contenir la mise en garde suivante :

7. 4. 1. *Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est fourni à votre section ou service et il ne doit pas être diffusé, en totalité ou en partie, sans le consentement préalable de l'auteur. Il ne doit pas être déclassifié sans la permission écrite de l'auteur. Ce document peut renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Le traitement et l'entreposage de ce document doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Si votre service ne peut pas appliquer ces lignes directrices, veuillez lire le document et le détruire. Le défaut de se conformer à cette mise en garde constitue une infraction à la politique de la GRC et aux lois fédérales. Pour toute question concernant les renseignements, veuillez communiquer avec l'auteur du document.*

## **12.4. Relations avec les médias/communications et exposés/notes de synthèse**

### **1. Relations avec les médias/communications**

1. 1. La Direction générale assure le contrôle central de toutes les relations avec les médias/communications pour ce qui est des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

1. 2. Se référer au chap. [27.1.](#) concernant les relations avec les médias.

1. 3. Se référer au chap. [27.3.](#) concernant les demandes de renseignements des médias.

### **2. Exposés/notes de synthèse**

2. 1. Si un exposé ou une note de synthèse est destiné à la Direction générale, il faut d'abord l'envoyer à l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) pour examen et recommandation.

2. 2. Si l'exposé ou la note de synthèse est recommandé, l'OREC l'achemine, par l'intermédiaire du CNO, à la Direction générale, à l'att. du comm. adj. aux Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

Modifié le 2011-07-22

## 12.5. Présentations, conférences, réunions de planification des activités, ateliers et formation

### 1. Présentations

1. 1. L'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) s'assure que le contenu de toutes les présentations est à jour et qu'il cadre avec le Programme de sécurité nationale.
1. 2. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale approuvent au préalable toutes les présentations sur le Programme de sécurité nationale qui sont de nature opérationnelle ou qui sont destinées à un public international.

### 2. Conférences, réunions de planification des activités et ateliers

2. 1. Avant que des ressources financières ou humaines ne soient engagées, le directeur général des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale doit être informé de tout atelier, conférence ou réunion de planification des activités proposé par l'Équipe intégrée de la sécurité nationale ou la Section de la sécurité nationale (SSN).

### 3. Formation

3. 1. L'OREC doit s'assurer que tous les enquêteurs criminels de la sécurité nationale sont formés conformément aux normes et directives opérationnelles du Programme de sécurité nationale.
3. 2. Une initiative de formation assortie de normes nationales est élaborée en collaboration avec Apprentissage et Perfectionnement.

Modifié le 2011-07-22

## 12.6. Financement des activités terroristes

### 1. Généralités

1. 1. La [Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes](#) (LRPCFAT) prévoit des mesures précises visant à détecter et décourager le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes et à faciliter les enquêtes ou les poursuites relatives aux infractions de financement des activités terroristes.

1. 2. Les responsabilités de la GRC aux termes de la LRPCFAT comprennent les suivantes :

1. 2. 1. recevoir les renseignements communiqués par le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) au sujet de cas de financement d'activités terroristes;

1. 2. 2. communiquer volontairement au CANAFE des renseignements concernant des cas de financement d'activités terroristes;

1. 2. 3. envoyer des enquêteurs affectés aux produits de la criminalité donner suite aux appels de l'Agence des services frontaliers du Canada;

NOTA : Si l'on soupçonne qu'il y a financement d'activités terroristes, on doit faire appel à l'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) ou à la Section de la sécurité nationale (SSN) compétente, qui apportera son aide ou fera enquête.

1. 2. 4. dispenser aux divers organismes ou clients partenaires une formation sur la LRPCFAT et sur les responsabilités de la GRC au chapitre des enquêtes sur le financement des activités terroristes (p. ex. indices concernant les passeurs d'argent);

1. 2. 5. tenir des statistiques et des exposés de situation conformément aux besoins des Enquêtes criminelles sur la sécurité nationale.

## **2. Renseignements communiqués par le CANAFE à la GRC**

2. 1. Lorsque le CANAFE a des motifs raisonnables de soupçonner que des renseignements désignés seraient utiles aux fins d'enquête ou de poursuite relativement à une infraction de financement des activités terroristes, il communique les renseignements de façon centrale au coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN), conformément au par. [55\(3\)](#) de la LRPCFAT. L'EISN ou la SSN ne reçoit pas directement les renseignements communiqués par le CANAFE.

2. 2. Le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme des OCSN procède à une évaluation initiale des renseignements communiqués par le CANAFE.

2. 2. 1. Lorsque les renseignements le justifient, le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme fournit des renseignements pertinents puisés dans les banques de renseignements de la GRC et demande à l'EISN ou à la SSN de faire enquête.

2. 2. 2. Si les renseignements ne justifient pas la tenue d'une enquête criminelle à ce stade, ils sont conservés pour les fins du renseignement criminel et stratégique.

2. 2. 3. L'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme cerne les renseignements communiqués par le CANAFE et les télécharge dans le SIRPP.

2. 2. 4. L'EISN ou la SSN qui a reçu les renseignements doit retourner tous les formulaires de réponse au CANAFE au coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme.

## **3. Renseignements communiqués volontairement au CANAFE**

3. 1. Le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme ou son représentant agit comme coordonnateur central pour la communication volontaire au CANAFE de renseignements concernant des cas de financement d'activités terroristes.

3. 2. Tous les services d'enquête criminelle qui communiquent volontairement des renseignements au sujet de cas de financement d'activités terroristes envoient les renseignements à communiquer au coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme qui les transmet par porteur au CANAFE.

3. 3. La lettre accompagnant les renseignements communiqués volontairement doit contenir les renseignements suivants :

3. 3. 1. le nom de la personne, de la société ou de l'entité qui fait l'objet d'une enquête criminelle et des renseignements complets à son sujet;

3. 3. 2. son adresse au complet et son numéro de téléphone;

3. 3. 3. des précisions au sujet des institutions bancaires (y compris les numéros de compte), les noms des banques ou des sociétés extraterritoriales, les prête-noms et tout autre renseignement connexe pertinent;

3. 3. 4. un bref résumé de l'activité terroriste ou de l'activité de financement d'activités terroristes qui fait l'objet d'une enquête criminelle, y compris le mode de fonctionnement;

3. 3. 5. les mises en garde habituelles concernant la règle touchant une tierce personne et les autres conditions applicables aux ministères et organismes fédéraux canadiens énoncées à [l'ann. XI-1-5 du MA](#).

3. 4. Le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme transmet au CANAFE les renseignements énoncés à l'art. [3.3.](#), accompagnés d'une lettre signée par l'off. resp. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

#### **4. Ordonnance de production pour l'obtention d'autres renseignements du CANAFE**

4. 1. Conformément au par. [60\(3\)](#) de la LRPCFAT, les membres de la GRC faisant partie de l'EISN ou de la SSN et l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale ont été autorisés par le procureur général du Canada :

à fournir un affidavit à l'appui d'une ordonnance de communication de renseignements du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, demandée par le procureur général du Canada ou en son nom, dans le cadre d'une enquête sur une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou une infraction de financement des activités terroristes.

4. 2. Les enquêteurs criminels de l'EISN ou de la SSN qui préparent les ordonnances de production doivent aviser le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme.

Modifié le 2011-07-22

## **12.7. Demandes d'aide provenant d'organismes étrangers**

### **1. Généralités**

1. 1. Toutes les demandes d'aide relatives à la sécurité nationale reçues de la part d'un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi doivent être transmises à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, aux fins de traitement.

1. 2. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale coordonnent toutes les demandes relatives à la sécurité nationale visant à fournir des renseignements aux agents de liaison ou à en recevoir de leur part. Consulter le chap. [12.3.](#)

1. 3. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale déterminent les renseignements qui peuvent être communiqués à un ministère ou organisme étranger ainsi que la classification de sécurité de ces renseignements, en collaboration avec les agents de liaison.

1. 4. Se référer à l'art. [4.](#) du chap. 12.3. concernant l'échange de renseignements avec des pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne.

### **2. Agent de liaison**

2. 1. Si un différend surgit au cours des rapports avec un ministère ou organisme étranger, en informer immédiatement les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 2. Si l'on reçoit une demande d'aide relative à la sécurité nationale de la part d'un organisme d'exécution de la loi canadien ou d'un autre ministère, consulter immédiatement les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale pour obtenir des directives avant de traiter la demande.

2. 3. Tenir un registre de tous les renseignements relatifs à la sécurité nationale qui sont communiqués à un ministère ou organisme étranger, y compris le nom du destinataire.

2. 4. Lorsqu'on aide un ministère ou organisme étranger dans toute affaire relative à la sécurité nationale, suivre les modalités énoncées à l'art. [3.](#) du chap. 12.3.

2. 5. Si l'on reçoit des renseignements concernant une menace à l'égard d'intérêts canadiens, au pays ou à l'étranger, en informer immédiatement les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale et la Section de l'évaluation des menaces relatives à la sécurité nationale par l'intermédiaire du CNO.

2. 6. Si l'on apprend ou si l'on soupçonne que des renseignements relatifs à la sécurité nationale provenant de la GRC sont utilisés contrairement aux mises en garde, ou à des fins autres que celles qui sont prévues, en informer immédiatement le directeur général des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

### 3. EISN ou SSN

3. 1. Comme l'indique le chap. [12.3.](#), faire parvenir, par l'entremise de l'officier responsable des enquêtes criminelles, toutes les demandes d'aide relatives à la sécurité nationale reçues de la part d'un organisme étranger à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, aux fins d'approbation.

## 12.8. [omis]

## 12.9. Ententes de la Police fédérale

### 1. Généralités

1. 1. Tous les documents d'entente, de dispositions et d'accord de coopération de la Police fédérale (c.-à-d. les protocoles d'entente, les lettres d'entente) doivent être par écrit.

1. 2. Accords et ententes de collaboration par écrit (AECE), Politiques stratégiques et Relations extérieures, Police fédérale, rédige et révisé toutes les ententes de la Police fédérale en consultation avec les services demandeurs, et en recommandant la signature.

1. 3. AECE s'assure que les ententes de la Police fédérale sont conformes aux politiques de la Police fédérale et à la directive ministérielle sur les ententes de la GRC énoncée au [chap. VIII.3. du MA.](#)

1. 4. AECE est le principal intermédiaire avec le Groupe de la coordination des PE de la GRC et est chargé de lui soumettre les ententes aux fins d'examen et d'en recommander la signature.

1. 4. 1. Une fois l'entente recommandée, AECE la transmet au directeur général de la Police fédérale compétent aux fins d'approbation finale.

1. 5. AECE élabore, en consultation avec les services compétents, les ententes de la Police fédérale conclues avec des organismes étrangers.

1. 6. Les personnes détachées auprès de la Police fédérale sont assujetties à un accord de détachement énonçant les modalités du détachement.

1. 6. 1. Les modalités du détachement doivent comprendre, sans s'y limiter, les dates de début et de fin du détachement, les obligations des parties, le financement (crédits salariaux, frais, etc.), une clause de responsabilité, les mécanismes de surveillance ou de supervision du détachement et les questions juridiques pouvant découler du détachement.

### 2. Ententes relatives à la sécurité nationale

2. 1. Le comm. adj. aux Opérations de la Police fédérale signe toutes les ententes relatives à la sécurité nationale.

2. 2. L'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN)/Section des enquêtes de sécurité nationale (SESN) fait parvenir à l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) toutes les ententes relatives à la sécurité nationale proposées, aux fins d'examen.

2. 3. Si l'OREC appuie l'entente, il l'envoie à la Direction générale, à l'att. des Accords et ententes de collaboration par écrit.

2. 4. Les ententes conclues avec des organismes étrangers doivent être conformes à l'instruction du ministre sur les accords et la coopération reliés à la sécurité nationale. Consulter [l'ann. 12-Généralités-2](#).

2. 5. L'agent de liaison qui reçoit une demande d'aide relative à la sécurité nationale directement d'un organisme d'exécution de la loi canadien ou d'un autre ministère ou organisme communique avec les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale pour obtenir des directives sur les mesures à prendre.

2. 6. La participation aux affaires de sécurité nationale par des organismes extérieurs est régie par un protocole d'entente entre les deux organismes.

2. 6. 1. Toutes les ententes et tous les accords relatifs à la participation à des échanges de renseignements entre des organismes de sécurité nationale et des organismes extérieurs sont régis par l'Entente sur l'échange de renseignements.

## 12.10. Évaluation des menaces et renseignements relatifs à la protection

### 1. Politique

1. 1. La Section de l'évaluation des menaces relatives à la sécurité nationale (SEMSN) des Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) est chargée de produire des évaluations des menaces à l'appui des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale et de la Police de protection en vertu des articles [1](#) et [2](#) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et des paragraphes [17\(1\)](#) et [\(2\)](#) du *Règlement de la GRC*.

1. 2. Toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale doivent être menées conformément au [Cadre de gouvernance pour accroître l'efficacité des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale](#).

### 2. Définitions

2. 1. **Aucune menace connue** - Aucun renseignement ou information faisant état d'une menace n'est disponible.

2. 2. **Niveau de menace faible** - Selon des renseignements, une personne ou un groupe au Canada ou à l'étranger a la capacité ou l'intention de commettre un acte de violence.

2. 3. **Niveau de menace moyen** - Selon des renseignements, une personne ou un groupe au Canada ou à l'étranger a la capacité et l'intention de commettre un acte de violence grave. Aucun renseignement n'annonce un attentat prochain.

2. 4. **Niveau de menace élevé** - Selon des renseignements, une personne ou un groupe au Canada a la capacité et l'intention de commettre un acte de violence grave. Des renseignements indiquent qu'un attentat est probable.

2. 5. **Niveau de menace imminent** - Selon des renseignements, une personne ou un groupe au Canada ou à l'étranger a la capacité et l'intention de commettre un acte de violence grave contre une cible précise dans un avenir immédiat.



2. 6. **Aucun risque connu** - Aucun préjudice causé à la personne protégée relativement à son poste ou à sa fonction au moment du rapport.

2. 7. **Niveau de risque faible** - Il est possible qu'un préjudice soit directement ou involontairement causé à la personne protégée.

2. 8. **Niveau de risque moyen** - La possibilité de causer un préjudice à la personne protégée est élevée et peut avoir des effets nuisibles.

2. 9. **Niveau de risque élevé** - La situation est explosive et la sécurité de la personne protégée suscite de vives préoccupations.

2. 10. **Niveau de risque extrême** - Une forte probabilité de causer la mort ou des blessures graves à la personne protégée.

### 3. Généralités

3. 1. On attribue des catégories de niveaux de menace et de risque lorsqu'on dispose de suffisamment d'informations et de renseignements pour déterminer la menace ou le risque auquel s'exposent des intérêts canadiens au Canada ou à l'étranger, ou des intérêts étrangers au Canada.

3. 2. Le niveau de menace est l'évaluation d'une menace contre une personne, un lieu ou un événement à partir des informations et des renseignements disponibles, conjuguée à une analyse globale des menaces.

3. 3. Le niveau de risque est l'incidence que peut avoir la menace.

3. 3. 1. Un niveau de risque indique et détermine la gravité et la probabilité de l'incidence potentielle.

3. 3. 2. L'évaluation du risque est fondée sur le risque observable d'une situation donnée, sociale, politique ou autre, dans l'environnement physique, conjugué aux renseignements disponibles au sujet de la menace.

### 4. SEMSN de la Direction générale

4. 1. La SEMSN de la Direction générale assume les responsabilités suivantes :

4. 1. 1. demander aux équipes intégrées de la sécurité nationale et aux sections de la sécurité nationale (EISN/SSN) ainsi qu'aux groupes d'enquête d'établir les rapports sur les menaces qui serviront à produire les évaluations des menaces et les analyses des menaces;

NOTA : Les types de documents relatifs aux menaces, les exigences et les lignes directrices sont décrits à [l'ann. 12-10-1](#).

4. 1. 2. faire des demandes au moyen du SIRP ou du SIRPP et ouvrir des incidents selon les besoins des clients;

4. 1. 3. assigner des tâches aux EISN/SSN et, dans les cas mettant en cause les divisions G, M et V, à leurs groupes des enquêtes fédérales respectifs;

4. 1. 4. assigner des tâches aux groupes et services partenaires de la Direction générale;

4. 1. 5. rassembler l'information de toutes les sources pertinentes, y compris les sources ouvertes, et appliquer des processus analytiques afin de déterminer le niveau de menace conformément à l'art. 2;

4. 1. 6. attribuer des niveaux de menace à des produits d'évaluation des menaces relatives à la sécurité nationale;

4. 1. 7. établir un document écrit avec une justification à l'appui conformément à [l'ann. 12-10-1](#) pour communiquer au client toute menace ou problème de sécurité.

## 5. EISN/SSN et groupes divisionnaires d'enquête

5. 1. Lorsqu'ils répondent à des demandes, les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête doivent :

5. 1. 1. fournir à la SEMSN toute information relative aux menaces qui peut avoir une incidence sur la sécurité de ce qui suit :

5. 1. 1. 1. les ambassades et consulats étrangers ainsi que les missions étrangères;

5. 1. 1. 2. les sites protégés désignés (p. ex. la Colline du Parlement, Rideau Hall), et les résidences officielles du Premier ministre ainsi que les autres propriétés qui relèvent du mandat de la Police de protection de la GRC (p. ex. la Cour suprême du Canada);

5. 1. 1. 3. les visites de personnes jouissant d'une protection internationale (PJPI) et les événements majeurs de la Police de protection;

5. 1. 1. 4. les personnalités canadiennes et autres personnes protégées au sens du par. [D.1.](#) du chap. 2 du MPP;

5. 1. 1. 5. les manifestations relatives à un événement qui peuvent avoir des répercussions sur la sécurité nationale au Canada;

5. 1. 1. 6. les affaires judiciaires, les programmes de protection des témoins, ou les autres événements liés aux enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale;

5. 1. 2. remplir le formulaire [5720](#) et le transmettre à leurs officiers responsables des enquêtes criminelles (OREC) respectifs au moyen du SIRPP ou d'une autre méthode protégée conformément à l'art. [1.](#) du chap. 12.2.;

5. 1. 3. obtenir l'information en communiquant avec les milieux divisionnaires du renseignement et de l'application de la loi et avec les autres sources pertinentes;

NOTA : Les protocoles concernant l'échange, le traitement, la communication et la diffusion des renseignements sont indiqués au chap. [12.3.](#)

5. 1. 4. informer immédiatement leurs OREC respectifs ou leur représentant et le directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN), ECSN, par l'intermédiaire du Centre national des opérations (CNO) au 613-993-4460, de toute menace contre une PJPI au sens de l'art. [2.](#) du C. cr. ou contre une personne protégée au sens de l'art. [D.](#) du chap. 2. du MPP;

5. 1. 5. assurer la liaison avec les sections divisionnaires de protection des PDM dans le cas de toute nouvelle menace contre une personne protégée, notamment dans le cas de dommages ou de menace de dommages à leurs biens.

## 6. Personnes d'intérêt de la Police de protection

### 6. 1. Généralités

6. 1. 1. Pour les besoins de la Police de protection, une personne d'intérêt de la Police de protection (PIPP) est une personne qui constitue une menace pour une personne protégée au sens de l'art. [D.](#) du chap. 2 du MPP, ou qui lui fait des menaces.

6. 1. 2. Une personne est considérée comme une PIPP si elle appartient à l'une des catégories décrites à [l'ann. 12-10-2.](#)

## 6. 2. SEMSN de la Direction générale

6. 2. 1. Le Groupe de la gestion des menaces et des renseignements relatifs à la protection (GGMRP) de la SEMSN de la Direction générale assume les responsabilités suivantes :

6. 2. 1. 1. surveiller et examiner les incidents PIPP signalés par les EISN/SSN et les groupes d'enquête au moyen du SIRPP;

6. 2. 1. 2. veiller à ce que l'information sur les PIPP soit accessible à tous les agents de première ligne en remplissant le formulaire [5733](#) dans le SIRP.

NOTA : La catégorie d'incident du SIRP : « PDM - Sujets pouvant constituer une menace » a une période de conservation de cinq ans après la fermeture.

## 6. 3. EISN/SSN et groupes divisionnaires d'enquête

6. 3. 1. Les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête fournissent un soutien en matière d'enquête pour tenir et mettre à jour les fichiers nationaux sur les PIPP avec l'aide des groupes divisionnaires de la police de protection.

NOTA : Dans le cas de la Division E, il est possible de consulter les données du SIRP sur les PIPP par le Portail d'informations policières en communiquant avec le Groupe d'échange de renseignements criminels (GERC) de la Division E ou avec le GGMRP de la SEMSN de la Direction générale.

## 6. 4. Membre

6. 4. 1. Pour recommander qu'une personne soit classée dans la catégorie PIPP, remplir le formulaire d'entrevue [0975](#) en consultation avec le GGMRP.

6. 4. 2. Le classement d'une PIPP peut changer de catégorie selon la dynamique du comportement humain. Lorsqu'un changement se produit, prendre les mesures suivantes :

6. 4. 2. 1. aviser le GGMRP et les sections divisionnaires de la protection des PDM (SPPDM);

6. 4. 2. 2. s'il y a lieu, aviser le Peloton de protection du Premier ministre (PPPM) et/ou le Peloton de protection du Gouverneur général (PPGG).

6. 4. 3. Signaler toutes les PIPP des catégories 1, 2 ou 3 au GGMRP de la SEMSN, au moyen du SIRPP.

6. 4. 4. Si les éléments constitutifs d'une infraction criminelle sont réunis, aviser et consulter les OCSN, ECSN, conformément au chap. [12.1.](#)

## 6. 5. Correspondance anonyme

6. 5. 1. Les lettres manuscrites anonymes doivent être transmises au Groupe de la réception des dossiers de cas des laboratoires judiciaires à la Direction générale de la GRC aux fins d'analyse et de comparaison, à l'att. du Bureau national de lutte contre la contrefaçon (BNLC) - Dépôt de lettres anonymes.

6. 5. 2. Dans le cas d'un contenu menaçant, il faut consulter la Sous-direction des sciences du comportement pour s'assurer de la véracité de la menace.

6. 5. 3. Dans le cas des niveaux de menace des catégories 2 et 3, il faut remplir le formulaire [0975](#).

#### **6. 6. Analyse des menaces des Sciences du comportement**

6. 6. 1. Dans le cas des niveaux de menace des catégories 2 et 3, il faut consulter les analystes des menaces des Sciences du comportement de la GRC dans sa région.

6. 6. 1. 1. Dans les divisions E et M, communiquer avec le Groupe des sciences du comportement de Vancouver.

6. 6. 1. 2. Dans la Division K, communiquer avec le Groupe de la gestion des menaces.

6. 6. 1. 3. Dans toutes les autres divisions, communiquer avec la Sous-direction des sciences du comportement, à Ottawa.

#### **6. 7. Inscriptions au CIPC**

6. 7. 1. Les PIPP des catégories 2 et 3 doivent réunir les conditions de l'art. III.4.1.10. du [Manuel de l'utilisateur du CIPC](#) pour être inscrites dans la catégorie Intérêt particulier pour la police du CIPC.

6. 7. 2. Les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête sont responsables des inscriptions au CIPC.

#### **6. 8. Fichier inconsultable des dossiers de renseignements sur la sécurité nationale**

6. 8. 1. Les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête doivent examiner les incidents du SIRPP et déterminer si le contenu d'un fichier PIPP réunit les conditions d'attribution du statut de fichier inconsultable indiquées à [l'ann. 28-7-3](#).

6. 8. 1. 1. Lorsqu'un incident du SIRPP réunit les conditions d'attribution du statut de fichier inconsultable, il faut remplir le formulaire [2893](#) et l'ajouter au fichier.

6. 8. 2. Il faut obtenir l'autorisation du superviseur pour ajouter un indicateur de fichier inconsultable AIPRP à l'incident, conformément à l'art. [6.2](#) du chap. 28.7.

6. 8. 3. Le fichier doit être transmis à la file d'attente du Groupe des fichiers inconsultables des OCSN, ECSN, à la Direction générale, aux fins d'approbation.

#### **7. Groupe de la coordination intergouvernementale**

7. 1. Le Groupe de la coordination intergouvernementale (GCI) de la SEMSN est responsable des vérifications des fichiers préalables aux nominations par décret et aux nominations à des postes de juge conformément à [l'ann. 12-10-4](#) et à [l'ann. 12-10-5](#).

7. 2. Ces vérifications sont effectuées en vertu des dispositions des articles [5](#) et [18](#) de la *Loi sur la GRC* et de la common law pour aider à préserver l'intégrité du Système judiciaire fédéral et du gouvernement du Canada.

7. 3. Les vérifications des fichiers préalables aux nominations par décret et aux nominations à des postes de juge sont effectuées à la demande des personnes suivantes :

7. 3. 1. le directeur des Opérations de la sécurité du ministère de la Justice Canada (JC);

7. 3. 2. le directeur des Opérations de la sécurité du Bureau du Conseil privé (BCP);
7. 3. 3. le directeur des Opérations de la sécurité du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI).
7. 4. Les vérifications des fichiers préalables à la nomination de candidats sont effectuées dans de courts délais et portent sur des renseignements de nature délicate; ces vérifications doivent être faites méticuleusement, les incidents devant être examinés plus attentivement.
7. 5. Les demandes de vérification de fichiers préalable à la nomination de candidats provenant du BCP, de JC ou du MAECI doivent être adressées au comm. adj. aux ECSN, par écrit, par des moyens de communication protégés et doivent comprendre un formulaire de consentement signé par le candidat éventuel.
7. 6. Un formulaire de consentement doit être rempli et signé par le candidat éventuel dans tous les cas avant la communication de tout renseignement.
7. 7. Les renseignements relatifs aux nominations par décret sont considérés comme des « documents confidentiels du Cabinet », conformément à [l'ann. IV-1-1](#) du MI.
7. 8. Les vérifications effectuées doivent comprendre :
7. 8. 1. une vérification auprès des Services d'information sur les casiers judiciaires canadiens;
7. 8. 2. une demande faite aux Archives de la DG pour qu'ils effectuent des recherches dans les archives;
7. 8. 3. des recherches dans les bases de données SIRP, SIRPP, SRRJ NATII, SRPC Text, BNDC, SARC de la GRC et dans toute autre base de données pertinente;
7. 8. 4. l'attribution de tâches aux EISN/SSN relativement aux vérifications des fichiers des services de police provinciaux et municipaux (y compris le GERC de la Division E en ce qui concerne les vérifications au système PRIME).
7. 9. Toutes les communications doivent être effectuées par des moyens protégés et doivent comprendre une mise en garde, conformément à l'art. [7.2.1.](#) du chap. 12.3.
7. 10. Les résultats doivent être consignés dans l'incident.
7. 11. Le GCI de la SEMSN ne doit communiquer les résultats des vérifications des antécédents préalables à la nomination de candidats qu'au titulaire du poste désigné au sein du ministère respectif.
7. 11. 1. Dans le cas de renseignements non défavorables, une lettre signée par l'off. resp. du Soutien spécialisé (OCSN) est transmise à l'organisme respectif, accompagnée des résultats des vérifications.
7. 11. 2. Dans le cas de renseignements défavorables :
7. 11. 2. 1. une lettre signée par le comm. adj. aux ECSN et indiquant les résultats des recherches dans les bases de données est transmise à l'organisme respectif;
7. 11. 2. 2. le comm. adj. aux ECSN transmet simultanément une copie de la lettre signée au commissaire de la GRC;
7. 12. Les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête reçoivent des demandes de la SEMSN et effectuent des vérifications auprès des services de police provinciaux et municipaux dans le délai fixé.

## Ann. 12-10-1 - Documents relatifs aux menaces

### 1. Types de documents

1. 1. **Évaluation des menaces (EM)** : Les EM sont élaborées à partir des renseignements disponibles, notamment des rapports sur les menaces fournis par les groupes divisionnaires, afin de déterminer les personnes qui pourraient constituer une menace ou nuire à la sécurité des personnes ou des biens relevant du mandat de la Police de protection de la GRC. Les EM sont en règle générale demandées par le Peloton de protection du Premier ministre (PPPM) ou par la Sous-direction des événements majeurs et des services de protection (SDEMSP). Les EM permettent d'évaluer les menaces au Canada ou à l'étranger. Les EM sont en règle générale fournies cinq à sept jours ouvrables avant le voyage ou l'événement.

NOTA : L'EM doit contenir un niveau de menace, aux termes de l'art. [2](#).

1. 2. **Analyse des menaces (AM)** : Les AM consistent principalement à utiliser les renseignements obtenus de sources ouvertes pour déterminer toute menace potentielle ou tout problème de sécurité relatif à la visite d'une PJPI ou à un événement majeur de la Police de protection. Les AM précèdent les EM et elles sont fournies au moins 28 jours avant l'événement.

1. 3. **Rapports sur les menaces (RM)** : Les RM sont des documents établis par les EISN/SSN, les groupes divisionnaires d'enquête, les bureaux de liaison et les autres partenaires internes. Les RM donnent une description des menaces locales et ils sont envoyés à la SEMSN pour qu'ils soient incorporés à l'évaluation générale des menaces.

## Ann. 12-10-2 – Catégories des niveaux de menace

### 1. Catégorie 1 : Niveau de menace à risque FAIBLE - non criminel

#### 1. 1. Généralités :

1. 1. 1. Cela NE veut PAS dire qu'il n'y a « aucun risque ».

1. 1. 2. Le sujet N'A PAS la capacité, l'intention ou les moyens de mettre ses menaces à exécution.

1. 2. **Les éléments constitutifs d'une infraction criminelle ne sont pas réunis.**

1. 3. **Indicateurs repérables pour rehausser le risque :**

1. 3. 1. Aucun en ce moment.

**1. 4. Une personne d'intérêt peut comprendre un individu qui :**

1. 4. 1. manifeste des fixations ou des intérêts inappropriés envers une personne protégée;

1. 4. 2. constitue une menace imprécise pour une personne protégée;

1. 4. 3. a la capacité, l'intention ou les moyens de causer un préjudice à une personne protégée, mais non les trois;

1. 4. 4. n'a pas tenté d'obtenir l'accès auprès d'une personne protégée;

1. 4. 5. a envoyé des lettres absurdes, des communications, des cadeaux, etc. à une personne protégée.

**1. 5. Points à prendre en considération :**

1. 5. 1. Déterminer le niveau d'intérêt actuel de l'individu pour la personne protégée.

1. 5. 2. L'entrevue initiale de la personne d'intérêt est tenue à la discrétion du chef de service.

1. 5. 3. Obtenir une photographie dans la mesure du possible.

1. 5. 4. Une fois que l'enquête est terminée, aucune gestion ou mise à jour de l'affaire n'est requise. L'incident est conservé et supprimé conformément aux directives sur le SIRP ou le SIRPP.

**2. Catégorie 2 : Niveau de menace à risque MOYEN**

**2. 1. Généralités :**

2. 1. 1. Risque moyen pour une personne protégée.

**2. 2. Les éléments constitutifs d'une infraction criminelle peuvent exister.**

**2. 3. Indicateurs repérables pour rehausser le risque :**

2. 3. 1. Oui, suffisamment d'indicateurs pour rehausser le niveau de risque de façon à ce qu'il soit supérieur à la catégorie 1.

2. 3. 2. Le sujet a partiellement la capacité, l'intention et les moyens de mettre ses menaces à exécution.

**2. 4. Une personne d'intérêt peut comprendre un individu qui :**

2. 4. 1. a fait des menaces implicites à une personne protégée et a continué de manifester un intérêt inapproprié pour elle;

2. 4. 2. s'est montré intéressé à commettre des actes criminels pour des motifs politiques;

2. 4. 3. a la capacité, l'intention ou les moyens de causer un préjudice à une personne protégée et peut avoir les trois;

2. 4. 4. n'a pas tenté d'obtenir l'accès auprès d'une personne protégée;

2. 4. 5. a indiqué à maintes reprises qu'il était convaincu d'avoir des relations avec une personne protégée et que les deux désiraient de telles relations.

**2. 5. Points à prendre en considération :**

2. 5. 1. Effectuer une enquête.

2. 5. 2. Mener une entrevue de suivi avec la personne d'intérêt pour déterminer son niveau actuel d'intérêt pour la personne protégée, au moyen du formulaire [0975](#).

NOTA : Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles que l'entrevue de suivi n'a pas lieu. Cette décision est prise par le chef de service en consultation avec l'off. resp. du Soutien spécialisé (OCSN) ou son représentant.

2. 5. 3. Obtenir une photographie dans la mesure du possible.

2. 5. 4. Réévaluer le risque et la catégorie au bout de 9 mois ou plus tôt lorsque les circonstances le justifient.

**3. Catégorie 3 : Niveau de menace à risque ÉLEVÉ**

**3. 1. Généralités :**

3. 1. 1. Risque ÉLEVÉ pour une personne protégée.

3. 1. 2. Le sujet a la capacité, l'intention et les moyens de mettre ses menaces à exécution.

**3. 2. Les éléments constitutifs d'une infraction criminelle sont réunis.**

**3. 3. Indicateurs repérables pour rehausser le risque :**

3. 3. 1. Oui, suffisamment d'indicateurs pour rehausser le niveau de risque de façon à ce qu'il soit supérieur aux catégories 1 et 2.

**3. 4. Une personne d'intérêt peut comprendre un individu qui :**

3. 4. 1. a commis une infraction au *Code criminel* contre une personne protégée;

3. 4. 2. a menacé ou agi d'une manière qui porte à croire pour des motifs raisonnables qu'il peut commettre une infraction au *Code criminel* contre une personne protégée;

3. 4. 3. a la capacité, l'intention et les moyens de causer un préjudice à une personne protégée et a effectivement les trois;

3. 4. 4. a tenté d'obtenir l'accès auprès d'une personne protégée, notamment de se rendre à un endroit à proximité d'une personne protégée;

NOTA : Cela comprend un comportement qui dégénère en de la violence ou en un acte criminel grave.

**3. 5. Points à prendre en considération :**

3. 5. 1. Effectuer une enquête.



3. 5. 2. Mener une entrevue de suivi avec le sujet pour déterminer son niveau d'intérêt actuel pour la personne protégée, au moyen du formulaire [0975](#).

NOTA : Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles que l'entrevue de suivi n'a pas lieu. Cette décision est prise par le chef de service en consultation avec l'off. resp. du Soutien spécialisé (OCSN) ou son représentant.

3. 5. 3. Obtenir une photographie qui doit être renouvelée tous les trois ans ou lorsque l'apparence physique du sujet a changé considérablement.

3. 5. 4. Faire appel aux membres de la famille ou au réseau de soutien, dans la mesure du possible.

3. 5. 5. Faire appel aux professionnels de la santé mentale, s'il y a lieu.

3. 5. 6. Réévaluer le risque et la catégorie au bout de six mois ou plus tôt lorsque les circonstances le justifient.

### **Ann. 12-10-3 – Mises en garde**

1. Les évaluations des menaces doivent comprendre, entre autres, la mise en garde suivante :

*« Les évaluations des menaces ne visent aucunement à orienter les opérations ou les mesures de sécurité préventive. Elles sont fournies strictement comme évaluations des menaces potentielles relativement à certains sujets et ne sont fondées que sur les renseignements dont dispose la SEMSN au moment de l'évaluation. »*

1. 2. Les évaluations des menaces doivent également comprendre la ou les mises en garde pertinentes conformément au chap. [12.3.](#), Échange, traitement et communication ou diffusion de renseignements. En voici des exemples :

1. 2. 1. *« Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est fourni à votre section ou groupe et il ne doit pas être diffusé, en totalité ou en partie, sans le consentement préalable de l'auteur. Il ne doit pas être déclassifié sans la permission écrite de l'auteur. Ce document peut renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Le traitement et l'entreposage de ce document doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Si votre section ou groupe ne peut pas appliquer ces lignes directrices, veuillez lire le document et le détruire. Le défaut de se conformer à cette mise en garde constitue une infraction à la politique de la GRC et aux lois fédérales. Pour toute question concernant les renseignements, veuillez communiquer avec l'auteur du document. »*

1. 2. 2. *« Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre ministère ou organisme à titre confidentiel et aux fins d'usage interne seulement. Il ne doit pas être reclassifié, copié, reproduit, utilisé en tout ou en partie ou diffusé à un plus large auditoire sans le consentement de l'auteur. Il ne doit pas être utilisé dans des affidavits, des procédures judiciaires ou des citations à comparaître ou à toute autre fin juridique ou judiciaire sans le consentement de l'auteur. Le traitement et l'entreposage de ce document doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Si votre ministère ou organisme ne peut pas appliquer ces lignes directrices, veuillez lire le document et le détruire. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. Si vous avez des questions au sujet des renseignements ou de la mise en garde, veuillez communiquer avec l'officier responsable des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, à la GRC. »*

1. 2. 3. « Ce document peut faire l'objet d'une exemption obligatoire en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Si l'accès y est demandé en vertu de ces lois, la décision relative à sa communication ne doit pas être prise sans la consultation préalable du coordonnateur de la protection de la vie privée de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Ce document peut renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Ces renseignements peuvent également être protégés par les dispositions de la Loi sur la preuve au Canada (LPC). Le Programme de sécurité nationale de la GRC peut prendre toutes les mesures prévues à la LPC ou à toute autre loi pour protéger ces renseignements contre la communication ou la divulgation, notamment déposer les avis nécessaires auprès du procureur général du Canada. »

**Ann. 12-10-4 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à certaines charges publiques**

**July 1, 2010**

**Guidelines for Pre-Appointment  
Background Checks on Candidates for Certain  
Public Office Positions**

**le 1<sup>er</sup> juillet 2010**

**Lignes directrices sur la vérification des  
antécédents préalable à la nomination de  
candidats à certaines charges publiques**

**1. Introduction**

1.1 These guidelines describe the pre-appointment background checks which are required to assist the Prime Minister in ensuring that there are no criminal, security or other concerns which could affect the suitability of candidates for certain public office positions, as well as the procedures for the conduct of these checks and the reporting on their results.

1.2 They replace the guidelines which were issued on January 1, 2006.

**2. Positions involving pre-appointment background checks**

2.1 A Four-Way check, as described below, is required for candidates for the following positions:

- Ministers and Ministers of State;
- Parliamentary Secretaries;
- other Privy Councillors;
- Senators;
- Chief Justice and Justices of the Supreme Court;
- Chief Justices of Superior Courts;
- Deputy Ministers;
- Heads of Agencies;
- Heads of Crown Corporations;
- Heads of Canadian Missions;
- Ambassadors not serving abroad;
- Senior Advisors to the Privy Council Office;
- members of the Board of Management of the Canada Revenue Agency; and
- members of the Board of Directors of the Bank of Canada.

2.2 A Four-Way check is also required for the spouses or partners of candidates being considered for appointment as Minister, Minister of State or

**1. Introduction**

1.1 Les présentes lignes directrices décrivent la vérification des antécédents requise pour aider le Premier ministre à s'assurer qu'aucun fait criminel ou préoccupation en matière de sécurité ou autre ne rendrait les candidats inaptes à occuper certaines charges publiques, ainsi que la procédure relative à ces vérifications et aux rapports faisant état de leurs résultats.

1.2 Ces lignes directrices remplacent celles datées du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**2. Postes faisant l'objet d'une vérification préalable des antécédents**

2.1 Une vérification quadripartie, telle que détaillée ci-dessous, sera effectuée pour les candidats aux postes suivants :

- ministres et ministres d'État,
- secrétaires parlementaires,
- autres conseillers privés,
- sénateurs,
- juge en chef et juges de la Cour suprême,
- juges en chef des cours supérieures,
- sous-ministres,
- chefs d'organismes,
- chefs de sociétés de la Couronne,
- chefs de missions canadiennes,
- ambassadeurs qui ne sont pas affectés à l'étranger,
- conseillers principaux du Bureau du Conseil privé,
- membres du conseil de direction de l'Agence du revenu du Canada et
- membres du conseil d'administration de la Banque du Canada.

2.2 Une vérification quadripartie est également nécessaire pour le conjoint ou partenaire du candidat considéré pour une nomination à un

Parliamentary Secretary. For greater certainty, references to "candidate" in sections 3 and 5 below are meant to apply to the candidate's spouse or partner as well when one of these three positions is involved.

2.3 A Three-Way check, as described below, is required for candidates for Governor-in-Council appointments in the following organizations, or as directed by the Senior Personnel Secretariat, Privy Council Office (PCO):

- Canada Foundation for Innovation;
- Sustainable Development Technology Canada;
- Canada Pension Plan Investment Board;
- Public Sector Pension Investment Board; and
- Canada Employment Insurance Financing Board.

2.4 A Two-Way check, as described below, is required for candidates for Governor-in-Council or Ministerial appointments that are not mentioned in subsections 2.1, 2.2, and 2.3. In exceptional circumstances, candidates in this category may be subject to a Four-Way check as specifically requested by the Director of Appointments, Prime Minister's Office (PMO), or the Director of Appointments, Senior Personnel Secretariat, PCO..

2.5 Judicial appointments, other than those listed in subsection 2.1, are governed by the *Guidelines for Pre-Appointment Background Checks on Prospective Judicial Appointees subject to the Judges Act*. These guidelines are issued separately.

### **3. Four-Way, Three-Way and Two-Way Checks**

3.1 A Four-Way background check involves the following four elements:

- a check by the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) of police records relating to the candidate, including, where applicable, enquiries with provincial police forces and municipal police forces as well – the expression

poste de ministre, de ministre d'État ou de secrétaire parlementaire. Il est entendu que les références à « candidat » dans les sections 3 et 5 ci-dessous s'appliquent également au conjoint ou partenaire du candidat lorsqu'un de ces trois postes est en cause.

2.3 Une vérification tripartite, telle que détaillée ci-dessous, est requise pour les candidats aux nominations par le gouverneur en conseil dans les organismes suivants, ou selon les directives du Secrétariat du personnel supérieur du Bureau du Conseil privé (BCP) :

- la Fondation canadienne pour l'innovation;
- la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable;
- l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada;
- l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et
- l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada.

2.4 Une vérification bipartite, telle que détaillée ci-dessous, sera effectuée pour les candidats aux nominations par le gouverneur en conseil et aux nominations ministérielles qui ne sont pas mentionnées au paragraphe 2.1. Dans des circonstances exceptionnelles, les candidats de cette catégorie pourraient faire l'objet d'une vérification quadripartite, si le directeur des Nominations du Cabinet du Premier ministre (CPM) ou le directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP l'exigent.

2.5 Les nominations à la magistrature, autres que celles mentionnées au paragraphe 2.1, sont régies par les « Lignes directrices sur la vérification des antécédents des candidats aux nominations à la magistrature relevant de la *Loi sur les juges* ». Ces lignes directrices sont publiées séparément.

### **3. Vérifications quadripartite, tripartite et bipartite**

3.1 La vérification quadripartite des antécédents se fait en quatre étapes :

- une vérification auprès de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) des dossiers de police concernant le candidat et, s'il y a lieu, des enquêtes auprès des services de police provinciale et municipale. On entend

“police records” includes information related to criminal charges and/or convictions, details surrounding an offence or intelligence concerning a candidate’s involvement or suspected involvement in criminal activity;

- a security assessment on the candidate by the Canadian Security Intelligence Service (CSIS), pursuant to section 13 of the *CSIS Act*;
- a check by the Canada Revenue Agency (CRA) to determine whether there are any significant compliance-related issues relating to the candidate under any Act administered in whole or in part by the CRA; and
- a check with the Office of the Superintendent of Bankruptcy (OSB), Industry Canada, of publicly available information to determine if the candidate’s name appears in its bankruptcy and insolvency databases, and if so, whether the bankruptcy has been discharged.

3.2 A Three-Way background check involves the same checks by the RCMP, by CSIS and with the OSB as those of the Four-Way check described in subsection 3.1 above.

3.3 A Two-Way background check involves the same checks by the RCMP and by CSIS as those of the Four-Way check described in subsection 3.1 above.

#### **4. Responsibilities**

4.1 The Director of Security Operations, PCO, is responsible for the administration of these guidelines on behalf of the Clerk of the Privy Council and Secretary to the Cabinet.

4.2 The PMO Director of Appointments or, for certain appointments, the PCO Director of Appointments, Senior Personnel are responsible for requesting and ensuring completion of background checks before any appointment to a position mentioned in these guidelines is made.

#### **5. Process**

par « dossiers de police » les renseignements sur des accusations ou des condamnations, les détails relatifs à une infraction et les renseignements de sécurité sur la participation, réelle ou soupçonnée, à des activités criminelles;

- une évaluation de sécurité du candidat par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), conformément à l’article 13 de la *Loi sur le SCRS*;
- une vérification par l’Agence du revenu du Canada (ARC) afin d’établir si des questions de conformité importantes se posent à l’égard du candidat relativement à toute loi dont l’ARC est responsable en tout ou en partie; et
- une vérification des renseignements accessibles au public auprès du Bureau du surintendant des faillites (BSF), Industrie Canada, afin de déterminer si le nom du candidat paraît dans ses bases de données sur la faillite et l’insolvabilité, et, le cas échéant, si le candidat a été libéré de la faillite.

3.2 Une vérification tripartite comporte les mêmes vérifications par la GRC, par le SCRS et auprès du BSF qui font partie de la vérification quadripartite décrite au paragraphe 3.1 ci-dessus.

3.3 Une vérification bipartite comporte les mêmes vérifications par la GRC et le SCRS qui font partie de la vérification quadripartite décrite au paragraphe 3.1 ci-dessus.

#### **4. Responsabilités**

4.1 Le directeur des Opérations de la sécurité du BCP est responsable de l’administration de ces lignes directrices au nom du greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet.

4.2 Le directeur des Nominations du CPM, et, dans le cas de certaines nominations, le directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP, sont chargés de demander une vérification des antécédents avant toute nomination à l’un des postes mentionnés dans ces lignes directrices et de s’assurer qu’elle est effectuée.

#### **5. Processus**

5.1 Requests by the PMO Director of Appointments or the PCO Director of Appointments, Senior Personnel for the completion of background checks will be in writing to the PCO Director of Security Operations. In pressing circumstances, a telephone call may precede a written request or reply..

5.2 The PMO Director of Appointments or the PCO Director of Appointments, Senior Personnel will ensure that the candidate signs a consent form for the completion of the checks described in section 3 above, and will forward the consent form to the PCO Director of Security Operations.

5.3 For the checks performed by the RCMP, CSIS and the CRA, the PCO Director of Security Operations will forward separate requests in writing to those organizations and ensure that they are provided, upon request, with a copy of the consent form signed by the candidate. The replies to these requests will also be in writing. In pressing circumstances, a telephone call may precede a written request or reply.

5.4 For the OSB check, the office of the PCO Director of Security Operations will conduct an electronic verification of the candidate's name in the OSB's bankruptcy and insolvency databases.

5.5 The PCO Director of Security Operations will convey the results of the pre-appointment background checks to the requester – the PMO Director of Appointments or the PCO Director of Appointments, Senior Personnel, as the case may be.

## **6. Frequency of checks**

6.1 Generally, for each new appointment, background checks on the prospective candidate are conducted only once, prior to the appointment.

5.1 Les demandes du directeur des Nominations du CPM ou du directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP sont faites par écrit et adressées au directeur des Opérations de la sécurité du BCP. Dans les cas pressants, un appel téléphonique peut précéder la demande ou la réponse écrite.

5.2 Le directeur des Nominations du CPM ou le directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP veilleront à ce que le candidat signe le formulaire de consentement mentionné à la section 3 ci-dessus et à ce que ce dernier soit remis au directeur des Opérations de la sécurité du BCP.

5.3 Pour les vérifications effectuées par la GRC, le SCRS et l'ARC, le directeur des Opérations de la sécurité du BCP transmettra individuellement par écrit une demande à ces organismes et il veillera à ce qu'ils reçoivent, sur demande, une copie du formulaire de consentement signé par le candidat. Les réponses à ces demandes seront également formulées par écrit. Dans les cas pressants, un appel téléphonique peut précéder la demande ou la réponse écrite.

5.4 Quant à la vérification auprès du BSF, le bureau du directeur des Opérations de la sécurité du BCP effectuera une vérification électronique du nom du candidat dans les bases de données sur la faillite et l'insolvabilité du BSF.

5.5 Le directeur des Opérations de la sécurité du BCP transmettra les résultats des vérifications des antécédents au demandeur, c'est-à-dire soit le directeur des Nominations du CPM, soit le directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP, selon le cas.

## **6. Fréquence des vérifications**

6.1 La vérification des antécédents de la personne nommée est généralement faite une seule fois, avant la nomination.

6.2 For re-appointments, background checks are conducted on the incumbent appointee prior to the re-appointment.

6.3 However, for Ministers, Ministers of State, Parliamentary Secretaries, and their spouses or partners, background checks are conducted every two years while the appointee occupies a position as Minister, Minister of State or Parliamentary Secretary.

## **7. Security Clearance**

7.1 For the purposes of the *Policy on Government Security* and related instruments, appointees to positions to which these guidelines apply, are deemed to have been screened at the *reliability* level.

7.2 However, if required by their position, they must obtain prior to the commencement of their duties a formal security clearance at the appropriate level to have access to classified information.

7.3 PCO handles the security clearances for appointees at the level of Associate Deputy Minister or above. For other positions, the Departmental Security Officer of the appropriate organization is responsible for processing the security clearance.

## **8. Enquiries**

8.1 Enquiries regarding these guidelines should be directed to the PCO Director of Security Operations at 613-957-5363.

6.2 Pour le renouvellement d'une nomination, les vérifications des antécédents sont effectuées sur le titulaire du poste avant le renouvellement du mandat.

6.3 Toutefois, pour ce qui est des ministres, des ministres d'État, des secrétaires parlementaires, et de leurs conjoints ou partenaires, des vérifications des antécédents sont faites à tous les deux ans tant que la personne nommée occupe un poste de ministre, de ministre d'État ou de secrétaire parlementaire.

## **7. Cote de sécurité**

7.1 Aux fins de la *Politique sur la sécurité du gouvernement* et des règles connexes, on considère que les personnes nommées à des postes visés par ces lignes directrices possèdent une *cote de fiabilité*.

7.2 Cependant, si leur poste l'exige, elles doivent obtenir une cote de sécurité officielle au niveau approprié pour avoir accès à des renseignements classifiés avant d'entrer en fonction.

7.3 Le BCP s'occupe des cotes de sécurité des personnes nommées à des postes de sous-ministre délégué ou de niveau supérieur. Pour ce qui est des autres postes, l'agent de sécurité du ministère compétent est chargé du traitement de la cote de sécurité.

## **8. Demandes de renseignements**

8.1 Toute demande de renseignements au sujet de ces lignes directrices doit être adressée au directeur des Opérations de la sécurité du BCP, au 613-957-5363.

Wayne G. Wouters  
Clerk of the Privy Council and Secretary to the Cabinet  
Greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet

**Ann. 12-10-5 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à des postes de juge visés par la loi sur les juges**

**July 1, 2006**

**Guidelines for Pre-Appointment  
Background Checks on Candidates for  
Judicial Positions Subject to the *Judges Act***

**le 1<sup>er</sup> juillet 2006**

**Lignes directrices sur la vérification des  
antécédents préalable à la nomination de  
candidats à des postes de juge visés par  
la *Loi sur les Juges***

**1. Introduction**

- 1.1 These guidelines describe the pre-appointment background checks which are required to assist the Minister of Justice in ensuring that there are no criminal, security or other concerns which could affect the suitability of candidates for judicial positions subject to the Judges Act, as well as the procedures for the conduct of these checks and the reporting on their results.
- 1.2 These guidelines replace those which were issued on November 23, 2000.
- 1.3 They do not apply to the following positions: Chief Justice and Justices of the Supreme Court, and Chief Justices of Superior Courts. These positions are subject to the "Guidelines for Pre-Appointment Background Checks on Candidates to Certain Public Office Positions" which are issued separately.

**2. Responsibilities**

- 2.1 The Deputy Minister of Justice is responsible for the administration of these guidelines on behalf of the Minister of Justice.
- 2.2 Designated personnel in the Minister's Office are responsible to request and ensure completion of background checks before any appointment to a judicial position subject to the Judges Act is made.

**1. Introduction**

- 1.1 Les présentes lignes directrices décrivent la vérification des antécédents requise pour aider le Ministre de la Justice à s=assurer qu=aucun fait criminel ou préoccupation en matière de sécurité ou autre ne rendrait les candidats inaptes à occuper des postes de juge visés par la *Loi sur les Juges*, ainsi que la procédure relative à ces vérifications et aux rapports faisant état de leurs résultats.
- 1.2 Ces lignes directrices remplacent celles datées du 23 novembre 2000.
- 1.3 Elles ne s'appliquent pas aux postes de juge en chef et de juges de la Cour suprême, et de juges en chef des cours supérieures. Ces postes sont visés par les «Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à certaines charges publiques» qui sont publiées séparément.

**2. Responsabilités**

- 2.1 Le sous-ministre de la Justice est responsable de l=administration de ces lignes directrices au nom du ministre de la Justice.
- 2.2 Les personnes désignées au Bureau du ministre sont chargées de demander une vérification des antécédents avant toute nomination à un poste de juge visé par la *Loi sur les Juges* et de s'assurer qu'elle est effectuée.



### **3. Documentation**

- 3.1 Requests from the Minister's Office for the completion of background checks will be in writing and will be directed to designated personnel in the Deputy Minister's Office.
- 3.2 Requests by designated personnel in the Deputy Minister's Office to the organizations which conduct the checks will be in writing. The replies to these requests will also be in writing.
- 3.3 In pressing circumstances, a telephone call may precede a written request or reply.

### **4. Two-Way Checks**

- 4.1 Checks with the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) and the Canadian Security Intelligence Service (CSIS) must be conducted for candidates to judicial positions subject to the Judges Act, except for positions mentioned in subsection 1.3 above.
- 4.2 On receipt of a request for two-way checks, designated personnel in the Deputy Minister's Office will ask:
  - (a) the RCMP to conduct a check of police records, including enquiries with provincial police forces and with municipal police forces where applicable, and to report on the results of this check. For the purpose of these guidelines, the expression "police records" includes information related to criminal charges and/or convictions, details surrounding an offence or intelligence concerning a candidate's involvement or suspected involvement in criminal activity;
  - (b) CSIS to conduct a security assessment

### **3. Documentation**

- 3.1 Les demandes du Bureau du ministre pour une vérification des antécédents sont faites par écrit et adressées aux personnes désignées au Bureau du sous-ministre.
- 3.2 Les demandes adressées par les personnes désignées au Bureau du sous-ministre aux agences chargées d'effectuer les parties de la vérification sont faites par écrit. Les réponses à ces demandes sont aussi faites par écrit.
- 3.3 Dans les cas pressants, un appel téléphonique peut précéder toute demande ou réponse écrite.

### **4. Vérification bipartie**

- 4.1 Une vérification auprès de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et auprès du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) doit être effectuée pour les candidats aux postes de juge visés par *la Loi sur les Juges*, sauf pour les postes mentionnés à la sous-section 1.3.
- 4.2 Sur réception d'une demande de vérification bipartie, les personnes désignées au Bureau du sous-ministre demandent :
  - (a) à la GRC de vérifier les dossiers policiers, y compris les renseignements que pourraient avoir les forces provinciales et municipales le cas échéant, et de rendre compte des résultats. Aux fins de ces lignes directrices, l'expression «dossiers policiers» comprend des renseignements sur les accusations et/ou condamnations, les détails relatifs à une infraction et des renseignements de sécurité sur la participation, réelle ou soupçonnée, d'un candidat ou d'une candidate à des activités criminelles;
  - (b) au SCRS d'effectuer une évaluation

and report in writing on its results,  
pursuant to section 13 of the CSIS Act;

and will convey the results to designated  
personnel in the Minister's Office.

## **5. Enquiries**

Enquiries regarding these guidelines should be  
directed to the PCO Director of Security  
Operations at 957-5363.

de sécurité et d'en faire rapport par  
écrit, conformément à l'article 13 de  
la *Loi sur le SCRS*;

et communiquent les résultats aux  
personnes désignées au Bureau du  
ministre.

## **5. Demandes de renseignements**

Toute demande de renseignements au sujet  
de ces lignes directrices doit être adressée au  
directeur des Opérations de sécurité du BCP,  
au 957-5363.

Kevin G. Lynch  
Secretary to the Cabinet

## **12.11. Gestion de l'information obtenue de sources humaines**

### **1. Généralités**

1. 1. La S.-dir. des opérations secrètes est le centre de décision concernant les questions relatives aux sources humaines. Les politiques sur les sources humaines figurent à la [partie 31](#).

1. 2. Les renseignements relatifs à la sécurité nationale qui sont fournis par des sources humaines sont entrés dans le Système d'incidents et de rapports de police protégé (SIRPP). Voir la [partie 47](#).

NOTA : Les renseignements considérés comme étant de nature délicate dans l'intérêt national sont classifiés et ne peuvent pas être entrés dans une application ou une base de données à l'extérieur de l'environnement classifié.

1. 2. 1. Le SIRPP est le système de gestion des dossiers principal du Programme de la sécurité nationale.

1. 2. 2. Les dossiers qui ont déjà été ouverts dans le Système de renseignements protégés sur la criminalité (SRPC) demeurent dans le SRPC.

1. 2. 3. Les incidents à l'appui d'enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale qui ont été générés après le 1<sup>er</sup> mai 2006 sont entrés dans le SIRPP.

### **2. Incidents impliquant des sources humaines dans le SIRPP**

2. 1. Les renseignements criminels relatifs à la sécurité nationale qui sont fournis par des sources humaines sont entrés dans le domaine PROG SN situé dans le SIRPP.

2. 2. Les rapports sont :

2. 2. 1. accessibles à tous les utilisateurs du domaine PROG SN;

2. 2. 2. limités à certains utilisateurs au moyen de la fonction Liste de contrôle de l'accès (ACL) disponible dans le SIRPP.

NOTA : Étant donné que les rapports ont pour but de communiquer des renseignements criminels relatifs à la sécurité nationale à un auditoire aussi vaste que possible au sein du Programme de la sécurité nationale, la fonction ACL est strictement limitée.

2. 2. 2. 1. Pour demander la fonction ACL, il faut suivre les modalités indiquées au chap. [47.5](#).

### 3. Membre (agent contrôleur)

3. 1. Après chaque contact avec une source matriculée, remplir la formule [2451](#), Rapport d'affranchissement d'une source, conformément au chap. [31.5](#). et à [l'ann. 31-5-1](#). Veiller à ce que les renseignements ne révèlent pas l'identité de la source.

NOTA : Les rapports d'affranchissement de source liés à des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sont classifiés (Confidentiel, Secret ou Très Secret).

3. 2. Rédiger un Rapport d'affranchissement de source distinct pour différentes catégories de renseignements. Par exemple, si la source fournit des renseignements relatifs à la sécurité nationale et des renseignements relatifs aux drogues, rédiger deux rapports d'affranchissement.

3. 3. Créer un incident dans le SIRPP en utilisant la catégorie « Sources humaines » de la DUC. Créer un incident pour chaque source matriculée. Tous les rapports d'affranchissement relatifs à la sécurité nationale afférents à cette source matriculée sont entrés dans cet incident.

NOTA : L'agent contrôleur qui prévoit soumettre plusieurs rapports d'affranchissement relativement à la source peut désirer créer un incident par année.

3. 4. Entrer dans la fenêtre Sommaire de l'incident la mise en garde suivante :

*Les documents contenus dans cet incident sont la propriété du Programme de sécurité nationale de la GRC. Ils ne doivent pas être diffusés, en totalité ou en partie, sans le consentement préalable de l'auteur. Les documents ne doivent pas être déclassifiés sans la permission écrite de l'auteur. Ils peuvent renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Le traitement et l'entreposage de ces documents doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Le défaut de se conformer à cette mise en garde constitue une infraction à la politique de la GRC et aux lois fédérales. Pour toute question concernant les renseignements, veuillez communiquer avec l'auteur du document.*

3. 5. Créer un Rapport général. Seul l'enquêteur principal utilise le Rapport général pour y consigner toutes les mesures d'enquête relatives à l'incident. Inscrire les demandes de renseignements ou les mesures relatives à l'incident, p. ex. l'enquêteur demande s'il peut utiliser les renseignements fournis par la source humaine dans un affidavit ou une dénonciation en vue d'obtenir.

3. 6. Télécharger le Rapport d'affranchissement vers le SIRPP.

NOTA : La formule [2451](#) n'est téléchargée vers le SIRPP que lorsque toutes les exigences du chap. [31.5](#). et de [l'ann. 31-5-1](#) ont été remplies.

3. 6. 1. L'original de la formule 2451 est conservé par le coordonnateur divisionnaire des sources humaines ou par le service, selon les pratiques divisionnaires.

3. 7. Entrer ou relier les noms de personnes, de commerces, d'organisations, etc. comme entités impliquées sous l'onglet Impliquées. Ne pas inscrire de noms de personnes, de commerces ou d'organisations dans des zones Remarques ou de texte libre.

3. 8. Envoyer une tâche à son superviseur pour qu'il examine l'incident.

#### 4. Superviseur

4. 1. Examiner l'incident. Veiller à ce que l'incident soit conforme aux dispositions de l'art. [3](#).

## ANNEXE B.2 - MANUELS DES OPÉRATIONS DE LA GRC

### PARTIE 5 – SÉCURITÉ ROUTIÈRE

#### 5.4 CONDUITE D'UN VÉHICULE PRIORITAIRE (POURSUITES)

##### 1. Généralités

1. 1. La conduite d'un véhicule prioritaire comprend la poursuite, l'approche d'un véhicule et l'intervention en cas d'urgence.

1. 2. Les membres doivent s'appuyer sur le Modèle d'intervention pour la gestion d'incidents (MIGI) au moment de prendre la décision d'entreprendre, de continuer ou d'abandonner la conduite d'un véhicule prioritaire. Voir le [chap. 17.1](#).

1. 2. 1. Pendant une intervention en cas d'urgence, la sécurité du public et des policiers doit être prise en considération. Il faut évaluer les risques de façon continue.

1. 2. 2. Au moment d'évaluer les risques liés au lancement d'une poursuite, il faut s'assurer que la gravité de la situation et la nécessité de procéder à une arrestation immédiate l'emportent sur le danger associé à la poursuite.

##### 2. Définitions

2. 1. **Approche d'un véhicule** désigne l'action de rattraper un véhicule. Il ne s'agit pas d'une poursuite. Voir [l'art. 8](#).

2. 2. **Intervention en cas d'urgence** désigne la conduite d'un véhicule de police en cas d'incident qui nécessite une action policière immédiate selon l'information reçue et l'évaluation des risques effectuée par le membre.

2. 3. **Poursuite** désigne la conduite d'un véhicule prioritaire en vue de l'appréhension d'une personne ou d'un suspect qui refuse d'immobiliser son véhicule sur l'ordre d'un agent de la paix et qui tente d'éviter d'être arrêté.

2. 4. **Premier véhicule de poursuite** désigne le véhicule de police qui se trouve le plus près du véhicule faisant l'objet d'une poursuite et dont le conducteur maintient un contact visuel direct avec ce véhicule.

2. 5. **Second véhicule de poursuite** désigne le véhicule de police qui se trouve le plus près du premier véhicule de poursuite de façon à lui assurer un soutien et dont le conducteur peut assumer la communication radio s'il peut voir les véhicules impliqués dans la poursuite.

2. 6. **Véhicule de police identifié** désigne un véhicule équipé de gyrophares, d'une sirène et des autocollants standards de la GRC.

2. 7 **STO** désigne une station de transmissions opérationnelles.

2. 8. **Superviseur de la poursuite** désigne la personne qui assume le commandement d'une « poursuite en cours » après que le conducteur du premier ou du second véhicule de poursuite en a fait la demande à la STO.

### **3. Participation à une poursuite et restrictions connexes**

3. 1. Une poursuite peut avoir lieu lorsqu'un conducteur suspect refuse d'immobiliser son véhicule sur l'ordre d'un agent de la paix et tente d'éviter d'être arrêté.

3. 2. Lorsque l'identification ou l'arrestation du suspect peut être effectuée par d'autres moyens plus tard, la nécessité de la poursuite doit être réévaluée.

NOTA : Le fait qu'un conducteur tente de s'enfuir pour éviter d'être arrêté n'est pas un facteur à prendre en considération au moment de déterminer la gravité de l'infraction ou la nécessité de procéder immédiatement à une arrestation.

3. 3. Si l'utilisation d'un dispositif de dégonflage de pneus s'avère efficace ou si une équipe de soutien aérien est sur place, les membres doivent réévaluer la nécessité de continuer la poursuite.

3. 4. Seuls les membres réguliers et les gendarmes spéciaux surnuméraires peuvent conduire un véhicule de la GRC impliqué dans une poursuite.

3. 5. Seuls les agents de la paix peuvent être les passagers d'un véhicule de police pendant une poursuite.

3. 6. Seul un véhicule de police identifié muni d'une sirène et de gyrophares peut être utilisé pendant une poursuite.

#### **EXCEPTIONS :**

1. Une voiture de police banalisée peut être utilisée pendant une poursuite seulement si l'urgence de la situation l'exige et si la vie d'une personne est en danger. Dans une telle situation, un véhicule de police identifié doit prendre le relais dès que possible.

2. Une motocyclette de police peut être utilisée pendant une poursuite seulement si l'urgence de la situation l'exige, si la vie d'une personne est en danger et si les conditions météorologiques et routières le permettent. Dans une telle situation, un véhicule de police identifié doit prendre le relais dès que possible.

3. 7. La sirène et les gyrophares des véhicules de police doivent être activés durant une poursuite.

3. 8. Il est interdit aux membres de faire feu sur un véhicule automobile dans le seul but de l'immobiliser. Voir [l'art. 1.2. du chap. 4.7.](#) et [l'art. 5. du chap. 2.3. du MOT.](#)

3. 9. Sauf si l'urgence de la situation l'exige, seulement deux véhicules de police (premier et second véhicules de poursuite) doivent participer à une poursuite.

3. 10. Aucun autre véhicule de police n'est autorisé à poursuivre un autre véhicule en parallèle en milieu urbain. En région rurale, la poursuite en parallèle peut être justifiée si elle se fait à une distance sécuritaire.

### **4. Poursuite sur plus d'un territoire de compétence**

4. 1. Si les véhicules impliqués dans une poursuite approchent un territoire voisin, le détachement de la GRC ou le service de police compétent doit en être informé et prendre la poursuite en charge le plus tôt possible.

4. 2. Si les véhicules impliqués dans une poursuite entrent sur un territoire qui ne relève pas de la GRC et si le service de police compétent ne peut prendre la poursuite en charge immédiatement, l'abandon de la poursuite doit être envisagé. On doit alors prendre certains facteurs en considération : la gravité de l'infraction et de la situation, la nécessité d'une arrestation immédiate et les directives du service de police compétent.

4. 3. Si les véhicules impliqués dans une poursuite ayant commencé dans un territoire qui ne relève pas de la GRC entrent sur un territoire de compétence de la GRC, la communication est établie, la raison de la poursuite est déterminée et la prise en charge de la poursuite est effectuée, s'il y a lieu.

4. 4. Les membres ne sont pas autorisés à continuer de l'autre côté de la frontière canado-américaine la poursuite d'un véhicule en fuite qui a commencé au Canada.

## **5. Infractions ne devant pas faire l'objet de poursuites policières**

5. 1. Une poursuite ne doit pas être lancée dans le cas des infractions suivantes :

5. 1. 1. le fait de prendre un véhicule sans le consentement du propriétaire;

5. 1. 2. le vol d'un véhicule;

5. 1. 3. la possession d'un véhicule volé;

5. 1. 4. la fuite d'une personne afin d'éviter l'arrestation aux termes de [l'art. 249.1 du Code criminel](#) ou la conduite dangereuse lorsque la seule preuve permettant d'établir la perpétration de l'une ou l'autre des infractions est recueillie au moment d'arrêter un véhicule ou de s'en approcher;

5. 1. 5. la violation d'une loi ou d'un règlement provincial;

5. 1. 6. la violation d'un règlement municipal;

5. 1. 7. une infraction liée aux biens en général, p. ex. une introduction par effraction, la possession d'un bien volé et le vol;

5. 1. 8. la violation d'un règlement fédéral sur la sécurité routière.

## **6. Premier véhicule de poursuite**

6. 1. Dès qu'une poursuite est lancée, la STO doit être avisée immédiatement.

6. 2. Le conducteur du premier ou du second véhicule de poursuite demande à la STO de trouver un chef de veille ou un superviseur de patrouille qui prendra le commandement de la poursuite.

6. 3. La communication radio doit être maintenue avec la STO, qui est tenue au courant de l'évolution de la poursuite, en ce qui concerne par exemple le lieu de la poursuite, la direction et la vitesse des véhicules, la circulation automobile et piétonne et les conditions météorologiques et routières.

6. 4. Après une poursuite, le conducteur du premier véhicule de poursuite doit remplir la [formule 2088](#).

## **7. Second véhicule de poursuite**

7. 1. Lorsqu'un second véhicule participe à la poursuite, son conducteur doit suivre le premier à une distance sécuritaire et aviser immédiatement la STO de sa participation.

7. 2. Dans la mesure du possible, le conducteur du second véhicule de poursuite doit se charger des radiocommunications si sa position lui permet de voir le déroulement de la poursuite.

7. 3. Le second véhicule de poursuite ne doit pas doubler le premier, sauf si celui-ci le lui demande.

## **8. Approche d'un véhicule**

8. 1. Lorsqu'un véhicule de police tente de s'approcher d'un autre véhicule, il ne s'agit pas d'une poursuite, mais plutôt d'un contact entre un policier et un contrevenant à la suite d'une infraction à une loi provinciale ou territoriale, par exemple.

8. 2. Avant de tenter de s'approcher d'un autre véhicule, une évaluation des risques doit être effectuée et la sécurité du public et des policiers doit être prise en considération.

8. 3. Les gyrophares doivent être actionnés au moment de s'approcher d'un autre véhicule. La sirène doit aussi être utilisée si on estime que la sécurité du public et des policiers risque d'être compromise. La sirène peut être désactivée une fois que le contrevenant a rangé et immobilisé son véhicule.

8. 4. À l'approche d'une intersection, le conducteur du véhicule de police doit respecter les règlements municipaux ou la loi territoriale ou provinciale régissant la conduite d'un véhicule prioritaire.

8. 4. 1. Si aucun règlement ou aucune loi n'existe à cet égard, le conducteur doit au moins ralentir, faire preuve d'une prudence raisonnable et actionner les gyrophares et la sirène.

EXCEPTION : Les conducteurs de véhicules banalisés (de surveillance) ne sont pas tenus d'activer les gyrophares et la sirène lorsqu'ils suivent un véhicule ou s'en approchent. Les risques doivent être constamment évalués comme il est prévu dans le MIGI. Voir [l'art. 1.2.1.](#)

## **9. Abandon d'une poursuite**

9. 1. Une poursuite doit être abandonnée si elle devient inutile ou trop dangereuse ou si d'autres moyens d'arrestation sont possibles.

9. 2. La décision de mettre fin à une poursuite peut être prise par le superviseur de la poursuite et le conducteur du premier ou du second véhicule de poursuite.

9. 3. Toutes les équipes mettent fin à une poursuite dès qu'un aéronef de police prend l'opération en charge.

9. 4. La décision de mettre fin à une poursuite est définitive et doit être communiquée immédiatement à tous les membres concernés. Ces derniers doivent accuser réception du message qui leur a été envoyé.

9. 5. Après avoir mis fin à une poursuite, tous les membres y ayant participé doivent, dans la mesure où les conditions sont sécuritaires :

9. 5. 1. se ranger sur l'accotement, immobiliser leur véhicule, désactiver les gyrophares et la sirène et informer la STO que la poursuite a été abandonnée et qu'ils se sont rangés sur le bord de la route.

## **10. Responsabilités**

## **10. 1. Superviseur de la poursuite**

10. 1. 1. Le superviseur de la poursuite remplit les fonctions suivantes :

10. 1. 1. 1. aviser tous les membres prenant part à la poursuite qu'il en a pris le commandement;

10. 1. 1. 2. surveiller la poursuite et en évaluer continuellement les risques;

10. 1. 1. 3. mettre fin à la poursuite si les circonstances l'exigent;

10. 1. 1. 4. examiner et remplir les sections requises de la [formule 2088](#) (au besoin, se reporter au guide divisionnaire du superviseur des poursuites policières).

## **10. 2. STO**

10. 2. 1. Lorsqu'il est informé d'une poursuite, le répartiteur, le superviseur ou l'opérateur des télécommunications de la STO applique les procédures et les politiques énoncées au [chap. 46.2.](#), les [procédures opérationnelles réglementaires relatives à la conduite de véhicules prioritaires \(poursuites\)](#) ou les politiques ou procédures opérationnelles réglementaires divisionnaires.

10. 2. 2. Lorsqu'elle est avisée d'une poursuite, la STO attribue immédiatement la priorité radio et conserve une voie de communication ouverte pour les membres qui participent à la poursuite. Elle envoie un message à toutes les patrouilles afin de les informer de la poursuite.

10. 2. 3. La STO communique avec un sous-officier de service du secteur où se déroule la poursuite pour qu'il en assume le commandement. Si aucun sous-officier de service n'est disponible, la STO communique avec un sous-officier d'un autre détachement du secteur de la STO. Si aucun sous-officier n'est joint, le membre ayant le grade le plus élevé assumera le commandement de la poursuite.

10. 2. 4. Au besoin, la STO peut communiquer avec un sous-officier qui n'est pas de service pour qu'il assume le commandement de la poursuite.

10. 2. 5. La STO doit informer les services de police de la région de la poursuite afin d'en faciliter la coordination.

10. 2. 6. Lorsque la poursuite est terminée, la STO doit en aviser toutes les patrouilles.

## **10. 3. Chef de service ou de détachement**

10. 3. 1. Le chef doit s'assurer que tous les membres ont pris connaissance des politiques et des procédures relatives aux poursuites.

10. 3. 2. Après une poursuite, il tient une séance visant à faire un compte rendu et à déterminer si les membres ont respecté les politiques et procédures en vigueur.

10. 3. 3. La [formule 2088](#) dûment remplie doit être envoyée à l'officier divisionnaire responsable des enquêtes criminelles ou à son remplaçant dans les 30 jours suivant l'incident.

## **10. 4. Division**

10. 4. 1. Si une poursuite a causé des blessures corporelles ou la mort, un rapport préliminaire doit être soumis immédiatement au Centre national des opérations.



10. 4. 2. L'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) de la division ou son remplaçant doit examiner toutes les formules 2088. Si des mesures correctives sont recommandées (p. ex. de la formation ou des conseils opérationnels), l'OREC ou son remplaçant doit formuler des recommandations et les mettre en œuvre le plus tôt possible.

10. 4. 3. Avant la fin de janvier, les divisions doivent signaler toutes les poursuites qui ont eu lieu au cours de l'année civile précédente sur la [formule 2438](#), puis transmettre celle-ci à la Direction générale. La formule sera acheminée automatiquement à la Police criminelle, Services de police contractuels et autochtones.

## **ANNEXE B.3 - MANUEL D'ADMINISTRATION DE LA GRC**

### **PARTIE XI – SÉCURITÉ**

#### **1. SÉCURITÉ ORGANISATIONNELLE ET ADMINISTRATIVE**

#### **N – COMMUNICATION DER ENSEIGNEMENTS CLASSIFIÉS OU PROTÉGÉS**

N. 1. On ne doit communiquer les renseignements classifiés ou protégés qu'à une personne qui a le besoin de savoir et qui détient une habilitation sécuritaire ou une vérification de la fiabilité qui correspond au caractère délicat des renseignements qui sont divulgués.

NOTA : Les rapports préparés à la demande d'un tiers et contenant des renseignements classifiés ou protégés qui le concernent uniquement, peuvent lui être communiqués même s'il ne détient pas l'habilitation sécuritaire ou la vérification de la fiabilité requise.

N. 2. Lorsque des renseignements délicats qui sont classifiés dans l'intérêt national sont communiqués à d'autres gouvernements, ministères ou organismes non visés par la Politique et les normes concernant la sécurité du gouvernement du Canada, la GRC doit s'assurer par des conventions écrites, p. ex. un protocole d'entente, que des mesures appropriées sont établies pour la protection des renseignements. Voir [l'ann. XI-1-5](#) pour les mentions pertinentes.

N. 3. Le personnel des dépôts des dossiers responsable de la tenue des dossiers communique les dossiers Très secret et Secret seulement aux employés habilités dont le nom figure sur les listes d'accès approuvées par le chef compétent.

N. 4. L'employé de la GRC qui laisse ou communique des renseignements classifiés ou protégés à d'autres organismes d'application de la loi, à des procureurs de la Couronne ou à des administrations provinciales, territoriales ou municipales, doit s'assurer que les renseignements sont rangés dans un coffre de sécurité approuvé, tel qu'indiqué dans le [Guide d'équipement de sécurité](#).

N. 4. a. Si le ministère ou l'organisme ne peut pas assurer un entreposage approprié des renseignements, l'employé de la GRC rapporte les renseignements à une installation de la GRC, ou permet à l'organisme d'examiner le document à une installation de la GRC.

N. 4. b. L'omission de protéger des renseignements de nature délicate pourrait entraîner le déclassement ou la révocation de la cote de sécurité ou de la cote de fiabilité de l'employé. Le chef doit assurer la protection appropriée des renseignements de nature délicate en veillant à ce que cette question fasse partie du processus d'assurance de la qualité de son service.

## ANNEXE B.4 - MANUEL DE LA SÉCURITÉ DE LA GRC PARTIE 1 – SÉCURITÉ DU PERSONNEL

### 15. DIRECTIVES RELATIVES À LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION

#### 1. Politique

1. 1. Il y a deux catégories de personnes qui sont astreintes au secret à perpétuité :
  1. 1. 1. les employés visés par [l'annexe de la Loi sur la protection de l'information](#), voir les [art. 2.5.](#) et [3.](#);
  1. 1. 2. les personnes qui doivent être désignées par avis, voir [l'art. 4.](#)
1. 2. Pour le processus de désignation, la personne « désignée » doit signer la partie D (Reconnaissance) du [formulaire TBS/SCT 330-317b](#) (Avis de désignation des « personnes astreintes au secret à perpétuité » conformément à [l'article 10 de la Loi sur la protection de l'information](#)). L'agent de la sécurité ministérielle (ASM) a délégué son pouvoir de mettre au courant l'employé en personne et de signer le [formulaire TBS/SCT 330-317c](#) au superviseur.

#### 2. Généralités

2. 1. Les dispositions de la [Loi sur la protection de l'information](#) (LPI) astreignent au secret à perpétuité tous les employés de la GRC ou les non-employés de la GRC qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.
  2. 1. 1. Pour la définition de non-employé de la GRC, voir le chapitre [Définitions](#).
  2. 2. Les employés doivent respecter tous les renseignements dont ils prennent connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et sont astreints au secret à perpétuité après qu'ils quittent leur emploi à la GRC.
  2. 3. La divulgation de renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux constitue un acte criminel.
  2. 4. Le Groupe LPI est chargé de surveiller la mise en application des dispositions de la [LPI](#).
    2. 4. 1. Le Groupe LPI doit sensibiliser les employés à l'égard de la [LPI](#) et les informer de leurs responsabilités légales et des sanctions possibles en cas de non-conformité à la loi.
  2. 5. [L'annexe de la LPI](#) liste les programmes dont le personnel est automatiquement astreint au secret à perpétuité, à savoir :
    2. 5. 1. les Enquêtes relatives à la sécurité nationale et les Renseignements criminels;
    2. 5. 2. le Programme des opérations techniques, à l'exception du Service de l'air;
    2. 5. 3. l'ancien Service de sécurité de la GRC (employés qui travaillaient auparavant pour le Service de sécurité avant l'existence du Service canadien du renseignement de sécurité [SCRS]).
  2. 6. L'employé qui travaille au sein d'un programme mentionné à [l'art. 2.5.](#) doit être désigné au moyen du [formulaire TBS/SCT 330-316](#).

2. 7. Pour qu'un groupe, section ou service relève de l'un des programmes mentionnés à [l'art. 2.5.](#), il doit s'en remettre à un secteur du programme pour ses politiques, p. ex. le Groupe des Affaires spéciales I reçoit ses directives du centre de décision des Affaires spéciales I des Opérations techniques, à la Direction générale.

2. 8. Conformément à [l'art. 10 de la LPI](#), le superviseur doit recommander la désignation d'une personne. Voir [l'art. 4.](#)

2. 8. 1. Les personnes désignées comprennent celles qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux, mais qui n'appartiennent pas aux programmes mentionnés à [l'art. 2.5.](#)

### **3. Employé visé par l'annexe**

3. 1. Le superviseur remplit la section A du [formulaire TBS/SCT 330-316](#) à l'aide du document « [Procédures et instructions : employés des secteurs de la GRC visés par l'annexe \(SCT 330 316\)](#) » et :

3. 1. 1. y joint une lettre ou une note sur laquelle sont inscrits le nom et le titre du superviseur ainsi que le nom de la division ou de la section et l'adresse de retour;

3. 1. 2. envoie le formulaire original à la Direction générale, à l'att. du Groupe de la Loi sur la protection de l'information, Sous-direction de la sécurité ministérielle, Opérations techniques;

NOTA : Ne pas envoyer le formulaire à l'adresse indiquée dans les instructions figurant sur le formulaire.

3. 1. 3. reçoit une copie du formulaire du Groupe LPI ainsi qu'une lettre d'information à remettre à l'employé;

3. 1. 4. informe l'employé de ses obligations découlant de la [LPI](#) et lui remet les documents nécessaires;

3. 1. 5. ne conserve aucune copie.

NOTA : Le Groupe LPI transmet l'original au SCRS et fait verser une copie au dossier de sécurité de la personne.

### **4. Personne désignée par avis**

4. 1. Les personnes suivantes doivent être désignées par avis :

4. 1. 1. Le greffier du Conseil privé doit désigner le commissaire.

4. 1. 2. Le commissaire doit désigner et recommander à l'agent de la sécurité ministérielle les personnes de son cabinet, notamment les s.-comm. et les comm. adj. et leurs gestionnaires ou adjoints administratifs qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

4. 1. 3. Le superviseur doit désigner les employés de la GRC qui ne sont pas visés par l'annexe, mais qui prennent part à des projets ou à des affectations spéciales ou qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

4. 1. 4. Le superviseur doit désigner les non-employés de la GRC qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

4. 2. Pour désigner une personne comme étant astreinte au secret à perpétuité en vertu de la LPI, le superviseur :

4. 2. 1. remplit le [formulaire TBS/SCT 330-317a](#);

4. 2. 2. y joint une lettre ou une note sur laquelle sont inscrits le nom et le titre du superviseur ainsi que le nom de la division ou de la section et l'adresse de retour;

4. 2. 3. envoie le formulaire original à la Direction générale, à l'att. du Groupe de la Loi sur la protection de l'information, Sous-direction de la sécurité ministérielle, Opérations techniques.

NOTA : Ne pas envoyer le formulaire à l'adresse indiquée dans les instructions figurant sur le formulaire.

4. 3. Le Groupe LPI traite le [formulaire TBS/SCT 330-317a](#) conformément à [l'art. 4.2.](#) et remplit le [formulaire TBS/SCT 330-317b](#) et le transmet au commissaire pour qu'il le signe. Au reçu de l'approbation, le Groupe LPI remplit le [formulaire TBS/SCT 330-317c](#).

4. 3. 1. Une fois la désignation recommandée, le Groupe LPI renvoie les [formulaires TBS/SCT 330-317b](#) et [TBS/SCT 330-317c](#) au superviseur.

4. 4. Le superviseur rencontre et met au courant la personne et lui fait signer la partie des formulaires réservée à la reconnaissance.

4. 4. 1. Le superviseur signe le [formulaire TBS/SCT 330-317c](#) au nom de l'agent de la sécurité ministérielle.

4. 5. Une fois que les formulaires ont été signés et que la personne a été mise au courant, la personne en conserve une copie. Les originaux des [formulaires TBS/SCT 330-317b](#) et [TBS/SCT 330-317c](#) sont renvoyés au Groupe LPI.

4. 6. Le Groupe LPI transmet les originaux au SCRS et fait verser une copie au dossier de sécurité de la personne.

## **5. Départ ou mutation de la GRC**

5. 1. Lorsqu'une personne quitte la GRC, le superviseur doit avoir un entretien final avec la personne au sujet de son statut continu comme personne astreinte au secret à perpétuité.

5. 2. Le superviseur peut préparer une lettre de départ pour quiconque est muté, retourne à son service d'attache, démissionne ou prend sa retraite.

## ANNEXE B.5 - MANUEL DE LA GESTION DE L'ACTIF

### CHAPITRE 6.4. APPAREILS DE COMMUNICATION SANS FIL

#### 1. Politique

1. 1. Les appareils de communication sans fil, tels que les téléphones mobiles et les assistants numériques personnels (ANP), peuvent être alloués aux employés lorsque ces appareils sont considérés comme nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.
1. 2. Un appareil de communication sans fil doit être facturé au service dont l'employé fait partie, et non directement à l'employé.
1. 3. Le gestionnaire ou le superviseur fournira un exemplaire imprimé de ces directives à tous les employés auxquels un appareil de communication sans fil a été assigné. L'employé doit confirmer qu'il en a pris connaissance et qu'il en comprend la teneur.
1. 4. L'employé est entièrement responsable de l'utilisation et de l'entretien de son appareil de communication sans fil.
1. 5. Si un employé est muté ou s'il quitte la GRC, il doit rendre son appareil sans fil à son supérieur ou au coordonnateur des télécommunications désigné.

#### 2. Renseignements généraux

2. 1. Les appareils de communication sans fil sont fort appréciés lorsqu'il n'y a pas de service téléphonique conventionnel. Cependant, en raison de leur coût élevé d'utilisation, les gestionnaires et les employés doivent s'assurer qu'ils sont utilisés adéquatement et que les frais liés à leur utilisation n'excèdent pas la norme.
2. 2. Les appareils de communication sans fil sont les suivants : téléphone cellulaire ou mobile, terminal mobile de poche, assistant numérique personnel, etc. Les postes de radio ne sont pas inclus.
2. 3. Un plan de service est un plan pour les appareils de communication sans fil qui comprend une connexion réseau, différents services comme la messagerie vocale, etc. Un montant préétabli de temps d'antenne est également inclus dans le plan de service.

#### 3. Gestionnaire

3. 1. Déterminer si un employé a besoin d'un appareil de communication sans fil dans l'exercice de ses fonctions. Chercher des solutions de rechange s'il y a lieu, par exemple, l'utilisation d'un téléavertisseur ou l'utilisation partagée d'un appareil avec un autre service. Voir [l'art. 1.1.](#)
3. 2. Examiner le plan de service relié à l'utilisation d'appareils de communication sans fil (connexion réseaux et le temps d'antenne inclus) et s'assurer qu'il est approprié aux besoins évalués. Vérifier et approuver tout changement au plan de service.
3. 3. Récupérer et vérifier les appareils de communication sans fil des employés qui cessent leurs activités pour une période prolongée ou dont l'appareil n'est plus nécessaire aux tâches qui lui sont assignées.
3. 4. Revoir annuellement les besoins des différents services concernant l'utilisation des appareils de communication sans fil et s'assurer que les plans de service sont adéquats.

3. 5. Désigner au besoin un coordonnateur des télécommunications pour contrôler les équipements de télécommunications. Vérifier régulièrement les comptes des appareils de communication sans fil afin de s'assurer qu'ils sont utilisés conformément aux directives énoncées dans le présent chapitre.

3. 6. Si le coordonnateur des télécommunications désigné n'assume pas cette responsabilité, veiller à ce que :

3. 6. 1. les appareils de communication sans fil soient obtenus conformément à la politique fédérale et de la GRC et selon les approbations nécessaires;

3. 6. 2. tous les employés reçoivent les informations concernant leur plan de service et un exemplaire des directives énoncées dans le présent chapitre;

3. 6. 3. les appareils de communication sans fil soient gérés comme des **articles attrayants**, conformément au [chap. 1.6.](#)

#### **4. Coordonnateur des télécommunications**

4. 1. Obtenir les appareils de communication sans fil conformément à la politique fédérale et de la GRC et selon les approbations nécessaires.

4. 2. Distribuer les appareils de communication sans fil, contrôler leur utilisation et coordonner les paiements.

4. 3. S'assurer que tous les employés reçoivent les informations concernant leur plan de service et qu'ils obtiennent un exemplaire des directives énoncées dans le présent chapitre.

4. 4. Assurer l'administration des plans de service et des appareils de communication sans fil.

4. 5. Gérer les appareils de communication sans fil comme des **articles attrayants**, conformément au [chap. 1.6.](#)

#### **5. Employé**

5. 1. Prendre connaissance et accuser réception des directives contenues dans le présent chapitre et des informations concernant le plan de service connexe.

5. 2. S'assurer que l'appareil de communication sans fil est utilisé et entretenu selon les modalités du présent chapitre.

5. 3. Aviser rapidement son gestionnaire ou le coordonnateur des télécommunications lorsque l'appareil de communication sans fil a été perdu, volé ou endommagé.

5. 4. Retourner à son gestionnaire ou au coordonnateur des télécommunications tout appareil de communication sans fil qui lui est assigné, et ce, avant sa mutation, son départ de la GRC ou lorsque l'appareil ne s'avère plus nécessaire à ses fonctions.

#### **6. Services informatiques régionaux et de la Direction générale**

6. 1. Les Services informatiques de la Direction générale déterminent les normes des appareils de communication sans fil.

6. 2. Dans la mesure du possible, les Services informatiques régionaux assument les responsabilités suivantes :

6. 2. 1. donner des conseils aux gestionnaires afin de s'assurer que le plan de service et l'équipement choisis sont les plus appropriés à l'égard des tâches prévues;

6. 2. 2. dans les limites des pouvoirs délégués en matière de passation de marchés, approuver l'acquisition des appareils de communication sans fil et de l'équipement et obtenir ou aider à obtenir ces appareils et équipement par l'entremise du fournisseur.

6. 3. Rester en communication avec les gestionnaires et les coordonnateurs des télécommunications concernant la gestion des appareils de communication sans fil.

## **7. Documents à l'appui**

7. 1. En parallèle avec le présent chapitre, veuillez consulter les documents à l'appui suivants :

7. 1. 1. [Chap. II.1.](#) du MI, Télécommunications;

7. 1. 2. [Éthique et intégrité à la GRC](#), Bureau du conseiller en matière d'éthique et d'intégrité.

## ANNEXE B.6 - MANUEL D'ADMINISTRATION PARTIE VIII - QUESTIONS JURIDIQUES

### 1. PERTE, ENDOMMAGEMENT OU VOL DE BIENS APPARTENANT À LA GRC, LOUÉS PAR ELLE OU CONFIÉS À SES SOINS

#### 1. Politique

1. 1. L'employé doit signaler immédiatement à son superviseur la perte, l'endommagement ou le vol des biens suivants, dont il est responsable :

1. 1. 1. les biens publics confiés à ses soins;

1. 1. 2. les biens loués par la GRC ou confiés à ses soins;

1. 1. 3. les biens qui entrent en sa possession pendant l'exécution de son travail;

1. 1. 4. les sommes d'argent;

1. 1. 5. les véhicules loués, possédés, donnés ou sous son autorité et utilisés au service de la GRC. Par **véhicules**, on entend les véhicules de police, les navires de patrouille maritime, les aéronefs de police, les véhicules tout-terrain et les motoneiges.

#### 2. Généralités

2. 1. La présente politique s'applique à toutes les collisions et à tous les incidents d'endommagement impliquant tout mode de transport de la GRC — terrestre, aérien et maritime — qu'ils aient été causés par une collision ou par un acte malveillant ou qu'ils soient d'origine inconnue.

2. 2. Un incident est tout événement entraînant des blessures ou des dommages matériels qui est susceptible de donner lieu à une réclamation :

2. 2. 1. contre la GRC;

2. 2. 2. déposée par la GRC contre toute autre partie pour dommages causés à des biens ou à de l'équipement de la GRC.

#### 3. Communication des renseignements

##### 3. 1. Employé

3. 1. 1. Afin de protéger les intérêts de l'État, du conseiller juridique, de l'expert en sinistres ou de toute autre personne chargée d'enquêter sur un incident susceptible de donner lieu à une réclamation contre l'État, ne fournir que les renseignements prescrits par la loi. On peut communiquer les faits suivants :

3. 1. 1. 1. le nom, l'âge et l'adresse de l'employé;

3. 1. 1. 2. s'il s'agit d'un accident impliquant un véhicule de police, le numéro de permis de conduire, la marque, le modèle et le numéro d'immatriculation du véhicule;

3. 1. 1. 3. le lieu, la date et l'heure de l'incident.

3. 1. 2. Consulter le bureau régional de Justice Canada pour toute demande de renseignements supplémentaires.



3. 1. 3. Les demandes d'entrevue avec un employé impliqué dans la perte, le vol ou l'endommagement de biens publics, de biens loués par la GRC ou confiés à ses soins doivent être transmises, par la voie hiérarchique, à Justice Canada qui communiquera les instructions voulues.

3. 1. 4. L'expert national en sinistres de la GRC peut demander et recevoir des renseignements supplémentaires destinés à servir dans le cadre du processus de règlement de sinistre. Si des renseignements supplémentaires sont demandés, on peut communiquer avec le Service régional du contentieux ou avec le directeur des Réclamations et du Contentieux pour obtenir des conseils.

#### **4. Démarches initiales en cas de perte, de vol ou d'endommagement, ou de décès ou blessures**

##### **4. 1. Employé**

4. 1. 1. L'employé ne doit reconnaître aucune responsabilité de sa part ou de celle de la GRC avant d'avoir consulté un avocat et la question de la responsabilité est examinée par la division, l'expert en assurances de la GRC ou Justice Canada.

##### **4. 2. Superviseur**

4. 2. 1. Aviser immédiatement le c. s.-div. de la perte, du vol ou de l'endommagement de biens publics ou des décès ou blessures découlant de l'usage de ces biens.

4. 2. 2. S'assurer que l'incident est signalé aux ministères et organismes qui, d'après la loi, doivent en être informés.

4. 3. **C. s.-div.** (y compris l'officier resp. d'un service qui rend directement compte au c. div.)

4. 3. 1. S'il s'agit d'un incident grave, désigner un enquêteur qui a de l'expérience dans ce genre de travail.

4. 3. 2. Si un membre est impliqué dans un accident mortel ou presque mortel, nommer un enquêteur provenant d'un autre service que celui du membre impliqué afin d'éviter la partialité.

4. 3. 3. S'il s'agit d'un accident de la route, désigner si possible un enquêteur qui a une formation spécialisée, c.-à-d. qui a suivi le cours d'enquêtes techniques sur les accidents de la circulation du CCP ou un cours divisionnaire d'enquête sur les accidents de la circulation.

4. 3. 4. Avertir le c. div. s'il s'agit de cas de décès ou de blessures graves, d'accidents subis par un aéronef ou un navire, de dommages s'élevant à plus de 1 000 \$ ou d'incendies d'origine suspecte.

4. 3. 5. Signaler à la Section locale des télécommunications tous les cas de perte, de vol ou d'endommagement d'équipement de télécommunication. Demander au coordonnateur des télécommunications :

4. 3. 5. 1. d'établir le montant de la perte, et

4. 3. 5. 2. de recommander ce qu'il faut faire : se débarrasser de l'équipement, le réparer ou le remplacer.

4. 3. 6. Si du matériel appartenant aux Affaires spéciales I a été perdu, volé ou endommagé, avertir le coordonnateur divisionnaire des Affaires spéciales I qui fera un rapport à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations techniques.

##### **4. 4. C. div.**

4. 4. 1. En cas de décès ou de blessures graves lors de l'usage de biens appartenant à la GRC, loués par elle ou confiés à ses soins, aviser par message la Direction générale, à l'att. du directeur des Relations avec les médias et du directeur des Réclamations et du Contentieux.
4. 4. 2. Signaler les cas de perte, d'endommagement ou de vol d'un aéronef de la GRC à la Direction générale, à l'att. du directeur des Services d'enquête techniques.
  4. 4. 2. 1. Le directeur des Services d'enquêtes techniques nomme un agent du Service de l'air pour participer aux enquêtes sur les accidents impliquant des aéronefs.
4. 4. 3. Signaler les cas de perte, d'endommagement ou de vol d'un navire de patrouille maritime à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Programmes et de la Gestion de l'actif.
4. 4. 4. Signaler les cas de perte, de vol ou d'endommagement de matériel informatique ou de télécommunications à la Direction générale, à l'att. du DPI.
4. 4. 5. Signaler les cas de perte ou d'endommagement d'immeubles directement imputables à l'incendie, à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Programmes et de la Gestion de l'actif.
4. 4. 6. Si un acte de violence ou une introduction par effraction est fait contre des biens ou des locaux appartenant à la GRC, loués par elle ou confiés à ses soins, et que cela est préjudiciable au matériel de la GRC, à ses employés ou à leur famille immédiate, en aviser la Direction générale, à l'att. du DG de la Sécurité ministérielle à la Direction des opérations techniques.

## **5. Enquête sur la perte, le vol ou l'endommagement de biens, ou sur les décès ou blessures**

### **5. 1. Généralités**

5. 1. 1. Comme il n'y a pas deux incidents qui soient tout à fait identiques, il est impossible de fournir des directives applicables à tous les cas. Souvent, la nature de la perte, du vol, de l'endommagement ou même des blessures ne justifie pas une enquête approfondie. Cependant, il faut toujours effectuer une enquête suffisante, afin de satisfaire aux exigences de la GRC et de la Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor.

5. 1. 2. Chaque cas de perte, de vol ou d'endommagement de biens doit faire l'objet d'une enquête pour établir clairement les causes de l'incident et déterminer la responsabilité légale.

NOTA : Il n'est pas dans nos intentions d'empiéter sur le territoire d'autres services de police. Toutefois, il faut effectuer une enquête suffisante afin de satisfaire aux exigences ainsi qu'aux critères de la politique sur les réclamations.

### **5. 2. Enquêteur**

5. 2. 1. Se rendre sur les lieux des accidents graves et, si possible, des autres.

5. 2. 2. Obtenir une déclaration de chacun des employés impliqués.

5. 2. 2. 1. Inclure dans la déclaration les circonstances de l'incident et y indiquer si, à ce moment-là, l'employé agissait dans le cadre de ses fonctions ou de son travail.

5. 2. 3. Obtenir une déclaration de toute autre personne qui serait au courant des circonstances.

5. 2. 4. Si un véhicule, un aéronef ou un navire de patrouille maritime appartenant à la GRC ou loué par elle est impliqué dans un accident, obtenir tous les renseignements relatifs à son utilisation au moment de l'accident et tâcher de savoir si son usage était autorisé.

5. 2. 5. Noter le genre de travail alors effectué, p. ex. surveillance, patrouille, enquête criminelle.
5. 2. 6. Prendre note des dommages réels ou prétendus aux autres biens et des blessures subies au cours de l'accident.
5. 2. 7. Prendre des photographies des lieux et des dommages si l'accident est grave et autant que possible, si l'accident est minime.
  5. 2. 7. 1. Écrire les détails en lettres moulées au dos de chaque photographie.
5. 2. 8. Dresser un croquis des lieux donnant :
  5. 2. 8. 1. l'emplacement de la route;
  5. 2. 8. 2. l'état de la chaussée;
  5. 2. 8. 3. le point d'impact par rapport à la surface de la route;
  5. 2. 8. 4. la position des véhicules impliqués et de tout autre véhicule dans le secteur immédiat;
  5. 2. 8. 5. tout obstacle pouvant avoir quelque rapport avec l'accident;
  5. 2. 8. 6. l'emplacement des panneaux de signalisation.
5. 2. 9. Écrire en lettres moulées les détails pertinents et les mesures sur le croquis ou le plan, puis l'identifier et le signer.
5. 2. 10. Inscrire les conditions météorologiques, les conditions routières, la visibilité et la limite de vitesse par rapport à la vitesse avant et pendant l'impact.
5. 2. 11. Obtenir des copies du constat de la police locale sur l'accident.
5. 2. 12. Obtenir diverses estimations des dommages subis. Si les réparations s'avèrent trop dispendieuses, engager les services d'un évaluateur indépendant ou obtenir des estimations de la valeur du bien avant la perte, le dommage ou le vol.
5. 2. 13. Ne pas tenter d'obtenir une déclaration ou d'interroger une personne qui a engagé un avocat, à moins que ce dernier n'y consente.
5. 2. 14. Conserver les originaux des déclarations, des croquis, des notes, des négatifs et de tout autre document utile à l'expert en assurances de la GRC et à Justice Canada.

## **6. Modalités de rapport**

### **6. 1. Généralités**

6. 1. 1. Si les dommages résultent de causes naturelles, p. ex., bris ou ennui mécanique soudain, dégâts occasionnés par la grêle ou par une tornade, l'employé doit :
  6. 1. 1. 1. préciser la cause des dommages sur la facture des réparations;
  6. 1. 1. 2. indiquer la date et dresser une liste des frais encourus;
  6. 1. 1. 3. envoyer la facture au c. s.-div. par la voie hiérarchique.

EXCEPTION : S'il s'agit d'un bien loué dont l'entretien est à la charge du loueur, lui demander de faire les réparations qui s'imposent.

6. 1. 2. Si la perte ou les dommages résultent d'un incendie, d'un vol, d'un acte délibéré ou d'un remorquage et que l'État est susceptible de formuler une réclamation contre un tiers (p. ex. fabricant, garagiste) :

6. 1. 2. 1. on doit transmettre une note explicative au c. s.-div. par la voie hiérarchique et annexer les factures indiquant la date de l'accident et présentant la liste des frais de réparation.

#### **6. 2. Incidents impliquant des véhicules de police ou des véhicules loués**

6. 2. 1. Si des dommages, blessures ou décès résultent d'une collision ou d'un incident impliquant un véhicule (occupé ou non), le conducteur ou la personne à qui on a confié le véhicule doit signaler l'incident au Programme national de gestion des réclamations par l'entremise de son superviseur.

#### **6. 3. Navire de patrouille maritime**

6. 3. 1. Si un navire de patrouille maritime a subi des dommages, il faut présenter un Rapport d'un événement maritime/événement hasardeux (formule 1808 du Bureau de la sécurité des transports du Canada) au Bureau de la sécurité des transports du Canada.

6. 3. 2. On doit transmettre une copie du Rapport d'un événement maritime/événement hasardeux (formule 1808 du Bureau de la sécurité des transports du Canada) dûment rempli, à la Gestion régionale du parc automobile.

#### **6. 4. Signalement des incidents**

6. 4. 1. Les employés doivent signaler les incidents au Programme national de gestion des réclamations au 1-888-MP-CIVIL (1-888-672-4845) et fournir les renseignements pertinents à un téléphoniste bilingue, qualifié et autorisé de la GRC. Dans la mesure du possible, les superviseurs fournissent les détails de l'incident au téléphoniste du centre d'appels selon le processus pas à pas, notamment :

6. 4. 1. 1. l'heure de l'incident ou de l'événement;

6. 4. 1. 2. le lieu de l'incident ou de l'événement;

6. 4. 1. 3. les circonstances de l'événement;

6. 4. 1. 4. les personnes impliquées;

6. 4. 1. 5. les renseignements liés au permis et aux assurances;

6. 4. 1. 6. l'information sur les personnes ou les services à contacter;

6. 4. 1. 7. une description des dommages.

6. 4. 2. Les superviseurs doivent signaler immédiatement au c. s.-div. les vols, pertes ou endommagements importants de biens, ou les décès ou blessures graves découlant de l'usage de ces biens.

#### **6. 5. Signalement des incidents impliquant des véhicules de police ou des véhicules loués**

6. 5. 1. Les services ou les personnes impliqués dans l'incident doivent en informer la Gestion régionale du parc automobile.

6. 5. 2. Le service doit prendre des dispositions pour obtenir les estimations requises auprès de concessionnaires ou d'ateliers de réparation locaux comparables. Il doit veiller à ce que seules des pièces d'origine du fabricant soient utilisées et à ce que les estimations soient identiques pour les pièces et le service.

6. 5. 3. La Gestion du parc automobile doit, par l'intermédiaire du garage de poste, veiller à ce que les données soient inscrites au Système de gestion du parc automobile et au dossier local d'entretien du véhicule.

6. 5. 4. Si le coût des réparations dépasse 1 500 \$, il faut en informer le gestionnaire du parc automobile de la DG ou le gestionnaire du garage de poste pour qu'il donne son approbation de dépasser la limite.

6. 5. 5. Dans les régions où il n'y a pas de garage de poste, le service ou l'employé doit obtenir trois estimations auprès de concessionnaires ou d'ateliers de réparation locaux et, si le coût des réparations s'élève à moins de 1 499 \$, peut faire faire les réparations selon le montant estimatif le plus bas.

6. 5. 6. Dans le cas d'un montant estimatif de plus de 250 \$, il faut communiquer avec ARI (fournisseur des cartes de crédit du parc automobile) pour obtenir son approbation. ARI communique, à son tour, avec le gestionnaire du parc automobile qui, en consultation avec le gestionnaire du garage de poste, détermine s'il y a lieu de faire faire les réparations.

## 6. 6. Effets et équipements

6. 6. 1. On remplace généralement, aux frais de l'État, les articles des effets et équipements achetables par retenue sur la solde, à la suite d'une perte, d'un endommagement ou d'un vol, pourvu que les circonstances soient conformes aux dispositions pertinentes de la Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor.

6. 6. 1. 1. Consulter le [chap. 5. du MUT](#) concernant la rédaction de la [formule 1216](#).

6. 6. 1. 2. L'employé doit expliquer les circonstances de la perte, du vol ou de l'endommagement sur la [formule 1216](#) ou dans une note ci-jointe et la transmettre au Bureau régional ou divisionnaire des ressources humaines aux fins d'approbation.

## 6. 7. Tout autre bien

6. 7. 1. On doit transmettre au c. s.-div. une note donnant les circonstances de la perte, du vol ou de l'endommagement.

## 6. 8. Pertes ou dommages causés par le feu

6. 8. 1. On doit transmettre dans les vingt-quatre heures, l'original de la formule Lab/Trav 767E directement au Commissaire fédéral des incendies, au bureau régional ou de district de Développement des ressources humaines Canada.

NOTA : Signaler immédiatement tout incendie d'origine suspecte mettant en cause des biens publics.

6. 8. 2. Si des personnes ont été blessées ou tuées, on doit annexer la formule Lab/Trav 766E.

6. 8. 3. On doit transmettre le rapport d'enquête au c. s.-div. sur une note de service et y annexer la [formule C-237](#), Lab/Trav 767E et, s'il y a lieu, la formule 766E.

## 6. 9. Fausse alerte d'incendie

6. 9. 1. On doit transmettre, dans les vingt-quatre heures, une copie du rapport d'incident par la filière habituelle au c. div. et au SDI et y inscrire :

6. 9. 1. 1. le nom et l'adresse du détachement, du service ou de la section;

6. 9. 1. 2. l'heure et la date de l'alerte;

6. 9. 1. 3. les biens en cause;

6. 9. 1. 4. la cause de la fausse alerte;

6. 9. 1. 5. les mesures prises pour éviter la répétition de l'incident;

6. 9. 1. 6. si l'équipement était défectueux, le genre et le modèle utilisés.

## 6. 10. **Autres pertes, vols ou endommagements**

### 6. 10. 1. **Généralités**

6. 10. 1. 1. Les autres pertes, vols ou endommagements doivent être signalés par écrit, par la voie hiérarchique, au c. s.-div.

6. 10. 1. 2. L'employé doit s'assurer que les formules et documents appropriés sont dûment remplis.

### 6. 10. 2. **C. s.-div.**

6. 10. 2. 1. S'assurer que tous les rapports d'enquête sont complets.

6. 10. 2. 2. Transmettre les documents au c. div. et y joindre les observations et recommandations qui s'imposent.

### 6. 10. 3. **C. div.**

6. 10. 3. 1. Si les pertes ou dommages sont légers et qu'une enquête n'est pas nécessaire, on peut conclure l'affaire en présentant les formules de commande d'effets et équipement ou une note de service.

6. 10. 3. 2. Signaler immédiatement toute perte ou tout vol d'argent à l'off. resp. de la Sect. du contrôle interne. Suivre les modalités indiquées à [l'art. 8.](#)

## 7. **Modalités d'examen**

### 7. 1. **C. div.**

7. 1. 1. Il incombe au Programme national de gestion des réclamations ou au Groupe du contentieux des affaires civiles de classer, conformément aux dispositions du présent chapitre, tout accident impliquant un véhicule appartenant à la GRC, loué par elle ou confié à ses soins, et d'informer le conducteur, par l'intermédiaire du c. div. ou de son délégué, de la catégorie définitive dans laquelle l'accident a été classé.

7. 1. 2. Le classement définitif d'un accident dans une catégorie déterminée est effectué par le Programme national de gestion des réclamations ou le Groupe du contentieux des affaires civiles en consultation avec le superviseur et l'expert national en sinistres.

7. 1. 3. Le c. div. détermine si des mesures correctives s'imposent (conseils opérationnels ou administratifs, formation) et, le cas échéant, entreprend leur mise en œuvre.

7. 1. 3. 1. Le c. div. signale les mesures correctives qui ont été prises au Programme national de gestion des réclamations à l'adresse NCMP\_Claims, dans GroupWise.

## **8. Pertes d'argent subies par l'État**

### **8. 1. Généralités**

8. 1. 1. Par « Perte d'argent », on entend :

8. 1. 1. 1. un manque ou une perte de la petite caisse, d'autres comptes d'avances et d'avances comptables permanentes;

8. 1. 1. 2. de l'argent versé, perçu ou reçu par la GRC à titre officiel dans un but quelconque et qui serait perdu, volé, détruit ou détourné;

8. 1. 1. 3. de l'argent appartenant à autrui qui serait confié à un fonctionnaire à titre officiel dans un but quelconque et qui serait détourné ou perdu, détruit ou volé;

8. 1. 1. 4. un trop-payé ou un paiement fait par erreur, ou une dépense engagée sans autorisation à la suite :

8. 1. 1. 4. 1. de la négligence ou de l'abstention d'un employé du gouvernement;

NOTA : Dans la plupart des cas, la responsabilité est fondée sur le degré de négligence ou d'abstention, mais il arrive (p. ex. dans les cas de perte d'une avance comptable) que la responsabilité soit absolue quelle que soit la faute.

8. 1. 1. 4. 2. d'une demande frauduleuse de rémunération pour l'exécution de tâches supplémentaires, des congés rémunérés, des voyages, une réinstallation ou d'autres dépenses;

8. 1. 1. 4. 3. d'une demande frauduleuse de paiement par un fournisseur ou un entrepreneur ou toute autre personne;

8. 1. 1. 4. 4. d'une fraude informatique ou une fraude réalisée à l'aide d'une carte de crédit.

8. 1. 2. Les avances de voyage relèvent de la responsabilité directe de la personne concernée. Elles ne constituent pas une perte d'argent subie par Sa Majesté et elles ne sont pas portées aux crédits du ministère. Lorsqu'il est jugé approprié, on peut indemniser un employé pour la perte d'une avance de voyage grâce à un paiement à titre gratuit pourvu que :

8. 1. 2. 1. les conditions de [l'art. 8.1.7.](#) aient été remplies, et

8. 1. 2. 2. le CT autorise ce genre de paiement.

8. 1. 3. Pour signaler une perte d'argent, on doit inclure les renseignements suivants dans le rapport préliminaire :

8. 1. 3. 1. une description de la nature de la perte;

8. 1. 3. 2. les circonstances entourant la perte;

8. 1. 3. 3. une description de la nature de l'enquête menée ou entreprise;

8. 1. 3. 4. le nom des membres, des employés ou des personnes impliqués;
8. 1. 3. 5. si la perte a été signalée à Justice Canada et les mesures recommandées;
8. 1. 3. 6. la poursuite ou le procès entrepris et leurs résultats;
8. 1. 3. 7. la description de toute autre action prise pour discipliner un employé dont les actes ont causé la perte;
8. 1. 3. 8. la description des mesures prises pour recouvrer la perte, la somme recouvrée et la probabilité de tout recouvrement futur;
8. 1. 3. 9. la liste des coûts reliés à toute poursuite ou procès ou autres mesures prises pour le recouvrement;
8. 1. 3. 10. la description des sauvegardes prises pour empêcher toute perte future.
8. 1. 4. Il faut produire un rapport supplémentaire dans les trois mois qui suivent et un rapport final lorsque l'affaire est réglée.
8. 1. 4. 1. Les rapports supplémentaire et final ne doivent contenir que des renseignements non inscrits dans le rapport précédent.
8. 1. 5. On doit signaler toutes les pertes d'argent dans les comptes publics.
8. 1. 5. 1. Inclure tous les genres de pertes, qu'il s'agisse de la conséquence d'un acte illégal ou autre et qu'elle se soit produite à partir d'un compte bancaire ministériel ou du Fonds du revenu consolidé.
8. 1. 5. 2. On doit signaler les sommes perdues à la suite d'une infraction ou de tout autre acte illégal même si elles ont été recouvrées.
8. 1. 6. Le recouvrement d'une somme perdue est autorisé par la [Loi sur la gestion des finances publiques](#); voir le [par. 38\(2\)](#) et les [art. 76](#) et [78](#) de cette loi.
8. 1. 6. 1. Lorsqu'une omission ou un acte commis par un employé entraîne ou contribue à une perte d'argent qui lui est confié, on s'attend à ce que la personne concernée rembourse la somme perdue.
8. 1. 6. 2. On s'attend à ce que les pertes ou manques dans la petite caisse ou les avances permanentes soient normalement recouverts de l'employé à moins :
8. 1. 6. 2. 1. qu'il n'y ait des preuves matérielles de vol, comme une introduction forcée;
8. 1. 6. 2. 2. que les modalités établies soient respectées et que le comptant soit en sûreté;
8. 1. 6. 2. 3. qu'aucun acte ou omission du conservateur n'ait contribué à la perte.
8. 1. 7. Le recouvrement d'une perte d'argent autre qu'une avance comptable peut être remis dans les conditions suivantes :
8. 1. 7. 1. Justice Canada est d'avis qu'un recouvrement n'est pas justifié; ou
8. 1. 7. 2. le ministre de la Sécurité publique autorise que la perte soit portée au crédit de la GRC.

## 8. 2. **Chef**



8. 2. 1. À l'annonce par un membre ou à la découverte d'une perte d'argent pendant que celui-ci était sous la responsabilité de la GRC :

8. 2. 1. 1. procéder à l'enquête requise dans les circonstances, p. ex. en cas d'effraction dans un bureau de détachement, en cas de vol;

8. 2. 1. 2. signaler immédiatement la perte par la filière habituelle au c. div.;

8. 2. 1. 3. fournir le plus de renseignements possible sur la perte. Voir [l'art. 8.1.3.](#)

8. 2. 2. Si le chef détermine que la perte a été causée par les actes d'un employé, voir [l'art. 8.1.6.](#) , il doit recouvrer la perte de la personne concernée.

8. 2. 3. Énoncer dans un rapport les résultats de son enquête et toute mesure prise pour le recouvrement de la somme perdue et le présenter par la filière habituelle au c. div.

### 8. 3. **Commandant divisionnaire**

8. 3. 1. Présenter un rapport préliminaire à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. de la Section du contrôle financier aussitôt qu'il est établi qu'une perte d'argent est survenue.

8. 3. 1. 1. S'il y a lieu, présenter un rapport supplémentaire.

8. 3. 1. 2. Présenter un rapport final à la conclusion de l'affaire.

8. 3. 2. Comme les pertes d'argent sont toutes différentes, chaque incident peut exiger l'application de techniques d'enquête diverses ou la nomination d'un enquêteur interne, suivant la complexité ou la gravité de l'affaire en cause.

8. 3. 2. 1. Demander l'avis et les conseils de Justice Canada :

8. 3. 2. 1. 1. dans les cas possibles de vol, de fraude, d'infraction ou d'acte illégal, et

8. 3. 2. 1. 2. lorsque la responsabilité d'un employé est mise en doute relativement au recouvrement de la perte. Voir [l'art. 8.1.6.](#)

8. 3. 3. Si l'enquête et les renseignements recueillis indiquent que l'employé est responsable de la perte d'argent, présenter une réclamation pour recouvrer la somme perdue de l'employé. Voir [l'art. VIII.2.M.](#)

8. 3. 4. Si Justice Canada est d'avis qu'un recouvrement n'est pas justifié, énoncer dans un rapport les détails de l'affaire tel qu'indiqué aux [art. 8.3.1.](#) et [8.3.3.](#) ainsi que sa recommandation et ses commentaires à l'intention du Commissaire et du ministre de la Sécurité publique.

#### **Références**

- *Chapitre [VIII.2.](#), Réclamations déposées par ou contre la Couronne*
- *Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor du Canada*
- *Manuel du Conseil du Trésor, Module - Gestion des programmes et fonction de contrôleur, chap. 4-7*

**ANNEXE B.7 - MANUEL DE L'INFORMATIQUE**  
**PARTIE III – INFORMATIQUE**  
**1. NORMES SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**

**ANNEXE III-1-2 CONTRAINTES D'USAGE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DE LA GRC**

**1. Définitions**

1. Le **contrôle** englobe toutes les mesures de visualisation, d'enregistrement et d'analyse subséquente de l'activité des utilisateurs autorisés dans les systèmes de GI/TI de la GRC ou de l'utilisation de tels systèmes ainsi que d'établissement de rapports sur une telle activité ou utilisation. Il peut comprendre l'enregistrement des comptes des utilisateurs, des activités des utilisateurs, du volume d'utilisation, des sites visités, de l'information téléchargée et des ressources informatiques utilisées pour une analyse régulière du volume d'échange d'information sur les réseaux, des habitudes d'utilisation et des sites visités par certains groupes de travail ou certaines personnes, ou le fait de donner suite à un subpoena ou à tout autre processus judiciaire. L'information enregistrée et analysée ne comprend normalement pas le contenu du courrier électronique, des fichiers de données et des transmissions d'utilisateurs particuliers, mais il peut nécessiter la collecte de renseignements personnels sur certains utilisateurs et l'établissement de rapports qui comprennent des renseignements personnels afin de déterminer si une activité illégale ou inacceptable a eu lieu.

2. Les **examens de conformité de la sécurité des systèmes d'information** désigne le Programme d'examen de conformité de la sécurité des systèmes d'information de la GRC. Le programme vise à s'assurer que les employés de la GRC respectent la politique de la GRC, la politique de Gestion de la sécurité des technologies de l'information du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et les mesures de sécurité concernant la protection des renseignements de nature délicate. Les examens consistent à vérifier au hasard les serveurs ou l'information contenue dans les disques durs des postes de travail des employés. Les examens permettent à la GRC d'évaluer la sécurité de la TI et de remédier aux lacunes.

**2. Généralités**

1. Le matériel, le logiciel et les systèmes de gestion de l'information (GI) et de technologie de l'information (TI) de la GRC, p. ex. les ordinateurs portatifs, les ordinateurs de bureau, le gros ordinateur, les réseaux, le courrier électronique, ont pour but de soutenir les activités administratives et opérationnelles de la GRC ainsi que les activités officielles des Services nationaux de police (SNP).

2. L'utilisation des systèmes de GI/TI de la GRC est limitée aux employés de la GRC, aux organismes autorisés et à leurs agents qui travaillent au nom de la GRC et aux organismes autorisés et à leurs agents encadrés par les SNP.

3. L'accès aux systèmes de GI/TI de la GRC est limité aux activités administratives et opérationnelles de la GRC et des SNP et aux fonctions spécialement conçues pour ces systèmes.

4. L'utilisation des systèmes de GI/TI de la GRC à des fins personnelles, de loisir personnel ou illégales ou pour le stockage de renseignements non liés au travail est interdite.

5. Les organismes extérieurs qui utilisent les systèmes de GI/TI de la GRC sont responsables des actes de leurs employés et de toute autre personne qui agit en leur nom.

6. La GRC contrôle l'utilisation des systèmes de GI/TI de la GRC et effectue des examens de conformité afin de s'assurer que les directives du gouvernement et de la GRC en matière de sécurité sont respectées et convenablement utilisées et que l'intégrité des systèmes est préservée. La GRC contrôle au hasard l'utilisation courante et l'utilisation individuelle des réseaux.

7. Tous les logiciels et le matériel utilisés dans les systèmes de GI/TI de la GRC ou qui y sont connectés doivent être approuvés par l'agent régional de l'informatique (ARO) ou son représentant. Un logiciel ne peut être téléchargé de l'Internet par le personnel autorisé que s'il est lié au travail et qu'il a été approuvé par l'ARO ou son représentant. Tous les logiciels et le matériel doivent être configurés en fonction des normes nationales de la GRC.

8. Avant qu'ils soient utilisés dans un système de GI/TI de la GRC, tous les fichiers contenus dans un support externe, p. ex. une disquette, un CD, un bâtonnet de mémoire USB, doivent être balayés par un détecteur de virus approuvé par l'agent de sécurité pour le ministère (ASM), afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus.

9. Les utilisateurs d'ordinateurs portatifs doivent en assurer la protection ainsi que des données qu'ils contiennent. Les utilisateurs qui voyagent à l'extérieur de l'Amérique du Nord doivent chiffrer le disque dur de leur ordinateur portatif au moyen du logiciel de chiffrement approuvé par l'ASM.

10. Les jetons USB qui contiennent les clés de chiffrement de l'utilisateur ne doivent pas être laissés sans surveillance au poste de travail. Lorsque le jeton est inutilisé, on doit le mettre sous clé dans un contenant approuvé ou le conserver sur soi. Communiquer avec la Sect. de la sécurité matérielle, SDSM pour obtenir les spécifications du contenant. Communiquer immédiatement avec le Bureau d'assistance en cas de perte ou de vol du jeton.

### 3. Systèmes de la GRC et des SNP

1. Seuls les ordinateurs de bureau et les ordinateurs portatifs approuvés par l'ARI ou son représentant peuvent être connectés aux systèmes de GI/TI de la GRC.

1. Lorsqu'un ordinateur de bureau est relié au réseau, on ne doit pas le déplacer ailleurs. Toutes les demandes de déplacement doivent être présentées à l'administrateur RL ou au Bureau d'assistance.

2. L'utilisateur ne doit pas modifier la configuration du poste de travail. Toutes les demandes de modification des configurations doivent être présentées à l'administrateur RL ou au Bureau d'assistance.

2. L'administrateur RL ou un employé ayant obtenu l'autorisation de l'ARI ou de son représentant installe les logiciels dans les systèmes de GI/TI de la GRC.

3. La configuration normalisée des systèmes de GI/TI de la GRC permet de stocker et de transmettre les données allant jusqu'au niveau Protégé A. Il faut avoir recours au chiffrement approuvé pour stocker ou transmettre les données Protégé B. Les données de cote supérieure doivent être traitées au moyen d'un système de sécurité de la GI/TI approuvé.

4. On doit attribuer aux données sauvegardées sur le matériel amovible, p. ex. disque souple, disque dur amovible, disque optique, bâtonnet de mémoire USB, le niveau de la nature délicate le plus élevé de ces données. L'employé doit avoir recours au chiffrement approuvé ou à la sécurité matérielle, ou aux deux. On doit étiqueter les supports d'information selon le niveau le plus élevé des données qu'ils contiennent.

5. Les logiciels des systèmes de GI/TI de la GRC sont couverts par le Programme de concession de licences de la GRC. Toute copie non autorisée des programmes logiciels peut donner lieu à des poursuites, conformément à la [Loi sur le droit d'auteur](#). Il est interdit d'utiliser des logiciels non brevetés dans les systèmes de GI/TI de la GRC.

6. Il incombe à l'utilisateur d'effectuer des copies de sauvegarde des données stockées sur les postes de travail locaux. Il convient d'utiliser un dispositif amovible pour y sauvegarder les données.

7. Le système ROSS ne doit pas remplacer le système des dossiers de la GRC. Toutes données satisfaisant aux critères précisés dans le chap. [IV.1. du MI](#) au sujet des **documents** doivent être classées dans un dossier officiel de la GRC. Il incombe à l'utilisateur d'éliminer les données superflues des lecteurs communs ou personnels du système ROSS.

8. Le système de courrier électronique de la GRC (GroupWise) sert uniquement à transmettre le courrier électronique. Tout message électronique satisfaisant aux critères précisés dans le chap. [IV.1. du MI](#) doit être classé dans un dossier officiel de la GRC. Le système conservera ces messages pour une période maximale de 90 jours. L'utilisateur qui désire conserver ses messages de plus de 90 jours peut les stocker (archiver) sur son disque dur local, conformément à l'art. [3.6.](#)

9. Lorsqu'on utilise le courrier électronique sur les systèmes de GI/TI de la GRC :

1. Si on s'absente durant une période pouvant aller jusqu'à trois mois, désigner un mandataire afin de prendre connaissance de ses messages et d'y donner suite ou de les transmettre à une autre personne pour qu'elle y donne suite.

2. Si on s'absente pendant plus de trois mois, créer une règle pour avoir une réponse automatique aux messages électroniques et désigner un mandataire afin de prendre connaissance de ses messages et d'y donner suite ou de les transmettre à une autre personne pour qu'elle y donne suite.

3. Faire attention en activant la fonction de réponse automatique (règle). Une erreur peut paralyser le système local. Communiquer avec le Bureau d'assistance pour obtenir l'aide nécessaire.

4. Les pièces jointes de plus de 100 Ko ne doivent être envoyées que durant les heures de faible encombrement, après 15 heures (heure locale). Ces messages, y compris les pièces jointes, ne doivent pas dépasser 5 Mo.

10. Les avis d'absence :

1. doivent être dans les deux langues officielles lorsque le profil linguistique du poste l'exige, conformément à la Directive sur l'utilisation des langues officielles dans les communications électroniques;

2. doivent contenir très peu de détails sur les circonstances et le titre du poste;

3. doivent fournir le nom d'une autre personne-ressource au sein de l'organisme pour répondre aux demandes de renseignements;

4. ne doivent pas contenir le message original, des renseignements de nature délicate et des pièces jointes.

11. Lorsqu'on s'absente de son poste de travail pendant moins de quatre heures :

1. Verrouiller le poste de travail, c.-à-d. Ctrl + Alt + Delete, suivi de la touche Enter.

2. Régler l'économiseur d'écran et l'option Mot de passe de façon à ce qu'ils se déclenchent après dix minutes d'inactivité.

12. On doit fermer les systèmes de GI/TI de la GRC si on quitte son poste de travail pendant plus de quatre heures.

#### 4. Courrier électronique externe (Internet)

1. Ne pas transmettre de renseignements protégés sur des systèmes autres que les systèmes de

chiffrement approuvés par l'ASM. La transmission de renseignements classifiés ou Protégé C par le courrier électronique externe est interdit.

2. Les messages avec annexes envoyés sur l'Internet sont limités à 5 Mo.

3. Ne pas donner suite à des demandes officielles sans vérifier l'identité de l'auteur de la demande et la validité de cette dernière.

4. L'accès aux sites de courrier Internet, p. ex. Hot Mail, messagerie instantanée, à partir des systèmes de GI/TI de la GRC est interdit. Utiliser son compte GroupWise pour tout le courrier électronique interne et externe.

5. Afin de réduire le risque de recevoir des messages non sollicités (pourriel), être prudent lorsqu'on divulgue son adresse électronique.

## **5. Utilisation des réseaux privés virtuels (VPN)**

1. Utiliser la configuration approuvée par le DPI.

2. Dans les immeubles de la GRC (zone des opérations ou zone supérieure), terminer la séance VPN si on prévoit laisser le poste de travail sans surveillance pendant plus d'une heure.

3. Dans tout autre lieu (p. ex. maison, chambre d'hôtel), terminer la séance VPN immédiatement lorsque le poste de travail est laissé sans surveillance.

4. Être conscient du fait que son poste de travail est en direct et vulnérable sur l'Internet jusqu'à ce qu'on commence la séance VPN et immédiatement après avoir terminé la séance VPN. Débrancher physiquement son poste de travail de l'Internet lorsqu'on ne l'utilise pas.

## **6. Accès Internet (autre que le courrier électronique)**

1. L'accès aux services Internet ne doit se faire qu'au moyen :

1. de postes de travail autonomes par l'entremise d'un fournisseur de service Internet;

2. de réseaux privés approuvés par l'ASM qui ne sont interconnectés à aucun autre réseau de la GRC;

3. de postes disques durs amovibles approuvés où un disque dur est utilisé exclusivement pour l'accès Internet et les renseignements non sensibles;

4. de postes de travail configurés par la GRC et utilisant l'Intranet de la GRC (InfoWeb).

2. La diffusion des informations de la GRC, y compris les photographies, sur tout site Internet doit être approuvée par le niveau de gestion précisé dans les manuels de la GRC ou, en l'absence de telles politiques, par le niveau de gestion responsable de la création de ces informations. Les renseignements iés à la GRC ne doivent pas être communiqués en ligne dans des lieux tels que les bavardoirs et les blogues (carnets Web).

3. Seuls les renseignements non sensibles peuvent être transmis en texte clair sur le réseau Internet. Les renseignements protégés ou classifiés ne doivent être transmis qu'au moyen de systèmes de chiffrement approuvés par l'ASM.

## Reconnaissance des responsabilités

J'ai lu les contraintes d'usage des technologies de l'information de la GRC et j'accepte de m'y conformer.

Employé :

Témoin (superviseur ou gestionnaire) :

Signature : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Nom (en caractères d'imprimerie) : \_\_\_\_\_

Nom (en caractères d'imprimerie) : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

AAAA-MM-JJ

AAAA-MM-JJ

(Une fois signé, classer avec la formule [2871](#))

**ANNEXE C**  
**ATTESTATION DE L'EMPLOYÉ(E) DÉTACHÉ(E)**

Prénom et Nom de l'employé(e) détaché(e) : \_\_\_\_\_

Grade / Rang : \_\_\_\_\_

Date de début du détachement : \_\_\_\_\_

Date de fin du détachement : \_\_\_\_\_

Fonctions au sein de la GRC: \_\_\_\_\_ (voir Annexe A)

Lieu du détachement : GRC, 4225, boul. Dorchester, Westmount, Qc, H3Z 1V5

**ATTESTATION DE L'EMPLOYÉ(E) DÉTACHÉ(E)**

J'ai lu et je comprends l'objet et les modalités de la présente Entente de détachement intervenue entre la Ville de Montréal et la GRC, incluant ce qui est prévu à ses Annexes A et B et j'accepte de m'y conformer.

J'accepte d'être détaché(e) au CCPM de Montréal et d'y exercer les fonctions prévues pour la durée mentionnée plus haut et de respecter les conditions et modalités énoncées dans les présentes. Je comprends que mon détachement peut être résilié par le SPVM et la GRC, conformément aux modalités de l'Entente, sans que cela ne constitue une terminaison d'emploi, une réduction de traitement, une destitution ou un congédiement donnant notamment droit aux modalités en matière de cessation d'emploi.

J'accepte de me conformer aux politiques, méthodes et procédures applicables au sein de la Ville et de la GRC, selon les modalités prévues à la présent Entente.

Signé à \_\_\_\_\_, province de Québec, le \_\_\_\_\_ 2020.

\_\_\_\_\_  
(Grade, Prénom, Nom)

Service de police de la Ville de Montréal  
Détaché auprès du CCPM de Montréal

Signé à \_\_\_\_\_, province de Québec, le \_\_\_\_\_ 2020.

\_\_\_\_\_  
(Prénom et Nom)

Directeur  
Service de police de la Ville de Montréal

**Dossier # : 1195326005**

|   |  |
|---|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b> | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -   |
| <b>Objet :</b>                            | Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum d'un (1) policier au CCPM de la GRC, aux frais du SPVM, pour une période de trois (3) ans, à compter du 30 septembre 2019, et ce, jusqu'au 29 septembre 2022; et autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de détachement. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[GDD1195326005 CCPM.xls](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Thi Ly PHUNG  
Conseillère budgétaire  
**Tél : 514-280-9146**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2020-01-10

Line DESJARDINS  
Chef d'équipe  
**Tél : 514-280-2192**  
**Division : Services des finances, Direction du conseil et du soutien financier**





**Dossier # : 1200079001**

|  |  |
|--|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles            |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération  |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Services de police et sécurité incendie  |
| <b>Projet :</b>  | -  |
| <b>Objet :</b>   | Nomination de Mme Johanne Tanguay, cadre sur mandat, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec |

Il est recommandé au Conseil d'agglomération de nommer, madame Johanne Tanguay, cadre sur mandat à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec.

**Signé par** Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-27 09:21

**Signataire :**

Serge LAMONTAGNE

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1200079001**

|  |  |
|--|--|
| <b>Unité administrative responsable :</b>                  | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles            |
| <b>Niveau décisionnel proposé :</b>                        | Conseil d'agglomération  |
| <b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b> | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens  |
| <b>Compétence d'agglomération :</b>                        | Services de police et sécurité incendie  |
| <b>Projet :</b>  | -  |
| <b>Objet :</b>   | Nomination de Mme Johanne Tanguay, cadre sur mandat, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Loi sur la fiscalité municipale, L.R.Q., c. F-2.1 (ci-après: LFM) comporte une nouvelle section intitulée : "Taxe aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1" (art. 244.68 à 244.74). Ces dispositions font suite à l'«Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités 2007-2013».

Les articles 244.68 à 244.74 LFM prévoient qu'une taxe municipale sera imposée aux abonnés de services téléphoniques filaires, cellulaires ou utilisant la technologie Internet (VoIP). Cette taxe municipale viendra remplacer les ententes actuelles relatives aux redevances payées par les abonnés filaires. De fait, la loi vient obliger les fournisseurs de ces services téléphoniques à contribuer au financement des Centres d'urgence 9-1-1 à travers le Québec. La Loi oblige aussi les municipalités à adopter un règlement imposant cette taxe.

Le Règlement décrétant l'imposition d'une taxe aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1 a été adopté lors du Conseil d'agglomération le 27 août 2009 par la résolution CG09 0368.

La LFM prévoit, de plus, que tout fournisseur d'un service téléphonique visé est, à titre de mandataire de la municipalité, tenu de percevoir la taxe et d'en remettre le produit, soustraction faite de la somme qu'il conserve pour ses frais d'administration, au ministre du Revenu. Celui-ci remettra ensuite, le produit de la taxe à un organisme à but non lucratif constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies, L.R.Q., c. C-38, qui sera désigné pour gérer le produit de cette taxe et le remettre aux municipalités.

La résolution CE09 1270 datée du 29 juillet 2009 a permis à M. Richard Boyer chef du Service des communications opérationnelles, du Service de police de la Ville de Montréal, d'agir comme l'un des trois requérants pour la constitution cet organisme à but non lucratif. Les lettres patentes le créant ont été délivrées par le Registraire des entreprises le 7 août 2009. L'organisme se nomme : Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec (ci-après : l'Agence 9-1-1).

L'Agence 9-1-1 ayant été créée et son conseil d'administration ayant été constitué, il s'agit à présent de remplacer le membre employé de la Ville de Montréal.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG18 0141- 22 février 2018 – Nommer M. Alex Norris, conseiller de ville, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec en remplacement de M. Jean-Marc Gibeau.

CG10 0385 - 28 octobre 2010 – Nommer M. Pierre Foucault , chef de division au Service des communications opérationnelles du Service de police de la Ville de Montréal, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec, en remplacement de M. Richard Boyer.

CG09 0454 – 24 septembre 2009 - Nomination de M. Jean-Marc Gibeau, conseiller de ville de l'arrondissement de Montréal-Nord et M. Richard Boyer, chef du Service des communications opérationnelles du Service de police de la Ville de Montréal, à titre de membres du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec.

CG09 0368 - 27 août 2009 - Adopter le règlement intitulé « Règlement décrétant l'imposition d'une taxe aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1 », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

CE09 1270 - 29 juillet 2009 - Autoriser M. Richard Boyer, chef du Service des communications opérationnelles, du Service de police de la Ville de Montréal, à agir comme l'un des trois requérants pour la constitution d'un organisme à but non lucratif (OBNL), chargé de recevoir et de redistribuer le produit de la taxe destinée à financer les services d'urgence 911 conformément à la Loi sur la fiscalité municipale. Modifier le budget de revenus et de dépenses 2009 du service afin de tenir compte de la contribution financière du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et du paiement des frais et droits liés à la constitution de l'OBNL au montant de 7 500\$.

## **DESCRIPTION**

L'article 244.73 LFM prévoit que l'organisme à but non lucratif qui administre le produit de taxe devra être dirigé par un conseil d'administration composé à parts égales de représentants de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) ainsi que de la Ville de Montréal (ci-après: les parties constituantes) et que ce conseil d'administration devra prendre ses décisions à l'unanimité relativement à la redistribution du produit de la taxe.

Des discussions entre les parties constituantes de l'Agence 9-1-1 ont permis d'en venir à une entente selon laquelle :

- Le conseil d'administration de l'Agence 9-1-1 est composé de 6 administrateurs, soit deux représentants nommés par chacune des parties constituantes. Chacune des parties constituantes est représentée par 1 élu et par 1 employé.

- Seules les personnes qui ont été dûment autorisées par une résolution ou toute forme de décision officielle de leur partie constituante peuvent être nommées administrateurs.

La présente résolution a donc pour but de nommer Mme Johanne Tanguay, cadre sur mandat, comme membre employé de la Ville de Montréal du conseil d'administration de l'Agence 9-1-1 en remplacement de M. Pierre Foucault.

#### **JUSTIFICATION**

Le représentant employé Ville de Montréal au conseil d'administration de l'Agence 9-1-1, M. Pierre Foucault, est prévu de prendre sa retraite en date du 21 juillet 2020, il doit être remplacé comme représentant «employé» Ville de Montréal.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Aucune rémunération n'est rattachée aux responsabilités et fonctions des représentants de la Ville, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence 9-1-1. Il en va de même pour les représentants de la FQM et de l'UMQ.

#### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas

#### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La nomination de membres de conseil d'administration de l'Agence 9-1-1 est une étape majeure afin d'assurer le leadership de Montréal au sein de l'Agence 9-1-1.

#### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

#### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas

#### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Ne s'applique pas.

#### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

#### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre FOUCAULT  
Cadre sur mandat

**Tél :** 514 280-6753  
**Télécop. :** 514 280-2649

### ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-18

Natalia SHUSTER  
inspecteur-chef police

**Tél :** 514-280-3710  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc CHARBONNEAU  
Directeur adjoint

**Tél :** 514 280-2602  
**Approuvé le :** 2020-02-24

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON  
Directeur

**Tél :** 514-280-2005  
**Approuvé le :** 2020-05-25